



DOCUMENTS OFFICIELS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
TRENTIÈME SESSION

SIXIÈME COMMISSION

QUESTIONS JURIDIQUES

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SÉANCES

17 SEPTEMBRE - 5 DÉCEMBRE 1975

NATIONS UNIES



DOCUMENTS OFFICIELS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
TRENTIÈME SESSION

SIXIÈME COMMISSION

QUESTIONS JURIDIQUES

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SÉANCES
17 SEPTEMBRE - 5 DÉCEMBRE 1975

NATIONS UNIES

New York, 1976

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels de l'Assemblée générale* pour une session donnée comprennent les comptes rendus des séances, les annexes à ces comptes rendus, les suppléments, la *Liste des délégations* et le *Répertoire des documents*. On trouvera dans ce répertoire et dans les fascicules d'annexes pertinents des renseignements concernant les autres documents.

*

* *

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
Ordre du jour	xi	1529^e séance	
1522^e séance		<i>Jeudi 2 octobre 1975, à 15 h 15</i>	
<i>Mercredi 17 septembre 1975, à 11 h 35</i>		POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR :	
ELECTION DU PRESIDENT	1	Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (<i>suite</i>)	13
1523^e séance		1530^e séance	
<i>Mardi 23 septembre 1975, à 11 heures</i>		<i>Vendredi 3 octobre 1975, à 10 h 50</i>	
ELECTION DES VICE-PRESIDENTS	1	POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR :	
ELECTION DU RAPPORTEUR	1	Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (<i>suite</i>)	18
ORGANISATION DES TRAVAUX	2	POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
1524^e séance		Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	20
<i>Mercredi 24 septembre 1975, à 10 h 50</i>		1531^e séance	
ORGANISATION DES TRAVAUX	4	<i>Lundi 6 octobre 1975, à 15 h 15</i>	
1525^e séance		POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Vendredi 26 septembre 1975, à 10 h 50</i>		Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (<i>suite</i>)	23
ORGANISATION DES TRAVAUX	4	ORGANISATION DES TRAVAUX	30
1526^e séance		1532^e séance	
<i>Lundi 29 septembre 1975, à 15 h 20</i>		<i>Mardi 7 octobre 1975, à 12 h 10</i>	
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général	5	Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (<i>suite</i>)	31
1527^e séance		1533^e séance	
<i>Mardi 30 septembre 1975, à 10 h 45</i>		<i>Mardi 7 octobre 1975, à 16 h 45</i>	
POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session	12	Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (<i>suite</i>)	35
1528^e séance			
<i>Mercredi 1^{er} octobre 1975, à 15 h 25</i>			
ORGANISATION DES TRAVAUX	12		

	Pages		Pages
1534^e séance		1540^e séance	
<i>Mercredi 8 octobre 1975, à 15 h 15</i>		<i>Mercredi 15 octobre 1975, à 15 h 15</i>	
POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session	41	Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	72
1535^e séance		POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Jeudi 9 octobre 1975, à 15 h 20</i>		Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	
POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	44	1541^e séance	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)		<i>Jeudi 16 octobre 1975, à 15 h 40</i>	
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)		Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	79
1536^e séance		POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Vendredi 10 octobre 1975, à 15 h 15</i>		Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		1542^e séance	
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	50	<i>Vendredi 17 octobre 1975, à 10 h 45</i>	
1537^e séance		POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Lundi 13 octobre 1975, à 15 h 15</i>		Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	82
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	54	Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	
1538^e séance		1543^e séance	
<i>Mardi 14 octobre 1975, à 15 h 10</i>		<i>Lundi 20 octobre 1975, à 10 h 45</i>	
POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	61	POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)		Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	87
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)		Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	
1539^e séance		1544^e séance	
<i>Mercredi 15 octobre 1975, à 10 h 45</i>		<i>Mardi 21 octobre 1975, à 10 h 50</i>	
POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	68	POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)		Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	92
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)		Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	

	Pages		Pages
1545^e séance		POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Mardi 21 octobre 1975, à 15 h 20</i>		Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	
POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :		EXPRESSION DE SYMPATHIE A L'OCCASION DE LA MORT DE DEUX AMBASSADEURS DE TURQUIE (<i>fin</i>)	136
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	97		
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)			
1546^e séance		1550^e séance	
<i>Mercredi 22 octobre 1975, à 10 h 50</i>		<i>Mardi 28 octobre 1975, à 10 h 50</i>	
POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	103	Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	137
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)		Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	
1547^e séance		1551^e séance	
<i>Jeudi 23 octobre 1975, à 10 h 50</i>		<i>Mardi 28 octobre 1975, à 15 h 20</i>	
POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	112	Question de l'asile diplomatique : rapport du Secré- taire général	144
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)			
1548^e séance		1552^e séance	
<i>Vendredi 24 octobre 1975, à 15 h 15</i>		<i>Mercredi 29 octobre 1975, à 10 h 55</i>	
EXPRESSION DE SYMPATHIE A L'OCCASION DE LA MORT DE DEUX AMBASSADEURS DE TURQUIE	120	POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :		Question de l'asile diplomatique : rapport du Secré- taire général (<i>suite</i>)	149
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	120		
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)			
1549^e séance		1553^e séance	
<i>Lundi 27 octobre 1975, à 15 h 25</i>		<i>Jeudi 30 octobre 1975, à 15 h 20</i>	
POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	128	Question de l'asile diplomatique : rapport du Secré- taire général (<i>suite</i>)	149
		1554^e séance	
		<i>Vendredi 31 octobre 1975, à 10 h 55</i>	
		POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Question de l'asile diplomatique : rapport du Secré- taire général (<i>suite</i>)	153
		1555^e séance	
		<i>Lundi 3 novembre 1975, à 15 h 10</i>	
		POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Question de l'asile diplomatique : rapport du Secré- taire général (<i>suite</i>)	157

	Pages		Pages
1556^e séance		POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Mardi 4 novembre 1975, à 10 h 55</i>		Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies	
POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR :		Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général . .	188
Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	167		
1557^e séance		1562^e séance	
<i>Mardi 4 novembre 1975, à 15 h 20</i>		<i>Mardi 11 novembre 1975, à 15 h 20</i>	
POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	173	Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)	
1558^e séance		Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	189
<i>Mercredi 5 novembre 1975, à 10 h 55</i>			
POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR :		1563^e séance	
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte	178	<i>Mercredi 12 novembre 1975, à 10 h 40</i>	
1559^e séance		POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Jeudi 6 novembre 1975, à 10 h 50</i>		Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)	
POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR :		Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	191
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (<i>suite</i>)	179		
POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR :		1564^e séance	
Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	182	<i>Jeudi 13 novembre 1975, à 15 h 20</i>	
1560^e séance		POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Vendredi 7 novembre 1975, à 15 h 20</i>		Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)	
PRESENTATION DE VOEUX A L'OCCASION DE L'ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE	182	Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	194
POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (<i>suite</i>)	182		
POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	187		
1561^e séance			
<i>Lundi 10 novembre 1975, à 15 h 20</i>			
POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (<i>fin</i>)	187		

	Pages		Pages
1565^e séance			
<i>Vendredi 14 novembre 1975, à 10 h 50</i>			
POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :		Raffermisssement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	214
Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)		POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Raffermisssement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	200	Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	220
1566^e séance			
<i>Mardi 18 novembre 1975, à 10 h 55</i>			
POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :		1569^e séance	
Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)		<i>Mercredi 19 novembre 1975, à 15 h 20</i>	
Raffermisssement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	205	POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)	
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	209	Raffermisssement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	220
1567^e séance		POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
<i>Mardi 18 novembre 1975, à 15 h 20</i>		Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	226
POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)		1570^e séance	
Raffermisssement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	210	<i>Jeudi 20 novembre 1975, à 10 h 55</i>	
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		HOMMAGE A LA MEMOIRE DU GENERALIS-SIME FRANCISCO FRANCO, CHEF DE L'ETAT ESPAGNOL	226
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	213	POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :	
1568^e séance		Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)	
<i>Mercredi 19 novembre 1975, à 10 h 55</i>		Raffermisssement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	227
POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :			
Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)		1571^e séance	
		<i>Vendredi 21 novembre 1975, à 10 h 55</i>	
		POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)	

	Pages		Pages
Raffermissment du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	233	1574^e séance	
1572^e séance		<i>Mardi 25 novembre 1975, à 15 h 20</i>	
<i>Lundi 24 novembre 1975, à 10 h 55</i>		POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)		Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)	
Raffermissment du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	241	Raffermissment du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	256
ORGANISATION DES TRAVAUX	248	POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINTS 114 ET 70 DE L'ORDRE DU JOUR :		Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignements, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général	257
Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général		POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé	248	Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (<i>suite</i>)	258
POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (<i>suite</i>)	248	Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>suite</i>)	
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	248	Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	258
1573^e séance		1575^e séance	
<i>Mardi 25 novembre 1975, à 10 h 55</i>		<i>Mercredi 26 novembre 1975, à 13 h 20</i>	
POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINTS 114 ET 70 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)		Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	
Raffermissment du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	249	Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé (<i>suite</i>)	259
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	255	Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (<i>fin</i>)	263
		POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (<i>fin</i>)	263
		POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	265

	Pages		Pages
POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	266	Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit inter- national : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>) . .	282
1576 ^e séance		1578 ^e séance	
<i>Vendredi 28 novembre 1975, à 10 h 55</i>		<i>Mardi 2 décembre 1975, à 15 h 25</i>	
POINTS 114 ET 70 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)		Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)	
Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé (<i>suite</i>)	267	Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité inter- nationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	284
POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit inter- national : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>) . .	273	Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit inter- national : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>) . .	287
POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)		Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diploma- tiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention	287
Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité inter- nationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	273	1579 ^e séance	
1577 ^e séance		<i>Mercredi 3 décembre 1975, à 11 heures</i>	
<i>Lundi 1^{er} décembre 1975, à 15 h 20</i>		POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR :	
POINTS 114 ET 70 DE L'ORDRE DU JOUR :		Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diploma- tiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention (<i>suite</i>) . .	290
Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général (<i>fin</i>)		POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé (<i>fin</i>)	276	Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit inter- national : rapport du Secrétaire général (<i>fin</i>) . . .	294
POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR :		POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (<i>fin</i>)	280	Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>suite</i>)	295
POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :		1580 ^e séance	
Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>suite</i>)		<i>Jeudi 4 décembre 1975, à 11 heures</i>	
Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité inter- nationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>suite</i>)	281	POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR :	
		Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (<i>fin</i>)	296

	<i>Pages</i>
POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention (<i>suite</i>) . .	297

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR :

Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Comité spécial du terrorisme international	298
--	-----

1581^e séance

Jeudi 4 décembre 1975, à 15 h 30

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR :

Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Comité spécial du terrorisme international (<i>fin</i>)	301
---	-----

	<i>Pages</i>
POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR :	
Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention (<i>fin</i>) . .	307

POINT 118 DE L'ORDRE DU JOUR :

Résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales :	
a) Résolution concernant le statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes;	
b) Résolution concernant l'application de la Convention dans les activités futures des organisations internationales	308

1582^e séance

Vendredi 5 décembre 1975, à 11 h 5

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR :

Rapport du Comité <i>ad hoc</i> de la Charte des Nations Unies (<i>fin</i>)	
Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (<i>fin</i>)	308
CLOTURE DES TRAVAUX DE LA COMMISSION	309

ORDRE DU JOUR

[*Note.* — Les points de l'ordre du jour figurent dans l'ordre où ils sont énumérés dans la lettre, en date du 19 septembre 1975, adressée au Président de la Sixième Commission par le Président de l'Assemblée générale (A/C.6/434)¹. Le nombre qui figure entre crochets après l'énoncé de la question indique le numéro affecté à celle-ci dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.]

A sa 2353^e séance plénière, le 19 septembre 1975, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Sixième Commission pour examen et rapport les points suivants de l'ordre du jour de la trentième session :

1. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session [108].
2. Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général [109].
3. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session [110].
4. Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général [111].
5. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [112].
6. Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies [113].
7. Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général [114].
8. Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé [70].
9. Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention [115].
10. Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Comité spécial du terrorisme international [116].
11. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général [117].
12. Résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales [118] :
 - a) Résolution concernant le statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes;
 - b) Résolution concernant l'application de la Convention dans les activités futures des organisations internationales.
13. Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général [29].

¹ Pour l'ordre dans lequel la Commission a décidé d'examiner les questions, voir les 1524^e et 1525^e séances.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

TRENTIÈME SESSION

SIXIÈME COMMISSION

Comptes rendus analytiques des 1522^e à 1582^e séances, tenues au Siège,
à New York, du 17 septembre au 5 décembre 1975

1522^e séance

Mercredi 17 septembre 1975, à 11 h 35.

Président provisoire : M. Gaston THORN (Luxembourg).

A/C.6/SR.1522

Election du Président

1. M. JOB (Yougoslavie) propose la candidature de M. Frank X. J. C. Njenga (Kenya).
2. En l'absence d'autres candidatures et conformément à l'article 103 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le PRÉSIDENT PROVISOIRE déclare M. Njenga (Kenya) élu président par acclamation.

M. Njenga (Kenya) est élu président par acclamation.

La séance est levée à 11 h 40.

1523^e séance

Mardi 23 septembre 1975, à 11 heures.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1523

Election des Vice-Présidents

Election du Rapporteur

1. M. ABDALLAH (Tunisie) propose la candidature de M. Victor M. Godoy (Paraguay).
2. M. CASTRÉN (Finlande) propose la candidature de M. Alfons Klafkowski (Pologne).
3. M. MANGAL (Afghanistan) appuie ces propositions.

M. Godoy (Paraguay) et M. Klafkowski (Pologne) sont élus vice-présidents par acclamation.

4. M. SANDERS (Guyane) propose la candidature de M. Eike Bracklo (République fédérale d'Allemagne).

M. Bracklo (République fédérale d'Allemagne) est élu rapporteur par acclamation.

5. M. STARČEVIĆ (Yougoslavie), parlant au nom du Président de la Sixième Commission de la précédente session, au nom de sa délégation et au nom de l'ensemble des membres de la Commission, félicite chaleureusement de

leur élection le Président, les deux vice-présidents et le Rapporteur. La délégation yougoslave est particulièrement satisfaite de voir à la présidence de la Commission, cette année, le représentant d'un noble pays d'Afrique, qui est aussi membre du groupe des pays non alignés. Les qualités personnelles du Président, bien connues de tous, ses compétences juridiques et son habileté à résoudre les problèmes complexes le qualifient éminemment pour occuper ce poste et sont le gage d'un travail effectif et fécond au sein de la Sixième Commission durant cette trentième session.

6. La Commission doit aussi se féliciter de compter parmi les membres de son bureau des juristes aussi éminents que M. Godoy, M. Klafkowski et M. Bracklo. Il est incontestable qu'ils apporteront une contribution précieuse aux travaux de la Commission, dont ils faciliteront l'organisation de manière à les mener à bien avec la plus grande efficacité.

7. M. Starčević est convaincu que sous l'autorité efficace de son bureau et grâce à l'esprit de coopération et de dévouement sincère qui l'a toujours animée, la Commission, en dépit d'un programme de travail chargé, réussira, une fois de plus, à résoudre les importantes questions juridiques et politiques qui lui sont confiées et parviendra à des solutions constructives et acceptables par tous, qui feront progresser le règne du droit dans les relations internationales.

8. M. Starčević assure le Président et les autres membres du Bureau de la Commission de son plein appui et de son entière coopération.

Organisation des travaux (A/C.6/434, A/C.6/L.1015)

9. Le PRÉSIDENT déclare qu'il a été demandé aux présidents des grandes commissions d'attirer l'attention des délégations sur plusieurs questions d'ordre financier et administratif.

10. La première concerne la documentation. Il y a lieu de rappeler que les grandes commissions pour lesquelles on établit généralement des comptes rendus analytiques sont autorisées aux termes de l'alinéa e du paragraphe 10 de la résolution 2538 (XXIV) de l'Assemblée générale à faire reproduire le texte intégral d'une déclaration faite au cours d'une séance, à condition que l'organe intéressé ait pris une décision précise à cet effet après avoir été informé des incidences financières de cette décision. Le Président croit savoir que le coût actuel de la traduction et de la reproduction d'une déclaration est d'environ 250 dollars par page du texte original si celui-ci est fourni par l'orateur. Si l'on ne dispose pas du texte, le coût de la transcription de la déclaration à partir d'un enregistrement vient s'ajouter à ce chiffre. Dans le cas où la Commission déciderait d'insérer dans le compte rendu analytique une déclaration *in extenso*, il s'ensuivrait une augmentation du coût d'approximativement 80 dollars par page. Le chiffre susmentionné de 250 dollars par page serait encore valable si la Commission décidait de faire figurer un aperçu des grandes lignes de son débat dans son rapport à l'Assemblée générale.

11. Au cours des années, ainsi que le savent les membres de la Commission, l'Assemblée générale a adopté, au sujet du contrôle et de la limitation de la documentation, un certain nombre de résolutions sur lesquelles le Président estime devoir à nouveau appeler l'attention. Il prie instamment les délégations de ne demander qu'avec modération la distribution de documents supplémentaires.

12. Afin d'assurer la plus haute qualité d'interprétation possible, il conviendrait que les membres de la Commission observent un certain nombre de règles simples, qu'ils s'attachent en particulier à avoir une diction lente et à fournir à l'avance au moins six exemplaires, si possible, des textes de leurs interventions aux interprètes et un exemplaire supplémentaire aux rédacteurs de comptes rendus analytiques. Lorsqu'ils se réfèrent à des documents de l'Organisation des Nations Unies, ils devraient indiquer autant que possible le numéro du paragraphe plutôt que celui de la page, la pagination étant, évidemment, différente selon les versions linguistiques.

13. Les séances devraient normalement se tenir de 10 h 30 à 13 heures en ce qui concerne le matin et de 15 à 18 heures pour ce qui est de l'après-midi. Le Président entend ouvrir les séances au plus tard 15 minutes après l'heure prévue; la présente séance ayant débuté avec un certain retard, il prie les membres de la Commission de l'en excuser. Afin de tirer le meilleur parti du temps imparti aux séances, les délégations sont priées de faire preuve de ponctualité de façon que les réunions puissent commencer à l'heure. En règle générale, le Président entend lever les séances à l'heure prévue, à savoir 13 heures ou 18 heures. Si une séance se prolongeait sensiblement au-delà de l'heure normale, il faudrait renouveler les équipes d'interprétation, ce qui n'est faisable que si une demande à cet effet est formulée au moins une heure à l'avance.

14. Appelant l'attention sur les documents A/C.6/434 et A/C.6/L.1015, le Président propose à la Commission d'adopter la recommandation faite par le Secrétariat au paragraphe 4 de sa note (A/C.6/L.1015) et tendant à surseoir à l'examen du point 108 de l'ordre du jour — qui figure en tête de liste dans le document A/C.6/434 — jusqu'à ce que l'examen du point 110 ait été mené à son terme.

15. M. BOUAYAD-AGHA (Algérie) estime que la note du Secrétariat relative à l'organisation des travaux (A/C.6/L.1015) est un document pratique, qui montre clairement la tâche considérable qui incombe à la Commission. A son avis, cependant, le point 113, relatif au rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies, requiert plus de réunions que les sept prévues. Ce problème est délicat mais très urgent, de l'avis de beaucoup, en particulier des pays non alignés. M. Bouayad-Agha demande qu'un nombre plus important de réunions soit consacré à l'examen de ce point afin que toutes les délégations puissent exprimer leur avis. Par ailleurs, le point 116, concernant les mesures visant à prévenir le terrorisme international, devrait être repoussé à la fin de l'ordre du jour de la Commission et le nombre des séances consacrées à son examen devrait être réduit. Cette question a été examinée amplement ces deux dernières années et il ne serait pas utile d'y consacrer cinq séances lors de la trentième session.

16. Le **PRESIDENT** pense qu'il serait sage de repousser toute décision concernant le point 113 jusqu'à la parution du rapport pertinent, prévue pour la fin d'octobre. De plus, il y a encore quatre séances qui sont prévues "en réserve" et qui pourraient être consacrées, le cas échéant, à l'examen de ce point. Le Président donne l'assurance que le rapport ne sera pas traité à la légère.

17. **M. ROSENSTOCK** (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il serait inopportun, au stade actuel, de repousser le point 116 à la fin de l'ordre du jour de la Commission. Il apparaît nettement, en fait, que ce point n'a pas été examiné à fond.

18. **M. STEEL** (Royaume-Uni) dit qu'il n'a pas d'objections à formuler en ce qui concerne la proposition algérienne tendant à consacrer plus de temps à l'examen du point 113. Faisant remarquer certains rapports entre ce point et le point 29, relatif au raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix, qui a déjà été discuté en séance plénière mais figure à l'ordre du jour de la Commission pour la première fois, M. Steel suggère que ces deux points soient rapprochés à peu près au milieu de l'ordre du jour, et examinés ensemble. Les orateurs pourraient ainsi gagner du temps en commentant les deux points en même temps. M. Steel pense également qu'il serait difficile pour la Commission de commencer par l'examen du point 109, relatif à la succession d'Etats en matière de traités, étant donné que le rapport du Secrétaire général qui y est consacré n'est pas encore parvenu à beaucoup de missions. Les délégations auront besoin de deux ou trois jours pour examiner le rapport et, éventuellement, prendre des instructions auprès de leur gouvernement.

19. **M. PEDAUYÉ** (Espagne) appuie la proposition algérienne tendant à consacrer plus de séances à l'examen du point 113 ainsi que celle du Royaume-Uni concernant les points 113 et 29. Il demande où en est le rapport du Comité *ad hoc* de la Charte, étant donné la décision de cet organe de publier intégralement des déclarations en annexe.

20. **M. RYBAKOV** (Secrétaire de la Commission) dit que la dernière déclaration a été reçue le 8 septembre et que le rapport est en train d'être établi. Les services techniques ont été surchargés du fait de la session extraordinaire et de la présente session, mais le rapport est toujours attendu pour la fin d'octobre.

21. **M. BOUAYAD-AGHA** (Algérie) estime que la proposition du Royaume-Uni concernant les points 113 et 29 est intéressante, mais qu'elle soulève des problèmes, car le

Comité *ad hoc* est un organe encore fragile qui a besoin du soutien de la Commission, laquelle devrait examiner avec beaucoup de soin son rapport. Il insiste à nouveau pour que le point 116 soit placé tout à la fin de l'ordre du jour de la Commission.

22. **M. BAJA** (Philippines) approuve la proposition algérienne tendant à consacrer plus de séances à l'examen du point 113, qui présente un intérêt considérable. Il demande que le point 29 soit examiné séparément après le point 113, ces deux points ayant déjà été examinés par d'autres instances.

23. **M. FERNÁNDEZ BALLESTEROS** (Uruguay) rappelle à la Commission qu'il a été déclaré lors de la précédente session que l'ordre dans lequel sont énumérés les points à examiner n'indique en aucune manière leur importance relative. Tous les points sont d'une importance capitale, y compris le point 116, qui a été le dernier point à être examiné par la Commission, lors de la précédente session, et dont l'examen avait d'abord été reporté à deux reprises. M. Fernández Ballesteros estime avec le représentant des Etats-Unis d'Amérique que ce point est important et ne devrait pas être repoussé à la fin de l'ordre du jour de la Commission, car l'examen risque alors d'en être encore différé.

24. **M. STEEL** (Royaume-Uni) souhaite préciser sa proposition. Il est bien entendu que les points 113 et 29 ont chacun leur identité. Cependant leurs sujets se chevauchent. C'est pourquoi il serait utile que les délégations puissent parler des deux points en même temps, afin d'éviter de répéter des propos identiques ou semblables. La discussion pourrait ainsi être plus souple et les discours moins nombreux et plus courts.

25. **M. DROZDOV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que la Commission a besoin de plus de temps pour examiner l'organisation de ses travaux et propose de reporter la discussion à la prochaine séance.

26. Le **PRESIDENT** approuve la proposition soviétique et demande aux délégations britannique, espagnole, philippine et algérienne de se consulter afin de parvenir à un accord sur les points 113 et 29. Il demande que d'une manière générale l'ordre dans lequel doivent être examinés les points ne soit pas changé et il prie instamment les délégations d'étudier le rapport relatif au point 109 pour la prochaine séance.

La séance est levée à 12 h 5.

1524^e séance

Mercredi 24 septembre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1524

Organisation des travaux (A/C.6/434, A/C.6/L.1015)

1. Le PRÉSIDENT s'enquiert des progrès réalisés au cours des consultations officielles qu'il a lui-même proposé d'organiser à la fin de la séance précédente au sujet des points 113 et 29 sur la place qu'on entend leur attribuer dans l'ordre du jour de la Commission.

2. M. STEEL (Royaume-Uni) dit qu'il a pu entrer en contact avec les représentants de l'Espagne et des Philippines mais qu'il n'a pu rencontrer le représentant de l'Algérie. Il a le sentiment qu'une solution est en vue mais qu'il faudra encore du temps avant d'y parvenir.

3. Le PRÉSIDENT rappelle que la question concernant la place du point 116 dans l'ordre du jour n'a pas été encore résolue elle non plus, et il aimerait savoir si un représentant souhaiterait faire d'autres propositions à cet égard. Il demande si — mises à part la question de savoir si les points 113 et 29 seront examinés en même temps et la question de la place à attribuer au point 116 dans l'ordre du jour — le reste des propositions du Secrétariat concernant l'organisation des travaux de la Commission rencontre l'agrément de ses membres.

4. M. BAJA (Philippines) déclare que sa délégation accepte volontiers l'ordre qui a été proposé pour l'examen des

points de l'ordre du jour mais il a le sentiment que la question du nombre de séances prévues pour la discussion de chaque point doit être encore examinée. Le représentant de l'Algérie a demandé, par exemple, que plus de sept séances soient consacrées à l'examen du point 113.

5. Le PRÉSIDENT dit que si les points 113 et 29 sont examinés en même temps, la Commission disposera d'un temps considérable pour étudier de façon approfondie ces deux points.

6. M. BAQIR (Pakistan) déclare que sa délégation s'oppose à ce que les points 113 et 29 soient examinés en même temps. Ces points sont distincts et devraient être examinés séparément.

7. Le PRÉSIDENT engage le représentant du Pakistan à prendre part aux consultations officielles qui sont organisées sur ces points. Il déclare qu'en l'absence d'objections il considérera que la Commission adopte le programme de travail exposé aux paragraphes 2 et 8 du document A/C.6/L.1015, sous réserve des résultats des consultations officielles organisées au sujet des points 13, 29 et 116.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 h 5.

1525^e séance

Vendredi 26 septembre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1525

Organisation des travaux (A/C.6/434, A/C.6/L.1015)

1. Le PRÉSIDENT dit que, conformément à la décision prise par la Commission au cours de la séance précédente, il a consulté les délégations intéressées en ce qui concerne l'ordre à adopter pour l'examen des points de l'ordre du jour qui ont été renvoyés à la Commission. Au cours des consultations, il a été convenu que les points 113 et 29 pourraient être étudiés en même temps par toute délégation qui le souhaiterait, étant entendu que les deux points demeurerait distincts et que tous projets de résolution les concernant seraient tout à fait distincts aussi. Il conviendrait en conséquence que la liste des points de l'ordre du jour figurant dans le document A/C.6/434 soit modifiée de façon que le point 29 apparaisse à la suite du point 113. Il a

également été décidé de reporter le point 116 en fin de liste, étant entendu qu'un nombre suffisant de séances serait réservé à son examen et qu'il ne serait pas renvoyé à une session ultérieure.

2. M. FERNANDEZ BALLESTEROS (Uruguay) dit que sa délégation est d'avis qu'il conviendrait de s'en tenir à l'ordre proposé dans la note du Secrétariat (voir A/C.6/L.1015, par. 4) pour l'examen des points de l'ordre du jour. Elle serait cependant disposée à accepter que le point 116 soit examiné en dernier si elle a la ferme assurance que cette question, à laquelle elle attache une importance considérable, soit traitée au cours de la présente session.

3. M. MONTENEGRO (Nicaragua) et M. FRIETO (Chili) appuient les observations qui viennent d'être faites.

4. M. SABEL (Israël) dit que la proposition visant à reporter en fin de liste le point 116 ne satisfait guère sa délégation. Si la Commission l'adoptait, en effet, elle pourrait être accusée de chercher à se dérober à ses responsabilités envers l'Organisation des Nations Unies et la communauté mondiale en général et à son devoir d'étudier et de rédiger des projets de mesures juridiques visant à combattre ce fléau que sont les actes terroristes qui continuent de frapper, de mutiler et de tuer des civils innocents à travers le monde. La délégation israélienne a la ferme conviction que la Commission devrait prendre le temps nécessaire pour permettre un examen sérieux et exhaustif de ce point, et elle se félicite de l'assurance donnée par le Président qu'un temps suffisant sera réservé à cette fin.

5. M. ABDALLAH (Tunisie) appuie les propositions du Président en ce qui concerne l'ordre à suivre pour l'examen des points de l'ordre du jour mais émet des réserves en ce qui concerne les points 113 et 29, entre lesquels il ne voit pas de rapport.

6. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission accepte que les points 113 et 29 soient examinés ensemble par ceux qui le souhaitent et que le point 116 soit abordé en dernier, étant entendu qu'un temps suffisant sera réservé à son examen.

Il en est ainsi décidé.

7. Le PRÉSIDENT dit que le Président de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) est attendu à New York sous peu et qu'il sera en mesure de présenter le rapport de la CNUDCI à partir du 29 septembre. La Commission voudra donc peut-être suspendre la discussion sur le point 109 le 30 septembre pour que le Président de la CNUDCI puisse présenter le rapport de celle-ci et que les délégations puissent lui soumettre toutes les questions qu'elles pourraient avoir à poser.

Il en est ainsi décidé.

8. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il pourrait être utile que la Commission ait la possibilité d'examiner le point 109 conjointement avec le point 108. On pourrait envisager de grouper ces deux points et le nombre de séances prévues pour l'examen de chacun d'eux.

9. Le PRÉSIDENT dit que la suggestion des Etats-Unis est intéressante. En conclusion, il annonce que la liste des orateurs sur le point 109 sera close à la fin de la séance prévue pour le 29 septembre 1975.

La séance est levée à 11 h 15.

1526^e séance

Lundi 29 septembre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1526

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (A/10198 et Add.1, A/9610/Rev.1*)

1. Le PRÉSIDENT rappelle que la liste des orateurs désireux de prendre la parole sur la question à l'examen sera close à la fin de la séance en cours. La Commission suspendra, après les séances prévues pour le lendemain, l'examen de cette question pour entamer l'étude du point 108 relatif au rapport de la Commission du droit international.

2. M. KLAFKOWSKI (Pologne) dit que sa délégation tient tout d'abord à féliciter la Commission du droit international (CDI) et ses deux rapporteurs spéciaux sur la question de la succession d'Etats en matière de traités pour le projet d'articles qu'ils ont élaboré et les commentaires très approfondis qui l'accompagnent, reproduits à la section D du chapitre II du rapport de la CDI sur les travaux de sa vingt-sixième session (A/9610/Rev.1). Dix conventions multilatérales de codification ont déjà été conclues sur la

base de projets établis par la CDI, et le projet d'articles considéré sera donc la onzième convention élaborée de cette manière. Ce succès est surtout dû à la méthode de travail de la CDI, telle qu'elle ressort des paragraphes 45 à 47 et 51 à 56 de son rapport. La délégation polonaise appuie à cet égard les conclusions exprimées au paragraphe 83 du rapport en ce qui concerne les travaux de la CDI sur la succession d'Etats en matière de traités.

3. En deuxième lieu, la délégation polonaise constate avec satisfaction que la CDI a tenu compte de certaines des observations de son gouvernement. La délégation polonaise estime que le projet d'articles est généralement acceptable et constitue une bonne base pour l'élaboration d'une convention. La CDI a bien fait d'incorporer les articles 11 et 12 dans la première partie du projet (Dispositions générales). La délégation polonaise appuie les articles 11 (Régimes de frontière) et 14 (Succession concernant une partie de territoire) de la dernière version du projet d'articles. Le Gouvernement polonais a déjà précisé, dans ses observations¹, son attitude à cet égard. Le nouvel article 13 (Questions relatives à la validité d'un traité) est certainement utile du point de vue de l'ensemble du projet. La

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

¹ Publiées ultérieurement dans le document A/10198/Add.2.

délégation polonaise estime que les nouveaux articles 31, 32, 35, 36 et 37 découlent de la pratique des Etats, ce qui peut contribuer de manière positive à leur application.

4. En troisième lieu, la délégation polonaise tient à noter que certains problèmes n'ont pas encore été résolus : il s'agit notamment de l'article 7, de la distinction mentionnée au paragraphe 72 du rapport et des deux textes proposés par des membres de la CDI (*ibid.*, par. 75 à 80). La délégation polonaise est d'avis que ces questions pourraient être examinées par une conférence internationale convoquée pour mettre au point et adopter une convention en la matière.

5. Enfin, la délégation polonaise est persuadée que le projet d'articles peut être soumis à une conférence diplomatique de plénipotentiaires et que sa valeur juridique et politique en justifie l'examen à une date rapprochée, compte tenu d'ailleurs de l'importance du sujet et de l'intérêt de la sécurité des relations juridiques internationales.

6. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) estime que la CDI a mené à bien une tâche difficile en élaborant un projet d'articles qui constitue une base de codification satisfaisante. Un important aspect de ce travail est la manière dont le projet a été harmonisé avec la Convention de Vienne sur le droit des traités². On peut cependant apporter au projet certaines améliorations; le Gouvernement des Etats-Unis a déjà fait à cet égard des suggestions précises qui ont été publiées dans le document A/10198 et sur lesquelles il n'y a pas lieu de revenir dans le détail.

7. M. Rosenstock rappelle que, de l'avis de son gouvernement, la manière dont le projet traite de la question de la non-rétroactivité appelle un examen plus approfondi. Il ne semble pas y avoir de raison d'empêcher un Etat devenu indépendant avant l'entrée en vigueur de la convention envisagée d'y devenir partie après celle-ci et d'utiliser les dispositions de cet instrument pour régler ses rapports conventionnels compte tenu de la situation existante au moment où les articles deviennent applicables à l'Etat successeur.

8. Au sujet des propositions concernant les traités multilatéraux de caractère universel, M. Rosenstock comprend que l'on cherche à donner l'application la plus large possible aux normes fondamentales que l'on trouve fréquemment dans ces traités. L'inclusion de dispositions sur cette question dans le projet soulève cependant plusieurs objections. Il n'y a pas, tout d'abord, de consensus à l'égard de ce qu'il y a lieu d'entendre par "traité multilatéral de caractère universel". Au lieu d'éclairer le problème, la définition proposée semble plutôt refléter les longues discussions stériles de la Conférence de Vienne sur le droit des traités à ce sujet. Il y a tant de traités dont le caractère serait incertain selon la définition proposée, que celle-ci soulèverait plus de difficultés qu'elle n'en résoudrait. De plus, elle risquerait d'imposer aux Etats nouvellement indépendants de nombreuses obligations, y compris des obligations

financières, dont ils pourraient ne pas avoir connaissance. Les aspects les plus importants des traités que l'on peut tenir pour "traités multilatéraux de caractère universel" sont ceux qui codifient le droit existant ou qui sont aujourd'hui considérés comme des normes de droit international obligatoires pour tous, comme, par exemple, les dispositions de l'Article 2 de la Charte, et pratiquement toutes les dispositions des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques, sur les relations consulaires et sur le droit des traités. Ces normes s'appliqueraient en tout état de cause à tous les Etats, nouveaux ou anciens.

9. Pour ce qui est de la question de la notification de la succession à un traité multilatéral, M. Rosenstock estime que l'approche retenue par le projet est satisfaisante. La délégation des Etats-Unis continue cependant de croire qu'il y aurait lieu de prévoir des dispositions concernant les effets des objections à une notification de succession fondées sur le fait que cette succession serait incompatible avec l'objet et le but du traité, et elle maintient à cet égard les vues qu'a déjà exprimées son gouvernement (voir A/10198).

10. Quant à la question du règlement des différends, M. Rosenstock estime qu'il est essentiel que la convention envisagée prévoit une procédure à cet effet. La convention pourrait stipuler que toutes les questions touchant à son interprétation ou à son application seraient soumises à la juridiction de la Cour internationale de Justice. Seule, en effet, la Cour peut assurer une égalité de traitement à tous les pays, riches ou pauvres, grands ou petits, et créer une jurisprudence qui pourrait orienter le comportement des Etats. Etant donné que le projet a été élaboré compte tenu des observations d'un grand nombre de gouvernements et qu'il est destiné à devenir un instrument ouvert à la signature de tous les Etats, M. Rosenstock ne croit pas que les objections que certains ont soulevées à l'égard de l'application d'une procédure obligatoire de règlement des différends soient valables. Au cas où la communauté internationale considérerait cependant qu'elle n'en est pas à un stade assez avancé de développement pour accepter cette solution, M. Rosenstock estime qu'il y aurait lieu d'adopter, comme un minimum, la procédure de conciliation et d'arbitrage prévue par la Convention de Vienne sur le droit des traités.

11. La délégation des Etats-Unis estime que l'objet du projet d'articles est important et que ce texte constitue une excellente base de codification. Elle pense donc qu'il conviendrait de convoquer une conférence diplomatique pour traiter de la question. Cette conférence pourrait être tenue au printemps de 1976 ou, si cela n'était pas possible eu égard au calendrier des conférences, au début du printemps de 1977.

12. M. BUSSE (République fédérale d'Allemagne) rappelle que les observations de son gouvernement sur le projet d'articles viennent d'être publiées sous la cote A/10198/Add.1. M. Busse se contentera donc d'en faire ressortir les principaux points.

13. De l'avis du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le projet d'articles constitue une bonne base pour la poursuite des travaux d'élaboration d'une convention sur la succession d'Etats en matière de traités. La CDI a

² Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

bien fait de reprendre dans son projet la structure générale et la terminologie de la Convention de Vienne sur le droit des traités, de façon à constituer un ensemble cohérent et uniforme de règles de droit dans cet important domaine des relations internationales.

14. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a suggéré que, parallèlement à ses travaux sur le projet d'articles, la CDI entreprenne de codifier le droit de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités. Il pourrait être donc souhaitable de différer toute décision définitive sur la teneur d'une convention sur la succession d'Etats en matière de traités jusqu'au moment où l'on aura défini clairement les grandes lignes du fondement juridique de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités.

15. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est favorable à ce que le projet comporte des dispositions régissant le règlement des différends. De telles dispositions sont indispensables compte tenu du nombre considérable de termes complexes et insuffisamment définis et de clauses qui pourraient soulever des interprétations divergentes. La proposition de M. Kearny concernant un nouvel article 32 (voir A/9610/Rev.1, note 58) devrait rencontrer l'agrément de tous les Etats, y compris de ceux qui sont opposés au règlement obligatoire des différends. Il sera toutefois nécessaire d'examiner si ce mode de règlement suffirait pour résoudre tous les différends possibles ou si, dans certaines situations, il ne serait pas préférable d'adopter une procédure plus contraignante. On pourrait prévoir que la question serait portée devant un tribunal arbitral ou devant la Cour internationale de Justice.

16. A propos de la proposition de M. Ouchakov concernant l'article 12 *bis* (*ibid.*, note 57), le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne estime qu'il n'est pas souhaitable que les traités multilatéraux de caractère universel fassent l'objet d'un traitement différent. Une différenciation satisfaisante entre les traités multilatéraux dont on voudrait garantir la continuité et les autres ne paraît guère possible. Le concept de traités multilatéraux généraux a été clairement rejeté lors de l'élaboration de la Convention de Vienne et ne saurait donc être inclus dans une convention sur la succession d'Etats.

17. Le Gouvernement de la République d'Allemagne ne pense pas que les articles 29 et 30 du projet aient été suffisamment clarifiés pour faire l'objet d'une codification. Ils devraient être réexaminés en vue d'éviter toute confusion et tout malentendu dans leur application.

18. Pour conclure, M. Busse souligne que son gouvernement partage la conviction générale selon laquelle il y aurait lieu de déployer des efforts supplémentaires en vue de dégager des règles pratiques sur la succession d'Etats en matière de traités. Il semble prématuré de songer à convoquer déjà une conférence internationale. M. Busse estime qu'il serait donc souhaitable de prier la CDI de réexaminer le projet d'articles en fonction des observations écrites des Etats et d'étudier les propositions de MM. Kearny et Ouchakov.

19. M. NOLAN (Australie) souligne que, comme le note la CDI dans son rapport sur les travaux de sa vingt-sixième

session, le principal problème concernant la codification des règles applicables à la succession d'Etats en matière de traités est d'établir un équilibre entre le principe de la continuité et celui de la "table rase". Les résultats des travaux de la CDI sont à ce jour loin d'être parfaits, comme c'est inévitablement le cas lorsqu'il s'agit de réaliser un compromis. La CDI a évidemment dû souvent se plier à des considérations pratiques et de politique aux dépens des précédents ou de principes purement juridiques. D'une manière générale, le Gouvernement australien estime cependant que le projet d'articles est acceptable.

20. Tout en reconnaissant la validité du principe selon lequel un Etat nouvellement indépendant doit avoir le droit de déterminer ses propres obligations conventionnelles, la délégation australienne est heureuse de constater que le projet d'articles y apporte certaines limites. S'il était appliqué d'une manière absolue, le principe de la "table rase" non seulement compromettrait la stabilité et la continuité des relations internationales, mais priverait également les Etats nouvellement indépendants de dispositions conventionnelles qui leur étaient applicables avant leur indépendance, qui leur étaient favorables et qu'ils estiment leur être encore favorables. Ce serait une erreur de supposer que tous les traités conclus par une puissance coloniale et rendus applicables à ses territoires dépendants n'obéissent qu'aux intérêts de la première et sont donc défavorables aux seconds. A cet égard, il pourrait être utile d'appeler l'attention de la Commission sur la position adoptée par le nouvel Etat de Papouasie-Nouvelle-Guinée dans une lettre adressée au Secrétaire général. La Papouasie-Nouvelle-Guinée déclare qu'elle reconnaît l'opportunité de maintenir, dans toute la mesure possible, la continuité de ses relations conventionnelles avec les autres Etats. Elle reconnaît aussi la nécessité d'examiner tous les traités antérieurement applicables à son territoire en vue de déterminer s'ils devraient rester en vigueur. Le Gouvernement papuan-néo-guinéen se propose d'examiner tous les traités bilatéraux et multilatéraux antérieurs en vue de faire une déclaration d'intention au sujet de chacun d'eux. Dans l'intervalle, le Gouvernement papuan-néo-guinéen respectera, sur une base de réciprocité, tous les traités qui étaient applicables à son territoire avant son indépendance.

21. Sans méconnaître la nécessité de sauvegarder les intérêts légitimes des Etats nouvellement indépendants, le Gouvernement australien est fermement d'avis qu'il importe d'assurer un certain degré de continuité dans les obligations internationales. L'Australie, ancienne colonie elle-même, s'est estimée tenue par les traités de l'Empire britannique s'appliquant à elle avant son indépendance. L'Australie a depuis examiné soigneusement ces traités, parmi lesquels ceux qui figurent sur la liste des traités australiens sont considérés comme étant toujours en vigueur, alors que ceux qui ne figurent pas sur cette liste ne sont plus applicables à l'Australie. Au moment de son entrée dans la vie internationale, l'Australie a pu ainsi bénéficier d'une grande variété de traités utiles qu'il lui aurait fallu autrement négocier de nouveau. Pour donner un exemple de certaines des difficultés qui pourraient se poser si le principe de la "table rase" était appliqué sans réserve, un Etat ne souhaitant pas être tenu par un traité de l'Empire britannique pourrait considérer ce traité comme inapplicable entre lui-même et l'Australie. Comme il n'est pas prévu de novation pour certains traités de l'Empire britannique

figurant sur la liste des traités australiens, l'acceptation sans réserve du principe de la "table rase" pourrait donc soulever la question du maintien en application de ces traités. C'est pourquoi l'Australie ne saurait appuyer l'application rétroactive de principes pouvant porter atteinte à des relations conventionnelles de longue date.

22. La délégation australienne estime qu'il y a lieu d'établir un équilibre entre les avantages évidents d'une continuité des obligations internationales et le désir compréhensible des Etats nouvellement indépendants de réexaminer leurs obligations conventionnelles, pour parvenir à une solution universellement acceptable en matière de succession d'Etats. L'approche générale de la CDI est peut-être celle qui est, d'un point de vue de politique pratique, la plus acceptable sur le plan universel. Certains Etats peuvent estimer que le projet d'articles ne tient pas assez compte du principe de l'autodétermination, d'autres qu'il n'accorde pas assez d'importance au principe de la continuité; la délégation australienne estime, quant à elle, que le projet représente un équilibre acceptable entre ces deux points de vue opposés.

23. M. SETTE CAMARA (Brésil) souhaite la bienvenue aux délégations de trois nouveaux Etats Membres, le Mozambique, le Cap-Vert et Sao Tomé-et-Principe qui viennent grossir les rangs de la communauté des Etats Membres de langue portugaise.

24. Il rappelle que la CDI a consacré entre la nomination du premier Rapporteur spécial, sir Humphrey Waldock, en 1967, et la présentation du projet final d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités sept longues années à l'étude de cette question. La procédure prévue à l'article 16 du statut de la CDI a été scrupuleusement respectée et les Etats Membres ont eu l'occasion de présenter leurs observations et commentaires sur le projet d'articles tant après la première lecture qu'après la deuxième lecture. Les commentaires et observations présentés par les gouvernements à la suite de la première lecture ont été soigneusement examinés par le nouveau Rapporteur spécial, sir Francis Vallat, dans son premier rapport³ et celui-ci a accepté et incorporé dans le projet bon nombre de suggestions faites par les gouvernements. Le projet a été adopté sous sa forme définitive par la CDI, avec une seule abstention, et a été présenté à l'Assemblée générale conformément à la recommandation expresse formulée dans la résolution 3071 (XXVIII). Il ne fait donc aucun doute que le projet d'articles présenté par la CDI dans son rapport sur les travaux de sa vingt-sixième session est un projet final. Au paragraphe 84 dudit rapport, la CDI, conformément à l'article 23 de son statut, a recommandé que l'Assemblée générale invite les Etats Membres à présenter par écrit leurs observations et commentaires concernant son projet final d'articles et convoque une conférence de plénipotentiaires en vue d'étudier ledit projet et de conclure une convention sur la question. C'est donc avec surprise que la délégation brésilienne a constaté, en lisant le rapport du Secrétaire général (A/10198), que certains Etats Membres semblaient souhaiter que la CDI entreprenne, en quelque sorte, une "troisième lecture" du projet. A son avis, une telle manière de procéder ne serait pas conforme aux méthodes de travail

³ Voir *Annuaire de la Commission du droit international*, 1974, vol. II, document A/CN.4/278 et Add.1 à 6.

habituelles de la CDI et compromettrait ses travaux de codification futurs. D'ailleurs, les Etats ne sont pas liés par les conclusions de la CDI et ont la possibilité de modifier en totalité ou en partie le texte établi par ses membres qui siègent en qualité d'experts et non en tant que représentants de leur gouvernement. Ce serait donc une erreur de renvoyer à la CDI pour réexamen un projet d'articles déjà présenté sous sa forme définitive.

25. Il est vrai que deux questions relatives au projet d'articles n'ont pas encore été résolues et que la CDI n'a pu examiner, faute de temps, les propositions formulées à leur sujet. La première concerne les traités multilatéraux de caractère universel et son auteur se prononce en faveur de leur continuité de droit. Cette proposition reflète les mêmes préoccupations que celles exprimées par plusieurs gouvernements à propos des traités normatifs, qui pourraient selon eux faire exception au principe de la "table rase". Elle suscite des difficultés analogues à celles qui ont poussé la CDI à rejeter les suggestions des gouvernements tendant à ce que les traités normatifs fassent l'objet d'un traitement particulier, à savoir un problème de définition. En effet, la notion de "traité multilatéral de caractère universel" comme celle de "traité normatif" est par trop vague. En outre, on ne voit pas pourquoi, si les Etats autres que les Etats nouvellement indépendants ne sont pas considérés automatiquement comme liés par "les traités normatifs" ou par "les traités de caractère universel", il n'en irait pas de même pour les Etats nouvellement indépendants. Si cette proposition était adoptée, ces Etats entreraient dans la vie internationale chargés d'un nombre considérable d'obligations conventionnelles qui leur seraient imposées sans qu'ils aient été consultés. La délégation brésilienne estime qu'aucun membre de la communauté internationale ne devrait, en l'absence d'une manifestation de sa volonté, se voir imposer une participation automatique à une convention quelle qu'elle soit.

26. La délégation brésilienne approuve l'article 12 tel qu'il a été établi par la CDI et estime qu'il n'y a pas lieu de prévoir d'exceptions pour certaines catégories de traités. Mais elle respecte le droit qu'a toute délégation de proposer, lors d'une future conférence convoquée pour l'élaboration d'une convention sur la succession d'Etats en matière de traités, que l'on s'écarte du critère sur lequel est fondé le projet d'articles établi par la CDI, et qui vise à préserver l'intégrité du principe de la "table rase". Elle estime que ce serait une erreur de renvoyer à la CDI le projet présenté sous sa forme définitive pour que celle-ci examine une proposition qui est contraire à la philosophie même dudit projet.

27. L'autre question en suspens concerne le règlement des différends. De l'avis de M. Sette Câmara, la CDI a eu raison de ne pas trancher ce problème. Il appartiendra à la future conférence de plénipotentiaires de choisir le mécanisme approprié à cette fin. La procédure de conciliation prévue à l'annexe de la Convention de Vienne sur le droit des traités est une possibilité, celle incorporée à la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques⁴ en est une autre et il se peut que d'autres solutions encore puissent être envisagées.

⁴ Résolution 3166 (XXVIII) de l'Assemblée générale, annexe.

De toute manière, les dispositions relatives au règlement des différends peuvent être adoptées indépendamment du corps du projet lui-même. La CDI s'étant déclarée prête à examiner cette question dans le cadre du projet d'articles à sa prochaine session, si l'Assemblée générale décide de lui confier cette tâche, la délégation brésilienne espère que cela n'impliquera pas que la CDI devra reconsidérer l'ensemble du projet d'articles. Elle préférerait d'ailleurs que la question soit laissée en suspens jusqu'à l'élaboration de la convention elle-même. La délégation brésilienne est d'avis que la Sixième Commission devrait pour le moment se borner à examiner les questions de procédure posées par le projet d'articles et remettre à plus tard l'examen des questions de fond, qui pourrait indifféremment être confié à la Sixième Commission ou à une conférence internationale de plénipotentiaires.

28. M. HAGARD (Suède) dit que, de l'avis de sa délégation, le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités est important tant du point de vue politique que juridique. Il reflète, en effet, les bouleversements qui se sont produits dans le monde du fait du processus de décolonisation et contribue au développement du droit international, puisqu'il porte sur un domaine dans lequel le droit coutumier présente des lacunes. En outre, la doctrine n'est pas unanime quant à la meilleure manière de codifier les questions qui n'ont pas été résolues. Au cours du débat qui s'est tenu lors de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, au sujet du rapport de la CDI sur sa vingt-sixième session, le sentiment général avait été qu'il était prématuré de décider la convocation d'une conférence en vue de donner au projet sa forme définitive ou de confier cette tâche à quelque autre organe. En application du paragraphe 2 de la section II de la résolution 3315 (XXIX), adoptée par consensus par l'Assemblée générale, un certain nombre de pays, dont la Suède, ont présenté leurs observations et commentaires sur le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités et sur les propositions mentionnées au paragraphe 75 du rapport de la CDI relatives l'une aux traités multilatéraux de caractère universel et l'autre au règlement des différends, ainsi que sur la procédure à suivre et la forme à adopter pour mener à bien les travaux relatifs au projet d'articles. Ces observations, qui figurent dans le rapport du Secrétaire général (A/10198), ainsi que celles qui ont été présentées précédemment, méritent un plus ample examen. La délégation suédoise estime que la proposition relative aux traités multilatéraux de caractère universel revêt un grand intérêt et devrait faire l'objet d'une étude approfondie. En ce qui concerne la deuxième proposition, la délégation suédoise est d'avis qu'il est essentiel d'inclure dans le projet d'articles des dispositions relatives au règlement des différends. La CDI est particulièrement qualifiée pour se prononcer sur ces deux propositions dans le contexte du projet d'articles.

29. La délégation suédoise espère donc qu'à sa trentième session l'Assemblée générale priera la CDI de poursuivre ses travaux sur le projet d'articles en examinant la question des traités multilatéraux de caractère universel et celle du règlement des différends. Cela fait, il appartiendra à l'Assemblée générale de décider en quelle enceinte et à quel moment le texte du projet devra recevoir sa forme définitive et être adopté, de préférence sous forme d'une convention.

30. Mme OULYANOVA (République socialiste soviétique d'Ukraine) souhaite tout d'abord la bienvenue aux délégations des trois nouveaux Etats qui viennent d'être admis à l'Organisation des Nations Unies, la République du Mozambique, la République du Cap-Vert et la République de Sao Tomé-et-Principe.

31. La question de la succession d'Etats en matière de traités figure pour la première fois à l'ordre du jour de la Sixième Commission, même si cette dernière en a déjà débattu lors de plusieurs sessions antérieures dans le cadre de son examen du rapport de la CDI. Au cours de ces discussions, la Commission s'est accordée à souligner le caractère complexe de la succession d'Etats en matière de traités et la qualité du projet d'articles établi par la CDI après de nombreuses années d'efforts. Chaque projet d'articles relevant du droit international doit être examiné par la Sixième Commission eu égard au fait qu'il est destiné à devenir un élément constitutif du droit contemporain et à servir au développement progressif du droit international en général. Il est d'autant plus nécessaire d'observer ces critères lorsqu'il s'agit de la succession d'Etats, car cette question est étroitement liée aux principes de l'égalité souveraine des Etats et de l'autodétermination des peuples ainsi qu'au droit des nouveaux Etats de décider quels traités restent en vigueur ou non à leur égard, cela dans l'intérêt de l'équilibre et de la stabilité des relations internationales. Le projet de la CDI répond à ces exigences; il énonce une conception juste de la succession d'Etats et vise à faciliter, pour les nombreux nouveaux Etats, l'accès aux relations conventionnelles internationales. Le projet tient compte des tendances essentielles du droit moderne des traités ainsi que de la norme générale, énoncée aux articles 11 et 12 du projet, selon laquelle la succession d'Etats ne touche pas au régime des frontières ni à certains régimes territoriaux établis par un traité.

32. Pour ces raisons, le projet constitue une base utile pour continuer le travail de codification en la matière, mais cela ne signifie pas qu'il soit suffisamment mûr pour que l'on puisse à ce stade résoudre la question de la procédure à suivre pour la dernière phase de la codification. Il est nécessaire de poursuivre le travail sur le projet, d'autant plus que les opinions divergentes exprimées lors de la précédente session au sein de la Sixième Commission témoignent de désaccords assez sérieux sur certaines questions fondamentales touchant aux principes de base.

33. Mme Oulyanova reconnaît avec le représentant du Brésil que la CDI a respecté toutes les étapes de la procédure prévue, mais elle ne peut accepter que l'on sacrifie le fond à la procédure. Les divergences profondes qui se sont révélées au cours des discussions ne peuvent pas être passées sous silence. Par exemple, la question de savoir quels sont les cas qui relèvent du projet pose de difficiles problèmes. Le projet ne traite pas des cas de révolution sociale et s'attache surtout aux cas d'accession à l'indépendance par suite de l'effondrement du régime colonial. Mais le processus de décolonisation touche à sa fin, tandis que les cas de succession par suite de fusion, d'union ou de séparation de territoires risquent de devenir plus nombreux; or, ces cas sont traités de façon moins élaborée dans le projet d'articles.

34. Les projets de deux nouveaux articles proposés – 12 *bis* et 32 – n'ont pas été étudiés à fond et des divergences très marquées sur ces questions ont été exprimées dans les commentaires reproduits dans le rapport du Secrétaire général. En outre, la délégation de la RSS d'Ukraine tient à appeler l'attention de la Commission sur le fait qu'un petit nombre d'Etats seulement ont présenté des commentaires sur le projet, ce qui montre la complexité des problèmes qui se posent et permet d'inférer que beaucoup d'Etats ont besoin de plus de temps pour étudier le projet quant au fond. En outre, la majorité des Etats ayant présenté des observations estime qu'il est prématuré de répondre à la question de la convocation d'une conférence.

35. Il convient de mentionner aussi le lien étroit qui existe entre la succession en matière de traités et la succession dans les matières autres que les traités. Dans les deux cas, les dispositions générales doivent être identiques, notamment en ce qui concerne la notion de succession et la date de la succession. On ne pourra parvenir à une rédaction satisfaisante des dispositions communes aux deux aspects de la succession d'Etats que si les décisions sont prises sur la base d'un examen approfondi de ces deux aspects.

36. La délégation de la RSS d'Ukraine estime par conséquent qu'une décision sur la question de la procédure serait prématurée et que la CDI doit examiner à nouveau le projet d'articles compte tenu des observations des gouvernements et des discussions qui se sont tenues à la Sixième Commission lors des vingt-neuvième et trentième sessions de l'Assemblée générale.

37. M. SADI (Jordanie) dit que sa délégation a déjà exprimé son point de vue sur la question à la session précédente de la Commission (1492^{ème} séance) et ne juge pas souhaitable de la réexposer à ce stade. Pour sa part, le Gouvernement jordanien n'a pas pu encore présenter d'observations écrites. M. Sadi pense qu'une prolongation du délai pour l'envoi des commentaires serait souhaitable.

38. M. GOBBI (Argentine) félicite la CDI et les rapporteurs spéciaux d'avoir mis sur pied un instrument juridique tenant compte des besoins des nouveaux Etats accédant à la vie internationale. Le moment est venu de coordonner les différents points de vue afin que le projet puisse être soumis à une conférence *ad hoc* au niveau diplomatique. A ce stade, toutefois, il ne s'agit pas de régler seulement la question de la procédure et la délégation argentine voudrait présenter quelques observations de fond.

39. L'article 7 relatif à la rétroactivité n'est pas placé à l'endroit qui convient et son libellé pourrait donner lieu à l'avenir à un certain nombre de difficultés. Les observations du Gouvernement autrichien relatives au paragraphe 2 de l'article 19 (voir A/10198) sont entièrement valables car, même si cette disposition n'existait pas, il y aurait possibilité de formuler des réserves dans le cadre de mécanismes appropriés sans porter atteinte au principe de la "table rase". Quant aux articles 38 et 39, la délégation argentine pense qu'ils pourraient être supprimés étant donné que ce type de situation doit être régi par les principes généraux applicables à chaque cas.

40. En ce qui concerne l'incertitude qui règne à propos des traités multilatéraux, seule une conférence de plénipoten-

tiaires pourrait trouver la formule appropriée, car cette question ne saurait être résolue exclusivement par un organe d'experts. La conférence pourrait également trancher le problème du règlement des différends en établissant une procédure originale ou en reprenant l'article 66 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

41. La délégation argentine partage l'avis des délégations qui souhaitent que l'on prenne pour base le travail déjà accompli par la CDI, auquel viendra s'ajouter l'analyse approfondie que va en faire la Sixième Commission. A ce moment-là, la question pourra faire l'objet d'une codification dans le cadre d'une conférence de plénipotentiaires.

42. M. MEISSNER (République démocratique allemande) se plaît à noter les progrès accomplis entre le premier projet d'articles de la CDI⁵ et celui qui est en cours d'examen mais pense que le texte doit faire l'objet d'un nouvel examen avant de pouvoir être soumis à une autre instance. En matière de succession d'Etats, le but doit être, d'une part, d'assurer la stabilité et la sécurité dans les relations conventionnelles sur la base des principes fondamentaux du droit international et, d'autre part, de faciliter l'entrée de l'Etat successeur dans les relations internationales de manière que ce dernier puisse faire usage de ses droits sans obstacle ni retard, sur la base de l'égalité souveraine et de l'autodétermination, et réexaminer les traités conclus par l'Etat prédécesseur.

43. Pour maintenir la paix mondiale et encourager la coopération internationale, il est indispensable que le principe de la continuité s'applique à tous les traités multilatéraux de caractère universel, quel que soit le type de succession qui entre en jeu. Il s'agit en l'occurrence des traités qui sont ouverts à tous les Etats et qui présentent un intérêt mondial, comme par exemple le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les Pactes relatifs aux droits de l'homme et les Conventions de la Croix-Rouge. La délégation de la République démocratique allemande appuie donc vigoureusement l'article 12 *bis* proposé par M. Ouchakov. Certaines délégations ont fait valoir qu'il était difficile d'établir une distinction entre ce que l'on appelle les traités normatifs et les traités qui ne le sont pas. Or, cette distinction n'est pas nécessaire en l'occurrence. Le caractère universel d'un traité est un critère suffisant pour justifier que l'on applique le principe de la continuité. Dans le même ordre d'idée, la délégation de la République démocratique allemande ne saurait admettre l'idée exprimée dans le commentaire relatif à l'article 15 que la continuité des traités multilatéraux de caractère universel n'est pas nécessaire parce que les principales règles que ces traités contiennent sont également consacrées par le droit international coutumier. Comme à l'heure actuelle ce sont les traités, et en particulier les traités de caractère universel, qui sont la principale source de droit international, il paraît souhaitable de partir de cette base solide. La codification du droit international a précisément pour but d'éliminer les ambiguïtés inhérentes au droit coutumier. La délégation de la République démocratique allemande estime que le moment n'est pas encore venu de convoquer une conférence pour la codification de ce sujet, du moins jusqu'à ce que les problèmes susmentionnés et autres problèmes encore en suspens aient été résolus par la CDI.

⁵ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 10*, chap. II, sect. C.

44. M. LAMPTEY (Ghana) dit que son pays se réserve le droit de donner son point de vue définitif sur le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités lors de la formulation finale de la convention. Pour le moment, la délégation ghanéenne estime que le projet d'articles élaboré par la CDI est dans l'ensemble satisfaisant et pense que son adoption contribuerait au développement et à la codification du droit international. A son avis, la définition de l'expression "Etat nouvellement indépendant" donnée à l'alinéa f du paragraphe 1 de l'article 2 est très importante, car elle permet de cerner les circonstances dans lesquelles le principe de la "table rase" s'appliquerait aux Etats successeurs. En fait, ce principe ne s'appliquerait qu'aux Etats issus de la décolonisation ou d'un processus d'émancipation analogue. Toutefois, la lecture du paragraphe 3 de l'article 33 donne à penser qu'il y aurait lieu de préciser et de compléter les critères énoncés à l'article 2. La délégation ghanéenne, qui reconnaît le bien-fondé de l'article 6, craint qu'en l'absence de critères plus précis permettant de distinguer ce qui est illégal de ce qui ne l'est pas cette disposition ne crée un vide juridique dans le cas de certaines successions d'Etats. L'article 9 est une codification utile d'une pratique assez générale des Etats nouvellement indépendants et complète l'article 26. Les articles 11 et 12 traitent des traités établissant des "obligations locales". L'article 11 qui préserve les frontières des effets d'une succession d'Etats a le mérite de favoriser la stabilité internationale. L'article 12, par contre, est moins acceptable. En effet, il semble que, parmi les régimes territoriaux protégés par cet article, il faille inclure les bases navales établies par un traité perpétuel, ou du moins conclu pour une très longue durée, ainsi que les zones démilitarisées et les territoires démilitarisés à l'origine dans l'intérêt de l'Etat prédécesseur et de ses alliés. Cet article a pour effet d'imposer à l'Etat successeur des servitudes sur son territoire qui ne sont pas nécessairement dans son intérêt politique ou militaire. L'article 13, qui devrait servir de sauvegarde, ne joue pas nécessairement ce rôle puisqu'un traité du type considéré peut être parfaitement légal et valide.

45. La liberté de choix inhérente au principe de la "table rase" énoncé à l'article 15 doit être maintenue, même en ce qui concerne les traités normatifs. L'article 18, bien qu'il ne soit pas fondé sur une pratique bien établie des Etats, est le corollaire naturel des articles 15 et 16 et contribue au développement du droit international.

46. Le but visé au paragraphe 1 de l'article 22 n'apparaît pas clairement. En effet, il semble que les dispositions de ce paragraphe visent à résoudre les conflits qui pourraient naître de la rétroactivité ou de la probabilité d'un hiatus entre la date de la succession d'Etats et celle de la notification. Toutefois, le lien juridique établi au paragraphe 1 entre l'Etat nouvellement indépendant et le traité est inutile, d'une part, parce qu'en application du principe de la "table rase" l'Etat nouvellement indépendant n'est pas tenu de participer au traité et, d'autre part, parce qu'en vertu des dispositions du paragraphe 2 le traité demeure sans effet jusqu'à la date de la notification qui est la date la plus importante pour les Etats parties. Le fait que l'Etat nouvellement indépendant devienne partie à un traité à compter de la date de succession ou à compter de la date d'entrée en vigueur du traité est en fait sans grande importance, puisqu'il devient partie à un traité dont

l'application est considérée comme suspendue à l'égard des autres Etats parties.

47. L'article 26 semble établir une distinction entre l'application provisoire des traités déjà en vigueur à l'égard d'un territoire et celle des traités qui ne le sont pas encore. Dans le premier cas, visé au paragraphe 1, l'Etat nouvellement indépendant peut faire part de son intention que le traité soit appliqué à titre provisoire à l'égard de son territoire. Dans le cas visé au paragraphe 2, il ne peut le faire que si le traité était déjà provisoirement applicable à son territoire à la date de la succession. Cela signifie qu'un Etat qui, en application de l'article 17, devient partie à un traité, ne peut appliquer ledit traité, à titre provisoire, à moins que celui-ci n'ait déjà été rendu applicable à son territoire. L'article 17 a pour but de permettre aux Etats nouvellement indépendants de participer aux traités qui ne sont pas encore en vigueur à leur égard à la date de la succession.

48. On aurait pu s'attendre à ce qu'un Etat nouvellement indépendant puisse chercher, en vertu de l'article 26, à ce qu'un traité de ce genre s'applique à titre provisoire à son égard en attendant qu'il ait fait sa notification de succession au traité conformément à l'article 17. L'effet de l'article 26 semble être toutefois qu'un tel Etat souhaitant qu'un traité qui n'est pas encore en vigueur s'applique à titre provisoire à son égard doit d'abord notifier sa succession soit en qualité d'Etat contractant, soit en qualité de partie, à moins que le traité n'ait déjà été applicable à titre provisoire à l'égard de l'Etat prédécesseur. La délégation ghanéenne ne voit pas la nécessité de cette distinction et craint qu'elle n'ait au paragraphe 2 pour résultat de forcer la main d'un Etat nouvellement indépendant, qui aurait aimé qu'un traité s'applique à titre provisoire à son égard, en attendant qu'il ait décidé s'il souhaitait ou non participer au traité. Il devrait être possible de supprimer sans inconvénient le paragraphe 2, puisque l'article 28 dispose que l'application provisoire d'un traité peut prendre fin si l'Etat nouvellement indépendant fait part de son intention de ne pas devenir partie au traité.

49. Le paragraphe 3 de l'article 33 prévoit une exception à la règle générale selon laquelle lorsqu'un Etat se sépare d'un autre Etat les traités en vigueur à l'égard de l'ensemble du territoire de ce dernier Etat restent en vigueur à l'égard du premier. Le principe de la "table rase" s'applique alors à un Etat se séparant d'un autre Etat dans des circonstances qui présentent essentiellement les mêmes caractères que celles qui existent en cas de formation d'un Etat nouvellement indépendant. Cette disposition, bien qu'acceptable, ne peut manquer de soulever des problèmes si l'on ne dispose pas d'une définition plus précise des circonstances dans lesquelles ce paragraphe est applicable.

50. En ce qui concerne le règlement des différends, il semblerait raisonnable d'adopter un régime analogue à celui prévu dans la Convention de Vienne sur le droit des traités que la convention envisagée est destinée à compléter. La délégation ghanéenne n'a toutefois pas encore d'opinion arrêtée sur cette question.

51. En ce qui concerne les questions de procédure, elle ne voit aucune objection à ce que la CDI réexamine le projet d'articles et estime que la convention devrait être adoptée par une conférence diplomatique de plénipotentiaires.

52. M. URIBE (Colombie) dit que sa délégation, qui a soigneusement étudié les documents A/10198 et Add.1, ne pense pas que le nombre des commentaires et observations des Etats Membres reçus par le Secrétaire général soit suffisant pour dégager un consensus justifiant la convocation d'une conférence internationale dans un avenir immédiat. La délégation colombienne est d'avis qu'il y aurait lieu de lancer un nouvel appel demandant aux Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait de communiquer leurs observations sur le projet d'articles de la CDI. Compte tenu

de ces nouvelles observations, la CDI pourrait perfectionner son projet d'articles, ce qui conduirait, après un délai raisonnable, à la convocation d'une conférence internationale que l'on pourrait envisager pour 1977. Selon la délégation colombienne, l'instrument à adopter pourrait revêtir la forme d'un protocole additionnel à la Convention de Vienne sur le droit des traités.

La séance est levée à 17 h 5.

1527^e séance

Mardi 30 septembre 1975, à 10 h 45.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1527

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (A/10017)

1. Le **PRESIDENT** invite le Président de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) à présenter le rapport de celle-ci (A/10017).

2. M. LOEWE (Président de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international) fait une déclaration¹.

3. Le **PRESIDENT** propose de reproduire *in extenso* la déclaration de M. Loewe, celle-ci contenant de nombreux points importants qui n'ont pas été traités dans le rapport de la CNUDCI.

¹ Le texte intégral de cette déclaration a été publié sous la cote A/C.6/L.1017.

4. M. RYBAKOV (Secrétaire de la Commission) dit que le coût de la reproduction de la déclaration de M. Loewe en tant que document de la Commission dans les six langues de travail s'élèverait approximativement à 250 dollars par page. Si la déclaration est reproduite *in extenso* dans le compte rendu analytique de la séance, au lieu de l'être en tant que document séparé, il faudra compter 80 dollars de plus par page, car les comptes rendus analytiques sont publiés sous forme imprimée en fin de session. Si l'on ne dispose pas du texte de la déclaration, le coût de la transcription à partir de l'enregistrement sonore s'élèverait à environ 400 dollars. Au total, les incidences financières varieraient donc entre 6 650 et 8 650 dollars.

5. Le **PRESIDENT** dit qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission souhaite que la déclaration de M. Loewe soit reproduite *in extenso* de la manière la moins coûteuse possible.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 h 55.

1528^e séance

Mercredi 1^{er} octobre 1975, à 15 h 25.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1528

En l'absence du Président, M. Godoy (Paraguay), vice-président, prend la présidence.

Organisation des travaux

Le **PRESIDENT** constate qu'aucune délégation présente ne demande à prendre la parole sur le point 110. Comme le nombre d'orateurs inscrits pour les séances suivantes est relativement restreint, il propose à la Commission de poursuivre parallèlement l'étude de ce point et l'examen du point 109. Les délégations désireuses de prendre la parole sur ce dernier point sont donc priées de se faire inscrire sur la liste qui sera établie à cet effet.

La séance est levée à 15 h 35.

1529^e séance

Jeudi 2 octobre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1529

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (suite) [A/10017, A/C.6/L.1016, A/C.6/L.1017]

1. M. MANNER (Finlande) tient à féliciter le Président de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) de l'excellente présentation du rapport de la CNUDCI sur les travaux de sa huitième session (A/10017), ainsi que la CNUDCI elle-même, ses groupes de travail et son secrétariat du travail réalisé au cours de l'année passée. Il se réjouit en particulier de ce que toutes les parties intéressées se soient montrées prêtes à accepter certains compromis. C'est ce qui a permis notamment au Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes d'élaborer un projet de convention sur le transport des marchandises par mer¹ que la Finlande trouve extrêmement utile est sur lequel elle présentera ses observations détaillées dans sa réponse à la CNUDCI. Il convient d'attirer l'attention sur le fait que c'est là le premier projet de convention de quelque importance mis au point par la CNUDCI dans un domaine où d'importants intérêts économiques et donc politiques sont en jeu. C'est également un domaine où, du point de vue du droit, il existe déjà une certaine uniformité. Il serait donc regrettable de laisser la nouvelle convention coexister pendant trop longtemps avec les règles de La Haye². A sa neuvième session, la CNUDCI devra s'efforcer de préserver et même d'accroître l'uniformité dans ce domaine.

2. Les travaux du Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels ont également rapidement progressé et devraient permettre l'élaboration d'une convention sur la vente internationale de marchandises qui servirait à coup sûr le commerce international et favoriserait l'harmonisation des législations nationales dans ce domaine. A cet égard, il convient de noter qu'un groupe de travail finlandais, chargé d'établir une nouvelle loi sur la vente, a reçu pour instruction de tenir compte dans ses travaux du projet de convention de la CNUDCI.

3. Lors de l'établissement d'instruments relatifs au droit commercial international, il convient d'éviter une complexité excessive, qui pourrait gêner les Etats lorsque ceux-ci veulent modifier leur propre législation en fonction de ces instruments. Il semble que jusqu'à présent la CNUDCI ait su éviter cet écueil.

4. La délégation finlandaise approuve sans réserve le fait que la CNUDCI ait décidé de maintenir la question de la

responsabilité du fait des produits à son ordre du jour et de poursuivre ses travaux préparatoires sur ce sujet. Etant donné l'importance que revêt cette question, il faudrait que la CNUDCI puisse s'y consacrer le plus tôt possible.

5. La délégation finlandaise approuve également le maintien à l'ordre du jour de la CNUDCI du point concernant les sociétés multinationales et la décision prise par cette dernière d'attendre, pour mettre au point son propre programme de travail dans ce domaine, que la Commission des sociétés transnationales ait cerné les problèmes juridiques dont la CNUDCI pourrait s'occuper. C'est là une décision qui devrait permettre d'éviter que les travaux de la CNUDCI, d'une part, et ceux de la Commission des sociétés transnationales et du Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales, d'autre part, ne fassent double emploi.

6. La délégation finlandaise approuve les mesures prises par la CNUDCI et son secrétariat au sujet de l'avant-projet de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international (*ibid.*, annexe I) et souligne l'importance des travaux entrepris dans ce domaine. En effet, la fréquence accrue des relations commerciales entre des parties représentant des systèmes économiques différents ne peut qu'augmenter les occasions de litiges. Les règles et les principes énoncés dans l'avant-projet sont pour la plupart fondés sur une pratique internationale bien établie et sont dans l'ensemble acceptables. Toutefois, il ne semble pas opportun d'inclure dans le règlement des règles spéciales concernant l'arbitrage organisé par des institutions d'arbitrage.

7. En ce qui concerne la procédure à suivre lorsqu'un groupe de travail a achevé l'élaboration d'un projet, la délégation finlandaise estime que le projet devrait être communiqué pour observations à tous les Etats Membres de l'ONU, et non pas seulement à ceux qui sont représentés à la CNUDCI. Cela donnerait à la CNUDCI la possibilité de se rendre compte de l'appui dont jouit le projet avant de prendre elle-même position.

8. Le colloque sur le rôle des universités et des centres de recherche dans le domaine du droit commercial international semble avoir été un succès. La CNUDCI devrait donc poursuivre ses activités dans ce domaine et organiser d'autres colloques qui, s'ils font appel à la participation d'un grand nombre de professeurs de droit commercial international, ne peuvent que favoriser l'unification du droit commercial et avoir une incidence favorable sur ses travaux.

9. M. VAN BRUSSELEN (Belgique) félicite le Président et les autres membres du Bureau de leur élection et remercie le Président de la CNUDCI de sa présentation du rapport de la CNUDCI sur les travaux de sa huitième session.

¹ A/CN.9/105, annexe.

² Voir International Law Association, *Report of the Thirtieth Conference*, vol. II : *Proceedings of the Maritime Law Committee*, Londres, Sweet & Maxwell Ltd., 1922, p. 249 (texte bilingue).

10. En ce qui concerne la question de l'arbitrage, l'avant-projet de règlement figurant à l'annexe I du rapport de la CNUDCI est d'autant plus capital qu'il s'agit d'un de ces textes qui, s'il est approuvé l'année suivante, pourra rapidement faire sentir tous ses effets dans un des domaines les plus importants des relations internationales. Les autorités belges marquent leur entier accord avec la décision adoptée par la CNUDCI et reprise au paragraphe 83 de son rapport, mais souhaite que certaines révisions soient apportées au texte de l'avant-projet et que certaines des idées qui y apparaissent en filigrane puissent être soit confirmées, soit exprimées avec plus de force dans le texte révisé. Commentant le paragraphe 4 de l'annexe I, M. Van Brusselen souligne qu'il ne fait pas de doute pour les autorités belges que le règlement de la CNUDCI ne peut se substituer aux législations nationales et que l'attention des parties devrait donc être appelée sur cette question. A cet égard, les autorités belges n'ont pas de préférence marquée pour l'une ou l'autre des méthodes préconisées à la fin du paragraphe 4.

11. Le problème posé par la portée du règlement est plus complexe. Tel qu'il est actuellement rédigé, il comprend deux catégories d'arbitrage qualifiées d'"arbitrage organisé" et d'"arbitrage libre". Les raisons pour lesquelles les autorités belges estiment que le règlement ne doit pas s'appliquer à l'arbitrage organisé sont mentionnées au paragraphe 7 de l'annexe I. L'extension du règlement à l'arbitrage organisé ne peut être qu'une source de confusion et de conflits étant donné que les institutions d'arbitrage ont déjà leur propre règlement. Pour les parties, la référence à deux règlements serait de nature à provoquer au minimum une ambiguïté certaine. Les autorités belges se rangent donc entièrement à l'opinion qui a prévalu parmi les membres de la CNUDCI et qui vise à exclure pour l'instant l'arbitrage organisé de la portée du règlement.

12. On peut reprocher à l'article 6 de l'avant-projet de prévoir une procédure lourde et compliquée pour la désignation des arbitres. Cette procédure se trouverait allégée si l'on donnait plus d'importance à l'autorité compétente du lieu de l'arbitrage. C'est sans doute cette idée que les trois dernières phrases du paragraphe 13 de l'annexe au rapport tentent de rendre. Le sens de ce passage serait sans doute plus clair s'il était rédigé comme suit :

"On a également exprimé l'opinion que l'autorité compétente devrait être celle du lieu de l'arbitrage. Ce n'est qu'à défaut de désignation du lieu ou à défaut de désignation d'une autorité compétente du lieu de l'arbitrage que le recours à une autorité centrale pourrait être envisagé."

13. Passant au commentaire de l'alinéa a du paragraphe 1 de l'article 31, M. Van Brusselen souligne que les autorités belges sont parmi celles qui estiment que les pouvoirs des arbitres de fixer eux-mêmes leurs honoraires doivent, d'une manière ou d'une autre, être limités. L'un des principaux reproches adressés à l'arbitrage est en effet qu'il s'agit d'une institution qui coûte cher, surtout pour les petites entreprises. En conclusion de ses observations sur l'arbitrage, M. Van Brusselen informe les membres de la Commission que son pays vient de ratifier la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, de 1958, et qu'en outre la Convention européenne sur

l'arbitrage commercial international, de 1961, a été approuvée par le Parlement et sera donc ratifiée dans un proche avenir.

14. En ce qui concerne les règles uniformes régissant la vente internationale des objets mobiliers corporels, la délégation belge s'associe pleinement à la décision prise par la CNUDCI (voir A/10017, par. 17) à l'égard du traitement à réserver au texte du projet de convention. Dans une matière aussi importante, il semble en effet impérieux que tous les gouvernements – et non pas seulement ceux qui sont représentés à la CNUDCI – ainsi que les organisations internationales intéressées puissent examiner le projet et faire part de leurs vues et commentaires bien avant que celui-ci ne soit transmis, pour adoption, à une conférence de plénipotentiaires.

15. En revanche, la délégation belge marque moins d'enthousiasme à l'endroit de la décision prise par la CNUDCI (*ibid.*, par. 25) en ce qui concerne les conditions générales de vente et les contrats types. Il ne semble pas en effet que les travaux sur la préparation de conditions générales "globales" puissent aboutir à un acte international qui soit réellement utilisable et qui constitue un réel progrès par rapport à la situation actuelle. Des conditions générales réellement "globales" se traduiraient nécessairement par des dispositions de caractère général qui seraient analogues à celles de la Loi uniforme sur la vente internationale d'objets mobiliers corporels (LUVI). En outre, il existe des différences tellement importantes entre la vente de certains produits, par exemple celle de produits agricoles et celle de produits manufacturés, qu'il semble peu probable que des conditions générales "globales" puissent régir la vente de ces différents types de produits.

16. En ce qui concerne la réglementation internationale des transports maritimes, la délégation belge se félicite de la décision par laquelle la CNUDCI s'est engagée à examiner l'année suivante le projet de convention sur le transport des marchandises par mer (*ibid.*, par. 77) et adresse ses plus vives félicitations aux membres du Groupe de travail, et en particulier à son président, pour leur excellent travail.

17. A propos de la formation et de l'assistance en matière de droit commercial international, M. Van Brusselen fait savoir que, pour la deuxième fois, deux boursiers entament actuellement en Belgique, un stage de six mois pour une formation tant théorique que pratique. Les candidats qui avaient utilisé ces bourses l'année précédente en ayant retiré un bénéfice certain, il est probable, dans la mesure où l'expérience renouvelée par le Gouvernement belge en 1975 sera aussi concluante, que l'offre sera renouvelée en 1976.

18. M. PRANDLER (Hongrie) rappelle que c'est sur l'initiative de la délégation hongroise qu'il y a 10 ans l'Assemblée générale adoptait la résolution 2102 (XX) relative au développement progressif du droit international privé en vue de favoriser le commerce international. Cette résolution a abouti en 1966 à la création de la CNUDCI dont le but essentiel est le développement du commerce international par des moyens juridiques appropriés dans l'intérêt de tous les pays, indépendamment de leurs systèmes sociaux et économiques, et en particulier dans l'intérêt des pays en développement.

19. M. Prandler estime que le rapport dont la Commission est saisie révèle les progrès considérables accomplis dans le domaine de l'unification et de l'harmonisation du droit commercial international, et il félicite le Président de la CNUDCI à sa huitième session pour son excellente présentation dudit rapport. Parmi les nombreux sujets étudiés par la CNUDCI quelques points ont particulièrement retenu l'attention de la délégation hongroise. Ainsi elle constate que le Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes a terminé, comme indiqué au paragraphe 72 du rapport, la deuxième lecture d'un avant-projet de convention sur la responsabilité du transporteur maritime en ce qui concerne les marchandises transportées, et qu'il a adopté un projet de convention sur le transport des marchandises par mer. La CNUDCI a également été en mesure à sa huitième session d'examiner les concepts fondamentaux d'un projet de règlement d'arbitrage. A propos du paragraphe 116 du rapport, il semble que la décision d'établir un Comité plénier qui examinerait le projet de convention sur le transport des marchandises par mer et le projet de règlement d'arbitrage soit, en l'occurrence, judicieuse, mais la délégation hongroise ne pense pas qu'il faille avoir recours à cette pratique de manière régulière.

20. Comme l'indique le paragraphe 17 du rapport, le projet de convention sur la vente internationale de marchandises doit être adressé aux gouvernements et aux organisations internationales pour observations. Il semble que le Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels ait l'intention de tenir à sa prochaine session un débat préliminaire sur la formation et la validité des contrats de vente. A la septième session de la CNUDCI, la délégation hongroise a fait observer que le mandat du Groupe de travail était extrêmement complexe étant donné les nombreux instruments qu'il doit étudier. Elle a proposé en conséquence que la CNUDCI prenne toutes les mesures appropriées pour permettre au Groupe de travail d'accélérer ses travaux et de les terminer dans un délai maximum de deux ans, c'est-à-dire d'ici la dixième session de la CNUDCI.

21. La délégation hongroise note avec satisfaction que la CNUDCI a réalisé quelques progrès dans l'examen du point relatif aux conditions générales de vente et aux contrats types et elle estime que l'aboutissement des travaux entrepris contribuera grandement à promouvoir le commerce international. Elle se réjouit aussi des nouveaux progrès réalisés dans les domaines de la formation et de l'assistance et pense que l'organisation d'un colloque apporterait une contribution précieuse à l'enseignement, à la diffusion et à une meilleure compréhension du droit commercial international.

22. M. BUSSE (République fédérale d'Allemagne) félicite la CNUDCI des bons résultats qu'elle a obtenus au cours de sa huitième session et remercie son président de la présentation qu'il a faite du rapport.

23. En ce qui concerne la vente internationale des objets mobiliers corporels, M. Busse rappelle que son gouvernement a participé en tant qu'observateur aux sessions au cours desquelles le Groupe de travail a élaboré les règles uniformes. Les résultats obtenus sont très satisfaisants et on peut espérer que les travaux sur ce sujet seront bientôt terminés. La décision de la CNUDCI de transmettre le texte

final du projet de convention sur la vente internationale de marchandises à tous les gouvernements est certainement judicieuse. Le Gouvernement fédéral voudrait particulièrement que l'on tienne compte du caractère complémentaire des divers instruments relatifs à la vente, qui devraient être rédigés de manière à ne pas donner lieu à des contradictions. Au sujet des conditions générales de vente et des contrats types, il ne paraît pas nécessaire, de l'avis du Gouvernement fédéral, de formuler des règles qui risquent de faire pratiquement double emploi avec la LUVI révisée par le Groupe de travail de la CNUDCI. Il approuve donc la décision de demander au Secrétariat d'effectuer une enquête sur l'utilité pratique de ces conditions.

24. A propos de la Loi uniforme sur les lettres de change et les billets à ordre internationaux, le Gouvernement fédéral continue d'avoir certains doutes quant à la nécessité d'élaborer un instrument international qui, à son avis, ne présenterait guère d'intérêt sur le plan économique. Au sujet de la réglementation internationale des transports maritimes, M. Busse se félicite de ce que le projet de convention sur le transport de marchandises par mer ait été mis au point à la huitième session du Groupe de travail. Ce projet fournit une base valable pour les travaux d'une conférence diplomatique qui, de l'avis du Gouvernement fédéral, devrait être réunie dans les meilleurs délais vu le caractère peu satisfaisant de la situation juridique dans ce domaine. A propos de l'arbitrage commercial international, M. Busse dit qu'il sera intéressant de voir de quelle manière les suggestions avancées lors de la dernière session de la CNUDCI seront incorporées dans le nouveau projet de règlement d'arbitrage. Comme plusieurs autres délégations, la délégation de la République fédérale d'Allemagne a proposé que les dispositions concernant l'"arbitrage organisé" soient supprimées et que l'on accorde plus d'importance à l'autonomie des parties, qui est un principe de base de l'arbitrage. Il conviendrait également de simplifier la procédure de nomination des arbitres.

25. En ce qui concerne la responsabilité en cas de dommages causés par des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international, le Gouvernement fédéral n'estime pas qu'il soit particulièrement urgent de poursuivre les études préparatoires en la matière, car il paraît peu probable que l'on arrive à un accord mondial sur cette question complexe.

26. A propos de la formation et de l'assistance en matière de droit commercial international, le Gouvernement fédéral se félicite du colloque sur le rôle des universités et des centres de recherche dans le domaine du droit commercial international au financement duquel il a contribué. Il serait utile à son avis qu'une réunion semblable se tienne en 1977, à condition que les autres pays industrialisés soient également prêts à faire une contribution adéquate.

27. M. TODOROV (Bulgarie) félicite le Président de la CNUDCI pour l'excellente présentation qu'il a donnée du rapport de celle-ci. La délégation bulgare estime que les activités de la CNUDCI sont propices au développement des relations économiques internationales, notamment entre les Etats dotés de systèmes sociaux différents, et que la CNUDCI contribue ainsi à l'effort commun visant à la réduction des tensions internationales. Les textes que prépare la CNUDCI portent sur des sujets de la plus grande

importance; ils doivent être coordonnés entre eux et acceptables comme base de travail de conférences diplomatiques chargées d'adopter des conventions; les difficultés qui se présentent au cours de cette oeuvre d'élaboration doivent être surmontées dans un esprit de compréhension mutuelle. La délégation bulgare apportera sa contribution aux divers projets de convention que la CNUDCI a mis en chantier. Toutefois, à ce stade, elle juge utile de souligner certains aspects des travaux de la CNUDCI qui lui paraissent particulièrement importants.

28. En ce qui concerne le projet de convention sur la vente internationale de marchandises, la CNUDCI a bien fait de prier le Secrétaire général de transmettre le texte révisé du projet à tous les Etats Membres de l'ONU pour recueillir leurs observations; cette convention doit être de caractère universel et tenir également compte des points de vue des Etats qui ne sont pas membres de la CNUDCI. La délégation bulgare préférerait que les règles relatives à la formation et à la validité des contrats de vente fassent l'objet d'une convention distincte et ne soient pas incorporées au projet de convention sur la vente. En effet, ce dernier se trouve déjà à un point d'élaboration avancé, ce qui n'est pas le cas des règles en question qu'il faudra faire concorder avec la convention sur la vente. En outre, la pratique a montré que lorsqu'une conférence diplomatique est saisie de plusieurs documents différents les travaux avancent plus difficilement.

29. En ce qui concerne l'avant-projet de règlement d'arbitrage, la délégation bulgare estime qu'il présente une importance exceptionnelle pour les échanges internationaux en créant des conditions propices au règlement objectif des litiges et en permettant aux pays ayant des systèmes économiques et politiques différents de se reporter avec confiance à ses dispositions. La délégation bulgare donne sa préférence à l'arbitrage *ad hoc* libre; en même temps, elle examinera avec intérêt les règles relatives à l'arbitrage organisé, qui doivent tenir compte des intérêts de toutes les parties à un différend. Il serait peut-être souhaitable que cette forme d'arbitrage ne soit pas liée trop étroitement à l'arbitrage institutionnalisé.

30. M. Todorov, rappelant que la CNUDCI a pour pratique, lors de l'élaboration de projets de conventions, de consulter les institutions spécialisées de caractère régional ainsi que des spécialistes éminents dans certains domaines bien définis du droit international, suggère que la CNUDCI demande également l'opinion des organisations internationales et des experts des pays socialistes qui, dans le cadre du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM), ont à traiter de problèmes analogues à ceux qu'étudie la CNUDCI. Cela permettrait de combler une lacune dans les activités de la CNUDCI et d'obtenir des textes d'un caractère plus universel.

31. M. BOUBEN (République socialiste soviétique de Biélorussie) remercie M. Loewe de la présentation très détaillée qu'il a faite du rapport à l'examen.

32. Il est à noter que l'atmosphère internationale actuelle est favorable au développement du commerce international. La récente Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui a consacré les principes de la coexistence pacifique et de l'égalité entre tous les Etats, quel qu'en soit

le régime politique et social, a reconnu aussi les effets favorables de la clause de la nation la plus favorisée sur le commerce international. Si l'amélioration du climat politique général contribue au développement du commerce international, celui-ci, à son tour, permet une large coopération entre les Etats et favorise l'élévation du niveau de vie de leur population, le développement de leur économie et le plein emploi. Une réglementation juridique efficace du commerce international revêt ainsi une importance essentielle, capitale dans la mesure où elle permet le développement des relations économiques entre tous les Etats. Il convient donc de réglementer le commerce international, en limitant les pratiques discriminatoires auxquelles ont encore recours certains Etats et en introduisant des éléments favorables à son expansion. La CNUDCI a ainsi un rôle essentiel à jouer, compte tenu des exigences politiques objectives actuelles.

33. Le rapport de la CNUDCI sur les travaux de sa huitième session montre que les groupes de travail de cet organe ont réalisé des progrès dans leurs domaines respectifs. C'est ainsi que le Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes a élaboré un projet de convention sur le transport des marchandises par mer, qui a été communiqué aux gouvernements pour observations. Etant donné l'importance de cette question, M. Bouben se félicite de ce que la CNUDCI ait décidé de consacrer une session entière en 1976 à l'adoption d'un texte définitif sur ce sujet, qui pourra être soumis ensuite à une conférence diplomatique.

34. Le rapport du Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels sur les travaux de sa sixième session montre que cet organe a continué d'examiner les questions qu'il n'avait pu résoudre à ses sessions précédentes. M. Bouben appuie la décision par laquelle la CNUDCI a demandé à son groupe de travail de mettre au point un projet de convention, qui sera ensuite communiqué aux gouvernements et aux organisations internationales intéressés pour observations, et il espère que le Groupe de travail pourra achever ses travaux à sa septième session.

35. Le Groupe de travail sur les effets de commerce internationaux a poursuivi, à sa troisième session, son examen de la Loi uniforme sur les lettres de change et les billets à ordre internationaux. Des règles uniformes en la matière devraient incontestablement favoriser une réglementation plus précise des ventes internationales.

36. A propos des sûretés réelles, M. Bouben note que l'étude sur les sûretés réelles intitulée "Study on security interests"³ est malheureusement incomplète puisqu'elle ne reflète pas, ainsi que la CNUDCI l'a relevé, les normes juridiques de tous les Etats, et notamment des Etats socialistes de l'Europe orientale. M. Bouben appuie la décision de la CNUDCI (*ibid.*, par. 63) de prier le Secrétaire général de compléter son étude sur ce point.

37. A sa huitième session, la CNUDCI a également examiné la question de l'arbitrage commercial international, en discutant article par article l'avant-projet de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international. M. Bouben tient

³ ST/LEG/11.

à attirer l'attention du Secrétaire général sur le fait qu'il devrait, pour l'élaboration du projet de règlement révisé que la CNUDCI l'a prié de présenter à sa neuvième session, tenir compte de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, de 1958, de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, de 1961, et de la Convention sur le règlement par voie d'arbitrage des différends de droit civil survenus dans le cadre des relations touchant la coopération économique, scientifique et technique, conclue par les pays de la CAEM en 1972.

38. Quant à la question très importante des sociétés multinationales, la délégation de la RSS de Biélorussie a déjà eu l'occasion, lors des sessions précédentes, de souligner que les monopoles multinationaux capitalistes constituent une menace pour la souveraineté et le développement économique harmonieux des pays où ils opèrent. Ce problème doit être examiné très attentivement par la CNUDCI, et M. Bouben souscrit à la décision de cet organe (*ibid.*, par. 94) d'étudier les aspects juridiques concrets de la question tels qu'ils seront dégagés par la Commission des sociétés transnationales et le Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales.

39. La question de savoir s'il convient d'établir des règles uniformes sur la responsabilité en cas de dommages causés par des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international est complexe. La CNUDCI a décidé à juste titre de prier le Secrétaire général d'étudier ce problème plus avant en vue de déterminer la praticabilité et les avantages d'une unification à l'échelon mondial des règles applicables.

40. En ce qui concerne les travaux futurs de la CNUDCI, M. Bouben souhaiterait que cet organe continue d'examiner de manière critique ses méthodes de travail. Au lieu de songer à prolonger la durée de ses sessions, la CNUDCI devrait être soucieuse de ne pas causer de dépenses supplémentaires et essayer, pour ce faire, de rationaliser ses méthodes de travail en utilisant au mieux le temps dont elle dispose.

41. M. Bouben souligne que sa délégation a une vue positive et favorable des travaux de la CNUDCI à sa huitième session.

42. M. LANG (Autriche) félicite la CNUDCI pour les travaux d'excellente qualité qu'elle a accomplis à sa huitième session. L'Autriche a été heureuse de ce que son représentant ait été élu à la présidence de cette session. La CNUDCI a voulu sans doute ainsi reconnaître la valeur de la participation de M. Loewe à ses travaux depuis de nombreuses années.

43. Etant donné que le commerce extérieur joue un rôle important dans son économie, l'Autriche suit les travaux de la CNUDCI avec le plus grand intérêt, dans la conviction qu'une amélioration des normes juridiques régissant la conclusion et l'exécution des contrats commerciaux ne peut que stimuler les échanges de biens et de services.

44. Au sujet des règles uniformes régissant la vente internationale des objets mobiliers corporels, l'Autriche s'est abstenue de devenir partie à la LUVI car elle a voulu

connaître d'abord le résultat des travaux de la CNUDCI dans ce domaine.

45. En ce qui concerne la réglementation internationale des transports maritimes, l'Autriche attache un grand intérêt à ce que cette réglementation prévoie des dispositions équitables, car de nombreux produits qu'elle importe ou exporte sont transportés par mer.

46. La délégation autrichienne apprécie les travaux entrepris par la CNUDCI en matière d'effets de commerce. Bien que certains partenaires commerciaux de l'Autriche soient parties aux trois conventions de Genève de 1930 relatives aux lettres de change et billets à ordre, d'autres ne le sont pas. Il serait très utile d'établir un régime uniforme en ce domaine.

47. Le rapport à l'examen montre que la CNUDCI a consacré une partie considérable de sa huitième session à l'examen de l'avant-projet de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international, qui devra être étudié dans le détail par les autorités compétentes. L'intérêt particulier que l'Autriche porte à un tel règlement vient de l'expérience qu'elle a acquise dans le domaine de l'arbitrage commercial entre des parties relevant de systèmes sociaux différents. Il y a lieu de signaler que l'organe d'arbitrage permanent récemment créé à Vienne est à la disposition des parties à un contrat pour tout différend pouvant naître de ce contrat.

48. L'Autriche, qui a contribué financièrement au colloque de droit commercial international, se félicite de son succès. L'attention que l'Autriche accorde à la formation en matière de droit commercial international est attestée par le fait qu'une banque autrichienne a attribué deux bourses pour un stage de six mois dans son service juridique.

49. En ce qui concerne les travaux futurs de la CNUDCI, la délégation autrichienne accueille avec satisfaction toute initiative tendant à améliorer les règles juridiques régissant le commerce international. Il serait cependant utile que la CNUDCI achève d'abord l'examen des questions en cours avant d'entreprendre l'étude d'autres problèmes.

50. La délégation autrichienne souhaite appeler l'attention de la CNUDCI sur la résolution 3350 (XXIX) de l'Assemblée générale, relative à l'inclusion de Vienne dans le plan des conférences, qui offre à la CNUDCI la possibilité de tenir une session dans cette ville. Il va sans dire que l'Autriche accueillerait avec plaisir toute décision de la CNUDCI en ce sens.

51. M. SEIDEL (République démocratique allemande) remercie chaleureusement M. Loewe pour son excellente présentation du rapport à l'examen.

52. Les organes compétents de la République démocratique allemande ont examiné de manière approfondie le rapport du Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels sur l'état d'avancement de son travail de révision de la LUVI annexée à la Convention de La Haye de 1964. M. Seidel se félicite de la décision de la CNUDCI de communiquer pour observations le texte actuel du projet de convention sur la vente internationale de

marchandises aux gouvernements et aux organisations internationales intéressées et de transmettre ensuite aux mêmes destinataires le projet qu'elle aura adopté pour un nouvel examen avant qu'il soit soumis à une conférence diplomatique. M. Seidel estime que la CNUDCI devrait suivre cette même procédure pour toutes les autres questions dont elle poursuit l'étude. Les Etats non membres de la CNUDCI auraient ainsi la possibilité d'examiner à temps les projets de convention. Cette solution répondrait également aux objectifs du processus d'unification du droit, qui ne saurait être efficace que si un grand nombre d'Etats incorporent les règles unifiées dans leur législation interne. Or, la décision des Etats d'adhérer ou non à la convention dépend dans une grande mesure de la possibilité qu'ils ont eue d'en étudier la matière de manière approfondie et en temps voulu.

53. La délégation de la République démocratique allemande accorde une grande importance aux travaux de la CNUDCI dans le domaine de l'arbitrage commercial international, car elle s'intéresse vivement à la mise au point d'un système efficace. M. Seidel est d'avis que, dans de nombreux cas, l'arbitrage permet, mieux que les procédures de droit civil, de tenir compte des caractéristiques propres des transactions commerciales internationales. Tout en appuyant les objectifs de l'avant-projet de règlement d'arbitrage élaboré par la CNUDCI et en étant disposée à soutenir cet organe dans ses travaux de révision de ce texte, la délégation de la République démocratique allemande estime cependant qu'il est regrettable qu'un élément essentiel dans ce domaine, à savoir l'arbitrage *ad hoc* sous les auspices d'une chambre de commerce ou d'un conseil d'arbitrage permanent, n'ait pas été retenu lors des débats de la

huitième session de la CNUDCI sur ce point. M. Seidel estime qu'il conviendrait que le nouveau projet qui sera soumis à la neuvième session de la CNUDCI tienne compte de cette possibilité.

54. Pour ce qui est des sociétés multinationales, la République démocratique allemande attache une importance considérable à ce problème, étant donné que ces entreprises interviennent dans les affaires intérieures des Etats où elles opèrent. C'est pourquoi la République démocratique allemande appuie vigoureusement la décision de la CNUDCI de maintenir à son ordre du jour le point concernant les sociétés multinationales. Compte tenu de l'état d'avancement des travaux préliminaires en ce domaine, M. Seidel estime qu'il n'y a pas lieu de prendre de décision à l'égard du programme de travail de la CNUDCI sur ce point tant que la Commission des sociétés transnationales n'a pas identifié les aspects juridiques propres de la question. M. Seidel accueille donc avec satisfaction l'intention de la CNUDCI d'établir une coopération étroite avec la Commission des sociétés transnationales et le Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales. Il ne faudrait cependant pas que la question des sociétés multinationales soit remise indéfiniment, et M. Seidel estime que la CNUDCI doit aborder dès que possible l'examen concret de tous les aspects politiques et juridiques du problème.

55. Le PRESIDENT annonce que la liste des orateurs désireux de prendre la parole sur le point à l'examen sera close le vendredi 3 octobre à 18 heures.

La séance est levée à 16 h 45.

1530^e séance

Vendredi 3 octobre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1530

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (suite) [A/10017, A/C.6/L.1016, A/C.6/L.1017]

1. M. STEEL (Royaume-Uni) félicite la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) pour les travaux utiles et constructifs que reflète le rapport sur sa huitième session (A/10017). La CNUDCI a, d'une manière caractéristique, abordé ses travaux de façon pratique, ouvrant ainsi la voie à des progrès très réels dans le domaine du droit commercial international.

2. M. Steel remercie le Président de la CNUDCI de la présentation éclairante et complète qu'il a faite du rapport à l'examen, et le prie de bien vouloir transmettre les remerciements et la reconnaissance de la délégation du Royaume-Uni aux autres membres de la CNUDCI ainsi

qu'aux membres dévoués et qualifiés de son secrétariat, placé sous la direction de M. Vis.

3. Il y a lieu de se féliciter de ce que la participation à la huitième session de la CNUDCI ait été généralement d'un bon niveau. Pour sa part, le Royaume-Uni a toujours fermement appuyé les travaux de la CNUDCI et pris une part active à toutes ses délibérations. Comme d'autres membres de la CNUDCI, le Gouvernement du Royaume-Uni se fait un point d'honneur de veiller à ce que les experts qui le représentent aux réunions de cet organe et de ses groupes de travail soient des personnes d'un niveau et d'une compétence des plus élevés dans leurs domaines respectifs. M. Steel est heureux de noter le rôle utile que continuent de jouer dans les travaux de la CNUDCI les observateurs d'institutions spécialisées et d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales. La CNUDCI a su tirer parti de certains travaux effectués par la Chambre de commerce internationale, spécialement en matière de droit

bancaire, par exemple pour l'étude des crédits bancaires commerciaux et la révision des "Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires". Les paragraphes 42 à 46 du rapport à l'examen, relatifs aux garanties bancaires, font ressortir également tout l'intérêt que présentent pour la CNUDCI les travaux d'organes comme la Chambre de commerce internationale.

4. La délégation du Royaume-Uni est heureuse de noter les réels progrès enregistrés dans le domaine très important de la réglementation internationale des transports maritimes. Cette question revêt un intérêt particulier pour le Royaume-Uni, qui est l'une des principales puissances maritimes du monde, mais elle offre aussi un intérêt considérable pour la communauté internationale dans son ensemble, étant donné la très grande influence qu'elle peut avoir sur le commerce international et, par voie de conséquence, sur la prospérité et le rythme de développement de nombreux pays. A cet égard, la délégation du Royaume-Uni fait sien le voeu, exprimé au paragraphe 75 du rapport de la CNUDCI, que de nombreux gouvernements soumettront leurs observations sur le projet de convention élaboré par le Groupe de travail.

5. Pour l'essentiel, les travaux de la CNUDCI sont orientés comme il convient et aboutissent à de bons résultats. Il y a lieu de féliciter la CNUDCI, des progrès réguliers qu'elle réalise dans les très nombreuses tâches qui lui ont été assignées.

6. Au sujet des nouvelles questions confiées à la CNUDCI, la délégation du Royaume-Uni approuve la préparation de base sérieuse qui a été faite pour l'examen du problème des responsabilités en cas de dommages causés par des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international et elle estime que la CNUDCI a bien fait de décider de remettre ses travaux sur les sociétés multinationales jusqu'à ce que la Commission des sociétés transnationales ait cerné les problèmes juridiques dont la CNUDCI pourrait s'occuper.

7. On a quelquefois critiqué le rythme de travail de la CNUDCI. Le caractère complexe et détaillé des problèmes en cours d'examen ne permet, cependant, pas d'aboutir à des résultats rapides ou spectaculaires. En outre, la compétence élevée des experts qui participent aux travaux des groupes de travail et la nécessité d'obtenir les vues des gouvernements interdisent à la CNUDCI de tenir des sessions plus fréquentes ou plus longues. De l'avis de la délégation du Royaume-Uni, la CNUDCI continue d'être l'un des organes les plus efficaces et utiles dont dispose l'Organisation des Nations Unies pour accroître la prospérité et accélérer le développement. La délégation du Royaume-Uni attend avec intérêt le rapport de la CNUDCI sur sa neuvième session, dans le ferme espoir que cet organe enregistrera des progrès semblables à ceux que reflète le rapport à l'examen.

8. M. LAMPTEY (Ghana) rappelle que sa délégation a fait partie du Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels et du Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes. La délégation ghanéenne est satisfaite des travaux réalisés jusqu'ici par la CNUDCI et elle espère que cet organe continuera de faire des progrès.

9. A la vingt-neuvième session, le Ghana a exprimé (1500^e séance) son insatisfaction à l'égard de l'article 59 du texte de la Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (LUVI) figurant en annexe à la convention de La Haye de 1964¹ qui, à son avis, tendrait à empêcher les pays ayant des difficultés de balance des paiements de freiner l'hémorragie de leurs faibles réserves en devises au profit des pays industrialisés. Le Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels n'a malheureusement pas jugé possible d'accepter l'amendement que la délégation ghanéenne a proposé pour résoudre ce problème, mais celle-ci a l'intention d'insister sur son amendement à la session suivante du Groupe de travail. La délégation ghanéenne a également élevé des objections à l'égard du libellé du paragraphe 1 de l'article 73, faisant valoir que ce paragraphe donne au vendeur le droit discrétionnaire de déterminer unilatéralement si la situation économique de l'acheteur justifie une suspension des obligations légalement assumées par le vendeur. La délégation ghanéenne est tout à fait satisfaite du nouveau libellé de ce paragraphe², qui prévoit des critères plus objectifs pour déterminer les obligations du vendeur. En choisissant le critère de la détérioration de la solvabilité, le nouveau libellé s'est rapproché autant qu'une loi uniforme puisse le faire de l'acceptation du critère de la faillite ou de l'insolvabilité générale, qui est une notion assez familière pour fournir un critère opératoire satisfaisant. La délégation ghanéenne approuve la décision du Groupe de travail de se référer à l'instrument en cours d'élaboration comme à une "loi uniforme".

10. Pour ce qui est de la réglementation internationale des transports maritimes, M. Lamprey félicite la CNUDCI du texte du projet de convention sur le transport des marchandises par mer. La délégation ghanéenne espère qu'une conférence diplomatique achèvera cette tâche. A cet égard, la délégation ghanéenne serait heureuse d'avoir des renseignements sur l'état de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes, adoptée sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et ouverte à la signature en juillet 1974. Le régime inéquitable actuellement applicable aux activités de transport sert manifestement les intérêts de certains pays développés. Il serait cependant très regrettable que cette importante convention ne recueille pas le nombre de signatures indispensable à son entrée en vigueur.

11. La délégation ghanéenne est enfin favorable à ce que la CNUDCI poursuive ses travaux sur les paiements internationaux, l'arbitrage commercial international, les problèmes juridiques posés par les différentes sortes de sociétés multinationales et la formation et l'assistance en matière de droit commercial international.

12. M. AL-OTHMAN (Koweït) dit que sa délégation a soigneusement étudié le rapport de la CNUDCI sur les travaux de sa huitième session. En tant que pays commerçant, le Koweït s'intéresse aux problèmes relatifs au commerce maritime, comme la responsabilité des chargeurs et des propriétaires de marchandises et les responsabilités en cas de dommages causés par

¹ Voir *Registre des textes des Conventions et autres instruments relatifs au droit commercial international*, vol. I (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.V.3), p. 39.

² Voir A/CN.9/87, annexe I.

des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international. Le Koweït attache également une grande importance à la question du règlement des paiements internationaux avec ses partenaires commerciaux étrangers, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, et il estime que ce problème mérite un examen approfondi. Soulignant l'importance des règles régissant la vente internationale des objets mobiliers corporels, la délégation koweïtienne espère qu'elles réduiront l'écart entre les différents systèmes juridiques, sociaux et économiques des divers Etats. La délégation koweïtienne appuie l'idée de formuler une définition internationale des connaissances, comme le recommande la CNUDCI dans son rapport, et appuie également une coopération entre la CNUDCI et la Commission des sociétés transnationales en vue d'établir un code de conduite destiné à protéger les pays en développement des activités des sociétés transnationales, souvent incompatibles avec les objectifs de développement économique et social de ces pays. A ce sujet, M. Al-Othman espère que la CNUDCI entamera l'examen de la question des lois régissant les sociétés et les investissements. La délégation koweïtienne prie le Secrétaire général de tenir compte, dans son étude sur la responsabilité en cas de dommages du fait des produits, de la question des assurances, étant donné que souvent celles-ci ne fournissent pas une indemnisation complète.

M. Klafkowski (Pologne), vice-président, prend la présidence.

13. M. LOEWE (Président de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international) regrette qu'il ne lui soit pas possible de participer au reste du débat de la Commission sur le rapport de la CNUDCI. Avant de quitter New York, il tient à remercier le Président et tous les membres de la Commission pour l'intérêt qu'ils ont manifesté, à l'égard des travaux de la CNUDCI et pour l'accueil chaleureux qu'ils lui ont réservé. Après avoir écouté attentivement les déclarations faites à ce jour – et en espérant que d'autres observations seront présentées la semaine suivante – il est convaincu que la Commission approuve pour l'essentiel les décisions prises par la CNUDCI à sa huitième session. Certaines délégations ont fait mention de questions de détail, notamment en ce qui concerne l'arbitrage; ces questions seront certainement reprises par les groupes de travail pertinents à leur prochaine session et seront examinées à nouveau par la CNUDCI à sa neuvième session. Comme le programme de cette neuvième session est particulièrement chargé, M. Loewe appuie l'avis exprimé par plusieurs délégations, à savoir que dans la mesure du possible la CNUDCI doit travailler avec diligence et ne pas prolonger ses sessions. A propos des incidences financières, il fait remarquer que les professeurs ou les hauts fonctionnaires ont souvent de grandes difficultés à quitter leur poste pour une période assez longue. Toutefois, il juge pour sa part que la CNUDCI ne pourra pas mener à bien la tâche qui lui est assignée pour sa neuvième session si celle-ci doit durer moins de quatre semaines. Il comprend bien les difficultés que la réunion simultanée de deux groupes de travail différents poserait aux petites délégations, mais il ne lui semble pas que la tâche de la CNUDCI à sa dixième session sera moins lourde, puisque celle-ci devra mettre au point le projet définitif de convention sur la vente internationale de marchandises. Si on lui en donne le temps,

la CNUDCI sera certainement en mesure de produire les résultats que l'on attend d'elle. M. Loewe ne manquera pas de transmettre à la CNUDCI tous les commentaires et observations faits par les délégations à la Sixième Commission, lesquels lui seront des plus utiles dans ses travaux.

14. Etant lui-même de nationalité autrichienne, M. Loewe est très heureux de noter que le représentant de l'Autriche a invité la CNUDCI à tenir sa prochaine session à Vienne. Il espère que quelques membres de la Sixième Commission pourront participer à cette session et que la Sixième Commission poursuivra ses travaux de manière aussi fructueuse qu'elle l'a fait jusqu'à l'heure actuelle et qu'elle obtiendra les résultats souhaités par tous.

15. Le PRESIDENT remercie le Président de la CNUDCI pour sa remarquable présentation liminaire qui est publiée dans le document A/C.6/L.1017, et pour le résumé de la situation qu'il vient de faire.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite*) [A/10198 et Add.1 à 3, A/9610/Rev.1**]

16. M. PEDAUYE (Espagne) pense comme le représentant du Brésil (1526^e séance) que puisque la Commission du droit international (CDI) a établi un projet final, il ne convient pas de le lui renvoyer pour nouvel examen. Une telle démarche serait sans précédent et entraverait le travail de la CDI dont le programme est actuellement très chargé. Les propositions faites par deux membres de la CDI en ce qui concerne les traités multilatéraux de caractère universel et le règlement des différends (voir A/9610/Rev.1, notes 57 et 58) devraient être discutées à une conférence diplomatique. En outre, il ne semble pas qu'il y ait de raisons d'achever rapidement le processus de codification sur ce sujet. Le projet se rapporte à un aspect seulement de la succession d'Etats et il ne paraît guère souhaitable d'établir des règles sur ce point sans tenir compte des autres aspects. Puisque la CDI poursuit l'examen de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, il serait préférable d'attendre qu'elle ait terminé ses travaux sur ce sujet, de manière que les Etats soient saisis des deux projets complémentaires qui devraient former un tout harmonieux. Vu l'importance du sujet et l'avantage qu'il y aurait à disposer du plus grand nombre possible d'opinions, il serait peut-être bon de demander de nouveau aux gouvernements qu'ils fassent parvenir leurs observations sur le projet terminé.

17. La délégation espagnole pense qu'une conférence de plénipotentiaires permettrait de procéder à un examen plus détaillé du projet. En outre, les difficultés que certains pays craignent de rencontrer pour l'envoi de représentants à une telle conférence pourraient être surmontées si celle-ci n'était pas convoquée dans un avenir immédiat. La question de la forme juridique à donner au projet pourrait également être discutée à cette conférence.

* Reprise des travaux de la 1526^e séance.

** Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

18. M. FUENTES IBÁÑEZ (Bolivie) dit que la question présente un grand intérêt parce qu'elle est liée au processus de décolonisation, qui est sur le point de s'achever. L'ensemble des règles juridiques proposé par la CDI pour la succession d'Etats en matière de traités s'applique principalement aux Etats nouvellement indépendants qui devraient avoir la plus grande liberté possible quant aux devoirs qu'ils veulent assumer, et qui ne devraient pas avoir à assumer d'obligations susceptibles de limiter l'exercice de leur souveraineté, de faire obstacle à la protection de leurs ressources naturelles, ou de freiner leurs aspirations légitimes à un développement rapide. Certains accords économiques par exemple pourraient nuire aux intérêts d'un Etat et c'est pourquoi beaucoup de gouvernements, y compris le Gouvernement bolivien, ont demandé que le projet comprenne des dispositions ayant trait aux procédures de règlement des différends. Un précédent utile se trouve dans les dispositions de la Convention de Vienne sur le droit des traités³.
19. M. Fuentes Ibáñez approuve le choix de la CDI en faveur du principe de la "table rase" en matière de succession, tempéré par les exceptions relatives aux régimes territoriaux qui sont énoncées aux articles 11 et 12 du projet (*ibid.*, chap. II, sect. D). Ces exceptions devraient également porter sur la libre navigation et l'accès à la mer pour les pays sans littoral.
20. M. Fuentes Ibáñez partage l'avis des représentants qui ont préconisé l'inclusion des articles dans un protocole additionnel à la Convention de Vienne.
21. La CDI devrait étudier plus à fond l'idée d'une application sans réserve du principe de la "table rase" par les nouveaux Etats, car ce principe peut ne pas s'appliquer dans tous les cas. Les conventions dites universelles, comme les Conventions de Genève de 1949 pour la protection des victimes de la guerre, devraient rester hors du champ d'application du principe de la "table rase", car elles représentent les aspirations les plus chères et les plus permanentes de la communauté internationale. Il devrait être possible d'établir un corps de règles qui permettrait l'acceptation graduelle des conventions existantes par les nouveaux Etats sans que le principe de la "table rase" en souffre. Le projet d'articles révisé devrait être soumis à une conférence de plénipotentiaires.
22. M. GARCIA ORTIZ (Equateur) réaffirme les vues exprimées par sa délégation à la vingt-neuvième session au sujet de la succession d'Etats en matière de traités.
23. La délégation équatorienne a étudié avec intérêt les observations des Etats membres qui figurent dans les documents A/10198 et Add.1 à 3, et dont certaines recueillent son agrément. Le Gouvernement équatorien prépare actuellement ses propres observations, mais il ne les a pas encore formulées par écrit. Puisque apparemment beaucoup d'autres Etats se trouvent dans la même situation, M. García Ortiz suggère de prier le Secrétaire général de demander une fois de plus aux gouvernements de lui faire parvenir leurs observations le plus tôt possible. Cela ne pouvant se faire avant 1976, aucune décision ne devrait être prise sur la forme définitive du projet d'articles avant la trente et unième session de l'Assemblée générale.
24. Une question fort intéressante a été soulevée dans les observations des Etats membres. Il s'agit de la forme que devrait prendre le texte définitivement adopté : convention, résolution ou déclaration de principes. La succession d'Etats ayant jusqu'à présent relevé du droit coutumier, il est assez légitime de se demander s'il est nécessaire d'en faire l'objet d'une convention ou s'il ne suffirait pas d'élaborer un ensemble de principes généraux qui jouerait un rôle directeur en la matière. Il convient également de ne pas oublier qu'un tel règlement sera de moins en moins appliqué, puisque le nombre des cas de succession d'Etats est inévitablement appelé à diminuer avec le temps, le processus de décolonisation et de formation de nouveaux Etats touchant à sa fin.
25. La délégation équatorienne est favorable à la suppression des articles 38 et 39 du projet. Le Gouvernement équatorien examinera avec attention les autres articles et fera connaître ses vues à leur sujet.
26. La question du règlement des différends dépend de la forme définitive que prendra le document (convention ou autre), puisque seule une convention comporterait des dispositions sur ce point. De plus, les dispositions en question seraient semblables à celles que contient la Convention de Vienne sur le droit des traités. On ne peut décider de la forme à donner au document avant la trente et unième session de l'Assemblée générale. Si l'on décidait d'en faire une convention, celle-ci devrait être examinée par une conférence de plénipotentiaires, qui ne pourrait pas se réunir avant 1977.
27. La délégation équatorienne partage l'inquiétude exprimée par un certain nombre de gouvernements devant l'idée que la CDI devrait prendre immédiatement position au sujet de la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités afin que puisse être entreprise la codification de tous les aspects relatifs à la succession. Néanmoins, cette question devrait elle aussi faire l'objet d'un examen plus approfondi dans les observations à venir.
28. M. GODOY (Paraguay) fait observer que, depuis quelque temps, le principe de la continuité a dans une large mesure cédé la place au principe *rebus sic stantibus*. Le principe de la "table rase", qui constitue la pierre angulaire du projet d'articles, illustre parfaitement cette tendance. L'article 15 du projet ne laisse aucun doute à cet égard. C'est à juste titre que la CDI a subordonné le principe de continuité et la stabilité juridique des relations internationales au droit inhérent d'un Etat nouvellement indépendant à une autodétermination réelle. Cette mesure représente l'application en droit du principe de l'égalité souveraine de tous les Etats pour ce qui est de choisir eux-mêmes, parmi les obligations conventionnelles assumées en leur nom par leur prédécesseur, celles qui doivent être maintenues et celles qu'il y a lieu de dénoncer. Cependant, étant donné l'interdépendance croissante des Etats, quel que soit leur niveau de développement et leur système économique, social ou politique, il est également dans

³ Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

l'intérêt de l'Etat nouvellement indépendant, en tant que membre de la communauté internationale, de veiller à ce que la succession affecte le moins possible les relations conventionnelles existantes créées conformément au droit international et de contribuer à l'équilibre essentiel au maintien d'un ordre international harmonieux. D'autre part, il est absolument nécessaire que les nouveaux Etats, quelles que soient les mesures qu'ils adoptent à l'égard des relations conventionnelles de l'Etat qui les a précédé, reconnaissent les principes généraux du droit international dont l'application découle, par exemple, de la situation géographique de leur territoire. C'est le cas pour les Etats de transit dont le territoire est utilisé aux fins de la navigation fluviale internationale ou d'autres formes de transit reconnues en droit international coutumier. De tels territoires ayant un caractère de passage naturel, les obligations qui en découlent doivent normalement être transmises au nouvel Etat. A cet égard, la délégation paraguayenne estime que l'article 5 garantit suffisamment le respect du principe en question. La même remarque vaut pour ce que l'on a appelé les traités multilatéraux de caractère universel.

29. La délégation paraguayenne approuve, dans l'ensemble, le fond du projet présenté par la CDI. Cependant, à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 2, l'expression "du territoire" devrait être remplacée par "du territoire auquel se rapporte la succession d'Etat". Cette modification rendrait le sens de l'article moins vague et, de plus, respecterait la terminologie utilisée dans le reste du paragraphe. A l'alinéa *h*, il serait plus précis et plus concis de remplacer les mots "d'un Etat" et "l'Etat" par les expressions "de l'Etat successeur" et "cet Etat", respectivement. Des modifications de même nature devraient être apportées aux alinéas *i* et *j*. De plus, le libellé de la dernière partie de l'alinéa *h* n'est pas satisfaisant du fait de la répétition du mot "notification".

30. Compte tenu de la géographie politique actuelle, la délégation paraguayenne s'inquiète du retard qui risque d'être apporté à la réunion d'une conférence de plénipotentiaires chargée d'adopter le texte définitif de la convention sur la succession d'Etats en matière de traités et de la conférence chargée d'adopter la convention sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, eu égard en particulier aux dispositions de l'article 7 et au fait qu'un instrument international multilatéral n'entre généralement en vigueur que plusieurs années après son adoption. Il ne faut pas oublier non plus que la composition de la CDI doit être entièrement renouvelée à la fin de l'année prochaine et qu'il faudra un certain temps aux nouveaux membres pour se familiariser avec ses procédures et avec le fond des questions à l'examen. Les résultats de tant d'années d'efforts devraient être exploités avant qu'il ne soit trop tard. C'est pourquoi M. Godoy est d'avis qu'on ne dispose pas du temps nécessaire pour renvoyer le projet devant la CDI en vue de nouvelles modifications, additions ou suppressions importantes. Ce faisant, on risquerait de réduire à néant les progrès accomplis. Quoi qu'il en soit, toute modification de caractère politique qui semblerait nécessaire et toute modification de dernière heure devraient être laissées à la conférence de plénipotentiaires. En attendant, pour gagner du temps et pour faciliter la tâche de la conférence, le Rapporteur spécial pourrait, en coopération avec le Comité de rédaction de la CDI, insérer,

là où il convient, les observations et les suggestions présentées par les gouvernements et les délégations au cours des deux dernières sessions de l'Assemblée générale. En outre, toute formulation ambiguë devrait être supprimée.

31. La délégation paraguayenne appuie également l'idée de reprendre au maximum la terminologie utilisée dans la Convention de Vienne sur le droit des traités et autres instruments multilatéraux de même nature. Cette procédure contribuerait incontestablement au développement et à la codification du droit international.

32. La délégation paraguayenne émet également certains doutes au sujet de l'énoncé actuel de l'article 12, en particulier de l'emploi de l'expression "n'affecte pas en tant que telle" à propos des obligations et des droits s'appliquant aux territoires en vertu de traités. Ce libellé n'indique pas clairement si les obligations et les droits en question resteraient en vigueur à la suite d'une succession d'Etats ou si cette succession rendrait nuls les effets d'un traité existant en ce qui concerne les droits et les obligations considérés comme attachés aux territoires. La même observation vaut pour l'article 11.

33. Il serait aussi préférable que les réserves visées à l'article 19 soient les plus limitées possible pour qu'elles ne réduisent pas l'efficacité de cette convention ou de toute autre convention. Ces réserves ne devraient pas être le moyen de neutraliser ou d'affaiblir le principe de la continuité et de la stabilité dans les relations entre Etats.

34. M. Godoy regrette que le projet ne prévienne aucun mécanisme de règlement pacifique des différends susceptibles de découler de l'interprétation ou de l'application des règles qui régissent la succession d'Etats en matière de traités. Ce mécanisme pourrait figurer dans le texte du projet, ou dans un protocole additionnel établi pour pallier cette insuffisance. La procédure à suivre devrait se fonder sur la Convention de Vienne sur le droit des traités.

35. La délégation paraguayenne est fermement convaincue que la future convention répondra à un besoin largement ressenti dans un domaine du droit international où la pratique des Etats est actuellement loin d'être uniforme.

M. Njenga (Kenya) reprend la présidence.

36. M. CEAUSU (Roumanie) dit que la succession d'Etats en matière de traités est un sujet très important et que la Commission devrait, en conséquence, poursuivre le débat sur le projet d'articles élaboré par la CDI, afin de trouver des solutions généralement acceptables aux questions de principe mentionnées dans le rapport, notamment la tenue d'une conférence de plénipotentiaires et l'élaboration d'une convention ou d'un code, de même que certaines questions concrètes telles que par exemple celles concernant les traités multilatéraux de caractère universel et le règlement des différends. La façon la plus appropriée pour la Sixième Commission de parachever le travail accompli par la CDI serait d'examiner et d'adopter elle-même le projet d'articles, procédure qui a déjà été utilisée par exemple à propos du projet d'articles sur les missions spéciales. Pour ce qui est de la forme juridique que pourrait prendre le projet d'articles à l'examen, la Commission pourrait envisager, outre une convention ou un code, l'élaboration d'un document similaire à ceux qui contiennent la défini-

tion de l'agression et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats; ledit document serait adopté par une déclaration ou une résolution de l'Assemblée générale. La question des traités multilatéraux de caractère universel est un problème particulièrement important et actuel, qui devrait être analysé d'une manière plus approfondie que l'on ne l'a fait au paragraphe 76 du rapport de la CDI. La présomption de continuité et la qualification juridique du consentement exprès en tant qu'adhésion et non pas en tant que succession ne devraient pas se fonder sur le caractère normatif des traités multilatéraux d'intérêt général, mais plutôt sur le fait que ces traités présentent un intérêt général pour tous les Etats.

37. Présentant ses observations sur certains articles du projet, M. Ceausu dit, à propos de l'article 4, qu'aucune règle, hormis celles régissant l'admission à une organisation internationale, ne devrait affecter l'application ou l'acceptation de certains instruments conventionnels adoptés "au sein" des organisations internationales.

38. A l'article 5, il n'était pas tout à fait approprié de s'inspirer de l'article 43 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. L'article 5 traite de l'application ou de l'acceptation futures de certains traités dans leur ensemble, et non pas de règles disparates qui sont déjà devenues ou qui deviendront ultérieurement des règles coutumières.

39. En ce qui concerne l'article 6, M. Ceausu dit que la question de la conformité d'une succession aux principes du droit international est beaucoup trop complexe pour être traitée de façon lapidaire dans le cadre de la succession aux traités. Si cet article est conservé, il serait nécessaire d'établir des critères de base afin de définir une succession d'Etats.

40. Au sujet de l'article 9, l'orateur dit que les déclarations unilatérales d'application d'un traité par un Etat nouvellement indépendant devraient être examinées au moins en tant qu'offres de continuer à exercer certains droits et devoirs. Ces déclarations ne peuvent pas être considérées comme de simples déclarations générales d'intention, dans l'attente d'une confirmation. Si elles sont suffisamment précises, ces déclarations pourraient être considérées comme notification d'acceptation de certains traités.

41. En ce qui concerne l'article 10, M. Ceausu indique que si un traité prévoit la possibilité pour un Etat nouvellement

indépendant de se considérer comme partie à un traité, on ne voit pas pourquoi l'Etat considéré devrait faire part de sa décision de succéder au traité au lieu de faire la notification habituelle. Le nouvel Etat devrait être considéré comme partie au traité à compter de la date à laquelle il a donné son consentement.

42. Les propositions faites dans l'article 12 sont discutables et les commentaires de la CDI sont peu convaincants. L'article 12 fait souvent référence à la pratique et à la doctrine de certains pays métropolitains mais n'évoque ni la pratique ni les prises de positions des nouveaux Etats. M. Ceausu ne peut appuyer la proposition de la CDI visant à exclure les traités territoriaux du domaine d'application du principe de la "table rase". L'article 12 imposerait à l'Etat nouvellement indépendant l'obligation de respecter les servitudes qui ont été concédées par l'ancienne métropole aux autres Etats. L'article 12 devrait prévoir plutôt que l'Etat successeur pourrait, en vertu des relations de bon voisinage, maintenir certaines facilités telles que le transit par exemple, mais seulement dans la mesure où cet Etat jugera que le maintien de ces facilités n'empiète ni sur sa souveraineté ni sur son droit de disposer librement de ses ressources. Si le texte de l'article 12 ne peut être amélioré, il faudrait alors l'éliminer.

43. Au sujet de l'article 17, M. Ceausu a le sentiment que certains des termes utilisés sont vagues et que la participation des Etats nouvellement indépendants aux traités qui n'étaient pas en vigueur à leur égard à la date de la succession devrait être régie par les règles générales applicables aux traités.

44. L'article 18 devrait être supprimé, le lien entre l'Etat prédécesseur et le traité étant très faible. Un Etat ne peut ratifier ou approuver la signature d'un autre Etat. Il serait plus utile d'élucider la situation dans laquelle l'Etat prédécesseur ayant eu le droit d'adhérer à un traité — en particulier à un traité de caractère restreint — n'a pas exercé ce droit.

45. En ce qui concerne l'article 19, M. Ceausu pense qu'il serait utile d'étudier la question des objections de l'Etat prédécesseur et de celles de l'Etat nouvellement indépendant aux réserves formulées par des Etats tiers.

La séance est levée à 12 h 15.

1531^e séance

Lundi 6 octobre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1531

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (suite) [A/10017, A/C.6/L.1016, A/C.6/L.1017]

1. M. NORDTOMME (Norvège) félicite la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) des progrès réalisés à sa huitième session et exprime ses remerciements au Président de la CNUDCI pour son excellente introduction du rapport (A/10017).

2. La Norvège effectue le transport de marchandises entre la plupart des pays et le volume de son commerce extérieur est, par tête d'habitant, l'un des plus importants du monde; l'harmonisation et l'unification du droit commercial international revêt en conséquence une importance spéciale pour ce pays, qui est membre de la CNUDCI et participe activement à ses délibérations.

3. Le Gouvernement norvégien approuve les méthodes de travail adoptées par la CNUDCI qui semble pouvoir s'acquitter de sa tâche dans une atmosphère constructive grâce à la création de groupes de travail qui lui permettent de gagner du temps et de prendre toutes ses décisions par consensus.

4. Le Gouvernement norvégien se propose de signer sous peu la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises¹ conclue en 1974, seule convention élaborée jusqu'à présent par la CNUDCI. Il tient à appeler l'attention sur l'invitation adressée par le Secrétaire général à tous les Etats de présenter des observations au sujet du projet de convention sur le transport des marchandises par mer avant octobre 1975 de façon que la CNUDCI puisse tenir compte des remarques du plus grand nombre d'Etats possible et mettre au point de manière réaliste ce texte qui aura une grande importance et servira de base aux travaux d'une future conférence diplomatique.

5. Dans la plupart des pays, le droit interne régissant la question importante des responsabilités en cas de dommages causés par des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international est ambigu ou même peu développé et il est donc à espérer que la CNUDCI, à sa dixième session, établira un nouvel ensemble de règles qui pourrait entraîner le développement du droit interne au profit tant de la communauté internationale que des consommateurs.

6. En ce qui concerne l'inscription de nouvelles questions à l'ordre du jour de la CNUDCI, le Gouvernement norvégien partage l'opinion selon laquelle il semble prématuré de confier à celle-ci des tâches plus nombreuses au stade actuel et propose que la Commission revienne sur cette question lorsque la CNUDCI aura mené à bien un plus grand nombre de ses travaux en cours. Il est à espérer que pendant la présente session de l'Assemblée générale la Commission adoptera par consensus une résolution dans laquelle seront incorporées les diverses recommandations de la CNUDCI.

7. M. ESGUERRA (Philippines) félicite le Président de la CNUDCI pour son introduction extrêmement détaillée et utile du rapport de la CNUDCI.

8. En ce qui concerne la vente internationale de marchandises, la délégation philippine pense que le texte révisé de la Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (LUVI), annexée à la convention de La Haye de 1964, devrait être rédigé sous forme d'une convention plutôt que d'une loi uniforme annexée à une convention. On éviterait ainsi de nombreuses réserves qui

risqueraient de réduire la portée de la convention et de limiter indûment son champ d'application. Il conviendrait de n'incorporer dans la nouvelle convention des dispositions existant dans d'autres conventions – comme la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises – que lorsque le résultat ainsi obtenu ne serait pas inapproprié. Il serait souhaitable que la nouvelle convention et tout texte codifié relatif à la formation et à la validité des contrats de vente soient examinés lors de la même conférence, pourvu que les deux textes soient prêts et réunis dans une même convention.

9. En ce qui concerne les conditions générales de vente et les contrats types, la délégation philippine se félicite de la création d'un groupe d'étude composé de représentants des diverses organisations régionales intéressées. L'idée qu'un projet d'ensemble de conditions générales aurait une utilité pratique repose sur l'hypothèse que des conditions générales applicables à une gamme étendue de produits pourrait aussi l'être à un droit de la vente. Des conditions générales applicables à des types particuliers de transactions ou de produits ne pourront cependant répondre aux besoins du commerce que si le désir de disposer de telles conditions a été exprimé par les secteurs commerciaux intéressés. La création d'un groupe chargé d'étudier la question est donc appropriée.

10. En ce qui concerne la réglementation internationale des transports maritimes, la délégation philippine se joint à toutes celles qui ont félicité le Groupe de travail chargé de cette question de la rapidité avec laquelle il a mené à bien l'élaboration d'un nouveau projet de convention sur le transport des marchandises par mer.

11. La délégation philippine appuie les propositions tendant à obtenir des renseignements au sujet des problèmes juridiques que posent les différents types de sociétés multinationales et de leurs implications pour l'unification et l'harmonisation du droit international. La CNUDCI devrait étudier les questions juridiques au sujet desquelles elle pourrait prendre des décisions de son propre chef en étroite coordination avec la Commission des sociétés transnationales.

12. La délégation philippine continue à penser que les travaux de la CNUDCI et la prise des décisions doivent être basés sur un consensus. Elle approuve le programme de travail de la CNUDCI, y compris les dates et la durée proposées pour sa neuvième session, et elle félicite la CNUDCI des efforts louables qu'elle a déployés à l'occasion de la tenue de colloques de droit commercial international.

13. M. STANFORD (Canada) félicite la CNUDCI et son président pour l'oeuvre accomplie pendant l'année écoulée. Il a été heureux d'apprendre que les travaux concernant certains des sujets complexes étudiés par la CNUDCI et ses groupes de travail au cours des dernières années seront bientôt achevés et pourront être examinés par une conférence diplomatique.

14. Bien que le Canada ne soit pas membre de la CNUDCI, il s'intéresse particulièrement à deux des questions inscrites à son ordre du jour : la réglementation internationale des transports maritimes et les sociétés multinationales. Le Gouvernement canadien a participé activement aux travaux

¹ Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.74.V.8), document A/CONF.63/15.

du Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes qu'il tient à féliciter d'avoir élaboré le projet de convention sur le transport des marchandises par mer; le Gouvernement et le secteur privé canadiens étudient actuellement ce texte en vue de formuler des observations qui seront soumises à la CNUDCI.

15. Le fait que la Commission des sociétés transnationales a déjà proposé de mettre à l'étude plusieurs questions ayant des incidences juridiques importantes confirme l'opinion de la délégation canadienne selon laquelle la CNUDCI a un rôle important à jouer dans les travaux que l'Organisation des Nations Unies consacrera aux sociétés multinationales. La délégation canadienne se félicite donc que la CNUDCI soit prête à coopérer avec la Commission des sociétés transnationales. Il importe que l'Organisation des Nations Unies fasse en sorte que les sociétés multinationales jouent un rôle approprié dans le développement économique des pays en développement. L'expérience du Canada confirme la contribution considérable que ces sociétés peuvent apporter à l'économie des pays dans lesquels elles investissent leurs importantes ressources. Cette expérience confirme également qu'il est nécessaire d'édicter une réglementation adéquate de manière que leurs activités soient compatibles avec la politique et les objectifs de développement du pays qui les accueille. Le droit a manifestement une contribution importante à apporter à l'élaboration d'un tel cadre réglementaire et la CNUDCI devrait assigner un degré de priorité élevé aux questions qui lui seront renvoyées par la Commission des sociétés transnationales.

16. M. ENKHSAIKHAN (Mongolie) dit que la situation politique mondiale actuelle est particulièrement favorable au développement de la coopération économique internationale entre tous les Etats, quels que soient leurs systèmes économique et social. Les événements importants survenus récemment en Indochine et à Helsinki ont fait naître de nouvelles possibilités de renforcer la paix et la sécurité internationales et ont créé des conditions favorables à la solution de problèmes urgents que posent les relations économiques internationales, tels que la lutte des pays en développement pour éliminer les séquelles dévastatrices de l'oppression coloniale et néo-coloniale, la restructuration des relations inégales existant actuellement entre pays en développement et pays capitalistes et la suppression de la discrimination dans le commerce international. Les décisions prises par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires ont apporté une contribution positive au développement de relations économiques internationales justes.

17. En ce qui concerne les chapitres II et III du rapport de la CNUDCI, la délégation mongole se félicite des progrès considérables réalisés par la CNUDCI dans ses travaux et approuve sa décision de prier le Secrétaire général de compléter l'étude sur les sûretés réelles intitulée "*Study on Security interests*" en y traitant du droit d'autres pays, en particulier les Etats socialistes de l'Europe orientale, et de poursuivre l'étude de faisabilité sur la portée et le contenu possible de règles uniformes sur les sûretés réelles, en consultation avec les organisations internationales et les institutions commerciales et financières intéressées. La question de la formulation de critères qui permettraient de

déterminer les transactions commerciales internationales auxquelles les règles uniformes envisagées s'appliqueraient, ainsi que d'autres problèmes graves découlant de questions relatives à la responsabilité en cas de dommages causés par des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international, doivent être étudiés plus avant par le Secrétariat.

18. Pour ce qui est du chapitre IV du rapport, la délégation mongole pense que le Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes s'est acquitté avec succès de la tâche qui lui était assignée à ses septième et huitième sessions et elle appuie la décision de la CNUDCI d'examiner le projet de convention sur le transport des marchandises par mer à sa neuvième session.

19. En ce qui concerne le chapitre V, la délégation mongole estime que la CNUDCI a eu raison de décider de se concentrer sur les notions fondamentales dont s'inspire l'avant-projet de règlement d'arbitrage et sur les principales questions traitées dans ses divers articles. Le Secrétaire général devra, comme la CNUDCI l'en a prié, établir un projet de règlement révisé, compte tenu des observations formulées par diverses organisations gouvernementales et non gouvernementales et par la CNUDCI elle-même au cours de sa huitième session. Par exemple, on pourrait s'inspirer davantage des dispositions de la Convention sur le règlement par voie d'arbitrage des différends de droit civil survenus dans le cadre des relations touchant à la coopération économique, scientifique et technique conclue en 1972 par les Etats membres du Conseil d'aide économique mutuelle, pour élaborer un projet de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international.

20. En ce qui concerne le chapitre VI, M. Enkhsaikhan exprime l'espoir que le projet de programme de travail détaillé relatif aux sociétés multinationales qui doit être présenté par la Commission des sociétés transnationales et le Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales comprendra des questions juridiques précises dont la CNUDCI pourrait s'occuper. La délégation mongole approuve la décision de la CNUDCI de maintenir à son ordre du jour le point concernant les sociétés multinationales et d'attendre pour mettre au point son propre programme de travail dans ce domaine que la Commission des sociétés transnationales ait cerné les problèmes juridiques dont la CNUDCI pourrait s'occuper.

21. M. SIMANI (Kenya) félicite la CNUDCI et son président pour l'excellent travail et l'excellent rapport qu'ils ont fournis.

22. En ce qui concerne la vente internationale de marchandises, sa délégation appuie la décision du Groupe de travail d'élaborer un projet de convention plutôt qu'une loi uniforme figurant en annexe à une convention. Une fois que le Groupe de travail y aura mis la dernière main, le projet de convention sur la vente internationale de marchandises devra être renvoyé aux gouvernements pour observations et commentaires avant qu'une conférence diplomatique soit convoquée pour l'adoption de la convention. La délégation kényenne accueille favorablement la décision du Groupe de travail d'aborder ultérieurement la question des conditions générales de vente et contrats types

et celle de la formation et de la validité des contrats de vente.

23. Pour ce qui est des paiements internationaux, la délégation kényenne note avec satisfaction que le Groupe de travail sur les effets de commerce internationaux a déjà examiné un certain nombre de projets d'articles en vue de l'élaboration d'une loi uniforme sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux. M. Simani propose que l'on examine concurremment la question des chèques et que des règles juridiques uniformes sur le sujet soient élaborées en même temps, si possible. La délégation kényenne se félicite du travail accompli par la CNUDCI en collaboration avec la Chambre de commerce internationale (CCI) sur des questions analogues.

24. En ce qui concerne la réglementation internationale des transports maritimes, le Gouvernement kényen espère soumettre bientôt à la CNUDCI ses observations concernant le projet de convention sur le transport de marchandises par mer.

25. Il serait bon que la CNUDCI et la Commission des sociétés transnationales travaillent en collaboration sur l'importante question des sociétés multinationales.

26. Pour ce qui est de la formation et de l'assistance dans le domaine du droit commercial international, le Gouvernement kényen désire exprimer ses remerciements aux pays qui, en prenant à leur charge une partie des frais, ont permis à des ressortissants de pays en développement, y compris à un membre de l'université de Nairobi, de participer au colloque sur le rôle des universités et des centres de recherche dans le domaine du droit commercial international.

27. La délégation kényenne appuie la décision de la CNUDCI d'achever ses travaux sur les questions en cours d'examen avant d'aborder de nouveaux sujets.

28. M. MUSEUX (France) rend hommage à l'oeuvre accomplie par la CNUDCI et par ses groupes de travail, qui, malgré quelques insuffisances, est très positive.

29. En ce qui concerne la vente internationale de marchandises, le Gouvernement français, qui estime que le texte de la LUVI est adapté aux besoins du commerce international, prend néanmoins acte avec satisfaction des progrès significatifs des travaux de révision menés par la CNUDCI. Compte tenu de l'importance économique qu'aurait une convention sur la vente largement acceptée, on ne peut que souhaiter plein succès à ces travaux.

30. Au sujet des conditions générales de vente et des contrats type, l'orientation actuelle de la CNUDCI, qui consiste à établir des conditions générales "globales" qui seraient applicables à un grand nombre de produits, ne paraît pas, de l'avis de la délégation française, correspondre aux besoins des milieux commerciaux. Il serait plus réaliste et utile de prévoir plusieurs clauses types, chacune adaptée à une catégorie de produits. De plus, la CNUDCI aurait avantage à s'inspirer dans une plus large mesure des travaux réalisés sur ce point par la Commission économique pour l'Europe.

31. La délégation française est heureuse de noter les progrès accomplis en ce qui concerne le projet de loi uniforme sur les lettres de change internationales et les billets à ordre. Elle se félicite particulièrement des résultats obtenus en ce qui concerne le crédit documentaire puisque les travaux ont abouti à un nouveau texte des "Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires", texte qui va dès à présent être appliqué par les banques d'un grand nombre de pays. La délégation française se réjouit également de relever la féconde collaboration qui s'est instaurée en cette matière entre la CNUDCI et la CCI et se félicite de l'étude réalisée sur les sûretés réelles, mais regrette que ce texte n'ait été diffusé qu'en langue anglaise. Il est en effet nécessaire que toutes les délégations soient en mesure d'en prendre connaissance.

32. M. Museux se réjouit de ce que le Groupe de travail sur la réglementation internationale des transports maritimes ait mené si rapidement à bien ses travaux, permettant ainsi à la CNUDCI d'examiner à sa neuvième session le projet de convention sur le transport de marchandises par mer.

33. Pour ce qui est de la question de l'arbitrage commercial international, la délégation française remercie le Secrétaire général du travail intéressant qu'il a accompli en ce domaine et se félicite que l'équivoque qui existait entre l'arbitrage *ad hoc* et "l'arbitrage organisé" ait été levée. Elle souhaite que le règlement d'arbitrage qui sera finalement établi jouisse de la plus large reconnaissance possible et soit donc très largement utilisé.

34. La délégation française a, depuis que la question des sociétés multinationales a été portée à l'ordre du jour, marqué des hésitations sur la possibilité de cerner avec précision les problèmes strictement juridiques par rapport à ceux dont s'occupent déjà la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation internationale du Travail et surtout maintenant le Conseil économique et social par l'intermédiaire de sa Commission des sociétés transnationales. Le souci d'éviter les doubles emplois de même que le caractère essentiellement économique des problèmes posés par l'existence des sociétés multinationales conduisent la délégation française à penser que la CNUDCI n'est pas le cadre approprié pour en traiter, au moins dans un proche avenir.

35. La question de la responsabilité en cas de dommages causés par des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international est un des points de l'ordre du jour qui appelle des réserves de la part du Gouvernement français, qui est d'avis que la CNUDCI ne devrait traiter que des sujets pour lesquels un besoin se fait nettement sentir dans toutes les parties du monde et dans tous les systèmes juridiques. Tel n'est pas le cas en l'occurrence. M. Museux fait observer qu'il existe une convention de La Haye de 1973 relative aux conflits de lois et que, sur le plan européen, la question de la responsabilité du fait des produits a déjà fait l'objet d'une convention dans le cadre du Conseil de l'Europe de même que d'une directive de la Communauté économique européenne. Plus encore, la délégation française relève que la manière dont ce point est traité à la CNUDCI est trop ambitieuse, dans la mesure où l'objectif qu'elle s'est fixé est d'établir des règles uniformes en la matière au niveau mondial. Or, il suffit qu'un Etat important refuse ces règles pour que les

entreprises des Etats qui les ont acceptées se trouvent en situation de concurrence défavorable sur les marchés internationaux.

36. M. ŁOPUSZAŃSKI (Pologne) dit que sa délégation tient à souligner l'importance des activités de la CNUDCI. La Pologne fait partie du petit nombre de pays qui ont signé la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises de 1974. La délégation polonaise est satisfaite des travaux de la CNUDCI et note que le groupe de travail des transports maritimes est parvenu à mettre au point un projet de convention sur le transport des marchandises par mer, qui sera examiné par la CNUDCI à sa neuvième session. Les travaux relatifs au projet de convention sur la vente internationale de marchandises se trouvent à leur phase finale et des progrès considérables ont été réalisés au sujet du projet de loi uniforme sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux.

37. La délégation polonaise a noté avec satisfaction la coopération fructueuse établie entre la CNUDCI et la CCI, ce qui permet aux experts des pays dont les chambres de commerce ne sont pas membres de la CCI de participer aux travaux de cette dernière. C'est ainsi que des experts des pays socialistes ont pu prendre part à la révision du texte des "Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires" qui a été approuvé en 1974. Des experts des pays socialistes participent également aux travaux de la CCI sur une question d'importance considérable pour la pratique du commerce international, à savoir les garanties bancaires.

38. La délégation polonaise appuie l'opinion selon laquelle il est nécessaire, dans les travaux sur les sûretés réelles, de prendre en considération la législation, la pratique et la doctrine juridique des pays socialistes.

39. La délégation polonaise est heureuse de constater que les travaux sur un projet de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international sont entrés dans leur phase finale. A cet égard, M. Łopuszański approuve la décision à la suite de laquelle le projet de règlement a été soumis pour examen au cinquième Congrès international d'arbitrage, qui s'est tenu à New Delhi en 1975.

40. La délégation polonaise est d'avis que la CNUDCI devrait continuer ses travaux sur la question des sociétés multinationales. Nul n'ignore les nombreux problèmes et difficultés que posent dans certains pays les activités de ces sociétés.

41. La délégation polonaise est également favorable à la poursuite des travaux sur la responsabilité en cas de dommages causés par des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international. Ce problème n'est pas seulement de nature économique mais également de nature sociale, puisqu'il présente un aspect profondément humain que l'on ne saurait négliger.

42. M. Łopuszański exprime la satisfaction de sa délégation pour la décision de la CNUDCI de continuer de patronner des colloques de droit commercial international. A

ce propos, M. Łopuszański note qu'au colloque de 1975, huit représentants, dont un membre de la délégation polonaise, ont donné des conférences.

43. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) félicite la CNUDCI pour le sérieux de ses méthodes de travail et les relations constructives et bénéfiques qu'elle a établies avec d'autres organes, comme la CCI et l'Institut international pour l'unification du droit privé. La Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises, adoptée l'année précédente par une conférence diplomatique, est la première d'une série de conventions destinées à éliminer les divergences juridiques qui font obstacle à l'expansion du commerce international.

44. La délégation des Etats-Unis accueille avec satisfaction la décision de la CNUDCI de prier son Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels d'achever sa révision de la LUVI au début de 1976. En six sessions, le Groupe de travail a pratiquement achevé la première lecture du projet de convention sur la vente internationale de marchandises. Bien que quelques problèmes restent encore à résoudre, la structure de ce projet est déjà apparente. Il a été décidé, par exemple, que le projet révisé devait prendre la forme d'une convention intégrée plutôt que celle d'une loi uniforme annexée à une convention. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, il s'agit là d'une solution raisonnable. La délégation des Etats-Unis approuve également le Groupe de travail d'avoir manifesté l'intention de suivre dans toute la mesure possible les formules utilisées dans la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises.

45. Au sujet de la question de savoir si la convention envisagée sur la vente internationale de marchandises et les règles relatives à la formation et à la validité des contrats de vente devraient être incorporées dans un seul instrument ou si les règles devraient faire l'objet d'une convention distincte, la délégation des Etats-Unis est favorable à la seconde solution. Pour ce qui est de la question connexe de savoir si la conférence de plénipotentiaires qui examinera le projet de convention sur la vente internationale de marchandises devrait également étudier un projet de convention distinct sur la formation des contrats, la délégation des Etats-Unis appuie la décision de la CNUDCI de ne prendre une décision sur ce point qu'à sa dixième session, lorsqu'elle disposera de tous les éléments pertinents.

46. La délégation des Etats-Unis note avec satisfaction que le Groupe de travail sur les effets de commerce internationaux a réalisé des progrès appréciables l'année précédente. Bien que quelques questions restent encore en suspens, le Groupe de travail a examiné les trois quarts des articles du projet de loi uniforme établi par le Secrétariat. La délégation des Etats-Unis espère que le Groupe de travail continuera de progresser au même rythme et qu'il achèvera la première lecture du projet à sa session de février 1976. Cela permettrait en effet de respecter le programme de travail que la CNUDCI a adopté à sa septième session et qui prévoit que le projet doit être achevé à temps pour que les gouvernements puissent l'étudier de manière approfondie avant la onzième session de la CNUDCI, qui procédera alors à son examen détaillé.

47. En ce qui concerne le projet de loi uniforme sur les lettres de change et les billets à ordre internationaux, la

délégation des Etats-Unis appuie la décision de la CNUDCI de prier le Secrétaire général de faire des recherches sur l'utilisation des chèques pour le règlement des paiements internationaux, afin de déterminer si cette utilisation pose des problèmes juridiques analogues à ceux que soulève celle des billets à ordre internationaux. A ce propos, la délégation des Etats-Unis exprime sa satisfaction pour la contribution que le groupe d'étude composé d'experts fournis par les organisations internationales et les institutions bancaires et commerciales intéressées a apportée aux travaux de la CNUDCI et elle exprime l'espoir que ces experts continueront d'aider la CNUDCI dans ses travaux.

48. L'adoption, par le Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes, d'un projet de convention sur le transport des marchandises par mer est une réalisation importante. La délégation des Etats-Unis se fera un plaisir de contribuer à la poursuite des travaux sur ce sujet à la neuvième session de la CNUDCI, à laquelle tous les membres de cet organe auront l'occasion de participer à l'examen du texte article par article.

49. La délégation des Etats-Unis est d'avis que la CNUDCI a pris une décision avisée en ce qui concerne la question des sociétés multinationales. Cette décision reconnaît à la fois le rôle primordial qui revient à la Commission des sociétés transnationales dans l'examen de la question et le rôle important que la CNUDCI pourrait jouer à l'égard des aspects juridiques du problème. La délégation des Etats-Unis est convaincue que, étant donné le niveau de compétence élevé de ses membres et leur réserve traditionnelle à l'égard de tout débat politique, la CNUDCI tiendra pleinement compte, lorsqu'elle examinera cette question, du fait que le sujet englobe des entreprises privées, publiques et d'économie mixte. La délégation des Etats-Unis ne peut que regretter les remarques déplacées et tendancieuses que certaines délégations ont cru devoir faire à ce propos. Ces observations nuisent à la CNUDCI et ont également pour effet de détourner l'Organisation des Nations Unies des sérieux efforts actuellement déployés en vue de résoudre certains problèmes importants que posent les sociétés multinationales.

50. L'état avancé des travaux sur l'avant-projet de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international et l'accord substantiel qui s'est réalisé sur les améliorations à y apporter ont amené la CNUDCI, à sa huitième session, à prier le Secrétaire général d'établir un projet de règlement révisé, compte tenu des observations formulées à cette session. La délégation des Etats-Unis espère que le projet révisé sera communiqué aux gouvernements avant la fin de 1975, de manière qu'ils puissent consulter leurs experts nationaux en matière d'arbitrage et des hommes d'affaires expérimentés avant l'examen de la question à la neuvième session de la CNUDCI. S'il en est ainsi, la délégation des Etats-Unis espère que les travaux de la CNUDCI sur cet important sujet seront achevés au printemps de 1976.

51. M. VALLADAO (Brésil) remercie le Président de la CNUDCI de sa présentation du rapport sur les travaux de la huitième session.

52. C'est avec satisfaction qu'il prend note des progrès accomplis en ce qui concerne l'harmonisation et l'unifi-

cation du droit commercial international, car l'élimination des obstacles juridiques dans ce domaine contribue à améliorer le niveau de vie de tous les peuples. C'est également avec satisfaction qu'il constate que les travaux sur la vente internationale des objets mobiliers corporels et le transport des marchandises par mer sont déjà bien avancés. Il convient de féliciter les membres de la CNUDCI de leurs efforts.

53. En ce qui concerne la vente internationale des objets mobiliers corporels, il serait souhaitable, par souci d'uniformité et afin de faciliter l'interprétation, de suivre dans toute la mesure possible dans le projet de convention sur la vente internationale de marchandises les formules utilisées dans la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises. M. Valladao approuve la décision de la CNUDCI de communiquer le projet de convention aux gouvernements et aux organisations intéressées, pour observations, avant de procéder au dernier examen dudit projet. L'établissement de conditions générales de vente et de contrats types pourrait s'avérer très utile et faciliter les transactions entre de nouveaux partenaires commerciaux ou des partenaires accoutumés à des pratiques commerciales différentes. Toutefois, il devra être tenu compte dans les études et lors des consultations avec les milieux commerciaux intéressés des progrès réalisés dans les travaux sur le projet de convention sur la vente internationale de marchandises de façon à éviter des divergences fâcheuses ou des doubles emplois.

54. En ce qui concerne les paiements internationaux, la délégation brésilienne se félicite des résultats de la troisième session du Groupe de travail sur les effets de commerce internationaux. Les échanges de vues fructueux auxquels ont procédé la CNUDCI et des organisations non gouvernementales comme la CCI à propos des crédits bancaires commerciaux et des garanties bancaires méritent également d'être relevés.

55. L'adoption, après plusieurs années d'analyses minutieuses en groupe de travail, d'un projet de convention sur le transport des marchandises par mer représente un progrès important. Le commerce par voie maritime ne cessant de s'accroître, une mise jour des règles régissant la responsabilité du transporteur est des plus opportunes. Ce travail doit viser avant tout à renforcer la protection des partenaires commerciaux en ce qui concerne la sécurité des marchandises, sans toutefois leur faire supporter des frais d'assurance excessifs. La délégation brésilienne estime que la CNUDCI devra examiner le projet de convention à la lumière des observations qui lui seront communiquées par les gouvernements et les organisations internationales.

56. La délégation brésilienne appuie la décision de la CNUDCI de constituer, à sa neuvième session, un comité plénier chargé d'examiner le texte révisé du règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif. Les délibérations préliminaires sur le sujet, exposées à l'annexe I du rapport, justifient cette décision. De l'avis de la délégation brésilienne, des règles équilibrées contribueraient à donner aux parties à des transactions internationales le sentiment que les litiges susceptibles de naître des contrats pourront être réglés rapidement et équitablement.

57. M. Valladao félicite ceux qui ont contribué au premier colloque de droit commercial international, notamment les

Gouvernements de l'Autriche, de la République fédérale d'Allemagne, de la Norvège et de la Suède, qui ont versé des fonds pour couvrir les frais de voyage de participants originaires des pays en développement, ainsi que les membres de la CNUDCI qui ont payé de leur personne pour donner des conférences, sans pour autant négliger leurs travaux à la CNUDCI. Au cours des deux années écoulées, la délégation brésilienne a suivi avec beaucoup d'intérêt la préparation de ce colloque et se félicite qu'il ait répondu à ce qu'on attendait de lui.

58. M. ABUL-KHEIR (Egypte) félicite la CNUDCI de l'excellent travail qu'elle a accompli et espère qu'elle pourra à l'avenir poursuivre ses travaux dans le même esprit de coopération et de compréhension mutuelle.

59. La délégation égyptienne a toujours accordé une grande importance à la participation, en qualité d'observateurs, de représentants d'organisations non gouvernementales et gouvernementales, ceux-ci ayant au fil des années apporté une contribution positive aux travaux de la CNUDCI. L'Egypte participe aux délibérations de la CNUDCI depuis un certain temps et a donc eu l'occasion d'exprimer son point de vue sur un certain nombre de questions dont cet organe est saisi. La délégation égyptienne est satisfaite du résultat des travaux sur la LUVI. M. Abul-Kheir espère que lors de l'examen du projet de convention sur la vente internationale de marchandises, la CNUDCI prendra en considération la situation des pays en développement dont la balance des paiements est depuis longtemps déficitaire.

60. La délégation égyptienne partage le point de vue exprimé par le Président de la CNUDCI en ce qui concerne l'importance considérable que revêt la question de la réglementation internationale des transports maritimes. Elle ne doute pas que les observations des Etats sur le projet de convention sur le transport des marchandises par mer permettront d'établir un texte définitif équilibré.

61. De l'avis de la délégation égyptienne, la CNUDCI devrait attendre les résultats des études entreprises par le Conseil économique et social au sujet des sociétés multinationales. Elle pourra alors cerner avec précision les problèmes juridiques qu'elle devra examiner.

62. M. CEAUSU (Roumanie) remercie le Président de la CNUDCI de son exposé très instructif sur les travaux de la CNUDCI et de ses groupes de travail.

63. Pour la Roumanie, comme pour tout pays en développement, le déroulement normal des échanges économiques et de la coopération avec d'autres Etats est une condition du progrès économique et social. Aussi, la Roumanie favorise-t-elle l'extension du commerce et de la coopération avec tous les pays. Le Gouvernement roumain espère que la CNUDCI apportera une contribution accrue à l'oeuvre de perfectionnement du droit commercial international, en élaborant des règles uniformes et en préparant de nouveaux instruments qui tiennent compte des préoccupations actuelles visant à établir un nouveau système de rapports économiques internationaux.

64. La CNUDCI et ses groupes de travail ont fait des progrès sensibles dans les travaux qui leur ont été confiés. A

cet égard, il serait peut-être utile que l'Assemblée générale réexamine le programme de travail de la CNUDCI compte tenu des décisions prises récemment au sujet de l'établissement d'un nouvel ordre économique international afin d'établir des priorités judicieuses et de donner à la CNUDCI de nouvelles directives pour ses travaux futurs.

65. La délégation roumaine félicite la CNUDCI des progrès réalisés dans l'élaboration d'un projet de convention sur le transport des marchandises par mer et note avec satisfaction que la CNUDCI a finalement décidé de rédiger une nouvelle convention au lieu de réviser les règles figurant dans la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissements, signée à Bruxelles en 1924. Vu l'importance économique de l'instrument envisagé, la décision de la CNUDCI de transmettre, pour observations, le texte de ce projet de convention aux gouvernements et aux organisations internationales intéressées paraît fort sage. M. Ceausu espère que la CNUDCI pourra achever, à sa prochaine session, les travaux sur le projet de convention, de sorte que l'Assemblée générale puisse convoquer le plus tôt possible une conférence diplomatique pour l'adoption dudit projet.

66. La délégation roumaine prend note avec satisfaction du fait que la CNUDCI a commencé l'examen de l'avant-projet de règlement d'arbitrage. Vu l'importance que revêt l'arbitrage international pour la promotion du commerce international, la CNUDCI devrait accélérer ses travaux sur ce sujet, afin d'élaborer un règlement type d'arbitrage et d'unifier ainsi les réglementations nationales en cette matière. D'autre part, vu l'intérêt manifesté par les milieux d'affaires et scientifiques pour la pratique arbitrale des divers pays, sur laquelle ils aimeraient être mieux informés, il serait utile de faire publier un recueil de sentences arbitrales ou, au moins, des études périodiques des tendances qui s'en dégagent, comme l'a suggéré le Rapporteur spécial au paragraphe 185 de son rapport de 1972 sur l'arbitrage commercial international³.

67. La délégation roumaine s'attendait que des progrès plus substantiels soient réalisés en ce qui concerne le projet de convention sur la vente internationale de marchandises, l'établissement de conditions générales "globales" de vente et de contrats types et les paiements internationaux. M. Ceausu espère que la CNUDCI accélérera ses travaux sur les projets relatifs à la vente internationale de marchandises de sorte que l'on aboutisse le plus tôt possible à l'adoption d'instruments internationaux acceptables par tous les Etats.

68. La délégation roumaine félicite la CNUDCI d'avoir organisé un colloque sur le rôle des universités et des centres de recherche dans le domaine du droit commercial international et appuie la décision d'organiser un nouveau colloque en 1977. Le Secrétariat des Nations Unies devra utiliser toutes les possibilités qui s'offrent à lui afin d'assurer une participation plus large à ce colloque et à d'autres activités de formation en matière de droit com-

³ Voir *Annuaire de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international*, vol. III (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.V.6), "Problèmes concernant l'application et l'interprétation des conventions internationales multilatérales existant dans le domaine de l'arbitrage commercial international et questions connexes : rapport préparé par M. Ion Nestor (Roumanie), rapporteur spécial (A/CN.9/64)", p. 271.

mercial international. A ce propos, M. Ceausu tient à remercier les Gouvernements de l'Autriche, de la Belgique, de la Norvège, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suède des contributions volontaires qu'ils ont versées pour l'organisation du colloque. Il espère que l'Institut international pour l'unification du droit privé contribuera de façon plus substantielle à l'organisation de séminaires de droit commercial international à l'intention des personnes provenant des pays en développement.

69. La délégation roumaine est convaincue que la CNUDCI fera de son mieux pour accélérer encore ses travaux afin de présenter à la Sixième Commission des projets qui puissent être transformés en conventions internationales.

Organisation des travaux

70. M. OLMOS (Argentine) propose que l'ouverture de la séance de la Commission du 7 octobre au matin soit reportée à midi pour permettre aux membres de la Commission d'entendre le discours que le Président du Mexique doit prononcer à l'Assemblée générale.

71. M. KRISHNADASAN (Souaziland) appuie la proposition du représentant de l'Argentine et propose qu'une procédure similaire soit adoptée pour la séance de l'après-midi afin de permettre aux membres de la Commission d'entendre la déclaration du Président de Chypre à l'Assemblée générale.

72. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'entend pas d'objection, il considérera que la Commission accepte de reporter l'ouverture des séances du lendemain jusqu'à ce que les Présidents du Mexique et de Chypre aient pris la parole devant l'Assemblée générale.

Il en est ainsi décidé.

73. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique), prenant la parole à titre purement personnel, déclare que, tout en n'ayant pas le moindre motif de désaccord avec la décision que vient de prendre la Commission, il espère que cette décision ne sera pas considérée comme un précédent général. La Commission a toujours estimé qu'elle s'occupait de questions techniques et qu'elle était capable de poursuivre ses délibérations en même temps que se déroulait la discussion générale en séance plénière. Si la Commission ajourne ses travaux chaque fois qu'un chef d'Etat s'adresse

à l'Assemblée générale, elle risque de se trouver très à court de temps à la fin de la session.

74. M. OSMAN (Somalie) manifeste son désaccord avec les opinions exprimées par le représentant des Etats-Unis. La venue d'un chef d'Etat au Siège des Nations Unies pour adresser une allocution à l'Assemblée générale est une affaire d'intérêt général et il est important que les membres de la Commission, en tant que représentants de leurs pays respectifs, soient présents lorsque cette allocution est prononcée.

75. M. GÜNEY (Turquie) appuie sans réserve l'opinion exprimée par le représentant des Etats-Unis. D'un point de vue pratique, il n'est pas possible que la Commission suspende ses travaux chaque fois qu'un chef d'Etat vient s'adresser à l'Assemblée générale. Ses remarques ne devront cependant pas être considérées comme une critique de la décision que vient de prendre la Commission.

76. Le PRESIDENT déclare que la décision prise par la Commission n'est pas destinée à créer un précédent, mais concerne simplement les séances du lendemain.

77. M. MAÏ GA (Mali) déclare qu'il est d'usage pour toutes les grandes commissions d'ajourner leurs débats chaque fois qu'un chef d'Etat prend la parole à l'Assemblée générale. Il convient de manifester le même respect à tous les chefs d'Etat, quel que soit le pays qu'ils représentent. La Commission ne crée pas un précédent, mais elle continue à se conformer à un usage établi.

78. M. BOOH BOOH (République-Unie du Cameroun) est d'accord sur le fait que chaque fois qu'un chef d'Etat se rend au Siège des Nations Unies il doit être traité avec les honneurs dus à son rang. Il s'agit là de la procédure qui a été arrêtée par toutes les autres grandes commissions et il ne voit aucune raison à ce que la Sixième Commission fasse exception.

79. M. FUENTES IBÁÑEZ (Bolivie) manifeste son désaccord avec les opinions exprimées par le représentant des Etats-Unis. Il informe la Commission que le Président de la République de Bolivie doit s'adresser à l'Assemblée générale le mercredi 8 octobre, et il lui serait très agréable que les membres de la Commission puissent assister au débat ce jour-là. Une telle pratique est parfaitement justifiée.

La séance est levée à 16 h 55.

1532^e séance

Mardi 7 octobre 1975, à 12 h 10.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1532

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (suite) [A/10017, A/C.6/L.1016, A/C.6/L.1017]

1. M. RAKOTOSON (Madagascar) remercie le Président de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) de sa présentation claire et complète du rapport.

2. La délégation malgache a examiné avec beaucoup d'intérêt le rapport de la CNUDCI sur les travaux de sa huitième session (A/10017). En effet, Madagascar, située à un carrefour, a un intérêt particulier à voir se développer ses relations commerciales avec le plus grand nombre de pays possible et s'intéresse donc tout particulièrement à l'uniformisation et à la simplification des règles et pratiques du droit commercial international.

3. Le Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels a, à juste titre, prévu des clauses suffisamment souples pour éviter toute pénalisation automatique en cas d'un défaut de conformité de la marchandise, de retard dans la déclaration de résolution du contrat de vente ou en cas de non-exécution des obligations d'une des parties. La délégation malgache approuve la décision, reproduite au paragraphe 17 du rapport, dans laquelle la CNUDCI a demandé que le projet de convention sur la vente internationale de marchandises soit communiqué aux gouvernements et aux organisations internationales intéressés pour examen et observations.

4. En ce qui concerne les conditions générales de vente et contrats, types, l'efficacité de ces instruments paraît liée à deux conditions, à savoir qu'ils soient en harmonie avec les dispositions concernant la vente internationale d'objets mobiliers corporels et qu'ils puissent s'appliquer à une gamme de produits aussi étendue que possible. Les travaux dans ce domaine sont complexes et pourraient faire double emploi avec les travaux ayant trait aux règles uniformes sur la vente. La délégation malgache estime, cependant, qu'ils doivent être poursuivis et approuve la décision de la CNUDCI, qui figure au paragraphe 25 de son rapport, tendant à ce que le Secrétaire général effectue des enquêtes sur l'utilité pratique de ces conditions et crée, aux fins de consultations, un groupe d'étude composé de représentants des commissions économiques régionales et des associations commerciales, chambres de commerce et organisations analogues intéressées des différentes régions. La Convention sur la vente et les règles relatives à la formation et à la validité des contrats de vente devraient être examinées à la même conférence.

5. En ce qui concerne les paiements internationaux, l'uniformisation et la simplification des règles en la matière

en peuvent que contribuer au développement des transactions commerciales. Il serait donc souhaitable que le Secrétariat et le Groupe de travail sur les effets de commerce internationaux poursuivent leurs recherches sur les possibilités d'utilisation des chèques pour le règlement des paiements internationaux. En ce qui concerne les crédits bancaires commerciaux, les lettres commerciales de crédit jouent un rôle important dans le règlement des transactions commerciales internationales. Le rôle des garanties bancaires n'est pas non plus négligeable surtout pour les pays en développement. La dernière révision des "Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires" de la Chambre de commerce internationale (CCI) n'ayant pas été mise à la disposition des membres de la Sixième Commission, la délégation malgache ne peut émettre d'avis sur ce texte ni sur la décision énoncée au paragraphe 41 du rapport de la CNUDCI recommandant que la version révisée de 1974 soit utilisée à partir du 1er octobre 1975 dans les transactions impliquant l'établissement d'un crédit documentaire. Qu'il s'agisse des crédits ou des garanties bancaires, la coopération entre la CNUDCI, la CCI et d'autres institutions bancaires et commerciales ne peut être que fructueuse.

6. Madagascar n'ayant pas une marine marchande en mesure d'assurer les transports internationaux, la délégation malgache attache une importance particulière aux règles régissant la responsabilité du transporteur maritime. A cet égard, il conviendrait de donner aux documents autres que les connaissements la même valeur qu'à ces derniers et de renforcer la responsabilité du transporteur maritime et du chargeur en limitant autant que possible les causes d'exonération de responsabilité. Le Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes a fait oeuvre utile en établissant le texte définitif d'un projet de convention sur le transport des marchandises par mer.

7. En ce qui concerne l'arbitrage, il faudrait que l'arbitrage institutionnalisé n'exclue pas la possibilité d'un arbitrage libre. Même dans le premier cas, il faudrait laisser aux parties une certaine latitude sur le plan de la procédure. Dans le même ordre d'idées, la délégation malgache suggère de prévoir à l'article 23 de l'avant-projet de règlement d'arbitrage (voir A/10017, annexe I) une disposition autorisant les parties à nommer d'un commun accord des experts, ou le cas échéant des contre-experts, après le dépôt du rapport des experts désignés par les arbitres. Elle craint que l'article 31, qui prévoit que les arbitres fixent eux-mêmes leurs honoraires, ne rende l'arbitrage trop onéreux. La délégation malgache n'a pas de préférence marquée pour l'arbitrage institutionnalisé ou l'arbitrage *ad hoc*. Il semblerait toutefois que l'arbitrage *ad hoc* offre plus d'avantages pratiques, à condition de ne pas être trop coûteux.

8. En ce qui concerne les sociétés multinationales, il faut espérer que les progrès des travaux de la Commission des

sociétés transnationales du Conseil économique et social permettront à la CNUDCI de reprendre le plus tôt possible ses travaux en la matière.

9. M. HAFIZ (Bangladesh) félicite le Président et les autres membres du Bureau de leur élection et souhaite la bienvenue aux trois nouveaux Etats Membres, à savoir la République du Cap-Vert, la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, et la République populaire du Mozambique.

10. Le Bangladesh, dont le commerce est en grande partie tributaire des transports maritimes internationaux, attache la plus grande importance aux efforts déployés par la CNUDCI pour harmoniser et unifier le droit commercial international. La délégation du Bangladesh tient d'ailleurs à remercier le Président de la CNUDCI de son excellente présentation du rapport et à exprimer sa satisfaction devant le travail accompli par la CNUDCI et ses groupes de travail.

11. Le projet de convention sur la vente internationale de marchandises mis au point par le Groupe de travail chargé d'étudier cette question est très utile. Il faudrait maintenant que le projet définitif soit achevé le plus rapidement possible.

12. En ce qui concerne les effets du commerce international, il faudrait que le Groupe de travail pertinent incorpore au projet définitif de loi uniforme sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux des règles uniformes applicables aux chèques internationaux.

13. La délégation du Bangladesh se félicite de ce que la CNUDCI ait accordé un rang de priorité élevé aux travaux du Groupe de travail de la réglementation des transports maritimes et en particulier de la révision de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissances signée à Bruxelles en 1924. A cet égard, le projet de convention sur le transport des marchandises par mer est important. Les dispositions de la Convention de Bruxelles sont dépassées et ne permettent pas de résoudre les problèmes qui se posent aux milieux commerçants des pays en développement, dont il faudra tenir compte lors de l'élaboration définitive de la réglementation des transports maritimes. Il serait souhaitable qu'une convention sur les connaissances puisse être signée avant 1978.

14. La question de la responsabilité en cas de dommages causés par des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international est d'importance vitale pour le pays acheteur. La CNUDCI devrait donc prévoir une protection appropriée du consommateur dans le projet définitif de règles uniformes sur la vente internationale de marchandises.

15. La délégation du Bangladesh prend note avec satisfaction de la révision du texte des "Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires" accomplie par la CCI.

16. En ce qui concerne l'arbitrage commercial international, il convient de noter que si les procédures judiciaires pour le règlement des différends entre les transporteurs et les vendeurs, d'une part, et les acheteurs, d'autre part, sont

longues et peu satisfaisantes, l'avant-projet de règlement d'arbitrage élaboré par la CNUDCI contient également de nombreuses dispositions qui ralentissent la procédure d'arbitrage. Il convient donc de le réviser en veillant à supprimer les différentes causes de retard. Lors de la révision de cet avant-projet, la protection des intérêts des pays en développement devra également être prise en considération.

17. La formation et la diffusion des connaissances en matière de droit commercial international contribuent à coup sûr au développement du droit international. Cette forme d'activité est malheureusement encore très limitée dans les pays en développement; il faudrait organiser plus de séminaires et former plus de jeunes juristes originaires de ces pays. Les efforts déployés par la CNUDCI dans ce domaine sont louables et la délégation du Bangladesh prend note avec satisfaction des contributions généreuses versées à cette fin par les Gouvernements de la Belgique, de l'Autriche, de la Norvège, de la Suède et de la République fédérale d'Allemagne. Elle suggère de créer dans les pays en développement des centres de recherche et de formation en matière de droit commercial international, afin de permettre aux pays du tiers monde de profiter des connaissances acquises par les pays développés dans ce domaine.

18. Etant donné le rôle important que les petits pays et les pays en développement ont à jouer dans la construction d'un nouvel ordre économique international, la CNUDCI et ses groupes de travail devront, lors de la codification du droit commercial international, tenir compte en priorité des problèmes de ces pays.

19. M. STARČEVIĆ (Yougoslavie) souligne qu'il convient d'envisager les activités de la CNUDCI dans le cadre général des efforts déployés en vue de modifier le système actuel des relations économiques internationales et de mettre en place un ordre économique international plus équitable. Il ressort des sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale que la communauté internationale s'est engagée sur une voie qui doit nécessairement conduire à des modifications des relations économiques. A la sixième session extraordinaire, des objectifs ont été fixés et, si les résultats obtenus à la septième session extraordinaire sont encore loin de ce que les pays en développement ont proposé et sont en droit d'attendre, le document adopté par consensus à cette session (résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale) constitue une base sur laquelle d'importantes mesures pourront être prises à l'avenir. Comme l'a déclaré le représentant de la Yougoslavie à la trentième session de l'Assemblée générale (2360^e séance plénière), celle-ci devrait prier toutes les organisations du système des Nations Unies d'accorder, dans leurs activités, une priorité élevée aux questions de leur compétence mentionnées dans le document de la septième session extraordinaire.

20. La structure du commerce international et les conditions dans lesquelles s'opèrent les échanges internationaux revêtent une grande importance dans la perspective des changements à apporter aux relations économiques internationales. Pour que le développement économique des pays en développement s'accélère, il faut d'abord que les échanges internationaux deviennent plus faciles, plus libres, plus équitables et moins restrictifs. Les activités de la

CNUDCI consistent précisément à réduire ou à éliminer, grâce à l'harmonisation et à l'unification progressives du droit commercial international, les obstacles juridiques qui mettent un frein au commerce international. La CNUDCI participe donc à l'accomplissement des tâches générales fixées aux sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, ce qui ne signifie cependant pas que ces activités ne pourraient pas être plus efficaces encore.

21. Jusqu'à présent, la CNUDCI s'est attachée à des questions vitales pour le commerce international et a obtenu de remarquables résultats en un temps assez court. Comme elle l'a fait jusqu'ici, la CNUDCI doit continuer à orienter ses travaux à la fois vers l'adoption de nouvelles règles et vers la révision des règles existantes. Tous les instruments adoptés à ce jour sont le résultat de travaux d'organismes internationaux où les pays développés ont joué un rôle prédominant. En outre, la CNUDCI devrait poursuivre et intensifier sa coopération avec d'autres organes et organisations s'occupant des mêmes problèmes qu'elle sur le plan international.

22. Après avoir félicité le Président de la CNUDCI de sa brillante présentation du rapport à l'examen, le représentant de la Yougoslavie met l'accent sur le rôle qu'ont joué les groupes de travail au cours de la dernière session de la CNUDCI. La délégation yougoslave prendra connaissance avec intérêt du texte définitif du projet de convention sur la vente internationale de marchandises car ce document de base, une fois adopté, facilitera l'adoption ou la révision d'autres documents relevant du même domaine.

23. La délégation yougoslave se félicite des efforts déployés en vue d'élaborer des règles uniformes applicables aux paiements internationaux sous leurs diverses formes. Dans ce domaine, il faut avancer progressivement, étant donné qu'il se pose souvent des questions très délicates et que les règles appliquées par les divers pays ou groupes de pays sont fort différentes.

24. En tant que puissance maritime disposant d'une flotte marchande importante, la Yougoslavie attache une importance particulière à la réglementation internationale des transports maritimes. Cette question présente aussi un grand intérêt pour les pays en développement, ainsi que plusieurs conférences internationales l'ont relevé : aussi bien la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et ses organes subsidiaires que la CNUDCI devraient accélérer les travaux entrepris en la matière. En conséquence, la délégation yougoslave se félicite que le Groupe de travail élargi de la réglementation internationale des transports maritimes ait terminé la deuxième lecture du projet de convention sur le transport des marchandises par mer. Ce projet représente manifestement un progrès considérable par rapport à la Convention de Bruxelles de 1924 et son protocole de 1968.

25. Les problèmes juridiques que posent les activités des sociétés multinationales figurent parmi les plus compliqués et les plus délicats dont l'ONU ait à traiter. Étant donné l'incidence des activités des sociétés transnationales sur l'économie des pays en développement et compte tenu de certaines pratiques condamnables de ces sociétés, qui agissent parfois au mépris des lois et règlements du pays en développement dans lequel elles déploient leurs activités,

ces problèmes ont retenu l'attention de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des organes de travail des pays non alignés. On s'est efforcé de trouver les moyens de subordonner les investissements privés étrangers aux objectifs du développement national et d'établir des normes communes régissant les activités des sociétés transnationales. Compte tenu des aspects politiques, juridiques, économiques et autres du problème, il importe de l'aborder avec beaucoup de prudence et d'assurer une étroite coopération entre, d'une part, la CNUDCI et, d'autre part, deux organes créés par le Conseil économique et social, à savoir la Commission des sociétés transnationales et le Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales. En attendant que ceux-ci se soient organisés et soient à même de formuler des conclusions, la CNUDCI pourrait commencer à étudier de son côté certains problèmes, mais sans se limiter nécessairement à ceux qui sont indiqués dans le rapport du Secrétaire général sur le sujet¹.

26. La question de la responsabilité en cas de dommages causés par des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international revêt une importance croissante du fait que l'on se préoccupe de plus en plus de protéger le consommateur. Quant aux travaux de la CNUDCI relatifs à l'arbitrage commercial international et, en particulier, à l'élaboration d'un projet de règlement d'arbitrage qui serait utilisé à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc*, ils sont aussi dignes de retenir l'attention.

27. M. Starcević se félicite que les programmes de formation et d'assistance en matière de droit commercial international se poursuivent et il exprime l'espoir que le programme de colloques pourra être encore élargi grâce aux contributions de gouvernements, d'organisations internationales et d'autres sources.

28. La Yougoslavie, qui n'est pas actuellement membre de la CNUDCI, a suivi ses travaux avec un vif intérêt et se félicite des résultats déjà obtenus. Toutefois, il lui semble que la CNUDCI pourrait jouer un rôle actif dans d'autres domaines encore, ce qui lui permettrait de contribuer davantage à la création d'un nouvel ordre économique international.

29. La CNUDCI est parvenue à résoudre certains problèmes particuliers du droit commercial international sans s'égarer sur le terrain des discussions politiques ou politico-juridiques. Comme la CNUDCI semble avoir surmonté avec succès les difficultés de cette première étape, on peut lui proposer d'examiner des problèmes d'ordre plus général comme l'élaboration de règles uniformes portant sur l'investissement de capitaux ou le transfert de connaissances industrielles et de techniques des pays développés aux pays en développement, afin qu'elle puisse contribuer à la création de conditions meilleures et plus équitables pour la conclusion d'accords. Certes, ces questions présentent aussi des aspects politiques, en plus de leurs aspects purement juridiques, mais les huit années d'existence de la CNUDCI et les résultats concrets qu'elle a obtenus montrent que cet organe est capable d'aborder avec compétence des problèmes plus complexes. Le fait de régler les aspects juridiques des grands problèmes du commerce international

¹ A/CN.9/104.

ne pourrait que faciliter la solution de ces problèmes dans ce qu'ils ont de non juridique. La CNUDCI remplirait alors le rôle de "législateur international" sur des points d'une importance capitale pour favoriser le commerce international et réduire l'écart entre pays développés et pays en développement.

30. M. GÜNEY (Turquie) félicite le Président de la CNUDCI de son excellent exposé introductif au rapport et se réjouit des progrès substantiels accomplis au cours de la huitième session de la CNUDCI.

31. Le Groupe de travail chargé de la rédaction d'un instrument international concernant la vente internationale de marchandises est arrivé à un accord complet sur les textes traitant des matières réglées par les articles 1 à 83 de la Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels, laquelle comprend en tout 101 articles. Pour la délégation turque, il est logique que la convention sur la vente et les règles relatives à la formation et à la validité des contrats de vente soit examinée ultérieurement par une seule conférence.

32. Les conditions générales de vente et contrats types sont un autre aspect de la vente qu'étudie actuellement la CNUDCI. Le projet de conditions générales de vente présenté par le Secrétaire général² exige une étude et des recherches plus poussées avant de pouvoir être utilisé dans de nombreux secteurs commerciaux. Le Groupe d'étude créé à cet effet facilitera l'examen de cette question et pourra dissiper les doutes exprimés à la dernière session de la CNUDCI.

33. En ce qui concerne les effets de commerce, l'établissement du texte définitif d'un projet de loi uniforme sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux, ainsi que la question de l'opportunité d'établir des règles uniformes pour les chèques internationaux sont en cours d'examen. En conséquence, la délégation turque se borne à prendre note des progrès accomplis par le Groupe de travail.

34. Au sujet des crédits bancaires commerciaux, la CNUDCI a examiné la révision de 1974 du texte des "Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires". La délégation turque se plaît à constater que la CCI a efficacement coopéré avec des pays autres que ceux dont les chambres de commerce lui sont affiliées. La recomman-

dation de la CNUDCI visant à ce que la version de 1974 des règles uniformes soit utilisée à partir du 1^{er} octobre 1975 dans les transactions impliquant l'établissement d'un crédit documentaire est opportune puisque la CCI a rendu la version de 1974 plus acceptable que celle de 1972.

35. En ce qui concerne les sûretés réelles, la CNUDCI a estimé que les deux études mentionnées au paragraphe 48 du rapport étaient très utiles, mais incomplètes. Il importe donc de les poursuivre ou de les compléter.

36. La délégation turque note avec satisfaction que le Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes donnera sa forme définitive à l'avant-projet de convention sur la responsabilité du transporteur maritime en ce qui concerne les marchandises transportées. L'examen de cet avant-projet, compte tenu des observations des gouvernements et des organisations intéressés, fera ressortir la complexité et l'importance de la matière.

37. En ce qui concerne l'arbitrage commercial international, il y aura lieu de réviser l'avant-projet de règlement présenté par le Secrétaire général à la lumière des observations formulées au cours de la dernière session de la CNUDCI et d'en éliminer les innovations impraticables.

38. Quant à la question des sociétés multinationales, elle retient aussi l'attention de la Commission des sociétés transnationales et du Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales, deux organismes créés par le Conseil économique et social. La délégation turque approuve la décision de la CNUDCI d'attendre que les problèmes concernant les sociétés multinationales soient cernés avec précision, mais de maintenir ce point à son ordre du jour.

39. La délégation turque constate avec satisfaction qu'un colloque a été organisé sur le rôle des universités et des centres de recherche dans le domaine du droit commercial international et se félicite qu'un autre colloque soit prévu pour 1977. Elle approuve la décision de la CNUDCI de ne pas ajouter de nouveaux sujets à son programme de travail.

40. En ce qui concerne la suggestion faite par le représentant de l'Autriche (1529^e séance) tendant à ce que la CNUDCI puisse tenir dorénavant certaines de ses réunions à Vienne, M. Güney déclare que cette proposition mérite d'être attentivement étudiée.

² Voir A/CN.9/98.

1533^e séance

Mardi 7 octobre 1975, à 16 h 45.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1533

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (suite) [A/10017, A/C.6/L.1016, A/C.6/L.1017]

1. M. MUHAMMAD (Inde) souhaite la bienvenue aux délégations du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe et du Mozambique.
2. Il remercie le Président de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) de son compte rendu détaillé des travaux réalisés par celle-ci à sa huitième session. Les Membres de l'Organisation des Nations Unies sont de plus en plus conscients de l'importance des travaux de la CNUDCI. L'Inde est membre de la CNUDCI et a toujours participé activement à ses délibérations. Les sujets dont elle traite sont de caractère hautement technique et il faut souhaiter que les pays en développement, qui ne possèdent pas encore tous un nombre suffisant de spécialistes du droit commercial, porteront un intérêt grandissant à ses travaux. Le rapport de la CNUDCI (A/10017) occupe une place très importante dans l'ordre du jour de la Commission.
3. La délégation indienne est dans l'ensemble satisfaite de la façon dont la CNUDCI s'est acquittée du mandat que lui a confié l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 2205 (XXI). Cependant, la CNUDCI ne doit pas se considérer uniquement comme un organe de rédaction. Elle devrait prendre le temps de se mettre à l'écoute des aspirations que partagent la majorité des membres de la communauté internationale en matière de coopération commerciale internationale. Ce domaine du droit international doit évoluer en fonction des exigences de la vie économique internationale actuelle. L'ONU a reconnu la nécessité impérieuse de redresser le déséquilibre économique entre pays développés et pays en développement, et la délégation indienne espère sincèrement que, pour parvenir à des solutions justes et équitables, la CNUDCI s'inspirera des principes de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international figurant dans les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats figurant dans la résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée et de la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée.
4. La procédure de consensus adoptée par la CNUDCI pour parvenir à des décisions a considérablement accru l'utilité de son travail et l'on doit souhaiter que la CNUDCI continuera de s'y conformer. De plus, la réussite des groupes de travail dépendant dans une large mesure des travaux préparatoires accomplis par le Secrétariat, il convient d'accorder à celui-ci toutes les facilités nécessaires pour lui permettre de continuer à élaborer des études et des

documents de fond à l'intention de la CNUDCI. La CNUDCI a aussi tiré grand profit de la présence d'observateurs envoyés par des organisations gouvernementales et non gouvernementales et des institutions spécialisées, qui lui ont apporté la richesse de leur expérience pratique du droit commercial international. La CNUDCI devrait continuer à encourager la tenue de consultations avec ces organismes spécialisés. La constitution de groupes de travail chargés d'étudier différents sujets est une pratique qui a aidé à accélérer les travaux de la CNUDCI et qui devrait être conservée.

5. A propos du programme de travail de la CNUDCI, M. Muhammad dit que la décision de la CNUDCI de ne pas ajouter de nouvelles questions à son programme de travail avant d'avoir mené à bonne fin les travaux en cours est fondamentalement bonne, mais que la CNUDCI devrait cependant se préoccuper de circonscrire de nouveaux domaines d'études qu'elle pourrait inscrire ultérieurement à son programme de travail.

6. La réglementation des activités des sociétés multinationales est d'intérêt vital pour les pays en développement. Les problèmes juridiques concernant les sociétés multinationales étant étroitement liés à des problèmes de nature politique, sociale et économique, la CNUDCI a été bien avisée de ne pas arrêter son programme de travail en ce domaine tant que la Commission des sociétés transnationales n'aura pas dégagé des problèmes juridiques précis que la CNUDCI serait susceptible d'étudier. Il est à souhaiter que ladite Commission et la CNUDCI mettent sur pied un système de consultation de façon à éviter que leurs travaux se chevauchent. La délégation indienne est heureuse de relever que la CNUDCI s'est déclarée prête à accueillir favorablement toute demande d'assistance spécialisée émanant de la nouvelle Commission.

7. M. Muhammad constate que des progrès considérables ont été accomplis par le Groupe de travail des transports maritimes et émet le souhait qu'une convention sur les connaissances soit adoptée rapidement.

8. M. Muhammad exprime ses remerciements aux Gouvernements autrichien et belge, qui ont offert à des ressortissants de pays en développement des bourses de formation dans leurs pays. Des remerciements doivent être adressés aussi au Gouvernement autrichien, à ceux de la République fédérale d'Allemagne, de la Norvège et de la Suède qui, par leurs contributions volontaires, ont assumé les frais de voyage et de subsistance des participants au colloque sur le rôle des universités et des centres de recherche dans le domaine du droit commercial international. On ne saurait trop souligner l'importance des programmes de formation dans ce domaine, et il faut souhaiter que de nouvelles contributions seront versées à ce titre.

9. M. JACHEK (Tchécoslovaquie) souhaite la bienvenue aux délégations du Cap-Vert, du Mozambique et de Sao Tomé-et-Principe.

10. Les progrès réalisés en matière de coexistence pacifique et de coopération mutuelle entre Etats ayant des systèmes économiques différents, attestés par l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, confèrent une importance accrue au droit commercial international. C'est dans ce contexte politique que le Gouvernement tchécoslovaque conçoit et évalue le rôle de la CNUDCI. En procédant à l'unification et à l'harmonisation du droit commercial international, il est nécessaire de rechercher des solutions acceptables par le plus grand nombre possible d'Etats, quel que soit leur système social. Les instruments adoptés doivent favoriser le plus possible le développement de relations économiques internationales équitables et réciproquement avantageuses et assurer la sécurité juridique de ces relations, conformément aux principes et aux buts de la Charte, de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe] et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

11. La Tchécoslovaquie attache une importance spéciale à l'unification des règles régissant la vente internationale d'objets mobiliers corporels, les accords sur la vente internationale de marchandises constituant le type le plus important de traité utilisé dans le commerce international. La délégation tchécoslovaque se félicite donc de la décision prise par la CNUDCI et énoncée au paragraphe 17 de son rapport et espère que tous les Etats participeront à la conférence de plénipotentiaires.

12. En matière de paiements internationaux, elle apprécie les travaux du Groupe de travail sur les effets de commerce internationaux et attache également une importance considérable aux règles uniformes relatives aux garanties bancaires et aux garanties contractuelles. Tout en se félicitant de l'assistance fournie par la Chambre internationale de commerce (CIC) dans ce domaine, elle estime que les règles élaborées par la CIC et dont la CNUDCI s'est bornée à recommander l'adoption ne sont pas tout à fait suffisantes. Il serait préférable que la CNUDCI elle-même complète le projet de manière que les règles uniformes puissent également remplacer les dispositions en vigueur des codes applicables.

13. En ce qui concerne la réglementation internationale des transports maritimes, la délégation tchécoslovaque, tout en se félicitant des résultats obtenus par le Groupe de travail compétent, pense qu'une base uniforme qui ne limiterait pas l'applicabilité internationale des règles uniformes aux relations entre personnes se trouvant dans les Etats parties au traité serait préférable.

14. La délégation tchécoslovaque estime que la coopération de la CNUDCI avec d'autres organes des Nations Unies pour résoudre diverses questions juridiques liées aux activités des sociétés transnationales est utile, et elle approuve la décision de la CNUDCI figurant au paragraphe 94 de son rapport. Toutefois, lorsqu'elle poursuivra ses travaux dans ce domaine, la CNUDCI devra prendre en considération la

protection des droits souverains des Etats sur leurs ressources naturelles et tenir compte des principes régissant les relations entre les Etats et les sociétés multinationales, tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Cependant, il ne ressort pas du paragraphe 92 du rapport de la CNUDCI que celle-ci veillera à élaborer un système global cohérent visant à assurer la protection des intérêts et des droits des Etats dans lesquels opèrent des sociétés multinationales, l'objet des normes types semblant n'être que de permettre aux Etats d'exercer "un contrôle plus étroit" sur les activités des sociétés multinationales.

15. Compte tenu de la gamme extrêmement étendue de problèmes que la CNUDCI doit traiter, aucune question d'importance secondaire ou n'ayant que des rapports incertains avec le commerce international ne doit être inscrite à son ordre du jour. En conséquence, la délégation tchécoslovaque n'appuie pas la proposition tendant à inclure dans le programme de travail de la CNUDCI la question de la responsabilité en cas de dommages causés par des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international, des droits devant découler pour des personnes ne participant pas au commerce international des règles qui seraient adoptées dans ce domaine. Il semble donc approprié de s'en remettre aux systèmes juridiques des différents pays pour régler les questions examinées dans le chapitre VII du rapport.

16. A propos du chapitre IX du rapport, M. Jachek pense qu'il conviendrait d'examiner la possibilité de concevoir plus largement les règles relatives aux contrats de vente et aux conditions de leur validité qui sont envisagées; il faudrait élaborer des dispositions générales sur la conclusion des contrats relevant du droit commercial international et fixer les conditions de la validité de ces contrats. Il serait également utile de revoir les méthodes actuelles d'unification et d'harmonisation du droit commercial international, qui sont fondées sur le choix d'un certain nombre limité de questions juridiques ou sur un certain type de contrat, des questions plus générales, pour lesquelles des dispositions différentes existent dans les systèmes juridiques de chaque pays, étant négligées. En se limitant à certains sujets, comme on le fait actuellement, on obtiendra des résultats peu satisfaisants si un certain nombre de conventions ou d'instruments internationaux sont adoptés sans que les différents textes soient coordonnés. Il risque également d'être difficile de se retrouver dans les dispositions adoptées; celles-ci peuvent présenter des lacunes en raison d'une insuffisance de coordination et, en tout état de cause, le travail d'unification sera peu économique puisque les mêmes questions générales devront être résolues pour chaque type de contrat, alors qu'elles pourraient être formulées d'une manière générale et que des dérogations aux principes généraux pourraient être prévues de la même manière que dans un code. Il est peut-être prématuré de songer à rédiger un code général du droit commercial international, mais la délégation tchécoslovaque tient à appeler l'attention sur ce problème de manière que la CNUDCI le garde présent à l'esprit et, en temps opportun, étudie la possibilité d'harmoniser les différentes dispositions et d'édifier progressivement une réglementation uniforme du commerce international.

17. Parlant des méthodes de travail en matière de codification du droit commercial international, M. Jachek dit que,

pour établir chaque instrument, il convient de tenir compte des solutions adoptées dans les systèmes juridiques de tous les pays, y compris les pays socialistes d'Europe orientale. La délégation tchécoslovaque prend note avec satisfaction de la déclaration du Président de la CNUDCI (A/C.6/L.1017) selon laquelle certaines omissions commises dans le passé seront rectifiées.

18. Dans l'ensemble, le travail accompli par la CNUDCI, ses groupes de travail et son secrétariat est satisfaisant.

19. M. PRIETO (Chili) remercie le Président de la CNUDCI pour sa présentation remarquable de la question examinée. Sa délégation se félicite qu'un grand nombre d'observateurs d'institutions spécialisées et d'organisations gouvernementales et non gouvernementales aient assisté à la huitième session de la CNUDCI, leur participation enrichissant les travaux de la CNUDCI et leur donnant un caractère plus universel.

20. La tâche essentielle de la génération actuelle est d'édifier un monde pacifique et harmonieux où l'abîme qui sépare aujourd'hui pays développés et pays en développement n'existera plus. Une manière de faciliter la réalisation de ce but est de prendre des mesures visant à améliorer les termes de l'échange en faveur des pays en développement et à éliminer toute discrimination à cet égard. La délégation chilienne est donc heureuse que la CNUDCI ait été chargée de l'unification du droit commercial international, car elle aidera ainsi à faire de la paix entre les nations une réalité en renforçant les relations commerciales entre Etats.

21. Lorsqu'on examine les travaux accomplis jusqu'à présent par la CNUDCI, il est réconfortant de noter les progrès réalisés en matière d'unification des règles régissant la vente internationale des objets mobiliers corporels. La délégation chilienne se félicite également des progrès accomplis dans le domaine des effets de commerce internationaux qui, bien qu'ils ne soient pas aussi spectaculaires que ceux qui l'ont été en matière de vente internationale de marchandises, n'en sont pas moins encourageants, en particulier si l'on tient compte de la nature complexe du sujet.

22. En ce qui concerne la question des sûretés réelles, la délégation chilienne croit qu'il est nécessaire de réviser et de compléter l'étude extrêmement intéressante de M. Drobni¹ afin de remédier à un certain nombre d'omissions, parfaitement compréhensibles, étant donné l'étendue de cette étude. Par exemple, on a omis d'y mentionner un certain nombre de cas importants de sûretés réelles prévus par la législation chilienne.

23. Les activités du Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes, dont le Chili fait partie, ont une importance essentielle pour les pays en développement. Il est donc extrêmement satisfaisant de noter que la rédaction d'un projet de convention sur le transport des marchandises par mer a été menée à bien.

24. La délégation chilienne estime que l'avant-projet de règlement d'arbitrage est, dans l'ensemble, satisfaisant étant donné qu'il offre une procédure rapide et relativement simple de règlement des différends sur la base de règles

uniformes universellement acceptées qui contribuerait au développement du commerce international.

25. La délégation chilienne pense elle aussi que la CNUDCI devrait se borner aux aspects juridiques de la question des sociétés multinationales, en particulier si elle peut ainsi éviter que ses travaux ne fassent double emploi avec ceux d'autres organes des Nations Unies. Il doit exister une coordination adéquate avec les autres organes du système qui s'occupent de problèmes ayant trait aux activités de ces entreprises. A ce sujet, la proposition faite par le représentant de la France lors de la vingt-huitième session (1500^e séance), tendant à ce que, dans une première étape, la notion de société multinationale reçoive une définition satisfaisante, est extrêmement intéressante. La délégation chilienne estime que cette définition doit être élaborée en temps opportun et avec une rigueur scientifique; la définition finalement adoptée risque de s'avérer plus large que la notion actuelle de société multinationale.

26. En ce qui concerne la responsabilité en cas de dommages causés par des produits destinés au commerce international ou entrant dans les circuits du commerce international, la principale question juridique semble être celle de l'étendue de la responsabilité; tout dépendra des décisions prises au sujet des types de produits qui donneront lieu à responsabilité, des catégories de personnes dont la responsabilité sera engagée, des types de dommages pour lesquels une indemnité pourra être réclamée et des types de transactions donnant lieu à responsabilité. Il faut tenir compte notamment du fait que, dans le monde actuel, de nombreux produits peuvent causer de graves dommages aux personnes et aux biens et qu'au-delà des problèmes juridiques soulevés, ces dommages ont des répercussions sociales et économiques importantes.

27. En ce qui concerne la formation et l'assistance dans le domaine du droit commercial international, il convient de mentionner les bourses octroyées par une banque commerciale autrichienne et par le Gouvernement belge. Il faut également remercier les Gouvernements de l'Autriche, de la Norvège, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suède d'avoir fourni des fonds pour couvrir les frais de voyage d'un certain nombre de participants originaires de pays en développement qui ont assisté au colloque de droit commercial international. Il est à espérer que cet exemple sera suivi par d'autres pays riches. Il faut accorder à l'enseignement du droit commercial international l'importance qu'il mérite. Les universités devraient être encouragées à inclure ce sujet dans leurs programmes réguliers; des expériences récentes dans ce sens ont produit des résultats heureux au Chili.

28. La délégation chilienne souscrit pleinement aux propositions faites au sujet du lieu, de l'ordre du jour et des dates des prochaines sessions des groupes de travail et de la CNUDCI.

29. M. SIAGE (République arabe syrienne) félicite la CNUDCI pour son excellent rapport.

30. En ce qui concerne la vente internationale des objets mobiliers corporels, la délégation syrienne approuve la décision par laquelle la CNUDCI a prié le Secrétaire général de communiquer le projet de convention sur la vente

¹ ST/LEG/11.

internationale de marchandises aux gouvernements et aux organisations internationales intéressées pour observations. De l'avis de M. Siage, ces observations qui doivent être étudiées lors de la dixième session de la CNUDCI enrichiront le projet, car des opinions représentant tous les systèmes juridiques du monde pourront ainsi s'exprimer.

31. M. Siage note que l'arbitrage gagne toujours plus d'importance en tant que moyen de règlement des différends résultant de transactions commerciales internationales. La délégation syrienne appuie par conséquent les principes qui sont à la base de l'avant-projet de règlement d'arbitrage (voir A/10017, annexe I). Toutefois, il est également essentiel de tenir compte des législations nationales des parties en cause.

32. La délégation syrienne attache une importance particulière à la question des sociétés multinationales, lesquelles constituent une menace pour la souveraineté et l'indépendance des pays en développement. Elle appuie la décision de la CNUDCI de conserver ce point à son ordre du jour. Dans ses travaux sur ce sujet, la Commission devra coopérer étroitement avec le Conseil économique et social, la Commission des sociétés transnationales et le Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales.

33. En ce qui concerne la formation et l'assistance dans le domaine du droit commercial international, la délégation syrienne souligne qu'il est important d'accorder des bourses aux étudiants des pays en développement. A son avis, il conviendrait de tenir les colloques en même temps que les sessions de la CNUDCI comme cela s'est fait en 1975. Elle est reconnaissante aux gouvernements qui ont mis des bourses de formation à la disposition des ressortissants de pays en développement.

34. La République arabe syrienne, qui a participé aux délibérations de la CNUDCI à sa huitième session, est satisfaite du travail accompli. Elle appuie les décisions de la CNUDCI et les efforts qui sont faits pour développer le droit commercial international, en particulier au bénéfice des pays en développement.

35. M. Siage exprime l'espoir que la CNUDCI continuera d'accomplir sa tâche dans un esprit de coopération.

36. M. KOLESNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le rapport de la CNUDCI montre que cet organe s'occupe de questions importantes et actuelles. Etablie il y a 10 ans sur l'initiative de la Hongrie en vue de promouvoir le développement progressif du droit commercial international, la CNUDCI a été appelée à élaborer, dans le domaine du droit commercial, des instruments internationaux destinés à encourager une coopération économique équitable et mutuellement avantageuse entre tous les pays, notamment les pays dotés de systèmes sociaux et économiques différents. Comme il est indiqué dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le commerce international est l'un des facteurs les plus importants de la croissance économique et du progrès social. Des relations économiques stables, à leur tour, permettent aux pays de bénéficier pleinement des avantages de la division internationale du travail et favorisent le développement de relations amicales entre les Etats. Ce sont

là les buts que les travaux de la CNUDCI sont destinés à servir.

37. La CNUDCI a accompli une oeuvre constructive dans toutes les matières dont elle était saisie à sa huitième session. La délégation soviétique note que le Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels a été particulièrement efficace puisqu'il est parvenu à un accord complet sur la plupart des articles du projet de convention sur la vente internationale des marchandises. M. Kolesnik appuie la décision de la CNUDCI figurant au paragraphe 17 du rapport et en particulier la demande faite au Secrétaire général de communiquer le projet de convention aux gouvernements et aux organisations internationales intéressées. Il pense, comme un certain nombre d'orateurs qui ont pris la parole avant lui, qu'il serait souhaitable de généraliser la pratique consistant à communiquer pour observations les projets préparés par les groupes de travail et la CNUDCI elle-même aux gouvernements et aux organisations internationales intéressées. Cette pratique doit être encouragée puisqu'elle permet à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies de suivre les travaux de la CNUDCI et de l'aider dans sa tâche.

38. C'est avec satisfaction que M. Kolesnik relève les progrès considérables réalisés pendant l'année en cours en ce qui concerne la réglementation internationale des transports maritimes et la mise au point d'un projet de convention sur le transport des marchandises par mer.

39. Il ressort clairement du rapport que la CNUDCI a discuté de manière exhaustive l'avant-projet de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international. La délégation soviétique estime que la CNUDCI a eu raison de soumettre à la Sixième Commission le projet d'articles accompagné de ses commentaires.

40. La délégation soviétique a pris note du fait que la CNUDCI était prête à examiner les problèmes juridiques spécifiques que posent les activités des sociétés multinationales et à conserver ce point à son ordre du jour. Elle comprend les difficultés que présente l'examen de cette question mais voudrait recevoir l'assurance que le retard dans l'étude de ces problèmes n'ira pas au-delà des limites raisonnables, car, comme il a été dit à plusieurs reprises devant la Sixième Commission, l'élaboration de mesures et notamment de mesures de caractère juridique destinées à mettre un frein aux activités des sociétés monopolistes internationales contribuerait grandement à éliminer les inégalités dans les relations économiques internationales que l'impérialisme a engendrées.

41. Le succès des travaux de la CNUDCI dépend pour une grande part de la mesure dans laquelle les exigences des principaux systèmes juridiques du monde sont prises en considération. Il est regrettable que pour l'examen du problème des paiements internationaux, la CNUDCI n'ait pas suffisamment tenu compte de la législation des pays socialistes. C'est de toute évidence une erreur eu égard au volume du commerce des pays socialistes. En ne tenant pas compte des pratiques du commerce extérieur des pays socialistes dans la préparation de ses projets, la CNUDCI se rendrait un mauvais service; la délégation soviétique espère que la CNUDCI et le Secrétariat prendront ses observations en considération.

42. La question de la formation et de l'assistance dans le domaine du droit commercial international commence à prendre de l'importance dans les activités de la CNUDCI. La délégation soviétique accueille avec satisfaction les résultats positifs du colloque qui s'est tenu pendant la huitième session de la CNUDCI. La tenue de colloques de ce genre est souhaitable et elle encourage le développement du droit commercial international et sa reconnaissance sur une base toujours plus étendue. M. Kolesnik appuie également l'idée d'une participation de la CNUDCI à l'organisation de colloques sur le droit commercial international dans les pays en développement.

43. M. Kolesnik exprime l'avis que la CNUDCI devrait chercher non pas à prolonger ses sessions mais bien plutôt à les raccourcir et à rendre ainsi son travail plus efficace. Il est difficile pour des experts de quitter leur pays pour participer aux réunions. Il n'est pas moins important de faire un effort pour réaliser des économies. Le budget de l'Organisation des Nations Unies continue à augmenter, surtout en raison de l'accroissement constant des mécanismes administratifs et du nombre de réunions des divers organes.

44. M. YOKOTA (Japon) dit que, depuis sa création, la CNUDCI est devenue un centre majeur de la coopération internationale en matière d'unification du droit commercial international. Sa composition est telle que les divers systèmes de droit et intérêts économiques du monde sont bien représentés. La délégation japonaise se félicite des efforts déployés par la CNUDCI pour maintenir d'étroits rapports et renforcer sa coopération avec d'autres organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, s'occupant de l'unification du droit commercial international. Comme les tâches confiées à la CNUDCI exigent des connaissances très spécialisées du droit commercial interne et des pratiques commerciales, la délégation japonaise espère que la CNUDCI continuera de profiter de l'expérience acquise par d'autres organisations et organismes internationaux.

45. Depuis sa septième session, la CNUDCI a réalisé d'importants progrès, en particulier dans le domaine de la réglementation internationale des transports maritimes. A ce sujet, la délégation japonaise tient à féliciter le Groupe de travail chargé de mettre au point un projet de convention sur le transport des marchandises par mer. La délégation japonaise présentera bientôt au Secrétaire général ses observations sur ce projet et exprimera aussi ses vues lors de la neuvième session de la CNUDCI. Etant donné l'importance de la nouvelle convention sur le transport des marchandises par mer, la CNUDCI devra prendre pleinement en considération les pratiques commerciales actuelles et les nouvelles techniques mises au point dans le domaine des transports maritimes; elle devra établir un équilibre entre les intérêts des chargeurs et ceux des transporteurs maritimes.

46. A sa neuvième session, la CNUDCI entend aussi donner une forme définitive à l'avant-projet de règlement d'arbitrage commercial international. L'une des principales questions qui se pose à ce sujet est celle du champ d'application du projet de règlement. Selon le résumé figurant dans l'annexe I au rapport de la CNUDCI, il semble qu'il existe une majorité désireuse d'exclure pour le

moment l' "arbitrage organisé" du champ d'application du règlement. La délégation japonaise partage ce point de vue, qui reflète fort bien la pratique arbitrale actuelle.

47. En ce qui concerne les conditions générales de vente et contrats types, la délégation japonaise approuve la décision de la CNUDCI de créer un groupe d'étude composé de représentants des commissions économiques régionales et des organisations et associations commerciales intéressées, y compris les chambres de commerce. L'établissement d'étroits rapports avec les organisations intéressées constitue la meilleure méthode de travail non seulement pour ce sujet particulier, mais aussi pour l'unification du droit et de la réglementation en matière de commerce international en général. La CNUDCI devrait continuer à procéder par étapes dans ce domaine en envisageant les divers aspects pratiques et, en particulier, les caractéristiques des échanges commerciaux de certains produits.

48. Dans ses travaux relatifs aux sociétés multinationales, la CNUDCI a fort bien fait de tenir compte de la création de la Commission des sociétés transnationales. La délégation japonaise approuve la décision de la CNUDCI de s'abstenir de prendre une décision définitive au sujet de son programme de travail dans ce domaine, en attendant que la Commission des sociétés transnationales ait cerné les problèmes juridiques particuliers qui pourraient lui être soumis. Les problèmes juridiques que posent les sociétés multinationales se rattachent de près aux problèmes économiques et politiques et l'on ne saurait les examiner utilement sans explorer à fond cette autre catégorie de problèmes.

49. Le représentant du Japon se plaint à noter le succès du colloque sur le rôle des universités et des centres de recherche dans le domaine du droit commercial international, tenu sous les auspices de la CNUDCI. Les tâches d'information de la CNUDCI ne sont pas moins importantes que ses tâches de préparation de projets de conventions, car la diffusion des informations contribue à favoriser la compréhension, condition préalable de l'unification et de l'harmonisation du droit commercial international. C'est pourquoi la délégation japonaise se félicite aussi de la décision de la CNUDCI de prier le Secrétaire général d'organiser un colloque international sur le droit commercial international à l'occasion de sa dixième session.

50. En ce qui concerne le programme de travail futur de la CNUDCI, la délégation japonaise fait sienne la proposition tendant à organiser une session de quatre semaines, du 26 avril au 21 mai 1976; la CNUDCI devra en effet s'occuper de deux sujets extrêmement importants, le projet de convention sur le transport des marchandises par mer et le texte révisé de règlement d'arbitrage.

51. La délégation japonaise se félicite du réalisme avec lequel la CNUDCI a décidé de mener à bien les principales tâches qu'elle a déjà entreprises avant de se consacrer à de nouveaux projets.

52. M. LAUTERPACHT (Australie) fait observer que l'on peut à bon droit qualifier la Sixième Commission d'organe technique mais qu'il importe de ne pas perdre de vue l'aspect politique de son rôle. Certes, ses membres doivent appliquer aux problèmes internationaux leurs connaissances

techniques et juridiques, mais ces connaissances doivent être appliquées de manière à assurer une contribution positive et constructive à l'instauration d'une société internationale mieux adaptée et plus solidaire.

53. Le représentant de l'Australie se félicite des travaux dont la CNUDCI rend compte dans son rapport. Pour chacun des sujets qu'elle étudie, la CNUDCI semble agir avec tout l'empressement ou toute la pondération qui s'impose; elle agit avec empressement, par exemple, pour l'élaboration d'un projet de convention sur la vente internationale de marchandises, pour ses études sur les conditions générales de vente et contrats types, pour ses travaux sur le mécanisme des paiements commerciaux, pour l'élaboration d'un nouveau projet de convention sur le transport de marchandises par mer et pour favoriser l'organisation de colloques; elle fait preuve de pondération dans l'étude des sociétés multinationales à propos desquelles elle a décidé de travailler de concert avec la Commission des sociétés transnationales et le Centre d'information et de recherche sur les sociétés transnationales.

54. La délégation australienne s'intéresse particulièrement aux premières étapes des travaux de la CNUDCI relatifs à l'arbitrage commercial international. Le représentant de l'Australie félicite la CNUDCI des importants travaux qu'elle a accomplis jusqu'à présent en la matière. L'importance intrinsèque du règlement juridique des différends dans le domaine du commerce international est évidente. Le fait que 35 Etats en ont expressément fait mention dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe montre bien toute l'importance que cette question revêt actuellement sur le plan politique. Ce que l'on risque plus facilement d'oublier, c'est que cette catégorie de règlement des différends n'est qu'un aspect du problème beaucoup plus vaste du règlement des différends internationaux auquel la Sixième Commission accordera son attention le mois suivant. C'est pourquoi la délégation australienne approuve l'absence, dans le règlement, de toute disposition qui limiterait expressément son champ d'application au commerce. La CNUDCI a évité de prendre position sur la question de la qualité des parties participant aux transactions pouvant donner lieu à arbitrage commercial international. Elle n'a pas cherché non plus à imposer une limitation impérative à cette notion. Cela ne signifie pas que le règlement d'arbitrage commercial international pourrait ou devrait s'appliquer aux différends traditionnels entre Etats. Toutefois, de nos jours, l'Etat lui-même est un commerçant. Il achète et vend des marchandises et déploie aussi des activités paracommerciales dans le secteur public, si bien qu'il noue toutes sortes de relations contractuelles "internationales" avec des étrangers qui pourraient éventuellement donner lieu à des différends auxquels pourrait convenir un arbitrage inter-

national du genre de celui qui est envisagé dans le projet de règlement. Le règlement à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* vient donc utilement compléter et prolonger certaines procédures d'institutions importantes, comme celles instaurées par la Banque mondiale pour le règlement des différends internationaux relatifs aux investissements. En outre, ce règlement aura un rôle important à jouer en ce qui concerne les différends qui pourront surgir à propos de contrats auxquels des organisations internationales sont parties et pour lesquels il n'existe, dans bien des cas, aucun mode de règlement autre que l'arbitrage. C'est pourquoi il faut espérer que la CNUDCI ne cherchera pas à limiter le champ d'application actuel du règlement.

55. En ce qui concerne les rapports entre le droit interne et l'arbitrage, la CNUDCI a, à juste titre, reconnu la primauté du droit interne sur les activités arbitrales qui s'exercent à l'intérieur du territoire d'un Etat donné. Il semble cependant que l'on puisse encore éclaircir une question qui est actuellement des plus incertaines en matière d'arbitrage: l'absence de règles ou de directives quant au for, ce qui introduit un élément d'imprévisibilité. L'importance de cette question ressort de manière particulièrement frappante lorsqu'on considère l'article 27 de l'avant-projet, qui concerne le droit applicable par les arbitres, mais n'indique pas quels effets l'ordre public du for peut avoir sur le fond de la sentence.

56. Il faut espérer que la question des effets de la sentence arbitrale sera examinée de manière plus approfondie. Pour l'instant, les articles 29 et 30 de l'avant-projet concernent respectivement l'interprétation de la sentence et sa rectification. Il n'y est pas expressément question des effets de la sentence. En particulier, on n'y trouve aucune allusion expresse aux cas où une sentence est contestée en raison d'une erreur de procédure ou de fond, alors que ces cas présentent une grande importance pratique.

57. En temps voulu, la délégation australienne formulera des observations sur certains autres points de détail; pour l'instant, M. Lauterpacht tient à mentionner le problème de la désignation des arbitres qui représentent aussi une partie, l'obligation pour l'arbitre de s'assurer que les parties qui comparaissent sont dûment entendues au sujet de toutes les questions susceptibles d'influer sur la sentence, et la manière dont les questions des experts sont formulées.

58. Le représentant de l'Australie déclare que son pays continuera volontiers à prêter son concours à la CNUDCI dans l'accomplissement de ses importants travaux et qu'il se félicite de son rapport.

La séance est levée à 18 h 25.

1534^e séance

Mercredi 8 octobre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1534

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (A/10010)

1. Le **PRESIDENT** invite le Président de la Commission du droit international à présenter le rapport de celle-ci sur les travaux de sa vingt-septième session.

2. M. TABIBI (Président de la Commission du droit international) rappelle que de nombreux changements sont intervenus depuis la présentation du premier rapport de la Commission du droit international (CDI) à la Sixième Commission, en 1949. On ne notait alors la présence que de quelques Asiatiques et de presque aucun Africain. M. Tabibi se plaît à constater qu'à la présente séance assistent un plus grand nombre d'Asiatiques et d'Africains que de représentants d'autres nations, et il se déclare certain qu'ils exerceront une grande influence sur le développement du droit international moderne qui, pendant des siècles, a été le monopole des chancelleries occidentales et des juristes européens.

3. Il rend hommage à la Sixième Commission pour l'exceptionnelle contribution qu'elle a apportée au développement progressif du droit international au cours des 30 dernières années et exprime l'espoir que le maintien de la coopération entre la Sixième Commission, la CDI et la Cour internationale de Justice contribuera à faire régner la paix dans le monde de façon permanente.

4. Il loue aussi le Service juridique de l'appui précieux qu'il a apporté aux travaux de la Sixième Commission, de la CDI, de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et d'autres organismes juridiques. Malgré les difficultés budgétaires que connaît l'ONU, il faudrait trouver le moyen d'étoffer le personnel du Service juridique, et en particulier celui de la Division de la codification et de la Division des questions juridiques générales. Il serait très utile que le Service juridique participe activement aux activités fort importantes d'élaboration et de mise au point de documents normatifs relatifs au nouvel ordre économique international dont traite les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale.

5. Se référant au rapport de la CDI (A/10010), M. Tabibi indique qu'à sa vingt-septième session la CDI a mis au point son programme de travail, a établi des priorités pour les sujets qu'elle doit examiner conformément à la résolution 3315 (XXIX) de l'Assemblée générale et a accompli d'importants progrès en ce qui concerne tous les sujets inscrits à son ordre du jour.

6. A propos du chapitre II du rapport, qui porte sur la question de la responsabilité des Etats, le Président de la

CDI rappelle que le projet d'articles en la matière se limite à la responsabilité des Etats pour les faits internationalement illicites et qu'il ne s'étend pas à la responsabilité internationale des Etats pour les conséquences préjudiciables découlant de l'accomplissement de certaines activités qui ne sont pas interdites par le droit international; cette dernière question constitue un sujet distinct du programme de travail de la CDI. Le projet d'articles a trait à la responsabilité internationale de l'Etat du fait de la violation d'une obligation internationale et il n'est pas limité à la responsabilité du fait de la violation d'obligations relevant d'un domaine particulier du droit international. Cependant, le projet ne méconnaît pas l'importance que la communauté internationale attache au respect de certaines obligations, comme celles qui concernent le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Dans la mesure où des distinctions entre différentes catégories d'obligations internationales seraient pertinentes, la CDI les étudiera sous tous leurs aspects. Le projet n'est pas censé définir les obligations dont la violation peut constituer une source de responsabilité internationale, à savoir les règles dites "primaires"; il est plutôt axé exclusivement sur la codification des règles générales de la responsabilité internationale des Etats pour les faits internationalement illicites proprement dits, c'est-à-dire les règles régissant toutes les relations juridiques nouvelles découlant d'un fait internationalement illicite d'un Etat à la suite d'un manquement à une obligation internationale.

7. Le projet d'articles sur la responsabilité des Etats se divise en deux parties. La première concerne l'origine de la responsabilité internationale et la deuxième le contenu, les formes et les degrés de la responsabilité internationale. La CDI décidera peut-être d'ajouter une troisième partie où seraient examinés certains problèmes concernant le règlement des différends et la "mise en oeuvre" de la responsabilité internationale. La CDI a tenu compte du désir, exprimé par plusieurs délégations à la Sixième Commission au cours de ses précédentes sessions, d'avoir une image précise de l'ensemble du sujet. En conséquence, elle a décidé de donner, dans son rapport (*ibid.*, par. 42 à 44), un aperçu général des questions qui seront étudiées dans chaque partie du projet.

8. La première partie contiendra probablement 31 articles, répartis en cinq chapitres. A sa vingt-septième session, la CDI a achevé l'examen du chapitre II, qui comprend les articles 5 à 15 et s'intitule "Le fait de l'Etat d'après le droit international". Ce chapitre est consacré à la détermination des conditions dans lesquelles un comportement déterminé doit être considéré, d'après le droit international, comme un "fait de l'Etat", c'est-à-dire à l'élément subjectif du fait internationalement illicite. Le chapitre III contiendra des dispositions relatives à la violation d'une obligation internationale et sera examiné à la prochaine session de la CDI.

9. Le Président de la CDI rappelle que les articles 5, 6 et 7, adoptés aux précédentes sessions de la CDI, prévoient l'attribution à l'Etat sujet du droit international comme source éventuelle d'une responsabilité internationale, des comportements des organes faisant partie de l'appareil de l'Etat proprement dit ainsi que des organes des collectivités publiques territoriales ou d'autres entités habilitées elles aussi par le droit interne à l'exercice de prérogatives de la puissance publique. Il est évident que ces dispositions ne s'appliquent que pour autant qu'il s'agit de comportements que les personnes qui composent ces organes ont adoptés dans l'exercice de leurs fonctions et non pas en qualité de simples particuliers. L'article 10, adopté à la vingt-septième session, dispose qu'un tel comportement doit être attribué à l'Etat, même si son auteur a dépassé sa compétence selon le droit interne ou a contrevenu à des instructions, autrement dit s'il a agi *ultra vires* au regard du droit interne. Pour les raisons exposées dans le commentaire, la CDI estime que cette règle ne souffre pas d'exception, même en cas d'incompétence manifeste de l'organe et même si d'autres organes de l'Etat ont désavoué le comportement de l'organe délinquant. Par ailleurs, d'après le système adopté par la CDI, les faits que les personnes constituant les organes en question accomplissent en qualité de simples particuliers ne sont pas considérés comme des faits de l'Etat et n'engagent pas, en tant que tels, la responsabilité internationale de ce dernier.

10. Les articles 12, 13 et 14, qui s'inspirent du même principe de base, disposent respectivement que le comportement d'un organe d'un Etat, d'une organisation internationale ou d'un mouvement insurrectionnel, lorsque cet organe agit en cette qualité sur le territoire d'un autre Etat, reste un fait de l'Etat, de l'organisation internationale ou du mouvement insurrectionnel auquel appartient l'organe en question, et n'est pas considéré comme un fait de l'Etat sur le territoire duquel ce comportement a pu être adopté. Ces dispositions présupposent que l'organe en question n'est pas placé sous l'autorité de l'Etat territorial, ce cas ayant été traité à l'article 9. Les articles 13 et 14 n'entendent pas définir la capacité internationale ou le statut des organisations internationales et des mouvements insurrectionnels. Ils présupposent que, dans les cas concrets auxquels ils s'appliquent, les faits pris en considération émanent d'une organisation internationale ou d'un mouvement insurrectionnel jouissant d'une personnalité propre au regard du droit international.

11. Les membres de la Sixième Commission auront certainement des observations à formuler sur l'article 15, relatif à l'attribution à l'Etat du fait d'un mouvement insurrectionnel qui devient le nouveau gouvernement d'un Etat ou qui aboutit à la création d'un nouvel Etat. La question de l'attribution envisagée dans cet article ne se pose que lorsque le mouvement insurrectionnel, après avoir triomphé, a substitué ses structures à celles du gouvernement précédent de l'Etat en question, ou lorsque les structures dudit mouvement sont devenues celles d'un nouvel Etat constitué par voie de succession ou à la suite de la décolonisation. Cet article, qui est fondé sur le principe de la continuité, prévoit que le fait d'un mouvement insurrectionnel doit être considéré comme un fait de l'Etat avec lequel le mouvement insurrectionnel s'identifie après avoir pris le pouvoir. Il prévoit également que, lorsqu'un tel mouvement devient le nouveau gouvernement d'un Etat,

l'attribution à l'Etat en question des faits dudit mouvement est sans préjudice de l'attribution à cet Etat d'un comportement qui aurait auparavant été considéré comme un fait dudit Etat en vertu des articles 5 à 10 du projet d'articles et n'exclut donc nullement l'attribution simultanée à cet Etat des actes accomplis pendant le conflit par les organes du gouvernement alors au pouvoir.

12. La CDI a fait progresser ses travaux sur la question importante, mais difficile et complexe, de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités. Elle a déjà adopté huit articles sur ce sujet et a fait porter jusqu'à présent l'essentiel de ses travaux sur la succession d'Etats en matière de biens d'Etat. L'article 9 intitulé "Principe général du passage des biens d'Etat" compte parmi les nouveaux articles importants adoptés à titre provisoire par la CDI. La CDI a également adopté provisoirement un article X, qui prévoit l'absence d'effets d'une succession d'Etats sur les biens d'un Etat tiers et un nouvel alinéa de l'article 3, qui renferme une définition de l'expression "Etat tiers". Au cours du débat, plusieurs membres de la CDI ont exprimé des réserves sur le texte de l'article 11. Il a été dit notamment que cet article n'entrait pas dans le cadre du projet, que son libellé n'exprimait pas de façon satisfaisante la règle que l'on souhaitait établir et qu'il risquait de rendre plus difficiles les négociations entre l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur. Pour ces raisons, ainsi que pour d'autres raisons qu'elle a énoncées dans son commentaire, la CDI a décidé de mettre l'ensemble de l'article entre crochets afin d'attirer l'attention de la Sixième Commission sur ces questions. La CDI a l'intention de poursuivre ses travaux, déjà bien avancés, sur les biens d'Etat et de passer ensuite à l'examen de la question des "dettes publiques", en se bornant probablement à l'étude des dettes de l'Etat.

13. A propos du chapitre IV du rapport, qui traite de la clause de la nation la plus favorisée, M. Tabibi fait observer qu'à sa vingt-septième session la CDI a examiné les quatrième, cinquième et sixième rapports du Rapporteur spécial, dans lesquels figure une nouvelle série de projets d'articles, et a adopté quatorze articles supplémentaires, portant ainsi à 21 le nombre d'articles du projet. Attirant l'attention sur certains points importants, M. Tabibi commence par la relation entre la clause de la nation la plus favorisée et la clause du traitement national. Etant donné l'interaction qui existe entre l'application de ces deux clauses – qui apparaissent souvent côte à côte dans les traités et sont parfois combinées –, le Rapporteur spécial a proposé, dans son cinquième rapport¹, plusieurs projets d'articles relatifs au traitement national et à la clause du traitement national. Dans son sixième rapport², le Rapporteur spécial a réaffirmé sa conviction qu'il était nécessaire de mentionner expressément tant la clause de la nation la plus favorisée que la clause du traitement national dans les articles qui sont applicables à toutes deux. Après un débat général, la CDI a décidé de consacrer l'essentiel de ses travaux à la formulation de projets de règles concernant les clauses de la nation la plus favorisée et le traitement de la nation la plus favorisée. Elle a néanmoins adopté deux articles (articles 16 et 17) dans lesquels il est fait mention du traitement national. La CDI a émis le vœu que l'Assemblée générale se prononce sur la question de savoir

¹ A/CN.4/280.

² A/CN.4/286.

s'il y a lieu d'étendre le projet au traitement national et aux clauses du traitement national. Il serait donc utile que la Sixième Commission fasse connaître son point de vue avant que la CDI n'achève la première lecture du projet, ce qu'elle espère pouvoir faire l'année suivante.

14. M. Tabibi aborde ensuite la question de la relation entre la clause de la nation la plus favorisée et les différents niveaux de développement économique, question capitale pour le tiers monde. Notant que l'Assemblée générale et la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) se montrent de plus en plus favorables à l'application de la clause de la nation la plus favorisée à tous les pays, quel que soit leur niveau de développement économique, M. Tabibi fait remarquer que l'application généralisée de cette clause implique une discrimination indirecte à l'égard des pays du tiers monde. Pour permettre le développement économique, il est nécessaire que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas pendant un certain temps à certains types de relations commerciales internationales. Le huitième principe général des recommandations adoptées par la CNUCED à sa première session³ va d'ailleurs dans ce sens. La CDI, consciente de l'importance que revêt la question pour la codification définitive du sujet, a commencé à examiner, à sa vingt-septième session, la question des exceptions à l'application de la clause de la nation la plus favorisée et a adopté à titre provisoire un premier article (article 21) relatif aux clauses de la nation la plus favorisée et au traitement conféré dans le cadre d'un système généralisé de préférences. La CDI a l'intention de poursuivre, à sa prochaine session, l'étude de l'application de la clause de la nation la plus favorisée aux pays en développement, afin de déterminer si des dispositions supplémentaires ne seraient pas nécessaires pour protéger comme il convient les intérêts de ces pays et de reprendre l'examen de l'article 21 compte tenu de ces problèmes, en vue éventuellement de l'améliorer. Selon les membres de la CDI, qui appartiennent pour la plupart au tiers monde, cet article, qui devrait être le premier d'une série d'articles sur la question, n'est pas satisfaisant. M. Tabibi préconise quant à lui l'élaboration d'une série d'articles destinés à défendre les intérêts des pays les plus faibles du point de vue économique, notamment des pays sans littoral.

15. Le troisième point sur lequel M. Tabibi souhaite attirer l'attention de la Sixième Commission est la question de savoir si la clause de la nation la plus favorisée donne ou non droit aux avantages accordés par les unions douanières et les associations d'Etats analogues. La CDI a eu une discussion préliminaire à ce sujet à sa vingt-septième session, mais n'a pas adopté de position définitive. Elle tiendra compte des réactions des représentants des Etats lorsqu'elle réexaminera la question à sa prochaine session. A cet effet, la CDI a jugé utile d'inclure dans son commentaire sur l'article 15 certains éléments figurant dans le rapport du Rapporteur spécial, ainsi qu'un résumé des conclusions du Rapporteur sur le sujet. Certains membres de la CDI ont appuyé la position du Rapporteur spécial, mais d'autres ont exprimé des réserves.

16. Il faut souligner que les articles concernant la clause de la nation la plus favorisée sont destinés à compléter la Convention de Vienne sur le droit des traités⁴. Les règles générales applicables aux traités étant énoncées dans cette convention, le projet d'articles contient des règles particulières applicables à un certain type de disposition conventionnelle, à savoir la clause de la nation la plus favorisée. De façon générale, le projet d'articles ne préjuge pas des dispositions dont les parties pourraient convenir dans le traité où figure cette clause ou autrement. Pour souligner cet aspect supplétif, il y a deux manières possibles de procéder : l'une consisterait à introduire dans chacun des articles où cela est approprié une formule liminaire du genre : "à moins que le traité n'en dispose ou qu'il en soit convenu autrement"; l'autre consisterait à introduire dans le projet un article reconnaissant expressément ce caractère supplétif, article qui serait applicable à toutes les dispositions de même nature. La CDI prendra une décision sur ce point au cours de sa prochaine session.

17. La CDI a fait d'importants progrès en ce qui concerne la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales. La chapitre V du rapport rend compte en détail du travail accompli jusqu'à présent dans ce domaine et expose la portée et la nature du projet d'articles. Il fait également ressortir le rapport étroit qui existe entre le projet d'articles et la Convention de Vienne sur le droit des traités considérée dans son ensemble, ainsi qu'entre le projet et certains articles particuliers de la Convention. Au cours de sa vingt-septième session, la CDI, après avoir mis au point le texte de l'article 2, qui établit le sens à donner aux termes employés, a adopté 12 nouveaux articles. Comme il est dit dans les observations d'ordre général formulées au début du chapitre, la CDI s'est largement inspirée des dispositions de la Convention de Vienne, qui porte sur les traités entre Etats, dans la formulation des dispositions applicables aux traités conclus entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales, et entre deux ou plusieurs organisations internationales. Ce faisant, la CDI n'a cependant pas négligé le fait que les organisations internationales ne pouvaient, au stade actuel de développement du droit international, être assimilées à des Etats. En conséquence, la CDI, chaque fois qu'elle l'a jugé nécessaire, a adapté aux organisations internationales les règles fixées par la Convention de Vienne, ce qui n'a pas toujours été une tâche facile. C'est au cours de la présente année que les difficultés ont surgi, lorsque la CDI a examiné certains projets d'articles adoptés et en particulier quand elle a entrepris l'examen des dispositions de la Convention de Vienne relatives aux réserves, examen que la CDI poursuivra au cours de la prochaine session. La nature particulière des organisations internationales a aussi exigé que dans quelques cas on rajoute de nouveaux termes à côté de ceux utilisés par la Convention de Vienne.

18. La vingt-septième session de la CDI a été l'une des plus productives : 35 projets d'articles ont été adoptés en première lecture et des progrès ont été accomplis dans la

³ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I : *Acte final et rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 64.II.B.11), p. 22.

⁴ Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités*, *Documents de la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

préparation des projets d'articles relatifs à quatre des questions auxquelles la CDI, compte tenu des recommandations formulées par l'Assemblée générale en la matière, a donné priorité.

19. En outre, la CDI a accordé une importance particulière au désir, exprimé à la Sixième Commission, de voir la CDI se préoccuper de rationaliser davantage l'organisation de ses travaux et ses méthodes de travail, dans la mesure où l'accomplissement des tâches qui sont confiées le permet. Un groupe d'étude a été constitué pour étudier le fonctionnement de la CDI et formuler des suggestions concernant ses travaux. Le groupe a entrepris l'examen du programme de travail de la CDI en vue de proposer des objectifs généraux vers lesquels la CDI pourrait orienter ses efforts. Sur la base de cet examen, la CDI est arrivée à d'importantes conclusions. Elle est d'avis que, si l'adoption d'un plan de travail rigide est irréalisable, l'organisation des activités en fonction des buts à atteindre constituerait un cadre utile à la prise de décisions. Il a aussi été convenu que le groupe d'étude continuerait à examiner l'état des travaux de la CDI de même que les propositions concernant les activités et les besoins de la CDI. La CDI entend continuer l'année prochaine à étudier les questions figurant à son programme de travail pour l'année en cours, à savoir la responsabilité des Etats, la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la clause de la nation la plus favorisée, la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs

organisations internationales de même que le droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation.

20. La coopération avec les organismes juridiques régionaux, qui présente autant d'intérêt pour la CDI que pour les comités juridiques régionaux, s'est poursuivie au cours de l'année précédente. Des observateurs de la CDI ont participé aux réunions des organismes juridiques régionaux et elle a entendu les déclarations des observateurs envoyés par ces organismes.

21. Le Séminaire de droit international s'est tenu comme de coutume au cours de la vingt-septième session et tous les participants ont assisté aux séances de la CDI et aux conférences faites par un grand nombre de ses membres. Les participants étaient pour la plupart de jeunes juristes originaires de pays en développement.

22. Conformément à une décision prise par la CDI au cours de sa vingt-troisième session, et grâce à la subvention généreuse accordée par le Gouvernement brésilien, la troisième Conférence commémorative Gilberto Amado a été prononcée par le Président de la Cour internationale de Justice au Palais des Nations le 11 juin 1975. Comme par le passé, le texte de la conférence a été publié, avec une introduction du Président de la CDI, et sera bientôt distribué.

La séance est levée à 16 h 45.

1535^e séance

Jeudi 9 octobre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1535

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (suite) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite*) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1]**

1. M. STANFORD (Canada) félicite les membres et le Président de la Commission du droit international (CDI) de l'extrême compétence dont leurs travaux continuent à témoigner. Le champ d'application du droit international s'est développé rapidement au cours des dernières années et c'est la CDI qui, dans une large mesure, fournit les solutions et les spécialistes du droit international nécessaires pour satisfaire aux besoins croissants de la communauté des nations. M. Stanford a noté avec un intérêt particulier la section B du chapitre VI du rapport de la CDI (A/10010),

où celle-ci traite de l'organisation de ses travaux et où elle a indiqué ce qu'elle compte pouvoir faire au cours des six prochaines années; il pense qu'au stade actuel il ne faut renvoyer de nouvelles questions à la CDI qu'avec la plus grande prudence. Les événements récents laissent espérer que les discussions qui ont lieu ailleurs au sujet de questions qui sont devenues de plus en plus importantes pour l'Organisation des Nations Unies depuis quelques années pourront bientôt aboutir à un consensus. La communauté internationale devra alors s'efforcer d'élaborer une réglementation applicable à ces questions. Si tel est le cas, on peut s'attendre à ce que le volume de travail de la CDI s'accroisse encore. Il importe donc que la CDI s'attache, pendant les deux prochaines années, à terminer les travaux relatifs aux questions dont elle est actuellement saisie, en particulier dans les domaines de la responsabilité des Etats, de la succession d'Etats et des traités conclus par des organisations internationales.

2. En ce qui concerne le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités (voir A/9610/Rev.1, chap. II, sect. D), le commentaire relatif à l'article 7 donne à penser que cet article a pour objet d'incorporer dans le projet une disposition similaire à l'article 4 de la Convention de Vienne

* Reprise des travaux de la 1530^e séance.

** Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément no 10.

sur le droit des traités¹, tout en tenant compte du principe de la non-rétroactivité des traités sur lequel repose l'article 28 de ladite Convention. La délégation canadienne pense que, comme le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne l'a indiqué dans ses commentaires sur le projet d'articles (A/10198/Add.1), l'article 7, qui a été libellé de façon à s'appliquer à toute succession d'Etats qui pourrait avoir lieu après l'entrée en vigueur générale des articles et non après leur entrée en vigueur au regard d'une partie en particulier, s'écarte manifestement du principe de la non-rétroactivité sur lequel est fondé l'article 28 de la Convention de Vienne. Il est douteux qu'une telle dérogation à un principe fondamental du droit des traités soit justifiée et on peut se demander si une disposition de cette nature contribuera à mieux faire accepter l'ensemble des articles par les Etats qui deviendront indépendants après leur entrée en vigueur générale.

3. Lorsqu'il a "hérité" des traités conclus en son nom par le Royaume-Uni, le Canada a appliqué les principes du droit international coutumier qu'il considérait être en vigueur à l'époque de la succession et qui ne correspondaient pas à tous égards à ceux sur lesquels est fondé le présent projet d'articles qui a été établi compte tenu de la pratique plus récente des Etats. Par exemple, le Gouvernement canadien a toujours soutenu qu'en accédant à l'indépendance le Canada avait "hérité" des traités d'extradition conclus par le Royaume-Uni et applicables au Canada avant son accession à l'indépendance. Les relations du Canada et des pays auxquels il était lié par traité confirment amplement l'existence de ce principe du droit international coutumier à l'époque où le Canada a succédé au Royaume-Uni.

4. En ce qui concerne les décisions à prendre au sujet du projet d'articles, deux questions restent en suspens : celle de l'article 12 *bis* proposé sur le sujet des multilatéraux de caractère universel et celle de l'article 32 proposé au sujet du règlement des différends (voir A/9610/Rev.1, notes 57 et 58). On a proposé de renvoyer ces questions à la CDI pour qu'elle en poursuive l'examen. La délégation canadienne est reconnaissante à la CDI d'être prête à consacrer plus de temps et d'efforts à ce sujet, mais elle ne pense pas qu'il soit nécessaire ou souhaitable de lui renvoyer ces questions.

5. En ce qui concerne la question des traités multilatéraux de caractère universel, M. Stanford rappelle à la Commission que la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités a renoncé à introduire la distinction entre traités multilatéraux généraux et traités multilatéraux restreints dans la Convention de Vienne, parce qu'elle n'a pu adopter des définitions exhaustives et s'excluant mutuellement de ces deux types de traités. Il est donc douteux que la CDI parvienne à un accord sur une définition des traités multilatéraux de caractère universel et que cette définition puisse être retenue au cours des délibérations des diplomates qui seront par la suite appelés à examiner et à adopter officiellement le projet d'articles. La délégation canadienne pense que la pratique découlant des articles existants satisfera vraisemblablement ceux qui ont proposé l'article 12 *bis* et que l'introduction de la notion de traité

multilatéral de caractère universel risquerait finalement de susciter plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait.

6. En ce qui concerne les procédures de règlement des différends, la délégation canadienne estime que, si le projet d'articles prend finalement la forme d'une convention, il faudra y inclure des dispositions à ce sujet. Théoriquement, ces dispositions devraient prévoir que si la procédure de conciliation échoue une décision ayant force obligatoire sera rendue par une tierce partie. En tout état de cause, les dispositions sur le règlement des différends devraient au moins correspondre à celles qui se trouvent dans la Convention de Vienne, à laquelle toute convention sur la succession d'Etats en matière de traités doit être étroitement liée. Si l'on examine la question des procédures de règlement des différends, on en viendra, selon toute probabilité, à se demander s'il convient de prévoir un arbitrage par une tierce partie qui serait obligatoire et lierait les parties et, en conséquence, si et dans quelles circonstances un arbitrage ayant force obligatoire est compatible avec la notion d'égalité souveraine des Etats. Etant donné la nature nécessairement très politique du sujet, la délégation canadienne doute qu'un nouvel examen de la question par la CDI puisse faciliter de façon sensible les discussions politiques des diplomates qui seront finalement appelés à examiner et à adopter officiellement le projet d'articles.

7. La CDI a recommandé de suivre la pratique habituelle et de convoquer une conférence diplomatique pour examiner le projet d'articles et pour adopter et ouvrir à la signature une convention fondée sur son projet. La délégation canadienne partage toutefois les doutes exprimés par les Gouvernements belge et français dans leurs observations écrites (voir A/10198) quant à la question de savoir si l'adoption d'une convention est réellement le moyen le plus approprié et le plus efficace de faire progresser la codification et le développement progressif du droit international dans ce domaine. Sur les plans pratique et juridique, lorsque, après l'adoption et l'entrée en vigueur d'une convention sur la succession d'Etats en matière de traités, un Etat accédera à l'indépendance — ce qui se produira de moins en moins souvent à l'avenir, l'ère de la colonisation touchant à sa fin — il ne sera naturellement pas lié par la convention. On peut supposer que l'Etat nouvellement indépendant examinera les traités précédemment applicables à son territoire, déterminera quels sont ceux qu'il désire appliquer et notifiera sa décision en conséquence. Ce n'est qu'alors que l'on pourra s'attendre à ce qu'il étudie la question de son adhésion éventuelle à la convention.

8. Les Etats qui portent un intérêt particulier à la question de la succession d'Etats en matière de traités estimeront peut-être que la codification et le développement progressif du droit international dans ce domaine seraient mieux servis par l'adoption d'articles se présentant sous forme d'un code contenu dans une résolution de l'Assemblée générale plutôt que par l'adoption d'une convention qui risque de ne recueillir qu'un petit nombre de ratifications et d'adhésions. Si l'on convenait de réunir une conférence diplomatique à ce sujet, la délégation canadienne demanderait instamment d'ajourner toute décision sur la date de cette conférence jusqu'à la conclusion de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer de façon à ne pas augmenter les effectifs et les dépenses nécessaires aux conférences déjà prévues.

¹ Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

9. M. CASTRÉN (Finlande) remercie le Président de la CDI d'avoir bien voulu en présenter le rapport.

10. En ce qui concerne la question de la responsabilité des Etats, traitée au chapitre II du rapport de la CDI, M. Castrén dit que les textes des articles 10 à 15 adoptés par la CDI à sa vingt-septième session sont clairs et concis et que les dispositions qu'ils contiennent semblent être généralement corroborées par la jurisprudence internationale et nationale, par la pratique des Etats ainsi que par la doctrine moderne dans son ensemble, comme il ressort des commentaires très complets contenus dans le rapport. Certaines des règles établies dans ces articles peuvent paraître presque évidentes, mais leur insertion dissipera utilement certains doutes et certaines interprétations erronées qui avaient cours dans le passé. Si M. Castrén n'est pas certain que la disposition de sauvegarde figurant au paragraphe 2 des articles 11, 12 et 14 ainsi que dans la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'article 15 soit absolument nécessaire, rien ne s'oppose à ce que, pour plus de sécurité, cette disposition soit conservée. Pour ce qui est du paragraphe 1 de l'article 14, et sans mettre en doute le bien-fondé de cette disposition en règle générale, on peut se demander, compte tenu des paragraphes 25 à 27 du commentaire, s'il n'existe pas quelques exceptions à cette règle. La CDI a donné une réponse négative, mais certains auteurs ont jugé différemment. Quoi qu'il en soit, il conviendrait d'assortir cette disposition d'une réserve, car l'article 15 suivant énonce une règle contraire. La disposition contenue au paragraphe 1 de cet article est valable, mais le libellé en est imprécis et devrait être complété à la lumière de ce qui est dit à la fin du paragraphe 5 du commentaire.

11. Se référant au chapitre III du rapport consacré à la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, M. Castrén dit que les articles 9, 11 et X consacrés à la succession d'Etats en matière de biens d'Etat et le nouvel alinéa e de l'article 3 paraissent acceptables à sa délégation. Bien que plusieurs objections d'ordre théorique pourraient être faites à l'égard de l'article 9 dans la mesure où il ne distingue pas entre domaine public et domaine privé, celui-ci ne fait en fait que suivre, en la matière, la pratique courante des Etats. En ce qui concerne l'article X, il conviendrait de conserver l'expression "l'Etat prédécesseur ou de", figurant dans le premier membre de phrase entre crochets, mais de supprimer la deuxième expression entre crochets. L'alinéa e de l'article 3 est nécessaire et la définition qui y est contenue est acceptable.

12. La CDI a fait des progrès considérables dans son étude de la question de la clause de la nation la plus favorisée. En conséquence, il lui reste très peu à faire sur ce sujet, à sa prochaine session. La délégation finlandaise ne voit pas d'objection à ce que le projet actuellement en préparation soit étendu au traitement national et aux clauses du traitement national, en raison des liens étroits qui existent entre ces questions et celle de la clause de la nation la plus favorisée, à condition qu'un tel élargissement ne retarde pas trop le travail de la CDI. En ce qui concerne les articles adoptés (voir A/10010, par. 119), la délégation finlandaise en approuve généralement et le fond et la forme. Les règles énoncées dans ces articles reflètent les tendances modernes de la pratique des Etats et de la doctrine. En outre, les commentaires très complets de la CDI ainsi que ceux du Rapporteur spécial sont très convaincants. Au sujet

de l'article 15, M. Castrén dit que son gouvernement reviendra en temps utile sur la question de l'extension du traitement en vertu d'un accord bilatéral ou multilatéral. D'après les commentaires de la CDI et ceux du Rapporteur spécial, on constate que la pratique des Etats et les opinions doctrinales sur cette question diffèrent. La même constatation peut être faite à propos de la question traitée dans l'article 16. Toutefois, le texte présenté par la CDI paraît bien fondé. En ce qui concerne l'article 21, le texte de caractère plus général proposé par certains membres de la CDI et qui est reproduit à la fin du paragraphe 15 du commentaire pourrait constituer une alternative au texte existant.

13. Des progrès considérables ont aussi été accomplis à propos de la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales. Le travail a été jusqu'ici relativement facilité par le fait que la CDI a pu suivre dans une très grande mesure le texte des articles correspondants de la Convention de Vienne sur le droit des traités avec simplement de légères modifications de rédaction. Si l'on compare les textes de Vienne et ceux préparés par la CDI (*ibid.*, par. 137), des différences sensibles n'apparaissent que dans l'article 7. Certaines innovations sont apparues aussi dans les nouveaux alinéas de l'article 2. Il serait probablement utile d'ajouter à cet article une nouvelle définition formelle de l'expression "participants à l'élaboration d'un traité". Il apparaît, d'après le paragraphe 3 du commentaire de l'article 9, que la CDI entend examiner plus tard cette question. S'il n'a pas d'observations à faire quant au contenu des articles en question, M. Castrén estime que la forme de certains articles aurait pu être condensée. Ainsi, il semble possible de fondre les paragraphes 3 et 4 de l'article 7 et les deux paragraphes de l'article 10. Toutefois, si la clarté et la précision du texte l'exigent, la délégation finlandaise est prête à accepter le libellé actuel. Comme il ressort des paragraphes 121 à 132 du rapport de la CDI, il reste encore à examiner un certain nombre de questions difficiles avant que la série de projets d'articles sur les rapports conventionnels auxquels les organisations internationales sont parties soit complète. Au nombre de ces questions difficiles, on relève celles concernant la terminaison des traités.

14. La CDI n'a pas examiné au cours de sa vingt-septième session la question concernant le droit relatif aux utilisations des voies d'eaux internationales à des fins autres que la navigation, car elle attendait de recevoir les réponses des gouvernements au questionnaire du Secrétaire général. Entre-temps, on a reçu des réponses et des données nouvelles qui seront publiées par les soins du Secrétaire général. Le Gouvernement finlandais a répondu longuement au Secrétaire général et a demandé que la CDI tienne dûment compte, dans ses travaux, des propositions élaborées par l'Association de droit international, l'Institut de droit international et les autres institutions et organismes internationaux travaillant pour la codification et le développement progressif du droit relatif aux voies d'eaux internationales. Le Gouvernement finlandais a également souligné dans sa réponse que la CDI devrait, tout au moins au début de ses travaux, non pas se préoccuper trop de détails techniques, mais plutôt tenter de dégager et de formuler des principes généraux à partir desquels pourrait être élaborée une réglementation en matière d'utilisation des ressources

en eau. La CDI devrait traiter dans le même temps des questions concernant l'utilisation et la protection des cours d'eau et les mesures de lutte contre la pollution. La délégation finlandaise constate que la CDI possède déjà assez de données pour examiner cette question et que les raisons mêmes qui avaient conduit l'Assemblée générale, il y a cinq ans, à accepter la proposition finlandaise tendant à confier à la CDI l'étude de cette question² sont toujours valables et qu'en conséquence les travaux sur cette question devraient être entamés sans retard.

15. Il a été généralement reconnu que les travaux de la CDI ont été très fructueux, mais la CDI ne peut pas mener seule et dans sa totalité l'oeuvre de codification et de développement progressif du droit international, le temps dont elle dispose annuellement pour ses sessions étant limité. Les projets de conventions élaborés par d'autres organes de codification de l'ONU ne sont pas toujours préparés d'une façon suffisamment approfondie, ce qui tend à compliquer et retarder les travaux des conférences de plénipotentiaires qui sont réunies pour conclure des conventions dans des diverses branches du droit international. Il serait bon en conséquence que l'ONU examine la façon d'organiser au mieux les travaux de codification et de développement du droit international en accordant une attention particulière aux méthodes de travail de la CDI. Pour commencer, on pourrait ainsi établir un groupe de travail restreint. M. Castrén ne souhaite pas faire de proposition formelle ou de suggestions concrètes, mais tient simplement à appeler l'attention de la Sixième Commission sur cette question.

16. M. Castrén dit que sa délégation a noté avec satisfaction que le Séminaire de droit international qui s'est tenu durant la vingt-septième session de la CDI a été un succès. M. Castrén a également le plaisir d'annoncer que le Gouvernement finlandais a l'intention d'offrir, cette année encore, une bourse de 2 000 dollars à des participants originaires des pays en voie de développement pour leur permettre d'assister au séminaire qui sera organisé en 1976 à Genève.

17. M. SIBLESZ (Pays-Bas) rappelle que les observations de son gouvernement concernant le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités ont été reproduites dans le rapport du Secrétaire général (voir A/10198).

18. Au sujet de l'article 12 *bis* proposé, M. Siblesz souligne que l'attitude favorable de son gouvernement à l'égard de cette disposition n'est due qu'à son désir d'éviter, dans le cas des traités multilatéraux de caractère universel, le vide juridique qui découlerait d'une application trop stricte de la règle de la "table rase". Bien que la continuité de l'application de ces traités semble être une exception au principe déjà établi de la "table rase", il y a lieu de souligner que l'article 12 *bis* ne porte pas atteinte au principe de l'autodétermination, puisqu'il prévoit le droit des Etats nouvellement indépendants de mettre fin aux effets de ces traités en ce qui le concerne. La délégation néerlandaise convient que la définition proposée par un membre de la CDI de l'expression "traité multilatéral de caractère universel" prête à des critiques. Caractériser ces

traités par le fait qu'ils sont "ouverts à la participation de tous les Etats" aboutit à définir le champ d'application de l'article proposé d'une manière trop restrictive, puisqu'on exclut ainsi la plupart des conventions qui, par leur nature et leur objet mêmes, remplissent les conditions nécessaires pour rester en vigueur entre l'Etat nouvellement indépendant et les autres Etats parties. La définition proposée mérite certainement d'être étudiée plus à fond, ce que pourrait peut-être faire la CDI.

19. Le Gouvernement néerlandais a déjà fait connaître ses vues au sujet de l'importante question du règlement des différends. Il est nécessaire de prévoir une procédure à cet effet étant donné qu'une appréciation réaliste des problèmes que tend à résoudre le projet d'articles montre aisément le caractère explosif qu'ils peuvent avoir. Plusieurs suggestions ont été faites en vue de l'instauration d'une procédure efficace, allant de négociations bilatérales à la soumission du différend à la Cour internationale de Justice. Les gouvernements devraient donc examiner quelles sont les formules existantes qu'ils souhaiteraient voir incorporer dans une future convention. Si, cependant, les gouvernements préfèrent le projet d'article sur le règlement des différends qu'a proposé un membre de la CDI, il y aurait lieu d'insérer à cet effet une disposition selon laquelle toute partie à un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du projet d'articles pourrait saisir la Cour internationale de Justice pour qu'elle tranche ce différend lorsqu'une procédure de conciliation antérieure n'a pas permis de le résoudre. A cet égard, M. Siblesz rappelle les dispositions du paragraphe 2 de la résolution 3232 (XXIX) de l'Assemblée générale.

20. Pour ce qui est de la forme définitive à donner au projet d'articles, la délégation néerlandaise est d'avis qu'il conviendrait d'en faire une convention, puisque le projet a été rédigé comme un supplément à la Convention de Vienne sur le droit des traités. Quant à la procédure à suivre, il serait souhaitable, compte tenu du calendrier des conférences juridiques à venir, que le projet soit adopté de préférence par l'Assemblée générale. Si la Commission souhaite néanmoins renvoyer à la CDI certaines questions restant encore à résoudre, et s'il en résultait ultérieurement un projet complet, le Gouvernement néerlandais serait disposé à reconsidérer sa position compte tenu de la situation du moment.

21. M. MANSFIELD (Nouvelle-Zélande) dit que sa délégation ne présentera pas, à ce stade, d'observations détaillées sur le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités; car elle a déjà exprimé sa position générale à l'égard du projet d'articles et sa conception des principes sous-jacents dans les déclarations qu'elle a faites à la Sixième Commission lors de la vingt-septième session (1323^e séance) et lors de la vingt-neuvième session (1489^e séance). La délégation néerlandaise a souligné alors qu'elle avait de prime abord tendance à mettre en doute le principe ayant servi de point de départ au projet d'articles, à savoir qu'un Etat nouvellement indépendant commence son existence avec une "table rase". Le principe de la "table rase" ne semble pas s'accommoder de la pratique suivie dans la région du monde dont la Nouvelle-Zélande fait partie, où les pays se sont toujours considérés comme les successeurs légitimes aux obligations et aux droits dont ils avaient hérités du Royaume-Uni ou de toute autre puissance à

² Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes, point 91 de l'Ordre du jour, document A/7991.

laquelle ils ont succédé. Rappelant la déclaration faite par sa délégation lors de la session précédente au cours des débats de la Sixième Commission (*ibid.*) sur le rapport de la CDI, M. Mansfield souligne que, dans sa pratique en tant qu'Etat, la Nouvelle-Zélande s'est réclamée à de multiples reprises d'anciennes conventions bilatérales conclues par le Royaume-Uni bien avant que la Nouvelle-Zélande n'eût vu le jour comme étant des instruments qu'elle était en droit d'invoquer et qui présentaient pour elle des avantages pratiques puisque, dans de nombreux domaines comme ceux de l'extradition et de l'exécution réciproque des jugements, qui sont régis par des traités bilatéraux, la conclusion de nouveaux traités demande beaucoup de temps. Néanmoins, compte tenu du fait que les travaux de la CDI ne sauraient avoir d'effets rétroactifs, la délégation néo-zélandaise s'est ralliée à l'opinion selon laquelle la CDI a eu raison, en établissant son principe de base, de donner une certaine priorité à une pratique plus récente que la pratique néo-zélandaise pour refléter l'opinion juridique du monde moderne et que la CDI a eu également raison d'accorder une attention particulière au principe de l'autodétermination consacré par les Nations Unies. De plus, au fur et à mesure que les articles de la CDI ont pris forme, le Gouvernement néo-zélandais a constaté que son souci, découlant de sa propre expérience, de protéger les intérêts réels des Etats nouvellement indépendants a également été pris en considération, surtout dans la formulation du principe d'après lequel un Etat nouvellement indépendant a le droit de déterminer son statut de partie aux traités multilatéraux de caractère général.

22. Certains orateurs ont suggéré qu'il y aurait lieu de renvoyer le projet d'articles à la CDI pour étude supplémentaire. De l'avis de la délégation néo-zélandaise, ce n'est pas là une mesure appropriée pour la Sixième Commission. Dans sa résolution 3071 (XXVIII), l'Assemblée générale a recommandé à la CDI d'achever, lors de sa vingt-sixième session, la deuxième lecture de son projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités. En présentant le rapport de la CDI sur sa vingt-sixième session, son président a noté (1484^e séance) qu'elle avait réexaminé les articles, à la lumière des observations des gouvernements, comme le lui avait demandé l'Assemblée générale, et qu'elle avait adopté le texte définitif de son projet sur la question. La CDI est, dans ses fonctions de codification, un organe unique qui ajoute à l'expertise professionnelle la plus élevée le sens de ses responsabilités à l'égard des gouvernements. Il ne s'agit pas d'un organe de théoriciens opérant dans une atmosphère éloignée du monde des réalités pratiques. Si la CDI a affirmé qu'elle avait réexaminé son projet d'articles à la lumière des observations des gouvernements, on ne peut guère douter qu'elle a pleinement tenu compte des vues de ces derniers. Cela étant, le renvoi du projet à la CDI reviendrait à modifier radicalement les procédures de codification établies et créerait un précédent des plus fâcheux. En outre, d'un point de vue pratique, si l'on demandait à la CDI d'effectuer un réexamen de son projet définitif sur la question, on retarderait considérablement ses travaux sur les autres points importants de son ordre du jour.

23. Dans son rapport de l'année précédente, la CDI a noté qu'elle n'avait pas eu le temps d'examiner les deux propositions qu'avaient présentées certains de ses membres (voir A/9610/Rev.1, par. 75). La délégation néo-zélandaise

éprouve de sérieuses réserves à l'égard de la première de ces propositions concernant les traités multilatéraux de caractère universel. A son avis, il sera toujours très difficile de définir ce qu'on entend par traités de caractère universel ou normatif, et l'inclusion dans le projet d'un article comme celui qui a été proposé pourrait ainsi aboutir à une grande incertitude au sujet des règles s'appliquant aux traités multilatéraux en général. En outre, un traité multilatéral ayant incontestablement un caractère universel ou normatif est d'ailleurs appelé à faire partie du droit coutumier, et la question de savoir si un Etat successeur est ou non lié par ce traité est donc hors de propos.

24. En ce qui concerne la seconde proposition, la délégation néo-zélandaise estime qu'il importe de prévoir une clause sur le règlement des différends. Comme le signale la CDI au paragraphe 79 de son rapport sur sa vingt-sixième session, les articles du projet prévoient souvent des critères qui peuvent soulever des difficultés d'application. La délégation néo-zélandaise est d'avis que l'article proposé à la CDI, et reproduit dans la note 58 dudit rapport, est une disposition raisonnable et conforme à l'opinion selon laquelle le projet d'articles de la CDI serait le chapitre qui manque à la Convention de Vienne sur le droit des traités. De l'avis de la délégation néo-zélandaise, il n'est pas besoin que la CDI effectue de travail supplémentaire sur la question, car l'on sait bien quelles sont les possibilités pour qu'une disposition en la matière soit adoptée.

25. Quant à la manière d'achever les travaux de la CDI sur le projet d'articles, il existe deux possibilités : on pourrait, d'une part, convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires; on pourrait, d'autre part, confier cette tâche à la Sixième Commission. La délégation néo-zélandaise estime que les arguments tendant à avoir recours à la Sixième Commission ont beaucoup de poids, étant donné que la convocation d'une conférence internationale entraînerait des dépenses supplémentaires considérables tant pour l'Organisation des Nations Unies que pour les gouvernements participants. En outre, il ne semble pas que le programme de travail de la Commission soit surchargé dans un proche avenir.

26. Une considération encore plus importante est la question de la participation. Les membres conviendront que la codification et le développement progressif du droit international sont une tâche importante de l'ONU, dont le succès dépend dans une mesure non négligeable de la participation active du plus grand nombre possible d'Etats qui composent la communauté internationale. Cependant, la délégation néo-zélandaise s'inquiète de la prolifération des conférences juridiques, qui sont habituellement longues et représentent une lourde charge pour les petits pays qui, comme le sien, ne disposent que d'un petit nombre de personnes qualifiées. La délégation néo-zélandaise estime que, comme l'a montré la récente conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales, l'addition d'un nombre toujours croissant de conférences juridiques au programme des conférences finira par aboutir à ce qu'un nombre appréciable de Membres de l'Organisation des Nations Unies ne pourront tout simplement pas participer à la dernière étape du processus de codification et de développement progressif du droit international.

27. M. MUSHOBEKWA (Zaïre) félicite les membres de la CDI pour l'oeuvre qu'ils ont accomplie, en particulier en ce qui concerne le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités.

28. Le Zaïre est l'un des pays qui appuient l'idée de la continuité des traités, laquelle permet de concilier facilement la notion de succession d'Etat en matière de traités avec la règle *pacta sunt servanda*. Néanmoins, il accepte le principe de la "table rase" chaque fois que les principes fondamentaux de sa souveraineté sont en danger.

29. L'expression "succession d'Etats" signifiant la substitution d'un Etat à un autre dans la responsabilité des relations internationales du territoire, le Gouvernement zaïrois a opté pour une succession automatique sous bénéfice d'inventaire, pour utiliser un terme dérivé du droit privé. Autrement dit, le Zaïre accepte la responsabilité pour les traités négociés et signés en son absence, en se réservant la faculté de dénoncer plus tard ceux qui portent atteinte à ses intérêts fondamentaux.

30. Ainsi, les droits et obligations de l'Etat prédécesseur sont transférés à l'Etat zaïrois sans son intervention et même contre sa volonté, c'est-à-dire automatiquement. Le changement de souveraineté ne modifie donc pas les rapports internationaux.

31. La pratique du Zaïre en ce qui concerne tant les traités bilatéraux que les traités multilatéraux de caractère universel ou restreint est donc conforme à la constitution de ce pays, qui prévoit que les traités internationaux conclus avant le 30 juin 1960 ne restent valables que pour autant qu'ils n'aient pas été modifiés par la législation nationale.

32. Le principe est donc celui de la conservation des traités signés au nom du Zaïre par l'Etat prédécesseur, la Belgique. Le Gouvernement zaïrois se réserve néanmoins le droit de rejeter ou de dénoncer les traités qui n'ont pas été motivés par des causes nobles. Une telle position astreint le Gouvernement zaïrois à un examen minutieux de ces traités, ce qui n'est pas tâche facile puisqu'il y en a plus de 200. C'est sur la base de ces principes que la République du Zaïre a préféré renégocier sa propre entrée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), alors qu'elle avait accepté la succession en ce qui concerne l'Organisation internationale du Travail.

33. En dépit des termes clairs employés dans la Constitution zaïroise, des Etats ont préféré renégocier certains accords avec le nouvel Etat indépendant, en particulier dans le cas d'accords ayant trait aux transports aériens, au commerce et à la garantie des investissements. Par ailleurs, de nombreux Etats ont refusé à la République du Zaïre la succession aux droits et obligations de son ancienne métropole dans le cas des accords dits d'extradition et d'assistance judiciaire. Le Zaïre croit en une véritable succession d'Etats en matière de traités et il est favorable à l'idée d'une table qui ne serait pas entièrement rase, à savoir au principe d'une continuité d'un certain type qui pourrait s'appeler la succession sous bénéfice d'inventaire.

34. En général, la délégation zaïroise approuve la manière dont le projet d'articles a été préparé, qui dénote un souci constant d'assurer une succession non contestable sur la

base de deux corollaires de la continuité, à savoir la maxime *rebus sic stantibus* et la relativité des engagements *res inter alios acta*. Si les circonstances ou les partenaires changent, les engagements peuvent changer.

35. En ce qui concerne l'article 7 du projet, la délégation zaïroise éprouve quelques difficultés à accepter le principe de la non-rétroactivité qui y figure : en effet, si la Convention de Vienne sur le droit des traités l'énonce en s'inspirant du principe de la non-rétroactivité des lois en droit interne, la situation n'est pas la même en ce qui concerne la succession d'Etats en matière de traités. La délégation zaïroise reconnaît que l'on ne légifère que pour l'avenir. Toutefois, il est essentiel de ne pas perdre de vue le fait que les traités sont signés pour être appliqués. Elle estime donc que l'article en question est déjà vidé de son sens par l'existence de l'article 22, qui rétablit le principe de la rétroactivité pour les pays nouvellement indépendants. Comme le principe de la non-rétroactivité des traités est déjà contenu dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, l'article 7 du projet devrait être supprimé.

36. En ce qui concerne l'article 11, relatif aux frontières, la délégation zaïroise approuve le principe de la "table rase" adopté par la CDI : il ne peut y avoir de succession aux traités établissant des frontières. Le Zaïre refuse ce type de succession et constate les faits existants, c'est-à-dire les frontières qui constituent les limites de l'exercice de sa souveraineté. Ainsi, l'Assemblée des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine qui s'est réunie au Caire pour sa première session ordinaire a déclaré que les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine s'engageaient à respecter les frontières existant au moment où ils ont accédé à l'indépendance nationale.

37. Accepter l'application de la succession d'Etats en la matière reviendrait à reconnaître que tout Etat successeur a le droit de dénoncer un traité de frontières en invoquant le paragraphe 2 de l'article 23, ce qui entraînerait de nombreux conflits frontaliers. La République du Zaïre n'est pas un pays expansionniste et elle respecte les frontières établies par les accords signés par la Belgique et le Portugal. Elle approuve donc le libellé de l'article 11 du projet dans son intégralité.

38. A propos de l'article 12 du projet, M. Mushobekwa dit que, malgré la lourdeur du style, il approuve l'exclusion des traités visés du champ d'application de la succession d'Etats en matière de traités. Les dispositions de cet article sont conformes à l'histoire et à l'ordre politique nouveau.

39. En ce qui concerne les articles 15 à 29 du projet, qui traitent des pays nouvellement indépendants, le Zaïre ne saurait approuver le principe de la "table rase" énoncé à l'article 15. Il serait plutôt partisan d'une formule affirmant le principe *pacta sunt servanda*, avec la possibilité de dénoncer les traités qui sont incompatibles avec l'ordre politique et juridique nouveau. L'article 15 du projet semble contraire à la pratique suivie jusqu'à présent par la majorité des nouveaux pays en ce qui concerne les traités conclus par l'ancienne métropole : ou bien ces pays gardent le silence, ou bien ils négocient un nouveau traité avec l'Etat prédécesseur. Dans son commentaire sur l'article 15, la CDI a donné les exemples des pays tels que les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, Panama, l'Irlande, la Pologne, la

Tchécoslovaquie et la Finlande qui, de l'avis de M. Mushobekwa, ne sont pas des Etats nouvellement indépendants. Le Zaïre éprouve quelques difficultés à accepter la distinction établie entre les traités multilatéraux (article 16) et les traités bilatéraux (article 23 du projet). Il est difficile de voir pourquoi la présomption d'acceptation de succession à des traités bilatéraux ne s'appliquerait pas aux traités multilatéraux. Une telle prise de position contribuerait au respect du principe de la continuité dans les relations internationales.

40. M. BOJILOV (Bulgarie) dit que sa délégation souscrit aux principes qui sont à la base du projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités établi par la CDI car le projet repose, d'une façon générale, sur le droit des traités, les principes généraux du droit international et la Charte des Nations Unies. La CDI a réussi à établir l'équilibre approprié entre deux principes importants, celui de la "table rase" et celui de la continuité *ipso jure*.

41. La délégation bulgare appuie fermement le principe de la "table rase". La population d'un territoire sous domination coloniale ne saurait être liée par des traités auxquels elle n'a pas consenti. Toutefois, certaines exceptions à ce principe sont nécessaires pour protéger les intérêts tant des Etats nouvellement indépendants que de la communauté internationale dans son ensemble. L'article 11, qui traite de la question des frontières, constitue un exemple à cet égard.

42. Tout en souscrivant aux principes dont s'inspire le projet d'articles, la délégation bulgare estime que celui-ci pourrait être amélioré. Elle conteste vivement la conclusion à laquelle a abouti la CDI, à savoir qu'il était inapproprié

d'inclure dans le champ d'application du projet d'articles les problèmes de succession résultant de changements dus à la révolution sociale. En outre, l'article 7 concernant la question de la non-rétroactivité a été adopté à une faible majorité, ce qui a considérablement réduit l'importance du projet d'articles dans son ensemble. La question de la non-rétroactivité doit être étudiée et discutée plus à fond.

43. Il est en outre souhaitable que la CDI discute de deux articles proposés, l'article 12 *bis* sur les traités multilatéraux de caractère universel et l'article 32 sur le règlement des différends, et cela de manière détaillée, vu qu'elle n'a apparemment pas eu le temps de le faire à sa vingt-sixième session. Il vaudrait la peine d'étudier à nouveau s'il ne serait pas préférable d'introduire un système donnant la possibilité aux Etats intéressés d'opter pour la non application des traités multilatéraux de caractère universel seulement. Ce système renforcerait le rôle du droit international dans l'intérêt de la communauté mondiale dans son ensemble. S'il n'existe pas de désaccords politiques en la matière, alors c'est sur le plan juridique que l'on devrait trouver la formule appropriée établissant un tel système pour ce type de traités.

44. Le projet établi par la CDI constitue une bonne base pour la poursuite des travaux. Il est prématuré d'envisager la convocation d'une conférence diplomatique en la matière. La CDI devrait réexaminer le projet d'articles, compte tenu des observations faites par les gouvernements et des discussions qui ont eu lieu à la Sixième Commission aux vingt-neuvième et trentième sessions.

La séance est levée à 16 h 50.

1536^e séance

Vendredi 10 octobre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1536

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. M. MUHAMMAD (Inde) dit que sa délégation partage l'avis unanime de la Commission du droit international (CDI), qui a estimé (voir A/9610/Rev.1, par. 63) que le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités (*ibid.*, chap. II, sect. D) devait avoir le même statut que la Convention de Vienne sur le droit des traités¹ et que, par conséquent, il convenait de lui donner la forme d'une convention plutôt que celle d'une déclaration de principes.

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément no 10.

¹ Voir Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

L'objectif premier de la codification de cette matière est d'établir un instrument faisant autorité, et l'adoption d'une convention est le meilleur moyen d'atteindre ce but.

2. En ce qui concerne la procédure à suivre pour achever l'élaboration du projet d'articles, la délégation indienne, eu égard à la complexité des problèmes en cause et à l'importance unique de l'instrument qui doit être adopté, fait sienne la recommandation de la CDI (*ibid.*, par. 84) tendant à ce qu'une conférence internationale de plénipotentiaires soit convoquée pour mettre au point une convention. Il faut éviter en général de charger la Sixième Commission de travaux de codification, car elle a d'autres questions importantes à traiter. Toutefois, une décision sur la question serait rendue plus facile si le Secrétariat pouvait informer la Sixième Commission du programme des conférences juridiques internationales qui doivent se tenir pendant les deux ou trois années à venir. De toute manière, la délégation indienne est favorable à l'adoption d'une convention sur le sujet dans un proche avenir.

3. Au sujet des propositions soumises à la CDI au sujet des traités multilatéraux de caractère universel, ainsi que du règlement des différends (*ibid.*, notes 57 et 58), M. Muhammad note que le Gouvernement autrichien, dans sa réponse au Secrétaire général (voir A/10198) a déclaré que l'expérience des conventions précédemment codifiées sous les auspices des Nations Unies démontre qu'il vaut mieux formuler une disposition sur le règlement des différends, qui nécessite généralement de nombreuses négociations dans le cadre d'une conférence diplomatique. M. Muhammad note, en outre, que le Gouvernement des Etats-Unis a lui aussi jugé qu'il n'était pas nécessaire que la CDI examine à nouveau la question. La proposition concernant les traités multilatéraux de caractère universel est complexe. En plus des difficultés exposées aux paragraphes 76 et 77 du rapport de la CDI sur les travaux de sa vingt-sixième session (A/9610/Rev.1), il y a également le problème que pose la mise au point d'une définition claire et précise du terme "traité multilatéral de caractère universel". La délégation indienne comprend toutefois les inquiétudes des délégations dont le point de vue est différent. Le Gouvernement indien étudie soigneusement la proposition en question et il exposera son avis sur ce point en temps voulu. Néanmoins, ladite proposition pourrait également être examinée par une conférence de plénipotentiaires.

4. La délégation indienne ne pense pas qu'il soit justifié, eu égard au programme de travail chargé de la CDI, de renvoyer à celle-ci, pour réexamen, le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités.

5. M. RASSOLKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que la CDI a accompli une oeuvre éminemment constructive sur la question de la succession d'Etats en matière de traités. Le projet d'articles traite d'aspects importants du sujet tels que le principe de l'autodétermination des peuples et les questions de succession en ce qui concerne les territoires et les frontières. Comme le projet le souligne à juste titre, la succession d'Etats est un fait conforme au droit international et aux principes du droit international énoncés dans la Charte des Nations Unies.

6. Dans l'ensemble toutefois, le projet d'articles n'a pas encore atteint le point de maturité qui justifierait que l'on convoque une conférence pour l'étudier. Ce projet doit encore faire l'objet d'un travail plus approfondi et il comporte diverses faiblesses. Par exemple, en se référant au principe de la "table rase", le projet a le défaut de laisser la possibilité à l'Etat successeur d'invoquer ce principe pour refuser de se conformer à des règles généralement acceptées du droit international, et en particulier pour se soustraire aux obligations assumées par l'Etat prédécesseur en tant que partie à des traités multilatéraux. Des Etats prédécesseurs tels que les puissances coloniales peuvent également tirer argument de ce principe pour se soustraire à la responsabilité qui leur incombe du fait d'actions illégales commises sur le territoire en question avant qu'il soit devenu indépendant.

7. Il convient également de rappeler que de nouveaux Etats peuvent se créer non seulement à l'issue de la décolonisation mais également par suite d'une révolution sociale, et les Etats de ce type devraient avoir aussi le droit d'appliquer les principes qui sont reconnus aux Etats nés de

la décolonisation. La CDI n'a pas accordé l'attention voulue aux problèmes de la succession d'Etats en cas de révolution sociale. Il est essentiel que ce cas soit également inclus dans le champ d'application du projet d'articles. La formulation de l'article 7 relatif à la non-rétroactivité présente certaines insuffisances, en particulier le fait que ses dispositions s'appliquent uniquement à l'égard d'une succession d'Etats "qui s'est produite après" l'entrée en vigueur des articles. Cela signifierait que de nombreux cas de successions qui se sont produits par le passé à la suite de l'effondrement du système colonialiste de l'impérialisme resteraient hors du champ d'application de la convention.

8. De l'avis de la délégation biélorussienne, l'article 13 affaiblit considérablement les dispositions de l'article 11 concernant l'inviolabilité des frontières.

9. Vers la fin de la vingt-sixième session, un membre de la CDI a proposé l'article 12 *bis* concernant les traités multilatéraux de caractère universel et un autre membre a proposé l'article 32 concernant le règlement des différends. La CDI n'a pas été en mesure d'étudier ces propositions en profondeur et de prendre une décision à leur sujet. Compte tenu de ce problème et d'autres insuffisances du projet que de nombreuses délégations ont signalées au cours du débat sur la question aux vingt-neuvième et trentième sessions de l'Assemblée générale, la délégation biélorussienne est d'avis que la seule décision correcte que puisse prendre la Sixième Commission serait de recommander à la CDI d'examiner de nouveau sérieusement le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités en tenant compte des observations faites par les Etats et des débats de la Sixième Commission. Pendant qu'elle poursuivrait l'examen du projet, la CDI aurait aussi la possibilité de terminer ses travaux sur la question de la succession d'Etats en matière autre que les traités; cela serait souhaitable puisque les deux sujets sont liés l'un à l'autre. Après cela, le projet d'articles pourrait être soumis pour examen à la Sixième Commission plutôt qu'à une conférence internationale spécialement convoquée à cet effet.

10. Sir Vincent EVANS (Royaume-Uni) dit que le projet d'articles dont la Commission est saisie est une de ces réalisations de haute qualité, que la Commission s'est accoutumée à recevoir de la part de la CDI. Le Royaume-Uni attache un intérêt particulier au projet d'articles en raison de la part que sir Humphrey Waldock et sir Francis Vallat ont prise à son élaboration en tant que rapporteurs spéciaux. La délégation du Royaume-Uni se fera un plaisir de leur transmettre les remarques élogieuses dont leurs travaux ont fait l'objet au cours des débats de la Sixième Commission.

11. Au sujet des deux articles 12 *bis* et 32 proposés sur les questions des traités multilatéraux de caractère universel et du règlement des différends, la délégation du Royaume-Uni maintient les vues exprimées dans sa réponse au Secrétaire général (voir A/10198), à savoir que les dispositions comme celles qui ont été proposées accroîtraient l'utilité d'une convention, et que la CDI devrait avoir encore une fois l'occasion de les examiner. De l'avis de la délégation du Royaume-Uni, il y a des arguments puissants qui justifient que, dans l'intérêt des Etats nouvellement indépendants et de la communauté internationale dans son ensemble, les traités multilatéraux de caractère universel ne cessent pas

d'être en vigueur à l'égard des Etats nouvellement indépendants. Tout en comprenant les raisons sous-jacentes au principe de la "table rase", la délégation du Royaume-Uni a exprimé à plusieurs reprises des doutes sur le point de savoir si on avait accordé l'importance voulue aux cas dans lesquels les Etats intéressés ont été favorables à la continuité des traités, compte tenu du rôle essentiel que les traités, bilatéraux aussi bien que multilatéraux, jouent dans la conduite ordonnée des relations internationales et des tâches considérables auxquelles un nouvel Etat ayant un personnel limité peut avoir à faire face pour négocier des droits conventionnels utiles qu'il aurait perdus par suite de l'application automatique du principe de la "table rase". Les traités multilatéraux de caractère universel représentent une partie importante de ces relations conventionnelles et l'article proposé mérite donc d'être examiné plus avant.

12. Le Gouvernement du Royaume-Uni estime qu'il serait extrêmement souhaitable de prévoir des dispositions appropriées pour le règlement des différends. Comme la CDI s'est déclarée en outre disposée à examiner encore la question et à élaborer un rapport sur ce sujet, il y aurait lieu de l'inviter à le faire. La proposition contenue dans le rapport de la CDI sur sa vingt-sixième session pourrait être insuffisante pour couvrir toute la gamme de différends susceptibles de naître des dispositions du projet d'articles, étant donné en particulier le libellé nécessairement général de certaines des définitions données dans le projet. Il pourrait convenir également de prévoir que certaines catégories de différends devraient être soumises à l'arbitrage ou à la Cour internationale de Justice. La délégation du Royaume-Uni estime donc qu'il serait extrêmement utile de renvoyer les deux articles proposés à la CDI pour examen supplémentaire.

13. Une troisième question qu'il pourrait être utile de demander à la CDI d'examiner plus en avant a trait aux procédures par lesquelles un Etat nouvellement indépendant ou un Etat successeur serait mis à même d'appliquer le régime prévu dans le projet d'articles à sa propre situation. Cette question revêt maintenant une importance cruciale pour l'efficacité des règles proposées, étant donné qu'elles ne sauraient être efficaces dans un cas particulier de succession d'Etats que si elles s'appliquent à l'Etat successeur. Les difficultés auxquelles pourront donner lieu les règles proposées, en ce qui concerne en particulier la question de la rétroactivité, seront d'autant plus grandes que le délai dans lequel ces règles deviendront applicables sera plus long. Comme d'autres membres de la Sixième Commission, sir Vincent n'est pas convaincu que les difficultés du problème aient été résolues de manière satisfaisante par l'article 7 du projet actuel. La question devrait donc être renvoyée à la CDI pour examen supplémentaire.

14. La délégation du Royaume-Uni ne pense pas que la CDI doive réexaminer tout le projet d'articles. Sir Vincent considère, comme d'autres délégations, que la CDI a réalisé un compromis généralement satisfaisant entre des opinions contradictoires dans une branche du droit international prêtant à controverse. Sir Vincent est tout à fait d'accord avec l'opinion exprimée par le représentant du Brésil (1526^e séance) et il estime qu'il ne serait pas utile ou justifié de demander à la CDI d'examiner tout le projet en troisième lecture, ce qui perturberait indûment le programme de travail de cet organe. Cependant, il devrait être entendu qu'au cours de l'examen des trois questions

précises qu'on lui renverrait la CDI devrait avoir la possibilité de proposer tout amendement qui en découlerait ou tout autre amendement qu'elle jugerait souhaitable d'apporter aux autres dispositions du projet d'articles. De plus, la CDI devrait être priée de faire un rapport sur les trois articles proposés en question, si possible, à la trente et unième session de l'Assemblée générale, de manière à ne pas ralentir le programme de codification du droit international.

15. Comme il ressort du rapport de la CDI sur sa vingt-septième session (A/10010), celle-ci achève actuellement ses travaux sur d'autres questions, et il importe de ne pas accumuler des projets inachevés. Si la manière de procéder que préconise sir Vincent était adoptée, il ne serait ni nécessaire ni souhaitable que la Sixième Commission décide à la session en cours s'il convient de confier la phase finale des travaux sur le projet d'articles à une conférence diplomatique ou à la Sixième Commission elle-même. Il sera plus facile de trancher cette question une fois que la CDI aura fait rapport à la Sixième Commission, compte tenu du programme des conférences et du programme de travail de la Sixième Commission à ce moment, la Commission étant alors mieux à même de juger si le projet d'articles doit faire l'objet d'une convention, solution qui a la préférence de la délégation du Royaume-Uni, ou d'une résolution.

16. M. VAN BRUSSELEN (Belgique) rappelle que les observations présentées par son gouvernement en réponse à la demande formulée dans la résolution 3315 (XXIX) de l'Assemblée générale figurent dans le document A/10198.

17. La délégation belge ne peut, dans l'état actuel des choses, donner son accord à la proposition visant à adopter un article 12 *bis*, tel qu'il est formulé dans la note 57 du rapport de la CDI sur les travaux de sa vingt-sixième session. Cette attitude de principe, dont le Gouvernement belge donne l'explication dans sa réponse au Secrétaire général, ne diminue en rien l'inquiétude qu'il éprouve, au même titre que certains membres de la CDI, devant le fait que l'application de certaines conventions multilatérales, et en particulier celles de caractère humanitaire, pourrait être interrompue. S'il y a néanmoins lieu de faire un choix entre l'application provisoire d'un traité et un texte aussi clair que possible et offrant le moins possible de prise à des interprétations divergentes, la délégation belge choisit sans hésiter la seconde solution. Si la CDI pouvait, à la suite d'une étude plus approfondie de ce problème, aboutir à une solution plus satisfaisante, le Gouvernement belge pourrait reconsidérer sa position. C'est la raison pour laquelle la délégation belge suggère que l'article proposé soit renvoyé à la CDI pour examen supplémentaire.

18. Cette conclusion est tout aussi valable en ce qui concerne le problème posé par l'absence de tout mécanisme pour le règlement des différends. Là aussi, il y a un avantage certain à confier l'élaboration d'un tel mécanisme à la CDI, puisqu'une proposition a déjà été faite par un de ses membres et que la CDI serait mieux à même qu'une conférence de plénipotentiaires de veiller à la conformité des clauses à prévoir avec les dispositions de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

19. Pour ce qui est de la phase finale de codification, la délégation belge estime que le projet d'articles devrait être

de nouveau soumis à la CDI pour que celle-ci puisse examiner de manière approfondie les deux propositions mentionnées au paragraphe 75 de son rapport. La délégation belge n'insiste pas pour que la CDI procède à une troisième lecture de tout le projet d'articles, mais si la CDI estimait nécessaire de réexaminer certains articles elle devrait pouvoir le faire. Il semble donc logique de ne pas aller plus loin pour l'instant; tout ce que pourrait faire la Sixième Commission serait de prendre des décisions de principe qui risqueraient de devoir être révisées plus tard. De l'avis de M. van Brusselen, la Sixième Commission sera mieux à même en 1976 de prendre les décisions voulues à l'égard de la phase finale de la codification. On pourra alors disposer des résultats des travaux de la CDI et la Sixième Commission pourra se faire une idée plus claire des possibilités matérielles de convoquer une conférence de plénipotentiaires, solution à laquelle la délégation belge est en principe favorable. La Sixième Commission sera également mieux en mesure d'examiner la question de savoir s'il ne vaudrait pas mieux élaborer un texte unique relatif à la fois à la succession d'Etats en matière de traités et à la succession d'Etats dans les matières autres que les traités.

M. Godoy (Paraguay), vice-président, prend la présidence.

20. M. BULL (Libéria) dit qu'en ce qui concerne la succession en matière de traités sa délégation soutient la thèse que chaque Etat a le droit inaliénable de définir de lui-même ses propres relations conventionnelles. Ce droit découle des principes de l'autodétermination et de l'égalité souveraine des Etats. Il serait tout à fait contraire à ces principes bien établis que l'on oblige des Etats nouvellement indépendants à être automatiquement liés par des obligations conventionnelles à l'élaboration desquelles ils n'ont pas participé. Chaque Etat souverain doit demeurer libre de décider par quel traité bilatéral ou multilatéral conclu — le plus souvent — par l'ancienne puissance coloniale il demeurera lié et quels traités il dénoncera. Les Etats nouvellement indépendants, les Etats africains en particulier, avant leur accession à l'indépendance, n'ont pas été consultés au moment de la conclusion de ces traités, et leurs intérêts n'ont pas été pris en considération. Chaque nouvel Etat doit être libre de soumettre à un examen critique les traités conclus par l'Etat prédécesseur et de déterminer quels sont ceux qui présentent des avantages pour lui.

21. De l'avis de la délégation libérienne, cette règle ne souffre aucune exception. En conséquence, M. Bull ne souscrit pas à l'idée que des Etats nouvellement indépendants doivent être automatiquement liés par des traités multilatéraux que l'on prétend "de caractère universel". Le sens de cette expression n'est pas clair et ne justifie pas que l'on fasse exception aux principes équitables et généralement acceptés de l'égalité souveraine des Etats et de l'autodétermination.

22. La délégation libérienne accepte sans réserves le principe de la "table rase" proposé par la CDI. Cette proposition est équitable et réalisable, et renforce la liberté de choix des Etats nouvellement indépendants.

23. La délégation libérienne félicite la CDI pour ses travaux sur le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités, dont on ne soulignera jamais assez l'importance. Son adoption rapide par la communauté

internationale contribuera au maintien de la paix et de l'ordre international entre nations, qui constitue l'un des objectifs fondamentaux de l'ONU. Compte tenu de l'importance de ce projet d'articles, il est impératif de le soumettre dans les meilleurs délais à l'examen d'une conférence diplomatique.

24. M. MUSEUX (France), après avoir remercié le Président de la CDI d'avoir bien voulu présenter le rapport de celle-ci sur les travaux de sa vingt-septième session, indique que son gouvernement a déjà fait connaître sa position (A/10198) sur le projet d'articles établi par la CDI sur la succession d'Etats en matière de traités. Aussi M. Museux ne développera-t-il que quelques points qui viendront compléter les observations faites antérieurement sur ce sujet.

25. La CDI a accompli une tâche d'une importance considérable à laquelle le Gouvernement français rend hommage. Il n'estime pas cependant que toute oeuvre issue de la CDI dans sa tâche de codification et de développement du droit international doit prendre automatiquement forme conventionnelle. Le Gouvernement français n'estime pas pouvoir souscrire au point de vue suivant lequel il est préférable d'élaborer une convention pour le simple motif que c'est un instrument qui est revêtu d'une plus grande autorité. Ce serait une erreur de donner la forme conventionnelle à des dispositions qui n'auraient pas vocation à régler d'une manière directement obligatoire les cas de succession d'Etats qui sont appelés à se produire, en raison de l'effet relatif des traités et surtout parce que, dans la plupart des cas, il n'y aurait pas succession à la convention sur la succession d'Etats aux traités. Le paragraphe 62 du rapport de la CDI sur sa vingt-sixième session (A/9610/Rev.1) contient des développements très pertinents et parfaitement convaincants à cet égard. Sans doute serait-il possible techniquement de remédier à ces imperfections. Mais, et à moins que des idées nouvelles viennent apporter une solution réelle, à ce stade, ce ne serait qu'au prix d'entorses apportées au principe de la relativité et à celui de la non-rétroactivité, entorses d'une telle importance, notamment du point de vue de la sécurité des relations juridiques, que le Gouvernement français ne saurait y souscrire. Il serait plus approprié de rédiger des règles types qui, on peut l'espérer, pourraient être adoptées à l'unanimité, plutôt qu'une convention qui, finalement, risquerait de ne pas recevoir un nombre de ratifications suffisant pour qu'on lui reconnaisse la portée que voudrait lui conférer la CDI. A ce propos, M. Museux se demande si l'on aurait réellement augmenté l'autorité de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe] en élaborant une convention qui peut-être ne serait maintenant ratifiée que par un petit nombre d'Etats.

26. Il paraît encore prématuré à la délégation française de donner une conclusion définitive au projet d'articles élaborés par la CDI. Celle-ci pourrait peut-être se pencher encore sur les questions de forme et les différentes conséquences qui en découlent, ainsi que sur des problèmes qui ont été évoqués par d'autres délégations au cours du débat. Les membres de la Sixième Commission disposeraient ainsi de tous les éléments nécessaires pour prendre une décision définitive en la matière.

27. M. CALLE Y CALLE (Pérou) se félicite de ce que le Président de la CDI ait pu se rendre à New York pour présenter le rapport de la CDI sur les travaux de sa vingt-septième session. La CDI a consacré de nombreuses années à une étude approfondie de la question de la succession d'Etats en matière de traités, et il est temps aujourd'hui, comme l'a fait observer le représentant du Royaume-Uni, de résoudre les problèmes spécifiques que soulèvent certains projets d'articles. La délégation péruvienne rend hommage aux deux rapporteurs spéciaux britanniques pour leur remarquable contribution aux travaux de la CDI. Le renvoi du projet d'articles à la CDI pour plus ample examen serait un obstacle à la réalisation de nouveaux progrès dans ce domaine. Les circonstances

actuelles exigent qu'une approche plus dynamique soit adoptée : il conviendrait de convoquer une conférence diplomatique en vue de parachever la codification du projet d'articles. Avant la réunion de la conférence, on devrait donner aux Etats la possibilité de faire connaître une dernière fois, par écrit, leur point de vue sur ce sujet. Les deux problèmes assez épineux qui ont été soulevés à la fin de la vingt-sixième session de la CDI – celui des traités multilatéraux de caractère universel et celui du règlement des différends – pourraient être convenablement résolus au cours d'une conférence de plénipotentiaires qui pourrait mettre la dernière main au projet.

La séance est levée à 16 h 20.

1537^e séance

Lundi 13 octobre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1537

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. M. ABUL-KHEIR (Egypte) félicite la Commission du droit international (CDI) pour la haute qualité de ses travaux sur la succession d'Etats en matière de traités ainsi que pour les autres travaux importants de codification du droit international qu'elle a menés à bien, notamment ceux qui ont conduit à l'adoption de la Convention de Vienne sur le droit des traités¹ et de la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel². La délégation égyptienne tient également à rendre hommage à sir Humphrey Waldock et à sir Francis Vallat, rapporteurs spéciaux de la CDI.

2. La question de la succession d'Etats en matière de traités est l'une des plus importantes et des plus délicates dont la CDI se soit occupée dans son rapport sur sa vingt-sixième session (A/9610/Rev.1), car elle touche aux problèmes juridiques posés par l'élimination du colonialisme, l'autodétermination des peuples colonisés et leur intégration à la communauté internationale en tant que membres à part entière. Le projet d'articles (*ibid.*, chap. II, sect. D) comble une lacune du droit international dans un domaine où l'uniformité fait défaut, tant au niveau de la pratique des Etats qu'à celui de la doctrine. La CDI a fort

pertinemment axé ses travaux sur la pratique des Etats nouvellement indépendants sans pour autant ignorer celle des Etats plus anciens et s'est appuyée sur les principes de la Charte des Nations Unies, que tous les Etats se sont engagés à soutenir. Dans ses travaux sur la succession d'Etats, la CDI a considéré à juste titre le droit des peuples à l'autodétermination comme l'une des pierres d'angle de la Charte.

3. Les Etats nouvellement indépendants doivent jouir d'une liberté totale pour réexaminer les traités conclus par l'Etat prédécesseur dans des matières concernant la souveraineté qu'ils exercent sur leur territoire et pour déterminer quels sont ceux qui sont en harmonie avec leurs objectifs nationaux et qui offrent de ce fait matière à succession. Cela leur évitera d'être liés par des obligations inacceptables ou injustes, car l'histoire montre que de nombreux traités conclus par l'Etat prédécesseur dans des matières relevant de la souveraineté de l'Etat successeur ne sont pas équitables. On en a un exemple patent dans le cas de l'Afrique du Sud, dont l'occupation de la Namibie a été déclarée illégale par la Cour internationale de Justice³. En application de traités, l'Afrique du Sud a autorisé des intérêts étrangers à exploiter les ressources naturelles de la Namibie au détriment de sa population, et il est évident que ces traités ne pourront demeurer en vigueur lorsque la Namibie aura accédé à l'indépendance.

4. Le principe de la "table rase" est un principe équitable qui doit constituer le fondement de la succession d'Etats en matière de traités. Au paragraphe 58 de son rapport, la CDI a fort justement noté que, bien compris et convenablement limité, le principe traditionnel selon lequel un nouvel Etat aborde ses relations conventionnelles avec une "table rase" est compatible avec le principe de l'autodétermination et bien conçu pour répondre à la situation des Etats nouvellement indépendants.

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

1 Voir Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27.

2 Voir Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales, vol. II (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.V.12), document A/CONF.67/16.

3 Voir Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité, avis consultatif, C.I.J., Recueil 1971, p. 16.

5. La délégation égyptienne comprend les considérations qui ont conduit la CDI à considérer certains accords, à savoir ceux qui portent sur le régime des frontières et certains autres régimes territoriaux, comme des exceptions au principe de la "table rase". Elle interprète la décision de la CDI comme signifiant non pas que les accords de ce genre constituent une catégorie distincte, mais plutôt que les situations découlant de ces accords réclament stabilité et continuité. A cet égard, la CDI a réussi à concilier le principe de la "table rase" avec celui de la continuité, et la délégation égyptienne est en plein accord avec cette approche.

6. La délégation égyptienne ne craint pas que le principe de la "table rase" en vienne à prendre le pas sur celui de la continuité. Les Etats nouvellement indépendants ne manquent pas de maturité politique, comme le montre leur participation enthousiaste aux travaux de codification de l'Organisation des Nations Unies, et il n'y a pas lieu de croire qu'ils appliqueraient le principe de la "table rase" dans une optique étroitement territoriale. Ils en comprennent bien la portée et il serait déraisonnable de penser qu'un Etat nouvellement indépendant refuserait de succéder à un traité qui présente à ses yeux des avantages. Si un Etat choisit librement de continuer à être lié par les obligations d'un traité conclu par l'Etat prédécesseur et fait une déclaration à cet effet, ce ne sera plus sous la contrainte du droit, mais par une manifestation libre et indépendante de sa volonté.

7. La délégation égyptienne est en accord avec la manière dont la CDI a mené à bien la codification des principes juridiques régissant la succession et estime que ces principes pourraient constituer la base d'un accord qui pourrait être élaboré à une conférence diplomatique, qu'il conviendrait de convoquer au plus tôt, compte tenu des exigences du calendrier des conférences.

8. M. Abul-kheir estime, comme il est dit au paragraphe 63 du rapport de la CDI, que la relation entre le projet d'articles et la Convention de Vienne sur le droit des traités doit être soulignée tant au niveau de la structure qu'à celui du langage. En conséquence, l'article 7 du projet doit être maintenu pour autant que son libellé soit compatible avec l'article 28 de la Convention de Vienne. Le projet d'articles doit avoir une existence distincte et en même temps s'harmoniser avec la Convention.

9. Pour ce qui est de la proposition concernant un article 12 *bis* (*ibid.*, note 57), la délégation égyptienne estime que la notion de traités multilatéraux de caractère universel n'est pas suffisamment fondée en droit. La Convention de Vienne ne distingue pas cette catégorie particulière de traités, que la CDI n'est pas parvenue à définir de manière acceptable. La définition figurant au paragraphe 76 du rapport n'est pas entièrement convaincante, même s'il est vrai que certains des traités en question ont un caractère humanitaire. En l'absence d'une définition adéquate, le régime envisagé pour ces traités compromettrait gravement le principe de la "table rase". Les Etats nouvellement indépendants n'ignorent pas que, si ces traités présentent des avantages pour eux, ils ont la possibilité d'agir en conséquence. De ce fait, il est tout à fait possible qu'aucun intervalle ne sépare la date de la succession de celle de la notification par l'Etat successeur de sa succession aux

traités considérés, car il n'est pas exclu que, en pratique, l'Etat qui vient d'accéder à l'indépendance accepte volontairement les obligations découlant de ces traités. Dans ce cas, le principe de la "table rase" se trouverait respecté.

10. La délégation égyptienne est favorable à l'inclusion dans le projet d'une disposition sur le règlement des différends qui soit compatible avec celle de la Convention de Vienne et qui, en même temps, n'écarte pas la possibilité de recourir à la Cour internationale de Justice si les autres moyens de règlement ont échoué. La résolution 3232 (XXIX) de l'Assemblée générale appelle l'attention sur l'avantage qu'il y a à insérer dans les traités des clauses prévoyant que les différends pouvant surgir de l'interprétation ou de l'application desdits traités seront soumis à la Cour, et c'est là une orientation qu'il faut encourager. Un exemple en est fourni par le fait que le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne se sont adressés à la Cour pour régler leurs différends concernant le Sahara espagnol.

11. La délégation égyptienne est convaincue que le projet d'articles sur la succession d'Etats est généralement acceptable. Les divergences de vues à son sujet ne touchent pas à des principes fondamentaux et pourraient être réglées à une conférence diplomatique, sans qu'il soit besoin de renvoyer le projet à la CDI. L'instrument adopté à la conférence aura un rôle important à jouer, notamment en ce qui concerne l'unification et la séparation d'Etats.

12. M. THEODORACOPOULOS (Grèce) dit que sa délégation a étudié avec beaucoup d'intérêt le projet d'articles présenté par la CDI, qui constitue une base satisfaisante pour la codification des règles applicables à la succession d'Etats en matière de traités.

13. La Grèce, qui a accédé à l'indépendance nationale par étapes successives, a eu plusieurs fois à résoudre des problèmes concernant l'application de traités à l'égard de territoires libérés. Le Gouvernement grec est donc bien placé pour mesurer les difficultés que la CDI a rencontrées lors de la rédaction du projet d'articles, dont le texte mérite l'admiration de la Sixième Commission.

14. Le projet d'articles essaie d'établir un équilibre entre deux principes opposés : le principe de la rupture des liens conventionnels et le principe de leur continuité. Le Gouvernement grec a accepté le principe de la continuité et l'a appliqué à diverses reprises dans ses relations bilatérales et multilatérales. A ce propos, M. Theodoracopoulos fait observer que les traités conclus entre la Grèce et le Royaume-Uni en 1910 et 1926, concernant respectivement l'extradition et le tonnage des navires marchands, sont demeurés en vigueur et ont été appliqués dans les relations entre la Grèce et un certain nombre d'anciennes colonies britanniques.

15. C'est à l'égard des régimes territoriaux que le principe de la continuité trouve son application la plus adéquate. A cet égard, la CDI a, à juste titre, donné la préférence à la continuité des relations conventionnelles, ce qui est en conformité avec les règles coutumières et la pratique habituelle.

16. Par contre, dans le cas des pays nouvellement indépendants, la CDI s'est prononcée en faveur du principe de la

“table rase”, qui est en conformité avec le droit à l'autodétermination. La délégation grecque estime, cependant, que l'apparition d'un nouvel Etat n'implique pas nécessairement la disparition de toute relation conventionnelle. D'ailleurs, étant donné que l'ère coloniale touche à sa fin, il est nécessaire que le projet contienne des dispositions concernant les autres formes d'apparition d'un Etat.

17. La délégation grecque craint que l'application de l'article 12 *bis* proposé ne donne lieu à des difficultés; en effet, cet article n'est pas libellé en des termes suffisamment clairs et il est difficile de définir concrètement les traités multilatéraux de caractère universel.

18. La délégation grecque est en faveur de l'établissement d'une procédure pour le règlement des différends qui pourraient découler de l'interprétation et de l'application des articles du projet. Elle souhaite donc que la proposition qui a été présentée à ce sujet soit réexaminée par la CDI avant d'être soumise à l'examen d'une conférence de plénipotentiaires qui, à son avis, serait l'instance la plus appropriée pour l'élaboration finale du projet.

19. La délégation grecque estime que le projet d'articles doit revêtir la forme d'une convention.

20. M. RAKOTOSON (Madagascar) dit que, en réponse à l'invitation contenue dans le paragraphe 2 de la section II de la résolution 3315 (XXIX) de l'Assemblée générale, son gouvernement présentera prochainement, par écrit, des observations et des commentaires concernant le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités, y compris les propositions concernant les articles 12 *bis* et 32.

21. La délégation malgache félicite la CDI du travail fort utile de codification du droit international qu'elle a accompli depuis 1962 dans le domaine extrêmement délicat de la succession d'Etats. La CDI a donné une nouvelle preuve du rôle important qu'elle joue en la matière et a contribué à établir la primauté du droit dans les rapports entre Etats et, partant, à maintenir la paix et la sécurité internationales. Toutefois, dans le domaine de la succession d'Etats en matière de traités, les considérations politiques influent beaucoup sur les aspects juridiques et il faut donc déterminer si le projet d'articles de la CDI sur cette question réalise l'équilibre nécessaire entre, d'une part, la stabilité des relations conventionnelles entre les Etats et, d'autre part, les impératifs de la souveraineté nationale et de l'égalité des Etats, deux conditions qui ne sont pas toujours facilement conciliables.

22. La délégation malgache estime que, dans l'ensemble, le projet d'articles reflète le souci de la CDI de répondre à ces deux conditions. En adoptant le principe de la “table rase”, le projet d'articles a voulu respecter le principe de l'autodétermination et de l'égalité des Etats, qui est énoncé dans l'article 15. Pour la délégation malgache, l'expression “principe de la table rase” signifie que l'Etat successeur a le droit, mais non l'obligation, de devenir partie à des traités qui ont été conclus par l'Etat prédécesseur.

23. Les dispositions de l'article 22 pourraient susciter une certaine appréhension dans la mesure où elles semblent accorder un effet rétroactif à une notification de succession. Toutefois, la délégation malgache estime qu'un

pays pourrait invoquer, d'une part, l'article 26, qui prévoit la possibilité d'une suspension et d'une application provisoire des traités et, d'autre part, les expressions “ou qu'il n'en soit autrement convenu” et “ou s'il en est autrement convenu” figurant dans l'article 22, qui permettent d'éviter l'effet rétroactif.

24. Le délai de préavis de 12 mois prévu au paragraphe 3 de l'article 28 paraît trop court pour un Etat nouvellement indépendant qui, au lendemain de son accession à l'indépendance, doit souvent faire face à des difficultés de toutes sortes. Bien que ce paragraphe contienne les mots “A moins . . . qu'il n'en soit autrement convenu”, la délégation malgache préférerait, pour éviter d'éventuelles difficultés, que le texte prévoie expressément un délai de préavis plus long.

25. M. Rakotoson dit que sa délégation partage l'appréhension de quelques représentants au sujet des régimes de frontière et autres régimes territoriaux, qui font l'objet respectivement des articles 11 et 12. A son avis, ces deux articles excluent les traités de ces catégories de l'application du principe de la “table rase”. La délégation malgache se rend parfaitement compte que la CDI a rédigé ces articles en s'inspirant du souci de sauvegarder le maintien de la paix et de la sécurité internationales. C'est ce même souci qui est certainement à l'origine de la résolution adoptée par l'Organisation de l'unité africaine à sa conférence du Caire en 1969, ainsi que des décisions prises en ce domaine par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue la même année dans la même ville. Mais il existe, dans ces catégories, des traités pour lesquels le principe de la continuité est inconciliable avec celui de souveraineté, en particulier dans le cas de traités dits “inégaux” établissant des régimes territoriaux. Ces traités sont en contradiction avec les normes impératives du droit international, entendues au sens des articles 53, 64 et 79 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

26. La question s'est posée de savoir s'il y a lieu d'inclure dans le projet d'articles une disposition spéciale concernant les traités multilatéraux de caractère universel. S'il est théoriquement possible d'identifier certains aspects des traités multilatéraux de caractère universel, afin de distinguer ces traités des traités de caractère restreint, la distinction n'est pas toujours aisée à établir dans la pratique. Des traités multilatéraux ayant apparemment un caractère restreint peuvent être ouverts à la participation de tous les Etats et se trouver de ce fait soumis au principe de la continuité en vertu de l'article 12 *bis* proposé. Les dispositions du paragraphe 1 de cet article prévoyant qu'un traité multilatéral de caractère universel resterait en vigueur entre l'Etat nouvellement indépendant et les Etats parties au traité jusqu'à ce que l'Etat nouvellement indépendant dénonce sa participation audit traité vont à l'encontre du principe de la “table rase”. D'ailleurs, les dépositaires des traités n'ont pu établir une distinction entre les deux catégories d'instruments. Ils n'ont jamais considéré qu'un Etat nouvellement indépendant était lié par une convention sans qu'il ait fait connaître son intention de demeurer ou de devenir partie à celle-ci.

27. En ce qui concerne les conventions multilatérales générales conclues par la puissance administrante avant son accession à l'indépendance, Madagascar a opté tantôt pour

la formule de la continuité sous réserve de confirmation, tantôt pour la "théorie de réflexion", tantôt pour le système de l'adhésion en qualité de nouvel Etat, tantôt encore pour une déclaration de continuité pure et simple sous réserve de dénonciation. L'attitude de Madagascar est essentiellement pragmatique. On peut dire que Madagascar n'a accepté de conventions multilatérales, même celles qui pourraient être considérées comme ayant un caractère universel, que sous certaines conditions. La délégation malgache estime donc qu'il ne serait pas opportun d'inclure l'article 12 *bis* proposé dans le projet d'articles.

28. Pour ce qui est de la procédure à suivre et de la forme à adopter pour mener à bien les travaux relatifs au projet d'articles, la délégation malgache estime que la Convention de Vienne sur le droit des traités et le présent projet d'articles n'ont pas la même portée et que le droit de la succession d'Etats a des incidences beaucoup plus complexes que celles du droit codifié dans la Convention de Vienne. En outre, la question de la succession d'Etats en matière de traités, notamment dans le cas de traités entraînant des obligations financières, est étroitement liée à la question de la succession dans les matières autres que les traités. Il se peut que des principes communs régissent les deux cas de succession et l'on peut se demander si, le cas échéant, ils ne pourraient pas faire l'objet d'un même projet. Le Gouvernement malgache ne pourra adopter une opinion définitive à ce sujet tant que la CDI n'aura pas achevé ses travaux sur le projet d'articles concernant la succession d'Etats dans les matières autres que les traités. A son avis, la CDI devrait accorder une priorité aussi bien à l'étude de cette question qu'à celle de la question de la responsabilité des Etats.

29. M. JACHEK (Tchécoslovaquie) dit que son gouvernement apprécie le travail considérable accompli par la CDI à propos de la question de la succession d'Etats en matière de traités, d'autant plus que le sujet intéresse également la solution de problèmes étroitement liés aux mouvements de libération victorieux et à la lutte contre le colonialisme.

30. La délégation tchécoslovaque se félicite du fait que le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités consacre des principes de droit international justes et empreints de l'esprit de progrès et qu'il peut donc être considéré comme une base solide pour une codification dans cet important domaine.

31. Etant donné que le Gouvernement tchécoslovaque a présenté en octobre 1973 des observations écrites concernant le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités (*ibid.*, annexe I) et qu'il a exposé ses vues en détail à la précédente session de l'Assemblée générale (1488^e séance), M. Jachek se contentera de faire, au stade actuel, quelques observations sur un petit nombre de problèmes qu'il estime être particulièrement d'actualité.

32. La délégation tchécoslovaque a noté avec satisfaction que la règle de la "table rase" est l'un des principes sous-jacents majeurs du projet. Cette approche est correcte, mais il y a lieu d'appeler l'attention sur le fait que ce principe n'est pas pleinement formulé dans le projet, notamment en ce qui concerne la succession en cas de séparation de parties d'un Etat. La délégation tchéco-

slovaque estime que le principe de la "table rase" devrait également s'appliquer lorsqu'un nouvel Etat apparaît à la suite du démembrement de l'Etat prédécesseur. Le Gouvernement tchécoslovaque fonde sa position à cet égard sur sa propre expérience, puisque la Tchécoslovaquie est née en 1918 du démembrement de l'Empire austro-hongrois. Le Gouvernement tchécoslovaque pense que dans de tels cas il n'y a pas de raison d'assurer la continuité des traités. Cela ne signifie, cependant, pas que la Tchécoslovaquie n'admette pas d'exceptions au principe de la "table rase". Elle estime, au contraire, qu'il conviendrait d'évaluer dans quelle mesure un Etat successeur pourrait invoquer ce principe comme prétexte pour ne pas respecter les normes généralement acceptées du droit international que contiendraient certains traités multilatéraux de caractère universel conclus par l'Etat prédécesseur et qui se rapporteraient, par exemple, à la protection des droits fondamentaux de l'homme.

33. La délégation tchécoslovaque considère comme une lacune le fait que le projet d'articles proposé ne tient pas compte de situations où de nouveaux Etats apparaissent à la suite d'une révolution sociale. La définition d'un Etat nouvellement indépendant qui figure à l'alinéa *f* du paragraphe 1 de l'article 2 du projet ne couvre pas tous les cas de formation d'un nouvel Etat et ce point appelle un supplément d'étude.

34. Bien que l'article 7 contienne les mots "sauf s'il en est autrement convenu", la délégation tchécoslovaque estime qu'une disposition prévoyant que le projet d'articles s'applique uniquement à l'égard d'une succession d'Etats qui s'est produite après l'entrée en vigueur des articles mérite un examen plus approfondi, compte tenu en particulier de la disparition progressive du système colonial.

35. On devrait également régler la question de la date de la succession, car une omission de le faire pourrait avoir des conséquences graves sur le plan juridique. On peut se demander s'il ne serait pas possible de fixer le moment de la succession d'un point de vue objectif. L'alinéa *e* du paragraphe 1 de l'article 2 ne répond pas d'une façon suffisamment claire à cette question. Une succession d'Etats signifie le remplacement d'un Etat par un autre en ce qui concerne la responsabilité pour les relations internationales d'un territoire. Si la question dépend seulement d'un acte subjectif de la part du nouvel Etat, des problèmes pourront se poser au sujet de la détermination de la responsabilité internationale de cet Etat. Des problèmes pourront également se présenter si le nouvel Etat s'abstient de toute notification précisant la date de la succession. La délégation tchécoslovaque estime donc qu'il serait utile de fonder la détermination de la date de la succession sur des faits objectifs. Cette question appelle, elle aussi, un supplément d'étude.

36. Le fait qu'un petit nombre seulement d'Etats ont présenté des observations de fond sur plusieurs articles du projet amène à penser que la tenue d'une conférence diplomatique en vue d'examiner le projet et d'adopter une convention pourrait ne pas être couronnée de succès. La CDI devrait donc réexaminer certains projets d'articles, en particulier les textes proposés pour les articles 12 *bis* et 32, compte tenu de la discussion en cours et des observations des gouvernements.

37. M. GÜNEY (Turquie) estime que la CDI a réussi à remplir la tâche difficile d'élaborer un projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités. Il s'agit d'un projet d'articles importants tant du point de vue juridique que politique, qui pourrait constituer une bonne base pour déterminer les principes et les règles dans ce domaine. La délégation turque tient à dire combien elle apprécie les efforts considérables accomplis par le Rapporteur spécial dans l'élaboration du projet.

38. Le Gouvernement turc n'a pas encore présenté par écrit ses commentaires et observations sur le projet d'articles, car il a préféré attendre que le projet ait pris une forme définitive pour pouvoir l'examiner dans son ensemble. La délégation turque partage l'opinion exprimée par plusieurs délégations, selon laquelle l'Assemblée générale devrait inviter de nouveau les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à présenter leurs commentaires et observations sur le projet d'articles.

39. La délégation turque n'est pas convaincue que le droit relatif à la succession d'Etats en matière de traités doit être codifié sous la forme d'une convention. Etant donné qu'une succession d'Etats implique nécessairement la création d'un nouvel Etat, une convention sur le droit de la succession d'Etats en matière de traités ne serait opposable à l'Etat successeur que si celui-ci y devenait partie et à compter de la date à laquelle il deviendrait partie. Même dans ce cas, la convention ne lierait pas cet Etat à l'égard d'un acte antérieur à la date à laquelle il serait devenu partie. En outre, les autres Etats ne seraient pas liés à la convention à l'égard du nouvel Etat tant que celui-ci n'y serait pas devenu partie. La participation de l'Etat successeur soulèverait aussi des problèmes en ce qui concerne le mode d'expression et l'effet rétroactif du consentement à être lié par la convention. Si l'on prévoyait des dispositions appropriées dans les clauses finales pour que la participation d'un Etat successeur à la convention puisse prendre effet à la date de la succession, la forme d'une convention aurait certains mérites. Bien que sur la base du contenu actuel du projet la délégation turque préférerait une déclaration de principes à une convention, elle est disposée à se rallier aux vœux de la majorité.

40. Le projet d'articles devrait être renvoyé à la CDI pour permettre à celle-ci d'examiner les textes proposés pour les articles 12 *bis* et 32. Cette manière de procéder serait particulièrement utile au cas où le projet d'articles revêtirait en définitive la forme d'une convention. L'expérience montre que les conventions de codification fondées sur des projets élaborés par la CDI ont une valeur considérable en tant qu'instruments consolidant l'opinion juridique.

41. Quant à la phase finale de la codification, la délégation turque, s'inspirant d'un souci d'efficacité, donne la préférence à une conférence de plénipotentiaires. La date d'une telle conférence pourrait être fixée en fonction du calendrier des conférences et en tenant compte des vues exprimées par les pays du tiers monde sur ce point.

42. M. WISNOEMOERTI (Indonésie) souhaite la bienvenue aux délégations du Cap-Vert, du Mozambique et de Sao Tomé-et-Principe.

43. L'établissement, par la CDI, du projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités constitue une

importante contribution au développement et à la codification progressifs du droit international. La délégation indonésienne est particulièrement reconnaissante à la CDI d'avoir adopté le principe de la "table rase" comme pierre angulaire du régime juridique pour les Etats nouvellement indépendants, principe qui est en harmonie avec celui de l'autodétermination reconnu dans la Charte des Nations Unies. En tant qu'Etat souverain, un Etat nouvellement indépendant n'est pas tenu *ipso jure* de maintenir en vigueur des traités conclus par l'Etat prédécesseur et antérieurement applicables à son territoire. Il y a cependant lieu de noter que la CDI a réussi, dans la quatrième partie de son projet, à assurer un équilibre entre le principe de la "table rase" et celui de la continuité *ipso jure*. Dans le cas d'une succession résultant soit de la fusion de deux ou de plusieurs Etats, soit de la séparation d'une ou de plusieurs parties d'un Etat pour former un ou plusieurs Etats indépendants, l'Etat successeur est un Etat indépendant déjà doté d'une personnalité internationale ou une partie d'un Etat qui jouissait d'un grand degré d'indépendance à la date de la succession. Dans de tels cas, l'élément de consentement de la part de l'Etat successeur existe avant la date de la succession. Le principe de la continuité *ipso jure*, dérivé du principe *pacta sunt servanda*, doit prévaloir sur la doctrine de la "table rase", de telle manière que la certitude et la continuité juridiques des relations conventionnelles puissent être maintenues. En outre, étant donné que le processus de décolonisation approche de sa fin, les Etats auront de plus en plus souvent à faire face à des cas de succession relevant de la quatrième partie du projet d'articles qui consacre le principe de la continuité *ipso jure*.

44. En ce qui concerne le texte proposé pour l'article 12 *bis*, M. Wisnoemoerti pense que celui-ci ne tient pas suffisamment compte des intérêts des Etats nouvellement indépendants, dans la mesure où il ne reconnaît pas à ces Etats le droit de déterminer si des traités conclus par leurs prédécesseurs sont conformes à leurs intérêts nationaux. Certaines des conventions considérées comme des traités de caractère universel dans la note explicative relative à l'article 12 *bis* ont en fait une participation restreinte, bien que leur portée et leur objectif soient universels et que ces conventions soient donc ouvertes à la participation de tous les Etats. Les Etats ont généralement des raisons légitimes de s'abstenir de devenir parties à de telles conventions. Il ne serait donc pas raisonnable de s'attendre qu'un Etat successeur ayant des raisons légitimes de cette nature accepte d'être lié par l'article 12 *bis*. Il ne s'agit là que d'un exemple des difficultés que peut soulever cette disposition. La délégation indonésienne estime donc que l'article 12 *bis* proposé est superflu.

45. Pour ce qui est de l'article 32 proposé (voir A/9610/Rev.1, note 58), M. Wisnoemoerti fait observer qu'une caractéristique importante de la procédure de conciliation qui y est prévue est le fait qu'elle soit facultative, ce qui, dans de nombreux cas, peut être considéré comme étant plus efficace – et donc plus acceptable – qu'une procédure obligatoire. Le projet d'articles proposé constitue, avec son annexe, une proposition raisonnable qui mérite un examen approfondi. Cependant, bien que le règlement des différends soit essentiellement une question juridique, il a néanmoins des incidences politiques. Le point de savoir s'il convient d'inclure une telle disposition dans le projet d'articles et, dans l'affirmative, quelle serait la

procédure appropriée devrait donc être tranché par une conférence de plénipotentiaires.

46. Le projet d'articles élaboré par la CDI fournit une base acceptable pour la phase finale de la codification. La délégation indonésienne est donc favorable à la recommandation de la CDI de réunir une conférence de plénipotentiaires en vue d'étudier le projet d'articles et de conclure une convention sur la question. M. Wisnoemoerti ne pense pas qu'il y ait lieu de renvoyer à la CDI le projet d'articles dans son ensemble, ni les deux propositions visées au paragraphe 75 du rapport. Cela ne ferait qu'imposer une nouvelle charge à la CDI et retarder son examen d'autres questions prioritaires, surtout si elle devait s'occuper de points prêtant autant à controverse que les deux propositions en question. Cependant, la convocation d'une conférence devrait tenir compte du calendrier des conférences des Nations Unies dans les années à venir afin de permettre une représentation adéquate des Etats n'ayant pas un nombre suffisant d'experts juridiques, en particulier les pays en développement. Dans ce contexte, la délégation indonésienne est prête à appuyer la proposition tendant à ce que les travaux sur le projet d'articles ne soient achevés par la Sixième Commission que si l'on a pleinement l'assurance que cela ne retardera pas indûment les travaux de celle-ci. Pour ce qui est de la date, la délégation indonésienne n'a pas d'idée arrêtée.

47. M. BOOH BOOH (République-Unie du Cameroun) souhaite la bienvenue au sein de la Sixième Commission aux délégations du Mozambique, du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe.

48. Le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités établi par la CDI est d'une importance indéniable. La délégation camerounaise a noté avec intérêt la façon dont les membres de la CDI ont réussi à concilier des intérêts apparemment contradictoires grâce à une évaluation objective de la pratique des Etats, de la jurisprudence et de la doctrine en la matière. Les observations écrites présentées par des gouvernements et les déclarations faites à la Sixième Commission ont fait apparaître de nombreuses zones d'accord sur le projet d'articles. La délégation camerounaise est disposée à appuyer toute mesure constructive visant à faire progresser l'examen du projet, qui constitue sans aucun doute un complément utile à l'oeuvre de codification déjà réalisée en matière de droit des traités. Même lorsque le processus de décolonisation aura été mené à son terme et que la notion d'Etat nouvellement indépendant aura disparu du langage juridique, la future convention sur la succession d'Etats en matière de traités continuera à fournir des réponses pertinentes aux problèmes relatifs à la fusion et à la séparation d'Etats. Le gouvernement camerounais présentera par écrit des commentaires détaillés sur le projet le moment venu.

49. A propos de l'article 15, M. Booh Booh dit que sa délégation approuve le principe de la "table rase" retenu par la CDI comme hypothèse de travail. L'accession à l'indépendance n'implique nullement l'acceptation obligatoire d'engagements pris par une administration coloniale. Ce principe est appliqué par la République-Unie du Cameroun parce qu'il tient compte des exigences de sa souveraineté, de sa liberté de définir ses relations conventionnelles et de sa volonté de n'accepter des engagements

contractés par l'Etat prédécesseur que sous réserve d'un inventaire rigoureux. Dans la pratique, le principe de la "table rase" a été généralement appliqué par les pays nouvellement indépendants avec un sens de responsabilité suffisamment marqué et une prise en considération suffisante des intérêts de la communauté internationale pour qu'il ne soit pas nécessaire de multiplier les garde-fous.

50. Dans son commentaire sur l'article 15, la CDI a fait remarquer à juste titre que la pratique des Etats et des dépositaires confirmait que le principe de la "table rase" s'appliquait aux traités multilatéraux généraux et aux traités multilatéraux de caractère normatif. Par conséquent, tout en approuvant que le nouvel Etat indépendant ait le droit de choisir s'il veut être partie à certaines catégories de traités multilatéraux en vertu de sa qualité d'Etat successeur, comme prévu à l'article 16 du projet, la délégation camerounaise éprouve de sérieuses difficultés à accepter le texte proposé pour l'article 12 *bis* dans sa formulation actuelle. La question soulevée par cet article a donné lieu à de vives controverses lors de la Conférence de Vienne sur le droit des traités et postule des principes qui sont incompatibles avec la sauvegarde des intérêts des pays nouvellement indépendants. Comme une délégation l'a fait observer à juste titre dans le document A/10198, l'adoption de l'article 12 *bis* risquerait d'imposer aux Etats nouvellement indépendants une foule d'obligations, y compris des obligations financières, dont l'ampleur pourrait ne pas être évaluée avec exactitude au moment de la succession.

51. Les dispositions de l'article 11 relatif aux régimes de frontières vont dans le sens du principe de l'intangibilité des frontières que les Etats africains ont consacré dans la Charte de l'Organisation de l'unité africaine et qui a été accepté par les dirigeants politiques camerounais. Bien que la gestion coloniale ait été préjudiciable aux intérêts de la République-Unie du Cameroun dans le domaine des frontières, le gouvernement de ce pays adhère au principe de l'intangibilité des frontières parce qu'il paraît mieux servir les intérêts de la paix, de l'entente et de la stabilité en Afrique.

52. La notion d'"autres régimes territoriaux" qui fait l'objet de l'article 12 du projet peut en revanche être une source d'équivoques et imposer des charges excessives. Dans la mesure où cette notion vise certaines servitudes internationales telles que des cessions à bail ou des bases militaires étrangères, il semble justifié de soumettre le bénéfice de tels droits, après l'indépendance, à la conclusion d'un nouvel arrangement entre l'Etat successeur et les autres parties intéressées. Les commentaires de la CDI indiquent d'ailleurs que la notion de servitude internationale a souvent été admise dans des circonstances exceptionnelles soit pour permettre un règlement international dans l'intérêt général de la communauté internationale, ou tout au moins d'une région, soit en vertu d'une coutume locale solidement établie. En l'absence de telles circonstances, un nouvel arrangement contractuel s'impose afin qu'il soit tenu compte des intérêts du nouvel Etat souverain. Par conséquent, il serait souhaitable de supprimer l'article 12.

53. En raison de la complexité de ses dispositions et des intérêts en présence qu'elle tente de concilier, la future convention sur la succession d'Etats en matière de traités suscitera sans aucun doute des interprétations divergentes.

Par conséquent, la délégation camerounaise approuve l'idée d'inclure dans ce texte une disposition sur le règlement des différends et elle estime que l'article 32 proposé en la matière semble digne d'intérêt. Les difficultés qui risquent de se manifester à l'occasion de l'application de la future convention pourraient être raisonnablement résolues par la voie de la conciliation. La délégation camerounaise éprouverait de sérieuses difficultés à accepter tout autre système de règlement pacifique, pour des raisons qu'elle a déjà exposées devant la Sixième Commission à la vingt-neuvième session (1492^e séance), lors du débat consacré au rôle de la Cour internationale de Justice.

54. Au sujet de la procédure à suivre et de la forme à adopter pour mener à bien les travaux relatifs au projet d'articles, M. Booh Booh note qu'une douzaine de pays seulement ont été en mesure d'adresser des observations écrites au Secrétaire général, conformément à la résolution 3315 (XXIX) de l'Assemblée générale, et qu'il s'agit, à une exception près, de pays développés. De l'avis de la délégation camerounaise, cela n'est pas dû à un manque d'intérêt pour le projet d'articles, mais au fait que les ressources humaines et techniques, en particulier celles des pays en développement, ont été fortement mises à contribution par suite du nombre élevé de conférences de caractère juridique qui se sont tenues pendant l'année. Par conséquent, la Sixième Commission agirait sagement en remettant à plus tard sa décision sur la procédure à suivre et en lançant un nouvel appel aux Etats pour qu'ils fassent connaître leur sentiment sur le projet d'articles, afin qu'une décision acceptable pour tous puisse être prise à la trente et unième session de l'Assemblée générale.

55. Le programme de travail futur de la CDI étant fort chargé, il ne serait pas approprié de lui renvoyer ce projet d'articles pour une troisième lecture sans connaître au préalable l'opinion d'un nombre élevé d'Etats Membres au sujet du travail déjà réalisé et sans savoir avec certitude s'il n'existe pas d'autres possibilités d'action pour rapprocher les vues des Etats sur les quelques articles qui suscitent encore des divergences justifiées.

56. M. ALIHONOU (Congo) souhaite la bienvenue aux délégations du Cap-Vert, du Mozambique, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Sao Tomé-et-Principe.

57. Pour pouvoir être accepté par la majorité des Etats, et spécialement par les nouveaux Etats qui, après avoir recouvré leur liberté, ont accédé aux relations conventionnelles internationales, le droit international se doit de refléter les changements fondamentaux découlant de la décolonisation. La question de la succession d'Etats en matière de traités doit être étudiée sérieusement à la lumière de l'expérience acquise par les nouveaux Etats depuis qu'ils ont obtenu leur indépendance.

58. Nul ne contestera le principe selon lequel un Etat a le droit de déterminer librement et en toute conscience les obligations qui le lient, puisque beaucoup d'Etats ont dû signer des traités sous des pressions de toutes sortes.

59. Le projet d'articles à l'étude, auquel la CDI a abouti grâce à un labeur digne d'éloges, constitue une base utile pour l'élaboration d'un texte final. Néanmoins, la délégation congolaise regrette que l'article 2 du projet ne fasse

mention que d'Etats nouvellement indépendants sans se référer aux Etats dans lesquels des changements profonds se sont opérés, notamment le remplacement d'un ordre social ancien par un ordre social nouveau. La Sixième Commission s'attirerait des critiques si elle devait ébranler la stabilité internationale, mais ces critiques seraient encore plus vives si elle imposait à un Etat des obligations qui seraient en contradiction flagrante avec sa conception de la société. Le fait que le projet d'articles soit axé sur les Etats nouvellement indépendants conduit la délégation congolaise à se demander combien de territoires seront encore dépendants lorsque le texte final entrera en vigueur.

60. Pour l'heure, la délégation congolaise ne peut que recommander à la CDI de revoir le projet à la lumière des observations présentées par les gouvernements et des opinions exprimées pendant les débats à la Sixième Commission, en tenant compte du fait qu'il s'agit d'une branche encore peu élaborée du droit et que l'évolution du monde soulève des problèmes et des concepts juridiques nouveaux dont on ne saurait faire abstraction.

61. La délégation congolaise penche en faveur d'une convention discutée au sein d'une conférence diplomatique spécialisée. Le Gouvernement congolais présentera ultérieurement des commentaires plus détaillés.

62. M. BRUNA (Chili) dit que les dispositions de la résolution 3315 (XXIX) de l'Assemblée générale montrent que la question examinée a été inscrite à l'ordre du jour afin que les Etats puissent faire connaître leurs vues au Secrétaire général et prendre, le cas échéant, une décision au sujet du projet d'articles.

63. Il ressort des documents A/10198 et Add.1 à 4 que 14 Etats Membres seulement, soit 10 p. 100 environ du nombre total des Membres de l'Organisation, ont présenté des observations. La délégation chilienne tend à croire que même si les Etats Membres avaient disposé de plus de temps, le nombre des réponses n'aurait pas augmenté de manière sensible. Le projet d'articles adopté en deuxième lecture par la CDI semble satisfaire un pourcentage élevé d'Etats Membres, si bien que beaucoup d'entre eux n'ont pas jugé nécessaire de présenter des observations.

64. La délégation chilienne a fait connaître ses vues à la Sixième Commission sur le fond du projet d'articles lors de la vingt-neuvième session (1491^e séance), et elle a analysé le rapport complet soumis par la CDI. Le débat a porté sur un petit nombre d'articles tels que les articles 7, 11, 12 et 22 et il s'est concentré, en particulier, sur des points qui n'avaient pas été traités par la CDI, à savoir les propositions relatives aux traités multilatéraux de caractère universel et au règlement des différends. La délégation chilienne partage les préoccupations qui ont été exprimées en la matière, mais elle ne pense pas qu'une troisième lecture par la CDI soit nécessaire. Si la Sixième Commission souhaite que la CDI présente un projet parachevé et parfait qui satisferait tous les Etats, une troisième lecture, et peut-être beaucoup d'autres encore, serait nécessaire. La délégation chilienne pense que le travail de la CDI sur le projet d'articles est terminé et que la Sixième Commission ne saurait demander une nouvelle version sans contrecarrer d'autres projets importants de la CDI.

65. La délégation chilienne partage l'avis de la CDI et de nombreux Etats selon lequel le projet d'articles examiné devrait prendre la forme d'une convention adoptée par une conférence diplomatique. Des observations de fond sur les articles pourraient être formulées à cette conférence. La délégation chilienne ne souhaite pas prendre position quant à la date d'une telle conférence, qui devrait être déterminée en fonction du calendrier des conférences à caractère

juridique. Elle estime toutefois qu'elle devrait se tenir en 1976 ou au début de 1977 et que, d'ici là, les Etats qui ne l'ont pas encore fait pourraient présenter leurs observations au Secrétaire général pour qu'il puisse en être tenu compte lors de la préparation de la conférence.

La séance est levée à 17 heures.

1538^e séance

Mardi 14 octobre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1538

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (suite) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. M. DÍAZ GONZÁLEZ (Venezuela) remercie le Président et les membres de la Commission du droit international (CDI) du rapport sur les travaux de cet organe à sa vingt-septième session (A/10010), fruit d'un labeur patient et érudit. Compte tenu de l'importance des travaux de la CDI, la délégation vénézuélienne appuie la recommandation de cet organe tendant à ce que ses sessions soient d'une durée de 12 semaines.

2. Le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités (voir A/9610/Rev.1, chap. II, sect. D), dont l'établissement a demandé sept années de travaux minutieux, constitue une base adéquate pour la mise au point d'un instrument international. Dans l'élaboration de son projet, la CDI a suivi la procédure prévue dans l'article 16 de son statut, et elle a donné aux Etats Membres l'occasion de présenter leurs commentaires et observations sur le texte. La CDI a approuvé le projet dans sa forme définitive avec une abstention et l'a soumis à l'Assemblée générale conformément à la résolution 3071 (XXVIII) de cette dernière. La délégation vénézuélienne pense donc, comme le représentant du Brésil (1526^e séance), que le projet est un texte définitif et que ce serait une erreur de le renvoyer à la CDI pour étude supplémentaire. Une fois son examen terminé, le projet devrait être soumis à une conférence de plénipotentiaires qui en ferait une convention. Ainsi que de nombreux orateurs l'ont déjà fait observer, la question des traités multilatéraux de caractère universel est une question de principe. Il est évident qu'aucun membre de la communauté internationale ne saurait être tenu, sans une manifestation expresse de son

consentement, de devenir automatiquement partie à un traité. La question du règlement des différends pourrait être résolue par la Conférence de plénipotentiaires.

3. Il serait souhaitable de lancer un appel à tous les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils présentent leurs observations sur le projet, conformément à la demande que le Secrétaire général leur a adressée. Ces observations seraient un élément essentiel pour guider les débats d'une conférence de plénipotentiaires.

4. M. Díaz González est heureux de noter que, si le projet reflète dans nombre de ses dispositions, le développement progressif du droit international, il a en même temps tenu compte des règles obligatoires du droit international coutumier. Cela est particulièrement vrai des articles 10 et 11. La délégation vénézuélienne appuie entièrement les dispositions prévues dans le projet d'articles tel qu'il a été rédigé par la CDI.

5. M. SETTE CÂMARA (Brésil) dit que la vingt-septième session de la CDI a été l'une des plus réussies et des plus fructueuses de son histoire, grâce au fait qu'elle a continué d'appliquer des méthodes traditionnelles qui ont fait leur preuve dans le passé. Après avoir remercié le Président de la CDI pour la présentation très claire qu'il a faite du rapport sur cette session, M. Sette Câmara dit qu'il se bornera à faire quelques observations sur les textes présentés dans le rapport, le manque de temps ne permettant pas un examen approfondi des divers projets d'articles proposés.

6. Au sujet de la question de la responsabilité des Etats, dont traite le chapitre II, M. Sette Câmara félicite le Rapporteur spécial pour la pertinence et la précision des dispositions qu'il a rédigées et des observations érudites qui les accompagnent. Le Rapporteur spécial a dépassé le cadre étroit dans lequel le problème de la responsabilité des Etats avait été examiné dans le passé, et il a réussi à éliminer entièrement la confusion antérieure entre le problème de la responsabilité des Etats et la question des règles relatives à l'indemnisation des dommages subis par des étrangers. Les observations détaillées et exhaustives du quatrième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/264 et Add.1)¹ n'ont pas

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément no 10.

¹ Voir *Annuaire de la Commission du droit international*, 1972, vol. II, p. 77.

été mises en question au sein de la CDI. On ne saurait, en effet, contester la règle selon laquelle l'Etat est responsable du comportement de ses organes et de celui des entités habilitées à l'exercice de prérogatives de la puissance publique, lorsque ceux-ci, agissant en leur qualité officielle, dépassent leur compétence au regard du droit interne ou contreviennent aux règles de ce droit concernant leurs activités. Les membres de la CDI ont été d'accord avec le Rapporteur spécial pour estimer que les conceptions périmées du XIX^e siècle qui exonéraient l'Etat de toute responsabilité internationale pour les actes de ses organes agissant en dépassement de leur compétence étaient complètement abandonnées. La raison sur laquelle se fonde l'idée de la responsabilité pour de tels actes est que la stabilité de la vie internationale doit reposer sur quelque chose de plus solide que les règles de compétence établies par le droit interne, qui peuvent être modifiées par l'Etat lui-même, s'il le juge opportun ou approprié, par le simple jeu de ses propres procédures constitutionnelles. Autrement, il serait difficile de parvenir à un accord sur une règle donnant effet de manière satisfaisante au principe général de la responsabilité des Etats pour les actes illicites de ses organes.

7. De l'avis de la délégation brésilienne, la CDI a eu raison de supprimer le paragraphe 2 de l'article 10 proposé par le Rapporteur spécial dans son quatrième rapport (*ibid.*, par. 60), qui exprimait l'idée que l'on devait faire une exception au sujet des actes d'excès de pouvoir dont le caractère est trop évident pour que les parties intéressées puissent ne pas s'en apercevoir. La CDI a estimé que cette disposition était superflue et ne pourrait qu'affaiblir le principe général prévu dans la règle. Les actes qui dépassent manifestement la compétence des organes d'un Etat ne sont évidemment, en effet, que de simples actes de personnes privées, relevant à ce titre d'un article différent du projet, et en particulier de l'article 11 du projet d'articles.

8. Le principe posé dans l'article 11, tel que l'a proposé le Rapporteur spécial, est raisonnable et conforme à la philosophie du projet. Le texte adopté par la CDI a repris le libellé suggéré par le Rapporteur spécial, avec des retouches de forme pour l'harmoniser avec les dispositions adoptées antérieurement et élargir la portée de la notion de fait illicite de l'Etat, de façon à y englober aussi bien les actions que les omissions. Il n'y a pas de doute qu'un Etat ne peut être tenu responsable des actes de personnes agissant à titre privé. Cependant, il arrive souvent que des actes de personnes privées provoquent une situation juridique qui peut mettre en jeu la responsabilité de l'Etat intéressé. Néanmoins, il y a toujours lieu de faire une distinction entre les actes de personnes privées et la contravention à une obligation internationale qu'un Etat ou ses organes peuvent commettre en conséquence de ces actes. C'est cette contravention, et elle seule, qui est source de responsabilité internationale. La doctrine selon laquelle un Etat qui approuve ou autorise, par action ou omission, des actes de personnes privées devient par là même complice de ces actes ne bénéficie actuellement que d'un appui très limité. Il serait en effet difficile d'admettre qu'une personne, par ses actes, puisse violer une obligation internationale, étant donné que les personnes privées ne sont pas sujets de droit international. Les actes de particuliers ne peuvent revêtir une certaine importance que s'ils servent de catalyseur dans le comportement illicite d'organes de l'Etat et ne sauraient

être en aucun cas considérés comme une source de responsabilité internationale.

9. Les tribunaux arbitraux sont presque unanimes pour ne rendre l'Etat responsable que des actions ou des omissions de ses organes, qui ont pu ne pas empêcher des actes illicites de particuliers ou ne pas punir les coupables. Cette responsabilité concerne la plupart du temps des dénis de justice, l'absence de mesures de sécurité et de protection, ainsi que le manque d'empressement à poursuivre et à punir les auteurs des actes en question. Les deux paragraphes de l'article 11 reflètent cette distinction entre les deux aspects juridiques en cause, l'un a trait aux personnes privées et relève de l'ordre juridique interne et l'autre se rapporte à l'Etat et relève de l'ordre juridique international.

10. Pour ce qui est du problème des personnes jouissant d'une protection particulière, il y a lieu de ne pas oublier que la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée en 1973 par l'Assemblée générale dans sa résolution 3166 (XXVIII), prévoit de nouvelles obligations internationales qui peuvent être une source de responsabilité pour les Etats. Le choix offert entre les poursuites et l'extradition, par exemple, peut engager la responsabilité d'un Etat en cas de refus d'extrader. D'autre part, l'importance du principe sous-jacent à l'article 11 est mise en relief dans le cas des détournements d'avions, qui sont incontestablement des actes de personnes agissant à titre privé; ni l'Etat dont ces personnes sont ressortissantes ni l'Etat du territoire duquel l'aéronef a décollé n'ont jamais été tenus pour responsables de tels actes. Il n'y a responsabilité que si l'Etat où les individus se sont assurés de la maîtrise de l'aéronef a manqué d'exercer la vigilance nécessaire ou si l'Etat où l'aéronef atterrit finalement et où les auteurs du détournement débarquent s'abstient de les poursuivre et de les punir. Pour toutes ces raisons, la délégation brésilienne appuie le texte de l'article 11, tel qu'il a été adopté par la CDI.

11. La CDI a pris la décision judiciaire de diviser l'article 12, proposé par le Rapporteur spécial dans son quatrième rapport (*ibid.*, par. 192), en trois dispositions distinctes : les articles 12, 13 et 14, qui couvrent chacun une situation différente. Il convient de distinguer la situation visée à l'article 12 de celle dont il est question à l'article 9, lequel concerne le cas où des organes sont mis à la disposition d'un Etat par un autre Etat ou par une organisation internationale. Le texte de l'article 12 devrait contenir une référence aux "entités habilitées à l'exercice de prérogatives de la puissance publique", afin de compléter la notion d'organe de l'Etat. Il faut envisager l'éventualité où l'action de telles entités d'un Etat moderne s'exercerait sur le territoire d'un autre Etat, sans qu'il y ait à proprement parler d'action ou omission d'un "organe de l'Etat". Le texte de l'article se trouverait ainsi accordé à l'économie générale du projet. Quant à la clause de sauvegarde du paragraphe 2 de l'article 12, elle est très utile.

12. Pour ce qui est de l'article 13, il convient de relever que le Rapporteur spécial n'a pas fourni d'exemples pratiques dont on pourrait tirer une règle générale. Bien que les précédents soient rares, on ne saurait nier que les organisations internationales sont des sujets de droit inter-

national et qu'elles peuvent, en tant que telles, être considérées comme responsables d'un fait internationalement illicite.

13. L'article 14, paragraphe 1, énonce le principe selon lequel l'Etat sur le territoire duquel est établi un mouvement insurrectionnel n'est pas responsable, d'après le droit international, du comportement des organes de ce mouvement insurrectionnel. Le nouveau libellé de cette disposition est plus précis que celui de la proposition formulée au paragraphe 2 de l'ancien article 10 (*ibid.*, par. 60). L'existence même d'un mouvement insurrectionnel suffit à montrer que l'Etat n'a pas le contrôle du territoire placé sous sa juridiction, notamment si le mouvement insurrectionnel a pris des dimensions telles qu'on lui reconnaît la personnalité internationale. La responsabilité de l'Etat dit "territorial" pour n'avoir pas exercé la vigilance ou accordé la protection nécessaires est donc exceptionnelle. Cette éventualité exceptionnelle est couverte par la clause de sauvegarde du paragraphe 2. A cet égard, il convient de se rappeler la remarque faite par le Rapporteur spécial au paragraphe 154 de son quatrième rapport selon laquelle, le plus souvent, les activités en question échappent totalement au contrôle de l'Etat.

14. L'article 14, paragraphe 3, concerne les mouvements insurrectionnels qui possèdent la personnalité internationale. Le remplacement de la mention des mouvements dotés, "d'une personnalité internationale distincte", qui figurait dans la version originale, au paragraphe 2 de l'ancien article 12 (*ibid.*, par. 192), par le nouveau libellé, qui se borne à mentionner les cas où l'attribution de faits illicites aux organes de mouvements insurrectionnels peut se faire d'après le droit international, est un détournement rédactionnel très habile qui améliore manifestement le texte.

15. Le libellé proposé pour l'article 14 ne présente pas de difficultés pour la délégation brésilienne, encore qu'il serait peut-être plus prudent de se référer simplement au mouvement insurrectionnel plutôt qu'à ses "organes".

16. Le principe consacré à l'article 15 est solidement étayé par la doctrine et la pratique des Etats. La délégation brésilienne approuve le texte proposé par la CDI.

17. Se référant au sujet de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, dont il est question au chapitre III du rapport, M. Sette Câmara relève que la CDI a adopté, pour l'article 9, un nouveau libellé dans lequel elle a abandonné la distinction désuète entre le domaine public et le domaine privé de l'Etat et a écarté d'autres espèces de classification qui renferment des vestiges de cette distinction. La délégation brésilienne estime, comme la CDI, que la meilleure solution consiste à recourir à une formule générale et à laisser les Etats libres de prendre une autre décision chaque fois qu'ils le jugent nécessaire. En conséquence, le principe énoncé à l'article 9 devient une règle supplétive. La délégation brésilienne approuve entièrement le texte de l'article, tel qu'il a été adopté.

18. Après avoir longuement examiné le texte proposé par le Rapporteur spécial pour l'article 10, la CDI a décidé de supprimer cette disposition. Il convient d'appuyer pleinement cette décision, qui est fort judicieuse, compte tenu du

nouveau libellé de l'article 9 et de la définition des biens d'Etats figurant à l'article 5.

19. La délégation brésilienne n'éprouve pas de difficultés particulières quant au fond de l'article 11, mais elle partage les doutes exprimés par quelques membres de la CDI qui se sont demandés si l'article était bien nécessaire, étant donné le libellé des articles 5 et 9. La question des dettes d'Etat est une question vaste et délicate et il serait peut-être dangereux de n'y consacrer qu'un article traitant seulement de la situation des Etats créanciers. En outre, la nature de la succession jouera un rôle très important pour les questions de dettes : par exemple, la solution à apporter à un problème variera selon que l'Etat prédécesseur a conservé sa personnalité ou a cessé d'exister. De plus, il existe de nombreuses sortes de dettes qu'il faudrait examiner séparément. En conséquence, la délégation brésilienne estime que la CDI a fait preuve de prudence et de sagesse en remettant à plus tard sa décision définitive sur le fond de l'article 11.

20. En ce qui concerne les trois articles additionnels, les articles X, Y et Z proposés par le Rapporteur spécial², M. Sette Câmara relève que l'article X, après avoir fait l'objet d'une discussion, a été inséré dans le projet en tant qu'alinéa e de l'article 3. Les articles Y et Z ont été combinés en un texte unique, qui est devenu par la suite l'article X et qui contient des expressions entre crochets, ce qui montre que la CDI ne s'est pas mise d'accord sur un libellé définitif. La délégation brésilienne se félicite que la CDI ait exclu l'exception que le Rapporteur spécial proposait pour les cas où la règle du respect des biens des Etats tiers pourrait être contraire à l'ordre public de l'Etat, car la notion d'ordre public peut varier d'un Etat à un autre et un Etat peut même la modifier à sa guise dans son droit interne. Les situations exceptionnelles de ce genre peuvent normalement être réglées individuellement par voie d'accords particuliers entre les Etats intéressés, et il n'y a pas lieu d'en traiter dans une règle qui devrait être d'application générale. La délégation brésilienne estime qu'il est utile d'inclure dans le projet des dispositions sur les biens des Etats tiers; M. Sette Câmara exprime l'espoir que la CDI pourra aboutir à un accord sur le texte de l'article X lorsqu'elle reprendra l'examen de ce sujet.

21. A propos du chapitre IV du rapport, qui concerne la clause de la nation la plus favorisée, M. Sette Câmara constate que la CDI a accompli d'importants progrès et a adopté les articles 8 à 21, ce qui permet d'espérer qu'elle pourra achever ses travaux sur le projet d'articles à sa prochaine session.

22. L'article 8 n'a pas soulevé de difficulté pour la CDI car l'inconditionnalité de la clause de la nation la plus favorisée est maintenant incontestée dans la pratique et dans la doctrine.

23. L'article 9 n'a pas non plus soulevé de controverse à la CDI. A cet égard, il importe d'établir une distinction entre la réciprocité formelle, qui constitue la réciprocité normale pour le traitement de la nation la plus favorisée découlant de clauses figurant dans des traités bilatéraux ou multilatéraux, et la réciprocité trait pour trait, qui est l'objet de

² Voir A/CN.4/282.

l'article 10. La délégation brésilienne approuve la formulation simple, concise et complète de ces deux articles.

24. L'article 11 concerne manifestement l'interprétation et il s'appliquera toujours compte tenu des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités³. La CDI a eu raison d'essayer d'éviter d'employer des expressions latines dans un texte législatif; finalement, le principe est formulé avec concision et rigueur. La délégation brésilienne n'éprouve pas de difficulté quant au fond de l'article 11 et de l'article 12, lequel concerne aussi l'interprétation. Ces deux dispositions couvrent dans son ensemble la question de la règle *ejusdem generis*, qui a été reconnue sans conteste dans des décisions arbitrales et dans la pratique des Etats, en matière de clause de la nation la plus favorisée.

25. La délégation brésilienne n'a pas non plus de difficulté en ce qui concerne l'article 13, qui est en parfaite harmonie avec l'inspiration générale du projet et, en particulier, avec les articles 6, 7 et 8.

26. M. Sette Câmara note avec satisfaction que la CDI n'a pas eu recours, pour formuler l'article 14 relatif à la question autrefois controversée des clauses dites réservées, aux conceptions anciennes qui laissaient entendre qu'il existait certains domaines spéciaux sur lesquels l'Etat concédant et l'Etat tiers se mettaient d'accord, et qui auraient échappé à l'application de la clause de la nation la plus favorisée. Selon la pratique moderne des Etats, les clauses réservées sont des *res inter alios acta* et ne peuvent pas faire obstacle à l'application de la clause de la nation la plus favorisée, à moins que les intéressés aient expressément manifesté l'intention de les utiliser de cette manière. Il convient de relever que l'article 14 n'est pas une disposition de *jus cogens* et que les Etats pourront prendre une décision différente lorsqu'ils le voudront.

27. M. Sette Câmara estime que le principe énoncé à l'article 15 est également juste et incontesté; selon ce principe, tout privilège accordé par voie de convention bilatérale ou multilatérale peut être invoqué par le bénéficiaire pour réclamer le traitement de la nation la plus favorisée, que le traité en question soit un traité ouvert ou restreint. Les traités peuvent contenir des exclusions ou des renoncements au traitement de la nation la plus favorisée, que ces exclusions soient négociées ou expressément convenues, mais, sans cela, la solution générale consiste à permettre à tout bénéficiaire du traitement de la nation la plus favorisée de réclamer les privilèges considérés. M. Sette Câmara appuie la position ferme adoptée par la CDI en ce qui concerne le problème des unions douanières et autres associations semblables, et son refus de les considérer comme une exception à la règle générale consacrée à l'article 14.

28. En ce qui concerne la question quelque peu controversée du traitement national, qui fait l'objet des articles 16 et 17, M. Sette Câmara n'a pas d'objection à ce que ce problème soit traité de façon détaillée dans le projet. Il y a

toujours eu un lien dans la pratique des Etats entre la clause de la nation la plus favorisée et la clause de traitement national, cette dernière ayant trouvé récemment de larges applications dans le domaine du droit commercial. Les pays en développement ont des réserves à l'égard de ces deux clauses du fait que l'égalité entre leurs entreprises nationales — qui manquent souvent de capitaux et de connaissances techniques — et des concurrents étrangers puissants conduisent souvent à la sclérose de l'initiative privée locale. M. Sette Câmara appuie les articles 16 et 17 de même que les articles 18, 19 et 20.

29. L'insertion dans le projet de l'article 21 est de la plus grande importance. La CDI ne peut oublier la situation particulière que connaissent les pays en développement qui ont à faire face aux réalités des relations internationales contemporaines. Faisant observer que l'instauration d'une égalité de traitement entre partenaires inégaux équivaut en fait à perpétuer l'inégalité, M. Sette Câmara dit que les pays en développement doivent bénéficier d'un traitement privilégié de façon à ce que l'égalité de situations résultant de l'application de la clause de la nation la plus favorisée ne conduise pas à une concurrence déloyale. La CDI doit, en conséquence, s'assurer que le projet d'articles ne vienne pas réduire la portée des mesures de toutes sortes qui ont déjà été prises afin d'assurer un juste traitement aux pays en développement dans la lutte qu'ils mènent pour développer leur économie, telles que celles qui ont été décidées à l'occasion de l'instauration d'un nouveau système généralisé de préférences sans réciprocité ni discrimination. L'article, qui est libellé en termes généraux et ne prétend pas traiter dans le détail du problème des préférences accordées aux pays en développement, est satisfaisant dans sa formulation actuelle. Cependant, le principe d'une exception privilégiée à la règle de l'égalité, selon laquelle les Etats tiers ne pourraient invoquer leur droit au traitement de la nation la plus favorisée en vue d'obtenir le traitement préférentiel qui est accordé aux pays en développement en tant que tels, est entièrement préservé. M. Sette Câmara se réjouit de la décision de la CDI d'écarter toute formule qui limiterait expressément les effets de l'article au domaine "commercial", faisant remarquer que des secteurs voisins, les transports maritimes et les facilités portuaires en particulier, pouvaient aussi faire l'objet d'un traitement préférentiel. Par la suite, ce traitement pourrait être étendu à d'autres domaines, ceux qui font en général l'objet de traités dits d'établissement, à savoir le droit des étrangers en ce qui concerne les successions, l'accès aux tribunaux et l'assujettissement au service militaire. Le texte actuel est bien équilibré, mais l'on doit ménager la possibilité d'accomplir de nouveaux progrès en ce qui concerne le traitement privilégié à accorder aux pays en développement. M. Sette Câmara souhaite que la CDI fasse de nouveaux efforts afin d'améliorer le libellé de l'article et d'élargir sa portée, compte tenu des relations réelles qu'entretiennent les Etats dans le monde moderne.

30. Passant au chapitre V du rapport de la CDI, consacré aux traités auxquels les organisations internationales sont parties, M. Sette Câmara accueille favorablement la décision de continuer à aligner, autant qu'il est possible, le projet d'articles sur la Convention de Vienne sur le droit des traités. Il se réjouit aussi de l'insertion de l'alinéa e du paragraphe 2 de l'article 7 qui est conforme au paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention de Vienne sur la

³ Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des Traités, Documents de la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel⁴.

31. M. Sette Câmara fait observer que l'article 7 donne une réponse affirmative à la question de savoir si les pleins pouvoirs, tels qu'ils sont traditionnellement utilisés par les Etats, s'appliquent aux organisations internationales, alors que les pouvoirs détenus par les représentants de ces organisations en vue d'adopter ou d'authentifier le texte d'un traité sont appelés simplement "pouvoirs". La CDI a reconnu que la pratique des organisations internationales jusqu'à présent ne rendait pas indispensable la production des pouvoirs, mais elle a préféré, pour éviter toute confusion dans la pratique, ne pas prendre une disposition expresse stipulant que ces pouvoirs ne sont pas nécessaires. Au sujet de la disposition contenue au paragraphe 2 de l'article 9 concernant la règle de la majorité des deux tiers qui est suivie dans certaines conférences internationales, M. Sette Câmara estime que cette pratique ne peut encore donner naissance à une règle obligatoire de droit international. Les conférences ont toujours été libres d'arrêter leur propre règlement et il devrait toujours en être ainsi.

32. Les seules objections que M. Sette Câmara ait à formuler en ce qui concerne les textes des articles 10 à 18 ont trait à la question de savoir si la ratification doit constituer le moyen par lequel une organisation internationale établit son consentement à être liée par un traité. Si la ratification était étendue aux organisations internationales, des problèmes surgiraient du fait que les textes ne pourraient être adoptés officiellement avant d'avoir été approuvés en deux temps selon un mécanisme consultatif complexe faisant intervenir des organes de rang différent. La notion nouvelle d' "acte de confirmation formelle", qui a été introduite dans les articles, ne résout pas ces problèmes et constitue une innovation qui ne trouve aucun fondement dans la pratique des organisations. Le projet serait plus réaliste si les tentatives visant à introduire les procédures de ratification dans la vie des organisations internationales étaient simplement abandonnées par manque de précédents.

33. En ce qui concerne l'organisation du programme de travail de la CDI, qui fait l'objet du chapitre VI du rapport, M. Sette Câmara félicite la CDI d'avoir créé un groupe de planification qui aura pour tâche d'étudier le fonctionnement de la CDI et de présenter des suggestions concernant ses travaux. Pour ce qui est de la coopération avec les autres organismes, M. Sette Câmara se félicite de ce que la CDI ait eu l'avantage d'entendre les déclarations de nombreux observateurs éminents d'organismes régionaux chargés de l'étude du développement et de la codification du droit international. Ces échanges d'informations entre juristes qui s'efforcent tous, au niveau international et régional, de promouvoir le règne du droit dans les relations entre Etats, constituent une pratique très utile et très saine. Il félicite aussi les services juridiques de l'Office des Nations Unies à Genève pour l'organisation du onzième Séminaire de droit international qui, comme les précédents, s'est révélé extrêmement utile. Il se réjouit aussi du succès qu'a rencontré la troisième Conférence commémorative Gilberto

Amado, hommage exceptionnel à la mémoire d'un grand citoyen du Brésil.

34. M. GODOY (Paraguay) remercie le Président de la CDI pour sa présentation du rapport et félicite la CDI du travail qu'elle a accompli.

35. Le Paraguay, qui est l'un des Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, n'a jamais été membre de la CDI. Il s'agit peut-être là d'un cas où il reste encore à appliquer le principe de l'universalité et de la répartition équitable au sein de l'Organisation.

36. Se référant au chapitre II du rapport de la CDI qui a trait à la question de la responsabilité des Etats, M. Godoy dit que le fait que la CDI n'ait pu adopter jusqu'à présent que 15 articles montre clairement l'ampleur de la tâche et son importance primordiale pour la codification et le développement progressifs du droit international.

37. Le projet d'articles distingue nettement entre les faits illicites et les conséquences préjudiciables découlant de certaines activités licites. Il serait néanmoins essentiel de concevoir un mécanisme qui empêcherait que l'on puisse utiliser cette gradation du degré de responsabilité des Etats au titre de ces faits ou activités pour éluder ou diminuer de manière délibérée et continue la responsabilité pour ces faits ou activités. Il faut empêcher les Etats de concevoir ou d'accomplir des actes apparemment licites mais qui, en réalité, visent à produire des effets semblables à ceux des faits illicites. En matière de responsabilité, c'est l'élément subjectif d'intention qu'il faut déterminer en dernière analyse pour pouvoir qualifier le fait et établir la faute et la responsabilité.

38. En ce qui concerne l'article 10, la délégation paraguayenne doute fort que les mots "ledit organe ayant agi en cette qualité" soient appropriés. Il est difficile ou presque impossible dans la pratique de dissocier les faits accomplis à titre officiel des faits accomplis à titre privé dans le cas de certaines personnes représentant des organes de l'Etat. Les mots en question laissent entendre que, si un tel organe – qui est représenté en tout temps par des personnes physiques – n'a pas agi en qualité d'organe de l'Etat, l'acte en question ne peut pas être considéré comme un fait de l'Etat aux fins des relations internationales. Le danger qu'il y a à considérer en tant que fait de l'Etat toute action de personnes représentant les organes de l'Etat ou y appartenant est évident. Néanmoins, la difficulté de distinguer dans la pratique, au niveau international, entre les actes commis en qualité d'organe de l'Etat ou en qualité de citoyen privé paraît insurmontable. De plus, les mots en question peuvent donner lieu à des abus inacceptables, puisqu'il serait très aisé de faire valoir, dans un cas donné, que l'organe ou la personne en question a agi uniquement à titre privé et non en qualité d'organe de l'Etat. Il serait donc préférable de supprimer ces mots.

39. Dans l'article 11, à propos des mots "n'agissant pas pour le compte de l'Etat", il paraît, encore une fois, difficile de déterminer dans la pratique si une personne ou un groupe de personnes agissent ou non pour le compte de l'Etat. Il est évident que, dans des cas où sa responsabilité risque de compromettre ses relations avec un autre Etat, un Etat doit se dissocier complètement et sans délais des faits

⁴ Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales*, vol II (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.V.12), document A/CONF.67/16.

en question. Le paragraphe 2 de cet article semble indiquer que l'omission, par un Etat, de prendre des mesures raisonnables pour empêcher les actes ou pour punir ou extraditer des particuliers qui sont présumés avoir agi en son nom sera considérée, aux fins du projet d'articles, comme un acte par omission de cet Etat.

40. L'article 12 semble exclure les cas de complicité ou de tolérance de la part de l'Etat territorial à l'égard des organes d'un autre Etat qui auraient permis à ceux-ci de commettre des actes internationalement illicites au préjudice d'un Etat tiers. Si l'Etat territorial est impliqué pour omission dans des faits illicites de ce genre, il devrait être considéré comme presque aussi responsable que l'Etat dont les organes ont commis les actes en question. La délégation paraguayenne préférerait que les mots "agissant en cette qualité" au paragraphe 1 de l'article 12 soient supprimés.

41. L'article 13 est entièrement acceptable pour la délégation paraguayenne.

42. En ce qui concerne l'article 14, il faudrait peut-être indiquer clairement qu'il s'applique aux mouvements insurrectionnels dont les actes sont dirigés contre le gouvernement du territoire sur lequel ils sont établis. Sous sa forme actuelle, on pourrait interpréter l'article comme s'appliquant à un mouvement insurrectionnel qui a établi une base dans un Etat simplement pour faciliter ses activités contre un Etat voisin, qui serait la véritable cible de ses opérations.

43. La délégation paraguayenne partage l'avis des auteurs du projet à l'effet qu'il convient de distinguer entre la responsabilité qui incombe à un Etat pour n'avoir pas exercé la vigilance nécessaire ou pour n'avoir pas prévenu ou réprimé une simple révolte, d'une part, et la responsabilité éventuelle découlant du fait de n'avoir pas pu maîtriser un mouvement insurrectionnel bien organisé et solidement établi, d'autre part. Dans le premier cas, la responsabilité devrait incomber à l'Etat alors que, dans le second, les mouvements insurrectionnels sont, dans une certaine mesure, capables de commettre des actions internationalement illicites pour leur propre compte et devraient donc être tenus directement responsables pour les actes de leurs organes, bien que cela n'implique pas nécessairement qu'il y ait lieu de leur reconnaître une personnalité internationale.

44. L'article 15 paraît entièrement acceptable. Les dispositions du paragraphe 2 semblent convenir tout particulièrement dans le cas de territoires qui ont été soumis à une domination coloniale.

45. M. Godoy a pleine confiance dans les travaux futurs de la CDI, et il espère que l'examen du projet sera bientôt terminé. La délégation paraguayenne voudrait également que l'on ajoute au projet actuel quelques articles sur la question du règlement pacifique des différends découlant de l'interprétation et de l'application des règles codifiées dans le projet d'articles.

46. En ce qui concerne la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la délégation paraguayenne éprouve, à propos de l'article 9, quelques doutes au sujet des mots "convenu ou décidé". Même si

l'on peut présumer que ceux qui participent à un tel accord seront les deux parties directement intéressées — c'est-à-dire l'Etat successeur et l'Etat prédécesseur —, il n'apparaît pas clairement si cette décision sera prise par ces mêmes Etats, dans le cadre même de la convention, ou par quelque autre autorité ou tribunal international. En conséquence, la suppression des mots "ou décidé" renforcerait l'article. Il en est de même pour l'article 11. En outre, dans l'article 9, le terme "biens" devrait être précisé afin d'indiquer plus clairement la nature matérielle de ces biens, et non nécessairement leur caractère public ou privé. Des moyens de transport et d'autres objets déplaçables, par exemple, peuvent se trouver hors du territoire au moment de la succession.

47. En ce qui concerne l'article X du projet, il est évident qu'indépendamment des arrangements existant entre l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur les biens, droits et intérêts d'Etats tiers situés sur le territoire considéré doivent être respectés et leur sort déterminé par voie d'accord direct entre ces Etats tiers et l'Etat successeur.

48. La délégation paraguayenne approuve également l'addition de l'alinéa e de l'article 3 car cette disposition constitue une sauvegarde pour les intérêts de la communauté internationale en général.

49. M. Godoy exprime l'espoir que la CDI accélérera ses travaux sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités pour pouvoir être en mesure de présenter un projet d'articles complet dès que possible, compte tenu en particulier du fait que les travaux sur la succession d'Etats en matière de traités sont presque achevés.

50. Se référant aux articles 8, 9 et 10 du projet d'articles relatif à la clause de la nation la plus favorisée, M. Godoy reconnaît qu'il serait préférable de laisser aux Etats intéressés le soin de décider, dans des limites raisonnables, quel est le type de clause le mieux adapté à leurs besoins et intérêts. Entre Etats ayant un niveau de développement semblable, la formule conditionnelle ou de réciprocité est normalement acceptable. En pareilles situations, les notions d'Etat concédant et d'Etat bénéficiaire disparaissent, puisque les deux parties agiront en même temps à la fois en tant qu'Etat concédant et Etat bénéficiaire. Toutefois, lorsque le niveau de développement ou la capacité en matière de commerce international des Etats intéressés diffèrent sensiblement, il serait inéquitable d'exiger que les avantages ou privilèges accordés à l'Etat qui en a le plus besoin ne le soient qu'à condition qu'il octroie automatiquement des avantages ou privilèges semblables. Vouloir ériger la formule inconditionnelle en condition *sine qua non* découragerait la conclusion d'accords internationaux. Pour certains Etats, le coût d'une extension de la clause de la nation la plus favorisée à tous les Etats avec lesquels ils concluent des accords de quelque type que ce soit serait, dans certains cas, prohibitif, comme l'a montré l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

51. La délégation paraguayenne approuve également la règle *ejusdem generis* employée dans la formulation de l'article 11. Ce principe permet de limiter l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée à certains produits et à certaines catégories. Elle protège également la volonté souveraine des Etats et limite leur responsabilité à des situations et à des cas concrets.

52. Se fondant sur l'hypothèse que cette clause est du type inconditionnel, la délégation paraguayenne approuve le libellé actuel de l'article 13, parce qu'il reflète la principale raison d'être de la concession inconditionnelle.

53. Le texte de l'article 14 semble également tout à fait approprié.

54. L'article 15 reflète la cas du GATT. Le texte de cet article, qui favorise incontestablement l'Etat bénéficiaire, encourage un certain degré d'"isolationisme" parmi les Etats qui ont du mal à accepter certaines conditions du GATT, tout en maintenant le principe de l'universalité de la clause de la nation la plus favorisée.

55. En ce qui concerne les articles 16 et 17, la délégation paraguayenne estime que le traitement national accordé en vertu d'accords bilatéraux, que ce soit du type inconditionnel ou réciproque, ne devrait pas être invoqué par des Etats tiers lorsque ces concessions tiennent exclusivement à une situation géographique défavorable de l'Etat bénéficiaire. Une telle mesure limiterait les possibilités, pour les Etats sans littoral, d'obtenir un traitement convenant à leur situation particulière, puisque l'Etat concédant ne serait pas en mesure d'étendre ce traitement à des Etats tiers. L'article 10 de la Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral⁵ prévoit une sauvegarde de cette nature.

56. L'article 21 serait extrêmement utile aux pays économiquement les moins développés et confirme la délégation paraguayenne dans l'idée que le droit, comme toute science sociale, devrait être révisé et adapté à l'évolution de la situation sociale et économique.

57. A propos du projet d'articles sur les traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales, M. Godoy relève avec satisfaction que bien des termes et procédés employés dans la Convention de Vienne sur le droit des traités ont été retenus avec quelques modifications nécessaires. Bien que la nature et les caractéristiques juridiques des Etats et des organisations internationales diffèrent profondément, l'adoption de textes qui, à cause de leur similarité, facilitent l'interprétation et l'application d'une foule d'instruments internationaux nouveaux et complexes accélérerait et renforcerait considérablement la codification progressive du droit international. Par conséquent, la CDI devrait achever l'établissement de ce projet aussi rapidement que possible en tenant compte des leçons pratiques à tirer de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

58. En ce qui concerne les utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, M. Godoy exprime l'espoir que le plus grand nombre possible de gouvernements répondront au questionnaire du Secrétaire général, de façon que la CDI puisse poursuivre l'examen de cette question importante à sa prochaine session et présenter son rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente et unième session.

59. M. KURUKULASURIYA (Sri Lanka) dit que les souffrances sans précédent que le monde a subies pendant la seconde guerre mondiale, le développement rapide de la

science et de la technique dans la période d'après-guerre et l'apparition de presque une centaine de nations indépendantes ont radicalement modifié les fondements sur lesquels s'était érigé le droit international. Les rapports de caractère féodal et essentiellement d'exploitation qu'entretenaient les Etats ont cédé le pas à des rapports fondés sur la souveraineté, l'égalité et le respect mutuel. Le droit international n'est plus un instrument de domination entre les mains de quelques-uns. En bref, les frontières du droit international se sont déplacées et continuent de se déplacer pour englober de nouvelles normes et de nouveaux concepts. La Sixième Commission porte la lourde responsabilité de traduire en normes juridiques les principes fondamentaux qui se sont fait jour dans les domaines social, humanitaire et, en particulier, économique, tant au sein des organismes des Nations Unies qu'à l'extérieur. La Sixième Commission ne doit se montrer technique que dans la mesure où elle traite de droit et de jurisprudence. Néanmoins, elle manquerait à son devoir si elle ne fixait pas, à la lumière de l'évolution économique, sociale et culturelle, les nouvelles frontières du droit international qui serviront de lignes directrices aux institutions spécialisées pour traduire en forme juridique les principes qui régissent la conduite des Etats dans divers domaines de l'activité humaine.

60. L'Assemblée générale a tenu ses sixième et septième sessions extraordinaires pour formuler une nouvelle frontière économique tenant compte des justes exigences d'émancipation économique complète des pays en développement. La Sixième Commission devrait demander aux organismes spécialisés tels que la CDI et la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international de tenir compte de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale], des résolutions de la septième session extraordinaire et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale]. Bien que quelques pays aient formulé de fermes réserves à l'égard de ces documents, de l'avis de la grande majorité des Etats Membres, ils ont fixé les nouvelles frontières économiques internationales. Ceux qui sont appelés à participer au processus de la traduction en droit des nouvelles normes ne peuvent se permettre d'ignorer les principes énoncés dans ces documents.

61. Se référant à la question de la succession d'Etats en matière de traités, M. Kurukulasuriya dit que le projet d'articles reflète un compromis acceptable entre le principe de la "table rase" et le principe de la continuité. Néanmoins, il estime que l'article 12 *bis* proposé (voir A/9610/Rev.1, note 57) risque de créer plus de difficultés qu'il ne doit en résoudre. La définition des traités multilatéraux de caractère universel peut englober de nombreux traités auxquels un grand nombre de pays, en particulier les pays nouvellement indépendants, pourront juger difficile de devenir parties pour des raisons diverses. La délégation de Sri Lanka ne voit pas de raison suffisante pour prévoir une disposition de cette nature qui mettrait les Etats nouvellement indépendants dans une position difficile puisque, pendant qu'ils examineraient le point de savoir s'ils doivent continuer de rester parties à ces traités, ils demeureraient liés par leurs dispositions.

62. En ce qui concerne l'article 32 proposé (*ibid.*, note 58) la délégation de Sri Lanka est d'avis que, puisque la

⁵ Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 597, n° 8641, p. 41.

convention proposée sur la succession d'Etats en matière de traités est nécessairement appelée à compléter la Convention de Vienne sur le droit des traités, il serait peut-être bon d'y inclure des dispositions semblables à celles qui figurent dans la Convention de Vienne.

63. La CDI devrait être saisie à nouveau des deux articles proposés de façon à pouvoir les étudier soigneusement à la lumière des vues exprimées à la Sixième Commission. Néanmoins, si en examinant ces deux articles la CDI jugeait nécessaire d'en revoir d'autres elle ne devrait pas être empêchée de le faire.

64. A propos du rapport de la CDI, M. Kurukulasuriya dit que les travaux de celle-ci revêtent un intérêt inestimable pour la codification et le développement progressifs du droit international. Un des aspects des travaux de la CDI qui présente une importance considérable pour le Sri Lanka est celui qui a trait à la clause de la nation la plus favorisée et en particulier à l'application de cette clause à des pays se

trouvant à des niveaux de développement économique différents. La délégation de Sri Lanka partage pleinement l'opinion exprimée par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et mentionnée au paragraphe 2 du commentaire sur l'article 21 du projet d'articles élaboré à ce sujet, selon laquelle "l'application de la clause de la nation la plus favorisée à tous les pays indépendamment de leur niveau de développement répondrait aux exigences d'une égalité formelle, mais comporterait, en fait, une discrimination implicite à l'égard des membres les plus faibles de la communauté internationale. . . La reconnaissance des besoins des pays en développement en matière de commerce et de développement exige que, durant un certain temps, la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas à certains types de relations commerciales internationales". La délégation de Sri Lanka est convaincue que la CDI aura conscience de ces réalités en examinant le projet d'articles.

La séance est levée à 17 h 50.

1539^e séance

Mercredi 15 octobre 1975, à 10 h 45.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1539

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (*suite*) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. M. MEISSNER (République démocratique allemande), après avoir félicité le Président de la Commission du droit international (CDI) de son excellente présentation du rapport à l'examen (A/10010), précise que les observations de sa délégation n'auront qu'un caractère préliminaire.

2. Au sujet de la responsabilité des Etats, la délégation de la République démocratique allemande estime qu'il est essentiel de différencier les faits internationalement illicites en fonction de leur gravité. En particulier, l'agression doit être considérée comme un crime contre la paix mondiale, et le colonialisme ou le génocide ne doivent pas être considérés comme des violations ordinaires de traités. En conséquence, M. Meissner se félicite que la CDI entende examiner, dans une première phase, l'origine de la responsabilité internationale et, dans une deuxième, le contenu, les formes et les degrés de cette responsabilité. Dans la deuxième phase de ses travaux, la CDI devra tout d'abord établir le fondement de la distinction entre les faits

internationalement illicites qui entraînent seulement l'obligation de réparer et ceux qui comportent l'application de sanctions et examiner la distinction éventuelle entre les cas où les rapports juridiques nés du fait internationalement illicite s'établissent uniquement entre l'Etat auteur de ce fait et l'Etat directement lésé par celui-ci et les cas où ces rapports s'instaurent également avec d'autres Etats, voire avec la communauté internationale tout entière.

3. Passant en revue le projet d'articles relatifs à la responsabilité des Etats que la CDI a adopté à sa vingt-septième session (*ibid.*, chap. II), le représentant de la République démocratique allemande déclare que l'article 10 (Attribution à l'Etat du comportement d'organes agissant en dépassement de leur compétence ou en contradiction avec les instructions concernant leur activité) et l'article 11 (Comportement de personnes n'agissant pas pour le compte de l'Etat) sont tout à fait conformes à la pratique internationale. En ce qui concerne l'article 12 (Comportement d'organes d'un autre Etat), la délégation de la République démocratique allemande juge intéressante la proposition tendant à ce qu'une disposition distincte soit consacrée au cas fort important de la complicité flagrante d'un Etat qui consent volontairement à ce que son territoire soit utilisé pour la perpétration d'un fait internationalement illicite contre un autre Etat. Même l'Etat qui se bornerait à consentir à ce que son territoire soit utilisé pour la perpétration d'actes d'agression pourrait être considéré comme un agresseur au sens de la définition de l'agression adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session [résolution 3314 (XXIX), annexe]. Cette question devrait être traitée dans le chapitre IV (La participation d'autres Etats au fait internationalement illicite d'un Etat) du projet. Au sujet

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, supplément .n° 10.

des articles 14 et 15, relatifs tous deux aux mouvements insurrectionnels, M. Meissner exprime l'avis que l'expression "mouvement insurrectionnel" devrait être définie avec plus de précision. Pour déterminer l'attribution de la responsabilité, on ne saurait ignorer la légitimité de la lutte d'un mouvement insurrectionnel victorieux; on ne peut traiter de la même manière un coup d'Etat fasciste et un mouvement de libération nationale. Le représentant de la République démocratique allemande dit qu'il doute que le programme de travail indiqué au paragraphe 143 du rapport à l'examen permette à la CDI de poursuivre ses travaux sur la responsabilité des Etats au rythme que l'Assemblée générale attend d'elle.

4. Etant donné la complexité de la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la délégation de la République démocratique allemande estime qu'il est prématuré de formuler des observations sur les projets d'articles déjà adoptés. Il serait souhaitable que d'importants progrès soient réalisés sur cette question avant que la question de la succession d'Etats en matière de traités soit définitivement réglée. D'ailleurs, la délégation de la République démocratique allemande a toujours considéré que ces deux questions doivent être traitées d'après les mêmes principes.

5. Après avoir souligné l'importance de la clause de la nation la plus favorisée, qui contribue à développer les relations commerciales entre tous les Etats, quels que soient leur système social et leur niveau de développement économique, M. Meissner se plaît à relever que la CDI a sensiblement progressé dans l'étude de ce sujet, magistralement traité par le Rapporteur spécial qui en a été chargé. D'une manière générale, le projet d'articles adopté par la CDI (voir A/10010, chap. IV, sect. B) semble codifier les normes applicables en matière de traitement de la nation la plus favorisée. Cette codification soulève, cependant, un certain nombre de problèmes sur lesquels la délégation de la République démocratique allemande souhaite exposer son avis. Elle se félicite que le principe de l'inconditionnalité des clauses de la nation la plus favorisée ait été énoncé à l'article 18; elle n'est pas opposée à l'idée d'une clause conditionnelle de la nation la plus favorisée, mais ne saurait admettre des conditions interventionnistes ou autres, qui seraient incompatibles avec le droit international généralement accepté et porteraient atteinte aux droits souverains d'autres Etats. L'article 21, qui concerne le système généralisé de préférences, a vu le jour à la suite d'une proposition du Rapporteur spécial. Cette disposition est parfaitement conforme à l'article 26 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, adoptée par l'Assemblée générale à sa précédente session, en tant que résolution 3281 (XXIX). Il est indispensable d'accorder aux pays en développement des préférences intransmissibles à des pays développés par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée. La CDI, qui a été unanime à accepter ce point de vue, ne devrait pas se laisser arrêter par des questions de définition. L'expression "pays en développement" a acquis, aux Nations Unies et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, une connotation générale qui pourrait encore être précisée par ces organisations et sur laquelle la CDI pourrait fonder ses travaux. Mais une convention sur la clause de la nation la plus favorisée ne devrait pas contenir de définition de cette expression. La délégation de la République démocratique allemande

approuve l'intention, exprimée par la CDI au paragraphe 141 de son rapport, de mener à bien la première lecture des articles sur la clause de la nation la plus favorisée à sa session de 1976 afin de les soumettre à l'Assemblée générale lors de sa trente et unième session.

6. La délégation de la République démocratique allemande se félicite des progrès accomplis dans l'étude de la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales. Dans ses excellents rapports, le Rapporteur spécial chargé de l'étude de ce sujet a pris pour modèle la Convention de Vienne sur le droit des traités. Il sera toutefois nécessaire d'établir par la suite des distinctions entre Etats et organisations internationales, comme la CDI l'a fait à propos de l'article 6 (Capacité des organisations internationales de conclure des traités) du projet d'articles sur cette question (*ibid.*, chap. V, sect. B). Pour la République démocratique allemande, la capacité d'une organisation internationale de conclure des traités dépend essentiellement de son acte constitutif, ce point de vue découle du principe fondamental de l'égalité souveraine des Etats. L'étendue et le contenu de cette capacité ne doit pas être contraire à la volonté des Etats Membres. D'autre part, il vaut la peine de faire, dès le départ, une nette distinction entre les traités auxquels des Etats et des organisations internationales sont parties et les traités conclus entre des organisations internationales seulement. Une telle distinction tient compte des différences entre le statut international des Etats et celui des organisations internationales. La République démocratique allemande estime que la deuxième lecture de la série d'articles devrait pouvoir être achevée en 1981, sinon avant, comme il est indiqué au paragraphe 145 du rapport à l'examen.

7. M. LANG (Autriche) rend hommage aux membres de la CDI et aux rapporteurs spéciaux pour le travail particulièrement fructueux qu'ils ont accompli à la vingt-septième session de la CDI. Parmi les nouveaux articles présentés par la CDI en matière de responsabilité des Etats, figure un article concernant le comportement d'organes agissant en dépassement de leur compétence ou en contradiction avec les instructions concernant leur activité. Le Gouvernement autrichien examinera attentivement le critère de l'absence manifeste de compétence. Quant à la décision de la CDI de soustraire à la responsabilité des Etats les comportements que des organes adoptent à titre purement personnel, elle sera certainement bien accueillie. La délégation autrichienne approuve l'article 11 (Comportement de personnes n'agissant pas pour le compte de l'Etat); elle considère, toutefois, que l'expression "pour le compte de l'Etat" signifie dans l'exercice des prérogatives de la puissance publique. En conséquence, une personne n'agit pas pour le compte d'un Etat si elle agit pour le compte d'une société ou d'un organisme privé appartenant en tout ou en partie à cet Etat. Cette interprétation semble confirmée par les conclusions auxquelles aboutit la CDI au paragraphe 36 de son commentaire sur l'article 11. D'une manière générale, la délégation autrichienne estime que l'attribution de la responsabilité se justifie lorsque la personne qui a eu un comportement illicite pourrait invoquer l'immunité étatique, au cas où elle serait traduite devant un tribunal de l'Etat territorial. Il est juste de dire que la responsabilité internationale de l'Etat territorial est engagée à l'occasion et en rapport avec le comportement internationalement illicite

d'un organe étranger, surtout si les organes de l'Etat territorial ont adopté un comportement indûment passif. C'est en grande partie en fonction des circonstances que cette passivité pourra être appréciée et, éventuellement, assimilée à la complicité. La délégation autrichienne approuve l'article 13 (Comportement d'organes d'une organisation internationale) car la règle qu'il contient figure déjà à la section 46 de l'Accord entre la République d'Autriche et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif au siège de l'Agence, signé le 11 décembre 1975¹.

8. En ce qui concerne les nouveaux articles élaborés au sujet de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, M. Lang estime que les membres de la CDI devraient encore réfléchir à l'assimilation des biens du domaine privé aux biens du domaine public, même si cette distinction est surtout théorique, comme l'a fait observer le représentant de la Finlande (1535^e séance).

9. Pour ce qui est de la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales, la délégation autrichienne approuve la méthode de travail de la CDI, qui a établi un parallèle entre la série d'articles en cours d'élaboration et la Convention de Vienne sur le droit des traités. En ce qui concerne l'article 6 du projet d'articles sur cette question (Capacité des organisations internationales de conclure des traités), la délégation autrichienne continue d'estimer que cette disposition pourrait être interprétée comme signifiant qu'une organisation peut, à sa guise, élargir sa capacité de conclure des traités en adoptant ou en développant des règles à cet effet. Or les pouvoirs d'une organisation internationale à cet égard sont limités par le but et l'objet de l'organisation considérée, tels qu'ils sont énoncés dans son acte constitutif. La délégation autrichienne est d'avis que les représentants des organisations internationales devraient établir leur compétence pour accomplir certains actes en matière de conclusion de traités, mais elle estime qu'il faudrait réexaminer la question de la représentation des organisations internationales afin de déterminer s'il n'existe pas dans la plupart d'entre elles d'organes jouissant de pouvoirs de représentation "en vertu de leurs fonctions". D'une manière générale, la délégation autrichienne approuve tous les articles du projet qui ont déjà été adoptés, encore que le libellé de certains d'entre eux pourrait être amélioré.

10. A propos du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, la délégation autrichienne tient à rappeler que son gouvernement a déjà répondu aux questions figurant dans le rapport de la Sous-Commission chargée d'examiner cette question (voir A/9610/Rev.1, chap. V, annexe, par. 17 et 30). Du fait de sa situation géographique, l'Autriche s'intéresse tout particulièrement à cette question. C'est pourquoi la délégation autrichienne tient à réaffirmer qu'à son avis le problème de la pollution ne doit pas être examiné au stade initial des travaux. En effet, la pollution de l'eau étant la conséquence de différentes sortes d'utilisation de l'eau douce, c'est par là qu'il convient de commencer l'examen du problème. Etant donné les difficultés auxquelles se sont heurtés les autres organismes internationaux qui ont tenté de mettre au point et de codifier les règles relatives à la

pollution des eaux internationales, il semble que la CDI devrait s'efforcer de dégager des principes généraux et de combler les lacunes qui existent encore comme c'est le cas, par exemple, en ce qui concerne la responsabilité de l'Etat pour les dommages causés par la pollution en général. A cet égard, le Gouvernement autrichien estime que la question de la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant de l'accomplissement de certaines activités licites présentant des risques importants mérite d'être étudiée par la CDI. En effet, le Gouvernement autrichien, qui a entamé des négociations avec les Etats voisins à propos de l'implantation de centrales nucléaires à proximité de ses frontières, a pu se rendre compte qu'à cet égard le droit international n'était ni assez développé ni assez précis. L'Organisation de coopération et de développement économiques a d'ailleurs jugé bon de créer un groupe de travail chargé d'étudier la responsabilité de l'Etat pour les activités susceptibles de causer des dommages dus à la pollution au-delà des frontières du pays où elles se déroulent. La délégation autrichienne se félicite de la décision de la CDI de reprendre, à sa vingt-huitième session, l'examen de la question du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation et espère que le plus grand nombre possible de gouvernements auront d'ici là présenté leurs observations à ce sujet.

11. La position de l'Autriche sur le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités est exposée dans le document A/10198. Au sujet de la procédure à suivre à propos des articles 12 *bis* et 32 proposés (voir A/9610/Rev.1, notes 57 et 58), il semble que le soin de décider s'il convient d'adopter lesdits articles devrait être laissé à une conférence de plénipotentiaires, convoquée en temps utile par l'Assemblée générale.

12. En ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée, le Gouvernement autrichien est satisfait des travaux accomplis jusqu'à présent par le Rapporteur spécial et la CDI et examinera avec le plus grand soin les projets d'articles déjà rédigés.

13. Passant au programme de travail et à l'organisation des travaux de la CDI, M. Lang se félicite de la création d'un groupe de planification au sein du Bureau élargi. Il est certes difficile d'adopter un plan rigide d'organisation des travaux; toutefois, les efforts de planification ne peuvent qu'améliorer les méthodes de travail de la CDI, dont l'oeuvre contribue sans aucun doute au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

14. M. KLAFFKOWSKI (Pologne) s'associe aux délégations qui ont adressé leurs félicitations au Président de la CDI et remercie ce dernier de son excellente présentation du rapport de la CDI. Les quatre projets d'articles présentés dans ce rapport sont de la plus haute qualité.

15. La délégation polonaise pense, comme la CDI, que la rédaction d'un projet d'articles constitue la méthode la plus efficace pour dégager et développer les règles du droit international relatives à la responsabilité des Etats. Les 15 articles élaborés jusqu'à présent par la CDI ne représentent que les deux premiers chapitres de la première partie du projet, trois chapitres devant encore être examinés. Comme cette première partie est destinée à former un tout en soi, il

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 339, n° 4849, p.172.

est peut-être encore trop tôt pour formuler des observations à son sujet. On peut néanmoins constater d'ores et déjà certaines tendances. Par exemple, la tendance à élargir la notion de responsabilité des Etats apparaît dans le rapport du Président de la Sous-Commission chargée d'examiner cette question, M. Ago, et elle est confirmée au paragraphe 37 du rapport de la CDI. La CDI a également donné une interprétation élargie de la notion de fait internationalement illicite. On constate aussi une tendance à étendre la notion d'organe étatique susceptible de donner lieu à responsabilité de l'Etat et à restreindre au minimum les circonstances qui pourraient limiter cette responsabilité. Les 15 articles du projet sur la responsabilité des Etats élaborés jusqu'à présent constituent un excellent point de départ.

16. Passant à la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, M. Klafkowski note que la CDI, à sa vingt-septième session, n'a adopté en première lecture que trois nouveaux articles. Le Rapporteur spécial a présenté dans ses excellents rapports des recommandations qui ont permis de préciser surtout les critères servant à distinguer entre la succession d'Etats dans les matières autres que les traités et la succession d'Etats en matière de traités. Bien que les travaux sur cette question progressent lentement, les paragraphes 71 à 74 du rapport de la CDI permettent d'espérer qu'ils sont en bonne voie.

17. Des progrès considérables ont été réalisés dans les travaux sur la clause de la nation la plus favorisée. Au paragraphe 102 de son rapport, la CDI, tout en reconnaissant l'importance fondamentale du rôle de la clause de la nation la plus favorisée dans le domaine du commerce international, exprime son intention de ne pas se borner à en étudier l'application dans ce seul domaine, mais de faire porter ses travaux sur l'application de cette clause dans tous les domaines possibles. C'est là une intention louable qui prouve que la CDI souhaite prendre en considération tous les faits récents qui peuvent avoir une incidence sur la codification ou le développement progressif des règles touchant à l'application de la clause de la nation la plus favorisée. En ce qui concerne la portée du projet d'articles, il convient de souligner que la clause de la nation la plus favorisée relève entièrement du droit général des traités et que le projet d'articles relatif à cette clause présuppose l'existence de la Convention de Vienne sur le droit des traités, dont il doit être considéré comme un complément.

18. Le chapitre relatif à la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales est très intéressant. Dans son ensemble, le projet d'articles reflète le désir de la CDI de rester fidèle à l'esprit de la Convention de Vienne sur le droit des traités et notamment, à sa précision et à sa flexibilité, tout en tenant compte des caractères particuliers des organisations internationales participant aux traités. Il faut reconnaître, cependant, que si la pratique internationale fait preuve d'une extrême liberté terminologique en matière de conclusion des traités, l'assimilation des organisations internationales aux Etats devient rapidement inexacte, puisque les organisations internationales sont le résultat d'un acte de volonté des Etats, qui modèle leur figure juridique en conférant à chacune d'elles une finalité particulière. Le projet d'articles traite d'une question fondamentale pour la diplomatie contemporaine et

reflète bien la pratique internationale et la doctrine moderne en la matière. Bien que des questions importantes restent encore à résoudre, on peut prévoir d'ores et déjà que les travaux de la CDI à ce sujet seront couronnés de succès.

19. A propos du chapitre VI intitulé "Autres décisions et conclusions de la Commission", M. Klafkowski note que les réponses au questionnaire de la CDI sur les utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation n'ont pas été suffisamment nombreuses jusqu'à présent pour permettre de déterminer la portée et le contenu des travaux sur ce sujet. Néanmoins, il semble que les travaux entrepris par la Sous-Commission chargée d'examiner cette question soient en bonne voie. Le rapport de la Sous-Commission constitue une base suffisante pour une discussion préliminaire et peut servir de cadre initial pour la codification de la matière.

20. La délégation polonaise prend note avec satisfaction des informations sur la Conférence commémorative Gilberto Amado ainsi que des informations sur le Séminaire de droit international organisé au cours de la vingt-septième session de la CDI.

21. M. CALLE Y CALLE (Pérou) se félicite du rapport extrêmement précieux de la CDI et de l'exposé magistral du représentant du Brésil (1538^e séance) qui a rempli les fonctions de Président de la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales, question de la plus haute importance qui touche à la vie des représentants des Etats auprès des organisations internationales.

22. Se référant à la question de la responsabilité des Etats, M. Calle y Calle déclare que l'Amérique latine a élaboré à ce sujet des doctrines qui ont facilité l'évolution de cette branche du droit international. Les articles 10 à 15 dont la Sixième Commission est saisie complètent la partie qui détermine les éléments subjectifs de la responsabilité internationale : les circonstances qui font que tels comportements ou tels faits peuvent être attribués aux Etats. A l'avenir, la CDI devra développer l'élément objectif de la responsabilité internationale, à savoir ce qui constitue un fait illicite sur le plan international. Ensuite, elle étudiera la participation d'autres Etats aux faits internationalement illicites d'un Etat, les circonstances excluant l'illicéité et les circonstances atténuantes ou aggravantes. En ce qui concerne l'article 10 relatif à l'attribution à l'Etat du comportement d'organes en dépassement de leur compétence ou en contradiction avec les instructions concernant leur activité, le représentant du Pérou estime que la CDI a résolu un des problèmes de doctrine les plus débattus et que l'article 10 reflète la pratique des Etats et la tendance actuelle de la jurisprudence arbitrale. Qui plus est, il pense que, loin d'éliminer dans ledit article, comme on l'a proposé, le membre de phrase "ayant agi en cette qualité", il conviendrait de le renforcer. En revanche, l'Etat n'est pas responsable des actes de personnes qui n'agissent pas pour son compte puisque, sur le plan international, la responsabilité doit être imputable à l'Etat, à un fonctionnaire ou à un organe dépendant de l'Etat. Le Pérou a d'ailleurs toujours soutenu le principe de la non-responsabilité de l'Etat pour les agissements de personnes privées. A ce sujet, M. Calle y Calle regrette qu'aucun article ne traite des cas de désordre public et des manifestations de violence collective qu'un

Etat peut avoir du mal à contrôler alors que cette possibilité était envisagée dans le projet d'articles original. Par ailleurs, il déplore la suppression des dispositions concernant le cas de mouvements insurrectionnels ayant une personnalité propre, distincte de celle de l'Etat et reconnue en droit international, mais ajoute qu'il est prévu qu'au cas où un mouvement insurrectionnel se transforme en un nouvel Etat celui-ci devient responsable. Quant aux autres articles dont la Sixième Commission est saisie, la délégation péruvienne les approuve dans l'ensemble.

23. Passant à la succession d'Etat dans les matières autres que les traités, M. Calle y Calle estime que la CDI a réalisé peu de progrès malgré les études approfondies que le Rapporteur spécial a rédigées compte tenu des observations formulées à la Sixième Commission. La délégation péruvienne approuve les trois nouveaux articles élaborés par la CDI (voir A/10010, chap. III, sect. B), en particulier l'article 9 qui complète l'article 8 et se rapporte au passage des biens d'Etat sans compensation; ledit article 9 stipule que les biens d'Etat qui sont situés sur le territoire auquel se rapporte la succession d'Etats passent à l'Etat successeur. Quant à l'article 10, le représentant du Pérou estime qu'il faudrait reprendre l'idée initiale émise par le Rapporteur spécial car les biens de l'Etat prédécesseur restent sous la responsabilité de ce dernier et ne sont pas matière à succession.

24. Abordant la question de la clause de la nation la plus favorisée, institution traditionnelle qu'il s'agit maintenant de réglementer, le représentant du Pérou souligne que la CDI cherche à le faire non seulement dans un domaine précis, le commerce ou les douanes par exemple, mais dans les termes les plus larges possibles. La délégation péruvienne juge les articles satisfaisants, mais elle s'inquiète du respect manifesté pour une clause qui date de l'époque mercantile. Il est vrai malgré tout que des progrès ont été faits sur la voie d'un système généralisé de préférences en faveur des "pays économiquement faibles" pour répondre à une exigence de justice sociale. En fait, il existe un nouveau

principe du droit économique et commercial international selon lequel des règles différentes s'appliquent aux pays développés et aux pays en développement et qui répond à l'idée d'un droit adapté aux problèmes économiques du sous-développement. Mais la délégation péruvienne craint que la clause de la nation la plus favorisée ne décourage les efforts déployés en vue de créer des zones de libre-échange et de conclure des accords d'intégration régionaux, inter-régionaux et sous-régionaux. L'article 14 relatif à la non-pertinence des restrictions convenues entre l'Etat concédant et l'Etat tiers est valable en théorie, mais, en réalité, il peut être nécessaire d'accorder un traitement spécial à un pays. La clause de la nation la plus favorisée ne doit avoir pour effet de faire bénéficier un Etat du traitement spécial accordé à un autre Etat pour des raisons bien précises.

25. A propos du projet d'articles sur les traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales, M. Calle y Calle déclare que les difficultés d'ordre technique ont été habilement résolues par la CDI grâce aux travaux préparatoires du Rapporteur spécial. Une fois reconnue la capacité des organisations internationales de conclure des traités, celles-ci doivent être assimilées aux Etats sur le plan conventionnel. La terminologie n'est pas encore bien fixée dans ce domaine et la CDI a adopté des termes distincts selon qu'il s'agissait des Etats ou des organisations internationales, mais le représentant du Pérou pense qu'il ne faudrait pas aller trop loin dans cette voie, même si des nuances sont parfois utiles. La CDI a progressé dans ses travaux mais n'a pas achevé les articles relatifs aux réserves. De l'avis du représentant du Pérou, il ne faut pas ôter aux organisations internationales la possibilité de formuler des réserves lorsque cela n'est pas incompatible avec le but final du traité. En effet, pour des raisons d'ordre juridique et pratique, il est nécessaire de maintenir un système de réserves libéral en faveur tant des Etats que des organisations internationales.

La séance est levée à 12 h 10.

1540^e séance

Mercredi 15 octobre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1540

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (*suite*) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. M. OSMAN (Somalie) félicite la Commission du droit international (CDI), son président, le Conseiller juridique de

** Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément no 10.*

l'Organisation des Nations Unies et le Chef de la Division de la codification des contributions et services très précieux qu'ils ont apportés à la codification et au développement progressifs du droit international. La CDI a réalisé des progrès considérables à sa vingt-septième session et le Gouvernement somali présentera, en temps utile, ses commentaires et observations au sujet du rapport sur cette session (A/10010), en particulier sur le projet d'articles relatif à la responsabilité des Etats.

2. Pour ce qui est de la succession d'Etats en matière de traités, M. Osman dit que le projet d'articles présenté par la CDI (voir A/9610/Rev.1, chap. II, sect. D) pourrait servir de base générale à la codification. Sa délégation félicite la CDI de la position progressiste qu'elle a prise en adoptant le

principe de la “table rase” comme base fondamentale de son projet. Cette décision reflète parfaitement la tendance universelle actuelle de la communauté internationale en faveur de l’institution de réformes nécessaires du droit international afin d’adapter celui-ci aux réalités actuelles et aux aspirations de l’ensemble de l’humanité.

3. Compte tenu des conceptions et des positions différentes et quelquefois opposées qui prévalent en matière de succession d’Etats, il serait erroné de croire qu’il existe des principes et des doctrines uniformes et universellement acceptables, en particulier lorsqu’il s’agit de traités ayant un caractère territorial (traités de disposition). Il est impossible d’énoncer un principe universel rigide qui régirait tous les traités relatifs à des régimes de frontière ou des régimes territoriaux, à moins d’y insérer des clauses de sauvegarde pour faire face à des situations *spéciales*. La thèse soutenue par quelques délégations selon laquelle les traités de disposition formeraient une catégorie spéciale et devraient être considérés comme faisant exception au principe de la “table rase” s’inspire, d’après M. Osman, de motifs d’ordre politique ainsi que de considérations étrangères à la question et non conformes aux principes juridiques universels et à la morale internationale.

4. La codification des principes juridiques internationaux ne doit pas être envisagée dans le contexte étroit d’arrangements politiques axés sur la coopération et la sécurité régionales. De même, il serait contraire aux intérêts de la paix et du bien-être des nations que des règles internationales formulées sous l’influence et la pression des anciennes puissances coloniales soient confirmées. L’application à tous les peuples et à tous les pays, sans qu’il soit tenu compte de leurs particularités historiques, politiques et sociales, de la doctrine de l’inviolabilité des frontières aurait des incidences graves sur les plans politique et humain. La délégation somalie ne saurait approuver une évolution des principes et des règles juridiques qui se bornerait à accepter des décisions arbitraires et des legs coloniaux, et serait en contradiction flagrante avec les buts de la Charte des Nations Unies. Les partisans de l’exclusion en ce qui concerne les traités de disposition fondent apparemment leur opinion sur le droit international coutumier, tel qu’il se reflète dans les normes et les principes traditionnels appliqués par les puissances européennes pendant la période de la colonisation. Il faut davantage mettre l’accent sur la pratique moderne des Etats, en tenant tout particulièrement compte de la situation des pays nouvellement apparus en Afrique et en Asie.

5. Il convient d’examiner avec la plus grande prudence l’argument figurant au paragraphe 11 du commentaire relatif aux articles 11 et 12 et selon lequel une résolution, adoptée par la Conférence des chefs d’Etat et de gouvernement de l’Organisation de l’unité africaine tenue au Caire en 1964, viendrait à l’appui de l’applicabilité de la doctrine de l’inviolabilité des frontières à tous les cas de régimes de frontière ou de régimes territoriaux. Plusieurs pays, dont la Somalie, ont réservé leur position à l’égard de cette résolution. La Somalie est l’un des Etats qui ont hérité de la période coloniale quelques graves problèmes territoriaux. Les cas cités par le Rapporteur en faveur de l’inviolabilité des frontières ne s’appliquent qu’à des situations et des circonstances qui existaient aux XVIII^e et XIX^e siècles et ne sauraient être considérés comme un précédent établis-

sant un principe général en matière de régimes de frontière à l’époque moderne. Il s’ensuit donc que la distinction établie entre les traités de disposition et les autres traités n’est fondée ni sur un principe concret du droit international ni sur la pratique moderne des Etats. La tentative d’établir dans le rapport une exception au principe de la “table rase” dans le cas des traités de disposition n’a pas été couronnée de succès.

6. On a cité les notions de continuité et de stabilité pour faire de l’inviolabilité des frontières une exception au principe de la “table rase”. Si cette règle était limitée dans son application à des frontières permanentes, déterminées de façon équitable et en tenant dûment compte des droits et des intérêts des peuples en cause, son adoption pourrait se justifier dans l’intérêt de la continuité et de la stabilité des relations internationales. Cependant, il est douteux qu’il s’agisse d’un argument valable dans le cas de traités de disposition coloniaux, qui ont été conclus uniquement pour sauvegarder et promouvoir les intérêts et les ambitions égoïstes de puissances coloniales. La paix et la sécurité internationales seraient gravement compromises si l’on confirmait la validité de traités coloniaux inégaux en matière de régimes de frontière établis par les puissances coloniales aux XVIII^e et XIX^e siècles et qui sont en contradiction manifeste avec le droit à l’autodétermination et l’égalité souveraine des Etats. Il est temps que la communauté internationale, en faisant appel à des procédures institutionnelles, formule des principes juridiques non seulement pour établir de nouveaux titres sur la base de dispositions *de facto*, mais aussi, si besoin était, dans le cas d’anciens titres territoriaux afin d’examiner, d’analyser et d’évaluer leur légitimité du point de vue de la paix et de la justice.

7. La délégation somalie partage la préoccupation exprimée par le représentant de Madagascar (1537^e séance) et par d’autres représentants, à propos de la valeur des articles 11 et 12. M. Osman propose que ces articles soient supprimés du projet étant donné que les arrangements internationaux concernant les frontières et les territoires relèvent essentiellement du domaine des négociations bilatérales, de la conciliation et de l’arbitrage. Les problèmes posés par les traités relatifs aux frontières ne peuvent être résolus de façon satisfaisante au moyen de règles universelles rigides qui sont en contradiction avec le droit à l’autodétermination et à l’indépendance. Il est nécessaire, en outre, d’inclure dans le projet un article distinct prévoyant des procédures appropriées d’arbitrage et de conciliation. De plus, l’article 12 *bis* proposé (voir A/9610/Rev.1, note 57) devrait être supprimé ou formulé avec davantage d’exactitude et de précision. A condition que le projet d’articles soit révisé dans l’esprit indiqué par M. Osman, la délégation somalie n’aura pas d’objection à ce qu’une conférence diplomatique internationale de plénipotentiaires soit convoquée pour examiner et donner une forme définitive au projet.

8. M. GOBBI (Argentine) félicite la CDI de son remarquable rapport.

9. En ce qui concerne le projet d’articles sur la responsabilité des Etats (voir A/10010, chap. II, sect. B), il dit que la description qui est donnée de la position latino-américaine au paragraphe 19 du commentaire sur l’article 10 n’est pas

exacte. Des positions très restrictives ont été à certaines époques adoptées dans ce domaine afin d'empêcher que la protection diplomatique ne serve d'excuse à des ingérences dans les affaires intérieures d'un pays, mais elles ne sont pas caractéristiques de la doctrine latino-américaine. L'essence de la position latino-américaine est d'essayer de définir des règles internationales qui empêcheront les abus et établiront les relations interétatiques sur un pied d'égalité, dans le respect mutuel, sans préconiser l'élimination de la responsabilité. Dans le passé, les pays les plus puissants, en se servant de la notion des droits minima de toutes les sociétés civilisées, ont imposé leur propre échelle des valeurs et assumé les pouvoirs de législateurs internationaux. La clause Calvo, qui permet de renoncer par voie d'accord à la protection diplomatique et de placer les étrangers exclusivement sous la juridiction locale, a représenté un effort pour assurer un traitement égal des ressortissants nationaux et des étrangers. Si cette clause a été accueillie à l'origine avec hostilité et mépris, elle commence maintenant à être acceptée, même dans l'un des pays où l'opposition a été la plus forte. De plus, la clause Calvo a fait l'objet d'éloges à la session de 1960 du Comité juridique consultatif africano-asiatique; à cette occasion, une délégation a même exprimé l'opinion que cette clause était indispensable pour éviter les interventions et sauvegarder l'indépendance des Etats. M. Gobbi se plaint à noter que la CDI a repris, dans son rapport, les idées de Calvo sur la non-responsabilité des Etats en cas de guerre civile.

10. En ce qui concerne l'article 10, M. Gobbi pense que les idées qu'il contient sont correctes, bien que le libellé n'en soit pas très clair. Il aurait été peut-être préférable, pour alléger le texte de l'article, d'opposer, dans un alinéa distinct de l'article 11, le comportement privé des organes d'un Etat et celui des particuliers.

11. En ce qui concerne l'article 11, M. Gobbi note que la théorie acceptée est conforme à la pratique établie depuis longtemps en Amérique latine. Il approuve le commentaire relatif à l'article, mais voudrait clarifier un passage qui critique les partisans de certaines positions restrictives. Le rapport omet de mentionner que certaines définitions trop larges de la responsabilité comportent un danger tout aussi grave que les définitions plus restrictives qu'elles sont destinées à corriger. Le problème tient au fait que les textes n'énoncent pas clairement le principe de la non-responsabilité pour des actes privés, tout en admettant que l'Etat devrait reconnaître sa responsabilité dans le cas éventuel prévu au paragraphe 2 de l'article 11.

12. En ce qui concerne les articles 12 et 13, M. Gobbi estime que les actes d'organes d'un autre Etat ou d'organisations internationales pourraient être liés aux actes des particuliers sans qu'il soit nécessaire d'en faire une catégorie spéciale. Il est évident que ces derniers sont des actes à propos desquels aucun organe d'Etat n'est directement impliqué dans le comportement illicite. Il serait naturellement difficile de prouver le lien de causalité entre le comportement de l'Etat territorial et celui de l'Etat étranger.

13. En ce qui concerne les articles 14 et 15 relatifs aux mouvements insurrectionnels, M. Gobbi approuve le critère qui a été appliqué. Tout en acceptant le principe énoncé dans l'article 14 et l'exception prévue dans le paragraphe 2,

il estime que le paragraphe 3 constitue une erreur de conception et de méthode. Les termes de ce paragraphe sont très confus, et il semble que l'intention était d'établir la responsabilité des organes du mouvement insurrectionnel pour les actes qui lui sont imputés. Si tel est le cas, il s'agit d'établir la responsabilité d'un sujet possédant une personnalité internationale relative mais distincte de l'Etat; c'est là une question qui sort du cadre du projet d'articles examiné. Il faudrait donc supprimer le paragraphe 3, car il sort manifestement du sujet. Toutefois, cette question mérite d'être étudiée d'une manière approfondie et elle devrait être examinée dans un contexte différent.

14. La délégation argentine reconnaît l'utilité pratique des préceptes figurant dans l'article 15, dont le but principal est de préserver la sécurité juridique. Cependant, tout nouveau gouvernement sera investi d'une double responsabilité — celle qui résulte de ses propres actions et celle qui est héritée de son prédécesseur. Dans ce dernier cas, il est possible que l'on tienne le nouveau gouvernement responsable des actes illicites commis par le gouvernement précédent, y compris les faits d'armes perpétrés pour réprimer l'insurrection.

15. A propos du chapitre III, qui a trait à la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la délégation argentine félicite le Rapporteur spécial d'avoir si bien réussi son incursion dans un domaine complexe, où les précédents de doctrine et de jurisprudence sont rares et difficiles à trouver.

16. Passant au chapitre IV relatif à la clause de la nation la plus favorisée, M. Gobbi indique que sa délégation estime que la CDI a adopté une bonne technique pour s'attaquer aux problèmes en cause. Le Rapporteur spécial a traité avec bonheur des articles 9 et 10. Les articles 11 et 12 ont été, eux aussi, extrêmement bien rédigés et ils rendront de précieux services comme cadre à l'interprétation future, puisqu'ils limitent l'application de la clause de la nation la plus favorisée de même que la portée des droits acquis par l'application de cette clause. L'article 13 est dans la ligne des articles précédents et les articles 14 et 15 sont en harmonie avec la Convention de Vienne sur le droit des traités¹.

17. Les articles 16 et 17 soulèvent des problèmes de nature toute différente. Du point de vue des concepts, la clause de la nation la plus favorisée et la question du traitement national sont deux sujets différents. Néanmoins, ils sont liés dans la pratique et présentent de l'importance dans le contexte de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). La délégation argentine reconnaît, avec la CDI, que le traitement national devrait être étudié en association avec la clause de la nation la plus favorisée. Le traitement national implique certaines conséquences que les pays en développement devraient peser avec grand soin. De plus, ce sujet n'est pas directement lié à la doctrine latino-américaine du traitement égal qui est destinée à dégager une norme de base en matière de responsabilité internationale. La CDI a décidé, à juste titre, de s'occuper

¹ Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités*, Documents de la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

de la question du traitement national, mais elle devrait tenir compte, dans ses travaux futurs, de l'incidence des deux clauses, spécialement en ce qui concerne les unions douanières et d'autres mouvements d'intégration économique similaires.

18. L'un des aspects les plus intéressants de la clause de la nation la plus favorisée est l'examen des exceptions à cette clause. A cet égard, on reconnaît l'existence de deux types principaux de situations : le cas des diverses formes d'intégration économique (zones de libre-échange, unions douanières) et le traitement préférentiel pour les pays en développement. Dans la première situation, il ne fait pas de doute que dans la pratique récente, les unions douanières et les groupements similaires ont été considérés comme des exceptions à la clause. Toutefois, il ne faudrait pas en exagérer l'importance, d'autant plus que cette question est réglée dans l'article XXIV du GATT.

19. L'article 21 constitue une nouveauté en législation internationale puisqu'il vise à adapter une clause ancienne aux réalités du monde actuel, compte tenu particulièrement des pays en développement. Cet article tend à améliorer la situation des pays qui possèdent peu de ressources et a été conçu en tant qu'exception aux principes généraux de la clause de la nation la plus favorisée. Sans une telle exception, la clause aurait pour effet de rendre les pays pauvres encore plus pauvres. En outre, l'article 21 répond aux préoccupations qui ont été exprimées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et énoncées dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale]. Il semblerait approprié d'aborder l'article 21 avec plus de largeur et de souplesse de manière, entre autres, à ce qu'il englobe des situations existantes telles que les préférences commerciales que les pays en développement se sont accordées les uns aux autres.

20. En ce qui concerne le chapitre V, la délégation argentine approuve l'idée de suivre dans toute la mesure possible le cadre fixé dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, de 1969. La CDI a également eu raison d'incorporer dans le projet d'articles figurant au chapitre V les concepts de la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel, de 1975. Certains articles sont identiques à ceux de la Convention de 1969 ou n'en diffèrent que par la forme; d'autres s'éloignent de cette convention en raison de différences inhérentes au sujet. Ce dernier type de dispositions soulève certains problèmes, qui apparaissent aux articles 7, 9, 10 et 11. D'autres questions, telles que les réserves et le champ d'application géographique posent également quelques problèmes. Dans l'article 7, la distinction entre "pleins pouvoirs" et "pouvoirs" semble inutile. En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 9, la délégation argentine ne pense pas qu'il soit souhaitable d'instituer la règle des deux tiers pour l'adoption des textes d'une conférence internationale. La CDI a accompli à propos du chapitre V un travail digne d'éloges et le Rapporteur spécial doit être félicité de son excellente présentation du sujet.

21. Il est regrettable que la CDI n'ait pas eu le temps d'étudier plus en détail la question du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres

que la navigation. Il s'agit là d'un sujet qui, par sa nature, présente un grand intérêt et la CDI, en l'étudiant, devra résoudre les problèmes liés à la codification des dispositions juridiques pertinentes. Le Gouvernement argentin a déjà répondu au questionnaire envoyé par la CDI sur cette question (voir A/9610/Rev.1, chap. V, annexe, par. 17 et 30) et a défini sa position qui, à son avis, reflète l'état d'évolution actuel du droit international. M. Gobbi réaffirme que sa délégation a toute confiance dans la compétence du Rapporteur spécial en la matière.

22. M. GARCÍA ORTIZ (Equateur) remercie le Président de la CDI de l'excellente présentation qu'il a faite du rapport de cet organe (A/10010), un document d'une grande érudition juridique et qui montre que la CDI continue de se surpasser.

23. La CDI ne devrait pas commencer l'examen de nouvelles questions avant d'avoir achevé ses travaux sur certains des sujets dont elle est actuellement saisie. Sans porter préjudice à l'indépendance de son jugement, M. García Ortiz pense que la CDI devrait fixer ses priorités conformément aux demandes formulées par l'Assemblée générale sur la base de recommandations de la Sixième Commission. De l'avis de la délégation équatorienne, il serait souhaitable que la CDI mette au premier rang de ses priorités la question de la responsabilité des Etats, suivie de celle de la succession d'Etats en matière de traités et de celle de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités. La CDI pourrait examiner les autres questions dans l'ordre qu'elle jugerait approprié.

24. La question de la responsabilité des Etats est une des plus complexes du droit international; les précédents tirés des décisions arbitrales ne sont pas uniformes et le fait que cette question présente des aspects relevant du droit pénal aussi bien que des aspects politiques et diplomatiques la rend encore plus sujette à controverse. Il fut un temps où le principe de la responsabilité des Etats était utilisé par des Etats puissants pour faire pression sur des Etats petits et faibles, en particulier dans les relations entre les grandes puissances et les pays d'Amérique latine. La doctrine de Calvo, dont vient de parler le représentant de l'Argentine, est très pertinente à cet égard. A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, des ressortissants étrangers ayant subi des dommages mineurs dans des pays d'Amérique latine en raison de perturbations de l'ordre public ont souvent réussi à mobiliser tout l'appareil politique et diplomatique de leurs pays pour exiger et obtenir des indemnités. Il s'en est parfois suivi que les pays d'Amérique latine ont été obligés, comme mesure de précaution, d'inclure dans les contrats passés avec des personnes morales étrangères la clause dite de réserve, selon laquelle la partie contractante étrangère renonçait à toute réclamation par la voie diplomatique. Cette clause a même pris la forme d'une disposition constitutionnelle. Il s'agit, cependant, là surtout d'un précédent historique, dont il est néanmoins utile de se souvenir pour mesurer l'ampleur des problèmes relatifs à la responsabilité des Etats. On comprend que la CDI elle-même ait rencontré des difficultés dans l'étude de la question.

25. La méthode utilisée pour examiner la question de la responsabilité des Etats devrait être exclusivement juridique. La responsabilité des Etats, par analogie avec celle des particuliers, devrait être considérée comme un ensemble

d'obligations et de comportements pouvant être attribué à un Etat.

26. Bien que la CDI ait approuvé par consensus les 15 articles du projet, en particulier les 10 premiers, M. García Ortiz estime que l'article 2 relève, sous sa forme actuelle, du pléonasme.

27. Le libellé de l'article 13 semble satisfaisant. Cependant, ainsi qu'il est noté au paragraphe 7 du commentaire sur cet article, la question se pose de savoir si les clauses d'accords d'assistance, technique ou autre, en vertu desquelles l'Etat bénéficiaire assume la responsabilité au cas de réclamation de tiers à l'encontre de l'organisation internationale, constituent une exception à la règle posée dans cet article. Lorsque la CDI déclare dans ce même paragraphe 7 que "... l'Etat territorial ne se voit pas du tout attribuer un comportement d'autrui, mais tout simplement il endosse, en vertu d'une convention spéciale, les conséquences d'un comportement qui n'est pas le sien mais celui de l'organisation", elle joue simplement avec les mots : de telles clauses mettent en effet en cause la responsabilité indirecte ou la responsabilité pour le comportement d'autrui, ainsi que la CDI le précise elle-même plus loin dans ce paragraphe. La délégation équatorienne attend les résultats de l'examen ultérieur de la question par la CDI. Cependant, elle se demande dans quelle mesure il est équitable d'appliquer la responsabilité indirecte, qui existe effectivement en droit civil, dans le domaine des relations internationales. Cette application de la responsabilité indirecte permet aux organismes fournissant une assistance technique d'obtenir tous les avantages possibles de la part des Etats bénéficiaires, qui sont obligés d'assumer des responsabilités de toutes sortes pour pouvoir recevoir l'assistance en question. La CDI devrait étudier ce point et proposer des solutions fondées sur la justice et l'égalité juridique des Etats.

28. Le Gouvernement équatorien, qui se propose d'entreprendre une étude plus complète du projet d'articles sur la responsabilité des Etats, présentera ses observations au Secrétaire général en temps opportun.

29. Bien que sa délégation se réserve le droit de faire de nouvelles observations sur la question de la clause de la nation la plus favorisée, M. García Ortiz tient, dès maintenant, à exprimer son accord avec la déclaration qu'a faite le représentant du Pérou à la séance précédente. La clause de la nation la plus favorisée et manifestement un mécanisme qui correspond à des réalités économiques passées en voie d'être remplacées par des réalités nouvelles qui exigent un ajustement des règles applicables. La délégation équatorienne est favorable au maintien du principe de la dualité des systèmes dans les deux mondes économiques différents qui se font présentement face, en attendant l'instauration d'un nouvel ordre économique unique fondé sur la coopération mutuelle.

30. M. RASSOLKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) remercie le Président de la CDI de sa présentation très complète du long rapport de cet organe. La délégation biélorussienne n'a pas l'intention d'entrer dans le détail de tous les sujets dont traite ce rapport.

31. Il est satisfaisant de noter que la CDI a finalement achevé son examen d'une des importantes questions du

droit international contemporain, celle de la responsabilité des Etats, qui a figuré au programme de travail de la CDI comme question prioritaire depuis 1949. Commentant, en particulier, le projet d'articles sur ce sujet, M. Rassolko dit que sa délégation n'a pas d'objections sérieuses à faire à l'égard du libellé des articles 1 et 2. La définition, à l'article 3, d'un "fait internationalement illicite" n'est pas entièrement satisfaisante, car elle ne couvre pas plusieurs aspects des faits illicites que peuvent commettre les Etats. Des faits graves comme l'agression, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, l'utilisation des forces militaires pour réprimer des mouvements de libération nationale et la discrimination raciale, sont passés sous silence dans cette définition. Il est vrai que, dans le chapitre III du projet d'articles, la CDI a essayé de définir certaines catégories de violations d'une obligation internationale. La délégation biélorussienne se félicite des efforts de la CDI dans ce sens et elle espère que celle-ci inclura dans le projet d'articles les faits illicites précités.

32. Au sujet de l'article 10, la délégation biélorussienne estime qu'un Etat doit, dans tous les cas, être responsable du comportement de ses organes dans la mesure où ceux-ci agissent dans l'exercice de prérogatives de la puissance publique. Les mots "ledit organe ayant agi en cette qualité" peuvent donner lieu à des difficultés d'interprétation, et la CDI devrait modifier ce libellé.

33. L'article 13 ne précise pas si un organe d'une organisation internationale situé et fonctionnant sur le territoire d'un Etat déterminé et reconnu par cet Etat doit agir conformément à l'acte constitutif de l'organisation intéressée, tout en respectant et en appliquant les lois et coutumes de l'Etat hôte. L'Etat hôte est tenu, à son tour, d'assister l'organisation internationale et ses organes et de coopérer avec eux dans l'accomplissement des fonctions prévues dans l'acte constitutif de l'organisation.

34. Vu l'importance de la question de la responsabilité des Etats, la délégation biélorussienne estime que la CDI devrait donner priorité à l'achèvement rapide de ses travaux sur ce sujet, sans en sacrifier toutefois la qualité.

35. Pour ce qui est de la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités qui fait l'objet du chapitre III du rapport, M. Rassolko note que la CDI n'a pu, à sa vingt-septième session, examiner de nouveau que trois articles, à savoir les articles 9, 11 et X, qu'elle avait adoptés en première lecture.

36. En ce qui concerne l'article 9, la délégation biélorussienne éprouve des difficultés au sujet des mots "sont situés sur le territoire auquel se rapporte la succession d'Etats", étant donné qu'ils n'englobent pas les biens d'Etat mobiliers situés en dehors du territoire de l'Etat successeur. Au paragraphe 10 du commentaire sur l'article 9, la CDI a reconnu le caractère ténu du lien qui rattache un bien mobilier au territoire où il se trouve à un moment donné, et elle a noté que le passage des biens mobiliers de l'Etat prédécesseur à l'Etat successeur a souvent fait l'objet d'accords fondés sur des critères autres que celui de la situation de ces biens à la date de la succession d'Etats.

37. L'article X, tel que l'entend la délégation biélorussienne, se rapporte à tous les biens d'Etats tiers, qu'ils

soient ou non situés sur le territoire de l'Etat prédécesseur ou de l'Etat successeur. Les biens des Etats tiers ne devraient donc subir aucun dommage découlant des relations entre l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur au cours du processus de la succession.

38. La CDI devrait, au cours de ses travaux futurs sur la question, ne pas oublier qu'il y a lieu, dans les questions relatives à la succession dans les matières autres que les traités, de tenir dûment compte du principe de la souveraineté des Etats; toute tentative d'utiliser la force, une agression ou une occupation pour assurer une succession est contraire à la Charte des Nations Unies et au droit international. La délégation biélorussienne partage l'opinion des délégations qui estiment qu'il conviendrait d'élaborer un texte unifié englobant les questions relatives à la succession d'Etats en matière de traités et à la succession dans les matières autres que les traités, puisque les deux sont liées.

39. Pour ce qui est de la clause de la nation la plus favorisée, la délégation biélorussienne se félicite de la façon dont le Rapporteur spécial a contribué à la rédaction du projet d'articles (voir A/10010, chap. IV, sect. B). La délégation biélorussienne appuie la proposition du Rapporteur spécial relative à la nécessité d'examiner la clause de la nation la plus favorisée en même temps que la question du traitement national, car les deux sont étroitement liées. Il serait nécessaire, pour ce faire, de réexaminer le projet d'articles actuel; les articles 17 et 18, en particulier, devaient être soigneusement étudiés. Dans l'ensemble, cependant, la délégation biélorussienne considère avec faveur le projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée, qui représente un principe démocratique progressiste destiné à réglementer les droits des Etats dans leurs relations commerciales. Cependant, la clause de la nation la plus favorisée n'encouragera l'expansion des échanges que si elle est appliquée sans discrimination aucune. Dans ses travaux futurs sur la question, la CDI devrait tenir compte des nouveaux progrès enregistrés dans le domaine du commerce international, y compris les dispositions pertinentes de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

40. Le projet d'articles sur les traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales (*ibid.*, chap. V, sect. B) semble porter davantage sur les questions de procédure relatives à la conclusion et à l'entrée en vigueur de ces traités que sur le statut particulier des organisations internationales parties à un traité, statut qui diffère de celui des Etats. La personnalité juridique des organisations internationales se distingue sur de nombreux points importants de celle des Etats, notamment par le fait qu'elle est de nature plus restreinte. Elle naît, évolue ou cesse d'exister par une manifestation commune de volonté des groupes d'Etats qui constituent ces organisations. Celles-ci ne sont rien d'autre qu'un organe collectif dont la finalité est d'appliquer des mesures décidées par les Etats qui en sont membres. Il convient d'opérer une distinction entre les traités conclus entre des Etats et des organisations internationales et ceux qui sont conclus entre organisations internationales. De l'avis de la délégation biélorussienne, ces questions n'ont pas été traitées comme il convient dans le projet d'articles. Comme un certain nombre de délégations l'ont fait observer, les principes des articles pertinents de la

Convention de Vienne sur le droit des traités ne peuvent pas être automatiquement appliqués au sujet étudié au chapitre V du rapport de la CDI; la Convention contient un certain nombre de dispositions qui vont à l'encontre de principes fondamentaux du droit international contemporain; il est regrettable que le Rapporteur spécial et la CDI n'aient pas pleinement tenu compte des observations formulées par lesdites délégations.

41. S'il est incontestable que la CDI a à son actif une oeuvre abondante et constructive concernant un certain nombre de projets de traités, de conventions et d'accords, les possibilités de renforcer encore l'efficacité de ses travaux sont loin d'être épuisées. La CDI n'avance que lentement sur un certain nombre de sujets importants. Comme elle traite de plusieurs sujets à la fois, nombre d'entre eux sont repris d'année en année, ce qui nuit à la qualité des travaux. De l'avis de la délégation biélorussienne, la CDI devrait analyser soigneusement les sujets dont elle n'a pas terminé l'étude et s'efforcer d'améliorer ses méthodes de travail en vue d'arriver plus rapidement à des résultats sur les sujets en cours d'examen. La CDI doit prêter davantage d'attention aux faits positifs qui surviennent dans le monde, comme la consolidation de la détente et l'affirmation des principes progressifs consacrés dans la Charte. Le rôle de la CDI dans l'élaboration de projets d'instruments de droit international doit être renforcé.

42. La délégation biélorussienne tient à déclarer qu'elle se prononcera pour l'approbation du rapport de la CDI sur les travaux de sa vingt-septième session.

43. M. HAMBRO (Norvège) félicite le Président de la CDI de la présentation qu'il a faite du rapport.

44. En sa qualité de membre de la CDI, M. Hambro s'est particulièrement intéressé aux critiques dont les travaux de la CDI ont fait l'objet, car la critique est plus fructueuse que la louange. A cet égard, il a écouté avec intérêt et attention l'intervention dans laquelle le représentant de Sri Lanka (1538^e séance) a fait observer que jusqu'à une date récente, le droit international avait été principalement l'oeuvre des colonialistes et des impérialistes. Il y a une part certaine de vérité dans cette remarque, car le droit international a été le plus souvent modelé par les Etats européens. C'est précisément pour cela que le Gouvernement norvégien attache de l'importance aux travaux de la CDI, car ce sont ces travaux, prolongés par ceux de l'Assemblée générale et des conférences internationales, qui pourront donner naissance à un nouveau modèle de droit international, à la création duquel tous les Etats auront participé. Le but de la codification et du développement progressif du droit international est d'élaborer un droit moderne des nations qui soit en harmonie avec la communauté internationale d'aujourd'hui. Tous les Etats, grands et petits, anciens et récents, peuvent participer maintenant à son élaboration, de manière que toutes les nations puissent se sentir responsables de ce droit et être assurées qu'il exprime les besoins de la communauté mondiale.

45. Le représentant de la RSS de Biélorussie semble s'impatienter de la lenteur des travaux de la CDI. Celle-ci doit travailler à un rythme relativement lent, et il y a à cela de nombreuses raisons. En particulier, si l'on veut que ses

travaux soient l'expression de la communauté internationale tout entière, chacun doit être autorisé et encouragé à y participer; les interventions à la CDI se répètent parfois, mais les travaux de la CDI revêteraient beaucoup moins d'intérêt si tous les groupes ne participaient pas aux débats. Toutes les régions du monde, toutes les formes de civilisation et les principaux systèmes juridiques sont représentés à la CDI. Cette circonstance doit être fidèlement reflétée dans les débats. Il ne faut pas oublier non plus que tous les membres de la CDI sont des gens fort occupés, des ambassadeurs et des professeurs pour la plupart. On ne peut leur reprocher le fait que la qualité de membre de la CDI n'implique pas un travail à plein temps comme législateur international. M. Hambro tient à souligner que l'Assemblée générale a décidé en 1952, aux termes de sa résolution 600 (VI), de ne prendre aucune mesure au sujet de la demande faite par la CDI tendant à ce que ses membres siègent à plein temps, de sorte que tous ont actuellement d'autres tâches. De plus, la CDI a dû se battre pour obtenir l'autorisation de siéger 12 semaines au lieu de 10. Néanmoins, le problème de la lenteur des travaux de la CDI mérite d'être étudié.

46. En droit international, comme dans tout autre droit, il y a une tension entre des éléments statiques et des éléments en évolution. Le droit a son fondement dans la sécurité et il doit être dans une certaine mesure statique pour que ceux qui y sont soumis sachent quelle en est la teneur. Mais si le droit devient trop statique, il se sclérose, comme le droit romain, et ne peut plus être modifié que par une révolution.

47. Aux éléments statiques et dynamiques du droit correspondent les deux tâches de codification et de développement confiées à la CDI, qui sont imbriquées et qu'il est souvent difficile de distinguer. Parfois, certains membres de la CDI considèrent qu'un élément donné du droit international existe déjà et offre matière à codification, alors que d'autres considèrent que le même élément relève du développement du droit.

48. Le Gouvernement norvégien est en plein accord avec la plupart des articles sur la responsabilité des Etats. Le Rapporteur spécial est extrêmement compétent et son rapport est un monument de savoir et de sagesse juridiques. Ce rapport se fonde sur le droit existant sans se refuser au progrès et accorde, à fort juste titre, plus d'importance à la pratique récente qu'à la pratique plus ancienne. Le Rapporteur spécial a su tirer parti des débats de la CDI, ainsi qu'il ressort, par exemple, de l'élimination du deuxième paragraphe concernant les actes accomplis en dépassement de compétence, qu'il avait proposé d'inclure à l'article 10 et qui affaiblissait dangereusement le sens de cet article. Les travaux de la CDI dans ce domaine établissent clairement la primauté du droit international sur le droit interne en matière de responsabilité des Etats. L'étude de la responsabilité des Etats a inévitablement pris beaucoup de temps à la CDI et les travaux ne sont pas encore achevés. A ce propos, M. Hambro fait observer que le délai important qui s'écoule avant que les travaux entrepris par la CDI prennent forme définitive n'est pas exclusivement imputable à la CDI elle-même, mais résulte aussi des autres étapes du processus de codification, comme la présentation d'un rapport à l'Assemblée générale, les débats qui s'ensuivent, la préparation d'un traité et la convocation d'une conférence interna-

tionale. L'intervalle entre la signature et la ratification d'un traité tend à être particulièrement long du fait des incertitudes concernant la pertinence du traité, du fait aussi de la lenteur et de l'excès de prudence bureaucratique, ou d'un désir de voir comment d'autres gouvernements réagiront. M. Hambro estime que tous les représentants doivent se faire un devoir d'encourager leurs gouvernements à ratifier les traités de sorte que le dernier stade du processus de codification ne se prolonge pas indûment.

49. Le texte concis et érudit du chapitre V consacré à la question des traités auxquels des organisations internationales sont parties impose l'admiration. Il y a deux manières d'aborder la question. Certains tendent à mettre en relief les différences entre les organisations internationales et les Etats et à souligner que les organisations internationales ne sont pas souveraines et ne peuvent exercer que les pouvoirs qui leur sont conférés par les Etats. Le Gouvernement norvégien souscrit à la thèse opposée, à savoir que les organisations internationales doivent jouer un rôle plus important dans le droit international futur et que tout doit être fait pour faciliter leur développement. A cet égard, M. Hambro estime qu'il ne sert à rien de différencier les pouvoirs donnés par les gouvernements de ceux donnés par les organisations internationales en appelant les premiers "pleins pouvoirs" et les derniers simplement "pouvoirs". C'est là une complication inutile et bien abstraite. La Norvège envisage la question de manière pragmatique et est convaincue que les organisations internationales établiront leur compétence quel que soit le nom retenu pour désigner cette notion.

50. Abordant la question de la clause de la nation la plus favorisée, M. Hambro rappelle, en tant que membre de la CDI, que celle-ci a unanimement appuyé l'idée d'aider les pays en développement de la manière prévue à l'article 21. La note qui se rapporte à cet article ne traduit aucun désaccord sur le fond à cet égard. Certains membres de la CDI ont simplement estimé que la question d'un système généralisé de préférences offrait matière à codification alors que d'autres ont considéré qu'il s'agissait là d'un développement du droit.

51. La question de l'applicabilité de la clause de la nation la plus favorisée aux unions douanières et aux zones de libre-échange n'intéresse pas seulement ou principalement les groupes comme la Communauté économique européenne et l'Association européenne de libre-échange. Les unions douanières et les associations d'Etats similaires peuvent jouer un rôle important en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et les représentants ne doivent pas prendre une attitude négative à leur égard pour la seule raison qu'elles sont d'abord apparues dans les pays industrialisés.

52. En ce qui concerne le programme de travail futur, M. Hambro fait observer que c'est aux nouveaux membres de la CDI, lorsqu'ils auront été élus, qu'il appartiendra de décider des sujets qu'ils souhaitent étudier. Les sujets choisis doivent avoir une importance politique, sans quoi la CDI serait purement académique. Mais ils doivent aussi se prêter à une formulation juridique. Ils doivent avoir atteint un certain degré de maturité, mais pouvoir encore connaître un développement progressif. Au nombre de ces sujets, on peut

citer la responsabilité du fait d'actes licites des Etats et des organisations internationales, l'immunité des Etats, la succession de gouvernements, la reconnaissance d'Etats et de gouvernements et l'extradition. M. Hambro espère que toutes les délégations réfléchiront à ces possibilités et

donneront à la CDI, lorsqu'elle aura sa nouvelle composition, des orientations en ce qui concerne les sujets qu'elle doit étudier.

La séance est levée à 17 h 20.

1541^e séance

Jeudi 16 octobre 1975, à 15 h 40.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1541

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (suite) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. M. LAUTERPACHT (Australie) dit que le rapport de la Commission du droit international (CDI) [A/10010] force le respect tant à cause de la grande valeur de ceux qui l'ont établi qu'en raison de ses mérites intrinsèques. Il est inutile de commenter en détail le fond du rapport à la Sixième Commission; en effet, il est préférable que les gouvernements présentent par écrit leurs observations sur les règles de droit énoncées par la CDI et, d'autre part, la gamme des questions visées dans le rapport est si vaste qu'il n'est guère possible d'en effectuer un examen complet. En outre, au stade intermédiaire, la procédure de codification de l'ONU ne prévoit pour les gouvernements que la possibilité de présenter des observations détaillées par écrit. Une discussion sur les questions de fond à la Sixième Commission n'est appropriée que dans un nombre limité de situations, par exemple lorsqu'un représentant peut faire part de connaissances personnelles sur les travaux de la CDI, comme cela a été le cas pour le représentant du Brésil (1538^e séance), ou lorsque les circonstances exigent que la Sixième Commission approuve ou modifie quant au fond l'orientation des travaux de la CDI, ou encore lorsqu'il n'y aura aucune autre occasion de faire connaître des vues à la CDI avant qu'elle ne reprenne l'examen de tel ou tel point. C'est pour cette dernière raison que M. Lauterpacht tient à faire quelques observations sur plusieurs aspects touchant au fond du rapport.

2. Les articles 14 et 15 du projet d'articles sur la responsabilité des Etats (voir A/10010, chap. II, sect. B) et les commentaires y relatifs représentent une exposition savante et lucide du droit concernant les conséquences d'une insurrection. Toutefois, un aspect de cette question, qui revêt une importance particulière du point de vue pratique, est celui de l'effet qu'ont les actes d'autorités de fait rebelles sur la création ou l'extinction d'obligations

d'Etat. On peut se demander, par exemple, dans quelle mesure les organes d'un mouvement insurrectionnel ont le droit d'exiger, de la part d'étrangers, le paiement de telles ou telles sommes, sous forme d'impôts ou autres, et, si ce paiement est exigé, dans quelle mesure ces étrangers sont déchargés de toute obligation à l'égard des autorités légitimes. Il est fait allusion à ce point au paragraphe 26 du commentaire sur l'article 14, mais la question mérite de faire l'objet d'une formulation plus précise dans le corps même de l'article.

3. M. Lauterpacht indique qu'à son avis la question qu'il a soulevée illustre le caractère assez général du projet d'articles. C'est peut-être là une conséquence inévitable de la nature même du problème de la responsabilité des Etats, mais il pourrait être utile de formuler des règles d'une manière plus détaillée afin d'éliminer les incertitudes comme celle qu'il vient de signaler ou tout au moins d'établir l'impossibilité d'une telle élimination.

4. La définition de l'expression "organe d'un mouvement insurrectionnel", qui figure dans l'article 14, fournit un autre exemple de l'opportunité d'énoncer des règles d'une manière plus précise. Les organes d'un Etat ou d'une organisation internationale mentionnés dans de précédents articles peuvent être identifiés sans définition parce que les structures des Etats et des organisations internationales sont régies par la loi, mais il n'en est pas de même pour les mouvements insurrectionnels. La CDI l'a reconnu au paragraphe 3 du commentaire sur l'article 14 mais elle a laissé subsister la difficulté en disant que "la situation change à partir du moment où un mouvement insurrectionnel, au sens que ce terme prend en droit international, est né". C'est précisément la question du sens à donner à l'expression "mouvement insurrectionnel" en droit international qu'il convient de régler.

5. Passant au projet d'articles sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités (*ibid.*, chap. III, sect. B), M. Lauterpacht attire l'attention sur le paragraphe 4 du commentaire sur l'article 9, dans lequel la CDI dit qu'elle a renoncé à formuler une règle générale au sujet des biens situés hors du territoire auquel se rapporte la succession d'Etats. Ce commentaire est utile, car il fait ressortir le caractère pratique du problème; toutefois, un examen plus approfondi de la question pourrait permettre d'aboutir à un résultat positif, ne serait-ce qu'à la formulation d'un principe général reconnaissant le droit de l'Etat

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément no 10.

successeur sur les actifs attribuables ou liés à l'administration du territoire auquel se rapporte la succession d'Etats.

6. M. Lauterpacht dit que sa dernière observation quant au fond a trait au projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée (*ibid.*, chap. V, sect. B). Les articles 7 et 20 concernent le traitement accordé par l'Etat concédant à un Etat tiers, mais ni l'un ni l'autre ne traitent de l'aspect temporel du problème. Par exemple, un Etat concédant pourrait autoriser un ressortissant d'un Etat tiers à s'établir sur son territoire, conformément à une politique nationale en vigueur à ce moment-là, mais décider par la suite de changer de politique, tout en permettant aux étrangers déjà établis sur son territoire de poursuivre les activités qu'ils ont déjà entreprises. Un problème pourrait alors se poser si un ressortissant d'un Etat bénéficiaire, tirant argument du fait que des ressortissants d'un Etat tiers continuaient de poursuivre sur le territoire de l'Etat concédant des activités en vertu de la politique périmée, revendiquaient le droit de s'établir sur le territoire de l'Etat concédant. C'est là une question à la fois d'intérêt général et pratique, et M. Lauterpacht espère que la CDI pourra s'en occuper.

7. L'expérience du passé montre que la Sixième Commission n'a joué qu'un rôle limité en ce qui concerne l'examen quant au fond des travaux de la CDI. Par exemple, les résolutions de l'Assemblée générale portant sur les rapports précédents et adoptées sur recommandation de la Sixième Commission ne font allusion qu'en termes généraux aux questions de fond et sont axées principalement sur la procédure. Ce rôle limité joué par la Sixième Commission soulève l'importante question de savoir ce que l'on doit attendre du rapport de la CDI. Il est vrai que ce rapport, bien qu'officiellement adressé à la Sixième Commission, est étudié par des praticiens, des érudits et bien d'autres encore. Toutefois, la valeur et l'intérêt contestables du rapport ne dispensent pas la Sixième Commission de la nécessité d'évaluer plus attentivement s'il n'outrepasse pas les besoins de la situation. La CDI doit certes informer la Sixième Commission assez en détail de ses travaux pour permettre à celle-ci de jouer son rôle, mais M. Lauterpacht se demande s'il est vraiment nécessaire qu'elle produise un rapport de près de 400 pages miméographiées.

8. L'analyse des rapports antérieurs de la CDI fait apparaître un changement frappant dans sa manière de procéder. Jusqu'en 1970 inclusivement, ses rapports dépassaient à peine 40 pages imprimées, mise à part l'année 1966 où la CDI a publié dans son rapport le texte complet du projet d'articles sur le droit des traités. Mais en 1971, la longueur du rapport a brusquement augmenté jusqu'à atteindre plus de 150 pages imprimées et voilà qu'elle a encore augmenté de nouveau. Cette augmentation subite ne saurait s'expliquer par l'élargissement de la composition de la CDI qui est intervenu dès 1961, ni par la longueur de ses sessions, qui n'a pas augmenté en proportion avec celle des rapports. Elle s'explique plutôt par l'augmentation de la longueur de chaque chapitre et du nombre accru de questions étudiées par la CDI.

9. Le rapport comprend désormais un commentaire savant très complet sur chaque projet d'article, comme le montrent les chapitres sur la responsabilité des Etats et la clause de la nation la plus favorisée dans le rapport à l'étude. Cela signifie que le rôle secondaire du rapport, à savoir la

diffusion de documentation scientifique, commence à l'emporter sur son rôle premier, qui est de tenir l'Assemblée générale au courant du travail de la CDI. Cette abondance de documentation fait qu'il est plus difficile d'étudier le rapport dans le laps de temps restreint qui s'écoule entre sa parution et les débats, et que la Sixième Commission a de la peine à se concentrer sur les points essentiels qui requièrent son attention. Il est certain aussi qu'à l'extérieur de la Sixième Commission on ne manquera pas de noter les dépenses qu'occasionnent des rapports aussi volumineux.

10. Ces considérations de caractère transitoire ne devraient pas porter préjudice à des travaux qui sont en un sens écrits pour la postérité. Cependant, une bonne partie de la documentation scientifique peut se retrouver dans des phases antérieures ou postérieures du travail de la CDI. Les rapports des rapporteurs spéciaux, qui contiennent des citations détaillées de décisions judiciaires, de la pratique des Etats et de la doctrine, sont publiés dans l'*Annuaire* de la CDI, souvent dans les mêmes termes que dans le rapport. A un stade ultérieur des travaux, lors de la formulation définitive d'un projet d'articles, la CDI ne manquera pas d'établir des commentaires, comme elle l'a fait par le passé pour les projets d'articles sur le droit de la mer et sur le droit des traités. Si la documentation scientifique doit figurer dans le commentaire du texte définitif des articles, il serait peut-être indiqué de ne pas la faire figurer dans le rapport concernant la phase intermédiaire des travaux de la CDI.

11. Au lieu de présenter des commentaires savants et détaillés, le rapport pourrait donner à la Sixième Commission des éclaircissements sur les considérations qui ont guidé la CDI dans la formulation des articles. La pratique judiciaire et celle des Etats de même que la doctrine ont une certaine importance à cet égard, mais elles ne devraient pas prendre toute la place dans le commentaire ou masquer les problèmes. Le commentaire devrait en fait identifier avec précision tous les points au sujet desquels la CDI souhaite obtenir l'assistance de l'Assemblée générale et de la Sixième Commission.

12. M. Lauterpacht dit que ses observations concernant la longueur du rapport ne sont pas une critique de la CDI ni de son distingué rapporteur ou de ses rapporteurs spéciaux. Elles visent simplement à signaler une tendance qui, si elle se maintenait, pourrait à la longue porter préjudice à la cause de la codification et du développement progressif du droit international.

13. Un autre facteur qui a pour effet d'allonger le rapport est que chacun des chapitres de fond commence par une récapitulation des travaux accomplis par la CDI à ses sessions précédentes. M. Lauterpacht ne met pas en cause la nécessité de telles récapitulations dans les circonstances présentes; la méthode qui consiste à répartir l'examen des sujets sur un certain nombre d'années rend indispensable un résumé du travail accompli les années précédentes, résumé que l'on pourrait certainement abrégé quelque peu. M. Lauterpacht se demande, toutefois, s'il ne serait pas souhaitable d'inviter la CDI à porter son attention de façon plus intensive sur un plus petit nombre de sujets pendant des périodes plus courtes. Par exemple, on pourrait lui suggérer de limiter ses travaux, comme elle l'a fait à diverses occasions par le passé, à un ou deux sujets par session au

lieu de quatre, afin qu'elle puisse conclure ses débats plus rapidement. C'est aux Etats Membres qui souhaitent proposer à la CDI de nombreux sujets d'étude qu'il appartiendrait de restreindre alors leurs exigences et, de son côté, la CDI devrait planifier son programme avec encore plus de soin. Cette méthode exigerait également un plus grand effort, pour une période plus courte toutefois, des rapporteurs spéciaux désignés pour chaque sujet. Il ne semble pas que ces objectifs soient irréalisables et la Sixième Commission pourrait au moins les reconnaître comme souhaitables.

14. Il découle de ce qui précède que la délégation australienne approuve la teneur du paragraphe 140 du rapport, selon lequel un groupe de planification a été créé au sein du Bureau élargi pour étudier le fonctionnement de la CDI et formuler des suggestions concernant ses travaux. La délégation australienne constate avec inquiétude que selon les estimations de ce groupe, la CDI sera entièrement occupée jusqu'en 1981 par des questions qui sont déjà à l'examen. Or, comme l'indiquait le rapport de la CDI sur les travaux de sa vingt-sixième session (A/9610/Rev.1), il existe déjà un certain nombre d'autres sujets dont on juge qu'ils pourraient être examinés par la CDI, et le dynamisme de la société internationale rend fort probable que d'autres sujets encore seront proposés. Comment la CDI va-t-elle faire face à cette accumulation de travail ? M. Lauterpacht pense qu'il y a accord général sur le fait que la solution ne consiste pas à accroître le nombre des membres de la CDI, à la diviser en sections, ou à en prolonger les sessions. Il faut donc rechercher des méthodes de travail différentes, peut-être simplifiées, ou même envisager de nouvelles techniques.

15. Ces dernières années, lorsque la CDI a trouvé le temps de passer en revue son programme de travail à long terme, elle l'a fait presque exclusivement pour choisir les sujets à examiner. Ce n'est qu'en 1973 que quelques-uns de ses membres ont signalé la nécessité d'améliorer les méthodes de travail et, maintenant encore, l'étude la plus récente de ces méthodes sous forme écrite est l'exposé du Secrétariat qui est annexé au rapport de la CDI sur les travaux de sa vingtième session¹. M. Lauterpacht espère donc que dans les mois à venir, la CDI sera en mesure d'accorder plus d'attention à ses méthodes aussi bien qu'à son programme de travail.

16. Il ajoute que les questions qu'il a soulevées ne sont qu'un élément d'un problème plus vaste. A la séance précédente, le représentant de la Norvège a rappelé à la Sixième Commission la nécessité de reconnaître que les Etats n'ont pas des moyens illimités pour examiner comme il convient la documentation provenant de la CDI; il faut tenir compte de cet avertissement. Puisqu'une petite fraction seulement des nouveaux traités multilatéraux internationaux émane de la CDI, il semble que le moment approche où l'Organisation des Nations Unies devra faire un examen global de l'ensemble du système d'élaboration de traités internationaux, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la CDI. Les rôles respectifs du Secrétariat et des rapporteurs spéciaux devraient être réexaminés. Il faudrait envisager la possibilité de mettre au point des directives qui assureraient une présentation uniforme des commentaires sur les projets, pour que leur examen par les gouvernements en soit

simplifié. Le rôle que pourraient jouer des sous-commissions à caractère délibérant devrait être évalué et le fonctionnement des conférences diplomatiques réexaminé. Enfin, la Sixième Commission elle-même devrait se demander quel est son rôle en tant que commission juridique — et M. Lauterpacht souligne le mot "juridique" — de l'Assemblée générale dans l'ensemble du processus législatif international. Ce processus, qui repose sur l'élaboration de traités, est un art, et non un accident. Il implique une technique complexe et souple et se modifie au fur et à mesure que la société change. Si la Sixième Commission ne s'interroge pas sur ce problème, il est peu probable que qui que ce soit d'autre le fasse.

17. M. KHAN (Pakistan) remercie le Président de la CDI de la présentation claire qu'il a faite du rapport de celle-ci. En ce qui concerne l'important sujet de la responsabilité des Etats, M. Khan approuve la méthode de la CDI, qui consiste à passer progressivement de l'étude des questions générales à celle des questions particulières. Ce sujet appelle un examen détaillé et les problèmes qui surgissent à la suite d'une agression doivent être étudiés avec une attention toute particulière.

18. En ce qui concerne la succession d'Etats en matière de traités, le point de vue de la délégation pakistanaise a été consigné par écrit lors des sessions antérieures, et M. Khan désire simplement ajouter qu'en matière de traités territoriaux sa délégation appuie de principe de continuité, propice à l'amitié, à la paix et à la sécurité internationales. Pour ce qui est de la clause de la nation la plus favorisée, M. Khan demande instamment que les intérêts des pays en développement soient entièrement préservés.

19. M. FRANCIS (Jamaïque) exprime au Président de la CDI les vives félicitations de sa délégation pour la présentation instructive qu'il a faite du rapport de celle-ci.

20. Au sujet du projet d'articles sur la responsabilité des Etats, M. Francis dit que la règle énoncée à l'article 10 et qui rend l'Etat responsable du comportement d'organes agissant en dépassement de leurs compétences ou en contradiction avec leurs instructions ne peut difficilement être contestée. M. Francis regrette que les dispositions analogues de l'article 8, traitant du comportement des personnes privées, n'aient pas été formulées avec la même limpidité et la même précision, mais fait observer qu'une explication claire, précise et explicite de la règle contenue de façon implicite dans l'article 8 est fournie au paragraphe 2 du commentaire relatif à l'article 10. L'article 11, qui a un rapport étroit avec l'article 8, révèle aussi quelques imperfections. La question demeure de savoir dans quel cas un particulier ou un groupe de particuliers n'agit pas pour le compte de l'Etat. Le libellé des articles 8 et 11 doit nécessairement souligner deux éléments essentiels : la personne ou le groupe de personnes considéré doit s'être présenté comme agissant pour le compte de l'Etat, et il doit être établi qu'ils n'ont pas en fait agi de la sorte. Le paragraphe 1 de l'article 11 devrait être libellé comme suit :

"Le comportement d'une personne ou d'un groupe de personnes prétendant agir pour le compte de l'Etat ne doit pas être considéré comme un fait de l'Etat d'après le droit international s'il est établi que cette personne ou ce

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n° 9*.

groupe de personnes n'a pas agi en fait pour le compte de l'Etat."

Ce libellé serait sans incidence sur le paragraphe 2 de l'article 11, qui rencontre le plein agrément de la délégation jamaïcaine, et M. Francis recommande à la CDI de l'examiner.

21. M. Francis fait observer que dans ses travaux sur la responsabilité des Etats, la CDI se heurte à la tâche considérable qui consiste à harmoniser la *lex lata* de son projet de déclaration des droits et devoirs des Etats de 1949² avec la *lex lata* et la *lex ferenda* de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats adoptée en 1974 par l'Assemblée générale dans sa résolution 3281 (XXIX).

22. En ce qui concerne les travaux de la CDI sur la clause de la nation la plus favorisée, M. Francis fait observer que l'article 21 est d'une importance toute particulière pour les pays du tiers monde. Compte tenu des observations faites au paragraphe 11 du commentaire relatif à cet article et de la déclaration du Président de la CDI selon laquelle cet article ne défendait pas suffisamment les intérêts des pays du tiers monde (1534^e séance), la délégation jamaïcaine est d'avis que le mieux serait que l'Assemblée générale demande à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de prêter son concours à la CDI

pour l'élaboration de l'article 21 afin d'assurer la défense des intérêts des pays en développement.

23. M. SADI (Jordanie) remercie le représentant australien d'avoir soulevé le problème que posent aux membres de la Sixième Commission la longueur et le contenu du rapport de la CDI. Il est particulièrement difficile pour une délégation aussi réduite que la délégation jordanienne d'étudier dans le temps limité dont elle dispose un rapport aussi substantiel et de formuler des observations et des jugements de fond. M. Sadi propose que la Sixième Commission, au stade actuel, se borne à formuler une déclaration de principes et à donner des directives de travail à la CDI. Sans vouloir minimiser la valeur et l'importance du travail difficile accompli par les experts juridiques et les juristes membres de la CDI, M. Sadi demande à la CDI de tenir compte des observations du représentant australien et de présenter, à l'avenir, un rapport plus concis et plus adapté au programme de travail de la Sixième Commission. Compte tenu du peu de temps accordé à l'examen du rapport, on ne peut attendre de la Sixième Commission qu'elle examine dans le détail et dans leur totalité 200 pages de projets d'articles. Soumettre à la Sixième Commission des rapports d'une telle longueur équivaut à lui demander de ne pas les lire du tout. Il en est malheureusement résulté que la Sixième Commission n'a même pas pu traiter comme il convient l'aspect procédural de la question.

² Ibid., quatrième session, Supplément n° 10, deuxième partie.

La séance est levée à 16 h 30.

1542^e séance

Vendredi 17 octobre 1975, à 10 h 45.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1542

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (*suite*) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. Mme OULYANOVA (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare tout d'abord que la responsabilité des Etats touche à la garantie du maintien de la paix et de la sécurité internationales et rappelle que la Sixième Commission a déjà exprimé son opinion sur l'interprétation qu'il convenait de donner au sens et à la portée de la responsabilité des Etats, notamment dans la résolution 3315 (XXIX) adoptée par l'Assemblée générale sur recommandation de la Sixième Commission. Tout en se rendant compte combien il est complexe de codifier cette matière,

la délégation de la RSS d'Ukraine est préoccupée par la lenteur des travaux et regrette que la Commission du droit international (CDI) n'ait adopté jusqu'à présent que 15 articles (voir A/10010, chap. II, sect. B), c'est-à-dire la moitié seulement de la première partie du plan du projet. Ces articles concernent la théorie générale de la responsabilité et énoncent les principes généraux qui définissent le contenu et l'orientation du projet. La CDI devra maintenant s'attaquer à une tâche peut-être encore plus complexe, celle qui consiste à exprimer en termes plus précis et plus détaillés ces principes généraux. La délégation de la RSS d'Ukraine tient à appeler l'attention de la Sixième Commission sur le paragraphe 35 du rapport de la CDI où il est indiqué que la CDI entend concentrer son étude sur la détermination des règles qui régissent la responsabilité, en maintenant une distinction rigoureuse entre cette tâche et celle qui consiste à définir les règles mettant à la charge des Etats les obligations dont la violation peut être cause de responsabilité. En codifiant la question de la responsabilité, il convient de tenir compte de l'évolution de la notion même de responsabilité dans le droit international contemporain. Il faut donc souligner la responsabilité des Etats dans le cas de violations graves telles que l'agression, crime contre la paix et l'humanité.

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

2. En ce qui concerne les articles que la CDI a adoptés à sa vingt-septième session, la délégation de la RSS d'Ukraine approuve l'option prise par la CDI à l'article 10; elle estime en effet que, vu la pratique et la doctrine modernes, il convient d'attribuer à l'Etat le comportement d'organes de l'Etat, même lorsque ceux-ci dépassent leur compétence. Quant à l'article 11, il délimite clairement les bases juridiques de la responsabilité des Etats. A propos de l'article 12, la représentante de la RSS d'Ukraine fait observer que l'Etat sur le territoire duquel un autre Etat accomplit un fait internationalement illicite est responsable lorsqu'il a donné son accord ou a prêté sa coopération. L'article 13 mérite une étude plus approfondie et les articles 14 et 15 devraient être simplifiés et précisés.

3. En ce qui concerne le projet d'articles sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités (*ibid.*, chap. III, sect. B), la délégation de la RSS d'Ukraine attache une importance particulière à l'article X, adopté à titre provisoire, aux termes duquel une succession d'Etats n'affecte pas en tant que telle les biens, droits et intérêts qui appartiennent à un Etat tiers.

4. Passant au projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée (*ibid.*, chap. IV, sect. B), Mme Oulyanova prend note avec satisfaction des résultats importants obtenus par la CDI, dus en grande partie au Rapporteur spécial qui a effectué une étude approfondie du problème à partir de l'analyse de la pratique et de la doctrine. La clause de la nation la plus favorisée existe depuis plus d'un siècle et a pris de plus en plus d'importance au fur et à mesure que se développait la coopération entre les Etats. Dans ses travaux, la CDI doit accorder la place qui lui revient à l'étude des normes du droit international susceptibles d'encourager la coopération et d'éliminer les obstacles artificiels à la coopération internationale hérités de la guerre froide. La délégation de la RSS d'Ukraine appuie l'idée selon laquelle la clause de la nation la plus favorisée serait l'un des moyens de mettre en pratique les principes de l'égalité des Etats et de la non-discrimination. Elle se félicite du fait que la CDI, tout en reconnaissant l'importance fondamentale du rôle de la clause de la nation la plus favorisée dans le domaine du commerce international, ne désire pas se borner à en étudier l'application dans ce seul domaine, mais voudrait étendre son étude à l'application de la clause dans tous les domaines possibles. Au cours de sa dernière session, la CDI s'est posé un certain nombre de questions qu'elle n'a pas entièrement résolues. La CDI s'est demandé notamment s'il fallait inclure dans le projet d'articles des dispositions sur le traitement national. La délégation de la RSS d'Ukraine tend à soutenir le point de vue du Rapporteur spécial qui juge indispensable de prévoir des dispositions en ce sens, du fait que ces deux institutions ont un certain nombre de traits communs. Qui plus est, la CDI, qui avait décidé de se concentrer sur l'élaboration d'articles relatifs à la clause de la nation la plus favorisée, a été contrainte par la logique d'élaborer également deux articles concernant le traitement national. Si elle avait proposé concurremment deux séries d'articles, l'une traitant exclusivement de la clause de la nation la plus favorisée et l'autre portant à la fois sur la clause et sur le traitement national, ses travaux futurs en auraient été facilités et les gouvernements auraient pu, dans leurs observations, se prononcer pour l'une ou l'autre des variantes.

5. Une deuxième question se pose à la CDI, celle de savoir si la clause de la nation la plus favorisée donne le droit de bénéficier des avantages accordés dans le cadre d'une union douanière ou d'une association d'Etats analogue. A ce sujet, la délégation de la RSS d'Ukraine partage entièrement l'opinion du Rapporteur spécial selon laquelle les avantages accordés au titre d'une union douanière ne doivent pas être exclus du champ d'application de la clause de la nation la plus favorisée. Il convient de prêter une attention particulière à deux considérations : tout d'abord, il résulte de l'analyse approfondie de la question qu'aucune norme générale du droit international contemporain ne tend à exclure les avantages accordés dans le cadre d'une union douanière du champ d'application de la clause considérée : le fait que certains accords contiennent telle ou telle exception à la clause de la nation la plus favorisée confirme l'absence dans le droit international contemporain d'une règle en ce sens; les Etats ont toute liberté pour inclure dans leurs accords toute disposition convenue entre eux. Ensuite, l'inclusion dans le projet d'articles d'une clause tendant à exclure les avantages accordés dans le cadre d'une union douanière du champ d'application de la clause de la nation la plus favorisée diminuerait considérablement l'intérêt du projet, irait à l'encontre des tendances du développement de la coopération entre les Etats, notamment entre les Etats à systèmes économiques et sociaux différents et ne répondrait pas aux besoins légitimes du développement des relations internationales contemporaines.

6. Par ailleurs, notant que la CDI désire poursuivre l'étude de la question de "la clause de la nation la plus favorisée et des différents niveaux de développement économique", la délégation de la RSS d'Ukraine souligne que l'élaboration de projets d'articles visant à résoudre cette question doit reposer sur une compréhension juste des besoins objectifs du développement des relations économiques et des intérêts des pays en développement.

7. Passant à la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales, Mme Oulyanova appelle l'attention de la Commission sur le caractère préliminaire de ses observations puisque l'élaboration du projet d'articles n'en est qu'à l'une de ses premières étapes. Comme il ressort du chapitre V du rapport qui est consacré à cette question, la CDI a décidé de s'en tenir autant que possible à la Convention de Vienne sur le droit des traités, mais elle devra, dans ses travaux futurs, se fonder sur une analyse plus approfondie des différences fondamentales entre la nature juridique des Etats et celle des organisations internationales. Cette question est devenue un thème de codification distinct parce que l'on a constaté des différences considérables, sur le plan juridique, entre les traités conclus entre Etats et les traités conclus entre organisations internationales. Il n'est pas possible d'écarter les difficultés sur lesquelles la CDI appelle l'attention (l'article relatif aux pleins pouvoirs et aux pouvoirs en particulier) en se contentant de modifier la terminologie employée. La codification de ce thème exige la recherche de solutions fondées sur une analyse plus approfondie du caractère même des organisations internationales. Il convient aussi de tenir compte de la pratique qui se caractérise notamment par le renforcement du rôle des organisations internationales dans les relations internationales, l'augmentation

du nombre de ces organisations et la diversification de leur nature.

8. L'examen du rapport de la CDI par la Sixième Commission constitue un élément important de la contribution de l'Assemblée générale à la codification du droit international. Pour évaluer les progrès réalisés par la CDI, il convient d'analyser les résultats qu'elle a obtenus sur tel ou tel sujet de codification et de les comparer avec la tâche de codification dont elle était chargée à un moment donné. Une telle manière d'aborder les problèmes permettrait d'aboutir à des solutions plus justes, mieux adaptées à la réalité.

9. Mme Oulyanova fait observer que la CDI a consacré un certain temps, au cours de sa session précédente, à l'examen de son programme de travail. Il ne fait aucun doute que la codification est une tâche difficile qui exige l'étude approfondie d'un certain nombre de questions et que les membres de la CDI doivent faire preuve des plus hautes compétences, mais il n'en reste pas moins que la CDI doit perfectionner ses méthodes de travail de façon à utiliser au maximum ses possibilités. La CDI ne devrait pas disperser ses efforts. En concentrant son attention sur un nombre plus limité de problèmes, elle pourrait les résoudre assez rapidement pour qu'ils ne perdent pas de leur actualité, comme c'est le cas de la succession d'Etats en matière de traités. Etant donné que, chaque année, la CDI diffère l'examen de certaines questions qu'elle n'a pas eu le temps d'aborder, la délégation de la RSS d'Ukraine propose que la CDI se limite à l'examen des thèmes pour lesquels il existe déjà des projets d'articles, à savoir la responsabilité des Etats, la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la clause de la nation la plus favorisée et la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales. En conclusion, compte tenu de ces observations, la délégation de la RSS d'Ukraine se prononce pour l'approbation du rapport de la CDI.

10. M. LUGOE (République-Unie de Tanzanie) rappelle qu'à la vingt-neuvième session la délégation tanzanienne a formulé à la Sixième Commission des observations (1496^e séance) sur la lenteur qui caractérise les travaux de la CDI. Alors que le droit devrait répondre aux exigences du moment, la CDI semble avoir tendance à se complaire dans des savants exposés plutôt que dans la recherche de solutions juridiques aux problèmes qui se posent actuellement à la communauté internationale. C'est ainsi que l'étude de la succession d'Etats, dont la CDI s'occupe depuis longtemps, n'a finalement donné lieu à un projet de convention qu'à la fin de la période de décolonisation, ce qui pose la question de l'utilité de la CDI ou, du moins, souligne la nécessité de réexaminer ses méthodes de travail. L'utilité d'un organe dépend de son aptitude à obtenir certains résultats au moment où ceux-ci sont nécessaires. En ce qui concerne la CDI, on constate en outre que des organes ont dû être créés pour s'occuper de questions qui auraient normalement été de sa compétence. Toutefois, la délégation tanzanienne constate avec satisfaction que la CDI reconnaît maintenant la nécessité d'accélérer ses travaux, ainsi que cela ressort du nombre de sujets qu'elle a examinés en 1975.

11. Après avoir précisé qu'en raison de l'état d'avancement des travaux de la CDI les vues de la délégation tanzanienne

sur le rapport à l'examen ne peuvent avoir qu'un caractère préliminaire, M. Lugoe indique que sa délégation approuve le principe général formulé au sujet de la responsabilité des Etats. Quant au principe énoncé à l'article 12 du projet d'articles sur cette question, il devrait être précisé. En effet, les relations internationales fournissent de nombreux exemples de situations confuses que cet article pourrait éclairer. Bien souvent, les nations puissantes ont commis, sur le territoire d'autres Etats, des actes portant préjudice à des Etats tiers et ont ensuite nié leur responsabilité en invoquant le fait que ces actes n'avaient pas été commis sur leur propre territoire. Il importe dès lors de proclamer en termes non équivoques qu'un Etat est responsable de son propre comportement, même si celui-ci a lieu sur le territoire d'un autre Etat. Non seulement une disposition de ce genre contribuerait à protéger les droits des Etats souverains, et notamment ceux des petites nations, mais elle montrerait à ceux qui s'adonnent à des activités clandestines contre d'autres Etats qu'ils sont incontestablement responsables du comportement de leurs organes.

12. La règle qui est énoncée à l'article 15 concerne l'attribution à l'Etat du fait d'un mouvement insurrectionnel victorieux et s'inspire de la théorie de la continuité. De l'avis de la délégation tanzanienne, il conviendrait que la CDI tienne aussi compte de l'histoire des mouvements insurrectionnels et du fait que lorsqu'ils triomphent ils font le plus souvent une déclaration concernant les responsabilités qu'ils sont disposés à assumer. D'autre part, la CDI devrait établir une nette distinction entre les mouvements insurrectionnels et les mouvements de libération, qui ne peuvent être mis sur un même plan. La légitimité de la lutte des mouvements de libération découle des dispositions de la Charte des Nations Unies elle-même. Il devrait être bien clair que les Etats qui refusent à leur population le droit d'autodétermination sont responsables envers les Etats tiers des faits de leurs mouvements de libération nationale. A cet égard, la CDI devrait aussi tenir compte de l'histoire des mouvements de libération nationale; on constate, en effet, qu'ils agissent le plus souvent à partir du territoire d'Etats tiers. Or ces Etats ont souvent été menacés de représailles et autres actes semblables qui seraient prétendument autorisés par le droit international classique. Etant donné la primauté des règles juridiques contenues dans la Charte, il semble que l'Etat tiers qui soutient une population luttant pour exercer son droit d'autodétermination conformément à la Charte n'assume aucune responsabilité à l'égard des régimes coloniaux ou racistes qui refusent ce droit à leur population. Le mouvement de libération qui triomphe ne devrait pas non plus être rendu responsable des actes commis au cours de sa lutte. Il conviendrait qu'une disposition à cet effet soit insérée dans le projet d'articles.

13. La délégation tanzanienne est sensible aux progrès accomplis par la CDI dans l'étude de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités mais ne comprend pas pourquoi ses travaux devraient se limiter aux biens situés sur le territoire de l'Etat successeur. Pour ce qui est de la succession d'Etats en matière de traités, elle constate que le principe énoncé par la CDI est celui de la "table rase" mais qu'il comporte des exceptions pour les traités de frontières et autres traités relatifs aux droits d'utilisation du territoire par des Etats tiers. A ce propos, il convient de tenir compte du fait que, lorsque de tels traités ont été conclus par l'Etat prédécesseur, celui-ci n'était pas toujours

habilité à conférer ces droits d'utilisation à des Etats tiers. Tel était le cas, par exemple, lorsque les pouvoirs de souveraineté d'un territoire colonial étaient confiés à une puissance administrante. Il est arrivé que des traités soient conclus par la puissance administrante en dépassement de son mandat. C'est pourquoi la délégation tanzanienne estime qu'avant de considérer que ces traités sont objet de la succession, il faudrait s'assurer de leur validité.

14. Les deux principales questions soulevées par le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités sont d'ordre politique et débordent le mandat strictement juridique de la CDI. Il serait conforme à la pratique de convoquer une conférence diplomatique, mais, compte tenu des difficultés de personnel et de ressources que connaissent les petits pays, la délégation tanzanienne se prononcera pour l'examen de ce projet par la Sixième Commission.

15. Mme HERNANDEZ CARMONA (Cuba) remercie le Président de la CDI de l'excellente présentation qu'il a faite du rapport. Faute de temps, elle ne pourra faire porter ses commentaires que sur les deux questions prioritaires étudiées dans le rapport, à savoir la responsabilité des Etats et la succession d'Etats dans les matières autres que les traités.

16. En ce qui concerne la responsabilité des Etats, il avait été convenu à la vingt-neuvième session de limiter pour le moment la portée du projet d'articles à la responsabilité pour faits internationalement illicites [résolution 3315 (XXIX) de l'Assemblée générale]. C'est pourquoi la CDI s'est bornée à établir une notion générale de la responsabilité, comprise comme l'ensemble des relations juridiques nouvelles auxquelles peut donner naissance un fait internationalement illicite, quel que soit le secteur dont relève la règle violée par l'action ou l'omission attribuable à l'Etat d'après le droit international. On ne sait pas encore très bien quelle position la CDI adoptera à l'avenir sur cette question : s'en tiendra-t-elle aux formules générales retenues jusqu'à présent ou définira-t-elle plus précisément différents types de violation des obligations internationales de caractère civil, administratif et criminel ? La délégation cubaine estime qu'il ne suffit pas d'affirmer que tout fait internationalement illicite engage la responsabilité internationale de l'Etat, il est indispensable de donner une définition objective des faits générateurs de la responsabilité internationale, car se contenter d'énoncer un principe général revient en fait à laisser à l'interprète du droit le pouvoir discrétionnaire de décider si l'acte qualifié d'illicite par l'une des parties engage la responsabilité internationale de l'Etat visé. Il faut donc définir dans le projet d'articles au moins les catégories de violation que réprouve le plus la conscience universelle – par exemple celle qui mettent en danger la paix et la sécurité internationales – et prévoir les recours nécessaires. Parmi les autres violations graves on peut citer l'agression, qu'elle soit de caractère militaire, politique ou économique, et, au sujet de l'agression économique, il convient d'insister particulièrement sur le blocus économique et le pillage des ressources naturelles d'un territoire dépendant. L'accent doit également être mis sur les violations des droits de l'homme, la discrimination raciale et l'exploitation brutale des travailleurs étrangers. La délégation cubaine est convaincue que la responsabilité internationale constitue l'un des domaines où le développement progressif du droit international a un rôle particulièrement important à jouer.

17. En ce qui concerne l'article 8, qui prévoit l'attribution à l'Etat du comportement de personnes agissant en fait pour le compte de l'Etat, la délégation cubaine estime que l'alinéa *a* est positif, mais elle est préoccupée par l'indétermination de sa portée. Suffit-il d'établir qu'une personne a agi pour le compte d'un Etat pour que ses actes soient considérés comme un acte de l'Etat ? Par exemple, il existe entre certains Etats et les sociétés multinationales un lien réel qui force à considérer les activités de ces dernières au-delà des frontières nationales comme une source de responsabilité pour l'Etat impérialiste qui les protège et les soutient en mettant à leur disposition les mécanismes de pression dont il dispose. L'alinéa *b* de l'article 8 va trop loin. En effet, les personnes visées ne sont pas à proprement parler des fonctionnaires de l'Etat, mais des personnes exerçant des prérogatives de la puissance publique dans des circonstances exceptionnelles qui ne sont pas précisées. Selon cette règle, dans le cas d'une agression, l'Etat victime serait rendu responsable des actes des autorités qui lui sont imposées par l'Etat agresseur.

18. La délégation cubaine a également des réserves en ce qui concerne l'attribution à l'Etat du comportement d'organes agissant en dépassement de leur compétence. L'Etat n'a pas à assumer de responsabilité internationale pour les actes de ce genre, la victime, même si elle est étrangère, ayant la faculté d'utiliser les voies de recours internes. La responsabilité internationale de l'Etat n'est engagée que pour les dommages et les préjudices causés aux étrangers par des actes contraires aux prescriptions des traités en vigueur. Malgré la position adoptée par la CDI dans son rapport, la délégation cubaine continue à penser que les dispositions de l'article 10 sont inacceptables. En effet, il existe toujours de nos jours dans la communauté internationale des relations de subordination qui font que les pays décolonisés doivent constamment subir l'ingérence des puissances impérialistes dans leurs affaires intérieures. D'autre part, la délégation cubaine ne pense pas que l'Etat doive mieux protéger les droits des étrangers que ceux de ses propres ressortissants. Elle approuve la position adoptée par la CDI à cet égard, qui entend codifier dans le projet d'articles les règles qui régissent en général la responsabilité des Etats pour faits internationalement illicites, et non pas seulement par rapport à certains secteurs particuliers, tel que celui de la responsabilité pour des faits ayant causé des préjudices à la personne et aux biens des étrangers. En effet, la mission de l'ONU n'est pas de fournir des garanties spéciales aux investisseurs étrangers, mais de créer des mécanismes tendant à renforcer la souveraineté et le développement indépendant des peuples. On ne peut identifier le droit international avec la pratique des pays exportateurs de capitaux.

19. Passant à la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, Mme Hernández Carmona rappelle le deuxième rapport du Rapporteur spécial intitulé "les droits acquis économiques et financiers et la succession d'Etats"¹ qui posait le problème des biens et dettes publics, des droits de concession et des contrats administratifs, à la lumière du droit des peuples à disposer de leurs ressources naturelles. Cependant, certains membres de la CDI ont estimé que la question des droits acquis était extrêmement

¹ Voir *Annuaire de la Commission du droit international*, 1969, vol. II, document A/CN.4/216/Rev.1, p. 70.

controversée et que son étude prématurée risquerait de retarder les travaux sur l'ensemble du sujet. La délégation cubaine ne partage pas ce point de vue; en effet, il s'agit là d'un problème qui se pose à propos de tous les aspects de la succession d'Etats et dont l'examen ne peut donc être indéfiniment reporté. Les articles approuvés à ce jour par la CDI n'offrent pas de difficultés majeures. L'article 9, qui établit le principe général du passage des biens d'Etat, appelle toutefois des commentaires. La CDI a étudié le problème des biens d'Etat situés hors du territoire auquel se rapporte la succession et a renoncé à établir des règles à ce sujet. D'autre part, l'emploi du mot "décidé" dans la réserve à laquelle est soumise la règle générale énoncée à l'article 9 a quelque chose de surprenant. L'article 11 relatif au passage des créances d'Etat complète l'article 9, la CDI ayant estimé que le critère de la situation matérielle des biens d'Etat énoncé à l'article 9 ne pouvait être appliqué dans la plupart des cas à des créances. Pour qu'une créance passe à l'Etat successeur, il suffit qu'une des deux conditions suivantes soit remplie : que la créance soit due à l'Etat prédécesseur du fait de sa souveraineté sur le territoire auquel se rapporte la succession d'Etats ou qu'elle soit due à l'activité de l'Etat prédécesseur sur le territoire en question. La délégation cubaine souscrit aux réserves formulées par ceux qui estiment que la règle énoncée à l'article 11 risque de rendre plus difficile la négociation entre un Etat prédécesseur et un Etat successeur d'un accord concernant le passage des créances d'Etats basé sur d'autres principes. Cela fait ressortir le hiatus qui existe entre la manière dont les grandes puissances impérialistes et les pays du tiers monde conçoivent le droit international.

20. La délégation cubaine tient à souligner le lien étroit qui existe entre la succession d'Etats en matière de traités et la succession dans les matières autres que les traités et se prononce en faveur d'une convention unique dans laquelle les deux aspects de la succession d'Etats seraient codifiés sur la base des mêmes principes.

21. M. BULL (Libéria) exprime son respect et son admiration pour l'incalculable contribution que la CDI a apportée, depuis sa création, à la codification et au développement progressif du droit international. Il félicite le Président de la CDI de sa brillante présentation du rapport à l'examen et précise que le Libéria prend de plus en plus conscience des incidences que le droit international peut avoir sur le bien-être et le développement politique et économique des pays du tiers monde.

22. C'est ainsi que la délégation libérienne reconnaît la nécessité d'élaborer des règles de droit international relatives à la responsabilité des Etats, lesquelles pourraient servir de base à la conclusion d'une convention sur ce sujet. D'une manière générale, les articles déjà adoptés semblent satisfaisants, mais la CDI pourrait encore préciser le principe général énoncé à l'article 3, selon lequel il y a fait internationalement illicite de l'Etat en cas de compor-

tement constituant une violation d'une obligation internationale de l'Etat. Toutefois, il est sans doute difficile d'énoncer des règles détaillées dans un domaine où se posent de délicats problèmes, notamment d'ordre politique. Bien que le Gouvernement libérien ait toujours prétendu avoir le droit de définir quels sont les comportements de simples particuliers dont il entend assumer la responsabilité, il reconnaît que pour promouvoir la paix et la stabilité internationales il faut intervenir dans ce domaine de la souveraineté des Etats. Le principe de la responsabilité internationale illimitée et indirecte de l'Etat pour le comportement de ses organes, lorsqu'ils agissent sous son autorité et dans le cadre de leur compétence, est un principe juste et conforme aux normes juridiques universellement reconnues dans le droit interne de la plupart des Etats modernes. De même, la délégation libérienne approuve l'exception à ce principe, qui vise les faits de personnes n'agissant pas pour le compte de l'Etat, en fait ou en droit. En revanche, un Etat peut être rendu responsable du comportement de simples particuliers lorsque ceux-ci ont été légalement chargés d'exercer des prérogatives de la puissance publique. Cette règle devrait aussi s'appliquer aux agents diplomatiques. En ce qui concerne l'article 15, M. Bull se borne à faire observer que le fait d'un mouvement insurrectionnel qui devient le nouveau gouvernement d'un Etat ne devrait pas être considéré comme un fait de cet Etat. Une telle disposition serait conforme aux principes de la décolonisation, en particulier lorsque tous les moyens pacifiques d'écarter le joug colonial ont échoué.

23. En ce qui concerne la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la délégation libérienne juge satisfaisants les articles adoptés jusqu'ici.

24. Quant à l'étude de la clause de la nation la plus favorisée, elle présente un intérêt tout particulier pour un pays en plein développement économique comme le Libéria. La délégation libérienne se félicite en particulier que la CDI s'efforce d'assurer une application plus juste de cette clause envers les nations du tiers monde. Il est indéniable que si la clause de la nation la plus favorisée était appliquée de la même manière aux Etats économiquement forts et aux Etats économiquement faibles, il en résulterait de grands désavantages pour ces derniers. Comme la CDI l'a déclaré au paragraphe 112 de son rapport, les Etats sont liés par l'obligation qui découle du principe de la non-discrimination, mais ils sont néanmoins libres d'accorder des avantages particuliers à d'autres Etats. C'est précisément dans ce sens que la CDI a rédigé l'article 16, que la délégation libérienne estime particulièrement intéressant.

25. Le représentant du Libéria souligne la valeur des séminaires de droit international que la CDI organise chaque année.

La séance est levée à 12 h 15.

1543^e séance

Lundi 20 octobre 1975, à 10 h 45.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1543

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (*suite*) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. M. RASHID (Afghanistan) félicite le Président de la Commission du droit international (CDI) de son excellente présentation du rapport (A/10010) et déclare qu'il se bornera à commenter un certain nombre d'articles du projet établi par la CDI au sujet de la succession d'Etats en matière de traités (voir A/9610/Rev.1, chap. II, sect. D). Compte tenu du nombre limité d'observations et de commentaires reçus jusqu'à présent, il serait utile d'inviter de nouveau les Etats à faire part de leurs observations sur le projet d'articles.

2. En ce qui concerne l'article 7, la délégation afghane considère que, compte tenu du libellé de l'article 6, il était nécessaire de préciser que les articles n'auraient pas d'effet rétroactif. La présence de l'article 7 pourra encourager certains Etats à devenir partie au futur instrument. Il n'y a absolument pas lieu d'introduire une référence à la Convention de Vienne sur le droit des traités¹, cet instrument n'ayant pas été accepté par un nombre suffisant d'Etats. L'article 7 devrait être maintenu à la place qu'il occupe après l'article 6.

3. En ce qui concerne les articles 11 et 12, la délégation afghane a déjà exprimé son opinion lors de la vingt-huitième session (1406^e séance). M. Rashid note qu'un certain nombre de délégations, notamment les délégations malgache, somalie et tanzanienne, ont signalé qu'elles éprouvaient des difficultés à accepter ces deux articles sous leur forme actuelle. Les affirmations catégoriques qu'ils contiennent vont à l'encontre de l'évolution du droit international contemporain et préjugent par là son avenir. Sur la question des traités territoriaux, la tâche de la CDI était extrêmement délicate, car, comme celle-ci l'a reconnu elle-même au paragraphe 1 du commentaire sur l'article 11, cette question est à la fois importante, complexe et controversée. Les opinions des auteurs modernes sur la question varient beaucoup. La délégation afghane est de celles qui considèrent que la doctrine *rebus sic stantibus*

devrait s'appliquer dans le cas des traités territoriaux chaque fois qu'un changement fondamental de circonstances se produit. On peut soutenir que la dissolution des empires coloniaux dans la première moitié du XX^e siècle a entraîné des changements fondamentaux de circonstances qui ont eu de très grandes conséquences juridiques en ce qui concerne les frontières des Etats. Selon ce raisonnement, tous les accords touchant les possessions et la souveraineté territoriales des puissances coloniales ne sont plus des titres valables de souveraineté. En réalité, certains Etats ont subi de lourdes pertes non seulement par suite de leur colonisation, mais également comme conséquences de la décolonisation, parce que l'on a prétendu qu'il n'y avait pas lieu de leur appliquer la doctrine *rebus sic stantibus*. La CDI avance un autre argument en se fondant sur le paragraphe 2 de l'article 62 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, à laquelle beaucoup d'Etats n'ont pas adhéré. La CDI a également tenté de justifier les articles 11 et 12 en faisant valoir que l'application du principe de la "table rase" en ce qui concerne les traités territoriaux pourrait être la source de dangereuses frictions entre les Etats au lieu de devenir un instrument d'évolution pacifique. La délégation afghane est néanmoins d'avis que ces considérations ne servent qu'à compliquer les relations entre deux pays voisins, qui pourraient sinon vivre dans l'entente et le respect mutuel de leur souveraineté.

4. La CDI a également abordé sous l'angle de l'application du principe de l'autodétermination la question des traités établissant des frontières. Ses vues à cet égard sont énoncées au paragraphe 10 du commentaire relatif aux articles 11 et 12, sous la forme d'une citation extraite de son commentaire sur l'article qui est devenu l'article 62 de la Convention de Vienne sur le droit des traités et dans lequel il est dit que la CDI a "été d'avis que l'"autodétermination", telle qu'elle est envisagée dans la Charte, est un principe à part et qu'en le présentant dans le contexte du droit des traités comme une application de la règle contenue dans le présent article on pourrait provoquer quelque confusion. En excluant de son champ d'application les traités qui établissent une frontière, le présent article n'écarter pas l'application du principe de l'autodétermination à tous les cas où sont réunies les conditions dans lesquelles il peut être légitimement appliqué." La délégation afghane considère que ces commentaires sont excessifs et décousus.

5. La délégation afghane partage la position selon laquelle ce serait aller trop loin que d'exclure totalement les traités territoriaux de la règle du changement fondamental de circonstances et qu'une telle exclusion serait incompatible avec le principe de l'autodétermination reconnu par la Charte. Il va sans dire que le principe de l'autodétermination, tel qu'il est énoncé dans la Charte, figure à côté d'un autre principe aussi important, celui de l'égalité de droits des peuples. Lors de leur accession à l'indépendance, la majorité des Etats africains, comme autrefois ceux du

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément no. 10.

¹ Voir Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

continent sud-américain, se sont heurtés à l'existence de frontières coloniales arbitraires et n'ont trouvé d'autre solution que de les accepter telles quelles. Il est cependant plus difficile d'appliquer une telle solution à l'Asie, où les Etats établis depuis longtemps existaient avant la période relativement récente du colonialisme, lequel a tracé des frontières coloniales qui ne sont autre chose que des lignes imaginaires séparant des peuples et des régimes jouissant d'une cohésion politique plus importante que celle des peuples colonisés des autres continents.

6. C'est dans ce contexte que la CDI a suivi l'opinion majoritaire selon laquelle les frontières des pays nouvellement indépendants et des autres sont intangibles, allant ainsi à l'encontre de la volonté de peuples établis dans des zones frontalières et qui sont extrêmement jaloux de leur indépendance. D'autre part, la CDI, en optant pour le principe de la continuité des traités de frontière, méconnaît le principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, énoncé dans la Charte des Nations Unies.

7. L'application du principe de la continuité aux traités territoriaux coloniaux a, dans un certain nombre de cas, provoqué le remplacement du système colonial par une domination étrangère que les Nations Unies condamnent, et, à ce titre, le texte des articles 11 et 12 sous sa forme actuelle n'est pas conforme à la pratique de l'Organisation des Nations Unies ni à l'idée démocratique d'un droit international progressiste. La délégation afghane n'est pas opposée à l'application du principe de la continuité aux traités de frontière, mais elle estime que ce principe n'est valable que lorsqu'il a subi l'épreuve de l'autodétermination. A cet égard, elle considère que l'application du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a donné naissance à une nouvelle norme impérative de droit international, une norme de "*jus cogens*", conçue pour promouvoir la libération des peuples assujettis, et que toute construction juridique qui va à son encontre est nulle et non avenue. C'est la raison pour laquelle l'application du principe de la "table rase" aux traités de frontière paraît juste, car il offre à tous ceux qui ont souffert du colonialisme la possibilité de rentrer dans leurs droits, dans leurs biens et dans leur intégrité territoriale. Sans une telle réserve, l'émancipation d'un Etat n'aurait d'objet que de perpétuer des traités injustes ou imposés par la force qui sont à l'origine de beaucoup de tensions internationales. Pour toutes ces raisons, la délégation afghane estime qu'il est de son devoir de demander à la CDI de reconsidérer sa position sur la question.

8. En ce qui concerne le règlement des différends, la délégation afghane est elle aussi d'avis qu'il faut prévoir une procédure adéquate. En effet, compte tenu de l'importance des questions traitées dans le projet d'articles, il paraît éminemment souhaitable de prévoir une procédure de conciliation dans les cas où un différend ne serait pas réglé par la négociation directe. On ne peut qu'encourager la CDI à procéder à l'étude d'articles en la matière qui seraient soumis à l'appréciation des représentants des Etats.

9. Au sujet de l'opportunité de mentionner la question de la révolution sociale évoquée au paragraphe 66 du rapport de la CDI, la délégation afghane tend à penser, comme la

CDI, que ce phénomène relève du changement de gouvernement et non de la succession d'Etats.

10. Quant à la suite à donner au projet d'articles, la délégation afghane partage l'opinion générale et pense qu'il est nécessaire d'en étudier plus avant les dispositions en vue d'élaborer des règles pratiques et cohérentes, compte tenu des observations des gouvernements. Le projet d'articles doit faire l'objet de travaux plus approfondis pour éliminer les contradictions qu'il présente jusqu'à ce qu'un consensus se manifeste. A ce moment-là seulement, il sera possible de décider de l'instance qui sera chargée de donner au projet sa forme définitive.

11. M. MELESCANU (Roumanie) félicite les membres de la CDI et les rapporteurs spéciaux de l'admirable travail qu'ils ont accompli et dont témoigne le rapport.

12. La question de la responsabilité des Etats présente une grande importance pour la délégation roumaine, car c'est là la seule garantie juridique de l'application de bonne foi des engagements assumés par les sujets du droit international. Elle n'est plus l'expression juridique de la politique du recours à la force pratiquée par les Etats coloniaux et elle s'est transformée en une institution qui garantit à chaque Etat, quelles que soient son étendue territoriale ou sa force, la possibilité de faire valoir ses droits vis-à-vis d'autres Etats. La délégation roumaine juge acceptable la méthode utilisée par la CDI qui consiste à agir par étapes successives en codifiant d'abord les normes relatives à la responsabilité fondée sur le fait illicite, puis celles qui concernent la responsabilité objective fondée sur le risque créé. La CDI doit faire en sorte que les articles déjà élaborés ne puissent pas préjuger les textes qui seront formulés ultérieurement.

13. Il importe que la différence entre les divers types de responsabilité – matérielle, politique, civile et pénale – soit reconnue et indiquée dans le projet d'articles sur la responsabilité des Etats (voir A/10010, chap. II, sect. B). Le fait de couvrir dans les mêmes articles la responsabilité pénale et la responsabilité civile des Etats signifie implicitement qu'elles sont placées sur un pied d'égalité, malgré la gravité particulière d'actes contre la paix, l'indépendance et l'intégrité territoriale des Etats. Selon l'article 12, par exemple, n'est pas considéré comme un fait de l'Etat le comportement adopté sur son territoire par un organe d'un autre Etat agissant en cette qualité. M. Melescanu dit que s'il peut accepter cette exemption quant à la responsabilité matérielle de cet Etat, il n'en va pas de même pour la responsabilité politique. Il cite à l'appui de son argument la définition de l'agression qui figure à l'alinéa f de l'article 3 de l'annexe à la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale. Il serait donc souhaitable à son avis de revoir cet article.

14. La délégation roumaine approuve dans l'ensemble le projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée (*ibid.*, chap. IV, sect. B) et en particulier le principe de la clause inconditionnelle énoncé à l'article 9. La question du traitement préférentiel suscite pourtant certaines difficultés compte tenu des problèmes actuels du développement et du besoin d'une égalisation des niveaux de développement des pays. La délégation roumaine estime que la CDI devrait entreprendre la codification des normes régissant le traitement préférentiel des pays en voie de développement

conformément aux résolutions adoptées aux sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale. Le traitement préférentiel doit s'appliquer non seulement aux relations commerciales, mais également au transfert des techniques, à l'exploitation des ressources constituant le patrimoine commun de l'humanité et à tous les domaines de la vie économique et des relations économiques internationales.

15. Au sujet du projet d'articles sur les traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales (*ibid.*, chap. V, sect. B), M. Melescanu estime qu'il faut établir une distinction entre Etats et organisations internationales, qui constituent des catégories différentes de sujets du droit international. L'article 11 par exemple, à propos du mode d'établissement du consentement à être lié par un traité, se réfère à ces deux catégories en termes très semblables. L'inclusion de la notion d'"acte de confirmation formelle" au paragraphe 2 paraît forcée, cette notion n'étant pas soutenue par la doctrine ou la pratique internationales. En outre, elle est superflue car les termes "ou par tout autre moyen" suffiraient pour englober n'importe quelle procédure que les organisations internationales peuvent utiliser à cet égard.

16. En ce qui concerne le programme de travail de la CDI, M. Melescanu estime qu'il existe des possibilités encore inexplorées d'accélérer ses travaux et d'accroître son rendement. Il serait peut être utile qu'elle cherche à faire participer activement tous ses membres à la préparation des rapports et des projets d'articles. Les membres pourraient présenter leurs commentaires sur les rapports et les projets par écrit et ne recourir aux débats oraux que pour la phase finale des travaux de rédaction des projets d'articles. M. Melescanu est d'avis que la CDI doit accorder la priorité à la responsabilité des Etats et à la clause de la nation la plus favorisée, laquelle devrait comprendre également des règles concernant le système généralisé de préférences.

17. M. CASSESE (Italie) dit que sa délégation se félicite de ce que la CDI ait fait des progrès considérables dans son oeuvre de codification et de développement de certains domaines du droit international.

18. Il tient à s'associer aux représentants qui ont félicité le Rapporteur spécial pour la question de la responsabilité des Etats de son excellent travail. Dans l'ensemble, la délégation italienne appuie le projet d'articles sur ce sujet.

19. Commentant certains articles, en particulier, M. Cassese dit que les articles 14 et 15, qui traitent de l'éventuelle attribution de faits internationalement illicites à des mouvements insurrectionnels, font abstraction, à juste titre, des caractéristiques politiques ou idéologiques de ces mouvements. Il ne partage pas l'avis exprimé par le représentant de la République démocratique allemande (1539^e séance) selon lequel la légitimité d'un mouvement insurrectionnel qui a abouti doit entrer en ligne de compte dans l'attribution de la responsabilité, si bien qu'un coup d'Etat fasciste ne serait pas traité de la même façon qu'un mouvement de libération nationale. De l'avis de M. Cassese, le caractère politique ou idéologique d'un mouvement insurrectionnel ne devrait absolument pas compter pour l'attribution de la responsabilité. Si un tel mouvement cause des dommages en agissant contrairement au droit interna-

tional, des réparations sont dues, quels que soient les buts politiques des insurgés. La codification internationale, particulièrement dans le domaine de la responsabilité des Etats, n'a pas pour fonction de poursuivre des objectifs à court terme, mais de reformuler et de développer le droit de manière qu'il puisse régir les relations internationales à longue échéance. Il serait donc inapproprié d'introduire des valeurs politiques ou idéologiques dans les normes internationales, car ces valeurs changent rapidement avec le temps et sont difficiles à définir convenablement.

20. La délégation italienne croit comprendre, d'après le commentaire relatif au paragraphe 1 de l'article 15, que dans certaines situations exceptionnelles comme une révolution sociale majeure due au succès d'un mouvement insurrectionnel, le comportement illicite de l'ancien gouvernement ne pourrait pas être attribué au nouvel Etat constitué par suite de la révolution. Cette réserve qui découle du paragraphe 1 de l'article 15 se justifie puisque, dans ces cas exceptionnels, la raison d'être de la continuité *de facto*, qui est à la base de la règle générale, n'existe plus et qu'elle a fait place à une rupture complète dans la structure sociale ainsi que dans les mécanismes de gouvernement de l'Etat. Il est aussi normal de ne pas attribuer à l'Etat les actes commis pendant le conflit par les anciens organes gouvernementaux. Si les insurgés renversent un gouvernement raciste et autoritaire afin d'instituer la démocratie et l'égalité — et, de ce fait, changent complètement le caractère de l'Etat —, on ne peut certainement pas faire valoir qu'ils sont responsables des actes de génocide ou d'autres violations graves et répétées des droits de l'homme à l'égard d'étrangers perpétrés par le gouvernement précédent alors qu'il tentait de réprimer la rébellion.

21. On peut objecter que la réserve contenue au paragraphe 1 de l'article 15 ne se prête pas à une définition applicable à tous les cas de révolution politique et sociale. Cette objection peut toutefois être écartée, car la CDI pourrait tenter de parvenir à une telle définition, en indiquant certaines des conditions fondamentales et objectives requises pour qu'un changement de gouvernement entre dans la catégorie à laquelle cette exception s'appliquerait. La définition devant être objective, les buts politiques et idéologiques du gouvernement "légitime" comme du mouvement rebelle n'interviendraient qu'en tant qu'éléments objectifs à prendre en ligne de compte pour déterminer s'il y a bien eu une solution de continuité entre les anciens mécanismes gouvernementaux et le nouveau gouvernement.

22. La seconde objection qu'on peut élever contre cette réserve est que les victimes de faits internationalement illicites commis par le gouvernement préexistant, pendant la lutte pour le pouvoir, peuvent ne pas obtenir réparation. Cette conséquence, quoique très regrettable, n'aurait rien de bien nouveau; en effet, dans le cas d'actes illicites commis par des insurgés, les victimes restent également sans recours lorsque les insurgés échouent. C'est là un inconvénient commun à tous les systèmes juridiques. Il est évident qu'une victime ne bénéficie d'aucune réparation si la personne actionnée en revendication a disparu et demeure juridiquement hors d'atteinte.

23. M. Cassese rend hommage à l'excellent travail fait par le Rapporteur spécial sur la question de la clause de la

nation la plus favorisée. La délégation italienne appuie la suggestion de la CDI, qui se propose d'achever l'examen des articles sur cette question en première lecture pour les soumettre à l'Assemblée générale, lors de sa trente et unième session, et il exprime l'espoir que cette première lecture sera effectivement achevée en 1976 et tiendra compte des observations faites à la Sixième Commission.

24. Au sujet de la question que la CDI a adressée à l'Assemblée générale au paragraphe 108 de son rapport, la délégation italienne est d'avis que le projet d'articles ne doit pas être étendu au traitement national et aux clauses du traitement national. La CDI a déjà souligné, dans son commentaire à l'article 17, toutes les difficultés d'ordre pratique que provoquerait toute tentative visant à lier la règle du traitement national à la clause de la nation la plus favorisée. Pour plus de clarté et de simplicité, il serait donc préférable que la CDI concentre ses efforts sur l'élaboration d'un projet de règles propre à la clause de la nation la plus favorisée.

25. La CDI, après avoir souligné que le traitement de la nation la plus favorisée n'était que le corollaire du principe de non-discrimination, a justement fait remarquer que la clause de la nation la plus favorisée ne devrait pas s'appliquer sans qu'il soit tenu dûment compte des inégalités frappantes existant entre les pays développés et les pays en développement. Sinon, le désir de réaliser une égalité formelle conduirait à exercer une discrimination implicite à l'égard des membres les plus faibles de la communauté internationale. La délégation italienne accueille donc favorablement l'article 21, qui pourvoit aux besoins particuliers des pays en développement. Comme la CDI l'a elle-même justement souligné, le libellé de cet article doit être amélioré, mais l'idée fondamentale qui le sous-tend est juste, et la délégation italienne la partage entièrement.

26. Par contre, la délégation italienne a quelques doutes à propos de l'article 15, qui ne prévoit pas une autre exception pourtant nécessaire à l'application de la clause de la nation la plus favorisée. Cet article n'exclut pas du domaine d'application de la clause les traités multilatéraux établissant des unions douanières, des associations de libre échange et des groupements similaires d'Etats. Comme l'ont déjà fait remarquer les représentants du Pérou (*ibid.*) et de l'Argentine (1540^e séance), l'exception s'impose absolument. La délégation italienne exposera les motifs qui l'ont conduite à adopter ce point de vue dans une déclaration qu'elle fera, au nom de la Communauté économique européenne, au cours d'une prochaine séance.

27. En ce qui concerne la succession d'Etats en matière de traités, le point de vue selon lequel les deux aspects de la question qui n'ont pas été traités par la CDI, à savoir les articles envisagés sur les traités multilatéraux de caractère universel et sur le règlement des différends, devraient lui être renvoyés pour plus ample examen paraît justifié. Si la majorité des membres de la Sixième Commission étaient favorables à cette procédure, la délégation italienne l'appuierait, mais elle sait aussi que la CDI a un programme de travail chargé et qu'il ne convient pas de la retarder dans ses travaux. En outre, si la CDI réexaminait la question de la succession d'Etats en matière de traités, elle risquerait de se

lancer dans de longs débats, qui pourraient même entraîner la remise en question de certaines dispositions clefs qui ont déjà été adoptées. En conséquence, la délégation italienne estime que la meilleure solution serait de demander de nouveau aux gouvernements de faire part de leurs observations sur les articles. Puisque, jusqu'à présent, seul un petit nombre de gouvernements ont répondu à la demande d'observations qui leur avait été adressée en 1974, il serait bon d'attendre de connaître les réactions d'un plus grand nombre de gouvernements avant de décider de la suite à donner aux articles proposés.

28. D'aucuns se sont demandé si le programme des travaux de la CDI, tel qu'il est exposé au paragraphe 143 du rapport, répondait à la recommandation contenue dans la résolution 3315 (XXIX) de l'Assemblée générale tendant à ce que les travaux sur la responsabilité des Etats soient poursuivis en priorité. M. Cassese estime néanmoins qu'une hâte excessive en la matière pourrait mettre en danger les excellents résultats déjà obtenus. C'est un sujet d'une ampleur considérable et qui touche à des domaines très nombreux et très délicats du droit international, et le rythme de travail peut, de ce fait, ne pas être très rapide. En conséquence, la CDI réaliserait déjà des progrès suffisants au cours de l'année à venir si elle pouvait résoudre de façon satisfaisante le problème crucial qui se pose de savoir s'il existe une catégorie spéciale d'actes illicites internationaux particulièrement graves. La délégation italienne est certaine que la CDI poursuivra, avec le même zèle et la même attention que par le passé, sa tâche de rédaction sans négliger d'élaborer aussi rapidement que possible de nouvelles règles qui font cruellement défaut dans certains domaines essentiels du droit international.

29. M. ALTING VON GEUSAU (Pays-Bas) observe que le développement progressif et la codification du droit international ne sont pas une tâche aisée dans une organisation comme celle des Nations Unies, qui doit sans cesse faire face aux changements qui interviennent dans les relations internationales et aux profondes divisions politiques et idéologiques de ses membres. Compte tenu de ces difficultés, les résultats auxquels la CDI est parvenue sont dignes d'éloge, ses travaux sur la responsabilité des Etats et la clause de la nation la plus favorisée étant des exemples de travaux scientifiques d'une qualité particulièrement remarquable. Mais, en fin de compte, le succès de la CDI dépend de la volonté des Etats membres de donner leur approbation aux textes définitifs qu'elle adopte. L'examen de plusieurs sujets importants renvoyés à la CDI a dû être différé ou abandonné. Même dans les cas où les travaux de la CDI ont conduit à l'adoption de conventions, l'attitude des Etats membres à l'égard de ces instruments n'est pas toujours très positive, comme l'ont souligné les représentants de la Norvège (*ibid.*) et de l'Australie (1541^e séance).

30. Parmi les conventions adoptées sur la base des projets établis par la CDI, la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques est jusqu'ici la seule qui ait recueilli les ratifications ou les adhésions d'une majorité d'Etats membres. Par ailleurs, nombre de conventions et de déclarations importantes ont été adoptées à l'Assemblée générale au cours des 30 dernières années, sans que la CDI ou la Sixième Commission ait participé à leur élaboration. Cer-

tains de ces instruments peuvent être considérés comme des contributions au développement progressif du droit international, même si cela n'était pas nécessairement leur finalité première. Une analyse objective des travaux de la CDI et de la suite que leur ont donnée l'Assemblée et les Etats membres ne peut que conduire à la conclusion que le champ ouvert au développement progressif et à la codification du droit international est fort limité. L'acceptation des conventions sur les relations diplomatiques et sur les relations consulaires par un assez grand nombre d'Etats donnerait à penser que le domaine dans lequel la CDI a le mieux réussi est celui de la formulation de règles formelles de droit international.

31. La délégation néerlandaise est satisfaite de la manière dont la CDI a abordé la question de la responsabilité des Etats. La CDI a judicieusement maintenu une distinction rigoureuse entre la tâche consistant à déterminer les règles régissant la responsabilité et l'énoncé des règles qui imposent aux Etats des obligations dont la violation pourrait être source de responsabilité. Cette distinction a permis à la CDI de formuler un projet d'articles généralement clair traitant du fait de l'Etat d'après le droit international.

32. En ce qui concerne les articles 10 à 15, la délégation néerlandaise appuie l'énumération explicite, aux articles 11 à 14, des comportements qui ne doivent pas être considérés comme un fait de l'Etat d'après le droit international. Le comportement de personnes privées, d'organes d'un autre Etat ou d'organes d'un mouvement insurrectionnel, visé aux articles 11, 12 et 14, ne saurait être attribué à un Etat, directement ou indirectement. Néanmoins, ces comportements peuvent faire naître certaines obligations pour les Etats. La délégation néerlandaise appuie donc le paragraphe 2 des articles 11, 12 et 14, bien qu'elle ait des réserves sur l'opportunité de formuler ces paragraphes en des termes identiques. Le comportement de personnes privées, visé au paragraphe 1 de l'article 11, doit être présumé se produire dans le territoire sur lequel l'Etat exerce un contrôle exclusif. On peut présumer en conséquence que l'Etat est à même de satisfaire à ses obligations internationales dans les cas où il est tenu — en vertu du droit international général ou de conventions particulières — de prévenir des actes illicites de personnes privées, de protéger les victimes éventuelles ou, s'il n'y est pas parvenu, d'arrêter les délinquants et de les soumettre à des poursuites judiciaires. Il est certainement difficile de définir de manière plus complète la responsabilité que l'Etat placé dans une telle situation pourrait encourir pour ses propres omissions ou pour le défaut de diligence de ses organes. Cette question appelle un examen approfondi et une étude plus poussée.

33. Dans le cas du paragraphe 2 de l'article 12, on peut présumer que l'Etat n'est pas entièrement en mesure d'exercer un contrôle exclusif sur le territoire considéré et donc de satisfaire à ses obligations internationales à l'égard du comportement illicite d'organes d'un autre Etat.

34. L'article 14 traite apparemment de deux situations distinctes. D'une part, le paragraphe 2 de cet article énonce, comme il convient, la responsabilité de l'Etat en rapport avec le comportement d'organes d'un mouvement insurrectionnel agissant sur le territoire de l'Etat contre le gouvernement au pouvoir. D'autre part, le même article 14 traite

de la conduite d'organes d'un mouvement insurrectionnel agissant sur le territoire de l'Etat contre le gouvernement d'un autre Etat. La délégation néerlandaise souhaiterait que la CDI examine la possibilité de rédiger une disposition distincte concernant cette dernière situation, dans laquelle on peut présumer que l'objectif particulier du mouvement insurrectionnel est de causer un dommage aux organes de l'autre Etat ou à ses citoyens. Dans la première situation envisagée, les dommages causés aux étrangers pourraient n'être qu'une conséquence du comportement des organes du mouvement insurrectionnel.

35. En ce qui concerne les plans de la CDI pour l'achèvement du projet d'articles sur la responsabilité des Etats, la délégation néerlandaise craint que les divergences profondes entre Etats au sujet du contenu, des formes et des degrés de la responsabilité internationale ne compromettent gravement la progression des travaux sur les deuxième et troisième parties du projet envisagé, pour ne rien dire des controverses que suscite l'élément objectif du fait internationalement illicite. En conséquence, elle suggère que la première partie soit élaborée en tant qu'instrument distinct qui serait adopté par la Sixième Commission.

36. La délégation néerlandaise a examiné avec beaucoup d'intérêt le chapitre IV du rapport de la CDI, traitant de la clause de la nation la plus favorisée. Cet intérêt s'explique par le fait que les Pays-Bas sont partie contractante à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), membre de la Communauté économique européenne et partisan d'un système généralisé de préférences commerciales en faveur des pays en développement. La CDI a indiqué dans son rapport qu'elle ne désirait pas limiter son étude au fonctionnement de la clause dans le domaine du commerce international, mais l'étendre au plus grand nombre de domaines possible. Mais la CDI s'est en fait essentiellement occupée du fonctionnement de la clause dans le domaine du commerce, dont la réglementation, dans le cadre plus large d'un effort de développement du droit économique international, s'est trouvée compliquée par les changements fondamentaux qui sont constamment intervenus dans les relations économiques entre Etats. Après la seconde guerre mondiale, le commerce international a connu un certain nombre de changements fondamentaux. Premièrement, le GATT a marqué l'ouverture d'une ère nouvelle pendant laquelle la clause de la nation la plus favorisée est devenue un instrument de promotion des relations commerciales multilatérales sur la base de la non-discrimination. Deuxièmement, l'apparition d'entreprises commerciales d'Etat a fait naître de nouveaux problèmes touchant l'application de la clause de la nation la plus favorisée entre pays dotés de systèmes économiques différents. Troisièmement, les unions douanières et les zones de libre échange, que l'on peut considérer comme des exceptions au jeu normal de la clause, ont établi une nouvelle tendance. Quatrièmement, les besoins des pays en développement ont imposé l'adoption de règles nouvelles destinées à faciliter l'accès de leurs produits sur les marchés des pays développés. De l'avis de la délégation néerlandaise, la CDI n'a pas assez tenu compte de ces changements et a cherché à réaffirmer des règles traditionnelles du droit international d'avant guerre.

37. Au sujet de l'article 15 et des observations du Rapporteur spécial relatives aux unions douanières et aux

associations d'Etat analogues, la délégation néerlandaise souscrit à la déclaration qui sera faite devant la Sixième Commission au nom des neuf membres de la Communauté économique européenne.

38. Enfin, la délégation néerlandaise est loin d'être certaine qu'il soit opportun de rédiger des articles sur la clause de la nation la plus favorisée à un moment où les règles applicables aux relations économiques internationales sont encore en évolution constante.

39. Au sujet du programme de travail de la CDI, la délégation néerlandaise avait demandé lors de la vingt-neuvième session (1494^e séance) que la CDI accorde la priorité à l'étude des utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation. Il faut espérer que ce sujet sera abordé dès qu'un nombre suffisant de réponses auront été reçues des gouvernements des Etats membres.

40. M. NICOL (Sierra Leone) remercie le Président de la CDI pour la clarté de sa présentation du rapport.

41. La délégation sierra-léonienne est en accord général avec le projet d'articles sur la responsabilité des Etats et note avec satisfaction que la CDI a, dans ses travaux de rédaction, rejeté certaines conceptions dépassées. Au sujet des articles 14 et 15, qui traitent du comportement des mouvements insurrectionnels, elle a relevé avec intérêt les observations et suggestions du représentant de la République-Unie de Tanzanie (1542^e séance) concernant la distinction qu'il y aurait lieu de faire entre les mouvements insurrectionnels et les mouvements de libération. Pour l'heure, la délégation sierra-léonienne pourrait accepter le principe général qui attribue aux mouvements insurrectionnels victorieux la responsabilité des actes commis pendant la phase de lutte.

42. A propos de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, M. Nicol engage la CDI à terminer rapidement ses travaux sur le sujet, car la décolonisation

touche à son terme. Il note avec satisfaction que dans le projet d'articles sur cette question (voir A/10010, chap. III, sect. B) la CDI a repoussé la tentation d'établir une distinction entre le domaine public et le domaine privé aux fins du passage des biens d'Etat à l'Etat successeur. Les dispositions de l'article 9 sont en grande partie supplétives et laissent une latitude considérable pour conclure les arrangements spéciaux qui pourraient être jugés nécessaires, notamment en matière d'indemnisation. La délégation sierra-léonienne partage les vues de ceux qui ont exprimé des doutes quant à la nécessité de l'article 11 en se demandant s'il était justifié de consacrer une disposition spéciale aux créances d'Etat.

43. La Sierra Leone accueille avec un intérêt particulier l'inclusion de l'article 21 dans le projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée. Par cette disposition, la CDI a tiré les conséquences de l'idée généralement admise que l'application de la clause de la nation la plus favorisée pourrait susciter des difficultés non seulement dans le domaine des relations économiques, mais aussi dans d'autres domaines, lorsque les parties en présence ne sont pas au même niveau de développement. Il serait souhaitable de poursuivre l'étude attentive de la question, de façon à formuler, le cas échéant, de nouveaux articles destinés à protéger les intérêts des nations économiquement faibles.

44. En ce qui concerne l'organisation du programme de travail de la CDI, la délégation sierra-léonienne fait siennes les observations et suggestions du représentant de l'Australie. Elle se félicite de la constitution d'un groupe de planification au sein du Bureau élargi qui sera chargé d'examiner les propositions des Etats membres en vue d'établir un plan révisé relatif aux travaux de recherche et de rédaction de la CDI. La Sixième Commission doit veiller à ne pas surcharger la CDI en soumettant de nouvelles questions à son examen, à moins que cela ne soit rendu absolument nécessaire par l'évolution de la vie internationale.

La séance est levée à 12 h 10.

1544^e séance

Mardi 21 octobre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1544

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (*suite*) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

1. M. NYAMDO (Mongolie) félicite le Président de la Commission du droit international (CDI) pour sa présentation du rapport à l'examen (A/10010).

2. En ce qui concerne la question importante de la responsabilité des Etats, il fait observer que de nombreux membres de la Sixième Commission ont manifesté leur mécontentement devant la lenteur des progrès réalisés par la CDI. On peut néanmoins voir dans le projet d'articles (*ibid.*, chap. II, sect. B) un pas en avant vers l'élaboration de règles régissant la responsabilité des Etats. La délégation mongole appuie en principe l'idée fondamentale énoncée à l'article

10 sur l'attribution à l'Etat du comportement d'organes agissant en dépassement de leur compétence ou en contradiction avec les instructions concernant leur activité, mais la notion de "collectivité publique territoriale" introduite dans l'article par la CDI n'est pas précise. Si ces collectivités publiques peuvent agir en qualité d'organes de l'Etat, elles sont alors englobées dans ce dernier concept. Si elles peuvent agir en qualité de particuliers, les Etats assument la responsabilité de leurs actes conformément à une autre règle, à savoir celle de la complicité dans leurs actes. Notant que cet article pose la règle importante selon laquelle l'Etat ne devrait pas être exempté de responsabilité en cas d'excès de pouvoir de ses organes, la délégation mongole partage pleinement l'avis exprimé au paragraphe 18 du commentaire sur cet article.

3. L'article 11 répète sous une forme négative le principe énoncé à l'article 8 concernant l'attribution à l'Etat du comportement de personnes, avec lequel la délégation mongole est pleinement d'accord comme elle l'a fait savoir lors de la vingt-neuvième session (1488^e séance), et M. Nyamdo n'a pas d'objection à l'article 11, bien qu'il soit quelque peu répétitif.

4. En ce qui concerne l'article 12, M. Nyamdo note que la CDI, dans son commentaire, a déclaré qu'elle désirait éliminer toute idée de responsabilité de la part de l'Etat territorial pour le comportement d'organes d'autres Etats sur son territoire. M. Nyamdo pense que cette précision aurait dû être donnée dans le texte même de l'article, comme cela a été fait pour l'article 13. Il rappelle par ailleurs qu'il existe des cas où un Etat met son territoire à la disposition d'un autre Etat en vue d'actes illicites. Dans ce cas, naturellement, l'Etat territorial est coupable et doit donc en porter la responsabilité.

5. Les articles 14 et 15 traitent de problèmes qui exigent une étude approfondie. La délégation mongole partage le point de vue des autres membres de la Sixième Commission, qui insistent sur la nécessité de faire une distinction nette entre les mouvements insurrectionnels et les mouvements de libération nationale du point de vue de leur légalité. Cette distinction pourrait servir de critère pour décider si l'on doit considérer le comportement d'un organe d'un mouvement insurrectionnel comme un acte de l'Etat sur le territoire duquel il a eu lieu. Il faudrait aussi élaborer d'autres critères du même ordre.

6. En ce qui concerne la succession d'Etats dans les matières autres que les traités (voir A/10010, chap. III), M. Nyamdo note que les principes généraux sur le passage des biens d'Etat de l'Etat prédécesseur à l'Etat successeur s'appliquent également aux biens d'Etat meubles, quel que soit l'endroit où ils se trouvent. La délégation mongole n'a aucune difficulté à accepter l'article X. En général, la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités est étroitement liée à celle de la succession d'Etats en matière de traités et les deux questions devraient être traitées sur la base des mêmes principes.

7. La délégation mongole éprouve un grand intérêt pour la question de la clause de la nation la plus favorisée (*ibid.*, chap. IV), vu l'importance qu'elle revêt actuellement du point de vue de la réalisation de l'égalité et de la non-discrimination entre les Etats. Elle approuve les propo-

sitions du Rapporteur spécial tendant à étudier la clause de la nation la plus favorisée en même temps que la clause du traitement national puisque les deux sujets se recouvrent en grande partie. De l'avis du représentant de la Mongolie, l'article 8 revêt une importance critique puisqu'il traite du principe essentiel de l'inconditionnalité de la clause de la nation la plus favorisée. La délégation mongole n'a pas d'objection aux autres articles. Prenant note des décisions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et des dispositions de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale, annexe] relatives à un système généralisé de préférences ainsi que de l'intérêt manifesté par les membres de la Sixième Commission pour l'article 21, la délégation mongole espère qu'à sa prochaine session la CDI adoptera, sur l'application de la clause de la nation la plus favorisée, une position favorable aux pays en développement.

8. M. KOLESNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la CDI a accompli un travail considérable lors de sa vingt-septième session puisqu'elle a examiné des projets d'articles sur quatre sujets différents. Il convient de signaler que les rapporteurs spéciaux pour ces sujets représentent non seulement les pays occidentaux, mais aussi les pays socialistes et les pays en développement.

9. Les travaux sur la responsabilité des Etats sont d'une importance particulière et la CDI a eu raison de chercher principalement à élucider les principes fondamentaux du droit international relatifs à ce sujet. La délégation soviétique partage entièrement l'idée, énoncée au paragraphe 49 du rapport, selon laquelle il faut mettre en évidence une catégorie distincte de faits internationalement illicites particulièrement graves qui peuvent être qualifiés de crimes internationaux. Cette distinction est nécessaire eu égard aux nombreux instruments importants qui ont trait à la lutte contre l'agression, l'*apartheid* et le racisme adoptés au cours des années par l'Organisation des Nations Unies.

10. La délégation soviétique s'abstiendra de présenter des commentaires détaillés sur le projet d'articles relatif à la responsabilité des Etats, mais elle voudrait souligner, en réponse à une observation faite par le représentant de l'Autriche (1539^e séance) à propos de l'article 11, que dans le cadre du développement progressif du droit international, la question de la responsabilité des Etats pour les activités de sociétés privées et de sociétés transnationales est de plus en plus fréquemment soulevée. Ce n'est un secret pour personne que les sociétés nationales et transnationales sont couramment utilisées pour appuyer les politiques impérialistes d'intervention dans les affaires intérieures des Etats souverains et le pillage économique des peuples. Le droit international contemporain repose sur les principes progressistes inspirés par la grande révolution d'Octobre et sur le processus historique de déclin du colonialisme, la voie étant ainsi ouverte pour la participation des nations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à la vie internationale. Le droit international ne cesse de se développer sous l'influence des pays socialistes et des pays en développement.

11. En ce qui concerne l'article 15, le représentant de la République-Unie de Tanzanie (1542^e séance) a souligné à juste titre la nécessité de distinguer entre la notion de "mouvement insurrectionnel" et celle de mouvement de

libération nationale. Un Etat tiers fournissant de l'assistance à un peuple qui lutte pour l'autodétermination ne saurait assumer de responsabilité vis-à-vis des régimes colonialistes et racistes qui s'opposent à l'exercice de ce droit. C'est, de l'avis de la délégation soviétique, une des règles du droit international d'aujourd'hui.

12. Il est regrettable que la CDI ait progressé si lentement dans ses travaux sur le projet d'articles relatif à la responsabilité des Etats. L'absence d'un projet définitif sur ce sujet s'est fait vivement sentir lors de la rédaction de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe], et de la Définition de l'agression [résolution 3314 (XXIX), annexe]. A cause de la lenteur des travaux de la CDI dans ce domaine, l'Assemblée générale a dû faire appel à d'autres organes pour la codification de ces questions. La délégation soviétique recommande fortement qu'à sa prochaine session la CDI s'occupe en priorité de la responsabilité des Etats, en commençant par formuler les règles régissant la responsabilité des Etats pour des actes illicites tels que la violation de la paix, l'utilisation de la force armée pour réprimer les mouvements de libération nationale et autres crimes internationaux de même gravité.

13. La délégation soviétique note avec satisfaction que la CDI a considérablement avancé, à sa vingt-septième session, dans ses travaux sur un autre sujet important du droit international, à savoir la clause de la nation la plus favorisée. Le principe du traitement de la nation la plus favorisée est un élément de la lutte contre la discrimination dans le domaine du commerce international, et les 14 nouveaux articles du projet adoptés en première lecture par la CDI sont dans l'ensemble acceptables aux yeux de la délégation soviétique. Celle-ci approuve également l'intention de la CDI d'achever tout le projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée en 1976. A cet égard, il convient de noter que le Rapporteur spécial en la matière, qui a éminemment contribué au travail de la CDI, a proposé que la suite des travaux sur ce sujet se double d'un examen des dispositions ayant trait au traitement national, puisque les deux sujets ont beaucoup d'éléments en commun. Cette suggestion mérite d'être prise en considération et appuyée.

14. En ce qui concerne le fond des articles adoptés par la CDI, M. Kolesnik note qu'il n'existe pas de règle généralement acceptée pour les dérogations à la clause de la nation la plus favorisée, si ce n'est pour le système généralisé et non réciproque de préférences en faveur des pays en développement visé à l'article 21. Il n'existe pas de raison valable pour exclure de l'application de la clause les avantages que les membres d'associations économiques ou d'unions douanières s'accordent les uns aux autres.

15. En ce qui concerne la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales (voir A/10010, chap. V), M. Kolesnik estime que la CDI a eu raison de chercher à faire une distinction entre Etats et organisations internationales puisque ces dernières n'ont qu'une personnalité juridique limitée. Il ne convient pas, en l'espèce, de répéter simplement les dispositions correspon-

dantes de la Convention de Vienne sur le droit des traités¹. Les traités conclus entre organisations internationales doivent se distinguer clairement des traités conclus entre Etats.

16. En ce qui concerne le projet d'articles sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la délégation soviétique attache une importance particulière à l'article X relatif à l'absence d'effets d'une succession d'Etats sur les biens d'un Etat tiers. Cet article répond à juste titre à la nécessité de préserver les biens appartenant à un Etat tiers en cas de succession. Cette disposition s'applique aussi, de toute évidence, à la validité des dettes contractuelles assumées à l'égard d'un Etat tiers. De ce point de vue, la référence au seul droit interne de l'Etat successeur pourrait ne pas être suffisante et il serait peut-être nécessaire d'inclure une référence appropriée au droit international.

17. Passant à la question de la succession d'Etats en matière de traités (voir A/9610/Rev.1, chap. II), M. Kolesnik fait remarquer que, conformément à la résolution 3315 (XXIX) de l'Assemblée générale, le Gouvernement soviétique a présenté par écrit ses observations sur le projet d'articles (A/10198/Add.4). Dans l'ensemble, le projet d'articles fournit une base acceptable pour la suite des travaux sur le sujet et de nombreuses dispositions du projet traduisent les règles généralement acceptées du droit et ont par conséquent reçu l'approbation de beaucoup de délégations à la Sixième Commission. C'est particulièrement vrai de l'une des idées fondamentales énoncées dans le projet d'articles, à savoir qu'une succession d'Etats en tant que telle n'affecte pas les frontières. La délégation soviétique a analysé le projet d'articles en détail lors des sessions antérieures de l'Assemblée générale; il est donc inutile qu'elle le fasse une fois de plus. Il faudrait demander à la CDI de tenir compte des observations et commentaires formulés par les Etats devant la Sixième Commission à la session en cours. Il faut en particulier veiller à ce que l'application du principe de la "table rase" ne porte en aucune manière préjudice aux principes et règles généralement acceptés du droit international et aux obligations de tous les Etats qui découlent de ces principes et règles. Les Etats nouvellement indépendants doivent aussi appliquer les principes et règles généralement acceptés du droit international. Après une nouvelle lecture du projet d'articles, la CDI pourrait le présenter à nouveau à la trente et unième session de l'Assemblée générale; celle-ci décidera alors de la meilleure méthode à suivre pour mettre au point le texte final. La délégation soviétique juge en principe intéressante la suggestion d'un certain nombre de délégations tendant à ce que la Sixième Commission se charge elle-même de l'élaboration définitive du projet d'articles.

18. En ce qui concerne le programme de travail futur, M. Kolesnik insiste pour que la CDI porte d'abord son attention sur les questions les plus importantes et les plus actuelles, en particulier la responsabilité des Etats et la clause de la nation la plus favorisée. La question du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation n'a certainement pas encore atteint le point où la CDI puisse s'en occuper valablement. M. Koles-

¹ Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

nik espère que la CDI continuera à examiner avec attention la possibilité de réduire la durée de ses sessions, d'améliorer ses méthodes de travail et d'accroître son efficacité.

19. M. BUSSE (République fédérale d'Allemagne) rend hommage, au nom de son gouvernement, au travail admirable accompli par la CDI et remercie son président des explications et des observations claires et concises qu'il a présentées sur le rapport de la CDI. M. Busse estime, comme le représentant de l'Australie (1541^e séance), que la Sixième Commission n'est pas l'enceinte appropriée pour présenter des observations détaillées sur le rapport; il limitera donc ses remarques à quelques points importants.

20. La délégation de la République fédérale est satisfaite de voir que la CDI a pu achever l'examen du chapitre II du projet d'articles sur la responsabilité des Etats, relatif à l'élément subjectif des faits internationalement illicites. Le projet d'articles relatif à cette question est d'un intérêt capital à ses yeux; ces articles, en effet, ne manqueront pas d'avoir des répercussions sur les problèmes du droit des investissements internationaux et de la protection internationale des droits de l'homme, par exemple. De nouveaux progrès dans la codification des règles qui régissent la responsabilité des Etats amèneraient une plus grande stabilité et une plus grande clarté juridique dans ces matières comme dans d'autres.

21. La question de la rétroactivité de la convention envisagée a été examinée au cours des débats antérieurs de la CDI, mais la délégation de la République fédérale est convaincue que la rétroactivité permettrait à des différends internationaux, réglés depuis longtemps, de resurgir. La convention deviendrait ainsi la source d'une telle incertitude juridique qu'un certain nombre de gouvernements pourraient ne pas la ratifier. Il semble donc raisonnable d'appliquer le principe de la "table rase" au moment où la convention entre en application. Pour assurer le succès de cette convention, il conviendrait aussi que la CDI, en prenant pour modèle le projet de convention sur la succession des Etats en matière de traités, insère un article indiquant expressément que la convention ne dispose que pour l'avenir. La délégation de la République fédérale demeure très favorable aux travaux du Rapporteur spécial sur ce sujet.

22. En ce qui concerne la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, M. Busse dit que son gouvernement doute beaucoup qu'il soit possible d'arriver, dans un proche avenir, à un compromis acceptable en un domaine où les incidences politiques sont si délicates. Dans sa forme actuelle, le projet d'articles relatif à cette question est incomplet et vague sur certains points. Il sera difficile de se forger une opinion définitive sur ce projet d'articles aussi longtemps que le problème de la succession d'Etats en matière de créances publiques et de biens publics autres que les biens d'Etat n'aura pas été résolu.

23. Le Gouvernement de la République fédérale se félicite de l'adoption, au cours de la vingt-septième session de la CDI, de 14 nouveaux articles sur la clause de la nation la plus favorisée. Ce sujet, du fait de sa parenté étroite avec la Convention de Vienne sur le droit des traités se prête assez bien au travail de codification de la CDI. Mais une codification à l'échelle mondiale du traitement de la nation

la plus favorisée aura des incidences sur des intérêts commerciaux extrêmement importants, dans le domaine du commerce Est-Ouest et du commerce entre pays industrialisés et pays en développement, intérêts qui exigeront, en temps utile, un examen très attentif du projet de convention.

24. La disposition de l'article 6 selon laquelle le traitement de la nation la plus favorisée doit être accordé aux Etats uniquement en vertu d'une obligation juridique est d'une importance considérable. M. Busse désire souligner à cet égard que l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée a tenu une place importante dans les débats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Il n'est pas question, cependant, dans l'Acte final de la Conférence d'une obligation juridique, au sens de l'article 6.

25. La délégation de la République fédérale souscrit à la déclaration que fera le porte-parole de la Communauté économique européenne au sujet de l'article 15.

26. Quant à la question de savoir si un Etat bénéficiaire peut réclamer le traitement national en vertu d'une clause de la nation la plus favorisée, sous prétexte que le même privilège a été concédé à un Etat tiers, M. Busse estime qu'une interprétation aussi large de la clause de la nation la plus favorisée soulèverait beaucoup de questions. En réponse aux remarques faites par le Président de la CDI à ce sujet (1534^e séance), M. Busse dit que son gouvernement partage l'opinion déjà exprimée au cours des débats de la CDI, selon laquelle la question du traitement national déborde le mandat donné à la CDI et ne devrait donc pas être traitée dans le cadre du projet d'articles relatif à la clause de la nation la plus favorisée.

27. Compte tenu des incidences commerciales importantes de ces projets d'articles, on devrait demander aux Etats membres de faire connaître leurs points de vue dès le début des travaux de codification, en particulier en ce qui concerne les sujets auxquels M. Busse vient de faire référence.

28. Au stade actuel des travaux de la CDI sur les traités entre Etats et organisations internationales et entre deux ou plusieurs organisations internationales, il n'est pas indiqué de présenter des observations détaillées. L'Allemagne fédérale accueille favorablement, en principe, les efforts visant à codifier et à développer le droit des traités auxquels participent des organisations internationales, qui ferait suite à la Convention de Vienne sur le droit des traités conclus entre Etats.

29. En dépit d'une parenté certaine, les traités auxquels les organisations internationales sont parties diffèrent grandement des traités conclus entre Etats, en particulier en ce qui concerne la capacité de conclure des traités, les vices de forme susceptibles d'empêcher l'entrée en vigueur d'un traité, et les procédures à suivre en matière de conclusion des traités. L'autre question qui se pose est celle de savoir si le principe établi, selon lequel les traités entre Etats ne sont opposables qu'aux parties, peut être appliqué aux traités conclus avec des organisations internationales. Compte tenu de ces difficultés, la délégation de la République fédérale considère qu'un travail considérable reste encore à faire sur ces points particuliers.

30. Il est clair que quelques membres de la CDI ont tendance à souligner les différences entre Etats et organisations internationales et sont donc favorables à une terminologie qui diffère de celle utilisée dans la Convention de Vienne sur le droit des traités. L'Allemagne fédérale est d'avis qu'un effort doit être tenté pour consacrer la plus grande homogénéité possible entre le projet d'articles et la Convention de Vienne. Il serait prématuré, cependant, d'adopter, au stade actuel, une position définitive sur des points précis, y compris sur le problème des réserves, qui a fait l'objet de longs débats au cours de la présente session.

31. Quant à la capacité des organisations internationales de conclure des traités, son gouvernement approuve le libellé de l'article 6, qui prévoit que la capacité d'une organisation internationale de conclure des traités est régie par les règles pertinentes de cette organisation. M. Busse exprime l'entière confiance de son gouvernement dans le travail du Rapporteur spécial sur cette question.

32. M. JARROUD (République arabe libyenne) souhaite la bienvenue aux représentants du Cap-Vert, du Mozambique, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Sao Tomé-et-Principe.

33. Il félicite le Président de la CDI de sa présentation claire et complète du rapport, qui a certainement aidé la Sixième Commission dans l'étude de ce document.

34. La délégation libyenne n'a pas pour l'heure l'intention de présenter ses observations sur le fond du rapport, ce qu'elle fera en temps opportun lorsqu'elle l'aura étudié de manière approfondie. Elle a demandé la parole à seule fin d'exprimer sa satisfaction du travail admirable que la CDI a accompli pendant sa vingt-septième session sur les sujets difficiles et délicats de la responsabilité des Etats, de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, de la clause de la nation la plus favorisée et des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales. La délégation libyenne a la certitude que la CDI, dans ses travaux sur les projets d'articles, saura user de sa haute compétence pour traduire dans le droit les expériences des pays du tiers monde, de manière à satisfaire leur aspiration à participer à l'élaboration de règles du droit international adaptées à l'évolution du monde moderne et fondées sur les principes de la liberté, de la justice et de la paix.

35. La délégation libyenne est favorable à une coopération entre la CDI et d'autres organes des Nations Unies, de manière à unifier les efforts de codification et de développement du droit international.

36. M. Jarroud rend hommage à l'Office des Nations Unies à Genève pour l'organisation du Séminaire de droit international destiné aux étudiants avancés et aux jeunes fonctionnaires qui s'est tenu pendant la vingt-septième session de la CDI.

37. M. CASSESE (Italie), prenant la parole au nom de la Communauté économique européenne (CEE) et de ses neuf Etats membres, déclare que ceux-ci considèrent que l'orientation générale et certaines dispositions du projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée, en particulier l'article 15, ainsi que les propositions du Rapporteur spécial

concernant les unions douanières et les associations d'Etats analogues posent des problèmes qui revêtent une gravité particulière à leurs yeux.

38. Il découle de l'article 15 que les Etats membres d'unions économiques, d'unions douanières, de zones de libre-échange ou d'autres associations analogues devraient accorder à des Etats tiers, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, un traitement identique à celui qu'ils se sont consentis les uns aux autres. La CEE et ses membres ont relevé que la CDI a réservé sa position sur ce sujet, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 23 du commentaire de cet article. Les conséquences d'un article libellé dans les termes proposés par le Rapporteur spécial auraient une telle portée et donneraient lieu à des réserves si graves de la part des pays de la CEE que ceux-ci ont jugé opportun d'exprimer dès le départ leur réaction initiale, répondant ainsi au désir de la CDI qui, au paragraphe 71 du commentaire de l'article 15, a manifesté son intention de tenir compte des vues des représentants d'Etats sur la question.

39. Les pays de la CEE, qui ne nient pas qu'un article libellé dans ces termes puisse se justifier en tant que proposition d'ordre général et qui mesurent à sa juste valeur le commentaire présenté par le Rapporteur spécial, tiennent cependant à exprimer trois objections principales. En premier lieu, l'article se présente sous une forme si rigide qu'il pourrait avoir des conséquences néfastes sur la tendance actuelle à l'intégration régionale. Cette tendance n'est en aucune façon une particularité exclusive de l'Europe; elle peut s'observer dans d'autres régions du monde, comme l'Amérique latine, où il existe des exemples remarquables de groupements de cet ordre. Elle se justifie par la nécessité largement ressentie d'apporter une solution commune à des problèmes économiques pressants en instaurant des liens étroits entre Etats de la même région géographique. Ce serait un recul grave si les Etats étaient amenés à se désintéresser des accords régionaux parce qu'ils ont conclu un traité contenant la clause de la nation la plus favorisée.

40. En second lieu, l'adoption de l'article 15 aurait pour effet de conduire les Etats à n'accorder qu'avec la plus grande circonspection le traitement de la nation la plus favorisée, par crainte de se trouver liés au cas où ils souhaiteraient ultérieurement former une union économique ou conclure des accords d'intégration régionale. En effet, il est très difficile pour les Etats de prévoir les accords internationaux qu'ils sont susceptibles de conclure à l'avenir.

41. Sous sa forme actuelle, l'article 15 ne tient pas non plus compte du fait que les avantages particuliers prévus dans certains traités multilatéraux instituant des unions économiques sont étroitement liés à des institutions communes créées en vue d'assurer et de contrôler l'application des règles en vertu desquelles lesdits avantages sont accordés. D'ailleurs, ces avantages ne peuvent être dissociés des obligations parfois très importantes à l'égard des autres membres de la communauté que les traités imposent à chaque Etat contractant. Par exemple, le traité portant création de la CEE établit des obligations rigoureuses; ses membres s'engagent à autoriser la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, à réaliser l'harmoni-

sation des législations et des réglementations nationales, à améliorer les conditions de travail et le niveau de vie des travailleurs et à financer un Fonds social européen destiné à soutenir l'emploi au sein de la CEE. On peut difficilement demander à des Etats parties à des unions de ce genre d'accorder les avantages qui en découlent à des Etats tiers qui ne sont ni soumis au contrôle des institutions de la communauté ni tenus de se conformer aux obligations liées à ces avantages.

42. Cela est particulièrement vrai dans le cas d'unions évoluées comme la CEE, au sein de laquelle l'intégration régionale ne se limite pas aux relations économiques et commerciales, mais s'étend à de vastes secteurs sociaux et se trouve régie par un ordre juridique particulier comportant des règles directement applicables sur le territoire de chaque Etat membre, dont le respect est contrôlé par une cour de justice dotée d'une compétence très étendue. Il serait alors particulièrement difficile de dissocier les avantages particuliers découlant du traité d'association régionale du contexte social et juridique dans lequel s'inscrivent ces avantages.

43. Une troisième conséquence du libellé actuel de l'article 15 est qu'il pourrait perturber les relations établies entre les membres d'unions douanières ou d'autres associations analogues et des Etats tiers avec lesquels ces membres ont

déjà conclu des accords contenant une clause de la nation la plus favorisée. Dans le cas de la CEE, la négociation d'arrangements mutuellement acceptables avec des Etats tiers a été le moyen d'apporter une solution pratique à la question des effets de clauses de la nation la plus favorisée préexistantes; une disposition comme celle de l'article 15 irait donc à l'encontre de la pratique contemporaine et perturberait la situation juridique établie en renversant un équilibre obtenu à la suite de négociations délicates et prolongées.

44. Pour les raisons qui viennent d'être indiquées, la CEE et ses neuf membres estiment que l'article 15, et tous autres articles pour autant qu'ils visent les unions douanières et associations analogues, doivent être nuancés de manière à tenir compte de la tendance actuelle à une coopération régionale plus étroite. La position de la CEE et de ses membres à l'égard du texte actuel de ces dispositions est donc une attitude de réserve générale.

45. Les autorités compétentes de la CEE continuent d'étudier activement les questions qui viennent d'être évoquées, et M. Cassese tient donc à réserver la possibilité d'une brève déclaration supplémentaire qui serait faite, dans les jours à venir, au nom de la CEE.

La séance est levée à 12 h 15.

1545^e séance

Mardi 21 octobre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1545

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (*suite*) (A/10010)

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1]

1. M. SIMANI (Kenya), après avoir souligné la qualité constante des travaux de la Commission du droit international (CDI), déclare que sa délégation considère comme définitif le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités (voir A/9610/Rev.1, chap. II, sect. D). Elle estime que ce projet pourrait servir de base pour la conclusion d'une convention. Etant donné que le calendrier des conférences pour la période 1976-1977 est chargé, la Sixième Commission pourrait examiner le projet à une ou plusieurs de ses sessions, comme elle l'a fait pour le projet d'articles sur les missions spéciales.

2. Bien que quelques délégations aient mis en lumière la diversité des facteurs historiques qui ont présidé à l'établissement de certaines frontières, la délégation kényenne approuve l'article 11 car son rejet soulèverait des problèmes innombrables et insolubles qui affecteraient le maintien de la paix et de la sécurité entre les nations. C'est après avoir attentivement étudié la doctrine et la pratique des Etats que la CDI est parvenue à la conviction que la majorité des auteurs modernes et des Etats défendent la doctrine traditionnelle selon laquelle les traités territoriaux constituent une catégorie à part et ne sont pas affectés par une succession d'Etats. En 1963, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) s'est inspirée de considérations semblables pour faire figurer dans sa charte deux dispositions aux termes desquelles les Etats membres de l'OUA déclarent solennellement adhérer au principe du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du droit inaliénable de tout Etat de mener une existence indépendante et s'engagent en outre à observer scrupuleusement ce principe. D'ailleurs, le but des traités établissant une frontière est de délimiter avec précision la souveraineté de certains Etats; une fois cette délimitation faite, ces traités n'ont que la valeur de preuves documentaires. En cas de succession, l'Etat successeur se substitue à l'Etat prédécesseur pour ce qui touche aux frontières, non pas à cause du traité établissant les frontières, mais du simple fait de l'existence

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

de ces frontières. Il n'y a pas lieu de faire intervenir en pareil cas la notion d'autodétermination car ce serait une source de confusion.

3. La délégation kényenne estime que toute autre exception au principe de la "table rase" aurait pour effet d'affaiblir ce principe. C'est pourquoi il lui serait difficile d'accepter la proposition relative à l'article 12 *bis* (*ibid.*, note 57), selon lequel les traités multilatéraux de caractère universel ne seraient pas affectés par la règle énoncée à l'article 15, qui précise la position de l'Etat nouvellement indépendant à l'égard des traités de l'Etat prédécesseur. Elle ne saisit pas non plus pourquoi une distinction a été faite à propos des traités bilatéraux, aux articles 23 et 27. D'autre part, le représentant du Kenya fait observer que l'article 19, relatif aux réserves, est en complète contradiction avec le principe de la "table rase". Cette disposition se fonde sur la présomption que l'Etat successeur hérite automatiquement des réserves, s'il n'est pas établi qu'elles sont retirées. Or le commentaire de cet article fournit de nombreux exemples tirés de la pratique qui vont à l'encontre de cette hypothèse.

4. Se référant au volumineux rapport de la CDI sur les travaux de sa vingt-septième session (A/10010), brillamment présenté par le Président de la CDI, M. Simani précise que sa délégation n'a pas eu le temps de l'examiner de manière approfondie et que ses observations n'auront par conséquent qu'un caractère préliminaire.

5. Pour ce qui est du projet d'articles sur la responsabilité des Etats (*ibid.*, chap. II, sect. B), la délégation kényenne se félicite de la haute tenue des six articles nouvellement adoptés sur la base des remarquables travaux du Rapporteur spécial chargé de l'étude de ce sujet. C'est avec raison que la CDI envisage d'examiner la question de la responsabilité des Etats dans son ensemble, sans la fractionner, comme elle l'a fait pour la succession d'Etats.

6. Etant donné que l'étude de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités n'en est encore qu'à ses débuts, le représentant du Kenya se borne à faire observer qu'il sera nécessaire, à un moment ou à un autre, de fournir une définition du terme "biens", tel qu'il est utilisé dans le projet d'articles (*ibid.*, chap. III, sect. B).

7. Quant à l'étude de la clause de la nation la plus favorisée (*ibid.*, chap. IV), elle a sensiblement progressé mais, compte tenu de la complexité, de l'importance et de la portée de ce sujet, la délégation kényenne n'entend exposer ses vues qu'à un stade ultérieur.

8. De grands progrès ont aussi été accomplis dans l'étude de la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales (*ibid.*, chap. V). Les 11 articles que la CDI a adoptés à sa vingt-septième session s'inspirent directement de la Convention de Vienne sur le droit des traités¹. Par la suite, la série d'articles pourrait être encore mieux mise en harmonie avec cet instrument.

9. En ce qui concerne le droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation (*ibid.*, chap. VI, sect. A), M. Simani précise que le Gouvernement kényen communiquera dès que possible ses réponses au questionnaire établi sur ce sujet.

10. Le représentant du Kenya approuve la création d'un groupe de planification chargé d'étudier le fonctionnement de la CDI et de formuler des suggestions concernant ses travaux et il note avec satisfaction que la coopération avec d'autres organismes s'occupant des mêmes questions que la CDI se poursuit. Il reconnaît aussi l'utilité des séminaires de droit international organisés pendant les sessions de la CDI.

11. M. BEKELE (Ethiopie), se référant au projet d'articles relatif à la succession d'Etats en matière de traités, note avec satisfaction que la CDI a adopté un principe conforme aux relations internationales modernes, celui de la "table rase". Ce principe consacre la primauté du consentement dans les relations conventionnelles : un Etat nouvellement indépendant n'hérite pas automatiquement, et sans son consentement, des traités de l'Etat prédécesseur. De même, la CDI a eu raison de prévoir l'application du principe de la continuité pour certains cas exceptionnels, comme celui de traités établissant des frontières. Cette exception à la règle de la "table rase", qui découle de principes de droit international établis de longue date et universellement reconnus, trouve son expression dans la pratique de la grande majorité des Etats et reçoit l'appui de la plupart des auteurs. D'ailleurs, la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités a décidé de soustraire à l'application de la règle du changement fondamental de circonstances les traités établissant des frontières. En outre, le principe du respect des frontières établies a été entériné par la majorité des Etats africains lorsque l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, réunie au Caire en 1964, a adopté une résolution par laquelle elle s'est engagée à respecter les frontières existantes dans la lutte pour obtenir l'indépendance nationale. La délégation éthiopienne ne saisit pas quelle contradiction pourrait exister entre le principe de la continuité des traités établissant des frontières et le droit d'autodétermination. En conséquence, elle estime que l'article 11 est solidement étayé par le droit international et la pratique des Etats et que son maintien dans la future convention est une condition essentielle pour que celle-ci soit largement acceptée.

12. Quant à l'article 12 *bis* envisagé sur le sujet des traités multilatéraux de caractère universel, la délégation éthiopienne est d'avis qu'il n'est pas nécessaire de la renvoyer à la CDI. C'est à une conférence de plénipotentiaires qu'il incombe de se prononcer sur la notion de traité multilatéral de caractère universel et de décider si l'article 12 *bis* doit être conservé dans la future convention. De même, l'article 32 proposé en matière de règlement des différends (voir A/9610/Rev.1, note 58), n'a pas à être réexaminé par la CDI, encore qu'il pourrait être perfectionné; il est préférable qu'une conférence de plénipotentiaires l'examine de manière approfondie.

13. Passant au rapport de la CDI sur sa vingt-septième session, brillamment présenté par son président, M. Bekele met en évidence la clarté et la concision des projets d'articles relatifs à la clause de la nation la plus favorisée. Il ne fait aucun doute que le traitement de la nation la plus

¹ Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

favorisée favorise les échanges commerciaux entre Etats dotés de systèmes économiques et sociaux différents et se trouvant à des stades différents de développement. A leur tour, ces échanges contribuent à consolider la paix et la sécurité internationales. En adoptant provisoirement l'article 21, qui constitue une exception à l'application de la clause de la nation la plus favorisée, la CDI a reconnu la nécessité d'accorder aux pays en développement un traitement spécial qui consiste à leur octroyer des privilèges qui ne peuvent pas être invoqués par des pays développés sur la base d'une clause de la nation la plus favorisée.

14. Le représentant de l'Ethiopie se félicite des progrès accomplis par la CDI dans l'étude de la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales. Il approuve la méthodologie adoptée par le Rapporteur spécial, qui consiste à s'inspirer de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

M. Klafkowski (Pologne) prend la présidence.

15. M. MAKEKA (Lesotho) fait observer que le rapport de la CDI est parvenu très tard aux gouvernements. Il serait bon qu'à l'avenir les gouvernements reçoivent ces documents bien avant l'ouverture de la session de l'Assemblée générale de façon à pouvoir consulter leurs experts. Sinon, les délégations doivent s'en tenir à des observations générales et préliminaires sur des questions qui ont été examinées de façon approfondie par d'éminents juristes.

16. En ce qui concerne le projet d'articles sur la responsabilité des Etats, M. Makeka tient à indiquer que, sans avoir de difficultés particulières avec les articles 1 à 13, il se demande s'il ne serait pas sage de définir ce que l'on entend par "organes d'un Etat". Avant de pouvoir se référer à une entité comme organe d'un Etat, il faut établir entre cette entité et l'Etat en question un lien qui montre qu'au moment de l'acte illicite cet Etat exerçait un contrôle sur les actes de ladite entité. Or, d'après le projet d'articles, l'acte d'une entité risque d'être attribué à un Etat simplement parce que cette entité prétend agir au nom de cet Etat. Des gouvernements comme celui du Lesotho pourraient fort bien se trouver assaillis de réclamations pour des actes sur lesquels ils n'exercent aucun contrôle effectif. Quant aux articles 14 et 15, ils traitent des actes de mouvements insurrectionnels alors que le projet d'articles porte sur la responsabilité des Etats. La question soulevée dans ces articles pourrait être traitée dans le cadre de la succession d'Etats, et la délégation du Lesotho pense qu'il est difficile de tenir les mouvements insurrectionnels qui accèdent au pouvoir pour responsables des actes commis au cours du combat alors que les mouvements insurrectionnels qui échouent échapperaient à toute responsabilité. Dans la plupart des cas, les combattants de mouvements insurrectionnels doivent recourir à tous les moyens qui s'offrent à eux pour atteindre leurs objectifs. De plus les organes d'un mouvement insurrectionnel agissent souvent en toute indépendance sans contrôle des instances supérieures. La délégation du Lesotho ne juge donc pas logique d'accabler un nouveau gouvernement ou un nouvel Etat de réclamations fondées sur les actes d'un mouvement qui peut ou non avoir donné naissance à ce nouveau gouvernement et pense qu'il faudrait faire preuve d'une plus grande prudence dans ce domaine.

17. Au sujet de la succession d'Etats en matière de traités, la délégation du Lesotho appuie pleinement la théorie de la "table rase". Il est vrai qu'en pratique le Lesotho s'est conformé au principe de la continuité des traités afin de se donner la possibilité d'examiner les traités conclus avant l'indépendance. Mais il convient d'observer que, huit ans après l'indépendance, cet examen n'est pas encore terminé. M. Makeka tient d'ailleurs à remercier le Gouvernement australien pour l'assistance qu'il a fournie à son gouvernement à cette occasion. Il n'en reste pas moins que, dans l'intervalle, le gouvernement est accablé de responsabilités qu'il ne peut assumer. C'est ainsi que le Royaume-Uni, puissance maritime, a étendu au Lesotho, pays sans littoral, l'application de traités maritimes. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement du Lesotho préfère un système fondé sur la libre adhésion de l'Etat successeur plutôt que sur la présomption de continuité. Par ailleurs, le Gouvernement du Lesotho soutient la position adoptée par l'OUA au sujet des traités établissant une frontière.

18. En ce qui concerne les travaux de la CDI sur la clause de la nation la plus favorisée, la délégation du Lesotho note avec satisfaction que la CDI a tenu compte des différents niveaux de développement économique dans le monde, et en particulier qu'elle a décidé d'exclure de l'application de la clause les situations visées à l'article 21. La délégation du Lesotho recommande qu'à sa prochaine session la CDI agisse de même en ce qui concerne le libre accès à la mer et le droit de transit des pays sans littoral. A son avis, cette mesure répondrait aux intérêts des pays sans littoral "économiquement faibles" qui forment la majorité des pays les moins développés. En matière de transit, les pays sans littoral devraient bénéficier du traitement national.

19. Par ailleurs, le Lesotho, qui est partie à un accord d'union douanière, pense que l'on ne peut mettre sur le même pied le traitement de la clause de la nation la plus favorisée et le traitement accordé à d'autres partenaires d'une union douanière.

20. M. Makeka félicite la CDI d'avoir organisé le Séminaire de droit international auquel le Gouvernement du Lesotho aimerait participer à l'avenir.

21. M. HAGARD (Suède) déclare, avant d'aborder le fond du rapport de la CDI, que sa délégation a prêté un grand intérêt aux observations du représentant de l'Australie (1541^e séance) sur les méthodes de travail de la CDI. Son idée de planifier la codification et le développement du droit international tant au sein qu'à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies touche à des problèmes importants et délicats qui méritent d'être examinés plus à fond.

22. En ce qui concerne la responsabilité des Etats, le représentant de la Suède s'abstiendra au stade actuel de formuler des observations détaillées sur le projet. Néanmoins, le Gouvernement suédois a noté que la CDI a énoncé un principe important à l'article 10 du projet, relatif à l'attribution à l'Etat du comportement d'organes agissant en dépassement de leur compétence ou en contradiction avec les instructions concernant leur activité. Il est juste que l'Etat porte en principe la responsabilité des actes des autorités publiques, même lorsque celles-ci ont dépassé leur compétence, et il existe d'ailleurs des dispositions comparables dans la Convention de Vienne sur le droit des traités

et dans la législation suédoise. La délégation suédoise juge également intéressant l'article 15 et en particulier l'idée qu'il faut continuer d'attribuer à l'Etat, après la victoire du mouvement insurrectionnel, le comportement antérieur des organes de l'appareil d'Etat préexistant. Mais, lorsqu'au paragraphe 6 de son commentaire de l'article 15 la CDI déclare que "les comportements adoptés par les organes de l'Etat préexistant ne sont nullement attribuables à l'Etat nouveau qui s'en est séparé par sécession ou par décolonisation", la délégation suédoise estime que ce problème ne relève pas du présent projet d'articles et devrait être traité dans le cadre de la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités.

23. En outre, elle considère que la CDI devrait maintenir à son programme de travail un point distinct sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant de l'accomplissement d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international, dont l'étude devrait aboutir à l'élaboration d'un projet d'instrument.

24. Le rapport de la CDI illustre les progrès considérables réalisés dans les travaux sur la clause de la nation la plus favorisée. La délégation suédoise espère qu'à sa prochaine session la CDI sera en mesure d'arrêter une position sur la question délicate de l'application des clauses de la nation la plus favorisée aux avantages accordés dans le cadre d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange. Au stade actuel des travaux, la délégation suédoise ne peut émettre une opinion définitive sur ce problème et pense que la question de savoir si une clause de la nation la plus favorisée donne à un Etat contractant le droit à certains avantages qu'un autre Etat contractant accorde à ses partenaires au sein d'une union douanière est au fond une question d'interprétation du traité, c'est-à-dire que la conclusion à tirer peut différer selon les cas. Mais il reste à voir s'il serait bon d'établir une présomption légale en faveur d'une interprétation particulière, présomption qui ne s'appliquerait pas aux cas où des éléments suffisamment puissants inciteraient à tirer une conclusion différente. S'il y a des raisons d'admettre l'existence d'une présomption selon laquelle la clause de la nation la plus favorisée n'est pas opposable aux unions douanières et aux zones de libre-échange, cette présomption devrait de préférence s'appliquer surtout lorsque l'union douanière ou la zone de libre-échange a été créée après la conclusion de l'accord contenant la clause de la nation la plus favorisée. Dans ce cas, il vaudrait mieux que la clause de la nation la plus favorisée n'ait pas pour effet d'accorder un droit aux avantages offerts par la coopération qui caractérise une union douanière ou une zone de libre-échange. En revanche, si un Etat qui est déjà partie à un accord établissant une union douanière ou une zone de libre-échange conclut avec un Etat tiers un accord contenant une clause de la nation la plus favorisée, on peut penser que cet Etat doit préciser s'il entend ou non prévoir une exception à la clause. Dans ce cas, il ne semble pas justifié de présumer que la clause de la nation la plus favorisée ne s'étend pas aux avantages consentis dans le premier accord.

25. La CDI a prévu une autre disposition intéressante, à savoir l'article 21, aux termes duquel une clause de la nation la plus favorisée n'étend pas à d'autres Etats les avantages accordés aux pays en développement sur une base de non-réciprocité dans le cadre d'un système généralisé de

préférences. Il s'agit, là encore, d'une question d'interprétation des traités et il serait tout à fait illogique d'interpréter une clause de la nation la plus favorisée de façon à donner à un pays développé le droit de bénéficier des avantages accordés aux pays en développement dans un système de préférences. Compte tenu de ces considérations, il faudra se demander s'il est nécessaire de prévoir un article précis sur la question.

26. La délégation suédoise n'a pas d'observation particulière à formuler sur les autres questions traitées par la CDI, mais espère avoir la possibilité de présenter en temps utile ses commentaires sur le projet d'articles relatif à la succession d'Etats dans les matières autres que les traités et sur le projet d'articles relatif aux traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales. Par ailleurs, elle espère que la CDI pourra étudier à sa prochaine session le droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation en tenant compte des réponses à son questionnaire.

27. Quant au Séminaire de droit international auquel participent des étudiants de pays en développement grâce à des bourses financées à l'aide de contributions volontaires, il serait opportun qu'un certain nombre de bourses soient financées par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, mais la délégation suédoise reviendra sur ce point ultérieurement. A ce sujet, le représentant de la Suède annonce que son gouvernement a décidé de porter à 2 500 dollars sa contribution au séminaire qui se tiendra en 1976.

28. M. BENJELLOUN (Maroc) indique que le Maroc n'a pas encore présenté par écrit au Secrétaire général ses observations et commentaires sur le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités, mais qu'il ne manquera pas de le faire.

29. Le projet d'articles relatif à la succession d'Etats en matière de traités revêt une importance particulière pour les Etats nouvellement indépendants. On peut se demander s'il est opportun de donner au projet la forme d'une convention. De l'avis de la délégation marocaine, il serait plus indiqué que le texte finalement retenu soit adopté sous forme d'une résolution de l'Assemblée générale. Toutefois, si une majorité penchait en faveur de l'élaboration d'une convention, il serait nécessaire de confier cette tâche à une conférence diplomatique. Pour l'élaboration du projet d'articles, la CDI a préféré partir du principe qu'il n'y a pas de succession automatique et prévoir des exceptions à ce principe au lieu d'opter pour la méthode inverse. Elle a adopté là une solution prudente, mais qui conduit nécessairement à des positions radicales comme en témoigne l'article 11. Comme la CDI l'a elle-même relevé, l'examen minutieux de la pratique des Etats n'a pas permis de conclure, de façon convaincante, à l'existence d'une doctrine générale capable d'offrir une solution appropriée au problème considéré. Il était donc inévitable que la CDI adopte dans certains cas un compromis entre des points de vue différents. L'étude faite et le projet préparé par la CDI sont approfondis et détaillés. Toutefois, certains articles méritent un nouvel examen.

30. L'article 7, adopté à une très faible majorité, devrait être supprimé, car la non-rétroactivité est un principe

général du droit des traités. La rédaction proposée manque d'ailleurs de précision et l'on peut se demander ce qu'il faut entendre par l'expression "s'il en est autrement convenu".

31. Les articles 8 et 9 relatifs aux accords portant dévolution d'obligations ou de droits conventionnels d'un Etat prédécesseur à un Etat successeur et à la déclaration unilatérale de l'Etat successeur concernant les traités de l'Etat prédécesseur paraissent également inutiles. En effet, si le projet est approuvé, la matière sera régie par ses propres dispositions, qui d'ailleurs prévoient la même solution. Les articles 8 et 9 paraissent donc faire double emploi avec le reste du texte.

32. L'article 11, qui constitue une exception très importante au principe de "la table rase", prévoit, notamment, qu'une succession d'Etats n'affecte pas en tant que telle une frontière établie par un traité. Sans doute dans son commentaire, la CDI précise-t-elle qu'une telle disposition n'influerait en rien sur un autre motif qui pourrait être invoqué pour réclamer la révision ou le rejet d'un règlement de frontière, qu'il s'agisse de l'autodétermination ou de la nullité ou de l'extinction du traité. Elle n'influerait pas non plus sur les arguments juridiques qui pourraient être invoqués pour justifier toute revendication. La CDI a ajouté au paragraphe 17 de son commentaire sur les articles 11 et 12 que la simple survenance d'une succession d'Etats ne saurait avoir pour effet de consacrer la frontière existante, si elle était sujette à contestation. Cette affirmation paraît être en contradiction avec le but poursuivi par l'ensemble du projet et les explications fournies par la CDI causent quelque inquiétude à la délégation marocaine quant à la portée du projet lui-même. Victime d'un véritable dépeçage en 1912, le Maroc ne cesse depuis son indépendance de proclamer son droit à son intégrité territoriale et de réclamer la restitution de ses territoires encore sous domination étrangère. Il a régulièrement émis des réserves chaque fois que le principe de l'intangibilité des frontières a été avancé, par exemple lorsque l'alinéa *a* du paragraphe 2 de l'article 62 de la Convention de Vienne a été adopté ou lorsque la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a adopté, en 1964, une résolution proclamant que tous les Etats membres s'engagent à respecter les frontières existant au moment où ils ont accédé à l'indépendance. L'article 11, qui procède du même point de vue, appelle les mêmes réserves. Ne tenir compte que d'un traité, passé souvent au détriment d'un Etat colonisé, revient à perpétuer en quelque sorte les effets de la colonisation. Il semble que le choix fait par la CDI à cet égard ait été guidé par l'importance qu'elle accorde à la notion d'autodétermination. Or, en matière de décolonisation, cette notion n'est pas exclusive de toute autre. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale] énonce certes le principe du droit des peuples à la libre détermination, mais dispose également au paragraphe 6 que "toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies". En outre, la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale, aux termes du principe VI de son annexe, dispose qu'un territoire non autonome a atteint la pleine autonomie : *a*) quand il est devenu Etat indépendant et souverain; *b*) quand il s'est librement associé à un Etat indépendant; *c*) ou quand il s'est intégré à un Etat

indépendant. Le cas de l'Irian occidental, qui a été restitué à l'Indonésie, est significatif à cet égard; et le fait que l'Assemblée générale ait adopté la résolution 3292 (XXIX), dans laquelle elle sollicitait l'avis de la Cour internationale de Justice sur les liens juridiques qui ont existé, au moment de la colonisation, entre le Sahara occidental, d'une part, la Mauritanie et le Maroc, d'autre part, prouve que les Nations Unies admettent l'existence de cas d'espèce qui réclament des solutions particulières. La CDI n'a d'ailleurs retenu que le régime des frontières ou certains régimes territoriaux établis par voie de traités comme exceptions à la règle de la "table rase". Elle aurait peut-être pu rechercher plus attentivement quelles autres catégories de traités pourraient être considérées comme liant obligatoirement l'Etat successeur, ce qui aurait nécessairement attiré son attention sur d'autres aspects du problème et l'aurait peut-être incitée à adopter une solution plus nuancée. La délégation marocaine réserve sa position aussi bien sur l'article 11 que sur l'article 12 qui le complète.

33. Elle n'est pas favorable à l'insertion dans le projet d'un article 12 *bis* relatif aux traités multilatéraux de caractère universel, car cette notion manque à son avis de précision. En ce qui concerne la proposition relative à l'insertion d'un article 32 sur le règlement des différends, il convient de noter que cette question ne se poserait que si le projet devait revêtir en définitive la forme d'une convention. Le soin devrait alors être laissé à la conférence diplomatique chargée d'élaborer la convention d'adopter les solutions qui lui paraîtraient les plus appropriées. Quant aux articles 38 et 39, qui traitent de la responsabilité d'un Etat, de l'ouverture d'hostilités ou de l'occupation militaire, ils devraient être supprimés car ils concernent des questions qui ne relèvent pas de la succession d'Etats.

34. De l'avis de la délégation marocaine, le projet d'articles, bien que fort intéressant, mérite un examen plus approfondi. En effet, il n'est pas suffisamment mûr pour permettre l'établissement et l'adoption d'un texte définitif.

35. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) constate avec satisfaction que la CDI a accompli un travail considérable au cours de sa vingt-septième session, sous la présidence de M. Tabibi. Elle a achevé le chapitre II de la première partie du projet d'articles sur la responsabilité des Etats — chapitre qui traite des circonstances dans lesquelles le comportement de certaines personnes ou de certaines entités juridiques peut être attribué à l'Etat. C'est là un sujet difficile qui a donné lieu au cours des années à de grandes divergences d'opinion parmi les juristes. Le chapitre II renferme un ensemble de principes mûrement réfléchis visant à résoudre les problèmes d'attribution. Les Etats-Unis présenteront en temps voulu leurs commentaires sur ces articles ainsi que sur les autres articles relatifs à la responsabilité des Etats. M. Rosenstock tient néanmoins à souligner dès à présent que l'article 11, relatif au comportement de personnes n'agissant pas pour le compte de l'Etat, n'est pas assez précis. Il ressort du paragraphe 2 du commentaire de la CDI que cet article pose la règle que les actes des personnes morales "parastatales" ainsi que d'autres entités publiques qui n'ont cependant pas été habilitées à l'exercice de prérogatives de la puissance publique ou qui l'ont été par rapport à un secteur d'activité différent de celui dans le cadre duquel elles ont agi ne doivent pas être considérés comme un fait de l'Etat d'après

le droit international. Il est possible d'arriver à cette conclusion en interprétant le paragraphe 1 de l'article 11 à la lumière des articles 5 et 7. Toutefois, il serait préférable de préciser le libellé de l'article 11, de manière que cet effort d'interprétation ne soit pas nécessaire.

36. Les Etats-Unis approuvent l'esquisse du contenu que la CDI se propose de donner aux trois derniers chapitres de la première partie du projet. A l'article 20 du chapitre III, le Rapporteur spécial se propose de traiter du problème de l'épuisement des moyens de recours internes dans le cas de la violation d'une obligation de résultat, et il semble qu'il n'ait l'intention de traiter que de cet aspect de la question de l'épuisement des recours internes. Or, de l'avis de la délégation des Etats-Unis, il s'agit d'un point que la CDI devrait examiner sous tous ses aspects.

37. La délégation des Etats-Unis approuve la décision de la CDI d'achever la première lecture de la première partie du projet d'articles sur la responsabilité des Etats avant la fin du prochain mandat de cinq ans de ses membres. Elle se félicite, en outre, de la création du groupe de planification chargé d'étudier le fonctionnement de la CDI et de formuler des suggestions concernant ses travaux. Vu l'ampleur de la tâche confiée à la CDI et le peu de temps et de moyens dont elle dispose, l'organisation rationnelle de ses travaux est en effet une nécessité. Des suggestions ont d'ailleurs été faites à cet égard à la Sixième Commission. Des améliorations sont possibles, mais il convient de ne pas oublier les avantages que présentent les méthodes de travail actuelles de la CDI, qui permettent à plusieurs rapporteurs spéciaux de travailler simultanément entre les sessions et laissent aux gouvernements suffisamment de temps pour faire leurs observations au cours de l'élaboration d'un texte, ce qui renforce les chances de voir ce texte une fois terminé rencontrer l'agrément général. Le groupe de planification devra tenir compte de ces avantages aussi bien que des suggestions qui ont été formulées.

38. Les trois nouveaux articles du projet sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités adoptés par la CDI attestent la complexité de cette question. L'article 9, qui dispose que les biens d'Etat qui, à la date de la succession d'Etats, sont situés sur le territoire auquel se rapporte la succession passent à l'Etat successeur, est conforme à la pratique généralement acceptée des Etats ainsi qu'à la doctrine.

39. Les travaux de la CDI sur la clause de la nation la plus favorisée ont également considérablement progressé et la délégation des Etats-Unis prend note avec satisfaction des 21 articles du projet. Le principe énoncé à l'article 21, selon lequel le traitement favorable conféré par un Etat concédant développé à un Etat tiers en développement, sur la base de la non-réciprocité, dans le cadre d'un système généralisé de préférences, n'ouvre aucun droit à l'Etat bénéficiaire d'une clause de la nation la plus favorisée, est conforme à la position adoptée par les Etats-Unis dans divers organes où sont examinés les problèmes du com-

merce entre Etats en développement et Etats développés. Toutefois, le fait de faire de ce principe une règle obligatoire et de l'inclure dans un traité destiné à rester en vigueur pendant de nombreuses années risque de susciter des difficultés d'application. En effet, il n'est pas facile de tracer une ligne de démarcation nette entre la notion de pays développé et celle de pays en développement. En outre, le problème pourrait se poser de savoir si l'Etat concédant développé est seul juge de ce qui entre dans le cadre d'un système généralisé de préférences. La CDI n'a d'ailleurs adopté le texte de l'article 21 que provisoirement et sous réserve d'un plus ample examen et d'améliorations à la vingt-huitième session. Elle devra alors tenir compte des problèmes que M. Rosenstock a signalés. Dans le commentaire sur l'article 21, la CDI a examiné en détail divers rapports relatifs aux préférences commerciales. Or, il semble que les problèmes de politique commerciale dont il est question dans ces rapports n'entrent pas dans le cadre normal de ses travaux et que le projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée ne constitue pas le contexte approprié pour traiter de questions qui relèvent bien plus de la politique commerciale que du droit.

40. Les travaux sur la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales ont également considérablement progressé. Toutefois, la délégation des Etats-Unis pense que la CDI établit des distinctions trop marquées entre les Etats et les organisations internationales. L'article 7, par exemple, dispose qu'aux fins de l'authentification du texte d'un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales, le représentant d'un Etat doit produire des "pleins pouvoirs appropriés", alors que le représentant d'une organisation internationale doit produire des pouvoirs appropriés", et l'article 11 qu'un Etat peut établir son consentement à être lié par un traité par voie de "ratification" alors qu'une organisation internationale le fait par "un acte de confirmation formelle". Tout en reconnaissant qu'il est nécessaire d'établir dans certains domaines une distinction entre les Etats et les organisations internationales, la délégation des Etats-Unis ne croit pas que l'on puisse gagner quoi que ce soit à établir ainsi des distinctions artificielles. En fait, il y aurait beaucoup à perdre à diminuer le statut des organisations internationales en utilisant des distinctions artificielles.

41. Dans l'ensemble, les travaux accomplis par la CDI à sa vingt-septième session sont fort satisfaisants et il faut espérer qu'elle pourra respecter le programme de travail qu'elle s'est fixé au chapitre VI de son rapport et poursuivre ses travaux sur le droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, dont l'importance est manifeste en un temps où les ressources naturelles sont soumises à une exploitation de plus en plus intense.

La séance est levée à 16 h 40.

1546^e séance

Mercredi 22 octobre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1546

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (*suite*) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. M. JACHEK (Tchécoslovaquie) remercie le Président de la Commission du droit international (CDI) de sa présentation du rapport à l'examen (1534^e séance) et souscrit pleinement aux remarques qu'il a faites au sujet des résultats obtenus en matière de codification et développement progressif du droit international et des changements considérables et positifs qui sont intervenus dans la composition des organes des Nations Unies chargés des questions de droit international. Le renforcement et le développement d'un système de droit international moderne qui s'appuie fermement sur la Charte des Nations Unies comptent parmi les tâches les plus importantes qui incombent à l'Organisation et à tous ses Etats Membres.

2. La vingt-septième session de la CDI a été des plus fructueuses. Des progrès ont été accomplis sur tous les sujets à l'examen, y compris celui de la rationalisation des travaux de la CDI. La délégation tchécoslovaque approuve en principe le programme de travail recommandé par la CDI et espère que les efforts de cette dernière pour rationaliser ses travaux la conduiront à achever le plus rapidement possible l'élaboration d'instruments aussi importants que les projets d'articles sur la responsabilité des Etats et la clause de la nation la plus favorisée. Il est également essentiel d'achever les travaux sur la succession d'Etats car, au fur et à mesure que les années passent, les projets à l'examen risquent de perdre de leur intérêt.

3. Au sujet du projet d'articles sur la responsabilité des Etats (voir A/10010, chap. II, sect. B), M. Jachek souligne la nécessité de définir de manière plus précise la notion de "violation d'une obligation internationale". La définition donnée à l'article 3 reste trop générale. Lorsque la CDI définira les diverses catégories de violations d'une obligation internationale, il y aurait sans doute intérêt à distinguer une catégorie d'actes internationalement illicites embrassant ce que l'on appelle les crimes internationaux, comme l'agression, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, l'*apartheid* et autres crimes de même nature. Au sujet des articles 14 et 15 et des observations importantes qui ont été faites à leur propos par le représentant de la République démocratique allemande, la délégation tchécoslovaque est

d'avis qu'il y a lieu de préciser la notion de "mouvement insurrectionnel" de manière à exclure toute possibilité d'attribuer la responsabilité d'actes internationalement illicites commis par un Etat prédécesseur à un nouvel Etat d'une nature totalement différente qui aurait pu se constituer à l'issue d'une révolution sociale ou du combat pour la libération nationale contre le colonialisme ou le fascisme.

4. La délégation tchécoslovaque se plaît à noter les progrès considérables que la CDI a réalisés à sa vingt-septième session dans ses travaux sur le projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée (voir A/10010, chap. IV, sect. B), et elle espère que la CDI sera à même de mettre la dernière main à ce texte important à sa prochaine session. Le sixième rapport du Rapporteur spécial sur le sujet¹, rédigé de façon excellente, fournit une base tout à fait adéquate pour la codification des principes juridiques relatifs à la clause de la nation la plus favorisée, qui revêtent un grand intérêt du point de vue de la coexistence pacifique entre Etats dotés de systèmes sociaux différents et du renforcement de la coopération internationale sur la base de l'égalité de droits et de la réciprocité des avantages. L'importance du traitement de la nation la plus favorisée a été soulignée dans l'un des documents politiques majeurs de ces dernières années, à savoir l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Dans ses travaux sur le sujet considéré, la CDI devra également faire porter son attention sur la question du traitement national qui, ainsi qu'un certain nombre de délégations l'ont fait observer, a de nombreux éléments communs avec la clause de la nation la plus favorisée. La délégation tchécoslovaque n'aurait aucune objection à ce que ces deux points soient examinés simultanément, si cela apparaissait approprié. La CDI doit continuer à étudier de manière intensive la clause de la nation la plus favorisée qui est d'une grande importance pour le développement des relations commerciales et politiques entre Etats et pour l'élimination de la discrimination. La délégation tchécoslovaque suggère à la CDI d'inclure dans les dispositions relatives au traitement national une clause de sauvegarde qui permettrait aux parties contractantes de faire figurer dans un accord mettant en jeu la clause de la nation la plus favorisée toutes autres stipulations qu'elles souhaiteraient y insérer. La délégation tchécoslovaque appuie l'idée sous-jacente à l'article 21, à savoir qu'il y a lieu de prévoir, dans le cas des pays en développement, une exception spéciale à l'application de la clause de la nation la plus favorisée, de sorte que ces pays puissent bénéficier d'un traitement préférentiel. Mais c'est là la seule exception qui soit justifiée; toute autre exception serait inadmissible et affaiblirait considérablement les effets de la clause.

5. Passant au projet d'articles sur les traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre organisations

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

¹ A/CN.4/286.

internationales (*ibid.*, chap. V, sect. B), M. Jachek note que les articles 7 à 18 ont été rédigés sur le modèle des articles correspondants de la Convention de Vienne sur le droit des traités². La CDI a justement souligné que, du point de vue juridique, les organisations internationales ne peuvent être assimilées à des Etats, qu'elles ne possèdent, en fait de personnalité juridique, que celle qui leur est conférée par les Etats Membres. Dans ses travaux futurs sur ce sujet, la CDI doit partir du principe que les organisations internationales ne peuvent être considérées comme dotées de pouvoirs supranationaux et ne peuvent devenir parties à des traités multilatéraux généraux sur un pied d'égalité avec les Etats. Les organisations internationales ne doivent pas usurper les prérogatives des Etats Membres en devenant parties à des traités multilatéraux de caractère universel.

6. M. Jachek exprime la gratitude de sa délégation aux membres de la CDI et, en particulier, au Président de la vingt-septième session, aux rapporteurs spéciaux et à tous les fonctionnaires du Secrétariat qui ont si utilement contribué au succès des travaux de la CDI pendant cette session.

7. M. SABEL (Israël) félicite la CDI pour le travail extrêmement approfondi et précieux qu'elle a réalisé à sa vingt-septième session.

8. La question de la succession d'Etats en matière de traités, qui est étudiée dans le rapport de la CDI sur sa vingt-sixième session (A/9610/Rev.1), est un sujet qui revêt un intérêt plus que théorique pour son pays. Lorsque le mandat britannique a pris fin en Palestine, le problème s'est posé de savoir dans quelle mesure les traités auxquels la Puissance mandataire était partie liaient Israël. Israël a décidé qu'en tant que nouvelle entité internationale il n'était pas automatiquement lié par les traités auxquels la Palestine avait été partie et qu'à l'avenir il établirait lui-même directement ses relations conventionnelles avec les puissances étrangères intéressées. En ce qui concerne le paragraphe 75 dudit rapport, la délégation israélienne estime qu'il sera pratiquement impossible d'aboutir à un accord sur une liste de conventions multilatérales ayant un statut particulier par rapport au principe de la "table rase". Quant au règlement des différends, elle estime qu'il faudrait inclure dans le projet un article sur cette question. La délégation israélienne n'est pas sûre que le moment soit venu de convoquer une conférence de plénipotentiaires étant donné notamment que le calendrier de conférences juridiques internationales prévues pour le proche avenir est déjà chargé.

9. La question de la succession d'Etats en matière de traités intéresse la plupart des gouvernements sur le plan théorique. Etant donné la teneur de l'article 7 du projet (*ibid.*, chap. II, sect. D) concernant la non-rétroactivité de la convention proposée, il est difficile de prévoir une situation dans laquelle la convention proposée pourrait s'appliquer. Par conséquent, il est peu probable que de nombreux Etats participent à une conférence sur la question ou soient disposés à signer et ratifier une telle

convention. La délégation israélienne serait donc portée à appuyer les partisans d'une déclaration de principes sur la question, laquelle pourrait fort bien présenter un intérêt plus durable qu'une convention ayant recueilli l'adhésion d'un nombre d'Etats très limité. Néanmoins, il est douteux que la CDI ait les moyens ou le temps nécessaires pour examiner de façon détaillée et article par article le projet, ce qui serait indispensable pour arriver à un texte acceptable. Dans ces conditions, la meilleure solution serait de ne pas prendre de décision tant que la CDI n'aura pas achevé ses travaux sur la question des traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales. Ainsi, ces deux questions pourraient être examinées par une seule conférence diplomatique qui aurait pour tâche d'élaborer un nouvel instrument destiné à compléter la Convention de Vienne sur le droit des traités.

10. En ce qui concerne le projet d'articles sur la responsabilité des Etats, la délégation israélienne accepte le principe qui consiste à rendre l'Etat responsable du comportement de ses organes qui contreviennent aux dispositions du droit interne. Israël convient avec la CDI qu'il n'y a pas lieu de se demander si l'acte constitue ou non un excès de pouvoir et qu'il ne serait pas opportun de faire une distinction entre l'absence manifeste de compétence et la compétence apparente. Dans le domaine des actes internationalement illicites, l'état d'esprit présumé ou supposé de l'entité lésée n'entre pas en ligne de compte. Nier la responsabilité internationale de l'Etat impliqué reviendrait à nier toute responsabilité à l'égard de la victime qui par définition n'a aucun moyen de recours. La règle générale énoncée à l'article 12 doit être examinée très soigneusement. Le paragraphe 2 de cet article, que la CDI a qualifié de "clause de sauvegarde", est un élément essentiel de cette règle. La responsabilité qu'un Etat peut encourir pour un acte, une omission, une action, une négligence ou une réaction passive à l'égard d'un acte illicite commis par un organe d'un Etat étranger sur son territoire peut, dans certaines conditions, se comparer à la responsabilité de l'Etat étranger lui-même. De plus, il faut étudier soigneusement la question de savoir s'il existe une présomption de responsabilité dans ce domaine. Quant à l'article 13, la CDI a probablement bien fait de ne pas se préoccuper d'un bon nombre de questions juridiques sous-jacentes. La délégation israélienne espère que la CDI et la Sixième Commission examineront à fond les différents aspects des relations entre organisations internationales, Etats membres et Etats hôtes, mais elles devront le faire dans le cadre d'une étude approfondie, débordant le champ limité de la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel³.

11. Comme d'autres délégations, la délégation israélienne a trouvé extrêmement pénible d'avoir à étudier dans un délai très bref un rapport aussi volumineux que celui de la CDI. Elle apprécierait grandement toute mesure qui soulagerait les délégations à cet égard; cependant, il faudra prendre soin, en modifiant la procédure, de ne pas donner à penser à

² Voir Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

³ Voir Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales, vol. II (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.V.12), document A/CONF.67/16.

la CDI que la qualité de ses travaux n'est pas appréciée ou que la Sixième Commission cesse de réclamer le haut niveau de compétence juridique que ses membres possèdent actuellement. Il pourrait être utile de publier le rapport bien avant que la Sixième Commission se réunisse de façon que les délégations puissent l'étudier en détail. La délégation israélienne appuie la suggestion tendant à ce que la CDI ne traite, dans son rapport annuel, que des nouvelles études qu'elle aura entreprises pendant l'année considérée et consigne dans des notes de bas de page ses références à des travaux antérieurs et aux documents sur lesquels elle s'est appuyée. Ainsi, condensé, le rapport pourrait poser des petits problèmes d'ordre pratique à ceux qui doivent l'étudier, mais ces problèmes seraient compensés par le gros avantage de disposer d'un rapport considérablement plus court et éliminerait le problème des répétitions que le représentant de l'Australie a mentionné (1547^e séance).

12. La délégation israélienne se félicite de la proposition tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies envisage d'étudier l'ensemble du système d'élaboration de traités internationaux, y compris le rôle que jouent la Sixième Commission et la CDI dans ce processus. Une telle étude serait opportune et bénéficierait à toute l'Organisation des Nations Unies.

13. M. MOGENSEN (Danemark) note avec satisfaction que la CDI, à sa vingt-septième session, a continué d'étudier en priorité les questions de la responsabilité des Etats et de la succession des Etats dans les matières autres que les traités.

14. En ce qui concerne la responsabilité des Etats, il semble être généralement admis que les Etats ne doivent être tenus pour responsables que des actes de leurs propres organes et non des actes des particuliers. Ce principe est à la base de plusieurs des articles adoptés jusqu'à présent. Ainsi, l'article 14 prévoit qu'un acte d'un mouvement insurrectionnel commis sur le territoire d'un Etat ne doit pas être considéré comme un fait de cet Etat en droit international. Néanmoins, l'Etat risque d'être tenu pour responsable de ces actes s'il a failli à son devoir de faire tout ce qui était en son pouvoir pour protéger les personnes et les biens d'étrangers. Dans ce cas, la responsabilité de l'Etat découlerait d'omissions de la part d'organes de l'Etat. Mais ce problème déborde le cadre des articles relatifs aux actes des mouvements insurrectionnels.

15. A l'article 15, la CDI a arrêté une position sur la question controversée de savoir si le comportement d'un mouvement insurrectionnel qui prend ultérieurement le pouvoir dans un Etat doit être considéré comme un fait de cet Etat. La CDI répond par l'affirmative à cette question, conformément à la pratique existante dans ce domaine. Il peut sembler curieux que la possibilité d'obtenir du mouvement insurrectionnel la satisfaction ou la réparation à laquelle la partie lésée s'estime en droit de prétendre dépende de la victoire du mouvement insurrectionnel sur le gouvernement au pouvoir. Cependant, il ne serait ni raisonnable ni conforme au principe énoncé à l'article 14 qu'un Etat, ayant vaincu un mouvement insurrectionnel, soit tenu pour responsable des actes des insurgés, sauf naturellement dans les cas où sa responsabilité découle de la négligence de ses organes. De l'avis de la délégation danoise, la solution envisagée à l'article 15 est convenable dans la

mesure où elle préserve la continuité de la responsabilité. Si le mouvement insurrectionnel remporte la victoire, une réclamation peut être présentée au nouveau régime, mais s'il est vaincu, il n'y aura aucune possibilité d'obtenir réparation du mouvement ou d'autres entités pour ses actes illicites.

16. A la suite de l'adoption provisoire, en 1973, de huit articles du projet de convention sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, dont les trois derniers reposent sur la base du passage *de facto* des biens de l'Etat prédécesseur à l'Etat successeur, il est apparu nécessaire de rédiger un article établissant explicitement ce principe. Il serait peut-être plus approprié de placer cette règle importante – qui est maintenant énoncée à l'article 9 (voir A/10010, chap. III, sect. B) – immédiatement à la suite de l'article 5, de manière à indiquer clairement qu'elle est à la base des dispositions plus détaillées des articles 6 à 8. La définition que le Rapporteur spécial donne des biens d'Etat qui doivent passer à l'Etat successeur repose sur la notion de souveraineté, qu'il est difficile d'interpréter politiquement d'une manière acceptable pour tous. La délégation danoise reconnaît toutefois qu'une définition sous une forme ou une autre est nécessaire et elle estime que la révision de l'article 9 effectuée à la vingt-septième session constitue une amélioration sensible. En limitant le champ d'application de la disposition aux biens d'Etat situés sur le territoire auquel se rapporte la succession, on obtient un point de départ clair et généralement certain. Cette disposition, sous son libellé actuel, si elle est complétée par des dispositions relatives aux biens d'Etat situés hors du territoire visé, permettra de faire face aux multiples problèmes qu'entraînent les diverses formes de succession.

17. En ce qui concerne l'article 11, il semblerait logique et conforme au principe général énoncé à l'article 9 que les créances de l'Etat prédécesseur passent à l'Etat successeur. Comme dans le cas de l'article 9, le texte serait probablement plus clair si l'on omettait les références à la notion de souveraineté et à l'activité de l'Etat. La délégation danoise n'a pas d'objection à ce que l'on incorpore dans le projet de convention une règle expresse concernant les biens des Etats tiers en cas de succession, à condition de n'admettre aucune exception du type de celle qui a été prévue par exemple dans le projet du Rapporteur spécial⁴, qui se réfère à l'ordre public de l'Etat successeur. Une telle exception serait déplacée dans un instrument ayant trait à la succession, ne serait-ce qu'en raison du fait que le système juridique de l'Etat successeur et, par conséquent, la notion même d'ordre public prennent naissance postérieurement à la succession, lorsque le successeur commence d'exercer l'autorité étatique sur le territoire en question. Toute mesure qu'un Etat successeur pourrait prendre à l'égard des biens d'un Etat tiers ne peut donc pas être considérée comme étant l'effet de la succession; elle n'est qu'une manifestation de la juridiction que chaque Etat a le droit d'exercer à l'intérieur de son propre territoire.

18. La délégation danoise félicite la CDI des progrès considérables qu'elle a réalisés au cours de sa vingt-septième session dans son travail sur le projet de convention relatif à la clause de la nation la plus favorisée. Les articles adoptés

⁴ A/CN.4/282.

jusqu'ici contiennent des dispositions très utiles sur l'effet entre les parties de la clause de la nation la plus favorisée. Au sujet des traités commerciaux, on a fait valoir que l'application de la clause de la nation la plus favorisée dans les relations entre Etats se trouvant à des niveaux différents de développement économique ne représentait pas nécessairement un avantage aux yeux du tiers monde. Même si elle répond théoriquement aux exigences de l'égalité, prise en son sens traditionnel, puisqu'elle repose sur le principe de la réciprocité, la clause n'aurait guère d'utilité pour les pays en développement, qui sont rarement capables de soutenir la concurrence sur un pied d'égalité avec les pays industrialisés et ont donc besoin d'un traitement préférentiel. Le Gouvernement danois est pleinement conscient de ces problèmes et, à de nombreuses reprises, il a donné son appui à l'adoption de systèmes de traitement préférentiel. La CDI devrait concentrer ses travaux sur les aspects juridiques de la clause et laisser la question de son application aux traités commerciaux entre Etats se trouvant à des niveaux de développement économique différents à d'autres organes internationaux, notamment à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

19. En ce qui concerne l'article 15, la délégation danoise appuie la déclaration faite par le représentant de l'Italie (1544^e séance) au nom de la Communauté économique européenne et de ses neuf membres.

20. Notant que la CDI n'a pas eu l'occasion à sa vingt-septième session d'examiner la question du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, la délégation danoise exprime l'espoir qu'à sa prochaine session la CDI, qui disposera alors des réponses des gouvernements, trouvera le temps d'examiner cet important sujet qui touche à des problèmes urgents. Il serait extrêmement utile d'avoir une convention établissant les grands principes applicables à la réglementation juridique de l'exploitation des voies d'eau internationales.

21. M. Mogensen annonce que son gouvernement, comme les années précédentes, fournira des bourses destinées à couvrir les dépenses de participants des pays en développement au Séminaire de droit international à Genève.

22. M. YOKOTA (Japon) rend hommage à la CDI pour l'oeuvre qu'elle a accomplie et à son Président pour son éclairante présentation du rapport.

23. En réponse aux critiques qui ont été émises au sujet de la méthode de travail de la CDI, il fait observer que la préparation d'un instrument juridique qui doit être valable pour de longues années et acceptable à un large secteur de la communauté internationale doit se faire sur la base d'une étude minutieuse de la pratique des Etats, des précédents et de la doctrine ainsi que des tendances actuelles de leur développement. Une étude approfondie de ce genre prend du temps, mais elle est absolument nécessaire si la CDI veut maintenir son autorité. M. Yokota appuie donc l'actuelle méthode de travail de la CDI, qui correspond à la nature des tâches qui lui sont confiées. Il doute que l'on ait beaucoup à gagner en réduisant le nombre des sujets traités par la CDI à chacune de ses sessions et pense que cela risquerait de surcharger les rapporteurs spéciaux intéressés.

24. En ce qui concerne le projet d'articles sur la responsabilité des Etats, la délégation japonaise attache une importance considérable à la partie du projet qui traite du fait de l'Etat en droit international et du problème de l'attribution du comportement, et éventuellement de la responsabilité, à l'Etat. Etant donné qu'en de nombreux cas des conflits d'opinions en la matière ont donné lieu à des tensions dans les relations entre les Etats, le fait de clarifier cette question aiderait certainement les Etats dans la conduite des relations internationales. La délégation japonaise n'a pas de difficulté à approuver quant au fond les articles 5 à 9, mais elle trouve que l'article 10, qui a trait à la question la plus controversée, à savoir l'attribution à l'Etat du comportement d'organes agissant en dépassement de leur compétence, présente certains problèmes. Elle accepte aisément en théorie la formulation de la CDI selon laquelle le seul critère à appliquer pour l'attribution à l'Etat du comportement d'organes agissant en dépassement de leur compétence est que ces organes ont agi "en cette qualité"; elle s'inquiète toutefois des difficultés que l'application de cette règle ne manquera pas de soulever dans la pratique. Il n'est pas toujours facile d'établir dans un cas donné en quelle qualité la personne en cause a agi. Même le commentaire ne semble pas réussir à délimiter clairement les actes qui relèvent du champ d'application de l'article 10 et ceux qui n'en relèvent pas. La délégation japonaise espère que la CDI entreprendra une étude plus poussée de la question en vue de mettre au point une règle bien définie reposant sur un ou plusieurs critères. Enfin, la délégation japonaise n'a pas de difficultés pratiques à accepter le principe énoncé à l'article 15.

25. En ce qui concerne le projet d'articles sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la délégation japonaise attache une importance considérable à l'article X. Elle a des doutes quant à l'opportunité d'une référence au droit interne de l'Etat successeur. Il serait plus logique d'utiliser les termes "situés sur le territoire auquel se rapporte la succession d'Etats", comme à l'article 9, au lieu d'avoir recours à une autre formule qui risque de donner lieu à des malentendus. En ce qui concerne les articles 9 et 11, la délégation japonaise a quelques réserves, mais elle préfère attendre de voir comment la CDI formulera des règles plus spécifiques en la matière avant de présenter ses observations sur ces articles.

26. La délégation japonaise accueille avec satisfaction le travail de la CDI sur la clause de la nation la plus favorisée, qui aidera beaucoup à éclaircir les situations souvent controversées découlant de l'interprétation de cette clause. Quant au rapport entre le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée, elle estime qu'il s'agit là de deux questions différentes. Le projet d'articles sur le traitement national proposé par le Rapporteur spécial dans son sixième rapport ne devrait toutefois pas causer beaucoup de difficultés dans l'élaboration du projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée, car le premier traite seulement du mécanisme dans le cadre duquel opère la clause du traitement national, sans entrer dans les considérations de fond. En ce qui concerne la question très discutée de la "clause réservée" expresse ou implicite, M. Yokota estime que la CDI a réussi à rédiger une règle clairement définie en la matière aux articles 14 et 15. Au sujet de la question des unions douanières et autres unions économiques, il constate que la CDI n'a pas abouti à des conclusions définitives à sa vingt-septième session. Par le

passé, le Japon a stipulé dans la plupart de ses traités que les unions douanières échappaient à l'application de la clause de la nation la plus favorisée et il comprend parfaitement l'inquiétude de certains pays quant aux effets préjudiciables que pourrait avoir cette clause sur la formation d'unions douanières ou d'autres unions économiques. M. Yokota suggère qu'une règle de non-rétroactivité comme celle qui figure à l'article 4 de la Convention de Vienne sur le droit des traités soit incorporée dans le projet d'articles qui n'affecterait alors pas directement les intérêts et positions établis par les Etats dans le cadre d'unions douanières. Une disposition sans ambiguïté sur la question des unions douanières ou autres unions économiques aurait en outre pour effet de rendre les Etats plus prudents dans la formulation de la clause de la nation la plus favorisée et aiderait à éclaircir la situation. La délégation japonaise estime que la CDI a eu raison de considérer le système généralisé de préférences comme une exception à l'application de la clause de la nation la plus favorisée et elle n'a pas de difficultés particulières à accepter la teneur de l'article 21. D'un point de vue juridique, toutefois, elle préfère une formule semblable à celle qui figure à l'article 15 du commentaire stipulant qu'aucune disposition des articles ne préjuge les régimes spéciaux qui pourraient exister dans les relations entre pays en développement et pays développés. L'actuel système généralisé de préférences, qui a été prévu à titre provisoire pour une période de dix ans, pourrait être modifié à l'avenir, probablement en faveur des pays en développement. Dans ce cas, le libellé de l'article 21 sous sa forme actuelle pourrait ne pas suffire pour faire face à la situation nouvelle. Il serait peu souhaitable d'adopter comme règle de droit une formulation de caractère instable que l'on devrait éventuellement modifier à un stade ultérieur.

27. En ce qui concerne le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités, M. Yokota fait remarquer que les deux propositions figurant dans les notes 57 et 58 du rapport de la CDI sur les travaux de sa vingt-sixième session soulèvent certaines questions difficiles. La délégation japonaise n'est pas entièrement satisfaite de l'expression "traités multilatéraux de caractère universel" qui est proposée dans le rapport et elle estime que l'application du principe de la continuité à ces traités devrait être étudiée avec un soin particulier, compte tenu du sens très imprécis de l'expression. Si ces traités ne font que codifier le droit coutumier international, il n'est pas nécessaire de parler de succession.

28. La délégation japonaise a toujours préféré une procédure clairement définie, et si possible obligatoire, pour le règlement des différends, et elle pense que le fait d'ajouter une clause dans ce sens au projet ne pourrait qu'en améliorer la qualité. Il se peut que la question soit considérée comme ayant un caractère politique très marqué et qu'il soit donc préférable de la confier à une conférence de plénipotentiaires ou à la Sixième Commission lorsque l'une ou l'autre se chargera d'achever le projet sur la succession d'Etats en matière de traités. Il serait néanmoins utile de connaître la position de la CDI sur ce point.

29. En ce qui concerne le mode d'établissement d'un projet d'articles définitif sur la succession d'Etats en matière de traités, la délégation japonaise se déclare en faveur de la convocation d'une conférence de plénipotentiaires. Compte tenu des difficultés qu'il pourrait y avoir à

réunir des experts juridiques pour une telle conférence dans un proche avenir, on pourrait reporter l'examen de la question à la prochaine session de l'Assemblée générale en espérant que le calendrier des autres conférences exigeant la présence de ces experts sera alors plus clairement établi.

30. La délégation japonaise ne voit guère de raisons pour remettre l'adoption finale du projet d'articles à une date éloignée, par exemple jusqu'à ce que le projet sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités ait été mis au point par la CDI. Le lien étroit existant entre les deux projets est indéniable, mais lorsque la CDI a décidé d'examiner la question de la succession d'Etats en matière de traités dans le cadre de la Convention de Vienne sur le droit des traités plutôt que dans le cadre de la théorie générale de la succession d'Etats, ces deux questions sont pratiquement devenues des sujets distincts. En ce qui concerne la forme définitive du projet, la délégation japonaise n'a pas encore d'idées arrêtées, mais elle juge très intéressante la proposition faite par le représentant du Royaume-Uni (1536^e séance) et tendant à ce que la CDI étudie les modalités par lesquelles les nouveaux Etats pourraient être associés à l'application des règles sur la succession d'Etats en matière de traités.

31. M. STARČEVIĆ (Yougoslavie) félicite le Président de la CDI pour son excellente présentation du rapport sur les travaux effectués par la CDI à sa vingt-septième session.

32. Parlant de la question de la responsabilité des Etats, il observe que la CDI a énoncé des règles générales quant à ce qui peut être considéré comme un fait de l'Etat, sans préjuger de la question de la responsabilité de l'Etat; il est à espérer qu'au cours de ses futurs travaux la CDI formulera des règles précises permettant de déterminer l'existence d'une responsabilité. Lus dans ce contexte, les articles 10 à 15 du projet adoptés à la vingt-septième session paraissent plus facilement acceptables et la délégation yougoslave fera des observations détaillées à leur propos à un stade ultérieur. Toutefois, si le chapitre dont ces articles font partie, à savoir le chapitre II intitulé "Le fait de l'Etat d'après le droit international", devait être considéré comme constituant, en soi, une base pour déterminer la responsabilité des Etats, M. Starčević pourrait être tenté de souligner, au sujet de l'article 12 par exemple, qu'étant donné l'existence de blocs à la fois militaires et politiques un Etat peut être responsable même si le fait de l'organe d'un autre Etat opérant sur son territoire ne lui est pas formellement attribué au sens de cet article. On pourrait également faire observer, en ce qui concerne l'article 15 et compte tenu de l'alinéa b) de l'article 3, que la question de déterminer si un Etat créé à la suite d'un mouvement insurrectionnel est responsable des faits commis au cours de l'insurrection reste passablement complexe. La délégation yougoslave approuve dans l'ensemble l'orientation que la CDI a l'intention de donner à ses futurs travaux en la matière, telle qu'elle est exposée dans les paragraphes 42 à 45 du rapport. Une solution moderne et codifiée des questions concernant la responsabilité des Etats servirait les intérêts des Etats petits et moyens et constituerait en même temps une contribution inestimable au développement du droit international et à l'élaboration d'un système complet de règles juridiques impératives.

33. En ce qui concerne la question complexe de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités,

M. Starčević espère que la CDI pourra accélérer l'examen de ce sujet, en vue d'achever ses travaux sur l'ensemble du problème de la succession d'Etats. Les observations formulées par le représentant de l'Australie (1541^e séance) au sujet de l'article 9 méritent de retenir l'attention de la Sixième Commission.

34. Pour ce qui est de la clause de la nation la plus favorisée, il faut garder constamment présentes à l'esprit la situation des pays en développement et la nécessité absolue de prévoir une exception en leur faveur car leur opposer cette clause équivaldrait à exercer à leur égard une discrimination implicite. Le texte de l'article 21 prouve que la CDI a tenu compte de ces considérations. Il faut appliquer les décisions de la CNUCED et du GATT mentionnées dans le commentaire relatif à cet article, et également les résolutions adoptées aux sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale ainsi que les dispositions pertinentes de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale], qui mettent toutes l'accent sur le fait que le commerce entre pays développés et pays en développement doit être fondé sur l'application des principes de non-réciprocité, de non-discrimination et de traitement préférentiel aux pays en développement; le projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée doit en tenir compte. L'article 21 risque de ne pas être suffisant pour exclure absolument l'application de la clause de la nation la plus favorisée aux pays en développement et la CDI pourrait envisager la possibilité d'adopter, afin de protéger ces pays, au moins un article de plus qui pourrait s'inspirer de l'article 21 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Ce nouvel article, protégerait les pays en développement contre l'application de l'article 15 dont les dispositions ne doivent être applicables qu'aux accords conclus entre pays développés. De l'avis de M. Starčević, l'article 15 devrait également s'appliquer aux unions douanières et aux communautés économiques. Le nouvel article qu'il propose devrait être rédigé sur le modèle de l'article 15 et en gardant présent à l'esprit le fait qu'il ne s'appliquerait pas aux associations de pays en développement.

35. M. Starčević insiste sur la nécessité de poursuivre des travaux intensifs sur la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales, le nombre sans cesse croissant de ces traités rendant nécessaire l'application de règles uniformes.

36. Il tient à rappeler la demande adressée aux Etats de faire connaître leur opinion au sujet de la question des utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, de façon que la CDI puisse poursuivre ses travaux sur cette question importante à sa prochaine session.

37. Il approuve le programme général de travail de la CDI, tel qu'il est proposé, et prend note avec satisfaction de ses efforts en vue d'accélérer ses travaux relatifs aux questions actuellement inscrites à son ordre du jour. Il se félicite également de la tenue du dernier Séminaire de droit international, de la coopération permanente entre la CDI et les organismes régionaux dont les activités ont trait au droit international et de la tenue de la troisième Conférence commémorative Gilberto Amado.

38. M. AL-KINDI (Oman) dit que le rapport de la CDI contient d'importantes déclarations de principes juridiques qui exigent une étude attentive de la part de la Sixième Commission. Il remercie le Président de la CDI (1534^e séance) et le représentant du Brésil (1538^e séance) pour leur excellente analyse du rapport.

39. Certains représentants se sont déclarés préoccupés par la longueur du rapport et ont fait à cet égard des suggestions qui méritent l'attention, mais M. Al-Kindi n'appuie pas l'idée d'omettre de citer les sources des conclusions contenues dans les rapports de la CDI. Il serait préférable que des résumés des rapports soient publiés avant les rapports eux-mêmes, pour être utilisés immédiatement. Des éclaircissements tels que ceux fournis par le Président de la CDI pourraient figurer dans ces résumés. La Sixième Commission serait ainsi mieux à même de discuter des rapports, ceux de ses membres qui en ont le temps et le désir pouvant lire le texte complet des rapports.

40. La délégation omanaise ne formulera pas d'observations détaillées au sujet du projet d'articles sur la responsabilité des Etats. Elle considère, cependant, comme essentiel que les Etats souverains assument la responsabilité des actes dommageables commis par leurs organes, que ceux-ci aient agi ou non en dépassement de leur compétence ou en contradiction avec les instructions concernant leurs activités. Leur compétence ou leurs instructions relèvent du droit interne et non du droit international. On ne peut s'attendre de la part des autres Etats à ce qu'ils sachent ou fassent des recherches pour savoir si les organes d'un Etat avaient le pouvoir de le lier.

41. La disposition selon laquelle les faits d'organes n'agissant pas pour un Etat ne doivent pas être attribués à cet Etat, bien qu'elle énonce une évidence, est acceptable. M. Al-Kindi suppose que la CDI a eu ses raisons pour inclure une disposition aussi évidente, mais il se demande si elle est réellement nécessaire.

42. En ce qui concerne l'article 15, la délégation omanaise pense que, comme certains représentants l'ont fait observer, il faut établir une distinction claire entre, d'une part, les faits d'un mouvement de libération nationale qui mène une lutte légitime contre un régime colonial ou raciste pour pouvoir exercer son droit à l'autodétermination et se débarrasser de la domination étrangère et, d'autre part, les actes d'agression commis par des bandits dont le seul but est de détruire, quel que soit le nom dont ils se parent.

43. M. Al-Kindi remercie le Rapporteur spécial chargé de la question de la responsabilité des Etats de son excellent travail.

44. Il remercie également le Rapporteur spécial chargé de la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités pour la compétence dont il a fait preuve en traitant le sujet délicat de la succession en matière de biens d'Etat. La manière dont la question est abordée est correcte et a l'approbation de sa délégation, étant donné, en particulier, que les dispositions proposées laissent aux parties la faculté d'adopter une solution différente. Mais il faudrait absolument développer le projet d'articles de façon à y inclure la question de la succession d'Etats en matière de biens situés hors de leur juridiction. Par ailleurs,

M. Al-Kindi doute qu'il soit sage d'inclure les dettes parmi les biens susceptibles d'être "hérités", car l'Etat successeur et l'Etat prédécesseur risquent de se trouver alors devant des difficultés insurmontables si les obligations ont été contractées à une époque où l'Etat successeur était incapable de s'exprimer.

45. Le Rapporteur spécial chargé de la question de la clause de la nation la plus favorisée et de la question connexe de la clause du traitement national mérite la reconnaissance de la Sixième Commission pour son travail remarquable. La délégation omanaise fera ultérieurement connaître son opinion sur les articles 16 et 17 du projet relatif à ces questions et, en attendant, aimerait que l'étude des questions auxquelles ont trait ces articles soit poursuivie. Elle partage la préoccupation exprimée par certains au sujet de l'applicabilité de la clause de la nation la plus favorisée à des Etats ayant des niveaux différents de développement économique. Un traitement spécial pourrait donner de meilleurs résultats qu'un traitement égal lorsqu'il existe une inégalité, étant donné qu'il faut contrebalancer les déséquilibres créés dans l'économie des pays du tiers monde par des pratiques antérieures. La délégation omanaise approuve donc l'article 21 et demande instamment qu'il soit élaboré d'autres dispositions similaires qui tiendraient dûment compte des observations déjà formulées à ce sujet à la Sixième Commission.

46. M. Al-Kindi remercie le Rapporteur spécial chargé de la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales pour son travail approfondi, grâce auquel la CDI a pu adopter les articles 7 à 11 et améliorer le texte de l'article 2. On ne doit pas laisser la prolifération des entités juridiques internationales obscurcir le but dans lequel lesdites entités ont été créées. Il leur est octroyé certains pouvoirs, certains droits et certains devoirs afin qu'elles puissent s'acquitter des fonctions qui leur sont assignées. Bien qu'il faille pousser l'étude de cette question plus avant, certaines distinctions que l'on a proposé d'établir, telles que celle entre compétence et compétence illimitée, ne semblent donc pas justifiables. Lorsque la compétence d'établir des rapports juridiques avec d'autres entités est reconnue à des entités juridiques internationales, elle est illimitée par elle-même, même si la confirmation d'une autre entité juridique est requise sous une forme ou une autre.

47. La délégation omanaise éprouve des difficultés à accepter l'idée que la ratification ne peut être utilisée que par les Etats et qu'un acte de confirmation solennelle doit exprimer le consentement des organisations internationales, ainsi que le stipule l'article 14. Cette distinction, si elle est seulement fondée sur le fait que la ratification implique nécessairement l'application d'une certaine procédure par l'Etat, semble assez artificielle. Une confirmation constitue une ratification, quels que soient les termes employés. La communauté internationale a renoncé aux vieux concepts et il est raisonnable de traiter les Etats et les organisations internationales sur un pied d'égalité dans ce domaine.

48. La délégation omanaise se félicite de la création d'un groupe de planification au sein du Bureau élargi de la CDI. Il conviendrait de songer sérieusement à achever l'étude des sujets qui sont inscrits à l'ordre du jour de la CDI depuis longtemps et de limiter le nombre des questions à étudier.

49. La délégation omanaise tient à exprimer sa gratitude aux Etats qui ont permis que le Séminaire de droit international et les conférences commémoratives Gilberto Amado aient lieu et elle espère qu'ils continueront à fournir leur contribution.

50. La coopération entre la CDI et les organismes juridiques régionaux, qui ne peut qu'avoir des résultats fructueux, doit absolument se poursuivre.

51. M. RAKOTOSON (Madagascar) remercie le Président de la CDI de sa présentation très claire du rapport.

52. Il dit qu'il ne fera que des observations préliminaires, car le Gouvernement malgache aura l'occasion de donner son avis définitif à un stade ultérieur.

53. En examinant l'importante question de la responsabilité des Etats, qui a un rapport étroit avec celle du maintien de la paix et de la sécurité internationales, la CDI devrait tenir présentes à l'esprit les dispositions de la Charte et les résolutions pertinentes de l'ONU qui ont trait à la qualification des faits internationalement illicites et à l'attribution de ces faits à un Etat. Ces résolutions sont notamment les résolutions 2625 (XXV), 1514 (XV) et 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale respectivement intitulées : "Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies" (particulièrement le paragraphe 3 de l'annexe), "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux" et "Définition de l'agression". Ces instruments constituent la base du droit international moderne et la communauté internationale devrait s'en inspirer pour définir le fait internationalement illicite qui engage la responsabilité de l'Etat. On trouve de nombreux exemples de comportements illicites dans ces instruments, qui sont une meilleure source du droit international de la responsabilité des Etats que l'histoire du droit des siècles passés. Ils concernent, en particulier, l'ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat, les actes visant à rompre partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriales d'un autre Etat, le recours à la menace ou à l'emploi direct ou indirect de la force, la résistance à l'exercice par un peuple du droit à l'autodétermination et à l'indépendance, l'aide directe ou indirecte à cette résistance, la politique de l'*apartheid*, qui est un crime contre l'humanité et le pillage des ressources naturelles d'un pays.

54. A la lumière de ces instruments, une nette distinction s'impose entre deux formes de mouvement insurrectionnel. Un mouvement de libération nationale luttant contre le colonialisme, l'*apartheid* ou la domination étrangère exerce un droit légitime reconnu par les instruments précités, et les suites de son action ne peuvent être considérées comme fait générateur de sa responsabilité même lorsque ce mouvement devient le nouvel Etat. En revanche, lorsque le territoire n'est pas rattaché à une métropole, le problème de l'attribution de la responsabilité se pose. Ces principes doivent inspirer la lettre et l'esprit des articles 14 et 15 du projet d'articles sur la responsabilité des Etats.

55. En ce qui concerne le projet d'articles sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, M. Rakotoson fait observer que le paragraphe 10 du commentaire

sur l'article 9 indique que seuls les biens mobiliers situés sur le territoire auquel se rapporte la succession passent à l'Etat successeur, alors que les biens mobiliers situés à l'extérieur de ce territoire ne passeraient pas à l'Etat successeur. M. Rakotoson s'interroge sur le point de savoir ce qu'il adviendrait si, pour léser le nouvel Etat, la Puissance administrante transférerait les biens mobiliers en métropole peu avant l'accession du territoire à l'indépendance. De l'avis de la délégation malgache, le fait que les biens mobiliers sont situés sur le territoire auquel se rapporte la succession ne devrait pas être le seul critère du passage de ces biens à l'Etat successeur. La clause de sauvegarde exprimée dans le membre de phrase "à moins qu'il n'en soit autrement convenu ou décidé" serait, dans certains cas, de peu d'utilité pour résoudre ce problème.

56. Dans ses travaux sur les projets d'articles concernant la clause de la nation la plus favorisée, la CDI devrait également tenir compte de la lettre et de l'esprit des résolutions adoptées par l'Assemblée générale, à ses sixième et septième sessions extraordinaires. Les principes énoncés dans ces résolutions, particulièrement dans le domaine du commerce international, prévoient notamment un traitement préférentiel et sans réciprocité en faveur des pays en développement, et l'application aux importations en provenance des pays développés d'un traitement qui ne peut être plus favorable que celui qui est appliqué aux importations provenant des pays en développement. Ces principes sont repris aux articles 18 et 26 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. En d'autres termes, en ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée, le droit devrait tenir compte des intérêts particuliers des pays en développement et contribuer aux efforts d'instauration du nouvel ordre économique. Soumettre le riche et le pauvre à la même obligation serait parfois injuste.

57. La délégation malgache souhaite à la CDI un plein succès dans ses travaux de codification et de développement du droit international. C'est dans cet esprit que M. Rakotoson émet une opinion sur la méthode de travail de la CDI et de la Sixième Commission. La délégation malgache appuie les observations faites à ce sujet par d'autres représentants, et notamment par le représentant de l'Australie. Elle estime que le rapport aurait gagné à être plus concis sans être pourtant laconique. En outre, les travaux de la CDI auraient gagné en efficacité si la Sixième Commission et l'Assemblée générale avaient soigneusement déterminé l'ordre de priorité à attribuer aux sujets à étudier. La Sixième Commission a, en effet, tendance à demander la priorité pour plusieurs des sujets étudiés par la CDI, comme le montre la résolution 3315 (XXIX) de l'Assemblée générale qui mentionne au moins cinq sujets. La CDI a fidèlement suivi ces recommandations et la Sixième Commission est, par conséquent, en partie responsable du volume exagéré du rapport, dont elle se plaint à présent.

58. Un autre problème qui découle de cette situation est que les membres de la Sixième Commission doivent étudier en très peu de temps un certain nombre de questions qui n'ont aucun lien commun, et ils ne peuvent pas en faire un examen approfondi tout en supervisant les travaux de la CDI. La Sixième Commission risque d'échouer dans ce dernier rôle si elle continue de donner la priorité à la plupart des questions qui sont renvoyées à la CDI, et il

conviendrait qu'elle n'accorde la priorité qu'à l'étude d'une seule question. Ce faisant, la Sixième Commission pourrait achever plus tôt son programme et pourrait terminer dans un avenir proche les projets d'articles sur la responsabilité des Etats ou sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités.

59. Il conviendrait peut-être de demander que le rapport de la CDI parvienne aux Etats Membres à une date qui laisse à ceux-ci suffisamment de temps pour l'étudier avant la session de l'Assemblée générale. La vingt-septième session de la CDI n'ayant pu commencer qu'au début de mai et s'étant terminée fin juillet, le rapport à l'examen n'a en fait été distribué qu'après le début de la session en cours. Bien que M. Rakotoson sache fort bien que les membres de la CDI ont d'autres occupations, il y aurait peut-être intérêt à ce que la session de la CDI commence plus tôt dans l'année pour permettre à la Sixième Commission de s'acquitter convenablement de ses fonctions.

60. Tout comme la CDI, qui a créé un groupe de planification pour examiner son fonctionnement et formuler des suggestions concernant ses travaux, la Sixième Commission pourrait procéder à une autocritique : de l'avis de la délégation malgache, la Sixième Commission devrait accorder la priorité à un seul sujet. A cet égard, M. Rakotoson appelle l'attention, à titre d'avertissement, sur l'exemple de la responsabilité des Etats, sujet dont l'Assemblée générale a recommandé l'étude dès 1955 et pour lequel les travaux ne seront achevés qu'en 1981.

61. M. LÓPEZ BASSOLS (Mexique) félicite le Président de la CDI de son excellente présentation du rapport.

62. La délégation mexicaine a souvent souligné le grand intérêt que le Mexique porte à la question de la responsabilité des Etats. En effet, on pourrait écrire l'histoire des relations internationales mexicaines du seul point de vue des réclamations internationales. Depuis les tout premiers jours de l'indépendance mexicaine jusqu'en 1940, l'application par le Mexique de sa législation aux étrangers résidant sur son territoire, bien qu'elle fût le fait d'un Etat souverain, a été soumise pour révision à diverses commissions mixtes. Ces événements appartiennent irrévocablement au passé maintenant que la souveraineté des Etats faibles a triomphé de la "protection illimitée" qu'exerçaient les grandes puissances; toutefois, l'histoire de ces commissions explique pourquoi le rapport s'y réfère souvent et d'une manière qui n'est pas toujours heureuse. On en trouve deux exemples aux paragraphes 18 et 28 du commentaire relatif à l'article 14, où il est question respectivement de la réclamation relative au bombardement de la ville de Mexico et de la réclamation des Etats-Unis d'Amérique relative à la détention de certains marins à Tampico en 1914. En ce qui concerne la première affaire, le Commissaire mexicain a déclaré qu'un Etat n'était pas responsable des dommages causés par un mouvement insurrectionnel militaire s'il était établi que cet Etat avait pris les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre. En ce qui concerne la seconde, le Gouvernement mexicain a soutenu qu'il n'était pas responsable des dommages causés par des forces armées qui n'avaient pas réussi à mettre en place un gouvernement. Dans ce cas, une réparation ne serait consentie qu'à titre gracieux. En revanche, le Gouvernement mexicain assumerait la responsabilité des actes licites des autorités ou des actes de forces

révolutionnaires qui auraient réussi à mettre en place un gouvernement. Les principes énoncés dans les articles 14 et 15 du projet d'articles sur la responsabilité des Etats sont conformes à la position adoptée par le Mexique, telle qu'elle a été exposée dans ces deux affaires, si bien que la délégation mexicaine approuve entièrement ces deux articles.

63. Le fait que la communauté internationale adoptera bientôt un ensemble de règles régissant la responsabilité des Etats pour les faits internationalement illicites présente une importance particulière pour le Mexique. L'étude de ce sujet devrait s'accompagner d'une étude d'autres aspects de la responsabilité internationale, y compris la responsabilité pour les dommages pouvant résulter de certaines activités licites, d'activités que le droit international n'a pas encore formellement interdites ou d'activités relevant de la zone floue entre ce qui est licite et illicite. Les activités de ce genre sont de plus en plus fréquentes dans le domaine de la navigation, de l'espace et de l'énergie nucléaire, notamment en liaison avec la protection de l'environnement. Les aspects plus particuliers et techniques de ces nouveaux domaines continuent à faire l'objet d'accords spéciaux et d'une réglementation qu'élaborent des milieux spécialisés, mais il faudra peut-être un jour dégager les principes essentiels de cette nouvelle branche du droit et les ériger en normes juridiques. Peut-être, la CDI pourra-t-elle alors, dans le cadre de son mandat, appliquer sa science et son imagination à l'étude de sujets nouveaux autres que ceux de la responsabilité des Etats, de la succession d'Etats et des différents aspects du droit des traités.

64. En conséquence, la délégation mexicaine estime que la Sixième Commission pourrait recommander à l'Assemblée générale de ne pas se borner, à la session en cours, à recommander à la CDI de poursuivre les études déjà entreprises, comme elle le fait habituellement. La résolution qui sera adoptée par l'Assemblée générale devrait tenir compte du fait que certains Etats Membres, tout au moins, souhaitent vivement que la priorité soit accordée à l'étude de la responsabilité des Etats pour faits internationalement illicites et que l'étude du sujet soit complétée par d'autres études le plus rapidement possible.

65. Passant au chapitre IV du rapport, M. López Bassols souligne l'importance fondamentale que la question de la clause de la nation la plus favorisée présente pour les relations économiques internationales. La Sixième Commission ne dispose pas encore d'un projet complet et ne peut pas, par conséquent, analyser en détail les articles proposés. La délégation mexicaine estime cependant que la CDI devrait tenir compte, dans ses travaux relatifs à la clause de la nation la plus favorisée, de la profonde transformation des relations économiques, qui a une importante conséquence sur l'application de cette clause. A ce sujet, le représentant du Mexique se réfère aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ses sixième et septième

sessions extraordinaires et à la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Le développement et la codification de normes juridiques en la matière seraient donc conformes aux réalités contemporaines.

66. L'une des principales conditions, pour le développement du droit international, est de reconnaître l'existence de différents niveaux de développement et la nécessité de fonder le commerce international sur un régime de préférences. A ce propos, le représentant du Mexique rappelle que le huitième principe général adopté à la première session de la CNUCED⁵ reflétait l'idée selon laquelle les besoins commerciaux d'une économie en développement étaient fort différents de ceux d'une économie développée. En conséquence, ces deux sortes d'économies ne devraient pas être régies par les mêmes règles en ce qui concerne leurs relations commerciales internationales. L'application de la clause de la nation la plus favorisée à tous les pays indépendamment de leur niveau de développement impliquerait une égalité formelle mais, en fait, elle entraînerait une discrimination implicite à l'encontre des membres de la communauté internationale qui sont plus faibles que les autres. Cela ne signifie pas qu'il faille abandonner définitivement la clause de la nation la plus favorisée. En reconnaissant les besoins des pays en développement, on admet simplement que, pour un certain temps, la clause de la nation la plus favorisée ne devrait pas s'appliquer à certaines catégories de relations commerciales internationales.

67. Le représentant du Mexique tient aussi à faire observer que les articles 18, 19, 21 et 26 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats contiennent des dispositions destinées à mettre en place un régime généralisé de préférences non réciproques et non discriminatoires au profit des pays en développement.

68. La délégation mexicaine a déjà envoyé à la CDI ses observations sur la question de la succession d'Etats en matière de traités (voir A/10198). Pour ce qui est de la procédure à suivre, elle estime que le projet est définitif, à l'exception de deux articles qui devraient être renvoyés à la CDI pour qu'elle les examine, compte tenu peut-être des observations des Etats. Ensuite, une décision pourrait être prise quant à la procédure appropriée pour la dernière phase du processus de codification.

69. Enfin, M. López Bassols tient à féliciter la CDI de l'excellent travail qu'elle a accompli en 1975 et à lui souhaiter un plein succès dans ses travaux à venir.

La séance est levée à 13 h 5.

⁵ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I : *Acte final et rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 64.II.B.11), p. 22.

1547^e séance

Jeudi 23 octobre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1547

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (*suite*) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. M. HAFIZ (Bangladesh) dit que le rapport de la Commission du droit international (CDI) [A/10010] est un document fort utile, qui témoigne éloquemment du travail monumental accompli par la CDI en vue de promouvoir le développement progressif et la codification du droit international.

2. Le rôle de la CDI acquiert une importance croissante à mesure que de nouvelles relations internationales s'instaurent du fait de la modification de la structure de la société internationale imputable à la fin de la colonisation et à la naissance de nouveaux Etats. Les Etats nouvellement indépendants et les pays en développement ont à faire face à des problèmes économiques et politiques internationaux complexes. En établissant le nouvel ordre économique accepté par la vaste majorité des Etats Membres, il faut traduire en termes juridiques les principes fondamentaux qui régissent la communauté internationale.

3. Les principaux problèmes auxquels se heurtent les pays en développement sont une pénurie alimentaire chronique et la surpopulation. La nourriture ne peut plus être considérée comme relevant de la charité et les denrées alimentaires comme des produits purement commerciaux dans les échanges internationaux. Il est donc du devoir moral et politique de la communauté internationale, et en particulier de celui des pays développés, d'offrir une coopération économique en vue de résoudre d'une manière permanente le problème de la sous-production des denrées alimentaires dans les pays en développement. Une nouvelle conception du droit international en matière alimentaire doit se refléter dans le droit international relatif à la paix et à la sécurité internationales, étant donné qu'un Etat ayant une population affamée constitue une source de danger pour la paix mondiale. Bien que la CDI s'intéresse principalement au droit international public, il ne lui est pas interdit d'aborder également le domaine du droit international privé.

4. M. Hafiz félicite le Président de la CDI de son instructive présentation du rapport. La délégation du Bangladesh apprécie la décision de la CDI d'examiner en

priorité la question de la responsabilité des Etats et celle de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, qui présentent une importance croissante pour la communauté internationale.

5. Les travaux de la CDI sur la responsabilité des Etats n'ont pas encore été examinés par l'organe approprié du Gouvernement du Bangladesh, aussi la déclaration de la délégation de ce pays sur cette question ne présente-t-elle qu'un caractère préliminaire. Toutefois, M. Hafiz tient à faire consigner la vive satisfaction que sa délégation éprouve du fait que la CDI a examiné cette fort importante question.

6. On peut éprouver des doutes quant à l'attribution d'une responsabilité à un Etat lorsqu'un fonctionnaire a accompli un acte public sortant du cadre de sa compétence. La délégation du Bangladesh estime que l'Etat n'est responsable que lorsque le fonctionnaire a agi dans les limites de ses fonctions. Les points essentiels à examiner en l'occurrence consistent à savoir si les organes de l'Etat ont été les moyens par lesquels le dommage a été causé et si les actes considérés rentraient dans le cadre de la compétence officielle de la personne qui les a accomplis. La délégation du Bangladesh apprécie les travaux de la CDI et de son rapporteur spécial sur la question des conséquences d'une insurrection.

7. Les travaux de la CDI sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités présentent une importance considérable et M. Hafiz tient à féliciter le Rapporteur spécial de son savant rapport sur ce sujet. Toutefois, sa délégation a des réserves à formuler concernant le libellé de l'article 11 du projet (*ibid.*, chap. III, sect. B).

8. L'orateur note avec satisfaction les progrès réalisés par la CDI à propos de la question de la clause de la nation la plus favorisée. Sa délégation est d'avis qu'une égalité de traitement entre des Etats inégaux aboutirait à une inégalité et porterait gravement atteinte au développement économique des pays en développement. Les intérêts de ces pays doivent être dûment protégés; le libellé de l'article 21 du projet (*ibid.*, chap. IV, sect. B) devrait être modifié de manière à rendre cette protection plus efficace.

9. Le Gouvernement du Bangladesh s'intéresse vivement au droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, aussi attend-il avec impatience les résultats de l'étude de la CDI sur cette question. Il demande instamment à la CDI d'entreprendre cette étude sur une base prioritaire. En raison de la situation géographique du Bangladesh, la délégation de ce pays se préoccupe des problèmes relatifs à la lutte contre les inondations et à l'érosion; à son avis, la CDI devrait les englober dans son étude sur cette importante question. La réglementation de l'utilisation des eaux des rivières et

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément no 10.

fleuves internationaux préoccupe aussi sérieusement le Bangladesh. Dans plusieurs pays, l'eau est devenue une ressource économique majeure et, en formulant les règles de droit international en la matière, il faudrait tenir particulièrement compte des intérêts des petits pays pauvres. La législation concernant la pollution devrait être élaborée de manière à ne pas porter préjudice au développement économique d'autres pays.

10. La délégation du Bangladesh tient à exprimer sa satisfaction au sujet du fait que la CDI a continué d'entretenir des relations avec divers organismes juridiques, en particulier avec le Comité juridique consultatif africano-asiatique; en effet, cette coopération signifie que la communauté internationale est pleinement informée de toutes les opinions émanant des divers systèmes juridiques et des diverses civilisations du monde.

11. Une continuation du Séminaire de droit international présente une importance vitale pour le développement du droit international. En 1973, un ressortissant du Bangladesh a participé à ce séminaire. Le programme de travail dans ce domaine devrait non seulement être poursuivi, mais élargi, car cela serait d'un grand profit pour les pays en développement, où l'enseignement du droit international et la diffusion des connaissances y relatives sont limités.

12. La délégation du Bangladesh n'ayant pas encore procédé à une étude détaillée du projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités (voir A/9610/Rev.1, chap. II, sect. D), ses observations sur cette question ne présentent qu'un caractère préliminaire. Le Bangladesh croit profondément au principe de l'autodétermination et il estime que le droit relatif à la succession en matière de traités acquiert une importance croissante en raison des changements qui interviennent dans la structure de la société internationale. Bien qu'elle soit très satisfaite du travail accompli par la CDI à propos de cette question, la délégation du Bangladesh a des réserves à formuler au sujet de certaines dispositions du projet d'articles, en particulier de la définition de l'expression "Etat nouvellement indépendant" qui figure dans l'alinéa *f* du paragraphe 1 de l'article 2 et du libellé du paragraphe 3 de l'article 33.

13. Il convient de féliciter la CDI d'avoir adopté le principe de la "table rase", qui fait partie du développement progressif du droit international et repose sur le principe de l'autodétermination. Le principe de la "table rase" signifie qu'un Etat nouvellement indépendant a le droit de choisir de n'être pas lié par d'anciens traités conclus par un Etat prédecesseur. Mais la CDI n'a pas étendu assez loin le principe de la "table rase" dans la définition énoncée à l'alinéa *f* du paragraphe 1 de l'article 2 du projet et n'a ainsi pas tenu suffisamment compte du principe de l'autodétermination. De l'avis de la délégation du Bangladesh, la notion d'"Etat nouvellement indépendant" englobe non seulement tous les territoires précédemment dépendants tels que les colonies, les territoires sous tutelle, les territoires sous mandat et les protectorats, mais aussi les nouveaux Etats qui sont apparus à la suite de la séparation d'une partie d'un Etat existant ou d'une révolution sociale, ainsi que les minorités religieuses, linguistiques, ou culturelles du territoire d'un Etat existant qui ont lutté pour le droit à l'autodétermination fondé sur les principes de la Charte des Nations Unies et de la Décla-

ration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe]. Ces documents n'établissent aucune distinction entre le droit à l'autodétermination des peuples des territoires coloniaux et d'autres territoires.

14. De même, la délégation du Bangladesh n'approuve guère le paragraphe 3 de l'article 33, qui est non seulement vague, mais introduit en outre un élément subjectif qui donnerait lieu à des contestations. Rien ne saurait justifier l'établissement d'une distinction entre un "Etat nouvellement indépendant" et un Etat qui naît de la séparation d'une partie d'un Etat existant. Il résulte du projet d'article considéré que, pour pouvoir réclamer les avantages découlant du principe de la "table rase", un Etat formé par voie de sécession devrait répondre à la définition d'un "Etat nouvellement indépendant" figurant dans l'alinéa *f* du paragraphe 1 de l'article 2 ou correspondre aux critères indéterminés énoncés dans le paragraphe 3 de l'article 33. Ce dernier paragraphe est vague et son interprétation donnerait lieu à des divergences constantes qui le rendraient inefficace. Il faudrait que ces dispositions du projet d'articles soient modifiées de manière à englober tous les Etats.

15. La délégation du Bangladesh estime qu'il devrait y avoir, dans le projet d'articles, une disposition distincte visant le règlement des différends découlant de l'interprétation ou de l'application d'une convention future.

16. M. Hafiz voudrait présenter quelques observations sur le rôle dynamique du droit international. En Afrique, en Amérique latine et en Asie, une grande majorité de la population souffre de la faim, de la misère, de la maladie, de l'analphabétisme, de l'inégalité, du manque d'abri et du chômage, et cette situation fait qu'il est impossible pour un individu d'accéder à une vie meilleure. En conséquence, le droit international ne saurait être envisagé comme un phénomène isolé; il devrait tenir compte des réalités de l'existence des populations dans les Etats qui souffrent d'une sous-production chronique et ne sont pas en mesure de pourvoir à des besoins fondamentaux de l'être humain. Si des législations nationales ne sont pas en mesure de répondre aux exigences croissantes d'une époque en voie de rapide évolution, c'est le droit international qui doit mettre à la disposition des pays en développement une possibilité de profiter des avantages du progrès technique. S'il en était autrement, les efforts humains en faveur de la paix mondiale seraient retardés et les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme resteraient lettre morte.

17. M. GÜNEY (Turquie) exprime la satisfaction de sa délégation devant l'excellent travail accompli par la CDI à sa vingt-septième session et il félicite le Président de la CDI de sa présentation claire et éloquente du rapport.

18. La délégation turque s'en tient à des observations de caractère préliminaire. Elle approuve la portée du projet d'articles sur la responsabilité des Etats (voir A/10010, chap. II, sect. B), la distinction entre les règles "primaires" et "secondaires" et la méthode suivie pour l'établissement du projet. Le fait que le projet d'articles est limité à la responsabilité pour faits internationalement illicites n'empê-

chera certainement pas la CDI de mettre à l'étude en temps opportun la question de la responsabilité internationale des conséquences préjudiciables de certaines activités qui ne sont pas interdites par le droit international. Les règles énoncées dans le projet d'articles représentent l'aboutissement d'une longue évolution de la pratique des Etats, de la jurisprudence et de la doctrine et, en codifiant et en développant le droit coutumier dans ce domaine, la CDI a bien fait de préciser ses sources.

19. L'article 10 du projet sur la responsabilité des Etats ne définit pas une nouvelle source de la responsabilité internationale de l'Etat, car le comportement d'un organe de l'Etat qui a agi en cette qualité est déjà attribuable à l'Etat en vertu de l'article 5. L'article 10 apporte toutefois une précision supplémentaire à l'article 5 en indiquant que le comportement d'un organe de l'Etat est considéré comme un fait de l'Etat d'après le droit international même si, en l'occurrence, l'organe a dépassé sa compétence d'après le droit interne ou a contrevenu aux instructions concernant son activité.

20. L'article 12 est nécessaire, de l'avis de la délégation turque, dans la mesure où il est le corollaire de l'article 9 et en partie de l'article 11. Dans l'article 12, il faudrait aussi prendre en considération le comportement conjoint de l'Etat ou de l'organisation auquel l'organe appartient et de l'Etat sur le territoire duquel l'organe se trouve.

21. L'article 14 est très important en raison du rôle de plus en plus grand que jouent les mouvements insurrectionnels et de la reconnaissance accrue dont ils bénéficient sur le plan international. La délégation turque félicite la CDI d'avoir évité d'aborder le problème de la reconnaissance des mouvements insurrectionnels et de s'être contentée d'affirmer que le comportement d'un mouvement insurrectionnel ne peut pas être attribué à l'Etat.

22. En ce qui concerne la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la CDI a rencontré des difficultés considérables car il n'existe pas en la matière une pratique des Etats, une jurisprudence ni une doctrine suffisamment abondantes et uniformes. Les questions, sur lesquelles portent les articles ont souvent été réglées par voie d'accords, qui ne constituent pas eux non plus une base suffisante pour une codification et un développement progressif d'aussi vaste portée. Des difficultés ont également surgi du fait de l'ampleur et de la complexité du sujet, qui comprend les biens publics, les dettes publiques, le régime juridique de l'Etat prédécesseur, les problèmes territoriaux et les droits acquis. L'article 11 complète l'article 9. Toutefois, il est nécessaire de préciser la nature juridique de l'acquisition par l'Etat successeur des créances de l'Etat prédécesseur et déterminer quelles sont les créances d'Etat qui passent à l'Etat successeur. La CDI devrait également prendre soin de ne pas mentionner seulement les créances d'Etat, mais aussi les obligations attachées à ces créances.

23. La CDI a fait des progrès considérables dans le domaine de la clause de la nation la plus favorisée en concevant le sujet à la fois comme un sujet distinct et comme un aspect du droit des traités. La délégation turque pense, comme la CDI, que même si la clause fait partie du droit général des traités, il est souhaitable de lui consacrer une étude spéciale car l'intérêt de la clause tient à ce qu'elle

est fréquemment utilisée dans le domaine économique. Les nouveaux articles adoptés par la CDI à sa vingt-septième session sont fondés sur une pratique des Etats, une jurisprudence et une doctrine abondantes.

24. La délégation turque convient qu'il existe un rapport entre la clause de la nation la plus favorisée et le principe de la non-discrimination. Si l'on tente de maintenir l'égalité entre tous les Etats intéressés par l'application de la clause de la nation la plus favorisée, sans tenir compte des considérations géographiques, économiques et politiques, on aboutira nécessairement à l'inégalité, et il conviendrait donc de prévoir dans l'application de la clause des exceptions en faveur des pays en développement. L'article 21 est bien conçu, puisqu'il exprime l'accord général qui existe pour que les Etats s'abstiennent d'invoquer leur droit au traitement de la nation la plus favorisée en vue d'obtenir, en totalité ou en partie, le traitement préférentiel que les pays développés accordent aux pays en développement. Cette disposition permettra d'éviter les effets préjudiciables pouvant résulter d'une application automatique des projets d'articles aux pays en développement.

25. Pour ce qui est des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales, la délégation turque a pris note des progrès accomplis par la CDI. La CDI a suivi autant que possible les articles de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Etant donné, cependant, que l'assimilation des organisations internationales aux Etats n'est pas possible et que dans le processus de la conclusion des traités leur compétence diffère entièrement de celle de l'Etat, certaines modifications sont nécessaires pour rendre les règles de la Convention de Vienne applicables aux organisations internationales.

26. La question des utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation est un sujet complexe qu'on ne peut pas traiter à la hâte. La CDI devrait inclure dans l'étude du sujet les questions qui concernent l'utilisation et la protection des voies d'eau ainsi que celles qui ont trait à la pollution.

27. Quant au programme de travail de la CDI, M. Güney se félicite de la création d'un groupe de planification chargé d'examiner périodiquement l'état d'avancement des travaux de la CDI. Ces travaux sont moins fructueux lorsque la CDI traite de plusieurs questions au cours d'une même session, et il convient donc de ne lui confier de nouveaux sujets, particulièrement des sujets prioritaires, qu'avec circonspection.

28. La délégation turque se félicite de ce qu'un nouveau don généreux du Gouvernement brésilien ait permis à la troisième Conférence commémorative Gilberto Amado d'avoir lieu, et M. Güney espère que tout sera mis en oeuvre pour qu'une autre conférence puisse être organisée en 1976 pendant les sessions de la CDI et du Séminaire de droit international.

29. M. PHUMAPHI (Botswana) estime, comme le représentant de l'Australie et certains autres représentants, que le temps a fait défaut pour l'étude du rapport de la CDI. Il serait donc souhaitable que les rapports soient publiés plus tôt à l'avenir. Certaines délégations ont également proposé

que le rapport soit abrégé. Cela gagnerait du temps, mais créerait aussi des difficultés pour les délégations des pays en développement, dont celle du Botswana, car le rapport indique clairement les sources des conclusions de la CDI, ce qui épargne à ces délégations d'avoir à faire elles-mêmes des recherches. Le Botswana, qui est indépendant depuis 10 ans, n'est pas encore parvenu à se constituer une bibliothèque qui contienne tous les renseignements nécessaires sur les sources examinées par la CDI.

30. Le Gouvernement du Botswana se propose de présenter à une date ultérieure des observations plus complètes sur les deux sujets à l'examen. Le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités est un travail remarquable dont la teneur est généralement acceptable. La délégation du Botswana approuve le principe de la "table rase" qui est en harmonie avec celui de l'autodétermination. Nul n'ignore que les traités conclus par les puissances coloniales pour le compte de leurs colonies servaient souvent davantage les intérêts des colonialistes que ceux des colonies elles-mêmes. Demander aux Etats nouvellement indépendants d'être automatiquement liés par ces traités reviendrait donc à leur refuser l'exercice de la souveraineté. La délégation du Botswana est également en accord avec l'exception au principe de la "table rase" énoncée à l'article 11, dont le but est d'éviter aux nouveaux Etats de se trouver pris dans des différends de frontières au moment où ils accèdent à la souveraineté. La délimitation des frontières par les puissances coloniales a été si arbitraire qu'en l'absence d'une disposition comme celle de l'article 11 le retrait de ces puissances risquerait de déclencher des conflits. Toutefois, l'exception prévue à l'article 11, qui est certainement nécessaire, ne doit pas être interprétée comme absolue, car il peut y avoir des circonstances dans lesquelles un nouvel Etat est juridiquement fondé à revendiquer un ajustement de frontière. C'est la raison pour laquelle la délégation du Botswana appuie l'article 13.

31. Les arguments puissants qui militent en faveur de l'article 11 ne paraissent pas s'appliquer à l'article 12, qui pourrait bien susciter plus de problèmes qu'il n'en résout. En premier lieu, son libellé est extrêmement vague et ne précise pas quelles sont les obligations attachées au territoire qui passeraient à l'Etat successeur. L'article en question vise-t-il les accords autorisant des troupes étrangères à stationner sur le territoire ? Dans l'affirmative, il serait incompatible avec le principe capital de la souveraineté de l'Etat et, dans le cas contraire, il comporterait une omission susceptible de conduire à des controverses.

32. Dans ses travaux sur l'article 12, la CDI a examiné la question des traités relatifs aux droits sur les eaux. Il est patent que ces traités confèrent parfois à certains Etats riverains plus de droits qu'à d'autres sur les eaux des fleuves communs au mépris total du développement des Etats au nom desquels ces traités ont été conclus. Les Etats riverains doivent toujours convenir de la meilleure méthode la plus équitable de répartition des eaux, mais la délégation du Botswana est opposée à tout traité qui donnerait à un Etat le pouvoir discrétionnaire de décider la quantité d'eau que les autres Etats riverains devraient recevoir. Les traités de cette nature, s'ils devaient lier automatiquement les Etats successeurs, constitueraient un empiètement grave sur la souveraineté de ces Etats et, dans certains cas, les priveraient même de leurs moyens de subsistance. Pour ces

raisons, la délégation du Botswana est fortement opposée à l'article 12, qu'elle serait heureuse de voir disparaître.

33. Elle n'est pas convaincue de la nécessité de l'autre exception au principe de la "table rase" qui se trouve énoncée dans la proposition d'article 12 *bis*. Le droit d'autodétermination implique que soient réduites au minimum les ingérences dans les décisions des Etats nouvellement indépendants, et l'exception inutile qui est prévue dans le projet d'article ne ferait que susciter des différends. D'ailleurs, le libellé de l'article proposé reste très vague dans la mesure où l'expression "traité multilatéral de caractère universel" n'y est pas clairement définie.

34. La délégation du Botswana est en accord avec celles qui ont souligné la nécessité de la proposition d'article 32 concernant le règlement des différends.

35. Passant au rapport de la CDI sur les travaux de sa vingt-septième session, M. Phumaphi félicite la CDI de son travail sur la clause de la nation la plus favorisée. L'article 21, qui tient compte de la différence de richesses des pays développés et des pays en développement, est particulièrement bien venu. La clause de la nation la plus favorisée, appliquée sans discernement, serait presque certainement fatale aux économies naissantes des pays en développement. La délégation du Botswana considère que l'article 21 est un important pas en avant du point de vue de la protection des intérêts particuliers des pays en développement, mais elle estime qu'il laisse de côté certains éléments absolument essentiels des économies de ces pays, notamment les unions douanières et les zones de libre-échange.

36. Les Etats sans littoral constituent un cas à part qui réclame un traitement exceptionnel dans l'application de la clause de la nation la plus favorisée. Si la clause devait être invoquée contre tout Etat côtier qui accorde des concessions à ses voisins privés de littoral, les Etats côtiers pourraient être réticents à accorder ces concessions, ce qui retarderait le développement des Etats sans littoral. M. Phumaphi tient à souligner que cette situation a été traitée comme une exception à l'article 10 de la Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral¹ de 1965.

37. M. ROMULO (Philippines), après avoir remercié le Président de la CDI du travail excellent qu'il accomplit pour l'ONU, fait observer que l'oeuvre du législateur est nécessairement une tâche de longue haleine du fait qu'il doit envisager des situations innombrables, des circonstances qui ne se sont pas encore réalisées et des conflits imprévisibles. Mais il y a des moments où les juristes, dans leur rôle de législateurs, doivent aussi agir promptement pour répondre à des besoins pressants. Il y a des moments de crise où il faut légiférer d'urgence afin d'apporter une solution à des problèmes qui seraient sans cela traités hors de toute règle juridique. Le monde fait face aujourd'hui à une crise économique générale et les nations sont apparemment divisées par des exigences, des craintes et des besoins opposés. Le Secrétaire général a récemment signalé les nombreux problèmes nouveaux qui se posent à l'Organisation, parmi lesquels le plus important est la réalisation d'un nouvel ordre économique international et l'élimination

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 597, n° 8641, p. 41.

du décalage entre les pays riches et les pays pauvres. A cet occasion, M. Waldheim a fait allusion au message spécial que l'épouse du Président des Philippines a adressé à l'Assemblée générale, message dans lequel Mme Marcos a présenté l'Organisation des Nations Unies comme la seule capable d'animer le dialogue sur le nouvel ordre économique international qu'il est indispensable de poursuivre.

38. Pour concrétiser les idées exprimées par le Secrétaire général et Mme Marcos, M. Romulo suggère que l'on demande à la CDI d'examiner en priorité la question des droits et devoirs économiques des Etats. La délégation philippine est disposée à prendre l'initiative d'un projet de résolution en ce sens et engage les autres délégations à se joindre à elle. Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale en la matière, notamment la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale], ne sont pas rédigées en termes juridiques et n'ont pas de ce fait la force obligatoire du droit international. En conséquence, la délégation philippine souhaiterait que la CDI aborde ce problème à titre prioritaire et présente un rapport à l'Assemblée générale, si possible à sa prochaine session. Parmi les nombreuses questions que la CDI devrait examiner, il y a lieu de mentionner les suivantes : a) Quelles sont ou quelles devraient être les réglementations acceptables en ce qui concerne les investissements étrangers ou les activités des sociétés transnationales ? b) Quel est ou quel devrait être le droit international en matière de nationalisation ou de socialisation des biens étrangers, notamment en ce qui concerne l'indemnisation de ces biens ? c) Quelles règles devraient appliquer les Etats qui partagent des ressources communes ? d) Quelles sont les limites juridiques applicables en matière de commercialisation et de fixation des prix des produits primaires ? e) En quoi consiste l'agression économique et en quels termes doit-on définir la menace ou l'emploi de la force économique ?

39. Il est urgent et important de transcrire la Charte des droits et devoirs économiques des Etats dans une convention ayant force obligatoire. M. Romulo espère que la Commission demandera à la CDI d'accorder à cette tâche la plus haute priorité.

40. M. PRANDLER (Hongrie) fait observer que l'examen annuel du rapport de la CDI constitue une base utile pour un dialogue non seulement entre cet organe et la Sixième Commission, mais aussi entre ceux dont le souci principal est de codifier le droit international et ceux dont la fonction essentielle est de l'appliquer. La délégation hongroise remercie le Président de la CDI de la présentation très claire et très complète du rapport et lui demande de bien vouloir faire savoir aux membres de la CDI combien la délégation hongroise apprécie les résultats très positifs que cet organe a obtenus à sa vingt-septième session.

41. A propos de la responsabilité des Etats, qui est l'une des questions les plus importantes du droit international, M. Prandler dit que sa délégation est d'accord avec la philosophie de base du projet d'articles établi par la CDI. Si ce projet ne doit viser que la responsabilité des Etats pour des faits internationalement illicites, il convient, cependant, de ne pas minimiser l'importance du principe de la responsabilité absolue des Etats du fait des conséquences dommageables de certains types d'activités licites pour des

pays tiers. Bien que la CDI se soit à juste titre concentrée sur la détermination des règles régissant la responsabilité en général, elle devra se pencher sérieusement, à un stade ultérieur, sur les règles qui imposent des obligations concrètes aux Etats. A cet égard, M. Prandler appelle l'attention sur le paragraphe 36 du rapport. Sans vouloir entrer dans un examen détaillé du contenu ou de la forme des articles, la délégation hongroise tient, cependant, à faire consigner sa vive préoccupation au sujet de la lenteur des travaux de la CDI sur la question de la responsabilité des Etats. Tout en étant pleinement consciente des obstacles très considérables qui entravent les travaux de codification, et en appréciant l'excellente contribution du Rapporteur spécial, la délégation hongroise est déçue de la lenteur des progrès des travaux relatifs au projet d'articles, même si l'on tient compte du programme très chargé qu'a eu la CDI récemment. Les 15 articles élaborés jusqu'à présent ne constituent que la première moitié de la première partie du projet. La seconde moitié de la première partie traitera de questions encore plus compliquées, comme celles de la violation d'une obligation internationale et de la participation d'autres Etats à des faits internationalement illicites. La CDI devra ensuite s'attaquer à l'élaboration des articles de la deuxième partie, relatifs au contenu, aux formes et aux degrés de la responsabilité internationale. Il faudra décider alors si la CDI devrait commencer ses travaux sur la troisième partie du projet, relative au règlement des différends et à la mise en oeuvre de la responsabilité internationale. M. Prandler espère que la CDI respectera le calendrier prévu au paragraphe 143 de son rapport, où l'achèvement définitif des articles de la première partie du projet est envisagé pour 1981 au plus tard.

42. Quant à la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la délégation hongroise prend note des travaux accomplis par la CDI et félicite le Rapporteur spécial d'avoir réussi à tracer les principales lignes de la codification de cette question très complexe. La délégation hongroise est cependant d'avis que le projet d'articles ne saurait recevoir sa forme définitive avant que l'on ne soit arrivé à un accord sur les points faisant encore l'objet de controverses en ce qui concerne la succession d'Etats en matière de traités.

43. Les travaux de la CDI sur la clause de la nation la plus favorisée sont d'une importance essentielle. D'un point de vue pratique, la clause joue un rôle important non seulement en matière de droit international, mais également dans d'autres domaines des relations internationales d'ordre économique, social et juridique. Selon l'avis formulé par la Cour internationale de Justice, la clause a pour but d'établir et de maintenir en tous temps une égalité fondamentale entre tous les pays intéressés, sans discrimination aucune². En outre, la question est importante d'un point de vue théorique puisqu'il s'agit en fait de la première fois que l'on a tenté de codifier cet aspect du droit international. Grâce, entre autres, au travail du Rapporteur spécial sur ce sujet, la CDI est parvenue à un stade avancé dans l'élaboration d'un projet complet d'articles.

44. Pour ce qui est des articles 8 à 14, la délégation hongroise est d'avis qu'on peut les considérer comme

² Voir *Affaire relative aux droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc*, Arrêt du 27 août 1952 : C.I.J. Recueil 1952, p. 192.

définitifs, sans toutefois exclure la possibilité d'y apporter des améliorations d'ordre rédactionnel. En tant que représentant d'un Etat sans littoral, M. Prandler souligne que les Etats sans littoral sont, parfois, dans l'impossibilité d'accorder par réciprocité le traitement de la nation la plus favorisée. Le traitement de faveur accordé aux Etats sans littoral dans des clauses multilatérales de la nation la plus favorisée devrait donc être considéré comme une exception à la règle générale de la réciprocité. Aux paragraphes 9 et 10 du commentaire sur l'article 14, il est dit que les Etats sans littoral sont, en raison de leur situation géographique particulière, exclus du jeu de la clause de la nation la plus favorisée vis-à-vis d'Etats tiers ayant un littoral. De l'avis de la délégation hongroise, on peut faire dériver cette règle du droit positif existant.

45. En ce qui concerne l'article 15, la délégation hongroise souscrit pleinement à la conclusion du Rapporteur spécial, selon laquelle il n'y a pas de règle coutumière de droit international établissant implicitement, en matière de clause de la nation la plus favorisée, une dérogation pour les unions douanières et les associations d'Etats analogues. Comme l'a fait observer à la séance précédente le représentant du Japon, une pratique générale des Etats consiste à inclure dans les traités toute dérogation qu'ils pourraient souhaiter apporter à propos de la clause de la nation la plus favorisée.

46. Quant à certains des arguments avancés par le représentant de l'Italie (1544^e séance), qui a pris la parole au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne (CEE), M. Prandler se permet respectueusement de ne pas souscrire à la conclusion mettant en cause le libellé de l'article 15 de sa forme actuelle. Selon le représentant de l'Italie, l'article 15 serait rédigé sous une forme si rigide qu'il pourrait avoir des conséquences néfastes sur la tendance actuelle à l'intégration régionale des Etats. En tant que membre actif du Conseil d'aide économique mutuelle, le Gouvernement hongrois est d'avis que la création d'organisations visant à encourager l'intégration économique, si elles sont fondées sur les principes de la non-discrimination et de l'avantage réciproque, constitue une tendance objective dans l'économie mondiale. La délégation hongroise ne voit pas, cependant, comment l'acceptation de l'article 15 pourrait présenter un danger réel quelconque pour l'intégration économique dans n'importe quelle partie du monde. Le représentant de l'Italie a également fait valoir que l'article 15 ne tenait pas compte du fait que, dans certains traités multilatéraux portant création d'unions économiques, les avantages particuliers étaient étroitement liés à la création d'institutions communes et qu'il serait donc difficile de séparer ces avantages du contexte social et juridique général, dont ils forment une partie intégrante. S'il est vrai que certaines associations économiques, dont la CEE, possèdent une structure très compliquée et une large gamme d'institutions communes, ce n'est pas là un problème qui concerne l'article 15. Le problème soulevé par le représentant de l'Italie devrait être plutôt examiné dans le cadre de l'article 7, qui laisse à chaque Etat le soin de déterminer la portée du traitement de la nation la plus favorisée et de distinguer les avantages spécifiques du contexte social et juridique général. Le représentant de l'Italie a, enfin, soutenu que l'article 15 pourrait perturber les relations établies entre les membres d'unions douanières ou d'autres

associations analogues, d'une part, et les Etats tiers avec lesquels ces membres auraient conclu des accords contenant une clause de la nation la plus favorisée, d'autre part. On aurait tort, de l'avis de la délégation hongroise, d'attribuer à l'article 15 un effet fâcheux quelconque pour les relations économiques entre des Etats; il faudrait plutôt s'en prendre au refus d'étendre à des pays tiers les privilèges dont jouissent les membres de certains groupements économiques. L'article 15 se propose simplement d'énoncer quelque chose d'évident, à savoir qu'il n'y a pas de règle généralement reconnue qui prouverait l'existence d'une dérogation implicite dans le cas des unions douanières. Comme il est dit dans le paragraphe 60 du commentaire de l'article 15, aucun partisan de la dérogation implicite en faveur des unions douanières n'a jamais offert une solution satisfaisante au problème ardu soulevé par les traités qui stipulent explicitement une ou plusieurs exceptions à la clause sans mentionner les unions douanières ou les associations analogues.

47. M. Prandler dit que la délégation hongroise juge acceptables les articles 16 et 17. Il tient à rappeler toutefois, à cet égard, que le Rapporteur spécial avait proposé que l'on accorde plus d'attention au traitement national. La CDI a décidé de concentrer ses efforts sur la formulation de projets de règles concernant le traitement de la nation la plus favorisée, probablement parce qu'elle a craint de s'enliser en examinant deux sujets différents à la fois. De l'avis de la délégation hongroise, il conviendrait de faire un effort accru pour étendre le projet actuel de manière à ce qu'il englobe le traitement national. Comme le représentant de l'Argentine (1540^e séance) l'a fait remarquer à juste titre, le lien pratique qui existe entre ces deux clauses et leur importance parallèle doivent être reconnus, entre autres, en se référant à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Le fait même que la CDI a adopté les articles 16 et 17 prouve qu'il existe un lien étroit entre le traitement de la nation la plus favorisée et le traitement national.

48. En ce qui concerne l'article 21, il semble qu'il soit généralement admis que la diversité des niveaux de développement économique et les différences entre les systèmes économiques et sociaux doivent être prises en considération dans la codification et le développement progressif du droit international. Par conséquent, comme indiqué au paragraphe 13 du commentaire de l'article 21, il semble exister un accord général pour que les Etats s'abstiennent d'invoquer leur droit au traitement de la nation la plus favorisée en vue d'obtenir, en totalité ou en partie, le traitement préférentiel que les pays développés accordent aux pays en développement. Ainsi l'article 21 est en harmonie avec les articles 18 et 26 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. A cet égard, M. Prandler fait observer que le Gouvernement hongrois a adopté en 1968 un système unilatéral d'importation en franchise de douane pour des produits en provenance des pays en développement, qui a été élargi et amélioré en 1971 et 1974. Les bénéficiaires sont des pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, dont le revenu national par habitant est inférieur à celui de la Hongrie. Le libellé actuel de l'article 21, sous réserve de quelques améliorations d'ordre rédactionnel, semble représenter un juste milieu entre les deux courants de pensée existant en la matière et il devrait être conservé tel quel. La CDI devrait s'efforcer

d'éviter de prolonger indûment la discussion sur l'article 21, car elle pourrait aboutir à des problèmes qui risqueraient de l'empêcher de mener à bien la première lecture du projet d'articles prévue pour l'année suivante.

49. Passant ensuite à la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales (voir A/10010, chap. V), M. Prandler dit que sa délégation a pris note des progrès considérables réalisés par la CDI sur la base des excellents rapports établis par le Rapporteur spécial. L'importance de ce sujet ne cesse de croître et il existe déjà des milliers de traités auxquels des organisations internationales sont parties. Toutefois, la majorité de ces traités ont une portée généralement restreinte quant à leur objet et à la participation. La délégation hongroise se plaît à noter que la CDI s'est appuyée sur le principe très juste selon lequel aucune organisation internationale n'a la même capacité de conclure des traités qu'un Etat. La CDI devrait s'efforcer de recourir à cette approche d'une manière encore plus systématique. Dans le paragraphe 5 de son commentaire sur l'article 9, la CDI a précisé qu'en proposant le paragraphe 2 de cet article elle n'avait pas entendu recommander la participation d'une ou de plusieurs organisations internationales à l'élaboration d'un traité au sein d'une conférence internationale; c'était là une question qui devait être examinée cas par cas et qui relevait des Etats. On ne saurait trop insister sur ce point, qui doit être reflété d'une manière appropriée dans le projet d'articles.

50. Pour ce qui est du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, M. Prandler fait observer que son gouvernement a présenté ses vues sur le sujet au Secrétaire général, conformément à la résolution 3315 (XXIX) de l'Assemblée générale. L'intérêt que la délégation hongroise porte à cette question tient au fait que 95 p. 100 de l'eau des fleuves et rivières en Hongrie proviennent de pays voisins.

51. M. FERNÁNDEZ BALLESTEROS (Uruguay) félicite le Président de la CDI de sa présentation du rapport.

52. La déclaration du représentant de l'Australie (1541^e séance) a fait réfléchir tout le monde; il est certain que la CDI produit des rapports volumineux et que la Sixième Commission ne dispose que d'un temps limité pour les étudier, si bien que de nombreuses délégations ne peuvent que se joindre à l'expression générale d'approbation des rapports. Ces derniers sont impressionnants non seulement à cause de leur longueur, mais aussi en raison de l'érudition dont ils témoignent, et il faut reconnaître qu'ils sont le résultat de demandes formulées par la Sixième Commission elle-même, comme celles qui sont exprimées, par exemple, dans la résolution 3315 (XXIX) de l'Assemblée générale. Plusieurs délégations, dont celle de l'Uruguay, regrettent même que la CDI n'ait pas été en mesure d'examiner la question du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, qui présente une très grande importance pour les pays du bassin du Rio de la Plata.

53. Le zèle de la CDI se reflète d'une manière parfois excessive, dans le projet d'articles sur la responsabilité des Etats pour des faits internationalement illicites. D'un point de vue strictement juridique, la délégation uruguayenne

estime que les articles 11, 12 et 13 sont superflus. Elle approuve entièrement les règles énoncées dans ces articles, mais pense qu'elles sont déjà consacrées dans les articles 8 et 9 et que les commentaires sur les articles 11, 12 et 13 pourraient s'appliquer à ces deux articles-là. Si la CDI avait mis davantage l'accent sur la rédaction des dispositions des articles 8 et 9, elle aurait abouti au résultat visé dans les articles 11, 12, et 13. M. Fernández Ballesteros pense, comme le représentant du Brésil (1538^e séance), que l'article 14 devrait porter sur le comportement d'un mouvement insurrectionnel et que la référence à un "organe" d'un tel mouvement, qui prête à confusion, devrait être supprimée.

54. Quant au projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée, la délégation uruguayenne appuie l'innovation qui consiste à prendre en considération les relations qui existent entre l'application de cette clause et de la clause du traitement national. A cet égard, elle n'a aucune réserve à faire au sujet des articles 16 et 17. Elle estime toutefois que le projet dans son ensemble devrait avoir l'article 21 comme principe directeur, puisque l'heureuse inclusion de cet article représente une réalisation très importante en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

55. Le succès obtenu par la récente Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales permet d'espérer qu'il sera possible d'aboutir à une réglementation finale et définitive du droit des traités. Il faut espérer que les travaux de la CDI sur la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales progresseront plus rapidement grâce à l'excellent travail accompli par le groupe chargé de cette question.

56. L'Uruguay, qui célèbre le 150^e anniversaire de son indépendance, n'est pas indifférent à la nécessité d'un ordre juridique adapté aux besoins des nations nouvelles; c'est pourquoi il préconise la poursuite des travaux de la CDI sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités.

57. Il ne convient pas, à son avis, de renvoyer à la CDI le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités, car cela serait préjudiciable au développement du droit international et créerait un précédent dangereux qui menacerait l'indépendance de la CDI. Les conclusions auxquelles celle-ci a abouti au cours de sa deuxième lecture de ce projet d'articles à sa vingt-sixième session ont été appuyées par la Sixième Commission lors de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale; il appartient maintenant à la Sixième Commission soit de corriger ou modifier le texte, soit de recommander que la question soit étudiée par une conférence internationale de plénipotentiaires.

58. Les pays qui, comme l'Uruguay, ont participé à 30 sessions de l'Assemblée générale en vue de donner une pleine expression aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies considèrent la CDI comme une alliée efficace pour le développement progressif du droit international et pensent que l'appui accordé à ses travaux conduira à une paix durable.

59. M. AL-ADHAMI (Irak) remercie le Président de la CDI de son excellente présentation du rapport.

60. En ce qui concerne le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités, M. Al-Adhami le juge acceptable et apte à constituer la base d'un accord. Cependant, la délégation irakienne ne peut pas accepter la proposition d'article 12 *bis* sur les traités multilatéraux de caractère universel, qui est incompatible avec le droit des Etats nouvellement indépendants à l'autodétermination et à la gestion de leurs propres affaires. Il est difficile de définir ces traités de façon précise et de distinguer entre les traités multilatéraux qui présentent des avantages et qui doivent être maintenus et les autres traités. La proposition d'article est en outre incompatible avec le principe d'égalité des Etats, car elle établit une discrimination entre les Etats nouvellement indépendants et les autres Etats. Les Etats nouvellement indépendants devraient avoir le droit de choisir les traités qui les lieront.

61. M. Al-Adhami constate qu'il existe un désaccord au sein de la Sixième Commission sur la marche à suivre concernant le projet d'articles en question. Certains représentants ont instamment demandé que le projet d'articles dans son ensemble soit renvoyé devant la CDI, tandis que d'autres sont d'avis que la CDI devait réexaminer uniquement les propositions d'articles 12 *bis* et 32 relatifs aux traités multilatéraux de caractère universel et au règlement des différends. La délégation irakienne n'appuie aucune de ces propositions car, comme de nombreux représentants l'ont déjà fait observer, la CDI a un programme de travail déjà surchargé et elle doit accélérer ses travaux. La meilleure façon de procéder pour examiner le projet d'articles, les questions qui ont surgi au cours des débats et les observations faites par les gouvernements, serait de tenir une conférence diplomatique de plénipotentiaires chargée de mettre au point un accord. Les délégations pourraient évidemment faire des observations et des propositions d'amendement. La date de réunion de cette conférence dépendrait bien entendu du calendrier des conférences internationales, mais, de l'avis de M. Al-Adhami, elle pourrait être fixée en 1977.

62. M. BRUNA (Chili) félicite le Président de la CDI de la présentation du rapport et note que les déclarations liminaires de ce genre facilitent considérablement l'examen du rapport de la CDI par la Sixième Commission.

63. Constatant que plusieurs représentants ont fait des observations et des suggestions à propos de la longueur et du contenu du rapport, en insistant particulièrement sur la difficulté d'étudier un document aussi long, ardu, complexe et abondamment annoté, dans le bref laps de temps dont dispose la Commission, M. Bruna rappelle que, en ne se bornant pas à présenter les conclusions de ses débats mais en expliquant ses objectifs et les procédures suivies et en justifiant ses positions, la CDI a produit un excellent ouvrage de référence sur les questions étudiées. Le rapport, qui constitue un tout en soi, est un modèle d'ordre et de logique en ce qui concerne les exposés théoriques et les indications documentaires. De l'avis de M. Bruna, la qualité du rapport est proportionnelle à son volume. La solution du problème consiste non pas à raccourcir le rapport mais à le faire distribuer plus tôt. M. Bruna suggère plusieurs remèdes possibles. Premièrement, le Secrétaire général pourrait faire

accélérer la rédaction, la traduction et la distribution du rapport. Deuxièmement, le rapport pourrait être divisé en deux volumes, dont le premier serait distribué plus tôt. Troisièmement, la CDI pourrait commencer sa session plus tôt, en avril par exemple, si d'autres réunions juridiques internationales n'ont pas lieu au même moment. Enfin, un pis aller serait de retarder l'examen du rapport à la Sixième Commission.

64. M. Bruna se félicite de la décision prise par la CDI de créer un groupe de planification chargé d'examiner l'état d'avancement des travaux de la CDI, et il souhaite que la CDI parvienne à accélérer ses travaux. Si les sujets examinés par la CDI sont intéressants, d'autres sujets tout aussi intéressants, mais plus actuels, attendent d'être examinés. M. Bruna se félicite des relations que la CDI entretient avec les organismes juridiques régionaux, qui peuvent fournir à la CDI de nouveaux sujets d'étude.

65. En ce qui concerne la responsabilité des Etats, qui est à l'ordre du jour de la CDI depuis 1949, M. Bruna dit que, compte tenu de l'interdépendance grandissante des Etats et de l'intensification des échanges internationaux, qu'il s'agisse des biens ou des personnes, il est de la plus grande importance que des normes soient établies régissant la responsabilité des Etats, en ce qui concerne ces personnes et ces biens, pour leurs faits internationalement illicites non seulement sur le plan interne, mais aussi sur le plan international. Le but n'est pas d'accorder une protection excessive aux étrangers, mais d'établir des règles qui donnent des garanties de sécurité et de responsabilité, dont les Etats bénéficieront tout comme les particuliers. A cette fin, l'attribution à un Etat d'une responsabilité maximale a pour effet de garantir à ceux qui pénètrent sur le territoire de cet Etat, pour des motifs divers d'ordre social, culturel, scientifique, technologique ou commercial, une sécurité maximale. Les articles 1 à 4 tendent à établir cette responsabilité internationale maximale. M. Bruna note avec satisfaction que l'article 10 est fondé sur la théorie de la responsabilité *ultra vires*, qui apporte une solution moderne à de très anciens problèmes. Cependant, il pense, comme le représentant de l'Argentine, que l'article pourrait être libellé de façon plus claire.

66. En ce qui concerne l'article 14, M. Bruna accepte la règle énoncée au paragraphe 1 et l'exception qui y est apportée au paragraphe 2, mais il estime, comme le représentant de l'Argentine, que le paragraphe 3 est inutile et devrait être supprimé. M. Bruna émet des réserves à propos de l'article 15, relatif à l'attribution à l'Etat du fait d'un mouvement insurrectionnel qui devient le nouveau gouvernement d'un Etat. L'Etat est un, indivisible, stable et permanent, et ne doit pas être confondu avec le gouvernement, qui passe et change. L'introduction de la notion de mouvement insurrectionnel, qui devient le gouvernement successeur, pourrait conduire à prétendre que ce n'est pas un nouveau gouvernement mais un nouvel Etat qui a été formé à la suite d'une révolution fondamentale. Sous prétexte qu'un nouvel Etat a été formé, il serait plus facile de refuser d'assumer la responsabilité du gouvernement prédécesseur. Le sujet est, cependant, très politique, et M. Bruna craint que, dans la pratique, des exceptions à la règle de l'attribution au nouveau gouvernement d'une responsabilité rétroactive viennent annuler les effets de cette règle ou conduisent à des problèmes d'ordre non

juridique. La méthode de travail de la CDI et sa façon d'aborder le sujet sont correctes, et M. Bruna attend avec impatience les rapports suivants sur le manquement à une obligation internationale, et en particulier sur la question des circonstances excluant l'illicéité et sur la question des circonstances atténuantes ou aggravantes.

67. En ce qui concerne la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la délégation chilienne approuve les articles 9 et 11, mais elle estime que le sujet devrait être envisagé non seulement du point de vue du créancier, mais aussi du point de vue du débiteur. Si l'article 10 dans son ensemble rencontre l'agrément du Gouver-

nement chilien, celui-ci estime néanmoins que la règle qu'il contient devrait aussi être applicable aux biens situés à l'extérieur du territoire auquel se rapporte la succession d'Etats.

68. Au sujet de la clause de la nation la plus favorisée et de la question des traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales, la délégation chilienne approuve la méthodologie et la procédure de la CDI et elle fera connaître ultérieurement sa position quant au fond.

La séance est levée à 13 heures.

1548^e séance

Vendredi 24 octobre 1975, à 15 h 15.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1548

Expression de sympathie à l'occasion de la mort de deux ambassadeurs de Turquie

1. Sir Vincent EVANS (Royaume-Uni) présente à la délégation turque les condoléances sincères de sa délégation à l'occasion des meurtres révoltants, perpétrés respectivement à Vienne et à Paris, sur la personne de deux ambassadeurs de Turquie.
2. Le PRESIDENT, parlant au nom des membres de la Commission, exprime au Gouvernement turc les condoléances de la Commission.

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (suite) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

3. M. BAVAND (Iran) constate que les travaux de la Commission du droit international (CDI), ainsi qu'en témoigne son rapport (A/10010), ont considérablement progressé au cours de sa vingt-septième session, même si aucun projet d'articles n'a été achevé. Il félicite les membres de la CDI et en particulier ses rapporteurs.

4. En ce qui concerne le projet d'articles sur la responsabilité des Etats (*ibid.*, chap. II, sect. B), la CDI, en adoptant l'article 10, a mis fin au débat doctrinal concernant le dépassement de compétence et a pris une position en accord avec les réalités de la vie internationale moderne : les

Etats ne peuvent plus trouver facilement une échappatoire à leur responsabilité internationale en alléguant que certaines actions ou omissions de leurs organes étaient contraires aux prescriptions de leur droit interne. De l'avis de la délégation iranienne, le principe énoncé à l'article 10 est donc conforme à la philosophie du projet. Elle a toutefois des réserves à formuler sur deux points : premièrement, l'expression "ledit organe ayant agi en cette qualité" lui semble inutile. En effet, il n'est pas toujours facile de déterminer dans un cas d'espèce si une personne a agi à titre officiel ou à titre privé. En outre, en insistant sur la qualité officielle d'un organe, on ouvre la porte à la contestation. Deuxièmement, la délégation iranienne préférerait voir disparaître l'expression "en l'occurrence" au profit d'une formulation plus générale qui exclurait toute difficulté d'interprétation.

5. Le principe énoncé à l'article 11 paraît juste et est en harmonie avec la philosophie du projet. Il ne fait aucun doute que l'Etat ne peut être tenu pour responsable du comportement de particuliers agissant à titre privé. Toutefois, à l'occasion d'agissements d'une personne privée, l'Etat peut, du fait d'actes ou d'omissions de ses organes, contrevenir à une obligation internationale engageant sa responsabilité. Il est vrai que de nos jours la doctrine de la complicité de l'Etat n'a guère cours. Il ne faut pas oublier, cependant, que très souvent les Etats n'hésitent pas à tirer parti d'émeutes et de manifestations de foule pour réaliser leurs objectifs politiques. Dans la mesure où, dans de telles occasions, ils violent leurs obligations internationales, il va sans dire qu'ils doivent être tenus pour responsables.

6. Le principe énoncé à l'article 12 est conforme à la teneur de l'article 5 qui ne prévoit aucune limitation territoriale pour l'attribution à l'Etat du comportement de ses organes. En outre, les dispositions de cet article précisent la portée de l'article 9. Toutefois, la délégation iranienne pense que l'Etat territorial peut engager indirectement sa responsabilité internationale à l'occasion d'actes commis sur son territoire par les organes d'un autre Etat et qu'il y aurait lieu de tenir compte de cette éventualité.

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

7. La délégation iranienne approuve le critère qui a présidé à l'élaboration de l'article 13 relatif au comportement d'organes d'une organisation internationale.

8. A l'article 14 ne sont visés que les mouvements insurrectionnels dotés de la personnalité internationale et sujets du droit international, le comportement des mouvements ne remplissant pas ces conditions relevant de l'article 11. Par analogie, les actes commis à titre privé par un organe d'un mouvement insurrectionnel ne devraient pas être attribués à l'ensemble du mouvement. Bien que la CDI n'ait pas à proprement parler défini ce qu'il faut entendre par un mouvement insurrectionnel au sens que ce terme prend en droit international, elle a adopté au paragraphe 3 de son commentaire une sorte de définition traditionnelle en disant qu'il s'agit d'une organisation dotée de son propre appareil dont les organes peuvent agir pour le compte du mouvement insurrectionnel lui-même sur une portion du territoire soumis à la souveraineté ou à l'administration de l'Etat. Selon cette définition étroite, un mouvement insurrectionnel, pour être sujet du droit international, doit assumer la qualité de puissance belligérante et être reconnu en tant que telle. La CDI devrait commencer par énoncer les conditions exigées par le droit international pour qu'un mouvement puisse être qualifié de mouvement insurrectionnel et adopter une définition assez souple pour englober les divers types de mouvement insurrectionnel.

9. Dans l'ensemble, la délégation iranienne approuve le texte de l'article 15 relatif à l'attribution à l'Etat du fait d'un mouvement insurrectionnel qui devient le nouveau gouvernement d'un Etat ou qui aboutit à la création d'un nouvel Etat. Elle a, toutefois, des doutes en ce qui concerne la légitimité de l'attribution au gouvernement existant des faits préjudiciables commis auparavant par un mouvement insurrectionnel dont les dirigeants ont été appelés à participer au gouvernement. D'un point de vue juridique, il n'y a pas solution de continuité puisque l'identité de l'Etat demeure la même malgré la participation de certains membres du mouvement insurrectionnel au gouvernement. Contrairement à la position adoptée par la CDI dans la note de bas de page 273, la délégation iranienne estime que, d'un point de vue juridique, une situation où les autorités légitimes forment un gouvernement de coalition avec les chefs d'un mouvement insurrectionnel est analogue à celle où un gouvernement légitime, après avoir eu raison d'une insurrection, accorde aux insurgés une amnistie et prie leurs dirigeants de participer au gouvernement.

10. Passant au projet d'articles sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités (*ibid.*, chap. III, sect. B), M. Bavand tient à féliciter le Rapporteur spécial de ses travaux.

11. A propos du projet d'articles relatif à la succession d'Etats en matière de traités (voir A/9610/Rev.1, chap. II, sect. D), il constate que celui-ci reflète les bouleversements qui se sont produits dans le monde à la suite du processus de décolonisation et constitue un progrès sur la voie du développement progressif du droit international. Un équilibre délicat a été atteint entre le principe de la continuité issu de la règle *pacta sunt servanda* et le principe de la "table rase" qui tient compte du droit à l'autodétermination. La CDI a adopté comme principe fondamental celui de la "table rase", mais a toutefois prévu des exceptions en

ce qui concerne les régimes de frontière et les autres régimes territoriaux. La délégation iranienne ne voit aucune objection à ce qu'il en soit ainsi pour les régimes de frontière qui font l'objet de l'article 11. En revanche, en ce qui concerne les autres régimes territoriaux, qui font l'objet de l'article 12, les Etats successeurs devraient avoir la possibilité de refuser ou d'accepter les obligations contractées par l'Etat prédécesseur. L'article 12 devrait donc être supprimé.

12. En ce qui concerne la proposition d'article 12 *bis* relative aux traités multilatéraux de caractère universel (voir A/9610/Rev.1, note 57), la délégation iranienne, qui comprend les préoccupations exprimées par certains membres de la CDI à l'égard de ces traités, et notamment des traités de caractère humanitaire, estime qu'il n'y a pas lieu de déroger au principe de la "table rase" pour leur réserver un traitement particulier. Quant à la proposition d'article 32 relative au règlement des différends (*ibid.*, note 58) il convient de laisser à la future conférence de plénipotentiaires le soin de choisir le mécanisme approprié à cet effet. Le projet d'articles étant destiné à compléter la Convention de Vienne sur le droit des traités, il semblerait logique de lui donner la forme d'une convention, qui devrait être adoptée par une conférence internationale de plénipotentiaires.

13. M. WISNOEMOERTI (Indonésie) remercie le Président de la CDI de sa brillante présentation du rapport à l'examen et se félicite des progrès considérables accomplis au cours de la vingt-septième session de la CDI.

14. La délégation indonésienne prend note avec satisfaction des progrès des travaux de la CDI sur la responsabilité des Etats, dont le mérite revient en grande partie à M. Ago, rapporteur spécial sur la question. L'article 10, qui traite de l'attribution à l'Etat du comportement d'organes agissant en dépassement de leur compétence ou en contradiction avec les instructions concernant leur activité, est important et complète les articles 5 et 7 relatifs à l'attribution à l'Etat du comportement de ses organes ou d'autres entités habilitées à l'exercice de prérogatives de la puissance publique. La délégation indonésienne souscrit au principe qui y est énoncé, d'ailleurs conforme à la pratique des Etats, à la jurisprudence des tribunaux internationaux ainsi qu'à la doctrine. Il est nécessaire, en effet, pour assurer la stabilité et la sécurité des relations internationales que toute action ou omission des organes d'un Etat ayant agi en cette qualité soit attribuable à cet Etat, même si elle a été commise en violation des prescriptions du droit interne. Il convient de noter que la responsabilité internationale de l'Etat ne sera d'ailleurs engagée que s'il a été établi que l'acte ou l'omission qui lui est attribuable constitue une violation d'une obligation internationale et qu'on ne peut conclure à l'existence d'une telle violation tant que la personne lésée n'a pas épuisé les moyens de recours internes. Ces deux règles du droit international devraient permettre de protéger l'Etat dont un organe a agi en dépassement de sa compétence contre toute demande d'indemnisation abusive présentée en vertu de l'article 10. Néanmoins, les termes absolus dans lesquels cet article est rédigé causent quelque inquiétude à la délégation indonésienne. La nécessité de limiter la portée du principe énoncé à l'article 10 a été reconnue tant dans la pratique des Etats que dans la jurisprudence internationale et dans la doctrine, l'idée fondamentale étant que si l'incompétence de l'organe était manifeste au moment où celui-ci agissait, la partie

lésée aurait dû s'en apercevoir et aurait pu de ce fait éviter le préjudice. La CDI, après avoir examiné la limitation fondée sur la notion d'incompétence manifeste, a conclu qu'elle n'avait pas sa place dans la règle définie à l'article 10. Néanmoins, de l'avis de la délégation indonésienne, il serait utile qu'elle réexamine sa position à ce sujet.

15. Les dispositions de l'article 11 relatif au comportement de personnes n'agissant pas pour le compte de l'Etat expriment le principe bien établi que le comportement de ces personnes ne constitue pas, selon le droit international, un fait susceptible d'engager la responsabilité internationale de l'Etat. Cette limitation négative de la notion de fait de l'Etat est nécessaire, étant donné l'existence de cas limites, qui pourraient être ambigus, où un organe de l'Etat agit à titre privé. Le critère énoncé dans l'expression "n'agissant pas pour le compte de l'Etat" est acceptable car il est assez vaste pour englober différents types de personnes, y compris les personnes morales "parastatales" ou d'autres entités quasi publiques qui ne sont pas considérées comme des personnes privées par le droit interne, ainsi que les personnes physiques possédant le statut d'organe de l'Etat et les autres entités visées à l'article 7. Toutefois, à l'occasion du comportement de ces personnes, un organe de l'Etat peut se rendre coupable d'un acte illicite ou d'une omission, qui constitue un fait de l'Etat en droit international et engage donc sa responsabilité. Dans ce cas cependant, la responsabilité de l'Etat ne découle pas de l'acte commis par la personne ou le groupe de personnes visé au paragraphe 1 de l'article 11, mais émane de l'acte illicite, ou plus souvent de l'omission, dont l'Etat s'est rendu coupable à cette occasion, par exemple s'il n'a pas utilisé tous les moyens à sa disposition pour prévenir et punir cet acte. Le paragraphe 2 de l'article 11 constitue une clause de sauvegarde qui empêche l'Etat de se soustraire à sa responsabilité internationale pour les faits ou les omissions internationalement illicites commis à l'occasion du comportement de personnes ou de groupes de personnes privées.

16. L'article 12 traite du comportement d'un organe de l'Etat agissant en cette qualité sur le territoire d'un autre Etat ou sur tout autre territoire soumis à la juridiction de l'Etat étranger et dispose au paragraphe 1 que ledit comportement ne constitue pas un fait de l'Etat sur le territoire duquel il a été adopté. Cette disposition est utile, car elle va à l'encontre de la notion erronée selon laquelle un Etat peut être tenu responsable de tout ce qui se passe sur son territoire. Il n'est pas réaliste de faire supporter à un Etat la responsabilité d'actes ou d'omissions internationalement illicites d'un organe sur lequel cet Etat n'a aucun contrôle. Il convient de noter, toutefois, que conformément aux dispositions de l'article 9, les faits internationalement illicites commis par l'organe d'un autre Etat mis à la disposition d'un Etat doivent être considérés comme des faits de l'Etat à la disposition duquel l'organe en question a été mis et engagent la responsabilité internationale de ce dernier. En outre, le paragraphe 2 de l'article 12 dispose que tout comportement de l'Etat en rapport avec celui envisagé au paragraphe 1 est attribuable à l'Etat et peut comme tel engager sa responsabilité internationale. Comme la CDI l'a souligné au paragraphe 5 de son commentaire, il serait dangereux d'assimiler trop strictement cette situation à celle qui est envisagée au paragraphe 2 de l'article 11.

17. L'article 13 énonce le même principe en ce qui concerne le comportement d'organes d'une organisation internationale. Dans ce cas, il faut encore déterminer si le comportement de l'organe en question est attribuable à l'organisation internationale en tant que telle ou à ses Etats membres.

18. L'article 14 stipule que le comportement d'un organe d'un mouvement insurrectionnel établi sur le territoire d'un Etat ne constitue pas un fait susceptible d'engager la responsabilité internationale de cet Etat. Il vise soit une situation dans laquelle l'Etat territorial coexiste avec le mouvement insurrectionnel, soit une situation dans laquelle le mouvement insurrectionnel, ayant été vaincu par l'Etat territorial, a cessé d'exister. La délégation indonésienne souscrit au critère utilisé pour dégager le principe de la non-attribution énoncé dans cet article, à savoir l'absence de contrôle de l'Etat sur le mouvement insurrectionnel. Elle approuve la clause de sauvegarde énoncée au paragraphe 2. En revanche, elle a des doutes quant à la pertinence de la clause de sauvegarde énoncée au paragraphe 3. Bien que l'article 14 soit intitulé "Comportement d'organes d'un mouvement insurrectionnel", les dispositions des paragraphes 1 et 2 entrent dans le cadre du chapitre II du projet d'articles puisqu'elles traitent du problème de l'attribution ou de la non-attribution d'un comportement particulier à l'Etat, sujet de droit international. En revanche, le paragraphe 3 traite du problème de l'attribution ou de la non-attribution d'un comportement à une personne juridique internationale d'un type particulier à savoir un mouvement insurrectionnel. La délégation indonésienne n'a pu trouver dans le commentaire de la CDI sur cet article d'argument justifiant l'incorporation dans le projet d'une disposition de cette nature. Si l'existence d'une telle disposition est jugée nécessaire, il serait préférable de la formuler en termes généraux dans un article distinct qui servirait de clause de sauvegarde applicable à l'ensemble du projet.

19. Non moins important est l'article 15, qui énonce la règle selon laquelle le fait d'un mouvement insurrectionnel qui devient le nouveau gouvernement d'un Etat ou dont l'action aboutit à la création d'un nouvel Etat sur une partie du territoire d'un Etat préexistant ou sur un territoire sous son administration constitue un fait de l'Etat susceptible d'engager sa responsabilité internationale. Selon la CDI ce principe se justifie par le fait qu'il n'y a pas rupture de continuité puisque dans un tel cas l'identité de l'Etat demeure la même. Tout en admettant l'importance du principe de la continuité pour assurer la stabilité des relations internationales, la délégation indonésienne se demande si la CDI a pris suffisamment en considération un autre principe important reconnu dans les articles précédents, à savoir qu'un acte ou une omission internationalement illicite d'un organe de l'Etat n'est attribuable à l'Etat en droit international que dans la mesure où cet Etat dispose d'une autorité effective sur l'organe en question et peut le contrôler. Ce principe devrait également régir les règles relatives aux mouvements insurrectionnels victorieux si l'on veut préserver la cohérence de l'ensemble du projet. Sous sa forme actuelle, l'article 15 risque de soulever des difficultés. En effet, l'histoire récente nous apprend qu'un mouvement insurrectionnel ne constitue pas toujours une organisation homogène et ne peut à tout moment exercer une autorité et un contrôle effectifs sur ses organes au cours

de l'insurrection. Il n'est donc pas réaliste de faire supporter rétroactivement au nouveau gouvernement d'un Etat ou, selon le cas, au nouvel Etat la responsabilité de tous les faits internationalement illicites commis par les organes du mouvement insurrectionnel victorieux avant sa victoire. La délégation indonésienne espère qu'à sa vingt-huitième session la CDI réexaminera l'article 15 et en améliorera la rédaction.

20. Concluant ses remarques sur la responsabilité des Etats, M. Wisnoemoerti exprime l'espoir que la CDI poursuivra ses travaux sur cette question hautement prioritaire à sa vingt-huitième session. Il tient également à réaffirmer l'importance de la recommandation formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 3071 (XXVIII) et 3315 (XXIX) tendant à ce que la CDI aborde dès qu'il conviendra la question séparée de la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant de l'accomplissement d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international.

21. Passant au projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée (voir A/10010, chap. IV, sect. B), M. Wisnoemoerti se félicite des progrès accomplis par la CDI dans ce domaine et du fait qu'elle ait prévu d'achever la première lecture du projet d'articles l'année suivante. Il souscrit au principe énoncé aux articles 8, 9 et 10. En effet, l'inconditionnalité des clauses de la nation la plus favorisée est conforme à la pratique des Etats à l'époque moderne. La délégation indonésienne se félicite également qu'il ait été tenu compte dans le projet d'articles d'une autre pratique moderne des Etats, à savoir la faculté donnée aux parties contractantes d'attacher des conditions de réciprocité matérielle à une clause de la nation la plus favorisée, dont l'application est limitée à certains domaines, et qui implique un traitement de même nature et du même ordre.

22. Les articles 11 et 12, qui traitent respectivement de l'étendue des droits découlant d'une clause de la nation la plus favorisée et de l'acquisition de droits en vertu d'une même clause, sont l'expression de la règle *ejusdem generis*, qui elle-même découle du principe selon lequel un Etat ne peut être considéré comme étant lié par des obligations autres que celles qu'il a expressément acceptées. Vu l'utilité de cette règle, la délégation indonésienne appuie sans hésitation les articles 11 et 12.

23. Elle appuie également l'article 15. La règle qui y est énoncée est en effet conforme au principe de l'inconditionnalité de la clause de la nation la plus favorisée.

24. Il était opportun de traiter également, comme la CDI l'a fait aux articles 16 et 17, du droit au traitement national en vertu d'une clause de la nation la plus favorisée. Il existe, en effet, une relation étroite entre cette dernière clause et la clause du traitement national. Toutefois, la clause du traitement national n'a sa place dans le projet d'articles que dans la mesure où elle est considérée dans ses relations avec la clause de la nation la plus favorisée.

25. L'un des articles les plus importants du projet est l'article 21, qui traite du rapport entre la clause de la nation la plus favorisée et le traitement conféré dans le cadre d'un système généralisé de préférences. La règle adoptée par la CDI à cet égard est réaliste et tient compte de la situation

d'inégalité frappante qui caractérise les relations économiques internationales entre Etats n'ayant pas atteint le même niveau de développement économique. Afin de corriger le déséquilibre existant dans les relations économiques internationales, les organismes des Nations Unies se sont accordés sur la nécessité d'instaurer un traitement préférentiel généralisé non discriminatoire et non réciproque. Cette nécessité a été affirmée notamment dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale), dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX)], et dans la résolution 3362 (S-VII) adoptée par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire. L'article 21, qui tient également compte de cette nécessité, mérite l'appui total de la Sixième Commission. Toutefois, la délégation indonésienne reconnaît que les dispositions de cet article ne suffisent pas pour protéger les intérêts des pays en développement et approuve l'intention de la CDI de les réexaminer et de les développer.

26. M. VILLAGRAN KRAMER (Guatemala), se référant au projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités, déclare que la CDI devrait mettre au point les deux articles qui ont donné lieu au plus grand nombre d'observations, avant que soit tranchée la question de la convocation d'une conférence de plénipotentiaires. Les traités multilatéraux peuvent être répartis en deux catégories, selon qu'ils codifient ou non des règles de droit international en vigueur. Les règles contenues dans les traités de la première catégorie s'imposent aux nouveaux Etats, indépendamment de leur consentement, tandis que celles des traités de la deuxième catégorie sont fondées sur le consentement des Etats contractants, et donc aussi sur celui de l'Etat successeur. La CDI devrait aussi se pencher sur le cas des traités multilatéraux qui exigent que certaines conditions soient réunies avant que l'Etat successeur puisse donner son consentement. Quant aux traités établissant des frontières, la délégation guatémaltèque estime, comme la CDI, qu'ils ne sont pas affectés, en principe, par une succession d'Etats, mais elle tient à souligner que si un traité de cession territoriale est devenu caduc on ne peut prétendre alors que la délimitation de frontières qui en résulte est immuable. Comme il ressort du paragraphe 17 du commentaire sur l'article 11, le simple fait de la succession d'Etats ne consacre pas une frontière établie dans un traité antérieur de cession territoriale lorsque cette frontière est contestée ou que la validité du traité est mise en doute en raison de sa caducité. En pareil cas, on ne peut pas considérer que la frontière est établie de manière obligatoire et l'on pourrait même prétendre qu'il n'existe pas de frontière du tout. En pratique, toutes sortes de situations peuvent donner lieu à controverse sur l'existence ou la portée juridique de tels traités au moment d'une succession d'Etats, et l'Etat successeur peut alors invoquer le principe de la "table rase".

27. Passant au sujet de la responsabilité des Etats, le représentant du Guatemala met l'accent sur l'abondante jurisprudence latino-américaine citée par la CDI dans son rapport. Il est surprenant de constater, d'après ce qui s'est passé en Amérique latine, que le droit international relatif à la responsabilité des Etats a subi une évolution défavorable aux pays en développement. D'une manière générale, la délégation guatémaltèque fait siennes les observations formulées par d'autres délégations latino-américaines, notam-

ment en ce qui concerne la nécessité de faire la lumière sur la zone obscure entre ce qui est licite et illicite et de tenir compte des théories en cours en Amérique latine.

28. Quant au projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée, la CDI devrait l'étudier dans une optique plus actuelle qu'elle ne l'a fait. Pour codifier cette matière, elle devrait prendre en considération les modifications intervenues dans le domaine du droit économique international tant en ce qui concerne les conceptions juridiques que les institutions. Dans certains domaines, la réciprocité n'a plus cours et, dans d'autres, elle subit des transformations fondamentales, orientées vers l'instauration de régimes fondés sur l'équité et sur le développement de tous les pays. Comme l'indiquent les études faites dans les pays du tiers monde, la clause de la nation la plus favorisée convient mieux aux relations entre pays fortement industrialisés qu'aux relations entre ces pays et les pays en développement; elle constitue même une entrave aux relations économiques entre pays en développement. D'ailleurs, c'est précisément pour cette raison que des accords d'intégration économique ont été conclus. Ces accords prévoient des exceptions à l'application automatique de la clause de la nation la plus favorisée et permettent un développement équilibré de tous les Etats qui y sont parties. C'est pourquoi l'article 15 préoccupe un peu la délégation guatémaltèque. Comme l'a signalé le représentant de l'Italie (1544^e séance), s'exprimant au nom de la Communauté économique européenne (CEE), le principe énoncé dans cette disposition pourrait entraîner le démantèlement de projets d'intégration économique. Pour le Guatemala, qui est membre de l'actuel marché commun centraméricain et qui participe activement à la création d'une communauté économique et sociale centraméricaine, une disposition du genre de l'article 15 pourrait annuler les avantages que s'accordent les Etats membres de ce marché commun et réduire considérablement les objectifs d'une communauté économique et sociale. L'article 21 ne vise que les systèmes généralisés de préférences en vigueur entre Etats, mais ne fait pas allusion aux accords qui peuvent être conclus entre deux communautés ou deux zones d'intégration économique. Bien que M. Villagrán Kramer comprenne les multiples difficultés que rencontre la CDI dans l'élaboration d'une série d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée, il tient à mettre l'accent sur la nécessité de tenir compte d'instruments récents relatifs au droit international économique, comme la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

29. M. FUENTES IBÁÑEZ (Bolivie) exprime son admiration pour l'oeuvre accomplie par la CDI à sa dernière session.

30. Passant en revue les articles déjà élaborés en matière de responsabilité des Etats, il signale que la question de l'attribution à l'Etat du comportement de ses organes ou d'autres entités habilitées à l'exercice de prérogatives de la puissance publique n'a jamais été mieux cernée que dans le projet présenté par la CDI. L'article 10 établit une distinction entre le fait de l'Etat et celui de ses organes ou entités agissant en dépassement de leur compétence; pour le droit international, il y a fait de l'Etat dans les deux cas. Ce point de vue paraît justifié compte tenu de l'exception prévue, à l'article 11, en ce qui concerne le comportement de personnes n'agissant pas pour le compte de l'Etat.

L'article 12, relatif au comportement d'organes d'un Etat autre que l'Etat territorial, exigerait une analyse plus détaillée de la part de la CDI. En effet, il subsiste de nos jours certaines formes d'ingérence étrangère dans un Etat territorial, au détriment d'Etats tiers, qui bénéficient de la tolérance, voire de la coopération des autorités locales. Il en va de même de l'article 13, qui concerne le comportement d'organes d'une organisation internationale: il faut éviter que des représentants ou agents de gouvernements ou d'organisations internationales se prêtent à des manoeuvres dangereuses pour les bonnes relations internationales.

31. Pour cette même raison, la délégation bolivienne estime que le texte de l'article 14, relatif au comportement d'organes de mouvements insurrectionnels, n'est pas non plus entièrement satisfaisant. Le fond du problème n'a pas été bien dégagé, si ce n'est en tant qu'exception. Or, les activités d'un mouvement insurrectionnel ne relèvent normalement pas de la seule compétence des autorités subalternes et la tolérance manifestée à leur égard est l'expression de la volonté de l'Etat territorial qui fait siens les objectifs poursuivis par les insurgés. Le fait que les organes subalternes ne sont pas compétents ne dégage pas l'Etat de sa responsabilité. L'article 14 devrait donc être révisé compte tenu des expériences contemporaines et, plus spécialement, des cas où des bandes de terroristes s'installent sur le territoire d'un Etat pour y établir un front de lutte. Pour la délégation bolivienne, une exception se justifie pour les mouvements de libération nationale qui luttent contre un régime colonial, mais cette exception ne devrait pas être généralisée. Elle ne se justifie pas quand les actes des mouvements insurrectionnels sont dirigés contre un pays constitué en Etat libre et doté d'institutions traditionnelles. Dans son commentaire sur l'article 14, la CDI souligne que les rapports entre un mouvement insurrectionnel et le pays où il est établi doivent être étroits pour que la complicité de celui-ci puisse être reconnue. Si tel est le cas, les faits de mouvements insurrectionnels cessent d'être les faits de particuliers, du point de vue international, et deviennent ceux d'entités agissant de concert avec l'Etat. Le cas que la CDI a en vue est un cas extrême, qui dépasse le cas de complicité tacite que vise l'article 14. D'ailleurs, ce cas n'a pas été traité expressément dans l'article. En conséquence, la délégation bolivienne souhaiterait que les dispositions pertinentes soient révisées ou qu'un nouvel article soit consacré aux violations de ce genre.

32. Pour ce qui est des dommages que peuvent subir les étrangers en cas d'insurrections, émeutes ou troubles, la délégation bolivienne admet que la responsabilité de l'Etat territorial est limitée, sauf négligence ou omission manifeste de sa part.

33. La réserve avec laquelle les Etats latino-américains assistent à l'évolution actuelle s'explique par les expériences qu'ils ont faites par le passé, quand des puissances étrangères ont exercé sur eux des pressions qui portaient atteinte à leur souveraineté et à leur dignité. A l'heure actuelle, ils peuvent, cependant, disposer de services de sécurité efficaces pour assurer leur protection, maintenir l'ordre dans leurs relations internationales et garantir la sécurité de leurs habitants.

34. En ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée, la délégation bolivienne estime, comme la délé-

gation paraguayenne (1538^e séance), que le traitement national conféré dans des accords bilatéraux et le traitement que reçoivent des pays en développement ne devraient pas être invoqués par des Etats tiers quand ces privilèges découlent uniquement de la situation géographique défavorable des Etats bénéficiaires. La clause ne devrait pas non plus s'appliquer en cas de zone de libre-échange, d'union douanière ou de groupements régionaux poursuivant des objectifs de coopération économique et de développement communs, qui ne sauraient être étendus à des pays notoirement plus développés. Pour l'élaboration d'un code de normes juridiques internationales en matière économique, on ne saurait faire abstraction de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats ni des normes que contiendra la future convention sur le droit de la mer.

35. Pour ce qui est du projet d'articles sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la délégation bolivienne approuve les articles 5, 6 et 7 : le principe de l'extinction des droits de l'Etat prédécesseur à la date à laquelle l'Etat successeur assume la souveraineté territoriale est un principe irréfutable, qui doit aussi s'appliquer aux biens situés à l'étranger. Quant au principe énoncé à l'article 9, il est étayé par la jurisprudence et toute modification qui y serait apportée ne ferait qu'engendrer la confusion. D'ailleurs, l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur pourraient toujours y déroger et, dans le rapport à l'examen, la CDI mentionne des cas de jurisprudence où des créances ont dû être transférées à l'Etat successeur. Comme certains membres de la CDI, la délégation bolivienne estime que le terme "*pasarán*", qui est employé dans le texte espagnol de l'article 11 à propos des créances de l'Etat prédécesseur est imprécis; il pourrait être remplacé par "*pasarán a beneficiar al Estado sucesor*" ou par "*serán transferidos en beneficio del Estado sucesor*".

36. Résumant dans ses grandes lignes la position de sa délégation, le représentant de la Bolivie déclare que le projet d'articles sur la succession d'Etat en matière de traités n'a pas à être renvoyé à la CDI; la Sixième Commission ou une conférence de plénipotentiaires devrait prendre en considération, le moment venu, les observations formulées au cours du présent débat; la notion d'intervention étrangère par le biais d'insurrections armées ou de bandes terroristes devrait être mieux définie dans les articles sur la responsabilité des Etats; il faudrait prévoir des exceptions adéquates à l'application de la clause de la nation la plus favorisée dans le cas des pays en développement et, plus particulièrement, des pays sans littoral et des pays géographiquement désavantagés; les rapports de la CDI devraient être distribués plus tôt afin de pouvoir être étudiés avec l'attention qu'ils méritent, mais ils ne devraient pas être plus brefs ni, en particulier, privés de leurs commentaires. Enfin, la délégation bolivienne porte un intérêt spécial au droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation.

37. Sir Vincent EVANS (Royaume-Uni) met en évidence les progrès considérables accomplis par la CDI, à sa dernière session, dans l'étude de sujets multiples et importants, et félicite le Président de la CDI de sa brillante présentation du rapport à l'examen.

38. Il importe que la CDI continue de jouir d'une pleine autonomie dans la conduite de ses travaux. La délégation

du Royaume-Uni se félicite de la création, par la CDI, d'un groupe de planification chargé d'étudier son fonctionnement et de formuler des suggestions quant à ses travaux. La Sixième Commission devrait faire preuve de discrétion lorsqu'elle donne des directives à la CDI sur l'organisation de ses travaux, étant entendu que la CDI et son groupe de planification prendront en considération les vues exprimées au cours du présent débat.

39. Le représentant du Royaume-Uni se réjouit des progrès réalisés par la CDI dans l'élaboration de quatre projets importants, mais il se demande s'il ne serait pas préférable qu'elle se concentre sur un plus petit nombre de sujets à chacune de ses sessions. Ainsi, la Sixième Commission et les gouvernements pourraient plus facilement suivre les travaux de la CDI et formuler des commentaires sur ses projets. Reprenant une suggestion faite à la séance précédente par le représentant du Chili, sir Vincent Evans indique que la CDI devrait étudier la possibilité de publier ses rapports en deux ou plusieurs parties, afin que les gouvernements disposent d'un peu plus de temps pour étudier les chapitres qui sont prêts les premiers. Se référant aux observations faites par d'autres membres de la Sixième Commission sur le rôle et le contenu des rapports annuels de la CDI et, en particulier, sur la tendance à faire figurer de longues explications dans les commentaires qui accompagnent les projets d'articles, Sir Vincent Evans fait observer qu'aucune disposition du statut de la CDI ne l'oblige à présenter un rapport annuel à l'Assemblée générale. En conséquence, rien n'empêcherait la Sixième Commission de demander un rapport rédigé sous une forme différente de la forme traditionnelle. Or si le rapport a pris une telle forme, c'est précisément en raison du statut de la CDI. Lorsque celle-ci codifie un sujet du droit international, elle doit, conformément à l'article 20 de son statut, rédiger son projet sous forme d'articles et le présenter à l'Assemblée générale accompagné d'un commentaire portant sur les points précisés dans cette disposition. D'autres dispositions du Statut concernent l'élaboration de propositions de développement progressif et elles prévoient aussi que les projets de la CDI doivent être accompagnés des explications et des données de base que celle-ci juge appropriées. En fait, en pratique, la CDI ne fait que rarement la distinction entre les projets d'articles qui relèvent de la codification et ceux qui relèvent du développement progressif du droit international.

40. En conséquence, les commentaires qui accompagnent les projets d'articles de la CDI s'inscrivent dans le processus de codification et de développement progressif et sont rédigés en même temps que les projets d'articles. Il serait donc difficile de les réserver aux projets définitifs et de ne consigner dans les rapports intermédiaires de la CDI que des commentaires sommaires. En fait, ils sont indissociables du texte même des projets d'articles et ils figurent dans le rapport afin de permettre aux membres de la Sixième Commission de voir comment s'orientent les travaux de la CDI et, le cas échéant, de formuler des observations de caractère préliminaire. Il n'en est pas moins vrai que ces commentaires, si excellents qu'ils soient, ont tendance à être trop longs.

41. Comme d'autres membres de la Sixième Commission l'ont fait observer, il semble prématuré de formuler des observations détaillées sur les nombreux projets d'articles figurant dans le rapport de la CDI, d'autant qu'ils n'ont pas

été officiellement renvoyés aux gouvernements pour observations. Le représentant du Royaume-Uni doit donc réserver la position de son gouvernement sur lesdits projets jusqu'au moment où ils pourront être étudiés à la lumière d'un ensemble complet d'articles sur chaque question.

42. A propos du projet d'articles sur la responsabilité des Etats, sir Vincent Evans indique qu'il y a une vingtaine d'années il a eu à connaître d'une affaire qui l'a incité à se demander si certaines des expressions utilisées dans le projet telles que "organe d'un Etat" ou "organe d'une entité qui ne fait pas partie de la structure même de l'Etat ou d'une collectivité publique territoriale, mais qui est habilitée par le droit interne de cet Etat à exercer des prérogatives de la puissance publique" ne devraient pas être définies avec plus de rigueur. Quant à l'affaire à laquelle il a fait allusion, il s'agissait d'une collision dans la Manche entre un ferry de la British Transport Commission, entreprise publique créée pour gérer les chemins de fer et ferries nationalisés, et un navire de la Marine des Etats-Unis. Quel serait, en regard du projet d'articles, le statut d'une entreprise publique autonome créée en droit interne pour assurer le fonctionnement d'une industrie nationalisée ? S'agit-il d'un organe de l'Etat ? A l'époque, on avait insisté sur le fait que la British Transport Commission n'était ni un organe ni un agent du Gouvernement britannique. Mais, si elle n'était pas un organe de l'Etat, n'était-elle pas, lorsqu'elle assurait le fonctionnement de ferries, une entité exerçant des prérogatives de la puissance publique ? En outre, si l'un ou l'autre vaisseau avait été coupable de négligence, son comportement constituait-il un manquement à une "obligation internationale" au sens de l'alinéa b de l'article 3 du projet ? A ce sujet, sir Vincent note que la CDI indique au paragraphe 40 de son rapport qu'elle étudiera ultérieurement s'il y a lieu de définir certains des termes employés dans le projet d'articles.

43. Quant aux articles 7, 8, 9 et 11 du projet d'articles sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, qui sont accompagnés chacun de la clause de sauvegarde "à moins qu'il n'en soit autrement convenu ou décidé", la délégation du Royaume-Uni a des réserves considérables sur le fait de traiter de questions complexes à l'aide de règles conçues en termes très généraux, notamment parce qu'elles peuvent s'appliquer à des cas où il n'existe aucune possibilité d'accord entre l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur. Mais le projet n'en est encore qu'à ses débuts et la Sixième Commission ne doit pas attendre avec trop d'impatience les résultats des travaux de la CDI sur ce point.

44. La délégation italienne a déjà fait une déclaration au nom des neuf Etats membres de la CEE, appelant l'attention sur certains des problèmes que pose pour la CEE et d'autres unions économiques et douanières le projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée. Sir Vincent tient à ajouter, à propos des paragraphes 105 à 108 du rapport consacrés à la question du traitement national, que la CDI ne devrait pas se compliquer la tâche en étendant la portée du projet d'articles au problème des clauses du traitement national.

45. La délégation du Royaume-Uni se félicite des progrès réalisés sur le projet d'articles relatifs aux traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre organi-

sations internationales (voir A/10010, chap. V, sect. B) et pense que la CDI devrait intensifier ses efforts afin de compléter ses travaux sur cette question avant 1981.

46. Enfin, en tant que membre du Comité européen de coopération juridique, un des trois organes régionaux avec lesquels la CDI entretient des relations, sir Vincent Evans indique que le Comité suit de près les travaux de la CDI et accueille toujours avec plaisir à ses réunions le Président ou d'autres représentants de la CDI.

47. Mlle AGUTA (Nigéria) reconnaît le besoin de codifier et développer le droit international dans les domaines de la responsabilité des Etats, de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, de la clause de la nation la plus favorisée, des traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales et des utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation. La CDI a d'ailleurs élaboré sur les quatre premiers points des projets d'articles qui aideront le travail de codification. Mais le rapport de la CDI est volumineux et aurait dû être envoyé aux délégations plus longtemps avant la session.

48. Par ailleurs, le Nigéria est fier qu'un de ses juristes siège à la CDI dont il soutiendra les travaux compte tenu des suggestions et observations formulées par les membres de la Sixième Commission et par les gouvernements.

49. En ce qui concerne la succession d'Etats en matière de traités, au stade actuel des relations internationales, on ne peut, en droit international, qu'arriver à des compromis fondés sur les intérêts politiques, compromis qui sont destinés à évoluer avec le temps. De fait, la Sixième Commission a en partie pour tâche d'identifier les domaines auxquels il est nécessaire d'apporter des améliorations. En mettant en commun toutes les idées apportées par les représentants, il serait possible de parvenir à un arrangement international ordonné; quand il n'y aura plus qu'un intérêt commun à protéger, les lois et règlements internationaux auront gagné en stabilité. La question de la succession d'Etats en matière de traités est délicate et importante dans la mesure où il s'agit d'éliminer les rapports de domination pour permettre aux peuples d'exercer leur droit à l'autodétermination. Les Etats nouvellement indépendants doivent avoir le droit d'examiner les traités conclus en leur nom par l'Etat prédécesseur dans les domaines concernant la souveraineté sur leur territoire et de choisir ceux par lesquels ils désirent être liés. Par conséquent, le Nigéria juge acceptable le principe de la "table rase" qui, s'il est bien appliqué, ne nuira pas au principe de la continuité qui vise à préserver les normes internationales dont la pertinence est établie. Après examen, il ne fait pas de doute que les traités conclus par l'Etat prédécesseur dans l'intérêt manifeste de l'Etat successeur seront aisément adoptés par l'Etat successeur. Rappelant la maxime du représentant du Ghana selon laquelle "votre ami ne devrait pas vous aider à choisir vos ennemis", Mlle Aguta déclare que grâce à ces principes, un Etat nouvellement indépendant commencera sa vie parmi les autres membres de la communauté mondiale sans appréhension et en connaissance de cause.

50. La délégation nigériane reconnaît le besoin de sauvegarder les intérêts des Etats nouvellement indépendants,

tout en estimant qu'aucun d'entre eux ne devrait rejeter les traités conclus en son nom par un Etat prédécesseur pour le simple plaisir de manifester son indépendance. La délégation nigériane se félicite de l'optique adoptée par la CDI pour élaborer les projets d'articles et se réserve le droit de formuler des observations plus détaillées à l'avenir.

51. Par ailleurs, puisque la CDI estime avoir achevé ses travaux sur la question, il conviendrait soit de convoquer une conférence de plénipotentiaires pour traiter de la question, soit de la laisser à la Sixième Commission. Comme un certain nombre de conférences doivent se réunir prochainement, il semblerait sage que la Sixième Commission traite de cette question à sa prochaine session.

52. M. SIAGE (République arabe syrienne) déclare, à propos du projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités, que sa délégation appuie les efforts déployés par la CDI pour développer et adopter des principes progressistes qui serviront de base à la codification de la question sous la forme d'une convention internationale. La délégation de la République arabe syrienne tient à affirmer son attachement au principe de la "table rase" car des pays autrefois dominés par des puissances colonialistes ne peuvent être obligés de respecter des traités conclus sans leur consentement. Partant de ce principe, la délégation de la République arabe syrienne a des réserves sur les articles 11 et 12. En effet, leur fondement est contraire au droit inaliénable des peuples à l'autodétermination. La communauté internationale ne saurait conférer une légitimité quelconque aux concessions territoriales accordées dans le but de réaliser des objectifs politiques ne tenant pas compte de l'unité géographique et historique du pays colonisé. Dans l'ensemble, la délégation syrienne approuve le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités, mais elle exprimera en temps opportun ses réserves sur les articles 11, 12 et 12 *bis* qui méritent un nouvel examen. De même, vu le caractère politique de l'article 32, il serait bon que la CDI le revise à la lumière des observations des Etats et des débats qui auront eu lieu à la Sixième Commission. Enfin, M. Siage pense que la CDI doit réexaminer le projet d'articles et qu'il serait prématuré de convoquer une conférence diplomatique.

53. Pour ce qui est de la responsabilité des Etats, question qui reflète l'évolution des relations entre Etats nouvellement indépendants et puissances coloniales, il importe de faire une distinction entre les faits internationalement illicites et les faits qui menacent la paix et la sécurité internationales. Les Etats devraient être tenus responsables des actes les plus dangereux, à savoir l'expulsion de populations de leurs territoires, l'agression, l'expansion territoriale et les politiques discriminatoires et racistes qui constituent des crimes contre la paix et l'humanité. Les agents des Etats coupables de ces crimes devraient être traduits en justice et les Etats devraient en assumer la responsabilité civile. Il serait bon par ailleurs que la CDI s'inspire de la Définition de l'agression adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session [résolution 3314 (XXIX), annexe] ainsi que des observations formulées par les délégations de la République démocratique allemande et de la Roumanie (1539^e et 1543^e séances).

54. De plus, il faut faire une distinction entre les articles 14 et 15 dans la mesure où la légitimité des mouvements de

libération nationale émane de la Charte des Nations Unies elle-même, puisqu'elle reconnaît le droit des peuples à la libre détermination. En outre, les mouvements de libération nationale ne sauraient être tenus pour responsables des actes commis pendant leur lutte pour l'indépendance et la liberté.

55. Le représentant de la République arabe syrienne pense que les nouvelles règles de droit international devraient s'inspirer des besoins et des intérêts du monde en développement. Or, le rapport de la CDI comporte deux défauts car, d'une part, il empêche beaucoup de pays du tiers monde qui manquent de spécialistes de participer aux débats et, d'autre part, il est trop long et a été distribué trop tard. M. Siage tient néanmoins à faire observer qu'il ne faut pas sacrifier l'objectivité à la concision. Il prie donc le Président de la CDI d'étudier ses observations et de les porter à l'attention des membres de la CDI. Ainsi, les délégations du monde en développement pourront participer davantage aux débats sur les travaux de la CDI.

56. En ce qui concerne le droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, le représentant de la République arabe syrienne indique que les autorités compétentes de son pays étudient la question et enverront des observations détaillées à ce sujet. Dans l'intervalle, il tient à déclarer que chaque Etat riverain d'un bassin devrait avoir une part équitable dans les utilisations des eaux du bassin, qu'il importe de prendre en considération le caractère géographique (superficie, climat, population) et hydrologique du bassin, ses utilisations antérieures et actuelles, le degré d'importance de chaque utilisation sur le plan social, les besoins actuels et futurs (sur le plan économique, social et du point de vue du développement), de tenir compte de la présence d'autres ressources en eau et de donner la priorité aux besoins relatifs au développement et aux pays riverains dont les ressources en eau sont peu importantes.

57. Le représentant de la République arabe syrienne indique que sa délégation appuie les travaux de la CDI.

58. M. MANSFIELD (Nouvelle-Zélande) déclare au sujet des méthodes de travail de la CDI que sa délégation a pris note avec un intérêt particulier de la création d'un groupe de planification au sein du Bureau élargi pour étudier le fonctionnement de la CDI et formuler des suggestions concernant ses travaux. Bien que la CDI ait adopté un nombre considérable d'articles, la création de ce groupe de planification est peut-être le fait le plus important de sa dernière session. Grâce à ce groupe, le rapport de la CDI donne une idée claire de l'état des travaux et du calendrier des activités à venir. Son action devrait être utile à la CDI et à l'Assemblée générale elle-même, qui pourra mieux connaître les buts et priorités de la CDI. La délégation néo-zélandaise se félicite de noter que la CDI s'est prononcée pour la poursuite des activités du groupe de planification. D'après les conclusions auxquelles le groupe de planification est parvenu, il semblerait que quatre projets d'articles (responsabilité des Etats, succession d'Etats dans les matières autres que les traités, clauses de la nation la plus favorisée et traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales) devraient être achevés au cours des six prochaines années et que la CDI devrait être prête à entamer une deuxième

lecture de deux ou trois de ces projets; l'Assemblée générale pourrait donc être saisie chaque année d'un projet d'article achevé.

59. Il est certain que si la CDI s'en tient à ce calendrier et progresse dans l'étude d'autres questions, la CDI elle-même et la Division de la codification auront un travail considérable à réaliser et il faudra donc veiller à ce que la Division, qui ne dessert pas uniquement la CDI, ait des effectifs suffisants pour continuer à apporter un appui de haut niveau aux travaux de la CDI.

60. Par ailleurs, il importe que la CDI puisse s'adapter, c'est-à-dire puisse se pencher sur de nouvelles questions auxquelles l'Assemblée générale attache un caractère d'urgence; mais la délégation néo-zélandaise sait que, si l'on veut préserver la qualité juridique et l'intérêt politique de ses travaux, il ne faut pas bousculer la CDI. Celle-ci a donc eu raison de reconnaître les difficultés soulevées par la succession d'Etats dans les matières autres que les traités et d'inviter le Rapporteur spécial à concentrer ses travaux sur le domaine des biens et dettes publics. Pour la même raison, la délégation néo-zélandaise doute qu'il soit opportun, au stade actuel, que la CDI étudie le traitement national dans le cadre de ses articles sur la clause de la nation la plus favorisée et pense qu'il existe peut-être d'autres domaines où la CDI devrait ménager ses efforts.

61. M. Mansfield se félicite des méthodes de travail de la CDI en particulier du système des rapporteurs spéciaux. En effet, avec l'aide de la Division de la codification, un

rapporteur spécial peut progresser dans un domaine particulier sans prendre le temps de toute la CDI.

62. Enfin, il semble que les rapports annuels de la CDI pourraient être plus brefs, mais on ne saurait exagérer l'intérêt d'un exposé comme l'introduction du chapitre sur la responsabilité des Etats, qui permet de suivre le plan de travail de la CDI. Pour sa part, la délégation néo-zélandaise pense que la CDI devrait entamer la deuxième phase du projet sur la responsabilité des Etats dès que la première phase sera achevée de façon à fournir un cadre au développement progressif du droit et à assurer une certaine continuité entre les différentes questions inscrites au programme de travail de la CDI. Ainsi, le fait de centrer l'intérêt sur la responsabilité pour actes illicites souligne aussi l'importance de la responsabilité pour risques, question qui, comme celle des voies d'eau internationales, est étroitement liée aux efforts déployés par la communauté mondiale pour arriver à utiliser l'environnement de façon plus rationnelle.

63. La CDI pourra probablement se pencher sur de nouvelles questions sans avoir à changer radicalement ses méthodes ou son orientation, mais actuellement, il vaudrait mieux qu'elle achève ses travaux sur la clause de la nation la plus favorisée et poursuive ses progrès sur la question des traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales.

La séance est levée à 17 h 45.

1549^e séance

Lundi 27 octobre 1975, à 15 h 25.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1549

En l'absence du Président, M. Godoy (Paraguay), vice-président, prend la présidence.

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (suite) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités: rapport du Secrétaire général (suite) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. M. ROJANAPHRAUK (Thaïlande) a appris avec plaisir que la Commission du droit international (CDI) avait progressé dans ses travaux sur la responsabilité des Etats, mais fait observer qu'elle doit encore aborder la question de la responsabilité internationale pour les conséquences préju-

diciables découlant de l'accomplissement d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international. En ce qui concerne, en particulier, l'article 14 du projet (voir A/10010, chap. II, sect. B), qui a trait au comportement d'organes d'un mouvement insurrectionnel, il fait observer qu'aux termes du paragraphe 2 un Etat peut être tenu pour responsable d'un comportement qui est en rapport avec celui de l'organe du mouvement insurrectionnel et qui doit être considéré comme un fait de cet Etat en vertu des articles 5 à 10. Or, la délégation thaïlandaise est d'avis que les articles 5 à 10 ne sauraient s'appliquer au comportement d'organes d'un mouvement insurrectionnel, qui ne peut en aucun cas être assimilé au fait d'un organe de l'Etat agissant en cette capacité puisque, par définition, le mouvement insurrectionnel s'oppose au gouvernement légitime, principal organe de l'Etat. La délégation thaïlandaise a pleinement conscience que cette disposition est censée servir de clause de sauvegarde pour éviter toute ambiguïté quant aux manquements d'un Etat à ses obligations internationales. C'est pourquoi elle suggère d'ajouter le membre de phrase "à moins que le droit international n'en dispose autrement" à la fin du paragraphe 1 de l'article 14. Cet amendement

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément no 10.

couvrirait toutes les exceptions au principe de la non-attribution à un Etat du comportement d'un organe d'un mouvement insurrectionnel.

2. Passant au projet d'articles sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités (*ibid.*, chap. III, sect. B), le représentant de la Thaïlande partage l'opinion des membres de la CDI qui maintiennent, au sujet de l'article X (Absence d'effets d'une succession d'Etats sur les biens d'un Etat tiers), qu'il faut uniquement tenir compte du droit de l'Etat prédécesseur pour déterminer à qui appartiennent les biens, puisque les biens, droits et intérêts de l'Etat tiers existaient avec la date de la succession d'Etats.

3. Quant au projet d'articles sur la clause de la nation la plus favorisée (*ibid.*, chap. IV, sect. B), la délégation thaïlandaise estime qu'il devrait porter également sur le traitement national.

4. Abordant le projet d'articles sur les traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales (*ibid.*, chap. V, sect. B), le représentant de la Thaïlande fait observer que le libellé de ce projet d'articles s'inspire de la Convention de Vienne sur le droit des traités¹ et se demande par conséquent s'il y a lieu d'employer des termes distincts selon qu'il s'agit d'un Etat ou d'une organisation internationale car il pense que cette distinction ne ferait que compliquer la rédaction des traités considérés.

5. La délégation thaïlandaise n'a pas d'observations supplémentaires à ajouter à celles qu'elle a formulées à la session précédente sur la succession d'Etats en matière de traités (1496^e séance), mais elle estime qu'une conférence de plénipotentiaires, convoquée en temps voulu, devrait être chargée d'examiner la question des traités multilatéraux de caractère universel et la question du règlement des différends.

M. Njenga (Kenya) prend la présidence.

6. M. TODOROV (Bulgarie) pense qu'à l'occasion du trentième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies la CDI mérite d'être félicitée pour sa contribution au développement progressif et à la codification du droit international au service de la paix et de la coexistence pacifique. Mais, comparés au dynamisme de la vie internationale, les résultats obtenus par la CDI ne semblent pas suffisants. Il est vrai que l'élaboration de traités est un art particulier, mais ses méthodes devraient être adaptées à l'évolution rapide de la société internationale. M. Todorov se demande s'il ne serait pas préférable que la CDI centre son attention sur un nombre de questions plus limité afin de les étudier plus rapidement. Ainsi, la Sixième Commission lui apporterait une aide substantielle et l'on ne pourrait plus reprocher à la CDI la lenteur de ses travaux.

7. Soulignant l'importance de la codification du droit international relatif à la responsabilité des Etats, M. Todorov fait observer que la CDI n'a élaboré que 15

articles alors que ce point figure à son ordre du jour depuis 1947. A son avis, il faudrait décrire avec davantage de précision les faits dont un Etat peut être tenu responsable. Il faudrait faire une distinction entre les différentes catégories de faits internationalement illicites selon leur gravité, en particulier pour ce qui est du colonialisme, du génocide et de l'agression. Il faudrait adopter une définition plus précise qui englobe l'agression politique, militaire et économique, notamment le blocus économique, le pillage des ressources naturelles et le mauvais traitement des travailleurs étrangers. De plus, lorsqu'un Etat tiers soutient un peuple qui lutte pour exercer son droit à l'autodétermination, il ne saurait encourir de responsabilité à l'égard du régime colonial et raciste qui refuse ce droit au peuple en question. Il conviendrait donc d'inclure une disposition à cet effet dans le projet d'articles sur la responsabilité des Etats.

8. La délégation bulgare note avec satisfaction que la CDI tient compte tant de la responsabilité internationale des Etats en cas de manquement à une obligation internationale que de l'importance attachée par la communauté internationale aux obligations liées au maintien de la paix et de la sécurité.

9. Quant à la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la délégation bulgare estime que la CDI devrait élaborer un texte unique sur la succession d'Etats en matière de traités et sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités. En ce qui concerne le projet d'articles sur la succession d'articles en matière de traités (A/9610/Rev.1, chap. II, sect. D), elle devrait aussi examiner le texte des propositions d'articles 12 *bis* et 32 (voir A/9610/Rev.1, notes 57 et 58), pour lesquels elle n'a pas suivi la procédure habituelle.

10. La clause de la nation la plus favorisée est un important moyen d'améliorer les relations commerciales dans le monde, d'étendre la coopération entre les pays et de renforcer la paix et la sécurité internationales. A l'avenir, la CDI devrait tenir compte de nouvelles tendances progressistes qui se manifestent dans le commerce international, comme celles qui s'expriment dans les dispositions de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, tenue à Helsinki relative à la coopération dans le domaine de l'économie, des sciences, des techniques et de l'environnement. Dans l'ensemble, la délégation bulgare est satisfaite du projet d'articles, étant entendu que le projet doit reposer tout entier sur le principe de l'inconditionnalité énoncé à l'article 8. Fermement convaincue que ce principe reflète les tendances dominantes de la doctrine internationale ainsi que les tendances irréversibles de la pratique contemporaine, la délégation bulgare se félicite de la décision de la CDI. Il ne fait aucun doute que le projet relatif à la clause de la nation la plus favorisée contribuera à développer une coopération avantageuse pour tous les Etats sur la base de l'égalité souveraine. M. Todorov ajoute que la CDI a tenu compte dans son projet de la situation particulière des pays en développement dans les relations économiques internationales contemporaines.

11. Par ailleurs, l'article 21 du projet témoigne du fait que les décisions de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), commencent à

¹ Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

trouver une expression concrète dans les textes juridiques internationaux. Cet article tient compte des différents niveaux de développement économique, point très important pour les pays en développement.

12. De l'avis de la délégation bulgare, il importe de rédiger avec soin le projet d'articles sur les traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales de façon à tenir compte des particularités qui distinguent les organisations internationales des Etats. Lorsqu'elle poursuivra ses travaux sur ce point, la CDI devra garder présentes à l'esprit les recommandations et suggestions faites par les membres de la Sixième Commission et prêter une attention particulière à la question des réserves, en tenant compte du fait que la personnalité juridique des organisations internationales n'existe que par la libre volonté des Etats.

13. La délégation bulgare se félicite des efforts de la CDI tendant à rationaliser l'organisation de ses travaux et ses méthodes de travail. Pour accélérer ses travaux sur certaines questions, il importe qu'elle reçoive à temps les commentaires, opinions et propositions des Etats sur le point pertinent. Il serait utile de chercher le moyen d'accélérer la communication de ces réponses et il conviendrait de réviser plus souvent l'ordre de priorité des questions que la CDI est chargée d'examiner.

14. M. MONTENEGRO (Nicaragua), se référant à certaines critiques concernant la longueur du rapport de la CDI qui, selon certaines délégations, aurait nui à un examen approfondi de son contenu, déclare que le rapport illustre le sens des responsabilités et les compétences juridiques des membres de la CDI. Quant à lui, il estime ne pas être en mesure de faire des suggestions à la CDI sur les moyens d'améliorer ses méthodes de travail. D'ailleurs, en dernière instance, c'est aux gouvernements qu'il revient de donner leur approbation au rapport de la CDI qui constitue en fait une sorte de base de consultations. Dans cet esprit, M. Montenegro indique que ses observations auront un caractère préliminaire et général et que son gouvernement présentera en temps opportun ses commentaires sur les projets d'articles élaborés par la CDI.

15. En ce qui concerne la succession d'Etats en matière de traités, la délégation nicaraguayenne approuve le principe de la "table rase" dans l'idée que tout nouvel Etat doit pouvoir accepter ou rejeter en toute liberté les traités auxquels avait souscrit l'Etat prédécesseur, conformément aux principes de l'autodétermination, de la souveraineté des Etats et de la libre détermination. De plus, la CDI a établi un équilibre entre le principe de la "table rase" et le principe *pacta sunt servanda*. Son projet d'articles revêt une grande importance à l'heure où de nouveaux Etats voient le jour.

16. Abordant la question de la responsabilité des Etats, un des sujets prêtant le plus à la polémique que la CDI ait eu à étudier, M. Montenegro déclare que sa délégation appuie les critères servant à déterminer les faits internationalement illicites et les organes dont le comportement met en jeu la responsabilité de l'Etat et souscrit à l'idée que le fait d'un Etat ne peut être qualifié d'internationalement illicite que d'après le droit international. Cette question de la responsabilité des Etats, inscrite à l'ordre du jour de la CDI depuis

un certain nombre d'années, mais dont l'examen n'a pu aboutir à l'élaboration d'un projet d'articles pour un certain nombre de raisons, est intimement liée à la violation des normes du droit international, des obligations internationales et aux actes illicites susceptibles de menacer la paix et la sécurité internationales.

17. Pour ce qui est de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, la délégation nicaraguayenne partage le point de vue que la CDI a exprimé dans son projet d'articles.

18. Passant à la clause de la nation la plus favorisée, qui effectivement a contribué non seulement au développement des relations commerciales entre les Etats, mais également au développement économique, M. Montenegro craint que dans le cas des mouvements d'intégration, en Amérique centrale par exemple, les Etats participants ne puissent accorder aux Etats tiers le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée que dans des cas exceptionnels.

19. M. KRISHNADASAN (Souaziland) tient à souhaiter la bienvenue aux délégations du Cap-Vert, du Mozambique, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Sao Tomé-et-Principe.

20. En ce qui concerne la succession d'Etats en matière de traités, la délégation du Souaziland se félicite de la manière progressiste et pragmatique dont la CDI a abordé le sujet. A cet égard, la question fondamentale semble être la suivante : dans quelle mesure les traités précédemment applicables à un territoire donné demeurent applicables à ce territoire après un changement de souveraineté sur ledit territoire ?

21. En ce qui concerne un Etat nouvellement indépendant, l'article 15 qui dispose qu'un tel Etat n'est pas *ipso jure* lié par les traités conclus par l'Etat prédécesseur ni tenu d'y devenir partie est fondé sur le principe de la "table rase" et tient dûment compte du principe de l'autodétermination et de l'égalité des Etats. Toutefois, les articles 16 et 17 confèrent à un Etat nouvellement indépendant le droit d'établir, s'il le désire, par une notification de succession, sa qualité de partie à un traité multilatéral ou d'Etat contractant à l'égard d'un tel traité. Conformément au paragraphe 2 de l'article 22, l'application d'un tel traité est considérée comme suspendue entre la date de la succession d'Etats et la date à laquelle la notification de succession est faite. Cependant, pendant la période intermédiaire le traité peut être appliqué à titre provisoire conformément à l'article 26. Ces dispositions s'écarteraient en un sens du principe de la "table rase" puisqu'elles présupposent une relation juridique entre un nouvel Etat et l'Etat prédécesseur. De l'avis de la délégation du Souaziland, l'article 24 énonce une évidence et est de ce fait superflu. Les articles 18, 32 et 36 relatifs à la participation à des traités signés par l'Etat prédécesseur sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ne semblent pas non plus nécessaires et devraient être supprimés. En effet, au moment de la succession d'Etats, l'Etat prédécesseur n'avait définitivement contracté ou acquis aucune obligation ou aucun droit qu'il pourrait transmettre à l'Etat successeur. De plus, conformément aux décisions de la Cour internationale de Justice et à l'article 14 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, une signature soumise à ratification, à acceptation ou à approbation ne lie pas l'Etat.

22. Les articles 11 et 12 relatifs aux régimes de frontière et aux autres régimes territoriaux constituent la principale exception au principe de la "table rase". Ils représentent un effort louable de la part de la CDI, soucieuse d'assurer la paix et la tranquillité, mais on peut leur reprocher de ne pas respecter les principes de l'autodétermination et de l'égalité souveraine des Etats qui sous-tendent l'article 15. Les frontières coloniales ont été établies pour des raisons stratégiques ou économiques sans qu'il ait été tenu compte de considérations géographiques ou ethniques. Le fait qu'en 1964 la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) et la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés aient adopté des résolutions dans lesquelles les Etats Membres s'engageaient à respecter les frontières existant au moment où ils ont accédé à l'indépendance ne signifie pas nécessairement qu'une future convention sur la succession d'Etats en matière de traités devra consacrer en une règle du droit international une disposition adoptée dans un souci de stabilité à un moment donné de l'histoire. S'il est vrai que l'article 62 de la Convention de Vienne sur le droit des traités dispose qu'un changement fondamental de circonstances ne peut être invoqué comme motif pour mettre fin à un traité établissant une frontière ou pour s'en retirer, cet article doit être interprété à la lumière d'autres règles établies du droit international. La Convention de Vienne et le droit international coutumier prévoient qu'un Etat ne peut être lié que par un acte de volonté établissant son consentement. En l'absence de cet élément consensuel, il n'y a pas de raison pour qu'un Etat successeur succède automatiquement à un traité établissant une frontière ou un autre régime territorial conclu par l'Etat prédécesseur. M. Krishnadasan ne veut toutefois pas nier la nécessité des traités territoriaux. Mais, s'il est nécessaire de formuler des règles en ce qui concerne les régimes de frontière et les autres régimes territoriaux, ces règles doivent tenir compte des réalités et être en harmonie avec les règles généralement acceptées du droit international.

23. La quatrième partie du projet intitulée "Unification et séparation d'Etats" semble être fondée sur un principe diamétralement opposé à celui de la "table rase". On ne voit pas très bien quelle différence entre un Etat nouvellement indépendant et un nouvel Etat formé par unification ou par sécession peut justifier que le principe de la "table rase" s'applique au premier et non au second. La CDI a d'ailleurs admis au paragraphe 3 de l'article 33 que le principe de la "table rase" pouvait s'appliquer lorsque l'Etat qui fait sécession devient un Etat dans des circonstances qui présentent essentiellement les mêmes caractères que celles qui existent en cas de formation d'un Etat nouvellement indépendant. Toutefois, l'application de cette clause risque d'entraîner des difficultés et, étant donné que tant l'unification que la séparation d'Etats peut avoir pour résultat la création de personnalités radicalement différentes, il aurait été préférable d'adopter d'entrée de jeu le principe de la "table rase".

24. L'article 7, qui pose le principe de la non-rétroactivité, semble inutile puisqu'il s'agit là d'un principe général du droit des traités consacré par l'article 28 de la Convention de Vienne. En outre, il risque de réduire l'utilité du projet d'articles pour les Etats nouvellement indépendants, malgré l'inclusion de l'expression "sauf s'il en est autrement convenu". Il serait préférable d'incorporer au projet d'arti-

cles une disposition prévoyant qu'un Etat successeur peut, s'il le désire, déclarer que les articles en question lui sont applicables à compter de la date de succession.

25. La délégation du Souaziland n'est pas favorable à l'incorporation de l'article 12 *bis* proposé. D'une part, la notion de traité multilatéral de caractère universel est par trop vague. D'autre part, un Etat nouvellement indépendant a autant le droit qu'un autre Etat d'exercer sa volonté et de décider s'il désire devenir partie à un traité multilatéral. En outre, certaines conventions multilatérales, comme les conventions humanitaires de Genève par exemple, sont l'expression du droit coutumier, ce qui fait qu'un Etat nouvellement indépendant est lié par leurs dispositions, qu'il y soit partie ou non.

26. En ce qui concerne le règlement des différends, la procédure de conciliation prévue à l'article 32 proposé mérite d'être sérieusement examinée. La meilleure solution serait que la question soit tranchée par l'instance chargée de donner au projet d'articles sa forme définitive.

27. En ce qui concerne la question de procédure, la délégation du Souaziland estime que la CDI n'a plus à revenir sur le projet d'articles. Etant donné que celui-ci a été conçu comme un complément de la Convention de Vienne sur le droit des traités, il devrait être adopté sous la forme d'une convention. Cette tâche pourrait être confiée soit à une conférence de plénipotentiaires, soit à la Sixième Commission. La délégation du Souaziland est prête à accepter l'une ou l'autre de ces solutions.

28. Passant au rapport de la CDI sur les travaux de sa vingt-septième session (A/10010), M. Krishnadasan dit que les articles 14 et 15 sur la responsabilité des Etats posent un certain nombre de questions et devraient faire l'objet d'un nouvel examen de la part de la CDI. Peut-on appliquer les mêmes critères en ce qui concerne la responsabilité pour un fait internationalement illicite à un mouvement de libération nationale victorieux qui a débarrassé son pays du colonialisme et à un mouvement insurrectionnel qui tente de renverser le gouvernement en place ? Le droit international reconnaissant à un mouvement de libération nationale le droit à l'autodétermination, ne devrait-on pas inclure une disposition prévoyant que les articles sur la responsabilité des Etats ne sont pas applicables aux activités d'un tel mouvement ? Que faut-il entendre au juste par mouvement insurrectionnel ? Un mouvement insurrectionnel qui a complètement disparu peut-il être tenu pour responsable d'un fait internationalement illicite ? Enfin étant donné la nature même d'un tel mouvement peut-on vraiment parler d'organes d'un mouvement insurrectionnel ?

29. En ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée, la délégation du Souaziland partage l'opinion exprimée par la CNUCED dans son mémorandum intitulé : "Le commerce international et la clause de la nation la plus favorisée"² à savoir que l'application de la clause de la nation la plus favorisée à tous les pays indépendamment de leur niveau de développement répondrait aux exigences d'une égalité formelle, mais comporterait, en fait, une

² Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Research Memorandum no 33/Rev.1 (en anglais seulement).

discrimination implicite à l'égard des membres les plus faibles de la communauté internationale. Il convient certes d'élaborer des règles universellement reconnues au sujet de cette clause, mais celles-ci doivent tenir compte des différences dans le niveau de développement économique et dans les systèmes économiques et sociaux. A cet égard les articles 18 et 26 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale] sont très pertinents. Etant donné la situation d'inégalité qui prévaut dans les relations commerciales internationales, la teneur de l'article 21 est satisfaisante. Toutefois, il serait souhaitable d'aller plus loin et de prévoir une exception du même ordre à l'application de la clause de la nation la plus favorisée dans le cas du traitement concédé par un Etat en développement à un Etat tiers en développement dans le cadre d'un système généralisé de préférences.

30. En ce qui concerne la question de savoir si une clause de la nation la plus favorisée permet à un Etat bénéficiaire de bénéficier des avantages accordés dans le cadre d'une union douanière ou d'une association d'Etats analogue, il serait souhaitable de prévoir une règle excluant l'octroi de ces avantages en vertu d'une clause de la nation la plus favorisée. L'adoption d'un article allant dans le sens de la disposition proposée par un membre de la CDI et reproduite au paragraphe 70 du commentaire de l'article 15 permettrait de répondre aux besoins des pays en développement et des Etats, développés ou non, qui souhaitent coopérer sur le plan sous-régional, régional ou interrégional. Etant donné la relation étroite qui existe entre la clause de la nation la plus favorisée et la clause du traitement national, il est opportun de mentionner explicitement ces deux clauses dans les articles qui leur sont applicables et la délégation du Souaziland ne voit pas d'objection à ce que la portée du projet soit étendue au traitement national et à la clause du traitement national.

31. A propos des observations qui ont été faites à la Sixième Commission au sujet du rapport de la CDI, la délégation du Souaziland tient à préciser qu'elle trouve la forme actuelle du rapport excellente. Les informations et les références détaillées qu'il contient sont loin d'être inutiles. Toutefois, vu la longueur inévitable de ce rapport, il serait souhaitable qu'il soit distribué au moins un mois avant le début de la session de l'Assemblée générale, en deux parties, si nécessaire, comme l'a suggéré le représentant du Royaume-Uni (1548^e séance). Il pourrait également être utile que la CDI limite ses travaux à l'étude d'un nombre de questions plus restreint.

32. La délégation du Souaziland note avec satisfaction la coopération accrue de la CDI avec d'autres organes internationaux chargés de la codification et du développement progressif du droit international. Elle tient, en outre, à remercier tous les gouvernements qui ont fourni des bourses à des juristes de pays en développement pour leur permettre de participer au Séminaire de droit international, en particulier ceux qui ont accru leur contribution. La Sixième Commission pourrait examiner la possibilité de faire supporter à l'ONU une partie des coûts de ce séminaire.

33. M. MUSEUX (France) présente ses condoléances à la délégation turque à l'occasion des tragiques événements qui se sont passés à Vienne et à Paris.

34. La délégation française a pris note avec satisfaction des résultats de la vingt-septième session de la CDI et en particulier de la décision qu'elle a prise de planifier ses travaux. Elle approuve totalement les méthodes que la CDI a mises au point à cet égard, ainsi que les conclusions sur son programme général de travail.

35. Sur le sujet de la responsabilité des Etats, M. Museux estime que c'est à juste titre que la CDI s'est, pour l'instant, limitée à la question de la responsabilité pour faits internationalement illicites. En ce qui concerne le fondement des articles en préparation, le Gouvernement français croit devoir appeler l'attention sur l'importance qu'il accorde à la notion de dommage. Si la rédaction de l'article premier, suivant laquelle "Tout fait internationalement illicite d'un Etat engage sa responsabilité", devait s'interpréter comme faisant abstraction de la nécessité d'un dommage et si cette condition fondamentale de la responsabilité figurant soit à titre autonome, soit comme partie du fait internationalement illicite, n'était pas retenue, cela pourrait impliquer que toute violation d'une obligation internationale quelconque engendre *ipso facto* une responsabilité à l'égard de l'ensemble de la communauté internationale, responsabilité qui pourrait être invoquée ou mise en oeuvre par tout Etat. En l'état actuel des relations internationales, le Gouvernement français ne serait pas prêt à reconnaître la pertinence d'affirmations énoncées sous une forme aussi générale. La question de l'existence d'un dommage comme condition de la responsabilité doit donc être réservée pour un plus ample examen. Cela dit, les formules proposées par la CDI sont *a priori* acceptables à la délégation française, qui ne souscrit pas nécessairement pour autant à l'ensemble des affirmations que contient le commentaire des articles.

36. La délégation française prend note avec satisfaction des travaux menés par la CDI sur la clause de la nation la plus favorisée. S'il est vrai que certains points appellent des réserves — à cet égard, la délégation française rappelle la déclaration qui a été faite au nom de la Communauté économique européenne (CEE) et de ses membres par le représentant de l'Italie (1544^e séance) — celles-ci ne sont pas spécifiquement d'ordre juridique. La délégation française se demande, par ailleurs, si toutes les exceptions coutumières au jeu de la clause de la nation la plus favorisée ont bien été envisagées. Elle s'interroge, également, à propos de l'article 16 sur le point de savoir si la question des rapports entre une clause de la nation la plus favorisée et une clause de traitement national son aussi claires que l'estime la CDI. Au sujet des relations avec les pays en développement, le Gouvernement français se satisfait du principe général qui se trouve posé à l'article 21.

37. En ce qui concerne la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, l'étude entreprise complètera celle de la succession d'Etats en matière de traités et permettra d'en apprécier plus exactement la portée.

38. La délégation française se félicite des progrès accomplis dans l'étude de la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales et souhaite que cette étude soit rapidement menée à bien.

39. M. AL-OTHTMAN (Koweït) dit qu'il reconnaît l'importance capitale de toutes les questions étudiées par la CDI à sa vingt-septième session, mais qu'il se bornera à commenter la question de la responsabilité des Etats.

40. Pour que naisse une responsabilité internationale, il faut que les deux conditions suivantes soient remplies : premièrement, que l'auteur de l'acte illicite soit doté de la personnalité internationale; deuxièmement, que l'acte commis soit contraire au droit international. L'Etat n'est pas responsable des actes ayant causé des dommages à des tiers au cours d'une insurrection ou d'une guerre civile à moins qu'il n'ait fait preuve de négligence. Un Etat ne saurait être tenu pour responsable des actes d'un mouvement insurrectionnel que si cet Etat reconnaît aux militants de ce mouvement la qualité de militaires et si l'Etat lésé en fait de même. L'Etat est responsable des actes illicites commis par ses pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Il est responsable des actes commis par ses fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, qu'ils aient agi ou non en dépassement de leur compétence. Les Etats ne pouvant alléguer les dispositions de leur droit interne pour se soustraire à leur responsabilité internationale, ils doivent se conformer aux règles du droit international lorsqu'ils élaborent leur législation interne. La responsabilité internationale de l'Etat est également engagée lorsque les décisions de ses tribunaux sont contraires au droit international ou lorsqu'il y a eu déni de justice.

41. M. VANDERPUYE (Ghana), après avoir félicité le Président de la CDI de son excellente présentation du rapport à l'examen, souligne la haute qualité des travaux accomplis par la CDI sur quatre sujets dont certains sont fort difficiles et soulèvent de délicates questions politiques. Comme d'autres délégations, la délégation ghanéenne estime que la CDI ne devrait pas être chargée d'étudier de nouveaux sujets dans les deux années à venir, afin de pouvoir mener à bien son programme de travail actuel. Entre-temps, le groupe de planification aura sans doute mis au point des méthodes de travail permettant de concilier la rapidité et l'efficacité. Il faudrait notamment que la CDI fasse preuve de plus de rigueur dans la rédaction des articles et qu'elle ne formule pas un même principe à la fois sous forme positive et négative. Etant donné le volume du rapport à l'examen et la date tardive à laquelle il a été distribué, les observations de la délégation ghanéenne n'auront qu'un caractère très liminaire. A propos de la publication des rapports de la CDI, M. Vanderpuye fait siennes les observations formulées par le représentant du Chili à la 1547^e séance.

42. En ce qui concerne le projet d'articles sur la responsabilité des Etats, la délégation ghanéenne n'a pas d'objection à formuler contre le plan adopté par la CDI, qui entend se limiter pour l'instant à l'étude de la responsabilité des Etats pour faits internationalement illicites. En revanche, il ne paraît pas souhaitable que la CDI aborde la question du règlement des différends, étant donné que cette question est très délicate. Pour ce qui est de l'article 15, relatif à l'attribution à l'Etat du fait d'un mouvement insurrectionnel qui devient le nouveau gouvernement d'un Etat ou qui aboutit à la création d'un nouvel Etat, la délégation ghanéenne est d'avis qu'il faudrait distinguer les mouvements insurrectionnels des mouvements de libération nationale et que les mouvements luttant pour obtenir l'autodé-

termination ne devraient pas être rendus responsables des actes commis contre des régimes coloniaux qui ne leur reconnaissent pas le droit d'autodétermination.

43. La question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, qui est fort compliquée, complète celle de la succession d'Etats en matière de traités. Toutes deux devraient être régies par les mêmes principes et la seconde ne peut être définitivement réglée tant que d'importants progrès n'auront pas été accomplis dans l'étude de la première. En outre, il conviendra de donner de l'expression "matières autres que les traités" une définition qui ne soit pas simplement théorique mais présente une utilité pratique pour les Etats. La délégation ghanéenne juge satisfaisant l'article 9 mais doute que l'article 11 soit indispensable, compte tenu des articles 5 et 9, encore que cette disposition ne présente pas pour elle de difficultés quant au fond. Elle n'a pas non plus d'objection sur le fond de l'article X, mais ne se prononcera sur le texte de cette disposition qu'une fois que les crochets en auront été supprimés.

44. Le représentant du Ghana note avec satisfaction qu'à sa dernière session la CDI a adopté les articles 8 à 21 de son projet sur la clause de la nation la plus favorisée et exprime l'espoir que ce projet pourra être achevé à la session suivante. L'importance de ce sujet est incontestable, notamment pour les pays du tiers monde. L'article 21 est essentiel pour que la clause de la nation la plus favorisée ne joue pas au détriment des pays en développement. Sur ce point, la CDI devrait aussi prendre en considération l'évolution récente du droit économique international lorsqu'elle réexaminera l'article 21.

45. La délégation ghanéenne approuve la décision de la CDI de poursuivre l'étude de la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales en s'inspirant de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Elle se propose de formuler des observations sur ce sujet à un stade ultérieur.

46. M. Vanderpuye se plaît à relever les efforts déployés par la CDI pour encourager la coopération avec des organismes régionaux, comme le Comité juridique consultatif africano-asiatique.

47. M. HARDY (Observateur de la Communauté économique européenne), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que dans une déclaration faite par le représentant de l'Italie au nom de la CEE et de ses Etats membres au sujet du texte élaboré par la CDI sur la clause de la nation la plus favorisée, il a été indiqué que les autorités de la CEE étudiaient les questions soulevées par ce texte. En tant qu'organe au service de l'intégration régionale, la CEE a cherché à éliminer les obstacles au libre commerce entre ses membres. En sus de ses efforts d'intégration intérieure, la CEE applique un tarif extérieur commun et une politique commerciale commune. Par conséquent, les questions relatives à l'application de la clause de la nation la plus favorisée ou du traitement préférentiel dans le domaine du commerce sont de celles qui relèvent de sa compétence.

48. M. Hardy fait observer que la CEE a toujours appliqué les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers

et le commerce (GATT) : elle applique donc le traitement de la nation la plus favorisée aux parties contractantes du GATT, mais a aussi conclu avec un grand nombre d'États des traités contenant une clause de la nation la plus favorisée ou de traitement préférentiel. Dans le cas des États qui ne sont pas parties au GATT, et/ou avec lesquels la CEE n'a pas conclu de traités de ce genre, elle est habilitée à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée de façon autonome et a effectivement exercé ce pouvoir.

49. Par conséquent, en abordant un texte qui envisage la codification et le développement progressifs de la clause de la nation la plus favorisée et de ses variantes, la CEE a conscience que les questions à l'examen l'intéressent particulièrement.

50. En ce qui concerne la pratique suivie par la CEE dans ce domaine, M. Hardy indique que la CEE a conclu des accords prévoyant l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée ou d'un traitement préférentiel avec plus d'une soixantaine d'États. Comme ces traités sont les principaux instruments qui régissent les relations commerciales entre ces pays et la CEE, leur importance est évidente.

51. A titre d'exemple, M. Hardy informe les membres de la Commission que le 28 février 1975, 46 pays d'Afrique, des Antilles et du Pacifique, d'une part, et la CEE et ses États membres, d'autre part, ont conclu la Convention de Lomé³ par laquelle la CEE a accepté que ses États membres importent des marchandises de ces pays en franchise, sous réserve que ce traitement ne soit pas plus favorable que celui appliqué entre les États membres de la CEE eux-mêmes. Les 46 pays d'Afrique, des Antilles et du Pacifique n'étaient aucunement tenus de faire des concessions équivalentes et ont simplement convenu d'accorder aux autres parties le traitement de la nation la plus favorisée. De plus, pour déterminer en quoi consiste le traitement de la nation la plus favorisée, il ne sera pas tenu compte des relations commerciales ou économiques entre les pays d'Afrique, des Antilles et du Pacifique eux-mêmes ou entre ces pays et d'autres pays en développement, c'est-à-dire que ces arrangements ne seront pas soumis au jeu normal de la règle de la nation la plus favorisée. Ainsi, les parties à la Convention de Lomé sont parvenues à un régime qui combine l'octroi d'un traitement particulier favorable aux pays en développement et la clause de la nation la plus favorisée.

52. Par ailleurs, se référant à l'article 21 relatif au traitement conféré dans le cadre d'un système généralisé de préférences, M. Hardy rappelle que d'après le représentant du Guatemala (1548^e séance), le libellé actuel donne l'impression que la question intéresse uniquement les États alors que la CEE est également intéressée puisque les États membres de la CEE, pris individuellement, ne sont plus habilités à s'engager dans un tel système ou à prétendre ou à renoncer à ses avantages. C'est un domaine qui relève exclusivement de la CEE. Vu l'importance du système de la CEE pour les pays en développement qui en tirent parti, il semblerait souhaitable que l'article tienne davantage compte de la situation actuelle.

53. La pratique contemporaine revêt une importance considérable pour le développement du commerce interna-

tional. Mais comme il est difficile de décrire en détail la pratique de la CEE en matière de traités, la CEE se propose de communiquer à la CDI un document exposant son point de vue. Pour l'instant, la CEE tient uniquement à formuler des observations préliminaires, en indiquant les raisons pour lesquelles elle n'est pas convaincue que l'optique adoptée dans le projet de la CDI était tout à fait satisfaisante et en donnant quelques exemples de la pratique actuelle dont il convient de tenir compte dans ce domaine.

54. M. KARUHANGA (Ouganda), se référant au projet d'articles sur la succession d'États en matière de traités, fait observer que la communauté internationale accepte de plus en plus les principes de l'interdépendance, de la souveraineté et de l'autodétermination. En ce qui concerne les traités, tout État devrait pouvoir décider maintenant par quels traités il entend être lié. À cet égard, un nouvel État se trouve dans une situation inconfortable. Le plus souvent, il a traversé une période difficile, aux mains des colonialistes, si bien que seul le principe de la "table rase" est digne d'un droit véritablement international, qui ne soit plus le droit coutumier des États européens. On peut présumer que tout ce que faisaient les régimes coloniaux était d'abord dans leur propre intérêt, ensuite dans l'intérêt de leurs alliés et, éventuellement, dans l'intérêt des peuples colonisés. Maintenant, l'ordre de ces intérêts est inverse et le principe de la continuité *ipso jure*, qui découle du principe *pacta sunt servanda*, ne saurait avoir cours en l'occurrence. En revanche, le principe de la "table rase" est compatible avec celui de l'autodétermination et il n'y a pas lieu de craindre que les nouveaux États abusent des avantages de ce principe.

55. La délégation ougandaise éprouve des doutes quant à l'utilité de la proposition d'article 12 *bis* relatif aux traités multilatéraux de caractère universel, lesquels semblent englober des traités auxquels les nouveaux États souhaiteraient ne pas être parties pour diverses raisons. Cette disposition devrait soit être supprimée, soit modifiée de manière que les nouveaux États ne soient pas tenus par les dispositions de tels traités pendant qu'ils examinent s'il est dans leur intérêt de les accepter ou non.

56. Passant au rapport de la CDI sur sa vingt-septième session, magistralement présenté par son président, le représentant de l'Ouganda se félicite qu'en matière de responsabilités des États la CDI ait décidé de ne pas attribuer à l'État le comportement d'organes de l'État agissant à titre privé. Il souscrit à l'article 11 dans la mesure où le comportement de personnes n'agissant pas "pour le compte de l'État" doit s'entendre d'activités ne relevant pas de la puissance publique. On ne saurait dire que des personnes agissant pour le compte de sociétés agissent pour l'État, à moins que ces sociétés ne soient aux mains de l'État ou que les personnes en question puissent invoquer l'immunité de la fonction publique si elles étaient traduites devant les tribunaux de l'État territorial. Par ailleurs, il est juste que l'État territorial soit responsable lorsqu'il encourage ou excuse un comportement internationalement illicite. D'une manière générale, un État ne peut être responsable que du comportement des organes sur lesquels il exerce un contrôle.

57. Au sujet de la clause de la nation la plus favorisée, la délégation ougandaise n'est pas en mesure de formuler des

³ Voir A/AC.176/7.

observations constructives, faute d'avoir pu étudier complètement le volumineux rapport de la CDI, distribué à une date tardive. A l'avenir, les rapports de la CDI devraient être plus brefs ou distribués à temps; il est vrai qu'à sa dernière session la CDI a accompli un travail énorme. De l'avis de M. Karuhanga, elle a eu raison de créer un groupe de planification chargé d'étudier son fonctionnement.

58. M. MAIGA (Mali) rappelle qu'en matière de succession d'Etats la doctrine a été marquée par trois grands courants de pensée qui embrassent la théorie de la succession universelle, celle de la continuité et celle de la succession singulière. Certains Etats ont adopté l'une ou l'autre de ces conceptions tandis que d'autres les ont appliquées toutes les trois à des cas similaires et à des moments différents. Quant à la CDI, elle a recouru à une vision élargie du problème, tenant compte de l'accession à l'indépendance de nouveaux Etats dont l'organisation sociale et la philosophie politique diffèrent souvent de celles des Etats qui ont marqué le droit international classique. C'est avec raison que la CDI estime que la codification du droit dans ce domaine consiste à déterminer, dans le cadre du droit des traités, les incidences d'une succession d'Etats, en prenant en considération les principes de la Charte des Nations Unies. Le principe de la "table rase" est celui qui répond le mieux à la notion de droit d'autodétermination.

59. L'application à un territoire devenu indépendant de traités internationaux se rapportant par exemple au régime de ce territoire, aux servitudes territoriales et aux privilèges dans le domaine des investissements constituerait une remise en cause de la souveraineté nouvellement acquise. Comme la CDI, la délégation malienne estime, cependant, que le principe de la "table rase" ne doit pas affecter les régimes de frontières et autres régimes territoriaux. Cette exception, consacrée aux articles 11 et 12 du projet, a son fondement dans le paragraphe 2 de l'article 62 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, aux termes duquel : "Un changement fondamental de circonstances ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin à un traité ou pour s'en retirer, s'il s'agit d'un traité établissant une frontière." Cette exception est en outre consacrée par la jurisprudence, ainsi que par la pratique des Etats et des organisations régionales et internationales. Les Etats membres de l'OUA se sont aussi engagés, dans une résolution adoptée en 1964, à respecter les frontières existant au moment où ils ont accédé à l'indépendance et une résolution semblable a été adoptée la même année par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.

60. La suppression des articles 11 et 12 pourrait être une source d'instabilité et de discorde entre les Etats, ce qui menacerait la paix et la sécurité internationales. En revanche, la délégation malienne est contre la proposition d'article 12 *bis*, selon lequel les traités multilatéraux de caractère universel resteraient en vigueur pour le nouvel Etat jusqu'au moment où il notifie qu'il y met fin en ce qui le concerne. Or les traités de ce genre consacrent souvent des règles juridiques établies par la coutume; d'aucuns prétendent qu'en raison de leur caractère coutumier, ces règles doivent s'imposer à tous les Etats, quelle que soit la forme de leur manifestation, et qu'un territoire nouvellement indépendant devrait être lié par tous les traités internationaux conclus en son nom par l'ancienne puissance

administrante. Cette idée est contraire au droit international actuellement en vigueur, lequel repose sur le consentement des parties. Cette base consensuelle est le fondement même de la Convention de Vienne sur le droit des traités. On la retrouve dans l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice qui reconnaît l'importance et la nécessité du consentement puisqu'il prévoit que la Cour peut non seulement appliquer les règles normales du droit international mais aussi statuer *ex aequo et bono*.

61. Le principe selon lequel un Etat n'est lié que dans la mesure où il accepte la force obligatoire d'une règle de droit a été consacré par la jurisprudence et, en particulier, par la Cour permanente de Justice internationale dans l'Affaire du Lotus⁴. En conséquence, les traités internationaux à caractère universel ne devraient pas s'imposer automatiquement aux nouveaux Etats. Beaucoup d'entre eux ne contiennent pas de clause de dénonciation et, lorsqu'ils en contiennent une, la procédure de dénonciation est souvent longue et compliquée ou la dénonciation fait l'objet d'une fin de non-recevoir.

62. Le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités ne devrait pas être renvoyé à la CDI, mais soumis à une conférence de plénipotentiaires.

63. Après avoir félicité la CDI de son rapport et son président de l'excellente présentation qu'il en a faite, le représentant du Mali relève que le projet d'articles relatif à la responsabilité des Etats pour faits internationalement illicites s'inspire dans une large mesure des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies ainsi que de la pratique des Etats. Il conviendrait, cependant, de préciser que les Etats sont responsables en cas d'agression ou de crimes perpétrés contre les peuples. A cet égard, les articles 5 et 7 devraient être complétés, compte tenu de l'article 3 de la Définition de l'agression [résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale, annexe].

64. En ce qui concerne l'étude de la clause de la nation la plus favorisée, la délégation malienne fait sienne l'opinion exprimée dans le memorandum de la CNUCED selon laquelle l'application de cette clause à tous les pays, indépendamment de leur niveau de développement, répondrait aux exigences d'une égalité formelle mais comporterait une discrimination implicite à l'égard des membres les plus faibles de la communauté internationale. Il faut, pendant un certain temps, que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas à certains types de relations commerciales internationales. Au sujet de l'article 16, M. Maïla déclare que les traitements préférentiels que les pays en voie de développement s'accordent mutuellement pour promouvoir le développement des moins favorisés d'entre eux ne devraient en aucun cas être automatiquement étendus à des tiers. Il exprime l'espoir que la CDI, lorsqu'elle réexaminera le projet d'articles, tiendra compte des décisions prises par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires au sujet de l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

65. M. VERCELES (Philippines) félicite la CDI des progrès accomplis à sa dernière session et indique que sa

⁴ Publications de la Cour permanente de Justice internationale, Série A, no 10, le 7 septembre 1927, Recueil des arrêts, Affaire du "Lotus".

délégation approuve, dans leurs grandes lignes, les articles relatifs à la responsabilité des Etats. C'est à juste titre que la CDI attribue à l'Etat le comportement de ses organes, même lorsque ceux-ci agissent en dépassement de leur compétence selon le droit interne. La stabilité des relations internationales exige qu'une fois qu'une personne ou une entité est habilitée à exercer des prérogatives de la puissance publique, tous ses actes engagent la responsabilité de l'Etat. En conséquence, la délégation philippine approuve les articles 5 à 10. L'article 11, qui en est le corollaire nécessaire, concerne le comportement de personnes n'agissant pas pour le compte de l'Etat et qui ne peuvent donc pas engager sa responsabilité. De même, il est logique que le comportement d'organes d'un mouvement insurrectionnel n'engage pas la responsabilité de l'Etat sur le territoire duquel il est établi, puisque ce comportement est de la même nature que celui de simples particuliers. Le seul cas où la responsabilité étatique peut être engagée, en vertu de l'article 14, est celui où l'Etat manque à l'obligation de vigilance et de protection que lui impose le droit international coutumier. La délégation philippine approuve cette exception, contenue au paragraphe 2 de l'article 14, mais doute que la disposition figurant au paragraphe 3 de cet article relève vraiment de la responsabilité des Etats. En effet, comme les mouvements insurrectionnels ne possèdent pas une vraie personnalité internationale, leurs droits et obligations sont distincts de ceux d'un Etat. Elle approuve en revanche l'article 15, qui consacre une conséquence logique du succès d'un mouvement insurrectionnel, mais estime qu'il faudrait prévoir une exception à l'attribution au nouvel Etat des faits de l'ancien gouvernement lorsque ces faits étaient dirigés contre la création du nouvel Etat.

66. La délégation philippine approuve les principes sur lesquels repose le projet d'articles relatif à la succession d'Etats en matière de traités. L'adoption de ce projet par la communauté internationale contribuera à compléter la codification du droit des traités. Ce projet est un juste compromis entre le principe de la continuité et celui de la "table rase". Le principe de la "table rase" devrait cependant laisser au nouvel Etat la faculté de décider d'être ou non partie à un traité au moment de la succession. La CDI propose de faire deux exceptions à ce principe, d'une part, aux articles 11 et 12 relatifs aux traités de frontières et autres régimes territoriaux et, d'autre part, à l'article 12 *bis* proposé au sujet des traités multilatéraux de caractère universel. Il se peut que les articles 11 et 12 soient contraires au droit d'autodétermination et, dans certains cas, aux intérêts d'Etats nouvellement indépendants qui contestent une frontière parce qu'elle a été établie par un traité auquel ils n'ont pas participé. Par ailleurs, si ces questions échappaient à l'application du principe de la

continuité, la stabilité des relations internationales pourrait en souffrir, si bien que la délégation philippine n'a pas d'idée bien arrêtée sur les articles 11 et 12. Quant à l'article 12 *bis*, il ne pourra que porter atteinte à l'économie du projet tant que l'expression "traités multilatéraux de caractère universel" n'aura pas été précisée. Pour ce qui est du règlement des différends auquel se rapporte la proposition d'article 32, M. Verceles estime que toute convention relevant de la codification du droit des traités devrait prévoir une procédure de règlement des différends nés de son application ou de son interprétation. Toutefois, cette question pourrait être examinée par une conférence de plénipotentiaires ou par l'Assemblée générale et il n'est pas nécessaire que la CDI s'en occupe. Si une conférence se réunissait au début de 1977, les gouvernements disposeraient d'assez de temps pour étudier le projet d'articles et formuler de nouvelles observations écrites.

67. En ce qui concerne l'étude de la clause de la nation la plus favorisée, le représentant des Philippines souligne la nécessité de faire preuve de prudence. L'application inconditionnelle de cette clause à tous les pays implique une discrimination à l'encontre des pays en développement. L'application de la clause conformément à un système généralisé de préférences devrait constituer une exception. Il convient, en outre, de prendre tout particulièrement en considération les intérêts des pays les moins développés, des pays sans littoral et des pays insulaires, qui ont tous un urgent besoin d'assistance et de protection économiques. Il faudrait, en outre, tenir dûment compte des rapports entre la clause de la nation la plus favorisée et la clause du traitement national, bien que cette dernière clause se rencontre de moins en moins. Dans un monde marqué par l'inégalité entre quelques pays riches et les nombreux pays pauvres, ces derniers sont désavantagés lorsqu'ils doivent négocier et conclure des traités bilatéraux en matière économique.

*Expression de sympathie à l'occasion de la mort
de deux ambassadeurs de Turquie (fin)*

68. M. GÜNEY (Turquie) remercie les délégations du Royaume-Uni et de la France pour les condoléances qu'elles ont adressées à sa délégation à l'occasion des événements tragiques au cours desquels deux brillants ambassadeurs de Turquie ont trouvé la mort à Vienne et à Paris. Sa délégation transmettra leurs condoléances au Gouvernement turc ainsi que celles que le Président de la Sixième Commission lui a adressées au nom de l'ensemble de ses membres.

La séance est levée à 18 h 5.

1550^e séance

Mardi 28 octobre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1550

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (*suite*) [A/10010]

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 4, A/9610/Rev.1*]

1. M. MHLANGA (Zambie) souhaite la bienvenue aux représentants du Cap-Vert, du Mozambique et de Sao Tomé-et-Principe et remercie le Président de la Commission du droit international (CDI) de sa présentation très utile et très claire du rapport de l'examen (A/10010).

2. En ce qui concerne le projet d'articles sur la responsabilité des Etats (*ibid.*, chap. II, sect. B), M. Mhlanga dit que, dans l'ensemble, il est acceptable. Cependant, l'article 10, qui prévoit l'attribution à un Etat du comportement d'organes de l'Etat agissant en dépassement de compétence au regard du droit interne, paraît trop catégorique. La délégation zambienne aurait préféré que l'on remplace, dans cet article, le mot "considéré" par le mot "présumé". Si le texte actuel prévoit le cas où le comportement en question est celui des sociétés multinationales, il faudrait aussi envisager la possibilité que ces sociétés multinationales se trouvent sous le contrôle d'une entité autre que l'Etat considéré.

3. En ce qui concerne l'article 15, relatif aux faits de mouvements insurrectionnels, la délégation zambienne aimerait que l'on fasse clairement la distinction entre les faits de mouvements insurrectionnels et les faits de mouvements de libération. Ces derniers, étant légitimes, ne devraient pas, par la suite, donner naissance à une responsabilité internationale. On pourrait ajouter à l'article 15 un troisième paragraphe qui définirait les mouvements de libération.

4. En ce qui concerne le projet d'articles sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités (*ibid.*, chap. III, sect. B), M. Mhlanga dit que sa délégation n'est pas convaincue par le raisonnement de la CDI, selon lequel le passage à l'Etat successeur des créances dues à l'Etat prédécesseur, dont il est traité à l'article 11, est sans rapport avec la question des biens d'Etat. Ces créances pourraient très bien être étroitement liées aux biens d'Etat, au sens donné à cette expression par l'article 5. Même si une refonte du texte semble souhaitable, l'article 11 doit être conservé.

5. En ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée, la délégation zambienne est heureuse de noter

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

que la CDI est de plus en plus consciente du problème que pose son application au domaine des relations économiques, dans un monde composé d'Etats dont les niveaux de développement présentent des inégalités frappantes. M. Mhlanga se plaît à constater que la CDI a tenu compte, en élaborant l'article 21, du huitième principe général adopté à la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)¹, lequel prévoit, au sujet du traitement de la nation la plus favorisée, que les pays développés devraient accorder des concessions à tous les pays en développement, qu'ils soient sans littoral ou non. M. Mhlanga suggère que la CDI élabore et adopte un article similaire, qui tiendrait compte des problèmes que rencontrent les Etats sans littoral dans l'exercice du droit de transit. Il ne faudrait pas que les Etats bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée revendiquent à ce seul titre le traitement accordé aux Etats sans littoral en matière de transit. M. Mhlanga propose que des dispositions identiques soient prises en ce qui concerne les articles 16 et 17 afin d'éviter l'anomalie qui consisterait en ce que le traitement national accordé aux Etats sans littoral en matière de transit soit revendiqué par des Etats se réclamant seulement de la clause de la nation la plus favorisée.

6. En ce qui concerne le projet d'articles sur les traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales (*ibid.*, chap. V, sect. B), M. Mhlanga note avec plaisir que la CDI s'est largement inspirée des dispositions de la Convention de Vienne sur le droit des traités² sans oublier pour autant qu'au niveau actuel de développement du droit international les organisations internationales ne pouvaient être assimilées à des Etats.

7. Pour ce qui est du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, la délégation zambienne attend avec impatience les résultats des travaux futurs de la CDI sur cette importante question.

8. En ce qui concerne le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités (voir A/9610/Rev.1, chap. II, sect. D), M. Mhlanga se plaît à noter que la CDI a fondé ses travaux sur le principe de la "table rase". M. Mhlanga est aussi satisfait de voir que la CDI a cherché à donner effet à la résolution adoptée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en matière de frontières, par laquelle tous les Etats membres de l'OUA se sont engagés à respecter les frontières existantes au moment de l'accession à l'indépendance.

¹ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I, Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente : 64.II.B.11), p. 22.

² Voir Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Documents de la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), document A/CONF.39/27, p. 309.

9. M. Mhlanga appuie la décision prise par la CDI de créer un groupe de planification au sein du Bureau élargi afin d'étudier le fonctionnement de la CDI et de formuler des propositions en ce qui concerne ses travaux. La collaboration grandissante entre la CDI et d'autres organes juridiques consultatifs internationaux est la bienvenue, de même que la série ininterrompue de séminaires de droit international, qui sont une source d'enrichissement pour les jeunes juristes des Etats en développement.

10. M. ROSSIDES (Chypre) note que les travaux de la Sixième Commission revêtent de plus en plus d'importance en une époque où l'insécurité et l'anarchie internationales vont croissant. Il est indispensable de faire des progrès sensibles vers la réalisation d'un ordre juridique mondial sans lequel il ne pourra jamais y avoir de sécurité ou de paix internationales. A cet égard, les travaux de la Sixième Commission ont un lien vital avec ceux de la Première Commission et sont aussi importants que ces derniers. Le Président de la CDI (1534^e séance) a eu raison de souligner les rapports étroits existant entre la CDI et la Sixième Commission, ces deux organes étant les principaux piliers du système mis au point par l'Assemblée générale pour l'accomplissement des tâches visées à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte des Nations Unies, qui consistent à encourager le développement progressif du droit international et sa codification. Notant que la Sixième Commission a pour rôle de diriger les travaux de la CDI, d'offrir aux gouvernements l'occasion d'exprimer leurs opinions sur l'orientation et les progrès de ses travaux et de déterminer la forme définitive que doit prendre la codification de tel ou tel sujet, M. Rossides rappelle à la Sixième Commission qu'il est de son devoir de prendre rapidement les décisions nécessaires en ce qui concerne le stade final de la codification, dès qu'un projet ou un rapport définitif a été soumis par la CDI. Les projets définitifs présentés par la CDI sont le résultat d'un long processus d'études minutieuses et équilibrées au sein de cet organe, où les connaissances érudites se joignent à la perception politique des réalités de la vie internationale. La Sixième Commission devrait tenir compte du besoin croissant d'un ordre juridique international dans un monde en évolution et en expansion rapides. M. Rossides ne peut donc approuver la suggestion d'Etats en matière de traités.

11. Un autre exemple encore plus évident où la codification d'un sujet par l'Organisation des Nations Unies a été suspendue est le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité³, auquel la délégation chypriote attache la plus grande importance et dont l'examen a été ajourné depuis l'adoption de la résolution 1186 (XII) de l'Assemblée générale, en attendant l'élaboration d'une définition de l'agression. Puisque l'Assemblée générale a adopté la Définition de l'agression à sa vingt-neuvième session [résolution 3314 (XXIX), annexe], elle devrait, dans l'intérêt de l'ordre juridique mondial et de la sécurité internationale, reprendre sans plus attendre l'examen du projet de code. La Sixième Commission devrait prendre l'initiative et présenter des suggestions concrètes en vue d'obtenir que soient entrepris le développement progressif et la codification de ce sujet, en particulier en un temps où l'agression, l'intervention militaire et l'usage de la force

prennent de plus en plus d'ampleur dans la vie des nations en violation de droits aussi fondamentaux que la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance nationale. Le projet de code des crimes contre la paix présente en outre de l'intérêt du point de vue de la responsabilité des Etats, qui est le sujet ayant le plus haut degré de priorité dans l'ordre du jour de la CDI.

12. Une des questions essentielles qui se présenteront à la CDI lorsqu'elle poursuivra son étude de la responsabilité des Etats sera celle de savoir s'il est nécessaire de reconnaître l'existence d'une distinction reposant sur l'importance que revêt pour la communauté internationale l'obligation qui a été violée, et par conséquent de savoir si le droit international doit reconnaître une catégorie distincte et plus grave de faits internationalement illicites qui seraient qualifiés de crimes internationaux. Notant la distinction significative entre "règles primaires" et "règles secondaires" sur laquelle la CDI s'est fondée, M. Rossides dit que la délégation chypriote partage l'avis selon lequel l'étude de l'élément objectif du fait internationalement illicite fera clairement ressortir la nécessité de prendre en considération le contenu, la nature et l'ampleur des obligations imposées à l'Etat par des règles primaires du droit international, et de distinguer sur cette base différentes catégories d'obligations internationales. Pour pouvoir évaluer la gravité d'un fait internationalement illicite et déterminer les conséquences qui en découlent, il y aurait lieu de prendre en considération le fait que la communauté internationale attache au respect de certaines obligations – par exemple celles qui ont trait au maintien de la paix – une importance qui est sans commune mesure avec celle qu'elle accorde au respect d'autres obligations. A cet égard, l'achèvement des travaux sur le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité aiderait à déterminer de manière plus claire le degré de gravité d'un fait internationalement illicite et les différentes conséquences qui s'y attachent. Cette détermination est essentielle pour assurer la viabilité politique du projet d'articles sur la responsabilité des Etats.

13. M. Rossides s'inquiète de constater dans les récents débats de la Sixième Commission les signes d'un changement d'attitude à l'égard de la valeur et de la nécessité des travaux relatifs au développement progressif et à la codification du droit international. Il semble qu'il existe un certain courant de fond, se manifestant par des suggestions et des initiatives apparemment inoffensives ou même bien intentionnées, qui tendrait à ralentir le processus de développement et de codification, comme si le droit moderne international qui s'est développé et codifié avec la participation de tous les nouveaux Etats indépendants devait jouer un moindre rôle pour ce qui est de régler la conduite des nations dans le monde contemporain et futur. Cette tendance est regrettable. Elle déprécie les travaux importants de la CDI et va à l'encontre des idées de la Charte. Des événements tels que l'accession à l'indépendance de nombreux Etats, les changements dans les relations économiques et sociales traditionnelles et la révolution scientifique et technique ont démontré l'insuffisance du droit international hérité du passé et font comprendre que seuls les membres de la communauté internationale peuvent aboutir à l'application universelle et rigoureuse de ce droit, qui est l'un des moyens les plus efficaces d'assurer la sécurité internationale et une paix durable.

³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément n° 9, chap. IV.*

14. M. Rossides accueille avec satisfaction la suggestion faite par le représentant des Philippines (1547^{ème} séance), qui a demandé que l'Assemblée générale transmette à la CDI la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et d'autres instruments connexes pour qu'elle transpose leurs dispositions en une convention juridique ayant force obligatoire. Cet appel a été lancé à un moment où l'Organisation des Nations Unies est devenue le centre des négociations et des débats ayant pour but d'établir un nouvel ordre économique international. Le droit du développement économique est un sujet qui transcende les catégories traditionnelles du droit international, et son étude par la CDI signifierait que l'on reconnaît l'importance croissante, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies, de cette nouvelle branche du droit qui se rattache, en les complétant, aux objectifs de l'Organisation des Nations Unies énoncés dans le Préambule et au paragraphe 3 de l'Article premier de la Charte.

15. M. Rossides exprime son ferme espoir que la Sixième Commission ne se laissera pas dépasser par les événements et qu'elle relèvera avec une vigueur nouvelle les défis redoutables de l'époque, dans le souci d'instaurer un ordre juridique mondial qui serve les intérêts de la communauté internationale tout entière.

16. M. TABIBI (Président de la Commission du droit international), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'il sait gré à la Sixième Commission du débat fort instructif qu'elle a tenu sur le rapport de la CDI. Il remercie les membres de la Sixième Commission des éloges qu'ils ont adressés à la CDI et juge que les critiques formulées, au sujet, par exemple, de la longueur du rapport et des méthodes de travail de la CDI, ont été constructives.

17. La CDI est dans le domaine du droit international le principal organe scientifique de l'ONU, mais ses travaux comportent également des aspects diplomatiques, et, de ce fait, la contribution des membres de la Sixième Commission, qui siègent à la fois en qualité de juristes et en qualité de représentants des Etats, est absolument nécessaire. La CDI a pleinement conscience de la nature de ses relations avec la Sixième Commission, et, chaque année, lorsqu'elle établit son programme de travail, elle tient compte des décisions de la Sixième Commission et prête la plus grande attention non seulement aux observations écrites des gouvernements, mais également aux opinions exprimées oralement à la Sixième Commission — opinions qui lui sont rapportées par son président et par ceux de ses membres qui siègent à la Sixième Commission et qui sont consignées dans les comptes rendus analytiques des débats et le rapport de la Sixième Commission sur le point en question. C'est grâce au climat de confiance et à l'esprit de coopération qui règnent entre la Sixième Commission et la CDI que l'ONU a pu réaliser, en moins de 30 ans, un travail considérable dans le domaine du droit international.

18. Bien que le Président de la CDI ne soit pas habilité à parler au nom de cet organe sur les points soulevés au cours du débat, il voudrait essayer de les résumer brièvement. Des membres de la Sixième Commission ont exprimé leur satisfaction devant les progrès réalisés par la CDI sur divers sujets et ont également fait des suggestions utiles en vue d'améliorer encore davantage les méthodes de travail de la

CDI. A cet égard, ils ont pris note avec satisfaction de la création d'un groupe de planification chargé de rationaliser plus avant ces méthodes.

19. A propos du chapitre II du rapport consacré à la responsabilité des Etats, plusieurs représentants se sont déclarés satisfaits du plan de travail prévu pour l'établissement du projet d'articles, qui porte sur la responsabilité en cas de manquement à une obligation internationale. Certains représentants ont souligné l'importance des obligations relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, que la CDI prendra en considération ainsi que les différentes autres catégories d'obligations internationales lorsqu'elle formulera les règles pertinentes. Les dispositions du projet d'articles ont, en règle générale, reçu l'appui de nombreuses délégations, bien que des améliorations aient été suggérées et que des critiques aient été formulées sur certaines des clauses de sauvegarde.

20. La plupart des représentants semblent avoir estimé que les principes qui sous-tendent les règles énoncées aux articles 10, 11, 12, 13 et 14 sont fondamentalement justes. Les articles 13 et 14 ne tentent pas de résoudre le problème du statut et de la capacité juridique des organisations internationales et des mouvements insurrectionnels en droit international et ils présupposent plutôt l'existence de cette capacité dans les cas concrets où elle est nécessaire. Il est évident que dans un projet d'articles sur la responsabilité des Etats on ne peut pas aller jusqu'à traiter de la question des "sujets de droit international".

21. En ce qui concerne l'article 15, certains représentants ont préconisé la non-attribution à l'Etat du fait d'un mouvement de libération nationale agissant en tant que tel. Cet article du projet précise les comportements qui sont attribuables à l'Etat préexistant ou au nouvel Etat lorsqu'un mouvement insurrectionnel a triomphé.

22. En ce qui concerne la question du "dommage" mentionnée par le représentant de la France (1549^e séance), le Président de la CDI tient à rappeler la position de principe qui a été exprimée par la CDI au paragraphe 12 de son commentaire sur l'article 3 adopté en 1973⁴. Dans ce commentaire, la CDI a examiné la question de savoir si le dommage devait être considéré comme un troisième élément constitutif du "fait internationalement illicite" en sus du comportement attribuable à l'Etat et de la violation d'une obligation internationale. Elle est arrivée à la conclusion que le terme "dommage" devait s'entendre également du "dommage moral", que le "dommage" qui était inhérent à tout fait internationalement illicite était celui qui était en même temps inhérent à toute violation d'une obligation internationale et qu'il était donc déjà pris en considération par la formulation de l'article 3. En dégageant cette conclusion, la CDI n'a toutefois pas négligé le fait que les "dommages économiques ou patrimoniaux" causés par le comportement de l'Etat pouvaient constituer un facteur important pour la détermination de la forme et de l'étendue de la réparation due à l'occasion d'un fait internationalement illicite, question qui entre dans le cadre de la deuxième partie du plan de travail approuvé (voir A/10010, par. 43). Il convient d'ajouter, à cet égard, que lorsque le but de l'obligation internationale considérée est de prévenir

⁴ *Ibid.*, vingt-huitième session, Supplément no 10, p. 21.

un préjudice, par exemple des dommages à une ambassade étrangère ou à la personne d'un étranger ou à ses biens, la négligence des organes de l'Etat ne constitue une violation accomplie d'une obligation internationale que si elle s'accompagne d'un "dommage" matériel que l'Etat aurait pu prévenir. En l'absence d'un tel dommage, l'élément objectif d'un "fait internationalement illicite" fait défaut. Comme elle l'a indiqué aux paragraphes 45 et 49 de son rapport sur sa vingt-septième session, la CDI examinera cette question au chapitre III du projet, dans la mesure où elle présente un intérêt aux fins du projet d'articles, et elle établira les distinctions nécessaires entre la violation d'une "obligation de comportement", d'une "obligation de résultat" et d'une obligation mise en évidence par le concours d'un événement extérieur.

23. Dans son rapport sur sa vingt-septième session, la CDI a également établi une distinction au paragraphe 10 du commentaire sur l'article 11 entre le problème de la non-attribution de comportements de personnes privées à l'Etat et le problème de la détermination du montant de la répartition que l'Etat pourrait devoir du fait de son propre comportement. Ce paragraphe établit clairement que les Etats ne peuvent être considérés comme étant tenus à réparation que pour une violation d'une obligation internationale qui leur est attribuable d'après le droit international. Il établit également que, bien que l'étendue du dommage puisse être prise en considération pour fixer le montant de la réparation, ce montant ne doit pas nécessairement être lié au "dommage économique ou patrimonial". Le fait que les pertes financières résultant des actes commis par des personnes privées sont parfois prises comme l'élément de référence pour calculer le montant de l'indemnité due par l'Etat du fait de son propre comportement illicite ne signifie pas que l'Etat aurait fait siens les actes de ces personnes privées.

24. Bien que les membres de la Sixième Commission aient généralement rendu hommage à la remarquable contribution du Rapporteur spécial, certains membres ont exprimé quelque inquiétude quant à la lenteur des travaux de la CDI sur la question de la responsabilité des Etats. M. Tabibi souhaite lui aussi que la codification de cette matière importante soit achevée le plus tôt possible, mais il estime qu'en l'occurrence le succès ne se mesure pas essentiellement d'après le nombre d'articles adoptés à chaque session de la CDI ou d'après le temps nécessaire pour terminer le projet. Ce qui compte, en fait, c'est que chaque progrès réalisé puisse rencontrer l'agrément général des Etats Membres, ceux-ci en ayant pleinement admis toutes les incidences. Pour parvenir à codifier le droit en cette matière, il importe de procéder à une évaluation réaliste des difficultés de la tâche et du temps nécessaire pour les surmonter. A l'avenir, la CDI pourra peut-être approuver quelques articles de plus à chacune de ses sessions, mais il ne serait pas raisonnable d'espérer une modification radicale du rythme de travail qui ne serait d'ailleurs pas souhaitable, car il s'agit d'un sujet pour lequel les Etats devront étudier les règles de portée étendue et les commentaires qui leur sont présentés par la CDI de façon plus approfondie encore que de coutume. En fait, une étude approfondie du texte par les Etats avant la deuxième lecture est le meilleur moyen d'éviter que la CDI ne doive procéder à une lecture supplémentaire totale ou partielle et de faciliter un accord général au sein de l'instance diplo-

matique chargée d'établir un instrument international définitif. C'est donc avec satisfaction que le Président de la CDI note que certaines délégations, y compris des délégations qui se sont prononcées en faveur d'une accélération des travaux sur le projet d'article, ont déclaré qu'à leur avis les objectifs de la CDI étaient raisonnables. A cet égard, il fait observer que, bien que la question de la responsabilité des Etats ait été retenue parmi les sujets à codifier dès 1949, la CDI a commencé l'examen de cette question en 1963 sur une base totalement nouvelle. Etant occupée par ses travaux sur d'autres sujets, elle a commencé l'examen du projet d'articles qu'en 1973, mais, depuis lors, les travaux sur la responsabilité des Etats se sont poursuivis de façon systématique et la Sixième Commission devrait se garder de compromettre les progrès importants réalisés dans la voie de la codification. Il convient de ne pas oublier qu'aucune des tentatives précédentes, tant à l'ONU qu'à la Société des Nations, n'a abouti à un instrument international et que l'on risque encore un échec si toutes les garanties diplomatiques voulues ne sont pas prises.

25. En ce qui concerne le chapitre III du rapport relatif à la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, les observations formulées au sujet de l'article 9 aideront la CDI à mettre au point la règle importante qui y est énoncée et qui a été adoptée provisoirement. Quant aux vues exprimées à la Sixième Commission au sujet de l'article X, elles confirment les divergences de vues qui se sont manifestées à la CDI et il faudra que celle-ci étudie attentivement cet article, compte tenu des observations de la Sixième Commission.

26. A propos du chapitre IV du rapport concernant la clause de la nation la plus favorisée, nombre de représentants ont approuvé, d'une manière générale, les 14 nouveaux articles sur la question qui ont été élaborés à la vingt-septième session. Certains ont estimé, comme le Rapporteur spécial, que la clause du traitement national devait être examinée en même temps que la clause de la nation la plus favorisée, étant donné l'interaction entre ces deux clauses et le fait qu'elles figurent souvent toutes les deux dans un même traité. En revanche, quelques délégations se sont prononcées pour l'étude de la clause du traitement national, mais à condition que cette étude n'empêche pas la CDI d'achever la première lecture du projet à sa session suivante, tandis que d'autres délégations ont estimé que la question n'était pas de la compétence de la CDI et qu'elle devait par conséquent être laissée de côté.

27. Un grand nombre de représentants ont été d'avis que la CDI devrait élargir la portée de la règle énoncée à l'article 21 afin de tenir compte des intérêts des nations économiquement faibles. La plupart des représentants, et notamment tous les représentants de pays du tiers monde, ont déclaré qu'une telle mesure relevait du droit du développement, qu'elle aurait l'appui de l'opinion publique mondiale et qu'elle serait conforme aux résolutions 3281 (XXIX) et 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale et aux décisions du GATT et de la CNUCED. De l'avis de ces représentants, la CDI devrait, en 1976, analyser les règles contenues dans lesdits instruments afin d'inclure des dispositions appropriées dans le futur projet de convention.

28. Des représentants se sont aussi déclarés favorables aux clauses de sauvegarde qui mettent l'accent sur le caractère

supplétif des règles, comme la clause figurant au début de l'article 16. Les défenseurs des unions douanières et économiques se sont vivement opposés à ce que l'on contrecarre la tendance à la constitution de telles associations, mais les partisans de l'article 15 ont fait observer qu'aucune règle existante ne consacrait une exception en faveur de ces associations et que la question devait être étudiée dans l'optique de l'article 7 plutôt que dans celle de l'article 15. Des représentants du tiers monde ont déclaré que l'application de la clause de la nation la plus favorisée à tous les pays, indépendamment de leur niveau de développement économique, entraînait une discrimination implicite à l'encontre de ces pays et qu'elle accentuait l'écart entre pays riches et pays pauvres.

29. Les représentants de pays sans littoral qui ont participé au débat ont tous approuvé, sans exception, l'article 14, compte tenu des paragraphes 8 à 10 du commentaire de cette disposition. Il est naturel que le droit fondamental de libre accès à la mer dont jouit l'Etat sans littoral, et qui est un droit spécial découlant du principe de la liberté de la haute mer et n'appartenant qu'à cet Etat en raison de sa situation géographique, ne puisse pas être invoqué par un Etat tiers en vertu d'une clause de la nation la plus favorisée. La CDI examinera tous ces points.

30. Pour ce qui est du chapitre V du rapport ayant trait à la question des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales, le Président de la CDI constate que les membres de la Sixième Commission approuvent la manière dont le Rapporteur spécial et la CDI ont abordé le sujet, c'est-à-dire en s'efforçant de reprendre dans le projet les dispositions pertinentes de la Convention de Vienne sur le droit des traités tout en tenant compte des caractéristiques de cette catégorie particulière de traités.

31. Au sujet des questions évoquées au chapitre VI du rapport, quelques délégations ont exprimé l'espoir que la CDI accélérerait ses travaux sur la question du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, tandis que d'autres ont estimé que l'ordre des priorités approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 3315 (XXIX) ne devait pas être modifié.

32. Les membres de la Sixième Commission qui se sont exprimés sur la question se sont tous déclarés favorables à l'échange d'observateurs entre la CDI et des organismes juridiques régionaux tels que le Comité juridique consultatif africano-asiatique, le Comité juridique interaméricain et le Comité européen de coopération juridique, échanges dont profitent à la fois ces organismes et la CDI. Au cours de la vingt-septième session de la CDI, des représentants de chacun de ces trois organismes ont fait d'intéressantes déclarations. Le Président de la CDI indique qu'il envisage de participer bientôt aux réunions de ces organismes, comme la CDI le lui a demandé.

33. Le Séminaire de droit international, qui poursuit des objectifs très proches de ceux du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, est très profitable aux jeunes juristes de tous les Etats membres, y compris les pays du tiers monde. Le Président de la CDI s'est félicité d'apprendre que quelques

nations généreuses, dont les représentants ont pris la parole au cours du débat, apporteraient de nouvelles contributions à ce programme. Il appuie la suggestion faite par le représentant de la Suède (1545^e séance) selon laquelle le programme devrait faire partie du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et il exprime l'espoir que les membres de la Sixième Commission prendront les mesures nécessaires pour donner suite à cette suggestion, car l'appui budgétaire des Nations Unies serait fort utile pour donner aux juristes des pays en développement la formation dont ils ont besoin pour établir les assises juridiques de leur société.

34. L'élaboration de documents juridiques relatifs au nouvel ordre économique international offrirait à la Sixième Commission et à la CDI l'occasion de jouer un rôle décisif. Le Président de la CDI partage entièrement les vues des représentants qui, comme le représentant des Philippines, ont déclaré qu'il y avait des lacunes dans les décisions relatives aux droits et aux devoirs économiques des Etats prises par l'Assemblée générale et qu'il fallait donner à ces droits et devoirs économiques le statut de règles juridiques obligatoires. Cela s'impose compte tenu de l'explosion démographique que connaît le tiers monde et en particulier l'Asie, où l'affreuse pénurie de vivres, de logements et de soins médicaux, pose un grave problème pour la paix mondiale.

35. En ce qui concerne les méthodes de travail de la CDI et les propositions visant à les améliorer, le Président de la CDI dit qu'il sait gré aux représentants de la Norvège, de l'Australie et du Royaume-Uni de leurs observations judicieuses (voir respectivement 1540^e, 1541^e et 1548^e séances). Se référant aux questions soulevées, il fait observer, en premier lieu, que chaque chapitre du rapport de la CDI est rédigé séparément, en tenant compte de toutes sortes de facteurs qui varient d'un sujet à l'autre. Les projets qui se fondent sur des règles ou des principes bien établis n'impliquent pas le même travail que ceux qui se fondent sur une analyse de la pratique des Etats. En outre, dans certains domaines, le droit international est fort riche en précédents, tandis que dans d'autres il n'y a que peu ou pas de précédents. L'Etat d'avancement de l'étude d'un certain sujet est aussi un facteur important pour la présentation du chapitre correspondant. D'une manière générale, un chapitre contenant un projet définitif peut être présenté d'une manière plus condensée, sans les répétitions qui sont parfois nécessaires au cours d'une première lecture. En deuxième lieu, le Président de la CDI fait observer que le travail de codification n'est plus ce qu'il était vingt années auparavant, lorsque la majorité des Etats étaient des Etats anciens qui avaient participé, directement ou indirectement, à la formation du droit international. Pour cette catégorie d'Etats, qui disposent d'une abondante documentation sur la pratique des Etats, la jurisprudence et la doctrine, les renseignements que la CDI fait figurer dans certains de ses commentaires peuvent sembler superflus. Mais il n'en va pas de même pour les nombreux Etats nouvellement indépendants, qui représentent les deux tiers des Membres de l'Organisation des Nations Unies. Pour les nouveaux Etats, les références à des précédents sont fort utiles, notamment pour la formulation de leurs observations écrites et orales sur les projets de la CDI. Même si l'opération est onéreuse et le rapport volumineux, il est important de situer la question dans son contexte historique et de donner des commentaires dé-

taillés, car tous les Etats ont le droit de connaître le fondement juridique des règles juridiques proposées par la CDI. Une règle ne peut être codifiée et être effectivement appliquée dans les relations internationales que si les Etats l'approuvent en connaissance de cause. En outre, une parfaite connaissance des précédents constitue le meilleur moyen de favoriser le développement progressif du droit et de l'adapter aux besoins actuels de la communauté internationale. Enfin, les Etats ont actuellement besoin d'une codification plus étendue et plus détaillée que par le passé. Comme ils ont tendance à exiger une codification plus précise, les projets sont devenus plus longs et plus complets, ce qui entraîne des commentaires beaucoup plus détaillés, destinés à éviter les malentendus. Enfin, la longueur du rapport de la CDI est également due au nombre croissant d'articles adoptés à chaque session et, en particulier, au fait que les travaux de la CDI portent actuellement sur plusieurs sujets importants à la fois.

36. La situation actuelle ne provient pas d'une initiative de la CDI mais des recommandations adoptées par l'Assemblée générale sur proposition de la Sixième Commission elle-même. Par exemple, durant l'élaboration du projet d'articles sur le droit des traités, la CDI a laissé de côté la question de la clause de la nation la plus favorisée et celle des traités conclus entre des Etats et des organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales, mais l'Assemblée générale a ensuite recommandé à la CDI d'entreprendre l'étude de ces deux questions [résolution 2501 (XXIV)]. C'est également sur recommandation de l'Assemblée générale [résolution 2669 (XXV)] que la CDI a été saisie de la question du droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation, et qu'elle l'a inscrite à son programme de travail. L'Assemblée générale a en outre recommandé [résolution 3071 (XXVIII)] que la CDI désigne un rapporteur spécial sur ce sujet, bien que la CDI poursuive encore activement l'étude de quatre autres questions. Quelques années auparavant, l'Assemblée générale avait recommandé que la CDI poursuive ses travaux sur la responsabilité des Etats en leur accordant une priorité élevée, et elle a renouvelé cette recommandation lors de la vingt-neuvième session [résolution 3315 (XXIX)] tout en demandant à la CDI de continuer l'élaboration du projet d'articles sur la succession d'Etats dans les matières autres que les traités sur une base prioritaire. Enfin, une suggestion a été faite à la Sixième Commission, à la session en cours, tendant à ce que la CDI codifie, à titre prioritaire, les principes consacrés dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. Tout cela se comprend parfaitement, compte tenu du désir des Etats de réaliser des progrès dans les domaines qui les intéressent, mais tous les Etats ne sont pas disposés à accorder la priorité aux mêmes sujets. La Sixième Commission doit reconnaître qu'il en résulte inévitablement que la CDI ne peut que partager le temps dont elle dispose entre différentes questions. Si l'on juge souhaitable de limiter le nombre des questions en cours d'examen, c'est à la Sixième Commission qu'il incombe de l'indiquer à l'Assemblée générale, en opérant les choix nécessaires. La question de la politique de codification doit être tranchée par la Sixième Commission, qui est un organe diplomatique de contrôle du processus de codification. Bien entendu, la CDI doit essayer d'apporter des améliorations à ses rapports, toutes les fois qu'elle peut raisonnablement le faire et sans compromettre le processus de codification.

Certaines des suggestions avancées durant la discussion en cours peuvent être utiles et méritent d'être examinées par le groupe de planification créé par la CDI. Néanmoins, si les rapports de la CDI sont plus complexes que par le passé, la raison en est que la codification du droit international est actuellement, dans ses aspects scientifiques et diplomatiques, une tâche technique et politique plus complexe que dans les années 50 ou à l'époque de la Société des Nations. Tous les membres de la CDI et la Sixième Commission devront déployer plus d'efforts encore que par le passé pour continuer d'enrichir le *corpus juris* du droit international codifié comme elles l'ont fait depuis la création de l'Organisation des Nations Unies.

37. Quant à la suggestion tendant à ce que le rapport de la CDI soit à l'avenir communiqué aux Etats Membres beaucoup plus tôt, M. Tabibi signale qu'étant donné les obligations des membres de la CDI, et de ceux en particulier qui exercent des activités universitaires et professionnelles, la CDI ne peut modifier les dates de sa session. Le projet de rapport de la CDI est toujours prêt à la fin juillet ou au début d'août, mais la traduction et la reproduction de ce document de caractère hautement technique et scientifique soulèveraient des difficultés s'il devait être prêt à être envoyé aux Etats Membres dès la fin août. Le meilleur moyen de faire face à ce problème serait peut-être que la Sixième Commission examine le rapport plus tard dans le cours de la session, ce qui donnerait aux délégations plus de temps pour en étudier et en assimiler le contenu.

38. Le Président de la CDI tient également à mentionner le fait que la Cinquième Commission, ainsi que les organes et les fonctionnaires qui en dépendent, continuent de sous-estimer les travaux de la CDI. Cet organe s'est heurté à cette difficulté depuis qu'il a été créé, avec un statut établi par la Sixième Commission et approuvé par l'Assemblée générale. Puisque ce statut est en vigueur, on ne saurait prendre de dispositions administratives et budgétaires sans tenir dûment compte de la lettre et de l'esprit de ses dispositions. Le Président de la CDI rappelle que l'année précédente le Corps commun d'inspection a soulevé certaines questions⁵ sans consulter la CDI, dont la position a été cependant approuvée par l'Assemblée générale par voie de consensus, grâce à l'appui de la Sixième Commission. Durant la session en cours, le Secrétaire général a bien voulu tenir compte de la demande de la CDI et proposer à la Cinquième Commission (voir A/C.5/1677) une légère augmentation de l'indemnité accordée aux rapporteurs spéciaux pour l'élaboration des rapports, qui est restée la même depuis la création de la CDI en 1949, ainsi qu'une légère augmentation de l'indemnité des membres de la CDI. Cependant, cette proposition du Secrétaire général a été rejetée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/10008/Add.3). Le Président de la CDI a adressé une lettre visant à informer la Cinquième Commission de tous les faits pertinents, mais on lui a fait savoir que sa lettre ne serait pas distribuée. On lui a également dit que, malgré le consensus de la Sixième Commission et de l'Assemblée générale en faveur des dispositions statutaires concernant le lieu des réunions de la CDI [résolution 3315 (XXIX)], le rapport de l'année en cours du Comité des conférences mentionnait la possibilité de rouvrir cette question (voir A/10032, par. 53). La Sixième Commission

⁵ Voir A/9795 et Add.1 et 2.

et l'Assemblée générale devraient confirmer leur décision de l'année précédente et M. Tabibi demande que sa lettre concernant les honoraires des membres de la CDI, qui représente les vues de la CDI, soit distribuée.

39. Le Président de la CDI exprime sa reconnaissance au Secrétariat de la CDI et il se félicite de la qualité du débat qui vient d'avoir lieu. La CDI et la Sixième Commission poursuivent la même noble tâche tendant à établir la primauté du droit, et le Président de la CDI exprime l'espoir que les 30 années à venir seront plus fructueuses encore sur le plan de l'instauration du règne du droit, dans l'intérêt de la paix mondiale et du bonheur de l'humanité.

40. Le PRESIDENT remercie le Président de la CDI de son brillant exposé résumant le débat sur le rapport à l'examen. Il exprime l'espoir que le Président de la CDI voudra bien transmettre aux membres de cet organe les compliments de la Sixième Commission et leur faire part de ses délibérations. Pour ce qui est de la question des honoraires, le Président estime que, compte tenu de la grande importance des travaux de codification et de développement progressif du droit international, la Sixième Commission a l'obligation de s'assurer que la CDI dispose des moyens nécessaires pour le bon accomplissement de sa tâche, y compris des indemnités financières adéquates permettant à ses membres de s'acquitter de leurs fonctions. La CDI a au moins le droit de bénéficier d'une procédure régulière et d'exposer sa position devant les organes budgétaires compétents. Le Président propose donc que la Sixième Commission décide de faire distribuer la lettre mentionnée par le Président de la CDI et de la communiquer à la Cinquième Commission, qui est compétente en la matière.

41. M. FRANCIS (Jamaïque) appuie la proposition faite par le Président mais il suggère que l'on prenne également, dès que possible, des mesures supplémentaires en vue de porter les vues de la CDI à l'attention de la Cinquième Commission, qui examine actuellement un projet de résolution (A/C.5/L.1236/Rev.1) tendant à renvoyer la question des indemnités et des honoraires pour plus ample examen. Le traitement qui a été réservé à la lettre du Président de la CDI est un affront non seulement pour lui, mais également pour l'ensemble des juristes de la Sixième Commission. M. Francis suggère donc de tenir des consultations aussi rapidement que possible en vue de résoudre cette question à l'amiable.

42. M. VANDERPUYE (Ghana) dit que la demande du Président de la CDI aurait eu plus de poids si elle avait été présentée par l'intermédiaire du Président de la Sixième Commission au lieu d'être adressée directement à la Cinquième Commission. M. Vanderpuye pense, comme le

représentant de la Jamaïque, qu'il s'agit d'un affront fait à l'ensemble des juristes et qu'il y a lieu de prendre des mesures rapides. A cette fin, M. Vanderpuye demande instamment aux membres de la Sixième Commission de se mettre en rapport avec les représentants de leurs délégations respectives qui siègent à la Cinquième Commission en vue de trouver un moyen de donner une suite favorable à la demande du Président de la CDI.

43. Le PRESIDENT dit que la Sixième Commission n'est évidemment pas compétente pour traiter des aspects financiers de la question, mais qu'elle peut, sans porter atteinte aux prérogatives de la Cinquième Commission, s'assurer que lors de son examen de la question la Cinquième Commission disposera bien des données pertinentes telles qu'elles auront été présentées par le Président de la CDI.

44. M. TODOROV (Bulgarie) croit comprendre que la Cinquième Commission a décidé de ne pas faire distribuer la lettre du Président de la CDI. Si la Sixième Commission décidait donc de faire publier cette lettre en tant que document officiel, cela pourrait aboutir à un affrontement fâcheux entre les deux Commissions. M. Todorov estime donc qu'il vaudrait mieux que le Président de la Sixième Commission examine la question personnellement avec le Président de la Cinquième Commission, avant que la décision soit prise de faire publier le document en question.

45. M. TABIBI (Président de la Commission du droit international) s'accorde avec le représentant de la Bulgarie pour reconnaître qu'il conviendrait que le Président de la Sixième Commission essaie de se mettre en rapport avec le Président de la Cinquième Commission pour examiner la situation.

46. M. FRANCIS (Jamaïque) appuie l'idée que les membres de la Sixième Commission devraient se mettre en rapport avec les membres de leurs délégations respectives, qui siègent à la Cinquième Commission, en vue d'obtenir que la demande de la CDI fasse l'objet d'un accueil plus favorable. Si l'on permettait à quelques délégations d'avoir gain de cause sans manifester d'opposition, une décision pourrait être adoptée sur des bases fausses.

47. Le PRESIDENT dit qu'il tiendra des consultations officielles avec le Président de la Cinquième Commission, ainsi qu'il a été suggéré, et il espère qu'entre-temps les membres de la Sixième Commission poursuivront des consultations parallèles avec les représentants de leurs délégations respectives à la Cinquième Commission.

La séance est levée à 13 h 10.

1551^e séance

Mardi 28 octobre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1551

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général [A/10139 (première partie) et Add.1 et (deuxième partie)]

1. Le **PRESIDENT** rappelle que c'est à la demande du Gouvernement australien¹ que la question de l'asile diplomatique a été inscrite à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale et que celle-ci a décidé d'en renvoyer l'examen à la Sixième Commission. Comme suite à cet examen, l'Assemblée générale a adopté le 14 décembre 1974 la résolution 3321 (XXIX), par laquelle elle a invité les Etats Membres à communiquer leurs vues sur la question au Secrétaire général et prié le Secrétaire général d'établir un rapport analysant la question de l'asile diplomatique.

2. **M. LAUTERPACHT** (Australie) constate que depuis l'échange de vues préliminaire auquel la Commission a procédé en 1974 deux documents ont été publiés sur la question de l'asile diplomatique : l'un [A/10139 (première partie) et Add.1] consigne les vues que 25 Etats ont communiquées au Secrétaire général conformément à la résolution 3321 (XXIX) de l'Assemblée générale; l'autre [A/10139 (deuxième partie)] contient le rapport détaillé que le Secrétaire général a établi conformément à ladite résolution et qui donne un aperçu très complet et très intéressant de la documentation relative à l'asile diplomatique. Lorsqu'en 1974 la délégation australienne a présenté la question de l'asile diplomatique dans un document de travail², elle a indiqué qu'il serait utile d'entamer une étude préliminaire des aspects humanitaires, juridiques et autres de l'asile diplomatique. Ce faisant, l'Australie était uniquement animée du désir de propager une idée qu'elle considère comme utile, à savoir l'idée qu'une ambassade peut donner refuge à un fugitif à condition que, d'une part, celui-ci ne soit pas un délinquant de droit commun et soit poursuivi pour des raisons ou à des fins politiques et que, d'autre part, il y ait urgence parce que la vie de l'individu est mise en danger, par exemple en cas de troubles politiques ou d'émeutes. Cette notion se complète de l'idée que l'asile est temporaire et que, en temps voulu, la personne qui bénéficie de l'asile pourra quitter l'ambassade une fois rassurée sur sa sécurité future.

3. L'institution de l'asile diplomatique présente plusieurs aspects dont le principal est un aspect humanitaire. L'octroi d'un refuge, qui constitue un obstacle matériel temporaire entre le fugitif et une situation caractérisée par son aspect extra-juridique, joue un rôle social d'une utilité immédiate. Qui n'est pas profondément choqué lorsqu'il voit détruire une vie qui pourrait être sauvée ou lorsqu'il assiste à des

souffrances qui auraient pu être épargnées grâce à une protection matérielle immédiate ?

4. A cet élément humanitaire, il faut opposer la souveraineté de l'Etat sur le territoire duquel se pose la question de l'asile. Il est incontestable que l'octroi de l'asile diplomatique implique, dans la plupart des cas, une certaine atteinte au pouvoir que l'Etat exerce sur son propre territoire. Mis à part le cas où l'asile est accordé pour protéger une personne d'une foule déchaînée qu'il est temporairement impossible de maîtriser, auquel cas l'asile peut être considéré comme une assistance apportée aux autorités de l'Etat territorial, l'asile diplomatique, à la différence de l'asile territorial, implique une opposition entre l'inviolabilité des locaux diplomatiques et l'autorité indiscutable de l'Etat sur son territoire. Toutefois, cette opposition n'empêche pas de reconnaître une certaine validité à la notion d'asile diplomatique.

5. Un nombre impressionnant de conventions sur l'asile diplomatique ont été conclues entre les Etats latino-américains, ce qui montre que certains Etats sont prêts à subordonner leur souveraineté aux avantages reconnus de l'asile diplomatique. Même en l'absence de traités, une pratique concordante des Etats peut donner naissance à des règles de droit international coutumier en la matière qui impliquent nécessairement une certaine limitation du pouvoir de l'Etat hôte.

6. Il serait erroné de prétendre que le fugitif jouit d'un droit et qu'il peut demander à la mission de lui accorder l'asile; les conventions latino-américaines, qui sont sans doute les plus progressistes en la matière, ne reconnaissent pas ce droit. Si les missions avaient l'obligation d'accepter les fugitifs, elles se trouveraient souvent dans des situations insolubles. La notion d'asile diplomatique implique la liberté d'action de la mission.

7. Le débat que la Commission a déjà consacré à l'asile diplomatique, les observations des gouvernements et le rapport du Secrétaire général indiquent cependant que cette notion présente des éléments positifs. Tout d'abord, la pratique de l'asile diplomatique n'a pas été l'apanage des Etats latino-américains dans leurs relations réciproques sur une base conventionnelle. Comme le rappelle le rapport du Secrétaire général, l'asile a été accordé en Amérique latine par des Etats qui n'étaient pas parties aux conventions en la matière. Cela signifie, d'une part, que les Etats latino-américains sont disposés à étendre l'application d'une institution que d'aucuns ont considérée comme essentiellement latino-américaine et, d'autre part, que des Etats non latino-américains sont prêts à invoquer le droit d'accorder l'asile. Il importe moins d'établir sur quoi ces Etats se sont fondés pour invoquer ce droit que de constater que ce droit a été invoqué et reconnu, et que ni la souveraineté de l'Etat territorial ni l'éventuelle absence de règles de droit international n'ont constitué des obstacles insurmontables.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, point 105 de l'ordre du jour, document A/9704.

² A/C.6/L.992.

8. Plusieurs cas de ce genre peuvent être cités. En 1973, 25 missions diplomatiques d'Etats qui n'étaient pas tous parties aux conventions latino-américaines ont accordé l'asile à Santiago à 8 000 personnes environ. D'autres événements semblables sont mentionnés dans le rapport du Secrétaire général, notamment à propos des Règles de Lima, adoptées en 1865, non seulement par les Etats latino-américains, mais par l'ensemble du corps diplomatique accrédité auprès du Gouvernement péruvien (*ibid.*, par. 27). En 1898, les Règles de La Paz ont été mises au point d'un commun accord par les chefs des délégations du Brésil, des Etats-Unis et de la France en Bolivie. Ainsi donc, un Etat latino-américain et deux Etats non latino-américains ont élaboré, sur une base non conventionnelle, des règles applicables à l'octroi de l'asile diplomatique (*ibid.*, par. 29). Quant aux Règles d'Asunción, elles ont été établies en 1922 par les missions diplomatiques au Paraguay de six Etats latino-américains et de cinq Etats non latino-américains (*ibid.*, par. 30), dans les circonstances suivantes : des membres d'un mouvement révolutionnaire dirigé contre le Gouvernement paraguayen, craignant pour leur vie, avaient cherché refuge auprès des légations de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Pérou. L'asile leur fut accordé et le Ministère des affaires étrangères du Paraguay en fut informé. Le 3 juin 1922, le Ministre d'Argentine, en tant que doyen du corps diplomatique au Paraguay, déclara devant le corps diplomatique réuni qu'il convenait d'aboutir à un accord collectif car chaque membre du corps diplomatique pouvait être requis, à tout moment, d'accorder l'asile à des réfugiés qui craignaient d'être l'objet d'actes de violence aux mains de leurs adversaires politiques. Il fut alors décidé que si des légations accordaient l'asile, et même si ces légations représentaient des pays qui n'étaient pas parties au traité de Montevideo de 1889³, le Gouvernement paraguayen en serait informé de la manière prévue dans ce traité et que la légation qui accorderait l'asile invoquerait son droit d'apprécier les faits et conditions de chaque cas. La participation du Ministre britannique à cette décision a ensuite été entérinée par le Foreign Office.

9. Quant aux événements qui se sont produits en dehors de l'Amérique latine, il faut citer l'octroi de l'asile diplomatique à Madrid en 1936. A cette occasion, l'asile a été accordé à des réfugiés politiques dans 14 missions d'Etats, dont six étaient des Etats européens. Il existe d'ailleurs d'autres exemples d'octroi d'asile dans des locaux diplomatiques d'Etats qui ne pouvaient pas justifier leur comportement en se fondant sur un traité.

10. Dans tous ces cas, si l'octroi de l'asile diplomatique ne peut se fonder sur le droit international coutumier, il doit découler de la tolérance de l'Etat hôte. De toute manière, le fait est qu'en de nombreuses occasions l'asile a été accordé dans des locaux diplomatiques, qu'il a permis de sauver des vies, de réduire des souffrances et qu'il n'a pas sensiblement porté atteinte aux relations diplomatiques entre l'Etat hôte et les missions en question.

11. Il faut aussi rappeler les cas où des missions diplomatiques ont estimé ne pas pouvoir recueillir un fugitif dans leurs locaux ou garantir sa sécurité, une fois admis dans leurs locaux. Ces cas montrent bien qu'il n'existe pas de

règle de droit international coutumier et que, juridiquement, l'Etat territorial est parfaitement en droit d'exiger l'exclusion ou la reddition des fugitifs. La Commission doit se demander si l'élaboration de règles plus précises en la matière peut réduire le nombre de cas où le refus d'asile est choquant. Il est certain que lorsque des normes de conduite précises existent, les Etats ont tendance à s'y conformer. L'existence de telles normes en matière d'asile diplomatique pourrait dans certains cas dissuader les Etats hôtes d'adresser des protestations et pourrait permettre à certaines missions de mieux défendre leur comportement. La Commission pourrait aussi formuler des recommandations en faveur de certaines pratiques, comme on le fait souvent pour d'autres domaines de l'activité internationale.

12. Si la Commission opte pour une action législative commune en la matière, la difficulté consistera à se mettre d'accord sur une définition généralement acceptable du contenu de l'asile diplomatique. Comme il est rappelé dans le rapport du Secrétaire général (*ibid.*, note 155), l'Argentine a pris une louable initiative, en 1937, lorsqu'elle a proposé, devant l'Assemblée de la Société des Nations, d'élaborer une convention sur l'asile diplomatique qui aurait un caractère non pas simplement régional mais universel. Cette proposition n'a pas abouti. Même de nos jours, on constate d'importantes divergences de vues entre les Etats, aussi bien en ce qui concerne le contenu de la notion d'asile diplomatique que l'opportunité de faire maintenant oeuvre de codification ou de développement progressif. Il ressort des observations des gouvernements que même les Etats favorables à l'asile diplomatique ne sont pas tous d'accord sur les circonstances dans lesquelles l'asile peut être accordé, exception faite des Etats latino-américains. Certains mettent l'accent sur le caractère politique des délits tandis que d'autres mettent en évidence la gravité du danger que court l'intéressé ou le caractère exceptionnel des circonstances. Il y a toutefois unanimité sur un point important : la limitation des fonctions de la mission diplomatique, telle qu'elle ressort de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques⁴, n'est pas absolue au point d'empêcher l'octroi de l'asile dans les locaux diplomatiques. Toutefois, bien des pays estiment que l'Etat de choses actuel a l'avantage d'autoriser une certaine souplesse de la pratique. C'est à peu près la même situation que les Etats se sont montrés disposés à accepter dans d'autres domaines du droit, notamment le droit de la mer. En laissant certaines règles de droit dans le vague, on évite que des Etats se voient obligés, par prudence, de refuser de consentir à des solutions qu'ils jugent inacceptables lorsqu'elles ont valeur de règle mais qui pourraient continuer d'être l'expression d'une pratique généralement tolérée.

13. A l'inverse, on peut prétendre que si l'on n'essaie pas de codifier ou de développer les règles de droit relatives à l'asile diplomatique, celles-ci n'auront jamais le caractère de règles établies du droit international coutumier. Telle est la position du Gouvernement australien. La majorité remarquable à laquelle a été adoptée la résolution 3321 (XXIX) s'explique surtout par le désir d'examiner la question et d'en débattre. Elle n'implique pas le désir de codifier ou de développer progressivement le droit en la matière et ne signifie pas non plus que les partisans de l'élaboration de quelques règles se mettraient d'accord sur leur contenu

³ Voir Organisation des Etats américains. *Documents officiels* (OEA/Ser.X/7), Série des traités 34 (en espagnol et en anglais).

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, n° 7310, p. 95.

précis. Il ne faudrait pas qu'en cherchant à promouvoir la notion d'asile diplomatique on porte atteinte à la pratique de l'octroi de l'asile dans des locaux diplomatiques, encore assez fragile en dehors de l'Amérique latine. Mais la délégation australienne estime que l'asile diplomatique, en tant que institution humanitaire, reçoit un large appui. Si cette question est discutée publiquement, bien des problèmes qui lui sont associés seront mieux compris. L'octroi de l'asile aura moins tendance à être considéré comme une insulte politique à l'Etat hôte ou comme un déni de sa souveraineté territoriale.

14. La question de l'asile figure toujours sur la liste de sujets que la Commission du droit international (CDI) devra étudier. L'étude de la question de l'asile territorial a déjà progressé ailleurs qu'à la CDI, mais celle de l'asile diplomatique reste toujours en suspens. C'est pourquoi, si le présent débat ne devait déboucher sur rien de concret, la CDI ne devrait pas oublier cette question. D'autre part, le développement du droit international, du moins dans ce domaine, ne dépend pas nécessairement de l'élaboration d'un traité multilatéral ou d'une déclaration collective. Un Etat peut toujours déclarer unilatéralement qu'il est disposé à permettre aux missions diplomatiques étrangères situées sur son territoire d'accorder l'asile diplomatique à certaines conditions. La délégation australienne estime que l'institution de l'asile diplomatique est maintenant reconnue en droit international, mais elle admet aussi qu'il existe des divergences de vues quant à sa légalité et à sa portée. Si aucune déclaration collective sur l'utilité pratique de l'asile diplomatique ne devait résulter du présent débat, chaque Etat pourrait examiner si le développement du droit pourrait être utilement favorisé par des déclarations unilatérales d'intention, qui seraient valables au moins entre l'Etat qui en est l'auteur et les missions diplomatiques étrangères situées sur son territoire.

15. M. Lauterpacht relève qu'il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général que la position officielle d'un Etat à l'égard de l'asile diplomatique ne coïncide pas nécessairement avec son attitude de fait. Il exprime l'espoir que, dans le débat qui s'engage, les Etats Membres ne permettront pas qu'une prudence excessive les empêche de donner libre cours à leur sympathie instinctive pour les opprimés de toutes sortes.

16. M. GODOY (Paraguay) pense qu'il faut tout d'abord identifier l'objectif de l'asile diplomatique ainsi que son domaine d'application physique et géographique. Il convient donc de préciser que l'asile diplomatique répond exclusivement à un souci humanitaire d'assurer la protection d'une personne humaine dont la sécurité ou l'intégrité se trouve en danger imminent pour des raisons ou des délits politiques. Quant au champ d'application de l'asile diplomatique, M. Godoy indique que cette institution doit tirer parti de l'ancienne fiction juridique de l'extra-territorialité des locaux diplomatiques ou des navires de guerre étrangers mouillés dans les eaux relevant de la juridiction de l'Etat territorial, ce en quoi elle se différencie de l'asile territorial. C'est parce que la qualification de la nature des actes susceptibles de déclencher le jeu de l'asile diplomatique est extrêmement subjective que la plupart des pays ont du mal à reconnaître dans cette institution un principe général du droit international et n'ont pas accepté d'en faire une norme positive du droit international sous la

forme de conventions de caractère universel. En Amérique latine, cependant, le problème de la qualification a dû céder le pas devant les considérations humanitaires, inspirées du droit d'asile traditionnel reconnu par le *jus gentium* aux personnes poursuivies pour des raisons religieuses.

17. Le fait que cette institution soit latino-américaine par excellence ne signifie pas qu'elle ne soit pas reconnue ou pratiquée dans d'autres régions du monde, bien que ce soit généralement dans des limites plus étroites.

18. La délégation paraguayenne est intriguée par le fait que malgré la tendance actuelle à l'intégration, à l'interdépendance, à la codification et à la solidarité internationale, certains Etats continuent à avancer les principes de la souveraineté et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures pour faire obstacle à des propositions purement humanitaires, alors qu'ils violent ces mêmes principes en cherchant à exporter des idéologies de caractère social, politique ou économique.

19. Le droit d'asile ne doit être soumis à aucune pratique ou raisonnement sélectif ou discriminatoire; l'homme, en tant qu'être politique, a besoin de cette institution que tous les Etats ont l'obligation de reconnaître et de respecter. C'est pourquoi la délégation paraguayenne tient à exprimer sa reconnaissance à la délégation australienne grâce à laquelle cette question a été soumise à l'examen de la Sixième Commission. De même, elle se félicite du rapport établi sur la question en application de la résolution 3321 (XXIX) de l'Assemblée générale.

20. Seuls les pays d'Amérique latine ont adopté des instruments internationaux dans ce domaine qui sont aujourd'hui en vigueur et constituent par conséquent l'une des principales sources du droit international américain. Dans d'autres continents, certains pays ont appliqué d'autres normes (droit coutumier international, législation nationale, jurisprudence, doctrine et principes généraux du droit des gens). Actuellement, le Paraguay est le seul Etat partie à tous les traités et conventions adoptés en Amérique latine sur la question de l'asile politique ou diplomatique. Il a d'ailleurs toujours respecté cette institution que ce soit en tant qu'Etat octroyant l'asile ou en tant qu'Etat territorial. Du point de vue strictement juridique, la qualification subjective de la nature de l'acte ainsi que le respect des normes qui régissent le fonctionnement de l'institution soulèvent un problème, de même que, du point de vue humain, la gravité et l'imminence des risques courus par le réfugié ou le bénéficiaire de l'asile. La qualification de l'acte ainsi que l'octroi de l'asile relèvent exclusivement de la compétence des chefs de missions de l'Etat étranger. Cette solution, qui donne la qualité de juge à une seule des parties impliquées dans un éventuel conflit qui par ailleurs semble porter atteinte aux principes de la souveraineté et de la juridiction de l'Etat territorial, met en relief le but humanitaire de cette institution. En effet, le souci de la sécurité du réfugié bénéficiant de l'asile est tel que tant qu'il existe le moindre doute sur le sort que celui-ci pourrait subir en dehors des locaux de la mission, le chef de mission a l'obligation de garder le réfugié, jusqu'à ce que des éléments dignes de foi lui permettent de prendre une décision définitive à son égard.

21. La responsabilité du chef de mission à l'égard du réfugié est délicate, mais l'obligation qui lui incombe de

respecter strictement les dispositions juridiques de l'Etat hôte ainsi que le principe de la non-ingérence dans ses affaires intérieures n'est pas moins sérieuse. C'est pourquoi la mission diplomatique qui reçoit une demande d'asile doit immédiatement en informer les autorités compétentes de l'Etat territorial afin que celles-ci puissent exercer leurs droits et devoirs. En d'autres termes, tant l'octroi que le refus de l'asile entraînent des conséquences juridiques pour l'Etat territorial et pour l'Etat qui accorde l'asile, de même que pour la personne bénéficiant de l'asile.

22. Le droit humanitaire fait partie du droit international conventionnel depuis une centaine d'années et fait l'objet de différentes questions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ainsi que d'autres organisations internationales ou conférences spécialisées, et l'asile, qui est un élément de ce droit humanitaire, devrait être reconnu et pratiqué par tous les Etats et ne pas être relégué au rang d'institution régionale. Les valeurs que cette institution protège n'ont de frontières ni physiques ni métaphysiques et tous les hommes libres peuvent en avoir besoin et doivent pouvoir en bénéficier le cas échéant. Ne pas reconnaître l'institution de l'asile diplomatique ou de l'asile territorial, c'est peut-être nier les valeurs humaines qu'elle cherche à protéger.

23. La délégation paraguayenne rejette comme contraire à l'essence de l'asile diplomatique toute tentative visant à utiliser cette institution dans un but non humanitaire. Ainsi, le fait de donner asile à un nombre artificiellement élevé de prétendus réfugiés dans les missions diplomatiques étrangères dans le seul but de discréditer, pour des raisons politiques internes, le gouvernement du pays hôte est contraire à la finalité de cette institution.

24. La délégation paraguayenne appuiera toute mesure ou recommandation tendant à la poursuite de l'étude et de l'analyse de la question de l'asile diplomatique dans le cadre du développement progressif et de la codification du droit international.

25. M. BOJILOV (Bulgarie) dit qu'avant d'aborder l'examen du point intitulé "Question de l'asile diplomatique" il convient d'établir une distinction nette entre l'asile diplomatique et l'asile territorial. Malgré quelques divergences de vues quant à l'interprétation de cette notion, l'asile territorial est considéré comme une institution du droit international. C'est sans doute pourquoi l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la Déclaration sur l'asile territorial [résolution 2312 (XXII)]. Celui-ci est accordé par le Gouvernement bulgare en vertu des dispositions de l'article 65 de sa constitution et les personnes qui en bénéficient jouissent des mêmes libertés et des mêmes droits que les autres citoyens bulgares. En revanche, de l'avis de la délégation bulgare, l'asile diplomatique n'est pas une institution du droit international, car il n'existe ni un droit conventionnel ni un droit coutumier généralement accepté en la matière. Le rapport du Secrétaire général confirme d'ailleurs cette conclusion.

26. La reconnaissance et l'octroi de l'asile diplomatique sont essentiellement une pratique régionale latino-américaine. Cette pratique des Etats latino-américains repose sur un certain nombre de conventions, à savoir la Convention

de 1928 de La Havane sur l'asile⁵, la Convention de 1933 de Montevideo sur l'asile politique⁶ et la Convention de 1954 de Caracas sur l'asile diplomatique⁷. Il convient de noter, cependant, que l'objet de ces conventions est bien plus de limiter que d'encourager la pratique de l'octroi de l'asile diplomatique. Il est significatif qu'en vertu des traités qui ont été ratifiés par le plus grand nombre d'Etats latino-américains, à savoir la Convention de La Havane de 1928 et la Convention de Montevideo de 1933, le droit d'accorder l'asile diplomatique est subordonné à l'existence préalable d'un usage, de conventions ou d'une législation en la matière. Les traités qui prévoient ce droit dans l'absolu n'ont pas été ratifiés par tous.

27. Bien qu'elle soit sensible à la solidité des traditions latino-américaines et aux considérations humanitaires qui sous-tendent l'initiative australienne, la délégation bulgare estime qu'il serait imprudent de vouloir étendre universellement une pratique essentiellement régionale. L'octroi de l'asile par une mission diplomatique comporte une dérogation majeure à la souveraineté du pays hôte et constitue une sorte d'ingérence dans ses affaires internes. L'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice dans l'affaire colombo-péruvienne⁸ va d'ailleurs dans ce sens. En outre, la délégation bulgare estime que le droit d'octroyer l'asile diplomatique est incompatible avec les principes généralement reconnus du droit diplomatique et consulaire, en particulier avec le paragraphe 1 de l'article 41 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et le paragraphe 2 de l'article 55 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires⁹.

28. Lorsque la CDI a examiné la question de l'asile diplomatique dans le cadre de ses travaux sur le projet d'articles relatifs aux relations et immunités diplomatiques, qui devait ultérieurement devenir la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, elle a décidé de ne pas faire allusion à la question de l'asile dans le cadre de l'article sur l'inviolabilité des locaux. Elle a décidé, cependant, d'inclure au paragraphe 3 de l'article 40 du projet, qui est devenu l'article 41 de la Convention, une clause sauvegardant l'exercice de l'asile conformément aux accords particuliers en vigueur entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire. Il convient de noter que, dans le paragraphe 4 de son commentaire sur cet article¹⁰, la CDI a précisé notamment : "les locaux de la mission ne doivent être utilisés qu'aux fins légitimes auxquelles ils sont destinés. Une infraction à ce devoir ne rend pas inopérante la règle de l'article 20 relative à l'inviolabilité des locaux de la mission, mais, d'un autre côté, cette inviolabilité n'autorise pas une utilisation des locaux incompatible avec les fonctions de la mission". Le préambule de la Convention stipule que le but des privilèges et immunités diplomatiques est d'assurer l'accomplissement efficace des fonctions des missions, et l'article 3, que les fonctions de ces missions consistent

⁵ Voir Organisation des Etats américains, *Documents officiels* (OEA/Ser.X/7), Série des traités 34 (en espagnol et en anglais).

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ *Affaire colombo-péruvienne relative au droit d'asile, Arrêt du 20 novembre 1950; C.I.J. Recueil 1950, p. 266.*

⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 596, n° 8638, p. 261.

¹⁰ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, treizième session, Supplément n° 9* chap. III, sect. II.

notamment à promouvoir des relations amicales entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire. Or, il est évident que l'octroi de l'asile diplomatique ne peut que nuire à l'accomplissement des fonctions des missions, car il risque de provoquer une détérioration des relations entre les Etats intéressés. En outre, comme l'a souligné S. Prakash Sinha au chapitre X de son livre intitulé *Asylum and International Law*¹¹, le concept de l'exterritorialité des locaux diplomatiques ne peut servir de fondement à l'asile diplomatique, car il n'est plus accepté comme le principe sur lequel reposent les privilèges diplomatiques. L'asile diplomatique a été octroyé, et le sera peut-être encore dans des cas extrêmes, mais la pratique des Etats ne permet pas de conclure à l'existence d'une coutume internationale en autorisant la pratique.

29. M. CASSESE (Italie) dit que la délégation italienne a examiné avec intérêt le rapport du Secrétaire général sur la question de l'asile diplomatique ainsi que les observations communiquées par un certain nombre d'Etats en application de la résolution 3321 (XXIX) de l'Assemblée générale. Il convient de féliciter la délégation australienne qui a soulevé cette question à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Grâce à cette initiative, les Etats ont procédé à un échange de vues utile sur cette question controversée. Les documents dont la Commission est saisie attestent que jusqu'à présent aucune règle coutumière internationale de portée universelle ne s'est dégagée en ce qui concerne l'asile diplomatique, bien qu'un certain nombre d'Etats estiment qu'il peut être octroyé dans des circonstances urgentes et exceptionnelles à des fins humanitaires. En effet, d'une part, un grand nombre d'Etats, tels que les Etats socialistes et de nombreux Etats d'Afrique et d'Asie, sont radicalement opposés à l'octroi de l'asile diplomatique; d'autre part, même les Etats autres que les Etats d'Amérique latine qui sont favorables à l'octroi de l'asile diplomatique dans des cas exceptionnels et pour des raisons humanitaires ne sont pas prêts à préciser les conditions nécessaires pour qu'il puisse être réclamé ou octroyé, mais tiennent à conserver une grande liberté d'action dans ce domaine. Aucun accord n'a été réalisé en ce qui concerne la question de savoir si le droit de qualification appartient à l'Etat qui octroie l'asile ou à l'Etat territorial, et la pratique des Etats ne fournit aucune réponse nette à cet égard. La seule conclusion possible est donc que l'asile diplomatique ne peut être considéré comme une institution généralement acceptée du droit international. Cette conclusion se trouve d'ailleurs confirmée par le fait que même des Etats comme le Canada, le Danemark et la France notamment, dont la tendance est de reconnaître la légitimité de l'asile diplomatique dans un nombre limité de cas, ont souligné qu'à leur avis il n'existait pas de règle coutumière en la matière.

30. L'Italie compte parmi les pays qui estiment que l'asile diplomatique devrait être accordé dans des cas d'extrême urgence, lorsque le danger dans lequel se trouve la vie de personnes humaines est grave et imminent ou lorsque les droits de l'homme et libertés fondamentales sont violés de manière flagrante et brutale. Cependant, le Gouvernement italien pense que les Etats devraient disposer de la plus grande latitude pour déterminer dans chaque cas s'il convient d'accorder l'asile. L'établissement d'une déclai-

ration générale ou d'une convention en la matière serait donc inopportun. L'inscription de la question de l'asile diplomatique à l'ordre du jour de la Sixième Commission a été utile, en ce sens qu'elle a permis une mise au point. Cela fait, il semble inutile que la Commission reprenne l'examen de ce point l'année suivante. Toutefois, étant donné le nombre restreint d'Etats qui ont communiqué leurs observations en application de la résolution 3321 (XXIX), il pourrait être souhaitable de renouveler l'invitation faite aux Etats Membres de communiquer leurs vues au Secrétaire général. Si tel est l'avis de la majorité, la délégation italienne s'y ralliera, à condition toutefois qu'il soit entendu que le seul objet de cette invitation est de réunir plus de renseignements et que la matière ne se prête pas à une codification internationale.

31. M. SADI (Jordanie) remercie la délégation australienne de l'initiative qu'elle a prise pour faire inscrire à l'ordre du jour de la trentième session de l'Assemblée générale la question de l'asile diplomatique et des explications qu'elle a présentées au sujet du rapport du Secrétaire général. La délégation jordanienne estime que si l'on veut éviter les différends entre Etats cette question ne doit pas être laissée en suspens. Tout effort pour légiférer sur cette question ne peut que contribuer à l'amélioration des relations internationales. Certains estiment que la question de l'asile diplomatique intéresse uniquement les pays d'Amérique latine. La Jordanie n'est pas de cet avis et rappelle à cet égard que d'autres pays l'ont pratiqué. En outre, les pays latino-américains ayant des ambassades et des missions dans de nombreuses capitales, c'est une question qui intéresse tous les Etats.

32. M. GOBBI (Argentine) déclare que son pays a toujours éprouvé une grande sympathie pour l'institution de l'asile diplomatique qui vise à protéger la personne humaine en temps de bouleversements et de violences. A ce sujet, il tient à préciser les fondements juridiques de cette institution et rappelle qu'autrefois elle reposait sur le principe de l'extra-territorialité. Quand cette fiction a disparu du droit international en vigueur, certains pays d'Amérique latine ont adopté plusieurs conventions, et M. Gobbi ajoute que de nombreux pays qui n'ont pas ratifié la Convention de Caracas en ont en fait appliqué les dispositions dans la pratique. L'octroi de l'asile a des conséquences sur le plan interne, c'est-à-dire sur la structure juridique de l'Etat territorial; en effet, un problème qui relèverait habituellement de la juridiction intérieure de l'Etat peut, par le jeu de cette norme internationale, relever du droit des gens. C'est pourquoi il est difficile de parler d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat puisque c'est l'Etat territorial lui-même qui, en acceptant cette norme internationale, habilite l'Etat étranger à intervenir dans des domaines qui relèveraient normalement de sa juridiction. De même, on ne saurait parler de violation de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques parce que le fait d'utiliser les locaux d'une ambassade pour accorder l'asile repose sur des fondements juridiques aussi valables que dans le cas des activités propres à la mission.

33. Il a fallu chercher un fondement juridique à cette institution parce que l'Etat qui accorde l'asile jouit d'un grand pouvoir dans la mesure où il est habilité à qualifier unilatéralement l'acte qui déclenche le jeu du droit d'asile. L'Etat qui accorde l'asile se heurte au problème de la

¹¹ Publié par Martinus Mijhoff, La Haye, 1971.

qualification du délit puisqu'il existe des délits politiques objectifs et subjectifs, et il peut arriver qu'un délit de droit commun, commis dans un but politique, acquière en fin de compte un caractère politique. De plus, d'autres phénomènes entrent en jeu, et de même que, dans le cas de la responsabilité internationale de l'Etat, il faut distinguer les simples insurrections des mouvements de libération, de même il faut faire ici une distinction entre les délits progressistes et les délits régressifs, lesquels n'auraient pas les caractéristiques d'un délit politique. Mais l'Etat qui accorde l'asile rencontre un deuxième problème plus grave encore, dans la mesure où il doit qualifier l'urgence, c'est-à-dire, au fond, se prononcer sur la situation d'un pays sur le plan constitutionnel et sur le fonctionnement de ses tribunaux, car il est bien évident que l'asile ne jouerait pas dans le cas d'un délinquant politique qui aurait à sa disposition tous les recours lui permettant de se défendre normalement. Le fait pour un chef de mission de pouvoir se prononcer sur la capacité ou l'incapacité des tribunaux d'un pays de rendre la justice peut éveiller la sensibilité politique du pays, mais ce problème ne se pose pas en Amérique latine, où règne un climat fraternel.

34. M. Gobbi est préoccupé par la thèse apparemment paradoxale avancée par certaines délégations d'après lesquelles il convient de maintenir cette institution, mais qui veulent la maintenir dans une situation d'irrégularité. En effet, si l'on accorde l'asile sans fondement juridique, on enfreint effectivement la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et l'on contrevient au système pénal de l'Etat territorial.

35. De l'avis de la délégation argentine, il faut poursuivre l'examen de cette question parce que ce n'est pas en avançant que l'asile viole la souveraineté territoriale de l'Etat que l'on résoudra le problème, mais en déterminant s'il convient ou non d'établir des normes dans ce domaine. M. Gobbi ajoute qu'il ne comprend pas le raisonnement des délégations qui soulignent le caractère humanitaire de cette institution tout en ne suggérant aucune solution propre à lui donner un fondement acceptable en droit international.

La séance est levée à 16 h 50.

1552^e séance

Mercredi 29 octobre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1552

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10139 (première partie) et Add.1, et (deuxième partie)]

Le **PRESIDENT**, après avoir constaté qu'aucun membre de la Commission n'a demandé à prendre la parole sur la question à l'examen, exprime l'espoir que la Sixième Commission achèvera ses débats sur l'asile diplomatique avant le 4 novembre inclusivement et annonce que la liste des orateurs sur cette question sera close à la fin de la séance suivante, qui doit se tenir le 30 octobre dans l'après-midi.

La séance est levée à 11 heures.

1553^e séance

Jeudi 30 octobre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1553

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10139 (première partie) et Add.1, et (deuxième partie)]

1. M. BOUBEN (République socialiste soviétique de Biélorussie) rappelle que sa délégation a déjà souligné lors de la

vingt-session (1510^e séance) la complexité et les contradictions internes qui caractérisent la question de l'asile diplomatique tant du point de vue politique que du point de vue de droit international, et exposé pourquoi elle n'était pas convaincue de l'opportunité d'examiner la question à ce stade. Le rapport du Secrétaire général [A/10139 (deuxième partie)] est venu la confirmer dans son opinion.

2. Le principe de l'exterritorialité des locaux diplomatiques, sur lequel était fondée la pratique de l'asile diplomatique jusqu'au milieu du XIX^e siècle, a été rejeté comme constituant une atteinte à la souveraineté de l'Etat accréditaire. Lorsque le Conseil de la Société des Nations a examiné la question, le représentant de l'URSS avait souligné que ni le droit international ni la pratique internationale ne permettaient de conclure que l'asile diplomatique était une institution universellement reconnue. Si l'Assemblée générale et la Commission du droit international n'ont pas pris de décision sur cette question, ce n'est pas non plus un hasard. Contrairement à l'asile territorial, l'asile diplomatique constitue une atteinte à la souveraineté de l'Etat sur le territoire duquel il est pratiqué et une ingérence dans ses affaires intérieures, et tant le principe de la souveraineté des Etats que celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats sont consacrés par la Charte des Nations Unies et par plusieurs instruments adoptés dans le cadre de l'ONU.

3. Certaines délégations favorables à l'asile diplomatique ont invoqué comme argument l'inviolabilité des locaux des missions diplomatiques. Toutefois, l'article 3 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques¹, où sont précisées les fonctions de ces missions, ne prévoit aucunement l'utilisation de leurs locaux aux fins d'asile. Au paragraphe 3 de l'article 41 de la même Convention, il est souligné en revanche que les locaux de la mission ne doivent pas être utilisés d'une manière incompatible avec les fonctions de la mission. Certaines délégations ont également invoqué pour défendre l'asile diplomatique des considérations d'ordre humanitaire. Celles-ci ont certes leur poids dans certains cas d'espèce, mais l'élément décisif, lorsqu'il s'agit de déterminer s'il faut en tenir compte, demeure politique, et l'accord est loin de se faire sur ce point.

4. Dans les relations internationales contemporaines, la pratique de l'asile diplomatique n'est reconnue que sur une base régionale limitée. En cherchant à étendre cette pratique à l'échelle universelle, on risque fort de pousser les Etats à adopter des positions rigides et de compromettre la détente et le développement de relations amicales entre les Etats. La délégation biélorussienne estime donc qu'après l'étude de cette question à la précédente session et à la présente session il serait approprié de rayer ladite question de l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

5. M. ENKHSAIKHAN (Mongolie) dit que le rapport du Secrétaire général sur la question de l'asile diplomatique confirme ce qui était déjà apparu lors du débat sur cette question à la vingt-neuvième session, à savoir qu'il s'agit d'une question extrêmement controversée et que la majorité des Etats qui ont communiqué leurs vues comme suite à la résolution 3321 (XXIX) de l'Assemblée générale estiment qu'une codification de la matière serait prématurée, du moins au stade actuel. De l'avis de la plupart des gouvernements, une convention internationale aurait pour inconvénient de restreindre l'autonomie des Etats lorsqu'il s'agit de déterminer dans quels cas exceptionnels l'asile peut être accordé pour des raisons humanitaires, et un gouvernement s'est inquiété des problèmes que l'octroi de l'asile pourrait poser dans les relations avec les pays voisins. D'autres pays ont souligné qu'ils n'avaient conclu

aucun accord international en la matière et que la jurisprudence internationale était pratiquement inexistante sur ce point. Même les pays qui se sont prononcés pour l'octroi exceptionnel de l'asile diplomatique pour des raisons humanitaires ont estimé qu'une codification ne s'imposait pas. L'asile diplomatique est essentiellement une pratique régionale, qui n'est consacrée ni par le droit conventionnel ni par le droit international coutumier contemporain. C'est d'ailleurs ce qu'a conclu en substance la Cour internationale de Justice en 1950 à l'occasion de l'affaire colombo-péruvienne relative au droit d'asile². L'asile constitue une atteinte à la souveraineté des Etats qui y sont opposés lorsqu'il est pratiqué sur leur territoire et une ingérence dans leurs affaires intérieures. Il convient de noter également que le droit d'asile ne fait pas partie des droits et des devoirs des missions diplomatiques stipulés dans la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et n'est pas prévu non plus dans la Convention de Vienne sur les relations consulaires.

6. La Mongolie, en revanche, n'est pas opposée à l'octroi de l'asile territorial à des personnes persécutées pour leur défense des intérêts des travailleurs ou pour leur participation à une lutte de libération nationale, et cela est d'ailleurs prévu à l'article 83 de sa constitution. Si elle reconnaît que l'on peut être fondé dans des cas exceptionnels et à des fins humanitaires à octroyer l'asile dans les locaux diplomatiques ou consulaires, il ne s'agit pas là d'un droit. Au stade actuel, la matière n'est pas mûre pour une codification éventuelle.

7. M. VILLAGRAN KRAMER (Guatemala) fait observer que ce n'est pas du point de vue humanitaire, mais politique, que la question de l'asile diplomatique prête à controverse. Dans le domaine de la protection des droits de l'homme, le droit ne cesse de se développer et, sur le plan international, les Etats se préoccupent de plus en plus d'établir les mécanismes et les garanties propres à protéger la vie et la dignité de la personne humaine. Cette tendance a même touché des domaines qui relevaient traditionnellement de la compétence des Etats, mais chacun sait qu'à l'heure actuelle on ne donne pas à la souveraineté le sens absolu qu'elle possédait autrefois.

8. Certains Etats sont préoccupés par l'institution de l'asile diplomatique à cause des aspects politiques qu'elle revêt dans la pratique et surtout parce qu'elle nuirait à leurs relations avec les autres Etats ou qu'elle toucherait à un domaine relevant de leur juridiction intérieure. Ces réserves sont explicables, mais il est difficile de comprendre, du moins du point de vue juridique, pourquoi certains Etats qui n'acceptent pas cette pratique sur leur territoire accordent néanmoins l'asile dans d'autres pays lorsqu'on le leur demande.

9. De nombreuses délégations pensent sincèrement que l'asile est une pratique latino-américaine, mais il est arrivé que d'autres pays accordent à des réfugiés une protection temporaire dans leurs locaux diplomatiques et que l'Etat territorial respecte ces mesures. A cet égard, M. Villagrán Kramer juge opportun de préciser que le but poursuivi par la délégation australienne, appuyée, entre autres, par la

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, no 7310, p. 95.

² *Affaire colombo-péruvienne relative au droit d'asile, arrêt du 20 novembre 1950* : C.I.J. *Recueil* 1950, p. 266.

délégation guatémaltèque, n'est pas de généraliser la pratique latino-américaine au reste du monde, mais de déterminer dans quelle mesure et dans quels cas l'asile peut être accordé et dans quelle mesure et dans quels cas l'Etat territorial doit le respecter, puis de préciser les règles qu'il convient d'observer pour mettre fin à l'asile sans compromettre les relations normales entre les Etats. Dans ce sens, l'initiative australienne est réaliste car elle part de l'idée que l'asile diplomatique existe effectivement et que bien des Etats peuvent se voir obligés de l'accorder pour des raisons humanitaires, comme cela s'est produit dernièrement au Chili et il y a quelque temps en Espagne et en Hongrie.

10. L'absence d'un texte conventionnel général rend plus difficile la solution des problèmes urgents qui se posent aux Etats obligés, pour des raisons humanitaires, d'accorder un refuge, ne serait-ce que temporaire, à une personne dont la vie est en danger. Jusqu'à présent, en dehors de l'Amérique latine, les précédents tiennent lieu de normes juridiques générales. M. Villagrán Kramer se demande donc s'il ne vaudrait pas mieux prévoir ces cas d'urgence et chercher des solutions qui soient acceptables à la majorité des pays.

11. Quant à l'argument selon lequel l'asile diplomatique impliquerait une ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat ou soustrairait à sa compétence une personne poursuivie, il y a lieu de se référer au cas voisin de l'asile territorial, où l'Etat accordant l'asile jouit du pouvoir de qualifier le délit ou la nature des poursuites. Or, cet argument n'est pas invoqué dans le cas de l'asile territorial, ce qui est à tout le moins étrange. En fait, dans ce dernier cas, la personne est protégée en vertu du droit international, alors que dans le cas de l'asile diplomatique, elle l'est grâce à des considérations d'ordre humanitaire.

12. Les considérations d'ordre humanitaire jouent un rôle important aussi en matière d'extradition alors que dans ce cas également une personne qui devrait légalement être jugée par un Etat est soustraite à la justice d'un autre. Le droit international applicable prévoit même que dans des cas bien précis un Etat peut refuser de remettre le délinquant à l'Etat qui le demande, s'il le qualifie de délinquant politique. D'ailleurs, lorsqu'il s'agit de délinquants de droit commun, la règle selon laquelle la peine de mort ne peut leur être imposée est encore plus intéressante : n'est-ce pas là une atteinte à la souveraineté de l'Etat qui ne peut imposer la peine prévue par sa propre législation ? Mais ces limitations ont été acceptées et respectées pour des raisons humanitaires. L'idée que l'octroi de l'asile diplomatique constitue une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat ne résiste donc pas à une analyse strictement juridique.

13. M. Villagrán Kramer appelle également l'attention sur un autre point, à savoir que malgré l'absence d'une convention générale aucun Etat territorial ne viole l'asile accordé à un individu sur son territoire par une mission diplomatique étrangère. Il se demande donc quel motif pourraient invoquer les pays étrangers à l'Amérique latine pour accorder l'asile en Amérique latine ou dans d'autres régions. De l'avis de la délégation guatémaltèque, ils usent d'un pouvoir discrétionnaire auquel ils peuvent recourir dans des cas d'une gravité extraordinaire et pour des raisons

humanitaires. On parle alors de refuge temporaire, d'hospitalité accordée tant que dure la situation d'urgence qui, d'après les missions diplomatiques, justifie l'octroi de l'asile. Une fois passé le danger, le réfugié peut quitter la mission. En fait, le problème se pose lorsqu'il faut assurer le départ du réfugié du pays et ce sont bien les façons de mettre fin à l'asile qui soulèvent des controverses car l'asile en soi est respecté et les autorités d'un Etat n'ont pas le droit d'entrer de force dans une mission diplomatique pour en faire sortir un réfugié. A ce sujet, M. Villagrán Kramer pense à certaines modalités intéressantes concernant notamment la délivrance aux réfugiés de sauf-conduits ou de passeports qui leur permettent de quitter le pays sans être obligés de le faire sous le pavillon du pays accordant l'asile. En revanche, l'Etat territorial a le droit de demander l'extradition du réfugié après son départ.

14. L'asile joue donc un rôle important, mais seulement dans des situations extraordinaires. Le représentant du Guatemala évoque à cet égard la situation des Rhodésiens exposés à l'application de lois spéciales de caractère répressif et privés du droit à un procès dans les normes et encore plus du droit d'être défendus. Tous les ans, l'Organisation des Nations Unies condamne les violations des droits de l'homme dans cette région du monde : quelle serait la réaction de la communauté internationale si, par exemple, une mission diplomatique accordait en Afrique du Sud asile à une personne qui y chercherait refuge pour avoir prétendument violé ces lois spéciales alors qu'en vertu des normes habituelles du droit pénal son acte ne constituerait pas un délit ? Il ne fait aucun doute que l'asile serait respecté, mais l'absence de règles applicables au moment où il faudrait mettre fin à l'asile entraînerait des négociations où il faudrait tenir compte des précédents survenus en Amérique latine ou des suggestions de l'Institut de droit international ou de l'Association de droit international. A ce propos, le Secrétaire général a évoqué dans son rapport les travaux de ces organes qui ont réussi à établir des règles claires et précises tenant compte non seulement des limitations existantes imposées par le droit international, mais aussi de la nécessité de prévoir des normes pour éviter les abus ou des restrictions excessives. Aucune raison valable ne justifie que l'on mette un terme à l'étude de cette question, et la délégation guatémaltèque pense qu'il convient de poursuivre les travaux sur la question; elle appuiera tout effort dans ce sens, notamment l'idée d'en saisir un groupe d'experts.

15. Le Guatemala, qui accorde et respecte l'asile diplomatique dans le cadre des conventions interaméricaines et de la pratique régionale, ne cherche pas à en étendre l'application mais à préciser le plus clairement possible les règles que d'autres Etats observent en cas d'urgence et surtout à préciser les critères juridiques à suivre pour mettre fin à l'asile sans porter atteinte aux relations normales entre les Etats.

16. M. LEE (Malaisie) déclare que la pratique de l'asile diplomatique semble bien établie dans les pays d'Amérique latine mais qu'elle est en déclin en Europe et dans d'autres pays depuis le XIX^e siècle. D'ailleurs, si la plupart des pays d'Amérique latine ont signé la dernière Convention adoptée sur la question, à savoir la Convention de Caracas de 1954, quatre d'entre eux y ont apporté certaines réserves. Bien que soumis à certaines règles, c'est le manque d'uniformité

des règles applicables à l'asile diplomatique qui pose des problèmes et qui a donné lieu à l'affaire colombo-péruvienne dont la Cour internationale de Justice a été saisie.

17. La délégation malaisienne apprécie l'esprit généreux dans lequel le Gouvernement australien a pris l'initiative de demander que des études préliminaires soient effectuées sur les aspects humanitaires et autres de la question de l'asile diplomatique, et elle a écouté avec intérêt les arguments convaincants avancés par le représentant de ce pays (1551^e séance). Cependant, sur les 25 Etats Membres qui ont exprimé leur point de vue sur la question conformément à la résolution 3321 (XXIX) de l'Assemblée générale, plus de la moitié ont fait part de leurs doutes quant à l'utilité de continuer à examiner cette question.

18. Vu la situation politique régnant en Asie du Sud-Est, la délégation malaisienne estime qu'il n'est pas opportun de continuer à examiner ce point et qu'il faut faire preuve d'une grande prudence dans ce domaine.

19. M. ALIHONOU (Congo) constate l'excellente qualité du rapport du Secrétaire général sur la question de l'asile diplomatique et tient à remercier les délégations qui, en application de la résolution 3321 (XXIX) de l'Assemblée générale, ont communiqué leurs vues sur cette question délicate ainsi que la délégation australienne pour les efforts qu'elle a déployés pour obtenir l'inscription de cette question à l'ordre du jour.

20. Les partisans d'une extension générale de l'asile diplomatique font valoir qu'il s'agit d'une institution de caractère essentiellement humanitaire qui devrait donc emporter l'adhésion de toutes les nations éprises de liberté, et que l'asile ne devrait être octroyé qu'aux réfugiés politiques et seulement en cas d'urgence. Répondant par avance aux critiques qui pourraient être faites quant aux limitations que cette institution apporte à la souveraineté des Etats, ils font valoir que la solution consisterait à conclure une convention, voulant donner ainsi un fondement juridique à ces atteintes à la souveraineté.

21. Bien qu'elle appuie tous les efforts déployés en vue de la codification progressive du droit international, la délégation congolaise est au regret de ne pouvoir suivre les partisans de la codification de cette question. En effet, si la valeur des considérations humanitaires qui entrent en jeu peut être admise d'emblée, la prudence est de rigueur : c'est aussi sous le couvert d'opérations humanitaires qu'ont été commis certains crimes contre l'humanité. En outre, la définition des délits politiques et des délits de droit commun varie d'un pays à l'autre. Quant à l'urgence, sa détermination a un caractère tellement subjectif qu'un accord sur ce point est difficilement réalisable. D'une part, la pratique heureuse de l'asile diplomatique dans certaines régions ne saurait être considérée comme devant servir de base à sa généralisation à toute la communauté internationale. Contrairement à l'asile territorial, qui réaffirme le principe de la souveraineté des Etats, l'asile diplomatique constitue une atteinte grave à la souveraineté des Etats et une ingérence dans leurs affaires intérieures. Si elle est étendue à sa région, le Congo craint que la pratique de l'asile diplomatique ne soit une nouvelle source de conflits et une prime de consolation octroyée à l'impérialisme. Tout en réaffirmant son attachement aux idéaux humanitaires

qui sous-tendent la pratique de l'asile diplomatique et sa conviction que, à un moment où des milliers de personnes sont poursuivies en raison de leurs activités progressistes ou de leur participation à la lutte pour la libération nationale, il est plus qu'urgent de renforcer le contrôle du respect des droits de la personne humaine, le Congo estime que la question de l'asile diplomatique ne saurait faire l'objet d'une convention de caractère universel.

22. M. BOOH BOOH (République-Unie du Cameroun) est sensible aux considérations humanitaires invoquées par la délégation australienne mais pense que le moment est venu de prendre une décision sur l'opportunité de poursuivre ou non l'examen de la question de l'asile diplomatique. Si la notion d'asile territorial jouit d'un certain appui parmi les Etats et peut être considérée comme l'expression du droit international public contemporain, il en va différemment de celle d'asile diplomatique qui suscite des controverses politiques fondées et ne saurait être érigé en une institution acceptée par la communauté internationale. Dès le paragraphe 1 du rapport du Secrétaire général, il est indiqué que "la terminologie dans cette matière manque d'uniformité", première preuve des incertitudes et divergences existant en la matière. Le Secrétaire général note également au paragraphe 23 de son rapport que cette institution a servi à soustraire des personnes "à la menace de poursuites judiciaires régulières" et que l'attitude des Etats manque de cohérence dans la mesure où leur position officielle ne coïncide pas nécessairement avec leur attitude de fait. Ainsi, l'asile diplomatique ne peut être considéré comme faisant partie du droit international coutumier et ce n'est qu'en Amérique latine que cette institution paraît avoir fait l'objet d'un consensus. De plus, la Cour internationale de Justice, dans l'affaire colombo-péruvienne relative au droit d'asile, a indiqué qu'il n'est pas possible de dégager "une coutume constante et uniforme acceptée comme étant le droit en ce qui concerne la prétendue règle de la qualification unilatérale et définitive du délit"³. Qui plus est, les Etats répondent différemment à la question de savoir si l'asile diplomatique est un droit de l'Etat vis-à-vis des autres Etats ou bien un droit de l'individu lui-même en tant que sujet du droit international.

23. Dans la mesure où la décision d'octroyer l'asile diplomatique à un individu se trouvant sur le territoire d'un Etat dans lequel il a commis un délit comporte une dérogation indéniable à la souveraineté de cet Etat et une intervention dans un domaine qui relève de la compétence exclusive de l'Etat territorial, il s'agit là d'une institution fort étrange qui ne peut fonctionner qu'au sein d'une communauté régionale où il existe une tradition commune suffisamment solide. Les pays d'Amérique latine eux-mêmes doutent à juste titre qu'un organisme mondial puisse aborder ce problème dans le même esprit que les Etats de leur région. Quant à la délégation camerounaise, elle doute qu'il soit opportun de codifier cette question à l'heure actuelle et qu'une mesure en ce sens serve la cause de la paix et des relations amicales entre les Etats. En dehors de l'Amérique latine, l'asile diplomatique repose essentiellement sur des considérations de courtoisie, de convenance et d'opportunité politique et non sur le droit. Cette notion essentiellement politique se prête difficilement à une systématisation juridique hâtive. Les considérations hu-

³ Ibid., p. 277.

manitaires et les circonstances d'urgence invoquées pour justifier l'asile diplomatique peuvent donner lieu à des interprétations tendancieuses, de même que la distinction entre délits politiques et délits de droit commun. Ainsi les "terroristes" seraient exclus du bénéfice de l'asile diplomatique par certains Etats alors qu'ils seraient traités avec dignité par d'autres. Les pays africains, par exemple, considèrent leur aide aux combattants de la liberté en Afrique comme un devoir sacré qui ne saurait être entravé par des règles juridiques auxquelles ils n'auraient pas consenti expressément. De nombreux Etats accepteraient difficilement que leur autorité sur le plan interne soit mise en échec au nom de principes non définis par une convention ou sous prétexte de circonstances qualifiées d'exceptionnelles qui pourraient être créées artificiellement par une puissance étrangère pour justifier une intervention extérieure dans les affaires de l'Etat territorial. De plus, il serait délicat de faire assumer par une mission diplomatique des tâches incompatibles avec ses droits et obligations et de

nature à détériorer les relations amicales entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire. C'est pourquoi la délégation camerounaise est d'avis que la Sixième Commission mette un terme à l'étude de la question de l'asile diplomatique. Un débat passionné sur la question de l'asile diplomatique pourrait en effet contribuer à radicaliser les positions des Etats et à discréditer une institution qui peut encore rendre des services utiles à l'humanité. En revanche, il lui semble raisonnable que cette question fasse l'objet de recherches approfondies sur le plan bilatéral ou régional.

24. Puisque ce sont les droits de l'homme que l'asile diplomatique vise à sauvegarder, la communauté internationale devrait plutôt s'efforcer de mettre à jour les Conventions de Genève sur le droit humanitaire et de résoudre les problèmes de la faim, de la maladie, de l'ignorance et des catastrophes naturelles dans le monde.

La séance est levée à 16 h 30.

1554^e séance

Vendredi 31 octobre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1554

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10139 (première partie) et Add.1, et (deuxième partie)]

1. M. MITCHELL (Etats-Unis d'Amérique) exprime sa reconnaissance au Gouvernement australien pour la façon dont il a attiré l'attention sur des questions qui, du fait qu'elles concernent des droits de l'homme, méritent réflexion et ne doivent jamais être traitées à la légère. La déclaration du représentant de l'Australie (1551^e séance), qui a été lucide, franche et très complète, n'est que l'exemple le plus récent de la contribution de ce gouvernement à cette question. Bien que plusieurs gouvernements, y compris celui des Etats-Unis, ne pensent pas qu'il soit productif pour la Sixième Commission de débattre davantage à l'heure actuelle de la question de l'asile diplomatique, tout le monde a tiré profit des échanges de vues et des renseignements si utilement rassemblés dans l'excellent rapport du Secrétaire général [A/10139 (deuxième partie)]. La délégation des Etats-Unis pense qu'il ne serait guère utile d'essayer de généraliser la pratique de l'asile diplomatique étant donné que, depuis de nombreuses dizaines d'années, cette pratique s'est développée dans le contexte particulier de l'Amérique latine. M. Mitchell déclare qu'on ne peut méconnaître le rôle essentiel que jouent dans la pratique de l'asile diplomatique le caractère hautement policé et l'homogénéité culturelle et juridique de l'Amérique latine. C'est pourquoi, même depuis que cette pratique a été codifiée dans des conventions régionales, son application effective continue à reposer, en partie, sur l'attachement profond que lui portent tous les Etats d'Amérique latine, attachement qui pallie les insuffisances des régimes juridiques en cette matière. Poursuivre l'examen de la question

risquerait de compromettre non seulement la stabilité de l'institution latino-américaine, mais peut-être même aussi la continuation du type d'assistance humanitaire *ad hoc* que le représentant de l'Australie a si bien résumé dans son intervention.

2. La position du Gouvernement des Etats-Unis sur la question de l'asile diplomatique est bien connue et a été exposée en dernier lieu dans la déclaration que la délégation des Etats-Unis a faite à la Sixième Commission (1510^e séance) lors de la vingt-neuvième session, ainsi que dans la réponse des Etats-Unis au Secrétaire général [A/10139 (première partie)/Add.1]. Le Gouvernement des Etats-Unis n'a pas donné son opinion à la légère. De plus, sa position n'est pas déterminée par une conviction que les problèmes humanitaires impliquent une ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays. Dans le monde contemporain, il est plus essentiel que jamais pour les Etats de maintenir les moyens par lesquels ils communiquent entre eux. Ce n'est pas en compromettant cette possibilité de communication entre les Etats que l'on servira la cause de la paix et celle des droits civils et politiques des individus. Les ambassades demeurent l'une des voies principales pour ces communications. Il faut donc veiller avec une vigilance toute particulière à protéger les droits des individus et à assurer les libertés politiques et civiles, y compris le droit au respect de la légalité et le droit de quitter son pays d'origine et d'y retourner. Les réalités d'un monde interdépendant ne doivent pas être ignorées.

3. La délégation des Etats-Unis remercie le Gouvernement australien de son effort de réflexion très stimulant sur ces questions et de la façon délicate dont il a indiqué sa volonté de mettre sa demande en harmonie avec les vues exprimées par la délégation des Etats-Unis et d'autres délégations.

Pour leur part, les Etats-Unis continueront d'examiner la question avec soin.

4. M. GÜROL (Turquie) félicite le représentant de l'Australie de son introduction complète et lucide sur la question de l'asile diplomatique. Cet exposé instructif a contribué à faire mieux comprendre le problème. Le Secrétaire général a également présenté un excellent rapport sur cette question.

5. La délégation turque comprend les considérations humanitaires qui sont à l'origine des efforts tendant à établir des normes internationalement acceptables en matière d'asile diplomatique. Les préoccupations humanitaires constituent l'un des objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies. Les vues du Gouvernement turc sur l'asile diplomatique ont été communiquées au Secrétaire général et figurent dans le document A/10139 (première partie). Comme il est expliqué dans ce document, le Gouvernement turc estime que la question de l'asile diplomatique devrait être examinée avant tout d'un point de vue restreint et considérée comme applicable uniquement dans des circonstances exceptionnelles. Accorder l'asile diplomatique ne fait pas partie des fonctions normales des missions diplomatiques, qui ne doivent pas s'ingérer dans les droits juridictionnels du pays hôte.

6. L'asile diplomatique, dans la pratique, présente un caractère nettement régional et la Turquie n'a guère d'expérience dans ce domaine. Tous les pays pourraient profiter de la vaste somme d'expérience et de pratique des pays latino-américains, qui constitue à cet égard une source d'information très utile. Etant donné le caractère régional de cette pratique et la complexité et l'importance du sujet, la délégation turque est convaincue que les efforts tendant à transformer l'institution de l'asile diplomatique en normes internationalement acceptables risqueraient de geler le processus à un stade prématuré et peut-être même de porter un préjudice aux personnes en faveur desquelles l'asile diplomatique est conçu. Cependant, le moment venu, la question pourrait être soumise à la Commission du droit international pour un examen plus approfondi. Il ne faut pas oublier que cette question a déjà été inscrite à l'ordre du jour de la Sixième Commission.

7. Le document où sont reproduites les vues d'un certain nombre d'Etats Membres [A/10139 (première partie) et Add.1] contient des éléments pertinents qui pourraient être utilisés pour étudier l'asile diplomatique. Toutefois, très peu d'Etats Membres ont été en mesure de formuler des observations sur cette question en raison du délai relativement court qui avait été accordé pour présenter des vues. Il serait donc peut-être souhaitable, dans la résolution qui sera adoptée sur cette question, d'inviter à nouveau les Etats Membres à présenter leurs vues. Cela contribuerait à promouvoir de nouveaux efforts en vue de créer une base plus solide pour un travail fructueux dans ce domaine.

8. M. PRANDLER (Hongrie), tenant compte de l'espoir exprimé par le représentant de l'Australie que les membres de la Sixième Commission participeront à la discussion sur la question de l'asile diplomatique dans un esprit constructif, dit que sa délégation est prête à contribuer d'une manière constructive à l'examen de ce problème complexe et empreint de contradictions. Bien que la délégation hongroise ait déjà fait connaître sa position en

la matière à la Commission lors de la vingt-neuvième session (1510^e séance), M. Prandler tient à souligner qu'il convient d'établir une nette distinction entre l'asile diplomatique et l'asile territorial. Ce dernier est une institution juridique pleinement reconnue dans la pratique internationale et le droit international; elle a été réaffirmée dans la résolution 3212 (XXII) de l'Assemblée générale et elle est fermement établie dans les législations nationales de la grande majorité des Etats, y compris la Hongrie. L'asile diplomatique, en revanche, n'est pas une institution juridique universellement reconnue, ni dans la pratique interétatique ni par le droit international en général. Même dans le cas d'une application régionale limitée comme en Amérique latine, l'institution de l'asile diplomatique comporte encore des contradictions inhérentes, comme on peut le constater en étudiant les arrêts rendus par la Cour internationale de Justice en 1950¹ et 1951² à propos de l'affaire Haya de la Torre, qui ont mis en évidence le fait que l'octroi de l'asile diplomatique implique une dérogation à la souveraineté de l'Etat intéressé.

9. Etant donné que les délégations qui souhaitent que l'institution de l'asile diplomatique soit plus largement reconnue et appliquée s'inspirent essentiellement de considérations humanitaires, la délégation hongroise ne voit pas comment on pourrait établir des critères uniformes pour des considérations de cette nature. En outre, la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques³ de 1961 énonce des règles fondamentales qui établissent d'une manière incontestable l'incompatibilité de l'octroi de l'asile diplomatique avec les fonctions principales des missions diplomatiques. De plus, les considérations humanitaires pourraient aisément être utilisées comme prétexte à l'appui de la notion discréditée "d'intervention humanitaire", qui a été explicitement rejetée par plusieurs résolutions et déclarations importantes de l'Organisation des Nations Unies. Les quelques cas exceptionnels et individuels d'octroi de l'asile diplomatique dans le passé ne sauraient justifier une tentative d'établir une nouvelle règle juridique qui ne pourrait, à son tour, que susciter des différends entre les Etats et constituer une nouvelle source d'ingérence dans des affaires qui relèvent essentiellement de la juridiction nationale des Etats. La délégation hongroise estime qu'il y a un nombre de sujets importants pour lesquels le développement progressif et la codification du droit international se révèlent autrement plus nécessaires et à propos desquels on pourrait aboutir à des résultats plus positifs dans l'intérêt des relations amicales et de la coopération entre les Etats.

10. M. URIBE (Colombie) remercie la délégation australienne d'avoir demandé que la question de l'asile diplomatique soit examinée au cours de la présente session. La Colombie est l'un des pays d'Amérique latine qui s'est le plus étroitement intéressé à la formulation des principes et à l'application pratique de l'institution de l'asile et qui, depuis son indépendance, a cherché à définir la portée juridique de l'asile diplomatique. L'importance que la Colombie attache à la question de l'asile diplomatique a été

¹ Affaire colombo-péruvienne relative au droit d'asile, arrêt du 20 novembre 1950 : C.I.J. Recueil 1950, p. 266.

² Affaire Haya de la Torre, arrêt du 13 juin 1951 : C.I.J. Recueil 1951, p. 71.

³ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 500, no 7310, p. 95.

mise en relief à la Société des Nations, à la Commission du droit international, à la Cour internationale de Justice et dans d'autres organismes.

11. La Charte des Nations Unies établit un lien entre la paix et la protection des droits de l'homme. Les efforts déployés par les pays pour protéger les droits de l'homme ne peuvent être limités ni à un énoncé de principes dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ni aux procédures prévues dans les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. L'Organisation des Nations Unies a le devoir d'améliorer et d'étendre les mécanismes prévus pour protéger les droits de l'homme, parallèlement au développement progressif des relations d'interdépendance au sein de la communauté internationale. L'asile diplomatique constitue l'une des procédures destinées à protéger la vie humaine dans des circonstances exceptionnelles, ainsi qu'il est reconnu dans l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Au cours des débats à l'Assemblée générale, plusieurs délégations ont fait valoir que l'asile diplomatique constituait une restriction de la souveraineté nationale. Cela est vrai. Toutefois, l'existence même de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, bien qu'elle implique dans l'absolu une limitation de la souveraineté de l'Etat, ouvre également la voie à l'édification d'une structure fondée sur la primauté du droit.

12. Les opinions exprimées par les gouvernements et les travaux effectués par des organismes internationaux montrent que l'asile diplomatique est considéré comme une institution valable non seulement en Amérique latine, mais aussi dans des pays de divers continents. La position de l'Australie confirme ce fait. Même ceux qui étaient initialement opposés à ce concept ont fini par reconnaître que, dans des circonstances exceptionnelles, des locaux diplomatiques pouvaient servir d'asile à des délinquants politiques.

13. L'argument selon lequel l'asile diplomatique menacerait les relations amicales entre les gouvernements a été réfuté par la pratique. La Colombie, qui a fidèlement appliqué ce principe, comme d'autres pays de l'Hémisphère, sait combien la pratique de l'asile diplomatique a aidé à promouvoir la solidarité entre les peuples. La défense de la vie humaine et la protection accordée à nombre de délinquants politiques renforcent les liens humanitaires entre les nations. Le fait même que ce sujet soit examiné à l'Organisation des Nations Unies et que le Secrétaire général ait établi un rapport sur la question montre clairement que l'asile diplomatique est une institution de droit international et que, bien que ses modalités d'application doivent encore être examinées, son existence ne saurait être contestée. Même les gouvernements qui ont manifesté leur opposition ne peuvent ignorer les avantages qu'il présente en évitant des génocides.

14. Conformément à l'alinéa b du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte, la délégation colombienne estime qu'il conviendrait de rédiger une déclaration sur l'asile diplomatique, qui confirmerait le caractère humanitaire de cette institution et définirait certains des éléments fondamentaux qui en déterminent la portée. L'asile diplomatique ne saurait en aucun cas être accordé à des criminels de droit commun; il doit être exclusivement réservé à des infractions

politiques qu'il appartient à l'Etat qui accorde l'asile de qualifier unilatéralement. L'urgence et la gravité des circonstances doivent également être déterminée par cet Etat, qui ne serait en aucun cas obligé d'accorder l'asile à quelqu'un qui le demande. La déclaration de l'Assemblée générale pourrait également aider à établir les caractéristiques de la nature temporaire de l'asile et de la délivrance des sauf-conduits.

15. M. AL-ADOOFI (Yémen) exprime sa gratitude au Secrétaire général pour son rapport détaillé et fort utile sur l'asile diplomatique, ainsi qu'à la délégation australienne, qui a demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. L'asile territorial fait maintenant partie des règles établies du droit international positif et a été réaffirmé dans la résolution 2312 (XXII) de l'Assemblée générale; il est reconnu et pratiqué par tous les Etats et a été incorporé dans la législation interne de nombreux Etats, y compris le Yémen. Toutefois, l'asile diplomatique ne bénéficie pas en droit international d'un statut général du même genre; malgré ses origines historiques, l'asile diplomatique demeure une pratique régionale, appliquée conformément à des conventions et à des traités conclus entre certains Etats, dont les coutumes admirables doivent cependant être respectées.

16. Malgré la vaste gamme d'opinions exprimées dans les vues présentées par les Etats sur cette question, tous les Etats ont reconnu l'aspect humanitaire de l'asile diplomatique; de nombreuses délégations ont cependant demandé que le problème soit traité avec prudence et recommandé que cette pratique soit réservée à des cas urgents et exceptionnels et qu'elle reste étroitement limitée. L'intérêt que la délégation yéménite porte à cette question est fondé, d'une part, sur la nécessité de respecter les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier de l'article 14, et, d'autre part, sur les traditions tribales yéménites en vertu desquelles chaque tribu est tenue de protéger quiconque demande asile en attendant que les motifs réels pour lesquels il le fait soient établis.

17. Malgré l'intérêt que revêt cette question en vertu de considérations humanitaires et de la nécessité de protéger la liberté de l'homme, l'asile diplomatique est un problème très complexe et multiforme, ayant des ramifications et des répercussions susceptibles de créer une menace pour les relations amicales entre les Etats. Il est difficile de concilier la nécessité de respecter les principes humanitaires et la nécessité de respecter la souveraineté nationale de l'Etat territorial.

18. Un autre problème qui se pose est celui d'obtenir de l'Etat territorial l'engagement d'accorder à la personne qui bénéficie de l'asile un sauf-conduit lui permettant de quitter le territoire de cet Etat.

19. Selon la délégation yéménite, l'asile diplomatique affecte la souveraineté de l'Etat territorial et constitue un type d'ingérence dans ses affaires intérieures. En s'acquittant de leurs fonctions, les missions diplomatiques et consulaires ne doivent pas outrepasser les règles des conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et sur les relations consulaires. Elles doivent accomplir leurs tâches sans enfreindre la législation locale ni s'ingérer dans les

affaires intérieures de l'Etat territorial, et elles ne doivent épargner aucun effort pour améliorer leurs relations avec cet Etat.

20. Il est manifeste qu'il n'existe, au sein de la communauté internationale, aucun consensus sur la question très complexe de l'asile diplomatique, qui devrait faire l'objet d'une étude très approfondie avant que la Commission puisse tenter de procéder à une codification dans ce domaine. La délégation yéménite suggère donc que le Secrétariat continue de rechercher les vues des Etats et des experts en droit international sur cette question, de façon à déterminer les aspects qui pourraient faire l'objet d'un consensus et ceux à propos desquels existent des divergences d'opinions. On disposerait ainsi d'une base plus nette pour les travaux futurs.

21. M. MAKAREVITCH (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que sa délégation a étudié le rapport du Secrétaire général sur la question à l'examen et a suivi avec attention les débats de la Commission. Elle se félicite de la perspective constructive adoptée par la délégation australienne à l'égard de ce problème, qui se fonde sur les considérations humanitaires que le représentant de l'Australie a analysées de façon approfondie et détaillée. Malgré la sympathie que lui inspirent ces considérations, la délégation ukrainienne doute sérieusement de l'opportunité de codifier le droit en matière d'asile diplomatique. A cet égard, M. Makarevitch fait observer que sur les 25 Etats Membres qui ont répondu au questionnaire du Secrétaire général à la suite de la résolution 3321 (XXIX) de l'Assemblée générale, huit Etats seulement se sont déclarés en faveur de l'élaboration d'un instrument de droit international qui traite de cette question. Les autres Etats ont exprimé certains doutes ou même jugé peu souhaitable, au stade actuel, d'étudier cette question en vue d'une codification. La notion même d'asile diplomatique est discutable et ambiguë. Certains Etats comme la France, tout en niant l'existence du droit d'asile diplomatique d'un point de vue juridique, sont disposés, dans des circonstances exceptionnelles, à accorder l'asile dans leurs ambassades à des personnes en danger. D'autres Etats considèrent que l'asile accordé pour des raisons purement humanitaires et pour une période de temps limitée est simplement un type d'asile diplomatique. Même à l'intérieur d'une région donnée, la pratique des Etats est extrêmement variée.

22. La République socialiste soviétique d'Ukraine reconnaît le droit d'asile territorial, tel qu'il est énoncé et clairement défini dans l'article 109 de sa constitution. En reconnaissant cette institution, elle l'aborde dans une perspective de classe et accorde l'asile à des étrangers persécutés pour avoir protégé les intérêts des travailleurs, pour des activités scientifiques, ou pour leur participation à une lutte de libération nationale. La République socialiste soviétique d'Ukraine aborde de façon très prudente les questions relatives à l'asile diplomatique, considérant que le principe de la souveraineté des Etats est incompatible avec la notion de l'extra-territorialité des locaux diplomatiques.

23. La délégation ukrainienne s'abstiendra de présenter une analyse détaillée de cette question, puisqu'un certain nombre d'orateurs l'ont déjà fait, en particulier le représentant de la Bulgarie (1551^e séance), dont la délégation ukrainienne partage entièrement les vues. Le moment n'est

pas encore venu d'examiner cette question en profondeur au sein de l'Organisation des Nations Unies ni de codifier des règles universelles de droit international sur ce sujet. L'introduction de la pratique de l'asile diplomatique dans des régions où elle ne s'appuie pas sur la tradition et où elle est incompatible avec l'évolution historique risquerait de susciter des malentendus et même des différends entre des Etats. Il serait extrêmement difficile de définir des cas typiques d'asile diplomatique et d'élaborer des principes et des règles généralement acceptables. Le fait est que l'absence de règles juridiques sur cette question donne une grande souplesse d'action aux Etats qui accordent l'asile et aux Etats dont des ressortissants recherchent un asile diplomatique. Une réglementation stricte de ces questions dans un instrument de droit international diminuerait cette souplesse et priverait les Etats de la possibilité d'examiner les cas à titre individuel. Pour toutes ces raisons, la délégation ukrainienne pense que l'Assemblée générale devrait se borner à discuter de cette question en prenant note du rapport du Secrétaire général et en reprendre l'examen à un moment plus opportun.

24. M. FUENTES IBÁÑEZ (Bolivie) estime que le fait que l'examen de cette question à la Commission ait son origine dans une initiative de la délégation australienne témoigne de l'importance qu'une grande partie de la communauté internationale attache à l'institution de l'asile diplomatique.

25. L'opinion du Gouvernement bolivien est reproduite dans le document A/10139 (première partie). Dans le passé, en théorie comme en pratique, l'asile diplomatique a été une institution régionale plutôt qu'universelle, bien qu'en plus d'une occasion d'autres Etats dans lesquels l'existence légale de l'asile diplomatique n'était pas reconnue l'ont en fait accordé pour des raisons humanitaires lorsque les circonstances l'ont exigé.

26. Les vues exprimées par les gouvernements semblent indiquer qu'ils préfèrent que l'octroi de l'asile diplomatique reste facultatif plutôt que de devenir une norme de droit positif. Bien que les conventions existantes aient fait l'objet d'un examen prolongé, aucun ensemble de règles claires et précises n'a encore été établi. Un des aspects les plus controversés de la question est la qualification unilatérale des faits par l'Etat qui accorde l'asile. Afin de pallier les dangers inhérents à ce pouvoir unilatéral, plusieurs pays d'Amérique latine, dont la Bolivie, ont élaboré ce que l'on appelle les Règles d'Asunción, qui définissent l'équilibre à maintenir entre la demande d'asile et l'octroi de l'asile. Comme on peut le voir au paragraphe 30 du document A/10139 (deuxième partie), la procédure recommandée dispose que la personne qui demande l'asile doit exposer les faits qui l'ont déterminée à le demander, et qu'il appartient au chef de la légation intéressée d'apprécier ces faits. Cette approche prudente est rendue de plus en plus nécessaire par le fait que, l'asile diplomatique étant une institution destinée à protéger l'individu contre la violence et un danger imminent qui sont parfois liés à des événements politiques, il est également indispensable d'édicter les règles régissant son exercice approprié, de façon à empêcher qu'il ne soit utilisé par des criminels de droit commun ou par des fonctionnaires ayant abusé de leur autorité et désireux de se soustraire à un juste châtement. Bien que l'on puisse faire valoir que l'extradition permet de remédier à des situations semblables, cette institution s'exerce à un niveau différent

et s'applique aux criminels de droit commun qui ont recours à l'asile territorial. L'évaluation de la demande d'asile par l'Etat qui accorde l'asile ne doit pas être influencée par des considérations de ce genre. En outre, les gouvernements manifestent une certaine réticence à donner une suite favorable aux demandes d'extradition car ils ont le sentiment que le départ de la personne à laquelle l'asile a été accordé a mis un point final à l'affaire. Il serait donc souhaitable de faire de l'asile diplomatique une partie du droit international universellement reconnu. Un moyen d'y parvenir serait que le représentant de l'Australie continue d'insister en faveur de sa proposition. Le résultat en serait que l'exercice de l'asile diplomatique, qui jusqu'à maintenant a été limité en théorie aux pays qui ont adhéré aux Conventions de Caracas, de La Havane ou de Montevideo, serait régi par un instrument international applicable dans toute partie du monde où un individu ferait l'objet de persécutions en raison de ses idées, de sa religion ou de son origine ethnique. La délégation bolivienne estime qu'aucun Etat qui observe scrupuleusement et honnêtement les dispositions de la Charte ne devrait s'opposer à une telle entreprise. Il convient de noter, en outre, que les Etats qui n'acceptent pas cette doctrine et qui en ignorent les règles en font, dans certaines circonstances, un usage massif et arbitraire, et partant discutable. Ce faisant ils exercent un droit humanitaire sans en assumer les obligations concomitantes.

27. Bien qu'il y ait une certaine logique dans l'argument suivant lequel une qualification unilatérale et subjective non soumise à des règles précises pourrait être jugée préjudiciable à la souveraineté de l'Etat territorial, cette considération est largement contrebalancée par les innombrables cas dans lesquels cette qualification a profité à des personnes faisant l'objet de persécutions pour des raisons strictement politiques, et qui, en aucune façon, ne pouvaient être considérées comme des criminels.

28. La Bolivie respecte profondément l'institution de l'asile diplomatique et n'a cessé d'en appliquer les principes et de suivre les procédures convenues. L'expérience a montré que, bien que la théorie soit irréprochable, le mécanisme de son application présente encore des faiblesses. La délégation bolivienne craint que si la pratique de l'asile devait demeurer facultative dans des époques troublées où il existe une confusion considérable quant à la qualification d'une infraction et à la nature du délinquant, des différends pourraient s'élever plus fréquemment que ce n'est à présent le cas dans les pays qui pratiquent l'asile diplomatique dans le cadre de règles présentant un caractère obligatoire pour toutes les parties à un accord.

29. A la suite des changements radicaux survenus dans le monde, l'humanité connaît actuellement un vide moral difficile à combler. La Sixième Commission devrait par conséquent se sentir obligée d'examiner la question de l'asile avec un sentiment d'urgence accrue, afin d'en assurer une application plus large et plus rationnelle. La question examinée est d'une grande importance sociale, étant donné qu'elle intéresse, d'une part, la protection de l'individu, où qu'il se trouve, et, d'autre part, la société, qui est sans défense contre ceux qui veulent promouvoir une cause par la violence.

30. La délégation bolivienne estime qu'en principe tout projet sur la question devrait être un compromis. La Commission ne devrait pas se laisser décourager par cette circonstance. Les pays d'Amérique latine se fondent sur un certain nombre d'instruments qui, malgré leurs imperfections, remplissent d'utiles fonctions. De plus, un nouveau projet établi par le Conseil interaméricain de juristes doit être examiné par l'Organisation des Etats américains.

La séance est levée à midi.

1555^e séance

Lundi 3 novembre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1555

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10139 (première partie) et Add.1 et (deuxième partie)]

1. M. SETTE CÂMARA (Brésil) conclut du rapport extrêmement documenté qu'a présenté le Secrétaire général [A/10139 (deuxième partie)] que la pratique de l'asile diplomatique conformément aux règles du droit international conventionnel ou coutumier est limitée actuellement aux Etats d'Amérique latine. Cette pratique, pourtant, trouve son origine dans des coutumes qui étaient communes autrefois au droit des gens de tous les pays, et l'on admet généralement que le droit d'asile est apparu avec les premières missions diplomatiques permanentes. Selon

l'ancienne doctrine de l'extra-territorialité, les locaux diplomatiques devenaient des refuges pour les personnes qui étaient poursuivies par l'Etat territorial et qui ne jouissaient d'aucune protection juridique normale. On peut donc considérer que les pays d'Amérique latine ont concrétisé, sous la forme de règles juridiques obligatoires, ces anciennes pratiques coutumières, tandis que le reste du monde les a abandonnées et les a remplacées par d'autres doctrines juridiques telles que celle de l'indépendance dans l'accomplissement des fonctions officielles.

2. L'institution de l'asile diplomatique est si profondément ancrée dans la pratique que même les Etats qui la désavouent n'ont pas hésité à l'utiliser, comme le montrent nombre d'exemples figurant dans le rapport du Secrétaire général, chaque fois que des circonstances particulières

l'exigeaient. Des personnes auxquelles l'asile avait été accordé sont demeurés dans des locaux d'ambassades pendant plus de 10 ans et aucun Etat territorial, autant que l'on sache, n'a jamais recouru à des mesures extrêmes pour mettre fin à cette situation. Récemment, l'ambassade d'un pays qui est loin de reconnaître le droit d'asile est devenue le seul abri pour des centaines de personnes qui cherchaient un refuge après la victoire d'un mouvement insurrectionnel; le nouveau gouvernement a respecté l'asile diplomatique dont ces personnes bénéficiaient et a accordé les moyens nécessaires à l'évacuation des réfugiés vers un pays voisin.

3. Toutefois, à en juger d'après les notes remises par les gouvernements et les débats actuels, des difficultés ont surgi en raison de l'absence d'unanimité quant à savoir s'il existe dans le droit international général un principe valable justifiant l'asile diplomatique. Ceux qui sont opposés à ce que cette pratique soit reconnue soutiennent qu'elle constitue une dérogation à la souveraineté ou qu'elle est incompatible avec les fonctions des missions diplomatiques, telles qu'elles sont énoncées dans la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques¹. Les Etats, dans leur ensemble, sont cependant sensibles à l'aspect humanitaire de la question, et nombre d'entre eux qui n'acceptent pas l'institution ont dans la pratique accordé, dans des circonstances particulières, l'asile diplomatique dans le but de sauver des vies humaines. La délégation brésilienne s'accorde à penser avec le représentant de l'Australie (1551^e séance), que ces considérations humanitaires sont largement reconnues et elle a le sentiment qu'elles constituent un dénominateur commun assez large pour devenir le point de départ des prochains travaux sur cette question.

4. Le Brésil, en tant que pays d'une région qui a réussi à formuler des règles juridiques relatives à l'asile diplomatique et en tant que partie à toutes les conventions pertinentes, se félicite de tous les efforts qui sont faits pour améliorer la connaissance de l'institution de l'asile diplomatique au niveau mondial. A cet égard, M. Sette Câmara tient à souligner que son pays attache la plus grande importance à deux grandes caractéristiques de l'asile diplomatique tel qu'il se pratique en Amérique latine, à savoir le fait qu'il ne s'applique pas aux criminels de droit commun, et le fait que l'Etat qui accorde l'asile a le droit de déterminer la nature du délit dont la personne est accusée. La délégation brésilienne se réjouit de ce que d'autres représentants d'Amérique latine aient eu l'occasion de réaffirmer leur attachement à cette pratique.

5. M. Sette Câmara souhaite féliciter la délégation australienne de la position prudente qu'elle a adoptée. L'objectif immédiat de cette délégation, qui était d'aborder l'examen de cette question afin de connaître la position actuelle des gouvernements à son sujet, a été atteint, et la délégation brésilienne reconnaît qu'il serait vain et même contraire aux intérêts des pays pour qui l'asile diplomatique est une institution précieuse d'infléchir les débats dans le sens de l'élaboration d'un texte. Les réserves émises par de nombreux Etats sont telles que les concessions qu'il serait nécessaire de faire pour arriver à un consensus déformeraient l'institution de l'asile diplomatique et compromettraient son application même dans les pays pour lesquels cette institution est partie intégrante du droit international.

6. Les prochains travaux sur le sujet, quels qu'en soient les résultats, ne devraient pas entraîner, de la part des nombreux Etats, l'abandon de l'attitude souple et vague qu'ils manifestent actuellement en ce domaine et qui représente à leurs yeux un avantage. C'est en dissipant les doutes et en cherchant à parvenir à un accord sur les critères minimum d'application du droit d'asile en dehors du droit conventionnel que la confiance mutuelle s'installera, permettant ainsi de mettre en application les principes humanitaires sans créer de friction politique. La délégation brésilienne est disposée à collaborer à toutes les initiatives futures qui auront pour but de renforcer le rôle de l'asile diplomatique.

7. M. AÏSSI (Dahomey) remercie la délégation australienne d'avoir demandé que l'on inscrive à l'ordre du jour l'importante question de l'asile diplomatique, qui a retenu l'attention de la délégation dahoméenne car elle touche un aspect des droits humanitaires dont l'Organisation des Nations Unies a, entre autres, pour tâche de favoriser le respect. Le souci qu'ont les Etats de sauvegarder leur souveraineté absolue ne doit pas les conduire à sacrifier les considérations d'ordre humanitaire. Certains Etats dont la politique est basée sur l'impérialisme et le néo-colonialisme anachroniques pensent que la discussion par l'Assemblée générale et, *a fortiori*, la codification de la question de l'asile diplomatique risquent de porter atteinte à leur souveraineté.

8. Le concept de souveraineté nationale absolue a fait fortune à une époque où le nationalisme étroit et égoïste était de mise, mais aujourd'hui l'appartenance d'un Etat à l'ONU lui impose certaines obligations, notamment d'ordre humanitaire. Le fait que la résolution 3321 (XXIX) ait été adoptée à une majorité écrasante démontre que la plupart des Etats ont déjà admis que la notion de souveraineté absolue peut être l'objet de certains aménagements. Le Secrétaire général a mentionné dans son rapport [A/10139 (deuxième partie) par. 313] la thèse d'Ulloa sur ce point² en donnant à l'asile diplomatique en fondement juridique.

9. En outre, l'ONU peut contribuer efficacement à dissiper l'incertitude qui plane sur les relations entre les Etats lorsque l'un d'entre eux estime que l'octroi de l'asile diplomatique constitue un acte inamical à son endroit.

10. La délégation dahoméenne espère que la Commission du droit international (CDI) élaborera, comme à l'accoutumée, un projet d'articles codifiant la pratique instaurée en la matière. Cette pratique est reconnue par bon nombre d'Etats, mais elle est beaucoup plus développée en Amérique latine et le Dahomey rend hommage aux Etats latino-américains pour leur solide tradition en matière d'asile diplomatique.

11. Les textes rassemblés par le Secrétaire général dans son rapport peuvent être améliorés sur des bases acceptables par tous les Etats Membres. En particulier, il faut éviter toute confusion dans la terminologie, et à cet égard la délégation dahoméenne trouve judicieuse la distinction entre l'asile territorial et l'asile diplomatique faite par la Cour internationale de Justice dans son arrêt rendu à propos de

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, n° 7310, p. 95.

² A. Ulloa, "El asilo diplomático", *Anuario jurídico Interamericano*, 1949, p. 40.

l'affaire colombo-péruvienne relative au droit d'asile³. Au sujet des personnes qui peuvent bénéficier de l'asile diplomatique, l'histoire internationale contemporaine révèle qu'il y a plusieurs formes de lutte et, par conséquent, plusieurs raisons qui peuvent entraîner la persécution de ceux qui luttent pour une cause juste. C'est pourquoi le Gouvernement militaire révolutionnaire du Dahomey a toujours favorisé l'adoption de mesures visant à préserver les droits fondamentaux de l'homme. Le Dahomey estime que toute personne coupables de crimes ou de délits autres que ceux de droit commun ne doit être inquiétée ni dans sa vie, ni dans sa liberté.

12. Le Dahomey appartient à un continent qui souffre encore des maux que sont le colonialisme, le racisme et l'*apartheid*. C'est pourquoi M. Aïssi a parlé de crimes ou de délits autres que ceux de droit commun. Le projet d'articles qui pourra être élaboré par la CDI devra tenir compte du fait que le bénéficiaire du droit d'asile diplomatique sera toute personne persécutée pour des crimes ou délits politiques, pour ses opinions politiques (par exemple sur le colonialisme ou l'*apartheid*), pour sa race ou pour sa religion. Cela exclut les mercenaires. Tout en admettant le principe de l'asile diplomatique, le Dahomey entend préciser qu'il s'oppose à son octroi à toute personne convaincue d'intelligence avec une puissance étrangère en vue de nuire aux intérêts légitimes d'un peuple en lutte pour se libérer de toute forme de domination étrangère. Cette précision est nécessaire car l'impérialisme international et le néo-colonialisme sous toutes leurs formes subsistent aujourd'hui encore dans les pays en développement sous l'influence d'individus réactionnaires acquis à leur cause.

13. En ce qui concerne la question de l'urgence, cette condition peut être interprétée comme une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat car l'urgence peut être appréciée différemment par l'Etat territorial et par l'Etat qui accorde l'asile diplomatique. L'Etat territorial peut toujours prétendre qu'il n'y a pas une urgence motivant l'octroi de l'asile diplomatique. La CDI aura donc à définir des critères suffisamment objectifs pour apprécier cette urgence. Il faut également se rappeler que, dans le cas de crimes et de délits politiques, l'indépendance traditionnelle des juges peut être influencée par des circonstances ou des pressions ou même disparaître si les décisions sont rendues par des tribunaux d'exception soumis à des préjugés institutionnels ou hiérarchiques.

14. M. LANG (Autriche) déclare que son pays est largement ouvert à ceux qui cherchent un asile politique. Cette tradition de longue date a ses racines profondes dans les convictions humanitaires du peuple autrichien; le Gouvernement autrichien l'a toujours respectée même dans les cas où cela le mettait dans une situation difficile.

15. Toutefois, la délégation autrichienne, comme elle l'a déjà exprimé au cours des débats de la Commission à la vingt-neuvième session (1507^e séance) et dans ses commentaires écrits [voir A/10139 (première partie)], se demande s'il est bien souhaitable de rédiger une convention sur l'asile diplomatique. La décision d'accorder l'asile diplomatique ne peut se justifier que dans des circonstances

particulières, lorsqu'une personne est exposée à un danger grave et immédiat ou lorsqu'un Etat persécute un individu en violation flagrante des droits de l'homme les plus élémentaires. En donnant à l'asile diplomatique un cadre juridique, on ne contribuera pas à garantir sa meilleure application, mais l'on diminuera au contraire la souplesse avec laquelle les Etats intéressés ont agi jusqu'à présent.

16. Par ailleurs, l'initiative prise par l'Australie de proposer l'inscription de la question à l'ordre du jour a eu plusieurs conséquences positives. Le Secrétaire général a rédigé un rapport extrêmement précieux, tandis que les représentants ont peu à peu acquis une conscience beaucoup plus claire des considérations d'ordre humanitaire qui sous-tendent les questions juridiques et politiques qui se posent à ce propos. Bien qu'une solution juridique universelle au problème de l'asile diplomatique n'apparaisse possible que dans un avenir lointain, on peut considérer que les débats actuels constituent un grand progrès dans cette voie.

17. Mlle AGUTA (Nigéria) félicite la délégation australienne d'avoir pris l'initiative d'un débat qui permettra de favoriser le développement progressif et la codification du droit international en vue de protéger la dignité de l'homme et de soutenir les idéaux de l'Organisation des Nations Unies.

18. Des principes différents s'appliquent selon qu'il s'agit d'asile territorial ou d'asile extra-territorial. Le pouvoir d'accorder l'asile territorial est un privilège qui relève de la souveraineté territoriale alors que l'octroi de l'asile extra-territorial constitue une dérogation à la souveraineté de l'Etat territorial dans la mesure où cet Etat doit accepter que des personnes trouvent refuge et protection contre les poursuites de ses autorités dans des légations et autres endroits de même nature. Tout Etat a un droit absolu d'accorder l'asile territorial sauf s'il a accepté certaines restrictions à cet égard, mais le droit d'accorder l'asile extra-territorial est par contre exceptionnel et doit être établi dans chaque cas.

19. Ces deux types d'asile ont une caractéristique commune : ils obligent tous deux à concilier le droit de chaque Etat à la souveraineté et des considérations humanitaires. L'asile territorial a des origines très anciennes et s'étend non seulement aux réfugiés politiques, sociaux ou religieux mais aussi à toutes les personnes en provenance de l'étranger, y compris les criminels. Il ne constitue que l'un des aspects du pouvoir général de l'Etat d'accueillir des personnes sur son territoire ou de les en expulser.

20. Au regard du droit international, le fugitif ne peut se prévaloir d'un droit à l'asile, l'Etat de refuge étant le seul à disposer d'un droit en la matière. Ce droit peut bien entendu être limité par des traités, et les accords d'extradition en sont l'exemple le plus courant. En principe, l'asile ne doit pas être accordé à une personne dont il y a de fortes raisons de croire qu'elle a commis un crime contre l'humanité.

21. Quant à l'asile diplomatique, le droit international moderne ne reconnaît aucun droit général d'accorder l'asile lorsqu'un tel acte a pour effet de soustraire le fugitif à l'application normale des lois de l'Etat territorial. A titre de mesure temporaire, cependant, l'asile peut être accordé à

³ Affaire colombo-péruvienne relative au droit d'asile, arrêt du 20 novembre 1950 : C.I.J. Recueil 1950, p. 266.

des individus dont la vie est menacée par une foule déchaînée ou lorsqu'un fugitif est en danger en raison de l'extrême corruption politique qui règne dans l'Etat local. L'idée qui justifie cette mesure serait alors que l'octroi de l'asile permet d'écarter provisoirement un danger imminent.

22. L'asile diplomatique est fondé sur le respect mutuel entre l'Etat territorial et l'Etat accordant l'asile. Si l'Etat territorial accepte le fait de l'asile, c'est parce qu'il considère que celui-ci est accordé en raison de considérations humanitaires et non pas dans une intention offensante à son endroit. Pour éviter que le principe du respect mutuel ne soit bafoué, il faut examiner le bien-fondé de chaque cas particulier. Il est peu probable que l'asile diplomatique soit accordé à un délinquant de droit commun. Toutes les négociations entre les deux Etats intéressés devraient être menées selon les règles de la courtoisie et par la voie diplomatique. Ainsi, l'asile diplomatique ne serait pas généralement considéré comme une ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat territorial.

23. Jusqu'à présent, il n'y a ni règle générale obligatoire de droit international relative à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales ni mécanisme adéquat de coercition. En fait, la question est non pas de savoir s'il faut faire de l'asile diplomatique une institution universelle mais s'il convient de poursuivre l'examen de la question. Bien qu'à son avis la question ne soit pas assez mûre pour offrir matière à codification, la délégation nigérienne estime qu'il faudrait l'examiner longuement et de façon approfondie. C'est pourquoi, elle accueille avec satisfaction l'initiative de l'Australie et le rapport éclairant établi par le Secrétaire général.

24. M. VANDERPUYE (Ghana) fait remarquer que l'asile diplomatique est une pratique étrangère aux institutions juridiques de son pays. Aucune mission diplomatique au Ghana et aucune mission ghanéenne à l'étranger (sauf dans un cas isolé) n'a jamais été priée d'accorder ou n'a effectivement accordé l'asile à une personne cherchant à se soustraire à des persécutions politiques ou à la justice. La délégation ghanéenne a néanmoins appuyé la résolution 3321 (XXIX) de l'Assemblée générale par égard pour les aspects humanitaires de l'asile diplomatique, d'une part, et par désir d'obtenir des informations sur cette question complexe, d'autre part; le Gouvernement ghanéen connaît très peu la question et estime qu'il doit se préparer à faire face à tout problème concernant l'asile diplomatique qui risquerait de surgir à l'avenir. M. Vanderpuye exprime sa gratitude au Secrétaire général pour le rapport complet et très instructif qu'il a établi sur la question et pour l'exposé des réponses des Etats, qui ont permis à son pays de corriger certaines idées erronées qu'il avait sur le fondement juridique de l'asile diplomatique et sur la position des Etats à l'égard de cette question assez controversée. Le rapport établit clairement que l'asile diplomatique n'est pas une institution de droit international dans la mesure où il n'existe pas de droit coutumier généralement reconnu en la matière. Ni le principe dépassé de l'extraterritorialité des locaux diplomatiques ni celui de leur inviolabilité ne peuvent plus servir de fondement à l'institution de l'asile diplomatique, pas plus d'ailleurs que les dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. M. Vanderpuye note que la différence fondamentale qui existe entre l'asile diplomatique et l'asile territorial réside dans le fait que ce dernier, accordé par un Etat sur son

propre territoire dans l'exercice de sa souveraineté, n'empiète pas sur cette souveraineté. L'asile diplomatique apparaît par contre comme une ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat ainsi qu'une dérogation à son autorité et pourrait par conséquent être une source éventuelle de conflit international et aller à l'encontre de l'esprit et des objectifs de la Convention de Vienne. Compte tenu de ces considérations, la question de l'asile diplomatique ne semblerait pas être un sujet méritant d'être examiné par la Commission.

25. Mais la délégation ghanéenne n'est pas ébranlée par le poids de ces arguments, et elle prie instamment la Commission de considérer soigneusement et impartialement les autres aspects du problème. L'asile diplomatique est une institution sociale importante d'une utilité incontestable, consacrée par l'usage et qui a rendu de grands services humanitaires. Il est pratiqué par les Etats depuis des temps immémoriaux, chaque fois que cela est nécessaire, c'est-à-dire dans des situations exceptionnelles. Les pays latino-américains ont établi conventionnellement le statut juridique de l'asile diplomatique. Dans les premières pages de son rapport, où il fait l'historique de l'institution, le Secrétaire général indique que même des Etats situés hors du continent latino-américain ont encore recours à l'asile diplomatique. Etant donné que des guerres civiles, des soulèvements et des coups d'Etat continueront vraisemblablement à se produire un peu partout dans le monde, le droit d'asile est nécessaire pour toutes les nations. Aucun pays ne peut se considérer comme complètement à l'abri des guerres civiles, ainsi que l'ont montré les événements qui ont eu lieu récemment en Afrique et même en Europe. Dans tous les pays en proie à des guerres civiles ou qui en sont menacés, l'institution de l'asile diplomatique reconnue officiellement par la communauté internationale permettrait de sauver les vies de dirigeants en puissance qui pourraient être appelés par la suite à rendre des services inappréciables à leur pays. Il n'est pas juste, par ailleurs, d'assimiler des réfugiés purement politiques qui demandent asile à des délinquants de droit commun. Il se pourrait que les délinquants politiques présumés soient ultérieurement portés au pouvoir par ceux-là mêmes qui les persécutaient auparavant. Ceux qui estiment que la Commission ne peut examiner la question de l'asile diplomatique parce qu'il s'agit d'une institution non pas juridique mais plutôt extra-juridique ne doivent pas oublier que les considérations humanitaires impérieuses qui justifient l'institution de l'asile à titre exceptionnel ont été généralement reconnues, ainsi qu'il est indiqué aux paragraphes 293 à 295 du rapport du Secrétaire général.

26. A ceux qui soutiennent que l'asile diplomatique représente une dérogation à la souveraineté des Etats et une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, et notamment dans les processus judiciaires normaux de cet Etat, M. Vanderpuye oppose l'importance des considérations humanitaires et l'idée que l'asile territorial, généralement accepté par les Etats, pourrait lui aussi constituer à certains égards une telle dérogation. Citant le paragraphe 295 du rapport du Secrétaire général, M. Vanderpuye déclare que dans ses diverses manifestations historiques, le droit d'asile est une réaction défensive des postulats suprêmes de la culture contre des manifestations sociales qui, d'une manière ou d'une autre, signifient la négation de la culture.

27. Les polarisations des opinions lors du débat sur la question constituent aux yeux de M. Vanderpuye une preuve supplémentaire de la réaction typique de la Commission et de la communauté internationale devant toute nouvelle question proposée pour examen. Les forces favorables au maintien du *statu quo* se dressent contre les forces favorables à l'évolution et au progrès. A cet égard, il convient de féliciter les pays latino-américains de toujours figurer parmi ceux qui préconisent le développement progressif du droit international. La question de l'asile diplomatique ne doit pas être rejetée sous prétexte que le moment n'est pas venu de l'examiner. Les diverses conventions latino-américaines et les projets de conventions établis par d'autres organes non gouvernementaux s'occupant du droit international peuvent déjà servir de base aux travaux futurs de la Commission. Certains aspects de la question mériteraient d'être étudiés et développés de façon plus approfondie, compte tenu de leur grande portée humanitaire. La pratique de l'asile diplomatique va probablement s'intensifier à l'avenir et une définition claire ainsi qu'une réglementation internationale de cette pratique seraient très utiles à la communauté internationale et à un certain nombre de ses dirigeants futurs. M. Vanderpuye propose en conséquence de réexaminer la question dans deux ou trois ans afin de permettre à la Commission d'envisager de nouveau sa codification sous forme d'une déclaration, ou d'une convention.

28. M. JACHEK (Tchécoslovaquie) attire l'attention sur la position de son pays en ce qui concerne la question de l'asile diplomatique ainsi que la possibilité et l'utilité d'élaborer un instrument juridique international de caractère universel relatif à cette institution. La position tchécoslovaque figure dans le document A/10139 (première partie).

29. La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, à laquelle la Tchécoslovaquie est partie, n'a pas de dispositions concernant l'asile diplomatique. En fait l'asile diplomatique, tel qu'on l'entend dans la présente discussion, non seulement ne fait pas partie des droits et obligations des missions diplomatiques, mais contredit la lettre et l'esprit de cette convention. A moins qu'un accord spécial n'existe entre les parties, l'octroi de l'asile diplomatique peut nuire considérablement aux relations mutuelles entre les Etats intéressés car il constitue une atteinte importante à la souveraineté de l'un d'eux. Le but de la Convention de Vienne est au contraire de consolider et de promouvoir les relations entre Etats dotés de systèmes sociaux différents.

30. En tant qu'Etat socialiste, la Tchécoslovaquie protège sur son territoire les citoyens étrangers persécutés en raison de leur participation à la défense des intérêts du monde ouvrier et aux luttes de libération nationale, en raison de leurs oeuvres scientifiques et artistiques ou de leurs activités en faveur de la paix, en leur accordant le droit d'asile sur la base de l'article 33 de sa constitution. En revanche, le droit tchécoslovaque ne reconnaît pas l'asile diplomatique, qui n'est pas devenu une institution du droit international universellement acceptée. Cependant, la Tchécoslovaquie est consciente de l'importance des aspects humanitaires de cette question et, lors de la précédente session de l'Assemblée générale (1510^e séance), n'a donc vu aucune objection à ce que l'étude en soit poursuivie. A cette époque-là,

cependant, elle avait fait remarquer que les problèmes en cause étaient compliqués et discutables et qu'il serait prématuré de tirer des conclusions quant à leur future réglementation dans un cadre juridique international.

31. On ne peut tirer qu'une seule conclusion des vues exprimées par écrit par les gouvernements et du débat en cours : il ne serait pas réaliste, au stade actuel, que l'Organisation des Nations Unies élabore un instrument juridique international relatif à l'asile diplomatique, car ce dernier est loin d'être universellement reconnu en théorie comme en pratique. En pratique, l'asile diplomatique reste limité à une seule région et les Etats qui le reconnaissent en tant que tradition ne fondent pas leur pratique sur des principes identiques. L'élaboration de critères acceptables par tous dans le domaine de l'asile diplomatique sera très difficile en raison de la nature exceptionnelle des cas à prendre en considération. En outre, la délégation tchécoslovaque n'est pas certaine que dans les conditions internationales actuelles la codification de l'asile diplomatique à titre d'institution exercerait une influence favorable sur le développement de la coopération amicale entre les Etats.

32. Bien qu'il ne convienne pas de poursuivre actuellement les efforts en vue de codifier l'asile diplomatique, il a été utile d'échanger des vues sur ce sujet, car cela a permis de mieux voir la façon dont les Etats abordent la question. Cet échange de vues ainsi que l'excellent rapport du Secrétaire général établissent une base plus large pour les travaux qui pourront avoir lieu dans l'avenir en ce qui concerne les divers problèmes relatifs au droit d'asile. Le représentant de la Tchécoslovaquie tient à remercier la délégation australienne, qui est à l'origine de la discussion, d'avoir abordé la question avec sérieux, et de s'être montrée consciente de la complexité des problèmes qu'elle soulève et de leur caractère délicat sur le plan politique.

33. Sir Vincent EVANS (Royaume-Uni) dit que, lorsque la question de l'asile diplomatique a été inscrite à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, sa délégation a exprimé la crainte (1509^e séance) qu'en cherchant à cerner la définition des principes qui régissent l'asile diplomatique on en arrive à limiter les possibilités d'octroi de l'asile pour des raisons humanitaires. Cependant, la discussion qui a suivi a fait beaucoup pour clarifier la situation, et la conception prudente de la délégation australienne est sensible aux considérations humanitaires en question.

34. Bien que le concept d'asile diplomatique soit très ancien, il n'a jamais été fermement établi en tant qu'institution du droit international universel, définie par un ensemble de règles, conventionnelles ou coutumières, acceptées par tous. Même dans la partie du monde où elle a pris le plus d'extension récemment, à savoir l'Amérique latine, la pratique de l'octroi de l'asile diplomatique s'est développée pour faire face aux nécessités politiques et sociales de cette région, et il s'en faut de beaucoup que tous les Etats aient accepté les conventions relatives à l'asile diplomatique. Cela démontre qu'il est difficile de formuler en la matière un code de règles juridiques acceptables par tous.

35. Naturellement il n'en résulte pas nécessairement que — exception faite des cas comme ceux des Etats d'Amé-

rique latine — il n'y ait jamais de base juridique pour l'octroi de l'asile diplomatique et qu'il n'y ait, en aucun cas, de circonstances dans lesquelles cet asile pourrait être accordé dans le cadre du droit international. La possibilité d'accorder l'asile découle dans la pratique de l'inviolabilité dont bénéficient les locaux dans lesquels cet asile est recherché. D'autre part, il a été clairement établi que le chef de la mission n'a en règle générale aucun droit d'accorder l'asile, car une telle décision soustrait le bénéficiaire de l'asile à la juridiction du pays hôte et par conséquent comporte une dérogation à la souveraineté de ce dernier. En principe, comme la Cour internationale de Justice l'a reconnu dans l'affaire du droit d'asile, l'asile ne peut être opposé à l'action de la justice. Il s'ensuit que l'asile ne devrait être accordé que dans des circonstances très exceptionnelles. Le problème est de savoir s'il est souhaitable d'essayer de déterminer ces circonstances.

36. Outre les cas dans lesquels un traité applicable l'autorise ou une coutume locale le permet, certaines autorités considèrent qu'il est légitime d'accorder l'asile dans certains cas pour des raisons humanitaires exceptionnelles. Plusieurs orateurs ont mentionné le cas de la personne fuyant une émeute. La Cour internationale de Justice, dans l'arrêt qu'elle a rendu dans l'affaire du droit d'asile, suggère fermement que l'octroi de l'asile peut se justifier quand sous le couvert de la justice l'arbitraire se substitue au règne de la loi. Cependant, il y a une certaine incertitude quant aux limites précises des raisons humanitaires exceptionnelles qui pourraient justifier l'octroi de l'asile et il ne sera pas facile de définir juridiquement ces limites. En outre, l'octroi de l'asile par une mission diplomatique pour des raisons humanitaires pourrait en pratique être également toléré par l'Etat hôte pour des raisons politiques ou extra-juridiques, indépendamment des obligations de cet Etat en vertu du droit international. Ce facteur ajoute une dimension très importante du point de vue humanitaire.

37. Comme la délégation australienne l'a fait remarquer, la position juridique actuelle est incertaine; il y a cependant dans la pratique un certain degré de souplesse qui est utile à la cause humanitaire et qui pourrait disparaître si un code de règles rigide était formulé dans le domaine de l'asile diplomatique. La délégation du Royaume-Uni n'est donc pas convaincue qu'il y aurait avantage à entreprendre une quelconque formulation de ce genre au moyen d'une convention ou d'une déclaration.

38. M. APRIL (Canada) dit qu'à l'instar de la majorité de la communauté internationale le Canada est d'avis que l'asile diplomatique n'est pas une institution reconnue par le droit international contemporain et universel et n'a pas de fondement juridique qui soit généralement reconnu. La théorie selon laquelle l'asile diplomatique est fondé sur le principe de l'extra-territorialité des locaux diplomatiques n'est plus acceptée depuis que la fiction juridique de l'extra-territorialité est tombée en désuétude. Le principe de l'inviolabilité des locaux diplomatiques n'est pas accepté non plus en tant que fondement de l'asile diplomatique, car l'inviolabilité n'est reconnue qu'en vue d'assurer l'accomplissement efficace des fonctions des missions diplomatiques, qui ne comprennent pas l'octroi de l'asile diplomatique.

39. En droit latino-américain, les Conventions de la Havane⁴ et de Montevideo⁴ faisaient référence à la coutume locale en tant que fondement de l'institution de l'asile. Toutefois, en 1950, dans l'arrêt qu'elle a rendu à propos de l'affaire colombo-péruvienne relative au droit d'asile, la Cour internationale de Justice a décidé qu'en matière d'asile diplomatique il n'existait pas de coutume au sens juridique du terme. La Convention de Caracas de 1954⁴ a donc stipulé que l'asile diplomatique serait respecté en vertu des dispositions de la Convention elle-même, ce qui signifie que même en Amérique latine le prétendu fondement coutumier de l'asile diplomatique a dû être remplacé par un fondement conventionnel. L'asile diplomatique n'a donc d'existence légale que dans la mesure où les Etats intéressés veulent bien adhérer à un traité ou à une convention portant sur cette question. Selon M. April, les travaux entrepris à la suite de l'inscription de la question à l'ordre du jour, ainsi que les débats à son sujet, montrent clairement qu'à l'échelle mondiale, les conditions sous-jacentes et la volonté politique nécessaires à l'adoption d'un traité sur l'asile diplomatique n'existent pas.

40. Si un projet de traité sur l'asile diplomatique devait se matérialiser, les circonstances où il devrait s'appliquer seraient tellement difficiles à définir que son texte se révélerait sans doute, dans la pratique, soit trop rigide, soit trop ambigu, et risquerait de rester lettre morte ou de devenir une source de conflits. D'autre part, si le projet n'était pas adopté cet échec aurait des conséquences négatives pour les idéaux humanitaires à l'origine du projet et pour certaines pratiques connexes, telles que le refuge temporaire ou *safe haven*.

41. De l'avis de la délégation canadienne, le droit international reconnaît que dans certaines circonstances exceptionnelles un ambassadeur peut et même doit accorder un refuge temporaire à toute personne dont la vie est en danger immédiat. L'asile diplomatique, avec ses connotations politiques marquées, ne doit pas être confondu avec le refuge temporaire, qui est essentiellement et exclusivement une pratique humanitaire. Il est manifestement impossible de définir dans le détail les circonstances exceptionnelles où un refuge temporaire peut et doit être accordé. Chaque cas d'espèce doit faire l'objet d'une décision particulière, sur la base de consultations entre les parties intéressées. L'absence de codification en cette matière, loin de constituer une lacune, permet la flexibilité et favorise le pragmatisme.

42. M. April remercie le Secrétaire général de son excellent rapport et dit que la délégation canadienne appuierait tout projet de résolution sur la question, dans la mesure où on y reconnaîtrait que, dans la conjoncture actuelle, il est inutile que la Sixième Commission continue d'étudier la question.

43. Mme PEREYRA (Venezuela) souhaite réaffirmer la position de sa délégation en faveur des principes sur lesquels se fonde l'institution de l'asile et son application en Amérique latine. En particulier, la délégation vénézuélienne tient à souligner les aspects de l'asile diplomatique qui présentent un intérêt du point de vue de la protection des droits fondamentaux de l'homme. La pratique de l'asile diplomatique, qui a été établie au moyen d'accords régio-

⁴ Organisation des Etats américains, *Documents officiels* (OEA/Ser.X/7), Série des traités 34.

naux auxquels les Etats latino-américains sont devenus parties depuis la fin du XXIX^e siècle est, pour le continent latino-américain, une source de légitime fierté. Elle est le résultat de traditions politiques et culturelles particulières et le fait qu'elle soit si fortement développée en Amérique latine prouve qu'elle répond à des besoins sociaux et politiques.

44. Si les accords régionaux sur l'asile diplomatique sont une source de fierté pour l'Amérique latine, on ne peut pas en dire autant des circonstances historiques et politiques dans lesquelles certains d'entre eux ont été signés. Par exemple, alors que d'éminents juristes mettaient au point la Convention sur l'asile diplomatique signée à Caracas en 1954, le Gouvernement hôte était en train de persécuter ses opposants démocratiques. Ceci montre bien le conflit qui existe entre la théorie et la pratique, comme l'illustre le fait que certains Etats accordent actuellement l'asile diplomatique pour des raisons politiques bien qu'ils s'y soient traditionnellement opposés.

45. La délégation vénézuélienne estime qu'il faut se garder contre ces deux situations, car si les principes juridiques qui sont à la base de l'asile devaient servir à des fins de propagande internationale ils risqueraient de perdre leur valeur et d'être par voie de conséquence méconnus dans la pratique.

46. Si l'institution de l'asile fait partie du droit international latino-américain, son application s'étend au-delà des limites géographiques de l'Amérique latine puisque beaucoup de pays ont accordé l'asile pour des raisons humanitaires. Le rapport du Secrétaire général consigne des opinions très divergentes de la part des Etats; pour sa part, la délégation vénézuélienne se bornera à déclarer que bien qu'elle reconnaisse le droit international latino-américain comme source du droit d'asile, elle affirme que du point de vue de la pratique on ne saurait nier les dimensions universelles de l'institution, puisque le principe sur lequel celle-ci repose, à savoir la protection des droits fondamentaux de l'homme, ne saurait être considéré comme un héritage exclusivement latino-américain, mais bien comme présentant un caractère universel. La délégation vénézuélienne a entendu avec préoccupation l'opinion exprimée par d'autres délégations à l'effet que l'universalisation de l'institution de l'asile risquerait de porter atteinte à son efficacité. Comme elle l'a déclaré à la session précédente (1506^e séance), aucune mesure que l'Organisation des Nations pourrait adopter concernant l'asile ne devrait porter atteinte au principe latino-américain en la matière.

47. Le fait qu'un projet de convention sur l'asile diplomatique ait été établi il y a trois ans par l'association de droit international montre que beaucoup de juristes internationaux sont conscients de la pertinence et de l'importance de l'asile diplomatique dans le monde contemporain. Selon la délégation vénézuélienne, le simple fait que cela soit reconnu hors des milieux latino-américains constitue un progrès non seulement pour les Etats, mais pour toute l'humanité, étant donné que les nations civilisées ne sauraient méconnaître les aspects humanitaires de l'asile. Mme Pereyra espère donc que la question de l'asile diplomatique sera promptement et fructueusement examinée par la CDI. Tant que les systèmes de gouvernement ne reposeront pas sur de véritables principes démocratiques, l'institution

de l'asile survivra; ne pas en tenir compte reviendrait à s'attaquer aux principes relatifs au respect de la vie et de l'intégrité de l'être humain qui sont consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

48. M. EFIMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation reconnaît la valeur des motifs constructifs et humanitaires qui sont à l'origine de l'initiative prise par la délégation australienne à propos de la question extrêmement compliquée et controversée de l'asile diplomatique. Néanmoins, la délégation soviétique se joint à d'autres délégations pour exprimer des doutes quant à la possibilité de résoudre rapidement le problème. Les débats que la Sixième Commission a consacrés à cette question lors de sessions précédentes et à la présente session, ainsi que la plupart des commentaires des Etats Membres reproduits dans le rapport [A/10139, (première partie) et Add.1] montrent clairement que les Etats auront beaucoup de peine à incorporer cette institution dans leur législation interne et à faire face aux conséquences politiques probables de sa codification, ce qui pourrait par conséquent affecter d'une manière défavorable le développement des relations amicales et de la coopération entre des Etats. La position australienne sur la solution à apporter à ce problème n'est pas corroborée par les relations juridiques internationales; en réalité, les positions des Etats à l'égard de l'asile diplomatique et de l'utilisation de locaux diplomatiques à cette fin non seulement diffèrent entre elles, mais souvent s'excluent mutuellement.

49. La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques n'inclut pas l'octroi de l'asile diplomatique dans les fonctions d'une mission diplomatique, qui sont énumérées dans l'article 3, et l'utilisation des locaux diplomatiques à cette fin est exclue en vertu du paragraphe 3 de l'article 41. En outre, on constate que même les Etats d'Amérique latine ne sont pas tous parties à des conventions en la matière. Leur pratique est souvent régie non par des conventions, mais par une compréhension mutuelle et tacite. En outre, la Cour internationale de Justice, dans sa décision de 1950 à propos de l'affaire colombo-péruvienne relative au droit d'asile, a statué que les principes du droit international ne reconnaissent aucune règle concernant une qualification unilatérale et définitive par l'Etat qui accorde l'asile diplomatique. De l'avis de M. Efimov, les cas où l'asile diplomatique a été accordé par des pays latino-américains conformément à des accords régionaux, tels que, notamment, les Règles de Lima de 1865, n'appuient pas de manière convaincante l'institution de l'asile diplomatique, vu que lesdits accords avaient un caractère temporaire, étaient d'application limitée et avaient été élaborés avec l'approbation des gouvernements en question. Quelques gouvernements, tout en niant l'existence d'un droit légal à l'asile diplomatique, étaient prêts à accorder cet asile dans des circonstances exceptionnelles à des personnes en danger. Ces circonstances exceptionnelles diffèrent grandement et ne sauraient donner naissance à une pratique uniforme; on ne peut donc en déduire une situation typique ou une règle générale.

50. Même les sondages incomplets de la doctrine juridique en la matière, effectués aux fins du rapport, montrent que le droit international contemporain rejette d'une manière générale l'institution de l'asile diplomatique. Ni la pratique coutumière des Etats ni les ouvrages consacrés à cette

question ne fournissent de base suffisante pour pouvoir considérer l'asile diplomatique comme une institution généralement acceptée ou comme un sujet de codification possible. La plupart des Etats ne sont pas disposés à accepter cette institution et, de l'avis de la délégation soviétique, les conditions préalables nécessaires pour l'élaboration d'un instrument juridique international universel et généralement acceptable sur la question n'existent pas. Des efforts déployés pour établir sur une base juridique l'institution de l'asile diplomatique ne serviraient qu'à compliquer les relations entre les Etats et à influencer d'une manière défavorable le processus de la détente. Pour ces raisons, la délégation soviétique, comme beaucoup d'autres, estime qu'il conviendrait de différer l'examen de la question de l'asile diplomatique dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

51. M. BUSSE (République fédérale d'Allemagne) indique que sa délégation se félicite du débat sur la question de l'asile diplomatique. Les études théoriques approfondies effectuées en la matière par des juristes latino-américains sont très impressionnantes, et la tolérance et la compréhension dont leurs gouvernements font preuve à l'égard de l'octroi du droit d'asile sont le reflet de profondes convictions humanitaires.

52. Le rapport du Secrétaire général montre très clairement que, de l'avis de la grande majorité des Etats n'appartenant pas à la sphère juridique latino-américaine, il n'existe aucun accord sur le point de savoir si la notion de l'asile diplomatique fait partie du droit international existant. Cela ne veut pas dire que l'existence de l'asile diplomatique en tant qu'institution juridique soit niée, mais simplement que les opinions sur la portée et la signification de cette notion, ainsi que sur les conditions préalables nécessaires à son application, sont encore si divergentes qu'il serait prématuré de vouloir définir des principes. L'incertitude qui prévaut ne fait cependant pas courir de grands dangers sur le plan humanitaire. Même en l'absence de normes ou de principes directeurs dûment établis, les missions étrangères auront toujours la possibilité de protéger des vies humaines dans des circonstances exceptionnelles.

53. M. Busse remercie la délégation australienne d'avoir, pour des raisons humanitaires, demandé un débat sur la question de l'asile diplomatique. Le représentant de l'Australie a exposé d'une manière claire et convaincante l'initiative de son pays et la délégation de la République fédérale d'Allemagne est persuadée que le débat en cours aidera à clarifier les problèmes en jeu et servira de base pour une élaboration plus poussée de la notion de l'asile diplomatique.

54. M. MUHAMMAD (Inde) dit que sa délégation considère que l'asile diplomatique est distinct de l'asile territorial et qu'il implique une dérogation à la souveraineté de l'Etat territorial et une intervention dans des affaires qui relèvent exclusivement de la compétence de cet Etat. Pour cette raison, le 30 décembre 1967, le Gouvernement indien a envoyé à toutes les missions diplomatiques de pays étrangers et de pays du Commonwealth se trouvant en Inde, une lettre circulaire dans laquelle il était dit que l'Inde ne reconnaissait pas à ces missions le droit d'accorder à qui que ce soit un asile dans leurs locaux. Cette position a été

encore renforcée par les vues qui ont été exprimées par les Etats Membres sur cette question.

55. La délégation indienne ne partage pas l'opinion selon laquelle l'institution de l'asile diplomatique serait fondée sur des considérations humanitaires. Cette opinion n'est justifiée par aucune des déclarations de l'Organisation des Nations Unies ni par les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme; en outre, les tentatives précédentes de conférer un caractère humanitaire à l'institution de l'asile diplomatique ont échoué.

56. La situation juridique dans les Etats latino-américains est quelque peu différente car cette question y est réglementée par des traités régionaux bien définis, où l'on s'efforce d'un commun accord, de tenir compte des caractéristiques particulières de la situation politique régionale. La pratique régionale qui s'est développée en Amérique latine dans des circonstances particulières ne peut cependant être considérée comme ayant une validité ou une application universelles. Les débats à la Sixième Commission et les études qui ont été faites sur ce sujet montrent clairement que la notion de l'asile diplomatique n'est ni un élément du droit international ni une norme en devenir du droit international coutumier. Cette opinion est confirmée par la pratique des Etats, à l'exception de quelques incidents isolés non fondés sur des considérations juridiques.

57. Les privilèges, immunités et fonctions des missions diplomatiques sont clairement définis dans la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Un élargissement unilatéral de ces fonctions par une mission diplomatique serait considéré par l'Etat territorial comme une atteinte à son autorité. Cependant, la pratique des Etats autorise une mission diplomatique à accorder dans ses locaux un refuge temporaire à toute personne dont la vie serait en danger imminent, et ce, jusqu'à ce que ce danger ait disparu. Cette pratique, que justifient clairement des motifs humanitaires, ne permet en aucun cas de soustraire la personne intéressée à la juridiction de l'Etat territorial. Il y a une différence fondamentale entre un refuge temporaire offert pour des motifs humanitaires et un asile diplomatique accordé pour des raisons politiques. On dit que l'asile diplomatique n'est accordé qu'à ceux qui sont persécutés pour des motifs politiques, mais la définition de ces motifs politiques et la base sur laquelle une mission diplomatique peut estimer que ces motifs sont politiques et non autres ne sont pas très claires. La définition des infractions politiques varie d'un pays à l'autre, et une mission diplomatique ne devrait pas appliquer ses propres conceptions du droit à des événements qui se produisent dans l'Etat accréditaire.

58. Le représentant de l'Australie a dit que la notion de l'asile diplomatique ne signifiait pas que la mission était obligée d'accorder cet asile et n'autorisait pas le réfugié à l'exiger, mais qu'elle impliquait la reconnaissance d'une liberté ou d'un pouvoir de la mission diplomatique. On peut cependant se demander si l'institution de l'asile diplomatique se fonde effectivement sur des considérations humanitaires, comment une mission diplomatique pourrait décider à son gré d'accorder l'asile à certains et non à d'autres, et comment elle pourrait motiver des choix de ce genre. Il est concevable que la mission use de son pouvoir discrétionnaire pour donner abri à des personnes dont elle approuve les opinions politiques, ce qui équivaldrait à une

intervention dans les affaires intérieures d'un Etat Membre au sens du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'à une dérogation à la souveraineté de cet Etat. La délégation indienne ne saurait accepter cette situation, qui ne favoriserait guère l'harmonie internationale.

59. Le débat à la Sixième Commission a encore une fois démontré qu'il était futile de vouloir poursuivre l'examen de ce sujet. La question de l'asile est à l'ordre du jour de la CDI et la délégation indienne espère que cet organisme entreprendra, à un moment approprié, l'étude de cette question, en accordant une attention toute particulière aux aspects humanitaires en jeu.

60. M. RAKOTOSON (Madagascar) indique que les vues de son gouvernement figurent dans le document A/10139 (première partie). Il existe une distinction très nette entre l'asile territorial et l'asile diplomatique. Dans le cas de l'asile territorial, le réfugié se trouve en dehors de l'Etat territorial où a été commise l'infraction et l'octroi de l'asile ne porte pas atteinte à la souveraineté de cet Etat, alors que dans le cas de l'asile diplomatique, le réfugié se trouve sur le territoire de l'Etat où l'infraction a été commise. La fiction de l'extraterritorialité des locaux diplomatiques ayant été abandonnée, surtout depuis la décision pertinente de la Cour internationale de Justice, la décision d'une mission diplomatique d'accorder l'asile à un habitant de l'Etat accréditaire revient à le soustraire à la juridiction de cet Etat, portant ainsi atteinte à la souveraineté de celui-ci. Lors de l'élaboration de l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration sur l'asile territorial [résolution 2312 (XXII) de l'Assemblée générale] l'extension du régime de l'asile territorial à l'asile diplomatique a été rejetée.

61. Le rôle des missions diplomatiques, tel qu'il est énoncé à l'alinéa e du paragraphe 1 de l'article 3 de la Convention de Vienne, est de promouvoir des relations amicales entre l'Etat accréditant et l'Etat accréditaire; or, faire de l'asile diplomatique un droit légal général accroîtrait les obstacles à la réalisation de cet objectif. En outre, on pourrait craindre que les Etats accréditants n'utilisent l'octroi de l'asile diplomatique comme un moyen de protéger l'une des parties à un conflit, intervenant par là indirectement dans les affaires intérieures de l'Etat accréditaire.

62. La délégation malgache a pris note des arguments en faveur de la réglementation de l'asile diplomatique par le droit international et elle a été particulièrement sensible à ceux qui invoquent les considérations humanitaires qui sont à la base de l'octroi de l'asile diplomatique. Bien que des situations extraordinaires puissent justifier des mesures exceptionnelles, il est difficile, dans la pratique, d'énoncer des règles générales pour déterminer d'une manière incontestable le caractère exceptionnel de chaque cas, d'autant plus que d'après certaines conventions latino-américaines en la matière, cette évaluation doit être faite unilatéralement par l'Etat qui accorde l'asile. Bien que l'asile diplomatique ne doive pas être appliqué à des criminels de droit commun, laisser à l'Etat qui accorde l'asile le droit exclusif d'évaluer la nature de l'infraction constituerait une nouvelle dérogation à l'exercice normal de la souveraineté territoriale. D'ailleurs, la notion de crime politique peut varier selon les pays. Il s'agit également de savoir si l'asile diplomatique

doit être accordé à des personnes dont la liberté est menacée ou uniquement à celles dont la vie est en danger. Il n'est pas toujours facile de distinguer entre les deux. En outre, l'asile diplomatique ne peut atteindre son objectif que si le réfugié reçoit un sauf-conduit. Pour répondre à cette exigence, de nombreux pays, y compris Madagascar, devraient modifier leur législation et leur réglementation.

63. Pour la plupart des pays en développement, la codification du droit d'asile diplomatique sous la forme d'une convention internationale susciterait des difficultés d'ordre tant juridique que politique. Ces pays, qui sont à la recherche d'une nouvelle structure sociale et économique plus juste, ont à lutter contre des ennemis aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs frontières. Eriger l'asile diplomatique en institution et éventuellement en faire un usage abusif dans ces pays ne pourraient servir que les intérêts des forces réactionnaires et, partant, discréditer cette pratique.

64. La délégation malgache, en tout état de cause, n'est pas convaincue que l'asile diplomatique se prête à une codification sous la forme d'une convention internationale. Une décision de l'Etat territorial de reconnaître l'asile diplomatique dépend de considérations propres à chaque cas, en particulier à des considérations politiques, et ce pouvoir discrétionnaire ne devrait pas être limité. Par conséquent, il serait difficile de codifier la pratique de l'asile diplomatique au moyen de règles préétablies sous la forme d'une convention internationale.

65. La délégation malgache remercie la délégation australienne de l'initiative qu'elle a prise en demandant l'inscription de cette question à l'ordre du jour.

66. M. JOPUSZAŃSKI (Pologne) dit que la question de l'asile diplomatique est extrêmement complexe. C'est pourquoi la délégation polonaise a noté avec satisfaction la façon très prudente et réaliste avec laquelle ce problème difficile a été réintroduit à la présente session par le représentant de l'Australie. Elle a pris note des vues des gouvernements reproduites dans le document A/10139 (première partie) et Add.1, qui comprennent notamment celles du Gouvernement polonais. Bien que l'existence de l'aspect humanitaire du droit d'asile soit indéniable, une analyse objective du problème doit également tenir compte de considérations juridiques et politiques ou pragmatiques.

67. Se référant aux aspects juridiques de la question, le représentant de la Pologne fait observer qu'il n'existe pas de normes de droit international universel concernant l'asile diplomatique ni de coutume internationale comme preuve d'une pratique générale, acceptée comme étant le droit. Cette opinion est conforme à l'arrêt de la Cour internationale de Justice rendu le 20 novembre 1950 au sujet du droit d'asile. Pour dissiper tout malentendu, il convient de rappeler qu'il y a, dans la doctrine, une distinction entre la coutume, d'une part, et l'usage, d'autre part, qui, comme il est dit au paragraphe 298 du rapport du Secrétaire général, résulte d'une pratique.

68. La majorité des Etats s'opposent à la pleine reconnaissance de l'asile diplomatique dans le droit international universel pour trois raisons fondamentales et connexes. La première est la conviction des Etats que l'asile diplomatique

est incompatible avec le plein et libre exercice de la souveraineté par l'Etat territorial. A cet égard, la délégation polonaise partage entièrement l'opinion — confirmée par la Cour internationale de Justice — selon laquelle la décision d'accorder l'asile diplomatique comporte une dérogation à la souveraineté de l'Etat territorial. La différence entre les institutions de l'asile diplomatique et de l'asile territorial est particulièrement évidente en ce qui concerne leurs effets respectifs sur la souveraineté. Selon la Cour, l'asile territorial n'implique aucune dérogation à la souveraineté de l'Etat où l'infraction a été commise.

69. Deuxièmement, l'attitude négative des Etats est due à la tendance croissante, dans les relations internationales, d'attribuer une importance plus grande au principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats. Ce principe est devenu une norme juridique, qui est énoncée dans la Charte et réaffirmée dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe]. La troisième raison des réserves des Etats est leur conviction tout à fait justifiée que l'institution de l'asile diplomatique est incompatible avec les normes du droit international diplomatique, et en particulier avec la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

70. Se référant ensuite à l'aspect politique et pragmatique de l'asile diplomatique, M. Iłopuzzański pense que c'est la nature hautement politique de cette institution qui non seulement explique son caractère incertain et instable, mais constitue en même temps sa meilleure protection, car elle permet aux Etats d'agir prudemment et avec une grande marge de souplesse. Comme l'a dit le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine lors de la vingt-neuvième session (1510^e séance), il y a quatre attitudes possibles à l'égard de l'institution de l'asile diplomatique. D'une pertinence considérable pour les considérations *de lege ferenda* est l'attitude très intéressante des Etats qui, tout en ne reconnaissant pas juridiquement l'institution, se trouvent placés devant un dilemme lorsque des cas exceptionnels se présentent. La pratique, dans ces cas exceptionnels, est très diverse. Le rapport du Secrétariat ne traite pas de cas postérieurs à la seconde guerre mondiale, mais il y a eu une série de cas où un refuge temporaire, plutôt qu'un asile, a été accordé. La première de ces conceptions a été prônée par plusieurs délégations et la délégation polonaise lui reconnaît une certaine valeur. Elle pourrait justifier la pratique des Etats dans des cas exceptionnels. Les observations de M. Lauterpacht, qui sont reproduites au paragraphe 308 du rapport du Secrétaire général, sont très intéressantes à cet égard.

71. Avant de pouvoir analyser le problème plus en détail, il faut poser un certain nombre de questions. Il n'est pas clair, par exemple, si l'octroi de l'asile ou du refuge temporaire doit être limité aux seules personnes menacées d'une violence incontrôlée. Il est significatif à cet égard que la Cour internationale de Justice ait décidé que l'octroi de l'asile diplomatique violait la souveraineté de l'Etat territorial du fait que le délinquant était soustrait à la justice de cet Etat; il était expressément question du délinquant et non de toute autre personne. L'évaluation du cas pourrait être différente s'il ne s'agissait pas d'un délinquant, mais

d'une autre personne contre laquelle il n'y aurait aucune procédure judiciaire en cours, mais qui serait gravement menacée par des éléments extra-judiciaires. On peut se demander également si la seule perspective d'un procès régulier justifie l'octroi de l'asile ou du refuge, quelles sont les limites de la juridiction interne de l'Etat territorial, quelle est la signification de la notion d'urgence, comment on peut établir le fondement juridique dans chaque cas particulier, et si l'Etat territorial est obligé de délivrer un sauf-conduit. Les conventions latino-américaines ne donnent pas de réponses uniformes à cette dernière question.

72. L'étude du problème ne peut pas être considérée comme terminée; il reste de nombreux points à éclaircir. La délégation polonaise pense qu'il serait souhaitable de permettre aux gouvernements de réfléchir sur ces problèmes difficiles; elle appuiera donc les propositions de la majorité de la Commission qui tiendront compte de la complexité du problème.

73. M. MANYANG D'AWOL (soudan) remercie la délégation australienne d'avoir pris l'initiative de présenter la question examinée, si importante sur le plan humanitaire, et elle lui sait également gré de son utile exposé introductif.

74. Sa délégation estime que l'asile diplomatique est très important du point de vue humanitaire, puisqu'il permet à des personnes d'échapper à des dangers auxquels elles ont été exposées pour des raisons politiques. Il ressort des débats à la Sixième Commission que tout le monde ou presque est d'accord pour reconnaître que cette pratique n'est pas consacrée par le droit international et qu'elle porte atteinte à la souveraineté des Etats. Toutefois, le droit international, loin d'être imposé à la communauté internationale, trouve son origine dans des sources au sein de cette communauté. Les accords internationaux figurent parmi les plus importantes de ces sources et il est donc normal qu'en vertu d'un tel accord un Etat puisse adopter le principe de l'asile diplomatique et en faire un principe de droit international, même s'il n'en était pas ainsi auparavant. Il serait donc malvenu de s'opposer en bloc à l'asile diplomatique car cela reviendrait à s'opposer à des changements politiques et sociaux au sein de la communauté internationale et serait incompatible avec la souplesse du droit international qui, après tout, reflète les aspirations de cette communauté.

75. La reconnaissance du droit d'asile diplomatique pour des motifs humanitaires permettrait de faire face à certaines situations bien connues comme celles qui résultent de troubles politiques et sociaux à l'intérieur d'un pays. Quand des situations semblables se présentent, un grand nombre de personnes peuvent se trouver en danger et ne peuvent préserver leurs vies qu'en cherchant refuge dans une ambassade ou un consulat. L'octroi de l'asile en pareil cas peut sauver la vie d'un innocent et ne devrait pas être interprété comme une atteinte aux principes du droit international ou à la compétence des tribunaux appropriés.

76. Par contre, il est nécessaire de définir l'expression "infraction politique" si l'on veut que le principe de l'asile diplomatique ait l'efficacité souhaitée. L'existence d'une définition empêcherait les abus du droit d'asile dans des situations qui ne rentreraient pas dans le cadre de la définition. Les représentants diplomatiques auraient la

faculté de déterminer si la situation particulière du réfugié justifie une exception au titre de la notion d' "infraction politique". L'asile prendrait naturellement fin dès que le réfugié ne serait plus en danger.

77. La défense des principes humanitaires fondamentaux, tel celui qui veut que l'on préserve la vie de personnes innocentes, justifie que la communauté internationale porte son attention sur la question de l'asile diplomatique. Toutefois, une décision visant à recommander l'élaboration d'un instrument international à ce sujet serait prématurée et ne servirait pas les objectifs indiqués par le représentant du Soudan.

78. Pour conclure, M. Manyang d'Awol remercie le Secrétaire du rapport très complet qu'il a établi sur la question.

79. M. RETIVEAU (France) indique que les vues du Gouvernement français sont reproduites dans le document A/10139 (première partie). Il félicite le Secrétaire général de son rapport, qui constituera un guide précieux pour les Etats.

80. La délégation française est sensible aux préoccupations humanitaires qui ont conduit la délégation australienne à soulever la question de l'asile diplomatique au cours de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, et elle comprend que, ce faisant, cette délégation a été uniquement guidée par le souci d'explorer des moyens nouveaux qui pourraient contribuer à sauver, dans certains cas, des vies menacées. Toutefois, une telle entreprise n'a que peu de chances d'aboutir dans les circonstances actuelles.

81. Contrairement à l'asile territorial, l'asile diplomatique n'est pas une institution du droit international général; il s'agit en réalité d'une pratique essentiellement latino-américaine. Cette situation s'explique par le fait qu'alors que l'asile territorial est un droit qu'un Etat peut exercer dans la sphère de ses compétences, l'asile diplomatique constitue une dérogation à la souveraineté d'un Etat, puisqu'il soustrait un délinquant à la justice de son pays. Par ailleurs, même sans ces objections, il est clair que l'on se trouverait devant de sévères difficultés pour élaborer des règles en la matière dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies puisque les pratiques des Etats à cet égard sont très diverses et que la pratique de l'asile diplomatique n'est pas dans la tradition de nombreuses régions du monde. La délégation française estime donc que la question de l'asile diplomatique ne se prête guère à l'élaboration de règles universellement applicables. L'existence de règles rigides risquerait même d'aller à l'encontre des préoccupations humanitaires qui sont à la base de la résolution 3321 (XXIX) de l'Assemblée générale.

82. La délégation française a écouté avec beaucoup d'intérêt la déclaration du représentant de l'Australie. Il conviendrait de demander aux Etats Membres de fournir des renseignements complémentaires sur l'asile diplomatique. Ces renseignements aideraient à poursuivre les efforts déjà entrepris en vue d'assurer le respect des droits de l'homme.

La séance est levée à 17 h 55.

1556^e séance

Mardi 4 novembre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1556

En l'absence du Président, M. Godoy (Paraguay), vice-président, prend la présidence.

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10139 (première partie) et Add.1, et (deuxième partie); A/C.6/L.1018]

1. Le **PRESIDENT** annonce qu'un projet de résolution sur la question de l'asile diplomatique (A/C.6/L.1018) a été distribué aux membres de la Commission.

2. M. YOKOTA (Japon) félicite le Secrétaire général pour son excellent rapport [A/10139 (deuxième partie)] et remercie à nouveau la délégation australienne de l'initiative qu'elle a prise l'année passée pour des considérations humanitaires, en proposant d'inscrire la question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session. La délégation japonaise a d'ailleurs écouté avec un grand intérêt la déclaration du représentant de l'Australie (1551^e séance).

3. La délégation japonaise est convaincue qu'il est indispensable de prêter davantage attention aux problèmes humanitaires pour instaurer un ordre mondial qui fasse honneur à la dignité et à la valeur de l'être humain. Néanmoins, elle nourrit des doutes sur l'opportunité de faire de l'asile diplomatique une institution à l'échelle mondiale. Comme l'ont fait observer d'autres délégations et plusieurs autorités en la matière, le droit des missions diplomatiques à octroyer l'asile ne fait pas partie du droit international général. Bien que la délégation japonaise n'ignore pas qu'à de nombreuses occasions les missions diplomatiques ont servi à protéger certaines personnes d'un risque éminent dû à des bouleversements sociaux, ou à les soustraire à la juridiction de l'Etat territorial, elle estime que ces situations de fait n'engendrent pas en soi des droits ou devoirs en droit. Pour constituer des normes juridiques, les coutumes ou usages doivent s'accompagner d'une *opinio juris* bien établie. Cette condition n'existe pas dans le cas de l'institution de l'asile diplomatique. En faisant cette assertion, la délégation japonaise n'exclut pas l'existence possible d'un droit coutumier de l'asile diplomatique dans certaines régions, en Amérique latine par exemple. A cet

égard, M. Yokota indique que le simple fait que la mission diplomatique d'un Etat étranger à la région intéressée tire parti d'une institution ne change rien à son caractère régional.

4. En ce qui concerne l'opportunité de faire de l'asile diplomatique une institution universelle dans le cadre du développement progressif du droit international, la délégation japonaise tient à faire deux observations. En premier lieu, bien que l'institution de l'asile diplomatique impose manifestement une limitation sérieuse à la juridiction territoriale de l'Etat, elle ne constitue pas en soi un obstacle puisque le fait d'accepter des limitations à la juridiction territoriale est à la base de la coopération internationale. En revanche, M. Yokota est préoccupé par le caractère et la portée de cette limitation. A son avis, l'important est de déterminer s'il faut accepter, comme principe général, la limitation de juridiction qui s'est exercée jusqu'à présent dans le cas des délits politiques. En second lieu, en ce qui concerne la compatibilité de l'institution de l'asile diplomatique avec les fonctions des missions diplomatiques, le représentant du Japon considère que l'octroi de l'asile politique peut nuire à l'objectif principal d'une mission diplomatique, à savoir encourager des relations amicales entre les Etats. Bien que l'on ait avancé que la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques¹ ne donne pas une énumération exhaustive des fonctions des missions diplomatiques, l'idée d'utiliser les locaux diplomatiques comme refuge ne peut se justifier, puisque leur inviolabilité n'a pour seul objet que d'assurer l'efficacité de leurs activités.

5. En formulant ces observations, la délégation japonaise n'exclut pas l'existence de l'institution de l'asile diplomatique dans une région donnée, et ne nie pas non plus le fait que dans des circonstances exceptionnelles il faut adopter des mesures exceptionnelles. C'est précisément à cause de ce caractère exceptionnel que M. Yokota juge impossible de formuler une disposition juridique applicable à tous les cas, lesquels doivent être examinés un par un.

6. M. GARCIA ORTIZ (Equateur) félicite le représentant de l'Australie pour son exposé et le Secrétaire général pour son rapport. L'Equateur est l'un des auteurs du projet de résolution présenté par l'Australie à la vingt-neuvième session et adopté par l'Assemblée générale en tant que résolution 3321 (XXIX); il a communiqué ses observations au Secrétaire général [voir A/10139 (première partie)] conformément à ladite résolution.

7. On a avancé que l'asile diplomatique a un caractère humanitaire mais manque de fondements juridiques. C'est précisément pour cette raison qu'il faut élaborer une convention de portée universelle, qui soit signée et ratifiée par la majorité des Etats afin que cette institution relève du droit international général. Le fait que l'asile diplomatique implique une restriction de la souveraineté de l'Etat n'enlève rien à son efficacité. En outre, la notion actuelle de souveraineté ne peut et ne doit être que relative et limitée par la primauté de l'ordre juridique international. Relevant l'argument selon lequel l'asile diplomatique est contraire aux normes de la Convention de Vienne, M. García Ortiz dit que l'adoption d'une nouvelle convention sur l'asile résoudrait ce problème.

8. L'asile diplomatique n'est pas une invention de l'Amérique latine, mais a une origine européenne. Il est vrai cependant que c'est en Amérique latine que cette institution s'est implantée et a subi un développement remarquable, puisqu'elle est devenue l'un des piliers du droit international américain et contribue à préserver de nombreuses vies et libertés. Cela seul justifierait que l'on maintienne en vigueur et universalise cette institution.

9. Lorsque l'on traite d'une institution nouvelle, il faut se demander si elle constitue ou non une phase du développement progressif du droit international et si elle améliore l'ordre juridique. Pour M. García Ortiz, il ne fait aucun doute que l'asile diplomatique remplit ces conditions, puisqu'il met en jeu l'application des droits de l'homme proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et dans d'autres instruments similaires. L'Equateur estime qu'il n'existe aucun argument convaincant contre l'asile, mais tout au plus des problèmes d'ordre technique qu'il est possible de résoudre. La question de la qualification du délit et la délimitation obligatoire des frontières entre délit politique et délit de droit commun dont manifestement les auteurs ne sauraient être protégés, sont au centre du problème de l'asile. Seul l'Etat qui accorde l'asile est compétent pour qualifier le délit.

10. M. García Ortiz souligne les différents points indiqués par le Gouvernement équatorien dans les observations qu'il a communiquées au Secrétaire général, et se joint aux délégations qui sont partisans de poursuivre l'examen de la question, de demander une fois de plus les opinions et suggestions des Etats qui ne l'ont pas encore fait et d'inscrire de nouveau la question à l'ordre du jour de la trente et unième session pour que la Sixième Commission puisse examiner un projet de convention permettant d'universaliser l'asile et contribue de cette façon au développement progressif du droit international. Quoi qu'il en soit, l'Equateur continuera à appuyer et pratiquer l'asile diplomatique, tout comme l'asile territorial.

11. M. MONTENEGRO (Nicaragua) félicite le Secrétaire général pour son rapport et la délégation australienne pour l'effort constructif qu'elle a fait en demandant l'inscription de la question à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session. Le représentant du Nicaragua estime que la question de l'asile diplomatique est extrêmement pertinente parce qu'elle touche aux intérêts de la personne humaine. Cette question, tant débattue, a fait l'objet de nombreuses études, notamment sur la qualification du délit et la délimitation des juridictions. L'asile diplomatique contribue à défendre les droits de l'homme fondamentaux dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales.

12. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une institution exclusivement latino-américaine et qu'elle ait une origine européenne, c'est en Amérique latine que l'asile diplomatique s'est développé, dans la mesure où il repose dorénavant sur un certain nombre de critères. Ainsi, la Constitution nicaraguayenne affirme que toute personne poursuivie pour des motifs politiques peut trouver asile sur le territoire du Nicaragua.

13. M. Montenegro ne pense pas que l'institution de l'asile diplomatique constitue une source de frictions ou aille à l'encontre des relations amicales entre les Etats. En outre,

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, no 7310, p. 95.

tout en supposant une limitation de la juridiction territoriale, l'asile diplomatique ne porte pas atteinte aux droits ou à la souveraineté des Etats, puisqu'il est fait une nette distinction entre les délits politiques et les délits de droit commun et que le fait même d'adhérer à une convention constitue un acte de souveraineté.

14. Le Nicaragua fera tout son possible pour que l'asile diplomatique puisse reposer sur des bases juridiques par l'adoption d'une convention de caractère universel. A cet égard, M. Montenegro pense lui aussi que l'Assemblée générale devrait continuer à examiner cette question, laquelle devrait être inscrite à l'ordre du jour de la trente et unième session.

15. M. KHAN (Pakistan) déclare que, pour sa délégation, le droit d'octroyer l'asile diplomatique est essentiellement une question de *lege ferenda* et non de *lex lata*. L'asile diplomatique est le refuge accordé à une personne dans une mission diplomatique, un consulat, un navire ou un aéronef étrangers, pour la soustraire au pouvoir juridictionnel de l'Etat qu'elle essaie de quitter. En tant que notion juridique, l'asile repose sur la théorie de l' "extra-territorialité" d'une mission diplomatique ou d'un navire. D'après de nombreux experts, l'octroi de l'asile diplomatique entraîne une dérogation notable à la souveraineté territoriale de l'Etat hôte. La délégation pakistanaise estime que cette question délicate et importante doit être examinée avec soin avant que la Commission puisse se prononcer.

16. L'asile diplomatique ne doit être accordé que lorsqu'il existe un danger imminent pour la vie de la personne qui le demande, laquelle ne doit pas avoir commis un délit de droit commun. Néanmoins, il faut préciser clairement et sans équivoque ce qui constitue un "danger imminent".

17. L'asile diplomatique diffère de l'asile territorial par son caractère transitoire. L'Etat accordant l'asile doit remettre le bénéficiaire de l'asile aux autorités compétentes une fois disparu le danger imminent et il est tenu également de veiller à ce que pendant la durée de l'asile, celui qui en bénéficie s'abstienne d'entreprendre des activités politiques contraires aux intérêts de l'Etat territorial.

18. La délégation pakistanaise rappelle le point de vue émis par son gouvernement dans le document A/10139 (première partie). A son avis, l'étude de la question doit reposer à l'avenir sur les principes suivants : a) il faut accorder l'asile diplomatique en cas de persécution pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, quand il existe un danger imminent pour la vie, mais sans étendre l'asile aux personnes dont la liberté est en danger; b) il ne faut pas transformer l'asile diplomatique en asile territorial, en transférant le bénéficiaire de l'asile sur le territoire de l'Etat accordant l'asile; et c) il faut remettre le bénéficiaire de l'asile aux autorités de l'Etat où il a commis le délit une fois obtenue l'assurance que la procédure normale sera respectée.

19. M. AL-ADHAMI (Irak) dit que la délégation irakienne est convaincue qu'il n'existe aucune règle obligeant les Etats à reconnaître le droit d'asile diplomatique, à l'exception des Etats qui ont déjà accepté cette institution. Le problème se pose de savoir s'il convient d'étendre une institution

régionale à l'ensemble de la communauté internationale. La délégation irakienne ne pense pas que cela soit le cas. En premier lieu, se pose le problème complexe d'élaborer des textes appropriés et de définir les délits politiques. Une autre question est celle de savoir si l'asile est un droit de l'individu ou de l'Etat et quels sont ses effets sur les relations entre les Etats. En deuxième lieu, il y a l'impossibilité d'examiner la question de l'asile diplomatique séparément de la réalité du monde actuel. L'histoire moderne, surtout celle qui s'est déroulée depuis la fin de la seconde guerre mondiale, enseigne que certains Etats ont eu recours à des prétextes les plus variés pour porter atteinte à la souveraineté d'autres Etats et intervenir dans leurs affaires intérieures. Dès lors, n'est-il pas légitime de se poser la question suivante : l'asile diplomatique ne deviendrait-il pas une arme pour attenter à la souveraineté et intervenir dans les affaires intérieures ? Certes, il y a lieu de se référer à la réussite de l'expérience de l'asile diplomatique en Amérique latine. Cependant, il ne faut pas oublier le cadre historique, politique et géographique où s'est développée l'institution de l'asile en Amérique latine. En conclusion, M. Al-Adhami pense qu'il est prématuré d'élaborer un texte quelconque portant sur ce sujet.

20. M. PRIETO (Chili) dit que son gouvernement n'a pas communiqué ses vues sur la question de l'asile diplomatique au Secrétaire général, car il a préféré exposer son opinion en la matière au cours de la discussion générale, dans l'espoir que ses arguments en faveur de l'idée de faire de l'asile diplomatique une institution universelle auraient ainsi plus de force et pourraient influencer la Commission lorsqu'elle adoptera finalement un projet de résolution sur ce sujet.

21. Le Chili peut faire bénéficier la Commission de sa grande expérience pratique en ce qui concerne l'asile diplomatique et sa tradition constante à cet égard est liée à l'histoire de son peuple qui a la ferme conviction que les valeurs humaines essentielles sont ce qui importe le plus.

22. Le Chili n'a pas seulement observé scrupuleusement les diverses conventions sur l'asile diplomatique qu'il a ratifiées, mais il a encore permis, pour des raisons purement humanitaires, à d'autres Etats qui n'avaient aucun droit de le faire d'invoquer l'institution de l'asile. Le Chili n'a jamais élevé quelque objection que ce soit en matière d'asile diplomatique.

23. Le Gouvernement chilien est fermement convaincu que plus l'incertitude quant aux principes applicables en matière d'asile diplomatique sera grande, plus l'exercice du droit d'asile nuira aux relations amicales qui doivent exister entre les Etats.

24. L'une des obligations fondamentales de l'Organisation des Nations Unies est de créer des institutions de base susceptibles de garantir les droits essentiels de l'homme. La Charte elle-même confie à l'Organisation la tâche de développer progressivement le droit international dans les domaines les plus divers, et la question de l'asile diplomatique est l'une de celles qu'il est le plus urgent de régler.

25. Presque tous les pays d'Amérique latine ont toujours reconnu l'existence du droit d'asile diplomatique. La doctrine affirme que c'est à la suite des troubles qui ont suivi l'accession à l'indépendance des Etats qui la com-

posent que l'Amérique latine a érigé l'asile diplomatique en institution, mais quelle partie du monde peut actuellement se sentir — pour des raisons certes très différentes — à l'abri de troubles analogues. M. Yepes, en présentant à la Commission du droit international une proposition relative à l'asile diplomatique, le 5 mai 1949, a déclaré qu'il n'était pas exact que les Etats d'Amérique latine étaient les seuls qui avaient reconnu le droit d'accorder l'asile aux réfugiés politiques mais que cependant c'était eux qui avaient le plus souvent exercé ce droit et que, en ayant fréquemment recours au droit d'asile, ces pays avaient permis à des dirigeants politiques, qui auraient sans doute autrement été sacrifiés à la haine et à la rancune de leurs adversaires, de rendre à leur pays des services inestimables².

26. L'une des principales objections qu'a soulevées l'idée de faire de l'asile diplomatique une institution universelle est que cela équivaldrait à restreindre la souveraineté de l'Etat territorial. Cet argument est toutefois fallacieux dans la mesure où l'on peut aussi bien l'opposer à toutes les normes en développement du droit international coutumier, ainsi qu'à toute convention créant des obligations à un Etat. Toutes les idées que l'on avancera dans l'un ou l'autre sens ne seront que des propos d'autant plus frivoles qu'il ne faut pas oublier que les victimes n'en seront pas les théoriciens qui les tiennent mais ceux à qui on refuse une protection aussi utile que l'asile diplomatique.

27. Pour des raisons purement humanitaires, l'Amérique latine a préféré limiter sa propre souveraineté, car elle attache une importance fondamentale aux droits de l'homme.

28. On a prétendu que l'octroi de l'asile diplomatique à une personne soumise à la juridiction de l'Etat territorial constitue de toute évidence une ingérence dans les affaires intérieures de cet Etat, alors que c'est au contraire faire preuve de maturité politique que de permettre à un autre gouvernement d'évaluer calmement ce que les intéressés jugent avec passion, et de reconnaître que cette évaluation n'est pas un acte inamical mais découle de l'exercice d'un pouvoir consacré par le droit international.

29. D'autres délégations ont signalé que l'octroi de l'asile diplomatique est incompatible avec le paragraphe 3 de l'article 41 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et que le droit d'asile ne figure pas parmi les fonctions des missions diplomatiques énumérées à l'article 3 de cet instrument. Il importe, cependant, de ne pas oublier que l'énumération faite à l'article 3 de la Convention de Vienne n'est pas exhaustive, et il n'existe donc pas de raisons juridiques permettant de conclure qu'il n'est pas possible d'universaliser l'institution de l'asile diplomatique.

30. Le droit est une science qui doit être au service de l'homme et il conviendrait que la Sixième Commission propose des mesures qui permettraient d'universaliser l'asile diplomatique dans un délai raisonnable. Il existe plusieurs manières d'y parvenir et le Chili est disposé à appuyer toute initiative visant à atteindre un objectif aussi généreux qu'impératif.

31. M. CRUCHO DE ALMEIDA (Portugal) pense que la question à l'examen a une importance capitale sur le plan

humanitaire, et sa délégation s'estime tenue de répondre à l'initiative de la délégation australienne et d'autres délégations qui ont encouragé le débat en cours. L'Organisation des Nations Unies, tout comme la Société des Nations, n'a pas oublié les souffrances des réfugiés. A ce propos, il y a lieu de mentionner les efforts du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 2312 (XXII), l'adoption en 1951 de la Convention relative au statut des réfugiés³ par la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies, et l'adoption, en 1967, du Protocole y relatif⁴, auquel le Portugal est sur le point d'adhérer.

32. La question du droit d'asile diplomatique n'est qu'un élément du vaste problème des réfugiés. Il serait inadmissible que la Commission la prenne à la légère, alors qu'elle se pose pour les mêmes raisons que le problème général des réfugiés.

33. La délégation portugaise abordera la question d'un côté pragmatique et non pas théorique. Le premier fait essentiel est l'incertitude qui existe à l'égard des aspects juridiques de l'asile diplomatique. Il est donc nécessaire d'effectuer des études supplémentaires en la matière et, si besoin est, de clarifier la question dans une certaine mesure, par exemple en formulant des recommandations pratiques.

34. D'autre part, toute nouvelle étude du sujet suppose tout au moins qu'il soit répondu au préalable aux deux questions décisives et très délicates suivantes : qu'est-ce qu'un délit de droit commun par opposition à un délit politique ? Dans quelles circonstances l'octroi de l'asile diplomatique revêt-il un caractère d'urgence dans une situation de troubles politiques intérieurs ?

35. On n'a pas pu encore donner de réponse précise ou satisfaisante à la première de ces questions, tandis que la seconde dépasse, par sa nature même, un cadre strictement juridique et relève du domaine du discernement et de la prudence.

36. On peut donc comprendre que les Etats hésitent à adopter une position officielle en la matière. Toutefois, les Etats latino-américains ont pris officiellement position à cet égard dans divers traités. Pour comprendre ce fait, il y a lieu de ne pas oublier que ces derniers pays ont un vif sentiment de fraternité et partagent une foi profonde en des valeurs communes. Ce patrimoine commun s'est révélé plus durable que des divergences temporaires. Peut-on en dire autant de la communauté mondiale dans la situation actuelle ? Si tel n'est pas le cas, il ne faudra pas essayer d'imiter les solutions juridiques adoptées par une communauté dont on n'est pas disposé à accepter d'une manière générale et à observer de façon suivie les normes de conduite internationale.

37. Une autre question fondamentale est celle de savoir si dans les cas où le droit d'asile a été refusé, cela a eu des conséquences défavorables sur le plan humanitaire. A ce propos, on peut dire que fréquemment, alors que d'une manière générale le droit d'asile diplomatique n'était pas reconnu, les parties intéressées ont cependant admis que

² Voir *Yearbook of the International Law Commission*, 1949, 16^e séance, par. 69 (en anglais seulement).

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, n° 2545, p. 137.

⁴ *Ibid.*, vol. 606, no 8791, p. 267.

l'asile soit accordé, par suite d'une tolérance de l'Etat territorial ou sur la base d'un accord particulier, et il faut rappeler à cet égard le paragraphe 3 de l'article 41 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

38. Lorsqu'une ambassade accueille un réfugié, et même si elle n'a pas le droit de lui accorder l'asile, l'inviolabilité des locaux diplomatiques garantit en fin de compte la protection du réfugié jusqu'à ce que les parties intéressées soient arrivées à se mettre d'accord par voie de négociation.

39. Quant aux cas mentionnés dans le rapport du Secrétaire général où le droit d'asile a été refusé, on peut affirmer que dans aucun d'eux les conditions nécessaires à son octroi n'étaient remplies, même aux yeux d'un Etat reconnaissant d'une manière générale le droit d'asile diplomatique.

40. Ces dernières considérations, si elles ne confèrent pas un caractère d'urgence à la nécessité de réexaminer les aspects juridiques de l'asile diplomatique, ne parviennent toutefois pas à apaiser les consciences. De même que dans le domaine de la criminalité, on peut dire que les statistiques de l'asile diplomatique sont trompeuses. On ne connaît que les délits qui sont dénoncés à la police. Si on avait reconnu d'une manière générale le droit d'asile diplomatique, l'asile n'aurait-il pas été demandé et accordé plus fréquemment ?

41. Compte tenu de ces divers facteurs contradictoires, la délégation portugaise est disposée à accepter l'opinion de la majorité des membres de la Commission, tout en espérant que les Etats continueront au moins d'examiner cette question et communiqueront leurs vues à l'Assemblée générale.

42. M. FERNANDEZ BALLESTEROS (Uruguay) dit que si l'on pouvait s'attendre à une réaction défavorable de la part d'un grand nombre d'Etats Membres à l'égard de la question à l'étude, il n'y avait pas lieu de penser qu'ils iraient jusqu'à proposer de suspendre son examen, surtout si l'on considère qu'ils ont émis cet avis avant d'avoir pris connaissance du rapport du Secrétaire général et des vues des autres Etats, en particulier des observations formulées par le Gouvernement australien [voir A/10139 (première partie)], et de l'intervention de M. Lauterpacht (1551^e séance). A cet égard, M. Fernández Ballesteros dit que tous ceux qui, à la session précédente, ont félicité le Gouvernement australien d'avoir demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour, doivent exprimer leur plus profond respect intellectuel pour le discernement et l'érudition dont ce gouvernement a fait preuve aux deux sessions. La délégation uruguayenne, fière d'appartenir à une région qui a depuis si longtemps reconnu, en fait et en droit, une institution qui vise à protéger les biens les plus chers de l'être humain, sa vie et sa liberté, se sent tenue de s'associer à l'Australie dans la poursuite de son noble objectif.

43. Entretenant de dissiper les doutes, injustifiés aux yeux de la délégation uruguayenne, auxquels a donné lieu la question de l'asile diplomatique, M. Fernández Ballesteros rappelle que certaines délégations ont mentionné tout d'abord l'absence de fondement juridique de l'asile diplomatique; il voit dans cette absence non pas un argument contre l'asile diplomatique en tant qu'institution, mais bien plutôt la conséquence de l'attitude adoptée par de nom-

breux Etats qui la pratiquent sans l'appeler par son nom et sans la reconnaître au préalable comme une institution du droit international; c'est là une preuve du bien-fondé de la proposition de l'Australie qui n'a d'autre but que de faire de l'asile diplomatique un élément du droit international général.

44. Se référant à l'argument selon lequel l'asile diplomatique n'a pas de fondement parce que la théorie de l'extra-territorialité des locaux diplomatiques est tombée en désuétude, M. Fernández Ballesteros cite Reale qui estime que l'institution se justifie par des considérations plus humanitaires que juridiques et doit être réglementée afin d'éviter les abus, et Cabral de Moncada, selon lequel il s'agit d'une institution humanitaire fondée sur la protection internationale des droits les plus élémentaires de la personne humaine. Selon Accioli, l'asile diplomatique, dûment réglementé, limité aux cas politiques et utilisé à bon escient, rend encore des services réels et n'est pas incompatible avec les principes qui régissent l'octroi des privilèges et immunités. Pour sa part, le juriste uruguayen Vieira dit qu'on a tendance, à l'époque moderne, à se préoccuper non seulement de l'Etat mais aussi de l'homme en tant que sujet de droit international dont les Etats ne sont que les serviteurs. Dans un article publié en 1962 dans la *Revista Española de Derecho Internacional* intitulé "Ensayo de una crítica del asilo diplomático", Hugo Gobbi déclare que le refus de livrer le délinquant n'est rendu licite qu'en vertu de la règle conventionnelle ou coutumière qui fonde l'asile et après avoir reconnu que la doctrine de l'extra-territorialité ne peut actuellement servir de fondement à l'asile, il affirme que le seul fondement juridique de l'asile est constitué par les règles de l'asile lui-même.

45. Quant à l'argument selon lequel l'asile diplomatique constitue une ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat, M. Fernández Ballesteros estime qu'il n'est plus valable et il cite Gobbi qui affirme que, de toute évidence, l'existence d'une règle internationale, qu'elle soit coutumière ou conventionnelle, qui limite le pouvoir de sanction d'un Etat et permet à un autre Etat d'intervenir, en l'espèce en qualité d'Etat qui accorde l'asile, signifie qu'il s'est produit une sorte de restriction licite du domaine réservé ou de la juridiction intérieure d'un Etat. M. Fernández Ballesteros cite également Charles Rousseau qui, dans son manuel intitulé *Droit international public*, établit une distinction entre les interventions licites et les interventions illicites⁵, ces dernières étant celles où l'Etat qui intervient agit sans autorité juridique suffisante; Rousseau affirme que l'intervention est licite lorsque l'Etat agit en vertu d'un droit propre, ce qui se produit, entre autres, chaque fois que l'on peut invoquer un traité particulier ou un principe abstrait et dans les cas où l'Etat agit dans l'intérêt général de la communauté internationale : par exemple dans le cas des interventions de police internationale et surtout des interventions pour raisons humanitaires qui visent essentiellement à empêcher des pratiques cruelles et barbares. Selon M. Fernández Ballesteros, ces faits sont la preuve que la réglementation juridique de l'asile diplomatique suffit à atténuer les critiques qu'il fait naître au sujet de la limitation de la souveraineté ou de l'ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat.

⁵ Paris, Recueil Sirey, 1953, p. 322 et 324.

46. M. Fernández Ballesteros dit que les pays latino-américains ont donné l'exemple en manifestant, par un acte souverain, le caractère juridique de leur renonciation, faisant ainsi prévaloir les postulats importants que représente et que défend l'asile diplomatique, comme dans le cas de la renonciation qu'implique la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Il affirme qu'il s'agit d'examiner s'il convient de donner une consécration juridique universelle à l'asile diplomatique, et qu'il faut tenir compte à cette fin de deux éléments : l'attitude même adoptée en paroles et dans les faits par tous ceux qui se sont opposés jusqu'à présent à l'asile diplomatique, d'une part, et la reconnaissance générale dont jouit l'asile territorial, d'autre part. M. Fernández Ballesteros rappelle les exemples que cite Rousseau dans son ouvrage et qui s'ajoutent à ceux qu'a signalés la délégation australienne, c'est-à-dire le cas de la guerre civile espagnole et plus récemment celui du Chili, en plus des cas du cardinal Mindszenty et du premier ministre hongrois Imre Nagy, en Hongrie en 1956. L'opinion est pratiquement unanime à reconnaître les fondements humanitaires de l'asile diplomatique, mais exercer cette pratique sans établir et appliquer au préalable les principes qui régiront son exercice risque de porter gravement atteinte aux droits souverains de l'Etat territorial, ce qui prouve combien il est nécessaire de poursuivre les études sur la question et d'en concrétiser les résultats par la reconnaissance universelle de ce droit.

47. Les mêmes Etats qui refusent l'asile diplomatique acceptent par contre l'asile territorial également reconnu en Amérique latine depuis la fin du XIX^e siècle, mais la délégation uruguayenne ne se permettra pas toutefois d'être aussi catégorique. On affirme que la Déclaration universelle des droits de l'homme ne mentionne que l'asile territorial mais le représentant de l'Uruguay rappelle à cet égard que les délégations bolivienne et uruguayenne ont essayé sans succès d'étendre les dispositions concernant l'asile territorial à l'asile diplomatique, et qu'à la 122^e séance de la Troisième Commission elles ont retiré les amendements qu'elles avaient présentés à ce sujet dans les documents A/C.3/227 et A/C.3/268, afin d'éviter qu'un vote défavorable n'établisse un précédent malvenu et n'affaiblisse en conséquence le principe.

48. Comme l'a affirmé le représentant du Guatemala (1553^e séance), l'asile territorial pourrait constituer, selon l'interprétation de ceux qui critiquent l'asile diplomatique, une ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Le juriste uruguayen Quintín Alfonsín, critiquant la thèse de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dit qu'à première vue il n'y a aucune raison que cette déclaration consacre un asile et pas l'autre. M. Fernández Ballesteros ajoute que lors du premier Congrès hispano-luso-américain de droit international, il a été rédigé une déclaration qui établit que le droit à l'asile diplomatique est un droit inhérent à la personne humaine.

49. En ce qui concerne l'arrêt de la Cour internationale de Justice dans l'affaire Haya de La Torre⁶, M. Fernández Ballesteros rappelle que cet arrêt comporte une contradiction et que la base juridique de la discussion a été la

Convention de La Havane de 1928⁷ qui a été remplacée par la Convention de Caracas de 1954⁸ de sorte qu'actuellement, si le même cas se présentait à nouveau, il serait injustifié de faire appel à la Cour car ce qui a été examiné en définitive, c'est le droit de qualification par l'Etat accordant l'asile, droit qui pour la Colombie était contenu implicitement dans la Convention de La Havane. Cet arrêt de la Cour internationale de Justice a abouti à la rédaction et à la signature de la Convention de Caracas de 1954 dont l'article 4 dispose qu'il appartient à l'Etat qui accorde l'asile de qualifier la nature du délit ou de juger des motifs de la poursuite. En conséquence, l'arrêt de la Cour internationale de Justice dans l'affaire Haya de La Torre ne conserve qu'une valeur historique et illustre une conjoncture particulière dans le développement du droit de l'asile en Amérique mais doit être considéré lettre morte pour ce qui est du fondement et du principe de l'asile diplomatique.

50. En ce qui concerne les actes terroristes, la critique à laquelle on peut s'attendre ne concerne que l'un des aspects de l'asile diplomatique qu'il n'y a pas lieu d'analyser à un stade où l'on discute encore de la validité juridique et humanitaire de son fondement et de l'opportunité de continuer à étudier la question.

51. La délégation uruguayenne estime peu réaliste l'opinion émise par certains selon laquelle la pratique latino-américaine ne peut servir de base aux travaux de la Commission, quand on sait que la notion d'asile diplomatique est née, s'est développée et a acquis sa pleine maturité juridique en Amérique latine; elle répète qu'elle n'admettra pas que l'on porte la moindre atteinte aux principes que l'on a réussi à consacrer après tant d'années et elle appuie en conséquence la procédure proposée par la délégation guatémaltèque.

52. La délégation uruguayenne est convaincue que l'asile diplomatique constitue un instrument indispensable pour assurer la protection, dans certaines circonstances, des droits de l'être humain, tant proclamés mais aussi tant bafoués à l'époque actuelle. Il est certain qu'actuellement il représente encore une solution imparfaite mais cette solution imparfaite est encore préférable à l'absence de remèdes contre les oppressions subies par l'être humain qui est au centre des préoccupations du droit. Il s'agit d'améliorer son mécanisme au stade actuel, et, pour atteindre cet objectif, de le placer sous le contrôle du droit international en vue d'empêcher les gouvernements de méconnaître le respect dû à la personnalité humaine et d'éliminer en même temps les abus commis dans la pratique de l'asile.

53. M. PEDAUYE (Espagne) remercie le Gouvernement australien de l'initiative qu'il a prise lors de la vingt-neuvième session en appelant l'attention de l'Assemblée générale sur le problème de l'asile diplomatique, initiative qui a déjà produit d'importants résultats, tels que les interventions des diverses délégations, les réponses de 25 Etats et le rapport extrêmement précieux, élaboré avec soin et objectivité par le Secrétaire général. M. Pedauyè rappelle que l'asile est une vieille institution juridique, pratiquée dans les lieux sacrés de l'Europe du Moyen Age, qui s'est

⁶ *Affaire Haya de la Torre, arrêt du 13 juin 1951 : C.I.J. Recueil 1951, p. 71.*

⁷ Organisation des Etats américains, *Documents officiels* (OEA/Ser.X/7), Série des traités 34.

⁸ *Ibid.*

sécularisée aux XV^e et XVI^e siècles avec l'apparition de l'Etat moderne, et que l'asile diplomatique est une institution de droit international propre à l'Amérique latine, où elle est réglementée par divers traités internationaux dont les grands principes sont les suivants : a) l'asile diplomatique s'applique exclusivement aux personnes poursuivies pour des motifs ou des crimes politiques; b) il appartient à l'Etat accordant l'asile de qualifier la nature du délit et le degré d'urgence de la demande d'asile; c) l'Etat est libre d'accorder ou de refuser l'asile diplomatique, et d) l'Etat territorial est tenu d'accorder un sauf-conduit aussitôt que l'Etat accordant l'asile en fait la demande. Le caractère conventionnel de l'institution de l'asile diplomatique en Amérique latine fait que le problème qui a freiné son développement dans d'autres continents, à savoir la prétendue dérogation au principe de la souveraineté territoriale des Etats, ne s'est pas posé dans cette région.

54. Toutefois, comme l'a signalé le représentant de l'Australie, de nombreux Etats non latino-américains ont exercé, en différentes occasions, le droit d'asile, comme ce fut le cas à Madrid en 1936 et plus récemment à Santiago du Chili. Tout semblerait indiquer que, dans ces cas, l'asile diplomatique a pu être pratiqué grâce à la tolérance de l'Etat territorial, qui a respecté l'inviolabilité des locaux diplomatiques, chaque fois que différents Etats, qui déclaraient ou déclarent officiellement ne pas reconnaître l'institution de l'asile diplomatique, ont été poussés par des motifs graves à accorder asile à diverses personnes. Le critère essentiel pour décider de l'octroi de l'asile diplomatique devrait être, selon la délégation espagnole, l'existence d'une situation politique urgente et grave, incitant les Etats à défendre la personne humaine contre des violences injustifiables. D'autre part, il semblerait que, dans des circonstances semblables, le fait que l'Etat accordant l'asile vienne en aide à un particulier qui ne bénéficie pas de la protection de l'Etat territorial lorsque ce dernier n'a pas le contrôle de son propre territoire, ne constitue pas une atteinte à l'exercice normal de la compétence de l'Etat territorial. Selon M. Pedauy, il semblerait que la notion d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats ne puisse pas être retenue non plus, et que l'octroi de l'asile diplomatique par souci humanitaire ne puisse pas être considéré comme un acte inamical envers un autre Etat.

55. La délégation espagnole estime que l'institution de l'asile diplomatique est plus complexe qu'il n'y paraît à première vue et qu'elle contient des aspects hautement

positifs qui font que les Etats, y compris ceux qui déclarent formellement ne pas l'accepter, y recourent en différentes occasions. En conséquence, la délégation espagnole se joint aux délégations qui, avant elle, ont insisté sur la nécessité de poursuivre l'examen de cette question, et elle se montre prête à appuyer, au cas où un consensus s'établirait au sein de la Commission, la mise en place d'un groupe d'experts chargé de poursuivre l'étude de la question de l'asile diplomatique afin d'en généraliser les principes sur le plan universel. La délégation espagnole appuie toute proposition allant dans ce sens, car elle estime qu'une telle mesure pourrait favoriser le développement du droit international en matière humanitaire et pourrait, dans le même temps, éviter que certains Etats appliquent deux poids deux mesures dans ce domaine.

56. M. HAGARD (Suède) dit que la position de la Suède, telle qu'elle se reflète dans les opinions exprimées par la délégation suédoise au cours de la vingt-neuvième session (1506^e séance) et dans la note que son gouvernement a fait parvenir au Secrétaire général [A/10139 (première partie)] n'a pas varié. La délégation suédoise répète que, l'Amérique latine exceptée, l'asile diplomatique n'est pas reconnu en tant qu'institution juridique, mais elle admet que, dans des circonstances exceptionnelles, les considérations d'ordre humanitaire et la nécessité de protéger les droits fondamentaux de l'homme deviennent prioritaires. M. Hagard n'estime pas nécessaire d'élaborer immédiatement un instrument international dans un domaine où l'action des Etats s'inspire de considérations humanitaires et non pas strictement juridiques.

57. Le représentant de la Suède estime que sa délégation pourra appuyer le projet de résolution publié sous la cote A/C.6/L.1018 et félicite la délégation australienne de son intéressante introduction et de l'attitude si constructive qu'elle a adoptée. Bien que la délégation suédoise se montre quelque peu sceptique quant à la nécessité ou à l'utilité de procéder à une codification de l'asile diplomatique, elle considère que les débats de la Commission et les positions prises par les différents gouvernements sont intéressants et utiles.

58. Le PRESIDENT annonce que le Dahomey, l'Equateur et le Nicaragua se sont joints aux auteurs du projet de résolution figurant au document A/C.6/L.1018.

La séance est levée à 13 heures.

1557^e séance

Mardi 4 novembre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1557

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10139 (première partie) et Add.1, et (deuxième partie); A/C.6/L.1018]

1. M. HAFIZ (Bangladesh) félicite la délégation australienne d'avoir proposé d'entreprendre une étude préliminaire de la question fort délicate de l'asile diplomatique et rend hommage au Secrétaire général pour l'admirable rapport [A/10139 (deuxième partie)] qu'il a établi sur ce

sujet. Il faut faire une distinction entre l'asile territorial, pour lequel il existe une pratique assez uniforme, et l'asile diplomatique, institution controversée, pour laquelle il n'existe pas de pratique uniforme et que quelques Etats Membres considèrent comme ne faisant pas partie du droit international général. L'institution de l'asile diplomatique, bien qu'elle ne soit pas très largement connue en Asie du Sud-Est, présente de l'importance pour cette région étant donné l'instabilité politique qui y règne. L'instabilité politique se rencontre dans les petits pays en développement parce que leur situation économique, sociale et politique évolue rapidement; dans ces Etats, les inégalités économiques choquantes entre les classes de la population entraînent constamment de violents heurts entre des groupes politiques, ce qui provoque l'instabilité des institutions et met en danger la vie des chefs d'Etat et de gouvernement. L'institution de l'asile diplomatique est donc importante pour ces pays. En fait, la question présente un intérêt universel et il est largement admis parmi les petits Etats — et non pas seulement parmi les pays d'Amérique latine — qu'il conviendrait d'en approfondir l'étude en vue d'aboutir à un accord international général sur les principes qui régissent cette institution.

2. L'institution de l'asile diplomatique remonte aux origines de la civilisation; elle trouve son fondement dans des considérations humanitaires et entre par conséquent dans le champ d'application de l'Article premier, paragraphe 3, de la Charte des Nations Unies et de l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle est nécessaire pour protéger les défenseurs des minorités raciales, culturelles, religieuses ou linguistiques, et les meneurs dont la vie est menacée de façon imminente en raison de leurs opinions politiques dissidentes ou de la lutte qu'ils mènent pour la libération économique ou nationale. Les personnes poursuivies par une foule déchaînée que l'Etat territorial ne parvient pas à maîtriser, les membres d'un gouvernement légitime dont la vie est en danger imminent pendant des violentes insurrections et les chefs de groupes ethniques devraient pouvoir invoquer le droit à la protection de leur vie, en tant que droit fondamental de l'homme. A ce propos, le représentant du Bangladesh rappelle qu'en 1973 25 missions diplomatiques à Santiago du Chili ont accordé l'asile à 8 000 personnes.

3. Etant donné l'interdépendance croissante des nations, il importe d'élaborer des règles universellement acceptées, qui fixent des normes minimales pour l'octroi de l'asile diplomatique, malgré les divergences de vues bien connues quant à la légalité et à la portée du droit à l'asile diplomatique. L'opinion selon laquelle l'octroi de l'asile diplomatique est contraire aux dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ne se fonde pas sur une juste interprétation du droit international. Dans les cas graves et urgents, l'octroi de l'asile diplomatique pour protéger la vie de personnes cherchant refuge, pour des raisons politiques ou pour d'autres raisons reconnues, est, de l'avis de M. Hafiz, l'une des fonctions des missions diplomatiques. En fait, l'octroi de privilèges aux missions diplomatiques, conformément à la Convention de Vienne, constitue en soi une dérogation à la souveraineté de l'Etat territorial. En outre, le consentement des Etats Membres à respecter les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme sert de base à la protection de la vie humaine dans une mission diplomatique, selon certaines conditions conve-

nues. Le Gouvernement du Bangladesh s'est engagé à respecter et à appliquer pleinement la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, si bien qu'il appuiera toutes initiatives et mesures prises dans cet esprit par l'Organisation des Nations Unies en vue de développer progressivement et de codifier le droit international.

4. Le représentant du Bangladesh suggère que, pour élaborer une réglementation internationale sur la question de l'asile diplomatique, on s'inspire des principes ci-après : le fondement de l'asile diplomatique peut être recherché dans les principes fondamentaux des droits de l'homme et de la dignité humaine; la question de l'asile diplomatique est compliquée et délicate et il faudrait l'aborder avec une prudence et un réalisme extrêmes; les nobles principes dont s'inspire l'octroi de l'asile territorial devraient être étendus à l'asile diplomatique; cette question devrait être examinée uniquement pour des raisons humanitaires et sur des bases précises; enfin, l'Etat territorial devrait être immédiatement avisé dans les cas où il y aurait exercice du droit d'accorder l'asile diplomatique.

5. M. ABUL-KHEIR (Egypte) dit que sa délégation admire les pays d'Amérique latine d'avoir offert à la communauté internationale une solution permettant de concilier les exigences de la souveraineté nationale et de la pensée humanitaire, à une époque où les droits de l'homme sont au centre des préoccupations de la communauté internationale et constituent la clef de voûte des relations internationales. Ces préoccupations se reflètent non seulement dans la Déclaration universelle des droits de l'homme mais aussi dans les efforts déployés en vue de développer le droit humanitaire des conflits armés, dans les traités multilatéraux concernant les droits de l'homme et dans les résolutions par lesquelles l'Assemblée générale proclame le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et condamne les violations des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité.

6. L'asile diplomatique, qui constitue un aspect de la défense des droits de l'homme, a un caractère d'urgence encore plus marqué que l'asile territorial, dans les cas où une personne ne peut pas se défendre contre une menace à sa vie. Les considérations dont s'inspire l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui proclame le droit de l'individu de chercher refuge dans d'autres pays, s'appliquent aussi à l'asile diplomatique.

7. La délégation australienne a eu raison de rappeler à la communauté internationale la nécessité de mettre au point des principes de droit international relatifs à la pratique de l'asile diplomatique. Comme la délégation égyptienne l'a souligné à la vingt-neuvième session (1509^e séance), il existe des divergences de vues entre ceux qui considèrent que cette pratique se fonde sur des principes de droit international coutumier et ceux qui craignent qu'elle ne porte atteinte à la souveraineté de l'Etat territorial et n'entre en conflit avec le principe de l'immunité diplomatique. Néanmoins, la délégation égyptienne estime, comme la délégation australienne, que cette question et les considérations humanitaires dont elle s'inspire méritent d'être attentivement étudiées en vue d'élaborer un projet qui concilierait les exigences de la souveraineté nationale et de la pensée humanitaire. A ce propos, M. Abul-Kheir remercie le

Secrétaire général de son excellent rapport, qui a convaincu la délégation égyptienne de la nécessité de mettre au point des principes qui puissent mettre un terme aux divergences de vues actuelles sur la question et combler une lacune du droit.

8. Bien qu'il ait été déclaré, au cours du débat, que l'asile diplomatique était limité à l'Amérique latine, la délégation égyptienne est d'avis qu'il existe, dans tous les systèmes juridiques régionaux, des éléments positifs sur lesquels fonder des règles juridiques d'application générale en la matière. M. Abul-Kheir se demande si l'asile diplomatique a été pratiqué dans des régions autres que l'Amérique latine et, dans l'affirmative, sur quels principes juridiques reposait cette pratique et pourquoi la souveraineté nationale et l'immunité diplomatique n'ont pas empêché l'octroi de l'asile. Il est de fait que des Etats autres que des Etats latino-américains ont pratiqué l'asile diplomatique, notamment certains Etats qui ont participé à l'élaboration des Règles de La Paz et des Règles d'Asunción.

9. Si on laisse chaque Etat libre d'accorder l'asile diplomatique, sans aucune restriction destinée à empêcher les abus, on ne peut que porter atteinte aux relations amicales entre les Etats. C'est pourquoi la délégation égyptienne est favorable à l'élaboration de principes bien définis, afin que s'instaurent des relations internationales amicales fondées sur le droit, la justice et des considérations humanitaires. Les règles juridiques en la matière devraient s'inspirer d'un certain nombre de principes. L'asile diplomatique est octroyé pour des raisons politiques et les crimes de droit commun, même s'ils présentent des aspects politiques, devraient en être exclus. Il importe donc d'arriver à une définition précise et restrictive de l'expression "crime politique". Pour la doctrine, cette expression englobe les activités politiques organisées, les activités ayant un caractère essentiellement politique et les activités visant à lutter contre l'oppression politique. De l'avis de la délégation égyptienne, elle s'étend aussi aux activités individuelles durables, dirigées vers la réalisation de l'autodétermination, des droits de l'homme, de la paix ou de la justice ou contre l'impérialisme, l'occupation étrangère ou la discrimination raciale. Elle ne comprend pas les activités dirigées contre la paix et la sécurité internationales, les actes de trahison ou d'espionnage, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre, puisque leurs auteurs ne sauraient être protégés pour des considérations humanitaires.

10. L'asile diplomatique est octroyé à cause d'une situation d'urgence, qu'il s'agisse de menaces à la vie d'une personne, dont celle-ci est l'objet pendant des émeutes ou une guerre civile, que les autorités locales ne soient pas en mesure d'assurer sa protection ou qu'elles ne soient pas disposées à le faire parce qu'elle a commis un délit politique, au sens que M. Abul-Kheir a donné à cette expression. L'asile devrait prendre fin lorsque la mission diplomatique se rend compte qu'il ne se justifie plus ou qu'elle s'est trompée dans son appréciation des faits ou de l'importance de la menace subie par la personne à laquelle l'asile a été accordé. En outre, l'asile pourrait être temporaire si la menace que subit le réfugié prend fin. Enfin, c'est à l'Etat territorial qu'il incombe de délivrer un sauf-conduit au réfugié, si la mission diplomatique le lui demande, et le réfugié ne peut pas être remis à l'Etat territorial si la situation dont il a fait état se maintient.

11. Il ne serait pas difficile de mettre au point des principes clairs et bien définis, comme ceux qu'a indiqués le représentant de l'Egypte, si les Etats étaient convaincus de la nécessité de le faire. Le débat de la Commission a montré que le moment n'est peut-être pas encore venu de conclure un accord international sur l'asile diplomatique mais il a aussi montré la nécessité de clarifier la question et de réaffirmer le fondement humanitaire des relations amicales entre les Etats. Ce débat marque peut-être une étape vers l'élaboration d'un code de conduite relatif à la pratique des Etats en matière d'asile diplomatique, code qui comblerait une lacune du droit international.

12. M. Abul-Kheir fait savoir que sa délégation se joint aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1018.

13. M. VAN BRUSSELEN (Belgique) dit que la délégation belge approuve le Gouvernement argentin qui, dans le document A/10139 (première partie), a défini l'asile diplomatique comme étant "une institution humanitaire ancienne dont l'objet essentiel est de protéger les individus poursuivis en période de troubles à l'intérieur des Etats". L'asile diplomatique n'est pas un droit, et l'octroi de l'asile ne peut être envisagé que sous l'angle de pures raisons humanitaires. Il est à remarquer que les auteurs de la résolution 3321 (XXIX) de l'Assemblée générale se sont gardés de qualifier l'asile diplomatique de "droit".

14. Le représentant de la Belgique remercie la délégation australienne d'avoir demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Cette initiative a eu le mérite de rappeler que, dans le domaine du droit humanitaire, il reste beaucoup à faire, tant en ce qui concerne l'identification et la codification des droits de l'individu qu'en ce qui concerne l'acceptation par les Etats de la nécessité de respecter ces droits fondamentaux.

15. L'excellent rapport du Secrétaire général est l'illustration de l'extrême difficulté, sinon de l'impossibilité actuelle de toute oeuvre de codification relative à l'asile diplomatique, du moins si celle-ci vise à une acceptation universelle. Le rapport montre aussi que l'octroi de l'asile diplomatique est lié à l'apparition de la diplomatie permanente. Il peut donc paraître normal que ce soit en Europe que l'on rencontre pour la première fois des cas d'octroi de l'asile diplomatique et que ce soit en Europe que cette institution se soit développée. C'est cependant en Amérique latine qu'elle a connu un essor sans précédent. Les raisons de cette évolution ont été mises en lumière dans le mémoire présenté au nom du Gouvernement colombien à la Cour internationale de Justice dans l'affaire colombo-péruvienne relative au droit d'asile, en 1950¹.

16. Le droit d'asile est, en réalité, une pratique plutôt qu'une institution. Il ne faut pas confondre en effet l'asile diplomatique avec l'octroi d'un refuge sur une base strictement limitée dans le temps. Le rapport du Secrétaire général et les débats consacrés à ce problème par la Commission à la vingt-neuvième session et à la session en cours mettent en évidence le fait que la pratique des Etats est très diverse. Il n'est donc pas surprenant que la Cour internationale de Justice ait été amenée à conclure qu'il

¹ Cour internationale de Justice, *Mémoires, plaidoiries et documents, Affaire du droit d'asile (Colombie/Pérou)*, vol. I, p. 13.

n'est pas possible de dégager une coutume constante et uniforme acceptée comme étant le droit en ce qui concerne la prétendue règle de la qualification unilatérale et définitive du délit. Cette conclusion peut être étendue aussi aux autres problèmes que suscite l'octroi de l'asile diplomatique.

17. Il ne paraît pas possible de codifier, sur le plan mondial, le prétendu droit d'asile diplomatique. Il n'est pas nécessaire non plus de codifier les circonstances qui entourent des obligations humanitaires évidentes. Il n'est même pas souhaitable de procéder à cette codification car ériger en institution l'asile diplomatique pourrait faire perdre à celui-ci la souplesse qui en constitue le fondement et en permet le fonctionnement équilibré.

18. Quoique l'Assemblée générale ne puisse, pour le moment, faire beaucoup plus que réaffirmer les motivations humanitaires, il est utile qu'elle se penche à intervalles réguliers sur le problème. La pratique des Etats peut évoluer; de nouveaux ensembles régionaux peuvent se former à l'intérieur desquels l'on pourrait songer à codifier certains des aspects de la pratique de l'asile diplomatique. Enfin, la doctrine, elle aussi, évolue et il est utile que la Sixième Commission puisse non seulement prendre connaissance mais même discuter de projets tels que celui qui a été élaboré par l'Association de droit international.

19. M. BA-SALEH (Yémen démocratique) remercie la délégation australienne d'avoir proposé l'inscription de cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Il rend hommage au représentant de l'Australie pour son excellente introduction et félicite le Secrétaire général du rapport objectif et approfondi que celui-ci a présenté et qui a facilité l'étude de la question de l'asile diplomatique.

20. Il faut faire la distinction entre l'asile diplomatique et l'asile territorial. L'asile territorial a acquis un caractère international en raison de l'existence d'une pratique généralement admise, de l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et de la résolution 2312 (XXII) de l'Assemblée générale; tout cela fait de l'asile territorial un droit incontesté pour des personnes persécutées en raison de leurs convictions politiques ou religieuses ou de leur race. L'asile territorial ne constitue pas une dérogation à la souveraineté d'un autre Etat ni une ingérence dans ses affaires intérieures.

21. En revanche, l'asile diplomatique n'est pas encore reconnu par le droit international. Sa naissance est liée à l'apparition de représentations diplomatiques permanentes en Europe, et il est devenu un principe juridique reconnu en Amérique latine, en raison de conditions particulières aux Etats latino-américains qui font que cette pratique est de nature régionale, comme l'ont fait remarquer un certain nombre d'Etats dans leur réponse au Secrétaire général et durant la discussion. Quoique la délégation du Yémen démocratique comprenne et partage les considérations humanitaires qui ont poussé la délégation australienne à proposer l'inscription de la question de l'asile diplomatique à l'ordre du jour, elle considère, avec le représentant de la Pologne (1555^e séance) et d'autres représentants, que l'asile diplomatique fait aussi entrer en ligne de compte des considérations juridiques et politiques.

22. Il ne fait aucun doute que permettre à une mission diplomatique d'accorder l'asile diplomatique, en la laissant seule libre de décider si la personne cherchant asile a commis un crime politique, constitue une dérogation à la souveraineté territoriale de l'Etat accréditaire et à la compétence de ses autorités juridiques. Les fonctions des missions diplomatiques, telles que les définissent les Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et sur les relations consulaires ainsi que le droit international moderne, sont limitées à la promotion de relations amicales entre les Etats, et ces missions ont le devoir de respecter les lois locales et de ne pas utiliser leur statut à des fins incompatibles avec leurs fonctions. Le droit moderne a aussi aboli le principe de l'extra-territorialité qui prévalait dans le passé.

23. Le Yémen démocratique reconnaît et pratique l'asile territorial. L'article 93 de la Constitution du 30 novembre 1970 donne au Président du Conseil des ministres le pouvoir d'accorder l'asile territorial, conformément à la pratique moderne et à la Déclaration sur l'asile territorial adoptée par l'Assemblée générale [résolution 2312 (XXII)].

24. Les limites de l'asile diplomatique n'ont pas encore été clairement définies; et il ressort des réponses écrites des Etats et du débat qui a eu lieu au cours de la précédente session et de la session en cours que de nombreux Etats ne sont pas actuellement en faveur d'un examen plus approfondi du sujet, ni de sa codification. De plus, les Etats qui se sont déclarés en faveur de cette codification y ont mis des conditions préalables qui amènent la délégation du Yémen démocratique à se demander s'il convient de codifier ce sujet. De l'avis de M. Ba-Saleh, la discussion qui s'achève est suffisante. Les Etats sont libres de conclure des conventions bilatérales ou régionales sur l'asile diplomatique, à l'exemple des pays latino-américains.

25. M. SHAMS (Bahreïn) dit que sa délégation sait gré au Gouvernement australien d'avoir proposé l'inscription à l'ordre du jour de la question à l'examen et souhaite remercier le Secrétaire général de son rapport pénétrant.

26. Les relations diplomatiques et consulaires sont un instrument à la disposition des gouvernements et des peuples pour établir entre eux une coopération internationale, renforcer leurs relations et résoudre leurs problèmes, et ces relations présentent donc une grande importance pour tous les Etats. La délégation du Bahreïn partage la position de ceux qui considèrent que l'asile diplomatique n'est pas un principe de droit international manifestement admis ni une pratique établie et que la question n'est pas mûre pour une codification. Les vues que le Gouvernement du Bahreïn a exprimées dans sa réponse au Secrétaire général [A/10139 (première partie)] demeurent la base de sa politique en la matière.

27. La délégation du Bahreïn a écouté avec un intérêt particulier les opinions exprimées par les pays latino-américains, qui ont conclu des accords sur l'asile diplomatique du fait de la situation dans leur région. Cependant, les conditions qui règnent dans la région à laquelle le Bahreïn appartient sont différentes et ne se prêtent pas à un accord sur l'asile diplomatique. La question de l'asile politique est

traitée à l'article 21 de la Constitution du Bahreïn, qui interdit l'extradition des réfugiés politiques. Cette disposition est basée sur des considérations purement humanitaires et est conforme à la Déclaration universelle des droits de l'homme, à la coutume internationale et aux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

28. Le Bahreïn n'a pas encore conclu d'accords bilatéraux ou multilatéraux sur l'asile diplomatique. La délégation du Bahreïn considère que tout accord international à ce sujet doit prendre en considération l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte, relatif au développement et à la codification du droit international. Un tel accord ne doit pas être une source de conflits mais doit favoriser l'établissement de relations stables et amicales et la coopération entre les Etats. La délégation du Bahreïn est favorable aux conceptions traditionnelles et n'approuve pas l'octroi inconditionnel de l'asile diplomatique.

29. M. KRISHNADASAN (Souaziland) apprécie l'heureuse initiative de la délégation de l'Australie tendant à faire figurer la question de l'asile diplomatique à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session. Dans son excellente introduction au débat, le représentant de l'Australie a placé la question, complexe et controversée, de l'asile diplomatique dans son contexte véritable. La discussion en Commission a favorisé une meilleure prise de conscience et une meilleure compréhension des problèmes que pose l'asile diplomatique.

30. Le problème fondamental est de trouver un juste équilibre entre les considérations éminemment humanitaires, qui justifient l'existence de l'asile diplomatique, et la souveraineté de l'Etat sur le territoire duquel se posent des questions d'asile. La Cour internationale de Justice a considéré que l'octroi de l'asile diplomatique impliquait une dérogation à la souveraineté territoriale de l'Etat et qu'une telle dérogation ne pouvait être admise, à moins qu'elle n'ait un fondement juridique reconnu dans chaque cas particulier. La question se pose de savoir quelles sont les circonstances et les conditions qui doivent être réunies pour que le fondement juridique d'une semblable dérogation à la souveraineté existe et soit reconnu. La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ne semble pas faire obstacle à l'octroi de l'asile diplomatique. Cependant, bien que l'institution de l'asile diplomatique soit reconnue et existe en Amérique latine, il est clair qu'elle ne fait pas partie du droit coutumier international. En Amérique latine même, les diverses réserves auxquelles a donné lieu la Convention sur l'asile diplomatique, signée à Caracas en 1954, indiquent que la notion n'est pas interprétée d'une manière uniforme. En outre, il apparaît que les conclusions auxquelles sont arrivés les représentants qui ont pris la parole durant le débat en cours, après une étude du sujet par le Secrétaire général, sont variées et, dans une certaine mesure, contradictoires. Le fondement juridique de cette institution ne peut être établi que si la communauté internationale estime que le moment est venu d'examiner plus à fond la notion, afin que son application puisse être étendue au plan international. Il est douteux, cependant, que la communauté internationale puisse se mettre d'accord sur les éléments principaux de la notion de l'asile diplomatique. Peut-être serait-il nécessaire que les systèmes politiques et juridiques soient raisonnablement homogènes pour

que les Etats puissent s'accorder sur ces éléments. Actuellement, les conflits idéologiques, la résurgence du nationalisme et la souveraineté jalousement gardée des Etats feront échec à toute tentative collective de codification. Au mieux, la question pourrait rester à l'étude et faire l'objet d'un nouvel examen durant l'une des sessions suivantes de l'Assemblée générale.

31. Comme la pratique de l'octroi de l'asile diplomatique ne peut actuellement reposer que sur le consentement des Etats dans la juridiction desquels l'asile est recherché, la délégation du Souaziland partage l'avis du représentant de l'Australie selon lequel il est toujours possible pour un Etat de déclarer unilatéralement qu'il autorise les missions diplomatiques étrangères sur son territoire à accorder l'asile diplomatique dans les conditions que cet Etat peut choisir de définir. Cette méthode est particulièrement appropriée dans une région ou un Etat où l'institution de l'asile est reconnue de longue date.

32. M. BAVAND (Iran) dit que sa délégation attache une importance particulière au droit d'asile, qui est l'une des plus nobles créations du droit international coutumier et qui est profondément enracinée dans les traditions sociales de l'Iran. Compte tenu de l'aspect humanitaire de l'asile diplomatique, M. Bavand considère que le problème qui se pose à la Commission est de définir les limites et les conditions dans lesquelles cette forme d'asile pourrait être accordée. Il est nécessaire, pour cela, d'étudier et de résoudre la question fondamentale du fondement juridique de l'asile diplomatique, question complexe et délicate, qui a aussi des aspects politiques importants. M. Bavand est d'avis que l'asile diplomatique ne doit pas être considéré comme une extension extrême de la notion d'extra-territorialité ni comme une dérogation à la souveraineté de l'Etat territorial, mais plutôt dans le contexte de la nécessité croissante de tempérer davantage la notion de souveraineté, en conformité avec le développement dynamique du droit international humanitaire. La difficulté est de concilier les considérations humanitaires avec certaines normes reconnues du droit international, telles que les règles de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et les principes de la souveraineté des Etats et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

33. Ayant ces principes à l'esprit, M. Bavand considère qu'avant toute tentative de codification des règles de l'asile diplomatique il faut qu'il existe un large consensus sur les principes de base suivants : l'asile diplomatique doit être considéré d'un point de vue purement humanitaire et non pas comme une attribution des missions diplomatiques; les personnes condamnées pour des infractions autres que politiques ne doivent en aucune manière bénéficier de l'asile diplomatique; il devrait être interdit aux personnes auxquelles l'asile est accordé de se livrer à tous actes qui risquent de compromettre la paix et l'ordre publics et d'intervenir dans la vie politique de l'Etat territorial.

34. Le soin d'étudier et éventuellement de codifier les principes et les règles de l'asile diplomatique devrait être confié à la Commission du droit international (CDI). Cependant, avant que la CDI n'entreprenne cette tâche, il conviendrait que l'aspect humanitaire de l'asile diplomatique soit étudié dans son ensemble et d'une manière

approfondie, peut-être par la Commission des droits de l'homme ou par la Troisième Commission.

35. La délégation iranienne appuie la résolution objective et de portée modeste sur la question de l'asile diplomatique (A/C.6/L.1018), et elle se déclare certaine que ce texte obtiendra le soutien unanime de la Commission.

36. M. LAUTERPACHT (Australie), présentant le projet de résolution A/C.6/L.1018, dit que la discussion que la Sixième Commission a tenue sur l'asile diplomatique a été à la fois instructive et encourageante. Le débat en Commission marquera une étape importante dans l'évolution de la réglementation de l'asile diplomatique. La Commission a montré l'intérêt qu'elle portait à la question et elle a évité d'adopter des positions extrêmes.

37. M. Lauterpacht exprime l'espoir que sous sa forme actuelle le projet de résolution sera considéré comme ne prêtant pas à controverse. La date du 31 décembre 1976 mentionnée au paragraphe 2 du dispositif a été choisie de manière à donner aux Etats un délai raisonnable pour communiquer leurs opinions, sans cependant prolonger par trop la procédure. Aucune date précise n'a été fixée pour une étude ultérieure de la question par l'Assemblée générale, afin de tenir compte du sentiment que tout progrès réel ne peut être que graduel. Toute action précipitée pourrait engendrer un recul. M. Lauterpacht souhaite que lorsque la question sera de nouveau inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, ce soit sur la base d'une appréciation réaliste des perspectives de progrès.

La séance est levée à 16 h 50.

1558^e séance

Mercredi 5 novembre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1558

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (A/10026)

1. M. ROSSIDES (Chypre), prenant la parole en sa qualité de président du Comité des relations avec le pays hôte, déclare que conformément à la résolution 3320 (XXIX) de l'Assemblée générale le Comité a poursuivi ses travaux en 1975 et a établi un rapport sur l'état d'avancement de ses travaux (A/10026). Le Comité s'est surtout occupé de plaintes concernant des actes de violence et de harcèlement à l'encontre de missions d'une part et de la question délicate des dettes contractées par les missions et leur personnel d'autre part.

2. Trois actes de violence dont le Comité a été saisi pendant l'année en cours sont d'une gravité particulière. Il s'agit des coups de feu tirés sur les bâtiments où sont installées les missions de la RSS de Biélorussie, de la RSS d'Ukraine et de l'URSS, des bombes incendiaires lancées contre la mission de l'Irak et de l'attentat à la bombe de la mission de la Yougoslavie.

3. Le Comité a condamné ces actes et a demandé au pays hôte d'intensifier ses efforts pour assurer la sécurité des missions. Le pays hôte a répondu qu'il ferait tout son possible pour découvrir et châtier les coupables. Les observations d'ordre général du Comité sur la question figurent aux paragraphes 9 à 15 de son rapport.

4. Le Comité a prêté une grande attention au rapport de son groupe de travail sur la question des obligations des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique (*ibid.*, annex I). Le représentant du pays hôte au Groupe de travail a indiqué que, si la majorité des missions s'acquittaient scrupuleusement de leurs obligations financières, un petit nombre d'entre elles en revanche étaient endettées depuis longtemps. Les opinions divergentes du Comité sur la question figurent à la section IV de son rapport. Le Comité a décidé que le Groupe de travail continuera à examiner cette question en vue d'en faciliter la solution.

5. Le Comité a pris note du rapport du Groupe de travail sur les questions relatives à l'assurance médicale du personnel des missions auprès de l'Organisation des Nations Unies et à l'exonération des impôts fonciers accordée pour les locaux diplomatiques (*ibid.*, annexe II). Il a examiné en outre les questions de stationnement, de l'organisation de ses travaux et des relations de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte. Les recommandations pertinentes du Comité figurent au paragraphe 66 de son rapport.

6. En ce qui concerne ses travaux futurs, le Comité recommande qu'il soit autorisé à poursuivre l'examen des problèmes relevant de sa compétence, en application des résolutions 2819 (XXVI), 3033 (XXVII), 3107 (XXVIII) et 3320 (XXIX) de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 11 h 5.

1559^e séance

Jeudi 6 novembre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1559

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité des relations
avec le pays hôte (suite) [A/10026]

1. M. POVZHIK (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que le Comité des relations avec le pays hôte a eu une lourde tâche au cours de l'année qui s'est écoulée, ayant eu à traiter de nombreuses affaires, parmi lesquelles la plus importante est la question de la sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel. Au cours de la période considérée, il y a eu six attentats contre des missions diplomatiques d'Etats socialistes, arabes et autres, dont la mission de la RSS d'Ukraine. Le 19 janvier 1975, des coups de feu ont été tirés contre les locaux des missions de l'URSS, de la RSS d'Ukraine et de la RSS de Biélorussie. Dans le cas de la mission de la RSS d'Ukraine, deux balles ont pénétré dans des pièces destinées à l'habitation, ne faisant heureusement aucune victime. La mission de la RSS d'Ukraine a protesté énergiquement auprès des autorités du pays hôte, demandant qu'une enquête soit ouverte et que les auteurs et les instigateurs de l'infraction soient punis. C'était la seconde fois que des coups de feu étaient tirés contre la Mission de la RSS d'Ukraine; la première fois, en 1971, il n'y a pas eu non plus de victimes, mais, comme cette fois-ci, les auteurs de l'attentat n'ont pas été identifiés et poursuivis.

2. En outre, la mission de la RSS d'Ukraine a reçu des menaces par téléphone et par lettre. Malgré tous ces faits, on ne sait rien des mesures prises par le pays hôte pour empêcher la répétition de ces attentats criminels, bien que la mission ait immédiatement informé la police et les autorités de la ville de New York.

3. Il est évident que la loi fédérale ayant pour objet de protéger les missions des Etats étrangers n'a pas été pleinement appliquée par les autorités du pays hôte et que, de ce fait, rien ne garantit que de nouveaux attentats ne se produiront pas et qu'il n'y aura pas alors de victimes. Indépendamment du taux élevé de délinquance dans la ville de New York, les missions diplomatiques accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies par les Etats socialistes, les Etats arabes et d'autres Etats sont en butte aux provocations d'organisations sionistes, de groupes d'émigrés et d'autres groupes qui ont intérêt à empoisonner l'atmosphère de coopération et de confiance créée par la détente des relations internationales. La Ligue de défense juive est particulièrement active en ce domaine, et la presse écrite et parlée donne une large publicité à tous ses actes, qui visent particulièrement les missions des Etats socialistes et des Etats arabes. Les autorités locales et la police considèrent avec indifférence ces activités hostiles de la Ligue de défense juive. La mission de la RSS d'Ukraine est convaincue pour sa part que la Ligue n'exprime pas le sentiment du

peuple américain, qui souhaite la détente des relations internationales. L'impunité dont jouissent ces groupes est d'autant moins compréhensible que leurs activités portent préjudice aux relations entre les Etats et qu'il n'y a pas de plus grand encouragement au crime que l'absence de châtement. La délégation de la RSS d'Ukraine demande donc que des mesures efficaces soient prises pour protéger les missions étrangères accréditées auprès de l'ONU.

4. Ces missions ont en outre à affronter les difficultés provoquées par les conditions de stationnement. Les amendes infligées aux véhicules des diplomates et la publicité exagérée qui leur est donnée tendent à discréditer injustement le corps diplomatique. La délégation de la RSS d'Ukraine appuie les recommandations du Comité des relations avec le pays hôte qui figurent au paragraphe 66 de son rapport (A/10026). Le Comité a fait oeuvre efficace et la délégation de la RSS d'Ukraine estime que l'Assemblée générale doit proroger son mandat en 1976.

5. M. GODOY (Paraguay) dit que la question complexe du fonctionnement des missions permanentes à New York doit être envisagée à la lumière non seulement des accords bilatéraux de base entre l'ONU et l'Etat hôte, mais aussi de tous les instruments multilatéraux et bilatéraux en vigueur relatifs aux organisations internationales et aux relations diplomatiques bilatérales. La question de la sécurité des missions et de leur personnel est peut-être le point le plus important dont le Comité des relations avec le pays hôte ait à s'occuper. Pour permettre et faciliter l'exercice des fonctions officielles des missions diplomatiques il faut en garantir la sécurité, ce terme étant pris dans son sens le plus large. Cependant, la réalisation de cet objectif peut dans la pratique être compromise par des situations de fait qui, dans de nombreux cas, échappent à tout contrôle, malgré les efforts les plus rigoureux des autorités compétentes.

6. Cette difficulté s'accroît quand la sécurité doit être assurée dans de grandes concentrations urbaines, dont les habitants jouissent pratiquement sans restriction de tous les droits et libertés reconnus à la personne humaine par la Charte des Nations Unies et par toutes les déclarations et tous les principes adoptés par l'Organisation. En toute objectivité et honnêteté, on doit reconnaître que c'est là la situation que rencontre la communauté diplomatique à New York. La délégation paraguayenne regrette profondément et condamne tout acte attentatoire à la sécurité et à la dignité auxquelles tout fonctionnaire étranger est en droit de prétendre partout où il se trouve, et rejette tout prétexte par lequel on voudrait justifier la perpétration de tels actes au préjudice des agents diplomatiques, des locaux des missions, des résidences ou des biens appartenant à la mission. Par ailleurs, on connaît les énormes difficultés insurmontables que rencontrent généralement les autorités policières et judiciaires de New York en matière d'enquêtes criminelles. Dans la grande majorité des cas, les parties

lées se sont bornées à adresser une plainte, parfois très tardive, mais se sont refusées à coopérer davantage avec les autorités, même pour l'identification des délinquants présumés. S'il est juste de reconnaître que l'immunité dont jouissent les agents diplomatiques les exonère de l'obligation de se soumettre à la juridiction d'une autorité locale et, par conséquent, de se constituer partie à une procédure judiciaire, c'est peut-être précisément l'invocation de cette immunité qui a rendu impossible ou difficile l'adoption de mesures plus efficaces et l'ouverture de procédures pénales conduisant au châtement des coupables. Si l'on veut vraiment punir ceux qui commettent de tels actes et renforcer par ce moyen la sécurité des missions et de leur personnel, il est indispensable de trouver une formule qui, sans qu'il y ait renonciation aux immunités que le droit international positif et coutumier confère à tout agent diplomatique, permette aux missions de coopérer avec les autorités de la ville de New York, auxquelles il incombe de garantir la sécurité des missions et de leur personnel.

7. La délégation paraguayenne, qui condamne tout acte attentatoire à la dignité des agents diplomatiques, estime qu'il est injuste et malvenu d'accuser les autorités de la police new-yorkaise de connivence ou de collusion avec les auteurs d'actes répréhensibles. M. Godoy affirme qu'au contraire, malgré les problèmes financiers alarmants que connaît actuellement la ville de New York, celle-ci a maintenu à un niveau acceptable, et parfois même tout à fait satisfaisant, les mesures ordinaires et spéciales de sécurité qui garantissent l'exercice des fonctions des agents diplomatiques et des nombreux dignitaires étrangers qui se rendent au Siège de l'ONU. D'ailleurs, pour améliorer les garanties de la sécurité des missions et de leur personnel et des nombreuses autres victimes occasionnelles innocentes, il est certain que la communauté internationale elle-même doit, par l'intermédiaire des nombreux organes et mécanismes dont elle est dotée, jouer un rôle actif, déterminé et responsable, afin d'éviter, si possible totalement, que se reproduisent les événements douloureux au cours desquels des agents diplomatiques ont perdu la vie, peut-être en grande partie à cause de l'existence de refuges et de la complète impunité dont certains des coupables continuent de jouir. Sur ce point, la délégation paraguayenne est en désaccord avec ceux qui estiment que New York est la ville où le plus grand nombre d'actes de vandalisme ou de terrorisme contre les missions diplomatiques et leur personnel sont commis; il est évident que c'est là une exagération.

8. Un autre problème qui est la plaie des grandes villes est celui du stationnement. Ce problème, qui est sans doute plus superficiel et peu digne d'être examiné par la Commission, constitue un motif constant de frictions entre la communauté diplomatique, d'une part, et les autorités municipales et les habitants, de l'autre. L'origine du problème est simple: il y a 1 330 véhicules munis de plaques diplomatiques et 550 véhicules munis de plaques consulaires, alors que la ville n'a pu réserver que 550 emplacements environ pour le stationnement des véhicules de toutes les missions et de tous les consulats. La situation est aggravée par le fait que près du tiers de ces emplacements sont occupés par des véhicules qui n'ont aucun titre à s'y trouver, même temporairement, et que le nombre d'emplacements est encore réduit par les travaux de démolition ou de construction. La délégation paraguayenne fait appel au sérieux et au sens des responsabilités des

délégations pour qu'elles ne contreviennent pas de manière délibérée et systématique aux règles de stationnement, en particulier lorsqu'il s'agit d'emplacements qui doivent être utilisés en cas d'urgence. Ce sont précisément ces infractions qui ont provoqué de vives réactions dans divers secteurs de la population locale et qui ont fait que la communauté diplomatique dans son ensemble a à pâtir de la contre-publicité que ces abus occasionnent. M. Godoy fait également appel aux autorités des services de la circulation de la ville de New York pour qu'ils fassent preuve d'une plus grande compréhension en ce qui concerne les procès-verbaux de contravention aux règles de stationnement. Il est nécessaire que les fonctionnaires chargés de cette tâche sachent évaluer chaque situation et réduire le nombre de procès-verbaux au minimum indispensable pour assurer le respect des règles de la circulation et la protection des personnes et des biens. La délégation paraguayenne estime que, outre son effet psychologique, l'infliction sans discernement de contraventions inutilement répétées risque de produire à la longue un effet contraire au but recherché.

9. Quant aux obligations des missions permanentes auprès de l'ONU et des personnes protégées par l'immunité diplomatique, le bon renom de la communauté des Nations Unies exige que l'on apporte d'urgence des solutions satisfaisantes pour les parties lésées par des manquements ou des omissions de l'un quelconque de ses membres. On ne peut tolérer la pratique d'actes délibérés qui causent un préjudice à des personnes ou à des institutions qui ont conclu de bonne foi des transactions commerciales licites avec des membres de la communauté diplomatique.

10. Quant aux relations extérieures de la communauté des Nations Unies dans la ville de New York, il est regrettable que l'on n'en ait pas toujours traité avec l'attention qu'elles méritent, ni avec l'objectivité nécessaire pour accroître la compréhension et la coopération entre toutes les parties. Les efforts déployés en ce sens par certaines institutions officielles et privées de New York méritent cependant d'être signalés. La délégation paraguayenne estime que ces relations peuvent s'améliorer et que la communauté locale, spécialement la presse écrite ou parlée, tout comme la communauté diplomatique et consulaire, doivent s'employer davantage à créer les conditions voulues. La délégation paraguayenne souhaite que le Comité des relations avec le pays hôte continue d'étudier la question de l'assurance du personnel des missions accréditées auprès de l'ONU qui, en raison de ses répercussions immédiates sur le bien-être et la sécurité de la communauté diplomatique, réclame une attention particulière. Elle approuve également la continuation des études et des négociations relatives à l'exonération des impôts fonciers pour les locaux diplomatiques et à l'exonération des impôts établis par les autres Etats du pays hôte.

11. M. APRIL (Canada) dit que sa délégation a examiné le rapport du Comité des relations avec le pays hôte tant du point de vue du pays accréditant que de celui du pays hôte, puisque le Canada abrite le siège d'une institution spécialisée. Cela lui permet d'avoir une vue exacte de la situation et, à ce sujet, M. April exprime sa solidarité aux missions qui ont été victimes d'actes de violence qui sont et seront toujours blâmables. D'autre part, le pays hôte doit lui aussi connaître les deux côtés de la situation, nombre de ses diplomates ayant fait l'objet d'attentats à l'étranger.

12. En général, le Canada est satisfait de la protection qui lui est accordée et il suppose que cette opinion est partagée par les pays qui occupent les mêmes locaux que lui, de même que par la majorité des missions permanentes accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies. Mais le Canada ne méconnaît pas pour autant la gravité des problèmes qu'ont dû affronter certaines missions. Il importe donc que des mesures efficaces soient adoptées afin d'éviter la répétition de tels actes.

13. Le Comité a déjà commencé l'étude de quelques-uns des problèmes délicats qui relèvent de sa compétence. La délégation canadienne estime que, si délicats que soient ces problèmes, le Comité doit en poursuivre coûte que coûte l'examen afin d'améliorer l'atmosphère dans laquelle vivent les membres du corps diplomatique. Il est regrettable que le terme diplomate soit en train d'acquérir à New York une nuance péjorative, mais cela est dû tout simplement à l'abus qui a été fait quelquefois des privilèges et immunités et qui s'est traduit par des infractions aux règlements de la circulation, des non-remboursements de dettes et des manquements à certaines obligations. Parallèlement au programme visant à informer le public des raisons qui justifient l'octroi de prérogatives et d'immunités diplomatiques, le Comité devrait entreprendre une campagne d'explication destinée aux diplomates, surtout à ceux qui ne sont pas juristes, afin de leur faire connaître les obligations qu'entraîne pour eux l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies [résolution 169 (II) de l'Assemblée générale]. Ceux qui jouissent de privilèges et d'immunités ont le devoir d'observer les lois et les règlements locaux.

14. Le Comité est, indubitablement, le cadre qui convient le mieux pour l'examen des graves problèmes que rencontrent les missions et doit continuer à oeuvrer à l'établissement de conditions qui soient plus favorables à l'exercice efficace des fonctions dont sont chargées les missions permanentes. D'autre part, le Comité devrait aussi examiner avec toute l'attention qu'elles méritent les plaintes déposées par les habitants de la ville de New York contre des personnes jouissant de prérogatives diplomatiques.

15. M. BOJILOV (Bulgarie) déclare que sa délégation attache une grande importance aux travaux du Comité des relations avec le pays hôte, qui, conformément à la résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale, a accordé un rang de priorité élevé dans son programme de travail à la question de la sécurité des missions et de leur personnel.

16. Si le pays hôte a bien adopté quelques mesures en la matière, celles-ci se sont révélées insuffisantes et incomplètes. En réalité, des actes répréhensibles ont été commis contre six missions, dont certains très graves, tels que les coups de feu tirés contre la mission de la RSS d'Ukraine et les bombes déposées dans les locaux des missions de l'Irak et de la Yougoslavie. A deux reprises, le Comité a condamné les actes de terrorisme et a exhorté le pays hôte à renforcer les mesures tendant à assurer la protection et la

sécurité des missions accréditées auprès des Nations Unies et de leur personnel.

17. Il est difficilement compréhensible qu'un conflit entre la législation locale et la législation fédérale empêche que soient appliquées de façon efficace les règles relatives à la protection des fonctionnaires étrangers et des hôtes officiels des Etats-Unis; en droit international, un Etat ne peut invoquer sa législation pour justifier un manquement à ses obligations. Ce principe figure dans différents instruments juridiques internationaux et M. Bojilov cite, à l'appui, les articles 23 et 28 de la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel¹. M. Bojilov considère donc que le pays hôte n'a pas épuisé toutes les possibilités juridiques et pratiques dont il dispose pour offrir une protection efficace.

18. Le Comité a examiné cette année la question des obligations qui incombent aux missions permanentes auprès des Nations Unies et aux personnes bénéficiant de l'immunité diplomatique, la question de l'assurance médicale du personnel des missions auprès des Nations Unies et la question de l'exonération des impôts fonciers pour les locaux diplomatiques. Pour ce qui est de la première question, la délégation bulgare estime que le Comité a agi avec sagesse en recommandant au Groupe de travail de poursuivre l'examen du problème des dettes contractées par les missions et les diplomates en matière de biens et de services, en vue de ménager une solution. M. Bojilov exprime aussi ses remerciements à la mission des Etats-Unis d'Amérique de l'aide qu'elle a apportée à la mission de la Bulgarie pour résoudre un problème immobilier.

19. M. Bojilov souligne l'importance que revêtent certaines des recommandations que le Comité a adoptées par consensus, en particulier la condamnation énergique des actes de violence et autres faits délictueux perpétrés contre toute mission, son personnel ou ses biens; il insiste sur la nécessité de prendre des mesures afin de châtier les coupables de tels actes et sur la possibilité de poursuivre les organisations ou les personnes qui reconnaissent publiquement leur responsabilité dans la perpétration de tels actes de violence. M. Bojilov rappelle, en outre, le voeu exprimé par le Comité de voir le pays hôte réexaminer les dispositions relatives au stationnement des véhicules diplomatiques afin de mieux les adapter aux besoins du corps diplomatique.

20. La délégation bulgare s'associe aux délégations qui ont exprimé leur reconnaissance à la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et pour le corps consulaire pour l'oeuvre qu'elle a accomplie en vue de promouvoir la compréhension réciproque entre le corps diplomatique et les habitants de la ville de New York. M. Bojilov se prononce en faveur de l'approbation du rapport à l'examen et appuie la recommandation tendant à ce que le Comité poursuive l'étude des problèmes relevant de sa compétence.

¹ Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales*, vol. II (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.V.12), document A/CONF.67/16.

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10139 (première partie) et Add.1, et (deuxième partie); A/C.6/L.1018]

21. Le **PRESIDENT** annonce que le Bangladesh et l'Ouganda ont demandé à se joindre à la liste des auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1018.

La séance est levée à 11 h 50.

1560^e séance

Vendredi 7 novembre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1560

Présentation de vœux à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre

1. Le **PRESIDENT**, au nom de la Commission, offre ses vœux à la délégation ainsi qu'au Gouvernement et au peuple de l'URSS à l'occasion de l'anniversaire de la grande révolution socialiste d'Octobre.

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (suite) [A/10026]

2. M. DONORABAYE (Tchad) salue la présence des délégations du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe, du Mozambique et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui viennent grossir les rangs des pays du tiers monde, contribuant ainsi à promouvoir le développement progressif et la codification d'un droit international nouveau.

3. La délégation tchadienne a eu à se plaindre récemment de l'attitude des autorités new-yorkaises à son égard. Le 11 octobre 1975, le représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies avait organisé, à sa résidence, une réception en l'honneur du Ministre tchadien des affaires étrangères et de la coopération qui était venu à New York prendre part aux travaux de la septième session extraordinaire et de la trentième session ordinaire de l'Assemblée générale. Le représentant du Tchad, alors que rien ne l'y obligeait, avait informé, quelques jours auparavant, ses voisins immédiats de la tenue de cette réception. Pourtant, à l'instigation de quelques individus mal intentionnés, la police, sous le prétexte fallacieux que l'on faisait trop de bruit, a tenté, à plusieurs reprises, de faire irruption dans la résidence de l'Ambassadeur. Avec la complicité de la police, les organes d'information new-yorkais ont déclenché une campagne de dénigrement et de calomnie contre le Tchad, et partant contre l'Afrique tout entière. Des lettres anonymes d'une grossièreté sans pareille, menaçant l'Ambassadeur de violences physiques et de mort, ont été adressées à la Mission du Tchad. Lorsque l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Tchad organise une réception, toutes les mesures sont prises pour assurer la sécurité et la protection des diplomates. Assurément, ces réceptions ne sont pas moins bruyantes et la population tchadienne aspire, elle aussi, à la paix et à la tranquillité.

4. Cette campagne gratuite et calomnieuse contre le Tchad intervient curieusement au moment où les relations entre le

Tchad et la France, alliée naturelle des Etats-Unis, sont au plus bas. L'attitude du Gouvernement tchadien à l'égard de la France a été dictée par l'intérêt supérieur du peuple tchadien. L'évacuation totale des troupes françaises stationnées sur le sol tchadien n'est que l'une des conséquences des excès inadmissibles de la France. Cet acte de souveraineté permettra au Tchad de se consacrer sérieusement et entièrement à son développement. La France a usé de méthodes manifestement impérialistes et néo-colonialistes contre lesquelles la délégation tchadienne s'élève énergiquement. La Mission des Etats-Unis d'Amérique a été largement tenue informée du déroulement de la situation.

5. Les responsabilités du pays hôte sont clairement exposées dans la résolution 3320 (XXIX) de l'Assemblée générale. Le Comité des relations avec le pays hôte a traité de tous les problèmes urgents qui préoccupent les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et la délégation tchadienne souscrit sans réserve aux recommandations qui figurent dans le rapport du Comité (A/10026). Aussi longtemps que le pays hôte ne prendra pas au sérieux ces recommandations et n'appliquera pas à la lettre les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies ne pourront jamais accomplir dans la paix et la sécurité les tâches qui leur sont confiées. Le pays hôte devrait faire davantage d'efforts pour que les missions permanentes cessent de travailler dans un climat d'insécurité, de frayeur et de haine.

6. M. KOLESLNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) remercie le Président et la Commission des vœux qu'ils ont présentés à la délégation ainsi qu'au Gouvernement et au peuple de l'URSS, à l'occasion de l'anniversaire de la grande révolution socialiste d'Octobre.

7. De l'avis de la délégation soviétique, le plus important des problèmes dont le Comité des relations avec le pays hôte a été saisi est celui de la sécurité des missions diplomatiques et de leur personnel. La situation en ce domaine, en dépit de l'adoption en 1972 de la loi fédérale sur la protection des agents officiels étrangers et des hôtes officiels des Etats-Unis, n'est toujours pas satisfaisante. Le rapport à l'examen fait apparaître que de nouveaux incidents se sont produits au cours de l'année précédente, parmi lesquels des actes de terrorisme, de violence et de vandalisme perpétrés en particulier par des éléments anti-sociaux sionistes contre des missions de pays socialistes ou autres. La délégation soviétique s'alarme de voir qu'aucun

des auteurs de ces actes de violence criminelle n'ont été appréhendés et jugés. Depuis la parution du rapport du Comité, de nouveaux actes de provocation, preuve de l'existence d'une campagne d'hostilité systématique et organisée, ont été perpétrés contre la Mission de l'URSS et son personnel.

8. En dépit des nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et des recommandations répétées du Comité, exhortant le pays hôte à prendre toute les mesures préventives nécessaires pour assurer la sécurité des missions et de leur personnel, les représentants des Etats-Unis se sont bornés à exprimer leurs regrets pour ces incidents criminels et à promettre de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que de tels actes ne se reproduisent à l'avenir. Les autorités du pays hôte auront à assumer l'entière responsabilité des graves conséquences que ces actes criminels, s'ils doivent se poursuivre, pourraient provoquer. Malgré la loi fédérale de 1972, qui définit de façon précise la nature criminelle des actes en question, les autorités du pays hôte continuent à prétendre, chaque fois qu'un nouvel incident se produit, qu'aucune loi n'est enfreinte. Cela est la preuve que les dirigeants du pays hôte ne prennent pas les mesures qui s'imposent pour s'acquitter de leurs obligations internationales et appliquer la loi de 1972.

9. Les actes criminels perpétrés par la tristement célèbre organisation extrémiste sioniste qui s'est donné le nom de "Ligue de défense juive" ne reflètent pas les vues du peuple américain, qui souhaite l'amélioration des relations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique. Ainsi, il est donc d'autant plus anormal que les autorités du pays hôte n'aient pas encore pris les mesures nécessaires afin de mettre un terme aux activités criminelles de cette prétendue organisation. Le pays hôte devrait, une fois pour toutes, s'occuper activement de prendre des mesures efficaces pour prévenir et mettre un terme à tous les actes de terrorisme criminels qui sont dirigés contre la communauté diplomatique de New York et de poursuivre et châtier ceux qui en sont les auteurs, les instigateurs et les organisateurs.

10. La délégation soviétique appuie les recommandations du Comité des relations avec les pays hôtes et demande instamment que l'Assemblée générale proroge d'un an le mandat de ce comité.

11. M. MONTENEGRO (Nicaragua) dit que les actes dirigés contre les missions diplomatiques et leur personnel relèvent du terrorisme international et constituent des crimes contre la communauté internationale. Ces actes doivent faire l'objet d'enquêtes et être punis partout où ils se produisent. La délégation nicaraguayenne déplore les attaques qui ont été dirigées contre les Missions de la RSS de Biélorussie, de la RSS d'Ukraine, de l'URSS, de l'Irak, de l'Egypte et de la Yougoslavie et elle estime que le pays hôte a le devoir de veiller à ce que les autorités locales poursuivent les auteurs de ces délits et les châtier sévèrement. Dans de petits pays tels que le Nicaragua, toutes les mesures nécessaires sont prises pour protéger les missions diplomatiques et leur personnel. La police de New York, en revanche, ne fait pas preuve de suffisamment de respect pour les privilèges et immunités du personnel des missions diplomatiques. Ainsi, dans de nombreux cas, les autorités locales ont infligé aux diplomates des contra-

ventions pour le stationnement irrégulier de leurs véhicules, sans tenir compte de l'immunité diplomatique. A ce propos, M. Montenegro déplore la réduction du nombre des emplacements de stationnement réservés aux véhicules des diplomates.

12. Le Comité des relations avec le pays hôte a fait de louables efforts pour rendre la population new-yorkaise plus consciente de l'importance du travail des diplomates. Toutefois, les moyens d'information lancent souvent des campagnes visant à jeter le discrédit sur la communauté diplomatique.

13. La délégation nicaraguayenne espère que l'Assemblée générale prorogera le mandat du Comité des relations avec le pays hôte.

14. M. BAOULINE (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que sa délégation a étudié avec le plus grand soin le rapport du Comité des relations avec le pays hôte. Le problème central reste celui de la sécurité des missions diplomatiques et de leur personnel. Les mesures prises par le pays hôte pour réprimer les délits contre les missions diplomatiques et leur personnel n'ont pas obtenu jusqu'à présent le résultat escompté — celui d'assurer les conditions normales nécessaires pour l'accomplissement des fonctions diplomatiques. Le corps diplomatique accrédité auprès de l'Organisation des Nations Unies est la cible d'actes organisés, hostiles et provocateurs commis par des organisations et des groupes sionistes qui se sont fixé pour but de créer des conditions dans lesquelles il est difficile aux missions diplomatiques des pays socialistes, arabes et autres d'accomplir leurs fonctions.

15. Citant un incident qui s'est produit le 19 janvier 1975 et dont les détails ont été portés à l'attention de la Mission des Etats-Unis dans une lettre reproduite dans le document A/AC.154/73, M. Baouline dit que les autorités du pays hôte, au mépris des dispositions de la résolution 3320 (XXIX) de l'Assemblée générale, n'ont pas pris toutes les mesures nécessaires et n'ont pas assuré leur application effective en vue de garantir la sécurité des missions et de leur personnel et de créer des conditions normales pour le fonctionnement de ces missions. En outre, elles n'ont pas appréhendé, poursuivi et châtié les auteurs de ces actes criminels. Il n'y a pas eu d'amélioration sensible de la situation depuis l'adoption de la loi fédérale de 1972. Un petit nombre seulement des personnes arrêtées pour avoir commis des actes criminels contre les missions et leur personnel ont été condamnées en dépit de la gravité des actes en question. A cet égard, il serait utile que les Etats-Unis souscrivent à la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel.

16. La délégation biélorussienne appuie l'appel lancé par le Comité des relations avec le pays hôte, au paragraphe 24 de son rapport, pour que le pays hôte renforce les mesures tendant à assurer la sécurité des missions et de leur personnel et pour que la loi de 1972 soit pleinement appliquée afin que les fonctions diplomatiques puissent s'exercer dans des conditions normales.

17. La délégation biélorussienne appuie la recommandation du Comité consignée à l'alinéa 5 du paragraphe 66

de son rapport et tendant à ce que le pays hôte, le Secrétariat et les autres organismes intéressés s'attachent activement à favoriser la compréhension mutuelle entre la communauté diplomatique et la population locale. Des efforts devraient être entrepris en vue de mettre en oeuvre un programme d'information de nature à mieux renseigner la population de la ville de New York et de ses districts sur les privilèges et les immunités du personnel des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et à lui faire mieux saisir l'importance des fonctions internationales exercées par le personnel de ces missions. M. Baouline espère que ces mesures influenceront l'opinion publique et créeront un esprit d'entente mutuelle et de coopération dans les relations entre la communauté diplomatique et l'Organisation des Nations Unies d'une part, et la société américaine et la population new-yorkaise d'autre part.

18. La délégation biélorussienne appuie les recommandations figurant au paragraphe 66 du rapport qui tendent à la condamnation des actes de violence criminelle dirigés contre les locaux des missions, leur personnel et leurs biens, et elle exprime l'espoir que le pays hôte réexaminera les mesures adoptées en ce qui concerne le stationnement des véhicules diplomatiques, les contraventions dont ils font l'objet et leur enlèvement.

19. La délégation biélorussienne exprime sa reconnaissance à la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et pour le corps consulaire pour l'attention qu'elle prête aux besoins et aux intérêts de la communauté diplomatique. Elle fait également appel à l'Assemblée générale afin qu'elle prolonge le mandat du Comité des relations avec le pays hôte pour l'année à venir.

20. M. KAPETANOVIĆ (Yougoslavie) dit que sa délégation se plaît à noter que le Comité des relations avec le pays hôte a examiné des problèmes de grande importance pour le fonctionnement des missions diplomatiques à New York. L'expérience a montré combien il était nécessaire d'examiner et de résoudre ces problèmes et la délégation yougoslave pense donc que le Comité doit poursuivre ses activités.

21. Toute une série de cas mentionnés dans le rapport à l'étude révèle que l'on n'a pas encore accordé assez d'attention à la sécurité et à la protection des missions et de leur personnel et aux autres mesures indispensables pour la prévention d'actes criminels. Les enquêtes menées à leur propos et le châtement infligé à leurs auteurs n'ont pas été suffisants et peuvent donc inciter au renouvellement de tels actes. Ainsi, la Mission de la Yougoslavie et les membres de son personnel ont été à plusieurs reprises en butte à des actes criminels commis par des membres d'organisations fascistes extrémistes et les mesures insuffisantes prises par les autorités du pays hôte en réponse aux avertissements données par la Mission en ont sans aucun doute facilité la perpétration.

22. M. Kapetanović donne des détails concernant plusieurs de ces actes, y compris des attaques dirigées contre la Mission de la Yougoslavie et les membres de son personnel les 2 novembre 1974, 14 mai 1975 et 23 juin 1975, et un incident anti-yougoslave provoqué par des éléments émigrés fascistes au cours de la septième session extraordinaire de

l'Assemblée générale, le 10 septembre 1975. En rapport avec ces incidents, la Mission de la Yougoslavie a adressé des protestations officielles à la Mission des Etats-Unis les 4 novembre 1974, 26 novembre 1974, 15 mai 1975 et 23 juin 1975, mais le résultat des enquêtes, s'il y en a eu, n'a jamais été communiqué à la Mission de la Yougoslavie et pas un seul auteur de ces actes terroristes n'a jamais été traduit devant les tribunaux ou châtié.

23. La Mission de la Yougoslavie a également informé le Secrétaire général de ces incidents dans une note datée du 3 juillet 1975 et distribuée sous la cote A/AC.154/86, et dans un aide-mémoire communiqué au Secrétaire général le 11 septembre 1975.

24. Ces incidents, considérés à la lumière des règlements du pays hôte et des conventions internationales en vigueur, appellent des mesures énergiques visant à empêcher que des actes criminels ne soient commis contre les missions diplomatiques et leur personnel, à punir sévèrement les auteurs de ces actes et à protéger l'intégrité physique des représentants diplomatiques qui vivent et travaillent à New York. La délégation yougoslave appuie entièrement les recommandations figurant au paragraphe 66 du rapport et elle est certaine qu'en approuvant ces recommandations la Sixième Commission permettra au Comité des relations avec le pays hôte de continuer ses travaux en vue de leur application.

25. Mlle WILMSHURST (Royaume-Uni) dit que sa délégation note avec inquiétude les incidents violents décrits au chapitre II du rapport à l'examen. Aucune mission n'est exempte de telles attaques; la Mission du Royaume-Uni en a elle-même été victime dans le passé. Ces actes ne sont pas propres à New York mais sont l'expression d'une tendance à l'accroissement de la violence et de l'illégalité qui se manifeste partout dans le monde. La question de savoir comment prévenir cette violence est l'une de celles auxquelles doit faire face tout pays hôte d'une communauté diplomatique. Dans un pays comme les Etats-Unis, dont les habitants sont traditionnellement très attachés au respect des libertés individuelles, le problème de la protection des agents diplomatiques est particulièrement difficile, car les autorités doivent constamment essayer de réaliser un équilibre entre le principe de la liberté d'expression et la considération selon laquelle personne ne doit exercer ses libertés individuelles aux dépens des droits d'autrui ni entraver les fonctions légitimes et nécessaires de la communauté diplomatique. La délégation britannique ne saurait souscrire à l'idée que les Etats-Unis ont officiellement toléré, et encore moins encouragé, des actes criminels.

26. La délégation britannique condamne sans réserve les incidents qui ont été relatés au cours des débats. Le Gouvernement des Etats-Unis est tenu conformément au droit international de prendre toutes les mesures nécessaires et raisonnables en vue de prévenir la perpétration de tels actes et de faire en sorte que leurs auteurs soient arrêtés et poursuivis. La délégation britannique est convaincue que le Gouvernement des Etats-Unis a rempli et continuera de remplir cette obligation. Réciproquement, les agents diplomatiques sont, bien entendu, tenus de coopérer avec les autorités pour faire appliquer la loi, dans toute la mesure où cela n'est pas incompatible avec l'immunité dont ils jouissent en vertu du droit international. La délégation

britannique constate avec regret que certaines missions continuent d'empêcher les membres de leur personnel de se présenter devant les tribunaux en vue de prêter témoignage ou de coopérer de toute autre manière avec les autorités des Etats-Unis. La Mission du Royaume-Uni a comme politique permanente d'être disposée à déposer formellement plainte et à permettre à ses membres de prêter témoignage devant les tribunaux chaque fois que cela est raisonnablement nécessaire dans l'intérêt de la justice et que ces mesures ne risquent pas d'aller à l'encontre des intérêts véritables du Gouvernement du Royaume-Uni.

27. Au sujet de la question des obligations des missions auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique, la délégation britannique estime que le Comité des relations avec le pays hôte a abouti à une conclusion satisfaisante en décidant que son groupe de travail poursuivra ses travaux sur la question des dettes de diplomates ou de missions. La communauté diplomatique doit avoir soin d'éviter de susciter des rancunes superflues de la part des habitants de la ville de New York en ne s'acquittant pas de ses obligations de quelque manière que ce soit. La délégation britannique exprime l'espoir que le Groupe de travail aidera à résoudre les cas d'espèce qui lui seront renvoyés.

28. La délégation britannique, qui est membre du Comité des relations avec le pays hôte, exprime l'espoir que l'Assemblée générale autorisera le Comité à poursuivre ses travaux l'année suivante.

29. M. SIAGE (République arabe syrienne) dit que, malgré les louables efforts déployés par le Comité des relations avec le pays hôte en vue de permettre aux missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter de leurs fonctions, la bande sioniste connue sous le nom de "Ligue de défense juive" a multiplié ses attaques contre ces missions. Les demandes répétées de la délégation syrienne pour que des mesures soient prises en vue de mettre fin à ces actes criminels n'ont trouvé aucun écho auprès du pays hôte. M. Siage renouvelle son appel au pays hôte pour qu'il entame des poursuites pénales contre les individus responsables de ces actes criminels et qu'il donne pleinement effet à la loi fédérale de 1972, ainsi que le recommande le Comité dans son rapport.

30. La délégation syrienne appuie toutes les propositions et recommandations du Comité, dont il y aurait lieu de renouveler le mandat.

31. Mme HERNANDEZ CARMONA (Cuba) dit que sa délégation a déjà exprimé ses vues sur la question des relations avec le pays hôte en diverses occasions. De nombreux actes ont été perpétrés contre la Mission de Cuba, et la délégation cubaine les a condamnés tant au sein du Comité des relations avec le pays hôte qu'à la Sixième Commission. Toutefois, les auteurs de ces crimes n'ont fait l'objet d'aucune poursuite. Ces actes portent atteinte au fonctionnement normal des missions diplomatiques à New York, et l'impassibilité des autorités des Etats-Unis est injustifiable. L'argument selon lequel les agents diplomatiques posent des problèmes aux autorités des Etats-Unis et leur causent des dépenses considérables est inacceptable. Les Etats-Unis tirent un profit annuel d'environ un milliard de dollars des dépenses effectuées par l'Organisation des

Nations Unies ainsi que par les missions et les délégations diplomatiques. Il ne faut pas oublier, d'autre part, l'effet multiplicateur qu'ont sur l'économie des Etats-Unis les placements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du Programme des Nations Unies pour le développement.

32. Etant donné les nombreux avantages que les Etats-Unis retirent du fait que le Siège de l'Organisation des Nations Unies est à New York, rien ne justifie l'attitude des autorités des Etats-Unis, qui ferment les yeux sur des actes qui violent non seulement le droit international, mais également le droit interne des Etats-Unis.

33. La délégation cubaine estime aussi qu'il y aurait lieu de renouveler le mandat du Comité des relations avec le pays hôte, et elle n'a aucune objection à formuler à l'encontre du rapport de cet organe.

34. M. AL-SAMMAK (Koweït) dit que son gouvernement a condamné tous les actes de violence, les menaces et les insultes dont les missions, des membres de leur personnel et leurs biens ont fait objet; de tels actes compromettent la sécurité des missions et portent atteinte à la sécurité internationale, et la délégation koweïtienne espère que des mesures plus appropriées seront prises à l'avenir pour les empêcher.

35. Pour ce qui est du chapitre VI du rapport à l'examen, M. Al-Sammak souligne que tous les diplomates exerçant des fonctions dans les missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies ont, à côté des droits dont ils jouissent, l'obligation de respecter les lois et règlements de la ville hôte et de coopérer aussi pleinement que possible avec les autorités fédérales et locales des Etats-Unis. Pour sa part, le pays hôte devrait essayer de favoriser une compréhension mutuelle entre la communauté diplomatique et la population locale en vue d'assurer l'établissement de relations amicales entre toutes les parties intéressées.

36. La délégation koweïtienne souhaiterait que le Comité des relations avec le pays hôte poursuive l'étude de la question des difficultés de stationnement et examine d'autres possibilités d'accroître le nombre des emplacements destinés aux véhicules diplomatiques. Ce problème est important pour les représentants du Koweït ainsi que, semble-t-il, d'autres pays.

37. M. VILLAGRAN KRAMER (Guatemala) dit que le rapport à l'examen présente un intérêt particulier pour son pays étant donné qu'il a des incidences générales pour tous les pays qui sont les pays hôtes d'organismes internationaux. Le Guatemala est le pays hôte de plusieurs organisations régionales et autres organisations internationales et, de ce fait, il a un intérêt tout spécial à ce qu'il soit donné suite, de manière appropriée, aux recommandations du Comité des relations avec le pays hôte. Le Guatemala pourrait s'en inspirer comme de directives utiles pour ses relations avec les missions se trouvant au Guatemala et pour les relations de ses propres missions à l'étranger.

38. Le problème des relations avec le pays hôte ne se limite pas aux relations entre les autorités du pays hôte et les missions qui y sont accréditées, mais intéresse aussi le personnel des missions et la population locale. Ces relations

sont bilatérales et doivent être fondées sur le respect mutuel. Les incidents mentionnés dans le rapport, en particulier ceux qui sont qualifiés d'actes de terrorisme, sont fort regrettables; il est essentiel que le pays hôte fasse preuve à cet égard de la diligence nécessaire. Pour leur part, les membres des missions diplomatiques devraient dûment collaborer avec les autorités locales.

39. Les autorités locales devraient prendre des mesures non seulement punitives mais aussi préventives. Il faudrait faire savoir à la population locale que lesdites autorités ont le devoir de protéger les représentants et il faudrait lui faire comprendre quelles sont les sanctions applicables.

40. La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques n'est pas allée jusqu'à prévoir que les missions doivent recourir à l'immunité diplomatique s'il doit en résulter un manque de coopération avec les autorités du pays hôte. Lorsque la police locale assiste à un cas d'atteinte à la dignité d'un membre d'une mission, il n'est pas nécessaire que le représentant en question comparaisse devant un tribunal pour confirmer le témoignage de la police. Toutefois, dans les cas extrêmes, lorsque ni la police ni la presse n'étaient présentes, la coopération des agents diplomatiques est importante.

41. La délégation guatémaltèque se félicite des recommandations figurant dans le rapport et estime que le Comité des relations avec le pays hôte devrait poursuivre ses travaux. Elle approuve aussi les vues exprimées par la représentante du Royaume-Uni.

42. Mme WHITE (Etats-Unis d'Amérique) déclare que son pays souhaite toujours être le meilleur hôte possible pour l'Organisation des Nations Unies. Il considère que son statut de pays hôte est un privilège et un honneur et il est parfaitement conscient des responsabilités qui en découlent. La délégation des Etats-Unis a écouté attentivement les observations et suggestions qui ont été faites et elle les prendra dûment en considération.

43. Etant donné que les délégations qui n'ont aucun problème n'interviennent pas, en règle générale, lors du débat sur la question à l'examen ou ne participent même pas aux séances du Comité des relations avec le pays hôte, le débat donne une image incomplète des relations avec le pays hôte. Bien qu'un petit nombre seulement de délégations ait rencontré certains des problèmes mentionnés, la représentante des Etats-Unis d'Amérique estime que les faits prouvent à l'évidence que son pays les a pris au sérieux.

44. C'est ainsi que la délégation des Etats-Unis reconnaît que les problèmes relatifs à la sécurité des missions préoccupent sérieusement certaines missions et elle continuera à faire tout son possible pour prévenir d'éventuels incidents. A cet égard, Mme White a l'impression que de bons résultats ont été obtenus. Il est réconfortant de constater que New York a échappé aux horribles atrocités perpétrées contre des agents diplomatiques dans d'autres villes du monde, comme certains événements tragiques qui se sont produits au cours des semaines précédentes. En fait, la situation à New York doit être considérée comme une situation de relative sécurité dans un monde par trop violent. Les Etats-Unis n'imposeront pas la morne sécurité

des régimes policiers et il leur semble que la plupart des délégations ne souhaitent pas qu'il en soit ainsi. Au contraire, ils essaient de faire régner la sécurité dans cette société palpitante, en constante évolution, libre et ouverte dont ils sont fiers. En réponse à ceux qui ont accusé les Etats-Unis de manquer d'énergie en ce qui concerne l'arrestation et la répression des délinquants, Mme White fait observer que le système judiciaire des Etats-Unis d'Amérique ne permet pas de condamner quelqu'un sans que le tribunal soit saisi d'un moyen de preuve sur lequel la condamnation puisse se fonder. Dans les cas où le seul témoin est un agent diplomatique, la coopération de ce dernier est nécessaire pour pouvoir prononcer une condamnation. Cette coopération ne va pas au-delà des obligations que le droit actuellement en vigueur impose à tous les agents diplomatiques. A cet égard, la représentante des Etats-Unis d'Amérique cite la section 14 de l'article IV de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies [résolution 22 A (I) de l'Assemblée générale], qui dispose que l'immunité diplomatique peut être levée dans certaines conditions.

45. En ce qui concerne les automobiles, d'aucuns sont allés jusqu'à laisser entendre que les agents diplomatiques jouiraient, conformément au droit international, d'un droit à des emplacements de stationnement réservés. Il n'existe certainement aucune convention dont on pourrait déduire un tel droit. Dans un certain nombre d'autres grandes villes, et notamment dans l'autre ville où se trouvent un important secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et des missions permanentes et où des conférences sont organisées, il n'est pas prévu d'emplacements de ce genre. Il n'existe donc pas d'usage et encore moins de coutume. Les autorités des Etats-Unis d'Amérique s'efforcent volontiers de répondre aux besoins en fournissant autant d'emplacements réservés que possible, mais elles souhaitent que les membres de la communauté diplomatique respectent les lois et règlements de New York, conformément au droit international, et par égard pour la ville qui les accueille.

46. La délégation des Etats-Unis n'ignore pas le problème des voitures parkées illégalement dans des emplacements réservés aux véhicules diplomatiques, et les autorités de New York continuent à prendre des mesures pour que ces emplacements restent libres et que seuls les agents diplomatiques puissent s'y garer. En septembre 1975, le Département de la circulation a infligé des contraventions à près de 400 véhicules illégalement parkés dans des emplacements réservés aux véhicules diplomatiques et le Département de la police a déplacé plus de 50 véhicules se trouvant dans ce cas. Les contrevenants qui ne sont pas des agents diplomatiques doivent payer une amende de 25 dollars pour chaque contravention et de 50 dollars pour le déplacement des véhicules. A cet égard, la représentante des Etats-Unis d'Amérique tient à rappeler à la Commission que le fait que des agents diplomatiques n'observent pas les lois et règlements de New York en matière de stationnement est une source constante de tension dans cette ville. Si les agents diplomatiques sont à l'abri des sanctions, ils ont quand même l'obligation de respecter la législation du pays.

47. Il convient que la Sixième Commission prenne note des nombreuses manifestations de l'hospitalité fournie par la communauté new-yorkaise, des services — qui n'ont leur équivalent dans aucune autre ville du monde — fournis par

la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et pour le corps consulaire, de l'amabilité et de la générosité du United Nations Hospitality Committee et des voyages offerts au titre du programme de voyages pour les agents diplomatiques. Bien que la délégation des Etats-Unis n'ait pas parrainé ces activités, elle en est très fière et espère qu'elles contribueront à rendre le séjour des hôtes des Etats-Unis intéressant et agréable et qu'elles permettront à la population des Etats-Unis de mieux connaître les représentants des Etats auprès de l'Organisation des Nations Unies.

48. La représentante des Etats-Unis d'Amérique se réfère aux autres activités destinées à améliorer les relations et à instaurer un esprit de meilleure compréhension entre la communauté diplomatique et la ville de New York. Entre autres activités, elle cite une série de séminaires qui ont eu lieu au Ralph Bunche Institute of the United Nations, une émission sur l'ONU diffusée à une heure de grande écoute sur la chaîne 7, une brochure distribuée par l'Association des Etats-Unis d'Amérique pour l'Organisation des Nations Unies et intitulée "*The "You" in the UN*", que la délégation des Etats-Unis a demandé au Secrétariat de distribuer à chaque mission, et enfin une affiche portant l'inscription "*What's in it for you?*", qui sera placardée dans les trains et les autobus et que verront des millions de personnes.

49. Les Etats-Unis et la ville de New York continueront à coopérer avec la communauté diplomatique en vue de résoudre ses problèmes; Mme White en appelle, dans l'intérêt de tous, à la coopération de la communauté diplomatique.

50. M. MUSEUX (France), prenant la parole dans l'exercice de son droit de réponse, regrette de devoir répondre aux insinuations du représentant du Tchad, selon lesquelles il existerait un lien entre un incident survenu à New York et les relations bilatérales entre la France et le Tchad. Il va de soi que ces assertions sont dénuées de tout fondement et qu'elles ne méritent pas qu'on s'y attarde.

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10139, (première partie) et Add.1, et (deuxième partie); A/C.6/L.1018, A/C.6/L.1020]

51. Le PRESIDENT annonce que le Soudan s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1018.

La séance est levée à 17 h 5.

1561^e séance

Lundi 10 novembre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1561

POINT 111 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'asile diplomatique : rapport du Secrétaire général (fin) [A/10139 (Première partie) et Add.1, et (deuxième partie); A/C.6/L.1018, A/C.6/L.1020]

1. M. GOBBI (Argentine) dit que, dans un esprit de consensus, auquel le Groupe des pays d'Amérique latine a toujours été attaché, les délégations panaméenne, paraguayenne et uruguayenne, jugeant que les membres de la Commission ne partagent pas tous l'opinion qui domine parmi les pays du Groupe d'Amérique latine, ont décidé de retirer l'amendement au projet de résolution A/C.6/L.1018 publié sous la cote A/C.6/L.1020. Cette louable décision a causé une certaine déception au sein du Groupe des pays d'Amérique latine. Les fondements humanitaires de l'asile diplomatique ont été reconnus par la grande majorité des délégations qui ont exprimé leurs vues sur le sujet; le fait que l'asile soit une pratique régionale a été reconnu aussi. L'opposition qu'a rencontrée aux Nations Unies — dont le devoir est de s'attacher à défendre les droits de l'homme — un amendement mineur et objectif, tel que celui qui figure au document A/C.6/L.1020, au préambule d'un projet de résolution, est injustifiée. Si cette attitude intransigente devait se maintenir, le consensus au sein de la Sixième Commission pourrait s'en trouver compromis et ce serait là faire marche arrière.

2. Le Groupe des pays d'Amérique latine se réserve le droit de réclamer que l'examen de la question soit poursuivi lorsque les réponses demandées au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution A/C.6/L.1018 auront été reçues.

3. Le PRESIDENT est certain de se faire l'interprète de tous les membres de la Commission en rendant un profond hommage au Groupe des pays d'Amérique latine. L'amendement qu'ils ont proposé leur a sans aucun doute été inspiré par la situation actuelle et par les débats que la Commission a consacrés à l'asile diplomatique. Toutefois, cet amendement a suscité une certaine inquiétude, fondée ou non, parmi quelques délégations.

4. Le retrait de cet amendement permettra peut-être à la Commission d'adopter le projet de résolution par consensus et donnera peut-être le ton pour l'adoption d'autres résolutions par la Commission au cours de la présente session.

5. M. LAUTERPACHT (Australie) dit que le Président a exprimé le sentiment de nombreuses délégations en rendant hommage aux auteurs de l'amendement pour l'attitude généreuse qu'ils ont eue. Leur geste s'inspire d'une tradition policée et respectable dont la Commission fera bien de tenir compte.

6. Le **PRESIDENT** suggère que le projet de résolution A/C.6/L.1018 soit adopté par consensus, sans qu'il soit procédé à un vote.

7. M. AL-ADHAMI (Irak) dit qu'avant que la Commission n'adopte le projet de résolution il souhaiterait que le sens des mots "plus avant" figurant au paragraphe 3 du dispositif du texte français soit clarifié.

8. M. LAUTERPACHT (Australie) dit que le mot "*further*" figurant dans le texte anglais a pour but d'indiquer que tout examen ultérieur de la question de l'asile diplomatique sera le prolongement de celui dont elle a fait l'objet au cours des précédentes sessions de l'Assemblée générale.

9. M. MAÏGA (Mali) dit que la question du représentant de l'Irak est pertinente. Les mots "plus avant" n'ajoutent rien au texte, et il suggère qu'on les supprime.

10. Le **PRESIDENT** constate que le texte anglais ne semble poser aucun problème. Il propose qu'on laisse le soin à la Division de traduction du Secrétariat de mettre au point un texte en français et si nécessaire dans d'autres langues qui soit plus en harmonie avec la version anglaise.

Il en est ainsi décidé.

Le projet de résolution A/C.6/L.1018 est adopté.

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437)

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437)

11. M. BAJA (Philippines), Rapporteur du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies, présente le rapport du Comité *ad hoc* (A/10033).

12. Après avoir donné des indications sur la structure du rapport, M. Baja fait observer que les paragraphes 1 à 8 ont été adoptés sans difficulté par le Comité *ad hoc*. Le paragraphe 9, en revanche, a demandé au Comité trois jours de négociations, et, s'il a pu être adopté par consensus, c'est, en grande partie, grâce à la direction éclairée, à la patience et au doigté de son président.

13. M. Baja recommande que la Commission se penche sur la déclaration figurant au deuxième alinéa du paragraphe 9, selon laquelle il existe "des divergences d'opinion fondamentales quant à la nécessité de réviser la Charte". Les débats sur cette question sont aussi importants, sinon plus, que la discussion du renouvellement du mandat du Comité *ad hoc*. On ne soulignera jamais assez les positions opposées des membres du Comité *ad hoc*, qui ont reflété les divisions qui se sont fait jour au sein de l'Assemblée générale pendant

la vingt-neuvième session. Si le Comité *ad hoc* est autorisé à poursuivre ses travaux, la Sixième Commission devra adopter en priorité une résolution dans laquelle les divergences céderont la place aux efforts de coopération. M. Baja est convaincu qu'un accord pourra se faire sur une ligne de conduite qui soit généralement acceptable. Si les délégations pouvaient éviter de considérer le réexamen de la Charte sous l'angle de sa rentabilité et cesser d'estimer qu'il équivaut à une modification de cet instrument, les bases nécessaires à l'établissement de relations de travail plus étroites seraient assurées.

14. Les "domaines d'activité" dont il est question au troisième alinéa du paragraphe 9 comprennent le processus de prise de décisions à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, les opérations de maintien de la paix, le règlement pacifique des différends, y compris le rôle de la Cour internationale de Justice, les activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et la modification ou la suppression des dispositions prétendument anachroniques de la Charte.

15. Compte tenu du fait qu'aucune proposition écrite n'a été présentée au cours de la session de Comité *ad hoc*, et que les suggestions formulées dans diverses interventions n'ont pas fait l'objet de véritables débats, le Comité *ad hoc* n'a pu énumérer de propositions comme il en était prié à l'alinéa d du paragraphe 1 de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale. Il aurait évidemment été impensable que le Comité *ad hoc* pût, dans le délai si bref qui lui était imparti, examiner dans le détail les propositions relatives à la Charte et au renforcement de l'Organisation des Nations Unies.

16. Toutefois, la session a donné aux membres du Comité *ad hoc* l'occasion d'échanger des idées et des suggestions sur les moyens de renforcer la Charte ainsi que le rôle et le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies. A cet égard, il serait peut-être bon que la Sixième Commission s'efforce de formuler en termes généralement acceptables le mandat du Comité *ad hoc* et d'établir un calendrier pour ses travaux ainsi que de lui donner des indications sur les lignes directrices à suivre, les domaines de négociation possibles et quelques principes généraux pouvant servir de base à la négociation. Un rappel des positions connues, à l'heure actuelle, pourrait non seulement aller à l'encontre des buts recherchés, mais même constituer un recul. Les délégations devraient plutôt s'efforcer de créer une atmosphère favorable à la reconnaissance de l'existence du Comité *ad hoc*.

17. Le fait que le Comité *ad hoc* n'a pu énumérer de propositions ne doit pas laisser supposer qu'aucune suggestion particulière ne lui a été soumise. A cet égard, il serait peut-être utile que les membres de la Commission se penchent sur les propositions précises contenues dans l'annexe I du rapport. La Sierra Leone, la Zambie, le Nigéria, le Rwanda et le Mexique, par exemple, ont présenté de façon précise leur position sur le processus de prise de décision et sur la question du veto au Conseil de sécurité, tandis que l'Indonésie, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne et la Colombie ont fait connaître leur point de vue en ce qui concerne le paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte. Les Philippines, la Colombie et la Guyane ont proposé que de nouvelles fonctions soient confiées au Conseil de tutelle. Quelques délégations ont qualifié les Articles 53 et 107 de

la Charte d' "anachroniques". Dans le domaine du maintien de la paix, la Guyane a évoqué l'institution d'un mécanisme international de maintien de la paix, la Colombie celle d'une force internationale chargée du maintien de la paix, les Philippines sont favorables à un processus de maintien de la paix par interposition, et l'Indonésie à la création d'une commission permanente chargée de proposer différentes procédures pour le règlement des différends. La Nouvelle-Zélande a fait une proposition qui incite à réfléchir au sujet du paragraphe 2 de l'Article 4 de la Charte relatif à l'admission de nouveaux Etats à l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit là d'exemples indicatifs qui ne constituent en rien une liste exhaustive.

18. M. Baja souhaite aussi évoquer, à cet égard, l'opinion pleine d'intérêt des pays socialistes et de la plupart des pays du Groupe des pays d'Europe occidentale et autres Etats selon laquelle l'Organisation des Nations Unies a résisté à l'épreuve du temps, et selon laquelle le renforcement de l'Organisation des Nations Unies serait mieux assuré par une meilleure utilisation des dispositions existantes de la Charte et une application plus fidèle de ses décisions par les Etats Membres.

19. Les membres du Comité *ad hoc*, surtout pendant la première semaine de réunion, savaient tous ce qu'ils voulaient, mais ne savaient pas trop quelle procédure suivre pour commencer les travaux. M. Baja suggère donc que, si le mandat du Comité *ad hoc* est prorogé, la Commission s'attache à élaborer des recommandations et des lignes de

conduite en ce qui concerne les méthodes de travail du Comité *ad hoc*. A cet égard, M. Baja appelle l'attention sur l'annexe II du rapport, où figurent des propositions du Mexique touchant les méthodes de travail à adopter. Le Comité *ad hoc* n'a pas eu l'occasion d'examiner ces propositions.

20. M. Baja exprime l'espoir que le rapport, même s'il ne réussit pas à donner une idée très précise des travaux du Comité *ad hoc*, aidera au moins la Commission à fixer les lignes de conduite que ledit Comité devra suivre dans ses travaux.

21. Le PRESIDENT rappelle à la Commission que sept séances seulement ont été prévues pour l'examen du rapport du Comité *ad hoc* et cinq séances pour le point de l'ordre du jour relatif au raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies. Il a été décidé que les délégations qui en exprimeraient le désir pourraient exprimer leurs points de vue sur ces deux points de l'ordre du jour en même temps, et le Président prie instamment les membres de la Commission de soumettre tout projet de résolution, aussitôt que possible, afin d'éviter que les délégations aient à faire plus d'une déclaration. Il se propose de clore la liste des membres de la Commission qui prendront la parole sur ces deux points pendant la semaine en cours.

La séance est levée à 15 h 50.

1562^e séance

Mardi 11 novembre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1562

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. M. BAQIR (Pakistan) indique que les vues de son gouvernement sur la question de la révision de la Charte des Nations Unies ont été exprimées à la 2059^e séance plénière, lors de la vingt-septième session de l'Assemblée générale.

2. Il ressort des consultations et des débats qui ont eu lieu jusqu'à présent que les avis sont très partagés. Quelques Etats affirment avec force que la Charte a résisté à l'épreuve

du temps, qu'elle a contribué à éviter un certain nombre de conflits internationaux et a réussi à en arrêter beaucoup d'autres. Ces Etats ont soutenu que la valeur et la force intrinsèque de la Charte ont été amplement démontrées au cours des 30 dernières années et que la Charte a favorisé la coopération entre des Etats se trouvant à des niveaux de développement économique différents. Cependant, d'autres Etats Membres plaident avec la même éloquence en faveur d'une révision de la Charte qui tiendrait compte des réalités actuelles; le nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies a presque triplé depuis sa création et il conviendrait que la Charte soit adaptée aux préoccupations d'un grand nombre de nouveaux Etats Membres, qui sont pour la plupart des pays en développement.

3. D'autres Etats encore préconisent des modifications et changements de procédure, car ils estiment que la Charte a bien rempli sa fonction essentielle, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales. Une étude détaillée des vues des Etats Membres fait apparaître que la majorité d'entre eux est favorable à un examen progressif des différentes dispositions de la Charte et de leur validité compte tenu de la situation actuelle, dans le but d'accroître

l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La délégation pakistanaise estime qu'en dépit de ses échecs, dont le Pakistan a une tragique expérience, l'Organisation des Nations Unies a également obtenu quelques résultats remarquables. Si l'Organisation des Nations Unies n'a pas toujours été à la hauteur de sa responsabilité primordiale, la cause peut en être attribuée aux puissantes pressions exercées par les intérêts nationaux de quelques Etats Membres plutôt qu'à des imperfections de la Charte. Il y a eu aussi des cas où des Etats Membres ont fait fi soit de la Charte, soit de la volonté de la communauté internationale et où l'Organisation des Nations Unies a omis de prendre même les mesures autorisées ou exigées par la Charte. Ces cas étaient attribuables non pas à la Charte, mais à l'absence, chez quelques Etats Membres, d'une volonté politique de respecter la lettre et l'esprit de la Charte.

4. Se référant au principe de l'unanimité des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, M. Baqir dit que la réaction négative que l'on constate à ce sujet est due en grande partie au fait qu'en différentes occasions le veto a été utilisé pour faire échec non seulement à une volonté pratiquement unanime de la communauté internationale mais aussi aux dispositions de la Charte elle-même. Les suggestions formulées au sujet de la portée ou de l'avenir du veto peuvent être attribuées davantage à ces cas d'utilisation abusive qu'à un entêtement obtus de la part de la majorité des Etats Membres.

5. Il faut adapter la Charte aux changements qui sont intervenus sur la scène politique mondiale depuis 1945. La délégation pakistanaise est vivement consciente de la nature très délicate du problème, mais elle est convaincue que ces modifications, dont l'adoption nécessitera un examen détaillé, renforceront les principes fondamentaux de la Charte. L'Article 108 de la Charte prévoit des modifications de cette nature. Celles qui sont déjà intervenues pour répondre aux nouvelles réalités, telles que l'accroissement du nombre des membres du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social, n'ont pas compromis, et encore moins détruit, l'équilibre réalisé dans la Charte. Des modifications similaires qui pourraient intervenir dans

l'avenir ne conduiraient pas, elles non plus, à une telle catastrophe.

6. La délégation pakistanaise, tout en reconnaissant que les propositions tendant à modifier l'équilibre qui existe actuellement entre les différents organes des Nations Unies doivent être examinées de près, estime qu'aucune de ces modifications ne devrait être rejetée *a priori*. Elle a soigneusement étudié les vues et les suggestions qui ont été soumises jusqu'à présent et elle pense qu'il faudrait accorder un intérêt tout particulier aux récentes délibérations des sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, qui reflètent les préoccupations générales de la communauté internationale, et en particulier celles des pays en développement. Les disparités économiques existantes sont une des causes principales des dissensions et de mécontentement et sont à l'origine de contraintes et de tensions dans les relations internationales. Une attitude compréhensive et coopérative à l'égard des pays du tiers monde, en particulier dans le domaine économique, dissiperait, de l'avis de la délégation pakistanaise, quelques-unes des préoccupations qui ont incité d'aucuns à proposer des changements dans l'ordre existant. Cet aspect devient de plus en plus pertinent en ce qui concerne la Charte. Il semble qu'il existe une forme d'accord de plus en plus large au sujet des modifications à apporter aux dispositions relatives à la structure économique.

7. La délégation pakistanaise pense que tout en conservant pour le moment telle quelle la structure politique fondamentale de la Charte, il faudrait demander au Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies de poursuivre ses délibérations en 1976, en s'attachant tout particulièrement à définir des terrains d'entente possibles en ce qui concerne la révision ou le réexamen de la Charte.

8. Le PRESIDENT propose de clore le mercredi 12 novembre, à 18 heures, la liste des orateurs désireux de prendre la parole sur les points 113 et 29.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 15 h 40.

1563^e séance

Mercredi 12 novembre 1975, à 10 h 40.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1563

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. M. DATCU (Roumanie) déclare que son pays attache une grande importance aux points de l'ordre du jour actuellement à l'étude, car il voit dans l'Organisation des Nations Unies l'un des moyens les plus importants dont dispose l'humanité pour résoudre les problèmes internationaux et promouvoir les idéaux qui ont inspiré la création de l'Organisation. Depuis lors, de grandes transformations se sont produites dans le monde, de nouveaux pays socialistes sont apparus sur la scène mondiale et y exercent une influence positive, le système colonial s'est écroulé et des dizaines de nouveaux Etats indépendants se sont formés. Tout cela a donné à la vie internationale contemporaine un nouvel aspect qui se traduit par une plus grande participation de tous les Etats, par la recherche de solutions négociées et par l'adoption de mesures visant à assurer la détente et la coopération entre les Etats dotés de systèmes différents. C'est ainsi qu'a eu lieu la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui a donné d'heureux résultats et dont l'Acte final a marqué le début d'une nouvelle étape qui engage les pays et les peuples de ce continent à redoubler d'efforts.

2. Mais il subsiste dans la vie internationale de graves problèmes qui préoccupent l'humanité tout entière, particulièrement celui de l'instauration d'un nouvel ordre économique et politique qui permette de substituer aux vieilles relations de domination et d'oppression des relations nouvelles fondées sur des principes d'égalité et d'équité.

3. Au long de son existence, l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle positif sur la scène mondiale, mais, en même temps, son activité a révélé une série d'insuffisances et de points faibles. C'est ainsi que de graves conflits, surgis dans différentes régions du monde, de même que certains événements économiques et sociaux aux répercussions mondiales, n'ont pas été examinés dans le cadre de l'ONU, mais en dehors de l'Organisation; par contre, des actions étrangères à l'esprit et au but de la Charte ont été entreprises sous son égide. L'ONU n'arrive pas à régler son pas sur celui du monde en proie à un tourbillon de changements, et sa structure actuelle ne reflète pas suffisamment les nouvelles réalités sociales et politiques.

4. La délégation roumaine considère qu'il est nécessaire de créer des conditions qui faciliteront une participation plus large de tous les Etats Membres sur un pied de parfaite égalité. Ce n'est qu'ainsi, en effet, que l'ONU pourra davantage contribuer à la solution des problèmes de l'humanité et qu'elle deviendra un instrument international plus efficace.

5. C'est dans cet esprit que le Gouvernement roumain a présenté le document A/C.6/437, qui exprime sa position sur les points de l'ordre du jour à l'étude. La Roumanie considère en effet que l'Organisation des Nations Unies et ses documents fondamentaux doivent être en parfaite harmonie avec les tendances et les réalités du monde moderne. Parce qu'elle a été rédigée à une certaine époque, la Charte contient des dispositions où l'on trouve une acceptation et une reconnaissance de fait du colonialisme, dont le maintien équivaut à perpétuer des relations de domination et d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats. La Charte doit proclamer sans ambiguïté l'abolition complète et définitive du colonialisme, du néo-colonialisme et du racisme, ainsi que la volonté d'éliminer toutes les pratiques nées de ces systèmes. Elle doit de même proclamer avec force le droit fondamental pour chaque peuple de décider lui-même de son propre destin et d'exercer une souveraineté permanente sur les ressources naturelles dont il dispose; elle doit aussi prévoir l'égalisation des niveaux de développement économique de tous les Etats, comme base réelle de la démocratisation de la vie internationale. La délégation roumaine estime qu'il est grand temps d'examiner l'inclusion de dispositions de ce type dans la Charte de façon à mettre un terme aux contradictions actuelles.

6. La Charte continue à contenir des dispositions relatives aux "Etats ennemis", ce qui constitue non seulement un anachronisme, mais aussi un obstacle sur la voie de la détente et de l'instauration de relations de pleine égalité. Pour ouvrir une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité, la Charte doit assurer la coopération entre tous les Etats.

7. Les dispositions de la Charte ne doivent en aucun cas pouvoir être interprétées comme établissant plusieurs catégories d'Etats Membres. Elle doit consacrer sans ambiguïté l'égalité de tous les Etats Membres et le droit et le devoir de ceux-ci de participer à la prévention et à la solution des conflits.

8. Convaincue de la nécessité de raffermir le rôle de l'ONU dans la vie internationale, la Roumanie estime qu'il faut poursuivre les efforts tendant à développer, préciser et adapter les normes et les principes des relations entre les Etats. Les moyens déjà mis au point par l'Organisation constituent des jalons importants dans ce processus. A cette fin, la délégation roumaine propose que soit élaboré et adopté, dans le cadre de l'ONU, un code de conduite de

caractère universel où seraient énoncés les droits et devoirs fondamentaux des Etats. Pareil code aurait une importance particulière pour la cause de la sécurité internationale, pour l'indépendance et le progrès de chaque nation.

9. La Roumanie estime de même qu'un rôle important incombe à l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'instauration d'un nouvel ordre économique international sans lequel ne peuvent exister ni vraie détente ni paix réelle. Pour obtenir des résultats pratiques dans ce domaine, il convient de doter l'Assemblée générale d'une organisation appropriée. La Roumanie a présenté sa position et ses propositions à cet égard le 5 septembre 1975¹.

10. L'Organisation des Nations Unies a essentiellement été créée en vue de préserver les générations futures du fléau de la guerre et assurer la solution pacifique de tous les différends internationaux. Pourtant, ce devoir n'a pas été rempli de façon satisfaisante puisqu'il y a eu et qu'il existe encore de nombreux cas où l'on a employé la force ou menacé d'y avoir recours. A cet égard, l'Organisation des Nations Unies peut et doit faire preuve d'initiative et jouer un rôle plus actif dans la prévention et le règlement des différends. A cette fin, la Roumanie propose (voir A/C.6/437) la création d'une commission permanente de l'Assemblée générale chargée de remplir des fonctions de médiation, de bons offices et de conciliation. Cette commission jouerait un rôle préventif, et tous les Etats intéressés, y compris ceux qui ne seraient pas parties aux différends examinés, pourraient participer à son activité. La commission pourrait enfin préparer la voie à l'adoption par l'ONU d'un instrument international dans lequel seraient établis les principes et les normes du règlement pacifique des différends. Par ailleurs, une participation universelle renforcerait la confiance des Etats en la capacité de l'ONU dans ce domaine.

11. Le désarmement général, et, surtout, le désarmement nucléaire, constitue l'une des tâches fondamentales de l'Organisation des Nations Unies, et, au cours de la présente session, la délégation roumaine a défini sa position à la Première Commission et a présenté ses propositions concernant ce point².

12. Quant au raffermissement du prestige de l'Organisation, il est lié, comme l'a récemment fait remarquer le Président de la Roumanie, au parachèvement de son universalité et à l'amélioration de sa structure, de son organisation et de son fonctionnement. L'accentuation du caractère démocratique de l'activité des Nations Unies présuppose l'élargissement des attributions et de la compétence de l'Assemblée générale, afin que le fonctionnement de cette dernière s'améliore et que les résolutions adoptées par elle jouissent du soutien unanime des Etats Membres. De même, il convient d'élargir la pratique de la convocation de sessions spéciales aux fins d'analyser régulièrement des problèmes majeurs et d'établir des programmes visant à les résoudre. A cet effet, l'Assemblée générale doit faire appel à toutes les ressources dont elle dispose en vertu de la Charte pour renforcer ses relations avec le Conseil de sécurité en ce qui concerne les problèmes de la paix et de la sécurité internationales, pour lesquels il serait peut-être important

de consacrer dans la Charte la procédure du consensus. La règle du consensus devrait être définie de manière à faciliter la solution des problèmes par des négociations auxquelles participeraient tous ceux qui y sont intéressés, sans qu'il faille rejeter pour autant les procédures existantes dans les cas où le consensus ne se réaliserait pas. Il conviendrait également d'introduire dans la Charte des dispositions prévoyant que les résolutions adoptées par consensus ou à l'unanimité des voix constituent des engagements fermes de la part de tous les Etats Membres. La Charte devrait en outre contenir des dispositions consacrant la pratique de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité qui consiste à spécifier les procédures, les mécanismes et les organismes chargés de suivre la mise en oeuvre des résolutions adoptées par ces organes.

13. L'amélioration des structures et la démocratisation de l'activité des organes et organismes de l'ONU contribueraient considérablement à accroître l'efficacité de l'Organisation. Dans cet ordre d'idées, il faudrait adopter, en premier lieu, des mesures visant à permettre une participation plus large des pays petits et moyens au système de sécurité collective, en accroissant le nombre des membres du Conseil de sécurité conformément à l'augmentation du nombre des Membres et aux changements intervenus dans la structure de l'ONU. Il faudrait ensuite que chaque région géographique ait un ou deux représentants qui, par rotation annuelle, puissent jouir des mêmes droits que les membres permanents du Conseil de sécurité quant à l'adoption des décisions sur des problèmes de fond. Le principe de la répartition géographique équitable devrait être appliqué de la façon la plus large dans toutes les activités de l'Organisation, y compris en ce qui concerne le choix des sièges de certains organismes. Il faudrait également élargir la pratique qui consiste à tenir des réunions dans différents Etats Membres. Enfin, la Roumanie estime qu'il serait nécessaire d'améliorer les méthodes de travail du Secrétariat et d'assurer une représentation adéquate de tous les Etats dans celui-ci.

14. La Roumanie a présenté ces propositions en raison de l'intérêt qu'elle porte, comme tant d'autres Etats, au renforcement de la capacité d'action de l'Organisation, et dans la conviction que l'humanité se trouve au seuil d'une ère nouvelle, et qu'il convient d'incorporer à la Charte les principes et les normes les plus avancés du droit international. Le Gouvernement roumain déclare qu'il continuera d'oeuvrer résolument, en étroite coopération avec tous les Etats, pour le développement et le raffermissement du rôle des Nations Unies dans la vie internationale, et qu'il est dans l'intérêt de toutes les nations que l'Organisation des Nations Unies remplisse sa mission à la hauteur des responsabilités confiées par la Charte et par les résolutions qu'elle a adoptées.

15. Le point 29 de l'ordre du jour a son origine dans les résolutions 2925 (XXVII), 3073 (XXVIII) et 3282 (XXIX) adoptées à l'unanimité par l'Assemblée générale, et l'on dispose actuellement de trois rapports du Secrétaire général dans lesquels figurent les observations et les propositions présentées à ce propos par une quarantaine d'Etats Membres. En même temps, et pour tenir compte des mêmes préoccupations, on a ouvert le débat sur la manière d'améliorer la Charte et l'on a créé, lors de la session précédente, le Comité *ad hoc* de la Charte des Nations

¹ Voir A/AC.176/3.

² A/C.1/1066.

Unies, dont le rapport a été publié au titre du point 113 de l'ordre du jour (A/10033). La Roumanie considère qu'il est opportun d'examiner les deux questions simultanément, car elles ont le même objet et se complètent réciproquement.

16. La Roumanie a exprimé dès le début son désir de faire partie du Comité *ad hoc*, désir qu'elle n'a pu satisfaire en raison de circonstances bien connues. La délégation roumaine se prononce fermement en faveur de l'extension du mandat conféré au Comité *ad hoc* et propose que ce dernier soit élargi de façon à permettre la participation des pays désireux d'y apporter leur contribution. Dans cet esprit de coopération, la délégation roumaine est prête à entreprendre des consultations en vue d'élaborer un projet de résolution relatif à la poursuite des travaux.

17. M. URIBE (Colombie) dit que les changements qui affectent quotidiennement l'équilibre du pouvoir mondial et l'apparition de faits nouveaux dans les relations internationales exigent que l'on réfléchisse aux moyens de perfectionner les mécanismes de fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies. Le fait de ne pas accepter les développements qui interviennent dans la communauté internationale équivaut à méconnaître la réalité des facteurs qui en déterminent le sens. En revanche, en reconnaissant que l'ordre juridique doit s'adapter aux situations nouvelles, on adopte une position qui, loin d'entraîner l'affaiblissement de l'Organisation internationale, favorise son renforcement.

18. L'ordre juridique perd sa raison d'être dès qu'il cesse d'être le reflet de la nouvelle situation sociale et politique. La situation politique qui régnait en 1945 s'est profondément modifiée en 30 ans. Ces changements sont dus, en grande partie, à l'action exercée par les organes de l'Organisation des Nations Unies conformément aux pouvoirs qui leur ont été confiés; la décolonisation en constitue un excellent exemple.

19. L'adaptation de l'Organisation des Nations Unies aux réalités contemporaines s'impose, mais il convient de se demander si ces changements indispensables doivent être le fait uniquement d'un groupe d'Etats privilégiés ou si, au contraire, tous les gouvernements, y compris ceux d'Etats de moyenne ou faible importance, peuvent coopérer à la grande entreprise consistant à raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies.

20. Le Comité *ad hoc* a été créé dans le but d'offrir aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier aux membres de la Sixième Commission, la possibilité de participer directement à la tâche difficile mais indispensable qui a pour but d'adapter les mécanismes de l'Organisation internationale aux réalités contemporaines. Il est évident que l'examen des propositions ayant trait à la révision de la Charte ne peut, sans risquer de verser dans l'improvisation, être mené à bien à bref délai. Quoi qu'il en soit, la remise à jour de la Charte des Nations Unies, nul ne peut le nier, est en marche et tous les Etats attendent avec confiance les résultats prometteurs de ces efforts.

21. Le désir de participer à la prise de décisions au niveau mondial caractérise les nations de petite et moyenne importance, qui sont traditionnellement tenues à l'écart par les grandes puissances. Mais, parallèlement à la volonté de

participation, la seule tâche à laquelle aucun Etat n'est disposé à renoncer est peut-être celle qui consiste à débattre des changements à apporter à la structure des Nations Unies — symbole essentiel d'un monde d'harmonie et de coopération constructive — et à participer à leur mise en oeuvre.

22. La proposition visant à proroger le mandat du Comité *ad hoc* a pour but d'améliorer l'efficacité de ses travaux. Les Etats Membres de l'Organisation ont pleinement conscience qu'il importe de moderniser d'urgence les mécanismes des Nations Unies. Si l'on demande à tous les Etats de collaborer au succès des travaux du Comité *ad hoc*, il faut, parallèlement, que le mandat de ce groupe d'études soit prorogé, étant entendu que parmi les engagements contractés par les auteurs de la Charte de San Francisco dans le but de maintenir la paix figure aussi celui de collaborer à toute initiative contribuant à accroître l'efficacité des Nations Unies, sans permettre que les réalités nouvelles du monde d'aujourd'hui échappent à la compétence de l'Organisation et que la paix soit aux mains d'un seul groupe d'Etats dont les pays nouveaux seraient exclus, pays dont l'accession à l'indépendance représente peut-être le résultat essentiel des 30 ans de vie de l'Organisation.

23. Mlle VEGA (Pérou), citant le Secrétaire général, dit que l'Organisation des Nations Unies a cessé d'être l'association de 51 nations étroitement dépendantes des circonstances de la seconde guerre mondiale pour devenir une organisation mondiale de plus de 140 Membres, qui est toute proche de l'universalité. A l'issue d'un conflit mondial, il était naturel que les fondateurs de l'Organisation se soient spécialement préoccupés de concevoir un système de maintien de la paix qui permette d'éviter que les événements qui conduisirent à la deuxième guerre mondiale ne se reproduisent. Mais l'évolution du monde d'après-guerre a transformé les structures des relations internationales au cours des 30 dernières années. Ainsi, le fondement du pouvoir politique et économique, dans l'ensemble du monde, a changé d'une façon radicale qui était imprévisible à San Francisco.

24. Parmi les dispositions énoncées dans l'un des derniers chapitres de la Charte de San Francisco figurent deux dispositions, dont l'une est relative à la possibilité d'apporter des amendements à la Charte (Article 108) et l'autre a trait à la possibilité de la réviser (Article 109). Entre les termes amendement et révision, il existe une différence de degré et de nature. S'il s'agit de conserver les principes fondamentaux qui constituent le fondement d'un instrument et d'en modifier seulement certaines dispositions, on peut parler d'amendement. En revanche, il y a révision quand on cherche à modifier ces principes. Or le problème de la révision de la Charte s'est posé dès le moment de son entrée en vigueur, sans doute à cause de certaines insuffisances qui sont apparues dans l'Organisation depuis le début de son fonctionnement.

25. D'une part, l'Article 108 autorise l'Assemblée générale à amender la Charte; il suffit pour cela qu'un Etat demande l'inscription de l'amendement proposé à l'ordre du jour provisoire. Si l'Assemblée se décide à examiner la proposition et l'approuve, elle est soumise à la ratification des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, et si elle est ratifiée par les deux tiers desdits Etats, y compris les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'amendement est inséré dans la Charte.

26. D'autre part, l'Article 109 attribue à une conférence générale des Membres de l'Organisation des Nations Unies le pouvoir de réviser la Charte; l'Article 109 prévoit donc un organe nouveau, une sorte d'assemblée constituante ou assemblée *ad hoc* chargée de la révision de la Charte.

27. Devant la question de la révision de la Charte, trois grandes tendances se sont dégagées à la Sixième Commission, à savoir : celle des membres qui sont franchement opposés à toute possibilité de révision de la Charte et qui maintiennent une position conservatrice; celle des membres qui sont entièrement favorables à une révision de la Charte, et celle des membres qui se sont prononcés de manière générale contre une révision de la Charte mais qui n'excluent pas la possibilité de lui apporter des amendements concrets.

28. Face à ces trois blocs, le rapport rédigé par le Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies³ sur la coopération économique internationale pourrait constituer une formule de transaction, en

ce qui concerne ce point délicat. Ledit rapport, qui a été présenté au Secrétaire général dans le cadre d'un plan structurel général pour être examiné par le Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, a pour but d'aider à remédier à certaines insuffisances qui apparaissent dans la structure de l'Organisation des Nations Unies et qui empêchent celle-ci de devenir un instrument plus efficace. Des considérations qui précèdent, on peut conclure que la nécessité urgente d'une restructuration du système et de son adaptation aux changements intervenus récemment au niveau international est ressentie au sein de l'ONU.

29. Quelle que soit la voie choisie pour insuffler une nouvelle vie à l'Organisation, ce renouveau est le bienvenu : que ce soit par l'intermédiaire du Comité *ad hoc*, ou des travaux du Groupe d'experts, ce qui compte c'est la prise de conscience de sa nécessité et l'adoption des premières mesures conduisant à sa réalisation.

³ E/AC.62/9.

La séance est levée à 11 h 55.

1564^e séance

Jeudi 13 novembre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1564

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. M. SEIDEL (République démocratique allemande) dit que sa délégation, comme elle l'a déjà indiqué au cours des débats du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies et à d'autres occasions, est catégoriquement opposée à une révision de la Charte. Au cours de ses 30 années d'existence, la Charte s'est révélée être suffisamment adaptable, en tant qu'instrument fondamental du droit international contemporain, pour guider, et continuer de guider à l'avenir, tous les Etats dans leurs relations internationales.

2. Il est particulièrement important de traiter de cette question au cours de l'année du trentième anniversaire de la Charte, qui, du fait de la coïncidence historique, est également celle du trentième anniversaire de la victoire de la coalition anti-hitlérienne contre l'Allemagne fasciste et ses

alliés et ainsi celle de la fin de la seconde guerre mondiale. La Charte tire la leçon des événements qui ont conduit à cette guerre et de la lutte et de la victoire communes de la coalition anti-hitlérienne contre le fascisme. Cette leçon est essentiellement qu'il est nécessaire qu'une organisation internationale garantisse le strict respect des principes pour lesquels les peuples du monde ont consenti un aussi grand sacrifice, notamment les principes de la paix et de la sécurité internationales et de la coopération pacifique entre les Etats indépendamment de leur ordre social. Ces principes conservent toute l'importance qu'ils avaient lorsqu'ils ont été inscrits dans la Charte. Avec les dispositions de la Charte concernant la structure et les procédures de l'Organisation des Nations Unies, ils ont permis à l'Organisation de s'acquitter de mieux en mieux de ses tâches dans un monde en perpétuelle évolution.

3. Des changements historiques importants, tels que le processus de décolonisation qui est en voie d'achèvement, ont eu lieu sur la base de la Charte, et la lutte de libération de nombreux peuples sous domination coloniale a été favorisée par le fait que la Charte, qui est le premier instrument de droit international ayant force généralement obligatoire, a imposé aux Etats de reconnaître le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale], qui se fonde sur ce principe de la Charte, est également un instrument politique et juridique important pour ces peuples dans le juste combat qu'ils mènent pour leur indépendance nationale.

4. En vertu du principe de l'égalité souveraine proclamé par la Charte, les Etats qui sont nés du processus de décolonisation participent activement aux travaux de l'Organisation des Nations Unies sur un pied d'égalité avec tous les autres Etats, indépendamment de leur structure sociale ou de leur superficie. Les résultats de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale] montrent que l'Organisation des Nations Unies agit en application de la Charte et qu'elle est en mesure de prendre effectivement des décisions qui répondent aux besoins particuliers des pays en développement, notamment dans le domaine économique. Ainsi, bien loin d'entraver une évolution progressiste, la Charte a favorisé cette évolution, et la délégation de la République démocratique allemande est fermement convaincue qu'elle saura répondre aux besoins futurs.

5. La délégation de la République démocratique allemande a conscience que les activités de l'Organisation des Nations Unies n'ont pas toujours été conformes aux dispositions de la Charte, qu'il y a eu des violations de la Charte et que l'on n'a certainement pas encore tiré parti de toutes les possibilités qu'elle offre. Cela ne tient pas à la Charte elle-même, mais au fait que certains Etats Membres n'assument pas pleinement leurs obligations au regard de la Charte. La pratique montre que l'Organisation des Nations Unies n'a réussi à atteindre les buts et à appliquer les principes de la Charte que lorsque les Etats Membres se sont conformés aux dispositions de cet instrument. La délégation de la République démocratique allemande tient donc à réaffirmer énergiquement l'appel contenu dans la résolution 2627 (XXV) de l'Assemblée générale en faveur du strict respect et de la pleine application de la Charte des Nations Unies. C'est en cela, et non pas en une révision de la Charte ou dans la volonté de la rendre juridiquement parfaite, que réside la condition du raffermissement du rôle de l'Organisation, tout comme en droit interne, la lutte contre les infractions ne consiste principalement pas à modifier le droit mais à obliger les délinquants à le respecter. Vouloir substituer à la lutte nécessaire pour la pleine application de la Charte un débat sur la révision ne ferait qu'entraver le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies. Il est impossible de changer quoi que ce soit au fait qu'il existe des Etats possédant des systèmes différents. Ces Etats ne pourront vivre ensemble qu'en respectant les principes de la coexistence pacifique. Refuser d'admettre ce fait c'est volontairement ou involontairement saper les fondements de l'Organisation.

6. La Charte forme un ensemble bien équilibré de principes et de règles démocratiques correspondant pleinement aux exigences contemporaines, qui relèvent de la politique de coexistence pacifique entre Etats dotés de systèmes sociaux différents et tiennent à l'apparition de nombreux Etats nouvellement libérés qui acquièrent une influence grandissante. Les dispositions concernant la composition, les fonctions et les pouvoirs du Conseil de sécurité, auxquels tous les Etats Membres, dans l'exercice de leurs droits souverains, ont consenti au moment de leur admission à l'Organisation, ne sont pas des principes périmés ni contraires à l'idéal démocratique; ils traduisent exactement l'équilibre actuel des forces dans le monde. Ces principes n'appellent donc aucun amendement ni aucune modifi-

cation. Cela vaut également pour le principe de l'unanimité au sein du Conseil de sécurité. La délégation de la République démocratique allemande appuie la position adoptée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques au Conseil de sécurité, qui a toujours consisté à sauvegarder la paix et à soutenir la lutte de libération contre l'impérialisme et les intérêts des pays en développement.

7. Toute modification de la Charte engendrerait une insécurité pour les organes de l'Organisation des Nations Unies et pour les institutions spécialisées et, en raison de la portée générale et de la complexité de cet instrument, elle aurait des répercussions sur les relations entre les Etats et, inévitablement, une influence défavorable sur la situation internationale. Ainsi, le fait de vouloir réviser la Charte pose directement la question de la viabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'avenir.

8. Toute modification de la Charte aurait également de profondes répercussions sur le statut juridique de nombreux accords conclus en dehors de l'Organisation mais fondés sur les règles de la Charte ou s'y rapportant. Cela vaut pour les accords régionaux sur la coopération entre les Etats dans les domaines politique et autres, pour les instruments constitutifs d'organisations internationales et pour de nombreux accords bilatéraux de coopération dans les domaines politique, économique et militaire. De même, l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe fait mention de l'adhésion des Etats participants à la Charte et, tout comme de nombreux autres instruments de droit international, il fait des règles de la Charte la clef de voûte de la politique des Etats et il les considère comme des principes d'action immuables.

9. Les opinions exprimées par les Etats et reproduites dans le rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies. (A/10033) confirment la délégation de la République démocratique allemande dans sa position. Elles montrent clairement qu'il n'existe aucune base d'accord sur la question. Dans ces conditions, M. Seidel doute qu'il soit utile de tenir en 1976 d'autres réunions du Comité *ad hoc*.

10. Le représentant de la République démocratique allemande rappelle et réaffirme la position que son gouvernement a exprimée dans le dernier paragraphe de ses observations, reproduites dans le document A/10113/Add.1.

11. M. ROMULO (Philippines) dit que la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale a montré que la communauté mondiale s'orientait rapidement et de façon irréversible vers l'adoption de mesures pour l'instauration d'un ordre économique mondial plus équitable. Dans un laps de temps relativement bref, les premières mesures ont été prises pour permettre de faire face, en commun et dans un esprit d'entraide, aux difficultés, aux dangers et aux possibilités que l'avenir recèle. Pour pouvoir jouer un rôle capital dans les affaires mondiales en une époque d'interdépendance, l'Organisation des Nations Unies doit être adaptée à cette tâche. Lors du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation, la délégation philippine a fait observer (1878^e séance plénière) que, si l'Organisation avait fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation et si ses principes demeuraient incontestés, elle n'était pas à tous égards adaptée aux nouvelles exigences. Ces observations n'ont fait que se confirmer avec le temps.

12. La délégation philippine se félicite de ce qu'un certain nombre d'initiatives aient été prises pour améliorer et mettre à jour les procédures et la structure de l'Organisation des Nations Unies et de ce que les Etats Membres aient reconnu à une large majorité qu'il n'était plus possible de remettre à plus tard un réexamen de la structure de l'Organisation et de la Charte. L'initiative prise par l'Assemblée générale dans sa résolution 3349 (XXIX) a reçu un tel appui que le nombre des membres du Comité *ad hoc* a dû être accru. La tâche de ce comité ne fait que commencer. De façon générale, les membres du Comité *ad hoc* abordent la tâche historique qui leur est confiée avec la prudence et le sérieux nécessaires pour mériter la confiance et l'appui de l'ensemble des Etats Membres de l'Organisation.

13. Bien que le débat général au Comité *ad hoc* se soit révélé à bien des égards constructif et utile, l'attitude de certains de ses membres est demeurée une attitude négative d'obstruction obstinée. Cet obstructionnisme a eu pour effet de retarder l'organisation des travaux. Néanmoins, le Comité *ad hoc* a commencé à agir en exécution des dispositions bien précises de son mandat. Les Membres de l'Organisation ont, sur le plan constitutionnel, le droit absolu à ce que leurs recommandations et suggestions soient entendues et dûment examinées. Toute tentative visant à les priver de l'exercice de ce droit ne peut être considérée que comme une tentative visant à faire prévaloir la volonté inflexible d'un petit nombre sur les vœux clairement exprimés et les droits fondamentaux de la majorité.

14. Il semble que le Secrétariat se montre peu empressé à prêter son assistance au Comité *ad hoc*. Les membres de ce comité se sont montrés indulgents en se bornant à faire courtoisement observer que la documentation qui avait été mise à leur disposition n'était ni satisfaisante ni conforme à une interprétation raisonnable de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale. Il est difficile de voir en quoi le rapport présenté par le Secrétaire général (A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3) conformément au paragraphe 4 du dispositif de cette résolution mérite le qualificatif d' "analytique". Le Comité *ad hoc* aurait pu compter, tout au moins, sur un document dans lequel les opinions des gouvernements sur les principaux points évoqués ces dernières années au cours des débats auraient été résumées et groupées par sujet. Si les directives données au Secrétariat ont laissé à désirer, il faut les préciser dans la résolution qui sera adoptée à la session en cours. M. Romulo se déclare convaincu que le mandat du Comité *ad hoc* sera renouvelé.

15. Un certain nombre de suggestions pratiques ont été faites quant à la façon dont le Comité *ad hoc* devrait procéder dans ses travaux en 1976. Ces suggestions devraient être examinées en priorité. En outre, la session de 1976 devrait avoir lieu à un moment plus propice que celle de 1975.

16. Le mandat et la tâche du Comité *ad hoc* sont bien précis et strictement limités. Toutes propositions faites par le Comité *ad hoc* et impliquant des modifications de la Charte sont sujettes à l'approbation de l'Assemblée générale et soumises au principe de l'unanimité au Conseil de sécurité. Les intérêts des grandes puissances ne sont donc en rien menacés. Les propositions du Gouvernement philippin sur la révision de la Charte figurent dans la communication

qu'il a adressée au Secrétaire général¹ en application de la résolution 2697 (XXV) de l'Assemblée générale.

17. Pour remédier aux insuffisances du rapport du Comité *ad hoc*, les auteurs du projet de résolution qui est devenu la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale présenteront sous peu un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale prenne des mesures positives pour proroger le mandat du Comité *ad hoc*, tout en prévoyant un financement adéquat et un calendrier approprié des réunions, jusqu'à ce que le Comité *ad hoc* ait mené à bien ses travaux, sous réserve d'un examen ultérieur par l'Assemblée générale. Il ne fait aucun doute que ce projet de résolution sera adopté par une majorité plus importante encore que celle qui s'est prononcée pour la création du Comité *ad hoc* en 1974. En conférant à l'Organisation mondiale une plus grande efficacité et un plus grand prestige, on ne peut qu'inciter ses membres à se montrer conscients de leurs responsabilités et à les priver de toute excuse pour ne pas s'en remettre à l'Organisation des Nations Unies, laquelle deviendra alors plus accessible et plus sollicitée en tant qu'instrument de règlement des problèmes mondiaux.

18. M. NYAMDO (Mongolie) dit que sa délégation constate, sans surprise, que le rapport du Comité *ad hoc* reflète des divergences d'opinions fondamentales sur le point de savoir s'il faut réviser la Charte et sur la façon dont le Comité *ad hoc* doit procéder dans ses travaux. C'est à cause de ces divergences que le Comité *ad hoc* n'a pas pu tirer de conclusions concrètes conformément à la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale, et la délégation mongole tend à penser qu'il faudrait se demander sérieusement s'il est bon que le Comité *ad hoc* se réunisse tous les ans.

19. La position du Gouvernement mongol sur la question à l'examen est essentiellement dictée par les grands principes de sa politique étrangère, qui vise à maintenir la paix et la sécurité internationales. Telle est également la principale tâche de l'Organisation des Nations Unies, comme le stipule la Charte, à laquelle la Mongolie souscrit pleinement. La Charte est de tous les instruments juridiques du monde contemporain celui qui a le plus d'importance et de valeur. Elle énonce des principes de droit international aussi fondamentaux que ceux, par exemple, de la coexistence pacifique entre Etats dotés de systèmes sociaux différents, de l'autodétermination, de l'égalité souveraine, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, du règlement pacifique des différends internationaux, de la coopération sur la base de l'égalité et de la réciprocité. M. Nyamdo mentionne un certain nombre d'autres documents d'importance historique adoptés sur la base de la Charte, y compris, tout dernièrement, la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolution 3201 (S-VI) de l'Assemblée générale]. Les dispositions fondamentales de la Charte sont également reprises dans la plupart des traités multilatéraux et bilatéraux et documents similaires qui ont été conclus, dont l'exemple le plus récent est l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Tout cela montre clairement que l'on peut s'efforcer d'appliquer les dispositions fondamentales de la Charte sans pour autant réviser cet instrument.

¹ Voir A/9739.

20. Les résultats remarquables obtenus par l'Organisation des Nations Unies au cours de ses 30 années d'existence, y compris le fait d'avoir épargné une guerre mondiale à l'humanité, et le rôle important qu'elle joue en soutenant la lutte pour l'indépendance nationale menée contre le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme, montrent que l'Organisation des Nations Unies a résisté à l'épreuve du temps et que la Charte s'est révélée être un instrument suffisamment souple pour s'adapter à l'évolution du monde.

21. Bien que de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies ne soient pas appliquées, la faute en incombe non pas à la Charte, mais aux Etats Membres qui la violent. L'application de la Charte dépend principalement de la volonté politique des Etats Membres, non de sa révision. Le seul fait de parler de la révision de la Charte suscitera inévitablement des controverses, qui risquent d'affaiblir l'Organisation.

22. Bien que certains partisans de la révision de la Charte aient essayé de critiquer le principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité, ce principe revêt un intérêt vital pour la réalisation des principaux objectifs de l'Organisation des Nations Unies et constitue une garantie sûre contre toute tentative visant à utiliser le Conseil de sécurité à des fins qui porteraient atteinte aux buts principaux de la Charte ou à la cause du renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Qui plus est, ce principe consacre l'égalité des deux systèmes économiques et sociaux et l'expérience a confirmé qu'il joue un rôle important dans des domaines tels que la protection de la juste cause des peuples qui luttent pour la liberté et l'indépendance nationale et la défense des intérêts des Etats nouvellement indépendants. Toute la structure de l'Organisation des Nations Unies repose sur cette règle et toute tentative visant à la modifier mettrait en danger l'existence même de l'Organisation. Néanmoins, en plaçant pour le principe de l'unanimité, la délégation mongole ne cherche pas d'excuse à l'emploi du veto pour des raisons égoïstes ou au service de causes injustes.

23. Selon de nombreuses délégations, il faudrait modifier la Charte pour l'adapter au monde moderne. Il est vrai que d'importants changements ont eu lieu depuis son adoption, notamment le fait que de nombreux Etats nouvellement indépendants ont vu le jour et que, par conséquent, les principaux organes des Nations Unies comptent davantage de membres. La Mongolie s'est toujours félicitée de l'admission d'Etats nouvellement indépendants, dont elle apprécie beaucoup la participation active aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. La Charte offre encore de nombreuses possibilités de participation active à tous les Membres; y compris aux pays en développement.

24. Une stricte application des dispositions de la Charte et des instruments adoptés sur la base de la Charte aurait permis d'apporter une solution juste à de nombreux problèmes urgents, tels que les questions de Namibie, de Chypre, du Moyen-Orient, de l'*apartheid* et d'autres encore.

25. Le fait qu'aucune tendance générale ne se soit dégagée des débats sur la Charte montre manifestement que, pour la majorité des Membres, la Charte répond pleinement aux besoins des relations internationales contemporaines. Par conséquent, il convient de conserver tels quels la forme et le

contenu actuels de la Charte. La Charte offre bien des possibilités dont on n'a pas encore tiré parti et qui peuvent et doivent servir à renforcer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies.

26. La Mongolie a toujours été désireuse d'accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies, comme le montre bien la lettre adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères de Mongolie et reproduite dans le document A/10113/Add.1.

27. M. SETTE CÂMARA (Brésil) dit que l'adoption de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale par laquelle le Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies a été créé a marqué un premier pas vers l'application du Chapitre XVIII de la Charte, que certaines puissances prudentes avaient mis sous clef jusque-là. Cette décision est simplement un retour aux idéaux des fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, qui avaient prévu à l'Article 108 des révisions périodiques de la Charte.

28. Jusqu'à présent, les résultats obtenus par le Comité *ad hoc* ne sont qu'un début. Il n'est parvenu à un accord sur aucune mesure ni sur aucune modification. Néanmoins, la minceur du rapport du Comité *ad hoc*, loin de décourager ceux qui croient au besoin de changement, montre que chacun se rend compte de la gravité, de la complexité et de la difficulté de la tâche. Les résultats dont il est fait état dans ce rapport sont une bonne réponse aux délégations qui craignaient de voir le Comité *ad hoc* agir avec précipitation et sans réfléchir ou avaient mis les autres délégations en garde contre toute altération des dispositions de la Charte. Bien qu'une majorité appréciable des membres du Comité *ad hoc* se soit déclarée ouvertement prête à aborder le problème de la révision de certaines dispositions de la Charte, ceux-ci n'ont pas essayé de semer la panique parmi les tenants de la position adverse.

29. Depuis la Conférence de San Francisco, la délégation brésilienne n'a cessé de préconiser un réexamen de la Charte tous les cinq ans, sans qu'il soit question de l'exercice d'un veto. L'application de l'Article 108, loin de menacer l'Organisation des Nations Unies, va dans le sens de la réalisation des buts et principes de la Charte. Dans cet esprit, la délégation brésilienne a participé activement aux travaux du Comité *ad hoc* et il est fait état de sa déclaration aux pages 10 et 11 du rapport (A/10033). En tant qu'auteur du projet qui est devenu la résolution 3349 (XXIX) la délégation brésilienne tient à féliciter le Comité *ad hoc* des travaux accomplis dans un délai aussi bref et dans des circonstances aussi difficiles. Bien qu'un certain nombre de délégations aient formulé de nombreuses suggestions importantes, le Comité *ad hoc* n'a pu, faute de temps, parvenir à une décision sur aucune d'entre elles. Le Comité *ad hoc* n'a pas non plus réussi à organiser ses travaux futurs de façon satisfaisante. Un document de travail très intéressant concernant cette question particulière, présenté par la délégation mexicaine, est reproduit dans l'annexe II au rapport.

30. Les délégations qui, depuis de longues années, préconisent une révision de la Charte et en particulier celles qui sont à l'origine de la résolution 3349 (XXIX) ne peuvent accepter que l'échange de vues qui a eu lieu au Comité *ad hoc* mette un terme à leurs efforts. Les résultats obtenus au

cours des réunions de ce comité ne sont qu'un commencement. M. Sette Câmara insiste sur le fait qu'accessoirement il ressort de ces réunions que le Comité *ad hoc* doit poursuivre ses travaux jusqu'à ce qu'il obtienne des résultats positifs et concrets. C'est pourquoi la délégation brésilienne est disposée à se porter sur la liste des auteurs de tout projet de résolution visant à prolonger la durée du mandat du Comité *ad hoc* pour lui permettre d'adopter au moins quelques décisions importantes et concrètes. Le mandat du Comité *ad hoc* devrait suivre les grandes lignes exposées dans la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale, de façon à permettre l'examen de toute suggestion sur la question de la révision de la Charte en général. La délégation brésilienne se félicite de la décision d'examiner ensemble les points 113 et 29. La déclaration faite par le représentant de la Roumanie lors de la séance précédente a montré l'importance de cet exercice et a suscité l'espoir qu'il donnera des résultats fructueux.

31. En ce qui concerne l'efficacité des travaux futurs du Comité *ad hoc*, il serait bon de compléter l'étude du Secrétaire général par un exposé analytique, ordonné selon les catégories de sujets, des opinions exprimées par les gouvernements sur les différentes dispositions de la Charte. Un document de ce genre pourrait être très utile aux membres du Comité *ad hoc*, qui serait alors mieux placé pour mettre au point un programme de travail rationnel tenant compte des principaux domaines d'intérêt. En outre, vu l'importance et l'intérêt de ses travaux, il est tout à fait normal que le Comité *ad hoc* dispose de comptes rendus, ce qui n'entraînera d'ailleurs pas de dépenses importantes, puisque les déclarations des délégations ne seraient plus reproduites, comme elles l'ont été pour la session précédente, en annexe au rapport.

32. La délégation brésilienne exprime l'espoir que pendant le débat en cours les délégations se montreront pleinement conscientes de l'intérêt qu'il y a pour tous les Etats Membres à examiner sérieusement et minutieusement cette question et que de nombreuses délégations s'associeront à celles qui ont appuyé la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale dans un effort commun visant à donner plus de poids à l'application de la procédure de révision de la Charte.

33. M. GROZEV (Bulgarie) dit que la position de son gouvernement concernant la révision de la Charte des Nations Unies a été exposée dans les lettres adressées par celui-ci au Secrétaire général lors de la vingt-septième session² et lors de la trentième session (A/10113/Add.3). L'Organisation des Nations Unies est née des cendres de la seconde guerre mondiale, après la victoire de la coalition anti-hitlérienne qui a été le point de départ de changements profonds et irréversibles dans la structure sociale et politique du monde. Depuis lors, l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle important dans la prévention d'une troisième guerre mondiale. La Charte a résisté à l'épreuve du temps et a démontré sa viabilité dans une époque de changement dynamique. La Charte a été suffisamment souple pour permettre à l'Organisation de contribuer à la solution de toute une série de problèmes mondiaux actuels et il n'existe pratiquement de nos jours aucune question d'importance sur le plan international qui soit restée hors

du champ d'action de l'Organisation des Nations Unies. Un système complet de déclarations et de principes juridiques extrêmement importants de caractère international a été mis au point sur la base de la Charte. La superstructure des relations internationales contemporaines pourrait toutefois être gravement endommagée, ou même détruite, s'il était porté atteinte à la Charte sur laquelle elle repose.

34. La délégation bulgare n'ignore certes pas que, dans le passé, il y a eu des cas où l'Organisation des Nations Unies n'a pas réussi à exercer une action efficace, mais en insistant sur les échecs on déforme la réalité et on oublie les résultats positifs. Ces échecs ne sont pas dus en fait à des déficiences de la Charte : ils sont la conséquence directe de l'inobservation des principes de la Charte. Les conditions nécessaires à un règlement pacifique et équitable des problèmes, des crises et des conflits internationaux, et la capacité de l'Organisation des Nations Unies d'agir effectivement dépendent directement de la volonté politique des Etats Membres.

35. Le rapport bref et purement formel du Comité *ad hoc* montre qu'il existe des divergences fondamentales entre les Etats Membres au sujet de la nécessité d'effectuer une révision de la Charte. Le principal argument avancé en faveur d'une révision est que la majorité des Etats Membres de l'Organisation n'ont pas pris part à sa fondation, à la Conférence de San Francisco, et que, par conséquent, la structure de l'Organisation est telle qu'ils ne sont pas en mesure d'exercer suffisamment d'influence sur ses activités. M. Grozev est surpris d'entendre dire, à une époque où l'Organisation des Nations Unies se trouve au seuil de l'universalité, que l'accroissement du nombre des Membres de l'Organisation appelle un réexamen de sa structure. Il refuse d'admettre que les pays en développement et nouvellement libérés, qui représentent la force principale dans le groupe des pays non alignés, ne soient pas en mesure de jouer le rôle qui leur revient dans les activités de l'Organisation des Nations Unies. Aucune résolution de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social ne peut être adoptée sans leur accord. Les quelques rares résolutions dont les Etats non alignés ou les membres non permanents du Conseil ne soient pas les auteurs sont des résolutions du Conseil de sécurité. A la base de l'argument selon lequel les pays en développement n'ont pas la possibilité de jouer vraiment leur rôle dans les activités de l'Organisation, il y a, de l'avis de M. Grozev, le fait que certains Etats Membres sont mécontents du rapport établi par la Charte entre les pouvoirs et les fonctions de l'Assemblée générale et ceux du Conseil de sécurité. Et pourtant, c'est précisément ce lien vital entre l'Article 11 et l'Article 27 de la Charte qui a évité à l'Organisation des Nations Unies de prendre des décisions dépourvues de réalisme, impossibles à mettre en pratique ou dangereuses pour la paix et la sécurité internationales.

36. Dans un monde où voisinent des systèmes sociaux et politiques différents, la Charte offre un maximum de protection aux intérêts de toutes les parties en cause. Elle prévoit qu'aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'utiliser l'Organisation pour imposer sa volonté politique à un autre Etat ou groupe d'Etats, et que l'Organisation des Nations Unies doit prendre des mesures pour maintenir la paix et la sécurité internationales, y compris le recours à la force armée, uniquement sur la base de l'unanimité des

² Voir A/8746/Add.1.

membres permanents du Conseil de sécurité. Il ne fait aucun doute que le rapport établi par la Charte entre les pouvoirs et les fonctions de l'Assemblée générale et ceux du Conseil de sécurité en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales sont l'épine dorsale de l'Organisation. Il est absurde de penser que cette épine dorsale pourrait être brisée sans qu'il y ait paralysie de l'activité de l'Organisation et danger pour son existence même.

37. La délégation bulgare est convaincue que le fait de poursuivre la discussion sur la question de la révision de la Charte ne saurait contribuer à créer une atmosphère qui favorise la découverte de solutions acceptables aux problèmes complexes de l'heure. D'un point de vue objectif, les travaux du Comité *ad hoc* reflètent l'existence de forces centrifuges qui ne contribueraient pas à renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument le plus important de coopération internationale multilatérale.

38. Ce n'est certainement pas la Charte qui empêche les Etats Membres d'agir en ce qui concerne nombre de questions importantes. Le développement des relations internationales contemporaines exige une attitude positive et constructive à l'égard de la Charte et non pas une attitude négative et nihiliste. Le processus de détente se poursuit et il en résulte une plus grande liberté d'action pour les membres de la communauté internationale. Le rôle des pays en développement dans les relations internationales, de même que celui de l'Organisation des Nations Unies, continue à prendre de l'ampleur. La situation politique favorable qui existe actuellement ouvre de nouvelles possibilités et de nouvelles perspectives pour l'Organisation des Nations Unies dans tous ses domaines d'activité. L'Organisation a de nombreuses tâches importantes à accomplir dans les domaines du maintien de la paix internationale, du renforcement de la sécurité internationale et du développement de la coopération entre les Etats; ces tâches exigent des efforts inlassables de la part des Etats Membres et c'est en observant strictement les principes et les normes de la Charte que l'on obtiendra les meilleurs résultats.

39. M. NICOL (Sierra Leone) dit qu'ayant une foi profonde dans l'Organisation des Nations Unies la délégation sierra-léonienne s'est intéressée vivement aux efforts entrepris pour modifier la Charte, en tenant compte des diverses opinions et idéologies qui sont représentées au sein de l'Organisation des Nations Unies. La délégation sierra-léonienne partage l'opinion selon laquelle le Comité *ad hoc* devrait soumettre les propositions concrètes de révision de la Charte que l'on juge généralement nécessaires à l'Assemblée générale, conformément à l'Article 108. Elle n'est pas convaincue de la nécessité de convoquer, à cette fin, une conférence générale en vertu de l'Article 109.

40. Le réexamen de la Charte est étroitement lié à la restructuration du système des Nations Unies. La délégation sierra-léonienne juge acceptable le contenu du rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies³; on pourrait s'inspirer des idées contenues dans ce rapport pour améliorer le fonctionnement des organes de l'ONU.

41. Les pays qui s'opposent à une révision de la Charte ont presque tous déclaré que, sans être nécessairement parfaite, la Charte avait résisté à l'épreuve du temps. Cependant, si la Charte n'est pas parfaite, il est possible de l'améliorer et de l'adapter à la situation internationale du monde contemporain. Certains articles, tels les Articles 53 et 107, ont perdu leur raison d'être et devraient être supprimés, d'autres articles devraient être modifiés pour exprimer l'opinion internationale actuelle. En réponse aux délégations qui ont adopté la position extrême selon laquelle le fait même d'envisager un réexamen de la Charte est dangereux, M. Nicol fait remarquer qu'il y a 30 ans les auteurs de la Charte ont prévu une procédure de révision de cet instrument parce qu'ils étaient conscients que les relations internationales ne pouvaient pas demeurer et ne demeureraient pas statiques. La Charte doit être modifiée de façon à refléter les aspirations politiques actuelles de tous les Etats Membres de l'Organisation. A propos de l'inquiétude exprimée par certaines délégations qui craignent qu'un réexamen de la Charte ne crée un déséquilibre et par suite ne mette en danger l'existence de l'Organisation, M. Nicol fait observer que les membres des délégations présentes ont assez d'expérience pour savoir que la prudence est nécessaire dans une entreprise aussi délicate. Il n'est pas question de procéder à une révision d'ensemble de la Charte telle qu'elle existe actuellement ni de la remplacer par une nouvelle charte. La délégation sierra-léonienne se félicite de l'ouverture d'esprit dont témoignent, au sujet du réexamen de la Charte, certaines délégations qui sont prêtes à étudier les propositions concrètes de révision qui auront pour but de renforcer l'efficacité de l'Organisation, et elle exprime le vœu que l'Assemblée générale renouvellera le mandat du Comité *ad hoc* afin de lui permettre de poursuivre ses travaux en 1976.

42. M. Nicol, passant à l'un des articles les plus controversés de la Charte, à savoir l'Article 23, fait observer que les règles régissant la composition du Conseil de sécurité, de même que son mécanisme de vote, ne satisfont pas sa délégation. Il demande instamment que le Comité *ad hoc* entreprenne la tâche très délicate d'élaborer et de présenter à la Sixième Commission, lors d'une session ultérieure de l'Assemblée générale, des recommandations concernant une version révisée, qui soit acceptable par toutes les parties intéressées, de cet article et de tout autre article qui, de l'avis du Comité *ad hoc*, appellerait une révision. La délégation sierra-léonienne estime, en outre, que la Cour internationale de Justice devrait être amenée à jouer un rôle plus important, en particulier en matière de maintien de la paix et de la détente.

43. M. AL-OTHMAN (Koweït) confirme l'adhésion de son pays aux buts et principes de la Charte et dit qu'il appartient à l'Organisation des Nations Unies de tenir compte, sans que la tâche fondamentale de l'Organisation des Nations Unies s'en trouve compromise, des changements intervenus dans la société internationale au cours des 30 dernières années.

44. Un réexamen de la Charte devrait être entrepris avec une grande prudence de façon à ne pas nuire aux Etats. Rien cependant ne s'oppose à ce qu'on envisage d'apporter des modifications précises et limitées; la délégation koweïtienne appuierait toute modification qui aurait pour effet

³ E/AC.62/9.

de promouvoir les intérêts de la communauté internationale et la paix mondiale.

45. La délégation koweïtienne est en faveur de modifications visant à accroître l'efficacité des recommandations et des résolutions de l'Assemblée générale et des autres organes principaux de l'Organisation des Nations Unies, en particulier du Conseil de sécurité; elle est donc favorable aussi à l'étude de la question de l'application des sanctions à ceux des Etats qui refusent de se plier à la volonté de l'écrasante majorité de l'ensemble des Etats.

46. La délégation koweïtienne est également prête à examiner, en ayant présents à l'esprit les intérêts de la communauté internationale, toute autre suggestion concrète et limitée concernant la Charte.

47. Enfin, la délégation koweïtienne est favorable à des modifications qui faciliteraient les travaux de la Cour internationale de Justice, qui encourageraient les Etats à faire appel à la Cour pour le règlement des problèmes internationaux ou qui allégeraient la procédure à suivre pour saisir la Cour d'un différend.

48. La délégation koweïtienne serait en faveur d'apporter un amendement à l'Article 111 de la Charte tendant à ce que l'arabe devienne la sixième langue officielle de l'Organisation, puisqu'un service arabe de traduction a été créé et qu'un certain nombre d'institutions spécialisées ont décidé d'utiliser l'arabe comme langue de travail.

La séance est levée à 17 h 5.

1565^e séance

Vendredi 14 novembre 1975, à 10 h 50.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1565 et Corr.1

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10129, A/10218, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. Mlle RANA (Népal) note que 30 ans se sont écoulés depuis que la dernière conflagration mondiale, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire, a imposé la création de l'Organisation des Nations Unies dans l'espoir justifié de "préserver les générations futures du fléau de la guerre". Depuis sa création, l'Organisation a considérablement contribué au maintien de la paix et de la sécurité internationales, même si elle n'a malheureusement pas toujours été à la hauteur des espoirs que l'on avait placés en elle à cet égard. Mais ces insuffisances ne tiennent pas uniquement à des défauts inhérents à la Charte, qui n'est certes pas parfaite, mais à l'attitude de certains Etats Membres qui se refusent à la respecter et manifestent le plus profond mépris pour les décisions de l'Organisation.

2. Un autre phénomène déconcertant est l'apparition, au sein des Nations Unies, d'intérêts de groupes opposés aux intérêts communs. Il est triste de constater qu'après 30 ans d'existence l'Organisation, au lieu de se transformer en un tout harmonieux, est devenue une enceinte à l'intérieur de laquelle les nations se croient obligées de se diviser en

groupes et de s'affronter afin de faire aboutir des intérêts particuliers et non plus de réaliser les buts communs de la Charte.

3. La Charte, sous sa forme actuelle, a les qualités nécessaires pour conférer à l'Organisation le caractère d'une entité viable et efficace. Si, en certaines circonstances, l'ONU a parfois failli à sa tâche, cela ne tient pas à la faiblesse intrinsèque de la Charte, mais au fait que les Etats Membres n'ont pas toujours eu la volonté politique d'en respecter les dispositions. A cet égard, une responsabilité spéciale incombe aux membres permanents du Conseil de sécurité.

4. Depuis 1945, le monde a connu de nombreux changements de grande portée qui doivent trouver une expression adéquate dans la Charte. Cependant, la révision de la Charte est la question la plus délicate qui se pose à l'Organisation et il faut procéder avec le plus grand soin et la plus grande prudence pour introduire les changements nécessaires.

5. La position du Népal a été clairement exprimée dans la déclaration que la délégation népalaise a faite devant la Sixième Commission à la vingt-septième session (1380^e séance) : le Népal a toujours fermement défendu la Charte et les principes qui la sous-tendent, mais il estime que son adaptation ne pourrait qu'accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies pour ce qui touche à la paix et à la sécurité internationales.

6. Guidée par ces considérations, la délégation népalaise serait disposée à considérer favorablement toute proposition concrète visant à renforcer et à raffermir le rôle et le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies de sorte que celle-ci puisse s'acquitter de ses lourdes responsabilités avec plus d'efficacité et de promptitude.

7. M. LEIGH (Etats-Unis d'Amérique) dit que les questions dont est actuellement saisie la Commission sont les plus importantes qu'elle ait à étudier au cours de la présente session.

8. La délégation des Etats-Unis continue à envisager la question de la révision de la Charte avec scepticisme et préoccupation. Ce scepticisme ne se fonde pas sur l'idée que le fonctionnement de l'ONU est parfait. Les travaux de l'ONU peuvent et doivent certainement être améliorés. Il faut cependant, pour atteindre cet objectif, éviter les actions précipitées et insuffisamment mûries. Les obstacles à une plus grande efficacité de l'Organisation tiennent à la volonté politique des Etats qui interprètent et appliquent les dispositions de la Charte. La délégation des Etats-Unis a des doutes quant à l'opportunité de réviser la Charte parce qu'elle craint que l'ONU y perde le niveau de cohésion qu'elle a actuellement atteint. Il est peu probable que la remise en question de points qui ont été librement et universellement acceptés en diverses occasions dans le passé élargisse les zones d'accord. Il est au contraire beaucoup plus probable que ce processus conduise à un durcissement des positions et fasse ainsi obstacle à l'évolution progressive qui a été l'un des traits fondamentaux de l'Organisation.

9. Il est à craindre que les efforts faits pour répondre aux problèmes particuliers de l'époque en apportant des réformes à la Charte restreindront la faculté d'adaptation de celle-ci lorsqu'il faudra faire face aux besoins de l'avenir. En voulant modifier la structure constitutionnelle de l'Organisation, on court en outre le risque grave de perdre de vue les problèmes urgents que l'ONU peut et doit résoudre.

10. Les Etats-Unis ont affirmé à maintes reprises qu'ils étaient disposés à examiner des mesures tendant à améliorer le fonctionnement de l'ONU et sa capacité d'assumer les obligations que lui impose la Charte. Mais cela ne pourra se faire utilement qu'avec l'accord de toutes les parties intéressées étant donné que, par définition, toute amélioration exigera un large accord pour être efficace. L'insuccès complet des débats du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies au cours de l'été donne la preuve que les circonstances ne se prêtaient pas à la réalisation d'un travail sérieux. On n'aboutira à rien en répétant cette expérience. Par conséquent, la délégation des Etats-Unis n'est pas convaincue de l'opportunité d'une nouvelle session du Comité *ad hoc*, compte tenu en particulier du fait que le programme de travail dans le domaine du droit international est particulièrement chargé.

11. Il serait sans doute relativement utile de constituer un comité qui serait chargé d'examiner les observations abondantes que les gouvernements ont déjà présentées au sujet du raffermissement du rôle de l'ONU. A cet égard, un des grands sujets de préoccupation pour tous les Etats Membres est l'élaboration et le renforcement de mesures relatives au règlement pacifique des différends. Il est certain que cela peut se faire entièrement en s'en tenant à la rédaction actuelle de la Charte et du Statut de la Cour. Il faudrait examiner très attentivement les possibilités nombreuses et variées qu'offre le mécanisme de la Cour pour le règlement pacifique des différends, et il faut faire en sorte que tous les Etats de la communauté internationale soient parfaitement au fait de ces possibilités. Par ailleurs, il faut aussi reconnaître que certains différends peuvent se régler plus

facilement, ou du moins recevoir un début de solution, par d'autres moyens. Il faut donc examiner également à fond les nombreuses autres possibilités de règlement des différends qui existent, y compris la négociation entre les parties, les bons offices, la médiation et la conciliation. On doit rechercher les moyens de perfectionner ces mécanismes pour rendre plus efficace le système de l'ONU. Il faut entreprendre tout ce qui est humainement possible à cette fin dans le cadre de la Charte plutôt que de chercher à se lancer dans des projets plus ambitieux et plus aléatoires qui entraîneraient la réforme de cet instrument.

12. M. LAUTERPACHT (Australie) rappelle que, lors de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, sa délégation a parrainé la résolution 3283 (XXIX) sur le règlement pacifique des différends internationaux, en application de laquelle le Secrétaire général a présenté un rapport (A/10289) qui est un modèle de concision. Le Secrétaire général a estimé que la demande qui lui était adressée excluait toute révision du mécanisme prévu dans la Charte même pour le règlement des différends. Il a également écarté les divers mécanismes spécifiques créés par des organes des Nations Unies pour régler des différends dans des cas particuliers. Le travail du Secrétaire général a été complété, dans une certaine mesure, par des études publiées récemment par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche. Toutefois, le rapport du Secrétaire général rappelle utilement les limites auxquelles s'est heurtée pendant 30 ans l'Assemblée générale dans sa recherche d'une formule générale de règlement pacifique des différends. Cependant, il ne faut pas considérer ces limites isolément mais compte tenu de l'existence d'autres mécanismes et des résultats qu'ils ont donnés. C'est ainsi que, dans le cadre de la Charte, il convient de rappeler le rôle primordial du Conseil de sécurité en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il y a également lieu de rappeler les activités concrètes de médiateurs, de conciliateurs, de commissions de bons offices et de représentants spéciaux nommés par le Conseil de sécurité ou par le Secrétaire général à la demande du Conseil de sécurité. Il ne faut pas oublier non plus les fonctions de la Cour internationale de Justice.

13. En outre, le règlement pacifique des différends ne saurait être considéré du seul point de vue de l'Organisation des Nations Unies. Une grande partie des activités en la matière se déroulent au sein d'autres organismes internationaux comme, par exemple, l'Organisation internationale du Travail, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et les Commissions internationales des pêches.

14. La véritable question à laquelle doit répondre la Commission est celle de savoir si elle est disposée à laisser le problème des différends internationaux dans la phase où il se trouve actuellement ou si elle doit aussi examiner le problème connexe de la prévention des différends. Ne doit-on examiner ce sujet qu'en fonction de mécanismes, ou faut-il penser à utiliser de nouvelles méthodes dans le cadre des mécanismes existants ? On reste peut-être trop attaché à certaines notions traditionnelles relatives au règlement obligatoire des différends ou au caractère exécutoire des décisions d'un tiers. Dans le processus de négociation, tire-t-on pleinement parti de tout moyen propre à harmoniser des opinions divergentes ? Bref, peut-on dire que l'on dispose, sur le plan collectif ou individuel, de rensei-

gnements suffisants pour appliquer, dans des situations qui évoluent très rapidement, assez de connaissances pour réduire ou éliminer les possibilités d'un véritable différend, et pour utiliser en vue du règlement d'un différend le type de procédure le mieux adapté à ses caractéristiques particulières ?

15. Telles sont les questions qui se posent à la Commission, et, à cet égard, le point essentiel est de savoir s'il y a lieu de considérer le problème de la prévention et du règlement des différends comme une question distincte ou comme une question relevant des travaux sur la Charte. La séparation des deux problèmes offre certains avantages, dont le plus important vient peut-être du fait que, si l'on fait relever la question du règlement des différends de l'étude du fonctionnement de la Charte, chacun des problèmes risque d'obscurcir l'autre au détriment des deux. D'autre part, il paraîtrait utile d'identifier clairement et séparément la question du règlement des différends en en faisant un point distinct de l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Toutefois, si la Commission dans son ensemble ne partage pas cette opinion, la délégation australienne n'insistera pas pour que l'on adopte une décision qui ne pourrait être prise qu'au moyen d'un vote qui ne recueillerait pas une large majorité de voix. Si la Commission est généralement favorable à ce que l'on fasse de la prévention et du règlement des différends un point séparé, la délégation australienne sera heureuse de proposer ou de parrainer avec d'autres délégations un projet de résolution dans ce sens. Mais, à moins qu'il ne se dégage un consensus certain à cette fin, la délégation australienne se ralliera à l'idée que la prévention et le règlement des différends doivent être examinés dans le cadre des travaux du Comité *ad hoc*.

16. Mlle AGUTA (Nigéria) dit que si l'on a proposé de réviser la Charte ce n'est pas parce que l'on pense qu'elle présente des déficiences mais simplement pour la mettre à jour. La Charte, qui est l'acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies, doit être susceptible de révision et d'amendement, et les Membres fondateurs ont déjà prévu la possibilité d'y introduire des changements, comme le montre l'existence des Articles 108 et 109.

17. Mlle Aguta estime qu'il y a lieu d'établir une distinction entre un examen critique et une révision de la Charte. Tandis que dans le premier cas il s'agit simplement d'un processus d'évaluation d'une situation en vue d'apporter les retouches nécessaires, processus qu'il n'y a pas lieu de justifier par des raisons puissantes, la révision suppose, en revanche, une véritable remise en chantier de la Charte, qui appelle un examen approfondi des problèmes implicites et doit être fondée sur des raisons très sérieuses.

18. Tout en estimant que les buts et les principes énoncés 30 ans auparavant restent toujours valables, la délégation nigériane, qui a parrainé la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale et fait partie du Comité *ad hoc*, recommande que l'on procède à un examen critique de la Charte compte tenu du temps écoulé depuis son adoption, du caractère universel acquis par l'Organisation — manifesté par l'augmentation du nombre de ses Membres — et des modifications dans l'équilibre des pouvoirs qui auraient pu se produire. Quant à la révision proprement dite de la Charte, Mlle Aguta estime que le Comité *ad hoc* devrait tout d'abord continuer de recueillir des renseignements en

vue de recommander à la Commission s'il conviendrait ou non de réaliser un examen critique de la Charte. Dans l'affirmative, il faudrait créer un groupe d'examen qui, à son tour, recueillerait des données en vue de déterminer s'il y aurait lieu de procéder à une révision totale ou partielle. C'est alors seulement qu'on pourrait faire des propositions concrètes de révision. La délégation nigériane estime qu'une révision devrait tendre à élargir les structures existantes pour permettre une participation équitable de tous les Etats Membres et garantir un fonctionnement approprié de l'Organisation.

19. Mlle Aguta souligne l'importance d'un examen critique. C'est le seul moyen de déterminer dans quelle mesure ont été atteints les idéaux de la Charte et les buts de l'Organisation, qui sont de maintenir la paix et la sécurité internationales et de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Ce n'est que grâce à un examen critique que l'on pourra, d'autre part, déterminer la manière de parvenir à un nouvel équilibre entre les puissances alors que tant de nouveaux Etats indépendants ont fait leur apparition. La délégation nigériane souhaite donc que le Comité poursuive ses travaux afin de pouvoir trouver des solutions aux problèmes qui font obstacle à la paix et à la sécurité internationales.

20. Pour ce qui est de la question du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies, Mlle Aguta est d'avis que cette question est étroitement liée à celle du Comité *ad hoc* et qu'il y a lieu de les examiner toutes deux en même temps; en plus des clauses concrètes de la Charte, il conviendrait de prévoir d'autres dispositions visant au renforcement du rôle et des activités de l'Organisation.

21. M. MONTENEGRO (Nicaragua) rappelle l'attachement de son pays aux buts et aux principes énoncés dans la Charte. Le Nicaragua, qui a participé à la Conférence de San Francisco, s'est réjoui des succès remportés par l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales. M. Montenegro rappelle aussi avec quelle violence et quelle passion certaines puissances se sont opposées à la révision de la Charte il y a quelques années, prétextant que cela signifierait la fin de l'Organisation. C'est pourquoi il note aujourd'hui avec satisfaction que les résistances sont désormais moins vives, que l'on a pu nouer un dialogue et que c'est à une écrasante majorité que l'on a décidé de créer le Comité *ad hoc* dont la Commission doit maintenant étudier le rapport (A/10033).

22. La délégation nicaraguayenne considère que, si les buts et les principes de l'Organisation des Nations Unies sont immuables, par contre ses organes doivent être renouvelés, faute de quoi l'on continuera à voir se renouveler dans la vie internationale certaines situations dénotant une violation des règles juridiques de l'Organisation. Le représentant du Nicaragua fait remarquer à cet égard que ceux qui sont à l'origine de ces situations sont précisément ceux-là même qui s'opposent le plus violemment à la révision. Selon le rapport, la révision de la Charte a suscité trois attitudes différentes. Certains Etats s'y opposent ouvertement; d'autres sont partisans d'un raffermissement du rôle de l'Organisation mais sans apporter d'amendement à la Charte; d'autres enfin, dont le Nicaragua, sont favorables à une révision.

23. Le Nicaragua croit qu'il est opportun de réviser de nombreux articles de la Charte mais ne refuse pas pour autant d'engager un dialogue franc et ouvert. Quoi qu'il en soit, il estime nécessaire que l'Assemblée générale prolonge le mandat du Comité *ad hoc* pour lui permettre de continuer à recueillir des éléments d'informations auprès des gouvernements et de présenter ses conclusions l'année prochaine.

24. M. PI Chi-lung (Chine) évoque les changements importants qui ont bouleversé la situation internationale et celle de l'Organisation des Nations Unies depuis 30 ans. L'un des courants les plus puissants qui ait marqué l'histoire contemporaine est celui de la lutte révolutionnaire des peuples opprimés pour leur indépendance et leur libération. Le tiers monde a pris une importance telle qu'il est devenu l'agent principal de la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonie. D'autre part, on a vu apparaître le social-impérialisme. Tout comme l'autre superpuissance, il poursuit une politique d'agression et d'expansion, cherche à prendre le contrôle de l'Organisation des Nations Unies et à l'utiliser pour servir ses propres intérêts. La Charte, qui a été rédigée il y a 30 ans, contient certaines dispositions qui limitent considérablement le rôle des pays du tiers monde; d'autre part, elle ne traduit nullement les aspirations de ceux-ci pas plus qu'elle ne répond aux besoins de notre temps. Les pays petits et moyens considèrent qu'il est indispensable de réviser la Charte pour permettre à l'Organisation de répondre aux besoins de la situation telle qu'elle se présente objectivement et de s'acquitter du rôle qui lui incombe.

25. M. PI Chi-lung en vient ensuite aux attaques et aux calomnies que les deux superpuissances ont adressées aux pays partisans de la révision de la Charte. L'une d'entre elles en effet n'a-t-elle pas parlé de "tyrannie de la majorité" à propos de certaines résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies ces dernières années, accusation qui va directement à l'encontre du principe d'égalité de tous les Etats, grands ou petits. Quant à l'autre superpuissance, elle prétend que les partisans de la révision de la Charte sapent l'Organisation et les qualifie de forces réactionnaires. M. PI Chi-lung mentionne toute une série de situations qui, à son avis, sont nées de l'obstruction et de l'opposition des superpuissances, fortes des privilèges que leur confère la Charte. C'est précisément pour remédier à cela et préserver l'Organisation des Nations Unies qu'il faut maintenant réviser la Charte et lui apporter les amendements qui s'imposent. Quant à l'argument selon lequel la révision de la Charte conduirait directement à une guerre mondiale, M. PI Chi-lung retorque que c'est dans les agissements des superpuissances et particulièrement dans l'ambition du social-impérialisme que se trouve le véritable danger de guerre. Pour la paix et la sécurité internationales, il est indispensable que les pays petits et moyens renforcent leur capacité de défense et s'unissent pour confondre et combattre énergiquement la politique d'agression, d'expansion et d'hégémonie des superpuissances. Il est donc impératif d'examiner à fond la Charte et, le moment venu, de la réviser de façon à permettre à l'Organisation des Nations Unies de répondre aux besoins nouveaux du monde en mutation qui est le nôtre.

26. Il est parfaitement légitime de réviser la Charte et de l'amender. C'est là un droit et un devoir de tous les Etats

Membres, reconnus par la Charte elle-même. De plus, étant donné le développement qu'a connu l'Organisation, la plupart des Membres actuels n'ont pas participé à la Conférence de San Francisco; le moment est donc venu de leur permettre d'apporter leur contribution. Refuser l'examen et la révision de la Charte équivaut à priver l'immense majorité des Etats Membres d'un droit qui leur appartient. Le représentant de la Chine estime que la vive opposition à toute modification de la Charte manifestée par la superpuissance qui se pose en défenseur des intérêts des petits pays constitue une dénégation d'une demande pourtant légitime de ces pays et une violation des dispositions correspondantes de la Charte.

27. Selon M. PI Chi-lung, les arguments avancés par les superpuissances pour s'opposer à la révision de la Charte ne sont que des prétextes. Ce qu'elles craignent en réalité, c'est de perdre leurs privilèges. Car on ne peut nier que la Charte souffre de lacunes, et les superpuissances savent fort bien que tout examen de celle-ci conduirait inévitablement à sa révision. Pour l'éviter, faute d'arguments valables, ils ont recours à des calomnies et à une opposition tenace. Mais la révision de la Charte correspond à une tendance générale qu'il est impossible de renverser.

28. La délégation chinoise réaffirme qu'elle est favorable à un examen de la Charte et à l'adoption de tout amendement que l'on jugera nécessaire d'y apporter. Toutes les opinions concernant la révision de la Charte peuvent être exprimées. De nombreux pays ont formulé des opinions de principe sur la révision de certaines dispositions de la Charte, comme par exemple l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée générale, la restriction des pouvoirs du Conseil de sécurité, les changements à apporter à la composition du Conseil de sécurité et la limitation ou l'abolition du droit de veto des Etats qui sont membres permanents du Conseil. Ces opinions méritent d'être étudiées soigneusement. M. PI Chi-lung est convaincu pour sa part que, si l'on mène à bien les consultations et les discussions en se fondant sur le principe et l'égalité de tous les pays, l'on pourra trouver une solution rationnelle et acceptable pour tous.

29. La délégation chinoise estime qu'il est nécessaire que l'Assemblée générale proroge le mandat du Comité *ad hoc*.

30. M. DE Ceglie (Italie) déclare que la Sixième Commission a pour tâche de porter un jugement sur le rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies et de prendre une décision sur le prolongement de son mandat. La Commission doit donc tenir compte de l'importance de la tâche confiée au Comité et ne pas prendre uniquement en considération les résultats obtenus jusqu'à présent.

31. Comme l'a indiqué le Ministre italien des affaires étrangères dans sa déclaration devant l'Assemblée générale, à la 2357^e séance plénière, le Gouvernement italien a suivi avec un vif intérêt les efforts faits pour rationaliser et améliorer les activités et le mécanisme de l'Organisation des Nations Unies, dont plusieurs aspects méritent d'être étudiés attentivement. En ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la séparation absolue des pouvoirs prévus par la Charte reste valide, sans que cela signifie pour autant que l'on ne puisse renforcer l'efficacité de l'Organisation dans ce domaine. Au contraire, il convien-

draît d'explorer toutes les possibilités susceptibles d'améliorer le système sans le priver des compétences du Conseil de sécurité. Dans ce sens, M. de Ceglie exprime à nouveau l'idée que la Cour internationale de Justice doit jouer un rôle de premier plan et qu'il convient donc d'intensifier les efforts visant à élargir les fonctions de la Cour. Quant au développement économique, à la coopération économique internationale et, en particulier, à l'assistance aux pays en développement, l'Italie juge nécessaire d'adopter des mesures pour rendre plus efficace le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi elle a plaidé pour que l'on prête une attention particulière à toutes les propositions visant à restructurer le système de l'ONU dans les domaines économique et social.

32. Un autre aspect sur lequel il est urgent de se pencher a trait aux affaires sociales et aux droits de l'homme, comme le Ministre des affaires étrangères de l'Italie l'a indiqué dans son allocution, en réaffirmant que la conscience civilisée de l'humanité exige un effort plus décisif de la part de l'Organisation des Nations Unies pour défendre les droits de l'homme. Dans cet esprit, l'Italie a proposé de faire de la Commission des droits de l'homme un des principaux organes des Nations Unies au sens de l'Article 7 de la Charte. Ce nouvel organe qui pourrait être dénommé "Conseil des droits de l'homme" se verrait confier des fonctions que le Conseil économique et social remplit actuellement dans ce domaine.

33. Il est certain que les progrès souhaités n'appellent pas tous une modification de la Charte. Au contraire, il faudrait choisir la méthode inverse chaque fois qu'il est possible d'obtenir des résultats satisfaisants sans modifier la Charte. On peut faire beaucoup en améliorant les règlements des divers organes et en évaluant la pratique générale de l'Organisation. Naturellement, cela n'implique pas que l'on doive exclure dès le départ la possibilité de modifier la Charte. Pour ce qui est de l'évaluation des travaux réalisés par le Comité *ad hoc* et de la décision relative à la reconduction de son mandat, M. de Ceglie n'est pas surpris d'apprendre que la première session du Comité *ad hoc* n'a pas donné plus de résultats, vu les considérations exposées, l'importance de la tâche délicate confiée au Comité et le temps dont il disposait. C'est pourquoi il estime qu'il ne faut pas voir dans ces résultats une raison de ne pas proroger le mandat du Comité *ad hoc* mais au contraire une indication de la nécessité de le faire.

34. En effet, M. de Ceglie espère que la Sixième Commission décidera par consensus ou à une large majorité de proroger le mandat du Comité *ad hoc* et également de lui donner les directives les plus claires possibles sur ses travaux futurs. A cet égard, le représentant de l'Italie suggère que le Comité *ad hoc* se concentre sur chacune des fonctions ou attributions de l'Organisation des Nations Unies et détermine ensuite les mesures qui permettraient le mieux à l'Organisation de remplir pleinement son rôle; il pourrait s'agir d'amendements à la Charte ou simplement de modifications des règlements ou de la pratique des organes des Nations Unies.

35. Par ailleurs, le représentant de l'Italie est convaincu qu'il faut élaborer progressivement et examiner avec le plus d'attention et de prudence possibles ces innovations afin qu'elles fassent l'objet d'un large consensus, sans lequel elles

seraient vaines, voire dangereuses. Pour assurer le succès complet des travaux du Comité *ad hoc*, il faut demander au Secrétariat qu'il lui prête la plus grande assistance possible et établisse une étude complémentaire où seraient analysées les opinions exprimées par les gouvernements sur les divers domaines de compétence de l'Organisation des Nations Unies ainsi que sur les différentes dispositions de la Charte.

36. M. BOOH BOOH (République-Unie du Cameroun) dit que son pays pense que les buts et principes inscrits dans la Charte demeurent pleinement valables et qu'une révision technique et juridique de la Charte ne pourra à elle seule profiter à l'Organisation.

37. Le chef de l'Etat camerounais a souligné à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale (1845^e séance plénière) que l'impuissance de l'Organisation des Nations Unies était essentiellement due à l'égoïsme national des Etats Membres lorsque leurs intérêts individuels sont en jeu. Il faut lutter contre la non-application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, le non-respect par de nombreux Etats de leurs obligations d'Etats Membres, la persistance de la politique de force et d'intrigues dans les relations internationales et les relations économiques injustes entre les nations. Dans cet ordre d'idées, la délégation camerounaise rappelle la proposition figurant dans trois projets de résolution présentés à la session précédente¹, selon laquelle l'Assemblée générale devrait exhorter tous les Etats à respecter scrupuleusement l'esprit et la lettre des dispositions de la Charte des Nations Unies. La délégation camerounaise appuiera toute proposition visant à instituer un mécanisme approprié pour trouver des solutions au grave problème posé par l'inexécution des résolutions et décisions de l'Organisation.

38. En dépit de la prudence avec laquelle elle aborde la révision de la Charte, la délégation camerounaise, consciente des mutations profondes que le monde a subies, a voté pour la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale portant création du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies.

39. Il est impossible de faire la sourde oreille devant l'indignation légitime des jeunes pays face à l'exercice abusif par certaines puissances du droit de veto et d'autres privilèges que leur accorde la Charte. Si l'on justifie de tels privilèges par la nécessité d'assurer la coexistence du capitalisme et du socialisme, il faut reconnaître que l'on fait bon marché de la dignité et des intérêts d'autres pays ni capitalistes ni socialistes qui rejettent cette catégorisation.

40. La résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale est flexible et ne porte préjudice à aucun Etat Membre. Enfin, le mandat du Comité *ad hoc* ne consiste pas à réviser la Charte, mais à rassembler des renseignements et à présenter des propositions pertinentes, et les conclusions qu'il formule ne préjugent en rien la décision finale que la Commission adoptera sur cette question.

41. Par conséquent, de l'avis de la délégation camerounaise, le Comité *ad hoc* pourrait se borner à présenter des

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Annexes, point 95 de l'ordre du jour, document A/9950, par. 4, 6 et 7.

propositions tendant à renforcer l'activité de l'Organisation des Nations Unies, sans qu'il soit besoin de modifier la Charte, puisque celle-ci offre des possibilités remarquables d'adaptation. Le Comité *ad hoc* pourrait aussi présenter des propositions impliquant la révision de la Charte, puisque l'échange de vues préliminaire laisse espérer qu'il existe un large accord sur la suppression de certains termes figurant dans la Charte et sur la réorientation des activités de certains organes.

42. La délégation camerounaise espère qu'avec un peu plus de temps le Comité *ad hoc* sera en mesure de préciser l'ampleur de sa tâche et de s'acquitter du mandat qui lui a

été confié. En tout état de cause, le dialogue que l'Assemblée générale a engagé en créant le Comité *ad hoc* ne saurait être rompu alors qu'il suscite un intérêt de plus en plus marqué. C'est dans cet esprit de dialogue et en ayant conscience de la mission délicate qui revient aux membres du Comité *ad hoc* que la délégation camerounaise est disposée à appuyer tout projet de résolution visant à reconduire le mandat du Comité *ad hoc* et à exhorter les Etats Membres à observer fidèlement la Charte des Nations Unies.

La séance est levée à 12 h 40.

1566^e séance

Mardi 18 novembre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1566

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. M. SHARAF (Jordanie) remercie le Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies pour son rapport instructif (A/10033) et le Gouvernement roumain pour la foi avec laquelle il s'emploie à poursuivre son initiative concernant le raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies (A/C.6/437). Le contexte international actuel, qui est radicalement différent de celui dans lequel l'Organisation des Nations Unies a été créée, doit se trouver reflété dans l'esprit, l'orientation et la portée des activités de l'ONU. Le monde d'aujourd'hui n'est plus un petit club de pays de culture et de conceptions essentiellement européennes, il est composé d'un nombre d'Etats beaucoup plus grand représentant des civilisations, des cultures et des philosophies différentes. Les travaux de l'Organisation en sont venus à converger sur les questions de développement international et de coopération économique internationale et tendent à une restructuration des relations économiques entre les pays procédant de l'évolution de leurs relations politiques. L'Organisation des Nations Unies, en fait, le monde entier, doivent s'attaquer aux problèmes angoissants de la misère généralisée, de l'élargissement de l'écart économique entre les pays, de l'appauvrissement des ressources terrestres, de l'érosion de l'environnement, de l'espace extra-atmosphérique et de la technologie nucléaire.

2. L'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies a abouti à une démocratisation plus poussée de celle-ci. Les espoirs et les angoisses de la majorité de la population mondiale doivent désormais figurer au premier rang des préoccupations de l'ONU, qui n'a pas seulement pour rôle d'assurer la paix et la sécurité mais également le changement et l'émancipation des hommes. Maintenant plus que jamais, ce sont les éléments dynamiques de la Charte et non ses éléments statiques qu'il convient de mettre en relief. A l'heure actuelle, la paix et la sécurité internationales sont autant menacées par les pratiques coloniales, l'*apartheid*, la discrimination raciale et l'écrasement de la volonté d'autonomie nationale que par les menaces classiques qu'avaient envisagées les fondateurs de l'Organisation. Les efforts des pays les plus petits et les plus faibles pour assurer l'instauration d'une justice sociale internationale aussi bien que d'une justice politique internationale doivent passer par l'Organisation des Nations Unies. La survie de l'Organisation dépendra de son aptitude à assimiler les mutations qui se sont produites.

3. Le développement international est devenu une nouvelle dimension de l'Organisation et au cours de la dernière décennie celle-ci a trouvé un rôle nouveau à la fois important et enrichissant à jouer dans ce domaine. La communauté internationale estime désormais qu'il est nécessaire, en fait inévitable, que les pays développés et les pays en développement s'unissent pour former une association marquée au coin de la loyauté et de l'esprit de coopération et fondée sur l'équité et les avantages mutuels. Des structures institutionnelles et des mécanismes nouveaux doivent être établis pour faire face au nombre sensiblement accru de problèmes complexes avec lesquels le monde est aux prises.

4. Comme toute constitution moderne, la Charte des Nations Unies est un document de base qui permet une évolution raisonnable et qui est susceptible de révisions ponctuelles raisonnables sans nécessiter une refonte qui

pourrait compromettre la stabilité et les progrès. Les buts et principes de la Charte sont universels et éternels et ses procédures sont relativement souples. Il est donc prématuré et inutile d'entreprendre une refonte radicale de sa structure fondamentale.

5. La Charte n'est pas un obstacle à l'évolution qu'il est nécessaire que l'Organisation des Nations Unies connaisse pour mieux refléter les changements qui sont intervenus dans le monde et s'occuper de ses responsabilités nouvelles. Les nombreux et graves problèmes auxquels l'Organisation se heurte seront réglés en modifiant les rapports de force entre Etats et les attitudes de ceux-ci plutôt qu'en modifiant les textes.

6. La délégation jordanienne estime qu'il convient d'apporter des modifications limitées à la Charte elle-même pour tenir compte du processus de démocratisation internationale. Il faut que l'Assemblée générale se voie confier un certain degré d'autorité qui permettra de contrebalancer le pouvoir de veto au Conseil de sécurité. Certains autres amendements doivent être introduits pour rendre la Charte plus adaptée aux réalités du moment et moins conditionnée par la mentalité de guerre dans laquelle elle a été conçue.

7. A propos des autres mesures qu'il convient de prendre pour renforcer l'Organisation, M. Sharaf dit que si l'on peut envisager d'apporter certaines innovations d'ordre institutionnel et structural pour combler certaines lacunes existant dans la structure de l'ONU, le vrai changement à opérer pour faire d'elle un instrument mieux à même d'assurer la paix, la sécurité et l'émancipation des hommes devra se situer dans les domaines politique et psychologique. L'ONU pourra devenir une organisation plus forte et plus efficace si les Etats Membres en décident ainsi. C'est une responsabilité qui leur incombe à tous, quelle que soit leur importance, mais ce sont surtout les Membres les plus importants qui devront modifier leurs attitudes et leurs habitudes pour s'adapter aux réalités, aux exigences et aux idéaux internationaux nouveaux. Les petits pays, qui constituent la majorité mais n'ont pas la puissance des grands, doivent protéger l'Organisation en agissant avec discernement et modération. Les grands pays ne doivent pas penser et se comporter comme si le *statu quo* était permanent et sacré. Le monde vit à l'heure de l'égalité et de l'interdépendance économique et politique et d'un nouvel ordre économique mondial. Il faudra que l'ancienne élite apprenne à vivre avec son temps, si l'on veut que la coopération internationale et la survie et le développement de l'Organisation des Nations Unies deviennent réalité.

8. M. ALTING VON GEUSAU (Pays-Bas) dit que la Charte des Nations Unies, malgré ses insuffisances, est le résultat le plus remarquable d'une période exceptionnelle et marque peut-être même un tournant dans l'histoire de l'humanité. Ses buts et principes fondamentaux ont permis à l'Organisation de parvenir à la quasi-universalité et ont fourni un cadre pour l'accession de nombreux Etats nouveaux à l'indépendance et nombre de formes nouvelles de coopération internationale. Toutefois, l'efficacité de l'Organisation en tant qu'instrument de maintien de la paix et d'harmonisation de l'action des Etats Membres ne s'est pas améliorée. La session en cours de l'Assemblée générale donne une nouvelle preuve des idées profondément différentes que les pays se font de l'Organisation et de ses

tâches. Le problème de la dévalorisation de l'Organisation réside non pas dans les insuffisances ou le caractère désuet de la Charte mais dans le fait que les Etats Membres ne sont pas disposés à utiliser pleinement la Charte et l'Organisation pour promouvoir la paix. La délégation néerlandaise estime donc qu'il serait imprudent d'entreprendre une révision d'ensemble de la Charte, bien qu'elle se soit déjà déclarée prête à coopérer à la révision de certains de ses articles, selon que les besoins apparaîtront et qu'ils seront largement ressentis par les Etats Membres.

9. Le rapport du Comité *ad hoc* prouve que la délégation néerlandaise avait raison de craindre qu'il soit imprudent de créer un comité distinct doté d'un mandat aussi illimité que celui qui a été établi par la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale et montre que le Comité *ad hoc* n'a réussi à s'acquitter d'aucune des tâches qui lui avaient été confiées dans cette résolution.

10. Deux arguments fondamentaux en faveur de la révision de la Charte semblent se dégager des observations orales et écrites formulées jusqu'à présent. Le premier est que la Charte ne reflète plus les nouvelles réalités du monde, et qu'il convient donc de supprimer les dispositions désuètes qu'elle contient et d'élaborer des principes et des règles nouveaux. Selon le deuxième argument, certaines dispositions de la Charte, en particulier celles qui donnent une position privilégiée aux grandes Puissances en tant que membres permanents du Conseil de sécurité, ont toujours suscité des objections de la part de certains Etats Membres et la situation doit donc être rectifiée en faisant appel aux dispositions des Articles 108 et 109 de la Charte. De l'avis du représentant des Pays-Bas, les deux arguments ont constamment été confondus dans la plupart des interventions et en conséquence certains Etats Membres tendent à comparer les propositions précises visant à la révision de la Charte à des tentatives de saper la Charte elle-même.

11. La nécessité de réviser la Charte n'est pas tant fonction des changements politiques qui sont survenus depuis son entrée en vigueur que des facultés d'adaptation de l'instrument lui-même face à ces changements. De l'avis de la délégation néerlandaise, la souplesse de la Charte n'est plus à prouver et les faits ont démontré qu'elle donne aux Membres de l'Organisation les moyens d'élaborer des déclarations et des conventions tenant compte des changements qui se sont produits. Une révision d'ensemble de la Charte court le risque d'être une entreprise hasardeuse sinon nuisible et elle n'est pas indispensable. La Charte peut être interprétée de façon plus dynamique de manière à refléter les changements politiques et à permettre à l'Organisation d'aborder de nouveaux domaines d'activités. On pourrait citer de nombreux exemples des nouvelles formes de coopération économique et politique qui ont été réalisées lorsque les Etats Membres se sont montrés disposés à faire de l'Organisation et de la Charte des instruments dynamiques. Si certains de ces efforts ont échoué, cela ne tient pas tant aux dispositions de la Charte qu'au fait que certains Etats Membres ne se montrent guère disposés à renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies.

12. Il est un domaine où le succès est possible, à condition que les Etats Membres soient prêts à faire un meilleur usage des instruments disponibles, c'est le règlement pacifique des différends internationaux. La délégation néerlandaise

s'associe à l'opinion exprimée à la séance précédente par les représentants des Etats-Unis et de l'Australie en ce qui concerne la nécessité d'un examen approfondi des méthodes et des mécanismes de prévention et de règlements pacifiques des différends. Le Comité *ad hoc*, si son mandat est renouvelé, devrait étudier cette importante question. Le rapport du Secrétaire général sur le règlement pacifique des différends internationaux (A/10289) indique que les Etats Membres n'ont pas eu recours aux services des nouveaux organes établis depuis 1945 — tels que la Cour internationale de Justice — pour régler leurs différends.

13. Le Comité *ad hoc* pourrait également examiner les propositions visant à rendre le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies plus efficace, y compris l'amélioration des procédures pour une législation internationale et la rationalisation des débats et de la prise des décisions à l'Assemblée. Le représentant des Pays-Bas demande avec insistance que le Comité *ad hoc* ne perde pas de vue les buts qu'il doit poursuivre et qui sont énoncés aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 1 et de la résolution 3349 (XXIX) et s'abstienne de traiter de questions qui sont examinées par d'autres organes spéciaux. La Charte est un instrument unique pour maintenir la paix, pratiquer la tolérance, favoriser la coopération et promouvoir les droits de l'homme. Ce sont moins les règles de la Charte que l'attitude des Etats Membres à l'égard de la paix et de l'interdépendance qui ont besoin d'une révision d'ensemble. Ce sont le pharisaïsme national et idéologique des Etats et leur tendance à considérer le refus de compromettre comme une vertu qui ont besoin d'être réformés et repensés.

14. M. VILLAGRAN KRAMER (Guatemala) dit que le rapport du Comité *ad hoc* montre clairement qu'une révision de la Charte n'ira pas sans obstacles. Néanmoins, la question fait l'objet d'un intérêt accru compte tenu des problèmes auxquels doit faire face la communauté mondiale, des ajustements nécessaires des mécanismes institutionnels et de la nécessité d'institutionnaliser dans un contexte normatif certaines tendances ou pratiques qui sont progressivement apparues mais qui n'ont pas de caractère obligatoire universel étant donné qu'elles n'ont pas été consacrées dans un traité de caractère universel. On peut comprendre que certains Etats Membres aient exprimé des doutes à l'égard d'une révision de la Charte, étant donné que l'on n'a pas clairement défini les limites de cette entreprise et les organes qui en seraient affectés. Il convient d'énoncer de manière claire et précise les règles à suivre tant au cours de l'étude et de la discussion de la question qu'au stade même de la révision. La Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe] et la Définition de l'agression [résolution 3314 (XXIX), annexe] montrent que s'il est difficile de s'attaquer initialement à de telles entreprises, une fois que les limites et la portée de l'entreprise ont été clairement définies, avec une marge de sécurité raisonnable pour les Etats que cet aspect concerne le plus directement, il devient possible d'aborder le fond du problème et d'obtenir des résultats par voie de consensus plutôt qu'à l'issue d'affrontements.

15. La délégation guatémaltèque se félicite des initiatives prises par certains gouvernements, comme ceux de la

Roumanie et de la Colombie, en vue de préciser clairement les points à examiner. Il ne fait pas de doute que la structure de l'Organisation des Nations Unies a besoin d'être adaptée aux impératifs actuels. Le Conseil de tutelle n'aura bientôt plus de raison d'être et le Conseil économique et social doit être mis en accord avec les tendances actuelles de manière que les problèmes économiques et sociaux intéressant la communauté internationale n'aient pas à être traités dans d'autres instances. Parfois, cependant, celles-ci semblent offrir un cadre de travail plus approprié pour la discussion de problèmes économiques et sociaux, particulièrement ceux qui touchent les pays producteurs et les pays consommateurs. La délégation guatémaltèque pense qu'il est essentiel d'adopter une approche souple mais réaliste pour examiner les problèmes de réforme structurale au sein de l'Organisation des Nations Unies. On ne saurait s'attendre, d'un point de vue réaliste, à ce que les membres permanents du Conseil de sécurité acceptent une révision de la Charte qui pourrait affecter leurs droits particuliers.

16. Les règlements adoptés par une organisation qui ne comptait au début qu'une cinquantaine de membres n'ont peut-être plus suffi, à mesure que les années passaient, pour régir les relations entre des membres dont le nombre a presque triplé en 30 ans. Le "club fermé" d'Etats qui posaient des règles de conduites pour eux-mêmes et pour les autres a fait son temps maintenant que 143 Etats jouissent du privilège d'être Membres de l'Organisation des Nations Unies sur un pied d'égalité. Le contrôle que les membres de ce groupe restreint avaient l'habitude d'accepter a subi des changements, avec les années. Il est donc essentiel, d'une part, d'introduire dans la Charte des indications précises sur les droits et les obligations des Etats et, de l'autre, de prévoir aussi clairement que possible des mécanismes de contrôle tendant à sauvegarder la légalité au sein de l'Organisation. A cet égard, la délégation guatémaltèque approuve la suggestion faite par la délégation australienne à la séance précédente, selon laquelle il conviendrait de stimuler et d'assouplir les procédures de règlement des différends. Il est à espérer que tous les Etats jugeront cette suggestion acceptable.

17. Des situations de conflit peuvent également découler d'un exercice de pouvoir arbitraire de la part de la majorité existant à l'Assemblée générale à l'encontre d'un seul Etat ou d'un groupe d'Etats. L'Assemblée générale est certainement capable de commettre un abus ou un excès de pouvoir, ce que le droit anglais appelle agir *ultra vires*. On doit également reconnaître qu'il y aura toujours une marge d'illégalité possible dans les cas où l'on opposera la Charte en tant que source première de droit, à une résolution allant à l'encontre de dispositions qu'elle prévoit. L'Assemblée générale peut, bien entendu, revenir sur ses décisions antérieures, à condition de réunir une majorité des deux tiers. A défaut d'une telle majorité, l'Assemblée générale peut toujours prendre une décision entachée de nullité en vertu de la Charte. Il s'agit là d'un sujet d'inquiétude pour la délégation guatémaltèque, car le nombre accru de Membres de l'Organisation entraîne un plus grand risque d'erreurs juridiques et politiques. Il est donc nécessaire de disposer de mécanismes visant à sauvegarder la légalité des décisions prises par l'Organisation. Une sauvegarde de ce genre est le droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité, qui est un moyen de réduire la marge possible d'illégalité. Dans le cas de l'Assemblée générale, le

droit de révision est une autre forme de contrôle, mais la majorité des deux tiers requise pour amender des décisions antérieures risque de créer de sérieux conflits politiques pouvant amener le Conseil de sécurité à intervenir.

18. Un Etat ou un groupe d'Etats souhaitant contester la légalité d'une décision, le fait actuellement sur une base unilatérale en refusant de se plier à cette décision. Pendant de nombreuses années, les pays développés ont abusé de leur pouvoir de décision en ayant recours à des pressions économiques ou politiques ou en faisant usage de leur droit de veto, imposant ainsi leurs décisions aux autres Etats. Le processus de décolonisation, dans certains cas, et l'émancipation économique et politique, dans d'autres, ont complètement modifié la situation, et le mouvement du pendule vient encore de s'accroître, affectant parfois les intérêts des pays développés et parfois ceux des pays du tiers monde. Il y aurait lieu d'éliminer du système des Nations Unies la possibilité d'une illégalité consensuelle et de la remplacer par un souci de paix, de légalité et de primauté du droit à l'échelle universelle. On a dans le passé utilement demandé à la Cour internationale de Justice de donner des avis consultatifs en vue de faire face à des actions ou à des décisions illégales. Cependant, ce mécanisme ne peut être déclenché qu'en vertu d'une décision majoritaire. Il pourrait être utile d'adopter une règle pouvant permettre à l'Assemblée générale de demander un avis consultatif en vertu d'une décision prise au tiers de ses membres, par exemple. Le Statut actuel de la Cour ne permet pas à un Etat isolé de contester une décision du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale. L'adoption de nouvelles procédures pour faire appel des décisions de ces organes permettrait de réduire la zone éventuelle de conflit résultant de décisions affectant les droits des Membres de l'Organisation.

19. Un autre problème qu'il conviendrait de clarifier dans le contexte de la Charte est celui de la possibilité pour un Etat Membre de se retirer volontairement de l'Organisation. Cette possibilité est envisagée aux Etats-Unis d'Amérique et dans d'autres pays par certains courants d'opinion. Au Guatemala aussi une partie de l'opinion publique préconise le retrait du pays de l'Organisation, et cette question a été largement débattue dans la presse. Il a été avancé qu'un Etat ne pouvait pas légalement se retirer de l'Organisation. Certains ont soutenu que même si un Etat se retirait volontairement de l'Organisation, il serait encore tenu de respecter la Charte. D'autres ont estimé que, puisque la Charte était un traité international, elle pouvait être dénoncée comme tout autre instrument de ce genre. Il serait utile d'examiner l'ensemble de cette question. Il est de toute évidence nécessaire de dégager une procédure tendant à fournir aux Etats qui le désirent la possibilité de se retirer de l'Organisation.

20. La délégation guatémaltèque exprime sa satisfaction devant les progrès accomplis par le Comité *ad hoc* et approuve l'idée que cet organe devrait poursuivre ses travaux.

21. M. AL-ADOOFI (Yémen) dit qu'après 30 années d'existence l'ONU est entrée dans une phase de maturité au cours de laquelle elle sera appelée à jouer un rôle de plus en plus important et de plus en plus utile au sein de la communauté internationale. L'Organisation a été l'un des moyens les plus efficaces de préserver la paix et la sécurité

internationales, aussi la communauté internationale lui est-elle redevable non seulement de cela, mais aussi d'avoir promu la coopération entre Etats dans les domaines économique et social et dans celui de l'autodétermination.

22. Cela ne veut toutefois pas dire que l'ONU est sans défaut ou a été en mesure de faire face à toutes les situations. Elle n'a pas toujours réussi à atteindre ses buts et à mettre en œuvre ses principes, en particulier en ce qui concerne la promotion de la paix et de la sécurité internationales et celle de la coopération économique internationale. Il est regrettable que certains Membres de l'ONU continuent à considérer l'Organisation comme un domaine où ils peuvent rivaliser et exercer leur influence. Ils considèrent le monde comme ils le faisaient il y a 25 ans, époque où la plupart des nouveaux Etats indépendants étaient encore assujettis à l'impérialisme et à l'occupation étrangère. Ils refusent obstinément de reconnaître les grandes transformations qui se sont produites dans le monde et de respecter le principe de l'égalité des droits de tous les pays, grands et petits, et celui de la coopération fondée sur des principes démocratiques. La résolution 3282 (XXIX) de l'Assemblée générale constitue un premier pas vers le diagnostic de ce problème et éventuellement vers sa solution.

23. La délégation yéménite approuve sans réserve l'idée de renforcer le rôle de l'ONU. Le mieux pour atteindre cet objectif est de s'en tenir entièrement à la lettre et à l'esprit de la Charte qui énonce clairement et définit avec soin les moyens propres à favoriser la coopération entre Etats. Tous les Etats doivent s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force et doivent respecter l'intégrité nationale, l'indépendance politique et le droit de tous les Etats d'exercer pleinement leur souveraineté sur leurs territoires. Ils devraient également régler leurs différends par des moyens pacifiques, freiner la course aux armements, interdire la production d'armes de destruction massive et soutenir le Comité du désarmement.

24. Comme les pays du tiers monde s'occupent de la mise en valeur de leurs ressources économiques et de l'édification d'une société meilleure, il importe d'appliquer sans délai les décisions prises par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires, d'instaurer un nouvel ordre économique international, de renforcer les économies des pays en développement et de répartir les ressources du monde équitablement. Il est également nécessaire d'encourager les activités dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

25. Si l'ONU était capable de mieux s'acquitter de ses tâches, son rôle serait bien entendu renforcé. Il faudrait tendre surtout à rendre plus efficaces l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Cour internationale de Justice en appliquant leurs décisions. Il faudrait aussi que le Secrétariat soit démocratique et qu'il reflète pleinement les aspirations des Nations Unies. La délégation yéménite, qui respecte la Charte, a entièrement foi en ses buts et principes et soutient tous les efforts de ce genre.

26. La Charte a déjà été modifiée à plusieurs reprises, conformément à l'Article 108. Maintenant que les Membres de l'ONU sont plus nombreux que n'auraient jamais pu l'imaginer les auteurs de la Charte et que la résolution

3349 (XXIX) de l'Assemblée générale a été adoptée, le moment est venu de réviser certains articles afin d'assurer l'application des principes démocratiques de l'Organisation. Certains Etats abusent actuellement des avantages que leur accorde la Charte, au détriment des droits et des vœux des petits pays, alors qu'ils devraient supporter leur part de la charge qui consiste à préserver la paix et la sécurité internationales en coopérant avec d'autres Membres de l'ONU dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

27. Les articles de la Charte qui ont été rédigés directement à cause de la deuxième guerre mondiale devraient être éliminés puisqu'il n'est pas nécessaire de les conserver.

28. La délégation yéménite est favorable à la révision de certains articles mais cela ne veut pas dire qu'elle approuve l'idée d'abolir toute la Charte ou de la remplacer par un nouveau texte. La plupart des dispositions de la Charte conservent leur pertinence, répondent aux aspirations de tous les peuples et encouragent la réalisation des buts et l'application des principes des Nations Unies. Le problème tient essentiellement à ce que certains Etats ne respectent pas la Charte parce qu'ils font passer leurs intérêts particuliers avant ceux du monde dans son ensemble.

29. La délégation yéménite appuie toute recommandation tendant à étendre le mandat du Comité *ad hoc* et pense que ce comité constitue l'instance qualifiée pour la poursuite des travaux de la révision de la Charte. Le Comité *ad hoc* devrait analyser les vues des Etats en la matière afin de faciliter les travaux de la Sixième Commission. Pour que le Comité *ad hoc* avance dans ses travaux, il faudrait que le Secrétariat lui apporte toute l'aide possible. De l'avis de la délégation yéménite, il n'y a pas d'inconvénient à retarder pendant un certain temps une décision touchant tous amendements à la Charte car la Charte devrait ne prêter à aucune critique, être en accord avec des concepts modernes et être réaliste et démocratique.

30. M. BAROODY (Arabie Saoudite) dit qu'il ne fait aucun doute que certains représentants qui cherchent à réviser la Charte pensent que l'ONU ne s'acquitte pas de ses obligations, surtout à l'égard des petits Etats. Sa longue expérience à l'ONU lui a toutefois appris qu'il n'existe pas de constitution nationale ou internationale parfaite. En touchant à un instrument tel que la Charte, on pourrait non seulement l'affaiblir, mais aussi créer un précédent générateur d'autres changements que l'on pourrait par la suite regretter. M. Baroodi est donc hostile à toute révision radicale de la Charte. Le problème réel tient non pas à la Charte même mais aux gouvernements et au public. Les gouvernements sont composés plus souvent de politiciens que d'hommes d'Etat et leur politique est inspirée par l'opportunisme ou des considérations personnelles.

31. A ce propos, M. Baroodi tient à insister sur les pièges dans lesquels on tomberait en touchant à la Charte. Il se trouvait à San Francisco lorsque la Charte a été signée et il a éprouvé quelques inquiétudes à son sujet, surtout en ce qui concerne le droit de veto au Conseil de sécurité. Par la suite toutefois, il s'est rendu compte qu'un Etat jouissant d'un grand pouvoir risque d'agir inconsidérément s'il n'a pas le droit de veto. Le veto a l'avantage de rendre les positions des Etats, aussi injustes qu'elles puissent être parfois, tout à fait claires pour tout un chacun.

32. Lorsque l'idée moderne du consensus l'a emporté sur le veto, M. Baroodi a espéré que l'usage de celui-ci serait rétabli. Un consensus sert souvent les intérêts nationaux des Etats jouissant du droit de veto au détriment de ceux qui portent les questions devant le Conseil de sécurité. Cela est vrai non seulement des grandes puissances, mais aussi des petites puissances qui se cachent derrière les grandes. Il en résulte que la justice est sacrifiée. C'est pourquoi de nombreux problèmes n'ont pas été résolus par voie de consensus tandis qu'avec le veto, au moins, on sait quelle est la position des délégations.

33. M. Baroodi a fait porter ses remarques sur le droit de veto parce qu'il pense que ce droit est la cible de ceux qui veulent modifier la Charte. Il y a aussi un petit nombre de pays qui veulent devenir membres permanents du Conseil de sécurité ou même exercer le droit de veto. M. Baroodi est favorable à l'idée d'augmenter le nombre des membres permanents, mais ceux qui en fait n'exercent pas d'empire sur le monde mais qui ont simplement soif de privilèges et de puissance devraient plutôt oeuvrer avec humilité à la recherche de la paix comme le font la plupart des Etats. Les gens deviennent décadents lorsqu'ils sont trop riches et tyranniques lorsqu'ils sont trop puissants. Ils devraient exercer plus de retenue.

34. Si le veto est aboli au Conseil de sécurité, on ne pourra transformer le monde que par la révolution. M. Baroodi penche davantage vers la modération, c'est-à-dire l'évolution accélérée.

35. Le préambule de la Charte est un chef-d'oeuvre par la façon dont il expose les buts et principes des Nations Unies. Il convient parfois d'apporter des modifications de structure au corps de la Charte; c'est ce que l'on a fait par exemple en accroissant le nombre des membres du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social mais M. Baroodi est hostile à l'idée de toucher à tout ce que l'on ne peut pas améliorer et en particulier à tout ce qui concerne les buts et principes de la Charte.

36. M. Baroodi donne intégralement lecture du texte d'une lettre que son gouvernement a adressée au Secrétaire général au sujet de la révision de la Charte, lequel est reproduit dans le document A/10113 et il en réaffirme la teneur.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite*) [A/10198 et Add.1 à 5, A/9610/Rev.1**, A/C.6/L.1019]

37. Sir Vincent EVANS (Royaume-Uni) présente le projet de résolution A/C.6/L.1019 au nom des auteurs.

38. Après avoir résumé les grandes tendances qui se sont fait jour lors du débat que la Commission a consacré à la question, il donne lecture des quatre alinéas du préambule dont le caractère est purement formel. Passant au dispositif,

* Reprise des débats de la 1550^e séance.

** Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément no 10.

sir Vincent fait observer que le paragraphe 1 tient compte de l'opinion exprimée par de nombreuses délégations et selon laquelle la question devrait être renvoyée à la Commission du droit international (CDI) pour qu'elle examine plus avant les propositions mentionnées au paragraphe 75 de son rapport sur les travaux de sa vingt-sixième session (A/9610/Rev.1) ainsi que les procédures selon lesquelles un Etat successeur pourrait être mis en mesure d'appliquer à sa propre situation le régime institué par les articles. La CDI soumettrait son rapport qui tiendrait compte des commentaires et observations des Etats Membres et des débats de l'Assemblée générale, à l'Assemblée générale lors de sa trente et unième session, et il serait alors possible de décider de la marche à suivre et de la forme à adopter pour mener à bien les travaux relatifs au projet d'articles. A cette fin, le paragraphe 2 invite instamment les Etats Membres qui n'ont

pas encore été en mesure de le faire à présenter par écrit au Secrétaire général, aussitôt que possible, leurs commentaires et observations concernant le projet d'articles. Le paragraphe 3 prie le Secrétaire général de communiquer à la CDI les comptes rendus des débats que l'Assemblée générale a consacrés à la question lors de sa trentième session et les observations et commentaires présentés par les Etats Membres conformément au paragraphe 2. Le paragraphe 4 prie le Secrétaire général de faire distribuer le rapport présenté par la CDI conformément au paragraphe 1 et les observations et commentaires présentés par les Etats Membres conformément au paragraphe 2. Enfin, le paragraphe 5 inscrit la question à l'ordre du jour provisoire de la trente et unième session de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 13 h 5.

1567^e séance

Mardi 18 novembre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1567

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. M. MAHMUD (Pakistan) souligne l'intérêt que le Gouvernement et le peuple pakistanais ont toujours manifesté pour la question du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies et rappelle que les vues de son pays en la matière sont consignées dans le document A/AC.175/L.2 (Deuxième partie). La délégation pakistanaise est convaincue que l'on ne peut raffermer le rôle de l'Organisation des Nations Unies que si tous les Etats Membres respectent scrupuleusement la Charte. Comme par le passé, le Pakistan continuera à défendre les principes et objectifs de la Charte pour qu'une paix juste et durable règne partout, et en particulier en Asie méridionale et au Moyen-Orient. La question de la Palestine et des droits du peuple palestinien, à laquelle l'Assemblée générale accorde une attention particulière à sa session en cours, a motivé la convocation à Lahore, en février 1974, de la deuxième conférence islamique au sommet. Les préoccupations exprimées dans la Déclaration de Lahore sont les mêmes que celles que la plupart des Etats Membres ont exprimées à la trentième session de l'Assemblée générale. Il est certain que l'Organisation des Nations Unies n'a obtenu que des résultats limités dans le domaine du maintien de la paix et

qu'il reste encore beaucoup à faire dans d'autres domaines connexes, comme le désarmement, la non-prolifération des armes nucléaires ou la création de zones exemptes d'armes nucléaires.

2. La délégation pakistanaise estime qu'il pourrait être utile de créer un mécanisme chargé d'examiner et d'apprécier dans quelle mesure les Etats Membres respectent les diverses résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Cela contribuerait à mettre en évidence les cas de violation ou d'inobservation des dispositions de la Charte et donnerait plus de poids aux mesures qui pourraient être prises pour instaurer la paix.

3. A ses sixième et septième sessions extraordinaires, l'Assemblée générale a mis en lumière certains des problèmes économiques les plus aigus qui se posent à la communauté internationale et qui devraient être résolus de toute urgence car les pays en développement, comme le Pakistan, sont de plus en plus vulnérables devant la récession économique et les poussées inflationnistes. La délégation pakistanaise est convaincu que, pour favoriser les relations amicales entre les Etats, il est essentiel que l'Organisation des Nations Unies contribue activement à faire régner la légalité. Ce n'est que lorsque les Etats Membres seront conscients de leurs devoirs et sûrs de leurs droits que la paix prendra une nouvelle dimension. Il faudrait s'efforcer, en consacrant à cette tâche des ressources financières et intellectuelles accrues, de rendre les Etats plus conscients des objectifs de la Charte et des promesses d'un monde meilleur qu'elle recèle. De même, il importe de prendre d'urgence des mesures contre ceux qui violent les principes de la Charte de façon flagrante et persistante. Il ne faut cependant pas se faire d'illusions : au cours des années à venir, certains problèmes seront peut-être résolus mais d'autres apparaîtront. C'est pourquoi la

délégation pakistanaise rappelle une suggestion faite par plusieurs délégations, qui tendait à l'institution d'un mécanisme ou de modalités pour le règlement pacifique des différends.

4. La quasi-universalité de l'Organisation des Nations Unies a naturellement des incidences sur les structures du passé. Le rôle de plus en plus important que jouent les pays du tiers monde, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies, montre que ces pays sont animés du désir de renforcer l'efficacité de l'Organisation mondiale. On ne saurait songer à raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la paix et la sécurité internationales sans reconnaître l'importance de la Charte. La création du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies traduit le désir d'examiner sous un jour nouveau cet instrument, qui reflète fidèlement la situation politique mondiale de 1945 mais non plus la situation actuelle. La position de la délégation pakistanaise sur ce point est bien connue. Dans un monde qui devient de plus en plus interdépendant, la communauté mondiale commence à envisager certains problèmes dans une optique internationale et à en peser les avantages et les inconvénients en se plaçant sur le plan mondial, qu'il s'agisse de l'alimentation, de la population, de l'environnement ou du désarmement. L'Organisation des Nations Unies constitue une tribune où les Etats peuvent exposer leurs préoccupations et exprimer leurs avis sur ces questions, en vue de mettre au point des solutions généralement acceptables. Les erreurs du passé doivent les inciter à conjuguer leurs efforts pour éviter la répétition de ces erreurs. La délégation pakistanaise appuiera toute initiative visant à renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies pour instaurer un ordre mondial plus juste et plus équitable.

5. M. JAROSZEK (Pologne) déclare que le rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (A/10033) ne contient rien de nouveau et qu'il confirme la délégation polonaise dans sa conviction que rien ne justifiait la création de cet organe. L'argumentation avancée devant le Comité *ad hoc* est exactement la même que celle qui ressort des comptes rendus de la Sixième Commission. Le Comité *ad hoc* n'est parvenu à aucune conclusion nouvelle. D'une part, il n'a pas rempli son mandat, étant dès le départ voué à l'échec, et, d'autre part, il a outrepassé sa compétence en établissant un rapport volumineux, qui représente pratiquement un compte rendu sténographique de ses débats, alors que l'Assemblée générale ne l'avait même pas autorisé à faire établir des comptes rendus analytiques. Les travaux du Comité *ad hoc* ont confirmé qu'il était dangereux d'aborder une question aussi controversée que la révision de la Charte. Le Gouvernement polonais a toujours étudié attentivement les propositions raisonnables visant à faire de la Charte un instrument plus efficace, à rationaliser les mécanismes assurant le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies et à traduire les objectifs et principes de la Charte dans la pratique quotidienne, mais il s'inquiète des propositions de révision de la Charte. Une révision de la Charte a déjà été préconisée à plusieurs reprises. Cependant, il semble bien que les partisans de cette révision n'ont pas en vue l'intérêt de l'Organisation mais qu'ils sont animés par des considérations d'opportunisme et qu'ils poursuivent leurs propres intérêts. Compte tenu des réalisations accomplies par l'Organisation des Nations Unies pendant ses trente années d'existence, la Pologne, en tant que membre

fondateur, se doit de s'opposer à ceux qui veulent "réviser pour réviser". La délégation polonaise estime que le fait même de débattre de la nécessité de réviser la Charte constitue un facteur dangereux de controverse et de division chez les Etats Membres.

6. Le Gouvernement polonais a déjà exposé son point de vue à plusieurs reprises, notamment dans les observations qu'il a adressées au Secrétaire général en 1972¹, dans l'intervention de la délégation polonaise à la Sixième Commission lors de la vingt-neuvième session (1512^e séance) et aux réunions du Comité *ad hoc*. En outre, à la session en cours, le Ministre des affaires étrangères de la Pologne a déclaré (2361^e séance plénière) que pour rendre les travaux de l'Organisation des Nations Unies plus efficaces, il fallait, non pas réviser la Charte, mais respecter rigoureusement ses principes et ses dispositions dans la pratique des relations internationales et mieux utiliser toutes les possibilités qu'elle offre. Le Président de l'Assemblée générale a lui-même déclaré (2351^e séance plénière) que pendant ses 30 années d'existence, l'Organisation des Nations Unies s'était constamment inspirée de ses textes de base et y avait puisé des directives utiles, que tous les Etats Membres avaient adhéré à la Charte en toute liberté et en parfaite connaissance de cause et que la Charte devait continuer à guider les actions des Etats Membres.

7. Pour la Pologne, la Charte n'est pas un simple traité multilatéral mais un ensemble de principes sanctionnés par la volonté des Etats. L'Organisation des Nations Unies, créée à la suite de la victoire sur le fascisme, a pour principal objectif de "préserver les générations futures du fléau de la guerre" et de promouvoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Bien que l'Organisation des Nations Unies n'ait pas toujours répondu aux espoirs que l'on avait mis en elle, c'est néanmoins en partie grâce à la Charte que, pour la première fois durant ces 30 dernières années, il n'y a nulle part dans le monde de conflits armés entre Etats.

8. Les principes et objectifs de l'Organisation des Nations Unies constituent la base d'un nouvel ordre international qui interdit l'emploi de la force ou la menace de l'emploi de la force, qui oblige chaque Etat à maintenir la paix et la sécurité internationales et qui soumet les relations inter-étatiques aux principes de la coexistence pacifique. C'est pourquoi le Gouvernement polonais a résolument appuyé l'Acte final de la Conférence d'Helsinki ainsi que d'autres instruments qui constituent des sources du droit international, parce qu'ils se fondent sur la Charte des Nations Unies, dans sa rédaction actuelle. On ne peut imaginer ce que deviendraient les centaines d'accords et de traités bilatéraux et multilatéraux qui se fondent sur la Charte ou qui contiennent des références directes à la Charte, si celle-ci était tout à coup mise en pièces à la suite d'une révision. Même ceux qui préconisent aujourd'hui sa révision n'auraient plus guère confiance en la Charte. Une révision pourrait même porter sérieusement atteinte au fondement du système juridique international, si laborieusement mis en place au cours des trente dernières années. Le fait que le nombre des Membres de l'Organisation s'est considérablement accru ne diminue en rien l'importance de la Charte en tant que source des règles régissant la communauté des

¹ Voir A/8746.

nations. Bien au contraire, si un grand nombre d'anciennes colonies et de territoires dépendants ont accédé à l'indépendance et jouent actuellement un rôle au sein des Nations Unies, c'est précisément à la Charte qu'ils le doivent. Tout Etat nouvellement admis à l'Organisation des Nations Unies apporte son soutien total à la Charte et s'engage à la respecter rigoureusement. C'est une condition *sine qua non* qui découle de l'Article 4 de la Charte. Or il semble que certaines délégations considèrent qu'en devenant Membres de l'Organisation des Nations Unies et en s'engageant solennellement à respecter la Charte, leurs pays respectifs entendent en fait s'acheminer vers une révision de la Charte et vers une remise en question, menée de l'intérieur, des fondements de l'Organisation. La délégation polonaise est résolument hostile à de telles tentatives. Pour elle, l'efficacité de l'Organisation et le rôle qu'elle peut jouer dans la communauté internationale dépendent avant tout de la manière dont les dispositions de la Charte sont appliquées et non de la fréquence avec laquelle elles sont révisées. Ce qui est essentiel, c'est que tous les Etats appliquent pleinement les dispositions de la Charte, quels que soient leur superficie, leur niveau de développement ou leur régime social et politique. Il ne faut pas que des tentatives de révision de la Charte détournent l'attention de l'orientation que prennent les activités politiques des Nations Unies et aient des incidences sur la réalisation d'objectifs importants, comme ceux du nouvel ordre économique.

9. Sous sa forme actuelle, la Charte offre encore de nombreuses possibilités et suggère des voies d'action qui n'ont été ni explorées ni épuisées. On ne saurait nier qu'il est nécessaire d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation. Sur le plan politique, ceux-ci dépendront toujours de la mesure dans laquelle les Etats Membres seront disposés à donner à l'Organisation les pouvoirs nécessaires et à appuyer et respecter ses décisions. Sur le plan économique et social, il ne fait pas de doute qu'une certaine restructuration du système est nécessaire pour faire face aux besoins actuels. L'utilité d'une restructuration, qui est bien différente d'une révision de la Charte, ressort des travaux du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale, du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies ainsi que de la décision prise par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire aux termes de sa résolution 3362 (S-VII) de créer un Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies. Au moment où ces travaux de restructuration commencent, il ne serait guère indiqué d'entamer parallèlement un processus qui empêcherait toute rationalisation ou amélioration des travaux de l'Organisation conformément à la Charte.

10. Le représentant de la Pologne déclare qu'il n'y a aucune raison pour que le Comité *ad hoc* poursuive ses travaux ou pour que son mandat soit renouvelé. Sur le plan des relations internationales, entreprendre une révision de la Charte serait véritablement ouvrir la "boîte de Pandore". La délégation polonaise estime que le mieux que la Commission puisse faire serait de prendre note du rapport du Comité *ad hoc* et de rayer de son ordre du jour la question du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies.

11. M. OMAR (République arabe libyenne) rappelle qu'à plusieurs occasions l'Assemblée générale a été appelée à

connaître de la position des Etats Membres sur la question de la révision de la Charte et qu'à sa vingt-neuvième session, elle a adopté la résolution 3349 (XXIX), par laquelle elle a créé un comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies chargé d'examiner en priorité les observations envoyées par les gouvernements, les propositions qu'ils pourraient faire en vue d'accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et également toutes autres propositions tendant à rendre plus efficace le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies sans qu'il soit besoin de modifier la Charte. Les gouvernements ont exprimé des opinions divergentes sur la question de la révision de la Charte. Certains s'y opposent, d'autres appuient l'idée d'une révision, tandis que d'autres encore se tiennent à mi-chemin entre ces deux positions, ainsi qu'il ressort du rapport du Comité *ad hoc*. Il semble que 30 ans après l'adoption de la Charte, il soit nécessaire de marquer un temps d'arrêt et de considérer l'oeuvre accomplie par l'Organisation des Nations Unies.

12. Nombre d'événements importants et de changements radicaux ont marqué les relations internationales, par exemple la libération de nombreux pays du joug colonial et les progrès réalisés dans divers domaines. Mais l'Organisation des Nations Unies n'a pu réaliser son idéal, maintenir la paix et la sécurité dans le monde et le droit de veto dont jouissent certaines puissances a entravé l'exercice des fonctions du Conseil de sécurité. L'ONU a été incapable de trouver des solutions à un grand nombre de problèmes dont certains se sont posés dès sa création; la délégation de la République arabe libyenne est donc portée à réfléchir sur la nécessité de réviser la Charte pour l'adapter au monde moderne et M. Omar rappelle que les auteurs de la Charte ont consacré un article spécial à cette question.

13. Convaincue que le monde ne saurait se passer de l'ONU, la délégation de la République arabe libyenne appuie l'idée de réviser la Charte pour renforcer le principe de la démocratie à l'échelon international, abolir les privilèges de quelques grandes puissances — dont certaines d'entre elles abusent —, garantir une répartition équitable des richesses et imposer certaines restrictions pour assurer la paix et la sécurité internationales, par exemple adopter des mesures en matière de désarmement et éliminer les stocks d'armes de destruction massive. Cela étant, la position de la délégation de la République arabe libyenne est que le Comité *ad hoc* doit être invité à poursuivre sa tâche.

14. M. LEE (Malaisie) rappelle que sa délégation a voté pour la résolution 3349 (XXIX) par laquelle l'Assemblée générale a institué le Comité *ad hoc*, parce qu'elle considère qu'il serait bon d'examiner les suggestions concernant la révision de la Charte, compte tenu de la position des pays non alignés et en développement, selon lesquels une réforme et une rationalisation de l'Organisation des Nations Unies pourraient permettre à l'Organisation de mieux réaliser ses objectifs. Cet examen aurait l'avantage de donner à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, en particulier à ceux qui n'ont pas participé à sa création, l'occasion de faire connaître leurs opinions et pourrait conduire à adapter certaines des dispositions de la Charte au monde contemporain.

15. Pour sa part, la délégation malaisienne n'envisage pas une révision complète de la Charte. Elle ne croit pas que l'examen de la Charte ait pour but de limiter les pouvoirs

dont jouissent actuellement certains pays et elle déplore la réticence dont font preuve certains Etats Membres puisqu'il s'agit uniquement d'améliorer l'Organisation pour en faire le centre où s'harmonisent les efforts de toutes les nations.

16. La délégation malaisienne ne se propose pas de faire, au stade actuel, des suggestions concernant les dispositions de la Charte qu'il faudrait supprimer, amender ou modifier, mais elle serait disposée à envisager des suggestions en ce sens. Il faudrait notamment examiner l'usage du droit de veto par les membres permanents du Conseil de sécurité et se demander s'il convient d'augmenter le nombre des membres du Conseil et comment renforcer les pouvoirs de l'ONU à l'égard d'Etats Membres récalcitrants, accroître l'efficacité et élargir la portée des opérations de maintien de la paix.

17. Le Comité *ad hoc* appelle l'attention dans son rapport sur le fait qu'il y a eu des divergences d'opinion fondamentales quant à la nécessité de réviser la Charte. Il est manifeste, pour la délégation malaisienne, qu'il faut continuer à chercher à harmoniser les positions avant que le Comité *ad hoc* indique quelles sont les propositions qui ont suscité un intérêt particulier. Comme un grand nombre de représentants l'ont fait observer, l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dépend pour beaucoup de la volonté de ses membres de respecter les dispositions de la Charte. Avant de commencer à réviser la Charte, les Etats doivent donc parvenir à un consensus sur ce point, et la délégation malaisienne se prononce donc pour la prorogation du mandat du Comité *ad hoc*.

18. M. JANKOWITSCH (Autriche) rappelle que le monde s'est radicalement transformé depuis la création de l'Organisation des Nations Unies et que les nouvelles nations n'ont pas eu la possibilité de participer à l'élaboration de la Charte. Il est donc hautement souhaitable, et même nécessaire, de procéder à certaines adaptations et le représentant de l'Autriche félicite la délégation roumaine d'avoir exprimé, dans son document de travail (voir A/C.6/437), des idées constructives pour résoudre certains des problèmes complexes qui se posent à l'Organisation des Nations Unies. La délégation autrichienne a également prêté attention à la déclaration faite par la délégation australienne (1565^e séance), qui était centrée en particulier sur le problème de la prévention et du règlement pacifique des différends internationaux et suggérait de tirer un meilleur parti du mécanisme existant dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et des autres organes internationaux de règlement des différends, tout en envisageant par ailleurs des accords d'arbitrage.

19. Dans le passé, la délégation autrichienne a adopté une attitude prudente à l'égard de la question de la révision de la Charte, non par manque d'intérêt, mais parce que le Gouvernement autrichien s'efforce de peser les avantages et les inconvénients qu'il y aurait à aborder l'examen d'un problème qui ne peut être résolu qu'au terme de très longs efforts.

20. La délégation autrichienne regrette que le rapport du Comité *ad hoc* consiste en fait en une annexe, où sont reproduites *in extenso* les déclarations des membres du Comité *ad hoc*. Cependant, comme la délégation philippine (1564^e séance), la délégation autrichienne pense qu'il ne faut pas se laisser décourager par les résultats médiocres

obtenus jusqu'à présent et qu'il faudrait donc inviter le Comité *ad hoc* à poursuivre ses travaux. Le Comité *ad hoc* devrait aller au-delà de la question de la révision de la Charte et concentrer pour le moment son attention sur les améliorations qui n'impliqueraient pas un remaniement de la structure de l'Organisation des Nations Unies. Ainsi, il ne faudrait pas négliger la possibilité d'une interprétation dynamique de la Charte et, de fait, plusieurs orateurs ont souligné la capacité d'adaptation des dispositions existantes. La délégation autrichienne se demande en particulier si toutes les possibilités qu'offre le chapitre XI de la Charte ont été explorées et elle suggère que le Comité *ad hoc* se penche sur cette question, qui prêterait certainement moins à controverse qu'une révision de la Charte *stricto sensu*.

21. La position de l'Autriche, en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies et en tant qu'Etat neutre, offre un exemple de la souplesse de la Charte. Alors que le statut de neutralité permanente n'était pas une formule particulièrement appréciée des auteurs de la Charte, les 20 années d'existence de l'Autriche en tant qu'Etat neutre ont prouvé amplement qu'elle pouvait contribuer, autant que tout autre Etat, à l'accomplissement des tâches de l'Organisation des Nations Unies, parce que la raison d'être de son statut est exactement la même que le but poursuivi par l'ONU, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Autriche reste d'ailleurs fermement convaincue que les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies tiendront compte de son statut, si besoin est. A cet égard, M. Jankowitsch rappelle la déclaration faite par le Gouvernement autrichien au sujet des sanctions prises à l'encontre de la Rhodésie du Sud, qui a été publiée sous la cote S/7595² ainsi que les observations faites par le représentant de l'Autriche à la 1000^e séance lors de la vingt-deuxième session. Il appelle également l'attention sur la résolution pertinente adoptée par l'Institut de droit international, en août 1975.

22. La délégation autrichienne souhaite que le Comité *ad hoc* poursuive ses travaux et elle se félicite des efforts déployés par plusieurs délégations qui ne partagent pas le même point de vue en vue d'élaborer un projet de résolution unique que la Commission puisse adopter par consensus.

23. Le Comité *ad hoc* ayant entrepris une tâche à long terme, il faudrait trouver une solution pour permettre aux pays qui n'en sont pas membres de participer à ses délibérations.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 5, A/C.6/L.1019]

24. Le PRESIDENT dit que la RSS d'Ukraine s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1019.

La séance est levée à 16 h 30.

² Document mimeographié. Pour un extrait des parties les plus importantes de cette déclaration, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1967*, document S/7781/Add.2, annexe.

1568^e séance

Mercredi 19 novembre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1568

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. M. BRUCE (Canada) dit qu'au cours des 30 dernières années, les succès de l'Organisation des Nations Unies ont été plus nombreux que ses échecs. Grâce à un processus d'évolution, l'Organisation des Nations Unies, qui agit encore en grande partie conformément aux dispositions de sa charte initiale, s'est révélée être suffisamment flexible pour mettre à la disposition des presque 100 Etats qui en sont devenus membres depuis 1945 un instrument pour promouvoir leurs objectifs, tout en tenant compte des intérêts changeants de ses membres d'origine. Toutefois, cela ne signifie pas que l'Organisation des Nations Unies et ses travaux, et peut-être aussi la Charte elle-même, n'aient pas besoin d'être améliorés. Dans une large mesure, les commissions et autres organes subsidiaires de l'Organisation sont ceux qui ont été créés en vertu de la Charte d'il y a 30 ans. Dans l'intervalle, la situation s'est modifiée dans des directions qui étaient imprévisibles en 1945, et les valeurs et les priorités de tous les Membres ont été adaptées en conséquence. Les exigences présentement formulées à l'égard de tous les éléments du système des Nations Unies reflètent non seulement le fait que le nombre des Membres de l'Organisation a presque triplé, mais également l'élargissement de la gamme des préoccupations mondiales.

2. Le Canada s'est efforcé activement de faire de l'Organisation des Nations Unies un instrument plus efficace de coopération internationale et s'est montré prêt à examiner toutes les propositions – y compris celles impliquant des modifications éventuelles de la Charte – qui seraient de nature à améliorer l'efficacité du fonctionnement de l'Organisation. Il est quelque peu décevant que le Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies n'ait pas été en mesure de réaliser des progrès plus appréciables dans l'accomplissement de son mandat. Il n'est guère douteux qu'il existe des problèmes qui affectent le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies tels que la prolifération des organismes et des secrétariats intergouvernementaux, l'insuffisance des efforts déployés pour aboutir à de véritables consensus lors des prises de décisions et des méthodes de travail inefficaces.

3. En outre, une confusion qui pourrait avoir des conséquences sérieuses le cas échéant semble s'instaurer entre l'autorité et la compétence du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale dans les domaines politiques prévus par la Charte, d'une part, et la compétence et l'autorité des conférences techniques dans leurs domaines respectifs. A cet égard, les travaux du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies méritent tout particulièrement de retenir l'attention. Il est encourageant de constater que le Groupe d'experts a été en mesure de recommander une série de réformes concrètes et de vaste portée qui pourraient renforcer d'une manière appréciable les travaux de l'Organisation des Nations Unies sans qu'il faille nécessairement recourir à une modification de la Charte. La délégation canadienne se propose de participer activement aux débats sur ces recommandations et elle espère qu'à la suite de la discussion il sera possible de rationaliser et de raffermir ceux des travaux de l'Organisation des Nations Unies qui ont trait à la coopération économique entre les Etats.

4. Il est possible que les difficultés auxquelles s'est heurté le Comité *ad hoc* soient imputables au fait que son mandat n'est pas suffisamment précis. Il pourrait, par exemple, y avoir place pour de nouvelles réformes de procédure.

5. Bien que la Charte renferme certains anachronismes, elle s'est révélée remarquablement solide au cours des 30 dernières années; ce que l'on qualifie parfois de défaillances du mécanisme des Nations Unies sont en réalité, souvent, des insuffisances de la part des Etats Membres eux-mêmes. En conséquence, il convient de ne négliger aucun effort pour faire en sorte que les instruments déjà disponibles soient utilisés de la manière la plus profitable.

6. La délégation canadienne suivra de près tout nouvel examen des propositions visant des changements dans d'autres sphères de travail de l'Organisation des Nations Unies, y compris les suggestions qui pourraient être formulées à l'occasion d'un nouvel examen de la Charte. Dans l'avenir immédiat, les perspectives les plus prometteuses d'accords sur des améliorations pratiques se situent dans des directions qui n'exigent pas de modification de la Charte et il convient donc de mettre davantage l'accent sur ces domaines. Si la Commission décide de renouveler le mandat du Comité *ad hoc* pour une nouvelle année, il faut espérer que ce mandat sera plus précis.

7. Pour ce qui est de la prévention et du règlement pacifique des différends internationaux, la délégation canadienne approuve sans réserve l'opinion exprimée par le représentant de l'Australie (1565^e séance). Le rapport du Secrétaire général (A/10289) est quelque peu déprimant parce qu'il ne fait pas apparaître, chez les Etats Membres, une préoccupation majeure à l'égard du problème crucial de

fournir aux parties intéressées des moyens acceptables pour le règlement pacifique ou la prévention des différends. La délégation canadienne reconnaît la responsabilité principale du Conseil de sécurité pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi que le rôle central qui revient à la Cour internationale de Justice dans le mécanisme existant des Nations Unies pour le règlement pacifique des différends. Toutefois, un nouvel examen des situations génératrices de différends pourrait faire apparaître des techniques et des méthodes de règlement supplémentaires appliquées dans d'autres secteurs de l'activité humaine. L'interdépendance croissante des sociétés a eu pour effet de rapprocher les peuples et, aussi, d'accroître les possibilités de frictions susceptibles de se transformer en de dangereuses confrontations. Ces changements fondamentaux exigent un examen réaliste et approfondi du mécanisme qui existe actuellement pour le règlement des différends internationaux. La délégation canadienne acceptera l'opinion de la Commission dans son ensemble quant au contexte dans lequel il y aurait lieu de poursuivre les travaux en la matière, mais elle espère qu'il ressortira des discussions à la Commission que tous les Etats Membres s'intéressent sincèrement à la recherche de solutions de rechange à la confrontation.

8. M. BRUNA (Chili) estime que le rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (A/10033) montre que le Comité n'a pas su mener à bien sa tâche en raison de la complexité de la question, du manque de temps et d'un appui administratif insuffisant. L'Assemblée générale devrait donc autoriser le Comité *ad hoc* à poursuivre ses travaux en 1976, et la prochaine session devrait être suffisamment longue et comporter tout au moins l'établissement de comptes rendus analytiques. La délégation chilienne appuiera tout projet de résolution en ce sens.

9. L'Organisation des Nations Unies, comme toute institution humaine, n'est pas exempte d'imperfections, et les Membres doivent s'efforcer de les corriger. A cet effet, le Comité *ad hoc* devrait examiner les observations des gouvernements et toutes les propositions tendant à renforcer les moyens d'action ou le rôle de l'Organisation des Nations Unies, qu'elles impliquent ou non une révision de la Charte. La délégation chilienne ne saurait accepter l'affirmation malveillante selon laquelle ceux qui proposent d'étudier la possibilité de réviser la Charte sont des ennemis de l'Organisation des Nations Unies. En réalité, ceux qui s'opposent à toute réforme souhaitent uniquement éviter de se voir privés de leurs privilèges injustes.

10. De nombreux problèmes qui n'avaient pas été prévus en 1945 ont surgi et l'on ne sait toujours pas comment les résoudre. Il y a l'agression psychologique de nouveaux empires apparus depuis la seconde guerre mondiale; bien qu'en général on ne connaisse pas un état de guerre, l'indépendance des Etats et l'autodétermination des peuples ne sont pas véritablement respectées; parmi les puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale, certaines ont été privées de leurs colonies et territoires, alors que d'autres ont continué à propager leurs idéologies et à étendre leur influence économique et militaire à un point inconnu auparavant. Cette situation ne saurait être considérée comme un succès de l'Organisation des Nations Unies. En outre, les Etats Membres de l'Organisation ne jouissent pas tous du même traitement. D'aucuns semblent bénéficier de certaines immunités ou de la protection d'autres Etats.

Dans les domaines économique et social, il reste beaucoup à faire et la Charte ne semble pas avoir été un instrument efficace. Elle s'est révélée impuissante à empêcher certains Etats de faire obstacle à l'examen, dans le cadre de l'Organisation, de certains problèmes tels que ceux des droits de l'homme. Il faudrait renforcer la législation en la matière et s'efforcer de mettre en place un mécanisme qui garantisse le respect de ces droits partout dans le monde, en dehors de toute considération d'ordre politique.

11. A une époque d'interdépendance croissante entre les Etats, l'Organisation des Nations Unies, en tant que seul organisme où presque tous les Etats sont représentés, acquiert une importance toute particulière. Il lui faut une charte qui réponde à la fois à ses besoins et aux nouvelles réalités. Le droit n'est pas statique mais dynamique, aussi l'argument selon lequel une constitution ou une charte ne doit pas être révisée est-il indéfendable. Toute révision entreprise en vue d'une amélioration est utile. La délégation chilienne estime donc qu'il convient d'examiner le point de savoir s'il faut réviser la Charte de façon à mettre l'Organisation des Nations Unies mieux en mesure de poursuivre ses objectifs. M. Bruna a toute confiance dans le jugement des membres du Comité *ad hoc*.

12. L'admission de nouveaux Etats à l'Organisation des Nations Unies a créé des situations nouvelles. La délégation chilienne ne partage pas l'opinion selon laquelle des Etats qui sont récemment devenus Membres de l'Organisation auraient accepté la Charte et ne devraient donc pas souhaiter sa révision. Tous les Etats, qu'ils soient Membres fondateurs ou non, jouissent des mêmes droits, et l'acceptation permanente d'un texte n'a jamais constitué une condition d'admission. Si l'Organisation des Nations Unies doit poursuivre et mener à bien sa tâche, il faudra trouver une formule qui concilie les intérêts de tous les Etats.

13. Les constitutions et les chartes, quel que soit leur degré de perfection, n'ont pas de raison d'être si ceux qui sont chargés de les mettre en application ne croient pas en elles ou n'adhèrent pas sincèrement à leurs objectifs. Le Gouvernement chilien a foi en l'Organisation des Nations Unies et adhère à ses objectifs; il demande instamment que l'on observe l'esprit comme la lettre de la Charte.

14. A l'heure actuelle, la meilleure façon de raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats consiste à étudier la nécessité d'une révision de la Charte. En particulier, comme le Gouvernement chilien l'a déclaré dans le document A/10255, l'Organisation des Nations Unies devrait se transformer en un instrument plus efficace pour sauvegarder et renforcer l'indépendance et l'égalité souveraine de tous les Etats, ainsi que le droit inaliénable de tous les peuples à décider de leur propre destin sans aucune ingérence extérieure.

15. M. ALIHONOU (Congo) dit que sa délégation salue chaleureusement l'entrée des Comores à l'Organisation des Nations Unies et se réjouit d'avance de l'admission prochaine à l'ONU de l'Angola.

16. La révision de la Charte apporterait une solution aux problèmes posés par le point 29 de l'ordre du jour et la délégation congolaise, qui est membre du Comité *ad hoc*, attache un intérêt particulier à cette question. La Charte devrait être mise à jour afin de démocratiser l'activité de l'Organisation des Nations Unies et assurer ainsi une meilleure coopération internationale. Le mandat du Comité *ad hoc* devrait non seulement être prorogé mais encore renforcé, des points d'accord devant tôt ou tard surgir des discussions qui s'y déroulent.

17. La Charte, qui a été rédigée il y a 30 ans, était un compromis entre les grandes puissances de l'époque. Le Congo, en accédant à la souveraineté internationale, a adhéré aux principes énoncés dans la Charte. Mais le mouvement vers le progrès a souvent été entravé par des dispositions devenues anachroniques et utilisées injustement par certains pays. En effet, le caractère universel et égalitaire de l'Organisation des Nations Unies se trouve souvent en porte à faux avec certaines dispositions de la Charte. Alors qu'on exige des nouveaux Etats un certificat de pacifisme, des Membres originaires livrent une guerre aussi meurtrière qu'injuste à des milliers de kilomètres de leur territoire. Les données ont complètement changé et le maintien de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de règles devenues désuètes, injustes et incomplètes ne fera que ruiner sa crédibilité.

18. La délégation congolaise ne partage pas l'opinion de ceux qui s'opposent à toute révision de la Charte en faisant valoir que toute modification entraînerait l'écroulement de l'édifice entier. D'autre part, si l'on ne procédait qu'à de prudentes retouches marginales, la Charte devrait être modifiée tous les deux ou trois ans. La délégation congolaise estime qu'il faudrait faire le bilan général de l'activité de l'Organisation des Nations Unies au regard de la Charte et ne pas craindre d'éliminer toutes les dispositions anachroniques et injustes. Certes, tous les maux dont souffre l'Organisation des Nations Unies ne proviennent pas de la Charte, mais la révision de celle-ci constituerait une étape importante sur la voie de la paix et de la compréhension mutuelle. Ce but est loin d'être atteint si la Charte continue d'offrir à une minorité de pays les moyens de freiner toute action. La Charte n'a rien de sacré; la preuve en est donnée par les constantes violations dont elle est l'objet sous le regard bienveillant de quelques-uns de ces pays qui prédisent l'apocalypse si l'on venait à y toucher. La délégation congolaise estime que le meilleur moyen de prévenir la catastrophe serait de réviser la Charte, afin d'en faire un instrument au profit de la démocratie et d'y énoncer sans ambiguïté les droits et les devoirs de chaque Etat dans le nouvel ordre économique international.

19. M. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la position de son pays sur les deux points de l'ordre du jour — étroitement connexes et complémentaires — dont la Commission est actuellement saisie est absolument claire et cohérente. L'Union soviétique défend la permanence des principes et des buts de la Charte et rejette toute tentative de réviser celle-ci dans les circonstances actuelles. En même temps, l'URSS appuie énergiquement le raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies et de l'efficacité de ses activités sur la base d'une observation stricte et scrupuleuse des buts et des principes de la Charte.

20. A la vingt-neuvième session, l'URSS s'est prononcée contre une révision de la Charte et contre la création d'un comité chargé de sa révision. La justesse de cette position est corroborée par le rapport du Comité *ad hoc* qui indique qu'il y a eu des divergences d'opinion fondamentales quant à la nécessité de réviser la Charte; il est évident que le Comité *ad hoc* s'est lancé dans une tâche inutile et dispendieuse. Les tentatives de ce genre dirigées contre les fondements de l'Organisation devraient cesser et les partisans d'une révision de la Charte devraient reconnaître que les efforts qu'ils déploient pour briser le mécanisme universel de coopération internationale créé avec tant de difficultés pendant la période qui a suivi la seconde guerre mondiale n'ont aucune chance de succès.

21. Ceux qui préconisent une révision de la Charte ont souvent fait état des 30 années qui se sont écoulées et des changements qui se sont produits dans le monde depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies. Ils devraient se rappeler que 20 de ces 30 années ont été des années de "guerre froide". En dépit des difficultés de cette époque, l'Organisation des Nations Unies, agissant dans le cadre de la Charte, a néanmoins été capable d'apporter une contribution substantielle à la cause du maintien et du renforcement de la paix et de la sécurité internationales et à la solution d'un grand nombre de problèmes internationaux complexes. Pendant les 30 ans au cours desquels l'humanité s'est vu épargner les horreurs d'une guerre mondiale, avec l'affaiblissement des tensions, de nombreux textes d'importance historique ont été adoptés. Les critiques portées contre l'Organisation des Nations Unies et la Charte ne sont pas nouvelles, mais ceux qui ont défendu celles-ci ont été néanmoins capables d'arriver à de nombreux résultats positifs dans les domaines du renforcement de la paix et de la sécurité internationales et du développement de la coopération internationale.

22. Au cours de la discussion générale à la présente session de l'Assemblée générale, une majorité d'orateurs ont déclaré que leurs pays étaient fermement attachés aux buts et principes de la Charte. D'autres, malheureusement, ont parlé en faveur d'une révision de la Charte, demandant que l'on porte atteinte à ses dispositions et principes essentiels et s'attaquant en particulier au principe fondamental de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité. M. Malik rappelle aux membres de la Commission que pour l'Union soviétique, qui est un pays socialiste, le droit de veto n'est pas un privilège mais une nécessité historique, sans lequel le principe de l'égalité entre le socialisme et le capitalisme au Conseil de sécurité — qui est la pierre angulaire de la Charte — aurait été violé des milliers de fois au cours des 30 dernières années et l'existence d'un grand nombre de pays aurait été mise en danger. C'est pourquoi l'existence de l'Organisation des Nations Unies est inconcevable et impossible sans le droit de veto pour l'Union soviétique. La répartition des responsabilités entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité repose sur la réalité des deux systèmes socio-politiques qui existent dans le monde contemporain. Dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général au sujet de la question de la Charte (voir A/10102), le Gouvernement soviétique a fait observer que le principe cardinal de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité a servi et continue à servir de rempart solide contre l'utilisation du Conseil de sécurité à des fins allant à l'encontre du maintien de la paix et de la sécurité

internationales et que l'URSS a utilisé à de nombreuses reprises les pouvoirs qui lui appartiennent en tant que membre permanent du Conseil de sécurité pour appuyer des mouvements de libération nationale et défendre la juste cause des peuples qui luttent contre la domination coloniale et raciste.

23. Il n'est pas difficile de comprendre qu'il est impossible, dans les circonstances actuelles, de régler les questions importantes du maintien de la paix et de la sécurité internationales au moyen de la procédure habituelle du scrutin majoritaire. Les tentatives que pourraient faire certains membres permanents du Conseil de sécurité de recourir à la coercition ou même à la force contre d'autres membres permanents au nom de l'Organisation des Nations Unies, ou même sur la base d'un vote majoritaire, risqueraient de déclencher une guerre thermonucléaire mondiale avec ses conséquences désastreuses pour toute l'humanité.

24. En outre, depuis que le nombre des membres du Conseil de sécurité a été porté à 15, les membres non permanents sont devenus si nombreux qu'ils constituent maintenant une sorte de "veto collectif" et aucune décision du Conseil de sécurité ne peut être adoptée sans le consentement et les votes des membres non permanents. La délégation soviétique rejette catégoriquement tous autres plans tortueux qui viseraient à priver les membres permanents du Conseil de sécurité de leur responsabilité particulière pour le maintien de la paix et de la sécurité, comme par exemple l'accroissement du nombre des membres permanents, le transfert à l'Assemblée générale de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité, ou le fait de conférer force juridiquement obligatoire aux décisions de l'Assemblée générale alors qu'aux termes des dispositions actuelles de la Charte ce sont des recommandations.

25. Certains orateurs ont critiqué le fait de conserver dans la Charte les expressions "Membres originaires" et "Etat ennemi". Toutefois, ces expressions reflètent des faits historiques indéniables; la dernière, en particulier, n'est pas un anachronisme mais rappelle les événements de la seconde guerre mondiale au cours de laquelle 20 millions de citoyens soviétiques ont péri dans une lutte héroïque pour la liberté. Supprimer la référence à "Etat ennemi" reviendrait à reléguer dans l'oubli le nazisme, le fascisme et le militarisme, et à encourager ceux qui méconnaissent les leçons de l'histoire. La présence des Articles de la Charte où il est question d' "Etat ennemi" n'a pas empêché l'expansion de l'Organisation des Nations Unies ni l'admission en tant que membres des deux Etats allemands actuels et du Japon, lesquels ne doivent pas être identifiés comme étant des "Etats ennemis". De même, le chapitre sur les territoires sous tutelle doit rester dans la Charte pour rappeler aux générations à venir la situation d'inégalité dans laquelle se trouvaient un certain groupe d'Etats et leurs peuples dans le passé, et pour témoigner du fait que ces pays et ces peuples ont acquis leur droit inaliénable à l'indépendance et à la souveraineté avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies.

26. Dans l'atmosphère actuelle qui est caractérisée par un relâchement des tensions, les possibilités non encore utilisées de la Charte devraient être mieux mises à contribution. Le potentiel de la Charte a été démontré par les nombreuses décisions d'importance historique prises récemment dans le

domaine économique, en pleine conformité avec les dispositions, les principes et les buts de la Charte, sans que le droit de veto au Conseil de sécurité ait empêché leur adoption. A cet égard, les pays en développement ont bénéficié de l'entière compréhension et du plein appui de l'Union soviétique et de tous les autres pays socialistes, qui continueront à joindre leurs efforts à ceux des pays en développement et des pays non alignés pour favoriser, en commun, la recherche des solutions aux problèmes internationaux et faire échec aux tentatives d'empêchement émanant des forces de l'agression et de la réaction.

27. La tâche principale que la Charte des Nations Unies confère à l'Organisation est d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité; promouvoir de façon efficace une solution aux principaux problèmes internationaux dans l'intérêt de la paix, de la sécurité internationale et du développement d'une coopération juste et amicale entre les Etats doit toujours se trouver au centre des activités de l'Organisation. Un bon exemple d'application créatrice des dispositions de la Charte, sans violation aucune des buts et principes de celle-ci, est fourni par la récente Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

28. La délégation soviétique souscrit aux critiques et aux propositions constructives qui ont été faites en vue d'améliorer les travaux de l'Organisation des Nations Unies, mais elle tient à appeler l'attention sur certaines tendances dangereuses en vertu desquelles, sous prétexte de prendre des mesures prétendument destinées à accroître l'efficacité de l'Organisation, on essaie de faire passer des propositions qui n'ont rien à voir avec les buts et principes de la Charte et leur sont même préjudiciables. Des propositions à l'effet que tous les Etats s'engagent à soumettre leurs différends à l'examen de l'Organisation des Nations Unies ou que soit créée, dans le cadre de l'Assemblée, une commission permanente de conciliation et de médiation, sont dénuées de valeur et ne sauraient être justifiées en invoquant la Charte. De telles propositions constituent en réalité une violation flagrante du droit souverain de chaque Etat de décider, conformément à la Charte, des moyens qu'il entend mettre en oeuvre pour le règlement pacifique des différends.

29. Ce n'est pas en démolissant la structure existante de l'Organisation des Nations Unies et de la Charte, mais en utilisant au maximum les possibilités qu'offre la Charte dans l'intérêt de la paix et en assurant le respect, par tous les Etats, des obligations que leur impose la Charte que l'on pourra améliorer l'efficacité de l'Organisation. D'après les observations écrites qui ont été communiquées par les gouvernements et les déclarations faites au cours des débats, il est clair que les Etats, dans leur majorité, reconnaissent que l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies est principalement fonction de la volonté politique des Etats Membres d'assurer une mise en oeuvre systématique de ses buts et principes. A l'heure actuelle et dans un avenir prévisible, il semble que l'on ne pourra trouver de solution à tout problème international important que si les Etats appartenant à des systèmes sociaux différents coordonnent leurs positions. L'Organisation des Nations Unies ne pourra avoir une action fructueuse que si elle tient compte des réalités politiques. Ainsi, il est utopique d'essayer de réviser la structure fondamentale de l'Organisation dans l'idée de donner à l'Assemblée générale le droit de prendre des décisions ayant force obligatoire pour les Etats.

30. En l'époque actuelle de relâchement de la tension internationale, on pourrait commencer à reconstruire réellement les relations internationales en se fondant sur les principes de la Charte. La véritable tâche qui incombe à tous les Etats est donc de rendre irréversible le processus de la détente et d'appliquer les dispositions de la Charte, en utilisant les moyens politiques et juridiques appropriés, aux situations particulières et à la recherche d'une solution aux problèmes fonctionnels qui affectent les intérêts de l'humanité. Si l'on cherche sérieusement à raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies, il faut se préoccuper davantage des problèmes fondamentaux non encore résolus comme par exemple ceux qui consistent à libérer l'humanité de l'escalade de la course aux armements, à renforcer la sécurité et la paix internationales, à éliminer les conflits armés et à mettre la guerre hors la loi. Il faut aussi mettre en oeuvre le système de sécurité collective fermement établi par la Charte. L'Union soviétique est prête à coopérer très étroitement avec d'autres Etats Membres pour mettre mieux à profit les immenses possibilités qu'offre la Charte. Parmi les mesures qui pourraient contribuer à raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies et accroître son prestige et son autorité, on peut citer le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire et la convocation d'une conférence mondiale du désarmement; le non-recours à la force dans les relations internationales et l'interdiction à tout jamais de l'utilisation des armes nucléaires; l'acceptation obligatoire de la définition de l'agression; l'élimination complète et définitive du colonialisme, du racisme et de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que la poursuite de l'expansion des relations économiques, commerciales, scientifiques, techniques et culturelles entre les Etats dans des conditions d'égalité.

31. M. Malik déclare, pour répondre aux mensonges calomnieux du représentant de la Chine, que son pays n'a jamais utilisé et n'utilisera jamais le principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité au service de l'injustice ou de l'"hégémonie". La Chine, par contre, dès son entrée à l'Organisation des Nations Unies, a abusé de son droit de veto pour s'opposer à l'admission du Bangladesh. L'Union soviétique pour sa part a toujours utilisé son droit de veto exclusivement dans l'intérêt de pays socialistes luttant pour être admis comme Membres de l'Organisation, dans l'intérêt de peuples opprimés et non autonomes en vue de les libérer du joug colonial ou pour s'opposer à des tentatives de la majorité capitaliste à imposer sa volonté et des décisions arbitraires. Une seule fois au cours de l'histoire de l'Organisation des Nations Unies il y a eu un cas à la fois instructif et triste où l'Union soviétique n'a pas exercé son droit de veto pour défendre les intérêts d'un Etat socialiste et il en est résulté que des forces impérialistes ont commis, sous le drapeau des Nations Unies, une agression contre la République populaire démocratique de Corée, dont les conséquences désastreuses persistent encore. L'Union soviétique ne considère pas le principe de l'unanimité des membres du Conseil de sécurité comme un privilège, comme un moyen de parvenir à une hégémonie, mais comme une nécessité historique en tant qu'instrument de politique internationale d'une importance vitale pour défendre les intérêts du socialisme contre les menaces et les attaques du capitalisme.

32. M. Malik fait observer au représentant de la Chine que celle-ci, tout en parlant de raffermir le rôle et l'efficacité de

l'Organisation des Nations Unies, est en réalité l'un des principaux perturbateurs de l'activité normale de l'Organisation. Les représentants de la Chine ont une attitude constamment négative; ils n'ont jamais présenté la moindre proposition constructive et semblent particulièrement irrités par les initiatives pacifiques de l'Union soviétique. L'immense majorité des Etats Membres, qui sont favorables à la paix et à la coexistence pacifique, et particulièrement les Etats socialistes et ceux du tiers monde, sont non seulement amusés, mais également indignés par l'attitude de la Chine à l'Organisation. L'abstention de la Chine à la Deuxième Commission, le 14 novembre, lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1442/Rev.2, qui a été adopté avec 100 voix contre zéro, prouve son manque de solidarité à l'égard de la cause de la paix et de la coexistence pacifique. La Chine a proclamé hautement que la guerre était inévitable, bafouant ainsi sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, investi d'une responsabilité particulière dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

33. C'est par pure et malhonnête démagogie que la Chine réclame plus fort que quiconque une révision de la Charte sans renoncer pour autant à son droit de veto. Pour essayer de masquer sa position malséante, la délégation chinoise a eu recours, comme de coutume, à des calomnies antisoviétiques en guise d'écran de fumée.

34. M. KASHAMA (Zaïre) dit, étant donné la majorité écrasante à laquelle la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale a été adoptée et le grand nombre de réponses reçues des Etats Membres en application de cette résolution, qu'il est évident que le problème de la révision de la Charte suscite un intérêt considérable. Néanmoins, la délégation zaïroise n'est pas satisfaite du rapport du Comité *ad hoc*, et estime que le Comité n'a pas rempli toutes les tâches de son mandat telles qu'elles sont énumérées dans la résolution en question. Le Comité devrait poursuivre ses travaux conformément à la résolution 3349 (XXIX) et à toute autre directive que l'Assemblée générale sera amenée à lui donner à la session en cours.

35. Le représentant du Zaïre note qu'en 30 ans d'existence l'ONU a pris de nombreuses initiatives importantes dans le domaine du maintien de la paix et, par exemple, a adopté certaines déclarations capitales. Le Zaïre n'oubliera jamais les efforts déployés par l'ONU pour ramener la paix dans ce pays alors qu'il était aux prises avec des troubles intérieurs graves. Certaines délégations estiment, eu égard à ces antécédents impressionnants, que l'on peut désormais laisser l'ONU à elle-même et ne pas tenir compte des multiples transformations survenues dans le monde depuis l'adoption de la Charte, dont certaines sont d'ailleurs le fait de l'ONU. Or, nul ne saurait fermer les yeux sur les réalités actuelles et, dans une allocution prononcée à l'Assemblée générale le 4 octobre 1973 (2140^e séance plénière), le Président de la République du Zaïre a suggéré une révision de la Charte, pour l'adapter à la situation actuelle du monde, en tenant compte notamment de la représentation du continent africain et du fait aussi que les vaincus d'hier sont devenus à leur tour de grandes puissances et que les décisions de l'Organisation doivent être appliquées par tous les Membres.

36. Les adversaires d'une révision de la Charte font valoir que cette révision conduirait à une nouvelle conflagration

mondiale. Les rédacteurs de la Charte étaient des idéalistes qui cherchaient à éviter l'horreur d'une nouvelle guerre, mais il est douteux que des Etats qui rechignent à désarmer et comptent au nombre des marchands d'armes de destruction massive puissent réellement préserver les générations futures du fléau de la guerre. Tel n'était pas d'ailleurs l'unique but de la Charte : les rédacteurs de cet instrument prévoyaient également que la Charte favoriserait le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social, ce qui assurerait entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. Leur optimisme a manifestement été remplacé par l'égoïsme, car certains Etats considèrent actuellement que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats ainsi que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire sont contraires à leurs vœux.

37. Il pourrait assurément être objecté que cette situation montre bien que c'est l'attitude des Etats Membres, plus que la Charte, qu'il faudrait réviser, mais la délégation zaïroise pense qu'un renforcement de certains mécanismes de la Charte raffermirait le rôle de l'Organisation. Elle appuie toutes les propositions concrètes qui ont été avancées à cet effet.

38. Les adversaires d'une révision de la Charte soutiennent également que le principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité, avec son corollaire le droit de veto, est l'expression de l'égalité, dans les relations internationales, des deux systèmes sociaux existants, le socialisme et le capitalisme. La délégation zaïroise estime que le droit de veto est contraire au principe de l'égalité souveraine des Etats et fondé sur de vieilles relations de domination et d'oppression dignes d'un monde où quelques Etats prendraient toutes les décisions.

39. En bref, la délégation zaïroise considère que la Charte n'est pas un document sacro-saint et que certaines de ses dispositions sont dépassées. La présence des Articles 108 et 109 indique bien que les rédacteurs de la Charte n'étaient pas convaincus d'avoir produit une oeuvre immuable. Lorsque, faute d'arguments réels, certains Etats déclarent que les conditions de la révision de la Charte ne sont pas remplies, c'est sans doute en raison du fait que cette révision est suggérée par une majorité dite "tyrannique" plutôt que par la minorité "éclairée". Puisqu'il apparaît de plus en plus évident que cette majorité demeurera constante, le représentant du Zaïre se demande si les adversaires de la révision de la Charte accepteraient au moins une révision fondée sur la suppression des Articles 108 et 109.

40. M. KRISPIS (Grèce) fait observer que la Charte, qui est peut-être l'instrument international le plus important de toute l'histoire de la diplomatie, vise à éviter la guerre, mais que — signe révélateur — le mot "guerre" n'y apparaît qu'une seule fois dans le préambule. La raison en est que l'interdiction prévue dans la Charte est plus générale et s'étend aux menaces de recours à la force et à l'emploi de la force.

41. Le texte de la Charte est équilibré, concis, global et souple. Il est aussi général et même vague, au point qu'on

peut parler d'une "loi-cadre". En tant que tel, il est solidement en vigueur depuis 30 ans, et après si longtemps, il convient de bien réfléchir à la question de savoir s'il faut le réviser. On ne peut, certes, prétendre que la Charte fonctionne parfaitement, et il n'y a pas de mal à examiner, conformément à la résolution 3349 (XXIX), la manière dont elle répond aux besoins d'un monde en évolution rapide. Cependant, la révision d'un instrument de ce genre, sur lequel se fondent depuis près d'un tiers de siècle les aspects importants de la politique mondiale, doit être entreprise avec prudence et courage. Telle a été la position de la Grèce, en tant que membre du Comité *ad hoc*. Pour justifier des amendements, la nécessité de modifier la Charte, pour ne pas dire de la réviser, doit être extrêmement pressante. En revanche, il y a lieu de compléter la Charte par des conventions spéciales et des déclarations appropriées des organes des Nations Unies.

42. La délégation grecque doute qu'il y ait actuellement un besoin urgent de modifier la Charte. Certaines de ses dispositions auraient pu être mieux libellées, mais cette observation s'applique à tout texte de caractère juridique. Les dispositions de la Charte, en particulier les plus générales, se sont avérées assez solides pour faire face à des situations mondiales sans précédent. Au cours de ses 30 ans d'existence, la Charte a progressé et évolué, comme en témoigne le fait que dans les Traités de paix de Paris de 1947, des pouvoirs qui n'étaient pas facilement couverts par les termes de la Charte ont été conférés à l'Assemblée générale et le fait que le paragraphe 3 de l'Article 27 a été interprété comme signifiant que l'abstention ou la non-participation d'un membre permanent du Conseil de sécurité ne constitue pas un veto.

43. En bref, les plaintes concernant la lettre et l'esprit de la Charte ne semblent pas entièrement justifiées. Des problèmes concernant l'application de la Charte sont apparus parce que certains Etats répugnent à recourir aux organes des Nations Unies ou à se conformer aux décisions ou résolutions de ces organes, en particulier le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. En outre, la Cour internationale de Justice n'a pas été utilisée comme elle devrait l'être pour résoudre les nombreux différends survenus entre les Etats.

44. Sur le plan de la procédure, l'examen de la Charte — et le représentant de la Grèce insiste sur le mot "examen" — est extrêmement complexe. Il serait futile d'examiner la Charte, article par article, et pourtant on ne saurait raisonnablement parler des insuffisances de la Charte sans en examiner d'un oeil critique les nombreuses dispositions. En revanche, une réévaluation générale de la Charte est inévitable. La question à étudier est de savoir si la Charte présentait des carences à l'origine ou s'il en est apparu au cours de son existence, c'est-à-dire si le mécanisme existant de la Charte, par opposition à ses méthodes, ne convient pas pour faire face aux nécessités concrètes de la vie internationale. Il faudra de l'endurance et du temps pour répondre à cette question, et les situations concrètes du passé devront être examinées à fond. Si le mécanisme ou les méthodes ont échoué, il faudra se demander dans quelle mesure, pourquoi, et comment un mécanisme ou des méthodes différents auraient pu réussir. Les fonctions et les pouvoirs de chacun des principaux organes des Nations Unies devront être évalués, eu égard à la fois au passé et à l'avenir. Des

suggestions et des propositions tendant à créer de nouveaux organes principaux ne devraient être faites qu'après un examen le plus complet possible et après avoir établi avec certitude que les organes existants ont échoué ou ne conviennent pas. Les organes subsidiaires, en revanche, pourraient être établis conformément au paragraphe 2 de l'Article 7.

45. A ce stade du débat, la délégation grecque se garde de toute idée préconçue. Elle estime que le mandat du Comité *ad hoc*, tel qu'il est énoncé dans la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale, doit être prorogé.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10198 et Add.1 à 5, A/C.6/L.1019]

46. Le **PRESIDENT** annonce que Cuba s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1019.

47. M. MANGAL (Afghanistan) souhaite proposer plusieurs amendements¹ au projet de résolution A/C.6/L.1019.

48. Le premier amendement vise à éviter une interprétation erronée : en effet, le troisième alinéa du préambule se réfère aux "observations et commentaires présentés par des

¹ Distribués ultérieurement sous la cote A/C.6/L.1022.

Etats Membres" alors que le paragraphe 2 invite instamment les Etats Membres à présenter leurs observations et commentaires. Le deuxième amendement vise à tenir compte du fait que la Commission du droit international n'a pas terminé ses travaux relatifs au projet d'articles. Le troisième amendement a pour objet d'ajouter au paragraphe 1 un nouvel alinéa *a* mentionnant expressément le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités. Le but du quatrième amendement est d'éviter une contradiction entre le paragraphe 1 et le paragraphe 5, en établissant clairement que ce dernier ne préjuge pas la décision que pourra prendre l'Assemblée générale.

49. Le représentant de l'Afghanistan regrette de n'avoir pas encore été en mesure de consulter les auteurs du projet de résolution, et exprime l'espoir qu'il pourra le faire afin de trouver une solution acceptable pour tous.

50. M. MAÏGA (Mali) dit qu'il tient actuellement des consultations avec d'autres délégations en ce qui concerne certaines parties du projet de résolution. Il demande si la Commission pourrait différer sa décision sur ce document.

51. Le **PRESIDENT** suggère que la Commission fasse droit à cette demande, pour permettre de nouvelles consultations.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.

1569^e séance

Mercredi 19 novembre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1569

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. M. GARCIA ORTIZ (Equateur) n'avait pas l'intention de prendre la parole puisque la délégation équatorienne a déjà fait connaître sa position sur la question de la révision de la Charte au Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (voir A/10033, p. 26) mais, vu les observations formulées par certains représentants, il juge utile de rappeler un certain nombre de points. Tout d'abord, il va de soi

qu'aucun statut juridique ne peut être immuable, puisque ses règles ont pour objet de régir des relations humaines en évolution constante. Par ailleurs, il faut étudier la possibilité de réviser certaines dispositions pour améliorer le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies, tâche qu'il est indispensable d'aborder sans préjugés et pour laquelle les documents déjà parus seront d'une grande utilité, en particulier le rapport du Comité *ad hoc* (A/10033). En outre, le document présenté par la délégation roumaine (A/C.6/437) contient un certain nombre de données qu'il conviendra de prendre en considération. La seule procédure possible semble donc être de renouveler le mandat du Comité *ad hoc* et la délégation équatorienne est disposée à se porter sur la liste des auteurs de tout projet de résolution en ce sens et à appuyer toute autre proposition réaliste.

2. M. JACHEK (Tchécoslovaquie) tient à rappeler, comme l'a déjà fait le Ministre des affaires étrangères de son pays à la 2371^e séance plénière de l'Assemblée générale, que si au cours des 30 années d'existence de l'ONU les relations entre les Etats ont évolué dans le sens de la détente ces relations ne sont pas encore telles qu'elles puissent garantir

une paix et une sécurité internationales durables. Il est donc nécessaire d'accroître l'efficacité de l'Organisation dans la lutte pour la paix et la sécurité sur la base du strict respect des buts et principes de la Charte, et tout ce qui risque de l'affaiblir doit être condamné, notamment les tentatives visant à engager un processus de révision de la Charte, ainsi que les propositions formulées à cet égard, qui visent à saper les fondements mêmes de l'Organisation.

3. La Tchécoslovaquie, qui fut l'une des premières victimes du nazisme, a pleinement conscience des énormes sacrifices consentis par les Etats de la coalition antihitlérienne, en particulier l'Union soviétique, qui sont à l'origine de la Charte. Il est vrai qu'au cours des 30 années écoulées le monde a subi des transformations radicales, mais ces transformations n'ont fait que rapprocher davantage encore la communauté internationale des buts et objectifs de la Charte, dont la validité est aujourd'hui généralement reconnue. A ceux qui tirent argument, pour préconiser une révision de la Charte, de l'élargissement considérable de la composition de l'Organisation, on peut répliquer que cette même Charte a joué un rôle important dans la lutte des nations contre le colonialisme et a contribué à leur libération. Ces nations, qui sont à l'heure actuelle bien plus nombreuses que les Membres fondateurs de l'Organisation, ont accepté la Charte sous sa forme actuelle de plein gré et sans réserve. On ne saurait prétendre que pendant ses 30 années d'existence l'ONU n'a connu que des succès. Toutefois, une évaluation globale du rôle joué par l'Organisation témoignerait en sa faveur ainsi qu'en faveur de la Charte, dont la vitalité et le pouvoir d'adaptation ne sont plus à prouver. Celle-ci s'est révélée être un instrument utile pour préserver la paix et la sécurité dans le monde ainsi que pour appuyer la lutte contre le colonialisme, le racisme et l'oppression. On est parvenu également à des résultats positifs dans d'autres domaines, notamment dans le domaine économique et social. La Charte ne peut être considérée responsable des faiblesses de l'Organisation, qui résultent en fait de l'inobservation de ses dispositions.

4. D'un point de vue strictement juridique, la Charte est un traité multilatéral, qui peut être révisé conformément à la procédure prévue à l'Article 109. Mais elle est également l'acte constitutif de la communauté internationale. Elle codifie les principes de la coexistence pacifique et de la coopération entre tous les Etats, qu'ils soient ou non membres de l'Organisation. Presque tous les traités qui énoncent des normes générales et les actes constitutifs des institutions spécialisées découlent de la Charte. Elle sert de base au développement progressif du droit international et de nombreux instruments internationaux de première importance sont fondés sur les principes qu'elle proclame. Toute proposition tendant à engager un processus de révision des dispositions fondamentales de la Charte ne peut donc que porter atteinte à tout l'édifice qui repose sur elle et saper le fondement même de la coexistence pacifique et de la coopération entre tous les Etats.

5. La session du Comité *ad hoc* a prouvé que les conditions justifiant une révision de la Charte n'étaient pas réunies, et les propositions présentées à cet égard manquent d'unité. D'ailleurs, les Etats qui se sont prononcés en faveur de la révision sont loin d'être la majorité. La résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale confirme les buts et les principes de la Charte et ne tire aucune conclusion quant

à la nécessité de réviser cet instrument. Le Comité *ad hoc* était en outre chargé d'examiner toutes propositions tendant à rendre plus efficace le fonctionnement de l'ONU sans qu'il soit besoin de modifier la Charte. Le résultat des travaux du Comité n'est pas satisfaisant, ce qui n'est pas surprenant étant donné les divergences de vues qui se sont manifestées quant à l'orientation de ses travaux. De l'avis de la délégation tchécoslovaque, il faut examiner toutes les propositions tendant à rationaliser les activités de l'Organisation et à en accroître l'efficacité, sans toutefois procéder à une révision de la Charte. La Charte offre de nombreuses possibilités qui sont loin d'être toutes exploitées.

6. M. RAKOTOSON (Madagascar) rappelle que sa délégation a appuyé depuis le début les propositions tendant à examiner la possibilité d'améliorer la Charte et de renforcer le rôle de l'ONU et elle tient à redire l'intérêt qu'elle porte à toute initiative tendant à accroître l'efficacité de l'Organisation. La position du Gouvernement malgache sur ce point a été exposée en 1972¹ et en 1975 (voir A/10255). M. Rakotoson rappelle en outre que sa délégation compte parmi celles qui sont à l'origine de la résolution 3349 (XXIX), portant création du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies. Elle a examiné avec soin le rapport du Secrétaire général (A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3) sur les travaux de ce comité, qui ont donné lieu à des échanges de vues fructueux. Toutefois, il aurait été préférable que le Comité, au lieu de s'étendre longuement sur des considérations abstraites, s'attelle immédiatement aux tâches qui lui ont été assignées au paragraphe 1 de la résolution 3349 (XXIX). Il ne lui appartient pas en effet de débattre la question de savoir s'il est opportun de réviser la Charte, mais de s'acquitter du mandat que l'Assemblée générale lui a confié. C'est l'Assemblée qui, au vu des propositions concrètes du Comité, appréciera de l'opportunité de prendre des mesures.

7. La délégation malgache rappelle qu'elle appuie notamment les propositions visant à : a) démocratiser la communauté internationale; à cet égard, il faudra réexaminer la composition et le fonctionnement du Conseil de sécurité; b) assurer l'application effective des décisions des organes de l'ONU : une commission permanente pourra être créée à cet effet; c) assurer au sein de l'ONU le règlement pacifique des différends soumis à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, ce que devrait permettre la création d'une commission permanente de bons offices et de médiation; d) renforcer le rôle de l'ONU en matière économique et de développement : une commission de développement devra être créée regroupant certains comités et divers services du Secrétariat. En ce qui concerne la répartition des tâches, il serait utile que le Comité examine la proposition de la délégation mexicaine figurant à l'annexe II du rapport du Comité et préconisant la formation de deux sous-comités chargés, l'un de l'étude des amendements à apporter à la Charte et l'autre des suggestions visant à accroître l'efficacité de l'Organisation sans qu'il soit besoin de modifier la Charte. Toutefois, la distinction entre ces deux catégories de tâches pourrait susciter des controverses inutiles. Il serait peut-être préférable de procéder à un examen systématique de tous les chapitres et articles de la Charte, tout en cherchant à coordonner ces différentes activités.

¹ Voir A/8746.

8. Si les principes et objectifs énoncés dans la Charte doivent être considérés comme intangibles, les dispositions concernant la structure et le fonctionnement de l'Organisation doivent être réexaminées en profondeur en vue de donner à l'ONU de plus grandes responsabilités. Celle-ci doit en effet résoudre des problèmes de plus en plus variés et urgents dans un nombre croissant de domaines. La communauté internationale est en droit de réclamer une nouvelle charte inspirée de la Charte actuelle et adaptée aux exigences contemporaines. La délégation malgache a conscience que l'entreprise n'est pas facile et qu'elle exige la volonté politique des gouvernements. Toutefois, on est en droit d'espérer car il s'est dégagé à l'ONU une volonté démocratique issue de la victoire des idées progressistes et révolutionnaires et qui s'est notamment manifestée lors de la définition de l'agression et à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Cette volonté doit permettre une coopération plus durable, qui servira mieux la cause de tous les peuples du monde. La communauté internationale, en confiant à un comité le mandat de réexaminer le statut de l'Organisation et les moyens d'accroître son efficacité n'avait pour but que la recherche d'une telle coopération, dans l'intérêt de la paix, du développement et de la justice.

9. M. RAMPHUL (Maurice) tient à souligner une fois de plus l'intérêt que son gouvernement porte à l'Organisation des Nations Unies et son attachement aux buts et principes définis au Chapitre premier de la Charte. Certes, aucune modification de la Charte ou de la structure de l'ONU ne pourra remplacer la volonté des Etats de s'acquitter de bonne foi des obligations fondamentales que cet instrument leur impose. Toutefois, il convient de ne pas oublier que la situation mondiale a radicalement changé depuis l'époque où la Charte a été rédigée. Les anciens Etats ennemis font maintenant partie de la communauté des nations. La République démocratique allemande, par exemple, mène une politique qui n'a aucun rapport avec celle de l'Allemagne fasciste. Cette situation nouvelle devrait être dûment reflétée dans la Charte. En 1945, la plus grande partie de la planète était soumise à la domination coloniale et cette réalité s'est trouvée reflétée dans la Charte, celle-ci reconnaissant le droit d'un Etat d'avoir des colonies. Or les anciennes colonies ont aujourd'hui accédé au rang de membres égaux de la communauté des nations et le colonialisme sous toutes ses formes est condamné. C'est là encore une nouvelle situation dont la Charte devrait tenir dûment compte. De plus, alors que les nations s'efforcent d'instaurer un nouvel ordre mondial plus équitable, il est essentiel que la Charte et ses mécanismes n'entravent pas ces efforts. La révolution technique et scientifique ayant en quelque sorte réduit les dimensions du monde et accentué l'interdépendance de toutes les nations, la Charte, en s'écartant de la vision de la seconde guerre mondiale, doit devenir un instrument de coopération prévoyant les moyens de résoudre les problèmes actuels et futurs. Il est essentiel de l'adapter aux réalités nouvelles.

10. De nombreux privilèges ont été abolis au cours de l'histoire malgré l'opposition farouche de leurs bénéficiaires. Ceux qui à l'heure actuelle s'efforcent de maintenir leurs privilèges en ont conscience. La Société des Nations, par exemple, a connu des grandes puissances dont la grandeur se mesurait à la puissance militaire; mais en 1975 la grandeur d'un pays doit se mesurer à des éléments

correspondant mieux aux aspirations communes de la communauté internationale. Un représentant a invoqué comme argument, pour s'opposer à toute modification de la Charte, le fait que les 50 Membres fondateurs de l'ONU avaient payé la victoire sur le fascisme. A cet égard, M. Ramphul tient à rappeler que les anciennes colonies ont elles aussi contribué à la victoire des forces alliées sur le fascisme. Elles n'ont cependant pas été invitées à participer à la rédaction de la Charte. Il n'y a aucune raison de maintenir la distinction entre les Membres fondateurs de l'Organisation et les autres.

11. En fait, la Charte a déjà été modifiée, comme en témoigne, par exemple, l'élargissement de la composition du Conseil de sécurité. A cet égard, M. Ramphul ne comprend pas la position du représentant qui, s'opposant à toute modification de la Charte, a tiré argument du fait que l'élargissement de la composition du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social avait eu pour but de tenir compte de l'augmentation du nombre des membres de l'Organisation, d'autant plus que le pays ainsi représenté n'avait pas appuyé cette mesure.

12. Il est essentiel de moderniser la Charte, et il n'y a aucune raison de craindre que la génération actuelle soit moins rationnelle que celle de 1945. Toute référence à la possibilité de reconnaître *de jure* ou *de facto* le droit d'un Etat d'en dominer un autre doit disparaître, la Charte devant consacrer l'égalité de droits de tous les Etats; les droits et les obligations des Etats doivent être formulés compte tenu des exigences du nouvel ordre économique et politique; la Charte doit envisager les problèmes du monde dans leur contexte actuel, à savoir celui de l'interdépendance entre la sécurité internationale et le développement économique et social; enfin, l'accent doit être mis sur la coopération entre tous les Etats et la Charte devrait tenir compte de la capacité des nations petites et moyennes de contribuer à la solution des problèmes internationaux.

13. En conséquence, M. Ramphul entend formuler certaines suggestions. Le nombre des membres du Conseil de sécurité devrait être augmenté pour que davantage de pays non alignés et de pays en développement en fassent partie. Le principe de l'unanimité au Conseil de sécurité devrait impliquer l'unanimité non seulement des cinq membres permanents actuels mais aussi de plusieurs membres non permanents, désignés à cet effet par l'Assemblée générale parmi les pays représentant les divers groupes régionaux. L'Organisation devrait s'efforcer d'adopter ses décisions par consensus; à cette fin, tous les Etats devraient engager des négociations approfondies, dans un esprit de respect mutuel et de compromis, et ce n'est qu'après avoir épuisé toutes les autres possibilités que l'Assemblée générale devrait recourir au vote. Les décisions adoptées devraient être obligatoires. Un organisme assez important et représentatif devrait être créé pour le règlement pacifique des différends internationaux et chargé aussi des activités de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale devrait être habilitée à examiner toutes questions pour lesquelles le Conseil de sécurité ne réussit pas à prendre des mesures et elle devrait pouvoir prendre des décisions à leur sujet. Etant donné l'actuelle course aux armements, il est nécessaire qu'il existe un organe des Nations Unies chargé du désarmement; ce pourrait être l'ancienne Commission du désarmement ou un nouvel organisme semblable. Il faudrait

créer des moyens de se mettre en rapport avec l'opinion publique mondiale afin d'assurer une bonne information réciproque entre les peuples et l'Organisation. Le Secrétariat devrait servir l'Organisation en toute loyauté et fidélité; il faudrait le restructurer afin que toutes les régions géographiques y soient équitablement représentées à tous les échelons, ce qui est manifestement pas le cas actuellement.

14. La délégation mauricienne est d'avis que le Comité *ad hoc* devrait être élargi, qu'il devrait poursuivre ses travaux et examiner à la fois les vues et les positions tendant au renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies, celles qui concernent des modifications de la Charte et celles qui n'impliquent pas de telles modifications.

15. M. BA-HADOUD (Qatar) dit que sa délégation attache beaucoup d'importance au renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies, seule organisation en mesure de réglementer la coopération interétatique et de faire face aux problèmes permanents de la communauté internationale. Comme il ressort de l'Article premier de la Charte, le principal but des Nations Unies est de maintenir la paix et la sécurité internationales et de développer des relations amicales entre les Etats. L'Organisation des Nations Unies a un rôle important à jouer sur le plan mondial dans des domaines tels que la décolonisation et la défense des droits de l'homme. Elle devrait prendre des mesures efficaces en vue de mettre fin à la course aux armements, à la colonisation, à la politique de discrimination pratiquée en Afrique du Sud ainsi qu'aux agissements dont Israël se rend coupable à l'égard du peuple arabe de Palestine. En ne respectant pas les décisions de l'Organisation des Nations Unies, l'Afrique du Sud et Israël s'exposent à une action coercitive internationale, menée conformément à la Charte. Il est temps que les Nations Unies prennent des sanctions contre les pays qui ne respectent ni la Charte ni les décisions de l'Organisation. A cet égard, il conviendrait de mettre au point un système de surveillance de l'application des résolutions, afin que le rôle de l'Organisation des Nations Unies soit renforcé et que la coopération et la bonne volonté s'instaurent dans les relations internationales.

16. M. HELLNERS (Suède) rappelle qu'au cours des 30 années d'existence de l'Organisation des Nations Unies certaines critiques ont été formulées à l'encontre de la Charte et que périodiquement les partisans d'une révision ont fait entendre leurs voix. Jusqu'à présent, la Charte n'a jamais été révisée conformément à l'Article 109 mais des amendements y ont été apportés conformément à l'Article 108; la nécessité de ces amendements a été unanimement reconnue par les Etats Membres. Dans les observations qu'il a adressées au Secrétaire général en 1972 quant à l'opportunité de réviser la Charte, le Gouvernement suédois a déclaré² qu'il n'était pas convaincu qu'une révision contribuerait à renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies, cette mesure ne semblant pas recueillir un large appui auprès des Etats Membres. Il a également indiqué que, sous sa forme actuelle, la Charte consacrait des principes qui permettraient d'atteindre les objectifs des Nations Unies s'ils étaient strictement observés. De l'avis du Gouvernement suédois, le bon fonctionnement de l'Organi-

sation des Nations Unies dépend essentiellement de l'usage que les Etats Membres sont prêts à faire de cette organisation et de la mesure dans laquelle ils sont disposés à en respecter les principes. En outre, en restant dans les limites de la Charte, il est tout à fait possible d'apporter des modifications et d'introduire des réformes. Le Gouvernement suédois n'est pas pour autant opposé à ce que des amendements soient apportés à la Charte, si ceux-ci peuvent améliorer le fonctionnement de l'Organisation.

17. Tandis que certains Etats sont favorables à une révision complète de la Charte, d'autres Etats sont en faveur de modifications qui, bien que partielles, pourraient néanmoins transformer radicalement l'équilibre et la répartition des pouvoirs au sein de l'Organisation. Ces derniers Etats ont notamment formulé des propositions relatives à la composition du Conseil de sécurité, à ses fonctions ainsi qu'au droit de veto de ses membres permanents. Pour sa part, le représentant de la Suède estime que l'on ne saurait pour le moment envisager de telles réformes, car elles ne recueillent pas un appui suffisamment général.

18. Lorsque la Charte a été élaborée, il n'était pas possible de prévoir avec précision les changements rapides qui se produiraient dans certains domaines. On peut estimer que les dispositions relatives au développement économique et social, au Conseil de tutelle et aux droits de l'homme ne sont pas tout à fait conformes à la situation actuelle mais on peut aussi soutenir que, malgré certaines imperfections, la Charte s'est révélée si bien conçue qu'il a été possible de faire face aux changements survenus dans de nombreux domaines, soit par voie d'interprétation de ses articles, soit en adaptant la pratique, soit encore en apportant des modifications d'ordre procédural. En outre, certaines questions qui ne sont pas visées par la Charte occupent une place importante dans les travaux des Nations Unies, comme par exemple les opérations de maintien de la paix, l'environnement, l'espace extra-atmosphérique et la mer. Il ne serait pas facile de modifier la Charte pour y introduire des dispositions concernant ces questions.

19. Dans certains milieux, des critiques ont aussi été élevées contre le maintien de certaines dispositions de la Charte qui n'ont jamais été appliquées, comme les Articles 45 et suivants relatifs au Comité d'état-major et aux forces armées mises à sa disposition. De l'avis de nombreux Etats, d'autres dispositions de la Charte, et notamment les Articles 53, 106 et 107, qui se réfèrent à la situation existant à la fin de la seconde guerre mondiale, ne sont plus d'aucune utilité pratique et devraient être supprimés.

20. Le Gouvernement suédois estime qu'il ne convient pas de procéder maintenant à une révision de la Charte sur des points qui ne font pas l'objet d'un accord général. Or il semble évident qu'aucune des modifications de structure proposées ne bénéficie d'un tel accord. Toutefois, l'Assemblée générale a décidé lors de la précédente session de créer un comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies, chargé d'examiner les propositions faites en vue d'accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies, que ces propositions impliquent ou non une modification de la Charte. Bien que l'unanimité n'ait pu se faire sur aucun point particulier au sein du Comité *ad hoc*, la délégation suédoise estime que le Comité devrait poursuivre ses efforts en vue de déterminer les questions d'intérêt commun en ce qui

² Ibid.

concerne soit certains articles particuliers de la Charte, soit l'efficacité du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies. Pour l'instant, le Comité *ad hoc* devrait écarter tous les points sur lesquels existent des divergences de vue.

21. En ce qui concerne le renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies, le représentant de la Suède met l'accent sur les suggestions présentées par la délégation roumaine dans le document A/C.6/437; il ressort de ce document que la révision ou la modification de la Charte constitue un des moyens de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies mais que ce moyen n'est ni le seul ni même le principal. Il existe manifestement un lien entre la question de la révision de la Charte et celle du renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies : ceux qui proposent de réviser la Charte sont animés d'un désir sincère de renforcer le rôle de l'Organisation. Comme M. Hellners l'a déjà indiqué au sujet de la révision de la Charte, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient avant tout s'efforcer de renforcer le rôle et d'accroître l'efficacité de l'Organisation. Divers moyens sont possibles, selon que l'on met l'accent sur une fonction ou sur un organe particulier de l'Organisation. Il se peut que les délibérations du Comité *ad hoc* montrent qu'il convient de modifier certains articles de la Charte. Or, même pour de telles modifications, il est essentiel qu'il existe un large accord parmi les Membres de l'Organisation. Il semble que le Comité *ad hoc* soit bien en mesure de rechercher quelles sont les vues communes, et éventuellement de favoriser la formation de vues communes; en conséquence, la délégation suédoise serait favorable à la jonction des deux questions à l'examen, ce qui entraînerait naturellement une modification du nom du Comité *ad hoc*.

22. M. PEDAUYE (Espagne) rappelle que non seulement la délégation espagnole a toujours voté pour les projets de résolution portant sur la nécessité de réviser la Charte, mais qu'elle s'est également jointe aux auteurs des projets qui sont à l'origine des deux dernières résolutions, les résolutions 2968 (XXVII) et 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale. Dans sa résolution 992 (X), l'Assemblée générale estimait déjà souhaitable de réviser la Charte en tenant compte de l'expérience que son application avait permis d'acquérir mais des changements encore plus profonds se sont fait sentir depuis sur les relations internationales non seulement par l'accession à l'indépendance de nombreux Etats mais également par la succession de la coexistence pacifique à la guerre froide.

23. Tout en ayant été élaborée à un moment où la structure de la société internationale était extrêmement différente de ce qu'elle est actuellement, la Charte des Nations Unies n'a pas empêché les organes des Nations Unies d'obtenir des résultats importants, imprévus à l'origine, en recourant à la technique de l'interprétation progressiste. A ce sujet, la révision de la Charte pourrait avoir pour premier résultat de consolider les résultats déjà obtenus. Mais il ne suffit pas de tenir compte de ce que la Charte a permis de faire. Il faut tenir compte également de ce que permettrait de réaliser un instrument rénové non seulement en matière de maintien de la paix et de la sécurité mais aussi dans des domaines tels que le développement, la coopération économique internationale et le règlement pacifique des différends.

24. La Charte est le plus important de tous les traités multilatéraux, et c'est aussi l'instrument constitutif de la société internationale, contenant toute une série de clauses qui créent des mécanismes institutionnels et des organes répondant à un but bien précis. Il ne suffit donc pas, pour que l'Organisation remplisse son rôle, d'indiquer que les Etats Membres doivent respecter les obligations qui leur incombent. Il faut aussi modifier des structures qui, de l'avis général des Etats Membres, ne sont plus adaptées à la réalité.

25. La délégation espagnole est satisfaite des travaux réalisés par le Comité *ad hoc*, dont elle est d'ailleurs membre. Au cours du débat général, une dizaine de délégations qui ne s'étaient pas jusqu'alors prononcées sur le fond de la question se sont déclarées favorables à une révision de la Charte et ont fait des propositions concrètes en ce sens. Mais l'importance des travaux réalisés par le Comité *ad hoc* apparaît d'autant plus remarquable si l'on tient compte des circonstances peu favorables dans lesquelles il a dû mener à bien ses travaux. D'une part, la date à laquelle il a dû se réunir était peu satisfaisante et, d'autre part, le Secrétariat s'est contenté de soumettre au Comité *ad hoc* un document reproduisant de nombreux documents déjà publiés antérieurement et dont la publication, étant donné son volume, a certainement entraîné de fortes incidences financières, sans répondre pour autant aux dispositions de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale. Le Comité *ad hoc* n'a pas disposé non plus de comptes rendus analytiques et a dû surmonter l'obstructionnisme de certaines délégations. Or, malgré ces obstacles, le Comité *ad hoc* a rempli son mandat, ce qui n'aurait pas été possible si la question n'intéressait pas autant l'immense majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies. La délégation espagnole exprime l'espoir qu'à l'avenir un climat de collaboration prévaudra et M. Pedauyé conclut en déclarant que, de toute façon, il est nécessaire de prolonger le mandat du Comité *ad hoc*, qui a oeuvré dans le sens de la réalisation des buts et principes de la Charte de San Francisco.

26. M. FIFOOT (Royaume-Uni) rappelle que dans sa présentation du rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies, à la 1561^e séance, le Rapporteur a mis en évidence l'existence de divergences d'opinion fondamentales quant à la nécessité de réviser la Charte. On ne saurait en effet méconnaître le fait qu'à part les délégations qui préconisent la révision de la Charte, il en existe un nombre important qui sont fermement opposées à cette mesure et que beaucoup d'autres éprouvent des doutes. En outre, bien des délégations qui ont voté pour la création du Comité *ad hoc* ont aussi exprimé des doutes, n'ont manifesté de l'intérêt que pour des questions qui n'impliquent pas de modifications de la Charte et ont lancé des exhortations à la prudence. Dans ces conditions, on ne saurait prétendre que ceux qui ne sont pas pour la révision de la Charte font de l'obstruction. Le débat qui a eu lieu à la Sixième Commission lors de la session précédente et le mandat du Comité *ad hoc* n'avaient pour but que d'examiner la possibilité de réviser la Charte. Or les divergences de vues sur ce point n'ont été aplanies ni à la Sixième Commission ni au Comité *ad hoc*, et il n'est pas déplacé, à la présente session, de présenter des arguments contre une révision de la Charte.

27. La délégation britannique estime qu'une telle révision est inutile. Bien des orateurs, et parmi eux certains partisans de la création du Comité *ad hoc*, ont souligné l'étonnant pouvoir d'adaptation de la Charte, qui s'est manifesté au cours des 30 dernières années. Non seulement la délégation britannique juge inutile une révision de la Charte mais elle craint qu'une telle mesure soit une source de confrontation, d'animosité et de déception. A une époque où les sujets de préoccupation sont nombreux dans le monde, il ne faut pas que l'Organisation des Nations Unies elle-même engendre de nouvelles dissensions. Les événements intervenus depuis la vingt-neuvième Assemblée générale n'ont fait que confirmer la délégation britannique dans ses hésitations. Avant la réunion du Comité *ad hoc*, les partisans de la révision de la Charte avaient proclamé que les buts et principes de la Charte n'étaient pas contestés. Or une modification de l'Article premier de la Charte a été proposée au Comité *ad hoc* et vient d'être répétée à la précédente séance de la Commission. Ce que la délégation britannique redoutait se produit maintenant : il est proposé d'apporter à la Charte des modifications qui ne concernent pas seulement la structure de l'Organisation mais qui tendent à institutionnaliser, dans la Charte, des questions essentiellement politiques. La Charte règle essentiellement les questions de structure; la stabilité des structures est une fin en soi. La politique ne relève pas de la structure de l'Organisation mais de ses activités. En conséquence, il serait dangereux de refléter les problèmes politiques dans la Charte.

28. La délégation britannique estime qu'il faut tirer les conclusions qui s'imposent de l'inefficacité du Comité *ad hoc*. Son inefficacité résulte du fait qu'il a été créé dans la discordance et non pas en vue de concilier des intérêts divergents.

29. Il ne paraît guère probable qu'une révision de la Charte ait des résultats fructueux. Sans doute quelques délégations sont désireuses de débattre certaines questions, et notamment celle de la révision de la Charte, tandis que d'autres souhaitent examiner les moyens de rendre l'Organisation des Nations Unies mieux à même de remplir son rôle sans pour autant recourir à des procédés qui engendreraient des confrontations et des déceptions. Ce n'est qu'en essayant de concilier ces vues divergentes que l'on pourra éviter de retomber dans le débat stérile du Comité *ad hoc*.

30. Si le Comité *ad hoc* devait poursuivre ses activités, il conviendrait peut-être qu'il examine aussi la question du renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies. Les observations du Gouvernement du Royaume-Uni sur ce point ont été communiquées au Secrétaire général le 29 avril 1974³.

31. Quant au règlement pacifique des différends internationaux, dont l'historique est tracé dans le document A/10289, il doit être au centre des préoccupations de l'Organisation. Sans se laisser abattre par les échecs, il faut engager des discussions dans une atmosphère de confiance mutuelle et de coopération, au titre des deux points de l'ordre du jour à l'examen.

32. Mme HO Li-liang (Chine), exerçant son droit de réponse, dit que la déclaration faite par le représentant de

l'URSS à la séance précédente révèle un hégémoniste à 100 p. 100. En effet, dès que la délégation soviétique a entendu l'expression "révision de la Charte", elle a lancé des injures contre la Chine et les pays petits et moyens qui demandent le respect du principe de l'égalité de tous les pays. La délégation chinoise appuie ces justes demandes qui reflètent les aspirations de la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies mais la délégation soviétique fait tout son possible pour entraver l'examen de la Charte. La position de la délégation soviétique sur la révision de la Charte diffère de celle de bien des pays du tiers monde. Qui a raison et qui a tort ? Qui encourage la marche en avant de l'ONU et qui fait de son mieux pour renverser le vent de l'histoire ? La réponse à ces questions est facile. Le représentant de l'URSS a lancé des injures contre des pays qui défendent la justice. D'après la délégation soviétique, examiner la question de la révision de la Charte reviendrait à ébranler tout l'édifice mais en fait elle qualifie de crime visant à saper l'Organisation des Nations Unies et la Charte toute tentative qui risque de porter atteinte à ses privilèges de superpuissance. De l'avis de la délégation chinoise, la pierre angulaire sur laquelle repose l'Organisation des Nations Unies est en fait le principe de l'égalité des droits de tous les pays. L'ONU n'est pas un fief où les superpuissances peuvent mener une politique de force et les affaires du monde devraient être gérées par tous les Etats du monde. La délégation soviétique a également affirmé que la révision de la Charte mettrait fin à la "coexistence pacifique entre les deux systèmes et nuirait à l'équilibre des forces". Il est manifeste que, depuis l'apparition du social-impérialisme, le camp socialiste ne peut survivre. L'Union soviétique et les Etats-Unis appartiennent au premier monde et s'opposent au tiers monde dont font partie les pays en développement qui ont été victimes des brimades, de l'emprise et de l'ingérence des deux superpuissances. Celles-ci s'efforcent d'imposer leur hégémonie dans le monde, et l'URSS méprise les petits pays, tout en se targuant de protéger leurs intérêts.

33. Alors que la délégation soviétique ne fait que chanter les louanges de la détente et du désarmement, l'Union soviétique mène en fait une politique d'agression et d'expansion du social-impérialisme et chaque fois que des tensions se font sentir dans une région du monde, on voit apparaître les tentacules des deux superpuissances qui rivalisent entre elles, ouvertement ou non. En fait, la détente n'est qu'un simulacre. D'après la délégation soviétique, souligner le caractère inévitable de la guerre c'est faire de la propagande, mais ce sont là d'odieuses calomnies destinées à détourner l'attention des membres de la Commission, et ces efforts sont un gaspillage d'énergie. Pour l'instant, les deux superpuissances poursuivent leur course aux armements et un jour leur lutte les amènera à se déclarer la guerre. Ainsi, au cours des 10 dernières années, l'Union soviétique a dépensé une centaine de milliards de dollars pour sa défense et ses forces armées dépassent ses besoins.

34. Pour sa part, le peuple chinois a besoin d'un climat international plus favorable pour s'adonner à la construction du pays, mais il doit renforcer sa vigilance et il a le devoir de montrer qu'il a conscience des dangers en dénonçant les fausses déclarations de détente et en luttant contre l'hégémonie des superpuissances.

³ Voir A/9695.

35. La délégation soviétique a déclaré par ailleurs que la délégation chinoise serait antisoviétique. Or, chacun sait que le peuple chinois est l'ami du peuple soviétique mais que la clique dirigeante soviétique a depuis longtemps trahi le léninisme et le socialisme. La délégation chinoise continuera à élever la voix contre l'hégémonie de l'Union soviétique, car elle appuie les demandes justes et les propositions raisonnables des petits pays.

36. Nier que la délégation soviétique a abusé de son droit de veto au Conseil de sécurité est un argument futile, car cette délégation n'a-t-elle pas, par exemple, empêché en août 1968 l'adoption d'un projet de résolution par lequel la majorité des membres du Conseil condamnaient l'URSS pour avoir envoyé ses forces armées sur le territoire d'un de ses alliés, comme le prouvent les annales du Conseil de sécurité ?

37. La délégation chinoise est sincère et sérieuse au sujet de la question du réexamen et de la révision de la Charte. Elle a déclaré que des propositions telles que celles tendant à élargir les pouvoirs de l'Assemblée générale, à limiter ceux du Conseil de sécurité, à modifier la composition de celui-ci et à limiter ou supprimer le droit de veto méritaient un examen attentif. La délégation soviétique toutefois n'ose pas faire face à la réalité et aux justes demandes de la grande majorité des pays.

38. M. KOLESNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que les mensonges et les calomnies lancés contre le premier pays socialiste du monde étaient autrefois l'expression de l'impuissance de la bourgeoisie et

de son désir de reprendre le pouvoir aux travailleurs. En l'occurrence, ces calomnies ne sont pas nouvelles et servent d'armes à la clique de Pékin, qui essaie hypocritement de se classer parmi les pays du tiers monde, ce qui est à la fois comique et repoussant. Pour savoir de quel côté se trouve la vérité, M. Kolesnik s'en remet à Cervantes, dont l'un des héros déclare "Si un chien aboie, cela signifie que nous sommes sur la bonne voie".

39. Mme HO Li-liang (Chine) déclare que le représentant de l'URSS a dû recourir à des calomnies qui montrent que la délégation soviétique a conscience de sa culpabilité et a peur de la vérité. Le réexamen de la Charte répond aux aspirations des peuples et la création du Comité *ad hoc* est un premier pas. Quelle que soit la façon dont la délégation soviétique essaiera de s'opposer aux justes demandes d'un grand nombre de pays, elle n'y réussira pas et l'hégémonie des grandes puissances, qui va à contre-courant de l'histoire, est condamnée à l'échec.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 5, A/C.6/L.1019, A/C.6/L.1022]

40. Le PRESIDENT annonce à la Commission que le Libéria s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1019.

La séance est levée à 17 h 15.

1570^e séance

Jeu­di 20 novembre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1570

Hommage à la mémoire du généralissime Francisco Franco, chef de l'Etat espagnol

1. Le PRESIDENT exprime ses regrets au sujet du décès du généralissime Francisco Franco, chef de l'Etat espagnol, qui est mort la nuit précédente après une longue maladie. Au nom de la Sixième Commission et en son nom propre, le Président demande à la délégation espagnole de transmettre les plus profonds regrets et sincères condoléances de la Commission à la famille proche du généralissime Franco, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple espagnols.

Sur la proposition du Président, les membres de la Commission observent une minute de silence en hommage à la mémoire du généralissime Franco, chef de l'Etat espagnol.

2. M. FUENTES IBAÑEZ (Bolivie), prenant la parole au nom du Groupe latino-américain et à la demande de son président, exprime ses profonds regrets au sujet du triste événement qu'est la mort du généralissime Franco, qui subsistera dans l'histoire des cinquante dernières années comme l'un des plus grands dirigeants de la politique internationale. Il espère que le représentant de l'Espagne voudra bien transmettre au peuple et au Gouvernement espagnols les plus profonds regrets et sincères condoléances de la délégation bolivienne.

3. M. PEDAUYE (Espagne) remercie le Président de la Commission et le Président du Groupe latino-américain de leurs expressions de sympathie à l'occasion du décès du généralissime Franco.

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

4. M. MANYANG D'AWOL (Soudan) est d'avis que puisque la Charte reflète les aspirations et les idéaux les plus élevés de la communauté internationale, toute tentative de réviser cet instrument devrait être effectuée en s'attachant à éviter d'en affaiblir de quelque manière que ce soit les principes et les buts fondamentaux, auxquels la délégation soudanaise est fermement dédiée. Cependant, tout comme les hommes, les institutions vieillissent et deviennent caduques, aussi importe-t-il de procéder à des changements si l'on veut qu'il y ait un nouvel ordre international fondé sur la justice. Ce qu'il faut mettre en question ce n'est pas le pouvoir plus fortement pondéré de quelques Etats, qui est inhérent à la Charte, mais l'exercice irresponsable de ce pouvoir.

5. Le Soudan désapprouve les abus déplorables commis par quelques Etats dans l'exercice du droit de veto. Il est intolérable que ce droit soit utilisé pour appuyer la répression et la discrimination raciale, comme cela a été le cas l'année précédente lorsque certaines puissances l'ont exercé au profit de l'Afrique du Sud. Tout en ne souhaitant pas supprimer le droit de veto, qui est un fait historique, la majorité des Etats Membres actuels de l'Organisation des Nations Unies auraient eu quelque chose de différent à dire s'ils avaient participé la Conférence de San Francisco en 1945. Certains pays n'ont pas été entendus parce qu'ils étaient sous la domination coloniale, mais cela ne signifie pas que leurs vues doivent être ignorées à l'heure actuelle. Pour contrôler et équilibrer l'utilisation du veto au Conseil de sécurité, il conviendrait de donner davantage de poids aux résolutions de l'Assemblée générale, qui devraient être effectivement appliquées par les Etats Membres. Quelques dispositions de la Charte sont devenues caduques : par exemple, les Articles relatifs au Conseil de tutelle devraient être remaniés et il conviendrait de supprimer les mentions concernant le terme "Etat ennemi" dans l'Article 53. En outre, la Cour internationale de Justice devrait recevoir une influence accrue et les Etats devraient recourir plus souvent à ses services pour le règlement des différends. Les Etats pourraient avoir davantage confiance dans la Cour si elle disposait d'un pouvoir accru ou si l'on modifiait ses procédures, qui sont extrêmement lentes. Le maintien de la paix et de la sécurité internationales présente une importance primordiale et la notion de paix devrait être élargie de manière à fournir des solutions de caractère universel en harmonie avec les exigences de la communauté internationale. La nouvelle structure de la Charte devrait également tenir compte du remaniement économique nécessaire pour répondre aux besoins économiques du monde.

6. La délégation soudanaise estime que le Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies a une tâche importante à remplir et il appuiera donc la prolongation de son mandat.

7. M. HOLLAI (Hongrie) dit que sa délégation a étudié attentivement le rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (A/10033), ainsi que les observations que les gouvernements ont envoyées au Secrétaire général en application de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale. Les observations du Gouvernement hongrois, qui figurent dans le document A/10113/Add.1, mettent à jour sa position précédente en la matière, telle qu'elle a été formulée à la vingt-septième session¹.

8. Le rapport du Comité *ad hoc* et les délibérations de la Sixième Commission pendant la session en cours ont clairement fait apparaître une divergence d'opinion fondamentale quant à la nécessité de procéder à une révision de la Charte. Tel est l'argument majeur qui milite contre une révision de la Charte et constitue un obstacle insurmontable à sa réalisation. La délégation hongroise a attentivement étudié tous les arguments avancés par différents Etats Membres en faveur d'une révision de la Charte et elle est toujours prête à entendre tout argument motivé par un désir de raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans l'accomplissement des nobles buts consacrés dans la Charte. Mais, en même temps, elle espère sincèrement que l'on écouterait ses propres arguments.

9. La Charte, qui est l'oeuvre de l'homme et reflète les circonstances historiques qui prévalaient à l'époque de son adoption, n'est pas parfaite. Les contradictions dans les relations internationales sont la résultante des facteurs objectifs qui déterminent l'évolution de la situation internationale ou encore parfois la résultante de prises de décisions subjectives par les différents Etats intéressés. Il existe nombre de contradictions dans le cadre des relations interétatiques et des imperfections inévitables dans certains systèmes sociaux et économiques ou dans les politiques intérieures de nombreux pays. On ne saurait espérer éliminer les maux de la vie internationale ni même en limiter les effets d'une manière appréciable en introduisant de nouvelles dispositions dans la Charte ou en supprimant quelques-unes des dispositions existantes. Pendant des siècles, des propositions tendant à l'établissement d'une paix durable dans le monde ont été avancées; mais elles n'ont pas été adoptées faute de l'assentiment des Etats intéressés. Au lieu de concevoir de nouvelles dispositions pour la Charte, les Etats devraient faire tout leur possible, en recourant si besoin à des méthodes radicales et peu orthodoxes, pour réaliser les buts et objectifs déjà énoncés dans la Charte.

10. La capacité de l'Organisation des Nations Unies à s'adapter à des conditions et à des besoins changeants est reconnue par la majorité des Etats Membres. Cette capacité d'adaptation est largement due à l'évolution de la pratique et non pas à une révision formelle de la Charte. La délégation hongroise reconnaît qu'au cours de l'évolution de la pratique et de l'interprétation constante des dispositions de la Charte par différents organismes, il y a eu plusieurs cas où la solution n'a correspondu ni à la lettre ni à l'esprit de la Charte. Toutefois, ce n'est pas la Charte qu'il

¹ Voir A/8746/Add.1.

convient de blâmer en l'occurrence mais bien ceux des Membres de l'Organisation qui ont été responsables de l'adoption de telle ou telle décision. La délégation hongroise est convaincue que malgré les changements survenus dans le monde, la Charte permet incontestablement à l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter de ses nobles tâches. De plus, la Charte est suffisamment souple pour permettre un développement progressif des activités de l'Organisation des Nations Unies. C'est ce dont témoigne l'expansion rapide des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine économique et dans celui de la décolonisation. Il est indéniable que l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a notablement contribué à l'élimination de la domination coloniale.

11. Aucune difficulté particulière n'a surgi parce que certaines dispositions caduques de la Charte sont tombées en désuétude. Ainsi que le représentant du Royaume-Uni l'a très justement fait observer au Comité *ad hoc*, le fait même de tomber en désuétude produit ses effets propres sur le plan constitutionnel (*ibid.*, p. 86). Toute tentative d'enlever de la Charte ces dispositions tombées en désuétude pourrait se révéler dangereuse en déclenchant une éventuelle réaction en chaîne d'autres amendements importants.

12. La délégation hongroise a été heureuse d'assister au cours des dernières années à l'instauration de la politique de détente et aux efforts sincères de divers groupes d'Etats de promouvoir des relations et une coopération amicales. Toutefois, la détente et la coopération ne sont pas irréversibles et si certaines des vieilles contradictions sont sur le point de disparaître, de nouvelles sont apparues. En 1945, l'impulsion majeure derrière la création de l'Organisation des Nations Unies était l'unanimité des grandes puissances; en 1975 cette unanimité n'existe plus. En raison des circonstances exceptionnelles de la seconde guerre mondiale, les autres Membres originaires de l'Organisation des Nations Unies ont été contraints de faire preuve d'une retenue remarquable en énonçant leurs positions nationales respectives, mais cette retenue a maintenant fait place à une vigoureuse affirmation des intérêts nationaux et à une prolifération de différentes propositions qui sont parfois diamétralement opposées les unes aux autres. En conséquence, la délégation hongroise estime que le moment n'est pas encore venu d'entreprendre une révision générale de la Charte.

13. Ceux qui s'opposent à la révision de la Charte sont souvent accusés d'adopter une position prétendument "conservatrice", consistant à défendre le *statu quo* d'une époque soi-disant révolue. Il serait erroné de voir dans la délégation hongroise ainsi que dans les nombreuses autres délégations qui défendent des vues similaires des adeptes du conservatisme et du *statu quo*. La vérité est toute autre. La délégation hongroise voudrait que l'Organisation des Nations Unies devienne un instrument plus efficace pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Organisation pourrait jouer un rôle important dans l'élaboration d'un système universel de sécurité collective étroitement interdépendant et interagissant avec des organisations régionales ainsi que dans le développement des relations bilatérales et de la coopération entre les Etats dans les domaines politique, économique et social. La délégation hongroise défend aussi le principe de l'unanimité des

membres permanents du Conseil de sécurité, sur lesquels repose la responsabilité principale de maintenir la paix mondiale et d'éviter la guerre thermonucléaire. Il importe au plus haut point que des progrès soient accomplis dans le domaine du désarmement. L'Organisation des Nations Unies, avec d'autres instances bilatérales et multilatérales, a un rôle à jouer à cet égard. Les foyers traditionnels de tension internationale comme les foyers nouveaux doivent être supprimés et le cadre actuel de la Charte fournit d'amples possibilités pour permettre à l'Organisation des Nations Unies d'affirmer son rôle dans ce domaine. Dans le cadre des dispositions actuelles de la Charte, l'Organisation des Nations Unies pourrait et devrait contribuer plus efficacement aux progrès économiques des pays en développement, ainsi qu'à l'établissement de relations économiques internationales sur des bases nouvelles et plus équitables. Le colonialisme, le racisme, l'*apartheid* et toutes les autres formes de discrimination raciale doivent être définitivement et complètement éliminées. La délégation hongroise est favorable à une action visant à rationaliser l'Organisation des Nations Unies, à moderniser ses méthodes et à lutter contre l'inefficacité bureaucratique. Les propositions telles que celles qui figurent dans le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies² devraient faire l'objet d'une étude attentive. Enfin, et surtout, le développement progressif et la codification du droit international auront des incidences considérables sur les relations interétatiques et sur les activités de l'Organisation des Nations Unies.

14. Comme le Gouvernement hongrois l'a dit au paragraphe 6 de sa réponse au Secrétaire général, il est fermement convaincu que l'attention de l'Organisation des Nations Unies ne devrait pas se concentrer sur une révision de la Charte, mais sur l'élimination des foyers actuels de tension internationale, sur la promotion de la politique de détente et sur les efforts à faire pour rendre cette détente irréversible. La Hongrie a foi dans les dispositions de la Charte et elle est convaincue que des efforts visant à la réviser ne feraient qu'affaiblir le rôle que l'Organisation joue dans le maintien de la paix et de la sécurité.

15. M. SANDERS (Guyane) fait observer que la question de la nécessité de réviser la Charte ne fait pas partie du mandat du Comité *ad hoc*. En créant le Comité *ad hoc*, l'Assemblée générale a déjà répondu par l'affirmative à cette question dans sa résolution 3349 (XXIX) et elle a assigné certaines tâches au Comité *ad hoc*, aux paragraphes 1 et 5 du dispositif de cette résolution. La première session du Comité *ad hoc* a été consacrée à un échange de vues général et le Comité n'a finalement pas été en mesure de s'acquitter de son mandat. Les raisons de cet échec sont nombreuses : le mois d'août n'est peut-être pas le meilleur pour tenir des séances, les délibérations se sont déroulées dans une atmosphère générale de confrontation et de soupçons, et les représentants se sont montrés extrêmement prudents et incertains quant à la façon de procéder à ce stade initial. La discussion générale a été consacrée pour une trop grande part à un examen inopportun du point de savoir s'il fallait réviser la Charte, bien que l'Assemblée générale ait déjà tranché cette question par l'affirmative.

16. De l'avis de la délégation guyanaise, il est beaucoup trop tôt pour juger du succès ou de l'échec du Comité *ad*

² A/AC.62/9.

hoc. Bien d'autres comités qui ont eu des débuts difficiles sont finalement parvenus avec de la patience et de la bonne volonté à des solutions généralement acceptables même dans le cas de problèmes sur lesquels les positions initiales semblaient tout à fait inconciliables. La délégation guyanaise demande instamment que la Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale de renouveler le mandat du Comité *ad hoc* afin qu'il puisse se réunir pendant encore une session au moins.

17. Il importe que le Comité *ad hoc* trouve une issue à l'impasse et à la confrontation. Il pourrait, par exemple, consacrer ses efforts initiaux à des questions ne prêtant pas à controverse, telles que les propositions et les suggestions visant à accroître l'efficacité du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies sans qu'il soit nécessaire de modifier la Charte. On pourrait trouver des suggestions de ce genre dans les observations écrites des Etats, dans les déclarations prononcées au cours de la discussion générale et dans la lettre récemment soumise par la Roumanie (A/C.6/437).

18. Quant aux recommandations et aux directives éventuelles concernant les méthodes de travail du Comité *ad hoc*, M. Sanders trouve du mérite aux suggestions du Mexique contenues dans l'annexe II du rapport du Comité *ad hoc*. Lors de la séance précédente, le représentant de Madagascar a suggéré encore une autre méthode de travail, à savoir que le Comité *ad hoc* réexamine la Charte article par article, sans procéder à aucune révision.

19. La délégation guyanaise ne partage pas les craintes des délégations qui estiment qu'une révision de la Charte serait peu souhaitable et dangereuse. M. Sanders ne croit pas que la majorité des Membres de l'Organisation, c'est-à-dire les petits Etats, voudront "couper la branche sur laquelle ils sont assis". Sa délégation appuiera toute résolution recommandant que le Comité *ad hoc* se réunisse à nouveau, en temps utile, pour au moins une autre session et que son mandat soit élargi de façon à englober une étude des propositions visant à raffermir le rôle et les fonctions de l'Organisation des Nations Unies. Elle ne s'opposera pas non plus à un accroissement du nombre des membres du Comité *ad hoc*.

20. M. PHUMAPHI (Botswana) estime que la question controversée de la révision de la Charte est fort délicate et qu'il faut la traiter avec la plus grande prudence. A la lecture des dispositions de la Charte elle-même, on peut cependant trouver une réponse et établir l'intention des fondateurs de l'Organisation. La délégation du Botswana est d'avis que lorsque la Charte a été élaborée, on s'attendait qu'il soit nécessaire, un jour, de modifier ses dispositions, ainsi que le confirment les Articles 108 et 109. Il ne faudrait pas réviser la Charte pour le plaisir de le faire, mais en raison de circonstances militant en faveur d'une modification. La délégation du Botswana estime que certaines considérations, qui étaient valables en 1945 et qui expliquent la forme initiale de la Charte, n'ont maintenant plus cours. C'est ainsi, par exemple, que certains Etats Membres ont été désignés comme membres permanents du Conseil de sécurité et ont reçu un droit de veto à cause de leur contribution à la victoire dans la seconde guerre mondiale; ce critère était approprié à l'époque, mais il faudrait maintenant recourir à une formule plus adéquate et

qui reflète mieux les réalités actuelles et les aspirations de la communauté mondiale. Les membres permanents du Conseil de sécurité se sont polarisés en blocs de puissance qui ne se mettent d'accord qu'en de très rares occasions. Leur droit de veto a été abusivement utilisé pour entraver la réalisation des objectifs mêmes que l'Organisation des Nations Unies s'était fixés, comme la paix internationale. Les pays non alignés redoutent que l'Organisation des Nations Unies ne dégénère en une tribune où s'affronteraient ces blocs de puissance cependant que la paix internationale serait violée.

21. Les craintes de ceux qui s'opposent à la révision de la Charte sont sans fondement et reflètent en grande partie une peur de l'inconnu. Ceux qui préconisent la révision de la Charte ne le font pas parce que cet instrument se serait révélé complètement inutile. Sous sa forme actuelle, la Charte a permis d'importantes réalisations. Si l'on préconise de la réviser, c'est pour tout au moins identifier les défauts qui empêchent de réaliser au maximum les objectifs de la Charte. Tout le monde reconnaît que la Charte n'est pas parfaite, mais quelques Etats refusent de coopérer avec ceux qui voudraient l'améliorer, apparemment parce qu'ils craignent que l'élimination des imperfections de la Charte pourrait réduire leurs pouvoirs et les mettre sur un pied d'égalité avec les autres Membres de l'Organisation. Ce manque de coopération est un exemple du refus de coopérer ou de faire des concessions auquel de nombreux représentants ont fait allusion et qui constitue une des nombreuses raisons pour lesquelles la Charte devrait être révisée. Il ne faut pas oublier que si la révision de la Charte constituait un progrès important vers le raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies, les Etats Membres devraient continuer, bien entendu, à se conformer à ses dispositions.

22. M. RASSOLKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que sa délégation rejette catégoriquement toute tentative de réviser la Charte, sous quelque prétexte que ce soit, et il affirme, comme son gouvernement l'a déclaré dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général (voir A/10108), que ce n'est qu'en se conformant aux principes et aux buts de la Charte que l'on peut atteindre les nobles objectifs de l'Organisation des Nations Unies et renforcer la paix et la sécurité. La question de la révision de la Charte a précédemment fait l'objet de deux rapports détaillés³; le rapport à l'examen du Comité *ad hoc* reflète de nouveau une divergence de vues fondamentale quant à la nécessité de procéder à une révision de la Charte, et, de ce fait, le Comité *ad hoc* n'a pas été en mesure de faire oeuvre utile. Dans les observations écrites qu'ils ont présentées à ce sujet, la plupart des Etats ont exprimé une opposition ou une incertitude à propos de la question de la révision. L'absence d'un désir général des Etats de réviser la Charte a privé le Comité *ad hoc* d'une base pour entreprendre des mesures dans ce sens et confirmé que la création du Comité avait été une décision hâtive et inconsidérée, contraire aux intérêts de l'Organisation des Nations Unies.

23. Quelques membres du Comité *ad hoc* ont essayé de créer un climat artificiel d'urgence, cherchant ainsi à orienter le Comité vers des domaines outrepassant sa compétence. Le représentant de la RSS de Biélorussie se

³ A/AC.175/L.2 et A/AC.175/L.3 et Corr.1 et Add.1.

félicite de la déclaration faite par le représentant de l'Italie devant le Comité *ad hoc* (voir A/10033, p. 55), dans laquelle il a mis les membres du Comité en garde contre des mesures hâtives et inconsidérées. Il ne faut pas oublier que le fait que quelques Etats aient présenté des propositions tendant à réviser la Charte ne constitue pas en soi une preuve de la nécessité d'une telle révision.

24. Quelques représentants favorables à la révision ont invoqué le temps qui s'est écoulé depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies, le fait que la Charte n'a pas été révisée durant cette période de 30 ans et l'accroissement du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies. Ces représentants devraient se rappeler que les changements intervenus dans le monde au cours des 30 dernières années se sont produits sous l'égide de la Charte, ce qui confirme sa viabilité et son efficacité. L'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies prouve la valeur de la Charte, à laquelle tous les Membres ont déclaré adhérer au moment de leur admission. Il est inexact que les intérêts des pays en développement ne soient pas suffisamment représentés dans la structure actuelle de l'Organisation des Nations Unies; en effet, ces pays sont membres de tous les organes principaux de l'Organisation et jouent un rôle important dans son processus de prise de décisions. C'est avec la participation active des pays en développement et des pays socialistes que l'Organisation des Nations Unies a pris un nombre important de décisions utiles au cours des dernières années.

25. Quelques partisans de la révision de la Charte ont élevé des objections à l'encontre du principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité. La délégation biélorussienne estime que ce principe est un instrument essentiel pour le maintien de la paix et de la sécurité et pour l'adoption de décisions, de commun accord entre les Etats Membres, concernant les principaux problèmes du monde contemporain. Il faut bien se rendre compte que, dans la situation actuelle caractérisée par la coexistence de deux systèmes sociaux différents, l'Organisation des Nations Unies est inconcevable sans ce principe alors que, à maintes reprises, le principe de l'unanimité a permis à l'Organisation des Nations Unies d'éviter de prendre des décisions hâtives qui auraient pu avoir de graves conséquences pour la cause de la paix. Ce principe est à la base de l'Organisation tout entière et il évite que le Conseil de sécurité ne puisse être utilisé pour servir les intérêts étroits de tels ou tels gouvernements ou groupes de gouvernements ou à des fins de désunion et de non-coopération. A de nombreuses reprises, l'Union soviétique, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, a exercé son droit de veto dans l'intérêt de peuples luttant pour leur liberté et leur indépendance nationale, au profit de mouvements de libération nationale et pour défendre les intérêts et droits légitimes de petits Etats. La révision de ce principe détruirait l'Organisation.

26. La RSS de Biélorussie, comme tous les pays socialistes, a toujours souhaité améliorer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies; M. Rassolko tient cependant à appeler l'attention sur le danger que présentent des propositions qui ont prétendument pour objet d'accroître l'efficacité de l'Organisation et de raffermir son rôle. L'Organisation et la Charte sont très vivaces et jouissent d'une grande autorité, ainsi que le démontre le nombre important de documents

qui ont été adoptés en matière sociale, économique et politique. Dans l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, les Etats signataires ont réaffirmé leur adhésion aux principes et aux buts de la Charte et proclamé leur appui actif à l'Organisation.

27. Dans les circonstances actuelles, à un moment où l'on discerne une nette tendance à la réduction des tensions internationales et où l'Organisation des Nations Unies commence à résoudre avec plus d'efficacité les problèmes prévus dans la Charte, les buts et principes de la Charte devraient être réaffirmés et non pas attaqués, et les Etats devraient se consacrer davantage à exécuter les obligations qui leur incombent en vertu de la Charte. Ce n'est pas la faute de la Charte si certaines décisions utiles prises par l'Organisation des Nations Unies n'ont pas été appliquées. La faute en revient plutôt à quelques Etats Membres, qui n'ont pas exécuté les obligations que leur impose la Charte et qui contreviennent en fait à ses principes et à ses buts.

28. La délégation biélorussienne est très vivement opposée à la révision de la Charte, parce qu'elle est convaincue qu'une révision créerait une grave menace pour l'existence de l'Organisation des Nations Unies; c'est pourquoi elle s'oppose au renouvellement du mandat du Comité *ad hoc*, dont les activités auraient des effets défavorables sur le climat de confiance régnant entre les Etats et entraveraient les activités normales de l'Organisation des Nations Unies.

29. M. DONORABAYE (Tchad) dit qu'en raison des profonds changements qui se sont produits dans la vie du peuple tchadien, son pays n'a pas pu envoyer en temps opportun une réponse conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale. Toutefois, le Tchad adhère à la position de principe sur l'importante question de la révision de la Charte, qui a été exposée par le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Tchad dans la déclaration qu'il a faite à la 2359^e séance plénière de l'Assemblée générale, tenue le 24 septembre 1975.

30. Comme beaucoup d'autres délégations, la délégation tchadienne estime que certaines dispositions désuètes de la Charte devraient être remplacées par de nouvelles dispositions conformes aux réalités de la vie internationale contemporaine. Le but fondamental de l'Organisation des Nations Unies est le maintien de la paix et de la sécurité internationales en vue d'empêcher les horreurs de la guerre et ce domaine ne devrait pas être le monopole exclusif des grandes puissances. C'est à tous les pays, grands ou petits, qu'il appartient de rechercher des solutions aux problèmes internationaux d'intérêt général, qu'ils soient d'ordre économique ou social. C'est à ce prix seulement que l'Organisation des Nations Unies pourra corriger certaines erreurs du passé et devenir un instrument efficace pour le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales, le développement et la coopération entre les Etats. La délégation tchadienne se fera un devoir de faire connaître plus tard ses observations et propositions détaillées au Secrétaire général.

31. Le Comité *ad hoc* a accompli un travail utile malgré les divergences qui se sont fait jour à sa première session. La délégation tchadienne note avec satisfaction l'intérêt que la question de la révision de la Charte a soulevé et elle est

prête à appuyer un projet de résolution qui tendrait à prolonger le mandat du Comité *ad hoc*.

32. M. ANWAR SANI (Indonésie) dit qu'il est hautement significatif que la question du rapport du Comité *ad hoc* soit examinée au cours de la session qui marque le trentième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies; en effet, au cours de ces 30 années, le contexte international dont est issue la Charte a subi des changements fondamentaux. Il convient de mentionner à cet égard l'apparition d'Etats nouvellement indépendants, qui a rendu plus évidente la nécessité de démocratiser davantage le processus de prise de décisions à l'Organisation des Nations Unies sur la base du principe de l'égalité souveraine reconnu dans la Charte; d'importants changements dans le domaine politique; un élargissement toujours plus marqué du fossé entre les riches et les pauvres, et la raréfaction des ressources, qui a créé une plus grande interdépendance dans les relations internationales et accru la nécessité de trouver des solutions à l'échelon mondial. Il convient également de noter que le souci principal de la communauté internationale ne porte plus simplement sur la paix et la sécurité internationales comme à l'époque qui a immédiatement suivi la guerre, mais qu'il s'étend à la justice et au bien-être internationaux.

33. En raison de ces changements, M. Anwar Sani partage l'avis de ceux qui estiment que dans certains domaines la Charte n'est plus en mesure de répondre aux besoins de la communauté internationale. En même temps, la délégation indonésienne reste fidèle aux buts et principes de la Charte, qui ont servi et continueront à servir de base aux relations internationales.

34. Il est satisfaisant de constater qu'à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, l'attitude des Membres à l'égard de la Charte s'est traduite sous forme d'action positive par l'adoption de la résolution 3349 (XXIX). Le fait que cette résolution ait bénéficié de l'appui de la majorité des Etats Membres témoigne de la nécessité de prendre des mesures concrètes en vue d'une révision de la Charte.

35. Toutefois, le Comité *ad hoc* a été créé malgré les vigoureuses objections de quelques Etats Membres, motivées par des raisons bien connues, et il est regrettable que cette attitude négative ait persisté au cours des travaux du Comité lui-même, ce qui a, d'une certaine manière, porté atteinte à son efficacité. Toutefois le Comité *ad hoc* n'a pas échoué. Il avait reçu un mandat complexe et politiquement controversé et il a dû travailler dans une atmosphère injustifiée de méfiance et de soupçons qui, au départ, a retardé un échange de vues valable, en dépit du fait que beaucoup de Membres favorables à une révision de la Charte avaient pris l'initiative de promouvoir un tel échange. Dans ces conditions, il était peu réaliste de s'attendre que le Comité *ad hoc* puisse terminer ses travaux en une seule brève session et la session précédente devrait donc être considérée comme une première étape utile vers la réalisation du mandat du Comité.

36. Le Comité *ad hoc* a été un forum utile où les Etats membres ont pu présenter des propositions concrètes, comme celles qui figurent à l'annexe I du rapport. La délégation indonésienne a soumis au Comité *ad hoc*, en

termes généraux, quelques propositions visant à limiter l'application du principe de l'unanimité au Conseil de sécurité, à institutionnaliser les opérations de maintien de la paix par interposition et à rendre plus attrayantes les procédures de règlement pacifiques des différends en élargissant les possibilités qu'offre l'Article 33 de la Charte.

37. Il ne faut pas sous-estimer les aspects positifs des travaux du Comité *ad hoc* et le mandat de celui-ci devrait être renouvelé, avec un calendrier plus réaliste qui lui permettrait de poursuivre son oeuvre. Il n'est pas réaliste de s'attendre qu'il termine ses travaux en une ou deux sessions supplémentaires. La première question que le Comité *ad hoc* devrait étudier est la mise au point d'une méthode de travail efficace, de manière à éviter les "dialogues de sourds". Il y aurait avantage à remplacer les arguments peu réalistes sur l'inopportunité d'une révision de la Charte par des discussions franches et utiles portant sur les domaines les moins controversés, en vue d'aboutir à une entente, sinon à un consensus, quant aux moyens de procéder aux améliorations nécessaires. Cela pourrait se faire plus efficacement si le Comité *ad hoc* créait un ou plusieurs groupes de travail. A cet égard, il pourrait être opportun qu'il étudie sérieusement les propositions faites par le Mexique, qui figurent à l'annexe II du rapport. En raison de l'importance de ses travaux et du besoin de continuité, le Comité *ad hoc* devrait préparer pour l'Assemblée générale un autre rapport de fond reflétant les principales tendances de ses discussions.

38. La délégation indonésienne espère que l'entente et la coopération s'établiront sans retard au Comité *ad hoc*. Les efforts sérieux déployés actuellement dans ce sens doivent être reconnus à leur juste valeur et encouragés. M. Anwar Sani tient à rappeler à la Commission que procéder à un nouvel examen de la Charte n'implique pas nécessairement une révision de celle-ci.

39. M. ALVAREZ PIFANO (Venezuela) dit que sa délégation tient à répéter qu'elle s'intéresse pour deux raisons à l'étude des possibilités de modifier la Charte. Premièrement, des changements complexes se sont produits depuis l'adoption de la Charte, notamment le fait que des pays du tiers monde sont devenus des participants importants dans la recherche de la paix et de la sécurité, ainsi que les changements sociaux qui ont incité ces pays à chercher à participer de manière active aux décisions politiques internationales. En raison de ces changements, il a été nécessaire d'adapter des instruments juridiques antérieurs et il faut donc envisager sérieusement la possibilité de réviser la Charte afin qu'elle réponde aux besoins des temps modernes.

40. Deuxièmement, beaucoup de pays estiment que la question d'une révision de la Charte est des plus importantes et souhaitent avoir l'occasion d'exprimer leurs opinions sur ce sujet, soit pour accroître la capacité de l'Organisation des Nations Unies de réaliser ses objectifs, soit pour mettre au point un instrument révisé qui permettrait d'atteindre des objectifs plus ambitieux. L'Organisation des Nations Unies doit faire face à d'importants problèmes de restructuration car ses tâches deviennent toujours plus complexes et exigeront toujours plus de dynamisme et de créativité. Il faut trouver de nouvelles solutions pour régler les conflits et des notions bien définies

pour guider le comportement des Etats, grands et petits, dans des domaines d'intérêt majeur qui dépassent le champ d'action de l'ordre politique interne normal.

41. Toutefois, la révision de la Charte ne doit pas être entreprise comme si cette dernière était un instrument inopérant. Ce serait une grave erreur de sous-estimer tout ce que l'Organisation des Nations Unies a fait en 30 ans pour la paix mondiale et ce ne serait pas une erreur moindre que de demander à l'Organisation plus qu'elle ne peut donner en réalité. La délégation vénézuélienne est donc prête à coopérer à des activités visant à apporter à la Charte des modifications qui amélioreraient le fonctionnement de l'Organisation et bénéficieraient de la plus large acceptation possible.

42. Il y a lieu de procéder, dès que possible, à une restructuration en profondeur du système des Nations Unies en vue de lui assurer une meilleure organisation et de lui faire mieux tenir compte des impératifs de l'heure. En tant que pays du tiers monde, le Venezuela attache une importance particulière aux mécanismes, telle la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui sont susceptibles d'exercer une action efficace en faveur des pays en développement. Toute réforme en la matière devrait viser à renforcer et à perfectionner de tels mécanismes de façon à leur permettre de répondre plus efficacement aux besoins du nouvel ordre économique international. C'est là le seul moyen de réaliser un équilibre adéquat entre toutes les parties intéressées.

43. La délégation vénézuélienne, qui a appuyé la création du Comité *ad hoc*, note avec satisfaction que cet organe a commencé ses travaux en ayant pleinement conscience de l'importance de son mandat. La manière prudente dont il a mené ses débats montre que bien des craintes soulevées par sa création étaient sans fondement. Le Comité n'a aucunement porté atteinte au prestige de l'Organisation des Nations Unies ni jeté le discrédit sur aucune disposition de la Charte. En fait, ses délibérations n'ont pas soulevé plus de controverses politiques que celles que susciterait tout débat sur un autre point aussi important.

44. Le Comité *ad hoc* devrait donc poursuivre sa tâche l'année suivante, au cours d'une session d'une durée appropriée, et poser les lignes directrices de ses travaux. En conséquence, la délégation vénézuélienne appuie la proposition du Mexique (voir A/10033, annexe II) tendant à la création de deux sous-comités, dont l'un examinerait les propositions d'amendement de la Charte et l'autre les propositions visant à accroître le rôle de l'Organisation sans amender la Charte.

45. M. Alvarez Pifano rappelle plusieurs mesures importantes que l'Organisation des Nations Unies a prises dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales et qui constituent la base de la nouvelle structure mondiale souhaitée. La coopération des grands pays est indispensable en la matière, comme l'est le respect absolu de la souveraineté des pays en développement sur leurs ressources naturelles renouvelables et non renouvelables. Les pays du tiers monde sont convaincus que toute mesure qui porterait atteinte au principe de la souveraineté compromettrait la sécurité internationale.

46. M. Alvarez Pifano cite également plusieurs activités entreprises dans la région d'Amérique latine, qui montrent que la sécurité internationale est une idée à laquelle tous les pays sont attachés et qui tendent à garantir les droits de tous. Le Venezuela, qui a toujours lutté pour sa souveraineté et le respect de la souveraineté des autres pays, croit fermement que l'Organisation des Nations Unies a, au cours de ses 30 années d'existence, déployé des efforts très fructueux pour harmoniser les relations internationales dans un monde de plus en plus interdépendant.

47. M. SIMANI (Kenya) dit que sa délégation regrette, en sa qualité de membre du Comité *ad hoc*, que cet organe n'ait pu accomplir aucune de ses tâches en raison de la polarisation des positions. Le Comité peut cependant réussir si l'on fait preuve de bonne volonté et de compréhension, et M. Simani demande donc à la Commission d'examiner sérieusement la nécessité de renouveler le mandat de cet organe.

48. La position de la délégation kényenne à l'égard d'une révision de la Charte a été exposée en détail dans le document lors de la vingt-neuvième session⁴, ainsi que dans la déclaration que le Ministre des affaires étrangères du Kenya a faite à la 2362^e séance plénière de l'Assemblée générale, tenue le 25 septembre 1975. La délégation kényenne estime, pour les raisons données dans cette déclaration, qu'une révision de la Charte n'est pas seulement opportune mais indispensable, et elle rejette catégoriquement l'argument avancé par certains selon lequel la Charte est un document sacro-saint qui a subi avec succès l'épreuve du temps et qui ne saurait être révisé sans compromettre l'existence même de l'Organisation. Cet argument est contredit par le fait que la Charte a déjà fait l'objet d'amendements importants qui n'ont aucunement porté atteinte au fonctionnement normal de l'Organisation, à savoir l'élargissement de la composition du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social.

49. Même si la Charte était un instrument parfait au moment où elle a été rédigée, elle ne saurait, compte tenu de la transformation radicale de la scène internationale, demeurer immuable tout en répondant aux intérêts des Etats Membres. Les fondateurs de l'Organisation l'ont bien pressenti en prévoyant, dans l'Article 109, un mécanisme de révision de la Charte. La délégation kényenne appuie donc sans réserve la création du Comité *ad hoc*. Sans préconiser une révision complète de la Charte, la délégation kényenne est d'avis qu'il convient de revoir les méthodes de travail de l'Organisation, ce que l'on ne peut faire de manière systématique que si cette tâche est confiée à un organe comme le Comité. La délégation kényenne continuera donc d'appuyer celui-ci en espérant que tous les Etats adopteront une attitude réaliste qui permettra de rendre la Charte mieux à même de répondre aux intérêts de la communauté internationale dans son ensemble.

50. Comme tout amendement de la Charte requiert l'approbation de la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée générale et celle de tous les membres permanents du Conseil de sécurité, les craintes selon lesquelles une révision de la Charte permettrait à une majorité d'imposer sa volonté à une minorité, compromettant ainsi

⁴ Voir A/9739.

les intérêts vitaux de certains pays, ont été grossièrement exagérées. On peut tout aussi bien avancer des arguments exactement contraires.

51. La délégation kényenne appuie tous les efforts visant à faciliter la tâche du Comité *ad hoc*, et elle estime que le mandat de cet organe devrait être renouvelé. La délégation kényenne a noté avec intérêt les propositions et suggestions qui ont été faites au sujet du point 29 de l'ordre du jour et qui devraient avoir pour effet de faciliter les travaux du Comité. Dans la mesure où elles relèvent du mandat du Comité, la délégation kényenne est d'avis qu'il conviendrait de les renvoyer au Comité pour examen. La délégation kényenne ne s'oppose pas à la possibilité d'élargir la composition du Comité *ad hoc* en y accueillant un petit nombre d'Etats, dont la Roumanie.

52. M. BENITEZ (Uruguay) dit que sa délégation attache une importance particulière au point 113 de l'ordre du jour. En tant que pays épris de paix, l'Uruguay a suivi de très près les progrès réalisés dans le domaine du droit international, sachant que seul le respect des normes et des principes du droit international peut garantir la paix et la sécurité. Bien que ne faisant pas partie du Comité *ad hoc*, l'Uruguay a également suivi de près les travaux de cet organe et il a parrainé les résolutions sur la question en cours d'examen.

53. La Charte est l'oeuvre de l'homme et ne saurait donc être parfaite. C'est pourquoi, les rédacteurs de cet instrument ont inclus le Chapitre XVIII, qui prévoit expressément un mécanisme d'amendement.

54. Ceux qui s'opposent systématiquement à toute révision se réfèrent souvent à un accord politique qui aurait été consacré dans la Charte et dont ils craignent qu'il ne puisse être touché sans compromettre l'équilibre qui a été

réalisé dans cet instrument. Il importe certes de préserver l'accord politique, mais le fond de cet accord concerne les buts et principes de la Charte et non pas la structure institutionnelle et les organes créés par la Charte. Comme l'a dit M. Eduardo Jiménez de Aréchaga, le juriste uruguayen qui fait actuellement partie de la Cour internationale de Justice, la Charte, comme les constitutions des Etats, comprend une partie dogmatique et une partie organique, la première visant les buts et principes fondamentaux et la seconde concernant les organes servant à la réalisation de ces buts. C'est la partie dogmatique de la Charte, énonçant les buts et principes fondamentaux, qui a fait l'objet d'un véritable accord politique, et il y a lieu de maintenir ces buts et principes. Cependant, aucun accord politique immuable ne régit la partie organique de la Charte. De grands changements sont survenus au cours des 30 dernières années et des amendements à la partie organique de la Charte pourraient permettre à l'Organisation de s'acquitter de ses fonctions de manière plus efficace. En particulier, les références de la Charte à des conditions historiques qui n'existent plus n'ont plus de raison d'être. Les réalités du monde contemporain ne sauraient être ignorées, et si on ne les inclut pas dans les mécanismes de l'Organisation, ou si on n'essaie pas sérieusement de les y inclure, l'Organisation sera dépassée. Ainsi que le Ministre des affaires extérieures de l'Uruguay l'a fait observer dans la déclaration qu'il a faite à la 2360^e séance plénière de l'Assemblée générale, tenue le 24 septembre 1975, des réformes institutionnelles sont indispensables en vue de coordonner les efforts en faveur des pays les plus pauvres. C'est dans cet esprit que la délégation uruguayenne se propose de parrainer les projets de résolution tendant à proroger le mandat du Comité *ad hoc* pour que cet organe puisse poursuivre sa tâche si importante.

La séance est levée à 13 heures.

1571^e séance

Vendredi 21 novembre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1571

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. M. MAKEKA (Lesotho) dit que sa délégation n'arrive pas à comprendre le raisonnement de ceux qui s'opposent à

une révision de la Charte. L'Assemblée générale est saisie de cette question depuis des années et la délégation du Lesotho a voté en faveur de la résolution 3349 (XXIX) dans l'idée que le débat de procédure à ce sujet était clos. Il est extrêmement regrettable que le Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies n'ait pu dépasser le stade du débat de procédure et qu'il existe encore des divergences d'opinions fondamentales quant à la nécessité de procéder à une révision de la Charte. Le Gouvernement du Lesotho est partisan de la révision parce qu'il considère que c'est la méthode la plus appropriée pour renforcer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble et pour réaffirmer la confiance dans la Charte.

2. Si le Gouvernement du Lesotho n'a pas encore répondu à la demande du Secrétaire général l'invitant, conformément à la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée

générale, à soumettre ses observations sur la question de la révision de la Charte, c'est que le problème est extrêmement complexe et délicat et nécessite un examen plus approfondi. Le Gouvernement du Lesotho étudie la question à l'heure actuelle en vue de présenter des observations concrètes à ce sujet.

3. Lorsque l'on passe en revue les observations formulées par d'autres gouvernements, il est intéressant de constater que la plupart de ceux qui s'opposent à la révision sont des Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. Ils ne semblent pas se rendre compte que la révision proposée n'aboutirait pas nécessairement à des modifications de la Charte. A la Conférence de San Francisco, les Membres fondateurs de l'Organisation avaient accepté l'idée d'une révision de la Charte et y avaient inclus à cet effet l'Article 109. La création du Comité *ad hoc* n'est en réalité qu'un pas de plus dans la mise en oeuvre de cet article. Les travaux de ce comité n'ont rien d'irréversible ni de contraignant pour quelque pays que ce soit; son mandat consiste simplement à présenter un rapport.

4. L'objet de la révision n'est pas de susciter un conflit ou une confrontation entre les Membres de l'Organisation des Nations Unies. Il n'en reste pas moins que celle-ci a subi de profondes transformations, particulièrement au cours des 15 dernières années. La grande majorité des Membres actuels n'ont pas participé à l'élaboration de la Charte.

5. Sans sous-estimer les contributions importantes que l'Organisation des Nations Unies a apportées en vue de maintenir la paix internationale et promouvoir le processus de la décolonisation, il ne faut pas oublier que la détente est un jeu dont le monde en développement a été exclu. Les petits pays comptent sur la Charte pour sauvegarder leur indépendance nationale, leur intégrité territoriale et leur sécurité, qui sont constamment menacées et bafouées. Chypre en est un exemple et la tragédie sanglante qui se déroule en Angola en est un autre. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, une minorité d'Européens ont soumis et continuent de soumettre des Africains noirs aux formes les plus inhumaines de discrimination raciale et d'esclavage dans leurs propres pays.

6. On a dit que l'inefficacité de l'Organisation des Nations Unies à régler des conflits localisés était due à l'absence de volonté politique de la part d'Etats Membres qui ne se conforment pas strictement à la Charte. Une révision de celle-ci permettrait peut-être de mettre à jour les causes profondes de cette absence de volonté politique. La délégation du Lesotho note avec satisfaction que l'URSS semble avoir formulé à cet égard des suggestions constructives qui pourraient être extrêmement utiles pour le Comité *ad hoc*. D'autres Etats, en particulier le Mexique, ont présenté au Comité *ad hoc* des propositions constructives qui méritent une étude plus approfondie. La délégation du Lesotho appuiera toute résolution tendant à donner au Comité *ad hoc* le temps supplémentaire nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de son mandat.

7. M. Makeka félicite le Rapporteur du Comité *ad hoc* de la façon à la fois claire et concise dont il a présenté le rapport du Comité (A/10033).

8. M. YOKOTA (Japon) félicite le Rapporteur du Comité *ad hoc* de sa présentation claire et bien équilibrée du

rapport, qui rend bien compte, malgré les difficultés de la tâche, des divergences d'opinions au sein du Comité.

9. Comme on le sait, la délégation japonaise juge approprié d'entreprendre une révision de la Charte, premièrement, parce que, en 30 ans, des changements considérables sont intervenus dans la situation internationale ainsi que dans la nature et l'étendue des tâches auxquelles doivent faire face l'Organisation des Nations Unies et les Etats Membres et, deuxièmement, parce que la majorité des Etats Membres considèrent que le moment est venu d'entreprendre une telle révision.

10. Toutefois, si les membres de la Commission continuent à souligner, et, ce faisant, à approfondir les divergences d'opinions fondamentales dont il est fait mention dans le rapport du Comité *ad hoc*, les déceptions se multiplieront et il est certain qu'aucun résultat significatif ne sera atteint pendant l'année en cours, ce qui serait, pour le moins, regrettable. Plutôt que de réexposer leurs positions de principe, les membres du Comité *ad hoc* feraient mieux de s'attaquer directement au problème en cherchant à rapprocher des vues qui semblent être diamétralement opposées sur le sujet de la nécessité de réviser la Charte. M. Yokota espère que la Commission réfléchira sérieusement au préjudice éventuel que l'Organisation des Nations Unies pourrait subir si rien n'était fait dans ce sens.

11. Le fait que, dans le passé, la Commission se soit acquittée avec succès de tâches tout aussi difficiles, telles que l'élaboration de la Définition de l'agression et la rédaction de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, incite la délégation japonaise à espérer que les divergences pourront être surmontées si on les aborde sans idée préconçue et dans un esprit de conciliation. La délégation japonaise est prête à faire de grandes concessions aux adversaires de la révision de la Charte afin d'élaborer une approche mutuellement acceptable, mais s'ils continuent à s'opposer catégoriquement au désir spontané et légitime d'un nombre considérable d'Etats Membres de voir réviser la Charte, il semble qu'il n'y ait d'autre solution que de faire consigner officiellement que les divergences fondamentales sont le fait d'un petit nombre d'Etats Membres qui s'opposent obstinément aux vœux d'une écrasante majorité.

12. L'Assemblée générale continue d'avoir besoin d'une instance spéciale, qu'il s'agisse du Comité *ad hoc* ou de quelque autre instance à convenir, pour s'occuper de la question de la révision de la Charte, car les vues des Etats Membres semblent exiger une étude approfondie avec une concentration raisonnable des efforts. La délégation japonaise n'a pas d'idées préconçues sur le libellé de la mission à confier à cette instance spéciale, mais elle jugerait inconcevable qu'elle n'étudie pas la documentation réunie par le Secrétariat (A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3) conformément au paragraphe 4 de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale.

13. Le Comité *ad hoc*, qui n'a procédé qu'à une discussion générale, a à peine commencé ses travaux et il lui faudra plusieurs années pour les achever. La révision de la Charte, qui est le document fondamental de l'Organisation des

Nations Unies, est une tâche sérieuse qui nécessite le plus grand soin. La délégation japonaise ne partage pas le désir de disposer de conclusions hâtives et ne blâme aucunement le Comité *ad hoc* de n'avoir pas obtenu de résultats en une session si courte.

14. En outre, l'Assemblée générale doit donner au Comité *ad hoc*, ou à tout autre organe qui le remplacerait, toutes les facilités nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche. En particulier, lorsque le Comité abordera un stade avancé de ses travaux, des comptes rendus analytiques seront indispensables pour faciliter les délibérations. D'autre part, de nombreux membres du Comité *ad hoc* ont estimé que le rapport soumis par le Secrétariat conformément au paragraphe 4 de la résolution 3349 (XXIX) n'était pas suffisamment analytique. En raison de la difficulté que présente l'établissement d'un rapport analytique sur une question aussi délicate du point de vue politique, il faut demander d'une façon plus expresse au Secrétaire général d'établir un rapport analytique afin de réduire les difficultés que le Secrétariat rencontrera lors de sa préparation.

15. Selon la délégation japonaise, les deux points de l'ordre du jour à l'examen ne sont pas diamétralement opposés. Il y a, entre eux, des chevauchements considérables dans des domaines tels que le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le règlement pacifique des différends. L'examen du point relatif au raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies ne doit pas se limiter au cadre actuel de la Charte, il pourrait aussi englober la question de la révision de la Charte. Dans ce cas, il faudrait identifier les secteurs d'activité de l'Organisation des Nations Unies qui ont besoin d'être renforcés, décider des mesures correctives à prendre et voir si ces mesures nécessitent ou non une modification de la Charte.

16. Toutefois, les deux points ne se chevauchent pas entièrement. Les deux clauses de la Charte où il est question d' "Etat ennemi", que plusieurs délégations voudraient supprimer comme étant anachroniques, en sont un exemple manifeste. Cet aspect ne peut être étudié dans le cadre du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies. M. Yokota se demande si la déclaration faite par le représentant soviétique à la 1568^e séance signifie que le Japon d'après guerre et les deux Allemagnes ne peuvent plus être considérés comme faisant partie des Etats ennemis dont il est fait mention à l'Article 53 et que, de ce fait, ces clauses ne sauraient s'appliquer ni au Japon ni à l'Allemagne. Si tel est bien le cas, il sera effectivement difficile pour le représentant soviétique de nier la nature anachronique de la clause. Afin de clarifier la situation et de dissiper tout doute qui pourrait subsister quant à la position du Gouvernement japonais sur cette question, la délégation japonaise tient à déclarer que, bien que l'Article 53 de la Charte définisse les Etats ennemis, les événements survenus depuis la seconde guerre mondiale, en particulier l'admission de ces prétendus Etats ennemis à l'Organisation des Nations Unies en tant qu'Etats pacifiques, ont rendu les deux clauses en question anachroniques et, en général, caduques.

17. M. SHAMS (Bahreïn) dit que sa délégation se félicite des efforts qui ont été accomplis pour raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies et pense que la question mérite l'attention de tous les Etats Membres. Appuyant

l'initiative de la Roumanie qui avait demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la vingt-septième session¹, la délégation du Bahreïn a participé aux discussions sur la question et reste attachée aux vues exprimées par son gouvernement dans un mémorandum en date du 17 mai 1974 adressé au Secrétaire général².

18. Comme il est indiqué dans ce mémorandum, l'examen du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies a pour objet de renforcer la paix et les principes du droit international concernant les relations entre les Etats. Il incombe à tous les Etats de remplir leur engagement de respecter les buts et principes de la Charte, et il ne saurait y avoir de progrès si les Etats Membres ne se conforment pas aux décisions de l'Organisation.

19. L'une des caractéristiques marquantes de l'Organisation des Nations Unies est qu'elle met l'accent sur la nécessité, pour les Etats, de rechercher la paix par un dialogue ouvert. L'Organisation a fait un grand pas en avant en élargissant sa composition jusqu'à devenir presque universelle. Quant aux Etats, ils ont obtenu des résultats considérables grâce à une coopération et des contacts étroits au sein de l'Organisation des Nations Unies. Ils ont renforcé le principe du respect de l'indépendance politique et de la souveraineté nationale de tous les Etats; ils ont répudié la menace ou l'emploi de la force; ils ont garanti les droits légitimes de tous les peuples, en particulier le droit de choisir le mode de mise en valeur de leurs ressources naturelles sans ingérence extérieure; ils ont soutenu les efforts déployés pour éliminer l'impérialisme, l'*apartheid* et toutes les formes de discrimination raciale, et encouragé le développement économique des pays en développement et l'instauration de relations internationales fondées sur l'égalité et la coopération. Pendant les trois dernières décennies, l'Organisation des Nations Unies n'a pas seulement préservé la paix et la sécurité internationales en encourageant un dialogue pacifique, mais s'est également révélée être un instrument de développement économique et social. Elle a appuyé des activités visant à la réalisation des objectifs communs des Etats Membres et a joué un rôle efficace en supprimant les causes de tension internationale et en rapprochant les peuples dans de nombreuses régions du monde. Tout cela n'a fait qu'accroître sa signification politique et en a fait une organisation active d'une importance cruciale.

20. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies a également gagné en efficacité grâce à l'attachement des Etats à ses buts et principes, à leur foi dans les relations diplomatiques comme moyen de régler de façon pacifique les différends internationaux, à leur refus de recourir à la force où que ce soit dans le monde et à leur opposition à l'intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats. L'Organisation des Nations Unies a également renforcé la coopération économique internationale et la participation aux efforts visant à instaurer un nouvel ordre économique qui réduirait l'écart entre pays en développement et pays développés; elle a soutenu le droit à l'autodétermination de tous les peuples encore soumis à l'impérialisme et à la

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes*, point 24 de l'ordre du jour, document A/8792.

² Voir A/9695.

domination étrangère, elle a appuyé les mouvements de libération et condamné toutes les formes de discrimination raciale.

21. Dans tous ces domaines, la force de l'Organisation des Nations Unies dépend de la coopération de tous les Etats, réalisée d'une manière démocratique et conformément à l'esprit de la Charte. Si l'Organisation des Nations Unies n'a pas pu appliquer ses décisions, c'est parce que certains Etats n'attachent pas d'importance à ces décisions et croient encore en la logique de la force. Il est regrettable que la force prévale encore dans quelques régions du monde, malgré les principes de justice consacrés dans la Charte. Néanmoins, il faudra attacher une importance particulière au rôle de l'Organisation des Nations Unies, puisqu'elle a montré en bien des occasions qu'elle pouvait s'opposer avec succès aux tentatives visant à faire prévaloir la force. Le soutien moral manifesté à l'Organisation des Nations Unies et l'appui donné à ses décisions peuvent contribuer à résoudre les problèmes évoqués par le représentant de Bahreïn.

22. Il importe et il est indispensable que les pays en développement soient forts et unis et participent au succès de l'Organisation. Grâce à la prise de conscience et à la solidarité de ces pays, la coercition pratiquée dans le passé par certaines grandes puissances pour polariser ces pays n'est plus acceptable. D'autres Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent essayer de comprendre les aspirations et les intérêts des pays en développement et en tenir pleinement compte au lieu de lancer des accusations irréalistes et sans fondement. L'Organisation des Nations Unies devra s'adapter à l'évolution politique du monde moderne et les décisions adoptées par une majorité de ses Membres devront être appliquées conformément aux dispositions de la Charte et sans discrimination aucune si l'on ne veut pas que la Charte reste lettre morte. M. Shams pense en particulier aux décisions concernant des menaces à la paix et à la sécurité internationales. L'une des principales conditions préalables à remplir avant de réorganiser l'Organisation des Nations Unies consiste à renforcer l'Organisation et à augmenter l'efficacité de ses décisions.

23. Le Gouvernement bahreïnite a placé une grande confiance dans l'Organisation des Nations Unies, dans l'idée qu'elle est la seule instance capable de comprendre pleinement la situation mondiale. Les négociations se déroulant à l'Organisation des Nations Unies, notamment celles qui ont eu lieu pendant la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, ont révélé un nouvel esprit d'accord et de solidarité qui va se substituer au climat d'affrontement et de récrimination qui régnait autrefois entre pays développés et pays en développement. Si cet état d'esprit persiste, l'Organisation des Nations Unies réalisera ses buts et ses principes.

24. M. GÜNEY (Turquie) dit que la position de sa délégation sur la question de la révision de la Charte est bien connue puisqu'elle a été exposée à plusieurs reprises devant la Sixième Commission. Les observations du Gouvernement turc sur la question sont reproduites dans le document A/10113/Add.1. Tout en comprenant les arguments avancés par les partisans d'une révision de la Charte, la délégation turque pense que l'adoption de la Déclaration relative aux principes du droit international

touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies a rendu superflue à l'heure actuelle une révision générale et formelle de la Charte. Les résultats des travaux du Comité *ad hoc* n'ont pas été encourageants et le Gouvernement turc doute que la situation internationale soit maintenant plus favorable à une révision générale qu'elle ne l'était au moment de l'adoption de la résolution 992 (X) de l'Assemblée générale, en 1955.

25. En tant que membre du Comité *ad hoc*, la Turquie a constaté qu'il existait des divergences d'opinions fondamentales quant à la nécessité de réviser la Charte. Dans ses travaux futurs, le Comité *ad hoc* devrait examiner les propositions qui n'auraient pas pour effet de modifier ou de réviser formellement la Charte. Le Comité *ad hoc* agirait sagement en examinant les moyens de permettre à l'Organisation de mieux réaliser ses buts sans recourir à une révision de la Charte et il faudrait redéfinir son mandat en conséquence. La délégation turque n'a pas d'objection à l'égard de la suggestion roumaine (1563^e séance) tendant à élargir la composition du Comité *ad hoc* tout en conservant les membres actuels, à condition qu'elle soit acceptable à la majorité des membres de la Sixième Commission.

26. La délégation turque est reconnaissante à la délégation roumaine d'avoir demandé l'inscription de la question relative au raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies à l'ordre du jour de la vingt-septième session et des efforts qu'elle a déployés depuis lors pour améliorer le fonctionnement et l'efficacité de l'Assemblée générale dans l'exercice des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte. Le rapport du Secrétaire général sur la question³ contient un certain nombre de suggestions et propositions constructives présentées par des Etats Membres et que les principaux organes des Nations Unies devraient prendre en considération en vue d'améliorer leurs travaux. Il faudrait continuer à étudier les moyens de raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies et d'améliorer son efficacité.

27. M. MUHAMMAD (Inde) fait observer que les deux points à l'examen sont étroitement liés; les délégations qui les ont proposés demandent à l'Assemblée générale de réévaluer le rôle de l'Organisation des Nations Unies et de revoir la Charte compte tenu du contexte modifié des relations internationales. Les pays non alignés ont toujours bien accueilli toutes les initiatives tendant à raffermir l'Organisation des Nations Unies et exprimé leur plein appui aux buts et principes de la Charte.

28. Le Gouvernement indien fait connaître sa position à l'égard d'une révision de la Charte tant à la Sixième Commission qu'au Comité *ad hoc*. Tout en n'étant pas opposée à l'idée même d'une révision de la Charte, la délégation indienne n'est pas convaincue que le moment soit venu d'entreprendre un réexamen et une révision d'ensemble. La Charte n'est certainement pas un instrument parfait, mais on ne peut cependant pas lui imputer les insuffisances et les frustrations d'une communauté mondiale imparfaite. La Charte a fait preuve de souplesse en répondant aux attentes d'un monde en évolution. Plusieurs domaines relevant de la Charte ont été passés en

³ Ibid.

revue et ont fait l'objet de pactes, de déclarations et de définitions, y compris la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies et la Définition de l'agression.

29. L'Organisation des Nations Unies a actuellement à faire face à de nombreux problèmes complexes et difficiles, y compris ceux relatifs à la coopération économique et au développement, les problèmes raciaux et coloniaux en Afrique australe, les menaces à la paix à Chypre et au Moyen-Orient, la protection de l'environnement, la crise de l'énergie, le désarmement, le droit de la mer, l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique et la promotion du commerce international. La lenteur du rythme des progrès enregistrés dans ces domaines et dans des domaines connexes ne saurait manifestement pas être attribuée à des déficiences de la Charte. Les difficultés intrinsèques de ces problèmes sont encore aggravées par la réticence de certains Membres de l'Organisation des Nations Unies à respecter les buts et principes énoncés dans la Charte. Ce n'est pas simplement en modifiant la Charte que l'on arrivera à résoudre ces problèmes. Un réexamen ou une révision de la Charte ne saurait donc être une fin en soi. Il y a lieu de mettre principalement l'accent sur l'utilisation des possibilités latentes de la Charte en vue de renforcer la capacité de l'Organisation des Nations Unies d'atteindre ses buts.

30. La délégation indienne est prête à examiner toute proposition ou amendement destiné à assurer le fonctionnement efficace de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique, social et humanitaire. Pour ce qui est des questions politiques, il convient cependant d'adopter une approche réaliste. Bien que le système du veto soit certainement discriminatoire, il se pourrait qu'en son absence, il n'y eût pas d'Organisation des Nations Unies du tout.

31. Il est manifeste qu'une nette majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies appuie un réexamen de la structure de l'Organisation et une réévaluation de certaines dispositions de la Charte. Il n'y a pas de mal à accéder à cette demande; un examen général des suggestions et propositions pertinentes pourrait mener à une meilleure appréciation des réalités actuelles, de l'importance pratique relative des dispositions de la Charte qui semblent soulever des objections ainsi que du point de savoir s'il est essentiel ou non de modifier les dispositions qui auraient pu devenir caduques.

32. M. SIAGE (République arabe syrienne) dit que son pays, qui a actuellement le grand honneur d'être représenté à la Cour internationale de Justice, continuera d'oeuvrer pour renforcer les principes du droit international afin que la paix et la justice règnent également sur tous les peuples. Les deux points à l'examen sont peut-être les plus importants dont la Sixième Commission ait à discuter, et ils sont étroitement liés puisque le raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies est le résultat logique d'une amélioration de la Charte. M. Siage se propose cependant de les aborder successivement.

33. Des changements radicaux sont survenus dans le monde dans les trente années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale et la victoire sur le fascisme. Il y a

notamment trois fois plus de Membres à l'Organisation des Nations Unies qu'à l'origine et la nature même de l'Organisation a été modifiée par le fait que l'Afrique et l'Asie s'y trouvent représentées. La Charte et le mandat des organes de l'Organisation des Nations Unies doivent refléter cette nouvelle réalité, puisque tout instrument international, pour conserver sa vitalité, doit s'adapter aux circonstances.

34. Il ne s'agit pas de toucher aux buts et principes de la Charte. Tout amendement ou révision doit au contraire avoir pour objectif de renforcer ces buts et principes en vue de faire de l'Organisation des Nations Unies un instrument efficace pour maintenir la paix et faire cesser l'agression. Cet objectif doit pouvoir être atteint par l'imposition de sanctions générales destinées à assurer le respect de la Charte et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

35. Les insuffisances de l'Organisation des Nations Unies résultent de malentendus et d'une interprétation erronée des fonctions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, telles qu'elles sont prévues dans la Charte. Le Conseil de sécurité est un organe exécutif qui a une responsabilité particulière dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité ne saurait détenir l'autorité suprême, ni ses pouvoirs dépasser ceux de l'Assemblée générale, puisque le Conseil de sécurité ne représente qu'environ 10 p. 100 des Membres de l'Organisation. L'autorité suprême au sein de l'Organisation des Nations Unies doit revenir à l'Assemblée générale.

36. Une autre application erronée de l'esprit de la Charte est l'abus par certains grands États du droit de veto. Il est encore possible à un seul État de s'opposer à la volonté presque unanime de tous les autres États Membres. Une révision de la Charte devrait donc porter notamment sur l'élargissement de l'autorité de l'Assemblée générale de façon à lui donner la première place au sein de l'Organisation. Le droit de veto a été créé parce que les puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale avaient une responsabilité particulière dans la solution des problèmes résultant de la guerre. La situation a changé, maintenant que les États qui s'étaient affrontés durant la guerre sont devenus alliés et il n'y a pas de raison de reconnaître à certains États un droit de veto illimité. Il y a donc lieu d'assigner des limites strictes à l'exercice du droit de veto pour en prévenir l'abus en contravention avec l'esprit de la Charte et les buts de l'Organisation, particulièrement en matière d'autodétermination et de prévention de l'agression. A cet égard, il y a lieu de réaliser la pleine égalité des membres permanents, en remplaçant le système actuel par un système qui assure la présence presque continue des États ayant des responsabilités particulières, non pas comme un droit absolu mais sur la base d'un accord entre les groupes géographiques. Les membres permanents du Conseil de sécurité ne sont plus les seules forces ou groupes dans le monde, comme ils l'ont été au moment de la création de l'Organisation, et il faut trouver un moyen d'assurer la présence permanente ou quasi permanente de représentants d'autres groupes ou forces qui sont devenus une réalité incontestable du monde moderne.

37. Il conviendrait également de modifier dans la Charte les dispositions relatives à l'admission de nouveaux Mem-

bres à l'Organisation; celle-ci devrait relever de l'Assemblée générale. Le pouvoir du Conseil de sécurité en la matière devrait dériver de celui de l'Assemblée générale et ne pas lier cette dernière. Les mêmes considérations s'appliquent au Chapitre VII de la Charte; l'Assemblée générale devrait pouvoir imposer des sanctions, et il y aurait lieu de limiter le rôle du Conseil de sécurité à cet égard.

38. Les questions qui viennent d'être évoquées sont très délicates. Il convient d'apporter les changements nécessaires à la Charte d'une manière extrêmement prudente, après avoir réalisé une étude complète et être parvenu à un accord le plus large possible, sans que la nécessité d'un tel accord serve toutefois de prétexte pour entraver la réforme de la Charte.

39. Quant à la question relative au raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies, M. Siage dit qu'un tel raffermissement ne peut être réalisé que grâce à la "majorité légale" de l'Organisation des Nations Unies, étant donné que seule cette majorité peut défendre le droit des peuples à l'autodétermination et condamner le racisme, l'apartheid et le sionisme. Un raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies ne peut se traduire dans les faits que si la "minorité obstinée" renonce à ses efforts pour diviser la majorité légale. Ladite minorité, qui ne trouve plus les traditions parlementaires à son goût, menace de détruire l'Organisation si les décisions de cette dernière ne sont pas conformes à ses désirs. La majorité des années 1950 n'a pas parlé, comme on le fait maintenant, de la "tyrannie de la majorité", alors qu'elle agissait contre la volonté et les intérêts des peuples. La majorité légale n'utilisera sa force que pour appliquer les principes et l'esprit de la Charte en vue de préserver une paix fondée sur la justice, de permettre à tous les peuples du monde de déterminer leur destin et de libérer l'univers du racisme, de l'hégémonie et de l'agression.

40. M. MREMA (République-Unie de Tanzanie) dit que la position de sa délégation sur la question de la révision de la Charte n'a pas changé depuis la session précédente. Les auteurs de la Charte ont prévu aux Articles 108 et 109 des procédures précises d'amendement, mais ces mêmes Etats Membres n'acceptent même pas aujourd'hui que l'on débattenne de l'application de ces dispositions. Les deux fois où la Charte a été modifiée dans le passé, les Membres en question n'ont pas exprimé de telles inquiétudes. La délégation tanzanienne ne comprend pas pourquoi le moment n'est pas venu d'entreprendre un travail sérieux de révision de la Charte. Même si certains Membres avaient l'intention de modifier de façon radicale ses dispositions, ils ne pourraient le faire sans le consentement des membres permanents du Conseil de sécurité.

41. On a dit que le "droit de veto" dont jouissait un pays socialiste n'était pas un privilège mais une nécessité historique. La délégation tanzanienne n'en disconvient pas, mais elle ne voit pas pourquoi ce n'est pas également une nécessité historique que les nouveaux Etats, et donc le tiers monde, disposent du même droit de veto. Il ne serait pas juste de se montrer ingrat envers des Etats qui ont à plusieurs reprises fait usage du pouvoir dont ils disposent en tant que membres permanents du Conseil de sécurité pour soutenir les mouvements de libération et pour défendre la juste cause des peuples en lutte contre la domination

coloniale et raciste. En revanche, il serait paradoxal que ces mêmes Etats, qui ont défendu avec une admirable constance les droits des peuples coloniaux, s'opposent maintenant à ce que l'on aille ne serait-ce que jusqu'à envisager d'étendre les droits de ces peuples.

42. Ceux qui affirment que la Charte a subi avec succès l'épreuve du temps soulignent le fait que le monde a jusqu'à présent été préservé du fléau d'une guerre mondiale; ils oublient néanmoins qu'au cours des 30 dernières années des centaines de milliers de tonnes de bombes ont été déversées sur des êtres humains innocents dans de nombreuses parties du monde.

43. La délégation tanzanienne ne s'imagine pas que tous les problèmes auxquels la communauté internationale doit aujourd'hui faire face ont leur origine dans la Charte, mais elle constate avec regret qu'un certain nombre de pays ont plus d'une fois décidé, afin de satisfaire leurs propres intérêts à court terme, de faire fi de l'obligation qui leur incombe de se conformer strictement aux dispositions de la Charte. Ces violations de la Charte doivent donc faire l'objet d'un examen dont l'on ne saurait s'acquitter avec succès sans se pencher également sur les dispositions de la Charte. La Commission doit ainsi faire face à deux aspects d'un même problème. Si l'on peut proposer à la Commission d'étudier ce premier aspect de la question, qui est le plus délicat des deux, M. Mrema ne voit pas quel inconvénient il y aurait à réviser la Charte elle-même. En effet, contrairement à ce que prétendent certains, une révision de la Charte n'aurait aucunement pour but de l'affaiblir.

44. A l'occasion du renouvellement du mandat du Comité *ad hoc*, il ne faut épargner aucun effort pour permettre un dialogue utile. Les suggestions du représentant de la Roumanie (1563^e séance) tendant à améliorer les activités de l'Organisation des Nations Unies et à renforcer son rôle méritent d'être examinées, sans qu'il faille, toutefois, que le Comité *ad hoc* abandonne ses fonctions importantes. A cet égard, M. Mrema prend note avec satisfaction des remarques formulées par la délégation mexicaine au Comité *ad hoc* (voir A/10033, p. 64). La délégation tanzanienne partage les préoccupations exprimées à la 1565^e séance par le représentant de l'Australie en ce qui concerne la prévention et le règlement des différends internationaux et espère que l'on s'intéressera également aux causes de ces différends.

45. La délégation tanzanienne estime que le mandat du Comité *ad hoc* doit être prorogé jusqu'à ce que l'on soit parvenu à un accord général sur la question de savoir quelles dispositions de la Charte il convient de réviser.

46. M. ABDALLAH (Tunisie) dit que, si l'ONU a été créée, il y a 30 ans, pour être un instrument de paix et de sécurité, elle doit maintenant faire face à de nouveaux problèmes, tels que : l'ordre économique nouveau qui doit se réaliser; le développement économique, social et culturel de l'immense majorité des Etats Membres; la lutte contre la misère, la faim, la maladie et l'ignorance; la coopération internationale dans tous ces domaines et l'établissement de nouveaux rapports entre les Etats. Tout cela exige que l'Organisation s'adapte à ces problèmes nouveaux, d'autant plus que sa capacité de résoudre les conflits se trouve limitée par le fait que la plupart de ses décisions ne peuvent être appliquées.

47. Le nombre de Membres de l'ONU a presque triplé et l'Organisation est devenue universelle. Cet universalisme appelle tout naturellement l'égalité entre tous les Membres de l'Organisation et la démocratisation de son fonctionnement. L'égalité des Etats est affirmée au paragraphe 1 de l'Article 2 et au paragraphe 1 de l'Article 18 de la Charte et elle est respectée dans tous les organes de l'ONU sauf au Conseil de sécurité. Le Conseil dément le principe de l'égalité et faillit souvent à son rôle moteur dans l'Organisation. D'aucuns diront même qu'il est devenu un frein qui en entrave les activités. Le paragraphe 1 de l'Article 23 concernant la composition du Conseil de sécurité est dépassé, car plusieurs Etats, qui ne sont pas membres permanents du Conseil, ont des responsabilités particulières dans leur région et se sentent investis également de la mission délicate de maintenir la paix et la sécurité.

48. Compte tenu du principe de l'égalité affirmé par la Charte, comment peut-on expliquer que des Etats souverains soient soumis à une tutelle exercée par un groupe restreint de pays ? La responsabilité de chaque Etat, fondée sur les principes de la démocratie et de l'égalité, forme la responsabilité collective de tous les Membres de l'Organisation. Nul Etat Membre n'est plus qualifié qu'un autre lorsqu'il participe à la prise de décisions communes découlant de cette responsabilité collective.

49. L'universalisme de l'Organisation devrait être clairement réaffirmé et tout nouvel Etat indépendant devrait faire partie de l'ONU quel que soit le régime qu'il s'est choisi et le système économique qu'il a adopté. Devenir Membre de l'ONU n'est pas un droit, souvent contesté par un ou plusieurs membres permanents du Conseil de sécurité, mais un devoir impérieux pour tout nouvel Etat. L'utilisation du veto pour faire obstacle à l'admission d'un nouveau Membre révèle bien souvent l'intérêt purement égoïste et conjoncturel de l'Etat qui abuse d'un privilège qui lui a été accordé dans l'intérêt général. La procédure d'admission des nouveaux Membres devrait être simplifiée. Il est du devoir des Etats Membres d'aider le nouvel Etat à remplir ses obligations et à devenir Membre de l'ONU aussi rapidement que possible. On pourrait envisager par exemple que la candidature ne soit examinée que par l'Assemblée générale, qui admettrait le nouveau Membre à la majorité des deux tiers.

50. Le problème principal n'est toutefois pas de trouver de nouvelles formules ou d'apporter des correctifs, mais de changer la manière de voir de ceux qui s'opposent à toute révision, même partielle, de la Charte, révélant ainsi leur méconnaissance des dispositions de la Charte elle-même et tournant le dos au progrès et à l'évolution en ignorant les principes auxquels ils avaient eux-mêmes souscrit.

51. M. Abdallah tient à rappeler au représentant qui a récemment exprimé son opposition catégorique à toute modification de la Charte en arguant de son intangibilité qu'il a lui-même souscrit à deux révisions de la Charte il n'y a pas très longtemps. Après tout, un texte doit être adapté à la communauté à laquelle il s'applique. Un autre représentant, défendant un point de vue similaire, a accusé les partisans de la révision de la Charte de vouloir démolir l'édifice que constitue l'ONU, alors qu'au contraire les partisans de la révision veulent consolider l'édifice. Comme toute oeuvre humaine, la Charte est perfectible et doit être

perfectionnée chaque fois que cela est nécessaire; en outre, comme toute constitution, la Charte comporte des dispositions prévoyant sa révision.

52. La délégation tunisienne appuiera toute initiative réfléchie et raisonnée en faveur de la modernisation de la Charte et souhaite le renouvellement du mandat du Comité *ad hoc*, afin que celui-ci puisse entreprendre une étude sérieuse en ce sens.

M. Klafkowski (Pologne), vice-président, prend la présidence.

53. M. HAFIZ (Bangladesh) estime que les divergences de vues sur la question de la révision de la Charte s'expliquent notamment par une confusion entre la notion de révision de la Charte visée à l'Article 109, et la notion d'amendements à la Charte visée à l'Article 108. Deux procédures distinctes sont donc prévues dans la Charte, qui sont en définitive toutes deux soumises au droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité, mais dont le champ d'application respectif n'a pas été défini. De l'avis de la délégation du Bangladesh, ces articles permettent d'apporter des modifications essentielles et fondamentales à la Charte, mais par des méthodes et selon des procédures différentes. Juridiquement parlant, on peut considérer que la Charte est un traité multilatéral qui, conformément à la pratique du droit international, peut être révisé, auquel cas on l'examine dans son ensemble en vue d'y apporter les changements jugés nécessaires, ou qui peut être modifié, auquel cas on apporte un ou plusieurs amendements à ses dispositions. Un amendement laisse intacts les principes fondamentaux du traité tandis qu'une révision peut aller jusqu'à remettre en cause ces principes fondamentaux. Les auteurs de la Charte n'ont posé aucune limite en ce qui concerne la nature des modifications dont celle-ci peut faire l'objet. Pour le représentant du Bangladesh, la différence entre la notion d'amendement et celle de révision n'est pas essentielle; ce n'est qu'une question de phraséologie et non pas une question de fond.

54. La simple étude des observations et vues des Etats Membres en la matière ne constitue pas, en soi, une révision ou un amendement. C'est donc sans raison que d'aucuns ont déclaré craindre que le simple fait que des Etats expriment leur avis sur la question de la révision de la Charte ait des incidences défavorables sur les relations amicales des Etats Membres. Au contraire, si les Etats Membres engagent entre eux des discussions et des consultations menées en toute franchise, ils pourront peut-être calmer bien des inquiétudes et favoriser la compréhension internationale; en outre, une telle méthode est démocratique. On ne saurait dire que la révision de la modification de la Charte est contraire aux buts et principes de la Charte, puisque les auteurs de la Charte ont eux-mêmes prévu de tels changements et ont donné à la Charte une souplesse suffisante pour qu'elle puisse s'adapter aux événements et combler les lacunes éventuelles. D'ailleurs, plusieurs amendements ont déjà été apportés à la Charte et ils n'ont pas mis en péril l'existence de l'Organisation; ils ont plutôt renforcé son rôle et accru son dynamisme et son efficacité.

55. Le privilège ou la prérogative qui a été spécialement accordé aux membres permanents du Conseil de sécurité

n'est pas démocratique. Il ne correspond pas à l'évolution du monde et de l'Organisation depuis 1945 et entrave aussi bien l'essor et le développement de relations internationales amicales que la réalisation des buts et principes de la Charte.

56. La délégation du Bangladesh appuiera toutes propositions d'amendement ou de révision qui apparaîtraient nécessaires pour renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies, pour promouvoir ses activités ou favoriser la réalisation des buts et principes de la Charte. Elle défend l'idée de consultations entre les Etats Membres à cette fin. Les questions qui se posent sont les suivantes : le moment de réviser la Charte ou d'y apporter des amendements est-il bien choisi ou n'est-il pas trop tôt pour le faire ? Quels amendements sont essentiels pour renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies ou favoriser la réalisation de ses buts et principes ? Quelles sont les lacunes de la Charte ? Faut-il abolir le droit de veto et ce droit entrave-t-il vraiment le développement des relations internationales ou fait-il vraiment obstacle au maintien de la paix et de la sécurité internationales ?

57. L'un des défauts de l'Organisation des Nations Unies réside dans l'absence d'un mécanisme de règlement pacifique des différends ou d'exécution des décisions et résolutions de l'Organisation. Il faudrait accroître l'efficacité de la Cour internationale de Justice, pour qu'elle joue un rôle plus actif dans le processus de pacification. La délégation du Bangladesh est fermement attachée aux buts et principes de la Charte et réservera bon accueil à toute initiative visant à raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies et à accroître l'efficacité de la Charte. Toutefois, elle n'est pas favorable à des mesures hâtives et recommande de procéder à une étude progressive des dispositions de la Charte en vue d'y apporter les amendements appropriés. La délégation du Bangladesh estime que la vitalité de l'Organisation des Nations Unies est essentielle pour la vie et la sécurité des petits Etats; en conséquence, elle est disposée à accueillir et à appuyer toute mesure visant à renforcer le rôle de l'Organisation et à la rendre plus efficace. Les petits Etats craignent constamment pour leur existence et ils ne sont pas à l'abri de l'emploi de la force ou de la menace de l'emploi de la force contre leur intégrité territoriale et leur indépendance politique. En outre, la délégation du Bangladesh estime que le sentiment

de participer aux affaires de l'Organisation des Nations Unies serait accentué si tous les Etats Membres, et en particulier les Etats nouvellement indépendants, étaient adéquatement représentés au Secrétariat.

58. M. VANDERPUYE (Ghana) rappelle que les vues de sa délégation sur la question de la révision de la Charte ont déjà été consignées dans le document A/AC.175/L.2 (Deuxième partie). La Commission n'a pas à se demander s'il convient de réviser la Charte; cette question a été tranchée par l'affirmative lorsque l'Assemblée générale a adopté sa résolution 3349 (XXIX), par laquelle elle a créé le Comité *ad hoc* et lui a conféré son mandat. La tâche de la Commission est d'examiner le rapport du Comité *ad hoc* et d'envisager la suite à lui donner; elle doit notamment se demander s'il faut proroger le mandat du Comité *ad hoc* afin de lui permettre de mener à bien ses travaux. De l'avis de la délégation ghanéenne, on ne saurait laisser en suspens des travaux aussi importants qui concernent la Charte, et le mandat du Comité *ad hoc* devrait être renouvelé. Il faudrait peut-être aussi renouveler l'invitation adressée aux gouvernements au paragraphe 2 de la résolution 3349 (XXIX).

59. Le mandat du Comité *ad hoc* ne porte pas seulement sur la révision de la Charte; il comporte l'examen de toutes les autres propositions tendant à rendre plus efficace le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies, qui ne réclameraient pas une modification de la Charte. C'est pour cette raison que la proposition roumaine (A/C.6/437) a été récemment soumise à la Sixième Commission. Etant donné la grande variété de fonctions du Comité *ad hoc*, sa dénomination de "Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies" semble un peu restrictive à la délégation ghanéenne. Cette question est assez importante et devrait être examinée par la Commission. On ne sait pas bien quels seront les rapports entre le Comité *ad hoc* et les autres comités spéciaux qui sont aussi chargés d'examiner certains aspects de la question du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité *ad hoc* pourrait, par exemple, jouer un rôle de coordination à l'égard des autres comités. Pour éviter des chevauchements d'activités, il faudrait peut-être mettre en place un mécanisme de consultations entre ces comités spéciaux.

La séance est levée à 12 h 55.

1572^e séance

Lundi 24 novembre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1572

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. Mlle RANA (Népal) fait observer que, bien que l'Organisation des Nations Unies ait presque atteint à l'universalité et que quelques formes de coopération internationale aient fait leur apparition, peu de progrès ont été accomplis sur la voie du renforcement de l'efficacité de l'Organisation, en tant qu'instrument de maintien de la paix et en tant que centre d'harmonisation des activités des Etats Membres. Cette situation est due au manque de volonté politique des Etats Membres de réaliser les buts et principes énoncés dans la Charte plutôt qu'à un défaut inhérent à la Charte. Néanmoins, la délégation népalaise étudiera toute proposition visant à renforcer le rôle et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies. A cet égard, elle est parfaitement d'accord avec l'idée que l'Organisation des Nations Unies devrait élaborer et adopter un code de conduite universel relatif aux droits et devoirs fondamentaux des Etats. L'Organisation des Nations Unies ne pourra être vraiment efficace que lorsqu'elle pourra apporter une contribution plus grande à l'instauration de nouvelles relations, fondées sur les principes de l'égalité, du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, de la réciprocité, du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, et du respect du droit des peuples de choisir librement la voie qui les conduit au développement économique, social et politique.

2. M. GOBBI (Argentine) rappelle que sa délégation a longuement indiqué sa position sur la question de la révision de la Charte devant le Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (voir A/10033, p. 9). Les divergences de vues entre les partisans de la révision et ceux qui sont favorables au *statu quo* sont compréhensibles et elles sont même essentielles pour que soit maintenu un équilibre au sein de l'Organisation des Nations Unies. Ces divergences ne sont aucunement inconciliables; en fait, les partisans de la révision ne proposent pas de modifications radicales mais souhaitent simplement adapter la Charte aux réalités du monde moderne. Il est caractéristique que la grande majorité des pays favorables à la révision de la Charte sont devenus des Etats souverains grâce aux principes énoncés

dans la Charte, et que ce sont eux qui n'ont pas eu l'occasion de participer à l'élaboration de la Charte.

3. La délégation argentine est d'avis que le Comité *ad hoc* a un rôle essentiel à jouer car c'est au sein d'un organisme spécial qu'il faut étudier les propositions relatives à des réformes particulières, la question du renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies et autres suggestions, comme celle de la délégation australienne (1565^e séance), qui concerne le règlement pacifique des différends. On ne saurait justifier intellectuellement le refus d'examiner ces questions puisque la méthode la moins appropriée de traiter un problème consiste précisément à l'ignorer. Les discussions engagées à la Sixième Commission ont ouvert des voies de communication qui permettront d'éviter de prendre des décisions hâtives et de susciter des désaccords insurmontables. Il est essentiel de faire preuve de prudence pour que l'entreprise soit couronnée de succès. La délégation argentine est convaincue que la Charte ne devrait pas être seulement l'expression des préférences des Etats les plus puissants mais qu'elle devrait aussi traduire les aspirations dominantes de l'ensemble de la société contemporaine.

4. M. JEANNEL (France) demande au Président de transmettre les félicitations du Gouvernement français aux gouvernements des Etats dont les ressortissants ont été récemment élus juges à la Cour internationale de Justice.

5. Comme la position de la France sur les questions à l'examen est bien connue, M. Jeannel entend se borner à quelques observations qui lui paraissent mériter de retenir particulièrement l'attention.

6. En face de l'évolution du monde, la France n'a pas une attitude statique mais elle s'efforce d'adapter son comportement aux problèmes concrets, ce qui ne implique pas des changements du cadre institutionnel. Ce cadre institutionnel présente un précieux équilibre auquel on ne saurait toucher sans danger. Si la Charte a pu remplir ses fonctions d'instrument de la paix et de la sécurité internationales, c'est en raison de sa souplesse. Le représentant de la France se demande comment on peut prétendre que l'Organisation des Nations Unies ne répond pas aux buts et aspirations des nouveaux Membres alors que des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale ont été organisées pour examiner les nouveaux problèmes économiques et sociaux qui les intéressent. D'ailleurs, ces Etats jouent un rôle décisif dans les activités de l'Organisation des Nations Unies; sans leur appui, il serait impossible de faire oeuvre utile.

7. Dans ces conditions, les tendances visant à modifier la Charte préoccupent la délégation française, bien qu'elle ne doute pas que les partisans de ces modifications soient animés d'un désir sincère d'améliorer le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies. En raison des vives

réserve qu'elles inspirent, ces tendances ne peuvent qu'ajouter un sujet de désaccord à ceux que l'Organisation des Nations Unies a pour mission de résoudre. En outre, l'objectif fondamental de l'Organisation des Nations Unies demeure le maintien de la paix, et c'est surtout parce que la Charte a attribué des compétences spéciales en matière de paix et de sécurité à l'organisme obéissant à la règle de l'unanimité des puissances qui assument les plus lourdes responsabilités que des résultats, incomplets mais réels, ont pu être obtenus. Certes, aucune institution n'est parfaite et il faut s'efforcer constamment d'améliorer le fonctionnement des divers organes de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier de l'Assemblée générale, en utilisant les ressources que leur offre la Charte. Il est manifeste que l'efficacité de l'Assemblée générale dépend du soutien que peuvent recueillir ses résolutions. Mieux vaudrait procéder par consensus que de tenter de contraindre les nations par des votes majoritaires. Les projets de résolution devraient alors refléter les préoccupations fondamentales des États intéressés et devraient être élaborés dans un climat d'étroite collaboration et de concession mutuelle.

8. D'une manière générale, le Gouvernement français estime que l'on pourrait renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies en rationalisant les structures de chacun de ses organes principaux et en adaptant leurs règlements intérieurs. A cet égard, on pourrait relancer les suggestions faites en 1971 au cours des débats du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale. On pourrait aussi faire usage des propositions et suggestions formulées par les gouvernements sur la question du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies, en réponse à la demande de l'Assemblée générale. Les États devraient prendre en considération le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies¹, établi conformément à la résolution 3343 (XXIX) de l'Assemblée générale.

9. De telles méthodes ont plus de chances d'accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies que des modifications des textes; en effet, si l'Organisation des Nations Unies n'a pas toujours pleinement réussi dans ses entreprises, ce n'est pas dans l'insuffisance des textes mais dans celle de la volonté politique qu'il faut en chercher la cause.

10. M. RECHETNYAK (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que la position de son gouvernement sur la question de la révision de la Charte, qui est exposée dans le document A/10113/Add.1, repose sur un attachement inébranlable aux buts et principes de la Charte. Profondément convaincue de la nature particulière du rôle et de l'importance de la Charte, ainsi que de sa viabilité dans les relations internationales contemporaines, la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine est persuadée que le seul moyen d'accroître l'efficacité de l'Organisation consiste non pas à réviser la Charte, mais à respecter rigoureusement ses principes et à utiliser au maximum les possibilités qu'elle offre.

11. La question qui se pose à la Sixième Commission est de savoir s'il convient, à l'heure actuelle, de poursuivre l'examen des propositions tendant à une révision ou à une

modification de la Charte et si le maintien en existence du Comité *ad hoc* se justifie. L'importance particulière de la Charte tient au fait qu'en sa qualité d'accord international universel d'une nature particulière, elle a donné un fondement juridique solide au maintien de la paix internationale et au développement des relations internationales contemporaines dans un contexte de coexistence pacifique et de coopération entre des États ayant des systèmes sociaux différents. A une époque de changements politiques, économiques et sociaux profonds la Charte a fait preuve de sa viabilité et de son importance pour le maintien de la paix et de la coopération entre les gouvernements, ainsi que pour le renforcement des principes progressifs fondamentaux des relations internationales et du droit international contemporain. Les principes énoncés dans la Charte ont de plus servi de base à une large gamme d'accords bilatéraux et multilatéraux de coopération internationale au niveau régional, aussi bien dans le cadre de l'Organisation qu'en dehors d'elle.

12. L'importance de la Charte dans les relations internationales contemporaines oblige à étudier avec le plus grand soin les conséquences que pourraient entraîner soit des tentatives délibérées d'altérer ou de réviser la Charte, soit des propositions hâtives tendant à la réexaminer ou à la modifier, dont les auteurs penseraient imprudemment qu'elles seraient susceptibles d'accroître l'efficacité de l'Organisation. En ce qui concerne le rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (A/10033) et le rapport du Secrétaire général sur cette même question (A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3), la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine tient à attirer l'attention des membres de la Commission sur plusieurs points.

13. Premièrement, il est clair que la poursuite des travaux du Comité *ad hoc* n'a objectivement aucun sens. La question de la nécessité de réviser la Charte a profondément divisé les membres du Comité *ad hoc*, et, sur le nombre relativement faible de gouvernements qui ont répondu à l'invitation du Secrétaire général de faire connaître leurs vues — 43 seulement au cours des cinq dernières années —, la majorité n'a pas estimé qu'une révision de la Charte était nécessaire. La plupart des orateurs qui, au cours de la présente session de l'Assemblée générale, ont parlé de la question de la révision de la Charte, ont avant tout insisté sur l'adhésion de leur gouvernement aux buts et principes de la Charte. Une question aussi importante que celle de la révision de la Charte exige qu'une majorité des Membres soit convaincue d'une manière générale de la nécessité d'une telle révision. En l'absence de cette conviction et de cette entente générales, rien ne justifie que le Comité *ad hoc* poursuive ses travaux.

14. Deuxièmement, les gouvernements qui ont exprimé leur appui à une révision de la Charte ont contesté le principe de l'unanimité des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, alléguant que ce principe devrait être adapté aux réalités de la situation actuelle. Ils oublient toutefois que ledit principe est l'un des principes fondamentaux et cruciaux de la Charte. Il existe un lien et une interdépendance très étroits entre les principes et les buts fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies et la mise en oeuvre de ces principes dans les dispositions de la Charte qui établissent le mécanisme de fonctionnement de l'Organisation. Le principe de l'unanimité des cinq membres

¹ E/AC.62/9.

permanents est essentiel à l'établissement du rapport entre les pouvoirs du Conseil de sécurité et ceux de l'Assemblée générale, et il reflète fort bien la situation réelle existante, qui est celle de la coexistence entre des Etats ayant des systèmes économiques et sociaux différents. Conformément à la Charte, le Conseil de sécurité a la responsabilité principale du maintien de la paix internationale et le principe de l'unanimité de ses membres permanents empêche que le Conseil ou l'Organisation des Nations Unies ne soient utilisés à des fins contraires au maintien de la paix. L'affirmation selon laquelle ce principe ne permet pas de prendre en considération les intérêts des pays du tiers monde est sans fondement. Dans la pratique, et conformément aux dispositions de la Charte, ces pays exercent leur propre sorte de "veto collectif". La structure actuelle des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité, permet aux pays en développement de prendre une part importante et active à toutes les activités de l'Organisation et à son processus de prise de décisions.

15. Troisièmement, tous les gouvernements ont reconnu que la Charte offre d'importantes possibilités encore inexploitées et que l'accroissement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dépend, dans une large mesure, de la détermination et de la volonté des Etats de respecter rigoureusement les dispositions de la Charte et d'unir leurs efforts pour atteindre les objectifs de l'Organisation. La seule ligne de conduite correcte et logique consiste donc à renoncer à l'examen de la Charte et à concentrer tous les efforts pour exploiter à fond les grandes possibilités qu'offre la Charte, de manière à accroître l'efficacité de l'Organisation et à raffermir son rôle.

16. Si la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine est opposée aux tentatives de réviser ou de détruire la Charte, elle ne rejette pas les critiques constructives adressées à l'Organisation lorsqu'elles sont motivées par le désir sincère de supprimer des défauts; elle ne conteste pas non plus la nécessité pour les gouvernements d'unir leurs efforts afin de trouver des moyens efficaces d'accroître l'efficacité de l'Organisation. Mais elle ne peut que rejeter toutes les propositions visant à renforcer l'Organisation des Nations Unies qui vont à l'encontre de la Charte ou qui tendent à détruire ou à altérer ses dispositions fondamentales. Dans les circonstances actuelles, c'est seulement en restant dans le cadre de la Charte et en respectant strictement ses dispositions que l'on pourra trouver et mettre en oeuvre des moyens véritables de renforcer le rôle et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies.

17. M. BUSSE (République fédérale d'Allemagne) félicite les délégations du Japon, du Nigéria, de la Pologne et de la République arabe syrienne dont des ressortissants ont été élus juges à la Cour internationale de Justice.

18. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a fait connaître son opinion concernant le raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la déclaration écrite qui a été communiquée au Secrétaire général le 15 juillet 1974² et dans les interventions de sa délégation aux vingt-huitième (2184^e séance plénière) et

vingt-neuvième sessions (2307^e séance plénière) de l'Assemblée générale. Les buts de la Charte — maintenir la paix, assurer le respect des droits de l'homme et favoriser le progrès économique et social — conservent toute leur importance au bout de 30 ans. Les événements qui se sont déroulés au cours des quelques dernières années ont montré l'interdépendance croissante des Etats à tel point que seule une coopération à l'échelle mondiale permettra de résoudre un nombre grandissant de problèmes. L'Organisation ne pourra répondre aux espoirs croissants placés en elle que si l'on s'accorde à l'utiliser en tant que forum de discussion raisonnée et d'instrument pour réaliser un juste équilibre des intérêts. L'un des moyens de raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies consiste à évaluer son efficacité et à examiner son fonctionnement en vue de rationaliser et de simplifier celui-ci. Il faudrait tirer davantage parti, à cet égard, des possibilités qu'offrent la Charte et le règlement intérieur. Il en va de même pour ce qui est des procédures envisagées dans la Charte au sujet du règlement pacifique des différends entre les Etats. En sa qualité d'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, la Cour internationale de Justice a un rôle important à jouer dans ce domaine. Il faudra tenir compte, lorsqu'on préparera le programme de travail à venir du Comité *ad hoc*, des liens qui existent entre le règlement pacifique des différends et le renforcement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies.

19. En ce qui concerne la révision de la Charte des Nations Unies, M. Busse dit qu'il faut continuer à considérer les buts et principes de la Charte comme étant la base de la coexistence pacifique entre les Etats et que les principes fondamentaux de la Charte doivent par conséquent rester intacts. Il faudrait néanmoins examiner le point de savoir comment tenir compte de l'évolution profonde de la conjoncture; on pourrait également, à ce propos, examiner de façon rationnelle les dispositions qui sont devenues caduques. Etant donné la difficulté de la tâche qui l'attend, le Comité *ad hoc* devrait examiner avec le plus grand soin les modifications possibles. Au stade actuel, le mandat du Comité devrait être prolongé d'un an encore et défini plus clairement. Il serait également utile de fournir au Secrétaire général davantage de détails concernant les documents à préparer pour le Comité *ad hoc*.

20. M. JAZIĆ (Yougoslavie) fait observer que l'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies confirme la vitalité de l'Organisation et contribue à la renforcer. En fait, l'Organisation a largement contribué au maintien de la paix dans le monde et à la solution de problèmes internationaux importants, en particulier grâce au développement de la coopération dans des domaines beaucoup plus nombreux que ceux qui présentaient de l'intérêt à l'époque de sa création. S'il est vrai que les efforts de l'Organisation n'ont pas toujours été couronnés de succès et qu'elle s'est souvent trouvée paralysée dans des situations impliquant une agression ou une intervention militaire étrangère, l'Organisation ne peut être que ce qu'en font les Etats Membres. C'est l'attitude des Etats, et non les lacunes de la Charte ou des faiblesses au niveau de l'Organisation, qui détermine de manière décisive le rôle de l'ONU.

21. Un grand nombre de difficultés sont dues au refus de certains Etats Membres d'adopter une attitude conforme

² Voir A/9695.

aux obligations qu'ils ont assumées aux termes de la Charte. Alors que le principe de l'universalité devrait permettre de porter les principaux problèmes internationaux devant l'Organisation des Nations Unies, certains éléments internationaux ont tendance à court-circuiter le mécanisme de l'Organisation et à rechercher des solutions au sein de groupements restreints. Dans le passé, et malgré la volonté de la majorité des Etats Membres, on n'a pas pu imposer de sanctions à des pays qui violaient de façon persistante les décisions de l'Organisation des Nations Unies. Plus récemment, on s'est efforcé de discréditer l'Organisation pour des décisions adoptées à de larges majorités, bien que l'on ne se soit pas opposé précédemment à l'adoption de décisions au scrutin majoritaire.

22. Une autre pratique inacceptable consiste à étiqueter les pays qui participent à telles ou telles décisions et à menacer de ne plus verser de contributions ordinaires ou volontaires. La délégation yougoslave ne saurait accepter des tentatives faites par quelque pays que ce soit pour imposer des normes de comportement à d'autres pays, car tous les pays doivent être libres d'exprimer leurs vues et les décisions doivent être prises d'une manière démocratique. C'est pourquoi la délégation yougoslave ne peut pas accepter que l'on résolve des problèmes sans la participation directe et sur un pied d'égalité des pays intéressés.

23. L'expérience a montré qu'il n'était pas possible d'arrêter le progrès et que l'on pouvait, grâce à des efforts persistants et concertés en faveur d'une juste cause, finir par faire accepter par tous ce qui avait été jugé inacceptable à l'origine. Il ne suffit pas, bien entendu, d'adopter des décisions correctes pour résoudre les problèmes. Il faut donc adopter des décisions communes grâce à un système de consultations, au moment voulu, entre les Etats Membres. Parmi les conditions préalables au bon fonctionnement de l'Organisation figurent une coopération accrue entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité et l'abstention, de la part des membres permanents du Conseil de sécurité, de faire un usage abusif de leur droit de veto. Si un grand nombre d'Etats Membres ont fait observer que le Chapitre VI de la Charte offrait de larges possibilités en matière de règlement pacifique des différends, on ne doit pas invoquer l'application de mesures en vertu du Chapitre VI comme prétexte pour s'opposer à l'application des sanctions et des autres mesures prévues au Chapitre VII. Les efforts entrepris pour raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies sont liés à l'activité de l'Organisation en vue de résoudre des problèmes économiques. A ce propos, il faudrait continuer la pratique de convoquer des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale et étendre ce système à d'autres domaines, comme celui du désarmement.

24. La question de l'examen et de la révision de la Charte dépend de la nécessité plus ou moins impérieuse d'introduire des changements en vue de raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies. Il faudrait étudier toutes les possibilités d'accroître l'efficacité de l'Organisation. Une certaine restructuration du système serait nécessaire en l'occurrence. L'importance de nouveaux domaines de coopération internationale s'est renforcée depuis l'adoption de la Charte; c'est pourquoi il semblerait judicieux de réexaminer périodiquement les conditions et les possibilités de modifier la Charte. De toute manière, une révision de la Charte ne devrait être entreprise que sur la base d'un très large consensus.

25. M. BROMS (Finlande) dit que les vues de son gouvernement sur la question de la révision de la Charte ont été communiquées au Secrétaire général le 26 septembre 1972³. La délégation finlandaise a participé, en outre, à la session de 1975 du Comité *ad hoc* et elle a trouvé que l'échange de vues était intéressant. Aucune délégation n'a insisté en faveur d'une révision générale rapide et révolutionnaire de la Charte et on a souvent souligné qu'il était essentiel d'essayer de parvenir à un consensus sur tous les problèmes. Plusieurs membres du Comité *ad hoc* ont présenté des suggestions concernant des dispositions de la Charte qu'il serait, selon eux, le plus utile de modifier. Il n'a pas été présenté de proposition concernant le texte, ce qui pourrait être interprété comme signifiant que les membres du Comité sont conscients de l'absence d'un consensus au stade actuel. Conformément au mandat du Comité *ad hoc*, on a également émis des suggestions concernant les moyens d'améliorer l'efficacité du fonctionnement de l'Organisation sans devoir pour autant modifier la Charte.

26. En ce qui concerne l'avenir du Comité *ad hoc*, la discussion actuelle témoigne du renforcement de la tendance qui s'est manifestée à la session précédente. Selon la majorité des déclarations, on semblerait favorable à la poursuite des travaux du Comité *ad hoc*. Si l'Assemblée générale décide de renouveler le mandat du Comité *ad hoc*, ce dernier n'aura pas besoin de procéder à une discussion générale aussi étendue que pendant sa première session. On peut espérer également que tous les membres du Comité *ad hoc* seront prêts à s'entendre au sujet d'un programme pour la suite des travaux du Comité et sur les méthodes de travail à adopter. La proposition mexicaine reproduite à l'annexe II du rapport du Comité *ad hoc* préconise la création de deux sous-comités, dont l'un examinerait les propositions visant à renforcer l'Organisation des Nations Unies, qui sembleraient impliquer des modifications de la Charte, et l'autre, des suggestions et des propositions n'impliquant aucune modification de la Charte. La délégation finlandaise n'est pas favorable à ce critère, qui risque de donner une importance trop grande aux propositions qui sembleraient impliquer des modifications de la Charte. Elle pense qu'il serait préférable d'effectuer la répartition des travaux entre les sous-comités par sujets.

27. Mlle DAHLERUP (Danemark) dit que son gouvernement adhère pleinement à la Charte des Nations Unies, qui s'est avérée être un instrument souple et unique pour servir les buts fondamentaux de l'Organisation. La Charte n'est pas parfaite et plusieurs de ses dispositions sont devenues caduques, mais cela n'amointrit pas son utilité quand on y adhère loyalement et quand on l'utilise de façon correcte, équitable et dans un esprit de conciliation. La Charte a prévu des possibilités d'amendements aux termes de l'Article 108 et de révision aux termes de l'Article 109. A la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, la délégation danoise a émis des doutes sérieux sur le point de savoir si le moment était venu de procéder à une révision de la Charte, bien qu'une partie du mandat du Comité *ad hoc* semble très utile et réaliste, en particulier la demande faite au Comité d'examiner des suggestions en vue d'un fonctionnement plus efficace de l'Organisation des Nations Unies qui ne nécessiteraient pas d'amendements à la Charte. Le Gouvernement danois, dans la réponse qu'il a faite le 19

³ Voir A/8749/Add.3.

juillet 1972 à l'invitation à exprimer ses vues et ses propositions en matière de révision de la Charte formulée dans la résolution 2697 (XXV) de l'Assemblée générale, a déclaré qu'il estimait qu'une révision générale ne servirait aucun but utile à l'heure actuelle, étant donné qu'il ne semble y avoir aucun degré substantiel d'accord entre les Etats Membres sur cette question et qu'entamer un processus de révision n'aboutirait donc vraisemblablement pas à renforcer l'Organisation des Nations Unies⁴. Cette opinion a été, malheureusement, confirmée par le rapport du Comité *ad hoc*, qui semble indiquer que l'écart entre les différents points de vue des Membres s'est élargi. Néanmoins, le Comité ne devrait pas abandonner ses efforts pour trouver des moyens de raffermir le rôle de l'Organisation. Il devrait être possible de trouver des domaines où les Membres pourraient dégager des solutions communes de façon pragmatique.

28. La délégation danoise, tout comme la délégation australienne, estime que les méthodes et les mécanismes créés aux fins du règlement pacifique des différends internationaux, tels qu'ils sont décrits dans le rapport du Secrétaire général (A/10289), méritent un examen plus approfondi. Le Comité *ad hoc* pourrait également tirer parti des idées et des suggestions contenues dans le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies.

29. M. VAN BRUSSELEN (Belgique) dit que sa délégation, lorsqu'elle s'est abstenue lors du vote sur la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale, avait de très sérieux doutes tant à l'égard de l'idée d'entreprendre une révision complète de la Charte qu'à l'égard de la création d'un comité à cet effet. Un an plus tard, après avoir assisté personnellement à la presque totalité des séances du Comité *ad hoc*, M. Van Brusselen ne peut que dire que les doutes de la délégation belge se sont très considérablement renforcés. Comme l'a déclaré le Ministre des affaires étrangères de la Belgique, qui a exposé la position de son gouvernement à l'égard de ce problème au cours de la discussion générale à l'Assemblée générale le 25 septembre 1975 (2361^e séance plénière), la délégation belge n'a pas voulu voter contre l'idée d'examiner comment améliorer le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies ou comment, si nécessaire, apporter quelques changements à la Charte. M. Van Brusselen croit que cette position a été correcte, mais les événements ont maintenant prouvé l'impossibilité d'arriver à un accord sur le principe même d'une large révision de la Charte. Le rapport du Comité *ad hoc* montre qu'il existe de si profondes divergences d'opinions et une telle incompréhension que l'on ne peut espérer aboutir à une solution.

30. Le Rapporteur du Comité *ad hoc* dans l'excellente présentation du rapport qu'il a faite à la 1561^e séance, a fort justement appelé l'attention de la Commission sur le paragraphe 9, le seul qui contienne quelque substance et il a, à juste titre, souligné la nécessité d'adopter une résolution dans laquelle les divergences céderaient la place aux efforts de coopération. La délégation belge s'associe entièrement à cet appel parce qu'elle croit qu'une coopération est possible.

31. Bien que la délégation belge ne partage certainement pas toutes les idées exprimées par la Roumanie dans le

document A/C.6/437 et qu'elle ne souscrive pas à toutes les propositions qui y sont formulées, elle partage les soucis de la délégation roumaine, souscrit à la philosophie générale qui sous-tend ce document et accepte l'idée de base selon laquelle il est souhaitable et même nécessaire de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies et d'en améliorer le fonctionnement. D'ailleurs, au cours des années précédentes, la délégation belge a coparrainé des projets de résolution déposés par la Roumanie à ce sujet.

32. L'Organisation des Nations Unies a été créée à la suite d'une période exceptionnelle de l'histoire par une poignée de dirigeants qui poursuivaient des buts bien définis, mais ne songaient pas à créer un gouvernement mondial. Comme l'a souligné le représentant des Pays-Bas (1566^e séance), ces hommes étaient eux aussi divisés quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre leurs buts. Ainsi, la Belgique s'est fortement opposée au droit de veto lors de la Conférence de San Francisco. Cependant, les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies étaient au moins unis à l'égard de leurs buts et le présent débat montre que tel n'est certainement plus le cas pour l'instant.

33. La Charte possède, à l'instar de toutes les constitutions, des avantages et des inconvénients; elle contient des idées qui étaient fort progressistes pour leur époque, mais d'autres idées qui étaient absentes ont entre-temps émergé et sont devenues fort importantes. Depuis 1945, le monde a connu une évolution rapide et d'aucuns semblent considérer que la Charte n'a plus qu'un caractère historique. M. Van Brusselen se demande néanmoins si cette évolution est une raison suffisante pour se défaire d'un instrument qui a si bien servi et qui a encore tant de services à rendre. La Constitution belge n'a pas été modifiée pendant presque 100 ans après sa promulgation initiale en 1830, et il s'agit de la Constitution d'un Etat, et non pas d'une organisation dont le but est de favoriser la compréhension et la coopération entre des Etats souverains et indépendants.

34. Bien que certains orateurs aient tendance à poser comme axiome que, puisque les circonstances ont changé, il faut que la Charte change, il est apparu peu de critiques de fond sur la Charte au cours des débats du Comité *ad hoc* et de la Sixième Commission. De nombreux partisans de la révision de la Charte ont exposé des vues proches de leur idéal de ce que pourrait être la Charte, si seuls quelques pays acceptaient volontairement d'en mettre en application les principes, choisis avec soin. Ces vues tiennent insuffisamment compte de la réalité ou visent sciemment la construction d'une organisation entièrement différente de ce qu'est actuellement l'Organisation des Nations Unies.

35. D'autre part, de nombreux adversaires de la révision de la Charte ont donné parfois l'impression de se contenter, trop aisément peut-être, de ce qui est acquis, sans vouloir regarder vers l'avenir, comme s'ils excluaient la notion que ce que le représentant de l'URSS a appelé l'histoire des Nations Unies puisse être différente de sa préhistoire. Même durant sa préhistoire, la Charte a subi plusieurs modifications dictées par la nécessité. Presque personne n'aurait pu prévoir en 1945 la rapidité avec laquelle s'est déroulé le processus de la décolonisation, le rôle déterminant que l'Organisation des Nations Unies y a joué et le fait que le Conseil de tutelle aurait virtuellement perdu sa raison d'être. Rares sont ceux qui peuvent actuellement prétendre

⁴ A/8746.

que ce sont les insuffisances de la Charte qui ont freiné l'élaboration progressive d'un nouvel ordre économique ou qu'une rédaction différente de certains chapitres de la Charte aurait accéléré ce processus.

36. S'il y a une leçon à tirer du rapport du Comité *ad hoc* et s'il y a une chose au sujet de laquelle tous peuvent être d'accord, c'est que la question à l'examen est d'ordre exclusivement politique. En partant de cette conclusion, on peut accomplir beaucoup de choses si la volonté politique pour le faire existe à tous les niveaux. Le texte même de la Charte deviendrait alors accessoire, étant donné que celle-ci ne serait plus que ce qu'elle doit être : un ensemble de principes et de mécanismes appelés à guider cette volonté politique vers la réalisation de buts acceptés par tous. La Charte ne devrait pas subir une révision complète, car cela ne présente pas d'avantages mais de nombreux dangers. Cela ne veut pas dire que rien, dans le cadre du fonctionnement des Nations Unies, ne doit être changé, mais il est essentiel de se mettre d'accord sur un ordre de priorité. A cet égard, M. Van Brusselen est sceptique au sujet de l'affirmation de certains orateurs selon laquelle le réexamen de la Charte n'équivaudrait pas nécessairement à une modification de celle-ci.

37. Un très grand nombre de délégations qui sont en faveur d'un réaménagement de la Charte ont parlé de la nécessité d'introduire plus d'égalité et plus de démocratie au sein des Nations Unies. Réaliser une plus grande égalité revient à dire qu'il faut soit supprimer le droit de veto, soit l'octroyer à tous les Etats Membres. Le représentant de la Belgique voudrait à cet égard rappeler que, bien que sa délégation ait combattu l'octroi du droit de veto, ce droit ne l'a jamais, depuis 1945, empêchée de jouer aux Nations Unies le rôle qu'elle estimait devoir ou pouvoir jouer. En outre, le droit de veto, qui est peut-être un privilège est plus sûrement un ensemble d'obligations et de lourdes responsabilités que peu seraient prêts à assumer.

38. Aussi souhaitable que puisse paraître la suppression du droit de veto, du moins dans l'absolu, il faut être réaliste. A cet égard, M. Van Brusselen cite un passage d'une déclaration faite au Comité *ad hoc* par le représentant de l'Inde, qui a fait observer que si le droit de veto était aboli, le monde n'en connaîtrait pas pour autant un sort meilleur et que de même, l'extension du droit de veto à d'autres membres n'entraînerait pas nécessairement une amélioration de la situation internationale, car ce n'étaient pas les procédures de vote qui redressaient une situation, mais la volonté de respecter scrupuleusement les dispositions, les principes et les buts de la Charte (voir A/10033, p. 46).

39. Introduire plus de démocratie au sein des Nations Unies veut dire, si le représentant de la Belgique a correctement compris cette idée, essentiellement deux choses : mettre sur un pied d'égalité l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité et conférer aux décisions de l'Assemblée générale un caractère obligatoire. Toutefois, de l'avis de M. Van Brusselen, la réalisation du principe démocratique semble être atteinte à l'Assemblée générale, où chaque Etat dispose d'une voix et où les résolutions sont adoptées à la majorité simple. Dans la plupart des parlements nationaux qui possèdent deux chambres, l'une des deux à des pouvoirs plus étendus que l'autre. Donner aux décisions de l'Assemblée générale un caractère obligatoire reviendrait à

créer une organisation entièrement différente de celle que l'on connaît maintenant et conduirait inévitablement au retrait d'un grand nombre de ses membres actuels, car peu de pays se sentiraient prêts à faire partie d'une organisation qui aurait le caractère d'un gouvernement mondial.

40. Comme les arguments que vient de mentionner le représentant de la Belgique visent un idéal, l'image d'une organisation qui n'aurait plus grand-chose de commun avec l'ONU, ils ne sont pas de nature à aider les Nations Unies à fonctionner de manière plus efficace. Il est dès lors normal qu'ils suscitent des désaccords. En revanche, M. Van Brusselen a été surpris de constater que toutes les délégations présentes à la Sixième Commission sont d'accord sur la nécessité de renforcer le rôle de l'ONU et de rendre son fonctionnement plus efficace. Il y a donc un espoir que c'est sur ce terrain que la majorité des membres de la Commission pourront se rencontrer et conclure un accord sur ce qu'il conviendrait et ce qu'il serait possible d'entreprendre.

41. Un certain nombre de suggestions faites au Comité *ad hoc* mériteraient d'être étudiées plus à fond. A titre d'exemple, le représentant de la Belgique cite la proposition de la Colombie visant à transformer le Conseil de tutelle en un Conseil des droits de l'homme et de la tutelle (*ibid.*, p. 22), les propositions faites par de nombreuses délégations visant à renforcer le rôle de la Cour internationale de Justice, ainsi que les demandes tendant à une révision des procédures de l'Organisation des Nations Unies. On peut également citer le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies.

42. M. Van Brusselen pense, comme les représentants de l'Australie, des Etats-Unis et d'autres pays, qu'il est nécessaire d'étudier de manière approfondie les méthodes et moyens pour la prévention et le règlement pacifique des différends.

43. Certaines de ces suggestions pourraient, le cas échéant, aboutir à des propositions d'amendement de la Charte et, comme ce fut le cas pour l'élargissement du Conseil de sécurité, de telles propositions auraient beaucoup de chances d'être adoptées. Ces suggestions pourraient d'ailleurs toutes aboutir au raffermissement du rôle des Nations Unies et à son meilleur fonctionnement.

44. La délégation belge reste convaincue que la Charte peut encore rendre de très grands services à l'avenir, pourvu que ses articles puissent continuer à faire l'objet d'une interprétation constante et dynamique. Tenter de la soumettre à une large révision serait approfondir les désaccords existants, en créer de nouveaux et, sans doute, courir tout droit à l'échec. Un accord sur les moyens de renforcer le rôle des Nations Unies, accord que M. Van Brusselen croit possible, rendrait service à la fois à l'ONU et à l'ensemble des Etats Membres.

45. M. MANSFIELD (Nouvelle-Zélande) indique que sa délégation, en décidant d'appuyer la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale, avait tenu dûment compte du fait que, en raison des grands changements survenus dans la composition de l'Organisation des Nations Unies et dans les réalités politiques, économiques et sociales auxquelles elle devait faire face, une grande partie des

Membres étaient nettement favorables à l'idée d'examiner la façon dont il serait possible de mettre la Charte à jour. En même temps, elle avait été consciente de ce que les partisans de cette résolution ne cherchaient pas un remaniement complet de la Charte et savaient pertinemment qu'une révision de la Charte constituait une tâche difficile et délicate, qui devait être abordée en faisant preuve de modération et d'un sens des responsabilités sans s'attendre à des résultats rapides et sans recourir à un vote majoritaire ou à d'autres tactiques de pression.

46. En tant que membre du Comité *ad hoc* la Nouvelle-Zélande n'a jamais eu l'illusion que celui-ci serait en mesure, dès sa première session, de s'acquitter de son vaste mandat. Tout le monde, y compris ceux qui étaient le plus fortement engagés en faveur d'une révision de la Charte, est pleinement conscient des limites du possible dans ce domaine. En dehors du fait manifeste que la règle de l'unanimité au Conseil de sécurité s'applique au processus d'amendement de la Charte, on s'accorde largement à reconnaître que pour pouvoir réaliser des progrès, il est nécessaire de faire en sorte que tous les Membres de l'Organisation soient certains qu'aucune mesure précipitée ne sera prise et que personne ne désire déchirer la Charte.

47. Il est donc peu raisonnable de dire que l'absence de résultats concrets à la première session du Comité *ad hoc* est une raison pour refuser de renouveler son mandat. Le Comité *ad hoc* a accompli à peu près tout ce que l'on pouvait légitimement attendre de lui compte tenu des circonstances. L'échange de vues préliminaire qui a eu lieu au Comité a incontestablement été utile, car il a permis de mieux comprendre les positions des délégations et fourni une occasion pour exposer des idées nouvelles et préciser ou développer des idées exprimées précédemment.

48. M. Mansfield rappelle brièvement quelques-unes des vues les plus importantes du Gouvernement néo-zélandais quant au fond de la question, points qui sont exposés plus en détail aux pages 72 à 76 du rapport du Comité *ad hoc*.

49. En ce qui concerne l'appartenance à l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement néo-zélandais estime que la condition exigée au paragraphe 1 de l'Article 4 de la Charte, selon laquelle un Etat doit être "pacifique" pour être admis, est un critère trop subjectif. Il semble ressortir du principe de l'universalité et de l'opinion largement partagée selon laquelle l'appartenance à l'Organisation des Nations Unies devrait avant tout être considérée comme un devoir, que le statut de membre devrait être accordé à toute entité répondant aux critères généralement admis en droit international pour la reconnaissance de la qualité d'Etat. Cela étant, il n'existe pas de raison particulière pour que les demandes d'admission soient soumises à la règle de l'unanimité et il serait préférable qu'elles ne nécessitent qu'un vote à la majorité des deux tiers au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.

50. En second lieu, le Gouvernement néo-zélandais pense qu'il y a matière à certains changements dans les dispositions relatives aux mesures pouvant être prises à l'encontre d'un Etat Membre ayant commis une infraction. Dans ce cas également, le principe d'universalité et la conviction que le fait d'être Membre constitue moins un privilège qu'une obligation montrent combien il est peu souhaitable d'invo-

quer la clause d'exclusion de l'Article 6, et, partant, de dégager un Etat coupable des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte. A l'heure actuelle cependant, la Charte prévoit aux termes de l'Article 5 qu'un Membre peut être suspendu plutôt qu'exclu de l'Organisation uniquement dans le cas où une action coercitive a été entreprise à son encontre par le Conseil de sécurité. Il serait certainement préférable de prévoir un ensemble de sanctions à appliquer en cas de violation de la Charte par un Membre, allant jusqu'à la suspension de l'exercice de certains ou de tous les droits et privilèges inhérents à la qualité de Membre, sans le dégager toutefois des obligations que celle-ci implique. A la différence des décisions concernant l'exclusion, la décision d'appliquer ces sanctions ne semble pas devoir appeler l'application de la règle de l'unanimité, encore qu'une majorité qualifiée serait indiquée, sans doute majorité qui, une fois encore, pourrait être des deux tiers, tant au sein du Conseil de sécurité qu'à l'Assemblée générale.

51. Les autres domaines pour lesquels la Nouvelle-Zélande s'est déclarée disposée à étudier des propositions de modifications, et qui n'impliquent pas tous un amendement de la Charte, sont les opérations de maintien de la paix, le libellé du Chapitre XI de la Charte et des réformes de structure dans le domaine de la coopération économique et sociale. Bien entendu, un certain nombre de dispositions de la Charte sont maintenant dépassées ou ont perdu de leur valeur, comme par exemple les références aux "Etats ennemis" faites à l'Article 53. Il faudrait supprimer celles-ci.

52. La première session du Comité *ad hoc* n'a peut-être pas produit de résultats au sens étroit du terme, mais elle a préparé le terrain pour les travaux à venir. Il est évident qu'il faudrait permettre au Comité de continuer ses travaux, et tel est nettement le vœu de la grande majorité des membres de la Sixième Commission.

53. Néanmoins, ces travaux ne seront constructifs que dans la mesure où deux conditions importantes et connexes seront remplies. Il faut tout d'abord que ceux qui sont opposés à la révision de la Charte modèrent leur opposition aux travaux du Comité *ad hoc*. A cet effet, il semble qu'il faudrait trouver un moyen de modifier ce que le rapport qualifie de "divergences d'opinions fondamentales quant à la nécessité de réviser la Charte". Il faut ensuite que le Comité *ad hoc* adopte les méthodes de travail satisfaisantes. Ces conditions peuvent être remplies dans une certaine mesure si l'on veut bien garder présent à l'esprit le fait qu'aucune délégation n'a encore affirmé que la modification de la Charte est le seul moyen d'améliorer le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies. Par exemple, le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré devant le Comité *ad hoc* en termes parfaitement clairs que le Gouvernement néo-zélandais ne pense pas qu'il soit essentiel de chercher à modifier la Charte là où il est possible d'apporter des réformes ou une amélioration en recourant à des moyens moins compliqués. Il a ajouté que la Nouvelle-Zélande attache autant d'importance à l'alinéa c du paragraphe 1 de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale, par lequel le Comité *ad hoc* est chargé d'examiner des propositions tendant à rendre plus efficace le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies sans qu'il soit besoin de modifier la Charte, qu'à toute autre partie du mandat du Comité (*ibid.*, p. 73 et 76).

54. En revanche, il est parfaitement évident que de nombreuses délégations estiment qu'il est à la fois souhaitable et nécessaire d'examiner les aspects du fonctionnement des Nations Unies et de la Charte qui pourraient conduire à modifier cet instrument. Les délégations qui sont de cet avis sont manifestement avant tout soucieuses d'accroître l'efficacité du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies ou d'en raffermir le rôle, sans toutefois être disposées à accepter qu'une réévaluation critique du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies puisse artificiellement exclure une modification de la Charte. On a, certes, fait ressortir que certaines propositions d'amendement de la Charte, telles celles qui ont trait à la suppression de clauses dépassées ou de clauses qui n'ont plus de raison d'être, n'entrent pas à proprement parler dans le concept de raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies.

55. Le Comité *ad hoc* peut donc s'attendre que ses travaux progresseront plus rapidement dans le domaine des propositions qui n'impliquent pas un amendement de la Charte et il devrait tenir dûment compte de cette possibilité lors de l'organisation de ses travaux. Néanmoins, il ne faudrait pas tenter de laisser de côté ou de différer l'examen des propositions qui impliquent des amendements.

56. La délégation néo-zélandaise nourrit le ferme espoir qu'avec une certaine compréhension des points qu'elle a soulevés, et une certaine bonne volonté de la part de tous, il sera possible d'éviter de s'engager dans la voie de l'affrontement et qu'avec l'aide et le soutien entier du Secrétariat, le Comité *ad hoc* pourra compter que ses sessions futures seront utiles et constructives.

Organisation des travaux

57. Le PRESIDENT déclare qu'étant donné que le Comité est en retard de huit séances sur son calendrier, il demande aux délégations qui souhaitent prendre la parole sur les points de l'ordre du jour concernant les droits de l'homme en période de conflit armé, l'application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international se tiennent prêts à intervenir à tout moment dans le courant de la semaine, pour que l'examen de ces questions soit achevé à la fin de la semaine. Il est extrêmement important de parvenir à ce résultat si la Commission veut terminer son programme de travail en temps voulu, comme elle l'a toujours fait dans le passé. Les points mentionnés seront examinés dans l'ordre indiqué.

58. Le Président déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission décide d'organiser ses travaux de cette manière.

Il en est ainsi décidé.

POINTS 114 ET 70 DE L'ORDRE DU JOUR

Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général (A/10195 et Add.1)

Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé (A/10147)

59. Le PRESIDENT propose que, comme elle l'a fait régulièrement au cours des dernières années, lors de l'examen de la question du respect des droits de l'homme en période de conflit armé, la Commission accède à la demande du Gouvernement suisse, qui joue un rôle important dans ce domaine, et l'autorise à participer au débat sans droit de vote.

60. Le Président déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission l'autorise à prendre les dispositions nécessaires à cette fin.

Il en est ainsi décidé.

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (suite*) [A/10017, A/C.6/L.1016, A/C.6/L.1017, A/C.6/L.1021]

61. Le PRESIDENT annonce que l'Afghanistan et le Gabon se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1021.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10198 et Add.1 à 5, A/C.6/L.1019, A/C.6/L.1022, A/C.6/L.1023]**

62. M. RASHID (Afghanistan) déclare qu'il souhaite rectifier l'amendement de sa délégation (A/C.6/L.1022) au projet de résolution A/C.6/L.1019. Aux termes du troisième amendement, sa délégation avait l'intention non pas de remplacer l'alinéa *a* du paragraphe 1 du projet de résolution, mais d'ajouter un nouvel alinéa *a* au paragraphe 1, les alinéas *a* et *b* actuels devenant de ce fait les alinéas *b* et *c*.

La séance est levée à 13 h 10.

* Reprise des débats de la 1533^e séance.

** Reprise des débats de la 1569^e séance.

1573^e séance

Mardi 25 novembre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1573

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermisssement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. M. BAVAND (Iran) dit que la question du raffermisssement du rôle de l'Organisation des Nations Unies touche à un sujet important auquel l'Assemblée générale devrait porter une attention particulière et soutenue.

2. Le système des Nations Unies, qui a été créé pour promouvoir la sécurité des nations-Etats dans un monde interdépendant, n'a pas toujours réussi à s'acquitter de sa mission. Il conserve néanmoins son pouvoir d'adaptation et une capacité modeste de traiter efficacement des problèmes internationaux actuels.

3. Certains partisans du *statu quo* constitutionnel estiment que l'Organisation des Nations Unies doit être renforcée et modernisée uniquement en améliorant et en développant les mécanismes existants, sans apporter aucune modification à la Charte. Ils ont notamment suggéré une nouvelle interprétation de la Charte par le biais des instruments juridiques et politiques prévus dans la Charte elle-même, une étude plus approfondie des possibilités offertes aux Chapitres VI et VII, une application plus systématique et une institutionnalisation de la jurisprudence qui s'est développée au sein de l'Organisation des Nations Unies et un développement continu du droit international. A l'extrême opposé se situent ceux qui croient que ces mesures s'imposent, certes, mais qu'elles ne sont pas nécessairement suffisantes et qu'elles devraient s'accompagner d'une étude et d'un examen exhaustifs de la Charte en vue de l'adapter aux réalités modernes.

4. Entre ces deux extrêmes, un troisième groupe d'Etats ont une attitude réformiste. Ils ne contestent pas en principe que les vues des partisans de la révision soient juridiquement fondées, mais ils mettent en doute l'opportunité politique d'une méthode aussi radicale. Ils n'écartent pas l'éventualité de modifier certaines dispositions de la Charte, si les circonstances s'y prêtent.

5. L'Organisation des Nations Unies devrait être considérée non pas comme une institution statique — sauf en ce qui concerne ses buts et principes fondamentaux — mais

comme une entité en perpétuelle évolution, non immuable et apte à répondre aux exigences changeantes de la communauté internationale et aux aspirations nouvelles de l'humanité. Le raffermisssement de son rôle dépend essentiellement de la volonté politique de ses membres. L'Organisation elle-même peut néanmoins jouer un rôle important dans la mobilisation de cette volonté, et devra, pour se faire, tenir compte des réalités modernes, notamment de la tendance à la détente et à la participation de tous les pays de la communauté internationale, de l'interdépendance croissante des Etats Membres, du mécontentement militant d'un secteur important de l'humanité qui s'élève contre l'état actuel des relations économiques internationales, de la division entre pays développés et pays en développement — avec l'existence, au sein de chacun de ces deux groupes, de différents niveaux de développement et de différents systèmes sociaux — et du désir de plus en plus affirmé de la communauté internationale de voir gérer et utiliser rationnellement les ressources du fond des mers et de l'espace extra-atmosphérique au profit de l'humanité tout entière.

6. La Charte apparaît, dès le paragraphe 1 de l'Article 1, comme un document orienté vers la sécurité qui réserve une place marginale aux questions économiques. Ce n'est que depuis le milieu du XX^e siècle que l'on a reconnu le rapport entre la prospérité économique internationale et la paix internationale et que l'on a tenté d'instituer un mécanisme propre à promouvoir, selon les termes de l'Article 55, la création de "conditions de stabilité et de bien-être . . . entre les nations". Ce rapport est de plus en plus évident.

7. Lorsque la Charte a été adoptée, on ne pouvait prévoir que se poseraient des problèmes comme ceux des applications économiques et politiques de l'énergie nucléaire, des opérations de maintien de la paix, de l'environnement, des utilisations pacifiques ou militaires du fond des mers et de l'espace extra-atmosphérique et du rôle joué par les sociétés multinationales dans les affaires internationales et c'est ce qui a rendu difficile, sinon impossible, l'application à ces problèmes des dispositions de la Charte. C'est pourquoi, dans certains cas, l'interprétation de la Charte n'a pas fourni les réponses voulues et il semble qu'il faille l'améliorer considérablement. Suggérer de telles améliorations ne doit donc pas être considéré comme hérétique. Du point de vue juridique, les fondateurs de la Charte ont d'ailleurs envisagé cette possibilité et ont expressément prévu que la Charte puisse être modifiée par voie d'amendement ou révisée par une conférence générale. Elle a fait l'objet de certaines modifications visant à adapter la structure des divers organes à l'élargissement de la composition de l'Organisation. Il convient néanmoins de fixer des priorités. La délégation iranienne estime que l'origine de la crise internationale actuelle réside dans l'inadaptation des structures des systèmes économiques internationaux et que les tâches les plus importantes et les plus urgentes consistent à revoir totalement l'ordre existant et à instaurer un nouveau

système de relations économiques internationales fondé sur l'égalité et l'intérêt commun de tous les pays. Un examen exhaustif des Chapitres IX et X de la Charte en vue de leur incorporer les nouveaux principes économiques fondamentaux et d'apporter à la structure du Conseil économique et social les modifications voulues pour qu'il puisse être à la hauteur des nouvelles responsabilités qui lui incombent serait un pas positif dans cette direction et devrait donc être abordé en priorité.

8. La délégation iranienne n'a pas d'idées préconçues sur la voie à suivre pour améliorer la Charte et raffermir l'Organisation des Nations Unies. Elle appuiera sans réserve tout moyen choisi pour parvenir à cette fin, que ce soit par l'intermédiaire du Comité *ad hoc* ou de tout autre organe analogue. Mais il faut reconnaître la nécessité d'une action en ce sens et faire le premier pas.

9. Le travail accompli par le Comité *ad hoc* doit être considéré comme un début. Il est logique, étant donné la complexité et la difficulté de la tâche qui l'attend, que le mandat du Comité soit reconduit.

10. M. BOUCHOUAREB (Algérie) dit que son pays, comme l'a déclaré tout récemment le Chef de la délégation algérienne lors de l'ouverture de la trentième session de l'Assemblée générale, continue d'avoir foi en l'Organisation des Nations Unies. L'oeuvre remarquable que l'ONU a accomplie ne peut être niée ni sous-estimée, et le rôle qu'elle a joué dans le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité a été relativement positif. Elle a, toutefois, des faiblesses, comme en témoigne son impuissance à résoudre des problèmes tels que la question palestinienne, ou d'autres problèmes dont la nature risque à tout moment de remettre en cause l'équilibre précaire imaginé au lendemain de la défaite du nazisme et du fascisme. La meilleure manière de garantir la paix et la coexistence pacifique est de remettre à jour et de renforcer les mécanismes prévus par la Charte, tout en ayant présents à l'esprit les échecs enregistrés par l'ONU dans le domaine du maintien de la paix, en en recherchant la cause et en imaginant des améliorations tant politiques que juridiques. Certes, la paix a été sauvegardée pendant 30 ans, mais seulement pour les Membres fondateurs. Ce qui s'est passé au Viet-Nam — un génocide qui rappelle celui de la seconde guerre mondiale — n'a pas été ressenti par lesdits Membres, l'ONU ne peut pas non plus être fière de ce qui se passe en Palestine occupée ni considérer que cette situation est favorable à la paix. Ainsi, malgré les éloges que l'on peut adresser à l'ONU, on ne saurait affirmer qu'elle a atteint son objectif fondamental.

11. La notion de paix et de sécurité, telle qu'elle a été conçue au lendemain de la victoire sur le nazisme, ne fait intervenir qu'un nombre limité de nations. Les petits pays ne conçoivent pas cette notion de façon aussi restrictive, mais entendent eux aussi jouer un rôle actif dans le maintien d'une paix fondée sur la justice et le respect de leur souveraineté. Les aspirations des pays qui se sont débarrassés du joug du colonialisme sont légitimes et ne sont pas en contradiction avec l'esprit de la Charte; bien au contraire, ces pays cherchent à préserver leur avenir en réclamant le droit de prendre une part active dans les affaires internationales, en particulier par le raffermissement du rôle de l'ONU dans le maintien de la paix. On ne

peut leur nier ce droit, qui leur est d'ailleurs reconnu par la Charte. Ce n'est qu'en leur permettant d'exercer ce droit que l'ONU pourra contribuer à résoudre les problèmes de l'humanité et devenir l'instrument universel que les fondateurs ne pouvaient créer puisqu'ils consacraient le colonialisme. La délégation algérienne ne pense pas, comme l'ont dit certaines délégations, que la Charte ait favorisé la libération et la décolonisation des pays du tiers monde. C'est la lutte des peuples intéressés qui a amené les puissances coloniales à mettre fin à leur domination, et c'est sous l'impulsion de ces peuples que l'ONU a pu adopter un certain nombre de déclarations, dont la valeur morale doit maintenant trouver son expression dans la Charte.

12. L'Assemblée générale, à ses sixième et septième sessions extraordinaires, a mis en lumière des problèmes dont l'importance doit inciter les Etats Membres à dépasser le stade des pressions et de l'intimidation et à rechercher des solutions qui ne devraient s'inspirer que de l'interdépendance des intérêts de chaque pays. L'Organisation des Nations Unies et ses documents fondamentaux doivent être en parfaite harmonie avec la situation nouvelle créée par l'avènement du tiers monde. La Charte doit proclamer sans ambiguïté l'abolition définitive du colonialisme et du racisme et proclamer le droit fondamental qu'à chaque peuple de décider librement de son destin et de disposer d'une souveraineté entière et permanente sur ses ressources naturelles. L'affirmation de ces principes doit également être assortie d'une disposition prévoyant la mise en oeuvre de mesures contre les pays qui violent la Charte d'une manière flagrante.

13. La délégation algérienne estime que l'ONU doit être dotée d'un organe efficace pour veiller au respect et à l'application des normes de conduite établies sous l'impulsion du groupe des pays non alignés et tendant à promouvoir l'instauration d'un nouvel ordre économique international capable de garantir la stabilité des relations internationales.

14. L'introduction de dispositions nouvelles dans la Charte, touchant en particulier à l'interprétation du droit de veto, au rôle du Conseil économique et social, à la réglementation des opérations de maintien de la paix et à l'élargissement du rôle de l'Assemblée générale, devrait permettre l'application de ces principes. En ce qui concerne le droit de veto, la délégation algérienne ne pense pas que tous les détenteurs de ce privilège doivent être mis au même titre au banc des accusés; elle tient à rappeler, notamment, que certains membres permanents du Conseil de sécurité n'ont fait usage du veto que pour défendre des causes condamnées par des résolutions de l'Assemblée générale et qui violent de façon flagrante les principes de la Charte. L'Algérie a à maintes reprises proclamé son attachement au maintien de la paix et de la sécurité par l'ONU. Qui plus est, après avoir mené une longue lutte pour obtenir l'autodétermination, elle considère qu'il s'agit là d'un principe fondamental qui ne saurait faire l'objet de marchandages.

15. On peut faire valoir que c'est le fait que les résolutions de l'ONU restent inappliquées et le mépris que manifestent certains pays envers la Charte qui affaiblissent l'efficacité de l'Organisation; la délégation algérienne estime qu'il faut rechercher les moyens de permettre à l'ONU de faire appliquer ses décisions. Bien que M. Bouchouareb n'ait pas

l'intention de faire des suggestions concrètes à cet égard, il estime que le Comité *ad hoc* pourrait, si on lui accorde le temps et les moyens voulus, étudier cette question à la lumière des opinions exprimées par les Etats Membres. Si la Sixième Commission décide de ne pas renouveler le mandat du Comité *ad hoc*, ce problème n'en continuera pas moins de préoccuper les gouvernements qui se sont prononcés pour la révision de la Charte. C'est pourquoi la délégation algérienne estime que la Sixième Commission devrait tenir compte seulement de l'importance de la tâche confiée au Comité *ad hoc*, sans prendre en considération les résultats de sa première session. Elle se propose d'appuyer toute suggestion visant à renouveler le mandat du Comité et, en agissant ainsi, elle remplira un engagement auquel l'Algérie a solennellement souscrit dans le cadre des activités des pays non alignés, qui se sont déjà prononcés pour l'adaptation de la Charte aux réalités nouvelles. Ces pays ne font peser aucune menace sur les principes fondamentaux de la Charte et ne sont pas non plus motivés par un idéal philosophique; mais l'expérience leur a prouvé que la décolonisation, qui fut un idéal durant leur combat, ne suffit pas à garantir pour eux la paix et le progrès. Il n'est ni illogique ni ambitieux pour eux de vouloir corriger les insuffisances de l'ONU ou les oublis de la Charte. Le document présenté par la délégation roumaine à ce propos (A/C.6/437) mérite toute l'attention des membres de la Sixième Commission, car les suggestions qui y sont formulées reflètent les préoccupations de la majorité des Etats Membres en ce qui concerne le renforcement de l'ONU.

16. M. FRANCIS (Jamaïque) dit que sa délégation n'a rien de nouveau à ajouter à ce qu'ont déjà dit les nombreuses délégations qui ont préconisé une révision de la Charte. La délégation jamaïcaine ne pense pas que les progrès réalisés par le Comité *ad hoc*, dans le présent ou à l'avenir, devraient être appréciés en fonction de la longueur de son rapport. Ce comité n'a été créé que récemment et il faut laisser à ses membres le temps de s'habituer les uns aux autres et de se comprendre mutuellement avant qu'il puisse atteindre le stade des compromis constructifs et de la conciliation. Il convient de rappeler à quel point les premiers rapports du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression et ceux du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats ont été décevants; toutefois, au bout de plusieurs années, ces deux comités sont parvenus à trouver des solutions rencontrant l'agrément général. La délégation jamaïcaine ne voit pas du tout pourquoi la Sixième Commission, qui plus qu'aucune autre des grandes commissions du système des Nations Unies a su trouver les moyens de parvenir à un consensus, ne pourrait pas faire preuve de la même efficacité dans le cas de la question en cours d'examen.

17. Les membres du Comité *ad hoc*, qu'ils soient pour ou contre la révision de la Charte, ont exprimé leur opinion avec une profonde conviction; ceux qui sont pour la révision de la Charte devront donc faire preuve de tolérance et savoir se montrer convaincants, comme ils en sont sans aucun doute capables. Il leur faudra évaluer soigneusement la situation et procéder ensuite à un choix réaliste.

18. C'est à juste titre que le représentant de la Guyane au Comité *ad hoc* a souligné que l'on ne peut éliminer le veto à coups de vœux ou d'arguments (voir A/10033, p. 42), car il

est aussi permanent que les membres permanents du Conseil de sécurité. C'est également à juste titre qu'il ne s'est pas prononcé en faveur de l'octroi du veto à d'autres Etats; il s'est prononcé en faveur d'une situation dans laquelle le recours au veto par les membres permanents ne porterait pas atteinte à l'efficacité du Conseil de sécurité ou de l'Organisation des Nations Unies en général. A cet égard, le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait une suggestion très intéressante prévoyant le retrait du droit de veto en ce qui concerne l'admission de nouveaux membres à l'Organisation des Nations Unies (*ibid.*, p. 73). Si M. Francis a rappelé ces points de vue, c'est non seulement parce que la question du veto est l'un des principaux griefs que de nombreuses délégations ont contre la Charte, mais également afin de mettre en lumière la valeur des solutions que la Guyane et la Nouvelle-Zélande préconisent pour résoudre ce problème extrêmement délicat.

19. Le document de travail présenté par le Mexique (A/10033, annexe II) est très constructif. Toutefois, la délégation jamaïcaine estime que le début sur la question de savoir s'il faut réviser la Charte risque de se prolonger et que le Comité *ad hoc* devrait donc commencer par chercher les moyens d'assurer un fonctionnement plus efficace de l'Organisation des Nations Unies, sans qu'il soit besoin de modifier la Charte.

20. L'un des buts du Comité *ad hoc* étant d'examiner en détail les observations reçues des gouvernements, aucun effort ne doit être épargné pour demander aux gouvernements de faire parvenir leur réponse. Il faut fournir au Comité des moyens supplémentaires pour accomplir cette tâche; la délégation jamaïcaine est donc disposée à appuyer le renouvellement de son mandat.

21. M. AÏSSI (Dahomey) dit qu'il n'échappe à personne que l'Organisation des Nations Unies doit être repensée dans les textes fondamentaux qui la régissent. La délégation dahoméenne se félicite par conséquent de la création du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies et espère que son mandat sera prolongé.

22. Bien des changements se sont produits dans les relations internationales depuis la création de l'Organisation des Nations Unies il y a 30 ans. Par le biais du Conseil de sécurité, les Etats membres permanents ont pu imposer au monde entier leur échelle de valeurs. La délégation dahoméenne est d'avis qu'à côté du nouvel ordre économique dont l'instauration a été réclamée à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, il faut établir un nouvel ordre politique international. Elle n'a pas été convaincue par les déclarations faites par certains Etats en faveur du maintien du *statu quo* et ne pense pas qu'il faille attendre une troisième conflagration mondiale pour adapter la Charte aux réalités du temps présent. Sous sa forme actuelle, la Charte renforce une contradiction flagrante entre l'égalité juridique de tous les Etats Membres et le privilège du droit de veto que certaines puissances se sont octroyé d'office en 1945. Les relations internationales devraient être démocratisées. La délégation dahoméenne ne cherche pas l'abolition du droit de veto parce que le Conseil de sécurité risquerait alors de perdre toute son importance. Le droit de veto pourrait être modifié de façon à ce que le vote affirmatif de trois membres permanents suffise pour adopter une décision.

23. Il se pose également le problème de la répartition géographique du pouvoir au Conseil de sécurité, le seul organe principal de l'Organisation des Nations Unies qui échappe à la règle d'une répartition géographique équitable. Les cinq zones géographiques créées en 1945 au sein des Nations Unies devraient toutes pouvoir participer à la recherche de solutions équitables et justes aux nombreuses crises déclenchées et entretenues dans le tiers monde par les puissances qui sont les tenants invétérés de l'impérialisme, du colonialisme, du néo-colonialisme, du racisme et de l'*apartheid*. La délégation dahoméenne propose donc d'augmenter le nombre de sièges permanents au Conseil de sécurité, sur la base des cinq zones géographiques et de remplacer la règle de l'unanimité par celle d'une majorité confortable parmi les membres permanents. Il faudra également accroître les pouvoirs de l'Assemblée générale dans le domaine du maintien de la paix.

24. La délégation dahoméenne fait sien l'idée selon laquelle il faut appliquer scrupuleusement, dans l'esprit et dans la lettre, la Charte, les décisions et les résolutions des Nations Unies. Malheureusement, certains Etats font fi de ces décisions et résolutions, notamment dans le domaine du désarmement, de la lutte contre le colonialisme, le racisme et l'*apartheid* ainsi que dans le domaine du développement du commerce international. Et ce qui concerne le désarmement, les puissances nucléaires n'ont pas cru devoir freiner la prolifération des armements destructifs. Elles ont donné la primauté aux consultations bilatérales, évitant ainsi le contrôle que la communauté internationale devrait exercer dans ce domaine. En ce qui concerne la lutte contre le racisme et l'*apartheid*, certaines puissances ont choisi de violer les sanctions économiques imposées aux minorités raciales d'Afrique australe pour se procurer de l'or sud-africain et du chrome rhodésien.

25. La délégation dahoméenne estime que les décisions prises aux sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale doivent recevoir une pleine application dans l'intérêt de la communauté internationale. Certains Etats estiment que les résultats de ces deux sessions ne doivent pas être pris en considération en session ordinaire de l'Assemblée générale. C'est ainsi que lors de l'élaboration du projet de résolution A/C.6/L.1021 relatif au rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, ces Etats se sont fermement opposés aux efforts du Groupe des 77 qui voulait inclure une référence aux résolutions pertinentes des sixième et septième sessions extraordinaires. Il doit y avoir une continuité dans l'application des résolutions des Nations Unies, que ces résolutions soient issues d'une session ordinaire ou d'une session extraordinaire.

26. Dans le domaine économique, la détérioration des termes de l'échange persiste. L'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, doit aider les pays en développement à s'industrialiser car l'aide à la diversification des exportations de produits primaires ne peut constituer qu'une solution à court terme qui ne peut qu'appauvrir encore plus les pays du tiers monde. La délégation dahoméenne souhaite une coordination beaucoup plus étroite entre les organes subsidiaires de caractère économique et social que l'Organisation des Nations Unies a créés et dont les objectifs se complètent.

27. M. BA-SALEH (Yémen démocratique) dit que si sa délégation n'a pas pris la parole à la Sixième Commission au sujet des deux questions importantes et étroitement liées qui sont à l'examen, ni présenté d'observations par écrit conformément au paragraphe 2 de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale, elle n'en est pas moins attachée aux buts et aux principes de la Charte et a exprimé à de multiples occasions le vœu de voir se raffermir constamment le rôle de l'Organisation des Nations Unies et de voir son efficacité se renforcer pour répondre aux défis lancés à la communauté internationale.

28. La Charte, qui reflète le désir des hommes d'échapper aux conséquences désastreuses d'une nouvelle guerre mondiale, a énoncé les principes qui doivent régir les relations entre les Etats sur la base de l'égalité et de la souveraineté des Etats, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et du renoncement à la menace ou à l'emploi de la force. Elle est le point de départ des efforts faits pour coopérer et augmenter le bien-être économique et social de tous les peuples, mais elle est aussi l'oeuvre des nations représentées à la Conférence de San Francisco et depuis lors des nations nouvellement indépendantes ou d'autres nations souveraines sont devenues Membres de l'Organisation des Nations Unies.

29. L'Organisation a obtenu bien des résultats pendant ses 30 années d'histoire et a montré à plus d'une reprise qu'elle pouvait répondre aux besoins de la situation mondiale, comme le prouvent le rapprochement entre les Etats et la coopération internationale qui ont contribué dans une certaine mesure à calmer la tension internationale. En outre, comment pourrait-on oublier le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir l'indépendance de bien des nations et des peuples et sa lutte contre toutes les formes de discrimination raciale ? Mais ce côté positif de l'histoire de l'Organisation des Nations Unies ne doit pas faire oublier ses faiblesses et ses échecs imputables non pas tant aux défauts de la Charte qu'à la position de certains Etats et à leur réticence à respecter la Charte et appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies. Certains Etats Membres ont commis des agressions, ont dévasté plusieurs régions du monde, ont chassé les gens de leurs maisons et ont violé les droits de l'homme, faisant fi des décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Le veto a également servi à contrecarrer la volonté de la quasi-totalité des Etats Membres.

30. Il ne sera pas possible de raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies ni d'améliorer son efficacité si tous les Etats, quels que soient leur dimension, leur force ou leur système économique et social, n'ont pas vraiment la volonté d'adhérer aux buts et aux principes de la Charte et de respecter les décisions des Nations Unies et le principe selon lequel la minorité doit se soumettre aux vœux de la majorité.

31. Le Comité *ad hoc* n'a pas rempli les fonctions pour lesquelles il avait été créé à cause de divergences d'opinions entre ses membres, lesquelles reflètent d'ailleurs des divergences qui s'étaient fait jour auparavant à la Sixième Commission et dans les observations écrites des gouvernements. D'aucuns ont jugé nécessaire de réviser et de mettre à jour la Charte pour l'adapter aux réalités du monde

moderne et à l'esprit contemporain tandis que d'autres ont cherché à préserver la Charte comme un document historique. Un troisième groupe encore accepterait volontiers des changements qui ne portent pas atteinte aux principes énoncés dans la Charte. Il ne fait aucun doute que le monde a évolué depuis l'élaboration de la Charte, non seulement le nombre et la diversité des Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont accrus, mais les défis lancés à l'Organisation se sont multipliés et sont devenus plus complexes. En dépit de ses succès, la Charte contient des ambiguïtés et des défauts comme tout ouvrage des mains de l'homme, et ses auteurs ont donc prévu la possibilité de la modifier, aux Articles 108 et 109.

32. Le Comité *ad hoc* a été créé dans l'espoir que ses travaux éclaireraient la question de savoir s'il est besoin de réviser la Charte ou si l'on peut raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies sans toucher à la Charte. Néanmoins, comme le Comité *ad hoc* n'a pas obtenu les résultats souhaités à sa première session, la délégation du Yémen démocratique pense qu'il doit poursuivre ses travaux.

33. M. ABUL-KHEIR (Egypte) dit que son pays croit fermement en la Charte des Nations Unies et en respecte les principes. Au cours des 30 dernières années, l'Organisation des Nations Unies a pris une part active à la tâche de décolonisation et a facilité l'accession à l'indépendance de nombreux peuples. L'Egypte, Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, a suivi avec satisfaction les progrès accomplis depuis 1945 dans le domaine du développement progressif du droit international et de l'établissement de relations internationales fondées sur l'égalité, la justice et la coopération. L'Egypte a toujours appuyé toutes initiatives visant à permettre à l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter plus efficacement des tâches que la Charte lui confère et à raffermir son rôle en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

34. Bien que la Charte ait fait la preuve de sa capacité d'adaptation à l'évolution de la situation internationale, un certain nombre d'instruments de droit international ont été adoptés au cours des 30 dernières années, qui sont venus renforcer et développer les dispositions de la Charte. On peut citer entre autres la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats. De l'avis de la délégation égyptienne, la force morale et juridique que possèdent en elles-mêmes ces déclarations de principe rend inutile l'insertion de leurs dispositions dans la Charte. Ce qu'il importe de faire, ce n'est pas tant de réviser la Charte que d'amener les Etats qui enfreignent délibérément ses dispositions et refusent d'observer les résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies à changer d'attitude. Bien que l'emploi de la force soit formellement proscrit par la Charte, il n'est de secret pour personne que certains Etats y recourent volontiers pour occuper le territoire d'autres Etats et bafouer les droits de l'homme. L'Egypte et d'autres

Etats arabes ont été victimes d'une agression armée; une partie du territoire égyptien continue à être occupée par les troupes d'un Etat expansionniste, qui non seulement refuse de retirer ses forces d'occupation mais va jusqu'à installer sa population dans les territoires occupés. Cet Etat fait souvent litière des résolutions de l'Organisation et a refusé d'accorder aux populations des territoires occupés le droit de disposer d'eux-mêmes.

35. Le droit de veto dont disposent les membres permanents du Conseil de sécurité ne constitue pas en lui-même un danger s'il est utilisé pour promouvoir les buts et principes de la Charte. Quelques Etats cependant ont abusé de ce droit et, en certaines circonstances, ont empêché le Conseil de sécurité de prendre des mesures. Pour ne citer qu'un exemple, M. Abdul-Kheir rappelle que trois membres permanents du Conseil de sécurité ont utilisé leur droit de veto pour empêcher l'adoption de mesures contre le régime raciste de l'Afrique du Sud, qui avaient pour but de mettre un terme à l'occupation illégale de la Namibie.

36. Sous réserve qu'une majorité d'Etats la juge nécessaire, M. Abul-Kheir n'est pas opposé à une modification de la Charte mais il souligne que le problème essentiel est de modifier le comportement des Etats. Ceux qui ne veulent même pas envisager la possibilité de réexaminer la Charte font preuve d'une attitude inutilement intransigeante.

37. M. Abul-Kheir plaide en faveur de la prorogation du mandat du Comité *ad hoc* et se déclare favorable à l'idée d'élargir la composition de cet organe, afin que tous les Etats qui le désirent puissent participer à ses travaux. Le Comité *ad hoc* devrait s'efforcer à tout prix d'éviter la confrontation et d'établir un dialogue constructif entre les partisans des différents courants de pensée qui s'affrontent sur la question de la révision de la Charte.

38. M. RENNER-THOMAS (Sierra Leone) dit que sa délégation apporte son plein appui à toute initiative ayant pour but de fournir à l'Organisation des Nations Unies de nouveaux moyens d'action dans le domaine du maintien et de la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, du développement de la coopération entre toutes les nations et de la promotion des normes du droit international. L'Organisation des Nations Unies constitue le mécanisme le plus important au service de la paix internationale et du développement économique et social de tous les peuples. En dépit des nombreux succès de l'Organisation et des institutions spécialisées, il est inutile d'envisager l'instauration de la paix mondiale aussi longtemps qu'un effort véritable n'aura pas été entrepris pour combler le fossé qui sépare les Etats et assurer à tous les peuples un développement harmonieux.

39. En dépit de toutes ses insuffisances, l'Organisation des Nations Unies demeure le cadre le plus approprié à la solution des problèmes qu'affronte le monde actuel. La délégation égyptienne estime, comme la délégation roumaine, qu'il est temps de prendre en considération les intérêts de tous les Etats et de créer les conditions qui leur permettraient, quelles que soient leurs dimensions, de participer plus largement, plus activement et en toute égalité aux activités de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes. Il conviendrait de mettre en place un mécanisme approprié chargé d'étudier de façon approfondie la position

roumaine et les autres propositions en vue de parvenir à un consensus qui assurerait la plus large collaboration de tous les Etats Membres à un nouveau programme pour la paix et la sécurité internationales et pour le développement économique et social.

40. Il existe deux grands domaines dans lesquels le rôle de l'Organisation des Nations Unies doit être renforcé. Le premier est celui du règlement pacifique des différends internationaux. La Cour internationale de Justice devrait pouvoir jouer à cet égard un rôle plus efficace, et les autres modes de règlement des différends, tels que la médiation, la conciliation et l'arbitrage devraient être utilisés plus fréquemment. Il conviendrait également d'étudier plus en détail la proposition roumaine visant à la mise en place d'une commission permanente de l'Assemblée générale chargée de fonctions dans ce domaine. Le deuxième domaine, qui est tout aussi important, est celui du développement économique et social, où l'accent doit être placé sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi que d'un code de conduite qui régirait les relations économiques internationales de façon plus juste et plus équitable. L'importance que M. Renner-Thomas attache à ces deux domaines ne signifie pas que des problèmes tels que le désarmement, la décolonisation, les droits de l'homme, le racisme et l'*apartheid* doivent être négligés.

41. La délégation sierra-léonienne demande instamment que soit mis en place un mécanisme qui aurait pour tâche de rechercher les moyens de surmonter les obstacles à une action plus efficace de l'Organisation des Nations Unies, que ces obstacles soient ou non le fait de restrictions imposées par la Charte.

42. M. GONZALEZ GALVEZ (Mexique) déclare que, comme sa délégation l'a déjà indiqué à maintes reprises, le plus grand problème de l'Organisation des Nations Unies est que la volonté politique d'appliquer les décisions de l'Organisation fait défaut. On observe une inquiétante tendance à traiter les grands problèmes en dehors du cadre de l'Organisation. En revanche, diverses mesures positives ont été prises en vue de garantir la paix et la sécurité en Europe, de désamorcer la situation au Moyen-Orient, de reconnaître les droits du peuple palestinien et de favoriser le processus de la décolonisation dans les anciennes colonies portugaises en Afrique.

43. La révision de la Charte est une question importante mais elle n'est pas une question de la plus haute priorité. Il ne faut pas oublier que la Charte a été élaborée dans des circonstances exceptionnelles au lendemain de la seconde guerre mondiale, et il est peu probable que les conditions actuelles permettent de réaliser un accord aussi large qu'en 1945. Ceux qui plaident pour la révision de la Charte le font pour diverses raisons — certains parce qu'ils croient pouvoir améliorer la position qu'occupe leur pays dans l'Organisation et d'autres parce qu'ils désirent sincèrement donner à l'Organisation une nouvelle orientation en dirigeant ses activités vers les problèmes qui intéressent au plus haut point les pays du tiers monde. Toutefois, la modification de la Charte est une tâche fort délicate à laquelle il faudrait procéder graduellement. La délégation mexicaine a présenté ses observations à ce sujet dans une déclaration qu'elle a faite au cours de la discussion générale au Comité

ad hoc et qui est reproduite aux pages 64 à 67 du rapport de ce comité. Elle a préconisé (*ibid.*) la création de deux sous-comités, dont l'un s'occuperait des changements de structure qui n'impliquent aucun amendement à la Charte, et l'autre analyserait, à titre préliminaire, certains amendements concrets à la Charte suggérés par des délégations particulières. La délégation mexicaine est heureuse qu'un certain nombre d'autres délégations aient souscrit à son idée.

44. La délégation australienne a formulé (1565^e séance) une proposition fort intéressante, selon laquelle une attention particulière devrait être accordée à la question du règlement pacifique des différends en tant que question indépendante. Le Mexique approuve cette proposition et demande instamment que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la session suivante de l'Assemblée générale, en vue d'élaborer un projet de convention sur le règlement pacifique des différends.

45. La délégation roumaine a également présenté un certain nombre de propositions intéressantes, qui méritent d'être étudiées avec attention. La délégation mexicaine ne saurait, toutefois, accepter la proposition tendant à ce que l'expression "Etats ennemis" soit supprimée de la Charte, en raison de l'opposition unanime que cette proposition suscite de la part de certains membres permanents du Conseil de sécurité. La proposition visant à l'instauration d'un nouvel ordre économique international doit être incorporée à la Charte, ainsi que les dispositions de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

46. La délégation mexicaine est elle aussi d'avis que le mandat du Comité *ad hoc* soit renouvelé.

47. M. ROSSIDES (Chypre) juge qu'il convient de revoir périodiquement le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies, comme le prévoit la Charte. La révision de la Charte, en cette année du trentième anniversaire de l'Organisation, revêt une signification encore plus grande. Trente ans se sont écoulés depuis l'élaboration de la Charte, au cours desquels les changements qui se sont produits et les progrès techniques réalisés ont soulevé bon nombre de problèmes nouveaux. Les auteurs de la Charte voulaient surtout prévenir une nouvelle guerre mondiale. Ils n'auraient pu, à l'époque, envisager d'autres dangers tout aussi menaçants pour la planète.

48. Il est donc tout à fait normal de réviser la Charte, et la question se pose de savoir comment procéder. La Charte correspondait à l'origine à une tentative d'unification d'un monde douloureusement éprouvé par les ravages de la guerre. Elle avait pour but d'assainir la conduite des affaires mondiales en réalisant l'union. C'est à ces mêmes buts que doit tendre tout effort de révision de la Charte, dans un monde qui se caractérise aujourd'hui par l'interdépendance croissante des nations et la nécessité d'une coopération entre les Etats. Pourtant, l'Organisation des Nations Unies tend toujours à mettre en relief le caractère national des Etats et leur souveraineté. Elle ne jouit donc pas d'une autorité suffisante pour établir une coopération et progresser dans la voie du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

49. L'Organisation n'a pu fonctionner normalement jusqu'à présent, car elle souffre d'un mal profond, à savoir

son incapacité de s'acquitter de la responsabilité fondamentale qui lui incombe au premier chef d'assurer le maintien de la paix et la sécurité internationales. Les échecs qu'elle a continuellement subis dans ce domaine s'expliquent de diverses manières; elle s'est heurtée à la guerre froide et à d'autres considérations de caractère politique ou étroitement nationales. En raison de l'égoïsme et de l'esprit de compétition qui président à leur conception des relations internationales, les Etats n'ont pas respecté la Charte et son objectif essentiel, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Au Chapitre VII de la Charte, il est prévu que le maintien de la paix et de la sécurité internationales sera assuré par les décisions et l'action du Conseil de sécurité, mais les décisions du Conseil n'ont pas été mises en application et ont perdu toute leur signification. Les mesures coercitives prises pour assurer l'exécution de ces décisions ont été traitées par le mépris de façon déplorable. Il n'y a pas eu, il est vrai, de nouvelle guerre mondiale, mais cela tient plutôt à la terreur d'une catastrophe nucléaire qu'à un sincère désir de paix.

50. L'absence de sécurité internationale a eu des conséquences désastreuses. La course continue aux armements constitue un fardeau intolérable pour les Etats et absorbe des ressources qui pourraient être mises au service du développement. Pour résoudre les problèmes du désarmement et de la course aux armements, il faudrait garantir la sécurité des Etats autrement que par la force. Il est vain de chercher à résoudre ce problème en réunissant des conférences et en créant des comités, sans avoir instauré au préalable la paix et la sécurité internationales. Il est indéniable qu'il ne peut y avoir de sécurité internationale dans le monde contemporain en proie à l'anarchie. Le Conseil de sécurité prend des décisions sans prévoir les moyens de leur mise à exécution, et les Etats refusent de se conformer aux dispositions de la Charte. Le danger d'une catastrophe nucléaire a supprimé toute possibilité d'envisager une guerre d'une certaine portée ou d'une certaine durée. Les Etats doivent donc disposer d'autres moyens de résoudre leurs différends, des moyens pacifiques conformes à la Charte et aux principes de la justice internationale. Les problèmes du monde continuent de s'aggraver en raison des agissements de ceux qui imposent l'injustice par la force. Il

est donc absolument nécessaire d'assurer l'exécution des décisions du Conseil de sécurité.

51. C'est dans cet esprit qu'il convient d'examiner la question de la révision de la Charte. Les modes actuels d'exécution des décisions sont inadéquats et ils doivent être examinés, modifiés et adaptés aux nouvelles exigences. La capacité de l'Organisation des Nations Unies de maintenir la paix et la sécurité internationales serait accrue par la création d'une force de la paix des Nations Unies, qui pourrait s'interposer entre les adversaires avant même le déclenchement des hostilités. Cela constituerait une mesure intermédiaire entre la pratique du maintien de la paix à la demande des parties intéressées et les mesures coercitives plus sévères prises à l'encontre des agresseurs qui sont prévues au Chapitre VII de la Charte.

52. La période de détente actuelle et le caractère pratiquement universel de l'Organisation des Nations Unies justifient que l'on cherche à assurer la mise en application des dispositions de la Charte. La délégation chypriote s'oppose à tout changement dans l'Organisation des Nations Unies qui pourrait détruire l'équilibre établi par la Charte, dont le droit de veto fait partie. Le nombre des Etats qui jouissent de ce droit ne doit pas être augmenté. La délégation chypriote désire simplement que l'Organisation fonctionne mieux, dans l'intérêt de l'ordre et du droit. A cet égard, la Commission du droit international devrait concentrer toute son attention sur le développement et la codification des principes de la Charte de manière à instaurer un ordre juridique et la sécurité internationale.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10198 et Add.1 à 5, A/C.6/L.1019, A/C.6/L.1022/Rev.1, A/C.6/L.1023]

53. Le PRESIDENT fait savoir que le Kenya s'est joint aux auteurs des amendements publiés sous la cote A/C.6/L.1023.

La séance est levée à 13 heures.

1574^e séance

Mardi 25 novembre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1574

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, 10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437]

1. M. DIENG (Sénégal) tient les deux questions à l'examen pour particulièrement importantes parce que le Sénégal, depuis son accession à la pleine souveraineté, a placé une foi inébranlable dans l'Organisation des Nations Unies, institution capitale dans la lutte des peuples pour l'avènement d'un monde plus juste et plus humain. C'est ainsi que le Sénégal a constamment oeuvré en faveur de l'universalité de l'Organisation, de l'amélioration de ses procédures et méthodes de travail, de sa démocratisation dans le sens d'une participation réelle de l'ensemble de ses membres aux prises de décisions, selon le principe de l'égalité souveraine des Etats, et de l'application effective de ses décisions. Il est donc rationnel d'examiner simultanément les points 113 et 29 de l'ordre du jour puisque les propositions qui sont faites en vue de procéder à certaines modifications de la Charte des Nations Unies ont pour but ultime le raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le représentant du Sénégal regrette que les légitimes revendications de la communauté internationale pour l'instauration d'une société plus juste et plus humaine ne soient pas encore comprises de tous les Membres de l'Organisation. Pourtant, les raisons qui militent en faveur d'un réaménagement du système des Nations Unies sont évidentes car elles sont fondées sur le bon sens. Tout d'abord, l'Organisation des Nations Unies a accueilli, depuis sa création, un nombre appréciable de nouveaux Etats dont les intérêts n'avaient pu être pris en considération il y a 30 ans. Par ailleurs, il faut institutionnaliser les transformations qui se sont produites au cours des 30 dernières années dans les domaines politique, économique et social. En particulier, la solution des problèmes touchant au développement, à une meilleure répartition des richesses, à un plein épanouissement des hommes au sein d'un monde plus équilibré ainsi qu'à la prévention ou au règlement de situations graves ne doit pas relever de la responsabilité exclusive des grandes puissances. M. Dieng pense en particulier que le conflit israélo-arabe, la situation à Chypre et le drame angolais démontrent amplement les erreurs dont sont capables les grandes puissances qui prennent des décisions contraires aux intérêts des peuples intéressés.

3. La délégation sénégalaise a examiné attentivement les arguments des Etats Membres qui jugent possible d'augmenter l'efficacité du système des Nations Unies sans avoir à réviser la Charte. A cet égard, elle a étudié tout particulièrement les suggestions figurant dans le rapport du Secrétaire général sur le règlement pacifique des différends internationaux (A/10289) et le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies¹ ainsi que les observations des Etats intéressés. Les propositions qui ont pour objet de renforcer le rôle de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, de réorganiser le Secrétariat, de regrouper les activités et les fonds opérationnels, de renforcer les structures régionales et de réviser les procédures de règlement des différends et la pratique du Conseil de sécurité revêtent un grand intérêt, mais elles ne suffisent pas à donner à l'Organisation des Nations Unies l'efficacité souhaitée, car il ne sera jamais possible d'améliorer le fonctionnement de certains organes des Nations Unies si certains Etats qui placent leur égoïsme national au-dessus de toute autre considération n'appliquent pas les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, si les nations prospères entravent l'instauration d'un nouvel ordre économique international et si les grandes puissances continuent à abuser du droit de veto.

4. En examinant le rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (A/10033), la délégation sénégalaise a été frappée par le fait qu'une majorité d'Etats se sont prononcés pour la révision de la Charte. Outre les arguments que le représentant du Sénégal vient d'exposer, les Etats favorables à la révision de la Charte ont avancé des propositions concrètes, mesures qui visent non pas à détruire, mais à consolider les acquisitions de l'Organisation des Nations Unies. Même s'ils sont sceptiques, les Etats qui ne sont pas partisans de réviser la Charte devraient faire preuve d'une certaine ouverture d'esprit et ne pas s'opposer systématiquement à tout désir légitime de changement. Le Comité *ad hoc* devrait examiner les propositions pertinentes faites par un certain nombre de délégations en vue de modifier certains articles précis de la Charte, en particulier celles du Mexique (*ibid.*, p. 64) et de la Roumanie (A/C.6/437). Cet examen permettrait sans doute d'arriver à des solutions dynamiques tenant compte des vues d'un nombre important d'Etats Membres.

5. Répondant aux principaux arguments avancés contre la révision de la Charte, le représentant du Sénégal déclare qu'il n'est pas possible d'améliorer l'Organisation des Nations Unies sans réviser la Charte puisqu'il faut y incorporer des dispositions sur les relations économiques, que la majorité des Etats se sont prononcés pour une révision de la Charte, que le risque de rupture de l'équilibre est sans fondement puisque cet équilibre a été rompu depuis longtemps et que la Charte contient des dispositions

¹ E/AC.62/9.

précises concernant sa révision. D'après certains Etats, le principe de l'égalité souveraine des Etats ne serait pas réaliste, car il faudrait tenir compte des responsabilités et des privilèges des grandes puissances, mais c'est justement là la cause d'un déséquilibre auquel il faut remédier. En outre, il est clair depuis plus de 10 ans qu'un grand nombre d'Etats qui ne se réclament ni du capitalisme, ni du communisme cherchent leur voie et veulent conserver leur identité. Il est donc légitime que les Etats du tiers monde demandent à jouir eux aussi d'un droit de veto. En effet, la délégation sénégalaise pense qu'il serait irréaliste de vouloir réglementer l'usage du droit de veto, encore plus d'en demander la suppression, mais que les pays du tiers monde devraient disposer d'un pouvoir de négociation plus important.

6. La délégation sénégalaise appuiera toute proposition tendant à renforcer le système des Nations Unies par la révision de la Charte.

7. M. SABEL (Israël), exerçant son droit de réponse juge déplorable que certaines délégations arabes aient maintenant pour pratique d'utiliser toutes les instances et tous les projets des Nations Unies pour servir leurs intérêts infâmes et qu'elles aient réussi, à la Troisième Commission, en violation flagrante des buts et principes de la Charte, à saboter la lutte de l'Organisation des Nations Unies contre le racisme et la discrimination raciale. Au cours du débat sur la question de la révision de la Charte, elles sont allées jusqu'à dire que l'Organisation des Nations Unies devrait avoir pour but de mener une campagne contre l'Etat juif.

8. N'est-il pas pour le moins effrayant, au moment où une organisation née de la seconde guerre mondiale fête son trentième anniversaire, d'entendre des représentants parler calmement de la révision de la Charte pour l'ajuster aux besoins de leur campagne pernicieuse contre l'Etat d'Israël ? Ce serait un coup cruel pour l'Organisation des Nations Unies que de voir la Sixième Commission rejoindre d'autres organes des Nations Unies que certains représentants arabes manipulent pour servir leurs objectifs, mais une telle issue n'est pas possible. M. Sabel, rappelant aux représentants intéressés les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies qui demandent aux Membres de l'Organisation de respecter la souveraineté des autres Etats et de régler pacifiquement leurs différends, déclare que la violation grossière et flagrante de ces principes est peut-être l'erreur la plus lourde de conséquences dont l'Organisation des Nations Unies ait été témoin.

9. M. ABUL-KHEIR (Egypte) rappelle qu'à la séance précédente, il a dit que le problème du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies n'était pas lié à la révision de la Charte, mais au comportement des Etats et en a donné un certain nombre d'exemples. En effet, qui viole la Charte des Nations Unies ? Qui occupe des territoires par la force ? Qui ne respecte pas les résolutions de l'Organisation des Nations Unies ? Qui viole les droits de l'homme dans des territoires occupés ? Qui refuse d'accorder au peuple palestinien son droit à l'autodétermination ? Qui déchire des résolutions devant l'Assemblée générale ? L'histoire répondra à ces questions.

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (A/10332, A/C.6/438)

10. M. SUY (Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques, Conseiller juridique) présentant, au nom du Secrétaire général, le rapport de celui-ci sur le programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (A/10332), rappelle que ce programme a été instauré en 1965 aux termes de la résolution 2099 (XX) de l'Assemblée générale et a été poursuivi en application de résolutions adoptées ensuite chaque année jusqu'en 1971, date à laquelle l'Assemblée, aux termes de sa résolution 2838 (XXVI), a décidé que le maintien du Programme ne ferait l'objet d'une résolution que tous les deux ans. C'est ainsi que le dernier rapport sur ce point a été présenté à la Sixième Commission en 1973². Dans le rapport à l'examen, le Secrétaire général rend compte des activités entreprises au cours des deux années suivantes et formule des recommandations en ce qui concerne la poursuite du programme en 1976 et 1977.

11. Le chapitre II du rapport rend compte des activités menées en 1974 et 1975 par les trois principaux organes qui participent à l'exécution du Programme, à savoir l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). Ces activités sont peu différentes de celles des années précédentes. M. Suy tient cependant à relever que la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) a tenu, pour la première fois en 1975, un colloque sur le rôle des universités et des centres de recherche dans le domaine du droit commercial international. Il note également avec satisfaction que l'UNESCO a accru ses activités concernant l'étude du droit international et que l'UNITAR a de nouveau apporté une contribution importante au Programme, en particulier en fournissant une assistance administrative et financière pour le programme de bourses ONU/UNITAR et en organisant des cours régionaux de formation et de perfectionnement en Sierra Leone et au Zaïre. Le Secrétaire général exprime sa profonde gratitude à l'UNESCO et à l'UNITAR et se joint au Directeur général de l'UNITAR pour remercier les gouvernements de la Sierra Leone et du Zaïre.

12. Le chapitre III contient les recommandations du Secrétaire général concernant l'exécution du programme en 1976 et en 1977. Comme il ressort des paragraphes 64 et 65, le Secrétaire général ne recommande aucune modification importante des activités de l'ONU. En revanche, il ressort du paragraphe 66 que l'UNESCO devrait entamer, en 1977, un programme de beaucoup plus grande ampleur pour la période à moyen terme 1977-1982. L'UNITAR poursuivra son cycle de cours régionaux. Il a prévu d'organiser en 1976 deux cours de formation et de perfectionnement en Asie — l'un pour l'Asie occidentale et l'autre pour le reste de l'Asie.

13. Le chapitre IV concerne les incidences administratives et financières de la participation de l'ONU au Programme, les renseignements pertinents pour 1974 et 1975 étant fournis aux paragraphes 71 à 74. A cet égard, M. Suy tient à remercier les gouvernements qui, ces deux années dernières, ont participé au financement du Programme en versant des contributions volontaires. Il s'agit pour 1974 et 1975 des Gouvernements de l'Argentine, de l'Autriche, de l'Iran et de la Yougoslavie et pour 1974 ou 1975 des Gouvernements de l'Australie, du Cambodge, de Chypre, de l'Irak, du Kenya, des Philippines, de la Thaïlande et du Togo. En outre, plusieurs gouvernements ont versé des contributions en vue de participer au financement du séminaire de droit international qui s'est tenu à Genève et du colloque sur le rôle des universités et des centres de recherche dans le domaine du droit commercial international organisé par la CNUDCI. Il s'agit, dans le premier cas, des Gouvernements du Danemark, de la Finlande, d'Israël, de la Norvège, des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suède et, dans le deuxième cas, des Gouvernements de l'Autriche, de la Norvège, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suède. Le Secrétaire général adresse ses sincères remerciements à tous ces gouvernements.

14. En ce qui concerne l'exercice biennal 1976-1977, un crédit de 176 000 dollars est demandé dans le projet de budget-programme pour les bourses et les indemnités pour frais de voyage à octroyer à des participants aux cours régionaux que l'UNITAR doit organiser pendant ces deux années. Ce chiffre élevé s'explique par l'accroissement des coûts et le fort taux d'inflation prévu.

15. Le chapitre V rend compte des réunions du Comité consultatif pour le Programme qui se sont tenues en 1974 et en 1975. Le Secrétaire général est très reconnaissant au Comité de son aide. Le Comité consultatif a approuvé les recommandations du Secrétaire général concernant l'exécution du Programme en 1976 et 1977 et celles-ci sont maintenant présentées à l'Assemblée générale pour approbation. Après avoir rappelé que le mandat des membres actuels du Comité consultatif arrive à expiration à la fin de 1975, M. Suy attire l'attention des membres de la Sixième Commission sur la note du Secrétaire général publiée sous la cote A/C.6/438.

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (suite*) [A/10017, A/C.6/L.1016, A/C.6/L.1017 et A/C.6/L.1021]

16. Le PRESIDENT annonce que la Bulgarie et le Lesotho se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1021.

17. M. ABUL-KHEIR (Egypte) présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.6/L.1021 souligne l'importance que ceux-ci attachent au paragraphe 8 du dispositif. Ils estiment en effet qu'il est essentiel que la CNUDCI tienne compte de l'évolution des relations économiques internationales et que si les organismes des

Nations Unies ne participent pas à la mise en application des résolutions des sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, celles-ci resteront lettre morte. M. Abdul-Kheir exprime l'espoir que la Sixième Commission adoptera le projet de résolution par consensus.

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (suite)** [A/10010, A/C.6/L.1024]

18. Le PRESIDENT annonce qu'El Salvador s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1024.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10198 et Add.1 à 5, A/9610/Rev.1***, A/C.6/L.1019, A/C.6/L.1022/Rev.1, A/C.6/L.1023/Rev.1]

19. Le PRESIDENT invite le représentant du Mali à présenter les amendements au projet de résolution A/C.6/L.1019 publiés sous la cote A/C.6/L.1023/Rev.1.

20. M. MAÏGA (Mali) explique que les auteurs des amendements demandent de supprimer la dernière partie du deuxième alinéa du préambule à partir de "y compris leurs observations..." car ils estiment que la Commission du droit international (CDI) a terminé ses travaux sur le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités et qu'il appartient maintenant à une autre instance, par exemple à une conférence de plénipotentiaires, de s'occuper de la question. C'est également la raison pour laquelle ils demandent la suppression des dispositions de l'ancien dispositif qui prévoyaient le renvoi du projet d'articles à la CDI. En outre, il leur est apparu à la lecture du chapitre II du rapport de la CDI (voir A/9610/Rev.1) que si celle-ci n'avait pas pris de décision sur les propositions mentionnées au paragraphe 75 dudit rapport, ce n'était pas par manque de temps, mais parce qu'il ne s'était pas dégagé en son sein une attitude commune lui permettant de les accepter. Il appartiendra à la conférence de plénipotentiaires de trancher. Après avoir donné lecture du nouveau dispositif proposé, M. Maïga indique que les auteurs des amendements originaux (A/C.6/L.1023) ont décidé, après consultation, de réviser lesdits amendements en ajoutant à la fin du paragraphe 3 le membre de phrase "et consacrer le résultat de ses travaux dans une convention internationale et dans tels autres instruments qu'elle jugera appropriés".

21. M. Maïga exprime l'espoir qu'à la trente et unième session la Sixième Commission décidera du lieu et de la date auxquels il convient de convoquer une conférence de plénipotentiaires chargée d'examiner et d'adopter un instrument juridique approprié concernant la succession d'Etats en matière de traités.

La séance est levée à 16 h 30.

** Reprise des débats de la 1550^e séance.

*** Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

* Reprise des débats de la 1572^e séance.

1575^e séance

Mercredi 26 novembre 1975, à 13 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1575

POINTS 114 ET 70 DE L'ORDRE DU JOUR

Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général (suite*) [A/10195 et Add.1, A/C.6/L.1025]

Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé (suite*) [A/10147, A/C.6/L.1025]

1. M. MAÏGA (Mali), présentant le projet de résolution A/C.6/L.1025 au nom de ses auteurs, indique que ce texte fait suite à la deuxième session de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, tenue à Genève du 3 février au 18 avril 1975 et qui a fait l'objet d'un rapport du Secrétaire général (A/10195 et Add.1). Le préambule du projet de résolution met notamment l'accent sur les progrès substantiels réalisés à cette deuxième session. En effet, tandis que la Conférence diplomatique n'avait adopté que cinq articles à sa première session, elle en a adopté près de 70 à sa deuxième session, soit environ la moitié des articles dont elle était saisie. Dans le dernier alinéa du préambule, l'Assemblée générale prend note d'une résolution dont le projet lui a été récemment soumis par la Première Commission sous la cote A/C.6/L.728 et qui invite la Conférence diplomatique à continuer d'examiner l'emploi de certaines armes classiques et de rechercher, pour des raisons humanitaires, un accord sur des règles éventuelles interdisant ou limitant l'emploi de ces armes.

2. Passant en revue les paragraphes du dispositif du projet de résolution, le représentant du Mali insiste sur la nécessité de prendre des mesures propres à promouvoir sur une base universelle la diffusion des règles de droit international humanitaire applicables dans les conflits armés et une éducation en la matière, sur laquelle le paragraphe 2 appelle l'attention. Etant donné la complexité des règles applicables dans ce domaine, il faudrait, comme certains représentants l'ont déclaré à la Conférence diplomatique, que chaque soldat se double d'un juriste. La question de la protection des journalistes en mission professionnelle périlleuse dans les zones de conflit armé a d'abord été étudiée par la Troisième Commission puis renvoyée à la Conférence diplomatique par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 3058 (XXVIII); ce n'est qu'à sa deuxième session que la Conférence diplomatique a examiné cette question et a adopté un certain nombre de dispositions. Comme l'indique le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution, il conviendrait que la Conférence mène à bien ses travaux sur cette question à sa session suivante.

3. Le représentant du Mali exprime l'espoir que l'esprit de coopération et de solidarité qui a présidé jusqu'à présent aux débats de la Conférence diplomatique se maintiendra.

4. M. HAGARD (Suède) souligne les progrès substantiels réalisés par la Conférence diplomatique à sa deuxième session, notamment en ce qui concerne le respect des règles relatives à la protection de la population civile contre les effets des hostilités. Le Gouvernement suédois estime qu'il est particulièrement important d'interdire les bombardements de zones, les attaques dirigées contre des récoltes ou des vivres indispensables à la survie de la population civile ou contre des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses, comme les stations nucléaires. Il se félicite des résultats obtenus en matière de protection des blessés, des malades et des naufragés. L'accord intervenu au sujet de la désignation de "Puissances protectrices" et de leur "substitut" devrait sensiblement contribuer à assurer une meilleure application du droit humanitaire.

5. A la deuxième session de la Conférence diplomatique, de longues négociations ont été consacrées à la question du champ d'application du projet de protocole II concernant les conflits armés non internationaux. Le texte finalement mis au point par consensus (voir A/10195, annexe I) est le reflet de l'esprit de compromis et de coopération qui a animé les délégations. En fait, la protection des victimes de conflits non internationaux est aussi importante que celle des victimes de conflits internationaux.

6. Toutefois, diverses autres questions de fond devront encore être réglées à la troisième session de la Conférence diplomatique et elles nécessiteront elles aussi la coopération des délégations. A ce propos, M. Hagard mentionne le problème de l'extension du statut de prisonnier de guerre aux guérilleros, la responsabilité pénale pour violation du protocole et la création d'une commission impartiale d'enquête chargée d'examiner les violations des conventions et du protocole. Il importe de favoriser le respect des obligations qu'imposent les instruments humanitaires internationaux. A cet égard, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge peuvent donner des directives utiles pour l'application de ces règles.

7. Quant à l'interdiction ou à la limitation de l'emploi d'armes classiques particulièrement destructives, M. Hagard rappelle que la délégation suédoise a déjà exposé son point de vue à la 2091^e séance de la Première Commission. Il tient à remercier le CICR d'avoir convoqué une deuxième conférence d'experts gouvernementaux sur cette question et il exprime l'espoir que les résultats de cette réunion faciliteront les travaux de la Conférence diplomatique.

8. Le représentant de la Suède forme le vœu que la troisième session de la Conférence diplomatique, convoquée par le Conseil fédéral suisse, sera couronnée de succès et que l'application des futurs protocoles par toutes les parties à un conflit armé permettra de réduire quelque peu les souffrances que ces conflits imposent à l'homme et les dégâts qu'ils causent à l'environnement.

* Reprise des débats de la 1572^e séance.

9. M. SABEL (Israël) indique que son pays s'est fait représenter aussi bien aux diverses conférences d'experts gouvernementaux qui ont précédé la Conférence diplomatique qu'aux deux sessions de la Conférence diplomatique elle-même. Le représentant d'Israël estime que la Sixième Commission ne devrait pas s'engager dans un débat de fond sur la question. Il importe de maintenir une nette distinction entre cette branche du droit que constituent les droits de l'homme et qui occupe une place particulière dans le monde et dans le système des Nations Unies, et le droit humanitaire international applicable en période de conflit armé. Le droit humanitaire international a ses propres sources historiques et la pratique juridique s'est cristallisée en un droit international coutumier; il a des liens particuliers avec le CICR à Genève et il est demeuré un des piliers du droit international malgré les heurts et les vicissitudes qui ont marqué l'évolution des croyances, des idéologies et des convictions politiques et sociales dans le monde. Lorsqu'on essaie d'améliorer ou de préserver les droits de l'homme dans le système des Nations Unies, il faut se garder de porter atteinte ou d'ébranler la structure actuelle distincte du droit international humanitaire. C'est pourquoi la délégation israélienne s'est abstenue de se prononcer sur le fond des questions dont la Conférence diplomatique est saisie. M. Sabel tient, cependant, à faire observer que le rapport du Secrétaire général ne mentionne pas l'amendement CDDH/1/286 présenté par la délégation israélienne à la deuxième session de la Conférence diplomatique et qui visait à ajouter un nouvel article 2 *bis* dans la première partie du projet de protocole I, aux termes duquel, lorsque le bouclier rouge de David sur fond blanc est déjà utilisé comme emblème distinctif, cet emblème doit être reconnu par les conventions et le protocole I. Depuis sa création, Israël a utilisé le bouclier rouge de David comme emblème distinctif des services sanitaires de ses forces armées, tout en respectant l'inviolabilité des signes et emblèmes distinctifs des Conventions de Genève de 1949. Le bouclier de David est un emblème du judaïsme universellement connu et reconnu; son origine est très ancienne et bien antérieure à la création de l'Etat d'Israël. La Conférence de 1949 a d'ailleurs admis que cet emblème était bien connu et respecté dans les régions du monde où il était utilisé. La délégation israélienne s'est longuement expliquée sur ce point aux vingt-huitième et vingt-neuvième sessions de l'Assemblée générale (1453^e séance et 1519^e séance, respectivement), et elle exprime l'espoir que la Conférence diplomatique consacrera sur le plan juridique le droit qu'a Israël de se protéger de cette manière.

10. M. KUSSBACH (Autriche) rappelle que c'est en 1971, lorsque s'est tenue à Genève la première Conférence d'experts gouvernementaux, qu'ont commencé les négociations relatives à la réaffirmation et au développement du droit humanitaire applicable en période de conflit armé, que ces négociations se sont poursuivies en 1974 et 1975 à la Conférence diplomatique et qu'elles devraient s'achever dans un proche avenir. Bien qu'il soit trop tôt pour tirer des conclusions sur les résultats définitifs de ces négociations, il est indéniable qu'à sa deuxième session la Conférence diplomatique a réalisé d'importants progrès. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général en la matière, plus de la moitié des projets d'articles soumis à l'approbation de la Conférence diplomatique ont été adoptés et certains d'entre eux sont particulièrement importants. En commission, la Conférence diplomatique a aussi réussi à adopter, à sa

deuxième session, un projet d'article sur la protection des journalistes en mission périlleuse (voir A/10195, annexe I, p. 8). Le Gouvernement autrichien se félicite d'autant plus de ce résultat qu'il s'est efforcé pendant plusieurs années avec d'autres gouvernements, au sein de l'Organisation des Nations Unies, d'obtenir une meilleure protection des journalistes en mission dans des régions dangereuses. Quant aux débats consacrés à l'interdiction ou à la limitation de l'emploi de certaines armes classiques, ils ont permis de mieux définir le sujet et d'aplanir quelques controverses.

11. Malgré ses résultats remarquables et en dépit de la longueur de sa deuxième session, la Conférence diplomatique n'a pas pu achever ses travaux à temps. Avant la troisième session, à laquelle devront encore être débattues des questions complexes et délicates, une deuxième conférence d'experts gouvernementaux se réunira à Lugano sous les auspices du CICR du 28 janvier au 26 février 1976, en vue de présenter des propositions concrètes sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques. Le Gouvernement autrichien craint qu'une quatrième session de la Conférence diplomatique ne soit nécessaire, étant donné qu'après avoir été adoptés en commission les projets d'articles devront encore être examinés par le Comité de rédaction, avant d'être finalement soumis à la Conférence plénière. Il se pourrait que le travail du Comité de rédaction prenne un certain temps.

12. Le Gouvernement autrichien attache une importance particulière au projet de protocole II et il estime que la Conférence diplomatique n'atteindrait pas pleinement son but si elle ne se mettait pas d'accord sur des règles relatives aux aspects humanitaires des conflits armés non internationaux. Il estime que l'on ne saurait sous-estimer l'importance du problème de l'interdiction ou de la restriction de l'emploi de certaines armes classiques et que des règles de base devraient être adoptées en la matière. Compte tenu des charges financières qu'implique pour le pays hôte la tenue de la Conférence diplomatique, les délégations participant à cette conférence devraient s'efforcer de ne pas en prolonger inutilement les travaux.

13. Après avoir exprimé la reconnaissance du Gouvernement autrichien à l'égard du Conseil fédéral suisse et du CICR pour la parfaite organisation des travaux de la Conférence diplomatique, M. Kussbach exprime l'espoir que le projet de résolution A/C.6/L.1025, dont sa délégation est l'un des auteurs, sera adopté par consensus.

14. M. BUSSE (République fédérale d'Allemagne) indique que le gouvernement de son pays a dès le début apporté un soutien actif aux efforts du CICR et du Conseil fédéral suisse en vue de réaffirmer et de développer le droit international humanitaire applicable en période de conflit armé. A la deuxième session de la Conférence diplomatique, plus de la moitié des articles contenus dans les projets de protocoles additionnels ont été adoptés. Il faut espérer que la Conférence pourra achever ses travaux à sa prochaine session.

15. L'excellent rapport du Secrétaire général sur la deuxième session de la Conférence diplomatique est particulièrement concis. La délégation de la République fédérale d'Allemagne accorde une importance toute spéciale aux dispositions qui concernent la désignation de puissances

protectrices et qui sont bien meilleures que celles des Conventions de Genève de 1949, à l'accord intervenu sur la question de la protection des journalistes en mission périlleuse, aux dispositions adoptées par consensus, tant en ce qui concerne les méthodes et moyens de combat que la protection de la population civile contre les dangers résultant d'opérations militaires, et, enfin, aux importantes décisions prises quant au champ d'application du projet de protocole II et quant aux garanties fondamentales fournies aux particuliers.

16. Ainsi que l'indique le chapitre IV du rapport du Secrétaire général, lors de la deuxième session de la Conférence diplomatique, la Commission *ad hoc* sur les armes conventionnelles a étudié attentivement les résultats de la Conférence d'experts gouvernementaux sur l'emploi de certaines armes conventionnelles, qui s'était réunie à Lucerne en automne 1974; elle est arrivée à la conclusion que l'étude de cette question devait être poursuivie, si bien qu'une autre conférence d'experts gouvernementaux aura lieu à Lugano, avant la troisième session de la Conférence diplomatique.

17. A sa troisième session, la Conférence diplomatique aura encore beaucoup à faire pour achever l'examen des deux protocoles additionnels, qui visent à assurer une meilleure protection des particuliers, combattants ou non combattants, en temps de guerre. Cette protection devrait leur être accordée, quelle que soit leur origine et quels que soient le régime social et les objectifs de l'Etat auquel ils appartiennent. Seule une protection de cette nature serait conforme aux principes défendus par le CICR et aux règles régissant le droit international humanitaire. Compte tenu du fait que 40 des 50 conflits armés qui se sont produits au cours des dernières décennies n'étaient pas des conflits internationaux, la délégation de la République fédérale d'Allemagne estime qu'il est particulièrement urgent d'adopter le projet de protocole II, lequel doit s'appliquer aux conflits armés non internationaux. Ce protocole comblerait une lacune puisqu'en matière de droit humanitaire il n'existe que peu de règles universellement acceptées qui sont applicables aux conflits non internationaux. Dans les conflits de cette catégorie, il offrirait un minimum de protection humanitaire, correspondant à la protection offerte par les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme en temps de paix.

18. M. Busse exprime l'espoir que la Conférence diplomatique pourra achever ses travaux à sa session suivante et il indique que sa délégation appuiera le projet de résolution A/C.6/L.1025.

19. M. JEANNEL (France) indique que sa délégation approuve le projet de résolution A/C.6/L.1025, et notamment les sept paragraphes du dispositif mais que le dernier alinéa du préambule lui cause des difficultés. Dans cette disposition, l'Assemblée générale prend note d'une résolution qui n'est pas encore adoptée et dont le texte doit lui être soumis par la Première Commission; ledit texte tend à inviter la Conférence diplomatique à continuer d'examiner l'emploi de certaines armes classiques et de rechercher un accord sur des règles éventuelles interdisant ou limitant l'emploi de ces armes. La délégation française est d'avis que la Conférence diplomatique n'a pas à s'occuper du désarmement et que l'étude de cette question ne peut qu'entraver

ses travaux. Toutefois, si l'idée exprimée dans le dernier alinéa du préambule était acceptée par consensus, la délégation française ne s'y opposerait pas. En l'état actuel des choses, il est toutefois impossible que la Sixième Commission propose à l'Assemblée générale de prendre note d'un texte dont la Sixième Commission ne connaît même pas le contenu exact. Il se pourrait que le contenu de ce projet de résolution de la Première Commission, une fois adoptée par l'Assemblée générale, diffère de la description qui en est faite dans l'alinéa en question.

20. Il est à noter d'autre part que, comme toutes les grandes commissions, la Sixième Commission n'adopte que des projets de résolutions qui sont par la suite soumis à l'Assemblée générale. Aussi longtemps que l'Assemblée générale n'a pas adopté un projet, il n'existe pas de résolution proprement dite. C'est pourquoi la délégation française estime que l'alinéa en question n'a pas sa place dans le projet de résolution à l'examen. Sa position n'implique pas qu'elle s'opposera en plénière à ce qu'il soit fait mention d'une résolution que l'Assemblée générale adopterait sur la base d'un projet d'une grande commission, si cette mention faisait l'objet d'un consensus. Mais la Sixième Commission ne peut, pour le moment, préjuger la décision que prendra l'Assemblée générale sur le projet de résolution qui lui sera soumis par la Première Commission. Une fois saisie des projets de résolution de ses grandes commissions, l'Assemblée générale doit procéder à un travail de coordination; c'est à ce moment-là que les délégations désireuses de mentionner la résolution qui sera peut-être adoptée sur la base du projet de la Première Commission pourront faire entendre leur voix.

21. En conséquence, le représentant de la France propose de supprimer le dernier alinéa du préambule du projet de résolution A/C.6/L.1025.

22. M. MELESCANU (Roumanie) déclare que pour son pays qui a participé aux conférences organisées sur l'initiative du CICR et de la Confédération suisse, les questions qui font l'objet de ces conférences constituent une partie intégrante de sa politique étrangère. Dans l'idée de raffermir la paix et la sécurité internationales et d'instaurer de nouvelles relations entre les Etats, la Roumanie estime que les questions relevant du droit international humanitaire des conflits armés doivent être abordées en tenant compte de la nécessité de mettre un terme aux guerres et de supprimer les sources de tension et de conflit.

23. Le droit humanitaire ne peut se développer que dans le cadre plus large de la protection générale des peuples et des nations fondée sur le respect des normes et des principes du droit international contemporain. Il doit s'orienter dans le sens d'une meilleure protection de la population civile et de son économie et doit reposer sur une distinction nette entre combattants et population civile, d'où la nécessité d'interdire à jamais les armes de destruction massive ainsi que les armes qui frappent sans discrimination, les représailles, les prises d'otages et tous les actes de terreur.

24. En abordant la question des conflits armés n'ayant pas un caractère international, il faut partir du besoin de respecter le droit de chaque peuple de choisir, développer librement et défendre son système politique, économique, social et culturel, ainsi que de l'obligation de chaque Etat

de s'abstenir de tout acte ayant pour but de renverser le régime d'un autre Etat. C'est pourquoi la délégation roumaine pense qu'appliquer aux conflits internes une réglementation valable dans le cas de conflits internationaux pourrait avoir des conséquences négatives et entraîner des violations du droit international.

25. L'ONU ne peut rester insensible devant le désir de la communauté internationale d'assurer le règne du droit humanitaire et de faire prévaloir la justice, et elle doit encourager les efforts pour le développement du droit humanitaire. Les projets adoptés à la deuxième session de la Conférence diplomatique illustrent l'importance du travail accompli en vue d'élaborer des futurs protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949, premier pas vers la réaffirmation et le développement du droit humanitaire, qui doit se faire dans le cadre du droit international contemporain.

26. Pour tous les peuples qui ont accédé à l'indépendance au prix d'une longue lutte et de grands sacrifices, le développement du droit humanitaire doit servir à consolider leur souveraineté et à renforcer leur protection en cas d'agression. Ainsi, le droit humanitaire contribuera également à une application plus stricte du droit international général. La délégation roumaine est persuadée que la troisième session de la Conférence, à laquelle elle apportera sa contribution, aura une importance décisive pour la réaffirmation et le développement du droit humanitaire.

27. M. GONZALEZ GALVEZ (Mexique) demande aux membres de la Commission d'adopter par consensus le projet de résolution A/C.6/L.1025. Il rappelle à cet égard que la Sixième Commission a pour tradition d'examiner les résultats des conférences de plénipotentiaires. Bien que la question dont la Commission est saisie soit étudiée dans d'autres instances, l'Organisation des Nations Unies manquerait à l'un de ses devoirs, à savoir assurer la paix et la sécurité internationales, si elle ne se prononçait pas sur des questions liées au but qu'elle poursuit.

28. Quant au problème auquel le représentant de la France a fait allusion, M. González Gálvez comprend qu'il soit difficile d'approuver le projet de résolution à l'examen avant que la Première Commission se soit prononcée sur le projet visé au dernier alinéa du préambule, mais il ne saurait accepter la suppression de l'alinéa en question, qui contient une notion fondamentale pour le développement et la codification du droit humanitaire. En effet, pour la délégation mexicaine, un des problèmes les plus importants dont la Conférence soit saisie est celui de l'interdiction et de la limitation de certains types d'armes alors que pour le représentant de la France, ce problème doit être traité séparément dans le cadre du désarmement. A ce propos, le représentant du Mexique dit qu'il regrette que la France ne participe pas aux négociations sur le désarmement actuellement en cours. Renvoyer cette question à la Conférence du Comité du désarmement serait en fait en reporter l'examen à une dizaine d'années, car le représentant de la France n'ignore certainement pas que l'ordre du jour de la Conférence du Comité du désarmement est chargé. Par ailleurs, la délégation mexicaine a souligné à la Conférence diplomatique que si la Conférence n'établissait pas de normes sur la limitation ou l'interdiction des armes de type conventionnel, le Mexique ne signerait ni ne ratifierait les

protocoles qu'elle pourrait adopter. C'est pour ces raisons que la délégation mexicaine s'oppose à la suppression du dernier alinéa du préambule et a présenté à la Première Commission de concert avec d'autres délégations une proposition publiée sous la cote A/C.1/L.728 et concernant le napalm et les autres armes incendiaires et tous les aspects de leur emploi éventuel.

29. A propos du quatrième alinéa du préambule du projet de résolution, le représentant du Mexique fait observer qu'au cours des débats qui ont eu lieu à la Troisième Commission et à la Conférence diplomatique, certains représentants ont exprimé des doutes sur l'opportunité d'accorder une protection spéciale aux journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé, de crainte que, si la définition des termes "conflit armé non international" n'est pas suffisamment claire, un Etat ne se voit obligé, en cas de conflit interne, d'accorder une protection spéciale aux journalistes. Le problème semble avoir été résolu par la définition qui a été adoptée, mais comme il n'est pas sûr que le projet de protocole II reçoive l'appui de la communauté internationale, le Mexique réexamine sa position sur cet instrument. Pour la délégation mexicaine, l'Organisation des Nations Unies a non seulement le pouvoir, mais le droit d'exprimer son opinion sur cette question.

30. En ce qui concerne l'interdiction des armes incendiaires, M. González Gálvez fait observer que le paragraphe 100 du rapport du Secrétaire général expose la portée d'une proposition touchant à toute une série d'interdictions d'utilisation de ces armes qui, de l'avis de la délégation mexicaine, doivent être examinées en priorité à la session suivante de la Conférence. A ce sujet, il déplore l'attitude négative de certaines puissances qui s'efforcent de retarder l'examen de cette question. Malgré l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force consacrée dans la Charte des Nations Unies, depuis 1945, plus d'une centaine de conflits armés ont éclaté dans le monde, bien qu'aucun d'eux n'ait eu pour théâtre un pays développé. La délégation mexicaine tient donc tout particulièrement à ce que l'on accorde la priorité à la question susmentionnée.

31. M. SIEV (Irlande) déclare que sa délégation a pris note avec satisfaction des progrès réalisés à la deuxième session de la Conférence diplomatique, car pour le Gouvernement irlandais, la conclusion de nouveaux instruments internationaux concernant le droit humanitaire applicable en cas de conflit armé devient de plus en plus urgente dans une période d'insécurité et de tension mondiales. A propos du paragraphe 10 du rapport du Secrétaire général, il souligne que jusqu'en 1974 le nombre de délégations participant aux travaux sur le droit humanitaire a augmenté, mais que de 126 en 1974 le nombre d'Etats participant à la Conférence est tombé à 121 en 1975, probablement à cause de la multiplication des conférences diplomatiques auxquelles les petits Etats ne peuvent pas toujours envoyer de représentants. Néanmoins, la délégation irlandaise lance un appel à toutes les délégations, en particulier à celles des nouveaux Etats membres, pour qu'elles envisagent de participer à la troisième session de la Conférence diplomatique.

32. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) pense que, pour les raisons exposées par le représentant de la

France, le dernier alinéa du préambule du projet de résolution A/C.6/L.1025 pose assurément un problème que l'on ne peut éluder par des sarcasmes. Il ne prétend pas pour autant que cet alinéa soit inacceptable quant au fond, mais il estime qu'en l'adoptant sous sa forme actuelle qui, manifestement, est irrégulière, la Sixième Commission ne ferait pas preuve du sérieux que l'on peut attendre d'elle.

33. M. JEANNEL (France), répondant au représentant du Mexique, dit qu'il n'a pas voulu engager une polémique ni un marchandage. S'il a rappelé sa position, c'est parce qu'il lui était difficile de ne pas le faire. Il a d'ailleurs précisé que la délégation française ne s'opposerait pas à un consensus s'il devait s'en former un sur le sujet. Le problème qui se pose est un problème juridique. Puisque c'est l'Assemblée générale qui adopte les résolutions, elle seule peut introduire dans une résolution une référence à une autre résolution qui n'a pas encore été adoptée. Une solution serait que la Sixième Commission adopte le projet de résolution sans le dernier alinéa du préambule et que le Président de la Sixième Commission appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le fait qu'un certain nombre de délégations estiment qu'il serait bon de faire référence à la résolution qui sera adoptée sur la base du projet de la Première Commission dans le projet de la Sixième Commission.

34. M. HAGARD (Suède) propose de modifier comme suit le libellé du dernier alinéa du préambule : "Notant que la Conférence diplomatique doit continuer d'examiner...". On éviterait ainsi toute référence à un projet de résolution qui n'a pas encore été adopté par une autre commission.

35. M. MAÏGA (Mali) appuie la proposition du représentant de la Suède, sous réserve d'une légère modification. Il propose de remplacer les mots "doit continuer d'examiner" par les mots "continuera d'examiner".

36. M. JEANNEL (France), appuyé par M. ROSENSTOCK (Etats-Unis), dit qu'il sait gré aux représentants de la Suède et du Mali de leur proposition et se déclare prêt à accepter celle du représentant du Mali si elle peut faire l'objet d'un consensus.

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-septième session (fin) [A/10010, A/C.6/L.1024]

37. Le PRESIDENT fait savoir que les délégations canadienne, hongroise, nigériane, polonaise et turque se sont jointes aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1024.

38. M. GOBBI (Argentine), présentant le projet de résolution A/C.6/L.1024, dit que ce projet reflète l'esprit de conciliation qui règne au sein de la Sixième Commission et il exprime l'espoir que ce texte sera adopté à l'unanimité.

39. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objections il considère que la Sixième Commission souhaite adopter le projet de résolution A/C.6/L.1024 sans qu'il soit procédé à un vote.

Le projet de résolution A/C.6/L.1024 est adopté.

POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa huitième session (fin) [A/10017, A/C.6/L.1016, A/C.6/L.1017, A/C.6/L.1021]

40. Le PRESIDENT annonce que le Ghana et le Nigéria se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1021 et il invite les membres de la Sixième Commission à voter sur ce projet de résolution. Il fait savoir qu'une délégation a demandé que le paragraphe 8 du dispositif de ce projet soit mis aux voix séparément.

41. M. STARČEVIĆ (Yougoslavie) demande que la délégation en question présente une motion de division.

42. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) dit que, pour gagner du temps, la délégation des Etats-Unis a demandé à l'avance que le paragraphe 8 fasse l'objet d'un vote séparé, mais qu'elle n'a aucune objection à ce que sa demande soit consignée au compte rendu.

43. M. ABUL-KHEIR (Egypte) fait objection à la demande de division et demande au Président d'appliquer l'article 129 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

44. Le PRESIDENT annonce son intention de donner, conformément aux dispositions de l'article 129, l'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion de division à deux orateurs pour et à un autre orateur contre.

45. M. STEEL (Royaume-Uni) déplore la tendance à empêcher les opinions divergentes de s'exprimer, pratique qui n'avait jusqu'à présent pas cours à la Sixième Commission. Il appuie énergiquement la demande de division.

46. M. BOUCHOUAREB (Algérie) dit que le projet de résolution se rapporte à des domaines commerciaux et économiques, sur lesquels ont porté les décisions adoptées lors des deux sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, et que le paragraphe 8 est en parfaite harmonie avec le reste du projet. Sa délégation se prononce contre un vote par division.

47. M. WANG (Canada) partage entièrement la position du représentant du Royaume-Uni. Il pense que le projet de résolution porte non pas sur des questions commerciales et économiques, mais sur des questions juridiques au sujet desquelles les membres de la Sixième Commission peuvent, en tant que juristes, avoir des points de vue différents.

Il est procédé au vote non enregistré sur la motion de division.

Par 67 voix contre 24, avec 12 abstentions, la motion est rejetée.

Sur la demande du représentant de la Yougoslavie, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.6/L.1021.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique

de Biélorussie, Canada, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Cuba, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Danemark, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Allemagne (République fédérale d'), Souaziland, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 98 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le projet de résolution est adopté.

48. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) regrette que la Sixième Commission ait été privée de la possibilité de voter séparément sur le paragraphe 8. Les réserves de la délégation des Etats-Unis quant aux résultats des travaux de la sixième session extraordinaire et quant à certains aspects de ceux de la septième session sont connues. Il est douteux que les recommandations formulées à ces deux sessions ou celles qui sont contenues dans la résolution 3281 (XXIX) aient été assez mûrement pesées pour être mentionnées dans un contexte juridique. La délégation des Etats-Unis s'est efforcée de rechercher une base commune qui aurait permis d'adopter le projet de résolution par consensus. Elle remercie à cet égard le Rapporteur, qui a présidé qux consultations officielles. Elle tient en outre à exprimer sa gratitude au groupe latino-américain tout entier ainsi qu'à un grand nombre de délégations d'Afrique et d'Asie qui ont fait preuve d'esprit de conciliation. M. Rosenstock déplore qu'en raison de la conduite délibérée et irresponsable d'une délégation qui n'est celle ni d'un pays africain ni d'un pays asiatique, l'on n'ait pu parvenir à un consensus. La délégation des Etats-Unis regrette que, pour la première fois, la Sixième Commission n'ait pu adopter par consensus un projet de résolution relatif aux travaux de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

49. M. BUSSE (République fédérale d'Allemagne) rappelle l'intérêt que son gouvernement porte aux travaux de la CNUDCI, comme le prouvent les contributions qu'il a versées en vue de contribuer au financement du dernier colloque organisé par la CNUDCI à l'intention de juristes originaires de pays en développement. Sa délégation regrette donc d'avoir dû s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution. Toutefois, elle ne pouvait accepter les références faites, au troisième alinéa du préambule, aux résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale ni le paragraphe 8 du dispositif. La CNUDCI, dont

les travaux ont pour but d'établir des règles uniformes dans le domaine du droit commercial international, doit se garder de toute intention politique visant à favoriser certains Etats.

50. M. GODOY (Paraguay) indique que sa délégation a voté pour la motion de division présentée par la délégation des Etats-Unis parce qu'elle est convaincue que toute délégation a le droit absolu de ne pas participer à un consensus "forcé", droit que la Sixième Commission doit préserver en faveur de chacun de ses membres. Néanmoins, la délégation du Paraguay a voté pour le projet de résolution dans son ensemble.

51. M. KRISHNADASAN (Souaziland) dit que sa délégation s'est abstenue par erreur lors du vote sur le projet de résolution mais qu'en fait elle appuyait pleinement ce texte, en particulier le paragraphe 8 du dispositif.

52. M. SIBLESZ (Pays-Bas) déplore que la Commission ait rejeté la demande de vote séparé sur le paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution, mais souligne que sa délégation aurait voté pour le maintien du paragraphe 8 en dépit de certaines réserves sur les résolutions auxquelles il y est fait allusion. Il rappelle qu'à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale la délégation néerlandaise s'est abstenue lors du vote sur la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et ajoute que sa délégation doute de l'opportunité de demander à la CNUDCI de tenir compte de dispositions de résolutions adoptées aux sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale.

53. M. BOSCO (Italie) a voté pour le projet de résolution mais il regrette que la Commission n'ait pas pu voter séparément sur le paragraphe 8 du dispositif qui, de même que le troisième alinéa du préambule, fait référence à certaines résolutions à propos desquelles la délégation italienne nourrit de sérieuses réserves. Il n'est pas approprié de porter à l'attention de la CNUDCI, organe juridique et technique, des résolutions portant sur des questions de politique économique.

54. M. SHIGETA (Japon) a voté pour la demande de vote séparé dans l'idée qu'il convient de donner aux délégations la possibilité d'exprimer leur opinion par un vote. La délégation japonaise a voté également pour le projet de résolution dans son ensemble, mais elle éprouve certaines difficultés à accepter le paragraphe 8 du dispositif et elle se serait abstenue si ce paragraphe avait été mis aux voix séparément.

55. M. STEEL (Royaume-Uni) déclare que sa délégation est l'une de celles qui souhaitent un vote séparé sur le paragraphe 8 du dispositif et il déplore le refus de la Commission de donner l'occasion aux délégations d'exprimer une opinion divergente. Si ce paragraphe avait été mis aux voix, la délégation britannique aurait voté contre et c'est pourquoi elle n'a eu d'autre choix que de s'abstenir lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution. Traditionnellement, la délégation britannique figure chaque année parmi les auteurs du projet de résolution adopté sur le rapport de la CNUDCI et, à l'exception du paragraphe contesté, elle était prête à se joindre aux auteurs du projet de résolution de cette année. Le seul fait qu'un très petit nombre de délégations aient insisté pour que ce texte hors de propos et partisan soit inséré dans le projet a empêché la

délégation britannique de le faire et rendu vains les longs et patients efforts déployés par les délégations de tous les groupes régionaux en vue de trouver une formule qui suscite moins de divergences. Ce n'est pas de la faute de ces délégations ni de celle de la délégation britannique si ces efforts ont échoué. La délégation britannique juge le projet de résolution inacceptable pour plusieurs raisons : elle ne peut se joindre aux autres délégations pour recommander à la CNUDCI de tenir compte de résolutions pour certaines parties desquelles elle a formulé et maintient des réserves explicites. Par ailleurs, alors que la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale s'est déroulée dans une atmosphère d'affrontement, la septième session extraordinaire a donné l'espoir d'un dialogue. Cette session constitue le point de départ approprié d'un dialogue constructif à l'avenir. Il est donc peu judicieux de faire ainsi référence aux résolutions de la sixième session extraordinaire. Enfin, adresser à la CNUDCI une semblable recommandation serait la détourner de sa tâche véritable et peut-être la mettre dans l'incapacité de poursuivre ses travaux utiles.

56. M. WANG (Canada) a voté pour l'ensemble du projet de résolution mais indique que si le paragraphe 8 du dispositif avait été mis aux voix séparément, sa délégation n'aurait pu l'appuyer. Il tient à souligner par ailleurs que le fait d'avoir voté pour le projet de résolution n'implique aucunement un changement d'attitude de la part de la délégation canadienne sur les résolutions évoquées au paragraphe 8 du dispositif et sur lesquelles elle a fait part de ses réserves.

57. M. VAN BRUSSELEN (Belgique) s'associe aux représentants qui ont exprimé leur regret de n'avoir pas obtenu la permission d'exprimer librement leur opinion. La délégation belge a voté pour le projet de résolution dans son ensemble, mais maintient ses réserves sur les résultats de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et si la motion de vote par division n'avait pas été rejetée, elle n'aurait pas voté pour le paragraphe 8 du dispositif.

58. M. BRUNA (Chili) a voté pour la motion de division parce qu'il convient de donner à toutes les délégations la possibilité d'exprimer leur opinion. Néanmoins, la délégation chilienne aurait voté pour le paragraphe 8 s'il avait été mis aux voix séparément et elle a voté pour le projet de résolution dans son ensemble.

59. M. GÜNEY (Turquie) a voté pour la demande de vote par division pour les raisons exposées par le représentant du Paraguay. Il aurait néanmoins voté pour le paragraphe 8 s'il avait été mis aux voix séparément et il a voté pour le projet de résolution dans son ensemble.

60. M. STARČEVIĆ (Yougoslavie) tient à préciser que l'intention des auteurs du projet de résolution était d'harmoniser les travaux de la CNUDCI et les décisions prises par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine économique, ce qui est tout à fait naturel compte tenu en particulier du dernier alinéa du préambule de la résolution 3362 (S-VII). De plus, il est évident que la CNUDCI s'occupe de problèmes juridiques qui sont liés à des questions soulevées au cours de la septième session extraordinaire. M. Starčević est donc surpris de l'opposition manifestée par certains représentants devant une référence

au lien naturel qui unit les travaux de la CNUDCI à ceux de l'Assemblée générale.

61. En outre, il ne convient pas de sous-estimer l'importance des résultats obtenus à la sixième session extraordinaire et de chercher à donner l'impression qu'ils ont dû céder le pas devant les résultats de la septième session extraordinaire. Pour la délégation yougoslave, les résolutions adoptées pendant la sixième session extraordinaire énoncent les principes sur la base desquels les pays doivent oeuvrer en faveur du développement économique. Les auteurs du projet de résolution ont fait tout leur possible pour arriver à un consensus et le paragraphe 8 du dispositif est rédigé en termes beaucoup plus nuancés que le libellé initial. Céder sur cette question de principe reviendrait à nier les résultats obtenus au cours des deux dernières sessions extraordinaires de l'Assemblée générale et un consensus qui serait obtenu aux dépens des pays en développement et de leurs intérêts ne servirait pas les travaux de l'Organisation des Nations Unies.

62. M. BRACKLO (République fédérale d'Allemagne), rapporteur, rappelle que dans sa résolution 2292 (XXII), l'Assemblée générale a recommandé à ses grandes commissions de n'inclure dans leurs rapports un compte rendu de leurs débats que dans des cas exceptionnels. Le rapport de la Sixième Commission sur les rapports de la CDI et de la CNUDCI a toujours contenu non seulement les textes des propositions, des amendements et des décisions prises, mais aussi un résumé des débats. Si la Commission le souhaite, le projet de rapport de la Sixième Commission sera établi selon les mêmes critères et comprendra un compte rendu de ses débats sur le rapport de la CDI, de 65 pages environ, entraînant des frais évalués à 16 240 dollars et sur le rapport de la CNUDCI, de 10 pages environ, entraînant des frais évalués à 2 500 dollars.

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10332, A/C.6/438]

63. M. BAQIR (Pakistan) note avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies a adopté toute une série de mesures visant au développement progressif du droit international, en particulier à l'harmonisation du droit commercial international et est convaincu que le colloque organisé sur le rôle des universités et des centres de recherche dans le domaine du droit commercial international aura permis aux universitaires intéressés de centrer leur attention sur une branche importante du droit. La délégation pakistanaise n'est pas surprise que le Secrétariat ait reçu de nombreuses demandes tendant à ce que des colloques semblables soient organisés dans d'autres régions du monde, et M. Baqir souligne la nécessité de tenir ces colloques dans des pays en développement car les pays développés doivent faire diffuser leurs connaissances en faveur des pays du tiers monde qui luttent pour éliminer les vestiges de l'exploitation passée et s'efforcent de modeler un nouvel ordre économique plus équitable. Le programme de bourses revêt également un certain intérêt. Le Pakistan apprécie les efforts déployés par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et l'Organisation des

Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour organiser des cours de formation et de perfectionnement en droit international et espère participer au programme d'études.

64. M. STARČEVIĆ (Yougoslavie) déclare que sa délégation a toujours attaché une importance considérable au Programme d'assistance des Nations Unies qui contribue à promouvoir le règne du droit dans les relations internationales et mérite par conséquent le plein appui des Etats. On ne saurait surestimer l'importance que revêt ce programme car il permet de former des juristes de pays en développement à des questions qui présentent un intérêt particulier pour leurs pays. Au cours des deux dernières années, l'exécution du Programme s'est déroulée conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et, compte tenu des possibilités et ressources disponibles, il a été couronné de succès. La délégation yougoslave se demande s'il serait possible de donner une plus large publicité aux activités juridiques de l'Organisation des Nations Unies et elle se félicite du développement des activités menées en matière de droit commercial international. En ce qui concerne le Programme ONU/UNITAR de bourses dans le domaine du droit international, la délégation yougoslave en approuve les buts ainsi que les critères qui servent au choix des candidats mais elle ne comprend pas la pratique qui consiste à accorder des bourses à des ressortissants de pays qui ne sont pas membres de l'ONU et souhaiterait avoir des éclaircissements sur ce point.

65. La délégation yougoslave appuie les recommandations formulées par le Secrétaire général pour 1976-1977 dans son rapport (voir A/10332, chap. III) et elle exprime l'espoir que les Etats Membres accroîtront leur soutien au Programme pour lui permettre de s'étendre.

66. M. KASHAMA (Zaïre) rappelle que son pays a eu l'honneur d'accueillir du 16 au 29 janvier 1975 les participants aux cours régionaux de formation et de perfectionnement en matière de droit international destinés à des juristes africains francophones et organisés par l'UNITAR. Ces cours ont été un succès. Toutefois, il semble que le programme ait été trop chargé car peu de temps a pu être consacré aux débats après les exposés théoriques. Le Zaïre a toujours considéré qu'il valait mieux apprendre à une personne à travailler plutôt que de subvenir à ses besoins. C'est à cela que tend le nouveau cycle de cours régionaux de formation et de perfectionnement en matière de droit international organisés par l'UNITAR pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. La délégation zaïroise tient donc à remercier l'UNITAR et tous les professeurs et experts qui participent à l'organisation de ces cours ainsi que les gouvernements qui contribuent au financement des activités du Programme.

67. M. MAKAREVITCH (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que sa délégation a étudié avec intérêt le rapport du Secrétaire général sur le Programme. A l'heure

actuelle, le droit international est de plus en plus important et une meilleure connaissance des normes juridiques favorise les relations de bon voisinage entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents. A cet égard, le Programme instauré par la résolution 2099 (XX) joue un rôle considérable. Il ressort du rapport du Secrétaire général qu'au cours de ces deux dernières années des progrès importants ont été réalisés dans l'application du Programme. C'est ainsi que des séminaires ont été organisés lors des vingt-sixième et vingt-septième sessions de la Commission du droit international et qu'un colloque sur le rôle des universités et des centres de recherche dans le domaine du droit commercial international s'est tenu à l'occasion de la huitième session de la CNUDCI. En outre, des services consultatifs ont été fournis par des experts et des publications juridiques ont été diffusées dans les pays en développement. Il convient également de noter le rôle utile joué par l'UNESCO et l'UNITAR. Il serait bon d'inviter des juristes venant de pays socialistes à participer aux activités du Programme afin que les juristes des pays en développement puissent se familiariser avec toutes les conceptions du droit international.

68. Le Gouvernement de la RSS d'Ukraine attache la plus grande importance à l'étude du droit international, comme en témoignent les cours organisés dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur de ce pays. Il fournit une aide bilatérale pour la formation de spécialistes de droit international; la RSS d'Ukraine a formé ces dernières années plus de 200 spécialistes venant de pays en développement. L'aide bilatérale dans ce domaine ne réduit aucunement l'utilité du Programme, mais il convient d'en tenir compte lors de l'estimation de celui-ci. Etant donné la situation financière critique dans laquelle se trouve l'ONU, l'application du Programme en 1976 et en 1977 ne doit pas entraîner de dépenses supplémentaires au budget de l'Organisation.

69. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) exprime sa satisfaction devant l'excellent travail accompli dans le cadre du Programme qui apporte un complément utile aux activités d'assistance bilatérale. Il souligne aussi que le principe de l'universalité est particulièrement approprié compte tenu du fait que le Programme a notamment pour objectif d'assurer une plus large diffusion du droit international.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10198 et Add.1 à 5, A/C.6/L.1019, A/C.6/L.1022/Rev.1, A/C.6/L.1023/Rev.1]

70. Le PRESIDENT annonce que le Nigéria s'est joint aux auteurs des amendements figurant dans le document A/C.6/L.1023/Rev.1.

La séance est levée à 18 heures.

1576^e séance

Vendredi 28 novembre 1975, à 10 h 55.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1576

POINTS 114 ET 70 DE L'ORDRE DU JOUR

Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général (*suite*) [A/10195 et Corr.1 et Add.1, A/C.6/L.1025/Rev.1]

Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé (*suite*) [A/10147, A/C.6/L.1025/Rev.1]

1. Le **PRESIDENT** annonce que la Norvège s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1.

2. M. HAGARD (Suède), prenant la parole au nom des auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1, indique que le texte révisé ne contient aucune modification quant au fond; on y a seulement apporté des améliorations de rédaction concernant la version anglaise.

3. M. BAQIR (Pakistan) se plaint à signaler que son pays a été en mesure d'apporter une contribution modeste mais positive à la deuxième session de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés. A son avis, il est indispensable d'établir une distinction entre les mouvements de libération en lutte pour exercer le droit d'autodétermination et les groupes qui fomentent la subversion et la sécession à l'intérieur d'un territoire dans le but de désintégrer l'Etat. Ce dernier type d'activité est répréhensible et les personnes qui s'y livrent ne peuvent prétendre à la qualité de prisonniers de guerre. Tout rebelle qui porte atteinte à l'ordre public demeure sous l'empire du droit national et doit donc être poursuivi et puni. Le Pakistan a présenté un amendement lors de la deuxième session de la Conférence diplomatique tendant à ce que seuls les mouvements de libération qui satisfont à certains critères puissent invoquer la protection accordée en vertu du projet de protocole I, de sorte que les rebelles ne puissent se prévaloir de cette protection et reçoivent le traitement réservé aux criminels de droit commun.

4. En ce qui concerne les articles portant sur la limitation et l'interdiction des armes considérées comme étant de nature à frapper sans discrimination les civils et les combattants, la délégation pakistanaise a proposé à cette même session un amendement tendant à ce que les Hautes Parties contractantes se réunissent périodiquement pour examiner quelles sont les armes susceptibles de produire des effets aussi étendus. La délégation pakistanaise continue de s'élever contre les bombardements de zone qui risquent de causer des pertes civiles. La population civile et les biens de caractère civil doivent bénéficier d'une protection absolue contre toute attaque. Cependant, lorsque certains biens sont mis directement au service de biens militaires, on doit considérer qu'ils ont perdu leur caractère civil. De plus, toute attaque contre des ouvrages et installations aussi

essentiels que les barrages et les centrales électriques doit être interdite en raison du risque qu'elle pourrait faire courir à la population civile.

5. Le Pakistan n'aurait pas d'objections à l'établissement d'un organisme impartial chargé de vérifier si une localité est ou non défendue. L'utilisation des prisonniers de guerre en vue d'obtenir un avantage politique doit également être proscrite.

6. En ce qui concerne le projet de convention sur la protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé qui fait l'objet d'une note du Secrétaire général (A/10147), la délégation pakistanaise a proposé d'ajouter à l'article 6, en tant que paragraphe 3, la disposition suivante :

"Un journaliste qui n'est pas ressortissant d'un Etat partie à la Convention peut néanmoins demander la délivrance d'une carte d'identité à un Etat partie qui est engagé dans un conflit armé ou sur le territoire duquel un conflit armé se déroule. L'Etat partie peut lui délivrer une carte si, de l'avis de l'autorité compétente dudit Etat partie, il a satisfait aux normes et conditions fixées pour la délivrance de la carte."

La délégation pakistanaise considère qu'il est très important d'achever sans délai la mise au point de la convention et exprime sa reconnaissance au Groupe de travail de la Commission I de la Conférence diplomatique pour avoir établi une carte d'identité type à l'usage des journalistes en mission périlleuse.

Sur l'invitation du Président, M. Marcuard (observateur de la Suisse) prend place à la table de la Commission.

7. M. MARCUARD (observateur de la Suisse) dit que le respect des droits de l'homme en période de conflit armé a toujours été l'une des préoccupations majeures de son gouvernement. Il félicite le Secrétaire général de son rapport (A/10195 et Add.1) qui donne une image fidèle et objective des travaux de la deuxième session de la Conférence. La participation de l'ONU en qualité d'observateur à la Conférence ainsi que les délibérations de la Sixième Commission sur ce sujet manifestent la collaboration qui existe depuis plusieurs années déjà entre l'Organisation des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Gouvernement suisse dans le domaine du droit international humanitaire. Le Gouvernement suisse se félicite en particulier de voir l'Assemblée générale renouveler l'appel qu'elle a adressé à tous les participants de la Conférence diplomatique pour qu'ils fassent tout leur possible en vue de parvenir à un accord sur des règles supplémentaires qui puissent contribuer à soulager les souffrances causées par les conflits armés, à faire respecter et à protéger, dans ces conflits, les non-combattants et les biens de caractère civil.

8. Pour la deuxième fois, le Conseil fédéral suisse a été heureux d'accueillir à Genève un nombre remarquablement élevé de délégations. Le haut degré de participation à la Conférence est un fait très réjouissant, qui témoigne de l'intérêt que la communauté mondiale porte aux tâches assignées à la Conférence. Il traduit aussi l'universalité du droit humanitaire, universalité qui doit être maintenue si l'on veut parvenir à des textes clairs et simples qui soient ratifiés par l'ensemble des Etats participants.

9. La deuxième session de la Conférence diplomatique a permis de réaliser de substantiels progrès : en effet, environ la moitié des articles que comptent les deux protocoles ont été adoptés en Commission.

10. Le Conseil fédéral suisse forme le voeu que toutes les délégations invitées se retrouvent l'année suivante à Genève pour la troisième session de la Conférence et que les plénipotentiaires parviendront à un accord complet incorporant des principes unanimement reconnus et des améliorations concrètes du sort des victimes des conflits armés.

11. M. NOLAN (Australie) note avec satisfaction la volonté d'aboutir à des solutions constructives qui s'est manifestée lors de l'examen des projets de protocole à la deuxième session de la Conférence diplomatique. Les progrès accomplis sur le fond contrastent agréablement avec ce qui s'était passé à la première session. La Commission I a réussi à adopter l'article premier du projet de protocole II et l'article 5 du projet de protocole I. La Commission II est parvenue à un accord sur la protection accrue à accorder au personnel médical, aux unités et aux transports sanitaires, ainsi qu'aux personnes privées de liberté. Cela doit être considéré comme un développement majeur du droit humanitaire. En outre, des remaniements importants du projet de protocole I garantissent que l'on pourra désormais profiter de tous les avantages offerts par les transports aériens modernes pour faciliter l'évacuation des blessés, des malades et naufragés. Des progrès substantiels ont été également réalisés par la Commission III et la Commission *ad hoc* sur les armes conventionnelles.

12. Si les progrès accomplis à la deuxième session sont encourageants, il n'en reste pas moins qu'un certain nombre de problèmes importants demeurent sans solution. La délégation australienne espère cependant que la troisième session se déroulera elle aussi dans une atmosphère de travail constructif et que la Conférence sera en mesure d'achever ses travaux. La délégation australienne, qui tient à remercier le Conseil fédéral suisse d'avoir convoqué la troisième session, s'emploiera à y parvenir.

13. La délégation australienne a joué un rôle actif dans l'examen de l'importante question de la protection des journalistes en mission périlleuse depuis son introduction à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale; elle a présenté un projet de convention qui a été amalgamé à un projet français pour former la base du projet de convention examiné à la Conférence diplomatique. La complexité de la question ressort du fait qu'il y a cinq ans qu'elle est en cours d'examen. Le droit de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit, énoncé à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, peut difficilement être exercé si les journalistes

ne bénéficient pas d'une protection spéciale lorsqu'ils exercent leurs fonctions dans des situations dangereuses. La délégation australienne, comme son activité à ce sujet en témoigne, est fermement convaincue de l'importance du rôle joué par les journalistes dans l'éventualité regrettable d'un conflit armé et est sensible aux considérations humanitaires importantes dont il faut tenir compte. En dépit de la lenteur des travaux, la deuxième session de la Conférence diplomatique est parvenue à des résultats acceptables. Il a été convenu que, si l'on voulait réaliser des progrès concluants, il fallait écarter l'idée d'une convention distincte. La délégation australienne croit que l'idéal aurait été l'adoption d'une convention. Néanmoins, eu égard à l'urgence et à l'importance du sujet, elle considère que l'essentiel est d'adopter un instrument qui soit largement accepté. Elle appuiera donc le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1.

14. M. SZELEI (Hongrie) déclare que si sa délégation se réjouit des progrès appréciables réalisés au cours de la seconde session de la Conférence diplomatique, elle n'en regrette pas moins vivement que l'on ait rejeté l'idée de participation universelle.

15. Le Gouvernement hongrois continue à attacher une grande importance au fait de pouvoir participer à l'élaboration des deux projets de protocole visant à compléter les Conventions de Genève de 1949. Ces protocoles sont tous deux également essentiels au développement du droit international humanitaire en général et à la protection des victimes de guerre en particulier.

16. C'est le travail concernant le projet de protocole I qui a été le plus fructueux et le plus prometteur, particulièrement celui qui a été réalisé au sein de la Commission III de la Conférence. La délégation hongroise prend note avec satisfaction des paragraphes 76, 77 et 91 du rapport du Secrétaire général puisque, lors de la Conférence d'experts gouvernementaux tenue en 1972, le représentant de la Hongrie avait souligné la nécessité de mettre au point des règles visant à limiter au maximum les dommages causés à l'environnement naturel par les conflits armés.

17. Comme en témoigne le paragraphe 75 de ce rapport, un grand nombre de pays ont présenté une proposition intéressante demandant l'insertion dans le projet de protocole I d'un nouvel article dans lequel serait reconnue l'importance de la Définition de l'agression adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session [résolution 3314 (XXIX), annexe]. Cette proposition mérite un examen approfondi.

18. En ce qui concerne les travaux de la Commission *ad hoc* sur les armes conventionnelles, la délégation hongroise considère qu'il serait plus judicieux de donner à la Conférence du Comité du désarmement et/ou à d'autres instances traitant du désarmement l'occasion d'étudier la question et de prendre, le cas échéant, les mesures appropriées.

19. La délégation hongroise souscrit aux paragraphes 143 et 145 du rapport et attend avec impatience que la Conférence diplomatique tienne sa troisième session. La mise au point des deux projets de protocole serait une

contribution importante à la réaffirmation et au développement du droit international humanitaire.

20. M. RASSOLKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare que sa délégation attache une grande importance à la question du respect des droits de l'homme en période de conflit armé et qu'elle est, dans l'ensemble, satisfaite des travaux de la Conférence diplomatique, qui se sont déroulés dans un esprit de coopération et d'entente des plus constructifs. De plus, M. Rassolko estime que les dispositions du projet d'article relatif à la protection des journalistes, mis au point par le Groupe de travail de la Commission I (voir A/10195, annexe I, p. 8) dont son pays était membre, sont en accord avec l'esprit de la résolution 3058 (XXVIII) de l'Assemblée générale et représentent un nouveau pas en avant dans le développement des normes du droit international humanitaire. Il regrette toutefois l'exclusion discriminatoire des représentants du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud lors des deux premières sessions de la Conférence.

21. La question de l'interdiction ou de la limitation de l'emploi de certaines armes conventionnelles considérées comme causant des souffrances inutiles ou comme ayant des effets non sélectifs a certainement des aspects humanitaires importants, mais elle devrait plutôt être étudiée dans le cadre général des problèmes de désarmement.

22. La délégation biélorussienne considère que l'on ne devrait pas fusionner les projets de protocoles I et II en un seul, car il est utile et même nécessaire de traiter séparément des conflits armés internationaux et des conflits armés nationaux. Les dispositions relatives aux "naufragés" en fournissent d'ailleurs la preuve. La fonction principale de ces protocoles est de renforcer la protection juridique internationale de la population civile en période de conflit armé.

23. La délégation biélorussienne attache une grande importance aux mesures visant à garantir que des poursuites judiciaires seront effectivement entreprises contre les personnes ayant violé les principes généralement acceptés du droit humanitaire, tels que ceux qui ont été établis par la résolution 3074 (XXVIII) de l'Assemblée générale, relative aux principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtiment des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Il existe entre ces principes et les normes énoncées dans les Conventions de Genève de 1949 un lien très étroit dont l'on devrait tenir compte dans l'examen final des articles correspondants des protocoles additionnels.

24. Mlle WILMSHURST (Royaume-Uni) félicite les participants à la Conférence diplomatique des progrès réalisés au cours de la seconde session. La mise au point de règles et de procédure visant à atténuer l'horreur de la guerre est un devoir impérieux et de nombreux progrès ont été accomplis en ce sens au cours des cent dernières années. On pourrait toutefois aller beaucoup plus loin si l'on parvenait à une reconnaissance et une application universelles des grandes lois humanitaires que la Conférence diplomatique cherche à développer. Etant donné la situation concrète à laquelle la Conférence avait à faire face, il y a lieu de féliciter les participants, en particulier de la façon habile et pratique

avec laquelle ils ont abordé le problème, du désir qu'ils ont manifesté de trouver les solutions propres à concilier les divergences de vues des délégations et des efforts qu'ils ont déployés pour mettre au point des dispositions susceptibles d'être largement acceptées. La délégation britannique est persuadée que la troisième session de la Conférence diplomatique sera empreinte du même esprit.

25. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1, la représentante du Royaume-Uni fait remarquer que le second alinéa du préambule reprend celui de la résolution 3319 (XXIX) de l'Assemblée générale. Par conséquent, elle renvoie la Commission aux remarques qui ont été faites par sa délégation à ce sujet lors de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale.

26. Pour ce qui est du dernier alinéa du préambule du projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1, la délégation britannique se réjouit du travail réalisé lors de la première session de la Conférence d'experts gouvernementaux sur les armes conventionnelles. Bien que la question de l'opportunité de l'inclusion du dernier alinéa puisse donner lieu à certaines divergences de vues, celles-ci portent plus sur la forme et la procédure que le fond. A propos du fond précisément, la délégation britannique partage la profonde préoccupation déjà exprimée par plusieurs délégations. Lors de la prochaine session de la Conférence d'experts gouvernementaux, la délégation britannique cherchera à fonder les interdictions et limitations de l'emploi de certains types d'armes conventionnelles sur une base pratique et réaliste.

27. M. WOPUSZAŃSKI (Pologne) dit que son pays, qui a été la première victime de la deuxième guerre mondiale et a été si tragiquement éprouvé par les atrocités de cette guerre, attache une importance particulière au processus de la réaffirmation et du développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés. C'est pourquoi son gouvernement se félicite des résultats de la deuxième session de la Conférence diplomatique. Les progrès accomplis à cette session sont dus aux efforts de toutes les délégations qui attachent une grande importance au droit international humanitaire et à l'atmosphère de travail et de compréhension mutuelle qui a prévalu. Cette atmosphère s'est traduite par des résultats visibles, comme le prouve le nombre d'articles adoptés par les commissions de la Conférence. Il y a lieu de remercier le Gouvernement fédéral suisse et le CICR pour la façon dont la Conférence a été organisée. Les travaux de la deuxième session de la Conférence diplomatique ont été très fidèlement présentés dans le rapport du Secrétaire général. La Conférence a porté sur la réaffirmation plutôt que sur le développement du droit international humanitaire. Le fait que les deux projets de protocole ne contiennent pas de principes fondamentaux de droit international humanitaire totalement nouveaux, mais corroborent ou réaffirment tout simplement ceux qui existent déjà, témoigne manifestement de cette tendance. Les travaux sur le développement du droit humanitaire ont pris la forme d'un certain nombre de dispositions de caractère très pratique intéressant divers domaines.

28. Bien que presque la moitié des articles des deux projets de protocole ait été adoptée, il restera encore beaucoup à faire au cours de la troisième session de la Conférence diplomatique devant se tenir en 1976. La question de savoir s'il convient d'élaborer un ou deux

protocoles, l'un traitant des conflits internationaux et l'autre des conflits non internationaux, doit être tranchée. La délégation polonaise est en faveur de l'élaboration de deux protocoles. Il reste aussi à résoudre la question des rapports existant entre les propositions concernant l'interdiction de certaines armes et les travaux sur le désarmement menés par d'autres organes et dans le cadre de négociations internationales. En outre, la solution de compromis élaborée en ce qui concerne le problème de la protection des journalistes ne sera peut-être pas considérée comme adéquate par certaines délégations ou pourra être critiquée par certaines autres parce qu'elles estiment que les journalistes ne doivent pas être traités différemment du fait qu'ils exercent un métier particulier. Le représentant de la Pologne exprime l'espoir que la Conférence diplomatique sera un succès total et que ses travaux de codification seront ratifiés par de nombreux gouvernements, sinon par tous.

29. M. EFIMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la question du respect des droits de l'homme en période de conflit armé est d'une grande importance non seulement sur le plan théorique du fait qu'elle peut contribuer au développement des normes du droit international humanitaire, mais aussi sur le plan pratique en permettant de progresser sur la voie de l'application des normes les plus humaines et les plus anciennes du droit international. Les conflits armés posent d'énormes problèmes du point de vue de la protection des droits de l'homme en soumettant les populations à des crimes massifs et monstrueux et en imposant de multiples souffrances.

30. Les forces éprises de paix ont accompli récemment des progrès significatifs dans la lutte pour la préservation et la consolidation de la paix et le relâchement des tensions internationales. Toutefois, beaucoup d'injustices et de cruautés continuent d'exister dans le monde : les conflits armés et les soulèvements, le colonialisme, le racisme, l'*apartheid*. Pour des millions de gens, la paix n'existe toujours pas; ils sont contraints de recourir à la force armée pour se défendre des agresseurs impérialistes et de leurs complices afin d'exercer un droit élémentaire : celui d'être maîtres de leur propre destinée. Tant d'injustices et de cruautés sont les plus grands ennemis des peuples et se traduisent par les violations les plus flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques déplore les violations massives des droits de l'homme et des libertés fondamentales que commettent les régimes racistes d'Afrique australe et la Junte militaire fasciste du Chili, ainsi que les crimes de guerre répétés commis par les agresseurs israéliens contre la population des territoires arabes occupés.

31. M. PRIETO (Chili), prenant la parole sur un point d'ordre, dit que le représentant de l'Union soviétique insulte souvent le Gouvernement chilien, mais ne définit jamais les termes qu'il utilise. Le représentant du Chili demande au représentant de l'Union soviétique de définir le fascisme. En outre, il se demande si le Gouvernement de l'Union soviétique n'est pas, en fait, une forme de fascisme rouge.

32. M. EFIMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il répondra au représentant du Chili à la fin de la séance.

33. Il importe également d'étudier la question de l'application des accords internationaux relatifs à la limitation des méthodes et des moyens de combat et à la protection des droits de l'homme en période de conflit armé. Les conventions existantes ont fait leurs preuves et les souffrances actuelles du monde ne sont pas dues au fait que ces accords comportent des lacunes, mais plutôt au fait que les Etats impérialistes et les régimes racistes ignorent systématiquement les normes généralement acceptées du droit humanitaire. La délégation soviétique est fermement opposée à toute remise en question ou révision de ces conventions, mais appuiera la formulation de nouveaux instruments juridiques internationaux touchant la définition et la mise en oeuvre des obligations des Etats en ce qui concerne la protection des droits de l'homme en période de conflit armé. La délégation soviétique participe activement aux travaux de la Conférence diplomatique et appuie les efforts déployés par les gouvernements pour formuler les dispositions des protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949.

34. La délégation soviétique est, en général, satisfaite des résultats de la deuxième session de la Conférence diplomatique tels qu'ils sont énoncés dans le document A/10195 et Add.1, et se félicite de la participation de neuf délégations représentant des mouvements nationaux de libération. Le représentant de l'Union soviétique déplore la discrimination exercée à l'encontre du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Viet-Nam du Sud que l'on a empêché de participer aux travaux de la Conférence. Il regrette que certains Etats continuent à ralentir les travaux de la Conférence en essayant de combiner les deux projets de protocole en un seul document. Les résultats des sessions précédentes de la Conférence prouvent de manière convaincante que deux protocoles distincts sont nécessaires : le protocole I relatif à la protection des victimes de conflits armés internationaux et le protocole II relatif à la protection des victimes de conflits armés non internationaux. En outre, le représentant de l'Union soviétique s'élève contre les tentatives visant à obtenir que la Conférence diplomatique étudie la question de l'interdiction de diverses catégories d'armes classiques. La Conférence n'a pas été invitée à examiner ces questions qui doivent être étudiées dans le cadre des problèmes du désarmement général par les organes internationaux compétents.

35. La délégation soviétique attache une importance particulière aux dispositions tendant à donner la garantie que les personnes violant les normes généralement acceptées du droit humanitaire seront effectivement soumises à des poursuites. Les dispositions pertinentes des Conventions de Genève de 1949 doivent être étendues aux nouveaux protocoles.

36. Le représentant de l'Union soviétique rappelle que l'Assemblée a, dans un certain nombre de ses décisions, condamné l'emploi de mercenaires au service de forces colonialistes et de mouvements nationaux d'indépendance. Ces mercenaires doivent être considérés comme des criminels, notamment les mercenaires d'Afrique du Sud qui combattent dans le nouvel Etat de l'Angola.

37. La délégation soviétique estime que le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1 constitue la base d'un accord général sur le problème de la protection des

journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé.

38. M. STARČEVIĆ (Yougoslavie) se déclare satisfait des résultats de la deuxième session de la Conférence diplomatique et espère que ces travaux extrêmement importants seront prochainement achevés. Il importe, à cette fin, de tenir compte des vues du plus grand nombre d'Etats possible sans laisser des intérêts militaires et politiques particuliers faire obstacle aux considérations d'ordre humanitaire. En élaborant les articles du projet de protocole II, il convient de tenir dûment compte du respect des principes de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. La délégation yougoslave attache une grande importance aux efforts déployés pour aboutir à un accord sur des règles éventuelles interdisant ou restreignant l'emploi de certaines armes conventionnelles, notamment celles qui sont susceptibles de causer des souffrances inutiles ou d'avoir des effets non sélectifs. A cet égard, la délégation yougoslave espère que la deuxième session de la Conférence d'experts gouvernementaux sur les armes conventionnelles qui doit avoir lieu à Lugano du 28 janvier au 26 février 1976 fournira la base d'un nouvel examen de la question par la Conférence diplomatique et que le document de travail CCDH/IV/201, dont la délégation yougoslave est l'un des auteurs, sera examiné attentivement par la Conférence d'experts.

39. M. BENNETT (Etats-Unis d'Amérique) dit que son gouvernement porte toujours autant d'intérêt à l'amélioration des règles existantes concernant le respect des droits de l'homme en période de conflit armé et à l'application effective des règles nouvelles et existantes. Cette proposition a été réaffirmée par le Secrétaire d'Etat américain dans un discours qu'il a prononcé à Montréal, en août 1975.

40. Dans son rapport, le Secrétaire général a, dans l'ensemble, donné un tableau complet et exact des travaux de la Conférence diplomatique. Le rapport a en outre le très grand intérêt de reproduire à l'annexe I le texte des articles adoptés en Commission lors de la Conférence.

41. Les progrès réalisés à la deuxième session de la Conférence diplomatique permettent de croire que les nouveaux projets de protocoles seront adoptés dans un avenir raisonnable. Contrairement à la première session, la deuxième session n'a pas été distraite par des questions politiques suscitant des divisions et les travaux se sont généralement déroulés dans un esprit de coopération. A ce propos, M. Bennett regrette qu'au cours du débat actuel, certaines délégations aient jugé bon de lancer des accusations de nature politique. Une approche humanitaire et objective de la question permettrait de réaliser des progrès plus rapides.

42. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, la question de savoir si la Commission *ad hoc* sur les armes conventionnelles pourrait devenir une grande commission de la Conférence et étudier des articles et des amendements dépendra principalement des résultats de la deuxième session de la Conférence d'experts gouvernementaux sur les armes conventionnelles prévue pour janvier et février 1976, à laquelle le Gouvernement des Etats-Unis doit participer.

43. Parmi les articles les plus importants adoptés à la deuxième session de la Conférence diplomatique, on peut citer l'article 5 du protocole I tendant à renforcer le système des "Puissances protectrices" et ceux qui portent sur la protection des aéronefs sanitaires et visent à rendre plus rapide l'évacuation des blessés au combat. La Commission II a également examiné l'importante proposition concernant les renseignements sur les personnes portées disparues et les personnes décédées dans les conflits armés, qui s'appuie sur la résolution 3220 (XXIX) de l'Assemblée générale. L'article proposé sur ce sujet a été accepté en principe et renvoyé à un groupe de travail. Bien que l'examen de cet article ne soit pas achevé, la délégation des Etats-Unis note avec satisfaction que les membres de la Commission II ont accepté d'étudier ce problème. Il existe encore dans diverses régions du monde de nombreuses personnes disparues à la suite de conflits sur lesquelles on ne possède aucun renseignement. On s'est aussi particulièrement préoccupé des journalistes portés disparus à la suite de conflits armés et la délégation des Etats-Unis considère que les mesures prises au sujet des disparus et des morts dans les conflits armés seront également utiles en ce qui concerne les journalistes portés disparus.

44. La Commission III a obtenu des résultats remarquables en adoptant la plupart de ses articles par consensus. Ces dispositions devraient assurer une protection importante et efficace à la population civile dans les zones de conflit armé, sans restreindre de manière déraisonnable les opérations militaires. Parmi les plus importants de ces articles adoptés, on peut relever ceux qui codifient la règle suivant laquelle la population civile de même que les personnes civiles ne doivent pas faire l'objet d'attaques; ceux qui prévoient des règles concernant les attaques et bombardements sans discrimination dans les zones habitées; ceux qui prévoient une protection particulière pour les barrages, digues et centrales nucléaires; et ceux qui codifient, pour la première fois, en droit international, la règle de la proportionnalité. Les Etats-Unis poursuivront leurs efforts en vue de renforcer la protection accordée à la population civile, tout en ayant présent à l'esprit le fait que des restrictions excessivement complexes et lourdes risqueraient de ne pas être appliquées dans les conditions de tension qui règnent sur les champs de bataille, ce dont le droit international humanitaire ne pourrait que pâtir.

45. Le Gouvernement des Etats-Unis est moins optimiste en ce qui concerne les travaux de la deuxième session sur le projet de protocole II. Tout en demeurant convaincue qu'il est urgent d'adopter de nouvelles règles en vue d'établir des normes de conduite humanitaire et de renforcer la protection des victimes des guerres civiles, la délégation des Etats-Unis est déçue de ce que l'article clef portant sur le champ d'application du protocole fixe un seuil relativement élevé de violence, dépendant en partie de la capacité des rebelles à appliquer les nouvelles dispositions.

46. Un domaine dans lequel la Conférence diplomatique a fait des progrès importants est celui de la protection des journalistes accomplissant des missions professionnelles périlleuses dans les zones de conflit armé. La Conférence a donné une impulsion nouvelle à l'étude de la question et il a régné un nouveau climat de tolérance et de coopération. Un groupe de travail composé de représentants de tous les groupes régionaux, y compris les initiateurs du point 70 de

l'ordre du jour de l'Assemblée générale, est parvenu à un consensus qui a, par la suite, été entériné par la Commission I. On peut prévoir que des mesures définitives seront prises à la Conférence plénière en 1976.

47. Le nouvel article du projet de protocole I remplaçant la convention séparée proposée répond à l'objectif premier des auteurs de celle-ci en établissant pour les journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé une carte d'identité universellement reconnue et en définissant clairement la protection à laquelle ils ont droit. La Conférence diplomatique doit être félicitée pour avoir trouvé une solution aussi originale au problème.

48. Il y a tout lieu d'espérer que la troisième session de la Conférence diplomatique sera aussi fructueuse et aussi peu politisée que la deuxième. Étant donné que la Conférence a achevé près des deux tiers de ses travaux et qu'elle a mis au point certains des articles les plus difficiles, il y a de fortes chances que l'essentiel des travaux soit achevé à la troisième session. Les États-Unis feront tout leur possible pour parvenir à cette fin; ils espèrent des autres gouvernements qu'ils agiront de même.

49. M. Bennett remercie le Gouvernement suisse et le CICR des efforts inappréciables qu'ils ont déployés pour aider à la réalisation de ces objectifs.

50. M. PLAMONDON (Canada) dit que, comme il ressort du rapport du Secrétaire général, la Conférence diplomatique a fait des progrès remarquables. La délégation canadienne se félicite en particulier du consensus qui s'est dégagé à la Commission I au sujet du projet d'article relatif à la protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé. C'est la première fois qu'un statut spécial leur est reconnu en droit international humanitaire.

51. Le fait que 121 États et neuf mouvements de libération nationale aient participé à la Conférence diplomatique démontre l'importance que la communauté internationale attache au succès de la Conférence et à l'adoption des deux projets de protocole.

52. C'est dans le but d'assurer une protection humanitaire au plus grand nombre possible de victimes de conflit armé que le Gouvernement canadien continue d'appuyer l'adoption d'un protocole distinct pour les situations de conflits armés non internationaux. Les progrès accomplis dans l'étude du projet de protocole II au cours de la deuxième session de la Conférence diplomatique et l'adoption en commission de quatre des six parties principales du projet de protocole sont à cet égard extrêmement encourageants. La position du Gouvernement canadien en ce qui concerne la teneur de ce projet de protocole a été clairement exposée à la deuxième session de la Conférence. Le protocole doit être conçu comme un ensemble relatif aux victimes des conflits armés et axé sur la protection de ces victimes plutôt que sur les parties responsables du conflit armé. Il doit donc être réaliste et applicable par toutes les parties engagées dans n'importe quel conflit armé et présenter des avantages pour toutes les parties. En conséquence, il doit reposer sur des règles simples, claires et fondamentales que tout Gouvernement digne de ce nom sera non seulement capable mais désireux d'appliquer dans l'exercice de sa souveraineté. L'adoption de l'article premier

du projet de protocole II constitue un progrès important en ce sens, étant donné que les conditions qu'il énonce sont raisonnablement objectives et peuvent être appliquées sans grande difficulté. Cet article est assez exceptionnel en droit international, en ce qu'il subordonne l'exécution des obligations contenues dans le protocole à la capacité des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés d'appliquer le protocole sur le territoire contrôlé par eux. De ce fait, le protocole n'aurait aucune utilité si les obligations qui y sont consignées étaient tellement détaillées et contraignantes que les parties au conflit ne pourraient pas les appliquer.

53. Les résultats positifs de la seconde session de la Conférence diplomatique sont dus en grande partie à l'esprit de compréhension mutuelle et aux efforts sincères déployés par toutes les personnes intéressées pour trouver des compromis acceptables par toutes les délégations. La délégation canadienne souhaite sincèrement que cet esprit continue de régner à la troisième session de la Conférence diplomatique et à la deuxième session de la Conférence d'experts gouvernementaux sur les armes conventionnelles qui doivent se réunir en 1976.

54. M. Plamondon remercie le Gouvernement suisse d'avoir convoqué la troisième session de la Conférence diplomatique. Le Gouvernement canadien apprécie au plus haut point l'appui sans réserve que le Gouvernement suisse a accordé aux réunions préparatoires ainsi qu'aux travaux de la Conférence elle-même. Il adresse également ses remerciements au CICR pour le rôle qu'il a joué dans l'organisation de la Conférence.

55. La délégation canadienne appuie le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1 et elle souhaite se joindre à ses auteurs, estimant que les recommandations que contient ce projet constituent un encouragement pour la poursuite des importants travaux de la Conférence en 1976.

56. M. EFIMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, dit qu'il se sent obligé de répondre à l'attaque scandaleuse à laquelle le représentant du Chili s'est livré à l'égard de son pays. Ce représentant a demandé une définition du fascisme. Il lui suffisait en l'occurrence de considérer la situation qui existe dans son propre pays: les faits sont bien connus de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que du représentant du Chili. L'Organisation des Nations Unies a adopté des résolutions exigeant qu'il soit mis fin aux violations grossières des droits de l'homme qui sont actuellement commises au Chili, par exemple la résolution 3219 (XXIX) de l'Assemblée générale et le projet de résolution A/C.3/L.2172 qui vient d'être adopté à la Troisième Commission par 88 voix en sa faveur. M. Efimov ne veut pas faire perdre du temps à la Commission en donnant des exemples de tous les types de tortures et de violations des droits de l'homme qui ont actuellement lieu au Chili, car ces faits sont déjà bien établis. Des traitements inhumains tels que les variétés raffinées de torture actuellement pratiquées au Chili ne l'ont été auparavant que pour les régimes fascistes pendant la seconde guerre mondiale. Il conviendrait de demander au représentant du Chili de dire à la Commission quand les autorités chiliennes ont l'intention de commencer à appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et les

décisions d'autres organisations internationales plutôt que prendre une attitude de victime.

57. M. PRIETO (Chili) dit qu'il n'a fait que prier la délégation soviétique de définir ce qu'elle entendait par fascisme et il se demande pourquoi elle n'a pas encore été en mesure de le faire. Le fascisme, le nazisme et le totalitarisme soviétique sont des systèmes identiques qui n'ont absolument rien de commun avec ce qui se passe au Chili. Puisque le représentant de l'Union soviétique a été incapable de définir le fascisme, il l'a rattaché au nazisme. La délégation chilienne tient toutefois à faire observer que l'odieuse agression qui a marqué le début de la seconde guerre mondiale a été fêtée au champagne à Moscou. Le représentant de l'Union soviétique a dit que tous les pays qui violaient les droits de l'homme étaient des fascistes. La délégation chilienne ne verrait pas d'objection à ce que l'on étudie le problème des droits de l'homme en Union soviétique et elle recommande au représentant soviétique de lire *l'Archipel Goulag*, l'histoire des purges en Union soviétique et les écrits de Sakharov, lauréat du Prix Nobel, qui a dit que l'Union soviétique avait mis au point un système encore plus perfectionné que les nazis pour supprimer les droits de l'homme. M. Prieto rappelle également les déclarations faites par Nikita Khrouchtchev au vingtième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique. L'Union soviétique prétend promouvoir la liberté des autres peuples. Pourquoi alors 30 divisions de l'Armée rouge ont-elles été envoyées en Tchécoslovaquie et pourquoi 50 000 personnes ont-elles été tuées en Hongrie ? Le représentant soviétique a mentionné des résolutions de l'Assemblée générale concernant le Chili. Pourquoi le Gouvernement soviétique n'a-t-il pas lui-même respecté les décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant la Tchécoslovaquie et la Hongrie ? Le Chili se sent parfaitement innocent des crimes que l'Union soviétique lui attribue et aimerait savoir pourquoi l'Union soviétique a été le premier pays à s'opposer, à la Troisième Commission, à une proposition tendant à ce qu'une commission soit autorisée à enquêter sur les violations alléguées des droits de l'homme dans tous les pays.

58. M. EFIMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la déclaration que vient de faire le représentant du Chili a été préparée il y a longtemps et qu'elle est resservie comme un disque ébréché chaque fois que quelqu'un mentionne les droits de l'homme au Chili. Cependant, le représentant du Chili n'a pas été en mesure de réfuter la substance des résolutions de l'Assemblée générale concernant la situation au Chili. Il est impossible de blanchir ce qui est noir et les tentatives faites par le représentant du Chili pour défendre le régime chilien ont été vaines.

59. M. MAÏGA (Mali), prenant la parole sur une question d'ordre, dit que lors de sa précédente session, la Commission a essayé de dissuader les représentants d'utiliser leur droit de réponse pour se livrer à des polémiques de caractère politique. Il demande aux représentants de l'Union soviétique et du Chili de bien vouloir laisser la Commission poursuivre ses travaux.

60. M. JACHEK (Tchécoslovaquie) dit qu'il se doit de protester vigoureusement contre les remarques faites par les représentants de la junte chilienne au sujet des événements

survenus en Tchécoslovaquie en 1968. Comme sa délégation l'a expliqué dans divers organes des Nations Unies, l'aide fraternelle fournie par d'autres pays socialistes à la Tchécoslovaquie socialiste a empêché une évolution fasciste en Tchécoslovaquie.

61. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique), prenant la parole sur une question d'ordre, dit qu'il se demande si le débat en cours constitue une simple polémique totalement gratuite ou s'il répond d'une certaine façon à l'opinion de sa délégation, selon laquelle il faudrait élargir le débat de façon à englober des violations non internationales des droits de l'homme. M. Rosenstock n'approuve pas la façon dont le débat se déroule, mais le sujet en est peut-être pertinent.

62. M. PRANDLER (Hongrie) dit qu'il est obligé de réfuter l'attaque calomnieuse à laquelle le représentant du Chili s'est livré à l'égard de son pays. La délégation chilienne, n'ayant pas pu fournir de renseignements sur la situation au Chili, s'est rabattue sur un passé lointain et a dénaturé les faits en attaquant la Hongrie. Les observations du représentant du Chili concernant la Hongrie sont dénuées de tout fondement, mais la situation au Chili mérite par contre que la Commission l'examine.

63. M. PRIETO (Chili) dit que parmi ceux qui ont "calomnié" l'Union soviétique on peut citer Khrouchtchev, un ancien dirigeant, ainsi que Sakharov et Soljénitsyne, qui sont tous deux des lauréats du Prix Nobel. Il comprend la position difficile dans laquelle se trouvent la Hongrie et la Tchécoslovaquie, étant donné que ces pays ne peuvent exprimer leurs opinions concernant l'Union soviétique. Il ne pense pas que les événements auxquels il a fait allusion soient tellement anciens et il n'existe pas à sa connaissance de prescription pour les crimes contre l'humanité.

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10332, A/C.6/438]

64. M. EFIMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), se référant aux paragraphes 71 à 74 du rapport du Secrétaire général (A/10332) relatifs aux incidences administratives et financières de la participation de l'Organisation des Nations Unies au Programme, dit que la délégation soviétique a toujours estimé que les dépenses additionnelles imputables à l'inflation et aux fluctuations monétaires devraient être compensées par des économies réalisées dans d'autres chapitres du budget, par une redistribution des fonds et l'élimination de programmes périmés.

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies (suite*) [A/10033, 10102, 10108, 10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437, A/C.6/L.1028]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation

* Reprise des débats de la 1574^e séance.

de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite*) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437, A/C.6/L.1028]

65. Le PRESIDENT annonce qu'il faut ajouter le Bangladesh, la Bolivie, le Kenya, le Mali, le Mexique, la Tunisie, l'Uruguay et la Yougoslavie à la liste des auteurs du projet de résolution publié sous la cote A/C.6/L.1028.

66. M. ROMULO (Philippines) dit qu'il ressort clairement des délibérations de la Commission sur les deux points en cours d'examen qu'aucun Membre ne voit d'objection à améliorer l'Organisation des Nations Unies. Il peut y avoir des divergences d'opinion quant à la méthode à suivre, mais il y a un véritable consensus sur l'opportunité de donner à l'Organisation le moyen de jouer un rôle de plus en plus efficace dans les affaires de l'humanité. Le projet de résolution que présente la délégation philippine (A/C.6/L.1028) est le fruit d'un effort admirable de coopération entre de nombreux pays, qui s'étaient proposé dès le début de constituer un cadre dans lequel pourraient être soigneusement examinées les suggestions des Etats Membres touchant l'amélioration d'un aspect quelconque de la structure, du fonctionnement, des procédures ou du mandat de l'Organisation des Nations Unies, qu'elles impliquent ou non des modifications dans la constitution de l'Organisation.

67. On a démontré qu'il n'y avait aucun fondement dans la thèse selon laquelle les auteurs du projet de résolution envisageaient une révision ou un réexamen généraux de la Charte, ou selon laquelle l'organe précédemment connu sous le nom de Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies et qui deviendra, en vertu du projet de résolution, le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, ne devrait pas proposer d'amélioration ne mettant pas en cause la Charte. Ce qui est offert aux Membres de l'Organisation, c'est une possibilité de tenir compte de divers faits nouveaux qui se sont manifestés dans la vie internationale; l'utilité de combiner les deux points à l'examen est devenue tout à fait évidente. Dans le projet de résolution A/C.6/L.1028, les deux points sont associés de manière à tirer le meilleur parti des possibilités qu'ils offrent chacun.

68. La gamme des intérêts et des préoccupations qui ont été exprimés au cours des délibérations de la Sixième Commission a également démontré que le genre de possibilité offerte par le Comité *ad hoc* était une nécessité. Les plus intéressantes, les plus décisives aussi pour l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies, sont les observations qui ont été faites au sujet de l'amélioration de la capacité de l'Organisation en ce qui concerne le règlement pacifique des différends et la volonté accrue des Membres d'utiliser les moyens dont ils disposent déjà. Ces deux aspects essentiels du problème du règlement pacifique des différends devraient constituer l'une des grandes questions inscrites à l'ordre du jour du Comité spécial pour l'année suivante.

69. Une autre bonne raison de continuer à renforcer le mandat de cet organe tient au cadre étroit dans lequel les efforts connexes ont dû se maintenir. Ainsi, le Comité

spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, tout en répondant à un besoin particulier et reconnu, laisse forcément de côté tous les autres aspects de la structure, du fonctionnement et du mandat de l'Organisation des Nations Unies et en particulier ceux qui ont trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

70. On a soigneusement tenu compte, dans le projet de résolution, de la discussion qui a eu lieu au cours de la présente session. Il n'a pas été possible de contacter tous les auteurs de la résolution 3349 (XXIX) pour leur demander de se joindre, cette fois encore, à la liste des auteurs du projet de résolution actuel. Toutefois, tous les auteurs voient la nécessité d'éliminer l'affrontement et la polarisation qui ont gêné le Comité *ad hoc* dans ses travaux lors de sa première session et ils ont pleinement approuvé les efforts déployés pour aboutir, si possible, à un projet de résolution adopté par consensus. Le représentant des Philippines est convaincu qu'ils se joindront à la liste des auteurs du projet actuel. Il invite également à le faire les délégations qui souhaiteraient se joindre aux auteurs d'un projet de résolution visant à accroître la capacité de l'Organisation des Nations Unies de réaliser ses buts et objectifs.

71. On s'est efforcé d'éliminer toute trace d'ambiguïté concernant la portée des travaux du Comité spécial et de fixer un mandat clair et élargi qui tienne compte des préoccupations de tous les groupes et combine d'une manière créatrice et harmonieuse le but des deux points dont la Commission est saisie. Le Secrétariat a reçu en outre des instructions et des directives plus précises de façon à apporter un appui plus fructueux au Comité spécial. En élargissant son mandat on a spécifié qu'il ne fallait pas attendre du Comité spécial qu'il termine ses travaux dans un délai précis ou fixé d'avance. Un nombre considérable de sujets attendent d'être examinés depuis des années; Il faut maintenant les étudier de façon adéquate et attentive.

72. Au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, l'appellation du Comité a été changée d'une manière appropriée afin de tenir compte de la combinaison des deux questions et on a ajouté un deuxième sujet à examiner en détail touchant au fond de la question du raffermissement du rôle de l'Organisation. La proposition faite par l'Australie au sujet de la prévention et du règlement des différends internationaux (1565^e séance) pourrait aisément être examinée en vertu de l'alinéa a du paragraphe 1 du dispositif. Au sujet du reste, le mandat du Comité demeure inchangé pour l'essentiel, bien que l'on se soit occupé de la question de la priorité à accorder aux sujets.

73. Il est recommandé, au paragraphe 3 du dispositif, de nommer cinq membres supplémentaires au Comité spécial, pour répondre aux désirs pressants d'autres Etats de participer aux délibérations du Comité, ce qui témoigne de l'importance attachée à ses travaux.

74. Dans d'autres paragraphes, on a réitéré l'invitation faite aux gouvernements de soumettre ou de mettre à jour leurs propositions, une demande plus précise a été adressée au Secrétaire général et le Comité spécial a été prié de présenter un rapport à l'Assemblée générale, lors de sa prochaine session, laquelle décidera d'inscrire à l'ordre du

jour provisoire de sa prochaine session un nouveau point combinant les deux questions.

75. Regardant au-delà de l'adoption du projet de résolution qui, espère-t-il, se fera par consensus, le représentant des Philippines considère qu'il faut fournir d'urgence des directives touchant le calendrier des réunions en 1976, étant donné que les dates fixées pour les réunions de l'année en cours ont été particulièrement mal choisies pour assurer l'efficacité des travaux et que le Comité spécial souhaiterait éviter que cet inconvénient ne se reproduise.

76. Le représentant des Philippines est convaincu que les membres de la Sixième Commission, habitués de par leur formation et leur inclination à étudier les questions par étapes et sous divers angles, dans une atmosphère de calme et de délibération, approuveront dans leur très grande majorité qu'il leur soit donné la possibilité de continuer à examiner, de cette manière précisément, l'efficacité de l'Organisation.

77. M. DATCU (Roumanie) rend un hommage particulier à la manière éloquente dont le représentant des Philippines a présenté le projet de résolution A/C.6/L.1028 et souligne les efforts inlassables déployés par les représentants de ce pays pour aboutir au texte en question qui, espère-t-il, sera adopté par consensus. Le projet de résolution est le fruit des débats de la Commission sur les deux points à l'examen et de négociations laborieuses auxquelles ont pris part un grand nombre de délégations dans un esprit de compréhension et de conciliation. La délégation roumaine est satisfaite que l'on ait pu élaborer un texte généralement acceptable sur ces deux questions. Cela confirme l'espoir exprimé par maintes délégations que l'examen en commun des deux points, qui portent au fond sur des questions visant les mêmes objectifs, permettra de trouver les modalités pratiques les plus adéquates pour concerter les efforts de tous ceux qui désirent y apporter leur contribution. L'adoption de ce projet de résolution créera un cadre approprié qui permettra au Comité spécial de commencer ses travaux dans un esprit de coopération. Le représentant de la Roumanie espère que le Comité spécial sera en mesure d'aboutir à des solutions, acceptables pour tous les Etats Membres, qui raffermiraient la capacité d'action de l'Organisation et accroîtraient son prestige et son autorité. La délégation roumaine continuera d'oeuvrer de concert avec d'autres délégations dans le même esprit de coopération.

78. M. Datcu remercie toutes les délégations ayant eu des paroles aimables pour les propositions du Gouvernement

roumain (A/C.6/437), qui s'inspirent du désir sincère de contribuer à la recherche commune de moyens pour améliorer l'activité de l'organisation des Nations Unies et accroître son rôle dans la vie internationale.

79. M. URIBE (Colombie) constate avec satisfaction que le projet de résolution A/C.6/L.1028 traite à la fois de la Charte et du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies. On ne cherche pas à entraver les activités de l'Organisation. Le but du projet est plutôt de rendre celle-ci plus efficace, d'élargir son champ d'action et de faire en sorte que tous les Etats Membres, quelles que soient leur dimension ou leur importance, puissent participer aux efforts déployés en vue de la restructuration de l'Organisation. L'esprit de coopération qui s'est manifesté lors de l'établissement du projet de résolution marque un progrès dans les efforts déployés en vue d'améliorer l'Organisation des Nations Unies et son fonctionnement. Les propositions roumaines permettront au Comité spécial de devenir l'instance où seront formulées des mesures visant à raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies, qui continue de représenter le meilleur espoir de paix. M. Uribe est heureux de constater que l'on reconnaît maintenant davantage l'importance que revêtent les deux points de l'ordre du jour en cours d'examen.

80. M. BAROODY (Arabie Saoudite) dit que le représentant des Philippines a indiqué très clairement, dans son intervention, que procéder à un réexamen de la Charte ne signifie pas nécessairement toucher aux buts et principes de l'organisation des Nations Unies, mais plutôt déterminer s'il est possible d'élargir la Charte en y ajoutant des dispositions visant des faits nouveaux survenus dans la vie internationale. M. Baroody met les membres de la Commission en garde contre une abolition du veto sans avoir la certitude qu'il ne sera pas remplacé par quelque chose de pire.

81. M. Baroody propose que les auteurs du projet de résolution examinent la possibilité de remanier le texte du paragraphe 5, de manière que le Secrétaire général ne soit pas prié d'analyser les vues exprimées par les gouvernements, mais simplement de les réunir en un seul document. Les Etats Membres devraient parvenir à une décision sur cette question entre eux et ne pas demander au Secrétaire général d'exprimer ses propres vues.

La séance est levée à 13 h 30.

1577^e séanceLundi 1^{er} décembre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1577

POINTS 114 ET 70 DE L'ORDRE DU JOUR

Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général (*fin*) [A/10195 et Add.1, A/C.6/L.1025/Rev.1]

Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé (*fin*) [A/10147, A/C.6/L.1025/Rev.1]

1. M. KRISPIS (Grèce) remercie le Secrétaire général de son intéressant rapport sur la deuxième session de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (A/10195 et Add.1). Etant donné qu'il n'y aurait aucun intérêt pratique à commencer à examiner la matière même des travaux de la Conférence, la délégation grecque se bornera à exprimer sa satisfaction au sujet des progrès réalisés jusqu'à la présente date par la Conférence et à formuler l'espoir que celle-ci pourra terminer avec succès ses travaux lors de sa prochaine session. Elle se réjouit particulièrement du fait que la question de la protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé ait spécialement retenu l'attention de la Conférence. Il convient en effet de protéger vigoureusement les journalistes lorsqu'ils se livrent à leurs activités professionnelles dans des zones de conflit armé, non seulement dans leur propre intérêt, mais, et c'est plus important encore, dans l'intérêt de la collectivité au service de laquelle ils se trouvent et qui doit être tenue au courant de l'évolution des conflits armés.

2. Malheureusement, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le monde a connu de nombreux conflits armés, d'où le besoin de définir des règles de droit humanitaire applicables dans ces conflits. La première tâche de la Conférence a donc été, à juste titre, de réaffirmer les différentes règles de droit humanitaire existant à cet égard. La deuxième, non moins importante, a consisté à développer ces règles. Ce faisant, il a fallu tenir compte, entre autres, de l'expérience acquise en matière de conflits armés depuis l'adoption des conventions de Genève en 1949, de façon à modifier et à compléter les règles de droit international pertinentes. Il faut donc que le texte final qu'élaborera la Conférence contienne des principes rationnels et pratiques correspondant aux conditions techniques de la guerre moderne.

3. La délégation grecque appuie le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1 et espère qu'il sera adopté par consensus. Elle est d'autre part tout à fait favorable à la modification du dernier alinéa de son préambule qui a été proposée par la délégation française.

4. Au nom du Gouvernement grec, M. Krispis exprime sa reconnaissance à la Suisse pour le rôle qu'elle a joué dans les

travaux de la Conférence et adresse également ses remerciements au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour la précieuse contribution qu'il a apportée à l'occasion de la Conférence.

5. Le PRESIDENT annonce qu'il y a lieu d'ajouter le Canada et la Zambie à la liste des auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1.

6. M. BAVAND (Iran) dit qu'il faudrait accorder une attention prioritaire aux problèmes de la réaffirmation et du développement progressif du droit international humanitaire, en particulier dans les zones de conflit armé. En principe, la communauté internationale reconnaît que les moyens et méthodes de guerre sont limités par les usages du comportement civilisé. Cependant, au nom de la "nécessité militaire", on utilise largement des moyens de guerre modernes qui sont généralement considérés comme étant contraires sinon à la lettre du moins à l'esprit du droit international. Au cours des 40 dernières années, on a utilisé certains moyens et méthodes de guerre qui vont à l'encontre de deux principes fondamentaux du droit international, à savoir que les armes ne doivent pas causer de maux superflus et ne doivent pas frapper sans discrimination. Il est urgent de réaffirmer la primauté des considérations humanitaires par rapport aux exigences de l'opportunité politique ou militaire.

7. La première étape vers la réalisation de ce noble objectif doit consister en ce que tous les Etats reconnaissent et observent rigoureusement les instruments juridiques humanitaires internationaux existants, tels que le Protocole de Genève de 1925, les Conventions de Genève de 1949 et les résolutions pertinentes adoptées par divers organismes internationaux, par exemple la résolution XXVIII de la vingtième Conférence internationale de la Croix-Rouge qui s'est tenue à Vienne en 1965, la résolution XXIII de la Conférence internationale des droits de l'homme qui s'est tenue à Téhéran en 1968, et la résolution 2244 (XXIII) de l'Assemblée générale. La délégation iranienne se réjouit de ce que cette importante notion ait été incluse au paragraphe 1 du projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1.

8. Etant donné que les armes classiques modernes sont de moins en moins discriminatoires et ont des effets de plus en plus incapacitants, il est plus urgent que jamais de réaffirmer et de développer les règles de droit international pour la protection des victimes des conflits armés. C'est pourquoi la délégation iranienne attache une grande importance aux travaux de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés. Elle a étudié avec un intérêt particulier le rapport du Secrétaire général (A/10195) sur la deuxième session de la Conférence, au cours de laquelle des progrès notables ont été réalisés, dus en grande partie à l'esprit de coopération dont ont fait preuve

les participants, qui se sont montrés prêts à accepter des solutions de compromis sur de nombreuses questions controversées. Il faut espérer que tous les participants à la Conférence continueront à faire preuve de ce même esprit de coopération en vue de parvenir à un accord sur les articles restants et sur des règles supplémentaires qui aideraient à atténuer les souffrances provoquées par les conflits armés.

9. Sans vouloir se lancer dans une discussion sur le fond de la question, la délégation iranienne se félicite des progrès réalisés par la Conférence dans le domaine de la protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflits armés. Ces progrès représentent un important pas en avant dans le développement progressif du droit international humanitaire et la délégation iranienne espère que la Conférence sera en mesure d'achever ses travaux en la matière au cours de sa prochaine session.

10. Quant aux travaux de la Commission III de la Conférence touchant les conflits armés internationaux, il faut mettre en relief deux réalisations importantes qui méritent de retenir une attention particulière. Tout d'abord, l'importante question traitée à l'article 33 du projet de protocole I concernant les restrictions légales imposées aux méthodes de guerre a été réglée d'une manière acceptable pour tous. Les normes abstraites et générales énoncées à l'article 33 serviront de base pour un futur traité interdisant certaines catégories déterminées d'armes ou certaines utilisations d'armes. Il faut également noter que l'article 44 du projet de protocole I a, pour la première fois, étendu le champ d'application des règles de la guerre à tous les secteurs, de façon à couvrir notamment la guerre aérienne. Cela est particulièrement important parce que les armes incendiaires sont généralement lancées du haut des airs. Ces armes sont utilisées de la façon la moins sélective possible lorsqu'elles servent à des bombardements aériens de populations civiles, et c'est bien là ce qui a le plus inquiété l'opinion internationale. Il est donc plus urgent que jamais de définir des règles régissant la guerre aérienne; l'article 44 constitue à cet égard un pas important dans le développement progressif du droit international humanitaire dans ce domaine.

11. M. HAFIZ (Bangladesh) souligne l'importance que sa délégation attache à la question du respect des droits de l'homme en période de conflit armé et dit qu'elle appuiera toute mesure visant au développement du droit international humanitaire dans ce domaine et à la modernisation des règles internationales existant en matière de conflits armés. Bien que les conflits armés soient théoriquement condamnés, il semble impossible de les éliminer dans les circonstances actuelles. Il incombe donc à la communauté internationale de s'efforcer de supprimer les effets les plus inhumains des conflits armés et de réduire au minimum les souffrances infligées aux êtres humains.

12. Les règles internationales humanitaires existantes ne suffisent pas pour protéger les populations civiles contre les progrès techniques terrifiants de la guerre moderne. Il est cependant nécessaire, non seulement de réaffirmer les lois humanitaires existantes et d'assurer leur stricte application, mais aussi de prendre des mesures plus positives en vue de les adapter progressivement aux conditions changeantes de la guerre moderne.

13. Le Gouvernement du Bangladesh s'est donc félicité de l'initiative prise par le Conseil fédéral suisse de convoquer les deux sessions de la Conférence diplomatique en 1974 et 1975 pour moderniser le droit international humanitaire actuellement applicable dans les conflits armés, ainsi que de l'organisation, par le CICR, de la première Conférence d'experts gouvernementaux. Le Bangladesh a participé activement aux deux sessions de la Conférence diplomatique et a eu le privilège de voir un de ses ressortissants choisi pour présider le Comité de rédaction de la deuxième session de la Conférence. Beaucoup de travail utile a été accompli au cours de cette deuxième session et la délégation du Bangladesh espère que la Conférence parviendra à un accord sur des règles supplémentaires susceptibles de contribuer à soulager les souffrances causées par les conflits armés aux non-combattants et aux civils et de protéger les journalistes en mission professionnelle périlleuse dans les zones de conflit armé et mènera à bien ses travaux sur cette question lors de sa prochaine session.

14. Le Gouvernement du Bangladesh est très reconnaissant au Conseil fédéral suisse d'avoir offert d'accueillir la troisième session de la Conférence et au CICR de prévoir la convocation d'une deuxième Conférence d'experts gouvernementaux sur les armes conventionnelles.

15. La délégation du Bangladesh tient à faire consigner la profonde reconnaissance de son gouvernement pour les services humanitaires exceptionnels rendus par le CICR au Bangladesh au cours du conflit armé de 1971 et par la suite. Le CICR mène encore diverses activités de caractère humanitaire au Bangladesh. La délégation du Bangladesh apprécie également l'excellente étude du Secrétariat sur les règles de droit international existantes concernant les problèmes humanitaires dans les conflits armés. Le rapport du Secrétaire général est un document précieux et utile pour les délibérations de la Sixième Commission.

16. La délégation du Bangladesh a noté avec une grande satisfaction la coopération constructive qui s'est établie entre l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations humanitaires, en particulier le CICR, qui s'occupent du développement progressif et de la réforme du droit international humanitaire. Elle appuie le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1 et voudrait que le nom de son pays soit ajouté à la liste des auteurs. M. Hafiz espère que ce projet de résolution sera adopté par consensus.

17. M. JACHEK (Tchécoslovaquie) dit que la meilleure garantie pour la protection des droits de l'homme serait l'élimination de tous les conflits armés et de leurs causes. Tous les Etats devraient donc s'efforcer en priorité d'atteindre cet objectif. Il faut cependant être réaliste et reconnaître qu'un certain nombre de conflits armés continuent à se produire du fait de la politique agressive des puissances impérialistes et coloniales. Les droits de l'homme et les principes fondamentaux du droit international sont grossièrement violés dans ces conflits et les populations civiles subissent des souffrances particulièrement graves. L'exemple le plus tragique d'un conflit de ce genre a été la guerre d'agression au Viet-Nam, qui s'est terminée cette année par la victoire de l'héroïque peuple vietnamien. La délégation tchécoslovaque regrette beaucoup que les représentants du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la

République du Sud Viet-Nam aient été empêchés de participer aux deux premières sessions de la Conférence.

18. Il importe au plus haut point d'assurer l'application des instruments juridiques internationaux existants dans le domaine du droit international humanitaire, en particulier les quatre Conventions de Genève en 1949. La Tchécoslovaquie se félicite du début des travaux sur les deux projets de protocoles additionnels aux Conventions de Genève, visant à assurer une protection plus efficace des droits de l'homme dans les conditions actuelles. Une délégation tchécoslovaque a participé aux travaux des deux sessions de la Conférence diplomatique et ce pays continue d'attacher une grande importance et une grande urgence à ces travaux.

19. La deuxième session de la Conférence diplomatique a obtenu des résultats importants en matière de codification du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés. Les articles élaborés au cours de cette session représentent un compromis acceptable pour tous les Etats. Il faut espérer que la troisième session de la Conférence, qui se tiendra en 1976, pourra terminer le travail de codification et que les protocoles additionnels apporteront une contribution appréciable au développement de cet important secteur du droit international. La deuxième session de la Conférence a été marquée par un esprit louable de compréhension et une méthode de travail sérieuse; la délégation tchécoslovaque espère que la troisième session poursuivra ses travaux dans le même esprit. Elle appuiera le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1.

20. M. BELOUSSOV (République socialiste soviétique d'Ukraine) fait observer que la deuxième session de la Conférence diplomatique a accompli des progrès importants dans l'élaboration de deux projets de protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949. L'accord a pu se faire sur plusieurs articles qui avaient posé des problèmes sérieux et les travaux de la Conférence se sont déroulés dans une atmosphère constructive et sérieuse. En particulier, de nouvelles règles ont été formulées pour protéger les populations civiles et les biens civils contre des dangers découlant d'opérations militaires et pour interdire certaines méthodes de combat qui causent des souffrances inutiles aux populations civiles. La plupart des participants à la Conférence sont partis, comme il convenait, des règles fondamentales énoncées dans les Conventions de La Haye de 1899 et 1907, le Protocole de Genève de 1925 et les Conventions de Genève de 1949. Le libellé de certains points devra être précisé, mais il faut souligner que ces modifications rédactionnelles ne devront pas affecter la substance des décisions prises aux deux sessions de la Conférence au sujet de la teneur des divers articles des projets de protocoles additionnels.

21. Un des succès les plus importants de la Conférence diplomatique est l'extension du domaine d'application des Conventions de Genève de 1949 et du projet de protocole I à la lutte armée que des mouvements de libération nationale mènent contre la domination coloniale, l'occupation étrangère et les régimes racistes.

22. Une importance particulière s'attache aux dispositions de l'article 42 du projet de protocole I concernant de nouvelles catégories de prisonniers de guerre. Cet article

traite particulièrement des droits des combattants engagés dans des mouvements de libération nationale. Au cours du débat, on a très justement fait observer que ces droits ne devraient pas s'appliquer aux mercenaires coloniaux qui sont utilisés pour essayer de s'opposer à la lutte juste des peuples contre le colonialisme. Les conflits dans l'ancien Congo Belge, le Biafra et d'autres régions d'Afrique ont fourni maints exemples des cruautés et des actes de violence perpétrés par ces soldats de fortune. Des mercenaires se livrent une fois de plus à leurs activités sanguinaires en Angola, sous la direction du régime raciste d'Afrique du Sud. Selon des nouvelles de presse, ils sont recrutés aux Etats-Unis d'Amérique et dans d'autres pays occidentaux qui ont pris part à l'agression en Indochine et à d'autres guerres coloniales. Cette situation est intolérable. Ces soldats de fortune doivent savoir qu'ils seront traités en criminels s'ils prennent part à la répression des mouvements de libération nationale et servent la cause du néo-colonialisme, du racisme et de l'*apartheid*. L'Assemblée générale a condamné les mercenaires en tant que criminels et hors-la-loi et, à sa vingt-cinquième session, aux termes de sa résolution 2708 (XXV), elle a lancé un appel à tous les Etats pour qu'ils empêchent le recrutement, le financement et l'instruction de mercenaires sur leur territoire et pour qu'ils interdisent à leurs ressortissants de s'engager comme mercenaires. Cette condamnation a été réaffirmée avec force dans la résolution 3103 (XXVIII) de l'Assemblée générale. La délégation ukrainienne est persuadée qu'une condamnation semblable sera incluse dans les articles pertinents du projet de protocole.

23. La délégation ukrainienne exprime l'espoir que la Conférence diplomatique mènera à bien ses travaux sur les protocoles additionnels, lors de sa troisième session en 1976. Les perspectives de succès de la Conférence seraient sensiblement augmentées si celle-ci s'abstenait d'examiner des questions étrangères au sujet, telles que les questions de désarmement et, en particulier, la question de l'interdiction d'utiliser certaines catégories déterminées d'armes dites classiques. Cette question n'est pas de la compétence de la Conférence diplomatique, et la délégation ukrainienne ne saurait accepter les dispositions du projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1 qui s'y rapportent.

24. M. OLMOS (Argentine) remercie le Secrétaire général pour ses excellents rapports sur les questions à l'examen et exprime sa satisfaction devant les résultats obtenus jusqu'à présent aux deux sessions de la Conférence diplomatique. Des progrès importants ont été réalisés pour protéger les droits des non-combattants, en particulier les journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé. La délégation argentine appuie le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1 et demande à figurer parmi les auteurs du projet.

25. M. TODOROV (Bulgarie) dit que sa délégation attache une grande importance à la question du respect des droits de l'homme en période de conflit armé, qui revêt un grand intérêt et un caractère d'urgence dans le monde contemporain. La deuxième session de la Conférence diplomatique a donné des résultats encourageants; un certain nombre de formules généralement acceptables ont été adoptées, grâce à l'esprit de coopération constructive qui a régné pendant la Conférence. Il y a toute raison de croire que la troisième

session achèvera avec succès ses travaux sur les articles pour les deux projets de protocoles.

26. La délégation bulgare tient à rappeler qu'à son avis il faut élaborer deux projets de protocoles distincts, l'un traitant de la protection des victimes en cas de conflit armé international, et l'autre de la protection des victimes en cas de conflit armé non international.

27. Elle accueille avec satisfaction la décision d'inclure dans le projet de protocole I un article sur la protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé au lieu de rédiger une convention distincte sur la question.

28. En ce qui concerne les travaux futurs de la Conférence, la délégation bulgare recommande que la décision sur la question de l'interdiction ou de la limitation éventuelles de l'emploi de certaines armes classiques soit laissée aux soins de la Première Commission de l'Assemblée générale, qui examine actuellement un projet de résolution sur ce sujet. Il serait également utile d'inclure dans les deux projets de protocoles une référence à la Définition de l'agression. La délégation bulgare suggère en outre que les projets de protocoles mentionnent les principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtimement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, définis dans la résolution 3074 (XXVIII) de l'Assemblée générale.

29. M. ALVAREZ PIFANO (Venezuela) dit que son pays attache une grande importance à la question du respect des droits de l'homme en période de conflit armé et qu'il est satisfait des résultats de la deuxième session de la Conférence diplomatique. La Conférence devrait poursuivre ses efforts en vue de formuler de nouvelles dispositions pour protéger les non-combattants et les biens de caractère civil, pour interdire l'emploi d'armes ayant des effets non sélectifs et, ce qui est plus important encore, pour interdire ou limiter l'emploi de certaines armes classiques de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles. La délégation vénézuélienne est convaincue que la Conférence diplomatique poursuivra ses travaux de réaffirmation et de développement du droit humanitaire, abstraction faite des intérêts particuliers et des différences d'ordre politique ou idéologique. Elle rend hommage aux efforts du CICR dans le domaine humanitaire et adresse ses remerciements au Gouvernement suisse, qui a convoqué les différentes sessions de la Conférence diplomatique.

30. La délégation vénézuélienne appuie les efforts déployés pour élaborer des instruments internationaux permettant d'assurer la protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé, fondés sur le respect de la souveraineté des Etats et le caractère réaliste des moyens de protection envisagés. Elle espère qu'à sa prochaine session, la Conférence achèvera ses travaux sur cette question, qui préoccupe beaucoup la communauté internationale.

31. Elle estime que le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1 tient compte de façon satisfaisante des vues exprimées au sein de la Commission. Il est clair que nul ne s'oppose à une meilleure application des règles de droit

humanitaire en cas de conflit armé et n'a nié la nécessité de formuler de nouvelles règles pour atténuer les souffrances causées par ces conflits.

32. La délégation vénézuélienne attache une importance particulière au dernier alinéa du préambule du projet de résolution, qui reflète les aspects politiques, militaires et techniques de récents conflits internationaux et non internationaux. L'inclusion de cet alinéa et son adoption par la Commission devraient être interprétées comme exprimant le voeu de la communauté internationale de trouver une solution constructive et humanitaire aux problèmes soulevés par l'existence et la mise au point croissante d'armes classiques qui causent des souffrances inutiles ou ont des effets non sélectifs. La délégation vénézuélienne approuve pleinement l'esprit humanitaire de cet alinéa et espère que le projet de résolution sera approuvé par acclamation.

33. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, dit qu'à propos des observations faites au sujet des mercenaires qui se trouveraient en Angola, la Commission vient d'assister à un exemple de la technique du gros mensonge auquel recourent les régimes totalitaires. Ceux qui interviennent en Afrique ne sauraient cacher la nature de leurs actes en accusant des innocents. Des photographies parues dans la presse ont permis d'identifier les nouveaux aspirants à la colonisation de l'Afrique, dont l'un était d'ailleurs autrefois une colonie. Les mensonges ne sauraient dissimuler les faits.

34. Le PRESIDENT propose à la Commission d'adopter le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1 sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution est adopté.

35. M. KOLESNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques), expliquant son vote, dit que sa délégation n'a pas soulevé d'objections au projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1 car, comme elle l'a indiqué à la 1575^e séance, il peut servir de base solide à un vaste accord. Néanmoins, toutes ses dispositions ne sont pas pleinement satisfaisantes pour la délégation soviétique, en particulier le dernier alinéa du préambule. Comme sa délégation l'a indiqué à cette même séance, la Conférence diplomatique n'a pas compétence pour examiner la question de l'interdiction d'utiliser certains types d'armes. Cette question relève du désarmement et devrait donc être examinée par les organes compétents en la matière.

36. M. GOERNER (République démocratique allemande) dit que sa délégation a appuyé le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1, mais n'est pas satisfaite du dernier alinéa du préambule. La Conférence diplomatique n'est pas l'organe compétent pour examiner l'emploi de certaines armes classiques, ni leur interdiction ou limitation éventuelles. Ce problème devrait être laissé aux soins des organes appropriés des Nations Unies.

37. M. JEANNEL (France) dit que sa délégation n'a pas voulu s'opposer à l'adoption par consensus du projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1, parce que la France attache une importance particulière à la question des droits de l'homme. Néanmoins, il regrette l'inclusion au dernier moment d'un élément étranger, qu'il aurait mieux valu

traiter dans le cadre du désarmement. L'introduction de cet élément politique dans les débats, qui jusqu'à présent ont été calmes et orientés vers les problèmes dont la Commission était saisie, ne peut manquer de nuire à la discussion. M. Jeannel ne partage pas l'opinion des représentants pour lesquels le projet de résolution reflète d'une manière adéquate l'opinion de la Commission et il se réfère aux difficultés que de nombreuses délégations éprouvent manifestement à accepter le dernier alinéa du préambule. Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution dans son libellé actuel, elle s'ingérerait dans les activités d'une conférence souveraine.

38. M. ENKHTSAIKHAN (Mongolie) dit que, d'une manière générale, sa délégation est satisfaite du projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1 qui a été adopté par consensus, mais qu'elle regrette l'inclusion du dernier alinéa du préambule. La question visée dans cet alinéa est déjà à l'examen dans d'autres organes, notamment à la Première Commission.

39. M. BELOUSSOV (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que sa délégation ne saurait approuver, dans le projet de résolution qui vient d'être adopté, la mention relative à l'examen, par la Conférence diplomatique, de l'interdiction de certains types d'armes classiques.

40. Notant qu'un représentant a réagi à son allusion au fait que les mercenaires qui combattent en Angola sont recrutés aux Etats-Unis d'Amérique, M. Beloussov se réfère à des articles parus dans la presse américaine en juin 1975, selon lesquels une agence aurait commencé à recruter aux Etats-Unis des mercenaires pour combattre en Angola. Il avait été annoncé que le Département d'Etat allait procéder à une enquête et M. Beloussov serait intéressé d'en connaître les résultats.

41. M. RASSOLKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que sa délégation a appuyé le projet de résolution A/C.6/L.1025/Rev.1, bien que toutes les dispositions de ce projet ne satisfassent pas sa délégation. Il est particulièrement difficile d'accepter le dernier alinéa du préambule, car la Conférence diplomatique n'est pas compétente pour examiner la question de l'emploi d'armes classiques. Cette question devrait être examinée séparément, dans le cadre d'une conférence sur le désarmement.

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (fin*) [A/10026, A/C.6/L.1027]

42. Le PRESIDENT fait savoir que Chypre s'est portée au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1027.

43. M. ROSSIDES (Chypre), présentant le projet de résolution A/C.6/L.1027 au nom des auteurs, dit que la première partie du paragraphe 10 du dispositif devrait être remaniée comme suit : *"Demande instamment au pays hôte, au Secrétariat, à la communauté diplomatique et aux organisations intéressées de chercher par tous les moyens à améliorer..."*.

* Reprise des débats de la 1560^e séance.

44. Le représentant de Chypre déplore profondément qu'en 1975 la majeure partie des travaux du Comité des relations avec le pays hôte ait porté sur de nouveaux actes de violence et autres actes délictueux de harcèlement contre des missions et leurs biens. Les plus graves de ces incidents ont consisté en des tirs dirigés contre les locaux de missions et en la pose de bombes.

45. Dans le préambule du projet de résolution, l'Assemblée générale exprime son inquiétude devant les actes illégaux commis contre des missions et elle rappelle la responsabilité qui incombe au pays hôte à cet égard. Dans le dispositif du projet, l'Assemblée générale exprime également sa profonde inquiétude devant les actes de violence, de harcèlement et de vandalisme perpétrés contre les missions et condamne de tels actes comme étant fondamentalement incompatibles avec le statut des missions en droit international. Divers appels ont été adressés au pays hôte, lui demandant instamment de faire tout son possible pour assurer la sécurité des missions et de leur personnel et en particulier de prendre toutes les mesures nécessaires pour appréhender et châtier les individus coupables de tels actes.

46. Le projet de résolution souligne également la nécessité d'améliorer les relations entre la communauté diplomatique et la population locale, prenant note avec satisfaction des efforts déployés par le pays hôte, la communauté locale et la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et pour le corps consulaire en vue de favoriser la compréhension à cet égard et de fournir des facilités d'accueil et des services aux diplomates. Tant le préambule que le dispositif du projet de résolution rappellent les obligations des missions concernant le respect des lois et règlements locaux, précisant que ces obligations ne portent pas atteinte aux privilèges et immunités dont jouissent les diplomates en droit international. Le projet de résolution prévoit également que le Comité des relations avec le pays hôte poursuivra les travaux qu'il effectue depuis 1971 conformément à son mandat.

47. M. ROSSIDES recommande à la Commission d'adopter le projet de résolution, car il est convaincu que ce projet réalise un juste équilibre entre les droits des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et les devoirs qui leur incombent en contrepartie. Il exprime l'espoir que le projet de résolution, qui est le fruit de consultations intensives et qui tient compte de la recommandation formulée par le Comité des relations avec le pays hôte, sera unanimement appuyé par les membres de la Commission.

48. M. ROBERTSON (Canada) dit que son pays approuve l'orientation générale du projet de résolution mais qu'il ne peut souscrire sans réserve au projet. La délégation canadienne ne peut accepter le dernier membre de phrase du paragraphe 7 du dispositif concernant les contraventions frappant les véhicules diplomatiques, étant donné qu'en cas d'infraction le Canada a pour habitude d'infliger des contraventions aux diplomates.

A l'unanimité, le projet de résolution A/C.6/L.1027, tel qu'il a été oralement modifié, est adopté.

49. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation ne s'est pas prononcée formellement contre le

projet de résolution parce que ses dispositions, pour la plupart, ne peuvent guère en elles-mêmes prêter à contestation, bien que quelques modifications aient été apportées au texte qui avait été généralement accepté. Que la discussion et le projet de résolution aient été dans une aussi large mesure centrés sur les problèmes et les griefs d'un petit nombre, sans tenir dûment compte des aspects positifs de la vie dans une grande métropole et des efforts déployés par les autorités fédérales, par les autorités de l'Etat et de la ville et par les citoyens pour fournir les services nécessaires et même des facilités pour assurer le bon fonctionnement des missions, cela tient sans doute à la nature même de la question à l'examen et semble être dans la tradition des travaux du Comité des relations avec le pays hôte. Le représentant des Etats-Unis espère que les New-Yorkais, qui ont si généreusement contribué à l'hospitalité offerte, ne seront pas découragés par le ton du projet de résolution, qui s'attarde longuement et en des termes contestables sur les problèmes de quelques missions.

50. Si les New-Yorkais doivent comprendre que le diplomate qui, parfois, gare son véhicule devant une bouche d'incendie, refuse de régler ses factures ou se conduit d'une manière asociale constitue l'exception, la communauté diplomatique ne devrait-elle pas elle aussi comprendre que l'acte répréhensible dont une mission est parfois victime constitue également l'exception. Les difficultés de la vie dans une grande métropole comme New York sont une des conséquences inévitables de l'ensemble des conditions qui font que la vie dans cette ville est animée et intéressante.

51. La délégation des Etats-Unis condamne les actes de violence et tracasseries dirigés contre les missions diplomatiques et leur personnel. Elle se demande toutefois si les auteurs du projet de résolution qui condamnent si énergiquement les actes dirigés contre les diplomates ont signé, entre autres instruments, la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques. Certaines délégations semblent attendre du pays hôte qu'il se fixe des normes plus élevées que celles que leur propre pays est prêt à accepter.

52. Le projet de résolution pose un grave problème en ce sens qu'un lecteur non averti pourrait en conclure que les missions sont pratiquement assiégées à New York, que les diplomates sont des gens qui ne voient que les inconvénients d'une situation de façon peu réaliste et partielle, sans se soucier de leurs propres responsabilités à l'égard de la communauté hôte ni des problèmes qu'ils posent. Des dispositions aussi partiales ne favorisent pas la compréhension évoquée au paragraphe 10 du projet de résolution.

53. M. STEEL (Royaume-Uni) appuie la déclaration du représentant des Etats-Unis d'Amérique. Le Royaume-Uni est également un pays hôte et il comprend le problème. Tout en approuvant pleinement la teneur du projet de résolution, la délégation britannique juge nécessaire de formuler certaines objections de détails sur ses dispositions. Si la plupart des dispositions sont analogues à celles des résolutions précédemment adoptées sur la question, M. Steel regrette l'inclusion de certaines dispositions nouvelles, qui ont un caractère outrancier.

54. Le représentant du Royaume-Uni considère que les quatrième et cinquième alinéas du préambule donnent une

importance excessive à certains cas isolés qui sont en eux-mêmes regrettables, mais qui ne devraient pas mettre en cause, de façon générale, l'amitié, l'hospitalité et l'assistance dont toutes les délégations jouissent en toutes circonstances, à quelques rares exceptions près. En outre, il doute sérieusement de l'exactitude de deux dispositions, en tant qu'énoncés de propositions de droit. En ce qui concerne le septième alinéa du préambule, M. Steel ne pense pas qu'il soit correct de dire que le devoir des missions diplomatiques de respecter les lois du pays hôte est, de toute manière, subordonné à la jouissance de leurs privilèges et immunités en vertu du droit international. Les devoirs et les privilèges des missions diplomatiques sont des notions d'égale importance, dont aucune ne doit l'emporter sur l'autre. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, le représentant du Royaume-Uni doute qu'il soit juste de suggérer que "tous les actes de violence et autres actes criminels dirigés contre les locaux des missions et leur personnel" doivent être nécessairement considérés comme incompatibles avec le statut des missions diplomatiques en droit international. Dans de nombreux cas, ces actes peuvent être incompatibles, dans d'autres, ils le sont sans aucun doute, mais la question est loin d'être claire. M. Steel regrette que ces affirmations excessives aient dénaturé le projet de résolution.

55. M. JEANNEL (France) dit que sa délégation s'est associée au consensus pour adopter le projet de résolution. Tout en appréciant le caractère généralement modéré des termes employés, le représentant de la France considère que certaines dispositions sont ambiguës et excessives. Tout pays qui accueille des organisations internationales se heurte à des difficultés, notamment lorsque ce pays reconnaît la liberté de pensée et d'expression. M. Jeannel n'est pas convaincu que certaines des dispositions soient absolument nécessaires ni qu'elles ne dépassent pas ce qu'un pays hôte peut promettre. Il estime qu'en général le Comité et l'Assemblée générale devraient éviter les sujets qui se prêtent à la polémique et aux excès de langage.

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437, A/C.6/L.1028, A/C.6/L.1030]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437, A/C.6/L.1028, A/C.6/L.1030]

56. Le PRESIDENT annonce que les délégations du Chili, de l'Iran, du Yémen et de la Zambie se sont jointes aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1028.

57. M. KRISPIS (Grèce) dit que sa délégation souhaite également se porter sur la liste des auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1028.

58. M. ABDALLAH (Tunisie) propose que les mots "la révision de" soient insérés après les mots "relatives à", à la

rubrique *i* de l'alinéa *a* du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.6/L.1028, ce qui permettrait de conserver le libellé des résolutions précédentes de l'Assemblée générale. Se référant au paragraphe 3 du document A/C.6/L.1030, M. Abdallah demande des éclaircissements en ce qui concerne les quinze interprètes que l'on prévoit de recruter à Genève. Le Comité spécial devant se réunir au Siège, comment peut-on justifier cette dépense ?

59. M. ABUL-KHEIR (Egypte) fait observer que les cinq Etats Membres supplémentaires dont il est question au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution A/C.6/L.1028 ne sont pas nommés. Peut-être serait-il donc préférable d'insérer les mots "conformément au principe de la répartition géographique équitable" après les mots "Etats Membres supplémentaires ci-après", dans ce paragraphe.

60. M. BAJA (Philippines) dit que les auteurs du projet de résolution avaient prévu qu'un Etat supplémentaire appartenant à chacun des groupes régionaux serait nommé avant que le projet ne soit présenté en séance plénière. Les présidents des groupes régionaux ont déjà été pressentis à ce sujet.

61. M. ABUL-KHEIR (Egypte) rappelle qu'à la vingthuitième session les nominations ont suivi l'adoption de la résolution pertinente en séance plénière.

62. M. MAKEKA (Lesotho) dit que des éclaircissements lui paraissent nécessaires en ce qui concerne la signification précise du mot "suscité" à l'alinéa *c* du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution. De plus, dans la mesure où la formulation actuelle de la rubrique *i* de l'alinéa *a* de ce même paragraphe n'est pas claire, il conviendrait sans doute que la Commission prenne la proposition du représentant de la Tunisie en considération.

63. M. BAJA (Philippines), se référant à la rubrique *i* de l'alinéa *a* du paragraphe 1 du projet de résolution, dit qu'aux yeux des rédacteurs les mots "suggestions et propositions" ne pouvaient avoir trait qu'à une révision de la Charte.

64. M. EFIMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le libellé du projet de résolution a été mis au point au terme de longues et difficiles consultations. Il est donc inconcevable que de nouvelles modifications soient apportées au projet.

65. M. JEANNEL (France) dit que la Commission ne peut tenter, à ce stade, de modifier le projet de résolution sans risquer de raviver un sujet délicat. Il conviendrait donc que l'on en conserve le libellé actuel.

66. Mme DUQUE DE OSPINA (Colombie) dit que, compte tenu des discussions prolongées qui ont été nécessaires pour parvenir au libellé actuel, le texte du projet de résolution ne devrait pas être remanié.

67. M. PEDAUYE (Espagne) estime également que le libellé actuel du projet de résolution devrait être conservé.

68. M. DATCU (Roumanie) dit que sa délégation, qui a participé à la rédaction du projet de résolution, espère le voir adopté tel quel.

69. M. BOSCO (Italie) s'associe aux vues exprimées par les orateurs qui l'ont précédé, selon lesquels le libellé du projet de résolution ne devrait pas être modifié.

70. M. VANDERPUYE (Ghana) est également d'avis que le projet de résolution devrait être maintenu dans son état actuel. Il propose que la Commission adopte le projet de résolution par consensus.

71. M. ABDALLAH (Tunisie) réaffirme qu'aux yeux de sa délégation la rubrique *i* de l'alinéa *a* du paragraphe 1 a trait à une révision ou à une mise à jour de la Charte. Dans ces conditions, il ne s'opposera pas à un consensus au sein de la Commission.

72. M. RYBAKOV (Secrétaire de la Commission), répondant à la question posée par le représentant de la Tunisie au sujet du document A/C.6/L.1030, dit qu'en établissant l'état des incidences financières du projet de résolution A/C.6/L.1028, le Département des conférences, tout en partant du principe qu'il s'efforcera de fournir les services nécessaires en ayant recours au personnel disponible à New York, a tenu compte du fait qu'il serait peut-être obligé de recruter du personnel en Europe et a prévu les crédits nécessaires pour parer à cette éventualité.

73. M. EFIMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la Commission devrait attendre qu'un certain nombre de détails techniques, tels que la désignation des Etats Membres supplémentaires visés au paragraphe 3, aient été mis au point avant d'adopter le projet de résolution. La délégation soviétique attend par ailleurs que des instructions lui soient données en ce qui concerne le projet de résolution et elle ne sera donc pas en mesure de prendre part à un consensus à la séance en cours.

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10332, A/C.6/438, A/C.6/L.1029]

74. M. VANDERPUYE (Ghana), présentant le projet de résolution A/C.6/L.1029, dit que ce projet est similaire dans sa formulation aux résolutions précédemment adoptées à ce sujet et qu'il s'explique de lui-même. Se référant au paragraphe 9 du dispositif, il fait observer que la composition du Comité consultatif du Programme n'est modifiée que dans la mesure où l'Italie et les Philippines y remplaceront la Belgique et l'Irak. Il n'est pas nécessaire de renvoyer le projet de résolution au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, les ouvertures de crédits nécessaires aux activités qui seront entreprises à ce titre ayant été prévues dans le budget ordinaire pour 1975-1976 et approuvées par la Cinquième Commission.

75. M. Vanderpuye informe la Commission que les délégations de la Sierra Leone et du Zaïre se sont jointes aux auteurs du projet de résolution.

76. M. KRISPIS (Grèce) dit que le rapport du Secrétaire général (A/10332) brosse un tableau probant des succès enregistrés par le Programme. Le Séminaire de droit international à l'intention d'étudiants avancés et de jeunes fonctionnaires des administrations nationales ne tardera pas à devenir une institution mondiale pour l'enseignement et la promotion du droit international; les activités concernant les colloques sur le droit commercial international sont elles aussi très prometteuses. Le programme entrepris à ce titre a pris un très bon départ en 1975 à l'occasion du colloque sur le rôle des universités et des centres de recherche dans l'enseignement, le développement et la diffusion du droit commercial international. A sa dernière session, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international a invité les participants au colloque à se joindre à titre officieux au débat qu'elle menait sur un point de son ordre du jour. Les participants sont intervenus de manière extrêmement satisfaisante et l'expérience a été couronnée de succès.

77. Les activités de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 1974 et en 1975 ont enregistré des succès tout aussi concluants. La délégation grecque, qui soutient l'ensemble du programme avec enthousiasme, est favorable aux recommandations du Secrétaire général figurant aux paragraphes 63 à 70 de son rapport et elle est convaincue que la Commission adoptera le projet de résolution A/C.6/L.1029 par consensus.

78. M. HAFIZ (Bangladesh) se déclare extrêmement satisfait du rapport du Secrétaire général. Les activités impressionnantes exécutées en 1974 et 1975 contribuent grandement au développement progressif du droit international et méritent l'appui des Etats Membres, comme d'ailleurs les recommandations qui figurent dans le rapport.

79. La délégation du Bangladesh estime que l'étude du droit international favorise non seulement le développement du droit international lui-même mais également la compréhension et l'amitié internationales. La poursuite du Séminaire de droit international et des autres activités inscrites au Programme est d'une importance capitale pour le développement progressif du droit international et pour les pays en développement. Il faut donc non seulement poursuivre le Programme mais aussi l'étendre. L'enseignement et la diffusion des connaissances en matière de droit international dans le tiers monde sont très limités. L'enseignement du droit international y compris du droit commercial international et du droit humanitaire international applicable dans les conflits armés et la diffusion d'instruments internationaux tels que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme sont essentiels. Il faudrait, dans le cadre du Programme, créer dans les pays en développement des centres de recherche et de formation en matière de droit international qui permettraient au tiers monde de bénéficier des connaissances acquises par les pays développés dans ce domaine. Le Séminaire de droit international devrait aussi être poursuivi. Le Bangladesh a tiré profit du Séminaire en 1973 grâce à la participation d'un ressortissant du Bangladesh. A cet égard, la délégation du Bangladesh exprime ses très vifs remerciements à la RSS d'Ukraine pour avoir contribué de façon

généreuse et constructive au Programme en mettant à la disposition d'étudiants originaires de 50 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, à l'Université de Kiev, les moyens nécessaires en vue de l'étude et de l'enseignement du droit international. M. Hafiz exprime l'espoir que d'autres pays développés feront de même.

80. La délégation du Bangladesh note avec plaisir que le cycle de cours régionaux de formation et de perfectionnement sera poursuivi. Il est agréable de noter que l'UNITAR a prévu deux cours de ce genre pour l'Asie qui traiteront des problèmes actuels de droit international touchant le développement économique et social des pays en développement, l'accent étant mis en particulier sur la manière dont ces problèmes se posent en Asie. M. Hafiz exprime l'espoir que l'UNITAR choisira d'organiser au Bangladesh le cours destiné aux Etats membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

81. M. Hafiz note avec satisfaction que l'une des 20 bourses prévues pour 1975 a été octroyée à un ressortissant du Bangladesh.

82. Bien qu'il ne soit qu'un petit pays en développement, le Bangladesh contribue actuellement de façon utile à la promotion et au développement du droit international. L'Institut du Bangladesh pour le droit et les affaires internationales, qui est une organisation non gouvernementale, a accueilli la troisième Conférence internationale sur le droit pénal en décembre 1974 à Dacca. De plus, l'Académie islamique du Bangladesh effectue des recherches et des études sur le droit islamique en s'attachant tout particulièrement à la conception islamique du droit international et des relations internationales. En sa qualité d'organisation non gouvernementale, l'Institut mérite de recevoir une assistance de l'Organisation des Nations Unies, de l'UNESCO et de l'UNITAR comme celle qui a été fournie à l'Institut autrichien des études chinoises en 1973. Ces deux institutions collaboreraient activement avec l'UNITAR, l'UNESCO et l'Organisation des Nations Unies à l'organisation au Bangladesh d'un séminaire ou d'une conférence sur un sujet quelconque de droit international dans le cadre du Programme.

83. La délégation du Bangladesh remercie également l'Organisation des Nations Unies de continuer à adresser à l'Institut du Bangladesh pour le droit et les affaires internationales des exemplaires des publications juridiques des Nations Unies parues en 1974 et 1975, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 2838 (XXVI) de l'Assemblée générale.

84. M. BROMS (Finlande) dit que le rapport du Secrétaire général prouve que le Programme a une fois de plus donné de bons résultats.

85. La délégation finlandaise est heureuse d'annoncer que le Gouvernement finlandais a décidé d'octroyer une bourse de 2 000 dollars aux participants des pays en développement au séminaire qui aura lieu pendant la prochaine session de la Commission du droit international à Genève en 1976.

86. M. GÜNEY (Turquie) exprime sa satisfaction pour les efforts que le Secrétaire général a déployés dans le cadre du

Programme. Les activités de l'UNESCO et de l'UNITAR sont également dignes d'éloges. En ce qui concerne le Programme de bourses, la délégation turque constate avec plaisir que l'on continue à donner la préférence aux candidats en provenance de pays dont les ressortissants n'ont pas reçu récemment de bourses. Il convient également de noter avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies continuera à adresser des exemplaires de ses publications juridiques ainsi que de celles de la Cour internationale de Justice aux institutions des pays en développement.

87. La délégation turque appuie les recommandations du Secrétaire général concernant l'exécution du Programme en 1976-1977 (voir A/10332, chap. III).

88. Se référant au projet de résolution A/C.6/L.1029, M. Güney se demande si les présidents des groupes régionaux ont consulté leurs groupes respectifs en ce qui concerne la nomination des 13 membres du Comité consultatif du Programme.

89. Le PRESIDENT annonce que les délégations libérienne et ougandaise se sont portées au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1029.

90. M. RYBAKOV (Secrétaire de la Commission), répondant à une question posée par le représentant de la Yougoslavie à la 1575^e séance de la Commission au sujet de l'octroi d'une bourse à un ressortissant d'un pays qui n'est pas membre de l'Organisation des Nations Unies, rappelle qu'à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de sa résolution

3106 (XXVIII), l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à octroyer "15 bourses de perfectionnement au minimum en 1974 et 1975 à la demande des gouvernements de pays en développement". Comme indiqué au paragraphe 26 du rapport du Secrétaire général, aux fins du Programme de bourses, un pays est considéré comme "en développement" s'il bénéficie d'une assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. Le pays en question a bénéficié d'une telle assistance. C'est pourquoi le Service juridique estime que l'action du Secrétaire général a été conforme à la résolution de l'Assemblée générale.

91. M. STARČEVIĆ (Yougoslavie) dit que les explications données par le Secrétaire ne sont pas tout à fait satisfaisantes. Le Programme de bourses est organisé sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et il faudrait donc donner la préférence aux ressortissants des Etats Membres, parmi lesquels les candidats ne manquent pas. En outre, le pays en question n'est pas en cours de décolonisation, processus que l'Organisation des Nations Unies est tenue de favoriser.

92. M. RYBAKOV (Secrétaire de la Commission) dit que le Service juridique tiendra compte de la déclaration du représentant de la Yougoslavie.

93. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il est convaincu que le Service juridique tiendra compte de toutes les observations formulées en ce qui concerne la question à l'examen.

La séance est levée à 17 h 55.

1578^e séance

Mardi 2 décembre 1975, à 15 h 25.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1578

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (suite) [A/10033, 10102, 10108, 10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437, A/C.6/L.1028, A/C.6/L.1030]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (suite) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437, A/C.6/L.1028, A/C.6/L.1030]

1. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objections, il considérera que la Commission adopte le projet de résolution A/C.6/L.1028 par consensus.

Le projet de résolution est adopté par consensus.

2. M. DIENG (Sénégal), prenant la parole pour une explication de vote, indique que sa délégation s'est associée au consensus sur le projet de résolution A/C.6/L.1028 en raison des efforts considérables qu'il a fallu faire pour arriver au libellé actuel. Cependant, la délégation sénégalaise, qui a déclaré clairement qu'elle se prononçait pour un réexamen de la Charte, n'est pas entièrement satisfaite des dispositions du projet de résolution. M. Dieng se félicite du fait que le Comité *ad hoc* doive se réunir à nouveau en tant que Comité spécial, avec une composition élargie. Il est convaincu que, si la question est examinée à nouveau lors de la trente et unième session de l'Assemblée générale, des progrès considérables seront accomplis et une solution appropriée sera trouvée.

3. M. TIEN Chin (Chine), expliquant son vote, rappelle que lors des débats à la Sixième Commission, la majorité des pays ont préconisé un réexamen de la Charte. Ils ont clairement fait observer que le réexamen du texte de la Charte et l'adoption des amendements nécessaires y relatifs

visaient à réaliser efficacement les buts et principes de la Charte, c'est-à-dire à assurer que l'Organisation des Nations Unies soit adaptée à l'évolution profonde de la situation internationale et de la composition de l'Organisation pendant ses 30 années d'existence, de façon à ce que les nombreux petits et moyens pays qui constituent actuellement la grande majorité des Etats Membres puissent jouir du droit qui leur revient de faire entendre leur voix et de prendre des décisions dans les principaux organes des Nations Unies, ce qui permettrait à l'Organisation de jouer le rôle qui est le sien. D'assez nombreux représentants ont avancé des vues et des propositions précises sur les amendements qu'il conviendrait d'apporter à la Charte. On peut voir qu'un nombre croissant de pays ont rejoint les rangs des partisans d'un réexamen de la Charte. Les débats ont à nouveau montré, de façon convaincante, que le réexamen et la révision de la Charte étaient la manifestation d'une tendance générale et des aspirations des peuples.

4. Grâce à la lutte des pays du tiers monde, l'ancien Comité *ad hoc* se transformera en un Comité spécial, qui aura un caractère plus permanent. Il est évident qu'à l'avenir le Comité spécial devrait avoir pour tâche principale d'étudier les questions touchant au réexamen de la Charte. La délégation chinoise estime que, tant au Comité spécial qu'à la Sixième Commission, il faudrait mettre l'accent sur l'examen de propositions concernant la Charte et sur l'organisation de patientes consultations.

5. Il est inadmissible que les superpuissances déforment l'esprit de la résolution qui a été adoptée et recourent à divers prétextes pour refuser d'engager des consultations sur la question du réexamen de la Charte. Au cours des débats à la Sixième Commission, les superpuissances ont eu une attitude d'opposition au réexamen et à la révision de la Charte. La superpuissance qui prétend défendre les intérêts des petits pays est allée jusqu'à intimider et injurier les pays qui préconisent un réexamen et une révision de la Charte. Tout en ayant mauvaise conscience et en étant de plus en plus isolés, ils recourront probablement encore à divers stratagèmes pour continuer à faire de l'obstruction et à saboter le réexamen et la révision de la Charte. Il importe de faire preuve d'une vigilance accrue à cet égard.

6. Le réexamen et la révision de la Charte ne pourront continuer à aller de l'avant et à donner des résultats que si les nombreux pays du tiers monde s'engagent dans des épreuves de force répétées avec les superpuissances. La lutte sera longue et difficile. Cependant, la vérité se trouve du côté des pays qui sont favorables à un réexamen et à une révision de la Charte. La délégation chinoise estime que, si les nombreux pays du tiers monde restent étroitement unis et persistent dans leur lutte, leur juste cause finira par triompher.

7. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation s'est associée au consensus surtout par respect pour l'esprit de modération et de coopération dont les auteurs du projet de résolution ont fait preuve et qu'elle apprécie beaucoup. Néanmoins, ce faisant, la délégation des Etats-Unis n'a pas abandonné sa position bien établie et bien connue, à savoir qu'il ne lui paraît pas sage de toucher aux dispositions de la Charte. Elle partage l'opinion exprimée par le représentant des Philippines au cours du débat (1576^e séance) selon laquelle aucun Etat Membre ne

s'oppose à une amélioration de l'Organisation des Nations Unies ni ne souhaite que les buts de la Charte restent non réalisés, ou estime que l'Organisation des Nations Unies ne saurait être améliorée ou encore qu'il est inutile de faire des efforts dans ce sens aussi souvent et avec autant de persévérance que cela est nécessaire. Cette attitude semble plus raisonnable que des exhortations à engager des épreuves de force.

8. Se référant au préambule du projet de résolution, M. Rosenstock dit que le fait de rappeler des résolutions passées ne signifie pas que sa délégation soit moins opposée qu'auparavant aux résolutions contre lesquelles elle a voté. En outre, tout en demandant la poursuite de l'étude des propositions, la délégation des Etats-Unis ne fait sienne aucune d'entre elles.

9. En ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif, bien que la délégation des Etats-Unis accepte l'idée d'examiner les observations reçues des gouvernements, elle ne s'associe à aucune d'elles et bien qu'elle n'ait pas d'objection à formuler aux suggestions et propositions concernant la Charte, elle se réserve le droit de suggérer qu'il ne faudrait apporter aucune modification à la Charte et elle ne retire pas ses objections aux propositions faites jusqu'à présent.

10. Quant à l'alinéa c du paragraphe 1, M. Rosenstock ne pense pas que le Comité Spécial soit tenu de dresser la liste des propositions, à moins que les débats ne montrent que ces listes sont conformes aux vues du représentant des Philippines auxquelles M. Rosenstock vient de faire allusion ainsi qu'aux tâches prioritaires du Comité.

11. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, le paragraphe 2, tout comme la déclaration du représentant des Philippines, est un exemple concret de l'esprit de prudence, de modération et de responsabilité des auteurs du projet. Toute optique fondée sur une base autre que celle d'un accord général ne pourrait qu'affaiblir l'Organisation des Nations Unies.

12. Se référant au paragraphe 5, M. Rosenstock dit qu'en établissant l'étude demandée, le Secrétariat devrait tenir attentivement compte du libellé précis de ce paragraphe et de l'historique de sa formulation.

13. La délégation des Etats-Unis, tout en étant fermement attachée au renforcement de l'Organisation des Nations Unies, n'est pas favorable à une modification de la Charte comme moyen de réaliser cet objectif. Si les travaux se poursuivent sur la base du consensus, toutes les parties en tireront avantage. En revanche, s'ils s'écartent de cette base, tout le monde y perdra.

14. M. FIFOOT (Royaume-Uni), expliquant son vote, rappelle avoir dit lors de la discussion générale (1569^e séance) que toute nouvelle discussion devrait, à son sens, tenir compte de l'extrême diversité des avis exprimés sur le sujet. Les négociations longues et laborieuses qui ont abouti au projet de résolution que la Commission vient d'adopter illustrent la volonté des délégations intéressées de placer les travaux du Comité spécial dans un climat moins marqué par l'affrontement. La délégation britannique, qui a pris part à ces négociations, tient à remercier les délégations dont elle ne partage pas les vues de leur attitude constructive et de

leur volonté d'œuvrer à l'établissement d'un texte généralement acceptable.

15. L'adoption du projet de résolution ne met pas un terme aux controverses. Les vues de la délégation britannique demeurent inchangées. Celle-ci reste d'avis qu'un réexamen de la Charte ne donnerait probablement pas de résultats fructueux, et risquerait fort d'être dangereux et vain. Cependant, il faut espérer que la façon dont la Commission a adopté le projet de résolution réduira les perspectives de discorde. Le paragraphe 2 du dispositif devrait permettre au Comité spécial de prendre un bon départ, surtout si le même esprit de coopération y persiste. Ce sont les termes du projet de résolution, y compris le libellé du mandat du Comité et les termes dans lesquels la priorité a été exprimée, et non telle ou telle interprétation qui en a été donnée, qui ont permis à la délégation britannique de s'associer au consensus.

16. M. JEANNEL (France), prenant la parole pour expliquer son vote, dit que sa délégation s'associe à la délégation des Etats-Unis pour remercier les auteurs du projet de résolution de leur esprit de coopération et de leur patience. La délégation française salue le consensus comme s'inscrivant dans les meilleures traditions de la Sixième Commission. La participation de la délégation française au consensus n'implique nullement qu'elle ait abandonné son opinion quant aux moyens d'atteindre les buts que les Etats Membres ont en commun. Le renforcement de l'Organisation des Nations Unies et l'accroissement de son efficacité ne sauraient être obtenus par de nouvelles rédactions du texte de la Charte, mais seulement grâce à une amélioration des méthodes de travail et à l'utilisation de toutes les possibilités qu'offre la Charte.

17. M. KOLESNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole pour expliquer son vote, dit que la position de sa délégation sur la question a été clairement exposée au cours des débats à la Commission (1568^e séance). L'Union soviétique s'est toujours opposée à toute tentative de réviser la Charte, car elle estime que, sous sa forme actuelle, la Charte suffit à assurer le maintien et le renforcement de la paix internationale, ce qui continue à être la tâche principale de l'Organisation des Nations Unies. Bien que la délégation soviétique se soit associée au consensus sur le projet de résolution, sa position demeure inchangée. S'il avait été procédé à un vote sur le projet de résolution, elle se serait abstenue. Pour améliorer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies il faut appliquer strictement les dispositions de la Charte.

18. Le projet de résolution présente toutefois un certain nombre d'aspects positifs. Tout d'abord, le Comité spécial pourra maintenant axer ses travaux non pas sur la modification de la Charte, mais sur l'élaboration de mesures visant à renforcer le rôle de la Charte en ce qui concerne le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et le développement de la coopération entre tous les peuples. En outre, les dispositions du paragraphe 2 du dispositif permettront d'examiner la question dans un esprit de coopération. Le Comité spécial devrait concentrer ses efforts sur des domaines spécifiques dans lesquels des solutions constructives pourraient renforcer le rôle et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et accroître ainsi le prestige et l'autorité de l'Organisation sans qu'il soit

nécessaire de modifier la Charte. Toutefois, un certain nombre de délégations se sentent encore obligées de donner leur propre interprétation unilatérale du projet de résolution afin d'orienter les travaux du Comité spécial vers une révision de la Charte. La délégation soviétique ne se considère tenue par aucune interprétation de cette nature et elle n'est donc pas pleinement satisfaite du projet de résolution.

19. Se référant aux observations formulées par le représentant de la Chine, M. Kolesnik dit que les propos calomnieux de cette délégation ne sont qu'une preuve de plus de ses tentatives constantes de semer la discorde dans les travaux de l'Organisation des Nations Unies et de la Sixième Commission et qu'un nouvel exemple de l'utilisation arbitraire de l'Organisation des Nations Unies à des fins incompatibles avec ses objectifs et avec les buts de la Charte.

20. M. TIEN Chin (Chine), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, dit que le représentant de l'Union soviétique a essayé de nier avoir intimidé et injurié des pays qui préconisent un réexamen et une révision de la Charte. Mais ses efforts sont totalement vains. Il est inutile de remonter très loin dans le passé : en 1974 et en 1975, les représentants de l'Union soviétique ont eu recours à ce genre de tactiques méprisables. Les représentants qui participent aux séances de la Commission s'en souviennent encore très bien et les comptes rendus sont irréfutables.

21. La raison pour laquelle la délégation soviétique est opposée au réexamen et à la révision de la Charte est très simple. Elle est opposée à la mise en application, à l'Organisation des Nations Unies, du principe de l'égalité entre tous les Etats, grands ou petits, et elle essaie de maintenir sa position qui consiste à abuser de privilèges pour promouvoir l'hégémonie.

22. Mais l'intimidation et les invectives ne sauraient être d'une grande utilité pour la délégation soviétique. Elles ne servent qu'à mettre en lumière sa mauvaise conscience et à exposer encore davantage son comportement fondé sur un désir d'hégémonie. A l'heure actuelle, quiconque essaierait de brandir le gourdin à l'Organisation des Nations Unies irait au devant d'un échec certain. L'éveil des pays du tiers monde voue à l'échec le désir d'hégémonie des grandes puissances.

23. M. GOERNER (République démocratique allemande), prenant la parole pour expliquer son vote, dit que, par esprit de compromis, sa délégation ne s'est pas opposée au consensus sur le projet de résolution. La position de sa délégation est expliquée dans le document A/10113/Add.1 et elle a été clairement exposée au cours des débats à la Commission (1564^e séance). Cette position demeure inchangée, c'est-à-dire qu'elle consiste à estimer que la Charte est suffisamment souple pour pouvoir guider tous les Etats dans leurs relations. En conséquence, la délégation de la République démocratique allemande continuera à s'opposer à toute tentative de réviser la Charte.

24. M. MAKAREVITCH (République socialiste soviétique d'Ukraine), prenant la parole pour expliquer son vote, dit que la position de sa délégation à l'égard du Comité spécial a déjà été exposée au cours des débats (1572^e séance). Le

Gouvernement ukrainien est opposé à toute tentative de réviser la Charte, qui a résisté à l'épreuve du temps et continue de répondre aux besoins de la communauté internationale. La délégation ukrainienne se serait abstenue si le projet de résolution avait été mis aux voix. Le Comité spécial devrait concentrer ses efforts sur l'amélioration de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies plutôt que sur une révision de la Charte.

25. M. RASSOLKO (République socialiste soviétique de Biélorussie), prenant la parole pour expliquer son vote, dit que le fait que sa délégation se soit associée au consensus sur le projet de résolution ne signifie pas qu'elle en approuve entièrement les dispositions. Comme elle l'a indiqué clairement au cours des débats (1570^e séance), la délégation biélorussienne a toujours été en faveur d'une amélioration de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et elle a souligné la nécessité d'appliquer les dispositions de la Charte plutôt que de les modifier. Si le projet de résolution avait été mis aux voix, la délégation biélorussienne se serait abstenue.

26. Le PRÉSIDENT remercie toutes les délégations de leur esprit de coopération à propos d'une question difficile. L'adoption du projet de résolution constitue un point de départ très important pour le Comité spécial et il faut espérer que le même climat constructif prévaudra aux séances de ce comité.

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (suite) [A/10332, A/C.6/438, A/C.6/L.1029]

27. M. VANDERPUYE (Ghana), prenant la parole au nom des auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1029, dit qu'au cours des consultations officieuses qui ont eu lieu entre les auteurs, il a été décidé que, au paragraphe 9 du dispositif la République arabe syrienne remplacerait les Philippines sur la liste des Etats membres du Comité consultatif. M. Vanderpuye annonce également qu'il faudrait ajouter le Lesotho à la liste des auteurs du projet de résolution.

28. M. GÜNEY (Turquie), appuyé par M. MAKEKA (Lesotho), M. ABDALLAH (Tunisie) et M. ACOLATSE (Libéria), se réfère à l'intervention qu'il a faite à la 1577^e séance et conteste la procédure suivie pour désigner les membres du Comité consultatif. La procédure normale et correcte consisterait à renvoyer ces questions au groupe géographique intéressé aux fins de décision et à suivre ainsi la procédure bien établie.

29. M. MAÏGA (Mali) pense que c'est bien cette procédure qui a été suivie dans le cas considéré.

30. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique), appuyé par M. ACOLATSE (Libéria), propose de remettre à la séance suivante la décision concernant la composition du Comité consultatif, de façon à permettre aux groupes régionaux intéressés de procéder à des consultations offi-

cieuses et de suivre la procédure établie pour désigner les membres du Comité consultatif.

31. Le PRÉSIDENT dit que s'il n'y a pas d'objections il considérera que la Commission accepte la proposition faite par les Etats-Unis et appuyée par le Libéria.

Il en est ainsi décidé.

32. M. GODOY (Paraguay), appuyé par M. PEDAUYE (Espagne), appelle l'attention sur une erreur de traduction dans la version espagnole du projet de résolution A/C.6/L.1029, à l'alinéa b du paragraphe 1 du dispositif : l'expression "indemnité pour frais de voyage" devrait être traduite par "*subsidio de viaje*" et non par "*bolsa de viaje*".

33. Le PRÉSIDENT dit que la Division de traduction apportera la correction nécessaire.

POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR

Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention (A/C.6/L.1031)

34. M. KOLESNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que sa délégation a déjà pris la parole sur la question en cours d'examen lors de la précédente session (1519^e séance) mais que, faute de temps, cette question n'avait pu être examinée en détail. Il fait observer que, ces dernières années, grâce aux efforts déployés par les Etats épris de paix, des progrès importants ont été réalisés dans la voie d'un relâchement de la tension internationale. Une importance particulière s'attache donc au renforcement de la légalité internationale, qui est la seule base sur laquelle peuvent se développer les relations entre des Etats ayant des systèmes sociaux différents. A cet égard, les conventions et les accords internationaux de caractère universel sont extrêmement importants, surtout ceux ayant trait aux relations diplomatiques, comme la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques¹ de 1961. Cette Convention énonce les normes généralement reconnues qui régissent les relations diplomatiques et qui sont conçues pour maintenir et renforcer les liens politiques, économiques et culturels entre les Etats. Le respect des dispositions de la Convention est devenu une condition essentielle pour la préservation et le développement de relations normales et de bon voisinage entre les Etats.

35. L'efficacité des instruments de droit international, toutefois, dépend du nombre d'Etats qui y adhèrent. Bien que plus de 100 Etats aient adhéré à la Convention de Vienne de 1961, celle-ci n'a pas encore été universellement acceptée. Quelque 40 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies n'y sont pas encore parties.

36. La Convention a non seulement codifié et renforcé les normes généralement reconnues du droit diplomatique, mais elle a également contribué au développement des relations diplomatiques entre les Etats, un aspect qui présente une importance particulière pour les pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Elle

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, n° 7310, p. 95.

fournit une base uniforme et ordonnée pour les relations diplomatiques entre les Etats, ce qui représente un avantage considérable par rapport à la situation qui existait avant 1961, lorsque les relations diplomatiques étaient régies par plus de 3 000 accords bilatéraux.

37. Il est manifeste que la Convention a subi avec succès l'épreuve du temps et qu'il n'y a nul besoin de la réviser. Ce qu'il faut maintenant c'est assurer sa stricte application, car l'omission de la part de certains Etats de se conformer à ses dispositions a parfois conduit à des frictions et à des désaccords dangereux. Malheureusement, il existe encore des cas de violations des dispositions de la Convention de Vienne, sur lesquels la délégation soviétique et plusieurs autres ont appelé l'attention à la session précédente de l'Assemblée générale. Depuis lors, d'autres incidents déplorables ont eu lieu, y compris le meurtre de deux diplomates turcs, des coups de feu tirés contre les locaux de la Mission permanente de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies et des manifestations antisoviétiques à New York au voisinage de la Mission, ainsi que l'atteinte à l'inviolabilité des locaux de l'Ambassade soviétique à Tokyo et d'autres incidents qui ont été condamnés par l'Organisation des Nations Unies et par l'opinion publique mondiale. Toutes les violations de ce genre sont intolérables et les mesures nécessaires devraient être prises dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies également, pour faire en sorte que les Etats appliquent strictement les dispositions de la Convention.

38. Bien qu'il n'y ait aucune nécessité de modifier la Convention, il existe certains secteurs du droit diplomatique où il serait souhaitable d'élaborer plus en détail des règles pertinentes. Cela est nécessaire, en particulier pour ce qui est du statut et des droits des courriers diplomatiques; c'est là un problème qui n'a pas été traité d'une manière appropriée dans la Convention. Le fait que des courriers diplomatiques aient été empêchés de s'acquitter normalement de leurs fonctions a fréquemment donné lieu à des malentendus et à des situations délicates. En traitant du problème des courriers diplomatiques, il conviendrait d'accorder une attention particulière à la réglementation de questions telles que les communications au moyen de courriers diplomatiques; la définition des fonctions de ces courriers; la remise de la correspondance diplomatique; l'exemption des courriers diplomatiques et de leurs bagages personnels de toute inspection douanière, y compris l'emploi de nouveaux dispositifs techniques; l'obligation pour les Etats de prendre des mesures pour assurer la protection des locaux utilisés par les courriers diplomatiques; les privilèges et immunités des courriers diplomatiques; l'inviolabilité de la correspondance diplomatique lorsque les relations diplomatiques ont été rompues et plusieurs autres dispositions visant à assurer le fonctionnement normal des services diplomatiques. Les questions susmentionnées pourraient être réglées au moyen d'un protocole additionnel à la Convention qui, sans modifier la Convention elle-même, constituerait un nouvel et important instrument international régissant les questions relatives aux courriers diplomatiques.

39. Pour assurer l'application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne de 1961 et accroître le nombre des parties à la Convention, la délégation soviétique a présenté, conjointement avec celles de l'Argentine, de la

Bulgarie, de Chypre, de la Hongrie, du Mali, de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie, le projet de résolution A/C.6/L.1031 aux termes duquel l'Assemblée générale confirmerait que les Etats doivent appliquer strictement les dispositions de la Convention, déplorerait les violations de ces dispositions, inviterait les Etats qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à la Convention, prierait le Secrétaire général d'établir un rapport sur les moyens d'assurer l'application par les Etats des dispositions de ladite Convention et de le soumettre à l'Assemblée générale à sa prochaine session, chargerait la Commission du droit international (CDI) d'examiner la question de l'élaboration de règles touchant le statut du courrier diplomatique et déciderait d'inscrire cette question à l'ordre du jour de sa trente et unième session. Ce projet de résolution ayant été établi en consultation avec des représentants de presque tous les groupes géographiques, M. Kolesnik espère qu'il sera approuvé par la Sixième Commission.

40. M. GOERNER (République démocratique allemande) dit que l'établissement et le maintien de relations diplomatiques normales entre les Etats constituent une condition nécessaire à la mise en oeuvre des buts et principes de la Charte des Nations Unies. Le refus de certains Etats d'établir des relations diplomatiques avec la République démocratique allemande pendant plus de deux décennies a constitué un obstacle important au relâchement des tensions internationales. La levée de ce blocus et l'établissement de relations normales, dans le cadre du droit international, entre les Etats européens sur la base de la Convention de Vienne sont le signe d'une modification du rapport des forces et contribuent à accélérer le processus de détente. A l'heure actuelle, ladite Convention, à laquelle plus de 100 Etats ont adhéré, constitue la norme obligatoire minimum pour le maintien de relations diplomatiques entre les Etats et sert de cadre à tous les nouveaux travaux de codification du droit diplomatique international. Ce fait est apparu clairement lors des débats de la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales, tenue en 1975. Une majorité écrasante d'Etats participants a voté pour l'inclusion de normes conformes aux principes de la Convention de Vienne visant à faciliter aux représentants des Etats le libre exercice de leurs fonctions dans un esprit de coopération pacifique et d'égalité.

41. Les principes de la Convention de Vienne ont donné satisfaction pendant plus de 10 ans mais il est devenu évident que certaines dispositions doivent être développées et précisées. L'article 27 relatif au statut du courrier diplomatique, en particulier, manque de précision, notamment en ce qui concerne l'inadmissibilité de toute inspection ou contrôle personnels, y compris l'emploi de dispositifs d'inspection à distance. L'inviolabilité du logement utilisé par le courrier diplomatique pendant son séjour dans l'Etat accréditaire doit également faire l'objet d'une réglementation.

42. C'est pourquoi la délégation de la République démocratique allemande est d'avis que la CDI devrait élaborer un protocole additionnel à la Convention de Vienne qui serait relatif au statut du courrier diplomatique. L'adhésion d'un plus grand nombre d'Etats à la Convention favoriserait la

coopération diplomatique entre tous les Etats pacifiques sur la base du droit international.

43. M. PRANDLER (Hongrie) dit que la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, traité multilatéral général largement accepté, est devenue l'une des pierres angulaires du développement progressif et de la codification du droit international. Il est toutefois nécessaire d'examiner l'application par les Etats des dispositions de la Convention et de favoriser l'adhésion de nouveaux Etats. De nombreux Etats n'ont pas encore jugé bon d'adhérer à la Convention, ce qui crée des incertitudes et des conflits dans les relations diplomatiques. Bien que les dispositions de la Convention soient dans l'ensemble appliquées, il existe des cas où les règles généralement reconnues du droit international applicables dans ce domaine sont violées à la suite d'actes délibérés ou par négligence. En outre, la Convention contient des dispositions qui pourraient être développées et précisées, comme celles qui ont trait au statut du courrier diplomatique. Malgré les dispositions de l'article 27, qui traitent de la question, on peut citer certains cas où les courriers diplomatiques ont fait l'objet de tracasseries qui les ont gênés dans l'accomplissement des tâches qui leur incombent en vertu de la Convention. De plus, certains Etats ont formulé des réserves au sujet du paragraphe 3 de l'article 27 qui a trait à l'inviolabilité de la valise diplomatique. Le Gouvernement hongrois ne peut accepter des réserves qui sont contraires à la règle énoncée dans ce paragraphe.

44. M. Prandler se félicite de ce que le représentant de l'Union soviétique ait pris l'initiative, lors de la session précédente, d'appeler l'attention de l'Assemblée générale sur l'importante question de l'application par les Etats des dispositions de la Convention. A son avis, il serait utile que le Secrétaire général établisse un rapport d'ensemble sur la pratique des Etats concernant les dispositions de la Convention. M. Prandler propose également que la CDI élabore un protocole additionnel relatif au statut du courrier diplomatique en vue de développer et de rendre plus concrètes les dispositions pertinentes de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, de la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963, de la Convention sur les missions spéciales de 1969 et de la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel de 1975.

45. M. ENKHSАIKHAN (Mongolie) dit que la question en cours d'examen est d'une grande importance pour la communauté internationale étant donné que des relations diplomatiques normales contribuent au développement de relations amicales entre les nations, indépendamment de leurs dimensions, de leur population, du niveau de leur développement économique ou de leur structure sociale. La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques est une convention de caractère universel et le principe suivant lequel un traité ne peut imposer d'obligations ou conférer de droits à un Etat tiers n'est pas applicable à des traités ou conventions de ce genre, dont les buts et objectifs revêtent une importance capitale pour la communauté internationale dans son ensemble. La Convention contient des normes impératives, c'est-à-dire des normes qui sont acceptées et reconnues par la communauté mondiale, et toute dérogation auxdites normes pourrait rendre plus difficiles les

relations entre les nations. Dans la période de détente actuelle, les principes généraux des relations internationales et ceux de la Convention de Vienne ont été à nouveau confirmés et développés dans de nombreux instruments bilatéraux et multilatéraux récents, comme l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui s'est tenue en 1975.

46. Il convient de noter toutefois qu'un certain nombre de pays n'ont pas encore adhéré à la Convention de Vienne, ce qui prouve l'opportunité de la proposition soviétique tendant à examiner l'application par les Etats des dispositions de cette convention et les mesures visant à accroître le nombre des Etats parties à ladite Convention.

47. Le fait que la Mongolie ait récemment eu des expériences désagréables et regrettables dans ses relations avec l'un de ses voisins rend ce pays particulièrement conscient des situations dans lesquelles les immunités des missions diplomatiques sont violées ou les privilèges des agents diplomatiques utilisés en vue d'une intervention dans les affaires intérieures de l'Etat accréditaire. La Mongolie s'est félicitée d'apprendre il y a quelques jours que le voisin en question avait finalement adhéré à la Convention et elle espère que désormais l'esprit et la lettre de la Convention seront strictement respectés. Tous les Etats doivent être invités à adhérer à la Convention en vue de favoriser l'observation universelle rigoureuse des règles généralement reconnues du droit diplomatique international et des dispositions de la Convention de 1961. Dans l'intérêt du renforcement de la paix et de la sécurité internationales et du développement de la coopération internationale, le représentant de la Mongolie souscrit également à l'idée qu'il faudrait demander à la CDI d'examiner la question du statut du courrier diplomatique en vue de développer les dispositions de la Convention de Vienne en la matière.

48. M. TODOROV (Bulgarie), notant que le but essentiel qu'il y a à établir des relations diplomatiques entre les Etats est d'établir des relations amicales, faire naître un climat de compréhension mutuelle et développer les échanges sur le plan économique, scientifique et culturel, déclare que la Convention de Vienne revêt une importance particulière en cette période de changements rapides, de détente des relations entre les Etats et de développement progressif rapide du droit international. Certains Etats, qui sont parties à la Convention de Vienne, ont enfreint dans certains cas ses dispositions tandis que d'autres, qui ne le sont pas officiellement, ont laissé se perpétuer à l'égard des missions diplomatiques de pays étrangers des actes contraires aux règles généralement acceptées du droit diplomatique international. On peut citer, comme exemple de violations flagrantes de la Convention, l'imposition de taxes sur les locaux diplomatiques, les actes de violence commis à l'encontre de diplomates étrangers, la façon arbitraire dont certains représentants diplomatiques ont été traités par les services en place dans les aéroports et la fouille à laquelle ils ont été soumis dans certains cas.

49. Tous les Etats n'ont pas encore adhéré à la Convention de Vienne; il serait dans l'intérêt de la communauté internationale qu'ils le fassent et qu'ils reconnaissent ainsi les normes juridiques qu'elle établit. C'est pourquoi la délégation bulgare se réjouit que tous les Etats aient été instamment appelés à devenir parties à la Convention et que

l'on ait proposé d'examiner le texte de certains de ses articles à la lumière de diverses dispositions de la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel de 1975, et particulièrement de celles qui traitent de l'inviolabilité des locaux, de l'exemption fiscale de ceux-ci, de la liberté de communication et du statut du courrier diplomatique.

50. M. ŁOPUSZAŃSKI (Pologne) déclare que l'initiative qu'a prise la délégation soviétique de demander l'inscription de ce point à l'ordre du jour mérite le soutien de tous. Les deux éléments qu'elle comporte sont étroitement liés entre eux.

51. En ce qui concerne l'application de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, il serait bon que toutes les parties s'astreignent un peu plus à une stricte observation de ses dispositions. Cette observation scrupuleuse est nécessaire car elle peut contribuer à rendre plus efficace la coopération internationale, qui est un facteur important dans les efforts visant à la consolidation de la paix mondiale. Toute violation des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques a une influence néfaste sur les relations entre les pays concernés. On peut considérer que la mesure dans laquelle les Etats appliquent cette convention est un "baromètre" de leurs intentions envers d'autres Etats. Les relations diplomatiques restent toujours la pierre angulaire des rapports entre les Etats, en ce sens que les actes des représentants diplomatiques sont considérés comme des actes de leurs gouvernements respectifs. C'est pourquoi il est très important que les représentants diplomatiques puissent s'acquitter de leurs fonctions dans des conditions garanties juridiquement. Ces

garanties juridiques se trouvent inscrites dans les dispositions de la Convention.

52. Le Gouvernement polonais a ratifié ladite Convention à l'élaboration de laquelle la délégation polonaise a participé lors de la Conférence de Vienne. Ses dispositions correspondent à l'état actuel des relations internationales et aux besoins des Etats en la matière. Il reste cependant un domaine qui demande un examen plus approfondi, comme l'a souligné le représentant de l'Union soviétique; il s'agit du statut du courrier diplomatique. La délégation polonaise partage à cet égard l'opinion des auteurs du projet de résolution. La forme du protocole semble être la plus raisonnable, après examen par la CDI.

53. Toutefois, la participation des Etats à la Convention n'est pas, malheureusement, universelle. Certains Etats ne l'ont pas encore ratifiée et cet état de choses nuit à la communauté internationale dans son ensemble. Les raisons d'une telle attitude n'ont pas été complètement expliquées. Naturellement, chaque Etat dispose du droit souverain de participer ou non aux traités internationaux, mais eu égard à l'importance de la Convention, la communauté internationale peut espérer que ses appels en vue d'une participation universelle seront entendus et que des raisons valables seront données pour justifier l'attitude négative adoptée jusqu'à présent.

54. La délégation polonaise souhaite que l'oeuvre de codification du droit international diplomatique soit complétée et suivie de ratification par tous les Etats Membres. Elle votera en faveur du projet de résolution A/C.6/L.1031.

La séance est levée à 17 h 45.

1579^e séance

Mercredi 3 décembre 1975, à 11 heures.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1579

POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR

Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention (suite) [A/C.6/L.1031]

1. M. JACHEK (Tchécoslovaquie) dit que, si de nombreux pays ont ratifié la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 ou y ont adhéré, il en est encore beaucoup qui ne sont pas devenus parties à ladite Convention. Nul n'ignore que la Convention a été violée à diverses reprises, que ce soit en raison du mauvais usage qu'en ont fait les diplomates, usage qui s'est révélé néfaste au développement de rapports amicaux entre les Etats ou à la suite d'autres infractions aux dispositions de la Convention telles que, par exemple, les dispositions relatives à la liberté de communication des missions diplomatiques, à l'inviolabilité des courriers diplomatiques et de la correspondance

diplomatique. De nombreux exemples en ont été fournis au cours de la session précédente comme au cours de la présente session de l'Assemblée générale. La délégation tchécoslovaque juge qu'il est très important et urgent que la totalité des Etats deviennent parties aux accords multilatéraux et généraux de même type que la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, la Convention de Vienne sur les relations consulaires, la Convention sur les missions spéciales et la Convention de Vienne sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel, puisque les principes qui y sont énoncés constituent avec la Charte le fondement politique et juridique de la coopération internationale et de son développement dans tous les domaines de la vie internationale.

2. L'Organisation des Nations Unies devrait tirer la leçon de l'expérience acquise jusqu'à ce jour dans le domaine de l'application de la Convention de Vienne sur les relations

diplomatiques et adopter des mesures visant à assurer la bonne application de toutes ses dispositions. A cet égard, il faut prêter une attention particulière à la question du courrier diplomatique et du statut et des droits du courrier diplomatique ainsi qu'aux règles applicables au transport de la correspondance et des bagages diplomatiques; les principes énoncés dans la Convention de Vienne posent à cet égard des règles appropriées, tels le principe de la liberté de communication de la mission de l'Etat accréditant à toutes fins officielles, le droit d'utiliser tous les moyens de communication, y compris les courriers diplomatiques et les messages chiffrés, le principe de l'inviolabilité de la correspondance diplomatique et de sa protection par l'Etat accréditaire. Toutefois, la Convention de Vienne ne fournit qu'un cadre à la réglementation de ce domaine des activités diplomatiques; il est donc nécessaire de préciser ces principes en élaborant par exemple un protocole additionnel à la Convention. La mise en place d'une réglementation plus détaillée s'impose aussi en raison des fréquentes violations de la Convention de Vienne, qui sont commises dans ce domaine.

3. C'est pourquoi le Gouvernement tchécoslovaque a accueilli favorablement la proposition formulée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques en novembre 1974¹, qui tend à confier à l'Organisation des Nations Unies le contrôle de l'application des dispositions de la Convention de Vienne, et la délégation tchécoslovaque s'est jointe aux auteurs du projet de résolution sur cette question (A/C.6/L.1031), qui prévoit une élaboration plus détaillée des dispositions de la Convention dans un domaine où les dispositions actuelles sont encore très générales et où la pratique des Etats montre qu'il est nécessaire d'entreprendre une action plus approfondie. La délégation tchécoslovaque émet le voeu que le projet de résolution, qui a été présenté dans le but de renforcer la coopération amicale entre les Etats et qui tend à apporter une solution aux problèmes urgents faisant obstacle à cette coopération, rencontrera l'appui général des Etats Membres.

4. M. STEEL (Royaume-Uni) dit que sa délégation approuve l'orientation générale du projet de résolution dont la Commission est saisie, mais qu'elle a des réserves concernant certaines dispositions. Le deuxième alinéa du préambule, par exemple, semble établir une distinction implicite entre les principes et les normes universellement reconnus du droit international et un autre type de principes et de normes du droit international, distinction que la délégation du Royaume-Uni ne peut accepter étant donné que tous les principes et les normes qui sont de fait des principes et des normes du droit international doivent être observés. Le troisième alinéa, où sont mentionnés "les violations" des normes du droit diplomatique, donne lieu à des difficultés. Il semble que les auteurs du projet de résolution aient eu à l'esprit des faits précis. Ceux-ci n'ont pas été identifiés mais, quoi qu'il en soit, la délégation du Royaume-Uni estime qu'il serait préférable de ne pas faire référence à des cas précis; il convient donc de supprimer, dans le texte anglais, l'article qui précède le mot "instances". On trouve dans le cinquième alinéa une affirmation que la Sixième Commission ne pourra peut-être accepter sans procéder à plus

ample examen. Il conviendrait peut-être d'utiliser une formule moins péremptoire et d'évoquer les avantages qu'il y aurait à étudier la possibilité de développer les dispositions de la Convention de Vienne. Pour sa part, le Gouvernement du Royaume-Uni ne voit pas la nécessité d'élaborer une nouvelle fois les normes contenues dans l'article 27 de la Convention de Vienne.

5. Le paragraphe 1 du dispositif appelle la même observation que celle qui a été faite à propos du deuxième alinéa du préambule. Il semble que le paragraphe 2 du dispositif fasse aussi allusion à des cas précis de violation, allusion que la délégation du Royaume-Uni juge malheureuse. En ce qui concerne le paragraphe 4 du dispositif, M. Steel ne sait que penser du contenu du rapport que l'on demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'établir. Un moyen bien simple d'assurer l'application des dispositions de la Convention de Vienne, qui pourrait être recommandé dans le rapport, consiste à adhérer au Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends. Mais il est difficile d'imaginer quelles autres questions pourront être citées dans le rapport. En tout état de cause, il serait plus conforme à la pratique de la Commission de demander aux Etats Membres de formuler leurs commentaires avant de demander au Secrétaire général d'établir un rapport. Quant au paragraphe 5 du dispositif, il est prématuré d'inviter la Commission du droit international (CDI) à étudier la possibilité d'élaborer des règles spéciales touchant le statut du courrier diplomatique. Il serait ici encore contraire à la pratique habituelle d'agir avant d'avoir reçu les observations des Etats Membres. S'il a été fait exception à cette pratique dans le passé, ce ne fut que dans des cas très spéciaux et n'ayant rien de commun avec celui qui est examiné aujourd'hui.

6. La délégation du Royaume-Uni est en accord avec l'intention générale du projet de résolution et avec les déclarations prononcées en sa faveur; elle propose que de nouvelles consultations officielles soient organisées à la fin de la discussion générale afin de donner au projet une formulation qui en facilite l'acceptation.

7. M. RASSOLKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que les principes de la coexistence pacifique dans les relations entre Etats ayant des systèmes sociaux différents trouvent leur expression dans l'état actuel des relations entre les pays et dans la conclusion d'accords de divers types ainsi que dans la détente. Parmi les accords conclus figure la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, qui montre clairement que la codification et le développement progressif du droit international sont l'une des tâches les plus importantes de l'Organisation des Nations Unies. Il ne suffit pas cependant d'élaborer des normes de droit international, car il est également indispensable d'en garantir l'application par tous les Etats. Bien que 114 Etats soient devenus parties à cette convention, on ne peut encore affirmer qu'elle soit universelle, quoiqu'il n'y ait pas actuellement d'obstacle dans ce sens. Selon M. Rassolko, on ne peut qu'éprouver de l'inquiétude devant les violations des dispositions de cette convention de la part d'Etats qui n'y sont pas parties. C'est pourquoi l'Assemblée générale doit réaffirmer dans une résolution que tous les Etats doivent respecter strictement les dispositions de conventions qui contribuent à la normalisation des relations entre Etats.

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Annexes*, point 112 de l'ordre du jour, document A/9745.

8. La question du statut du courrier diplomatique n'est tranchée ni par la Convention de Vienne de 1961, ni par aucun autre instrument. Il est donc indispensable d'élaborer un texte à cet égard, qui pourrait être, par sa forme et son contenu, un protocole additionnel à la Convention de Vienne de 1961 et qui devrait se fonder sur les dispositions de cette convention, énumérer l'ensemble des privilèges et immunités reconnus au courrier diplomatique et rationaliser les procédures régissant la correspondance diplomatique. L'élaboration de ce texte pourrait être confiée à la CDI, qui dispose de l'expérience nécessaire. M. Rassolko estime qu'il ne convient pas de remettre l'examen de cette question et que les craintes exprimées par le représentant du Royaume-Uni ne sont pas justifiées. La délégation biélorussienne appuie pleinement le projet de résolution A/C.6/L.1031, que la Commission est en mesure d'approuver.

9. M. TIEN Chin (Chine) dit qu'il existe de nombreuses conventions internationales sur les relations entre les Etats et que la question de savoir si ces derniers, en particulier ceux qui ne se sont libérés et n'ont accédé à l'indépendance que depuis peu de temps, doivent adhérer ou non à ces instruments relève entièrement de leur souveraineté. Les faits montrent que le respect d'un pays pour les normes générales régissant les relations entre les Etats ne dépend pas des protestations verbales de ce pays ni de la question de savoir s'il est ou non partie à une convention internationale déterminée, et que l'on doit en juger d'après les faits. Lorsqu'un pays essaie de faire de la propagande en faveur d'une convention internationale tout en poursuivant d'autres buts, le moins que l'on puisse dire de son attitude est qu'elle n'est pas sérieuse.

10. Lorsque ce pays lance des appels pompeux à d'autres pays pour qu'ils respectent une convention internationale, alors qu'il contrevient lui-même gravement à cette convention, son comportement relève encore davantage de l'hypocrisie la plus totale. On se souvient qu'au milieu de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, un certain pays a proposé un point intitulé "Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention", en soulignant l'importance et l'urgence. Il était clair aux yeux de tous que cette tactique était au service d'objectifs plus lointains. Ce pays a cru alors atteindre son but, mais son plan a échoué. Se demandant pourquoi ce pays insiste encore sur ce point à la session en cours, M. Tien Chin affirme que c'est parce que, tout en soulignant ces dernières années l'importance du "développement de rapports amicaux et de la coopération entre les Etats", ce pays a, d'autre part, obéissant à sa politique d'expansion et d'agression, poussé certains de ses agents diplomatiques en poste à l'étranger à se servir de manière éhontée de leurs privilèges diplomatiques pour commettre d'innombrables actes violant la souveraineté et mettant en danger la sécurité de l'Etat accréditaire. De nombreux pays n'ignorent rien de cette manœuvre et l'ont publiquement dénoncée, tout en adoptant des mesures énergiques en vue de défendre leur souveraineté et leur sécurité. Cela étant, le pays en question essaie en vain d'utiliser la question des relations diplomatiques pour dissimuler ses propres infamies. Mais les efforts qu'il déploie pour les cacher ne parviennent qu'à les rendre plus apparentes.

11. D'après M. Tien Chin, on ne peut éviter de se demander comment ce pays, dont les idées ne correspondent absolument pas aux propos qu'il tient, a le front de parler de l'"application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques", et s'il ne bafoue pas simplement ainsi cette convention et les pays, dont le nombre dépasse la centaine, qui se trouvent représentés à la Commission. La délégation chinoise estime que les gouvernements doivent respecter les normes générales relatives aux relations entre les Etats, mais que le pays en question n'a aucun droit de demander à d'autres d'appliquer la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Ce pays devrait être le premier à respecter cet instrument.

12. M. MAKAREVITCH (République socialiste soviétique d'Ukraine) estime qu'il a été très opportun d'inscrire le point en cours d'examen à l'ordre du jour de la trentième session, et il félicite la délégation soviétique de son initiative. La Convention de Vienne, qui est l'un des instruments les plus importants du droit international contemporain, déclare dans son préambule qu'elle vise à favoriser les relations d'amitié entre les pays, quelle que soit la diversité de leurs régimes constitutionnels et sociaux. Le respect de cette convention est indispensable pour le maintien de relations normales entre les Etats. C'est pourquoi, bien qu'actuellement 110 Etats y soient parties, il est regrettable que cet instrument n'ait pas encore un caractère universel. Etant donné son importance, la délégation ukrainienne estime que l'Assemblée générale devrait lancer un nouvel appel aux Etats qui ne le sont pas encore pour qu'ils deviennent parties à la Convention.

13. La RSS d'Ukraine, qui a participé à l'élaboration de la Convention et y est partie, est inquiète des violations de cet instrument de la part de certains des Etats qui y sont parties. Selon M. Makarevitch, le développement des relations entre les Etats serait mieux servi si l'on adoptait des normes nationales reflétant les principes et normes du droit diplomatique moderne et si l'on créait des conditions favorables à l'exercice des droits des agents diplomatiques étrangers et à l'essor des relations commerciales. C'est ce qu'a fait la RSS d'Ukraine lorsqu'elle a adopté en 1966 de nouvelles dispositions sur les représentations diplomatiques et consulaires.

14. La Convention de Vienne, qui a bien supporté l'épreuve du temps, n'appelle d'autres changements que ceux qu'imposera l'évolution même du droit diplomatique. La délégation ukrainienne appuie l'institution du courrier diplomatique et regrette qu'elle n'ait pas été reconnue conventionnellement. La pratique montre l'importance que le courrier diplomatique revêt pour le bon fonctionnement des missions diplomatiques. Le temps est donc venu de réglementer cette institution et de libérer les courriers diplomatiques de toute inspection douanière et vérification personnelle. La délégation ukrainienne appuie la proposition tendant à réglementer le statut juridique du courrier diplomatique par l'intermédiaire d'un protocole additionnel, et elle estime que la CDI est l'organe le mieux à même d'élaborer ce texte. La délégation ukrainienne partage d'autre part l'avis qu'il convient de prier le Secrétaire général d'établir un rapport sur les moyens d'assurer l'application par les Etats des dispositions de la Convention

et de le soumettre à l'Assemblée générale lors de sa trente et unième session.

15. M. Makarevitch dit que sa délégation appuie le projet de résolution A/C.6/L.1031.

16. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) fait l'éloge de la Convention de Vienne, qui constitue une codification exemplaire du droit diplomatique international et il saisit cette occasion pour féliciter à nouveau la CDI de ses travaux. Bien que, puisqu'il s'agit de la codification du droit diplomatique en vigueur, il n'est pas nécessaire qu'un Etat soit partie à la Convention pour être lié par ses dispositions, le représentant des Etats-Unis estime qu'il importe d'obtenir l'adhésion du plus grand nombre possible d'Etats et il demande instamment à ceux qui ne l'ont pas encore fait d'envoyer le plus tôt possible leurs instruments d'adhésion. Il exhorte également les Etats parties à la Convention à adhérer également au protocole facultatif concernant le règlement obligatoire des différends et souligne que l'adhésion à ce protocole constitue le meilleur moyen d'assurer l'application des règles énoncées dans la Convention.

17. M. Rosenstock fait observer que l'octroi des privilèges et immunités ne vise pas à favoriser des personnes mais à assurer le bon fonctionnement des missions diplomatiques. Les privilèges et immunités n'ont pas pour objet de permettre aux missions d'enfreindre les lois et règlements des Etats hôtes. En outre, il serait raisonnable, semble-t-il, que les agents diplomatiques se conforment le plus possible aux règles, règlements et usages en vigueur dans le pays hôte qui sont destinés à assurer la sécurité des étrangers. Le droit codifié dans la Convention de Vienne comprend des dispositions qui énoncent clairement les obligations des Etats hôtes en ce qui concerne la valise et le courrier diplomatiques. La délégation des Etats-Unis ne juge pas nécessaire d'adopter de nouveaux textes à cet égard.

18. La délégation des Etats-Unis est d'avis qu'avec certaines modifications le projet de résolution pourra être adopté par consensus.

19. M. HAFIZ (Bangladesh) félicite la délégation soviétique d'avoir demandé l'inscription à l'ordre du jour d'une question aussi importante pour le développement de la coopération entre les Etats.

20. La délégation du Bangladesh déplore que certains Etats parties à la Convention violent les dispositions de cet instrument et que d'autres, qui n'y sont pas parties, laissent se dérouler sur leur territoire des activités incompatibles avec les fonctions des missions diplomatiques. Pour éviter de telles violations, il serait souhaitable que le plus grand nombre d'Etats possible adhèrent à la Convention. Les Etats n'accordent pas des privilèges et immunités diplomatiques dans l'intérêt des personnes, mais pour assurer le bon fonctionnement des missions diplomatiques. M. Hafiz est certain que, pour leur part, les missions n'utilisent pas leurs locaux à des fins incompatibles avec leurs fonctions, lesquelles sont énumérées à l'article 3 de la Convention.

21. Le Bangladesh respecte fidèlement les dispositions de la Convention de Vienne et accorde à toutes les missions accréditées au Bangladesh les privilèges et immunités prévus

dans cet instrument. Néanmoins, en raison de certains problèmes de procédure, il n'est pas officiellement partie à cette convention. Le Pakistan étant partie à cet instrument, la participation du Bangladesh soulève en effet un problème plus large de succession d'Etats. Jusqu'en 1974, cette question était à l'examen devant la CDI. Maintenant que celle-ci a adopté un projet définitif sur la question, les mesures appropriées sont prises pour que le Bangladesh adhère à tous les traités multilatéraux importants, notamment à la Convention de Vienne. La délégation du Bangladesh appuiera toute mesure visant à assurer l'application stricte de la Convention de Vienne et des autres normes du droit diplomatique international universellement reconnues.

22. M. KRISPIS (Grèce) dit que le point de vue de sa délégation sur la question et sur le projet de résolution à l'étude est en principe le même que celui qu'a exposé le représentant du Royaume-Uni.

23. En ce qui concerne le deuxième alinéa du préambule et le paragraphe 1 du dispositif, M. Krispis estime qu'il suffit de souligner la nécessité d'observer les normes du droit diplomatique international et les dispositions de la Convention de Vienne, sans invoquer expressément à l'appui des raisons concrètes. Au troisième alinéa du préambule et au paragraphe 2 du dispositif, il faudrait parler dans le texte anglais des violations en général et éviter l'expression "*the instances of violations*", ce qui appelle des précisions. Au paragraphe 4, il faudrait préciser davantage ce qu'il est demandé au Secrétaire général de faire. Quant au paragraphe 5, tout en appuyant l'idée selon laquelle la CDI serait l'organe approprié, le représentant de la Grèce estime que l'invitation qui lui est adressée est prématurée.

24. M. Krispis félicite la délégation soviétique d'avoir pris l'initiative de demander l'inscription de la question à l'ordre du jour et il se déclare convaincu qu'il sera facile d'arriver à un texte pouvant être adopté par consensus.

25. M. GODOY (Paraguay) dit que tout en comprenant l'importance du courrier diplomatique, sa délégation pense que la question du statut du courrier n'est pas un sujet de préoccupation particulière pour la majorité des pays et que, pour le moment, les dispositions du paragraphe 5 de l'article 27 de la Convention de Vienne pourraient sans doute suffire. C'est pourquoi elle estime inutile d'élaborer un nouvel instrument sur la question. En outre, si on confie cette tâche à la CDI, celle-ci se verra obligée de retarder l'examen d'autres questions plus importantes.

26. Quant au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution, M. Godoy pense que si les cas de violation qui se sont produits sont véritablement un sujet de préoccupation, le libellé est bien faible. Enfin, le représentant du Paraguay dit que sa délégation est disposée à appuyer le projet de résolution si quelques modifications y sont apportées pour le rendre plus réaliste.

27. M. ENKHAISKHAN (Mongolie), prenant la parole dans l'exercice de son droit de réponse, tient à citer plusieurs cas de violation des normes diplomatiques internationales dont son pays a été la victime.

28. Les missions diplomatiques ont pour principale fonction de favoriser les relations amicales entre les Etats. Sans

préjudice de leurs privilèges et immunités, tous les agents diplomatiques sont tenus de respecter les lois de l'Etat auprès duquel ils sont accrédités. Mais, l'Ambassade de Chine à Oulan-Bator essaie d'enrôler les 7 000 ressortissants chinois qui vivent en République populaire mongole dans ses activités antimongoles. Ainsi, le deuxième Secrétaire de cette ambassade leur a déclaré au cours d'une réunion qu'ils devraient lutter sans crainte pour les idées de leurs dirigeants et que les révisionnistes mongols et soviétiques seraient vaincus. De même, le chargé d'affaires de cette ambassade a dit devant 200 invités à une réception qu'il ne fallait pas craindre les Mongols et qu'il fallait lutter pour diffuser les idées du Président Mao en Mongolie.

29. D'après le droit international contemporain, les locaux des missions sont inviolables, de même que leurs véhicules. Néanmoins, en 1967, l'ambassade de Mongolie à Pékin a été assiégée par la foule et plusieurs voitures de cette ambassade, portant des plaques d'immatriculation diplomatique, ont été endommagées, et la voiture de l'ambassadeur a même été incendiée.

30. L'un des principes fondamentaux du droit international contemporain est celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. L'application stricte de ce principe est une condition préalable essentielle à la coexistence pacifique et toute violation de ce principe crée des situations qui menacent la paix et la sécurité internationales. Or, l'ambassade de Chine à Oulan-Bator a fait distribuer, en Mongolie, plus de 20 000 exemplaires de 70 brochures subversives antimongoles en 1967-1968 et 30 000 exemplaires en 1969. Quant aux émissions de radio, autre moyen de subversion idéologique et d'ingérence dans les affaires intérieures, six stations émettaient à l'époque de la "révolution culturelle" une propagande calomnieuse en langue mongole. A l'heure présente, les émissions en mongol, kazakh, russe et chinois représentent une quarantaine d'heures par jour.

31. M. Enkhsaikhhan rappelle comment en 1936, Mao a affirmé à Edgar Snow qu'après la victoire de la révolution chinoise la Mongolie ferait "automatiquement" partie, "de son propre gré", de la fédération chinoise. En février 1949 et en 1954, à l'occasion du cinquième anniversaire de la victoire de la révolution chinoise, Mao a voulu parler avec les dirigeants soviétiques de la question de l'annexion de la Mongolie. Les Soviétiques ont répondu qu'ils ne pensaient pas que la Mongolie renoncerait à son indépendance et que, quoi qu'il en soit, c'était à la République populaire mongole de décider de cette question. M. Enkhsaikhhan estime que ce n'est pas une coïncidence si Tchang Kai-chek et Mao soutiennent le même point de vue sur la plupart des questions territoriales. Tout au long de la frontière, les Chinois ont construit diverses installations militaires stratégiques et envoyé d'importantes unités militaires. Entre 1969 et le mois de juin 1973, les troupes chinoises ont effectué 151 manœuvres militaires dans la zone frontière et ont déclenché environ 8 000 explosions et tirs d'artillerie. Malgré les protestations de la Mongolie, des soldats et des fonctionnaires chinois ont pénétré délibérément à plusieurs occasions en territoire mongol et les provocations de moindre importance sont fréquentes. Pour défendre ses frontières, la Mongolie se voit obligée de soustraire de l'effort de production une part importante de ses ressources et de sa main-d'oeuvre. L'Union soviétique et les autres

pays socialistes aident la Mongolie à surmonter les difficultés suscitées par l'aggravation de ses rapports avec la Chine.

32. M. Enkhsaikhhan dit qu'il a donné ces quelques exemples pour montrer qu'il était nécessaire de disposer en droit d'une garantie plus universelle du bon exercice des fonctions des agents diplomatiques, conformément aux principes du droit international.

33. M. TIEN Chin (Chine), exerçant son droit de réponse, déclare qu'il n'a pas parlé de la Mongolie dans son intervention mais que le représentant de ce pays n'en a pas moins débité des absurdités et proféré des accusations mensongères contre la Chine. Ses propos calomnieux n'ont absolument rien à voir avec la question en cours d'examen. Les autres peuvent comprendre la position lamentable dans laquelle ce représentant s'est trouvé. Néanmoins le représentant de la Mongolie ne peut être d'aucun secours à ceux qu'il essaie de défendre.

34. M. ENKHSAIKHAN (Mongolie), exerçant son droit de réponse, déclare, en premier lieu, que si le représentant de la Chine n'a pas mentionné expressément la Mongolie, il l'a fait implicitement et, en second lieu, que les exemples qu'il a cités ont trait à la question actuellement en cours d'examen.

35. M. KOLESNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation est prête à engager des consultations officieuses de façon à ce que le projet de résolution publié sous la cote A/C.6/L.1031 recueille une large adhésion et soit adopté par consensus.

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (fin) [A/10332, A/C.6/468, A/C.6/L.1029]

36. Le PRESIDENT déclare que, sur proposition du Ghana, les Philippines ont été remplacées par la République arabe syrienne dans la liste des membres du Comité consultatif qui est donnée au paragraphe 9 du dispositif du projet de résolution publié sous la cote A/C.6/L.1029. Par ailleurs, la délégation paraguayenne a fait observer que dans le texte espagnol de l'alinéa b du paragraphe 1, il fallait remplacer les termes "*bolsa de viaje*" par "*subsidio de viaje*".

37. M. MAHMUD (Pakistan) fait savoir, en qualité de Président du Groupe asiatique, que ce groupe approuve l'inclusion de Chypre et de la République arabe syrienne dans la liste des membres du Comité consultatif du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large de droit international. Il fait toutefois remarquer que, pour déterminer la composition de ce comité consultatif, le principe de la répartition géographique équitable n'a pas été dûment respecté. Il faut réexaminer cette question en tenant compte du fait que le nombre des membres des groupes africain, asiatique et latino-américain a augmenté avec l'accession à l'indépen-

dance des territoires anciennement soumis à une domination coloniale. Le Groupe asiatique n'insistera pas pour que l'on procède à ce réexamen dans le cas présent, mais il le fera lors du renouvellement du mandat du Comité consultatif.

38. M. SIBLESZ (Pays-Bas) indique que, comme il l'avait fait les années précédentes, son pays a offert une bourse de 5 000 florins pour permettre à des étudiants originaires de pays en développement de participer au Séminaire de droit international qui doit se tenir à Genève en 1976 dans le cadre des travaux de la CDI.

39. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objections, le projet de résolution A/C.6/L.1029, tel qu'il a été révisé oralement à la 1578^e séance, sera soumis à l'approbation de la Commission sans être mis aux voix.

Il en est ainsi décidé.

Le projet de résolution, tel qu'il a été modifié, est adopté.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (suite*) [A/10198 et Add.1 à 5, A/9610/Rev.1**, A/C.6/L.1019/Rev.1, A/C.6/L.1022/Rev.1, A/C.6/L.1023/Rev.1, A/C.6/L.1026]

40. Le PRESIDENT fait savoir que le Soudan et l'Ouganda se sont portés au nombre des auteurs des amendements A/C.6/L.1023/Rev.1 au projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1.

41. M. STEEL (Royaume-Uni), prenant la parole aux noms des auteurs du projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1, indique que les modifications suivantes sont apportées à ce projet : dans le dernier membre de phrase du paragraphe 1 du dispositif, les mots "sans faute" sont ajoutés après "et de faire rapport"; au paragraphe 6, le titre de la question qui serait inscrite à l'ordre du jour provisoire de la trente et unième session de l'Assemblée générale doit être "Conférence de plénipotentiaires sur la succession d'Etats en matière de traités" et non pas "Succession d'Etats en matière de traités".

42. Le représentant du Royaume-Uni dit qu'à son avis les amendements figurant dans le document A/C.6/L.1023/Rev.1 ne sont pas réellement des amendements mais qu'ils constituent des propositions distinctes. Il demande que le Président fasse connaître sa décision sur ce point.

43. Après un débat de procédure auquel participent MM. ABUL-KHBIR (Egypte), ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique), JEANNEL (France), MAÏGA (Mali), RASHID (Afghanistan), DIENG (Sénégal), GOBBI (Argentine) et

* Reprise des débats de la 1575^e séance.

** Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

GODOY (Paraguay), M. SETTE CÂMARA (Brésil), prenant la parole pour expliquer son vote, déclare que sa délégation s'oppose à toute proposition visant à renvoyer à la CDI une partie quelconque du projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités, car cela serait contraire à la pratique de la Sixième Commission. La Conférence de plénipotentiaires examinera comme il se doit tout point douteux que pourrait présenter ce projet. La délégation brésilienne se prononce donc contre le projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1, qui impliquerait une troisième lecture du projet d'articles, ce qui constituerait un cas sans précédent. Au contraire, elle accueille favorablement les amendements publiés sous la cote A/C.6/L.1023/Rev.1; mais se prononcera contre ceux qui sont parus sous la cote A/C.6/L.1022/Rev.1, pour les raisons qu'elle a déjà exposées.

44. M. FRANCIS (Jamaïque), expliquant son vote, avant le vote, dit qu'il juge préférable de renvoyer le projet de convention sur la succession d'Etats en matière de traités à la CDI et qu'en outre, il estime que les travaux de la Conférence sur le droit de la mer permettront difficilement la tenue d'une conférence de plénipotentiaires en 1977. C'est pourquoi la délégation jamaïcaine votera contre les amendements A/C.6/L.1023/Rev.1.

45. Le PRESIDENT, se prononçant sur la question de procédure soulevée par le représentant du Royaume-Uni, déclare que les amendements A/C.6/L.1023/Rev.1 tendant à supprimer quelques dispositions du projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1 et à en modifier quelques autres, il s'agit d'amendements au sens de l'article 130 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

46. Après avoir mis aux voix les troisième et quatrième amendements présentés par l'Afghanistan (A/C.6/L.1022/Rev.1), le Président annonce que les premier et deuxième amendements présentés par ce même pays n'ont pas à être mis aux voix car ils ont été incorporés au projet de résolution révisé.

Par 68 voix contre 8, avec 22 abstentions, les amendements sont rejetés.

47. Le PRESIDENT met aux voix les amendements révisés A/C.6/L.1023/Rev.1 au projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1.

Par 58 voix contre 26, avec 15 abstentions, les amendements sont adoptés.

48. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1 ainsi modifié.

Par 70 voix contre une, avec 28 abstentions, le projet de résolution, ainsi modifié, est adopté.

49. M. RASHID (Afghanistan) demande que l'on considère son vote comme négatif.

La séance est levée à 13 h 30.

1580^e séance

Jeudi 4 décembre 1975, à 11 heures.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1580

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

Succession d'Etats en matière de traités : rapport du Secrétaire général (*fin*) [A/10198 et Add.1 à 5, A/9610/Rev.1*, A/C.6/L.1019/Rev.1, A/C.6/L.1022/Rev.1, A/C.6/L.1023/Rev.1, A/C.6/L.1026]

1. M. VAN BRUSSELEN (Belgique) déclare que sa délégation a voté contre les troisième et quatrième amendements figurant dans le document A/C.6/L.1022/Rev.1 parce qu'elle considère que le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités (voir A/9610/Rev.1, chap. II, sect. D) élaboré par la Commission du droit international (CDI) représente un compromis qui ne pourrait être substantiellement amélioré, si bien qu'il n'y a pas de raison de le renvoyer devant la CDI; en outre, la délégation belge s'est exprimée en faveur de la convocation d'une conférence de plénipotentiaires; or, le texte laisse la question entièrement ouverte.

2. Pour ce qui est des amendements publiés sous la cote A/C.6/L.1023/Rev.1, la délégation belge s'est abstenue – bien qu'ils contiennent certaines idées qui rencontrent son agrément –, car ses auteurs n'y envisagent pas le renvoi devant la CDI des propositions contenues au paragraphe 75 de son rapport (A/9610/Rev.1), alors que, de l'avis même de cette dernière, le temps lui a manqué pour les examiner de façon approfondie. En outre, le paragraphe 3 du dispositif proposé dans ces amendements prévoit de consacrer le résultat des travaux de la Conférence dans une convention et la délégation belge estime qu'il est prématuré de décider dès maintenant de la forme définitive que revêtira le projet d'articles. Qui plus est, une convention n'est pas nécessairement la meilleure formule et, de toute façon, la délégation belge estime que ce serait à la conférence de se prononcer elle-même sur ce sujet. Dès lors que les amendements publiés sous la cote A/C.6/L.1023/Rev.1 ont été adoptés, la délégation belge s'est vue dans l'obligation de s'abstenir sur le projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1, tel qu'il a été modifié.

3. M. KUSSBACH (Autriche) explique que si sa délégation a voté contre les amendements publiés sous la cote A/C.6/L.1023/Rev.1, c'est qu'elle pensait que l'on votait sur le dernier paragraphe du document A/C.6/L.1022/Rev.1. En fait, elle avait l'intention de voter pour lesdits amendements, étant donné qu'ils reflètent pleinement son point de vue. C'est pourquoi, par la suite, elle a voté pour le projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1, tel qu'il a été modifié.

4. M. MAKEKA (Lesotho) dit que malheureusement sa délégation était absente lors des votes. Sinon, elle aurait

voté pour les amendements publiés sous la cote A/C.6/L.1023/Rev.1 et pour le projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1, tel qu'il a été modifié.

5. M. BOSCO (Italie) dit que sa délégation a voté contre le deuxième amendement figurant dans le document A/C.6/L.1023/Rev.1 parce que, bien que les paragraphes 1 et 2 proposés lui eussent convenu, elle ne pouvait accepter, en revanche, les paragraphes 3 et 4, car elle considère qu'il est prématuré de décider de convoquer une conférence de plénipotentiaires pour 1977 avant de connaître les observations et commentaires d'autres Etats Membres. Pour la même raison, la délégation italienne n'a pu voter pour le projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1, tel qu'il a été modifié.

6. M. JEANNEL (France) déclare que sa délégation a voté contre les amendements proposés dans le document A/C.6/L.1022/Rev.1 parce qu'elle estime que, s'ils avaient été adoptés, ils auraient eu pour conséquence d'ajourner indéfiniment toute décision sur le projet d'articles. La délégation française a également voté contre les amendements publiés sous la cote A/C.6/L.1023/Rev.1 parce qu'elle est convaincue qu'une convention n'est pas la forme la meilleure et la plus efficace de regrouper ces articles et parce que le texte contient certains éléments qui, comme l'a reconnu la CDI elle-même, n'ont pas été suffisamment étudiés.

7. Pour ce qui est du projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1, tel qu'il a été modifié, la délégation française, qui a été au nombre des auteurs du projet de résolution initial et y a introduit la décision de convoquer la conférence de plénipotentiaires, regrette qu'il ait été impossible de trouver une formule d'accord à son sujet. En conséquence, elle s'est abstenue de voter.

8. M. RASHID (Afghanistan) considère que si le projet d'articles élaboré par la CDI en est, dans l'ensemble, à un stade assez avancé, il doit encore faire l'objet d'un examen plus approfondi, et où l'on tienne compte des observations formulées lors des séances de la Sixième Commission non seulement sur le paragraphe 75 du rapport de la CDI, mais également sur le paragraphe 84 de ce même rapport. Comme certaines délégations ont fait des observations pertinentes au sujet des articles prétendument au point, la délégation afghane estime que l'on ne peut clore l'étude de la question.

9. Au sujet de l'organe qui doit être chargé d'achever le projet d'articles, M. Rashid a pu constater que certaines délégations sont partisans de renvoyer la question à la CDI et que d'autres recommandent de faire étudier le projet par la Sixième Commission. Il y a également des opinions divergentes en ce qui concerne la forme ou la dénomination que doit prendre le projet d'articles. C'est ainsi que certains parlent de convention, que d'autres

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 10.

optent pour une résolution de l'Assemblée générale ou pour une déclaration et que de nombreux autres encore ne se sont pas prononcés à ce sujet.

10. A propos de la Conférence de plénipotentiaires, les opinions sont restées partagées jusqu'au moment du vote. Ainsi, on peut dire que l'on est loin d'un consensus, puisqu'il ne s'est pas dégagé de majorité qui se prononce d'une façon uniforme sur l'ensemble de la question. En même temps, l'opinion s'est fait jour que, avant de se prononcer de façon définitive, la Sixième Commission devrait attendre que la CDI termine ses travaux sur l'autre partie de la question, à savoir la succession d'Etats dans les matières autres que les traités, afin de disposer d'un texte unifié.

11. Ces divergences se reflètent dans les amendements proposés. Le projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1 limitait exclusivement au paragraphe 75 du rapport de la CDI les questions qui devaient lui être renvoyées et ne précisait pas la procédure à suivre et la forme à adopter pour mener à bien les travaux sur le projet d'articles. Aux termes d'un amendement figurant au document A/C.6/L.1023/Rev.1, on demandait au Secrétaire général de faire distribuer les observations et commentaires des Etats avant la trente et unième session de l'Assemblée générale et aux termes d'une autre partie du même amendement il était décidé que l'Assemblée étudierait la question de la conférence de plénipotentiaires qui devait se réunir en 1977. En revanche, dans les amendements qu'elle a présentés, la délégation afghane demandait que, compte tenu des opinions formulées au cours des débats, la CDI soit saisie, pour examen, des observations des Etats concernant non seulement le paragraphe 75 du rapport, mais également d'autres questions, et que, lors de sa prochaine session, l'Assemblée générale examine les différents aspects de la question pour parvenir à une décision sur l'avenir du projet d'articles. La raison de ces amendements est que, de l'avis de la délégation afghane, la question n'est pas assez mûre pour qu'on puisse se permettre de clore le débat sur les articles eux-mêmes et sur certains aspects de procédure. Etant donné l'importance du projet, il est indispensable de prendre toutes les précautions voulues pour qu'il aboutisse à un résultat positif, et M. Rashid craint que si l'on décide à toute force de réunir une conférence de plénipotentiaires par un vote majoritaire, on ne courre le risque de vouer le projet à l'échec par la suite. Même si cette conférence adoptait, à une majorité insignifiante, les articles d'une convention, les Etats pourraient ne pas être en mesure de signer ou ratifier cette convention ou de formuler des réserves sur les articles.

12. Pour toutes ces raisons, la délégation afghane n'a pu voter pour les amendements publiés sous la cote A/C.6/L.1023/Rev.1 et a voté contre le projet de résolution A/C.6/L.1019/Rev.1, tel qu'il a été modifié. En revanche, si ce projet de résolution n'avait pas été modifié, elle se serait abstenue; elle aurait voté pour si ses amendements avaient été adoptés.

13. M. Rashid tient à rappeler — et il l'a d'ailleurs indiqué au moment voulu (1579^e séance) — qu'en raison de la manière hâtive avec laquelle la procédure de vote a été menée le vote de la délégation afghane contre le projet de

résolution A/C.6/L.1019/Rev.1, tel qu'il a été modifié, n'a pas pu être enregistré. A ce sujet, il demande au secrétariat de la Commission que la chose soit consignée dans le rapport et dans le compte rendu analytique de la séance. M. Rashid admire le Président d'avoir mené tambour battant le vote sur cette question importante et délicate.

14. M. Rashid remercie les délégations qui ont voté pour ses amendements.

15. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) dit que si sa délégation a accepté que l'on renonce à renvoyer certaines questions à la CDI afin de ne pas surcharger l'ordre du jour de cette dernière, elle n'en pense pas moins qu'en l'absence de dispositions relatives au règlement des conflits le projet de convention est incomplet. Bien qu'il soit certain que la CDI en tiendra compte dans ses futurs travaux, M. Rosenstock estime que la question devrait trouver une solution satisfaisante lors de la conférence des plénipotentiaires. La délégation des Etats-Unis approuve également la suggestion implicite selon laquelle il faut trouver les moyens et les modalités de faciliter l'application de la convention au plus grand nombre possible de cas et elle pense que cette question pourra également être éclaircie lors de la conférence.

POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR

Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention (suite) [A/C.6/L.1031/Rev.1]

16. M. JEANNEL (France) dit que l'établissement de bonnes relations bilatérales constitue un élément fondamental de la coopération internationale et que, dans ce sens, la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques¹ est infiniment utile, puisqu'elle codifie les normes qui régissent les relations diplomatiques. Bien que nul ne puisse nier l'efficacité de cette convention, certaines délégations ont fait état des problèmes qu'elle pose. Sur la base des observations qu'ils ont formulées, M. Jeannel pense que l'on peut grouper ces problèmes en deux catégories, à savoir, ceux ayant trait au courrier diplomatique et ceux relatifs au traitement des diplomates eux-mêmes. Pour ce qui est des premiers, M. Jeannel pense que les critiques visent davantage la façon dont sont appliquées les dispositions de la Convention de Vienne que les dispositions elles-mêmes, puisque l'article 27 de la Convention est assez clair et de portée suffisante. On peut dire la même chose des seconds: bien que des actes condamnables de fouille et de détention aient été cités, ceux-ci résultent d'une mauvaise application de la Convention, puisque l'article pertinent affirma l'inviolabilité du personnel des missions, qu'il interdit leur arrestation ou leur détention, sous quelque forme que ce soit, et qu'il stipule le devoir des Etats hôtes d'empêcher toute atteinte à la dignité et à l'intégrité de leur personne. Le représentant de la France pense que l'on devrait ouvrir une enquête pour voir comment sont appliquées dans la pratique les dispositions de la Convention de Vienne, surtout en ce qui concerne les deux domaines cités. Il faudrait donc adopter un projet de résolution priant le

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, n° 7310, p. 95.

Secrétaire général de recueillir les observations et les suggestions des gouvernements à ce sujet, de préparer un rapport et de le présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente et unième session, afin que celle-ci l'examine et prenne une décision. D'autre part, il faudrait lancer un appel aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils adhèrent à la Convention.

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Comité spécial du terrorisme international (A/9028*)

17. M. FERNANDEZ BALLESTEROS (Uruguay) dit que les inévitables reports que l'Assemblée générale, faute de temps, a dû décider en ce qui concerne l'examen de cette question, exigent à leur tour que l'on reprenne celui-ci au point où on l'avait laissé il y a trois ans. Mais, ce faisant, on s'aperçoit que les circonstances qui ont motivé son inscription à l'ordre du jour n'ont pas changé et que, depuis, les actes de terrorisme international se sont succédé, renouvelant jour après jour les motifs qui ont poussé le Secrétaire général à solliciter l'aide de l'Assemblée générale devant la menace tangible devant laquelle le monde commençait à se trouver, et à demander l'inscription à l'ordre du jour de la vingt-septième session, en tant que question importante et urgente, d'une question additionnelle intitulée "Mesures visant à prévenir le terrorisme et autres formes de violence qui mettent en danger ou anéantissent d'innocentes vies humaines, ou compromettent les libertés fondamentales²". En réponse à cette demande, l'Assemblée générale a adopté, le 18 décembre 1972, la résolution 3034 (XXVII), où le titre initialement proposé était développé et aux termes de laquelle a été créé le Comité spécial du terrorisme international.

18. Ayant entendu l'appel du Secrétaire général et de l'Assemblée, l'Uruguay a généreusement pris les dispositions nécessaires pour respecter ses engagements, espérant trouver à ses côtés tous les peuples qui ont embrassé la cause des Nations Unies, les ennemis de la violence, les initiateurs du droit humanitaire, bref, tous les peuples épris de paix. Cette attitude, l'Uruguay en a apporté la preuve dans tous les domaines et en toutes circonstances. Sa voix s'est élevée non seulement lorsque le terrorisme a frappé ses fils, comme ce fut le cas lorsque son attaché militaire à Paris, le colonel Ramon Trabal, fut brutalement assassiné, de sang-froid, mais aussi lorsque le terrorisme a fait des victimes dans les locaux de la représentation de la République fédérale d'Allemagne à Stockholm; à cette

occasion, le Gouvernement uruguayen a fait savoir au Chancelier de la République fédérale d'Allemagne combien il réprouvait ces actes.

19. Le Secrétaire général a dit que ces actes de violence avaient créé dans le monde entier un climat de crainte ressenti par tous; l'Uruguay peut offrir l'exemple le plus clair de l'exactitude d'une telle affirmation, puisque ce pays, qui a subi la vague de terreur la plus violente de son histoire — aujourd'hui, fort heureusement, complètement éliminée —, n'est autre que celui que l'on a si longtemps appelé "la Suisse de l'Amérique". L'Uruguay qui, de 1908 à 1972, a pu s'enorgueillir de n'avoir à déplorer aucune mort due directement ou indirectement à ses causes politiques, a été surpris par une attaque terroriste qui l'a trouvé sans défense. Il est indispensable d'apporter cette précision pour comprendre que la position de l'Uruguay joint à la franchise l'objectivité et le sérieux.

20. Ce n'est un secret pour personne que cette question est devenue un véritable tabou pour certains Etats représentés à la Commission. Et ce, parce que l'on craint qu'une condamnation du terrorisme par l'Assemblée générale nuise à la lutte de certains peuples ou mouvements contre le colonialisme ou pour l'autodétermination. C'est ainsi que ceux qui prennent position sur la question du terrorisme se voient, en fonction de cette position, classés dans l'un ou l'autre camp du conflit au Moyen-Orient. A cet égard, on peut rappeler les paroles du Ministre uruguayen des affaires étrangères, qui a affirmé lors de la session précédente (2240^e séance plénière) que, sans cesser d'appuyer les mesures à court terme que prend l'Organisation pour améliorer le triste sort du peuple palestinien, le Gouvernement uruguayen préconisait des solutions moins superficielles qui tiennent compte des aspirations légitimes du peuple palestinien et qui abordent le problème tel qu'il se pose en termes réels, politiques, sociaux et, somme toute, humains, et ce dans le cadre de négociations globales pour la paix.

21. Passant au rapport du Comité spécial du terrorisme international (A/9028), l'orateur dit qu'il ne donne pas une idée juste des difficultés rencontrées pour parvenir à un compromis sur l'organisation de ses travaux. L'obstination de diverses délégations et, en particulier, l'attitude intransigente de certaines autres, ont empêché d'aboutir au consensus qui commençait à se dégager. La session s'est terminée par un simple exposé des débats du Comité qui, s'il peut effectivement servir de point de départ à ses travaux ultérieurs, n'apporte pas l'élément clarificateur désiré, dont la recherche a déterminé la création du Comité, et ne permet guère à l'Assemblée générale d'adopter des recommandations en la matière.

22. La délégation uruguayenne se voit dans l'obligation de répéter ce qu'elle a dit au sein du Comité et qui ne figure pas dans le rapport. L'Uruguay a condamné, et il condamne à nouveau, de la façon la plus catégorique les actes de terrorisme international qui se sont récemment et progressivement répétés, et qui ne se limitent pas à certaines régions ou à certains systèmes politiques ou idéologiques, mais qui, au contraire, frappent aveuglément sans tenir compte d'autres considérations que celles qui caractérisent la barbarie et la totale impiété des criminels qui les commettent.

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément n° 28.

² Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes, point 92 de l'ordre du jour, documents A/8791 et Add.1.

23. Il ne fait pas de doute qu'aucun système répressif, qu'aucune formule de collaboration internationale pour réprimer ces délits — pour rigoureux et coordonnés qu'ils soient — ne réussira jamais à supprimer définitivement ce type de délinquance s'il ne s'attaque pas à ses causes profondes. Les gouvernements doivent donc s'entraider pour lutter contre cette forme de délinquance, mais ils doivent aussi s'entraider dans cette tâche sublime — et immense — qui consiste à mettre fin aux déséquilibres propres à des structures socio-économiques anciennes et dépassées. Toutefois, cela ne doit pas empêcher les Etats, face à la réalité de la délinquance terroriste sous ses diverses formes, de chercher à définir ces formes de délits dans leur législation respective, à collaborer pour les prévenir et les réprimer, en empêchant, au moyen d'accords pertinents, que leurs auteurs restent impunis simplement en se réfugiant sur le territoire d'un pays autre que celui où ils ont commis leurs crimes.

24. Aucun institut de droit international ne saurait défendre le terrorisme, car il risquerait alors de légitimer le principe machiavélique selon lequel la fin justifie les moyens. A cet égard, la délégation uruguayenne déclare qu'elle reconnaît aux mouvements de libération nationale authentiques une haute valeur morale et que de ce fait elle se refuse à admettre que ces mouvements soient caractérisés par le recours aux procédés terroristes.

25. L'Uruguay estime que, face à une opinion publique mondiale qu'inquiètent de plus en plus les actes de terrorisme perpétrés un peu partout, et qui réclame le recours immédiat à des dispositifs efficaces pour y mettre fin, la communauté internationale organisée doit se montrer particulièrement active en adoptant immédiatement des mesures dans ce domaine. A cet égard, peut-être la seule voie à suivre serait-elle de renforcer les législations nationales, qui sont souvent dépourvues d'instruments juridiques propres à lutter contre ce phénomène relativement nouveau quant à sa virulence, et de raffermir, au moyen de conventions bilatérales, un réseau de défense efficace sur le plan international. D'autre part, la signature et la ratification de conventions multilatérales comme celles qui ont été élaborées à Montréal, à La Haye et à Tokyo en matière de piraterie aérienne, de même que la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, constituent une nécessité, et la délégation uruguayenne lance un appel à cet égard à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

26. L'Uruguay appuiera l'adoption de mesures concrètes qui permettent de prévenir et de condamner cette violence croissante et ces méthodes inhumaines qui créent un climat d'insécurité et de danger et provoquent la mort de victimes innocentes.

27. M. GÜNEY (Turquie) rappelle que son gouvernement, profondément préoccupé par l'augmentation alarmante des actes de terrorisme, qui mettent en danger non seulement la vie de personnes innocentes, mais aussi les droits fondamentaux des Etats, avait appuyé l'initiative du Secrétaire général lorsque celui-ci avait demandé l'inscription à l'ordre du jour de la vingt-septième session de l'Assemblée générale d'une question additionnelle relative aux mesures visant à prévenir le terrorisme et toutes autres formes de violence.

Pourtant c'est un fait regrettable, et préoccupant pour l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale tout entière, que le but visé par l'initiative du Secrétaire général n'ait pas été atteint jusqu'ici et que le Comité spécial du terrorisme international n'ait pas été en mesure de mener à bien sa tâche et de formuler certaines conclusions.

28. Ces dernières années, un enchaînement de violences a multiplié les victimes innocentes. Aucun pays, aucune communauté ou région ne peut se considérer à l'abri de cette vague de violence. Il faut souligner qu'il existe très peu d'Etats représentés à la Sixième Commission dont les citoyens n'ont pas gravement souffert des conséquences d'un nombre toujours croissant d'actes de terrorisme. A cet égard, M. Güney cite l'expérience de la Turquie : deux jeunes diplomates turcs ont été assassinés il y a à peine trois ans aux Etats-Unis; des avions turcs ont été détournés vers l'étranger et des avions étrangers vers la Turquie; les ambassadeurs de Turquie en poste à Vienne et à Paris ont été assassinés à deux jours d'intervalle, les 22 et 24 octobre 1975. Ce bref bilan de l'expérience d'un seul pays, dans un passé récent, devrait illustrer combien les actes de violence ont tendance à faire partie du mode de vie actuel et prouvent qu'aucune région du globe n'est à l'abri de cette menace.

29. Le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau. Toutefois, avec les progrès techniques et le développement des moyens de communication, il est devenu, depuis la fin de la première guerre mondiale, un problème international ayant des conséquences de plus en plus graves. Les actes de terrorisme revêtent des aspects très variés, la forme la plus fréquente — et qui est propre à notre temps — étant celle qui vise la personne des diplomates. Cette forme de terrorisme international a pour effet de remplacer les privilèges et immunités diplomatiques par le risque permanent, et a créé un sentiment d'insécurité chez tous les diplomates et, en premier lieu, les ambassadeurs, ce qui risque de compromettre gravement le mécanisme même de la coopération internationale. A cet égard, M. Güney rappelle les événements qui se sont produits du mercredi 22 au vendredi 24 octobre 1975 et qui illustrent la recrudescence des actes de violence dirigés contre des diplomates et des personnes innocentes et le sentiment d'insécurité que cette violence provoque au sein de la communauté internationale. Il ajoute que les mesures prises jusqu'ici par la communauté internationale se sont révélées insuffisantes et mentionne à cet égard les conventions signées à Tokyo en 1963, à La Haye en 1970 et à Montréal en 1971, ainsi que l'instrument international le plus récent approuvé par l'Assemblée générale, à savoir la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques [résolution 3166 (XXVIII), annexe], laquelle n'est pas encore entrée en vigueur à cause du nombre insuffisant d'instruments de ratification ou d'adhésion déposés.

30. En ce qui concerne les causes du terrorisme international, il n'y a rien à ajouter aux conclusions de l'étude préparée par le Secrétariat³, sinon la déclaration faite par le Secrétaire général à l'occasion de l'inscription de cette

³ A/C.6/418/Rev.1.

question à l'ordre du jour, dans laquelle il a précisé que les actes de violence découlant du terrorisme international sont contraires au droit et à la morale internationale, qu'ils constituent aussi des violations des buts et des principes fondamentaux de la Charte et qu'ils vont à l'encontre des déclarations et des résolutions dans lesquelles ces principes sont développés et confirmés.

31. L'Organisation des Nations Unies ne peut plus être le témoin passif des actes de violence; le moment est venu de mettre en pratique les principes fondés sur la Charte et de prendre des mesures appropriées en tenant pleinement compte des objectifs pratiques, qui pourraient être les suivants : il faut agir avec objectivité et laisser de côté les considérations d'ordre politique, qui doivent être examinées dans leurs domaines respectifs et traitées en conséquence; il ne peut être question de porter atteinte au droit fondamental des peuples à l'autodétermination, ni à la lutte de libération menée contre le colonialisme; bien qu'il soit souhaitable de définir la notion de terrorisme international, qui n'est pas une notion précise se prêtant à une définition exacte, il serait peut-être suffisant de préciser la notion dans des dispositions consacrées à cette fin; il faut entreprendre parallèlement l'étude des causes profondes du terrorisme, qui sont diverses et complexes, mais sans qu'une telle étude retarde les mesures à prendre pour prévenir et réprimer le terrorisme international, à l'égard duquel une action concertée s'impose d'urgence; on ne pourra combattre de façon efficace le terrorisme international que grâce à la coopération internationale, laquelle ne peut se concevoir que dans une convention, qui devra contenir des dispositions relatives à la coopération en matière de prévention et de répression des actes de terrorisme international, ainsi que des dispositions concernant la poursuite, la punition et l'extradition de leurs auteurs.

32. L'Assemblée générale doit agir vite et avec fermeté si l'on veut éviter que de nouveaux actes de violence ne fassent de nouvelles victimes innocentes. A cette fin, l'Assemblée doit, d'une part, condamner le terrorisme international, encourager les Etats à devenir parties aux conventions existantes, à renforcer les mesures antiterroristes qu'ils ont déjà prises au niveau national et à développer l'échange d'informations touchant les mesures de précaution et les techniques efficaces déjà en application ou en cours d'élaboration sur leur territoire et leur lancer un appel pour qu'ils intensifient la coopération bilatérale ou régionale en vue de mieux lutter contre le terrorisme international et, elle doit, d'autre part, renouveler le mandat du Comité spécial pour que celui-ci poursuive ses travaux et fasse tout ce qui est en son pouvoir en vue d'atteindre les objectifs pratiques que M. Güney a déjà mentionnés. La communauté internationale doit mettre un terme à l'augmentation de la brutalité, dont le terrorisme international est une des formes les plus graves dans la société car, une fois que l'on atteint, et à plus forte raison que l'on dépasse, les limites du tolérable à cet égard, la situation risque d'aboutir à une désintégration irréversible et fatale des relations internationales.

33. M. SABEL (Israël) dit que l'on peut déplorer une fois de plus que, comme par le passé, la Sixième Commission n'ait pas pris de mesures radicales instituant définitivement une action juridique internationale pour lutter contre le fléau que représente le terrorisme international. Le choix

est clair : il s'agit de savoir si la communauté internationale estime que certains actes, commis par des particuliers, sont si répréhensibles, si méprisables et si contraires aux idéaux fondamentaux de l'humanité que différents pays ayant des systèmes politiques très divers doivent s'unir pour les dénoncer et prendre à leur égard des mesures claires et sans équivoque. On ne peut justifier les actes de terrorisme au nom de la politique.

34. Le rapport que le Comité spécial du terrorisme international a présenté à cet égard lors de la vingt-huitième session est certainement l'un des rapports les plus arides et les plus stériles qu'un organe ait jamais présenté pour se conformer aux instructions de l'Assemblée générale; le fait que le Comité spécial soit incapable de faire avancer d'une quelconque façon la lutte contre ce fléau ne fait que boucler la boucle, le cercle vicieux de l'échec par lequel s'est toujours soldée toute action entreprise par l'Organisation des Nations Unies contre le terrorisme international depuis les "consensus" du Conseil de sécurité de 1970 et 1972 jusqu'aux divers débats qui ont eu lieu à l'Assemblée générale sur le détournement d'avions à main armée. Pour sa part, la délégation israélienne a adopté au cours de tous ces débats une attitude constructive en essayant de faire valoir quelques arguments fondamentaux et en proposant des mesures pratiques de la façon la moins polémique possible. Tel est le cas par exemple des observations présentées par Israël en réponse à la résolution 3034 (XXVII) de 1972, et qui ont été publiées sous la cote A/AC.160/1/Add.1. Malheureusement, toute cette action a été constamment marquée par des considérations politiques sans rapport avec la question, qui ont pratiquement fait échec à l'initiative prise par le Secrétaire général en 1972, et qui ont transformé le Comité spécial, son rapport et les débats sur ce sujet à la Sixième Commission en une véritable parodie et en une expérience extrêmement amère pour toutes les victimes innocentes du terrorisme international, actuelles ou futures, qui avaient espéré que l'activité de l'Organisation des Nations Unies aboutirait à l'adoption de mesures concrètes et sérieuses pour éliminer ce fléau.

35. Il est clair qu'il faut créer d'urgence un instrument international qui garantisse que les individus commettant de tels actes ne puissent échapper au châtiment. Cet instrument devra se fonder sur le principe établi par les conventions relatives à l'aviation civile de La Haye et de Montréal, qui ont été ratifiées par Israël, et selon lequel tout Etat doit extradier le délinquant ou le traduire lui-même en justice. Ce qui paraît préoccupant dans le rapport du Comité spécial, c'est précisément que certaines délégations s'emploient à empêcher que l'on procède effectivement à l'élaboration de cet instrument. Il semble que cette obstruction ait été faite de deux façons différentes; tout d'abord, certains soulèvent la question de l'origine du terrorisme international. Selon cette thèse inacceptable, une cause politique pourrait justifier ou rendre moins répréhensible la pratique de la terreur. Selon la délégation israélienne, il est essentiel que la Commission déclare clairement et catégoriquement que la terreur est un mal qui doit être combattu universellement, de façon absolue et inconditionnelle. Quant à l'autre tactique utilisée pour faire diversion aux problèmes réels, elle a consisté à soulever la question de la responsabilité des Etats, de ce que l'on appelle le terrorisme d'Etat. Or, depuis des années, Israël soutient que, lorsque l'Etat participe directement ou

indirectement à des actions terroristes, il met directement en jeu sa responsabilité. La chose est d'ailleurs clairement établie par la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe]. Le seul but que peuvent rechercher ceux qui font appel à ce genre d'arguments à propos de la question du terrorisme est soit de semer le trouble dans les esprits à propos du principe, pourtant clair, de la responsabilité des Etats, soit de minimiser la responsabilité des auteurs du délit. L'un comme l'autre de ces objectifs est blâmable, puisqu'ils visent clairement à empêcher la Sixième Commission de poursuivre ses travaux en proposant des mesures juridiques visant à assurer que les auteurs de ces actes de terrorisme soient jugés ou extradés. Lorsque le droit international était beaucoup plus primitif qu'il ne l'est actuellement, il a été possible de prendre des mesures internationales pour lutter contre les fléaux de la piraterie et de la traite des esclaves. Si donc la Sixième Commission ne pouvait prendre des mesures similaires pour lutter contre le fléau actuel du terrorisme international, elle s'en trouverait discréditée à jamais.

36. M. FUENTES IBÁÑEZ (Bolivie) déclare que, lorsque le Secrétaire général a proposé un examen approfondi et exhaustif de la question du terrorisme international, il n'a fait que répondre à un appel universel que l'Organisation des Nations Unies ne pouvait ignorer. Après un débat au cours duquel les principes ont succombé à des tentatives de diversion politique compréhensibles, la question a été maintenue à l'ordre du jour grâce à la persévérance de quelques délégations, mais cela ne signifie pas que des progrès aient été réalisés. Bien que le terrorisme n'ait certes pas diminué, la communauté internationale semble se trouver paralysée à cet égard; le représentant de la Bolivie n'en veut pour preuve que la Conférence mondiale de

l'Année internationale de la femme, dont les résolutions ne font aucunement mention du terrorisme.

37. Certes, trois ans se sont écoulés depuis que l'on a introduit cette question et de nouveaux éléments sont apparus, mais il n'en reste pas moins que c'est un devoir impérieux pour la communauté internationale que de procéder à l'examen de cette question, d'en définir les causes profondes, d'étudier les mesures qui permettraient d'aborder le problème de la façon la plus satisfaisante possible et le cadre juridique qui donnera à la société la possibilité d'éliminer ce fléau, ou tout au moins de se défendre contre les actes criminels qui dénaturent et discréditent les plus justes revendications. La délégation bolivienne rappelle qu'elle condamne de la façon la plus sincère et la plus absolue l'usage du terrorisme, quelles qu'en soient les motivations.

38. La question est délicate, on le sait; elle pourrait mener à un conflit, mais quel est le point de l'ordre du jour qui ne comporte ce risque? Le représentant de la Bolivie considère que chacun doit faire preuve de suffisamment de détermination pour éviter ces difficultés et approfondir, non les points qui sont les plus controversés, mais ceux qui offrent le plus de possibilité d'accord. La délégation bolivienne estime que la Sixième Commission est prête à tirer le meilleur parti des quatre séances réservées à l'étude de cette question et à prendre des mesures qui répondent, ne serait-ce qu'en partie, à l'espoir que l'Assemblée générale a placé en elle et que l'opinion publique, bien que visiblement désabusée, partage encore. La délégation bolivienne est prête à soutenir toute initiative visant à maintenir cette question à l'étude et à faire adopter les mesures qui en permettront un examen rapide et exhaustif, sans que la Sixième Commission renonce pour autant aux responsabilités qui lui incombent à cet égard.

La séance est levée à 12 h 55.

1581^e séance

Judi 4 décembre 1975, à 15 h 30.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1581

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes, des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Comité spécial du terrorisme international (*fin*) [A/9028*]

* Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément n° 28.

1. M. ROSENSOTK (Etats-Unis d'Amérique) déplore que des actes de terrorisme continuent de harasser la communauté internationale et mentionne divers incidents de terrorisme commis contre les citoyens des Etats-Unis et d'autres pays. La communauté internationale n'a pas fait grand-chose pour s'occuper de ce problème et les Etats-Unis n'ont pas insisté autant qu'ils l'auraient pu pour que des mesures soient prises, parce qu'ils reconnaissent que les membres de la Commission ne sont pas encore prêts à accepter leurs responsabilités à l'égard du problème du terrorisme. M. Rosenstock espère qu'avec le passage du temps un nombre suffisant d'autres membres seront disposés à participer à une action ayant pour objet non seulement de condamner de tels actes, mais également de les combattre à l'aide de mesures juridiques. Il se rend

compte que le fait de pousser des gouvernements à prendre des mesures avant qu'ils ne soient prêts à le faire pourrait produire des mesures pires que l'inaction et ériger des obstacles superflus à une action constructive. Toutefois, il arrive un moment où l'abstention cesse d'être une prudence compréhensible et devient un élément d'un contexte de mauvaise volonté irresponsable qui refuse de s'attaquer aux problèmes difficiles.

2. La question du terrorisme a encore une fois été reléguée à la fin de l'ordre du jour de la présente session, ce qui reflète une acceptation tacite du fait que la Commission n'est pas désireuse de prendre des mesures à la session actuellement en cours. Néanmoins, le représentant des Etats-Unis prie instamment la Commission de rafraîchir ses souvenirs au sujet du problème et de commencer à repenser quelques-uns des préjugés qui, jusqu'à présent, ont fait obstacle à une action utile. Une discussion de cette nature pourrait préparer la Commission à entreprendre une action utile en 1976 et à commencer ainsi à affranchir l'Organisation des Nations Unies de l'opprobre d'être une institution qui ne veut même pas essayer de s'occuper d'un fléau qui mutile chaque année les esprits et les corps et ôte la vie à d'innombrables innocents. M. Rosenstock rappelle brièvement l'histoire de la question, qui a été inscrite, pour la première fois, à l'ordre du jour de la vingt-septième session de l'Assemblée générale. Le Secrétariat avait préparé, aux fins d'examen à cette session, une excellente étude sur ce problème¹ que M. Rosenstock demande instamment aux membres de la Commission de relire, et notamment le paragraphe 10.

3. Malgré d'incontestables motifs d'agir et les progrès importants en voie de réalisation à propos des lois de la guerre, la Commission n'a que peu progressé dans son examen du terrorisme international. Plusieurs membres ont dit que la Commission devrait s'occuper plutôt des causes du terrorisme. M. Rosenstock espère que ceux qui insistent sur l'étude des causes souhaitent effectivement éliminer le phénomène et ne cherchent pas simplement à justifier les actes de terrorisme. A son avis, la question des causes ne devrait pas empêcher la Commission d'examiner des mesures juridiques. L'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organismes des Nations Unies s'occupent déjà, sous une forme ou sous une autre, des causes, telles que la question du Moyen-Orient, le refus de l'égalité des droits et de l'autodétermination, ainsi que certains problèmes économiques et sociaux. Ce serait méconnaître les responsabilités particulières de la Commission que d'insister qu'elle reprenne en double emploi ce travail avant de s'occuper de la question des mesures juridiques. Une autre raison pour s'occuper de la question des mesures juridiques destinées à combattre les actes de terrorisme est que tous les pays ont promulgué des lois contre le meurtre, les enlèvements et les violences physiques bien que les causes de ces formes de comportement antisocial ne soient pas pleinement comprises et encore moins éliminées. D'aucuns ont cherché à estomper la nature du problème en l'élargissant de manière à englober toutes sortes d'actes d'Etat qui impliquent des violences ou des dommages à l'égard de personnes innocentes. Cette conception doit être rejetée, car elle confond deux problèmes distincts de telle sorte qu'aucune mesure significative ne peut plus être prise

ni à l'égard de l'un ou ni à l'égard de l'autre. En outre, le droit relatif aux actes d'Etat est traité dans d'autres contextes et se trouve à un stade beaucoup plus avancé, ainsi qu'en témoignent des instruments internationaux tels que la Charte des Nations Unies, les chartes et les décisions des tribunaux de Nuremberg et de Tokyo, les Conventions de Genève de 1949, la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats et conformément à la Charte des Nations Unies et la Définition de l'agression. Il existe un problème croissant et de plus en plus effrayant du terrorisme, dont la Commission ne saurait raisonnablement refuser de s'occuper sous prétexte qu'il ne s'agirait pas du seul problème qui ait trait à la violence. D'autres ont soutenu qu'il y aurait une sorte de conflit entre un sentiment de respect approprié pour l'égalité des droits et l'autodétermination, d'une part, et le désir de prendre des mesures juridiques pour faire face au terrorisme, d'autre part. M. Rosenstock rappelle à ces orateurs qu'aucun des nombreux Etats qui ont accédé à l'indépendance par la lutte ne s'est livré à la violence internationale du type qui le préoccupe actuellement. Il existe, en outre, un droit encore plus fondamental que le droit à l'égalité et à l'autodétermination : c'est le droit à la vie. Le représentant des Etats-Unis rappelle aux membres de la Commission que même les nations-Etats ne sont pas libres d'utiliser n'importe quels moyens dans l'exercice de leur droit inhérent de légitime défense. Même un Etat dont l'existence en tant que tel est menacée n'a pas le droit de méconnaître les lois de la guerre. Quel que puisse être le large appui dont leur cause bénéficie à un moment donné, les individus, tous comme les Etats, sont liés par certaines limites dans leur comportement en faveur de cette cause.

4. M. Rosenstock reconnaît que la présente session ne dispose plus du temps nécessaire pour s'attaquer aux détails du problème, mais il demande instamment à la Commission d'examiner le projet de convention que sa délégation a présenté à la vingt-septième session², projet dont la Commission est toujours saisie et qui est libellé de manière à ne viser que les menaces criminelles les plus graves; quatre conditions distinctes énoncées au paragraphe 1 de l'article premier du projet de convention doivent, chacune, être remplies avant que les clauses du projet de convention ne puissent s'appliquer. Il demande instamment à la Commission de consacrer un peu de temps avant la prochaine session à réfléchir plus avant sur le problème du terrorisme international, d'examiner la proposition des Etats-Unis, de réfléchir à des mesures concrètes susceptibles de remplacer ou de compléter celles qui ont été proposées; de signer et de ratifier les Conventions de Tokyo, de Montréal et de La Haye relatives aux atteintes à l'aviation civile et de signer et de ratifier la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques.

5. M. HAMMAD (Emirats arabes unis) rappelle que sa délégation avait voulu que la question du terrorisme international soit réglée à la vingt-neuvième session, mais qu'elle s'était ralliée au désir de la majorité de renvoyer son examen jusqu'à la session actuelle. Il espère que ladite question sera discutée d'une manière complète à la présente session et il rappelle à la Commission qu'une étude sur le

¹ A/C.6/418/Rev.1.

² A/C.6/L.850.

terrorisme et les mesures propres à le combattre présuppose une étude approfondie des raisons qui incitent certains individus à commettre des actes coercitifs contre d'autres pour la réalisation d'objectifs nationaux se rapportant à la libération de leur peuple du colonialisme, de la domination et de l'occupation étrangères ainsi que de la discrimination raciale.

6. Toutefois, le terrorisme de l'Etat est plus dangereux que celui des individus. Les moyens dont les Etats disposent pour se livrer au terrorisme sont de loin supérieurs à ceux auxquels peuvent recourir des individus et des mouvements de libération nationale, ce qui fait que le terrorisme d'Etat implique des pertes de vies humaines et des destructions de biens plus considérables et le coupable a beaucoup plus de chances d'échapper au châtiment. Malgré tous les instruments internationaux mentionnés par le représentant des Etats-Unis d'Amérique, le terrorisme international et le terrorisme d'Etat continuent d'exister et il convient de prendre des mesures pour appliquer des sanctions contre les Etats qui se livrent au terrorisme ainsi que contre leurs agents, y compris les agents secrets et les pilotes. Il ne saurait y avoir aucune excuse pour ces individus, même s'ils font valoir qu'ils accomplissent leur tâche sur l'ordre de leurs supérieurs. Le procès de Nuremberg a énoncé le droit sur cet aspect de la question, en déclarant que de tels agents étaient des criminels internationaux passibles d'un châtiment international. L'exemple le plus brutal de terrorisme d'Etat est celui auquel se livre Israël, dont les agents secrets commettent des actes d'assassinat et de destruction dans de nombreuses villes du monde et dont les bombardiers tuent des femmes et des enfants innocents dans les camps de réfugiés palestiniens. Les agents et les pilotes d'Israël sont des terroristes internationaux et ils devraient être châtiés.

7. M. SIAGE (République arabe syrienne) dit que la dernière personne à pouvoir parler de terrorisme est le représentant du régime raciste d'Israël, dont les mains sont encore rouges du sang des victimes de la plus récente des attaques barbares des avions israéliens contre des objectifs civils et des camps de réfugiés au Liban. Ces réfugiés ont précédemment été expulsés de leurs foyers par ce même régime, dont la longue et persistante histoire d'actes terroristes montre qu'il est fondé sur le terrorisme et le massacre des innocents. Même l'envoyé d'Israël est un terroriste connu des combattants de la Rive occidentale, qui continuent d'être soumis aux tortures israéliennes.

8. Aucune juridiction internationale ne saurait qualifier de terrorisme une lutte légitime menée par un peuple pour sa libération. Sa lutte est légitime et elle est fondée sur la Charte et sur les résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Ce peuple s'efforce de combattre un agresseur criminel. M. Siage demande à la Commission de condamner le véritable terrorisme, c'est-à-dire le terrorisme d'Etat. Lorsqu'un Etat Membre attaque un autre Etat Membre, voilà qui est du terrorisme. La lutte désespérée menée par des victimes qui n'ont d'autres moyens d'exprimer leur désir d'autodétermination ne saurait être appelée terrorisme.

9. M. FIFOOT (Royaume-Uni) dit qu'il aborde ce point de l'ordre du jour avec un profond sentiment de découragement, non pas tant à cause du sujet sur lequel il porte, que parce qu'il montre clairement un manque d'efforts et de

volonté de la part de la communauté internationale. La Commission n'a pas réussi à progresser sur cette question qui, il le craint, englobe trop de domaines d'étude. Cette question est trop générale et son examen entraîne une regrettable dispersion des efforts. Il est inutile d'établir des listes d'actes terroristes qui ne suscitent que des explications et même parfois des excuses. La communauté internationale n'a pas concentré son attention, comme elle l'aurait dû, sur la victime et s'est laissé distraire par d'autres aspects du problème tels que les aspects de politique, les questions de principes ou de réprobation. M. Fifoot fait remarquer que les notions de guerre juste et de guerre injuste n'ont plus leur place en droit humanitaire et il regrette que l'on revienne à ces notions en parlant d'actes de terrorisme justes ou injustes dans les débats sur ce point de l'ordre du jour. Il est suffisamment démontré que la communauté internationale doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour résoudre ce problème. Le gouvernement du Royaume-Uni est disposé à se joindre à d'autres gouvernements en vue de rechercher des mesures dans ce sens.

10. M. HELLNERS (Suède) dit que le terrorisme international constitue toujours un problème grave. Il y a quelques années, l'attention du monde s'est surtout portée sur les actions dirigées contre l'aviation civile; les conventions de La Haye et de Montréal sont des instruments importants dans la lutte pour la répression de ces crimes. Plus récemment, c'est la prise d'otages qui a surtout été employée pour forcer les gouvernements à faire des concessions. Aucun Etat ne devrait admettre que des groupes inconscients ou criminels s'attaquent à des individus de cette manière et mettent en échec le maintien de l'ordre public. En outre, l'orateur espère qu'un nombre suffisant d'Etats auront bientôt ratifié la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre des personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques pour que cette convention puisse entrer en vigueur.

11. Il faut que les efforts pour combattre le terrorisme se poursuivent et que l'on s'attache particulièrement à définir les causes des activités terroristes dont les motifs sont souvent obscurs ou même incompréhensibles. Dans certains cas, on peut discerner quelques motifs compréhensibles, bien que cela ne suffise pas pour excuser les méthodes employées par les terroristes. De plus, les terroristes s'attaquent souvent à des personnes totalement innocentes et à des Etats qui ne sont pas impliqués dans le conflit qui est à l'origine de leurs activités. N'importe quel pays peut devenir la victime d'actes de terrorisme, comme son propre pays en a fait récemment l'expérience. Il est de l'intérêt de tous les Etats d'explorer tous les moyens possibles de combattre le terrorisme international.

12. M. BUSSE (République fédérale d'Allemagne) dit que son gouvernement est profondément préoccupé par les actes de terrorisme qui continuent d'être perpétrés dans le monde entier. Certains des attentats les plus horribles ont eu lieu dans son pays ou ont affecté ses compatriotes. Son pays, qui à maintes reprises a préconisé l'adoption de mesures coordonnées à l'échelle mondiale pour une prévention efficace du terrorisme et qui est prêt à adhérer à des accords permettant une action effective, a entamé la procédure législative de ratification des diverses conventions contre le terrorisme dans l'aviation civile ainsi que de la

Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, et prie instamment tous les gouvernements d'envisager sérieusement d'adhérer aux accords existants afin d'assurer leur reconnaissance et leur application à l'échelle mondiale. Cependant, ces accords ne s'appliquent qu'à des secteurs déterminés et il faudrait essayer de parvenir à un accord global sur la prévention des actes de terrorisme et sur les moyens de les combattre. Il serait utile que l'on arrive à proscrire dans le monde entier l'admission et l'accueil de terroristes et de personnes libérées après avoir été emprisonnées pour des activités terroristes. Tous les Etats devraient promettre de refuser d'accorder protection ou asile aux terroristes, de sorte qu'ils puissent être poursuivis.

13. Il serait utile d'étudier et d'éliminer les causes sous-jacentes des crimes, mais il est indispensable que le débat au sein de la Commission porte surtout sur la question des mesures directes de prévention. Il faut condamner clairement tous les actes de violence insidieux dirigés contre des innocents, ceux qui sont sans défense et sans protection. Il est encourageant de constater que les Etats se montrent de moins en moins enclins à accorder l'asile à des terroristes qui ont recours à la prise d'otages, comme cela s'est produit récemment.

14. L'orateur espère que l'atmosphère à la trente et unième session de l'Assemblée générale sera plus propice à un examen fructueux de cette question.

15. M. GARCIA ORTIZ (Equateur) rappelle que cette question figurait déjà à l'ordre du jour des quatre sessions précédentes et qu'elle n'a jamais été traitée de manière satisfaisante. Bien que l'on dispose d'un nombre sans cesse croissant d'instruments internationaux pour la prévention et la répression d'actes de terrorisme international, de tels actes continuent à se multiplier. L'Organisation des Nations Unies doit se préoccuper de cette situation et faire cesser, ou au moins réduire, la fréquence de ces actes qui offensent la conscience juridique et morale de l'humanité.

16. Le sujet est complexe et délicat, comme le montre le rapport du Comité spécial du terrorisme international (A/9028). Il y a d'abord eu le problème de la définition du terrorisme. Selon l'orateur, une telle définition est difficile à établir et elle ne touche pas le fond même du problème; les débats devraient plutôt porter sur des mesures efficaces permettant de prévenir et de réprimer les actes de terrorisme. Le rapport du Comité spécial est bon et il convient de renouveler le mandat dudit comité de sorte qu'à la trente et unième session on puisse rédiger un instrument qui ferait ressortir clairement les différents éléments du problème. A ce sujet, M. García Ortiz pense que la proposition faite par le représentant de la Turquie à la séance précédente est acceptable. Etant donné que le sujet est assez technique, la Commission pourrait aussi envisager d'instituer un groupe restreint d'experts qui élaborerait un projet de convention ou un projet de résolution sur ce sujet. C'est une question qui ne peut être laissée au gré des événements ou des politiques des Etats.

17. M. JEANNEL (France) dit que des actes de terrorisme ayant une origine et des buts politiques ont causé la perte de nombreuses vies innocentes. Il importe donc d'étudier

non seulement les effets tragiques, mais aussi les causes profondes du terrorisme. A l'observateur attentif des faits en question, il apparaît que ce phénomène est lié à l'impression qu'ont certaines minorités — à tort ou à raison — d'être exclues de la société, de se voir dénier un droit à l'existence et de n'avoir aucune possibilité d'affirmer leur identité. Cette même impression les conduit à s'extérioriser de façon violente, en déposant des explosifs dans des lieux publics, en prenant des otages, en détournant des avions ou en commettant des attentats contre des diplomates.

18. A cet égard, M. Jeannel tient à assurer au représentant de la Turquie que la France déplore et condamne énergiquement le récent assassinat de l'ambassadeur de Turquie en France et qu'elle a pris toutes les mesures nécessaires pour découvrir et punir les coupables.

19. L'Organisation des Nations Unies, en raison de sa vocation humanitaire et de son idéal démocratique, doit s'efforcer de résoudre le problème complexe que pose cet impitoyable enchaînement de la violence aveugle et s'attaquer à ses causes. La solution de ce problème devra être acceptable pour tous les Etats, car autrement on aboutirait à des formules vidées de portée réelle et pratique. Ces solutions devraient naturellement être compatibles avec les efforts tendant à renforcer la protection internationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales et tenir compte des dispositions des récents accords internationaux, notamment des accords relatifs à l'aviation civile. Les Etats devraient en outre être invités à réexaminer leur législation nationale ainsi que leurs accords bilatéraux et multilatéraux en matière de terrorisme. A cet égard, M. Jeannel fait état de la législation récemment adoptée en France en matière de prévention et de répression des détournements d'aéronefs, qui reflète le désir du Gouvernement français de combattre des actes de barbarie odieuse que tous les peuples condamnent, quelle que soit la noblesse de la cause au service de laquelle ils ont été commis.

20. M. KUSSBACH (Autriche) dit que son gouvernement a toujours condamné les actes de violence commis contre des personnes innocentes et que sa position à l'égard du terrorisme est bien connue. M. Kussbach tient à assurer une fois de plus au représentant de la Turquie que son gouvernement déplore profondément et condamne énergiquement le crime commis à l'ambassade de Turquie, à Vienne, le 22 octobre 1975. Les autorités autrichiennes n'épargneront aucun effort pour faire aboutir l'enquête et livrer les coupables à la justice.

21. M. TERZI (Organisation de libération de la Palestine), prenant la parole sur l'invitation du Président, appelle l'attention sur les paragraphes 1 et 4 de la résolution 3034 (XXVII) de l'Assemblée générale, dans lesquels celle-ci se déclare profondément préoccupée devant le nombre croissant des actes de violence et condamne les actes de répression et de terrorisme auxquels les régimes coloniaux, racistes et étrangers continuent de se livrer. M. Terzi fait également observer que, d'après le paragraphe 38 du rapport du Comité spécial du terrorisme international, plusieurs représentants ont mis tout particulièrement l'accent sur l'importance du terrorisme d'Etat, qu'ils considèrent comme la forme la plus dangereuse de terrorisme international. Le terrorisme d'Etat est pratiqué en

Palestine par les forces d'occupation, ainsi qu'il ressort clairement du document A/10272. Ceux qui échappent aux actes de terrorisme commis dans leur propre pays sont poursuivis dans les camps qu'ils occupent actuellement dans des pays voisins. Les brutales attaques aériennes perpétrées par Israël deux jours auparavant contre des camps de réfugiés dans le sud du Liban constituent un exemple flagrant de terrorisme d'Etat. Ironiquement, l'Etat dit sioniste est né du terrorisme qu'ont perpétré les hitlériens contre des Juifs innocents — entre autres victimes — et du terrorisme des sionistes racistes qui ont exploité la tragédie et les souffrances des victimes des nazis racistes. Le terrorisme a toujours été une caractéristique du sionisme, comme l'a prouvé, entre autres, le bombardement de l'hôtel King David et de places de marchés dans les villes et les localités à travers toute la Palestine.

22. Il est dit au paragraphe 66 du rapport du Comité spécial du terrorisme international que les efforts déployés en vue de remédier aux situations génératrices de violence sont trop souvent contrôlés par des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. A cet égard, il faut voir un rapport entre les actes de terrorisme commis par les sionistes et les fournitures d'armes meurtrières par les Etats-Unis d'Amérique. Ce sont des avions de fabrication américaine, lâchant des bombes de fabrication américaine, qui ont attaqué récemment les camps de réfugiés.

23. L'Organisation de libération de la Palestine estime que tous les Etats devraient respecter les principes de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les résolutions relatives à l'occupation de territoires étrangers, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies.

24. M. AL-ADHAMI (Irak) s'associe aux observations formulées par les représentants d'autres Etats arabes et par celui de l'Organisation de libération de la Palestine.

25. Après avoir rappelé un article publié dans *le Monde* du 3 décembre sur la situation au Moyen-Orient deux ans après la guerre d'octobre 1973, M. Al-Adhami demande instamment à ceux qui furent victimes de l'agression des forces hitlériennes de se souvenir de la théorie selon laquelle les frontières sont mobiles et suivraient les mouvements de population, même au détriment d'autres peuples. Dans le même numéro de ce journal, d'autres articles décrivent également les attaques contre les camps de réfugiés et le projet de créer quatre nouveaux villages sur les hauteurs du Golan. La situation du peuple palestinien, qui lutte pour sa liberté, mérite un examen sérieux de la part de la Commission.

26. M. ROSSIDES (Chypre) dit que tous les membres de la Commission sont opposés au terrorisme et pensent que tous les moyens possibles doivent être utilisés pour y mettre fin. Pour y parvenir, il est nécessaire de rechercher les causes du terrorisme. Ces causes sont liées au désordre qui règne actuellement dans un monde où les dispositions de la Charte ne sont pas appliquées, où l'injustice est monnaie courante et où la sécurité internationale repose sur la notion dépassée du recours à la force. Lorsque les résolu-

tions du Conseil de sécurité sont méconnues ou carrément violées, la communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies restent indifférentes. La délégation chypriote a toujours été opposée à toutes les formes de terrorisme.

27. M. ABUL-KHEIR (Egypte), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, dit que sa délégation a été surprise que, lors de la séance précédente, le représentant d'Israël ait osé prendre la parole sur la question du terrorisme d'Etat, alors que le Conseil de sécurité avait dû se réunir à la suite d'actes de terrorisme commis par Israël lui-même. Les raisons à l'origine de la violence au Moyen-Orient sont liées à l'occupation des territoires arabes et au refus d'Israël d'accorder aux populations arabes leur droit à l'autodétermination. Le peuple palestinien lutte avec tous les moyens à sa disposition pour pouvoir exercer ses droits légitimes, tout comme les peuples européens l'ont fait contre les forces du fascisme et du nazisme pendant la seconde guerre mondiale, et tout comme l'ont fait les peuples d'Afrique et d'Asie.

28. M. SABEL (Israël), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, fait observer que, dans son intervention, il n'a mentionné ni le Gouvernement égyptien ni celui d'aucun Etat arabe, mais s'est contenté de parler de ceux qui appuient le terrorisme. Toutefois, le représentant de l'Egypte semble avoir jugé opportun de répondre à ces remarques.

29. L'appui des Etats arabes au terrorisme constitue l'un des épisodes les plus abominables de l'histoire contemporaine. En fournissant cet appui, ils tachent leurs mains du sang d'enfants, de passagers d'avion, d'hommes d'affaires, d'athlètes et de diplomates innocents, ainsi que de tous les Arabes de la Rive occidentale et de Gaza qui ont refusé de suivre les instructions de l'Organisation de libération de la Palestine. Ces Etats arabes sont personnifiés par le Colonel Khadafi, qui a décerné un prix de 5 millions de dollars aux assassins des athlètes à Munich. Les Etats arabes vantent ouvertement les exploits réalisés par les terroristes fedayins, qui utilisent les camps de réfugiés du Liban comme bases pour lancer des attaques contre des civils israéliens. Le Gouvernement libanais semble ne pas vouloir ou ne pas pouvoir prendre de mesures contre les terroristes. Les Etats arabes se réjouissent publiquement de chaque nouveau meurtre et ne montrent des signes d'anxiété que lorsqu'Israël riposte, en frappant non pas des civils, des femmes et des enfants, mais les terroristes eux-mêmes. La précision de ces attaques a été attestée par les terroristes eux-mêmes dans leur propre publication hebdomadaire *Ila Amam*. Le "terrorisme d'Etat", si une telle chose existe, consiste non pas à riposter contre des terroristes mais à aider, encourager et appuyer ouvertement les actes de terrorisme et à s'en réjouir.

30. M. ABDALLAH (Tunisie) dit que la liste des crimes perpétrés par Israël est trop longue pour que la Sixième Commission puisse l'examiner pendant le temps qui lui reste. M. Abdallah ne répondra donc pas aux accusations d'Israël, auxquelles l'opinion publique mondiale a déjà répondu.

31. Puisque la Sixième Commission ne dispose plus, à la présente session, du temps nécessaire pour examiner ce point en détail comme il le mérite, la délégation tunisienne, qui a souvent condamné le terrorisme, propose d'ajourner le

débat sur ce point conformément à l'article 116 du règlement intérieur de l'Assemblée générale et de le reprendre à la trente et unième session.

32. Le **PRESIDENT** suggère que la proposition visant à ajourner le débat soit examinée après que toutes les délégations qui le souhaiteraient aient pu exercer leur droit de réponse.

33. **M. OMAR** (République arabe libyenne), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, dit qu'il n'a pas été surpris d'entendre le représentant du régime raciste et sioniste évoquer la question du terrorisme. Les notions de guerre et de force sont inextricablement liées au sionisme et forment partie intégrante de la pensée de ses dirigeants.

34. Se référant aux observations que le représentant d'Israël a faites à propos du colonel Khadafi, **M. Omar** déclare que la Libye est fière de fournir une assistance aux Palestiniens dans la lutte légitime qu'ils mènent pour retourner sur leurs terres et dans leurs foyers et d'aider les peuples qui, à travers le monde, luttent pour la reconnaissance de leurs droits. Le Gouvernement libyen continuera de soutenir ses frères palestiniens jusqu'à ce que le drapeau palestinien flotte à nouveau sur la Palestine.

35. **M. VANDERPUYE** (Ghana), prenant la parole sur un point d'ordre, dit que la proposition tunisienne devrait être dûment examinée conformément à l'article 116 du règlement intérieur. La Sixième Commission a tort de méconnaître ce règlement. Il est fastidieux, pour la Commission, de devoir entendre une longue liste d'accusations et de contre-accusations, alors qu'elle devrait chercher à trouver des solutions aux problèmes qui se posent. Le terrorisme a pour cause un état de guerre non déclarée qui règne dans de nombreuses régions du monde. **M. Vanderpuye** appuie donc la motion de la Tunisie.

36. **M. JEANNEL** (France) partage la préoccupation exprimée par le représentant du Ghana. Le dialogue qui se poursuit à la Commission est un dialogue de sourds. Il conviendrait donc d'ajourner le débat sur ce point jusqu'à la trente et unième session, au cours de laquelle la question pourrait être examinée avec plus d'objectivité. La délégation française appuie la motion de la Tunisie.

37. **M. HAMMAD** (Emirats arabes unis), appuyé par **M. AL-ADHAMI** (Irak), s'oppose à la motion de la Tunisie. Puisque la procédure proposée par le Président n'a rencontré aucune opposition, cette suggestion constitue une décision du Comité qui, aux termes de l'article 123 du règlement intérieur, ne peut être abrogée que par un vote à la majorité des deux tiers. Par ailleurs, **M. Hammad** regrette que le représentant du Ghana ait jugé bon de faire la leçon à d'autres délégations, tout en interrompant l'exercice du droit de réponse par un point d'ordre.

38. Le **PRESIDENT** dit qu'aucune décision formelle n'a été prise par la Commission et que l'article 123 du règlement intérieur ne s'applique donc pas. La motion du représentant de la Tunisie visait à ajourner le débat sur la question jusqu'à la trente et unième session. Même si cette motion est adoptée, les délégations qui le désirent pourront toujours exercer leur droit de réponse après.

La proposition visant à ajourner le débat sur la question jusqu'à la trente et unième session de l'Assemblée générale est adoptée.

39. **M. HAMMAD** (Emirats arabes unis), parlant dans l'exercice de son droit de réponse au sujet de l'affirmation du représentant d'Israël selon laquelle Israël ne ferait que se défendre contre des attaques, se demande si les agents secrets israéliens qui ont attaqué l'ambassade de Libye à Rome et tué un poète et musicien arabe bien connu ont agi en légitime défense et si le meurtre d'un travailleur marocain à Stockholm et celui d'un Syrien s'occupant de relations publiques étaient, eux aussi, motivés par la légitime défense. Des agents du Gouvernement israélien ont envoyé une lettre piégée qui a gravement blessé le directeur d'un centre de recherches à Beyrouth et des soldats israéliens ont tué, en attaquant Beyrouth, un poète arabe fort connu. Peut-on considérer ces meurtres et la mort de dizaines de femmes et d'enfants dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban ou ailleurs comme des actes de légitime défense ?

40. La délégation des Emirats arabes unis approuve pleinement la déclaration faite par le représentant du Royaume-Uni, selon laquelle la communauté internationale devrait se préoccuper avant tout des victimes du terrorisme. Toutefois, à son avis, un terrorisme d'Etat exécuté par des agents de l'armée et de la police secrète est beaucoup plus répréhensible que des actes de terrorisme individuel commis par des combattants de la liberté.

41. **M. TERZI** (Organisation de libération de la Palestine) dit que les Palestiniens se sont lancés dans la lutte armée pour libérer leur pays et sont obligés de mener leur action à partir de camps de réfugiés, car ils ont été expulsés de leurs foyers et les forces d'occupation leur refusent le droit de retourner dans leur pays. De même que les partisans qui, dans plusieurs pays, luttent contre l'occupation nazie pendant la seconde guerre mondiale ont été contraints d'entrer dans la clandestinité et de vivre parmi leurs compatriotes, les combattants de la liberté palestiniens sont obligés de vivre parmi les leurs dans les camps de réfugiés.

42. Quant au bombardement qui a eu lieu deux jours auparavant, **M. Terzi** vient de recevoir un télégramme confirmant que 52 personnes, principalement des femmes et des enfants, ont péri du fait de l'attaque brutale des racistes sionistes. Aucun homme jeune en état d'être un combattant de la liberté ne figure sur la liste des victimes assassinées.

43. **M. SABEL** (Israël) dit que sa délégation n'a pas d'objection à formuler au sujet de la décision prise par consensus d'ajourner jusqu'à la trente et unième session le débat sur la question à l'examen, car, en effet, les discussions se sont transformées en un débat aride, mais elle est néanmoins déçue de ce que la Commission n'ait élaboré aucun plan constructif en vue de prendre des mesures juridiques pour combattre le terrorisme. Répondant aux observations faites par certaines délégations arabes, **M. Sabel** tient à porter à la connaissance de la Commission un cas qui illustre bien ce qu'est le terrorisme. A la fin du mois d'octobre, les forces de défense israéliennes capturèrent un terroriste qui avait pénétré dans le territoire israélien. Par la suite, au cours d'une interview télévisée, on

lui demanda pourquoi son matériel comprenait une hache. Il répondit que la hache était destinée à trancher la tête des habitants de colonies israéliennes, avec l'objectif de ramener les têtes coupées en République arabe syrienne pour prouver que le groupe terroriste auquel il appartenait avait réussi à pénétrer dans le village, à tuer ses victimes et à se retirer sain et sauf. Cela aurait eu pour effet de terroriser la population civile et de l'inciter à quitter Israël pour se rendre dans tout autre pays qui accepterait de la recevoir. Voilà, de l'avis de M. Sabel, un exemple de terrorisme.

44. Le PRESIDENT fait observer que plusieurs orateurs souhaitent encore prendre la parole sur cette question, mais, eu égard à la décision de la Commission d'ajourner le débat, ils devront attendre la trente et unième session pour le faire.

POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR

Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention (*fin*) [A/C.6/L.1031/Rev.1]

45. M. KOLESNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) appelle l'attention sur le projet de résolution A/C.6/L.1031/Rev.1, qui comprend un certain nombre de modifications de fond par rapport au projet de résolution initial. Dans le préambule du projet de résolution révisé, la seule modification de fond se trouve au cinquième alinéa, où il est préconisé d'étudier la question du statut du courrier diplomatique, compte tenu de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques³ de 1961. Dans le dispositif du projet révisé, des modifications de fond apparaissent dans les paragraphes 4 et 5. D'après le paragraphe 5 en particulier, la Commission du droit international (CDI) n'est plus chargée d'entreprendre un examen de la question du statut du courrier diplomatique, mais le Secrétaire général est prié de soumettre un rapport sur les observations que les Etats Membres lui auront communiquées à ce sujet, conformément à l'invitation qui leur est adressée au paragraphe 4 de ce même projet. Les modifications apportées aux paragraphes 4 et 5 représentent une tentative des auteurs de tenir compte des vues exprimées par certaines délégations qui pensaient qu'il serait prématuré, au stade actuel, de charger la CDI d'entreprendre l'examen de la question du statut du courrier diplomatique. On a pensé qu'il était préférable de solliciter les vues des Etats Membres à ce sujet avant de prendre une telle mesure. M. Kolesnik espère que les modifications ont rendu le projet plus largement acceptable et qu'il sera adopté par consensus.

46. Le PRESIDENT remercie les auteurs du projet de résolution des efforts qu'ils ont faits pour tenir compte des observations d'autres délégations et de la bonne volonté dont ils ont fait preuve.

47. M. FIFOOT (Royaume-Uni) remercie le représentant de l'URSS et les autres auteurs du projet de résolution révisé de la compréhension dont ils ont fait preuve en apportant au projet les modifications qui en éliminent les difficultés dont la délégation britannique a fait état à la séance précédente.

48. M. ABUL-KHEIR (Egypte) fait observer qu'il y a plusieurs erreurs de traduction dans le texte arabe du projet de résolution révisé, en particulier au paragraphe 5 du dispositif.

49. Le PRESIDENT indique que la Division de traduction effectuera les rectifications nécessaires.

50. M. JEANNEL (France) se joint au représentant du Royaume-Uni pour remercier les auteurs du projet de résolution des modifications qu'ils ont apportées au projet, qui est à présent pleinement acceptable pour la délégation française. Tout comme le texte arabe, la version française du projet révisé contient plusieurs erreurs de traduction sur lesquelles la délégation française appelle l'attention.

51. Le PRESIDENT dit que les traductions du projet révisé, qui ont été faites sous la pression de délais très courts, seront harmonisées les unes avec les autres.

52. M. KRISPIS (Grèce), rappelant que sa délégation avait soulevé des objections au sujet de certains points de la version originale du projet de résolution, déclare qu'elle est maintenant parfaitement satisfaite de la version révisée et espère qu'elle sera adoptée par consensus.

53. Après un bref échange de vues auquel participent M. JEANNEL (France), M. FIFOOT (Royaume-Uni), M. KOLESNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. VANDERPUE (Ghana), M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) et M. FRANCIS (Jamaïque), il est entendu que le texte anglais du projet de résolution révisé est exact pour l'essentiel.

54. M. GODOY (Paraguay), se référant au texte espagnol du projet de résolution révisé, dit que l'emploi du mot "*Reafirma*" au paragraphe 1 du dispositif aurait été plus correct que "*Confirma*".

55. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter le projet de résolution A/C.6/L.1031/Rev.1 sans procéder à un vote, étant entendu que les textes anglais et russe sont exacts et que les versions dans les autres langues seront harmonisées avec les textes anglais et russe.

Il en est ainsi décidé.

56. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) remercie les auteurs du projet de résolution révisé de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve en effectuant les modifications demandées par plusieurs délégations. La version actuelle permet à sa délégation de continuer à considérer que le texte de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, et en particulier l'article 27 de la Convention, ne devraient pas être modifiés. La délégation des Etats-Unis souscrit à l'invitation adressée aux Etats qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à la Convention.

57. M. SIBLESZ (Pays-Bas) dit que sa délégation a pu se joindre au consensus pour adopter le projet de résolution révisé, bien qu'elle éprouve certaines réserves quant à l'opportunité d'examiner la question du courrier diplomatique. La délégation néerlandaise n'est pas convaincue que

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, n° 7310, p. 95.

les cas de violation des dispositions de la Convention de Vienne dont il a été fait état devraient être considérés comme étant un point distinct de l'ordre du jour. En ce qui concerne le paragraphe 3 du projet de résolution révisé, la délégation néerlandaise est heureuse de pouvoir annoncer que le Gouvernement néerlandais soumettra sous peu au Parlement un projet de loi qui permettrait aux Pays-Bas de ratifier la Convention de Vienne.

POINT 118 DE L'ORDRE DU JOUR

Résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales :

a) Résolution concernant le statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes

b) Résolution concernant l'application de la Convention dans les activités futures des organisations internationales (A/10141)

58. Le **PRESIDENT** fait savoir qu'à la suite de consultations auxquelles il a procédé avec de nombreuses délégations intéressées il pense qu'il existe un consensus général pour estimer que faute de temps, l'examen du point 118 de l'ordre du jour devrait être renvoyé à la trente et unième session de l'Assemblée générale. S'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que la Commission décide de surseoir à l'examen de cette question.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 5.

1582^e séance

Vendredi 5 décembre 1975, à 11 h 5.

Président : M. Frank X. J. C. NJENGA (Kenya).

A/C.6/SR.1582

POINTS 113 ET 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies (fin*) [A/10033, A/10102, A/10108, A/10113 et Corr.1 et Add.1 à 3, A/C.6/437, A/C.6/L.1028, A/C.6/L.1030]

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les Etats : rapports du Secrétaire général (fin*) [A/10218, A/10219, A/10255, A/10289, A/C.6/437, A/C.6/L.1028, A/C.6/L.1030]

1. Mme LOPEZ (Philippines), faisant référence au document A/C.6/L.1030, dans lequel sont exposées les incidences financières du projet de résolution A/C.6/L.1028, que la Commission a adopté par consensus, dit que sa délégation croit comprendre que les membres du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation se consultent afin de déterminer à quelles autres dates le Comité pourrait se réunir. Ils estiment que février 1976 est une date trop rapprochée et la grande majorité d'entre eux préférerait que la réunion du Comité, même si elle ne doit pas se tenir au Siège, ait lieu à une date plus reculée. La délégation philippine demande que le Secrétariat communique à la Commission les autres dates auxquelles le Comité spécial pourrait se réunir et espère que ces dates seront adoptées par consensus. Pour terminer, Mme Lopez demande au Président de lancer un appel aux présidents des Groupes régionaux pour qu'ils communiquent au Rapporteur les noms des Etats Membres supplémentaires du Comité,

comme prévu au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution A/C.6/L.1028.

2. Le **PRESIDENT**, faisant droit droit à la demande de la représentante des Philippines, dit que, compte tenu du caractère urgent de la question, il lancera un appel aux présidents des Groupes régionaux à cet effet.

3. M. RYBAKOV (Secrétaire de la Commission) dit que, en dehors de la date prévue dans le document A/C.6/L.1030, le Comité spécial pourrait aussi se réunir du 5 au 30 juillet 1976 à Genève. Pour ce qui est des services à fournir au Comité, leur coût, si la réunion se tient à Genève, s'élèvera à 373 300 dollars, soit 37 000 dollars de plus que si la réunion se tient au Siège. Mais ce chiffre ne tient pas compte des crédits supplémentaires que le Secrétaire général pourrait avoir à demander pour le budget de l'exercice biennal 1976-1977. Si la réunion du Comité se tient à Genève, le montant de ces crédits sera fonction non seulement de cette réunion, mais aussi des autres réunions qui pourront se tenir en même temps. Il est probable qu'une partie au moins des services à fournir au Comité spécial devra être assurée par du personnel d'appoint, ce qui entraînera des dépenses supplémentaires. Toutefois, compte tenu de l'ensemble des ressources disponibles à Genève, le Secrétaire général ne demanderait pas de crédits supplémentaires pour la tenue de la réunion de Genève; mais il indiquerait ultérieurement à l'Assemblée générale dans quelle mesure des crédits supplémentaires seraient nécessaires, compte tenu du calendrier des réunions à Genève. En revanche, en ce qui concerne les frais de voyage des spécialistes du Service juridique à Genève, le Secrétaire général se verrait de toute façon obligé de demander des crédits supplémentaires de 9 200 dollars. Ce chiffre est inférieur à ce qu'il aurait pu être, car quelques membres du service compétent seront disponibles à Genève au mois de juillet en raison de la réunion d'un autre organe juridique.

* Reprise des débats de la 1578^e séance.

4. Mlle AGUTA (Nigéria) fait observer que le projet de résolution A/C.6/L.1028 a été adopté par consensus et dit qu'elle souhaiterait qu'on procède à des consultations avant d'y introduire des changements.

5. M. SANDERS (Guyane) rappelle qu'est envisagée au deuxième paragraphe de la lettre, en date du 19 mai 1975, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer¹ l'éventualité d'une cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et ajoute qu'il serait difficile pour des délégations peu nombreuses comme celle de son pays de participer à la fois aux séances du Comité spécial et à celles de la Conférence si elles avaient lieu en même temps.

6. M. KOLESNIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le calendrier des réunions pour 1976 étant déjà très chargé, il serait préférable que le Comité spécial se réunisse en 1977. En tout état de cause, si la réunion avait lieu en 1976, la délégation soviétique préférerait que l'on s'en tienne aux dates proposées initialement non seulement pour les raisons d'ordre financier exposées par le Secrétaire de la Commission, mais aussi parce que l'on risque de ne pas pouvoir fournir au Comité les services voulus. En effet, il est très vraisemblable que la Conférence sur le droit de la mer n'achèvera pas ses travaux à sa quatrième session et qu'il sera nécessaire de convoquer une cinquième session. Or, celle-ci coïnciderait justement avec la nouvelle date proposée pour la réunion du Comité spécial et il faudrait lui accorder la priorité.

7. M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il lui paraît difficile de prendre en si peu de temps une décision modifiant la date et le lieu de la réunion du Comité spécial. Il serait préférable que la décision soit prise au moment de l'examen, à la Cinquième Commission, des incidences financières du projet de résolution A/C.6/L.1028.

8. M. VAN BRUSSELEN (Belgique) demande que l'on tienne compte des problèmes que cela poserait aux délégations peu nombreuses d'envoyer des représentants, aux mêmes dates, aux séances du Comité spécial et à celles de la Conférence sur le droit de la mer. Bien que son pays ne soit pas membre du Comité spécial, il souhaiterait assister à ses séances en qualité d'observateur, ce qui sera difficile si elles ont lieu en même temps que celles de la Conférence sur le droit de la mer.

9. Mme LOPEZ (Philippines) dit que sa délégation s'est bornée à demander d'autres dates pour la réunion du Comité spécial, sans proposer elle-même de date précise. La délégation philippine approuve la suggestion du représentant des Etats-Unis tendant à ce que la décision à ce sujet soit prise à la Cinquième Commission.

10. M. ABDALLAH (Tunisie) dit qu'à son avis la tenue de la réunion du Comité spécial au Siège, en février 1976, ne pose pas de grands problèmes. Il pense, comme le représentant de l'Union soviétique, que la décision de principe sur le lieu et la date de la réunion doit être prise à la Sixième Commission.

11. M. STARČEVIĆ (Yougoslavie) dit que le projet de résolution A/C.6/L.1028 a été adopté sans préjuger la décision concernant le lieu et la date de la réunion du Comité spécial. Il se joint au représentant de la Tunisie pour affirmer que c'est la Sixième Commission qui doit prendre la décision.

12. M. RYBAKOV (Secrétaire de la Commission) dit que le Secrétariat a examiné avec beaucoup d'attention les dates possibles de réunion du Comité spécial et que les deux seules possibilités sont : de la mi-février à la mi-mars, en 1976, au Siège, ou en juillet de la même année à Genève. Quant au choix du lieu de la réunion, il est partie intégrante du projet de résolution et ne peut être décidé ultérieurement.

13. M. JEANNEL (France) dit que les deux dates de réunion proposées présentent à la fois des avantages et des inconvénients et que ni l'une ni l'autre ne font pencher la balance de manière définitive dans un sens ou dans l'autre. Cependant, il semble se dessiner à la Commission un courant favorable à la tenue de la réunion du Comité spécial en février 1976 au Siège. La délégation française est prête à s'y associer. Par ailleurs, M. Jeannel souhaite attirer l'attention de la Commission sur une question très préoccupante : tous les états des incidences financières des projets de résolution montrent que les réunions tenues à Genève sont plus coûteuses que celles tenues au Siège. Cela se comprend quand c'est une conférence importante nécessitant plusieurs équipes d'interprètes et de traducteurs qui se réunit à Genève, étant donné que les services de Genève sont plus limités que ceux de New York et qu'il est nécessaire d'envoyer en renfort du personnel du Siège. Mais la réunion d'un organe comme le Comité spécial ne nécessiterait sans doute pas l'envoi de personnel du Siège et, en tout cas, il n'y a pas de raison pour que l'emploi de personnel local soit plus coûteux à Genève qu'à New York. La délégation française souhaite que l'on n'oppose pas systématiquement des considérations d'ordre financier à la tenue de réunions à Genève.

14. Le PRESIDENT propose que la décision sur le lieu et la date de la réunion du Comité spécial soit prise à la Cinquième Commission au moment de la discussion sur les incidences financières du projet de résolution A/C.6/L.1028.

Il en est ainsi décidé.

Clôture des travaux de la Commission

15. Après l'échange habituel de politesses auquel prennent part M. CEAUŢUJ (Roumanie) au nom du Groupe des Etats d'Europe orientale, M. ROSENSTOCK (Etats-Unis d'Amérique) au nom du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, M. MANGONGO-NZAMBI (Gabon) au nom du Groupe africain, M. BAQIR (Pakistan) au nom du Groupe asiatique, M. OLMOS (Argentine) au nom du Groupe latino-américain, M. SUY (Secrétaire général adjoint aux affaires de l'Assemblée générale et aux affaires juridiques, Conseiller juridique) et le PRESIDENT, le PRESIDENT déclare que la Commission a achevé ses travaux pour la trentième session.

¹ A/10121.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
